

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 31-32-33

OCTOBRE - NOVEMBRE - DECEMBRE 1987

Ce bulletin parait en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger) 30 FF

Abonnement annuel (12 numéros) : (France) 200 FF, (Etranger) 250 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamed HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE - 106, rue Lafayette - 75010 PARIS - FRANCE
tél : (1) 48 24 64 64

SOMMAIRE :

- TURQUIE : LES PARTIS KURDES ABSENTS DES ELECTIONS
- IRAK : UN APPEL KURDE AU SOMMET ARABE
- LE PRESIDENT ALLEMAND DEMANDE AUX AUTORITES TURQUES DE GARANTIR LES DROITS DE DES MINORITES
- DOCUMENTS : L'ETAT TURC MET EN FICHE SES CITOYENS KURDES ET AUTORISE SON ARMEE A "TUER LES SEPARATISTES"
- LA POLITIQUE KURDE D'ANKARA VUE PAR LES AMERICAINS
- A SIGNALER
- PUBLICATIONS RECENTES
- DANS LA PRESSE KURDE
- LA REVUE DE PRESSE, EN BREF
- PUBLICATIONS EN VENTE

TURQUIE : LES PARTIS KURDES ABSENTS DES ELECTIONS

Dans le cadre du processus "de retour à la démocratie" des élections législatives anticipées ont eu lieu le 29 novembre en Turquie. Sept partis politiques turcs (deux du centre-gauche, deux du centre-droit et trois d'extrême-droite) étaient autorisés à y participer. Au terme d'une campagne à l'américaine, mettant en œuvre de moyens sans précédent, le Parti de la Mère-Patrie (ANAP) du Premier ministre Turgut OZAL a obtenu avec seulement 36,3 % des suffrages exprimés 64,9 % des sièges (292 sur 450) de l'Assemblée Nationale turque. Le centre-gauche a obtenu au total 33,3 % des voix (24,8% pour le Parti populiste social-démocrate de M. İnönü et 8,5% pour le Parti de la gauche démocratique de M. Ecevit) et 99 sièges de députés. Le Parti de la Juste-Voie (centre-droit) de l'ancien Premier ministre Demirel, renversé par le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, est arrivé en troisième position avec 19,2 % des votes exprimés et 59 sièges. Les formations qui n'ont pas réussi à franchir la barre des 10 % des suffrages exprimés n'auront pas de représentants au Parlement d'Ankara. Grâce à une loi électorale taillée sur mesure, M. Ozal qui, par rapport aux élections de 1983, a perdu 8,8 % des voix et se voit désavoué par une large majorité (63,3 %) des électeurs se retrouve à la tête d'une confortable majorité parlementaire, en charge du gouvernement du pays pour les cinq années à venir.

Cette "démocratie à la turque" dont les limites ont été définies par le dispositif institutionnel mis en place par les généraux depuis 1980 est critiquée en Turquie même pour son caractère singulièrement inique et restrictif. Plusieurs dispositions de la Constitution turque, élaborée par les militaires et toujours en vigueur, de la loi électorale et du Code pénal interdisent la participation des organisations de gauche au jeu démocratique. Quant aux 10 à 12 millions de Kurdes qui représentent environ le quart de la population totale du pays, ils avaient le "choix" entre les partis politiques turcs qui, par conviction idéologique ou par crainte d'être interdits, refusent même de reconnaître leur existence. En effet, l'article 81 de la Loi n° 2820 portant statut des partis politiques, adoptée le 22.4.1983 par le régime militaire, stipule que "les partis politiques a) ne peuvent affirmer qu'il existe sur le territoire de la République de Turquie des minorités basées sur une différence nationale ou religieuse, culturelle ou confessionnelle ou raciale ou linguistique; b) ne peuvent avoir pour objectif et mener des activités visant à saper l'unité nationale en créant des minorités sur le territoire de la République de Turquie par la protection, le développement et la diffusion d'une langue et d'une culture autres que la langue et la culture turques". Les articles 141-4 et 142-3 du Code pénal punissent de peines de 5 à 12 ans de réclusion les contrevenants individuels et un parti qui enfreindrait ces interdictions peut être dissous par la Cour constitutionnelle. Une fois de plus, les Kurdes ont donc été privés du droit d'élire librement leurs représentants. Le vote étant obligatoire, ils ont souvent voté pour des candidats leur paraissant les moins intolérants, les moins compromis avec le régime militaire. Signe éloquent des distorsions et perversions de la "démocratie" turque : à Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie, traditionnellement bastion de la gauche, placés devant le dilemme de choisir entre les candidats de M. Ecevit, farouchement anti-kurde, de M. İnönü qui n'avait pas hésité à expulser de son parti ceux qui réclamaient la traduction en kurde de son programme, et de M. Ozal, mis en selle sous le régime militaire, plus du quart des électeurs ont voté pour le Parti de la prospérité, de tendance religieuse, qui dénonce l'intolérance et les injustices du régime et prône "la fraternité et la tolérance traditionnelles de l'Islam envers toutes les convictions et toutes les cultures".

IRAK : UN APPEL KURDE AU SOMMET ARABE

Les principales organisations kurdes d'Irak ont lancé un appel commun au Sommet arabe extraordinaire qui s'est tenu le 8 novembre à Amman. Dans cet appel signé par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti démocratique du peuple kurde d'Irak, le Parti socialiste kurde, le Parti socialiste du Kurdistan irakien et l'Union patriotique du Kurdistan irakien, les dirigeants kurdes exposent aux chefs d'Etat arabes la situation dramatique du peuple kurde en Irak et les prient d'intervenir auprès des autorités de Bagdad pour "faire cesser le massacre et les déportations des populations civiles kurdes et la destruction des villages du Kurdistan". Au cours des six derniers mois, précise ce texte, "le régime irakien a eu neuf fois recours à l'usage des armes chimiques et des gaz asphyxiants contre ses propres citoyens kurdes. 2920 villages ont été détruits, 748 écoles fermées et 15 000 élèves privés d'enseignement".

Les Kurdes s'adressent régulièrement aux sommets arabes ainsi qu'aux conférences islamiques. Jusqu'à présent, cependant, aucun Etat n'a eu le courage de prendre leur défense dans ces forums.

LE PRESIDENT ALLEMAND DEMANDE AUX AUTORITES TURQUES DE GARANTIR LES DROITS DES MINORITES

Depuis peu la Turquie décerne un "Prix Atatürk International de la Paix". Attribué par un jury composé de 5 représentants du gouvernement turc, deux représentants de l'armée, du président du Haut-Conseil Atatürk, du président de la République et de sept personnes nommées par ce dernier ce curieux prix étatique vise à améliorer à l'extérieur l'image du régime turc. En 1986 il avait été remis en grande pompe à M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN. Cette année le jury turc, où ne siège aucune personnalité indépendante, a choisi de "récompenser le président allemand Richard von Weizsaecker pour ses efforts en faveur de la paix et de la démocratie". Venant de la part d'un pays qui n'est pas précisément un modèle de démocratie, considéré par les organisations humanitaires comme l'un des pays respectant le moins les droits de l'homme, cet hommage a suscité de vives polémiques en RFA : une respectable personnalité occidentale doit-elle, au nom de la raison d'Etat, accepter de telles opérations de propagande ? Arméniens, Chypriotes, Kurdes de Turquie et d'Irak, démocrates turcs sont là pour témoigner que l'Etat turc n'est ni à l'intérieur ni à l'extérieur de ses frontières une puissance de paix et qu'il n'est pas vraiment bien placé pour décerner un Prix international de la paix. Qui plus est, ce prix porte le nom d'Atatürk, qui en 15 années de pouvoir absolu a déporté et massé plus d'un million de Kurdes au nom de son idéologie chauvine et fascisante. C'est encore au nom de cette idéologie kémaliste que les Kurdes sont privés de leurs droits élémentaires, que les défenseurs des libertés sont persécutés. A quand un Prix international de la démocratie attribué par Pinochet ?

Ces critiques et d'autres n'ont pas empêché le président allemand de se rendre à Ankara pour recevoir des mains du général Evren son Prix Atatürk. Et d'une manière inattendue pour ses hôtes turcs, au cours de la cérémonie de réception, il a prononcé un discours sur les vertus de la démocratie, de la tolérance et du respect des minorités, discours qualifié de "leçon non demandée de démocratie" par la presse turque et qui a produit l'effet d'une douche froide sur les officiels turcs. "La démocratie ne saurait être une grossière action de missionnaire mais la liberté de persuader et de convaincre. Lorsque l'Etat adopte une idéologie et une vision du monde déterminées et répond par la répression aux opinions contraires il est impossible qu'un dialogue libre se développe (...). Quand on veut la paix dans le monde, on doit également viser à instaurer la paix dans son pays. Cela signifie parfois une meilleure garantie des droits humains individuels, en certains cas la réalisation d'une meilleure justice sociale, quelquefois l'abolition des restrictions racistes et la protection des minorités. Comme la plupart des Etats nationaux d'Europe la Turquie d'Atatürk a été également confrontée au problème des minorités ethniques et religieuses. Nous comprenons les inquiétudes que vous éprouvez à l'égard des entreprises menées sous tel ou tel paravent contre l'intégrité de la nation turque. Notre propre histoire et notre expérience nous ont appris que pour assurer la paix intérieure d'une nation il faut que les divers peuples et groupes d'opinion, dans la loyauté et l'adhésion aux lois et à la constitution de l'Etat, vivent ensemble dans le respect mutuel et la tolérance (...) A la base du mouvement d'ouverture vers l'Europe initié par Atatürk résidait la conviction que le principe du respect des droits de l'homme et du progrès démocratique devait nous être commun. De ce fait, et parce que nous sommes de plus en plus proches les uns des autres la protection et l'observation de ces valeurs sont suivies avec grande attention. La question du traitement des détenus et des condamnés dans le respect des principes de l'Etat de droit et d'une manière compatible avec la dignité humaine est un test que les démocraties doivent passer avec succès".

Cette prise de position de M. Von Weizsaecker a beaucoup irrité les autorités turques. Le général Evren a parlé "de jugements unilatéraux, erronés et partiels" et réitéré que "tous les droits des gens vivant en Turquie sont garantis par la Constitution et la justice turque indépendante". Cette visite qui devait rehausser l'image du régime turc chez son meilleur allié européen a finalement créé ce que la presse officielle turque appelle "un nouveau malaise dans les relations germano-turques".

DOCUMENTS : L'ETAT TURC MET EN FICHE SES CITOYENS KURDES ET AUTORISE SON ARMEE A "TUER LES SEPARATISTES"

L'hebdomadaire turc 2000'e Dogru (Vers 2000) qui avait réussi à acheter moyennant environ 100.000 dollars une partie des archives de la présidence de la république turque, en dépit des saisies et poursuites judiciaires nombreuses, continue de

publier certains documents secrets ayant notamment trait à la question kurde. Ainsi, dans son numéro 51, daté du 13 décembre, il reproduit un "rapport top secret" sur la mise en fiches d'environ 2 millions de Kurdes. Ce rapport porte sur les "tribus" de 23 départements de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est (NDLR : En fait, les Kurdes ne forment une large majorité de la population que dans 19 de ces 23 départements). Ces "tribus" sont classées en fonction de leur "loyauté envers l'Etat turc" en quatre catégories : celles qui soutiennent les activités kurdistes, celles qui sont suspectes, celles qui paraissent attachées à la cause (NDLR : à la patrie turque, évidemment) et celles qui sont attachées à la patrie. 671 184 personnes sont répertoriées dans cette dernière catégorie. Les autres Kurdes sont soit "suspects" (502 921), soit "kurdistes" (782 014). Une petite minorité (14 533) est "apparemment attachée à la patrie".

Le rapport dresse la liste nominative de ces tribus et de leurs chefs, évalue leur niveau d'éducation et leurs rivalités avec d'autres tribus. Les autorités civiles et militaires des provinces kurdes à qui ce rapport est destiné ont pour instruction d'agir à l'égard de la population locale en fonction de ces "critères de loyauté", d'accorder faveurs et privilèges aux loyalistes, d'attiser les conflits internes "des suspects et kurdistes".

Dès sa sortie des presses, l'hebdomadaire a été saisi pour "incitation ouverte de la population à la haine et à l'animosité" et déferé à la Cour de sûreté de l'Etat. Ce même hebdomadaire publié dans son numéro daté du 15 novembre (voir Revue de presse, p 55) un ordre du jour signé du général de gendarmerie Osman ÇITIN et adressé aux unités turques opérant au Kurdistan. Le général leur demande de monter localement des opérations et embuscades "ayant pour but d'arrêter et de tuer des membres des organisations séparatistes et subversives". Les militaires turcs en campagne, munis de leur autorisation de tuer, s'arrogent ainsi le droit de juger sur le champ, sans autre forme de procès, de dire qui est "séparatiste", "terroriste" ou "subversif" et de l'abattre. De cette façon de nombreux civils kurdes ont été assassinés au cours des dernières années. L'hebdomadaire publie de nombreux témoignages des paysans kurdes et des soldats turcs sur ces tueries sommaires.

LA POLITIQUE KURDE D'ANKARA VUE PAR LES AMERICAINS

Le quotidien turc *Söz* publie dans son numéro du 9 novembre des extraits d'une analyse du problème kurde faite en septembre 1979 par l'ambassade américaine d'Ankara à l'intention du Département d'Etat. D'après ce document "les Kurdes constituent la majorité dominante dans les provinces de l'Est et du Sud-Est de la Turquie. Dans certaines régions comme celle de Diyarbakir cette majorité atteint jusqu'à 90 % de la population. Depuis la fondation il y a environ 50 ans de l'Etat turc moderne les pouvoirs ont contrôlé la région au moyen d'une collaboration économique et politique avec les propriétaires fonciers et les chefs de tribus kurdes et d'une puissante présence militaire. Bien que de nombreux Kurdes soient intégrés à la vie politique et économique turque la région qu'ils habitent demeure la moins développée du pays. Par ailleurs, en raison des insurrections kurdes des premières années de la République, les Turcs ont toujours été sceptiques quant à la loyauté des Kurdes envers l'Etat. Pour assurer la paix dans la région et réprimer les mouvements séparatistes ils ne se sont appuyés que sur la force militaire. (...) Les Kurdes occupent une place importante parmi les partisans d'Ecevit (NDLR. L'ancien Premier ministre social-démocrate turc, président du Parti républicain du peuple). Depuis plus de 10 ans les jeunes Kurdes éduqués sont de plus en plus conscients de leur identité ethnique et de la politique de négligence menée dans leur région. (...) Face à la conscience ethnique grandissante des Kurdes et aux conceptions nationalistes des militaires le cabinet Ecevit fait preuve de tolérance, de respect rigoureux des lois et renforce les moyens légaux traditionnels. Cette "approche douce" d'Ecevit est le résultat naturel de ses convictions social-démocrates et de son besoin de ménager les parlementaires d'origine kurde de son parti et les indépendants pour conserver sa majorité critique au Parlement. Comme cela a été indiqué récemment au cours d'un entretien avec l'Ambassadeur, le plus haut responsable militaire turc, le général Evren, partage la volonté d'Ecevit de poursuivre cette "approche douce". L'opinion d'Evren selon laquelle à l'origine de la question kurde se trouverait le retard pris dans la mise en oeuvre d'une loi de réforme agraire simplifiée un peu trop cette question. Mais le Chef d'état-major turc croit à la nécessité de résoudre la question kurde si possible sans avoir recours aux méthodes traditionnelles d'écrasement de têtes. Cependant l'approche Ecevit-Evren ne représente pas la tendance générale. Et nous avons reçu des rapports indiquant que les autres n'étaient pas contents de cette attitude. Ces derniers préfèrent une approche plus dure et l'écrasement de ceux qui créent des problèmes pour rétablir l'autorité turque dans la région. D'après les derniers rapports des services de renseignement, interrogés sur l'état de la sécurité dans l'Est les autorités semblent partager cette approche plus traditionnelle et plus dure. L'affaiblissement du contrôle général dans la région est considéré comme la preuve de la perte de tout contrôle. Les conclusions des auteurs de ces rapports à propos de la sécurité expriment tout à fait leurs sentiments sur la façon d'aborder ce sujet et sont à l'opposé de l'approche d'Ecevit-Evren. (...) Nous croyons que le gouvernement turc poursuivra sa politique "d'approche douce". Si, dans les mois à venir, le gouvernement Ecevit devait tomber ou les développements en Iran et en Irak devaient entraîner l'abandon de cette politique, il est très probable que pour rétablir l'autorité l'armée turque usant de son droit de préséance entreprendra de prendre le contrôle des forces séparatistes de la région. Nous croyons que cette entreprise sera de caractère dur, sans aucune nuance. Cela pourrait peut-être étouffer à court terme les voix de mécontentement et pousser sous terre les radicaux. La solution à long terme est un développement économique accéléré qui puisse arracher l'est de la Turquie à sa place de dernière dans la liste des principaux indices économiques."

Comme on sait, un an jour pour jour après la rédaction de ce document américain, l'armée turque usant de son fameux "droit de préséance" n'existant dans aucun Etat de droit, a renversé le gouvernement légal du pays pour mettre en oeuvre une "approche plus dure, sans aucune nuance". Une approche qui s'est traduite par l'arrestation des dizaines de milliers de militants kurdes, la torture, les mises à mort sommaires, etc...

A SIGNALER

- AZIZ NESIN DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT. Le célèbre humoriste turc a comparu le 25 décembre devant la Cour de sûreté d'Etat d'Istanbul pour avoir, dans une interview accordée en août dernier à l'hebdomadaire 2000'E DOGRU, réclamé des droits culturels pour les Kurdes. Ce faisant, il se serait rendu coupable de propagande "affaiblissant les sentiments nationaux", de "discrimination raciale et d'offense à la mémoire d'Atatürk". M. Nesin, qui, jusqu'à ces dernières années, sous l'influence de l'intense bourrage de crâne de l'éducation nationaliste turque niait lui-même l'existence des Kurdes en Turquie a tourné en dérision l'idéologie officielle et ses juges. La Cour a décidé de demander un rapport d'expertise au "Centre Atatürk de recherches qui est l'autorité la plus compétente pour indiquer si les propos incriminés constituent un délit" et de renvoyer à une date ultérieure le procès. Souhaitant consacrer "les dernières années de son existence à la cause de la justice et de la démocratie" Aziz Nesin déclare "qu'il ne reculera devant aucun obstacle ou interdit, qu'il militera jusqu'au bout pour que les Kurdes si injustement traités en Turquie obtiennent tous les droits, à l'exception du droit de créer un Etat séparé". Cet écrivain avait déjà fait preuve d'un courage singulier en intentant un procès au général Evren, chef de l'Etat turc, pour "atteinte à la bonne réputation de la Turquie en instituant la pratique systématique de la torture et de la censure". Il ne s'est évidemment trouvé aucun juge pour instruire une telle plainte dans un pays dont les habitants n'ont toujours pas accédé véritablement au statut de citoyens.

- UN DOSSIER D'AMNISTY SUR LA TORTURE EN TURQUIE. L'organisation humanitaire a publié en novembre un dossier très documenté sur l'usage systématique de la torture dans les prisons turques, les centres de torture et les méthodes des tortionnaires (Cf. Revue de presse de novembre pp 17-23).

PUBLICATIONS RECENTES

AL-DAHOODI Zuhdi, Die Kurden, Geschichte, Kultur und Uberlebenskampf, Umschan Verlag, Franckfort, 1987, 191p.

KRISTEV Radoy, Borbata na kurdite za natsionalno osvobodjenje(La lutte des Kurdes pour la libération nationale), in Bulletin de l'Institut pour les théories sociales contemporaines de l'Académie bulgare des sciences, pp 19-35.

RUHANI Baba Mardukh, Tarîxî mesaîrî kurd(Histoire des Kurdes célèbres, mystiques, savants, gens de lettres et poètes), volume 2, Soroush Press, Téhéran, 1987, 289 p. En persan.

RES Kerem, Parad(Parade), éditions Sovietski Pisatel, Moscou, 1987, 493 p. Traduction russe des nouvelles d'un écrivain kurde soviétique.

RESIT Tosin, Nîvro(Midi), éditions Sovietakan Grog, Erevan, 1987, 136 p. Recueil de poèmes en langue kurde, caractères cyrilliques.

DANS LA PRESSE KURDE

ARMANC (Le But), magazine en kurde de l'Union démocratique des ouvriers kurdes, P.O. Box 240, 12750 24 Uppsala, Suède, publiée dans son numéro daté de décembre, 12p., un texte de Témûrê Xelîl sur le 90ème anniversaire de la naissance de l'écrivain kurde soviétique Erebe Semo, une interview avec le poète kurde irakien S. Bêkes, deux nouvelles de H. Holî et de K. Berz, des poèmes ainsi que des informations sur la situation au Kurdistan.

BERBANG (L'Aurore), organe en kurde de la Fédération des associations kurdes en Suède, Box 45205, 104 30 Stockholm, publiée dans son numéro 7/87(46) daté du 15 décembre, un article de X. Xozan sur la situation au Kurdistan de Turquie placée une nouvelle fois sous l'autorité d'un Inspecteur général d'Ankara, un compte-rendu du récent voyage des interprètes kurdes de Suède en Union soviétique, un conte kurde recueilli par Oskar Mann, un texte de présentation des oeuvres de l'artiste kurde Madhad M. Afî ainsi que des informations sur la vie de la communauté kurde en Suède.

DENGE KOMKAR, organe de la Fédération des Associations de travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale, publiée dans son numéro 101 (16p.) daté d'octobre 87 un compte rendu de la discussion de la question kurde devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations Unies, une interview de Christina Kukielka, membre du Parlement régional de Hambourg, un texte de A. Bali, sur la langue et la littérature kurdes. Une rubrique de publications récentes, ainsi que des

de Hambourg, un texte de A. Ball, sur la langue et la littérature kurdes, une rubrique de publications récentes, ainsi que des informations sur les activités de l'association et sur la situation en Turquie.

DOSSIER DU KURDISTAN, édité en français par le Comité du Kurdistan, BP 445, 75527 Paris Cedex 11, publie dans son numéro 17 (36p.), daté de novembre-décembre, un article du journaliste suisse Georg Schwarz, intitulé "le Kurdistan pris au piège de la violence et de la contre-violence", un récit de voyage de Dominique N. dans la province kurde d'Adiyaman, des nouvelles des prisons ainsi que des informations sur la lutte et les activités du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan).

KHABAT, organe de l'Association des étudiants kurdes en Asie, édité à Karachi, publie dans son numéro de septembre 87 un texte de présentation sur les Kurdes, un article sur les principales organisations kurdes ainsi que des informations sur la répression au Kurdistan.

KURDISCHES INFORMATIONS BLATT, Linke Wienzelle 78, 1060 VIENNE, bulletin édité en allemand, publie dans son n° 11, daté d'octobre 87 un article sur l'interdiction des noms kurdes en Turquie, un article sur la révolte kurde du Mont Ararat, 1927-1930, le texte du pacte conclu entre l'organisation arménienne Tasnak et le Khoyboon kurde ainsi qu'un point de vue sur Ismail Besikçi et son combat pour la vérité.

RUYA AZADI (le chemin de la liberté), organe en turc du Comité central du Parti socialiste kurde de Turquie, publie un texte sur le 70e anniversaire de la révolution d'octobre, un article de S. Savoskul sur la révolution soviétique, ainsi que des informations sur les activités de ce parti et sur la situation sociale et politique en Turquie.

SIRWE, revue culturelle kurde en caractères arabes imprimée à Ourmiah(Kurdistan iranien), publie dans son numéro 14, daté de décembre, un article sur le chanteur Elî Merdan, une étude de Marif Aghayî sur la géographie de la province de Shino(Oushnoviah), un texte d'Omar Faruqî sur le saint kurde Weyse Qeranî, un point de vue de Qazi Ehmed sur la difficulté de vivre dans les villes, la rubrique littéraire de de C. Cheikh al Islami, des contes, des poèmes, des proverbes et adages, etc...

A NOS LECTEURS

En raison des difficultés financières et techniques de l'institut la parution du Bulletin a subi un grand retard. Pour le résorber progressivement nous sommes amenés à publier quelques numéros triples. Nous espérons être en mesure d'assurer courant 1988 une meilleure régularité et prions instamment nos lecteurs et abonnés de bien vouloir nous excuser .

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIVRES

<u>EN FRANÇAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 F
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, Gérard Chailand	40 F
	MANUEL DE KURDE, Joyce Bleu	80 F
	GRAMMAIRE KURDE, Djeladet Bédir Khan et Roger Lescot	200 F
	IMAGES DU KURDISTAN DE TURQUIE, Şuayip Adlığ	40 F
	PERSECUTION DU PEUPLE KURDE EN SYRIE, I.S. Yanly	20 F
<u>EN FLAMAN</u>	LIED DER AARDE, Medeni Ferho	20 F
	CIGERXWIN, POEZIE UIT KOERDISTAN, Derwêş Ferho	20 F
<u>EN ALLEMAND</u>	KURDISCHE VOLKSDICHTUNG, Thomas Bois	20 F
<u>EN TURC</u>	ŞİYAN'IN SEYDASI, Mahmut Baksî	30 F
	KÜRT'ÜN TÜRK'ÜSÜ	50 F
	ZAZACA-TÜRKÇE SÖZLÜK, Malmisanij	85 F
<u>EN ARABE</u>	L'HISTOIRE DES KURDES ET DU KURDISTAN, Mehemed Emîn Zekî	120 F
	CIRIKEY KURDISTAN	25 F
<u>REVUES</u>	APPEL DU KURDISTAN, N° 3 et 4	15 F
	THE KURDISH OBSERVER	10 F
<u>DISQUES</u>	ŞİYAN PERYER, The Kurdish Troubadour	70 F
	GULÎSTAN, My Heart is in Kurdistan	70 F
<u>CASSETTES</u>	ŞİYAN PERYER, Ji bo zarokên Kurdistan N° 1 et 2	35 F
	NİZAMETTİN ARIÇ, N° 5	35 F
	BARAN, N°2	35 F
	STRANÊN ME DOSTIN, Melike & Şivan	35 F
	TEMO, Chants du Kurdistan	40 F
	CIWAN, N°3 (éd: Institut Kurde)	35 F
	MAZHAR, Awezî Kurdî N°1,2,3 et 4	35 F
<u>CARTES</u>	Noir et blanc	2 F
<u>POSTALES</u>	Couleur	3 F
<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY	10 F
<u>PUBLICATIONS</u>	HEYI, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3,4 et 5	50 F
<u>DE L'INSTITUT</u>	STUDIA KURDICA, revue d'études, n° 1 (arabe et persan)	40 F
	n° 2 (arabe), n° 3 (turc),	30 F
	BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, (tous les numéros)	25 F
	CARTE GEOGRAPHIQUE DU KURDISTAN (couleur, 125x80)	100 F

PUBLICATIONS EN VENTE, EN KURDE

LIVRES

EN KIRMANCÎ

ZEND AYISTA, Cegerxwîn	99 F
RONAK, Cegerxwîn	35 F
ŞEFAK, Cegerxwîn	35 F
HÊYÎ, Cegerxwîn	35 F
HÊLÎN, Mahmut Baksî	25 F
TU, Mehmet Uzun	40 F
ALADÎN Û LAMPAYA BI EFSÛN, traduit par Bavê Barzan	40 F
DENGÊ ROJA DIL, Derwêş Ferho	30 F
EM Û PIRSA ME, Şahînê Sorakîî	30 F
MIRINA KALEKÎ RIND, Mehmed Uzun	60 F
GIRTÎ, Firat Cewerî	50 F
KOMARA DEMOKRATÎK A KURDÎSTAN (MAHABAD), Kerîm Husemî	25 F
JIYANA REWŞENBIRÎ Û SIYASÎ YA KURDAN, Celîlê Celîî	30 F
ŞEX SEN'AN, Feqê Teyran	60 F

EN SORANÎ

HELBIJARDAN, Zencîra "Hewar"	20 F
ÇIROKÎ KURD, Rizgar Abdullah	20 F
SIYENE BO KURDISTAN, Yasîn Warzêr	15 F
HALWEST, Zencîra "Hewar"	30 F
DU TAQLAYÎ BE SUT, Sabeh Ghalib Abdullah	30 F
PAS AS BETAL, Zencîra "Hewar"	30 F
CUREWERÎ Û BIREWERÎ, Zencîra "Hewar" - Şex R. Talabanî	25 F
KARWANÎ ŞOREŞ, Zencîra "Hewar"	30 F
JE, Ferhad Şakelî	50 F

LIVRES

D'ENFANTS

SERKETINA MIŞKAN, M. Emin Bozarslan	35 F
ZAROKÊN ÎHSAN, Mahmut Baksî	35 F
ALFONS Û CINAWIR, Ferick Carlbrand	35 F

REVUES

RONAHÎ, des frères Bedir Khan de 1942 à 1945 (réédition)	100 F
ROJA NÛ, de Kamuran Bedir Khan de 1943 à 1946 (réédition)	100 F

PERIODIQUES

HÊLÎN, (revue pour enfant - en kurmancî)	6 F
ROJA NÛ, (revue culturelle - en kurmancî)	12 F
ÇARÇIRA " " "	20 F
TEKOŞER, " " "	10 F
MAMOSTAYÊ KURD, (revue culturelle - en soranî)	30 F
JIYAN, " " "	15 F
PEYY, " " "	35 F
MÎRKUT, N° 1, 2 et 3 (revue humoristique - en kurmancî)	15 F
ÎSOT de N°1 à 5	10 F

LA REVUE DE PRESSE EN BREF - OCTOBRE 1987

EN MARGE DE LA GUERRE DU GOLFE, la répression contre les Kurdes (Le Monde Libertaire 17.9.87).

A LA SUITE DE L'ARRESTATION D'UN GUIDE FRANCAIS en Turquie, protestation de Marc Fraysse, conseiller régional et conseiller municipal de Décines. Le Parlement européen adopte une résolution condamnant cet acte. (Lyon-Matin 29.9.87, Parlement Européen 10.87).

LA DIFFICILE SITUATION DES MINORITES CHRETIENNES en Turquie (La lettre du GDM 10.87).

DESTRUCTION DE 2 BASES MILITAIRES IRANIENNES par les Kurdes, selon le PDKI (AFP 3.10.87, L'Humanité 5.10.87).

TEMOIGNAGE SUR L'IRAK EN GUERRE d'un ingénieur, J.F. Danneels, qui y a passé plusieurs mois, en particulier au Kurdistan. "C'est un régime qui se dit socialiste mais en réalité totalitaire et qui ne me semble pas beaucoup trancher avec celui de l'Iran". (La Nouvelle Dépêche du Centre Ouest 3.10.87).

LE GUIDE FRANCAIS EN LIBERTE PROVISOIRE (Le Figaro 6.10.87). ASSIGNE A RESIDENCE EN TURQUIE, il est "inquiet pour sa sécurité" (L'Humanité 6.10.87). LA PRESSE TURQUE CRITIQUE le procès qui est intenté à Michel Caraminot, le guide français (Le Monde 6.10.87).

6 MORTS lors d'un accrochage à Siirt. 4 REBELLES TUES dans le village de Direkli. En tout, 86 personnes tuées par des Kurdes depuis 3 mois, selon Milliyet (AFP 7 et 12.10.87).

11 TUES par des rebelles kurdes (Le Monde 13.10.87).

ROME SOUS LE CHOC, après le rapt de 3 Italiens en Irak, par un groupe kurde pro-iranien. LES AUTORITES ITALIENNES, MALGRE ELLES, SE TROUVENT IMPLIQUEES plus avant dans la Guerre du Golfe (Le Matin 14.10.87, Libération 15.10.87).

LE GUIDE PREND LA CLEF DES CHAMPS, profitant de sa mise en liberté provisoire. (Libération 17.10.87).

BUREAUX PARISIENS DE LA LUFTHANSA occupés par des Kurdes (Le Soir 19.10.87).

EXECUTION DE 6 PERSONNES COUPABLES D'OPERATIONS ARMEES en Iran (AFP 19.10.87).

TEMOIGNAGE SUR LES PRISONS TURQUES par le jeune guide français qui y a séjourné 110 jours (L'Humanité 23.10.87).

LA POLITIQUE DE LA TERRE BRULEE de Bagdad n'est pas venue à bout de la guérilla kurde (Le Monde 23.10.87).

"L'IRAN EST LE MEILLEUR AMI D'ISRAEL". Ces propos attribués à M. Rabin, Ministre de la Défense d'Israël, ont été immédiatement démentis. Il s'agit, pourtant, d'une gaffe révélatrice (Le Figaro 30.10.87).

DOSSIER SUR LA TORTURE EN TURQUIE. Nombreux témoignages de personnes qui ont été soumises, des militants, mais aussi des femmes, des enfants... (Amnesty International 9.87)

300 ENFANTS ET ADOLESCENTS arrêtés à Suleymaniya. 29 auraient été exécutés (Amnesty International "Urgent Action" 16.9.87)

LE GUIDE FRANCAIS SERA JUGE POUR "SEPARATISME" (Sydney Morning Herald 3.10.87).

CONDAMNE A 36 ANS DE PRISON. Recep Marasli a été arrêté en 1978, puis en 1982 pour avoir publié des livres sur la minorité kurde. Il a pris part à plusieurs grèves de la faim, dans la prison de Diyarbakir, et son état de santé est critique. (Amnesty International Bulletin 10.87).

L'IRAK RASE LEURS VILLAGES, DEPORTE LES KURDES (The Washington Times 6.10.87).

RAPT d'Italiens en Irak (Financial Times 13.10.87)

ROME REFUSE DE NEGOCIER (Financial Times 15.10.87).

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL pour la réhabilitation du Secteur Santé en Turquie (Financial Times 28.10.87).

MALGRE LA GUERRE, l'économie irakienne se relève, grâce au pétrole (The Christian Science Monitor 29.10.87).

LE KURDISTAN, un pays occupé (Kölnner Volksblatt 20.10.87).

LES KURDES, UN PEUPLE OUBLIE (Mabuse oct.nov.87).

TROIS TECHNICIENS ITALIENS AUX MAINS DES KURDES. Les Kurdes demandent le retrait des navires italiens du golfe et lancent un ULTIMATUM : Cessez d'aider le régime de Bagdad. UN DES TECHNICIENS depuis un mois aux mains des Kurdes. La CIA collabore avec Rome pour les recherches. (Nuova Unità 8.10.87, Paese sera, Il Tempo, L'Unità, La Repubblica, La Stampa, Il Messaggero 13.10.87).

LE GOUVERNEMENT INVITE AU SILENCE et cherche à dédramatiser l'affaire. Une organisation d'étudiants kurdes en Europe affirme : "les raptés sont mauvais pour notre cause". LA QUESTION KURDE ET LE CONFLIT AVEC L'IRAN. L'Iraq de Saddam : 7 ans de guerre, un pouvoir absolu. (Il Manifesto 14.10.87).

ILS SONT VIVANTS ET BIEN PORTANTS, annoncent les Kurdes qui détiennent les techniciens italiens. BAGDAD : un missile terre-terre tombe sur une école. 29 enfants tués, 200 civils blessés. LE RECIT D'UN OTAGE ITALIEN en Irak, en 1984. (Avvenire 14.10.87).

LE PALAIS FARNESE confirme que des négociations secrètes ont eu lieu avec des Kurdes de Londres. Les trois otages se portent bien. TEHERAN rejette toute responsabilité. La présence militaire italienne dans le golfe constitue un soutien à la politique américaine dans la région. N'ACCUSONS PAS TOUS LES KURDES. (Il Giornale 14.10.87).

NOUS N'AVONS RECU AUCUN MESSAGE des ravisseurs kurdes, affirme le sous-secrétaire aux Affaires Etrangères (La Stampa 15.10.87).

VOICI NOS CONDITIONS. Interview du chef de l'Union Patriotique, à Londres. Pour le premier otage, des masques à gaz. Pour les autres, le retrait de la flotte italienne. LE GOUVERNEMENT NE SAIT PAS ENCORE EXACTEMENT AVEC QUI NEGOCIER. UN TECHNICIEN ITALIEN RACONTE : Comment j'ai vécu parmi les Kurdes. LES CHASSEURS DE MINE ITALIENS ont commencé leur travail dans le Golfe. (Paese Sera 15.10.87).

APRES AVOIR CACHE L'ENLEVEMENT DES TROIS TECHNICIENS, Goria et Andreotti envoient deux sous-secrétaires répondre aux interrogations des parlementaires. LA GUERRE DU GOLFE : une pluie de bombes sur des villages kurdes. Onze morts. OFFENSIVE IRAKIENNE CONTRE LES KURDES. Les otages sont en danger. (Il Manifesto 15.10.87).

DEUX GROUPES DIFFERENTS détiennent les otages. Ceux-ci sont ensemble cependant, affirme le représentant à Londres de l'Union Patriotique (Paese Sera 16.10.87).

INTERVIEW DE BARZANI : "Nous vous avons avertis". (Corriere della Serra 16.10.87).

LES OTAGES VONT BIEN. En aucun cas, nous ne leur ferons de mal. (La Repubblica 16.10.87).

LES ENNUIS DE MOSCOU. Selon l'"Etoile Rouge", l'URSS se sent mal à l'aise face à la modernisation de l'armée turque. L'AEROPORT MILITAIRE DE MUS mis à la disposition de l'OTAN entrera en service en 1990. (Milliyet 2.10.87).

CE SONT DES TRAFIQUANTS QUI ENVOIENT DES DEMANDEURS D'ASILE KURDES en RFA : sur les 31000 demandes, 5 ont abouti. (Tercüman 1.10.87).

GUET-APENS tendu par le PKK aux militaires à Tunceli (Milliyet 1.10.87).

AHMET TURK, candidat à la députation, accusé d'avoir aidé le PKK, déclare qu'il est certain d'être élu à l'Assemblée nationale (Hürriyet 2.10.87).

NOMBREUSES OPERATIONS DU PKK, à Mardin, Siirt, Iğdir, Diyarbakir. 25 membres du PKK arrêtés à Diyarbakir. (Milliyet, Hürriyet 3,5,9.10.87).

QUELLE CHANTEUSE SERT DE COURRIER AU PKK ? L'ARMEE SE MET EN ETAT D'ALARME, pour affronter les actions du PKK cet hiver. (Tercüman 5.10.87).

EFFORT D'UNIFICATION des partis de gauche interdits en Turquie (Milliyet 9.10.87).

LES PROTECTEURS DE VILLAGE ont stoppé une action du PKK à Bingöl. 20 MEMBRES DU PKK arrêtés à Mardin et au Mont Ararat. **L'IRAN ARME LES SEPARATISTES** : quel ami est-ce là ? (Tercüman, Milliyet, Hürriyet 10 et 12.10.87).

GENOCIDE DE TURCS à Kirkouk. 50 de nos frères de sang fusillés par le régime de Bagdad (Tercüman 10.10.87).

LE SANG A COULE A NOUVEAU. Le PKK a tué 13 personnes à Sirmak. **UN BILAN SANGlant** : 86 morts en 84 jours. (Milliyet 12 et 13.10.87).

4 HORS LA LOI TUES à Bingöl (Tercüman 14.10.87).

LE PKK A DONNE L'ORDRE A SES MILITANTS D'ATTAQUER LES OBJECTIFS ECONOMIQUES (Milliyet 14.10.87).

3000 TURCS FUYANT LE REGIME SANGlant DE L'IRAK sont dans une attente interminable en Iran (Tercüman 14.10.87).

RAPPORT D'AUTOPSIE : l'instituteur Siddik Bilgin est mort sous la torture. **ACTION DU PKK à Sirmak** : 2 morts, 8 enlèvements (Milliyet 14 et 15.10.87).

LA VERITE AMERE SUR LE MASSACRE DE COBANDERE. Les fusils de chasse face aux kalachnikovs (Tercüman 14.10.87).

UN PROTECTEUR DE VILLAGE transformé en héros. Après avoir tué 3 terroristes, il demande la protection de la police. **LA VISITE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR à l'est** : il lance un sévère avertissement aux fonctionnaires qui ne combattent pas suffisamment les séparatistes. **LE PKK ATTAQUE UN VILLAGE** : un protecteur tué. (Hürriyet, Milliyet 15 et 16.10.87).

DOUCHE FROIDE à Ankara, suite aux déclarations du Pdt de la République de RFA demandant la garantie des droits des minorités. **LE POLICIER ACCUSE D'AVOIR TORTURE A MORT** l'instituteur Sidik Bilgin est recherché pour viol (Milliyet 16.10.87).

LES EXILES DE LA PEUR : les tribus de Sirmak et Uludere quittent leur village. **SOUTIEN DE L'EUROPE** au guide français accusé de propagande kurde et arménienne arrêté en Turquie. **LA "GAFFE DIPLOMATIQUE"** du Pdt de la République de RFA est discutée à Ankara (Milliyet, Hürriyet, Tercüman 17.10.87).

318 MAIRES DE VILLAGE en séminaire avec le préfet de Bingöl. **ATTAQUE** du PKK à Dicle. Un maire de village tué. **LA FRONTIERE TURCO-SYRIENNE** sera désormais éclairée. **SABOTAGE** du PKK sur l'oléoduc turco-irakien. **UN CAMP DE CRIMINELS à notre porte** : le PKK se trouve à 20 km. de la frontière. (Tercüman, Hürriyet, Milliyet 17 et 19.10.87).

PANIQUE AU PKK. Un militant ayant quitté le parti est menacé de mort. (Tercüman 19.10.87).

INTERVIEW DU GUIDE FRANCAIS libéré après 5 mois de prison en Turquie (Hürriyet 21.10.87).

L'EX-DEPUTE NURETTIN YILMAZ n'ayant pas été investi par le SHP se présente sous l'étiquette de l'ANAP.

(Hürriyet 19.10.87).

5 MILLIONS DE LIRES EN PRIME à un père et son fils pour avoir tué 4 hors la loi. 3 SEPARATISTES ARRETES A MUS. UN POLICIER PENDU PAR LES SEPARATISTES. (Tercüman, Hürriyet 24 et 29.10.87).

LES SEPARATISTES S'ENTRE-DECHIRENT en RFA, aux Pays-Bas, en France et en Grèce (Tercüman 29.10.87)

L'ASSASSINAT DE HAMBOURG est l'oeuvre du PKK, affirme un membre du CDU. L'ANCIEN MINISTRE et candidat à la députation du SHP à Diyarbakir, M. Iskenderoglu, déclare qu'il abordera la question kurde à l'Assemblée Nationale. (Tercüman, Milliyet 29 et 30.10.87).

LA PENDAISON EST REQUISE POUR 5 MILITANTS DU PKK à Diyarbakir. UN TERRORISTE tué à Midyat. LA MAFIA ET LE PKK règlent leurs comptes. (Milliyet, Tercüman 30.10.87).

UNE INTERVIEW DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, Kinyas Kartal, d'origine kurde : "Les Kurdes, dit-il, aiment beaucoup les Turcs". (Hürriyet 5.10.87).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ALLEMAND, qui avait reçu le prix international de la paix , dédié à Atatürk, en est-il digne après ses déclarations malencontreuses ? (Yeni Gündem 18.10.87).

ENFIN LIBRE ! Le gouvernement entend lever l'interdiction frappant les films de Yilmaz Güney. LES SINISTRES DU TREMBLEMENT DE TERRE DE VARTO attendent depuis 21 ans la reconstruction de leur maison. UNE INTERVIEW du cinéaste Claude Weisz qui a tourné le film sur la vie de Güney. ON PEUT SAUVER HASANKEYF, site historique millénaire à Diyarbakir. (Nokta 4 et 11.10.87).

DES ITALIENS PRIS EN OTAGE. (Wiener Zeitung 15.10.87).

AVEC DES IRANIENS EN GUERRE L'IRAK. Les Kurdes en marche. (Wiener Zeitung 16.10.87).

SALE GUERRE AU KURDISTAN. Bombes au phosphore contre les villages kurdes. (Frankfurter Allgemeine Zeitung 26.10.87).

WEIZACKER met en garde la Turquie contre le danger de l'intolérance. En visite en Turquie pour recevoir le prix Atatürk de la Paix, le président invite la Turquie à respecter les droits de l'homme et les droits de la minorité kurde. (Der Tagesspiegel 15.10.87).

LA REVUE DE PRESSE EN BREF - NOVEMBRE 1987

PARUTION du livre de Zuhdi Al-Dahoodi "Die Kurden" (Umschau 10.87).

CONDAMNATION A 36 ANS DE PRISON confirmée en appel pour l'écrivain kurde Recep Marasli. Il est condamné pour activités séparatistes, et aussi pour la défense qu'il a présentée devant le tribunal (Ouest-France 24.10.87).

LES LOCAUX DE L'AGENCE DE PRESSE OUEST-ALLEMANDE DPA, PUIS CEUX DE LA CHAINE DE TELE ZDF OCCUPES par des militants du Front de Libération Nationale du Kurdistan, protestant contre la saisie de 700000 marks aux domiciles de plusieurs nationalistes kurdes, lors de perquisitions. (Libération 4.11.87, AFP 5.11.87).

LE PROCUREUR DEMANDE L'ACQUITTEMENT du guide français, les témoignages contradictoires de l'accompagnateur turc ne constituant pas des preuves. (AFP 3.11.87, Le Courrier de l'Ouest 5.11.87).

MEDECIN DU MONDE, Patrick Faure a passé un mois chez les Kurdes iraniens (Le Midi Libre 4.11.87).

LETTRÉ OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE "Je ne veux plus que mes impôts servent à massacrer les enfants kurdes. Je demande que le gouvernement français cesse toute aide militaire et financière au gouvernement irakien". C'est signé P. Leclercq, lecteur du Courrier de l'Action des Chrétiens contre la Torture, suite à une information sur les bombardements chimiques de villages kurdes par l'Irak. (Réforme 14.11.87).

APPEL DE 5 ORGANISATIONS KURDES CONTRE L'IRAK, au sommet d'Amman, afin qu'il intervienne en faveur du peuple kurde exposé à des massacres, opérations de déplacement de population et au génocide". PLUS DE 2000 SOLDATS IRAKIENS tués au Kurdistan irakien, selon Téhéran. 25 KURDES EXECUTES par l'armée irakienne, selon l'UPK. (AFP 7 et 21.11.87).

GUERRE IRAN-IRAK : Offensives dans le Kurdistan irakien (dans la région de Haj Omran) et campagne de mobilisation en Iran. Il y aurait eu 1000 tués et blessés dans les rangs des forces armées de Téhéran, affirment les Moudjahiddines du peuple. **MOBILISATION DES ETUDIANTS IRANIENS** inscrits à l'Université antérieurement à 1984, qui doivent rejoindre, pendant 6 mois, les unités combattantes. **L'UPK ACCUSE LES IRAKIENS D'AVOIR** exécuté plus de 200 Kurdes. **SELON BAGDAD**, les forces irakiennes exercent une domination totale dans les régions au nord-est de l'Irak. (A.F.P.23 et 24.11.87).

TURGUT OZAL bien parti pour remporter les élections législatives. Il affirme sa conviction de voir la Turquie, d'ici 1992, répondre aux critères démocratiques de l'Europe dans la plupart des domaines. **LA PRESSE TURQUE RETROUVE PEU A PEU SA LIBERTE...** mais critiquer les militaires ou évoquer la résistance kurde restent tabous. (Libération 26.11.87).

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 29.11 : la Turquie entre deux siècles (Le Monde 28.11.87).

BARZANI ET TALABANI, selon l'agence de presse iranienne IRNA, appellent au soulèvement contre l'Irak (AFP 27.11.87).

ARRESTATIONS ARBITRAIRES en Turquie de 2 dirigeants de partis de gauche. Le Parlement Européen adopte une résolution demandant leur libération immédiate (Parlement Européen nov.87).

LE LONG CHEMIN VERS LA DEMOCRATIE. Les élections en Turquie ont valeur de test. L'adhésion à la communauté européenne : un grand dessein, qui concerne de larges secteurs de la société turque. **RESURGENCE DU MONDE OUVRIER**, après l'écrasement du syndicalisme turc, au lendemain du coup d'état de 1980. **UN PRECIEUX AVANT-POSTE DE L'OTAN** : la Turquie possède l'armée la plus forte de l'OTAN en Europe, 800 000 hommes. **VIGOUREUSE POUSSEE DU COURANT ISLAMISTE**. Les attaques se développent contre les principes laïcs, piliers de l'Etat républicain turc. **LES ASSYRO-CHALDENS** : une minorité oubliée. **LE LOURD CONTENTIEUX AVEC LA GRECE**. **KURDISTAN**, un conflit qui dure. (Le Monde Diplomatique nov.87).

L'IRAK ADMET AVOIR DEPLACÉ DE FORCE LES KURDES, après avoir démolé leurs maisons (Sydney Morning Herald 7.11.87).

DEPUIS LE COUP D'ÉTAT DE 1980, LA TORTURE N'A PAS CESSÉ EN TURQUIE. Un dossier d'Amnesty International. Dans la région du sud-est, les Kurdes en font les frais. (Bulletin d'Amnesty International, nov.1987).

KURDISTAN... un reportage (Heer 15.11.87).

LES KURDES, en lutte depuis que le traité de Lausanne avait reconnu leur droit à un Etat indépendant (De Schnüss nov. 87).

LES KURDES ENFERMÉS DANS UNE NOUVELLE GUERRE où ils sont vaincus d'avance ? (World Report 9.11.87).

UNE RACE DE SEIGNEURS DE LA GUERRE : les Kurdes (Ahurka nov.87).

7 TERRORISTES TUÉS A SIRNAK lors d'une opération militaire. DES GRENADES POUR LES PROTECTEURS. (Tercüman, Hürriyet 4.11.87).

LA VÉRITÉ DERRIÈRE L'ASSASSINAT DE HAMBOURG : le PKK veut effrayer la gauche turque. APO avoue : une vie ne suffirait pas pour liquider l'Etat turc. (Hürriyet, Tercüman 5.11.87).

LES CANDIDATS A LA DÉPUTATION QUI N'ONT PAS REÇU L'INVESTITURE DU SHP accusent le Parti d'être à la solde des séparatistes kurdes. UNE FAMILLE ENTIÈRE membre d'une organisation clandestine arrêtée à Mersin. LE PKK A REUSSI A SE BRANCHER sur les fréquences de la police et de la gendarmerie. DECISION DU PKK : Priorité à l'action dans les villes. (Milliyet, Hürriyet 5 et 6.11.87).

CANDIDAT A LA DÉPUTATION DU SHP, AHMET TURK déclare que la mise en place des protecteurs de village divise la population. DIFFÉRENTES ACTIONS DU PKK à Gaziantep et à Nusaybin. (Milliyet, Tercüman, Hürriyet 6,7,9.11.87).

DERNIER APPEL LANCÉ AU PKK pour qu'il se livre aux autorités (Tercüman 9.11.87).

EVREN ET ECEVIT sont plus tendres que les généraux à l'égard des Kurdes, selon les rapports secrets établis par l'Ambassade des Etats-Unis (Söz 9.11.87).

LE PKK EST ISOLÉ en Europe (Milliyet, 10.11.87).

LA QUESTION KURDE A LA TÉLÉVISION ALLEMANDE : Les protecteurs de village "Nous n'avons pas peur du PKK". 27 MEMBRES DU PKK ARRÊTÉS à Hakkari. LE PKK A BRÛLÉ UNE ÉCOLE et enlevé l'instituteur. (Tercüman, Milliyet 10 et 12.11.87).

LE PROJET ÉCONOMIQUE GAP A DONNÉ LIEU A DES MALVERSATIONS (Milliyet 14.11.87).

UNE INTERVIEW D'AHMET TURK, candidat à la députation, actuellement emprisonné à Mardin. Il déclare que l'accusation de séparatisme est anachronique. (Milliyet 17,18.11.87).

15 JOURS D'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE obligatoire pour les protecteurs de village. UN SOLDAT SAUTE SUR UNE MINE POSÉE PAR LE PKK. DES HELICOPTÈRES seront utilisés contre les combattants du PKK (Milliyet 19 et 20.11.87).

LIBÉRATION D'AHMET TURK, contre lequel 15 années d'emprisonnement avaient été requises. LE PKK ATTAQUE maintenant les écoles et menace les instituteurs. (Milliyet 21.11.87).

LE RÉALISATEUR DE YOL passible de 15 ans d'emprisonnement. (Söz 21.11.87).

"LA VOIX DES KURDES AUX ÉTATS-UNIS" : la question kurde est discutée à l'Institut de Recherche du Moyen-Orient, à Washington. (Söz 21.11.87).

UNE SEULE SAGE-FEMME POUR 92 VILLAGES (Tercüman 21.11.87).

LE PKK ACCUSE de trahison les leaders du Parti communiste de Turquie, qui sont rentrés en Turquie. 31 MEMBRES DU PKK arrêtés à Diyarbakir (Milliyet 21.11.87).

ACCUSATION MENSONGERE DE LA RADIO BULGARE : "La majorité des races vivant dans l'empire ottoman ont été massacrées par les Turcs". UNE SUPER PRIME à ceux qui dénonceront les crimes du PKK et l'assassin d'Olof Palme. CANDIDAT DU DYP A LA DEPUTATION, Elgin proposerait le droit d'avoir des émissions en langue kurde à la télévision s'il était élu (Tercüman 23, 26.11.87).

L'ARMEE EN ETAT D'ALERTE pour faire face aux actions du PKK (Hürriyet 28.11.87).

L'OBJECTIF D'UNE ORGANISATION KURDE, TSK, est de réaliser des actions armées contre la Turquie. LE SCENARIO D'OCCUPATION MILITAIRE de Kirkouk fait de nouveau surface. LE REPRESENTANT DES TURCS en Irak "Nos frères de race ne doivent pas être sacrifiés pour les intérêts pétroliers de Turquie" (Yeni Gündem 1.11.87).

SELON UN DEPUTE DU SHP, AYDIN GURKAN, qui a divulgué des documents, dont l'authenticité a été confirmée par un commandant d'une unité de l'armée turque, ordre a été donné aux militaires d'arrêter et d'exécuter sur place les militants membres d'organisations séparatistes, sans autre forme de procès. (2000'e Dogru 15.11.87).

L'AVENTURE MALENCONTREUSE D'UN JOURNALISTE de la revue NOKTA, venu interviewer en Iran Masoud Barzani et Jelial Talabani : il a passé 11 jours en prison (2000'e Dogru 29.11.87).

LA DESTRUCTION DES KURDES D'IRAK (The Wall Street Journal 10.8.87).

LES KURDES D'IRAK LUTTENT POUR LEUR SURVIE (The New York Times 5.10.87).

LA TURQUIE COMMET UN GENOCIDE CONTRE LES KURDES (The California Courier 29.10.87).

ILS SONT 17 MILLIONS, DISPERSÉS DANS 5 ETATS...(L'Est Républicain 26.11.87).

LA REVUE DE PRESSE EN BREF - DECEMBRE 1987

DIYARBAKIR, capitale du Kurdistan, sous la loi de l'oppression (L'Humanité 1.12.87).

DES OPERATIONS DE GUERILLA KURDE en Irak, selon des sources iraniennes. Le PUK aurait infligé des revers importants à l'armée irakienne (BBC Summary of World Broadcasts 3.12.87).

PRES DE 3 MILLIONS D'IRANIENS REFUGIES EN TURQUIE (Le Matin 8.12.87).

LE PROBLEME KURDE, et les relations des Kurdes et d'Israël (The Middle East 10.12.87).

LES DROITS DE L'HOMME NE SONT TOUJOURS PAS RESPECTES EN TURQUIE, affirme l'organisation "Helsinki Watch" (New York Times 10.12.87).

RETOMBEES DU CONFLIT DU GOLFE : L'économie iranienne au bout du rouleau (Le Monde 11.12.87). Economie de guerre à Bagdad (Le Monde 13.12.87).

LES CONDITIONS DE VIE DES REFUGIES IRANIENS (F.I.D.H. 15.12.87).

EXPULSION d'un Kurde de Turquie arrêté en Eure et Loir, à qui l'asile politique a été refusé. Il risque la peine de mort. (L'Echo Républicain de la Beauce et du Perche 17.12.87).

GREVE DE LA FAIM de deux réfugiés politiques kurdes, à Dreux, en protestation contre les mesures du gouvernement français (La République du Centre 17.12.87).

LA RAFLE DES OPPOSANTS IRANIENS, ou comment on jette des "indésirables", pour faire plaisir au régime de Téhéran (L'Evènement du Jeudi 17.12.87).

LA CRISE KURDE, en Turquie, ne s'arrêtera pas (The Globe and Mail 21.12.87).

LE KURDISTAN PRIS AU PIEGE de la violence et de la contre-violence : le bain de sang de Pinarçik, le système des milices, les déportations en masse (Bulletin CEDRI 21.12.87).

LE PARTI SOCIALISTE FRANCAIS conteste les mesures d'expulsion d'Iraniens et de Kurdes (La Nouvelle République du Centre Ouest 21.12.87).

LA SOLUTION DE BAGDAD pour le nord de l'Irak : opérations périodiques et déportations (Frankfurter Allgemeine Zeitung 22.12.87).

VOILA LES KURDES ! (Hoolam Hazeh 23.12.87).

UN CHOMEUR KURDE, réfugié politique en France, ne peut faire venir son fils, faute de travail (Ouest-France 24.12.87).

FRANCE-TURQUIE : la coopération en bonne voie, suite à l'accord pour l'équipement en gaz d'Istanbul (Le Figaro 28.12.87).

HUSEYIN KLINC, le Kurde expulsé de France après qu'on lui ait refusé l'asile politique, a passé 7 jours dans une chambre de torture, à son arrivée à Istanbul, affirment ses camarades (L'Echo Républicain de la Beauce et du Perche 29.12.87).

GREVE DE LA FAIM, en l'église St Merri, à Paris, de sympathisants kurdes, pour protester contre l'expulsion au Gabon de 3 des leurs. LE CONSULAT DE FRANCE à Zurich brèvement occupé, par 21 Kurdes qui entendaient protester contre la situation au Kurdistan. LES TROIS TURCS D'ORIGINE KURDE expulsés au Gabon n'ont rien à voir avec l'Iran, selon le représentant du Front de Libération Nationale du Kurdistan. SEPT MORTS AU COURS D'UN ACCROCHAGE entre l'armée turque et des rebelles kurdes. MANIFESTATION DE KURDES DEVANT L'AMBASSADE DE FRANCE A LA HAYE. DEUX AGHAS KURDES ELUS A L'ASSEMBLEE NATIONALE D'ANKARA. Ahmet Turk et Nurettin Yilmaz affirment, l'un et l'autre, vouloir défendre les droits démocratiques des Kurdes. 20 KURDES MENENT UNE GREVE DE LA FAIM de deux jours à Athènes, devant l'Ambassade de France

, pour protester contre les 3 expulsions au Gabon (AFP 10.12.87).

PLUSIEURS FILMS DE YILMAZ GUNEY présentés au Festival des 3 Continents, consacré à un panorama du cinéma turc. (Presse-océan 30.12.87).

FETE AU PALAIS KASR I KANCO, à l'occasion de la libération de Ahmet Türk, élu député du Parti Social Populiste (SHP) à Diyarbakir (Milliyet 3.12.87).

LE PKK A ENLEVE encore 30 enfants à Silopi et Midyat (Tercüman 2.12.87).

DANS DES REGIONS SENSIBLES, des hélicoptères Puma loués à la France sont utilisés contre le PKK (Milliyet 3.12.87).

LES METHODES DU PKK sont désormais connues, après le succès d'une série d'opérations de police (Söz 6.12.87).

DES ARMES POUR TOUT LE MONDE : le gouvernement arme la population au Kurdistan, contre le PKK. Un gardien de la paix tué par la guerilla. (Hürriyet 6.12.87).

MANQUE D'INSTITUTEURS : si le chef d'Etat-Major le permet, l'Education Nationale pourra utiliser des soldats pour combler le manque (Tercüman 6.12.87).

1200 VILLAGES COUPES DU MONDE en Anatolie orientale, à cause des chutes de neige (Hürriyet 7.12.87).

UNE SERIE DE LOIS en RFA, concernant l'activité des Kurdes, des intégristes et des demandeurs d'asile originaires de Turquie. **7 TERRORISTES SEPARATISTES** tués à Derik. Les opérations continuent. (Tercüman 7 et 8.12.87, Milliyet 8.12.87).

AVERTISSEMENT A L'IRAN pour son soutien au PKK (Milliyet 10.12.87).

MEMBRES DU PKK EXILES EN AFRIQUE par le Ministre français de l'Intérieur (Söz 12.12.87).

56 TURCS FUYANT les persécutions du gouvernement irakien se sont réfugiés chez le PDK irakien de Barzani (Tercüman 10.12.87).

OCCUPATION DE L'AMBASSADE DE FRANCE AUX PAYS-BAS par les Kurdes (12.12.87).

DES SOLDATS INSTITUTEURS : la proposition est examinée par le Premier Ministre (Milliyet 19.12.87).

AUGMENTATION DE SALAIRE ET SECURITE SOCIALE pour les Protecteurs de villages au Kurdistan turc (Hürriyet 12.12.87).

UN MEMBRE DU PKK demande la protection de la police turque (Tercüman 21.12.87).

12 MILITANTS DE T H K P-C (organisation révolutionnaire turque), dont une femme, ont été arrêtés à Hatay. Ils auraient attaqué plusieurs bureaux du Parti gouvernemental ANAP (Tercüman, Milliyet 23.12.87).

MENACE : vous avez le choix, devenir "protecteur de village", ou quitter le village. **DES VILLAGEOIS ACCUSES D'APPARTENANCE AU PKK** affirment avoir été torturés à Diyarbakir. (Cumhuriyet 25.12.87, Tercüman 26.12.87).

SARI AVNI, célèbre trafiquant d'armes, travaillerait pour le compte du PKK et de l'ASALA (Milliyet 23.12.87).

AU COURS DE LEUR PROCES, des membres du PKK déchirent leurs vêtements, pour protester contre le port obligatoire de l'uniforme en prison (Cumhuriyet 24.12.87).

L'HUMORISTE AZIZ NESIN ET LE DIRECTEUR DE LA REVUE 2000'E DOGRU, PERINCEK, jugés par le

tribunal militaire à Istanbul pour avoir affirmé les droits culturels des Kurdes (Tercüman 26.12.87).

LA VAGUE DE FROID à l'est (- 30°) paralyse la vie dans plusieurs villes (Tercüman 29.12.87).

RELAXE pour 17 personnes accusées d'appartenance à un parti clandestin(Hürriyet 30.12.87).

UN GUIDE FRANCAIS ARRETE EN TURQUIE, sur dénonciation de son collègue turc, pour avoir parlé des Kurdes et des Arméniens (50 Millions de Consommateurs 12.87).

UN RAPPORT D'ETAT SUR LES TRIBUS KURDES de Turquie, concernant plus de 2 millions de personnes vivant dans 23 villes de l'est et du sud-est. Elles sont classées en 4 catégories, suivant leur "loyalisme" à l'égard du gouvernement. Top secret. Les autorités de la République encouragent les divisions entre tribus, pour consolider leur puissance. EXTRAIT DES MEMOIRES de Nasit Hakki, journaliste ayant couvert la révolte kurde de Sheikh Saïd, en 1925. SELON L'ECRIVAIN BILAL AKSOY, le rapport sur les tribus comporte de multiples erreurs. (2000'e Dogru 13.12.87).

LE TRIBUNAL MILITAIRE FAIT SAISIR 2000'e DOGRU, après la publication du rapport secret sur les tribus. PLUSIEURS PERSONNALITES PROTESTENT contre la saisie de la revue. ISMAIL BESIKCI : "Il existe de grandes inégalités en Turquie en ce qui concerne l'exercice du droit de citoyenneté. Certains ont le droit de parler des Kurdes, d'autres sont condamnés pour avoir prononcé leur nom". LA PASSION DE LA VERITE : c'est elle qui a poussé à publier ce rapport que le gouvernement voulait garder secret (2000'e Dogru 20.12.87).

UNE INTERVIEW DE JELAL TALABANI. Il déclare notamment que les Etats-Unis recherchent la sympathie des Kurdes. A HAKKARI, LES TRIBUS SONT CONTRE LE PKK. (Nokta 6.12.87).

LE METIER DE PROTECTEUR DE VILLAGE est devenu un cauchemar. Plusieurs villageois ont dû quitter leur village pour avoir refusé ce métier. LA TORTURE CONTINUE. La Turquie n'a pas signé la convention européenne contre la torture. Les tortionnaires ont été libérés. L'ECRIVAIN ANGLAIS, CLARA FRANCIS, se fait emprisonner volontairement, afin d'obtenir la libération de l'écrivain kurde Recep Marasli, cité comme le "prisonnier de l'année" par Amnesty International en 1986. LES BASES MILITAIRES EN TURQUIE font l'objet d'un rapport destiné au Congrès américain. UN ENTREPRENEUR TURC demande la réduction des dépenses militaires. (Yeni Gundem 29.11.87).

LE SUCCES AUX ELECTIONS DU PARTI RELIGIEUX, à Diyarbakir. (Yeni Gundem 13.12.87).

UNE DECLARATION DU LEADER DU PDK, MASOUD BARZANI, au journal Keyhan: "Depuis le début de l'année, nous avons fait prisonniers 1527 militaires irakiens, nous en avons tué 3424 et blessé 3832". (Keyhan 12.12.87).

ARTICLE SUR LA REVOLTE DE SHEIKH SAID contre Atatürk (El Hilal el Diweli 1.10.87).

UNE INTERVIEW DE JELAL TALABANI au journal Keyhan sur ses relations avec la République Islamique d'Iran (Keyhan 12.12.87).

LES RELATIONS DE BARZANI AVEC ISRAEL (El Nihar 9.11.87).

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

il manifesto

Liberation

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La République des Pyrénées

DIE BRÜCKE

Midi
Haik Sazgouni

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

THE GUARDIAN
vie culturelle

Le Parisien

Cumhuriyet

LE MONDE
diplomatique

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

En marge de la guerre du Golfe

Sil on descend les routes et pistes poussiéreuses vers le Sud-Est de la Turquie, à travers ce paysage montagnard, dénudé, jaune, gris, violet, c'est d'abord l'ambiance qui frappe. Un voile de silence. Un monde autre, où nous faisons figure de martiens. Monde de misère profonde au premier regard, représenté par les innombrables enfants en loques, croulant sous des charges trop lourdes ; par les femmes et vieillards mendiant dans les rues, les habitations réduites à de minuscules chaumières en argile et des lépreux, assis contre les murs, qui montrent leurs mains sans doigts et leur visage sans nez.

Mais, il y a également ces images d'une beauté pure de vie simple, où l'homme semble encore vivre en harmonie avec la nature. Comme ces tentes nomades, noires et blanches, se blottissant dans la steppe jaune. Les troupeaux de moutons, noirs et marrons, avec leurs jeunes bergers. Les gestes d'une hospitalité délicate. Les forteresses kurdes d'Ishakpasa Sary ou de Güzelsu (Hosap), châteaux de contes de fées solitaires au clair de lune. Les femmes et filles en train de tisser leurs rêves dans les tapis kilim : arbres de la vie, personnages, maisons, oiseaux, étoiles et fleurs. Mais, cela nous ramène vite à la réalité, car derrière ce travail artisanal poétique se cachent exploitation et travail enfantin...

Les « Turcs des montagnes »

Officiellement, les Kurdes s'appellent « Turcs des Montagnes ». Le terme « Kurdis-

tan » est proscrit, la langue kurde est interdite. Elle est pourtant pratiquée partout, du légendaire Mont Ararat (5 156 mètres) à la frontière iranienne, jusqu'aux sources de l'Euphrate et du Tigre, et au-delà des frontières irakiennes et syriennes. Les Kurdes ont la malchance d'être dispersés dans cinq pays différents : U.R.S.S., Iran, Irak, Syrie et 8 millions en Turquie, dans une situation géographique qui les place en plein milieu d'un réseau d'intérêts internationaux. Deux de leurs colonisateurs, l'Iran et l'Irak se déchirent dans la guerre. Résultat de cette situation incommode : les deux-tiers du contingent militaire turc (contingent d'environ 850 000 hommes) sont aujourd'hui installés en Kurdistan.

On se heurte à des postes et à des contrôles militaires partout. La plupart des « manœuvres d'hiver » se passent ici. Les troupes de l'O.T.A.N. s'y entraînent. Au sein de l'O.T.A.N., on est prêt à accélérer la « pacification du problème kurde ». La Turquie, avec le soutien des Etats-Unis et certains pays membres de l'O.T.A.N. (R.F.A. en tête) se prépare à une intervention au Nord de l'Irak, dans le cas d'une éventuelle victoire de l'iranienne. Sous prétexte de revendications historiques, on parle ouvertement d'une occupation de Mossoul et de Merkürk. Déjà en mars, les bombardiers turcs attaquaient des villages kurdes en Irak, ce qui a été fêté comme un acte patriotique...

Le contrôle social

Aux pressions militaires s'ajoutent des

mesures sociales et économiques oppressantes. Entre autres, la déportation de villages entiers des « points chauds », comme dans la région de Tunceli, où on projette la déportation de 356 à 435 villages vers le Sud-Est. D'autres villages, suspects d'être infiltrés par la guérilla, ont déjà été vidés de leur population et démolis par bulldozer (stratégie équivalente de celle rencontrée il y a quatre ans au Guatemala). La population est en train d'être fichée par la police et la gendarmerie, en quatre catégories : blanc, citoyen loyal ; bleu, indifférent ; jaune, sympathisant présumé du P.K.K. (Parti des travailleurs kurdes, noyau le plus dur de la guérilla) ; rouge, militant. Etre classé refus d'un passeport et de la licence de commerce.

Il y a eu, ces dernières années, des procès retentissants contre des organisations kurdes, contre les éditeurs d'un journal... On estime qu'il y a 3 000 prisonniers politiques kurdes dans la prison militaire de Diyarbakir, près du Tigre. Les conditions de détention y sont terribles bien que relativement « assouplies » ces derniers temps, semble-t-il du fait que la Turquie souhaite montrer un visage démocratique afin de participer à la C.E.E. ; les tortures s'achevant par des « suicides » faisant tout de même trop mauvais effet. Il reste que l'énorme présence militaire est bien une forme de terreur visant à empêcher la population de se révolter contre l'état de sous-développement dans lequel est maintenue toute la région. *

DAGMAR

LYON MATIN 29.09.1987

Marc Fraysse contre les autorités turques

Il juge « inacceptable » la détention d'un guide français accusé de « sympathies pour les arméniens »

L'ARRESTATION et la détention d'un guide français par les autorités Turques a provoqué la colère du Conseiller Régional et Conseiller Municipal de Décines, Marc Fraysse. Emprisonné depuis le 18 Juin, Michel Caraminot a été accusé par un de ses « collègues » turcs d'avoir « des sympathies pour les Arméniens » après que tous les deux eurent accompagné un groupe de touristes français dans la région du Kurdistan. Michel Caraminot a été inculpé de « propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux » et risque de cinq à dix ans de prison.

Sitôt mis au courant de cette affaire, Marc Fraysse a adressé une lettre au ministre des droits de l'homme Claude Malhuret pour que celui-ci et l'ensemble du gouvernement interviennent « pour défendre les intérêts de notre concitoyen victime de l'espère de la bureaucratie judiciaire et que la vérité soit faite et la justice rendue ainsi que l'honneur à Michel Caraminot ». Le Conseiller Régional RPR estime en effet « inacceptable qu'une personne de quelque nationalité qu'elle soit, à fortiori lorsqu'elle est en mission professionnelle soit inculpée pour délit d'opinion ».

Marc Fraysse est d'autant plus mécontent de la décision des autorités Turques, que ce pays a officiellement demandé son intégration dans la communauté Européenne. « C'est inadmissible que ce pays ne respecte pas les usages fondamentaux envers les étrangers de passage. Un peuple qui se dit libre doit respecter les différences, surtout des différences de langage. D'autant que dans ce cas précis, le génocide Arménien, il y a des preuves historiques. Il faut que la Turquie prenne ses responsabilités face à l'histoire ».

Outre le message qu'il a adressé à Claude Malhuret, Marc Fraysse s'engage à « soutenir toutes les actions qui permettront sa libération au nom du cœur et de la raison »

LE DAUPHINE LIBERE 24.09.1987

Nationalisme

Istanbul. — L'hebdomadaire turc « 2 000 Dogru » (vers 2 000) a été confisqué pour avoir cité les passages d'un discours

moderne » Kemal Ataturk, favorable à un statut d'autonomie pour les Kurdes. Tous les exemplaires de la revue ont été saisis, les juges estimant que l'article « affaiblissait les sentiments du « père de la Turquie nationale ».

PARLEMENT EUROPEEN

octobre 1987

INCARCERATION D'UN JEUNE GUIDE TOURISTIQUE FRANCAIS EN TURQUIE

(Doc. B2-1031/87)

C'est par 100 voix contre 66 et 23 abstentions que le Parlement a adopté la résolution du groupe communiste, s'élevant contre les traitements infligés à Michel CARAMINOT, jeune guide touristique français, accusé sans preuve d'avoir fait de la propagande pro-arménienne et pro-kurde et emprisonné en Turquie pour ce motif du 18 juin au 5 octobre 1987, sans aucun jugement.

Le procès, maintes fois reporté, a enfin commencé le 5 octobre dernier. Si Michel CARAMINOT a été mis en liberté provisoire, il n'est toujours pas autorisé à quitter la Turquie avant le verdict. Le Parlement demande aux ministres des Affaires étrangères d'intervenir auprès des autorités turques afin qu'elles mettent fin à cette assignation à résidence.



LA LETTRE DU GDM

GROUPEMENT POUR LES DROITS DES MINORITES

DROITS DE L'HOMME ET MINORITAIRES CHRETIENS EN TURQUIE

La récente résolution reconnaissant le "génocide arménien" (1) dans l'Empire ottoman finissant, adoptée par l'Assemblée européenne à Strasbourg, porte sur un passé déjà lointain mais a aussi le mérite de remettre en lumière la situation des derniers chrétiens autochtones de la Turquie en 1987.

Curieusement, dans ce pays qui depuis Atatürk se veut laïque à tout prix et qui est aujourd'hui une démocratie parlementaire de plus en plus comme les autres, membre du Conseil de l'Europe et du Pacte atlantique, associée au Marché commun, etc., le statut actuel des chrétiens turcs - environ 150 000 personnes de diverses communautés orthodoxes ou catholiques - n'est pas satisfaisant au regard des droits de l'homme, ou du moins de la conception qu'on a de ceux-ci dans les nations alliées ou amies d'Ankara.

Passons sur Istamboul, "vitrine de la tolérance turco-islamique", où les chrétiens ont leurs églises, leurs écoles, leurs cercles et mènent une vie à peu près normale, encore qu'il leur soit pratiquement impossible de transférer une église d'un quartier à l'autre ; qu'il se trouve toujours des musulmans maximalistes pour protester haut et fort lorsque le patriarcat orthodoxe oecuménique, héritier de Byzance, fait réparer son siège ; que tout enfant arménien doive prouver que ses quatre grands-parents sont 100 % arméniens pour pouvoir être inscrit dans une école de sa communauté, etc.

C'est peu et c'est beaucoup pour des groupes ethniques très minoritaires et psychologiquement fragilisés par l'histoire. Pour eux, et c'est légitime, l'éducation infantine, socle de l'identité culturelle et religieuse, est menacée et nombre de parents émigrent à contrecœur de leur terre natale.

Il y a plus grave : à Ankara, la capitale de la république turque, qui fut, au début de ce siècle encore, une cité provinciale chrétienne très vivante, le gouvernement, depuis les destructions des années troublées de la chute des Ottomans, n'a toujours pas autorisé la construction de la moindre chapelle pour les milliers de chrétiens ankariotes, en majorité des Arméniens linguistiquement turquisés depuis plusieurs siècles. Résultat : deux ou trois ambassades, comme celle de France, ont dû ouvrir en territoire diplomatique, avec des chapelains ayant statut de diplomate, des petites salles de culte pour les chrétiens locaux... Imaginons simplement un instant qu'il soit interdit d'avoir des mosquées à Paris et que certaines ambassades d'Etats islamiques soient contraintes d'ouvrir des salles de prière pour les Français musulmans...

Il s'en parlerait ! Et avec raison.

Eglises en "territoire ennemi"

Les chapelles d'ambassade sont surveillées par la police turque, notamment lors des périodes de tension - nombreuses - entre Paris et Ankara. Ce qui a alors pour effet de rendre suspect tout Turc qui va prier en "territoire ennemi"...

Et il n'est guère réjouissant non plus de trouver en plein centre d'Ankara, dans des librairies islamistes, des ouvrages ou des dessins produits en Turquie, dénigrant, pour ne pas dire plus, le christianisme et ses adeptes (voir "Le Monde" des 27 et 28 mai 1986 et du 16 août 1986).

Ce n'est pas tout : dans l'est de la Turquie, notamment dans les régions arabophones des confins syro-turcs, où vivent depuis un temps immémorial des chrétiens, ceux-ci sont très loin de jouir en fait des mêmes droits que leurs compatriotes musulmans.

A Antioche, là même où historiquement a été forgé le mot de "chrétien", les catholiques ont eu leur chapelle prise deux fois en quarante ans par l'administration locale, sous des prétextes d'"utilité publique" qui ne trompent personne. Aujourd'hui, ils assistent à l'office dans la maison d'un prêtre italien turcophone qui ne compte plus les tracasseries administratives dont il est l'objet.

A Alexandrette, port proche d'Antioche, les chrétiens sont si craintifs qu'ils n'osent pas arborer de croix en pendentif ou même dans leur salle de séjour, "de peur de créer des incidents". Dans plusieurs bourgs, certains fonctionnaires locaux refusent l'enregistrement de prénoms trop typiquement chrétiens choisis pour les nouveaux-nés.

Les paysans syriaques

La situation est encore plus critique pour les syriaques orthodoxes arabophones de la région de Mardine et du Tour-Abdine, antique fief chrétien. Là, des musulmans, kurdes et turcs, se mettent parfois d'accord pour effrayer des paysans chrétiens en allant jusqu'à enlever leurs filles, afin qu'ils émigrent, abandonnant ainsi leurs terres. A tout le moins, ces fellahs, généralement très humbles, sont rançonnés par des "irréguliers musulmans". Personne ne prend jamais la défense de ces chrétiens oubliés, même si l'administration, à Ankara, proclame qu'ils sont des citoyens à part entière. Sur le papier, en effet...

S'il est difficile d'obtenir de la Turquie qu'elle règle rapidement les considérables questions culturelles et politiques posées par l'existence de fortes minorités musulmanes kurdes ou

alévites, en revanche il suffirait d'un peu de bonne volonté manifestée par le gouvernement central d'Ankara pour que les derniers chrétiens turcs soient réellement bénéficiaires de la laïcité officielle et de la non-discrimination religieuse proclamée.

C'est là où les partenaires occidentaux de la Turquie ont un rôle à jouer avec fermeté sur les principes et douceur dans la manière. Ce serait d'ailleurs tout bénéfice moral pour les Turcs que leurs compatriotes chrétiens soient enfin traités comme des citoyens de plein exercice.

Jean-Pierre PERONCEL-HUGOZ*

(1) Reconnaissance tardive mais accompagnée d'une exigence politique bien mal inspirée à l'égard de l'Etat turc actuel qui n'est en rien responsable des massacres et excès de la période 1894-1920 : Ankara ne pourra être admis à part entière dans la Communauté économique européenne que s'il "reconnait" lui-même le génocide arménien... Exigence qui risque surtout de braquer les Turcs et de les éloigner de l'Occident. Le président Evren menace déjà de reconsidérer l'appartenance de son pays à l'Alliance atlantique...

(*) Rédacteur au service étranger du "Monde" et auteur de plusieurs ouvrages traitant de la situation des chrétiens d'Orient, notamment "Le Radeau de Mahomet" (Champs, Flammarion) et "Une Croix sur le Liban" (Folio-Actuel, Gallimard).

Iran-Kurdes

Destruction de deux bases militaires iraniennes par les kurdes iraniens, selon le PDKI

PARIS, 3 oct (AFP) - Cent vingt neuf membres des forces gouvernementales iraniennes ont été tués à la suite des attaques lancées par les combattants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, autonomiste, indépendant) contre deux bases militaires dans le nord-ouest de l'Iran, a annoncé samedi un communiqué du bureau du PDKI à Paris.

Les "Pechmerga" du PDKI ont attaqué et détruit les 28 et 29 septembre respectivement une importante base militaire située à 12 km de Boukan (environ 80 km de la frontière irakienne) et une base iranienne située près de la ville frontalière de Sardacht, indique le communiqué.

Les autonomistes kurdes ont capturé, en outre, 13 militaires et saisi une grande quantité d'armes, ajoute le communiqué, précisant que du côté du PDKI, 5 combattants ont été tués et 2 autres blessés.

LA NOUVELLE DEPECHE DU CENTRE OUEST 03.10.1987

L'Irak en guerre : un Blésois témoigne...

Jean-François Danneels, un ingénieur blésois, a effectué deux séjours en Irak pour le compte de la S.O.G.R.E.A.H., une société leader mondial de l'irrigation et des barrages hydrauliques.

Des déplacements qui l'ont conduit vers une région passablement agitée, le Kurdistan, d'août 1984 à avril 1986, puis de mal à septembre 1987 : « Ce que j'ai surtout vu, c'est le harcèlement de la part des Peshmerga (des Kurdes ayant pris les armes pour tenter d'arracher leur autonomie). On dit qu'ils sont plus ou moins soutenus par l'Iran. Ils entretiennent une vraie guérilla à l'égard de l'armée régulière irakienne. Il s'agit surtout de coups de main, d'assassinats de fonctionnaires et d'attentats ponctuels. Mais ce qui étonne, c'est le fait que la vie continue comme si de rien n'était. A Kirkouk, la guerre est absente. On circule normalement. Seuls, quelques missiles sont tombés en 1985. Par contre, à Bagdad, plus éloignée de la frontière iranienne, il pleut des missiles bien plus souvent. Les vitres des immeubles administratifs ont été scotchées par précaution. On remarque aussi depuis quelque temps une plus grande difficulté pour l'approvisionnement en denrées alimentaires, et surtout, une lassitude manifeste de la population qui voudrait bien que cette guerre se termine. Pourtant l'Irak, malgré des pertes importantes, a toujours eu le dessus dans les grandes offensives ».

Un Blésois, Jean-François Danneels, ingénieur en irrigation, revient d'un long séjour en Irak. Son témoignage bouleverse bon nombre d'idées reçues sur ce pays.

de trois cents à l'époque) sont très bien accueillis par les Irakiens et les Kurdes. La France est, il est vrai, le second fournisseur d'armes à l'Irak, après l'U.R.S.S., et on dit Jacques Chirac ami personnel de Saddam Hussein : « Il y a quand même beaucoup de factures en souffrance et les sociétés françaises commencent à y laisser des plumes. Ainsi, moi-même, il y a quelques jours,

alors que je m'apprêtais à monter dans l'avion pour l'Irak, j'ai reçu l'ordre de rester. Il y avait trop de retard dans le règlement des travaux par l'Irak. Je me suis retrouvé licencié peu de temps après ! Mais je crois que l'Irak paiera tout de même après avoir obtenu un rééchelonnement de sa dette ».

l'information sur la réalité de la situation irakienne. Elle ne nous parvient pas toujours dans son intégralité ou peut subir de fâcheuses déformations. Ainsi, un grand quotidien français réputé pour son sérieux, annonçait il y a quelques mois la ville de Kirkouk à feu et à sang, au point d'affoler complètement l'épouse de Jean-François Danneels qui savait son mari installé dans cette

ville. Renseignements pris, seul un missile était tombé sur la cité sans grave conséquence.

Jean-François Danneels a été aussi très frappé par l'aspect expéditif de la justice irakienne. On pend encore les voleurs et on fusille sans pitié les déserteurs.

Un régime totalitaire

Et puis cette considération désabusée sur le régime irakien : « C'est un régime qui se dit socialiste mais en réalité totalitaire et qui ne me semble pas beaucoup trancher avec celui de l'Iran. A cette exception près que l'extrémisme religieux n'est pas de mise là-bas. Saddam Hussein lui fait la chasse et ses représentants ne s'exhibent pas. Mais l'Irak reste un pays très religieux ».

Il a continué à nous parler du quotidien là-bas, de ses rencontres avec les Kurdes, opposants ou loyalistes, de sa quête de nourriture, sa principale préoccupation quel que soit d'ailleurs le lieu où il se trouve. Il nous a aussi montré les splendides objets rapportés de là-bas, confectonnés à base de matériaux récupérés. Des couteaux taillés dans des lames de ressort de camion, des étuis faits à partir de boîtes de conserves, bref, une véritable industrie de la récupération bien typique des pays en crise ou en guerre.

Son regret est de n'avoir pas pu y retourner pour un nouveau séjour. Il n'y a que son épouse à ne pas s'en plaindre, elle qui l'a attendu des mois durant, sachant que tout pouvait arriver. Jean-François Danneels n'a-t-il pas eu l'un de ses amis enlevé pendant plusieurs semaines par des Kurdes ?

Claude CHOPLIN

Autre sujet délicat, celui de



Jean-François Danneels. Ici en compagnie de son épouse, montrant des objets typiques ramenés d'Irak

Une économie en difficulté

Les Français (ils étaient plus

L'Humanité

05.10.1987

► LE PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) annonce la destruction par ses combattants de deux bases militaires iraniennes dans le nord-ouest de l'Iran, les 28 et 29 septembre. Cent vingt-neuf soldats iraniens auraient été tués et treize autres faits prisonniers.

LE FIGARO

06.10.1987

Le guide français en liberté provisoire

Le tribunal de la sécurité d'Etat de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie, a ordonné lundi la mise en liberté provisoire de Michel Céraminot, le guide français arrêté le 18 juin dernier, sous l'inculpation de propagande kurde, a-t-on annoncé officiellement. Il avait été interpellé alors qu'il accompagnait une vingtaine de touristes en visite dans l'est de la Turquie.

Le procès de Céraminot repose sur des accusations formulées par un guide turc qui se trouvait aussi avec ce groupe. La presse turque a rapporté que la détention de Céraminot avait été évoquée la semaine dernière à Berlin-Ouest par le premier ministre Jacques Chirac et son homologue turc Turgut Ozal. S'il était reconnu coupable de propagande kurde, Céraminot serait passible de dix ans de prison.

Michel Caraminot maintenu en résidence surveillée

OTAGE EN TURQUIE

Le jeune guide français emprisonné depuis le 17 juin toujours menacé d'une lourde condamnation. « Je suis inquiet pour ma sécurité », déclare-t-il depuis Dyarbakir

MICHEL CARAMINOT, le jeune guide touristique français emprisonné depuis le 17 juin dernier en Turquie, a retrouvé une semi-liberté, mais sans que soit levée la ridicule et scandaleuse accusation qui pèse sur lui d'avoir « tenté d'affaiblir les sentiments nationaux turcs ».

La cour de sûreté de l'Etat de Dyarbakir devant laquelle notre compatriote comparaisait hier a, en effet, refusé, une nouvelle fois, de statuer sur le fond, remettant le jugement au 3 novembre prochain. Elle a cependant, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'audience précédente (le 25 août), accédé à la demande de mise en liberté provisoire présentée par le procureur. Mais Michel Caraminot n'a pas été autorisé à quitter la Turquie et y restera en résidence surveillée en attendant son jugement.

L'épée de Damoclès d'une lourde condamnation — cinq à quinze ans de prison — reste toujours suspendue au-dessus de sa tête. Dès hier soir, à Dyarbakir, Michel Caraminot a protesté contre ce qu'il a estimé être « une séance de Guignol. La preuve de mon innocence a été faite, et malgré cela je ne suis pas libre. Je suis inquiet pour ma sécurité. Je me considère comme un otage. »

Le président de l'association CLIO- Les Amis de l'Histoire, Christian Marquant, employeur de Michel Caraminot, s'est déclaré pour sa part « consterné ». « On pourrait exiger, a-t-il dit, d'un pays comme la Turquie que sa justice agisse normalement et que cette mascarade cesse, alors que le dossier de l'accusation est, de l'aveu même du procureur, complètement vide. »

L'accusation qui pèse sur Michel Caraminot ne repose que sur la dénonciation du guide turc qui l'accompagnait — un guide « obligatoire » et chargé de faire ensuite un « rapport » aux autorités turques... C'est lui qui l'a accusé d'avoir « tenu des propos favorisant les séparatistes kurdes et arméniens ».

Une accusation qui, sous le régime dictatorial au pouvoir en Turquie, où le mot « kurde » lui-même est banni du vocabulaire, a déjà mené ces dernières années bien des Turcs et des Kurdes aux salles de torture et à la potence...

En fait, aussi bien l'association CLIO que les membres du groupe qu'accompagnait Michel Caraminot ont témoigné que son commentaire ne contenait rien d'autre que ce qu'écrit le « Guide bleu » en vente dans toutes les librairies d'Ankara ou d'Istanbul !

La mauvaise foi de l'accusateur est donc évidente — à moins qu'il n'ait agi sur ordre pour donner à Ankara un moyen de pression sur Paris.

Il ne faut pas oublier le contexte dans lequel s'est développée cette affaire : Michel Caraminot a été arrêté dans la nuit du 17 au 18 juin, jour du vote par le Parlement européen de Strasbourg d'une résolution condamnant le génocide arménien. Un vote qui a rendu furieuses les autorités d'Ankara qui n'hésitaient pas, deux jours plus tard, à rendre les Européens responsables d'actes terroristes menés, dans la région de Dyarbakir, par des séparatistes kurdes. Et la presse turque de l'époque accusait Michel Caraminot d'être un « dangereux agitateur venu prêter main forte aux terroristes ! ».

On pourrait s'étonner que le gouvernement français n'ait pas réagi plus vite à une aussi scandaleuse mise en scène et aux menaces qui pesaient sur un de ses ressortissants. Car il n'a rien fait d'autre que de recommander le silence à la famille. Il faut savoir qu'à cette époque se menait entre Paris et Ankara une négociation délicate sur l'achat par la Turquie de radars Thomson pour équiper ses aéroports. Ankara menaçait tout bonnement d'interdire à Thomson de

soumissionner pour ce marché et il n'a pas fallu moins de deux voyages de ministres français dans le courant de l'été (Michel Noir et Alain Madelin) pour débloquer la situation. Pendant ce temps, Michel Caraminot dépérissait dans la prison de Dyarbakir, se demandant avec angoisse quand prendrait fin son cauchemar et si son pays ne l'abandonnait pas.

La même question vaut aujourd'hui. On ne peut se satisfaire du report à un mois de l'audience et de la menace qui pèse sur le jeune archéologue. Et on peut légitimement se demander pourquoi le gouvernement français accepte un tel déni de justice de la part d'un Etat qui ose prétendre devenir membre à part entière de la CEE. Le fait qu'Ankara garde Michel Caraminot en otage suffit à prouver que ce pays ne respecte ni les droits de l'homme ni la simple justice.

Françoise Germain-Robin

TURQUIE : « JE SUIS UN OTAGE »



Le jeune guide français Michel Caraminot, assigné à résidence hier en Turquie, clame son innocence et se déclare inquiet pour sa sécurité. Son jugement a été reporté au 3 novembre.



Michel Caraminot lors d'un de ses fréquents séjours en Turquie. (Photo DR.)

TURQUIE

La presse critique le procès intenté au guide français Michel Caraminot

Le procès de Michel Caraminot, le guide français accusé par un collègue turc d'avoir fait de la « propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux dans ses explications sur l'art arménien », a repris le lundi 5 octobre devant la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

La détention et le procès de M. Michel Caraminot, qui est menacé de cinq à dix ans de prison (*Le Monde* du 24 septembre), ont été dénoncés par certains des éditorialistes les plus en vue de la presse turque, unanime à déplorer les effets

de ce procès pour l'image de la Turquie au recours à de telles méthodes. Le quotidien *Hurriyet* a consacré sur le « grave péril » dans lequel les explications artistiques du jeune guide ou ses conseils d'hygiène alimentaire auraient « placé un Etat de cinquante millions d'habitants », avant de se demander au nom de quoi les touristes français seraient tenus d'entretenir vis-à-vis de l'Etat turc des « sentiments patriotiques » susceptibles d'être « affaiblis » par de tels propos. Le plus célèbre des éditorialistes, Mehmet Ali Birand, du quotidien *Milliyet*, voit dans l'affaire Caraminot une illustration du « sous-développement des mentalités en matière de démocratie », incompatible avec les démarches entamées en vue de l'adhésion à la CEE.

Pour beaucoup d'intellectuels, l'affaire illustre la nécessité d'abandonner l'idée d'une « thèse nationale » unique, seule interprétation admise de l'histoire. La question est à l'ordre du jour depuis le procès intenté cette année, pour infraction au même article que Michel Caraminot, à l'éditeur de la traduction turque de l'*Encyclopaedia britannica*, coupable d'avoir écrit qu'une ville du Sud-Est anatolien (Adiyaman) avait été, au Moyen Age, « sous la suzeraineté d'un prince arménien ». Un non-lieu a été prononcé, mais « ce n'est pas aux tribunaux d'écrire l'histoire », observe le directeur de l'hebdomadaire *Yeni Gundem*, pour qui la diversité tant passée que présente des cultures minoritaires du pays (kurdes, tziganes, chrétiennes, israélites, alévi - une secte de l'islam chiite - etc.) constitue une richesse à préserver.

De nombreux journalistes rendent le système éducatif responsable de l'ignorance historique, manifestée dans les dépositions du guide turc dénonciateur, incapable, par exemple, de faire la différence entre le peuple biblique arménien et les Arméniens. Pour M. Mumtaz Zoysal, un professeur de droit cité comme témoin par la partie civile lors du procès de l'attentat d'Orly, « l'existence du terrorisme n'est pas une raison pour continuer à faire l'impasse dans les programmes scolaires sur l'histoire des populations d'Anatolie, qui ont toutes participé à la formation de la Turquie d'aujourd'hui ».

MICHEL FARRÈRE

Agence France Presse 07.10.1987

Turquie-Kurdes lead

Six morts lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles kurdes

SIIRT (Turquie), 7 oct (AFP) - Quatre rebelles kurdes, un soldat turc et un villageois ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi à Sirnak, dans la province de Siirt (sud-est de la Turquie), lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles kurdes, indique l'agence turque Anatolie.

La presse turque avait indiqué dans un premier temps que deux rebelles kurdes et un villageois avaient été tués.

Selon Anatolie, un autre soldat a été blessé et des documents et vêtements appartenant aux rebelles ont été saisis par l'armée.

Agence France Presse 12.10.1987

Turquie-Kurdes

Quatre rebelles kurdes tués dans l'est de la Turquie

BINGOL (Turquie), 12 oct (AFP) - Quatre rebelles indépendantistes kurdes ont été tués et deux personnes ont été grièvement blessées lundi dans le village de Direkli (province de Bingol - sud-est de la Turquie) lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles, a indiqué l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Les affrontements se poursuivaient en fin d'après-midi entre les gendarmes et une quinzaine de rebelles, a-t-on ajouté de même source.

Il s'agit de la cinquième attaque importante des Kurdes depuis la levée de la loi martiale en Anatolie orientale, le 19 juillet.

Plus de mille personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont été tués depuis la reprise des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984 dans les provinces de l'est et du sud-est de la Turquie à population en majorité kurde.

Agence France Presse 12.10.1987

Turquie-Kurdes

36 personnes tuées par des Kurdes depuis trois mois en Turquie, selon "Milliyet".

ANKARA, 12 oct (AFP) - Quatre vingt six personnes ont été tuées par des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie depuis le 25 juin, a annoncé lundi le quotidien à grand tirage "Milliyet".

Le quotidien, qui précise qu'il s'agit en majorité de femmes et d'enfants, ajoute que plus d'une centaine de personnes ont en outre été blessées depuis la nomination, le 22 juin, d'un "super-gouverneur" civil responsable des huit provinces de l'est et du sud-est soumises à l'état d'urgence (Bingol, Diyarbakir, Elazig, Hakkari, Mardin, Tunceli, Siirt et Van). Les attaques de rebelles kurdes - qui appartiennent en général au Parti des Travailleurs Kurdes (PKK, marxiste-léniniste), principale organisation kurde en lutte contre Ankara - sont essentiellement dirigées contre des villages montagnards.

Depuis août 1984, plus de mille personnes (civils, militaires, policiers et rebelles) ont été tuées, selon un bilan officiel. Ce bilan serait sensiblement plus élevé, selon des sources bien informées.

Turquie

Onze personnes tuées par des rebelles kurdes

Onze personnes ont été tuées et neuf autres blessées, samedi 10 octobre, dans un village de la province de Siirt (sud-est de la Turquie), à une quinzaine de kilomètres de la frontière irakienne, au cours d'une attaque lancée par un groupe d'une centaine de rebelles kurdes, a indiqué, le 11 octobre, l'agence turque Anatolie. Les rebelles qui opèrent dans cette région appartiennent généralement au Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste), principale organisation kurde en lutte contre le pouvoir central d'Ankara. Depuis la reprise des combats, en août 1984, plus de 1 000 personnes (civils, militaires, policiers et rebelles), selon un bilan officiel, ont trouvé la mort lors des affrontements. - (AFP.)

Rome sous le choc après le rapt de trois Italiens en Irak

Un mois à peine après la décision très débattue de Rome d'envoyer des unités navales dans le Golfe, l'enlèvement de trois Italiens en Irak par un groupe kurde pro-iranien réclamant le départ de la flotte italienne a provoqué un véritable choc politique en Italie.

Hier, dans un communiqué diffusé par l'agence iranienne IRNA, reçue à Paris, l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK) a confirmé cet enlèvement.

« Golfe, chantage à l'Italie », titrait hier le quotidien Repubblica (gauche) sur toute sa première page. Mais la presse accuse aussi le gouvernement Goria d'avoir caché, pendant près d'un mois, l'enlèvement des techniciens alors même que le débat faisait rage en Italie sur l'opportunité de la mission italienne dans le Golfe. Il a fallu, relève Re-

pubblica, un communiqué des ravisseurs, l'« Union nationale du Kurdistan irakien », à Beyrouth, pour que le triple enlèvement soit connu en Italie.

Des divergences apparues du côté officiel entré la présidence du Conseil et le ministère italien des Affaires étrangères ont encore ajouté à l'inquiétude, soulevant de nouvelles polémiques. Le président du Conseil Giovanni Goria admettait tout d'abord lundi que l'on était « depuis cinq jours »

Selon le ministère des Affaires étrangères, le premier Italien, Sergio Cumini, avait été enlevé dans la région de Mossoul à la mi-septembre, les deux autres, Giuseppe Carrara et Roberto Diotallevi, il y a une dizaine de jours.



15.10.1987

CONFLIT IRAN-IRAK

L'Italie prise dans les eaux troubles du Golfe

Après l'enlèvement de trois de leurs ressortissants au nord de l'Irak, les autorités italiennes se trouvent, malgré elles, impliquées plus avant dans la guerre du Golfe.

Rome, de notre correspondant

Dramatisation et discrétion: telle est la stratégie choisie par les autorités dans l'affaire des trois techniciens italiens enlevés au nord de l'Irak par des militants kurdes pro-iraniens. « Il n'y a aucun lien direct avec la présence de nos navires dans le Golfe. Pensez-vous réellement que des montagnards kurdes soient préoccupés par ce problème? », répète depuis 48 heures sur tous les tons Giovanni Goria (démocrate chrétien), chef du gouvernement.

Ses collaborateurs sont encore plus catégoriques: « Dans le passé de telles affaires d'enlèvement par les Kurdes ont toujours été réglées avec des dollars et l'envoi de stocks de médicaments. » Ils mettent en exergue les déclarations données le 13 octobre par Ahmad Bamarni, représentant à Paris de l'UDK (Union patriotique kurde) qui souligne que les trois Italiens « sont simplement retenus » afin d'attirer l'attention de l'opinion sur le drame de ce peuple et demandent en échange de leur liberté 2000 masques à gaz pour se défendre des armes chimiques irakiennes.

L'Italie pensait que la diplomatie de Giulio Andreotti et les excellentes relations tissées avec tous les pays du Moyen-Orient la mettaient à l'abri de mauvaises surprises. Elle se trouve maintenant brusquement à devoir faire face à un chantage aux otages qui met

entre autres en cause la présence de sa flotte dans le golfe Persique. Le communiqué diffusé lundi soir à Beyrouth par l'Union nationale du Kurdistan irakien exigeait en effet en échange de la libération des trois Italiens « l'arrêt des fournitures d'armes à Bagdad et le retrait des navires de guerre italiens du golfe ». Ce texte était repris le lendemain par l'agence officielle iranienne IRNA. Un geste qui semblait marquer une volonté d'escalade de la part des ravisseurs.

En prenant l'initiative de rendre publics ces enlèvements remontant au 15 septembre (Giacomo Cominetti, technicien de la société de construction électrique SAE, séquestré près de Mossoul au nord de l'Irak) et au 2 octobre (Giuseppe Carrara et Roberto Diotallevi, techniciens de la société GIE, enlevés à 100 km au nord de Bagdad) ces militants kurdes ont mis le gouvernement italien dans un sérieux embarras.

Le ministère des Affaires étrangères et le gouvernement avertis de cette prise d'otages depuis plus de 15 jours avaient décidé de garder le secret pour mener de discrètes négociations. Une politique qui s'était avérée déjà une fois payante en 1985. Mais cette fois-ci le gouvernement se trouve à devoir répondre le 14 octobre au Parlement d'un silence qui a indigné une bonne partie de la classe politique.

Malgré la dédramatisation des autorités italiennes, cette affaire de prise

d'otage par des Kurdes pro-iraniens risque d'être autrement plus délicate à résoudre que les précédentes. Dans une nouvelle interview télévisée le 14 octobre Ahmad Bamarni a pour la première fois évoqué la question des fournitures d'armes italiennes à l'Irak et la nécessité du retrait des bateaux italiens du Golfe.

S'agit-il seulement de proclamations destinées à satisfaire les Iraniens qui soutiennent militairement ces guerriers kurdes au nord de l'Irak? Jusqu'à quel point les ravisseurs doivent-ils rendre des comptes aux Iraniens, en particulier aux « durs » du régime qui verraient là une occasion de faire pression sur l'Italie? Autant de questions qui se posent aux Italiens. Certes Rome a toujours gardé de bonnes relations diplomatiques et surtout commerciales avec Téhéran. Mais la péninsule représente à bien des égards l'anneau le plus faible parmi les pays qui ont décidé d'envoyer leurs navires de guerre dans le Golfe.

L'envoi des navires italiens - trois frégates pour l'escorte des cargos, trois dragueurs de mines, deux vaisseaux d'appuis et ravitaillement - avait été décidé le 3 septembre dernier sous le coup de l'émotion suscitée par l'attaque au bazooka du cargo Jolly Rubino (un blessé léger) par les Gardiens de la

révolution. Le ministre de la Défense Valerio Zanone, libéral, soutenu par les républicains et les socialistes, se félicitait d'une décision qui permettait à l'Italie de se trouver aux côtés des « grands » du monde occidental.

La Démocratie chrétienne restait très réticente et Giulio Andreotti ironisait sur l'absurdité d'une telle expédition qui risquait de mettre en péril les rapports avec l'Iran, second partenaire commercial de l'Italie - après l'Arabie Saoudite - dans la zone. Le monde catholique, aux côtés des communistes, des radicaux et de l'extrême gauche se mobilisait contre cette « politique de la canonnière » et les risques de voir la flotte impliquée malgré elle dans le conflit.

Une peur qui s'est accrue avec l'aggravation de la situation. Un sondage publié dimanche par le quotidien Repubblica montrait que 50,4% des Italiens souhaitaient un rapatriement immédiat des 8 navires et des 1 200 marins. A peine 26,3% des personnes interrogées estimaient que la mission devait continuer. Trois semaines plus tôt les partisans de l'expédition représentaient encore 41,9% des « sondés ».

André VERMONT

Le guide prend la clef des champs

Arrêté sur les accusations d'un de ses confrères turc, un ressortissant français Michel Caraminot, a profité d'une mise en liberté provisoire pour rejoindre Paris.

Michel Caraminot est libre. Arrêté le 17 juin dans la ville d'Urfa (Turquie orientale) pour propagande pro-kurde et pro-arménienne (*Libération* du 23 septembre), il a profité d'une récente remise en liberté provisoire pour s'envoler jeudi après-midi vers Paris. Celui-ci a apparemment franchi la zone-frontière de l'aéroport d'Ankara sans problème. L'arrivée à Roissy a mis fin à un incroyable feuilleton judiciaire qui en dit long sur les lourdeurs administratives turques.

Michel Caraminot avait été arrêté, inculpé et emprisonné, sur les seules accusations d'un guide turc, Nihat Guldogan, accompagnateur d'un groupe de touristes. De l'avis des touristes français, ce dernier a été empêché par Michel Caraminot d'emmener le groupe chez les marchands de tapis et autres souvenirs. Le contentieux entre les deux guides s'est vite envenimé à Urfa.

Plusieurs cas de choléra étaient déclarés dans la ville-étape, et Nihat Guldogan n'avait pas respecté les consignes sanitaires imposées par Michel Caraminot: il avait fait servir au restaurant crudités, yaourts, etc... L'altercation entre les deux guides fut si sérieuse que l'on peut trouver là explication aux gravissimes accusations de Nihat Guldogan.

Niant farouchement avoir évoqué l'histoire récente de la Turquie, le guide français a dû toutefois se plier à la justice turque et notamment aux lenteurs de la Cour de sûreté de l'Etat.

Celle-ci ne se réunit que douze fois par an. Trois mois ont été nécessaires avant que ne soit organisé un contre-interrogatoire de Nihat Guldogan.

En octobre dernier, la commission d'experts ne s'était toujours pas prononcée sur le caractère propagandiste des documents de travail de Michel Caraminot. Plusieurs membres du groupe de voyage avaient accepté de retourner en Turquie pour témoigner de l'innocence de leur guide. Le procureur lui-même avait demandé sa remise en liberté provisoire « *faute de preuves existantes* ». La cour a satisfait sa demande... au bout de huit semaines.

Entre temps, la presse turque avait dénoncé la fragilité de l'accusation. A peine sorti de sa geôle, le jeune Français a choisi rentré illégalement en France même si son innocence pouvait être facilement démontrée.

Dominique LE GUILLEDOUX

LE SOIR

19.10.1987

Les bureaux parisiens de la compagnie Lufthansa occupés par des Kurdes

Une vingtaine de militants kurdes ont occupé ce matin les bureaux de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, 21, rue Royale à Paris.

Cette occupation non violente a été organisée pour protester contre les conditions de vie très dures qui leur sont réservées dans leur pays, au Kurdistan, partagé notamment entre la Turquie, l'URSS et l'Iran.

AGENCE FRANCE PRESSE

19.10.1987

Iran-Exécution

Exécution de six personnes coupables d'actions armées en Iran

PARIS, 19 oct (AFP) - Le Conseil supérieur de la justice iranien a ordonné lundi l'exécution de six personnes reconnues coupables d'opérations armées contre les forces gouvernementales dans les régions de l'Azerbaïdjan (nord-ouest) et du Kurdistan (ouest), a annoncé Radio-Téhéran captée à Paris.

Selon la radio, les six accusés avaient "reçu un entraînement militaire en Irak pour mener des actions de destruction et de terreur" en Iran.

L'HUMANITE

23.10.1987

Cent dix jours dans les prisons du Kurdistan de Turquie

L'HORREUR AU QUOTIDIEN

Le jeune guide français Michel Caraminot témoine : « A Diyarbakir, j'ai vu un enfant de onze ans détenu avec son père »

GUIDE touristique français accusé par les autorités d'Ankara d'avoir voulu « affaiblir le sentiment national du peuple turc », traîné en Cour de sûreté de l'Etat, Michel Caraminot a vécu plus de trois mois dans les prisons turques avant d'être mis en liberté provisoire et de quitter la Turquie « en douce » pour attendre à Paris le verdict du procès. Fatigué, amaigri, mais « soulagé », Michel Caraminot nous a raconté ses prisons. Parce qu'il veut, par son témoignage, aider ses anciens codétenus qui, là-bas, vivent l'horreur au quotidien. Et parce qu'il refuse que cette lamentable affaire soit enterrée aussi longtemps que son innocence n'aura pas été publiquement reconnue.

Entre le 17 juin et le 5 octobre, Michel Caraminot a connu deux prisons, toutes deux en « Turquie orientale », dénomination officielle du Kurdistan, dans un pays où le mot « kurde » est banni du vocabulaire.

Celle d'Urfa, d'abord. « Les conditions de vie, dit-il, y sont abominables. En arrivant, déjà, on vous tond. Ça met en condition. La prison est infecte et décrépite. Il n'y a aucune hygiène. On était deux cents dans le bâtiment avec deux toilettes. On distribuait un bidon d'eau de temps en temps. Impossible de se laver. On sortait une heure tous les deux jours dans la cour. Tout le reste du temps, on était enfermés dans une prison en plein soleil par 50°. Il n'y a pas de vitres aux fenêtres, seulement des barreaux. Et la prison ne fournit rien, pas même une couverture, dans une région où les hivers sont très froids. La

nourriture est infecte: un brouet infâme et des légumes pourris qu'on doit préparer soi-même. En douze jours, j'ai perdu quinze kilos. »

A Urfa, il n'a pas vu de cas de torture, bien que le gardien-chef ait récemment admis devant la presse qu'elle y était pratiquée. Il a vu par contre le cachot: « Un placard où il est impossible de s'allonger, avec un trou au milieu pour chier, et on peut y rester un mois. »

C'est à la prison civile de Diyarbakir « une prison trois étoiles, comparée à Urfa », où il a ensuite été transféré, que Michel Caraminot a rencontré des victimes de la torture: une quinzaine de détenus amenés de la prison militaire où sont enfermés les « politiques ».

« Normalement, c'est là qu'on aurait dû me mettre, vu ce dont je suis accusé. Mais je suppose qu'ils n'avaient pas envie que je sois témoin de ce qui s'y passe. C'est abominable. Pire qu'à Urfa. Les quinze qui sont venus étaient si affamés qu'il a fallu les retenir pour les empêcher de se rendre malades. C'est sur eux que j'ai vu les marques des tortures: sur les pieds, les mains, le dos. Il y en a un dont le dos n'était plus un dos... Ils venaient tous les quinze du même village. On les avait arrêtés parce qu'ils avaient donné à manger à quelqu'un qu'on soupçonnait d'appartenir au PKK ! (1). Ils risquaient cinq ans de prison pour aide à la rébellion. »

Cinq ans, c'est le délai moyen nécessaire à l'instruction des procès, pendant

lesquels le prévenu reste en prison, souvent avec une partie de sa famille.

« Dans tout l'est de la Turquie, explique Michel Caraminot, on pratique le système de la responsabilité collective. Si un délit est commis, on arrête non seulement celui qu'on soupçonne d'être coupable, mais toute sa famille et parfois même ses voisins. Et comme la responsabilité pénale commence à sept ans révolus, les prisons sont pleines d'enfants. A Diyarbakir, il y avait un garçon de onze ans, détenu avec son père, et beaucoup de gosses de quatorze-quinze ans. Et en plus, à côté, il y avait la prison des femmes et celle des enfants. »

Les histoires que raconte Caraminot sont terribles : celle de cette femme, mère d'un de ses codétenus, emprisonnée plusieurs mois pour obliger ses fils à se rendre. Celle du procureur civil de Diyarbakir, venu visiter la prison avant sa mutation : une semaine auparavant, il avait fait arrêter quatre militaires qui avaient torturé un vieillard jusqu'à la mort, et demandé contre eux un juge-

ment exemplaire. Désavoué par le ministre de la Justice, il était remplacé.

Celle, encore, de cet ancien parlementaire, Ahmed Turk : « La police avait trouvé à deux cents mètres de chez lui une cassette vidéo du PKK. On l'a amené après un court passage à la prison militaire au cours duquel il a perdu toutes les dents inférieures... Je l'ai vu... Il était très abimé physiquement. »

« Je voudrais insister, dit encore Caraminot, sur quelque chose que tout le monde m'a dit là-bas : la situation dans les prisons, notamment à la prison militaire de Diyarbakir, s'est considérablement détériorée depuis ce qu'on appelle le « retour à la démocratie ». Parce que les organisations internationales ont relâché leur pression et leur surveillance. On n'en parle plus, et c'est très grave. »

Propos recueillis par
Françoise Germain-Robin

(1) PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène la lutte armée pour l'indépendance.



Les statistiques le prouvent, ces jeunes Kurdes de Diyarbakir ont peu de chances d'échapper, un jour ou l'autre, à un séjour en prison. (Photo Sipa.)

Le Monde

23.10.1987

La « guerre oubliée » au Kurdistan irakien

La politique de la terre brûlée de Bagdad n'est pas venue à bout de la guérilla kurde

Le conflit du Golfe a relégué au second plan la « guerre oubliée » qui, depuis plusieurs années déjà, oppose — en marge du conflit irano-irakien — l'armée de Bagdad aux pechmergas (maquisards kurdes) du Kurdistan irakien. Bien que moins spectaculaire, cette guerre larvée n'en est pas moins sanglante et impitoyable, et de vastes régions du Kurdistan irakien ont été, depuis mai dernier, transformées en « terres brûlées » par l'armée de Bagdad, notamment dans le Nord-Est, dans la région de Soleymanieh, qui constitue le fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'un des principaux mouvements de guérilla.

Paradoxalement, l'UPK, qui avait engagé unilatéralement, vers la fin de décembre 1983, des pourparlers de paix avec le président Saddam Hussein — malgré l'avis des autres mouvements kurdes d'Irak, — est devenue depuis l'ennemi numéro un du régime baasiste, dont elle exige maintenant la chute, allant même jusqu'à souhaiter le démembrement de l'Irak.

L'échec des négociations en janvier 1985, faisant suite à l'intransigeance de Bagdad qui n'a su profiter de l'occasion en or qui se présentait alors pour diviser irrémédiablement le mouvement kurde irakien, a fondamentalement modifié l'équilibre des forces au Kurdistan irakien. Peu à peu, l'UPK, qui jadis dénonçait la République islamique de Téhéran comme le principal danger menaçant le mouvement nationaliste kurde, s'est aligné sur les positions de son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PKD) de Massoud Barzani, allié à Téhéran.

En octobre 1986, les talabaniistes engageaient, pour la première fois, en coopération avec les pasdarans iraniens, une opération de commando contre les installations pétrolières de Kirkouk. En novembre, ils signaient à Téhéran un accord politico-militaire avec le PKD, unifiant ainsi pratiquement la rébellion kurde sous l'égide de la République islamique.

La guérilla au Kurdistan irakien devenait ainsi officiellement l'alliée de Téhéran, et ses opérations de com-

mando, jouissant désormais du soutien logistique des pasdarans, devenaient de plus en plus fréquentes et efficaces. Face à la montée des périls, Bagdad eut alors recours aux grands moyens, en entreprenant à partir de mai 1987 une série d'expéditions de ratisage au Kurdistan dans le but de priver les pechmergas de l'appui de la population locale. Des centaines de villages et de hameaux, situés le long des principaux axes routiers furent systématiquement rasés.

Les militaires irakiens se sont montrés particulièrement impitoyables, dynamitant ou détruisant au bulldozer les habitations des villageois au préalable embarqués *manu militari* vers les régions contrôlées par les forces gouvernementales. Un grand nombre de personnes déplacées furent regroupées à proximité d'Erbil et de Kirkouk, notamment dans un camp situé entre Erbil et Mossoul. D'autres furent transférés encore plus loin, à proximité des frontières jordanienne et saoudienne, dans des zones désertiques. Certains de ces villages ainsi vidés de leur population ont été détruits par l'aviation, et d'autres, difficilement accessibles, ont été gazés (aux bombes au phosphore) pour contraindre les habitants à quitter les lieux.

Une répression sévère

Ces opérations de ratisage, qui avaient essentiellement pour objectif d'assurer la sécurité des axes routiers et accessoirement de « dékurdiser » certaines zones jugées particulièrement « stratégiques », se sont poursuivies par intermittence. Elles n'ont pas réussi cependant à briser le mouvement kurde, qui, avec l'appui des Iraniens, a multiplié les actions de guérilla, malgré l'utilisation de plus en plus fréquente d'armes chimiques par l'aviation irakienne. Pis encore, elles ont eu l'effet contraire et n'ont en définitive réussi qu'à exaspérer la population kurde et à grossir les rangs des pechmergas. Pour faire face à cette situation, Bagdad a dépêché en ren-

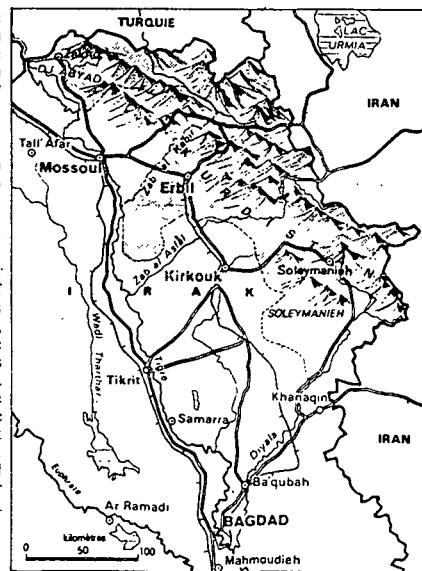
fort, dans la région kurde, plusieurs brigades de la garde présidentielle, unités d'élite utilisées dans des circonstances exceptionnelles.

La sévérité de la répression, et surtout son manque d'efficacité, ont suscité des remous au sein même de la classe dirigeante irakienne. M. Izzat Ibrahim, le vice-président irakien, s'est élevé violemment contre ces méthodes expéditives, proposant une nouvelle tactique, « plus humaine », afin de contenir la rébellion. On a parlé en août d'une « mini-crise » gouvernementale. M. Ibrahim se retirait délibérément de la vie publique pour mieux marquer son désaccord. Selon certaines informations, non confirmées, M. Ali Hassan el Majid, nommé en mars responsable de la région kurde, a été limogé. Cousin du président Saddam Hussein et titulaire du poste-clé de la sécurité intérieure, M. Majid avait, semble-t-il, été le principal artisan de la politique de terre brûlée. Cela expliquerait la suspension provisoire des opérations de ratisage qui semblent cependant avoir repris fin septembre, quoique sur une moindre échelle.

Coincidence ou relation de cause à effet, la répression au Kurdistan s'est accompagnée d'une grave dégradation de la sécurité dans d'autres régions du pays, notamment à Bagdad avec l'explosion au mois d'août de trois voitures piégées, dont l'une, à proximité du ministère du travail, fit une vingtaine de tués et près de trente blessés. Comme d'habitude, ces attentats ont été attribués, de source officielle, à des éléments islamistes, mais ils seraient, selon la rumeur publique, l'œuvre de militants kurdes désireux de venger les victimes de la politique de terre brûlée. Accusé de laxisme, le ministre de l'intérieur, M. Saadoun Chaker, l'une des figures historiques du Baas, fut limogé et remplacé par un homme à poigne, M. Samir Mohamed Abdel Wahab el Cheikhly, qui passe pour l'exécuteur des basses œuvres du régime.

Le nouveau ministre de l'intérieur s'est attelé en priorité à la difficile tâche de restaurer l'ordre public gravement perturbé dans certains quartiers populaires de Bagdad, notamment à Saddam-City, immense agglomération d'habitations à bon marché et de bidonvilles devenus un repaire de hors-la-loi et de déserteurs de l'armée, dont de nombreux Kurdes. La criminalité (cambriolages, attaques à main armée contre les patrouilles policières) y était devenue d'autant plus alarmante que les effectifs de la police avaient été sérieusement réduits à la suite de la mobilisation de près de 40 000 policiers envoyés au front au début de 1987 pour faire face à l'attaque iranienne contre Bassorah. Depuis, Saddam-City, qui compte plus d'un million d'habitants, vit pratiquement sous un régime de couvre-feu.

JEAN GUEYRAS.



Israël-Iran

Une gaffe révélatrice

Les allusions à l'« amitié » israélo-iranienne de M. Rabin ont été immédiatement corrigées et démenties en haut lieu



Yitzhak Rabin : les liens historiques avec l'Iran.
(Photographie AP.)

JERUSALEM :
René BAUDUC

« L'Iran est le meilleur ami d'Israël. » Ces mots attribués au ministre de la Défense, M. Rabin, et publiés en première page par le journal « Haaretz » ont surpris les milieux politiques de Jérusalem et causé un compréhensible embarras au ministère des Affaires étrangères où on parlait hier matin « d'une gaffe monumentale ».

Le ministère de la Défense s'est empressé de publier une mise au point mettant en cause, entre autres, l'AFP pour avoir diffusé « un compte rendu totalement dépourvu de fondement ».

M. Rabin aurait dit que l'Iran est aujourd'hui un ennemi acharné d'Israël. Mais que les Américains lui avaient toujours rappelé, lorsqu'il était ambassadeur d'Israël à Washington, qu'il « fallait traiter avec l'ennemi si on voulait résoudre un conflit ». Sans sous-estimer la haine actuelle de l'Iran pour Israël, M. Rabin aurait donc voulu souligner le fait que « pendant vingt-huit ans sur les trente-neuf d'existence d'Israël, l'Iran avait été un ami d'Israël », et qu'il pouvait le redevenir dès que « la folie du fondamentalisme chiite serait révolue ».

Dans l'après-midi d'hier, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, M. Belin, a, lui aussi, essayé de remettre les choses en place en disant qu'Israël « n'avait aucun intérêt à voir continuer la guerre dans le Golfe », craignant que cette guerre puisse renforcer les capacités militaires de « l'ennemi ancien (Irak) et de l'ennemi nouveau (Iran) ». Il a évité, toutefois, de répondre à toute question sur les rapports actuels existant entre Israël et l'Iran, dont la presse étrangère parle régulièrement

ainsi que des négociations entre l'ancien directeur du ministère des Affaires étrangères, M. Kimche (très mêlé à l'Irangate) et les dirigeants iraniens au sujet de l'immigration des juifs d'Iran.

Des relations historiques

Du point de vue historique, l'amitié entre la Perse et le peuple juif dépasse largement les relations mentionnées par M. Rabin. Le retour des juifs en Terre Sainte et la reconstruction du temple avaient été, en effet, autorisés par Cyrus en 538 avant Jésus-Christ et son fameux édit est constamment mentionné en Israël à côté de la déclaration Balfour qui autorisa la création du « foyer national juif » à la fin de la Première Guerre mondiale.

La collaboration entre Israël et le chah fut intense dans tous les domaines (dont celui de l'aide aux rebelles kurdes contre l'Irak) depuis les années 1950. Le ministre israélien lui-même a rappelé qu'en 1973, c'est l'Iran qui fournit à Israël son pétrole après avoir permis la construction du pipeline entre Eilat et la Méditerranée transportant, jusqu'à l'arrivée de Khomeiny au pouvoir, le pétrole iranien vers l'Europe via Israël.

Il est probable que même après la mise au point du ministère de la Défense, les propos de M. Rabin ne seront pas appréciés en Egypte — où le président Moubarak vient de dénoncer les pays qui continuent à aider l'Iran — ni aux Etats-Unis où le rappel du conseil de « négocier avec l'ennemi » pourrait être mal interprété. On pouvait y voir une critique de la politique anti-iranienne suivie par Washington dans le Golfe, pour tenter de remédier aux conséquences de « l'Irangate » auprès des pays arabes.

R. B.

PARLEMENT EUROPEEN

26/30.10.1987

POUR UNE CHARTE EUROPEENNE DES LANGUES REGIONALES
ET MINORITAIRES

(Rapport de M. Willy KUIJPERS (ARC, B), au nom de la commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports - Doc. A2-150/87)

Le rapport KUIJPERS se prononce pour un enseignement officiel des langues régionales et minoritaires et la reconnaissance des cours, classes et écoles créés par des associations utilisant ces langues comme langue d'enseignement général.

Pour la troisième fois, la commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports revient à la charge en demandant la mise en oeuvre d'une Charte communautaire des langues et cultures régionales et d'une Charte des droits des minorités ethniques, demandées par le Parlement en 1981, ainsi que des mesures en faveur des langues et des cultures minoritaires, réclamées en 1983.

En premier lieu, les Etats membres devraient reconnaître dans leurs dispositions constitutionnelles leurs éventuelles diversités ethniques, culturelles et linguistiques.

Au niveau des Etats membres, des mesures devraient être prises en matière d'enseignement, de réglementation administrative, de communication et d'information. Et de préconiser un enseignement officiel des langues régionales et minoritaires et la reconnaissance officielle des cours, classes et écoles créés par des associations qui utilisent comme langue d'enseignement général une langue régionale ou minoritaire.

Des dispositions législatives devraient être adoptées pour garantir le droit d'utiliser les langues régionales et minoritaires, prescrire leur usage dans les services décentralisés de l'Etat et autoriser l'inscription sur les listes électorales des noms de lieu et autres indications établis dans les langues régionales ou minoritaires. Bien entendu, l'accès à la radiotélévision locale, régionale et nationale devrait être facilité. Et de préconiser le recours aux techniques de doublage et de sous-titrage, propres à promouvoir les productions audiovisuelles dans les langues régionales et minoritaires.

Au niveau de la vie courante, le rapporteur recommande l'utilisation des langues régionales et minoritaires par les entreprises publiques (trafic postal), dans les transactions financières (chèques postaux et opérations bancaires), pour l'étiquetage des produits et sur les panneaux de signalisation routière.

Quant au Conseil et à la Commission, ils sont invités à promouvoir le "Bureau des langues de moindre diffusion" (créé en 1982 à la suite d'une résolution du Parlement européen), en lui accordant des crédits budgétaires suffisants.

Signalons enfin que la commission de la jeunesse et de la culture souhaite établir entre autres un rapport sur les minorités d'outre-mer.



FILE ON TORTURE

september 1987

amnesty international

TURKEY

Torture has become an issue for public discussion in Turkey. Almost four years after a civilian government came to power in November 1983, no effective measures have been taken to prevent torture.

The Turkish authorities have admitted that torture takes place, but have repeatedly claimed that it is used only in isolated incidents. Despite the promise that all complaints of torture are investigated and that those responsible for torture will be prosecuted, AI has not observed any fundamental changes in the systematic and widespread practice of torture.

Torture of political detainees was already a major concern for AI before the military coup of 12 September 1980. The number of allegations of torture at any time appears to be directly related to the number of people detained.

During an earlier period of military intervention, from 1970 to 1973, when several thousand people were detained, AI received hundreds of allegations of torture and believed torture to be widespread and systematic. Fewer

allegations were received during the mid-1970s, when there were fewer political prisoners. After the introduction of martial law in December 1978, the number of cases of torture again began to grow. Following a research mission in May 1980 AI concluded that most people detained by the police and martial law authorities were tortured, and in some cases tortured to death.

After a military coup in September 1980 thousands of people were taken into custody by the security forces. At the beginning of 1987 the number of people who had been taken into custody was estimated by the newly founded Human Rights Association in Turkey to be at least 240,000. The incidence of torture increased dramatically immediately after the coup. In subsequent years the number of torture allegations and

reported deaths under torture gradually decreased, but only relatively. Continuing reports of torture during recent months point to the fact that the pattern has shown no significant change to the present day.

Methods

The main purpose of torture in police custody appears to be to extract information and confessions. Ill-treatment in prisons, often in the form of routine beatings, is intended mainly to maintain discipline. In both prisons and police stations, the intimidation and humiliation of prisoners is an additional motive.

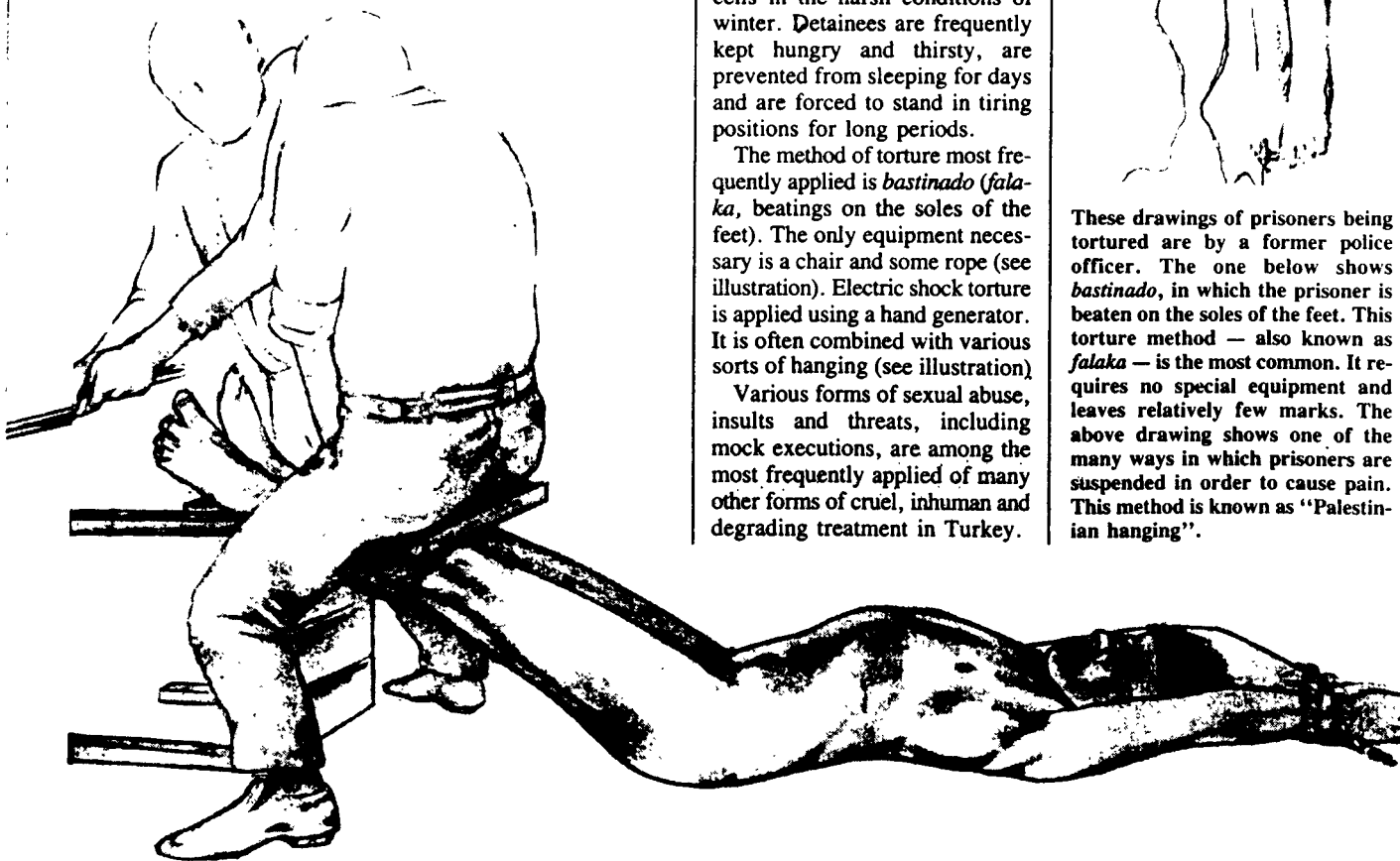
For these purposes a whole variety of methods is used. Suspects are blindfolded and handcuffed immediately after detention. Even common criminal suspects are stripped naked during interrogation and left like that, often after being hosed with ice-cold water, or left on the concrete floors of cells in the harsh conditions of winter. Detainees are frequently kept hungry and thirsty, are prevented from sleeping for days and are forced to stand in tiring positions for long periods.

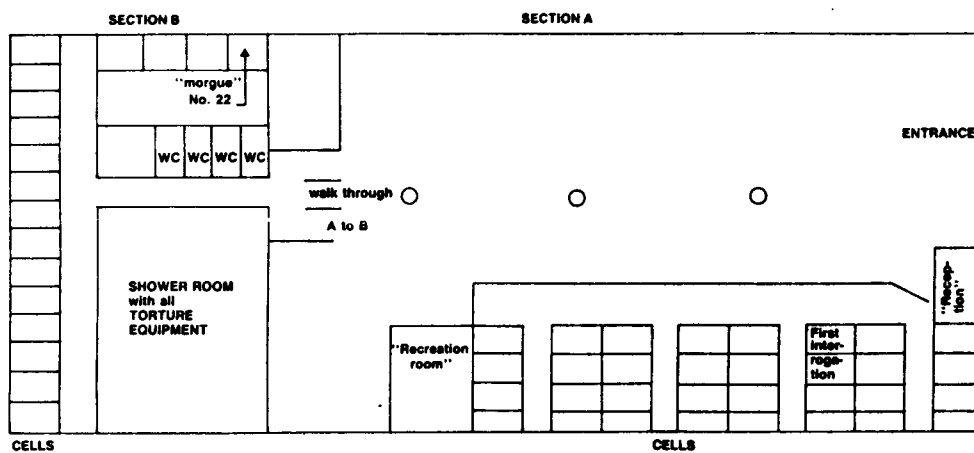
The method of torture most frequently applied is *bastinado* (*falaka*, beatings on the soles of the feet). The only equipment necessary is a chair and some rope (see illustration). Electric shock torture is applied using a hand generator. It is often combined with various sorts of hanging (see illustration).

Various forms of sexual abuse, insults and threats, including mock executions, are among the most frequently applied of many other forms of cruel, inhuman and degrading treatment in Turkey.



These drawings of prisoners being tortured are by a former police officer. The one below shows *bastinado*, in which the prisoner is beaten on the soles of the feet. This torture method — also known as *falaka* — is the most common. It requires no special equipment and leaves relatively few marks. The above drawing shows one of the many ways in which prisoners are suspended in order to cause pain. This method is known as "Palestinian hanging".





A torture centre in Ankara. This sketch by former detainees shows the State Research Laboratory within Ankara Police Headquarters. The detainees — students held between November 1986 and March 1987 — indicated clearly a room where torture equipment is housed and used. A former prisoner of conscience tortured there in 1981 has confirmed the accuracy of the sketch. The passage between Sections A and B is reported to be very low so people have to bend down to walk through. It can be closed off by an artificial wall camouflaged with fire extinguishers to avoid unwanted entry.

Torture centres

Although people have been tortured in police stations and prisons of every type throughout Turkey, there are also buildings specially equipped for torture.

Most of these places are well known. The US-based human rights group, Helsinki Watch Committee, stated in March 1986: "I was able to find the exact location of the main torture centres in both cities" (Ankara and Istanbul). A government determined to eliminate torture would investigate the treatment of detainees in these centres and take the necessary steps.

One of the best known torture centres is a place called DAL (*Devlet Arastirma Laboratuvarı*, State Research Laboratory) in Ankara Police Headquarters. In April 1987 AI obtained a sketch

of DAL with Section A and Section B, where the torture equipment is housed, marked. It was drawn by students detained between November 1986 and March 1987. The main elements of this sketch were confirmed by a former prisoner of conscience who had been tortured here in 1981. Except for the addition of a "recreation room" used to treat injuries before the prisoner's release or formal arrest by a court, nothing seems to have changed since then.

of DAL with Section A and Section B, where the torture equipment is housed, marked. It was drawn by students detained between November 1986 and March 1987. The main elements of this sketch were confirmed by a former prisoner of conscience who had been tortured here in 1981. Except for the addition of a "recreation room" used to treat injuries before the prisoner's release or formal arrest by a court, nothing seems to have changed since then.

Deaths in custody

Since the September 1980 coup AI has submitted to the authorities the names of more than 100 people alleged to have died in custody since then. In reply AI has received information from the authorities on 82 of these cases. Most of the replies are less than satisfactory.

Since the end of 1985 various organizations in Turkey have issued lists of people who died in custody. The prisoners named include some who died as a result of hunger-strikes or medical neglect and some who committed suicide. Even so, the majority of prisoners named in these lists appear to have died as a result of torture.

In December 1985 Cüneyt Canver, a Social Democrat Populist Party (SHP) member of parliament, handed over a list with 113 names to the president of parliament during a debate on the budget. One year later Fikri Saglar, Secretary General of the SHP, submitted a list of 253 names and in February 1987 the Human Rights Association presented to the press detailed information on 149 cases. Twenty more names were added later.

On 16 March 1982 the Minister of State, İlhan Öztrak, acknowledged publicly that 15 people had died as a result of torture since

September 1980. A report issued by the Chief of the General Staff's Office on 29 October 1982 stated that investigations into 204 deaths alleged to have been caused by torture had determined that in only four cases were the deaths caused by torture. In April 1984 the same office announced that since the first declaration of martial law in December 1978 two people had died as a result of torture.

In April 1986 Yildirim Akbulut, Minister of the Interior, answering questions in parliament said that there had been a total of 78 deaths during interrogation between 26 December 1978 and 31 December 1985, but did not specify the causes. In December 1986 the Minister of Justice, Mahmut Oltan Sungurlu, stated that 13 deaths in custody had been caused by torture or ill-treatment.

During the first six months of 1987 AI received information on 11 deaths in custody. Nine of them were alleged to have been caused by torture.

For example, in February 1987 the gendarmerie (armed rural police), while searching for Hasan Bayram, rounded up members of his family in Pirinçlik village near Diyarbakir and took them to the gendarmerie station. The next day Hasan Bayram's 70-year-old father, Zulfikar Bayram, died in hospital. His wife Esmâ Bayram says:

"On 19 February gendarmes came to our house saying that they were looking for my son Hasan who is on the run. Everyone in the family was beaten. They took us, my husband Zulfikar Bayram and the children, to the gendarmerie station where they beat us and hit us with the butts of their rifles. My husband, who was seriously injured, and I were taken to hospital, where he died . . . An autopsy will provide proof that torture caused his death. A medical examination of the other members of the family who are still in custody [on 22 February] should be done."

The death of Mehmet Kalkan on 14 June 1987 in the hands of the Diyarbakir Directorate of the Rapid Forces (special branch of the police) led to a three-day hunger-strike of political prisoners in Diyarbakir Military Prison. Mehmet Kalkan escaped from

AI on torture in Turkey

Quotations from AI reports

May 1984: *File on Torture*: "The Turkish authorities have persisted in the torture of prisoners during the present decade."

July 1985: *Testimony on Torture*: "Torture is widespread and systematic in Turkey."

February 1986: *Violations of Human Rights in Turkey*: "Political prisoners and common criminals are tortured or subjected to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, while in police custody."

November 1986: *Torture and Ill-treatment of Detainees and Prisoners*: "Most allegations of torture received by AI relate to ill-treatment of detainees in police custody either during their initial interrogation, or when they have been taken again by the police for questioning, after transfer to a military prison."

June 1987: *Continuing Violations of Human Rights in Turkey*: "AI continues to be concerned about the imprisonment of prisoners of conscience, systematic torture and ill-treatment of political prisoners . . ."



Esmâ Bayram, who was taken into custody together with her husband and several of her children. "They beat us and hit us with the butts of their rifles. My husband, Zulfikar Bayram, who was seriously injured, and I were taken to hospital where he died . . . An autopsy will provide proof that torture caused his death."

Diyarbakir Prison in 1983 and was recaptured on 13 March 1987. He died three months later when undergoing further police interrogation. Officials claim that he committed suicide, but his brother, Mustafa Kalkan, is convinced that he was tortured to death. He told the press that he (Mustafa) and his father Ömer Kalkan had been tortured between 4 and 9 October, 1985 during interrogation



These four children needed medical treatment after being given electric shock torture. They come from a village in southeastern Turkey where Kurdish guerrillas have been active. In April 1987 police rounded up all the men in the village and beat many of them in the village school. These children were asked where "the bandits" were and given electric shocks in their mouths, which were bruised and bleeding.

Torture in south-eastern Turkey

Another dimension of the problem of torture and ill-treatment in Turkey is illustrated by the situation in the southeast. Armed clashes between Kurdish guerrilla troops and the Turkish security forces have led to more than 700 deaths in less than three years since August 1984.

AI received oral and written testimonies of whole villages being rounded up by the security forces and the Kurdish population being beaten by members of the gendarmerie or army searching for guerrillas and their supporters. Four people are alleged to have died as a result of torture between February and June 1987.

A report in the newspaper *Cumhuriyet* of 6 May 1987 refers to events in Güzelöz village in the district of Gercüs, Mardin province. The inhabitants said:

"On 9 April the gendarmerie came into our village and rounded the men up in the school playground between 3 and 4 pm. They took 12 people to the gendarmerie station in Ulas. They were stripped naked and beaten until 3 in the morning. Their eyes were blindfolded and they were handcuffed. Then they were set free.

"The next day 500 gendarmes came to the village and once again rounded up the men in the school playground. The gendarmes searched all the houses but did not find anything. They took the men inside the school and beat them. The beatings went on until 3 pm. During this time one of us was stripped naked [Hüseyin Cetin] and shown from the window of the school.

"Four children of our village were asked where the bandits were and given electric shocks to the mouths. Their mouths bled and they had to be given medical treatment."

Testimony of torture

"Worse than the physical torture, I was subjected to psychological torture, much more cruel and shameful for mankind.

"As well as the threat: 'If you do not speak, we will torture your daughter' in the presence of my two-year-old daughter in the torture chamber, I lived through the agony of listening to the cries of her mother, who was tortured in the detention and interrogation cell at Gayrettepe First Branch (Istanbul Political Police), unable to calm our weeping daughter.

"Making degrading threats, they tortured my wife at my side. I have seen a police truncheon in her anus. Can I and those like me, who have been subjected to such degrading and inhuman treatment, ever forget all this?"

"I do not know how many times I was hung up by my feet, or in the crucifix position, with my hands tied at the front or behind my back. Sometimes I was kept hanging for minutes, sometimes for hours. I imagine that the periods, when my shoulder blades pressed against my chest, when I had difficulty in breathing, when I lost all feeling in my arms and could not touch the floor, amount to a total of several days.

"During this time I was beaten up and given electric shocks while suspended in the air. My armpits were cut as if with a razor blade

... I lived through days when electric shocks given to the toes, the sexual organs and the hands and ears all seemed to converge in the belly of a human being. Only someone who has gone through the torture centres can know what it means when lightning strikes in the belly of a human being ..."

Kemal Bilget, a teacher, and his wife were detained on 17 June 1986 in Elazig. AI sought assurances that they would not be tortured or ill-treated in detention. The Ministry of Justice replied in February 1987 that Kemal Bilget was one of the defendants in a trial at Istanbul State Security Court, charged with membership of an illegal organization called TKEP (Turkish Communist Workers' Party). Allegations of torture had been raised but found groundless;



Theatre director Yilmaz Onay, who was detained in December 1986. He testified that he had been tortured for three days inside Ankara Police Headquarters.

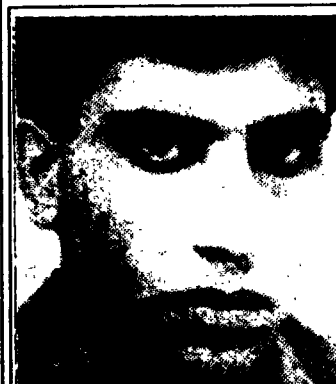
therefore the investigation into them had been stopped by the prosecutor.

Kemal Bilget says that he was subjected to torture in Elazig and Istanbul for a total of one month. He saw a doctor only many months later, yet in a report dated 7 August 1986 issued by the Health Committee of Elazig State Hospital signs of the torture were documented.

The above testimony is from Kemal Bilget's statement at his court hearing on 15 January 1987.



Kemal Bilget, second from the right, made detailed torture allegations at Istanbul State Security Court. He was also forced to watch his wife being tortured.



Refik Baytar, a grammar school student from Batman, who says he was tortured for 12 days in Siirt and Batman police stations in January 1987.

Ill-treatment in prison

After new regulations for the treatment of prisoners in military prisons were introduced on 30 September 1986 the situation in prisons seemed to have improved slightly, but since April 1987 new allegations of ill-treatment in military prisons have been received.

In a press conference on 1 April relatives of prisoners in Istanbul claimed that prisoners in Metris Military Prison were being ill-treated. As a recent example they claimed that six defendants in a political trial at Istanbul Military Court had been stripped naked and beaten under the pretext of a routine search. The six were accused of being members of the TKP/ML, Turkish Communist Party/Marxist-Leninist.

In June 1987 inmates of Sagmalcilar Prison in Istanbul were beaten after they refused to wear

chains on their way to court. Their court hearings are now proceeding in their absence.

In Adana, mothers of political prisoners complained at the beginning of June 1987 that their sons, Ayhan Karmis, Ali Nurdogan Köroglu and Haydar Karadag, had been been tortured in Adana Closed Prison because they had refused to sing the national anthem and to participate in prayers during meals. Zeliha Karmis claimed that her son had suffered internal bleeding and that she had seen blood coming from his ear.

Sexual abuse

"We have youngsters aged 20 and 21 at our disposal, hard as a rock. If they want to torture a girl sexually . . . why should they feel the need for a truncheon?"

Former General Turgut Sunalp, October 1985

"I was taken to Yenimahalle Police Station. My eyes were blindfolded and I was taken to a place I do not know. Here I was stripped naked. First I was hosed with ice-cold water and given electric shocks. They wanted me to sign a statement, but I refused.

"Thereupon they locked me in a single cell with a male student. We were both stripped naked. Under torture they tried

to force the student to assault me sexually. As I could not stand it, I agreed to sign that statement."

Nilufer Aydur is one of hundreds of students arrested in April 1987 after widespread protests against restrictions on student associations. Her testimony comes from a trial, in May 1987, of 141 students at Ankara State Security Court.

What you can do

In view of the persistent evidence of torture in Turkey AI believes that the Turkish Government should implement the following measures:

■ The highest authorities in Turkey should issue clear public instructions that torture will not be tolerated under any circumstances.

■ Rather than issuing unverifiable denials in the face of torture allegations, the Turkish Government should establish an impartial body to investigate all complaints and reports of torture. Its findings and methods of investigation should be made public.

■ Relatives and lawyers should be informed promptly of the whereabouts of detainees and have prompt and regular access to them.

■ Steps should be taken to ensure that confessions or other evidence obtained through torture may never be invoked in legal

proceedings.

■ The Turkish Government should sign and ratify the UN Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment which entered into force on 26 June 1987. Criminal proceedings should be instituted against alleged torturers, as called for in the UN Convention.

■ Please write to the authorities urging them to take effective steps to stop torture and in particular to implement these measures. Send your letters to: President Kenan Evren/Office of the President/Devlet Baskanligi/Ankara/Turkey; and: Turgut Özal / Office of the Prime Minister / Basbakanlik / Ankara/Turkey. □

Criminal suspect tortured

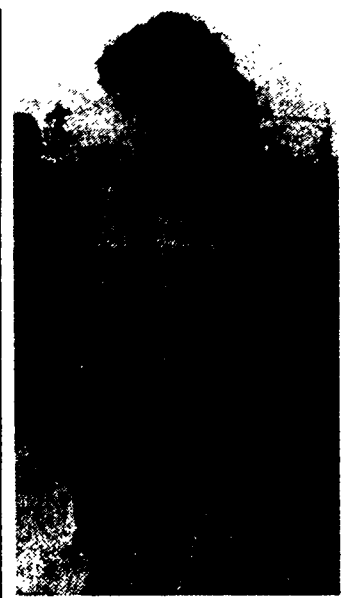
"On 31 January 1987 I was arrested while driving my taxi. Shortly after we had arrived at the police station they applied *bastinado* (beatings on the soles of the feet) to me. They fixed my legs to a stick with a rope and tightened it by turning it five or six times.

"The first day I was beaten day and night and then I was taken to a cell for one person. I got nothing to eat or drink and I was not allowed to go to the toilet. They were swearing at me all the time.

"On the second day I was sleeping in my cell when they arrived at around 2 or 3 am. They took me handcuffed and blindfolded to another room. Here they stripped me naked and tied one of my feet and my hands to something. Again they beat me and squeezed my testicles so that I screamed the whole time.

"On the third day they told me to confess to the crime or I would have electric shocks applied to me. They took me to a room and asked me to undress. Although I resisted they took off all my clothes and fixed a cable to my little finger and applied electricity until I fainted. I could admit to nothing because I knew nothing, but they made me sign a statement. In court I learned that it was about a woman whose money had been stolen."

Testimony of Ihsan Allabucak.



Serhat Simsek, president of the students' association at the machine faculty at Istanbul Technical University. He was held incommunicado for 25 days by the political police in January 1987. He said he had not only been tortured himself, but had witnessed the torture of others too.

"Because torture has become a profound and widespread political tool it is difficult to erase its roots. . . Therefore the authorities are defending torture and trying to hide it."

Journalist Ilhan Selcuk, February 1986

Threats and torture

"I was detained on 24 December 1986 in Ankara. They also took my wife to the police station. I immediately admitted to stealing a car because I had really done that. I asked them to release my wife and my sister. They immediately beat me and said: 'You have a record of political crime and at your home we have found banned publications; you are still involved in political activities.'" I said that I had been imprisoned for eight years for political crime, but that possession of individual banned books was not forbidden. They said: 'You know too much.'

"I was taken to the torture room while being beaten. There I was subjected to hanging, electric shocks and the *bastinado* (beatings on the soles of the feet). They also swore at me the whole time. This lasted for about an hour. They had a break and just when I thought the torture had stopped they started again.

"For five days we were tor-

tured, 11 times in all. I only admitted stealing a car. They wanted me and my brother-in-law to admit to another robbery and political activities.

"On the evening of the sixth day they blindfolded me and took me to the torture room. Here they said that I must admit to the political activities or the robbery or they would torture my wife in front of me. I said that I had done nothing like that and could not admit it. They told me to open my eyes and took away my blindfold and I saw my sister whose eyes and face were swollen. I shouted but I was held by four or five policemen.

"Then they blindfolded my sister and started to beat her and take her clothes off. I went wild and kicked at the policemen. An officer said that they should get my wife as well. I could not stand this torture inflicted on my sister and said I would admit to everything."

Testimony of Namik Konyalıoglu.



**amnesty
international**

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

**URGENT
ACTION**

EXTERNAL (for general distribution)

16 September 1987

Further information on UA 09/86 (MDE 14/02/86 20 January 1986,
MDE 14/01/87 25 February 1987) - Death penalty/Torture/Death in
custody

IRAQ: 300 children and youths

On 14 September 1987 the Iraqi Embassy in the United Kingdom
responded to Amnesty International's urgent appeals on behalf of
300 children and youths reported to have been arrested in
Sulaimaniya in northern Iraq between late September and mid-October
1985, 29 of whom were later reported to have been executed.

The letter stated that the Iraqi authorities "deny these
allegations as totally false and baseless". However, they
confirmed the execution of seven youths named in the further
information issued on Amnesty International's Urgent Action
(MDE 14/01/87 25 February 1987). They were Shamaal 'Abdallah Rashid
(born 1986, from Kaniskan), Aka Rashid Faraj (born 1986, from
Shwarbakh), Taha Ibrahim Hussain (born 1967, from Bakhtiyari),
Nizar Nuri Ahmad (born 1984 - according to the Iraqi authorities'
letter his year of birth was 1967 - from Sarchinar), Aso 'Ali Rahim
(born 1967, from Majeed Bag), Salam Sa'ig Ramadan (born 1967, from
Shwarbakh) and 'Abdallah 'Ali Sharief (born 1967, from Majeed Bag).
The authorities stated that they had "committed criminal and
subversive acts using arms and explosives against innocent
civilians as well as public and private properties and
establishments ... Therefore, and being adults according to Iraqi
laws, they were tried by a special court where all judicial and
legal guarantees were fully respected, including the right to have
a court-appointed lawyer to defend them. They were found guilty
and (sentenced to death) ...". Another youth, also named in
Amnesty International's Urgent Action, Azad Yusuf 'Omar (born 1968,
from Majeed Bag) was said to have been "sentenced to life imprison-
ment due to his special case." The authorities did not indicate
what was special about his case.

The letter continued, "With regard to the rest of the (29)
names we once again deny and disregard the allegations made about
them, and we believe that the Iranian hostile regime and (its)
clique (are) behind such false and unfounded allegations, claims,
aiming at discrediting and defaming Iraq's reputation and its
international position and stands."

Further recommended action: Telexes/telegrams/airmail letters:

- expressing regret about these executions;
- asking for detailed information on the judicial procedures followed
during their trial by special court;
- asking for further clarification about the "special case" of Azad
Yusuf Omar;

- in letters, reiterating concern at reports that some of the children
and youths were tortured or ill-treated following arrest and that
several of them died as a result of such treatment, urging the Iraqi
government to investigate these reports and make public its findings;
- seeking information on the status and whereabouts of those still in
detention and calling for the immediate release of all such children
and youths held on the basis of the political activities of their
parents or relatives.

APPEALS TO:

President Saddam Hussain
Baghdad
Iraq

Telegrams: as above
Telex: 212299 alqasr ik

Samir Muhammad Abd al-Wahab
Minister of Interior
Ministry of Interior
Baghdad, Iraq

Telegrams: Interior Minister al-Wahab,
Baghdad, Iraq

Tariq 'Aziz
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Baghdad, Iraq

Telegrams: Foreign Minister
'Aziz, Baghdad, Iraq
Telex: 212201 min for a ik
212213 akharjia ik

Dr Mundhir Ibrahim Shawi
Minister of Justice
Ministry of Justice
Baghdad, Iraq

Telegrams: Justice Minister Shawi,
Baghdad, Iraq

Copies to:

Dr Riyad Aziz Hadi
President
Iraqi Human Rights Association
PO Box 6186
Baghdad, Iraq

and to diplomatic representatives of Iraq in your country.

PLEASE ORGANIZE APPEALS FROM CHILDREN'S/YOUTH GROUPS.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International
Secretariat, or your section office, if sending appeals after 28 October 1987.

Sydney Morning Herald

03.10.1987

By YVONNE PRESTON,
Herald Correspondent

ISTANBUL, Friday: A French tourist guide has been under arrest in Turkey since June 18 accused of promoting Armenian and Kurdish separatism.

After repeated postponements, the guide, Mr Michael Ceraminot, faces trial on October 5.

It all began when Mr Ceraminot came to Turkey in June with 20 tourists, accompanied by a Turkish tourist guide.

The Turkish guide reported

Turks to try French guide for separatism

Mr Ceraminot to the authorities because he claimed that Mr Ceraminot had said that historical artifacts in the area were Armenian and had argued for separate States for Armenians and Kurds. Mr Ceraminot was arrested.

Mr Ceraminot's relatives, who have twice come to Turkey only to find his trial postponed, have claimed that the Turkish guide's French is poor and that he was on bad terms with the accused man, who objected to him taking commission from carpet sellers.

Diplomats in Ankara are reported to be having difficulty understanding why a Frenchman would want to spread separatist views to French tourists in Turkey.

The case could cause problems for the Istanbul Government abroad. Turkey's first demo-

cratic elections since the military coup in 1980 are due to be held on November 1 and together with its human rights record they are perceived as important determinants in any decision taken by the European Community on Turkey's application for full membership.

But the Kurdish issue is a very sensitive one for Turkey. Unlike Creeks, Armenians and Jews, the Kurds are not a protected ethnic minority under the Turkish Constitution.

Even the name Kurd cannot be used in Turkey; they are known as Mountain Turks. Economically neglected, most do not seek an independent homeland but to get a better deal from the Government.

The Kurdish problem has been exacerbated by the Gulf War. Iran and Iraq both have Kurdish

minorities and share borders with Turkey.

Turkish authorities claim the two Gulf States are failing to police their side of the border, allowing Kurdish terrorists to cross and terrorise villages.

A massacre in June followed a resolution of the European Parliament which called on Turkey to acknowledge "genocide" against the Armenians after World War I and described Turkey's denial of the existence of the Kurdish question as an insurmountable obstacle to its accession to the EC.

The resolution was bitterly resented here. Turkey claims the massacre by Kurdish terrorists from across the border was directly attributable to the action of the European Parliament.

Mr Michael Ceraminot appears to have become caught up in this complex maze.

October 1987

Amnesty International

BULLETIN

Turkey

Publisher jailed for 36 years

Recep Marasli, a 31-year-old Kurd, has been sentenced to 36 years in prison, mainly because he published books about the Kurdish minority in Turkey.

There are eight million Kurds living in Turkey, but this ethnic minority is not officially recognized by the authorities and is not allowed a separate cultural identity. Public use of the Kurdish language is prohibited.

Recep Marasli began working as a publisher in 1975 with the Komal Publishing House which specialized in books about the Kurdish minority. In 1978 he was arrested and detained for eight months because of his work. He bought the company in 1979 but it closed following the imposition of martial law in 1980.



Recep Marasli, a publisher, is serving sentences of 36 years for publishing books about the Kurdish ethnic minority in Turkey and for alleged separatist activities

Recep Marasli was detained again in January 1982. He was convicted before a series of military courts in Istanbul and Diyarbakir on charges

including "weakening national feelings", "insulting the memory of Ataturk" and "inciting separatism".

In one trial he was sentenced to two years for the defence statement made during his previous trial. His prison sentences now add up to 36 years, to be served consecutively. All have been upheld by the Military Court of Appeal.

Recep Marasli took part in several hunger-strikes at Diyarbakir military prison in protest against torture and inhuman prison conditions. During the last hunger-strike, ending in March 1984, he became critically ill and was hospitalized. He remains in poor health.

Please send courteous appeals for his immediate and unconditional release to:

Prime Minister Turgut Ozal
Basbakanlik
Ankara
Turkey

Publisher jailed for 36 years

Recep Marasli, a Kurd, has been sentenced to 36 years in prison, mainly because he published books about the Kurdish minority in Turkey.

There are some eight million Kurds living in Turkey, but this ethnic minority is not officially recognized by the authorities and is not allowed a separate cultural identity. Public use of the Kurdish language is prohibited.

Recep Marasli, who is 31, began his career as a publisher in 1975 by working in Komal Publishing House — which specialized in books about the Kurdish minority. In 1978 he was arrested and detained for eight months because of his work but nevertheless bought the company the following year. The company was closed in 1980 when martial law was imposed.

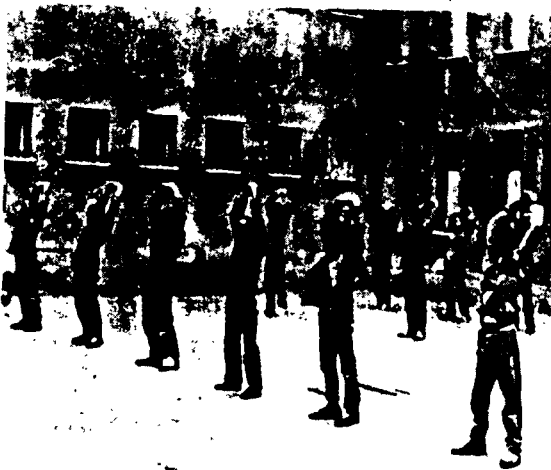
Recep Marasli was detained again in January 1982, and has since been convicted in military courts in Istanbul and Diyarbakir on such charges as "weakening national feelings",

"insulting the memory of Ataturk" and "inciting to separatism".

In one trial he was sentenced to two years for the defence statement made during his previous trial. His prison sentences now add up to 36 years — to be served consecutively. All have been upheld by the Military Court of Appeal.

He took part in several hunger-strikes at Diyarbakir military prison in protest against torture and inhuman prison conditions. During the last hunger-strike, which ended in March 1984, he was taken to hospital in a critical condition. Since then he has remained in poor health.

Please send courteous appeals for his immediate and unconditional release to: Prime Minister Turgut Ozal/Basbakanlik/Ankara/Turkey. □



Inmates of Diyarbakir military prison in Turkey. Many Turkish prisoners have been sentenced to spend years behind bars for exercising their right to freedom of expression. Over 48,000 political prisoners have been sentenced after unfair trials by military courts since martial law was imposed.

Iraq razes villages, resettles its Kurds

By Samir F. Ghattas
THE ASSOCIATED PRESS

BAGHDAD — Iraqi forces have destroyed hundreds of Kurdish villages in northern Iraq and diplomats say thousands of Kurds have been resettled in a campaign against Iranian-backed guerrillas.

The diplomats, from both Western and Arab countries, said the Iraqi drive is led by Ali Hassan al-Majid, a cousin of President Saddam Hussein sent to the turbulent Kurdistan region earlier this year to crush the guerrilla offensive.

Reports are hard to confirm because correspondents, diplomats and other observers are not allowed into the north without a military es-

cort. The main highway between Baghdad and the north is closed from dusk to dawn for "security reasons."

Arab and Western diplomats said Kurdish villages have been dynamited and bulldozed by security forces and their populations resettled in the south. The Kurdish factions charge that Iraqi warplanes attack villages suspected of harboring guerrillas and use chemical bombs.

The charges cannot all be confirmed, but Iran's state-run television recently showed a film of what it said was an air strike on a village. It showed bodies of civilians strewn on the ruined streets.

manders who say the campaign has antagonized Kurdish villagers, driven them to aid the guerrillas and failed to stop the guerrilla attacks, diplomats reported.

Kurdish guerrillas backed by Iran, Iraq's enemy in the 7-year-old Gulf War, have been escalating their attacks since March, forcing Baghdad to divert troops badly needed at the front.

Iraqi officials decline all comment on the guerrilla war and the military operations against the Kurds.

Maj. Gen. Taleh al-Douri, commander of the 5th Army Corps based in northern Iraq, told Iraqi reporters

Most diplomats doubt there have been mass killings. They said casualties were believed to be minimal because villagers are ordered out of their homes before the homes are demolished.

Mr. al-Majid's operations have angered some northern military command Sept. 21 during a government-guided visit to the region that Kurd-

ish rebels were carrying out "sabotage raids." But he denied there was a major guerrilla offensive and said the attacks were "minor incidents carried out by bandits."

The diplomats say the mountain war in the north is a growing problem for Mr. Hussein. Iran's official news media report almost daily against military convoys and garrisons.

The guerrillas, who seek an autonomous homeland, claim to have killed thousands of Iraqis, captured hundreds and seized control of a large area of Kurdistan.

The fighters, known as Peshmergas, or "those who face death," have cut highways and kidnapped foreigners and local leaders for ransom or supplies, diplomats said.

Their campaign threatens Iraq's big Kirkuk oilfields and two oil pipelines to Mediterranean terminals in Turkey that carry about 1.5 million barrels a day.

FINANCIAL TIMES

13.10.1987

Kurds seize Italians in Iraq

AN IRAQI Kurdish group said yesterday it had kidnapped three Italian engineers in northern Iraq and demanded the withdrawal of Italian ships from the Gulf, AP reports from Beirut.

The group, calling itself "The Kurdistan Iraqi National Union" said it seized the three "in protest at the Italian aid to the Iraqi regime and the Italian military presence in the waters of the Gulf."

The claim was made in a type-written statement in Arabic delivered to an international news agency in Beirut. The statement named the three Italians as Mr. Giacomo Minetti, Mr. Charoraki Cicyupi and Mr. Pital Louis Roberto.

The undated statement, which started with "in the name of God the merciful, the compassionate", did not say when or how the three were seized. "The conditions for their release are an end to Italian aid to the Iraqi regime and the withdrawal of Italian military ships from the Gulf," the statement added.

Italy last month decided to send an eight-vessel force, which includes three frigates and three minesweepers, to the Gulf to escort Italian merchant ships at risk of being caught up in the seven-year conflict between Iran and Iraq.

The three-month old government of Italian Prime Minister Giovanni Gorla has been criticised by opposition parties for its decision.

FINANCIAL TIMES

15.10.1987

Rome rules out Kurdish kidnap deal

By John Wyles

THE POSSIBILITY of withdrawing the Italian naval mission from the Gulf in return for the release of three Italian engineers kidnapped by Iraqi Kurds was firmly ruled out yesterday by Mr. Valerio Zanone, the Minister of Defence.

Spokesmen for the pro-Iranian "Patriotic Union of Kurdistan," which claims that it is holding the men, have formally linked their release to withdrawal of the eight-vessel Italian task force in the Gulf.

However, a Kurdish representative interviewed by Italian television yesterday suggested that Italian humanitarian aid for the Kurdish struggle for independence from Baghdad and a halt to arms shipments to Iraq were the real terms for freeing the engineers.

Mr Zanone adamantly affirmed that only the restoration of secure and free navigation through the Gulf would trigger the withdrawal of the Italian navy. Any premature withdrawal would be "a bitter blow to western solidarity and to UN peace efforts, to say nothing of the damage to our international credibility," he said.

The Italian Government, meanwhile, is coming under criticism from left-wing opponents for having kept the kidnappings a secret until they were revealed by the Kurds on Monday. One of the engineers was taken from a work site in northern Iraq on September 14

FINANCIAL TIMES

28.10.1987

Turkey to invite bids for health sector plan

By David Barchard in Ankara

TURKEY is to invite international consultancy firms to submit bids to prepare a Health Sector Rehabilitation Master Plan for the country.

The government passed legislation last May aimed at upgrading the country's health services, generally agreed to be the poorest in Europe.

The plan will aim at a long-term strategy to eliminate inequalities in health status and access to basic services and design a Health Development Project.

The successful bidder would be expected to work with a local consultancy company in drawing up the plan.

It is understood the plan will be expected to cover both preventive and curative medicine and that it will look at environmental problems and other related issues.

The Masterplan appears to be part of the grand strategy of Mr. Turgut Ozal, the Prime Minister, for reshaping Turkey's major institutions. The Ministry of Health is understood to be less than entirely happy with the idea of a health strategy not prepared under its auspices.

It already has a pilot health development project under way in nine of the country's 67 provinces.

Infant mortality and life expectancy figures in Turkey lag well behind those of the rest of Europe, despite a relatively high number of doctors per thousand of the population. Well-to-do Turks generally try to have major surgery performed outside the country.

● Turkey's State Airports Authority, DHMI, is to invite fresh bids for a project to equip the country's civilian airfields with radar equipment.

The contract was originally tendered in November 1985 and was awarded last July to Thomson-CSF of France at a price of DM 83.5m. However, it was cancelled without explanation by the Turkish government two days before the signing was due.

Turkish anger at French attitudes towards Kurdish and Armenian extremists was cited as a possible reason for cancellation.

The bidders in the new contest are expected to remain the same as in the original bidding. They will be Thomson-CSF (France), Selenia (Italy) and the Hughes Aircraft Company.

Despite war burden, Iraq's economy picks up as more oil flows

By David R. Francis
Staff writer of The Christian Science Monitor

Washington

Iranian military pressures on Iraq remain strong. But the financial position of the war-torn nation has improved in the last year, according to Mukhalif Al Hadithi, Iraq's new finance minister.

"I cannot tell you it is easy," said Mr. Al Hadithi in an interview. "But we are doing our best to minimize the cost of this damn war. Our economy is doing fine."

What has helped greatly is the completion of a pipeline system stretching from the oil fields near Basra in the southeast to the Kirkuk oil fields in the northeast. From there, an existing, expanded pipeline can carry the oil to Ceyhan in Turkey. Completed July 29, the new pipeline moves 500,000 barrels per day.

The American-educated official says Iraq is now exporting 2.2 million barrels per day. That's a huge increase from the 750,000 b.p.d. it managed to export in 1982 after Iran first destroyed and later occupied Iraq's Gulf port of Faw. It had been shipping 3 million b.p.d. from that port. Iran also prompted Syria to shut down a 1 million b.p.d. pipeline through its territory.

Iraq, according to the Middle East Economic Survey, is actually pumping 2.7 million b.p.d., almost twice the quota of 1.54 million b.p.d. set for it by the Organization of Petroleum Exporting Countries. Iraq insists that its quota should be 2.369 million b.p.d., equaling Iran's OPEC quota.

Whatever the actual flow, the additional revenues have enabled the economy to work in a smoother way than before, Al Hadithi says.

Reports from Iraq say the problems of a war economy remain: shortages, power cuts, a thriving black market.

Al Hadithi, who was shifted from the Planning Ministry to the Finance Ministry in September, admits that imports, once running at \$21 billion, have been cut to less than half that amount. But he says Iraq is able to import "necessary goods and services" for consumers.

The nation must also buy war supplies and deal with a national foreign debt estimated at \$60 billion.

Last month Saudi Arabia approved the passage through its territory of another Iraqi pipeline that will

Iraq's oil reserves will prove to be larger than Saudi Arabia's, Al Hadithi maintains.

carry 1.5 million b.p.d. to Yanbu on the Red Sea. The Saudis had delayed giving an okay to the pipeline, fearing it might provoke Iran. However, when Iranians disrupted the annual Muslim pilgrimage to Mecca, causing hundreds of deaths, the Saudis changed their minds and OK'd the pipeline.

That pipeline, when completed in early 1989 at a cost of about \$1 million per kilometer, will pay for itself in a few months, Al Hadithi says. A contract has already been let. When this pipeline is complete, Iraq would have an export capacity of 3.5 million b.p.d., somewhat short of its 4 million b.p.d. capacity before its war with Iran broke out eight years ago.

Al Hadithi maintains that Iraq's oil reserves will prove eventually to be larger than those of Saudi Arabia. "We will be staying with Saudi Arabia in the long-run export of oil," he says.

The finance minister also spoke about the bold moves by Iraqi President Saddam Hussein to revive Iraq's moribund private sector. Under Baath Party rule since 1968, Iraq's government has imposed a heavy socialist hand on the economy.

Starting last year, though, the government has sold off dozens of fairly small state enterprises in the agricultural and service sectors. These include poultry farms, dairies, apiaries, supermarkets, gasoline stations, repair shops, and some bus companies.

Al Hadithi says he expects these privatized firms to be run more efficiently than under government ownership. The government especially hopes the shift will boost farm output, reducing the need for imported food. Agriculture still occupies some 30 percent of Iraq's population of some 16 million.

As a result of this effort, the number of civil servants has been decreasing, Al Hadithi says.

Speaking of the government's efforts to stimulate free enterprise, Al Hadithi said: "It takes time to change the mentality."

Though foreign visitors to Basra estimate perhaps half or more of the city's 1 million inhabitants have fled Iranian

shelling, Al Hadithi says the refugees "really did not create problems for the Iraqi government" and that "most of them" have returned.

Al Hadithi spoke of his hope that the recent United Nations efforts to bring about peace with Iran will succeed. Then, he says, many development projects that have been stopped by the war could be resumed.

"We would like everyone to come in and help with development," he says.

Peace could also bring about more democracy in Iraq, the finance minister said. He noted that President Hussein told him when he took his new job that he is "much concerned about democracy. . . . He thinks it is healthy."

Speaking of the government's intention to move toward democracy, Al Hadithi concluded: "The war is not helpful."



Kölner Volksblatt

20.10.1987

Kurdistan - ein besetztes Land

Bericht von einer Reise in ein Land, das es offiziell nicht geben darf

Als im Frühjahr 1987 das ZDF es in seiner Sendung „Nachbarn in Europa“ wagte, auf die etwa 300.000 Arbeitsmigranten aus der Türkei mit kurdischer Nationalität hinzuweisen, hagelte es Proteste. Türkische Tageszeitungen nannten den Beitrag über die kurdische Kultur „eine Provokation und eine Beleidigung der türkischen Nation“. Ankaras Botschafter verwahrte sich – wie schon bei anderen Gelegenheiten – entschieden dagegen, daß in den westdeutschen Medien auf die Existenz eines Volkes hingewiesen wird, das es in seinem Land seit 1925 offiziell nicht gibt: die Kurden.

Der Kemalismus als Staatsdoktrin

Der Gründer der türkischen Republik, Kemal Atatürk, auf den sich rechte wie „linke“ türkische Parteien und Politiker berufen, hat seinen Nachfolgern eine Hypothek hinterlassen, die bis heute für innen- und außenpolitische Unruhe sorgt. Die Orientierung auf einen „modernen Nationalismus“ und die Leugnung der multikulturellen Vergangenheit des Landes führten dazu, daß die Türkei ihre inneren Widersprüche immer wieder mit militärischen Mitteln „löste“. Durch die Liquidierung des christlichen Elements in der ostanatolischen Gesellschaft (Massaker an den Armeniern), die Vertreibung der griechischen Minderheit, die Kolonisierung der kurdischen Gebiete und durch die massive Verfolgung und Unterdrückung jeder Art von politischer und kultureller Opposition im Osten des Landes.

Dem ehemaligen Bürgermeister von Diyarbakir, Mehdi Zana, brachte sein Bekenntnis „Ich bin stolz, Kurde zu sein“ eine mehrjährige Gefängnisstrafe ein. Bereits vor dem Putsch der Generäle im September 1980 war seine Arbeit durch die Behörden in Ankara massiv behindert worden: durch den Entzug von Steuermitteln und den Boykott von sozialen und technischen Leistungen. Französische Bürgermeister organisierten damals zu seiner Unterstützung die Lieferung von mehreren Bussen und einem Generator für die Stromversorgung. Ein Bus trug die Parole „Vive le Kurdistan“ (Es lebe Kurdistan). Für die Teilnahme an der Überführung erhielt Zana acht Jahre Gefängnis. Nach dem Putsch wurde er seines Amtes enthoben und inhaftiert, gefoltert und sitzt trotz internationaler Proteste heute, halb taub geschlagen, im Gefängnis von Diyarbakir. Ähnlich ging es zahlreichen seiner Kollegen, die als unabhängige (kurdische) Kandidaten in öffentlichen Ämter gekommen waren.

Die Forderung des sozialdemokratischen Abgeordneten Turgut Atalay aus Sirt, das Parteiprogramm der CHP auch ins Kurdische zu übersetzen, versetzte seine Parteiführung in helle Aufregung, und als sich der Parteibezirk Diyarbakir hinter seine Forderung stellte, wurde Mitte Juni 87 die gesamte Parteiorganisation des Bezirkes aufgelöst.

„Stellt euch vor, zwei Drittel eurer Armee würde in Bayern stationiert, jede Stadt würde von der naheliegenden Garnison beherrscht, jedes Dorf von einem schwerbewaffneten Militärposten. Hochdeutsch würde zur alleinigen Sprache in allen Ämtern und Behörden. Der bayerische Dialekt würde verboten, alte Ortsnamen würden preußifiziert, wer vorher Xaver oder Sepp hieß, darf jetzt zwischen Fritz und Wilhelm wählen. Renitente Dörfer würden nach Niedersachsen umgesiedelt, auf oppositionelle Gruppen und Personen machte die GSG 9 Jagd... eine absurde Vorstellung mitten in Europa, aber bei uns ist sie Realität“.

Der kurdische Arzt, der mehrere Jahre in Freiburg studiert hatte, klärte uns beim Besuch des Atatürk-Denkmal vor den Toren Diyarbakirs derart anschaulich über die Situation in seinem Land auf und fügte ein Beispiel aus dem eigenen Tätigkeitsbereich hinzu: „Wenn ich im Krankenhaus mit meinen Patienten kurdisch rede, weil sie mich nicht verstehen und ich sie sonst nicht behandeln kann, muß ich mit Xrger und Nachteilen rechnen. Wer hier etwas werden will – z.B. Facharzt – der muß seine kurdische Identität verleugnen, muß schweigen, wenn ihm die Militärs totkranke oder gefolterte Patienten ohne Namen einliefern, und für die medizinische Versorgung der Landbevölkerung fehlt es an Ärzten, Ambulanz und an guten Willen der Verantwortlichen“.

Kemal Atatürks Porträt ist auch in der heimlichen Hauptstadt Türkisch-Kurdistans allgegenwärtig: im Cafe, in der Bank, im Hotel, in allen öffentlichen und vielen privaten Gebäuden, aber der Schein trügt. Im Hotel treffen sich Angehörige der politischen Gefangenen; unter der Leuchtreklame, die die Konturen des „großen Führers“ erkennen läßt, fanden bis 1980 die großen Kundgebungen statt, heute treffen sich hier bei einem Glas Tee Oppositionelle, die trotz Repression nicht aufgeben haben.

Für die Europäer und die USA ist diese Gegend geopolitisch interessant“, erklärte uns ein anderer Gesprächspartner, „hier wird angeblich der freie Westen verteidigt, während sich die Armee aufbaut wie in einem besetzten Land. Die Aktionen der PKK sind mehr Folge als Ursache dieser ganzen Misere. Für die NATO sind unsere Anliegen ein Störfaktor und für die Türken sind wir ungeliebt, unterentwickelt und mitunter eben auch gewalttätig“. Damit beschreibt er ein gängiges Muster, mit dem oft auch „liberale“ türkische Intellektuelle die Probleme des Ostens analysieren.

„Wenn wir Kirkuk hätten ...“

Ein Dozent einer türkischen Universität hatte dieses Muster in einem Gespräch um einen interessanten und vielschichtigen Punkt erweitert: „Wir haben alles, um in der EG bestehen zu können: Wasser, Bodenschätze, gute Böden, fleißige Menschen. Was unsere Handelsbilanz immer wieder in die roten Zahlen treibt, sind die Erdölimporte. Wenn wir zum Beispiel Kirkuk hätten...“

Kirkuk – ein Zentrum der irakischen Ölförderung – liegt in der ehemaligen Mosulprovinz, die Ankara 1918 an die britische Kolonialmacht und dann an die neu gegründete Haschemi-Monarchie des Irak verlor. Hauptverlierer unter den Erben des Osmanischen Reiches waren aber die Bewohner dieser Region: die kurdischen Stämme. Ihre politischen Rechte und Forderungen wurden den Interessen der Großmächte und der benachbarten Staaten Syrien, Irak, Iran und Türkei un-

tergeordnet. Heute fliegt die türkische Luftwaffe Angriffe auf kurdische Dörfer außerhalb der NATO Grenzen. Vom Machtvakuum zwischen dem Iran und dem Irak möchte auch die Türkei profitieren und von den „verlorenen Ostgebieten“ träumen nicht nur extreme Rechte, wie der MHP-Führer Türkeş.

Die „Entwicklung“ des Ostens

Wer das Quellgebiet zwischen Euphrat und Tigris im Frühsommer bereist, wundert sich über den Wasserreichtum der Tallagen (bedingt durch die langen und schneereichen Winter). Das Schmelzwasser wird durch zahlreiche Staudämme zur Energiegewinnung und Bewässerung genutzt, aber die Probleme derartiger Großprojekte deuten sich heute schon an: für die Euphrat-Stauseen werden kurdische Dörfer zwangsumgesiedelt; die Ufer bestehen aus mächtigen Geröllschichten, die ein langsames Verlanden der Seen befürchten lassen; von den Bewässerungsprojekten im GAP-Projekt, für die ein 30 km langer Tunnel in Bau ist, werden in Zukunft Großgrundbesitzer und reiche Finanziers profitieren, die auf hohe Exporte in die EG spekulieren.

Politisch abgesichert wird diese Politik durch die Ansiedlung türkischer Flüchtlinge aus Afghanistan und Bulgarien, durch Übereinkommen mit dem Nachbarland Syrien (das immerhin um sein Euphrat-Wasser fürchten muß) und das Angebot an die Ulstanen, eine Wasserpipeline zu bauen. Mit einer gezielten Verbesserung der Lebensgrundlagen der Bevölkerung haben die durchgeführten oder geplanten Projekte allerdings wenig zu tun.

Dies gilt auch für die Anstrengungen der türkischen Regierung, mit Hilfe der bundesdeutschen Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ) in Kurdistan neue Dammstaudämme ausfindig zu machen.

„Für die Türken ist das hier der ‚Wilde Westen‘, man rechnet in diesem weitgehend unerschlossenen Gebiet mit enormen Bodenschätzen“, meint ein deutscher Techniker, aber „für Seismographen und eine funktionierende Erdbebenvorwarnung gibt es kein Geld“, fügte unser kurdischer Begleiter hinzu. „Als im Winter 76 nach einem Erdbeben tausende von Kurden verhungerten und erfroren, haben die in Ankara sich die internationalen Hilfsgelder in die eigene Tasche gewirtschaftet“. Geblieben sind die Ruinen in Muradiye und Caldiran, die Häuser aus Fertigteilen, die nach internationalen Protesten dann doch noch gebaut wurden und ein tiefes Mißtrauen gegen alles Fremde.

„Banditen verführen Europäer“

„Berichtet über das, was Ihr hier gesehen und erfahren habt“, bat uns einer der wenigen Rechtsanwältinnen, die trotz mancher Repressalien und persönlicher Gefahren versuchen, kurdische Gefangene (gleich welcher Partei) vor den Militärgerichten zu verteidigen. „Die europäischen Regierungen könnten die Türkei zur Einhaltung der Menschenrechte zwingen, schon im Hinblick auf den EG-Beitritt. Und für die Wahlen im Frühjahr 88 (vorgezogen auf November 87) hoffen wir auf eure Unterstützung, dann kandidieren wir wieder: als Unabhängige für Kurdistan!“

Im Juni 1987 nahm das Europäische Parlament in einer Resolution zum Massenmord an den Armeniern (1915) und zur Unterdrückung der Kurden und anderer Minderheiten in der Türkei Stellung. Putschgeneral und Staatspräsident Evren stellte daraufhin die NATO Mitgliedschaft seines Landes in Frage, und Ministerpräsident Uzal sprach von Intrigen gegen die türkische Nation und den angestrebten EG-Beitritt.

Die Überfälle der Kurdischen Arbeiterpartei im Südosten und die Auseinandersetzungen zwischen der PKK und anderen kurdischen Organisationen in der Bundesrepublik mußten den Herrschenden in Ankara als „Geschenk des Himmels“ erscheinen (wenn sie nicht selbst an der Inszenierung beteiligt sind): In einer Pressekampagne trückten sie jede Beschäfti-

gung mit dem Kurdenproblem in die Nähe des Terrorismus. Ihr Ziel sind nicht nur Parteien wie die PKK, die ihre „Führungsrollen“ in nationalen Befreiungskämpfen“ und Differenzen zu internen und externen Kritikern ihrer Politik mit dem Schießens durchsetzen möchte, sondern auch unabhängige soziale und kulturelle Einrichtungen der Kurden in der Bundesrepublik.

Anfang Juli erschien in der größten türkischen Tageszeitung Tercüman unter dem Titel „Banditen verführen Europäer“ ein Beitrag über das Kurdische Institut in Bonn und die „naiven Persönlichkeiten“, die dessen überwiegend kulturelle Arbeit unterstützen. Am gleichen Tag erhielten zahlreiche Institutionen und Personen in der Bundesrepublik eine Broschüre der „Stiftung für islamische Werte“ in Ankara, in der zum „Heiligen Krieg“ gegen das Institut aufgerufen wurde. Das Institut hatte, neben zahlreichen anderen Publikationen, auch Teile der Bibel ins Kurdische übersetzt. Eine Antwort des Innenministeriums auf eine Anfrage der grünen Bundestagsabgeordneten Petra Kelly, wie Zimmermann derartigen Protraktionen zu begegnen gedanke, fiel entsprechend flach aus. Kein Wunder, hatte er doch erst kurz zuvor die Auftritte des rechtsradikalen MHP-Führers Türkeş in der Bundesrepublik durch ein Visum ermöglicht. Sein Kollege aus dem Arbeitsministerium – neuerdings in Sachen Menschenrechte unterwegs – hatte dem Institut bereits 1985 vier beantragte ABM-Stellen verweigert mit dem Hinweis, daß die Aktivitäten kurdischer Gruppen in der Bundesrepublik laut Kabinettsbeschluß nicht mit Bundesmitteln gefördert würden.

Wer sich in der Bundesrepublik über die Situation der Kurden informieren möchte, hat es nicht immer einfach. Mehrere zum Teil rivalisierende Parteien mit eigenen sozialen und kulturellen Einrichtungen, ein politischer Rigorismus, der an die Zeiten der ML-Bewegung in unserem eigenen Land erinnert und eine Organisationsstruktur, die sich stark an der der Familien, Dörfer und Stämme ausrichtet, erschweren eine „einfache“ Orientierung.

Die deutsche linke und Alternativbewegung hindert aber auch eine eigene kulturelle Barriere, sich intensiver und solidarischer mit den Verhältnissen im „Nahen Osten“ zu beschäftigen: es fehlen fast alle Chancen der „Selbstverwirklichung über Projekte“, mit der sonst „christliche Mildtätigkeit“ wie „linke Solidarität“ verbunden sind. Und: ein katholischer Priester in Brasilien, ein missionarischer Indio in Ecuador oder ein anglikanischer Bischof in Südafrika stehen unserem Kulturkreis allemal näher, als „die Völker weit hinten in der Türkei...“

W.G., Mitarbeiter des Kurdischen Instituts

Weitere Informationen und eine Publikationsliste bei: Kurdisches Institut Eifelstr. 9, 53 Bonn 1

Zum Nachlesen: Serafettin Kaya, Diyarbakir – Erfahrungen in einem türkischen Kerker. Südwind, edition CON, Bremen. Stellvertretend für Tausende schildert der kurdische Rechtsanwalt Kaya in diesem Buch Folter und Unterdrückung in den türkischen Militärgefängnissen, die er selbst sieben Monate lang durchlebte.

G. Köhler, D. Nogga-Weinell: Azade - vom Überleben kurdischer Frauen, edition Con, Bremen

Bücher über die Kurden und Kurdistan. Eine Auswahlbibliographie. Verlag für Kultur und Wissenschaft Bonn

Politische Morde in Europa. Broschüre der GAL zur Politik der PKK. GAL, Bartselsstr. 30, 2 Hamburg 6

Die Kurden —

ein vergessenes Volk?



Foto: medico international

Schauplatz Kinderklinik: Eine kurdische Flüchtlingsfamilie aus einem Sammel-lager bringt ihr jüngstes krankes Kind ins Krankenhaus. Es ist schwer krank und erbricht zunehmend. In den folgenden Untersuchungen stellt sich eine tuberkulöse Meningitis heraus. Über Wochen muß das Kind nun stationär behandelt und so von der Familie getrennt werden. Durch die sich zwangsläufig anschließenden Umgebungstests wird der größere 5-jährige Bruder mit einer Lungentuberkulose „herausgefischt“

und muß ebenfalls stationär aufgenommen werden. Wegen der Angst um das Leben und die Gesundheit ihrer Kinder ist es schwer, insbesondere dem Vater der Familie, unsere Maßnahmen trotz guter Dolmetscher begreiflich zu machen. Über Wochen zieht sich nun ein für beide Seiten nervenaufreibendes Tauziehen um diese Kinder, die schließlich in der Drohung, die Kinder aus dem Krankenhaus zu entführen, ihren Höhepunkt hatte. In dieser Situation fällt der Satz, der mir im nachhinein deutlich machte, wie tief das

Mißtrauen gegen uns sitzen muß: „Erst werden wir aus unserer Heimat vertrieben, dann nimmt der Irak unser Hab und Gut weg, schließlich müssen wir im Iran um unser Leben kämpfen und jetzt kommt ihr, und zerstört noch meine Familie!“ In diesen Worten drückte sich der ganze Schmerz, Verzweiflung und auch Wut über das unschuldig erlittene Unrecht aus, das offensichtlich über die Familie hereingebrochen war.

Für mich der Anlaß, mich einmal mit den leidvollen Hintergründen und der Geschichte des kurdischen Volkes, ihren Verfolgungen, ihrer kulturellen, sozialen und ökonomischen Unterdrückung auseinanderzusetzen, die so viele Menschen (in der BRD sind allein 400000 kurdische Männer, Frauen und Kinder) zwingen, ihr angestammtes Land aufzugeben und als Asylsuchende bei uns Unterschlupf zu suchen.

Der folgende Artikel soll ein wenig helfen, das Informationsdefizit über ein „vergessenes“ Volk zu verringern. Er kann nicht die aktuellen blutigen Auseinandersetzungen erklären, er kann lediglich einen groben Überblick über historische und aktuelle Fakten und die Lage in Kurdistan geben.

Zur Vorgeschichte:

Nach dem Machtverfall der Kalifen im Vorderen Orient entstanden im 11. Jahrhundert kurdische Fürstentümer. Sie wurden ähnlich wie in Deutschland im 16. und 17. Jahrhundert Zentren kulturellen Lebens und leisteten einen nicht unbedeutenden eigenständigen Beitrag zur islamischen Zivilisation, deren Auswirkungen sich bis nach Europa bemerkbar machten. Kurdische Kunst, Dichtungen und Lieder wurden in der damaligen westlichen Welt geachtet. Allerdings waren die einzelnen kurdischen Fürstentümer politisch häufig zu schwach, um sich gegen die Einverleibung durch mächtige Nachbarn, wie das osmanische Reich im Westen und das persische Reich im Osten erfolgreich zu wehren. Es kam häufig zu blutigen Aufständen, insbesondere im 19. Jahrhundert, die aber meist nur kurzfristig erfolgreich waren. Es entstand zwar eine eigenständige kurdische Kultur und Sprache, die aber keinen entsprechenden Ausdruck in einem politischen Gebilde fand.

Erst in der 2. Hälfte des vorigen Jahrhunderts begannen vornehmlich Intellektuelle im Exil, anregt durch nationale Ideen im Westen, sich über die nationale Frage Kurdistans Gedanken zu machen. Es wurden politische und kulturelle Komitees gegründet mit dem Ziel, einen Nationalstaat Kurdistans zu gründen. Allerdings waren die meist „modernen Intellektuellen“ der eigentlichen kurdischen Landbevölkerung, die von ihren Feudalherren oft als Analphabeten gehalten wurden, meist so entfremdet, daß ihre Organisationen und Ideen wenig Resonanz fanden.

Nur in den Emigrantenkreisen (fast ein Drittel aller Kurden lebte zu dieser Zeit außerhalb Kurdistans) gab es zunehmende Aktivitäten für einen kurdischen Nationalstaat mit eigener Wirtschaft, Kultur und Sprache. Diese Aktivitäten fanden weit über die kurdischen Grenzen hinaus Anerkennung und Resonanz.

Mit dem Eintritt des osmanischen Reiches in den ersten Weltkrieg wurden diese Aktivitäten unterbrochen. Das schon vor dem Weltkrieg hochverschuldete, durch soziale und nationalistische Strömungen geschwächte osmanische Reich holte sich seine Soldaten vornehmlich aus kurdischen Gebieten, um sie dann als Kanonenfutter gegen die Westmächte, England, Frankreich, Rußland einzusetzen. Fast 700000 Kurden kamen im ersten Weltkrieg für das osmanische Reich um. Nach dessen Niederlage wäre die Chance für einen kurdischen Nationalstaat mit einer politischen Vertretung, kulturellen Eigenständigkeit und ökonomischen Einheit möglich gewesen. Sie wurde aber von konservativen kurdischen Fürsten im Verein mit den westlichen Siegermächten teils aus ökonomischen, teils aus strategischen Gründen verhindert. Im endgültigen Friedensvertrag von Lausanne wurde das Schicksal der kurdischen Nation besiegelt: das 400000 qkm große Gebiet mit 20-25 Mil. Menschen wurde unter 4 Staaten aufgeteilt: Türkei, Irak, Syrien und Iran. Seitdem wurden die Kurden von jedem Nationalstaat als rassische Minderheit diskriminiert und z.T. auch blutig verfolgt.

Die Situation in Türkisch-Kurdistan

Nimmt man die etwa 12 Mill. Kurden, die heute in Türkisch-Kurdistan leben und die 2-2,5 Mill. Menschen, die außerhalb Kurdistans leben (die meisten sind in die westlichen Gebiete der Türkei verschleppt), so sind in der Türkei etwa 23 % der Gesamtbevölkerung Kurden. Trotzdem dürfen z.B. Kinder in der Schule nicht kurdisch sprechen, Texte in kurdischer Sprache sind verboten, legale und illegale Kulturvereine werden brutal zerschlagen und verfolgt.

Die Analphabetenrate ist doppelt so hoch wie in der übrigen Türkei. Die Infrastruktur für eine gesundheitliche Versorgung der kurdischen Bevölkerung ist gleich Null. In diesem Gebiet werden fast nur Militärärzte eingesetzt, die allein für die türkischen Soldaten und Behördenangehörigen verantwortlich sind. Kurdische Ärzte werden an der einzigen medizinischen Fakultät auf kurdischem Gebiet nur im geringen Umfang ausgebildet.

Ökonomisch ist das Gebiet eines der unterentwickeltesten in der gesamten Türkei. Die Agrartechniken haben sich seit dem Mittelalter wenig geändert. Noch mehr aber spielt die ungleiche Verteilung des Bodens für die Ursache der Armut der Bevölkerung eine Rolle. Etwa 1/6 der Eigentümer besit-

zen 3/4 des Bodens, während 38 % der Bauern keine einzige Parzelle besitzen.

Auch im Handel zeichnet sich ein Konzentrationsprozeß zugunsten von wenigen Großhändlern ab. Der armen Bevölkerung bleibt oftmals als einzige Existenzgrundlage der Schmuggel, der wiederum Anlaß zu weiteren Repressalien von seiten der Zentralregierung ist.

Am schlimmsten für die Bevölkerung ist aber die in den letzten Jahren zu beobachtende Militarisierung des kurdischen Gebietes und die damit verbundenen direkten blutigen Verfolgungen der kurdischen Bevölkerung. Nach dem Militärputsch von 1980 wurden überall neue Polizeistationen und Militärposten errichtet. Die Zahl der geheimen Sicherheitskräfte hat sich verdoppelt und die dritte türkische NATO-Armee wurde ins Zentrum des türkischen kurdischen Gebietes verlegt.

Zahlreiche militärische Manöver sollen die Bevölkerung einschüchtern. Fast 15000 Kurden sind eingekerkert, allein 4000 befinden sich unter unerträglichen Bedingungen im Militärgefängnis von Diyarbahir. Es kam zwar zu mehreren Gefängnisrevolten gegen die unerträglichen Gefängnisbedingungen, aber alle wurden blutig niedergeschlagen. Es sind vornehmlich Kurden, die zum Tode verurteilt werden.

Im Winter 1984 begann die Militärregierung in der Türkei die Durchführung ihres Planes, einen 20 km langen Streifen entlang der Grenze zum Irak zu entvölkern, um dieses Gebiet besser kontrollierbar zu machen. Die Grenze zum Irak wurde hermetisch abgeriegelt, die Bewohner im Grenzgebiet deportiert und Kurden auch jenseits der Grenze mit irakischer Billigung verfolgt und deren Dörfer bombardiert. Dies geschah mit Rückendeckung der Nato und mit Hilfe bundesdeutscher Waffen. Als kostenlose „Türkeihilfe“ deklariert wurden allein 1986 für 130 Mill. Mark von der bundesdeutschen Waffenindustrie gebaute Hubschrauber, Rolandraketen und Tornadoflugzeuge geliefert. Diese Waffen finden ihren hauptsächlich Einsatz im östlichen Teil der Türkei, im kurdischen Gebiet. In einer der letzten Offensiven des türkischen Militärs gingen diese etwa 50 km tief gegen kurdische Dörfer auf irakischem Gebiet vor, und das mit Billigung der Regierung von Bagdad.

Diese blutige Repression von oben findet ihre tragische Entsprechung im Terror kleiner bewaffneter kurdischer Gruppen gegen die eigene Bevölkerung. Aus Frustration im Kampf gegen einen übermächtigen Gegner werden „Vergeltungsschläge“ gegen vermeintliche Kollaborateure in den eigenen Reihen ausgeführt. Das kürzlich geschehene



Foto: medico international

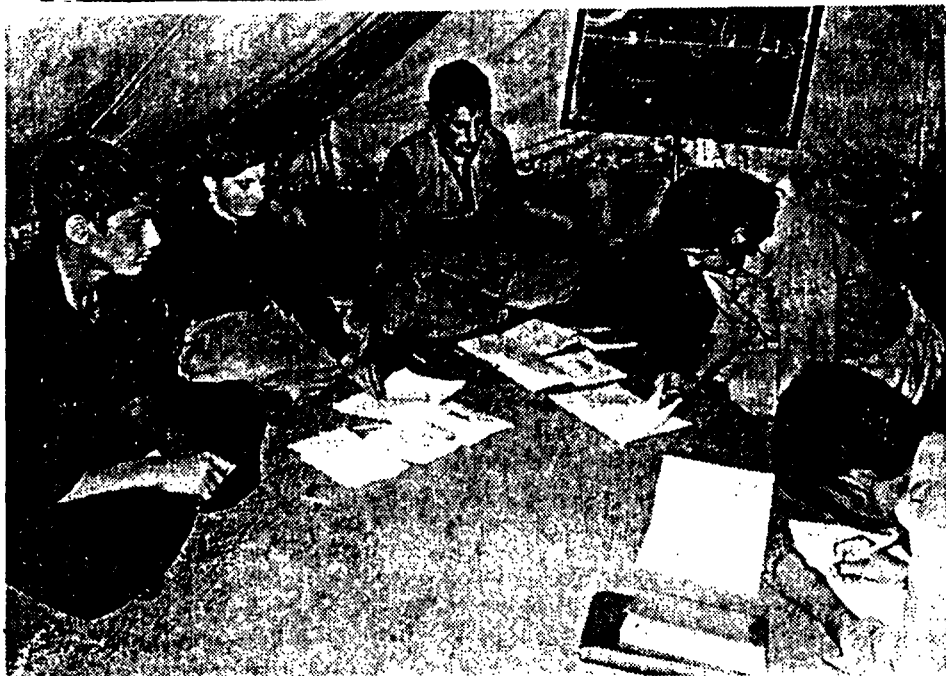


Foto: medico international

Massaker der kurdischen Guerillagruppe PKK an wehrlosen kurdischen Stammesangehörigen der Ömerli im Dorf Pinarcik ist ein tragischer Höhepunkt. (TAZ vom 25.6.87)

Der Widerstand gegen die brutale Assimilationspolitik ist bei einem Großteil der Bevölkerung eher passiv. Viele müssen versuchen, sich nach außen anzupassen oder flüchten ins westliche Ausland, z.B. in die Bundesrepublik. Allerdings zirkulieren im Untergrund trotz der Härte der Repression politische und literarische Texte in kurdischer Sprache. Zunehmend veröffentlichen auch kurdische Schriftsteller und Dichter ihre Werke in kurdischer Sprache. Berühmte kurdische Künstler und Intellektuelle sind weit über die türkischen Grenzen hinaus bekannt. Ihre Werke haben fast immer kurdische Themen zum Gegenstand. Yasher Kemal (Romancier), Calit Sitli Tasaric und Ahmet Arif (Dichter), und Yilmaz Güney (Filmemacher) sind nur einige Beispiele.

Die Situation in Irakisich-Kurdistan

Die Zahl der irakischen Kurden wird auf 3,1 Mill. geschätzt, das entspricht einer Gesamtbevölkerung von 28 %. Trotzdem sind die Kurden als Minderheit ebenfalls Verfolgungen ausgesetzt. Die Ursache dafür liegt in erster Linie darin, daß die Kurden hier auf einem der erdölreichsten Gebiete des Landes wohnen. Schon 1920 hatten die Briten den Hintergedanken, sich das Öl im südlichen Kurdistan zu sichern, und deshalb ein kurdischen Nationalstaat zu verhindern. Die den Kurden im Vertrag von Sèvres versprochene Autonomie wurde nachträglich und endgültig in den Friedensgesprächen von Lausanne annulliert. Zwar konnten in der

Folgezeit die Kurden ihre Sprache und Kultur offen erhalten, alle Bemühungen, einen autonomen Status zu erreichen, scheiterten jedoch und wurden z.T. blutig unterdrückt.

1975 einigten sich in Algier auf einer OPEC-Konferenz der iranische Schah mit dem Irak, die Grenze zwischen iranisch und irakisch Kurdistan zu schließen, die Übergänge abzuriegeln und die Kurden nicht mehr über die Grenze zu lassen. Im Gegenzug bekam der Iran die Wasserstraße Schatt-el-Arab und einige kurdische Dörfer zugesprochen, später Ausgangspunkt für den grausigen Krieg zwischen Iran und Irak.

Seit dem iranisch-irakischen Konflikt ist die kurdische Bevölkerung beidseits der Grenzen besonders in Mitleidenschaft gezogen. Wieder ist es die Bundesrepublik, die sich durch die Waffenlieferungen an beide kriegsführenden Parteien daran mitschuldig macht.

In einem neuen Flüchtlingsstrom kommen aus dem Grenzgebiet mehr und mehr Kurden zu uns. Ihnen bleibt häufig keine andere Wahl als Europa, da kurdische Flüchtlinge aus dem Irak im Iran und in der Türkei denselben Verfolgungen ausgesetzt sind wie ihre Landsleute in den jeweiligen Ländern.

Die Kurden in Syrien

Man schätzt ihre Zahl auf 825 000, das entspricht etwa 11 % der Gesamtbevölkerung. Sie leben hauptsächlich in drei geschlossenen Gebieten des Landes, sind aber als eigenständige Nationalität und kulturelle Gemeinschaft nicht anerkannt. Seit der Unabhängigkeit Syriens 1946 bestreitet die syrische Regierung die Existenz der kurdischen Minorität. Die syrische Regierung versucht eine Zwangsassimilierung und -arabisierung. So sind etwa 120 000 Kurden ganz ohne

Ausweis, d.h. sie sind ohne rechtlichen Schutz und können sich nicht frei bewegen.

Dadurch werden die Kontakte innerhalb der kurdischen Minderheit erschwert, um so die Assimilierungspolitik der syrischen Regierung mit zu unterstützen. Außerdem weigert sich Syrien, kurdische Flüchtlinge aus den Nachbarländern aufzunehmen. Es bestehen Pläne, die kurdische Bevölkerung längs der türkischen Grenze umzusiedeln und einen arabischen Gürtel zu schaffen, da man in diesem Gebiet Erdöl vermutet.

Die Lage der Kurden in Iranisch-Kurdistan

Nach der Türkei leben im Iran die meisten Kurden. Mit etwa 5,5 Mill. machen sie etwa 16 % der Gesamtbevölkerung aus. Seit 30 Jahren ist wie im anderen Teil Kurdistans die Sprache verboten. Die kurdischen Publikationen stammen alle aus dem Irak.

Nur die meist sunnitischen Geistlichen, die häufig sehr eng mit der Landbevölkerung leben und an ihrer sozialen Lage teilhaben, spielen eine progressive soziale Rolle und halten, da sie oft die einzigen Gebildeten sind, die kulturellen Eigenarten aufrecht. Aber schon der Schah, später die islamische Republik ersetzte diese Geistlichen zunehmend mit „loyalen“ religiösen Führern.

Schulen, falls überhaupt eingerichtet, sind miserabel ausgestattet, gerade unter Frauen ist die Analphabetenrate sehr hoch. Die medizinische Versorgung ist in den kurdischen Städten ungenügend, die Landbevölkerung ist praktisch davon ausgeschlossen. Malaria, Tuberkulose und Trachome sind in Gebieten in Iranisch-Kurdistan weit verbreitet. Am wirtschaftlichen Wachstum, gerade durch die Erdölförderung, nimmt diese Region nicht teil.

Auch im Iran sind die Kurden blutigen Verfolgungen ausgesetzt. Nach der Etablierung der Macht des Schahs wurden kurdische Führer und Fürsten durch die Zentralregierung ermordet. Es kam zur schizophrenen Situation, daß zwar die Kurden im Irak in ihren Autonomiebestrebungen unterstützt, gleichzeitig die iranischen Kurden diesseits der Grenzen blutig unterdrückt wurden. Ähnliches wiederholte sich nach der Etablierung des Khomeini-Regimes.

Der Golfkrieg zwischen Iran und Irak wurde seit 1983 immer mehr in die Gebiete Kurdistans verlagert. Viele angeblich gegen irakische Streitkräfte gerichtete Offensiven der iranischen Armee und den „Revolutionswächtern“ haben das Ziel, die kurdische Opposition ganz abzuwürgen. Das Regime hält die kurdischen Gebiete in einem quasi militärischen Belagerungszustand.

Bewaffnete kurdische Oppositionsgruppen, insbesondere die KOMALA, versuchen Widerstand zu leisten und gleichzeitig politische und soziale Strukturen zu etablieren. Dabei kommt der gesundheitlichen und bil-



(suite)

dungsmäßigen Versorgung eine große Bedeutung zu. Innerhalb der Komala haben Frauen eine deutlich bessere Stellung als sonst in der islamischen Welt. Sie nehmen an Bildungsprogrammen teil, besitzen die gleichen Rechte, verrichten dieselbe Arbeit wie die Männer. Sie kämpfen zusammen mit ihnen als Peschmerga, wie sich die bewaffneten WiderstandskämpferInnen nennen.

Kurdische Flüchtlinge in der BRD

lassen sich grob 3 Gruppen zuordnen:

1. Flüchtlinge aus dem türkischen Teil Kurdistans, die anfänglich noch als sogenannte Gastarbeiter aus der Türkei aufgenommen wurden, später dann zunehmend als Asylsuchende zu uns kamen. Letztere sind besonders gefährdet, in ihre Heimat wieder abgeschoben und damit erneut Verfolgungen ausgesetzt zu werden.

2. Flüchtlinge aus dem Irak, die zunächst in den Iran geflüchtet waren, aber dort entweder vor dem Krieg oder den zunehmenden Verfolgungen erneut flüchten müssen und Westeuropa als ihre letzte Fluchtburg ansehen.

3. Flüchtlinge aus dem iranischen Widerstand gegen das Khomeini-Regime.

In verschiedenen Städten der BRD haben sich Kurdistan Komitees / internationale Solidaritätskomitees für Kurdistan, gegründet. Sie haben sich zur Aufgabe gesetzt, Kurden,

die hier im Exil leben, zu unterstützen — andererseits die Aufrechterhaltung kurdischer Traditionen, Kultur und Sprache zu fördern. Die humanitäre Hilfe für Kurdistan ist ihr wichtigstes Anliegen.

Zur Zeit werden 3 Projekte verfolgt:

1. Schulbücher für Kurdistan.

Angesichts der nationalen und kulturellen Unterdrückung der Kurden rufen sie zur Unterstützung eines Schulbuchprojektes für Kurdistan auf. Mit Hilfe von Spenden sollen Schulbücher für 7- bis 12-jährige Kinder gedruckt werden, damit sie ihre Muttersprache schreiben und lesen lernen können. Eine Auflage des ersten Buches, einer Fibel zum Erlernen des kurdischen Alphabetes, ist inzwischen fertiggestellt und nach Kurdistan entsandt.

*Spenden auf das Konto der ESG,
A.J.C.-Veerkamp „Sonderkonto“;
Postscheckamt Berlin West 328 609-106,*

2. Projekt „medizinische Hilfe für Kurdistan“

Dieses Projekt dient der ständigen medizinischen Notversorgung vor allem der Zivilbevölkerung in Kurdistan-Iran. Bei diesem Projekt werden die notwendigsten Medikamente und medizinischen Geräte für Kurdistan organisiert. Eine ausführliche Liste der gegenwärtig notwendigen Medikamente, die nur in großer Anzahl organisiert werden sollen, und medizinischen Geräten liegt vor und

wird auf Wunsch vom Kurdistan-Komitee Frankfurt zugeschickt.

3. Projekt „Sofort-Hilfe Projekt“

Dieses Projekt ist in erster Linie für die Unterstützung der medizinischen Teams, die ständig in besetzten Gebieten Kurdistans im Einsatz sind, vorgesehen. Mit diesem Projekt sollen in erster Linie Erste-Hilfe-Rucksäcke beschafft werden. Diese Rucksäcke kosten je ca. 1000 DM.

Medico international unterstützte die Kurden in ihrem Widerstand und dem Aufbau eines Basisgesundheitswesens im Grenzgebiet Iran/Irak im letzten Jahr mit 37000 DM.

Weitere Spenden auf das medico international-Konto 1800 Stadtparkasse Frankfurt, Stichwort Kurdistan oder 6999-508 Postscheckamt Köln, Stichwort: Kurdistan

Literaturübersicht:

— Kurdistan und die Kurden. Program Reihe bedrohte Völker Band 1, 2 und 3; Bestellung über Gesellschaft für bedrohte Völker, Postfach, 3400 Göttingen.

— Kurdistan-Info, herausgegeben von Kurdistan-Komitees in der BRD, West-Berlin und Österreich. Bezug über: Kurdistan-Informationszentrum, Mainzer Landstraße 147, 6000 Frankfurt 1.

— Amnesty und die Gesellschaft für bedrohte Völker bringen in unregelmäßigen Abständen Informationen zu Kurdistan heraus.

Ernst-Ludwig Iskenius, Osnabrück

nuova unità

8/15 ottobre 1987

Tre tecnici dipendenti di ditte italiane operanti in Iraq, sono nelle mani di guerriglieri curdi. A quello che si sa, la loro sorte è legata alla permanenza o meno delle navi italiane nel Golfo Persico. Stando alle informazioni trasmesse fino a questo momento, i guerriglieri sarebbero di fede musulmano-sciita, stretti alleati dell'Iran. È d'obbligo usare il condizionale visto le modalità seguite dal Governo nella gestione dell'«affare», soprattutto il silenzio che ha preceduto la rivelazione del rapimento che si presta ad una duplice interpretazione: quella ufficiale che lo spiega con la necessità di favorire la trattativa per il rilascio oppure, più precisamente, per prendere tempo per imbastire una versione meno scomoda.

Comunque sia l'intera questione si presenta chiaramente come la prima conseguenza dell'avventura militare della «nostra» marina da guerra nel Golfo.

Che dire, spremere lacrime sulla sorte dei nostri connazionali, lanciare dichiarazioni di condanna sui rapitori che se la prendono con innocenti lavoratori? Scontato, ma anche molto comodo. Non a caso infatti queste prime giornate di commenti dei mass media dividono equamente questo aspetto con l'«indignazione» per il silenzio governativo. Si ripropone il vecchio giochetto di un'informazione pubblica che strepita sui propri diritti per coprire un'informazione costruita prevalentemente sulle veline dei vari ministeri.

Allora tralasciamo le considerazioni moralistiche per affrontare il nocciolo della questione: la funzione svolta dalla marina militare, in particolare da quella statunitense, nel Golfo.

La «missione umanitaria» di pura e semplice protezione di alcuni mercantili per «garantire il transito nel Golfo» eliminando le mine, non è che un ricordo.

Al suo posto abbiamo una missione che conferma ogni giorno il volontario coinvolgimento di una grande potenza (gli USA), nella guerra che oppone l'Iraq all'Iraq. Era chiaro sin dall'inizio che le intenzioni americane, al di là delle dichiarazioni ufficiali, erano quelle di «far saltare» i nervi all'Iran, inducendolo a qualche passo avventato che giustificasse l'intervento militare.

Ma i nervi all'Iran non sono saltati e quindi ci ha pensato la US Navy a creare il precedente. Oggi la situazione è tale da dar ragione agli iraniani quando sostengono di essere virtualmente

Tre tecnici italiani nelle mani dei guerriglieri curdi *In guerra con gli USA*



Guerriglieri curdi

in guerra con gli Stati Uniti. In questo senso vanno interpretati i ripetuti interventi della Navy a difesa dei terminali petroliferi utilizzati dall'Iraq.

Sono avvenimenti che creano un obiettivo squilibrio fra i due contendenti. Da un lato l'Iraq può continuare a colpire il traffico petrolifero iraniano e dall'altro l'Iran non è più in condizione di fare altrettanto.

Se si pensa poi alla minaccia costante che le navi americane costituiscono per l'Iran, il quadro è completo. In questo ambito si inserisce la missione italiana. Se da un lato fino a questo momento le navi da guerra sono limitate a scortare qualche mercantile attente bandiera italiana, dall'altro, tenuto conto del progressivo intervento militare degli Stati Uniti, questa semplice operazione si inserisce di per sé nell'ambito dell'aggressione all'Iran.

A questo punto, è bene dirlo, c'è da ritenersi fortunati se l'unica ripercussione di cui il nostro paese deve soffrire consiste nel «semplice» rapimento di tre nostri connazionali. Il silenzio prolungato del Governo dice anche questo: quanto accaduto è ben poca cosa in confronto a quello che ancora può accadere. Comunque il rapimento va ad incrinare l'atteggiamento rassicurante delle fonti ufficiali italiane.

Forse noi siamo prevenuti, ma certo ci sono delle analogie fra il comportamento del Governo italiano e di quello americano. Esse travalicano la stessa alleanza militare per andare ad investire il modo di operare delle due marine da guerra.

Alla luce degli avvenimenti di questi mesi, c'è da scommettere che prima o poi anche «noi» avremo il nostro bravo incidente militare, anche la nostra marina sarà «costretta» a dar prova di efficienza affondando qualche sandalo iraniano, dopodiché il gioco sarà fatto, con buona pace di chi ha contrabbandato la spedizione come una sorta di missione umanitaria.

A questo punto c'è da augurarsi che qualcuno non se ne esca fuori con il discorso che non possiamo ritirare le nostre navi perché non possiamo cedere ai ricatti. Già il nostro paese è pieno di «specialisti» della «linea dura» che dimostano poi la loro umanità ai funerali delle loro vittime. È tempo che questi «specialisti» vengano posti in condizione di non nuocere, negando il ruolo guerrafondaio che l'Italia sta svolgendo al fianco e per conto degli Stati Uniti.

La guerra fra Iran ed Iraq è una tragedia che può avere termine solo attraverso l'ONU, rigettando l'uso strumentale che di questo organismo ne fanno gli Stati Uniti. Comunque è vitale che questa guerra resti circoscritta a quell'area.

Tre tecnici italiani rapiti nel Kurdistan da una organizzazione di partigiani
Ci accusano di collaborare con l'Iraq. Azione diplomatica della Farnesina

Chiedono: ritirate la flotta

Lottano per l'indipendenza, Komeini li aiuta

BEIRUT. Tre tecnici italiani sono stati rapiti nel nord dell'Iraq da un gruppo di guerriglieri curdi che lottano per l'indipendenza dal regime di Bagdad e sono sostenitori di quello iraniano. Nella rivendicazione fatta pervenire a Beirut chiedono che l'Italia ritiri la flotta dal Golfo e che non fornisca più aiuti all'Iraq. Dei tre italiani, uno, Sergio Cominetti, è da un mese nelle loro mani, gli altri due, Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara, sono stati sequestrati dieci giorni fa. Il ministero degli esteri sapeva, ma ha preferito uno stretto riserbo, tanto che il presidente del Consiglio Gorla ha detto di avere appreso la notizia da pochi giorni.

● In ultima i servizi

Il problema del dito nel vespaio

Il rapimento dei tre nostri connazionali è un'ulteriore complicazione, per noi, nella vicenda che ci vede presenti nel Golfo Persico. Intanto perchè i curdi ci accusano di dare aiuto all'Iraq, cosa indirettamente vera dato che ci opponiamo con la flotta a possibili attacchi dei pasdaran iraniani (vale il detto: i nemici dei miei amici sono miei nemici), e poi perchè si può pen-

sare che i sequestratori agiscano per conto di Teheran, più volte minacciosa contro i paesi con flotte nel Golfo.

Invece questo popolo di montanari, da sette a diciassette milioni di persone a seconda delle fonti, il cui territorio è ora diviso tra Siria, Iran, Turchia e Iraq, lotta per l'indipendenza dai tempi dell'impero ottomano e non va considerato agli ordini di nessuno (anche se non si sa nulla dell'organizzazione che si è attribuita il rapimento). Vero è solo che l'Iraq è il suo principale oppressore essendo la maggioranza dei curdi sottoposta a quel regime. E che per

Komeini vale l'opposto del detto già citato (in questo caso: i nemici dei miei nemici sono miei amici) per cui aiuta i curdi armandoli e assistendoli.

In un episodio precedente di rapimento di un italiano ci vollero parecchi mesi per ottenerne la liberazione. Nessuno può dire quanto occorrerà questa volta e nemmeno se non ci saranno complicazioni. Chi mette il dito in un vespaio come il Golfo non può sapere in quali condizioni lo ritirerà, nè da che parte arriveranno le vespe, nè quando smetteranno di pungerlo.

sir

I tre nostri tecnici rapiti dai guerriglieri in Iraq nel nome di Khomeini

Ultimatum curdo all'Italia

Beirut

«Non dovete aiutare più il regime di Bagdad»

nostro servizio

BEIRUT. Tre o quattro italiani sono stati rapiti da un gruppo curdo nella parte settentrionale dell'Iraq, a un centinaio di chilometri a nord di Bagdad. La notizia è stata data nel tardo pomeriggio di ieri dalla sede libanese di un'agenzia di stampa internazionale; poco prima, un postino anonimo aveva recapitato una lettera al responsabile dell'ufficio nella quale, oltre all'informazione, si lanciava anche un ultimatum: «Rilasciemo gli italiani solo

dopo che il governo di Roma avrà cessato gli aiuti a Saddam Hussein e avrà ritirato le navi militari impegnate nel Golfo». La lettera è stata firmata dall'«Unione nazionale del Kurdistan iracheno», un gruppo di recente formazione che si oppone al regime di Bagdad.

Nelle mani dei guerriglieri curdi si trovano Sergio Cominetti, Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara. Il primo, secondo una ricostruzione dei fatti non ancora definitiva ma attendibile, è stato sequestrato a metà settembre nei pressi di Mossul. Gli altri due sono stati invece catturati venerdì 2 ottobre dal cam-

po di Baiji dove la Gie (Gruppo industrie elettromeccaniche) ha appena ultimato, sulla base di una commessa del 1980, una centrale termoelettrica di sei gruppi da 220 megawatt.

La centrale è ancora coperta da garanzia, ed è quindi assistita da un ristretto numero di tecnici, tra i quali i due fatti prigionieri. Diotallevi, ingegnere, 47 anni, è il responsabile meccanico della centrale; vive a Gallarate e opera in Iraq da oltre quattro anni. Carrara, perito industriale, 32 anni, di Bergamo, si occupa degli strumenti e dell'attrezzatura necessari all'impianto. Cominetti, di Milano, è un dipendente della Sae (Società anonima elettrificazione). Secondo la Reuter, nella lettera — scritta in arabo — figurerebbe anche un quarto nome, ma su questo punto finora non c'è stata nessuna conferma.

Contrastanti anche le informazioni sull'«Unione nazionale del Kurdistan iracheno»: a Beirut c'è chi sostiene che si tratterebbe di un gruppo di recente formazione legato agli iraniani. Tra i curdi, il regime di Teheran è considerato un avversario da battere, tant'è che nel settore iraniano del Kurdistan le truppe degli ayatollah hanno compiuto numerosi massa-

cri, spesso in alleanza con i turchi. Ma la lunga guerra con l'Iraq ha determinato la nascita di organizzazioni minori al di qua e al di là della frontiera, spesso con lo scopo di creare problemi ai governi centrali, indipendentemente dalla causa autonomista. L'Iraq ha tentato con i curdi la via della regione autonoma, ma senza troppo successo. Tra l'altro, quelle zone sono tra le più ricche di petrolio e la presenza dell'esercito di Bagdad è sempre stata massiccia.

Tra la capitale irachena e l'Italia sono in corso contatti frequenti, quasi una linea diretta. Dal 2 ottobre per Diotallevi e Carrara, prima per Cominetti, la nostra ambasciata a Bagdad si era già messa in azione nel tentativo di stabilire contatti con i sequestratori. Adesso, la pubblicazione della notizia potrebbe rendere più difficile questo lavoro.

p. es.

Roma

La Farnesina ha taciuto Goria e Zanone non sapevano

ROMA. Alla Farnesina sapevano. Da oltre un mese, al ministero degli Esteri, si lavora in gran segreto sul rapimento del tecnico milanese Sergio Cominetti, sequestrato a Mossul nel nord dell'Iraq. Un lavoro difficile, di indagine e di mediazione, reso ancora più angoscioso, mercoledì sera, dalla notizia del sequestro di altri due italiani, Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara. Da ieri pomeriggio, dopo la diffusione delle notizie e dopo l'ultimatum dei terroristi, la situazione è radicalmente cambiata. Sono stati informati in gran fretta il presidente del consiglio Giovanni Goria e anche il ministro della Difesa Valerio Zanone, chiamato direttamente in causa dalla richiesta, attribuita ai curdi, di interrompere la missione della Marina nel Golfo.

Ed è stato un pomeriggio di tensione e di scambi frenetici di telefonate, non sempre di

tono disteso, tra i vari addetti ai lavori. Zanone è piombato subito dopo pranzo, nel suo ufficio di ministro in via XX settembre, convocando tutto il suo staff di alti ufficiali e, probabilmente anche i responsabili dei servizi segreti militari del Sismi. All'esterno nessuna dichiarazione ufficiale. Di certo c'è che Zanone ha chiesto di saperne di più e che ha sentito anche il capo di Stato Maggiore della Marina, l'ammiraglio Giasone Piccioni. Per il momento, le navi non si toccano, avrebbe assicurato il ministro. C'è ancora da valutare la veridicità dell'ultimatum.

Particolarmente indispettito per il silenzio della Farnesina, anche il presidente del Consiglio Giovanni Goria, colto di sorpresa, ieri pomeriggio a Montecitorio, dalle domande dei giornalisti. «Sapevamo — ha risposto: Goria — di nostri connazionali che da cinque giorni non

davano più notizie». E dimostrava di non sapere dei contatti e delle informazioni, che da metà settembre, si incrociavano tra l'ambasciata di Bagdad e il nostro ministero degli Esteri, già a conoscenza delle rivendicazioni curde. Più tardi, rientrato a Palazzo Chigi e acquisite più informazioni, il presidente ha incaricato la sua segreteria di stilare un comunicato un po' più complesso ispirato alla «continua collaborazione con la Farnesina» e che concludeva laconicamente: «Le famiglie sono state informate». Ma quando? E da chi?

Negli uffici della Farnesina, ieri sera, c'era un'attività frenetica. Riunioni, telefonate, soprattutto con Bangkok dove c'era il ministro Giulio Andreotti. I funzionari del ministero, dopo una lunga consultazione via cavo con la Thailandia, finivano per diffondere un comunicato ufficiale. Si confermava la cronologia dei due rapimenti e si dava molto credito alla rivendicazione curda. I funzionari della Farnesina si limitavano ad aggiungere che solo ieri pomeriggio era giunta la richiesta («ancora tutta da verificare») relativa alle navi italiane nel Golfo.

Se così non fosse, del resto, i due episodi e la segretezza imposta per oltre un mese, nasconderebbero risvolti inquietanti. In fondo il primo sequestro coincide con l'arrivo delle nostre navi nel canale di Suez. Il secondo, invece, proprio con l'ingresso delle fregate italiane in vera e propria zona operativa.

In ogni caso, la Farnesina ha lavorato per settimane in

lunghe contatti con la ambasciata irachena e con le autorità locali. Ma anche attraverso personaggi in loco che abitualmente farebbero confluire informazioni al nostro ministero. «Con i curdi», fanno sapere alla Farnesina, «tutti i casi precedenti di questo genere, si sono conclusi positivamente. Ma sarà un lavoro lungo». Lungo e complesso. Al lavoro ci sarebbe anche il ministero degli Interni in preallarme già dai primi giorni successivi alla partenza delle navi.

Sui Curdi è intervenuta ieri la direzione del partito comunista, preceduta da una analoga dichiarazione di Giancarlo Pajetta. «Bisogna vedere», chiede in sintesi il Pci, «se si tratta realmente di un'azione del movimento di liberazione curdo».

n. l.



Un popolo senza stato

Dall'80 Iraq e Iran li usano per la loro guerra

Dei curdi si parla periodicamente dall'inizio del secolo, ma ogni volta, passata la fase più drammatica degli episodi di cui sono protagonisti, la loro condizione viene dimenticata. Sono un popolo indoeuropeo, nella maggioranza convertito all'Islam, insediato in una zona importantissima per le sue riserve naturali: petrolio nella regione di Kirkuk e Suleimania (Iraq) e nell'Anatolia orientale (Turchia);

rame, oro, argento e uranio, i cui giacimenti non sono ancora sfruttati. Ma i curdi non hanno mai avuto un loro stato, nonostante la promessa delle grandi potenze, ed in particolare della Gran Bretagna, di creare un Kurdistan indipendente (Trattato di Sanremo, 1920). Eppure sono milioni: sette secondo le statistiche dei singoli paesi ostili al nazionalismo curdo, 17 secondo le affermazioni dei curdi.

Il «problema curdo» riguarda oggi la Turchia, l'Iran, l'Iraq e la Siria, anche se gruppi minori esistono in Urss e Libano. Il paese nel quale la loro lotta per l'indipendenza si è trasformata in vera e propria guerra è l'Iraq, dove — a partire del 1970 — hanno ottenuto le maggiori concessioni, dalla legge sul riconoscimento del carattere binazionale dell'Iraq all'ufficializzazione della lingua curda, ad una notevole autonomia amministrativa.

Ma i curdi non accettarono queste leggi e ripresero la lotta armata, che è stata duramente repressa nel 1975, in seguito anche al ritiro dell'aiuto dello scia d'Iran. La rivoluzione islamica in Iran ha ripreso invece gli

aiuti al movimento curdo, al quale fornisce anche armamenti, di cui si serve per allargare il «fronte» della sua guerra contro l'Iraq. Però la tragedia del popolo curdo — un popolo del quale già si trova menzione nell'«Anabasi» di Senofonte ma che non ha mai conosciuto un'autonomia nazionale — ha assunto dal 1980 una nuova dimensione proprio con lo scoppio del conflitto Iran-Irak: ognuno dei due paesi in guerra ha cercato di incoraggiare l'attività della guerriglia curda nel territorio dell'altro. In una prima fase è stata Bagdad più attiva nel sostenere il «Partito democratico curdo» dell'Iran mentre oggi sono soprattutto i curdi iracheni, spalleggiati dal regime di Khomeini, a rappresentare una grave minaccia per il governo di Saddam Hussein.



Tre tecnici italiani sono stati sequestrati in Iraq da guerriglieri kurdi legati a Teheran

Ricatto per le nostre navi

I rapitori pretendono il ritiro della flotta dal Golfo Persico

Rischio diffuso oltre quel mare

di PAOLO CACACE

CI ERAVAMO abituati a seguire quotidianamente, con pazienza certosina, i movimenti della nostra piccola flotta nelle acque tempestose del Golfo ed avevamo accolto con un grosso sospiro di sollievo il passaggio delle fregate e del mercantile lungo lo Stretto di Hormuz, nella marcia di ritorno verso il Mare di Oman. Giusto il tempo di rallegrarci per essere sfuggiti miracolosamente alla battaglia tra i «marines» e i «pasdaran» iraniani nei pressi nell'isola di Farsi, ai missili sparati dai «Mirage» di Bagdad. Ed eccoci ripiombare nell'incertezza, nell'apprensione, per il rapimento dei tre tecnici italiani nel Kurdistan iracheno; per la folle richiesta dei sequestrati di far dipendere la sorte dei nostri connazionali dal ritiro delle navi dal Golfo

Il triplice rapimento, c'è da esserne sicuri, è destinato a rinfocolare le polemiche interne sull'opportunità di inviare la flotta e aumenterà il numero di coloro che chiederanno a gran voce il ritorno anticipato in patria dei nostri marinai.

Ma in questo momento, l'interrogativo cruciale non è tanto quello di optare o meno per una «linea della fermezza». Esso appare piuttosto connesso alla necessità di riflettere sull'intera missione e di cogliere appieno la profonda interdipendenza esistente tra le vicende che si agitano sullo scenario internazionale. Se fino ad oggi pensavamo che la grande sfida tra il mondo occidentale e gli Ayatollah di Teheran si giocava esclusivamente lungo le coste del Golfo, che il braccio di ferro riguardava soltanto la capa-

cita delle flotte di consentire la libertà di navigazione lungo le rotte del petrolio e di piegare l'oltranzismo sciita, il sequestro dei tre tecnici ci riporta drammaticamente di fronte ad una realtà più spezzettata, più mutevole, ma proprio per questa ragione più incontrollabile.

Beninteso, qualunque ipotesi circa le responsabilità e i registi occulti del rapimento in questo momento è prematura. Nella terra dei kurdi agiscono forze e movimenti di guerriglia che, pur perseguendo l'obiettivo dell'indipendenza, disegnano strategie sovente contraddittorie. E la lotta di questo popolo per l'autonomia, contro il regime di Bagdad, affonda le radici nella storia. Basti ricordare il mitico Mustafà Barzani, protagonista di una guerra durata un trentennio contro gli iracheni, ed adulato da Stalin che gli conferì persino i gradi di generale dell'Armata Rossa.

Nondimeno, non si può fare a meno di cogliere la obiettiva coincidenza di interessi tra la minoranza kurda in Iraq e il regime islamico di Teheran. Ciò si-

gnifica che la possibilità di infliggere colpi ai nostri connazionali all'estero sono innumerevoli. L'intreccio è tale che ovunque — nella zona più calda (dal Medio Oriente all'Afghanistan) — vi siano un operaio, un ingegnere, un'azienda italiana emerga il pericolo di una rappresaglia per la nostra presenza navale nel Golfo. La crisi non è più limitata alle acque del Golfo, ma la reazione iraniana potrebbe manifestarsi in altri scacchieri, con mezzi e strumenti diversi, come quello cieco del terrorismo.

E DA QUESTA riflessione scaturisce più vigorosa che mai l'esigenza di una soluzione «globale» della crisi che tenga conto proprio della interdipendenza dei fenomeni internazionali di cui si parlava dianzi.

In questi giorni, da più parti, si sono levate forti critiche nei confronti dell'iniziativa diplomatica dell'ONU. Si è parlato (e non a torto) di una incapacità quasi endemica del Palazzo di Vetso a far rispettare la tregua ai belligeranti, condizione pregiudiziale per consentire il ritorno in pa-

tria delle flotte occidentali. Ma bisogna convenire che non hanno torto coloro i quali obiettano non esservi concreta alternativa ad un accordo generale, che contemperino gli interessi delle due superpotenze. L'unica via resta quella di rispettare scrupolosamente il calendario fissato dal segretario dell'ONU, poiché soltanto in quella sede ciascuno sarà posto di fronte alle proprie responsabilità. Si comprenderà finalmente chi vuole mettere fine alla guerra e chi vuole perpetuarla. E in quella stessa sede, al di là delle polemiche sovente ineschine e fuorvianti di casa nostra, anche il governo italiano potrà prendere le sue decisioni.

Cauta ma preoccupata la prima reazione del Governo

Consulto al Quirinale «La vicenda non è chiara»



Giovanni Goria

ROMA — Sono le 15,30. All'improvviso, mentre gli equipaggi delle navi, alla fonda ad Abu Dhabi, tirano un sospiro di sollievo dopo il successo della prima missione, si scorge minaccioso il profilo di una «mina».

Ad avvistarla e a darne notizia non sono le sofisticate apparecchiature a bordo delle unità della nostra Marina, ma un'agenzia di stampa, l'inglese Reuter, che comunica il rapimento di tre tecnici italiani da parte di un gruppo kurdo che dice di chiamarsi: Unione Nazionale del Kurdistan iracheno.

L'agenzia precisa inoltre che i tre nostri connazionali sono stati sequestrati «per protesta contro l'aiuto italiano al regime iracheno e la presenza militare italiana nelle acque del Golfo». Tocca quindi al Governo disin-

nescare quello che subito si palesa come un pericoloso «ordigno» politico-diplomatico. L'incidente rischia infatti di rinfocolare le polemiche, per altro mai sopite, sull'invio delle navi italiane nel Golfo.

In realtà, con il passare delle ore la vicenda assume contorni più sfumati ed imprecisi, nel senso che non si è trattato di un fulmine a ciel sereno. Verso sera, infatti, il Governo, nel confermare la notizia precisa che, in un certo senso, era già al corrente della scomparsa dei tre italiani, anche se non era stata messa in relazione, almeno in un primo tempo, ad un rapimento.

L'assenza dei nostri connazionali, che lavorano per ditte italiane impegnate in Iraq desta tuttavia forte preoccupazione. E' lo stesso Goria a confermarlo. Nel

Trasatlantico di Montecitorio il Presidente del Consiglio conferma che la notizia diffusa dalla Reuter è da mettere in relazione con il silenzio sui tre italiani che «dura ormai da cinque giorni e che già seguivamo con apprensione».

A questo punto il governo decide la linea di condotta: cautela e prudenza. «Il gruppo kurdo ha già compiuto analoghe imprese fortunatamente tutte concluse in maniera positiva — dice fiducioso Goria — certo bisogna usare la massima cautela nel seguire l'evoluzione della situazione». Appare dunque subito chiaro che le uniche armi in mano al governo italiano sono quelle diplomatiche. Per questo motivo viene subito

Michele Manno

DAL NOSTRO INVIATO
DUBAI — Ricatto all'Italia, nello stile della Jihad islamica, gestito materialmente, a quanto pare, dai kurdi nemici di Bagdad. Tre tecnici italiani sono stati rapiti, in due distinti episodi (il primo verso la metà di settembre, il secondo dieci giorni fa) nell'Iraq settentrionale da una sedicente «Unione Nazionale del Kurdistan Iracheno». Le condizioni per la liberazione, recapitate a Beirut, sono pesanti: ritiro delle nostre navi dal Golfo, e fine dell'aiuto italiano al regime di Bagdad.

I nostri tre connazionali, Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi, erano impegnati nella costruzione di impianti idroelettrici appaltati ad

aziende italiane — la SAE e la GIE — dal governo iracheno: il sequestro del primo sarebbe avvenuto a Mosul, poco lontano dalla antica Ninive, quello degli altri due presso la centrale termoelettrica di Baiji, cento chilometri a Nord di Bagdad.

La Farnesina, in contatto con le ditte interessate, ha immediatamente attivato tutti gli opportuni canali per chiarire la posizione dei nostri connazionali e favorire una rapida conclusione della vicenda.

Ulderico Piernotti

Goria: discutiamo se regolare gli scioperi

ROMA — Il Presidente del consiglio Goria vuole conoscere l'opinione degli altri ministri in merito al problema relativo alla disciplina del diritto di sciopero «da confrontare insieme, per definire una posizione di Governo chiara ed univoca».

L'iniziativa di Goria è partita in seguito alla lettera inviata da Giorgio Benvenuto, nella quale il leader della Uil chiede, a tutela dei diritti di milioni di cittadini, che siano resi efficaci «erga omnes» con legge i codici di autoregolamentazione del diritto di sciopero «per ricomporre la frattura che da tempo si va creando tra diritti dei cittadini e iniziative di lotta incontrollate di settori di lavoro». La Uil è così decisa nel suo atteggiamento da scrivere a Goria che, se non vi saranno iniziative parlamentari o governative, sarà lo stesso sindacato a provvedere facendosi promotore di una raccolta di firme per una legge di iniziativa popolare che tenda a questi obiettivi.

Nella lettera inviata ai suoi colleghi di Governo, il presidente Goria fa presente come «non può sfuggire che la questione del diritto di sciopero deve trovare una trattazione tutta particolare nel caso in cui, come nei servizi pubblici, a soffrire le conseguenze dell'agitazione non è la controparte ovvero l'organismo gestore dei servizi ma piuttosto l'utenza, cioè i cittadini».

E' vero che il legislatore di questo problema se ne è già occupato, nota Goria nella sua lettera, come dimostra tra l'altro la prescrizione secondo la quale il Governo è tenuto a verificare, come condizione per l'avvio della negoziazione dei contratti del pubblico impiego, che le organizzazioni sindacali abbiano adottato codici di autoregolamentazione del diritto di sciopero. Ma, continua Goria, è anche vero che — lo stesso concetto è stato espresso da Giorgio Benvenuto nella sua lettera al Presidente del Consiglio — «fatti anche recenti hanno dimostrato l'insufficienza di simili prescrizioni».

Un «no» netto, nel merito e nel metodo, è subito giunto dalla Cgil alla proposta della Uil, mentre la Cisl si è limitata a ricordare le decisioni dell'assemblea dei quadri ad Abano Terme, secondo cui non si va più in là dell'inserimento dei codici di autodisciplina nei contratti del pubblico impiego.

Salvatore Mastruzzi.



La cartina mostra il Kurdistan, la regione a cavallo tra Iraq, Iran e Turchia dove da decenni è in corso una guerriglia senza quartiere. La zona del rapimento dei tre italiani è quella tra Mosul e Kirkuk, in territorio iracheno, ricca di petrolio.



ZAKHO (Iraq) — Guerriglieri kurdi impegnati nella guerriglia ai confini tra l'Iraq e l'Iran: molti di loro sono giovanissimi. La foto è stata diffusa qualche tempo fa dall'agenzia di notizie irachena (Telefoto AP - Archivio)

I nostri connazionali rapiti dai guerriglieri in due distinti episodi, la rivendicazione a Beirut

Tre italiani sequestrati nel Kurdistan

I rapitori filo-iraniani: «Per la loro libertà, ritirate le navi dal Golfo»

DAL NOSTRO INVIATO

DUBAI — Ricatto all'Italia. E dei più odiosi, nello stile della Jihad islamica, materialmente, a quanto pare, gestito dai kurdi nemici di Bagdad. Tre tecnici sono stati rapiti in due riprese nella zona Nord dell'Iraq, a Mosul, poco lontano dall'antica Ninive, da una sedicente «Unione nazionale del Kurdistan iracheno». A metà settembre era stato prelevato Sergio Cominetti, dieci giorni fa la stessa sorte è toccata a Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Nessuna autorità sembrava saperne niente fino a ieri sera, quando i kurdi si sono fatti vivi con un comunicato non datato datiloscritto in arabo, recapitato all'ufficio di un'agenzia di stampa internazionale a Beirut.

Senza precisare dove e quando sono stati rapiti i tre tecnici italiani, impegnati sembra nella costruzione di impianti idroelettrici appaltati ad aziende italiane dal governo iracheno, il documento si apre con la formula islamica «in nome di Dio clemente e misericordioso», tipica della tristemente nota «Jihad», e annuncia

le condizioni per la liberazione: fine dell'aiuto italiano al regime di Saddam Hussein; ritiro delle navi militari italiane dal Golfo Persico.

Appare così in prima lettura un tentativo di ritorsione nei confronti dell'Italia che sembra avere tutti i crismi di Teheran, non aliena a ricorrere a qualsiasi mezzo per intimidire i suoi nemici o presunti tali. Del resto, proprio dall'Iran era arrivata al nostro Paese una precisa minaccia, quando dieci giorni fa il presidente del Parlamento iraniano, Hashemi Rafsanjani, aveva detto senza mezzi termini che «i Paesi europei che hanno seguito gli Stati Uniti inviando le loro Marine da guerra nel Golfo sono da considerare a tutti gli effetti nemici di secondo grado». Ecco allora il possibile scenario nel quale collocare questa triplice presa di ostaggi. Considerando l'Italia l'anello debole dello schieramento occidentale nel Golfo, per le controversie politiche che hanno accompagnato l'invio del XVIII Gruppo Navale, incapace di attaccare il convoglio delle nostre navi nell'arco di una settimana,

in seguito alle severe lezioni subite a Larak da parte dell'aviazione irachena, e a Farsi, da parte degli elicotteri americani, Teheran potrebbe essersi indotta a ricorrere ad una sorta di «vendetta trasversale», preparata da tempo ed ora attuata, per esercitare una pressione senza precedenti sul governo italiano.

E non è soltanto la nostra flotta a procurare notti insenni agli Ayatollah. Quando i kurdi filoiraniani che hanno rivendicato il sequestro dei tre tecnici italiani parlano di «aiuti al regime di Bagdad», va messo nel conto anche l'appalto ottenuto recentemente dalla Saipem, società dell'ENI. In consorzio con imprese francesi e coreane, la Saipem il 19 settembre ha firmato il contratto, per la costruzione dell'oleodotto Ipsa 2, fra l'Iraq e l'Arabia Saudita, così da assicurare alla sua produzione petrolifera un altro sbocco sicuro, lontano dagli attacchi iraniani. Attraverso questa pipe-line, Bagdad dovrebbe riuscire a pompare dal settembre del 1989 altri 500 mila barili di greggio al giorno, un vero e proprio balsamo per le

sue finanze depauperate dalla guerra. Da qui la preoccupazione iraniana.

Del resto ancora questioni di petrolio riguardano la parte irachena del Kurdistan, da dove parte un oleodotto di vitale importanza, con sbocco diretto nel Mar Mediterraneo, attraverso la Turchia, capace di un milione e mezzo di barili di petrolio al giorno.

Pur rivendicando da decenni una propria patria, nell'ambito di una regione compresa la confluenza di cinque stati, Siria, URSS, Turchia, Iran e Iraq, e benché la questione sia stata portata da anni all'ONU, la popolazione di etnia kurda è oggetto di pesanti repressioni da parte dei governi centrali nei confronti dei quali cerca l'affrancamento. Cosicché si verifica che i kurdi, non sempre d'accordo neppure fra loro, finiscono per essere anti-iracheni nel tratto di territorio che appartiene a Bagdad e anti-iraniani in quella parte che appartiene a Teheran.

Ulderico Piernoli

Gli iracheni colpiscono una petroliera Teheran chiede la «testa» di Hussein

MANAMA — I bollettini di guerra segnalano nuove incursioni aeree irachene nel Golfo e sul territorio iraniano. I cacciabombardieri di Bagdad hanno colpito con due missili la petroliera panamense «Marianthi», di 21.000 tonnellate di stazza. Nel furioso incendio che si è sviluppato a bordo sono periti due uomini dell'equipaggio. Ma gli aerei iracheni hanno martellato anche obiettivi terrestri. Sono state colpite installazioni industriali a Isfahan, pozzi petroliferi a Tanki Feni e un centro di comunicazioni a Ilam. Agli attacchi l'Iran ha risposto bombardando la città di Bassora, dove sarebbero rimasti uccisi «numerosi civili».

A Teheran, il presidente Khamenei, proprio alla vigilia del nuovo tentativo di mediazione delle Nazioni Unite sollecitato dall'Italia, ha rialzato il «prezzo» della pace con l'Iraq, tornando a chiedere la «testa» di Saddam Hussein.

Un caso analogo due anni fa nella stessa regione si risolse (bene) in sei mesi

ROMA — Due anni fa un altro italiano, sempre della SAE, Antonio Chiaverini, di 59 anni, venne sequestrato da elementi dell'Unione Patriottica del Kurdistan (PUK) nella zona di Mosue assieme ad un folto gruppo di tecnici di altri paesi: romeni, polacchi, giapponesi e cinesi. Chiaverini venne rilasciato ai primi di luglio dell'85 (era stato rapito il 12 febbraio) grazie alla mediazione della nostra diplomazia.

Erano dipendenti della GIE anche i due italiani fermati ad aprile perché colti a fotografare il cantiere di Bandar Abbas nel quale lavoravano. I due tecnici, Bruno Bellamano e Alessandro Roversi, furono bloccati il 30 aprile scorso e mes-

si a disposizione della magistratura islamica. Vengono liberati dopo due mesi.

Sui «canali» attivati dalla Farnesina per la soluzione dell'ultimo triplice sequestro, bocche cucite. C'è da tener conto che in Iraq esiste un governo legittimo con il quale l'Italia intrattiene normali rapporti pianificati di comando e i primi sono sempre colpi di avvertimento. Hanno riflettuto questi uomini su quello che potrebbe accadere, se d'improvviso le cose si mettessero al peggio.

«Avrei paura se fossi solo — dice Pasquale Albano — lo stare insieme incoraggia anche quelli particolarmente apprensivi». E Mario Fogli, il romano: «Sul momento, penseremo soltanto a difendere noi e la nave. Poi, forse, ci verrebbero altri pensieri».

La lunga lotta dei kurdi per l'indipendenza Un popolo di montanari in guerra contro tutti

UN POPOLO di quindici milioni di montanari, divisi da insanabili rivalità, con in comune solo la fede nell'Islam e il senso innato della ribellione. Ribellione contro i governi dei tre Stati (Iran, Iraq e Turchia) che si dividono il Kurdistan, la loro terra, e si oppongono alla costituzione di una loro repubblica indipendente.

Il destino ha voluto dunque che i kurdi, che non sono né arabi né persiani, si trovassero stretti proprio tra Iraq e Iran, Paesi da sempre rivali. Le aspirazioni irredentiste sono state così via via strumentalmente appoggiate dal governo di Bagdad contro quello iraniano e da quello di Teheran contro quello iracheno.

Ma nel gioco sono entrati anche i sovietici che, alla fine degli anni Quaranta, interessati alla ricchezza di petrolio della regione, promisero il loro sostegno a Mustafa Barzani, capo della più forte tribù kurda dell'Iraq. Stalin arrivò a promuovere Barzani generale dell'Armata Rossa. In seguito, quando Mosca all'inizio degli anni Settanta si avvicinò al regime di Bagdad, Barzani fu abbandonato. Ma l'astuto capo kurdo era riuscito nel frattempo a trovare aiuto a Teheran dove lo scià Reza Pahlevi era ansioso di trovare una forma di pressione per convincere gli iracheni a trattare rettifiche di confine a Sud, lungo lo Shatt el Arab.

Nonostante i giochi (spesso doppi) della diplomazia, i kurdi non si sono però mai la-

sciati domare e hanno continuato a battersi contro tutti per ottenere la costituzione di un loro Stato. Per la verità il sogno era sembrato vicino ad avverarsi quasi settant'anni fa, quando alla fine della prima guerra mondiale il trattato di Sèvres del 1920 aveva previsto la nascita di una repubblica kurda. Quella promessa non fu mai attuata.

I kurdi dell'Iran rappresentano, da quando la rivoluzione islamica ha rovesciato lo scià, uno dei due grandi gruppi che si battono contro il regime (l'altro è quello dei mujaheddin del popolo).

Ma la lotta più aspra, senza quartiere, è sul versante iracheno, proprio dove sono stati rapiti i tre tecnici italiani. Qui l'esercito di Bagdad è impegnato a difendere i più ricchi campi di petrolio del Paese, nella zona compresa tra Kirkuk e Mosul. E gli iraniani, quando le loro offensive sul fronte Sud segnano il passo, cercato di crear nella regione settentrionale azioni diverse coordinando le azioni dei pasdaran con i colpi di mano dei guerriglieri kurdi. In difficoltà, il governo iracheno ha dovuto chiedere la collaborazione di quello turco. E Ankara, che spesso ha dovuto fronteggiare gli indipendentisti kurdi, non ha esitato a colpire duramente. L'ultima volta a marzo, quando trenta aerei da caccia turchi sconfinarono in Iraq (autorizzati da Bagdad) e martellarono le basi della guerriglia kurda.

Guido Santevecchi

Da ieri, intanto, il «Grecale» non è più solo nel Golfo. Nel porto di Jebel Ali, in Dubai, sono all'attacco anche il «Perseo» e la nave-rifornitrice «Vesuvio». Anche per gli equipaggi di queste due unità è il momento della franchigia, mentre lo «Scirocco» si trova nel mare di Oman, in attesa della prossima

scorta, il 19 settembre. E la seconda missione potrebbe consistere nel proteggere un vero e proprio convoglio, perché alla porta-containers «Merzario Italia» potrebbero aggiungersi la petroliera «Ambronia», da ieri all'ancora nel porto di Mina Fahal, in Oman, e la nave da carico per granaglie «Serafino Fer-

rucci», di prossimo arrivo in quelle acque.

U. P.

Un comunicato di una fazione terroristica filoiraniana che opera in Irak annuncia i sequestri. Il governo conferma ma non crede alla richiesta

«Abbiamo rapito tre italiani»

Ricatto di un gruppo curdo: «Ritirate le navi»

La guerra Iran-Irak ora coinvolge il nostro paese anche su un altro fronte: tre tecnici italiani sono stati rapiti nella regione nord dell'Irak da ribelli curdi filo-iraniani. Per la loro liberazione si chiede il ritiro delle navi italiane dal Golfo Persico. È un atto di terrorismo drammatico, dai contorni oscuri e che introduce un nuovo elemento di complicazione nella crisi del Golfo.

DAL NOSTRO INVIATO

GIANCARLO LANNUTTI

■ DUBAI. L'annuncio del sequestro di tre tecnici italiani è stato diffuso, attraverso un comunicato dattiloscritto in Arabo fatto pervenire a un'agenzia di stampa straniera a Beirut, da un gruppo di non chiara matrice che si definisce «Unione nazionale del Kurdistan irakeno». Il sequestro, vi si afferma, è stato compiuto come «protesta per l'aiuto italiano al regime irakeno e per la presenza militare italiana nelle acque del Golfo». Pertanto le condizioni per il rilascio degli ostaggi sono «la fine dell'aiuto italiano al regime irakeno e il ritiro delle navi militari italiane del Golfo». Il documento inizia con l'invocazione: «Nel nome di Dio clemente e misericordioso».

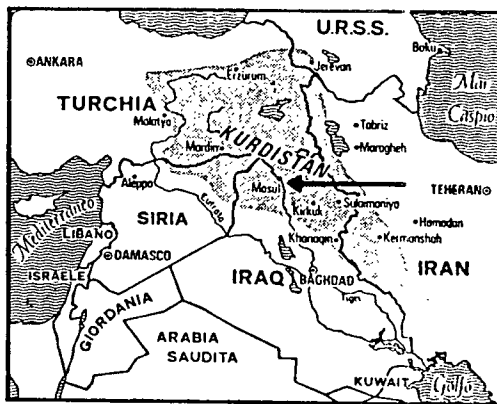
I tre tecnici rapiti sono Ser-

gio Cominetti, Giuseppe Carara e Roberto Diotallevi, appartenenti alla società Esa, collegata alla Saipem. I sequestratori non dicono dove e quando hanno rapito i tecnici. Ma da Roma la Farnesina precisa che si tratta di due distinti episodi avvenuti il 15 settembre a Mossul, nella regione petrolifera curda dell'Irak, e una decina di giorni fa in una località imprecisata; nel primo episodio è stato sequestrato Cominetti, nel secondo gli altri due.

La drammatica vicenda rischia di introdurre la questione curda fra gli elementi chia-

ve della crisi del Golfo Persico, con tutte le conseguenze che ciò comporta. Nelle regioni curde a cavallo del confine Iran-Irak è già in corso da anni una guerra spietata e a più facce: una parte dei curdi irakeni ostili al regime di Saddam Hussein collabora apertamente con le forze armate iraniane, che occupano porzioni di territorio al di qua del confine (tanto che le azioni di questi gruppi sono incluse nei bollettini di guerra di Teheran); mentre i curdi iraniani combattono contro il regime di Khomeini e dispongono di basi arroccate in un'impervia zona di montagna sul confine, dove sono strumentalmente «tollerati» dall'Irak. È una guerra triangolare e intricata di cui si parla molto poco ma che impone un elevato tributo di sangue. Ora il drammatico episodio dei tecnici italiani introduce per la prima volta un collegamento diretto fra questa guerra e la crisi, ormai di dimensioni internazionali, nel Golfo Persico. Un dato che rende tutto più difficile.

Goria al Quirinale poi convoca il gruppo di crisi



La località di Mosul, dove è avvenuto il primo sequestro

Nervi saldi e prudenza

ENZO ROGGI

La preoccupazione con cui gli italiani hanno seguito fin dal primo momento la missione navale nel Golfo, mitigata dalle immagini e dalle notizie sulla tranquilla navigazione delle nostre unità, si è ieri improvvisamente riaccesa con l'annuncio dei sequestri di nostri connazionali in territorio irakeno. Ci sentiamo tutti più coinvolti e offesi, proprio perché la barbarica pratica dei sequestri non ci aveva mai toccato, ed in ciò avevamo sempre visto una conferma ad un atteggiamento prudente, costruttivo, paziente dell'Italia nell'area della turbolenza. Più coinvolti, appunto. Questo è il dato di fatto. E non vogliamo, in questo momento così incerto e sotto l'impulso dell'emozione, andare oltre a un interrogativo semplice e, pensiamo, diffuso: furono calcolati tutti i rischi? Sarà inevitabile, certamente, ritornare sugli aspetti generali della decisione di inviare la squadra navale laggiù. Ora contano altre domande, incombono altre preoccupazioni.

C'è anzitutto il mistero di una sequenza di sequestri durata un mese di cui, però, l'opinione pubblica italiana viene informata solo a seguito della rivelazione da parte dei sequestratori. La Farnesina precisa che il primo episodio risale a metà settembre. È da supporre che il riserbo sia dovuto all'intenzione del governo di non compromettere i tentativi di salvare i prigionieri. Può anche darsi che vi siano state difficoltà per chia-

rire il significato dei sequestri, come può darsi che abbiano giocato anche preoccupazioni di politica interna, nel fuoco delle polemiche e delle contraddizioni attorno alla decisione di mandare navi. Ma perché il gabinetto di crisi è stato convocato solo dopo il messaggio dei sequestratori? C'è stata, prima, una gestione discrezionale della vicenda? Si pensa che l'episodio non appartenga alla politica ma alla cronaca nera? In questo caso, in base a quali elementi? Se ci sono è giusto conoscerli.

C'è poi il mistero di chi siano realmente gli autori del ricatto. In una situazione come quella irakena non è davvero impossibile lanciare etichette false. Si tratta di oppositori curdi, o di altri che ne assumono il nome? È un'iniziativa interna o un colpo di mano di iraniani camuffati? L'interrogativo è rilevante perché, ovviamente, rimanda alla individuazione di quella che dovrebbe essere la controparte con cui, eventualmente, trattare (o non trattare) direttamente o attraverso mediatori. Ed è anche interrogativo rilevante sotto l'aspetto politico, poiché ci dà il segno di una situazione estremamente intrigata nella quale evidentemente non basta una verbale dichiarazione di «neutralità» dell'Italia per evitare il coinvolgimento in rischi. Perfino nel caso che si tratti di puro banditismo comune, si avrebbe egualmente la prova di un ginepraio nel quale è bene non avventurarsi improvvisamente.

Quel che si può dire, in queste circostanze, è che occorrono nervi saldi e prudenza: e non solo nella «gestione» del caso ma anche nei riguardi dell'opinione pubblica. Si stia bene attenti a non cadere in suggestioni muscolari, perché allora sarebbe inevitabile ricordare che è proprio per ragioni di politica interna che si è deciso di imbarcarsi in quella che De Mita ha definito un'avventura.

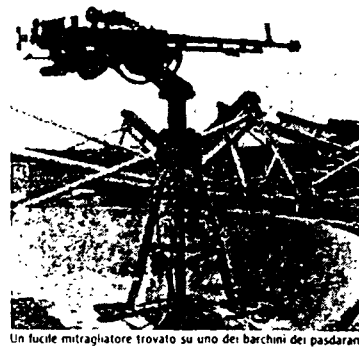
Il comunicato a Beirut

Un gruppo curdo rivendica
«Abbiamo tre italiani,
andatevene dal Golfo»

La Farnesina conferma

Il primo rapimento risale
a metà settembre
ma si era tenuto il segreto

Già da un mese un italiano nelle mani dei rapitori



Una fucile mitragliatore trovato su uno dei barchini dei pasdaran

È ormai chiaro che per i tre tecnici italiani sequestrati presso Mossul, nell'Irak settentrionale, da un presunto gruppo kurdo filoiraniano, è cominciato un vero e proprio dramma. Roberto Diotallevi, Sergio Cominetti e Giuseppe Carrara sono stati infatti rapiti per «punire» la «presenza militare italiana nel Golfo Persico» e per l'aiuto «dato al regime irakeno». Il nostro governo ha iniziato le trattative.

WLADIMIRO SETTIMELLI

ROMA. Ombre fosche sulla presenza italiana nel Golfo Persico, paura e preoccupazione per la sorte dei tre tecnici italiani rapiti da un presunto gruppo kurdo filoiraniano che ha rivendicato l'azione a Beirut. «Abbiamo in mano Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi - questo il succo della rivendicazione fatta giungere alle agenzie di stampa - e la nostra è una protesta contro l'aiuto al regime iracheno e la presenza militare italiana nelle acque del Golfo». Il messaggio, scritto in arabo, era stato fatto recapitare poco dopo le ore 15, e subito la notizia era rimbalzata in Italia. Per ore, i giornalisti, avevano cercato di sapere dal ministero degli Esteri se la notizia del sequestro, avvenuto nell'Irak settentrionale, era vera o se si trattava solo di voci o magari di un errore di persone. A lungo, in-

fatti, erano stati fatti circolare nomi che non erano affatto italiani. Sempre voci non confermate affermavano che si trattava, comunque, di dipendenti della «Saipem» (Eni), ma solo in serata arrivavano i chiarimenti ufficiali, con una nota della Farnesina nella quale si confermava il rapimento in questi termini: «In merito alle notizie di agenzia riguardanti il rapimento di tre tecnici italiani in Irak, si precisa che tre dipendenti di ditte italiane operanti in quel paese - a seguito di due distinti episodi - sono in effetti trattenuti in condizioni in via di accertamento, apparentemente da gruppi della guerriglia kurda, la cui affiliazione politica non è chiara». Il comunicato della Farnesina continuava spiegando l'accaduto: «Il primo episodio, avvenuto intorno a metà settembre presso Mosul, ha riguardato il connazio-

nale Sergio Cominetti, mentre il secondo, che risale a una decina di giorni fa, ha coinvolto, in altra località, i connazionali Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Il ministero degli Esteri, in contatto con le ditte interessate ha immediatamente attivato, nel riserbo che era doveroso mantenere in casi umani così complessi e delicati, tutti gli opportuni canali per chiarire la posizione dei nostri connazionali e favorire una rapida conclusione della vicenda».

La conferma tagliava dunque corto alle incertezze e ai dubbi: il sequestro dei tre connazionali c'era stato davvero ed era avvenuto nel campo di Baij, a cento chilometri a nord di Bagdad, il 2 ottobre scorso. Il primo, quello di Cominetti, era stato addirittura portato a termine il 15 settembre scorso: il giorno esatto della partenza del gruppo navale italiano da Taranto. Ma nessuno ne aveva fatto parola nonostante l'infuriare delle polemiche e le proteste per un'impresa considerata altamente pericolosa e ingiustificata. Sergio Cominetti, di Gallarate, è ingegnere e responsabile in zona di una centrale elettrica composta da sei gruppi da 220 megawatt ciascuno, costruita dalla «Sae» (Società anonima elettrificazione) con sede a Milano.

Giuseppe Carrara, che ha trentadue anni ed è nato a Pradalunga in provincia di Bergamo, è invece, insieme a Roberto Diotallevi, 47 anni, nato a Bologna, dipendente della «Gie» (Gruppo industrie elettromeccaniche per impianti all'estero). Si tratta di aziende collegate, appunto, alla «Saipem» che nell'Irak settentrionale aveva costruito, qualche tempo fa, un gasdotto e centrali elettriche ora in fase di rifinitura. Le famiglie dei tre tecnici erano già state avvertite con il preciso impegno da parte di tutti a mantenere il massimo riserbo per permettere eventuali trattative. In ambienti ufficiosi del ministero degli Esteri si afferma, tra l'altro, che c'erano già stati casi precedenti e che spesso tutto si era risolto pagando un riscatto in denaro. Ma questa volta, un tipo di trattativa del genere appare assai improbabile: i rapitori, infatti, hanno annunciato con chiarezza che si tratta, in pratica, di una «vendetta» per la presenza militare italiana nel Golfo Persico e per l'appoggio dato al regime iracheno. Dovranno quindi essere seguite ben altre vie e presi contatti ben diversi. In quanto ai casi precedenti che sarebbero stati risolti con il denaro o con trattative condotte dal nostro governo, si

citano casi specifici sui quali, almeno qui in Italia, non è mai stata fatta grande chiarezza. Due anni fa, per esempio, un altro tecnico italiano sempre della «Sae» era stato rapito da elementi dell'Unione patriottica del Kurdistan (Puk), nelle zone intorno a Mossul. Il nome del rapito è Antonio Chiaverini, di 59 anni, portato via insieme ad un folto gruppo di tecnici romeni, polacchi, giapponesi e cinesi. Chiaverini era stato rilasciato ai primi di luglio. Sulla mediazione per far tornare libero l'italiano non si era mai saputo niente di preciso. Erano dipendenti sempre della «Gie» anche i due connazionali fermati perché sorpresi a fotografare il cantiere di Bandar Abbas nel quale lavoravano. I due, Bruno Bellamano e Alessandro Roversi, erano stati bloccati il 30 aprile scorso e deferiti alla magistratura islamica, in Iran. Dopo due mesi, erano tornati in libertà.

Il Consiglio dell'Onu deve ancora decidere

NEW YORK. L'attesa riunione del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite sulla guerra del Golfo ieri non c'è stata. Si sono avuti diversi incontri e contatti tra i membri, tutti incentrati, pare, sulla questione di non poca rilevanza sollevata dalla creazione della Commissione d'inchiesta incaricata di decidere quale tra i due paesi belligeranti, l'Iran o l'Irak, ha la responsabilità dell'inizio del conflitto. Come direbbero gli iraniani, chi merita l'appellativo di «aggressore». I membri del Consiglio di sicurezza sono chiamati in sostanza a chiarire due punti. In primo luogo se la creazione della commissione d'inchiesta comporti automaticamente il cessate il fuoco oppure, come ha chiesto Teheran a Perez de Cuellar, il cessate il fuoco debba arrivare solo dopo il responso della commissione medesima, una volta cioè che sia stato stabilito chi è l'«aggressore». In secondo luogo se sia il caso o meno di rafforzare la risoluzione n. 598 del 20 luglio con un'ulteriore risoluzione che imponga un embargo totale sulla vendita di armi all'Iran qualora il regime degli ayatollah non accetti la 598. Come è noto quest'ultima posizione è quella che Stati Uniti e Francia cercano di imporre all'intero Consiglio di sicurezza.

Chi sono i curdi? «Gli orfani dell'universo»



Così ha definito il suo popolo, «gli orfani dell'Universo», uno dei leader mitici dei curdi: Mustafa Barzani morto nel '79 dopo aver speso l'intera vita a combattere per ottenere il diritto ad uno Stato indipendente curdo. Un obiettivo perseguito con tenacia per quasi 70 anni da una nazione che conta 10 milioni di individui divisi in cinque Stati: Turchia, Iran, Irak, Siria e Unione Sovietica. La storia dei curdi si perde nella notte dei secoli. Sono uno dei popoli di stirpe indoeuropea più antichi e vantano figure mitiche come l'emiro Salah-ed-din, meglio noto come «il feroce Saladino» che nel 1187 sbaragliò i crociati e riconquistò all'Islam Gerusalemme. Sono di religione musulmano-sunnita e solo un'esigua minoranza che vive in Iran è sciita. L'iconografia tradizionale li dipinge come «fieri montanari», ma un loro proverbio la dice lunga sulla loro storia. Dice: «Giù dalle montagne i curdi non hanno amici». Anzi dal 1920 i curdi non solo non hanno amici ma «ufficialmente non esistono».

«Sparirono» nello sfascio dell'Impero ottomano

sultano non venne mai ratificato dalla giovane Assemblée nazionale turca pervasa di fermenti nazionalisti. Il Sultano venne abolito nel '22 e con la nascita della Repubblica turca, di Stato curdo non si parlerà più. La nazione curda venne smembrata dai confini di altri nuovi Stati nazionali, perdendo il diritto alla propria cultura e alla propria autonomia. Tre quarti da allora vive in Turchia, circa due milioni in Iran, altrettanti in Irak e gruppi decisamente meno consistenti in Siria e Urss. E con «lo Stato negato» sono arrivate sempre più sanguinose le rivolte, sempre più feroci le repressioni e la strumentalizzazione della «questione curda» da parte di tutti coloro che avevano bisogno dell'appoggio dei «fieri montanari» pagato con promesse di autonomia mai mantenute.

C'era scritto nel trattato di Sevres, che nel 1920 sancì lo sfascio dell'Impero ottomano, che i curdi avrebbero avuto diritto ad un loro Stato indipendente. Ma quell'accordo sottoscritto dalle potenze alleate e dal

Storie di rivolte e massacri

178.000 arresti, 370 condanne a morte: ecco il bilancio delle prime due grosse insurrezioni curde in Turchia nel 1925 e nel 1928-30. Ma sarà nella terza del '37 che il movimento curdo verrà sbaragliato e

reso inoffensivo per molti anni da Ankara. Ribellioni a catena anche in Iran: nel 1920, nel 1932, nel '45-'46. Proprio nel '46 in Iran i curdi riuscirono ad ottenere un piccolo Stato indipendente, la Repubblica di Mahabad che è rimasto la prima ed unica esperienza del genere annegata nel sangue dall'esercito dello scià. E rioccoli i «fieri montanari» in armi contro Teheran nel '79 quando falliscono le speranze di ottenere dalla rivoluzione di Khomeini quello che Reza Pahlavi aveva sempre loro negato. Da allora e soprattutto con la guerra Iran-Irak sono proliferati in Iran i gruppi filoirakeni e in Irak i gruppi filoiraniani.

Le loro vicissitudini con Baghdad

Si chiama regione autonoma di Erbil la regione in cui vivono i curdi in Irak. È stata creata nel '74 e gode sulla carta di un'autonomia molto limitata. Intanto la regione non comprende la zona petrolifera di Kirkuk

quanto all'autonomia politica è solo formale. Tant'è che dal 1960, praticamente senza interruzione, i curdi insorgono contro Baghdad (che pure ha finanziato prima con lo scià poi con Khomeini molti dei loro capi in funzione antiiraniana). Nell'84 poi Saddam Hussein ha stipulato un accordo di cooperazione militare con la Turchia per stroncare le ribellioni curde, e il risultato di questo accordo si è visto proprio quest'anno. Il 4 marzo, 30 caccia turchi hanno bombardato «9 obiettivi» vicini alle città irakene di Sirat, Era e Aranish ovviamente col pieno favore di Baghdad. I morti, tra i curdi, sono stati almeno 100.

I principali movimenti politici in Irak

In Irak i principali movimenti e partiti curdi sono il Partito democratico curdo guidato dai figli di Mustapha Barzani, Masoud e Idris, molto vicino all'Iran khomeinista, che può contare su circa 10.000 combattenti, l'Unione patriottica del Kurdistan, con a capo Jalad al Din Talabani, dall'83 in forte declino; il Partito socialista del Kurdistan, più volte diviso dopo l'81 si è reso famoso in passato per il rapimento di stranieri e infine il Partito democratico del popolo curdo nato nell'81 con l'aiuto della Libia.

MARCELLA EMILIANI

la Repubblica

13 ottobre 1987

Da molti giorni la Farnesina sapeva del sequestro, ma ha taciuto fino a ieri

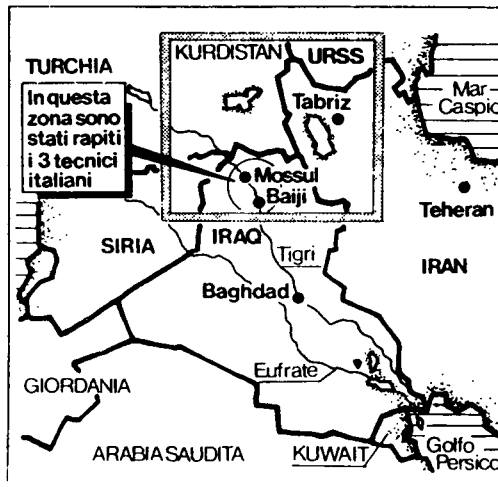
Golfo, ricatto all'Italia

Tre tecnici rapiti in Iraq da guerriglieri curdi filo-khomeinisti

L'ultimatum: "Dovete subito ritirare la flotta"

Il rapimento è avvenuto nel nord del paese. La notizia diffusa a Beirut attraverso un volantino consegnato ad un'agenzia di stampa e carico d'accuse per l'aiuto fornito dagli italiani al regime di Baghdad. Le navi di Mariani sono ad Abu Dhabi

TRE TECNICI sono stati rapiti da un gruppo di curdi filo-khomeinisti nell'Iran settentrionale: in cambio del loro rilascio i sequestratori hanno chiesto il ritiro delle navi italiane dal Golfo. Sono stati gli stessi rapitori a divulgare la notizia, ieri, con un volantino recapitato ad un'agenzia di stampa a Beirut in cui si protesta anche per l'aiuto fornito dall'Italia al regime iracheno. Non è la prima volta che gruppi di guerriglieri curdi ricorrono al sequestro di lavoratori stranieri. I tre italiani sono stati rapiti in due fasi: uno a metà settembre, gli altri ai primi di ottobre. Lavorano tutti in imprese che si occupano di infrastrutture e di centrali termo-elettriche. Intanto la squadra navale di Mariani, all'ancora nel porto di Abu Dhabi, attende l'arrivo di altri mercantili per riprendere le sue missioni di scorta nel Golfo.



La preoccupazione di Gorla
"Ma noi volevamo trattare in segreto"

di GIORGIO BATTISTINI

ROMA — Il governo italiano sapeva degli ostaggi. Non ne ha parlato, neanche nel dibattito di tre giorni fa alla Camera, per non compromettere una trattativa segreta. L'annuncio del sequestro, e la richiesta di ritiro della nostra flotta nel Golfo, preoccupa le autorità italiane. Gorla ha detto che il comunicato diffuso dai curdi a Beirut «purtroppo è molto verosimile. I tecnici italiani mancano da cinque giorni, speravamo che l'assenza fosse dovuta ad altre cause». La Farnesina invece ha rivelato che un sequestro è avvenuto a metà settembre, gli altri due ai primi di ottobre. Il «vero riserbo» tenuto fino a questo momento è servito, in «casi umani così complessi e delicati», a mantenere aperti canali di trattativa.

"Vivranno se abbandonate il Golfo"

I curdi rapiscono tre tecnici italiani

ROMA - Tre tecnici italiani in Iraq, impegnati nella manutenzione di una centrale elettrica, a nord di Bagdad, sono stati rapiti da un gruppo di guerriglieri curdi. La notizia è stata data ieri a Beirut con un documento dattiloscritto in arabo consegnato a un'agenzia di stampa internazionale. Nel comunicato, che porta la firma della sconosciuta «Unione nazionale del Kurdistan iracheno», i rapitori chiedono il ritiro delle navi italiane nel Golfo. I guerriglieri sostengo-

no d'aver rapito i tre tecnici «per protesta contro l'aiuto italiano al regime iracheno» e la «presenza militare» nelle acque di Hormuz. Nel tardo pomeriggio il nostro ministero degli Esteri seguito pochi minuti dopo da Palazzo Chigi ha confermato l'episodio e ha fornito i nomi dei tre sequestrati. Sono Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Il primo, dipendente della Sae (società anonima di elettrificazione) che fa capo al gruppo svizzero

Brown Boveri, è stato rapito a metà settembre nei pressi di Mosul, nell'Iraq settentrionale. Gli altri due, dipendenti del Gie (Gruppo industrie elettromeccaniche), controllato al 50 per cento dall'Ansaldo, sono stati sequestrati il 2 ottobre nei pressi di Ba'iji, dove sono addetti alla manutenzione di una centrale termoelettrica. I tecnici rapiti fanno parte di quel ristretto gruppo di italiani che continuano a lavorare in Iraq nonostante il conflitto in corso con l'Iran. Si tratta di circa 400 lavoratori su una comunità di connazionali che sfiora le mille persone.

In consorzio con i tedeschi

Cantieri di nostre imprese sono aperti a Mosul, dove l'Impregilo (Fiat, Girola, Lodigiani) e l'Italstrade (gruppo Iri-Italstat) in consorzio con la tedesca Hochtief ha già consegnato una diga del valore di duemila e 200 miliardi di lire per un impianto idroelettrico sul fiume Tigri. Attualmente a Mosul sono impegnati circa 50 tecnici italiani per lavori di impermeabilizzazione e di finitura. A Ba'iji, per un altro impianto termoelettrico stanno lavorando i tecnici del Gie, il gruppo industriale elettromeccanico. La presenza dell'Ansaldo

con un capitale del 50 per cento e della Franco Tosi, ieri ha fatto circolare parecchie voci su una partecipazione italiana a un impianto nucleare. Voci che sono state smentite dal Gie. «Stiamo lavorando a una centrale idroelettrica». Il Gie, costituisce il maggior raggruppamento italiano nel settore della costruzione delle centrali elettriche. Lavora esclusivamente all'estero. Ha chiuso il 1986 con un fatturato di 560 miliardi di lire e un utile di 9,2. Considerando anche le società controllate, il gruppo ha attualmente 900 dipendenti. Di questi circa 80 sono impegnati in Iraq. A Ba'iji per la centrale elettrica in cui lavorano Carrara e Diotallevi, a Daura e a Mosul per altri due impianti dello stesso tipo.



A cento chilometri dalla capitale

I due tecnici del Gie, sono stati sequestrati dai guerriglieri curdi a Ba'iji, un cantiere cento chilometri a nord di Bagdad, dove il gruppo ha ultimato, sulla base di una commessa acquisita nel 1980 una centrale termoelettrica composta da sei gruppi da 220 megawatt ciascuno. La centrale si trova attualmente nell'anno di garanzia ed è perciò assistita da un numero ristrettissimo di dipendenti della società che non supererebbe le sei unità. Dotallevi, 47 anni, nato a Bologna e residente a Gallarate, opera in Iraq da oltre quattro anni. Attualmente è responsabile meccanico della centrale.

Giuseppe Carrara, 32 anni, originario del bergamasco, perito industriale, da tre anni opera per il Gie in Iraq, come strumentista. È stato l'avviamento dell'impianto.

La Sae, società anonima di elettrificazione, che in un primo tempo ha smentito il rapimento di Cominetti, appartiene alla multinazionale svizzera Brown Boveri. Un gruppo elettromeccanico il cui nome negli ultimi mesi è apparso ripetutamente sulle pagine dei giornali, in seguito alla fusione con la multinazionale svedese Asea. Il matrimonio, a lungo contrastato dai sindacati svedesi, consente al raggruppamento di raggiungere un fatturato di 20 mila miliardi di lire.

I rapporti tra il gruppo cui fa capo la Sae e il Gie sono comunemente più stretti di quanto

non appaia a prima vista. Uno degli azionisti Gie, l'industriale Giampiero Pesenti che controlla la Tosi ha firmato recentemente un accordo con Brown Boveri.

Innescata la polemica

Per di più, tutti i gruppi interessati producono sia nel settore elettromeccanico che in quello nucleare. Ora, il fatto che Bagdad abbia già impianti nucleari e la vicenda che nei giorni scorsi ha investito l'Ansaldo, accusata di spedire materiale nucleare in Iraq, ha immediatamente innescato la miccia della polemica.

Comunque sia l'interscambio del nostro paese è andato

diminuendo sia con Bagdad che con Teheran dall'epoca della guerra a oggi. Anche se tra i paesi mediorientali l'Iran, dopo l'Arabia Saudita, è il principale fornitore di petrolio all'Italia e l'Iraq è al terzo posto.

Ma l'andamento del nostro import petrolifero ha visto progressivamente diminuire la quota iraniana e aumentare quella irachena.



Un gruppo di guerriglieri curdi

I curdi sono frammentati tra fazioni di varia osservanza

Un nazionalismo sfruttato da troppe ragioni di Stato

di PIERO BENETAZZO

Iran, Iraq, Turchia, Siria e Unione Sovietica negano a questo popolo ogni autonomia, ma ne usano le aspirazioni contro gli Stati vicini

no in Iran — lo combattono in una guerra sanguinosa e crudele che è già costata loro 40.000 morti (secondo cifre fornite dai portavoce curdi).

Una dura repressione

In Turchia — la più stretta alleanza sia di Iran che di Iraq — vivono in una situazione di dura repressione da quando il generale Ataturk volle uno stato fortemente centralizzato («i curdi semplicemente non esistono») o da quando, più recentemente, la guerra contro Komeini ha costretto molte decine di migliaia di curdi a cercare rifugio oltre frontiera. «Al di fuori delle montagne, nessuno ci è amico», recita un vecchio proverbio curdo che sintetizza le emozioni di secoli di repressione e di strumentalizzazione. In realtà nel 1920 il trattato di Sevres che sancì la fine dell'impero ottomano, aveva riconosciuto ai curdi dignità di nazione, ma tre anni dopo le grandi potenze di allora, in primo luogo la Gran Bretagna preferirono riaffermare il principio della spartizione sulla creazione di uno Stato che, nella sua compattezza ed omogeneità, si sarebbe presentato di difficile controllo e gestazione.

I curdi ebbero in realtà la loro grande occasione nel 1967, quando approfittando della debolezza del mondo arabo seguita alla sconfitta nella guerra contro Israele, la rivolta dei curdi iracheni guidati da Mustafà Barzani, sembrò poter diventare un momento coagulante dell'intero movimento curdo. Il vecchio Barzani — che aveva a lungo oscillato tra Mosca e Washington — era appoggiato dagli americani, preoccupati dall'accordo di collaborazione ed amicizia firmato da Mosca e Bagdad, ma soprattutto dall'Iran dello Scìà ansioso di contenere lo slancio regionale del tradizionale nemico iracheno. Per anni la guerriglia di Barzani passò da un successo all'altro e i giornalisti che cercavano di «coprire» le sue gesta poterono accedere nel «Kurdistan» solo muniti di lasciapassare emessi dal suo «ufficio»: di fatto si era creata, in territorio iracheno, una

zona autonoma e che tratteggiava quel sogno di autonomia, quasi un'indipendenza, da secoli coltivato come una leggenda, nelle «saghe» di un popolo perseguitato.

Ma l'illusione ebbe breve durata: si arenò bruscamente nell'accordo di Algeri del 1975 con cui lo Scìà si appagò della sua vittoria su Saddam Hussein sacrificando velocemente i curdi, diventati nuovamente «un problema», una minaccia agli equilibri della regione ed ai principi di centralismo di uno Stato poco propenso, come del resto Komeini, a concedere dignità di autonomia ad una minoranza in un paese in cui quasi la metà della popolazione rivendica un'identità precisa che non si identifica con la «cultura persiana». L'accordo di allora prevedeva, da parte irachena delle precise concessioni territoriali sulla frontiera dello Shatt-El Arab in cambio dell'impegno dello Scìà a cessare ogni aiuto alla guerriglia di Barzani.

L'accordo segnò una vera e propria svolta nelle tormentate vicende del nazionalismo curdo: privo dei suoi sostegni esterni il movimento ondeggiò, si frantumò in tutta una serie di fazioni e riscoprì le sue tradizionali animosità tribali. Barzani rinunciò alla lotta armata, ma rifiutò sempre ogni collaborazione con il regime di Saddam Hussein. Altri gruppi si rifugiarono nel radicalismo della lotta ad oltranza, il «laico» — e filosovietico — Jalal Talabani si esiliò a Damasco, dove fondò l'«Unione patriottica del Kurdistan» cercando nell'appoggio della Siria, la possibilità di un riscatto del suo popolo.

L'immagine di un movimento «decapitato» e disperso che emerge dall'accordo di Algeri non ha subito alcun cambiamento, quasi a confermare l'opinione dell'esperto francese Chaliand che parla della situazione curda come di «una situazione statica», in ritardo rispetto alle esigenze delle popolazioni che li circondano. E la staticità che appartiene ai movimenti nazionalisti che fanno fatica a trovare un loro respiro e che sono quindi costretti a rifugiarsi nel passato, nella claustrofobia di rivalità antiche e spesso di difficile individuazione.

Un movimento sempre più diviso

E oggi il movimento del nazionalismo curdo si presenta sempre più diviso a rendere veramente problematico il capire chi abbia potuto rapire i tre ingegneri italiani e quali possano essere i veri obiettivi dell'operazione. Talabani, dopo aver tentato senza successo di riconciliarsi con Saddam Hussein, ha ripreso la sua lotta contro gli iracheni. In lotta contro Bagdad sono ora anche i figli del vecchio Barzani, ma evitando accuratamente ogni collegamento con gli uomini di Talabani. In Turchia il fulcro del movimento curdo mantiene una sua laicità socialista e guarda soprattutto verso l'Unione Sovietica.

E in Iran la lotta contro Komeini non conosce soste. In realtà il «Partito democratico curdo» guidato da Abdol Rahame Ghassem-lou si è a lungo battuto contro lo Scìà ed aveva appoggiato con fervore la rivoluzione di Komeini. I suoi rappresentanti erano stati chiamati nel «consiglio degli esperti» incaricato di elaborare il testo costituzionale del nuovo regime, sembrava una specie di riconoscimento esplicito dei diritti di autonomia culturale e politica per cui si batteva il partito curdo. Ma, nell'agosto del 1979, Komeini proclamava la «Guerra santa contro il popolo curdo», colpevole di cercare un'autonomia che sembrava rimettere in discussione la guida spirituale del vecchio ayatollah, ma che in realtà contestava soltanto i tradizionali principi di rigido centralismo a cui anche il nuovo leader — come lo Scìà — ha dimostrato di volersi ispirare.

Da allora la parola d'ordine di Ghassem-lou — «democrazia per l'Iran, autonomia per il Kurdistan» — si è scontrata con il fervore mistico di un komeinismo che non ammette la «diversità» e accusa il partito democratico curdo di laicismo. Nelle vecchie città di Mahabad — dove nel 1945 i curdi erano riusciti per breve tempo a proclamare uno stato indipendente — e nelle altre città «storiche» si sono affollati i «pasdaran» i guardiani della purezza komeinista e mi-

gliaia di curdi si sono ancora una volta rifugiati su quelle montagne che le vecchie canzoni vogliono amiche e compiacenti.

PARLARE della questione curda è in realtà addentarsi in un ginepraio, in una miriade di movimenti, di alleanze che si fissano e si capovolgono senza che ne emerga un programma comune che riesca, dare al problema un sicuro rilievo internazionale. I curdi hanno una precisa identità nazionale, ma non riescono ad affermare il diritto ad una loro nazione: sono di origine indo-europea, in maggioranza convertitosi all'Islam hanno dunque una loro lingua ed una loro cultura, ma vivono (sono circa 20 milioni) sparsi tra Iran, Iraq, Turchia, Siria, e Unione Sovietica. Nessuno di questi paesi riconosce loro un minimo di autonomia, ma tutti ne hanno sfruttato — e continuano tuttora — le ambizioni autonomiste per i loro fini geopolitici: i loro continui rigurgiti di rivolta accompagnano e scandiscono le tensioni che da sempre tormentano la regione, alleati ora dell'uno ora dell'altro, quindi sempre divisi tra di loro e sempre su fronti opposti a seconda del paese che li «sponsORIZZA».

Così la mappa della loro inesatta guerriglia si confonde con le animosità e le guerre di una regione vulnerabile e delicata per gli interessi delle grandi potenze. E, per di più, vivono in una zona molto importante per le sue riserve naturali: petrolio nella regione di Kirkuk e Suleimania (Iraq), e nell'Anatolia orientale (Turchia), rame, oro, argento e uranio i cui giacimenti, data la situazione politica, sono solo parzialmente sfruttati. Oggi — come afferma un loro rappresentante — essi sono «prigionieri della guerra del Golfo»: alcune tribù irachene appoggiano Komeini, altre — che vivo-

Un movimento kurdo filoiraniano rivendica il sequestro dei tecnici in Iraq Rapiti tre italiani: «Lasciate il Golfo»

La cattura era tenuta segreta dalla Farnesina per dare spazio alle trattative - Lavoravano a una centrale termoelettrica - I guerriglieri protestano per «l'aiuto di Roma a Baghdad» - Cauta fiducia di Palazzo Chigi: «Non è la prima volta che accade»

ROMA — Tre tecnici italiani sono stati rapiti nell'Iraq settentrionale da un gruppo di guerriglieri curdi filo-iraniani che reclamano, con un comunicato diffuso ieri pomeriggio da Beirut, il ritiro della nostra *task force* dal Golfo e la fine di un asserito aiuto al regime di Baghdad. La notizia del sequestro, che sarebbe avvenuto in due fasi tra metà settembre e l'inizio di ottobre, è stata mantenuta segreta dal governo italiano, che nel frattempo aveva attivato tutti i canali disponibili per intavolare trattative con i ribelli curdi.

Ma il comunicato reso noto ieri nella capitale libanese ha violato quella cortina di riserbo sorprendentemente mantenuta per qualche settimana attorno a questo caso, destinato adesso a rinfocolare le polemiche sull'invio delle nostre unità militari dal Golfo. Il documento dattiloscritto in arabo firmato dall'Unione nazionale del Kurdistan iracheno, era stato recapitato ieri a un'agenzia di stampa internazionale a Beirut. La notizia del rapimento di Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi, è spiegata dal movimento curdo come «una protesta contro l'aiuto italiano al regime iracheno e la presenza militare italiana nelle acque del Golfo». Con la conseguente richiesta di ritirare la flotta della Marina italiana al comando dell'ammiraglio Mariani.

I tre tecnici sarebbero stati sequestrati in due fasi. Il primo, Cominetti, era scomparso dalla regione attorno a Mussul attorno alle metà di settembre, comunque dopo la partenza delle navi per il Golfo. Gli altri due, Carrara e Diotallevi, sono spariti all'inizio di ottobre, sempre nella regione settentrionale dell'Iraq, dove più diffusa è la ribellione curda. Interrogato dai giornalisti alla Camera subito dopo l'arrivo del dispaccio d'agenzia da Beirut, Goria ha dichiarato inizialmente che si sapeva del rapimento «da cinque giorni». Ma questa primitiva versione è stata rettificata dalle successive note ufficiali di Palazzo Chigi e della Farnesina che ricollocano il triplice rapimento a qualche settimana addietro.

L'annuncio da Beirut ha comunque messo in agitazione le autorità del Palazzo. Il presidente del Consiglio Goria è salito al colle del Quirinale per un già programmato incontro con il Capo dello Stato. Ma il colloquio con Cossiga ha avuto certo fra i temi dominanti proprio il triplice rapimento e le richieste del movimento curdo filo-iraniano. La notizia della convocazione di un vertice a Palazzo Chigi fra Goria, il ministro della Difesa Zanone e un rappresentante della Farnesina (Andreotti) è in viaggio per la Thailandia) è circolata per qualche ora, poi è stata smentita. Ma il presidente

del Consiglio, assistito dal suo consigliere diplomatico Fontana Giusti, è stato costantemente in stretto contatto sia con la Farnesina sia con il ministero della Difesa e i servizi informativi. Il ministro Zanone ha convocato ieri sera una riunione dei suoi più stretti collaboratori.

Le note diramate dalla presidenza del Consiglio e dalla Farnesina sono sostanzialmente concordi nel concedere «elementi di fondatezza» all'annuncio del gruppo curdo. Ma il ministro degli Esteri è molto prudente sulla effettiva affiliazione politica dell'Unione nazionale del Kurdistan iracheno, che si è professata filo-iraniana, stando almeno alle richieste per il rilascio dei nostri tre connazionali. Il ministro degli Esteri giudica infatti «non chiara» questa affiliazione e nella nota diffusa ieri sera si limita a render noto che, «in contatto con le ditte interessate, ha immediatamente attivato nel riserbo che era doveroso mantenere in casi umani così complessi e delicati tutti gli opportuni canali per chiarire la posizione dei nostri connazionali e favorire una rapida conclusione della vicenda». Palazzo Chigi fa mostra di una cauta fiducia nel suo comunicato, quando ricorda che «non è la prima volta che incidenti del genere si sono verificati nella parte settentrionale dell'Iraq ed in passato tali eventi sono stati felicemente risolti ed è

a questo fine che si stanno adoperando le nostre rappresentanze diplomatiche».

Il precedente al quale allude la nota di Palazzo Chigi ricorda il rapimento, fra tanti altri stranieri, di Antonio Chiaverini, un altro tecnico sequestrato due anni fa nella stessa regione di Mossul e rilasciato dopo qualche mese di negoziati da guerriglieri di un altro movimento indipendentistico curdo. Questo lascerebbe ben sperare anche per la liberazione di Cominetti, Carrara e Diotallevi.

In questo incrocio di passioni indipendentistiche e di strumentalizzazioni nelle mani di chi sono finiti i tre tecnici italiani? A Roma per adesso non si hanno indizi precisi. Soltanto la rivendicazione del ritiro delle nostre unità dal Golfo e la fine del preteso appoggio al regime di Saddam Hussein fa schiarire questo gruppo della «nebulosa» della resistenza curda su posizioni esplicitamente filo-iraniane. La speranza della nostra diplomazia è che le trattative possano essere state reclamate dal movimento ribelle soltanto per dar maggiore impatto alla sua lotta contro Saddam Hussein e per ottenere un maggior riscatto. In passato casi analoghi sono stati risolti con abbondanti iniezioni di fondi per finanziare la guerriglia, con forniture di armi o medicinali.

Ieri sera Goria si è limitato a dire: «bisogna usare la massima cautela». Questo

spiega la segretezza con cui la diplomazia italiana e le ditte dei tre rapiti avevano avvolto finora i contatti per avviare le trattative con il gruppo rapitore. Se questa ipotesi si rivelerà giusta, i negoziati potranno essere lunghi e anche difficili, ma l'esito dovrebbe risultare positivo. Ma se i tre tecnici fossero invece caduti nelle mani del gruppo più fanatico dell'integralismo islamico in seno alla resistenza curda, come le richieste lascerebbero temere, allora il ricatto potrebbe avere un effetto dirompente. Questo è il pesante timore che ieri sera si coglieva negli ambienti governativi in attesa di notizie e chiarimenti dal Medio Oriente, anche se la parola d'ordine è «non drammatizzare», per non far alzare ancor di più la posta.

Paolo Patrucco

Messaggi chiari

Come se non bastassero tutte le altre implicazioni e complicazioni, ora anche l'antica questione curda irrompe sulla scena del Golfo, fra i suoi molteplici attori, a riprova dell'incredibile interdipendenza tra fatti e problemi anche remoti, nelle crisi del mondo contemporaneo. Ma questo è un dato di fatto, col quale tutti, in qualunque Paese, dobbiamo fare i conti.

Dopo la notizia del rapimento dei tre tecnici italiani in Iraq, il problema è: con chi abbiamo a che fare? Con una fazione curda, diciamo così, pragmatica, con la quale è possibile avviare le tradizionali trattative dei sequestri? In passato, casi del genere sono stati felicemente risolti. Oppure con una fazione estremista e «ideologica», legata all'Iran di Khomeini da un preciso

rapporto politico? In questa seconda ipotesi, è chiaro, il caso si complica.

Che fare, se venisse confermata la richiesta del ritiro della nostra squadra navale dal Golfo? E' ovvio che nessuno Stato degno di questo nome può farsi dettare la propria politica estera (perché di questo si tratta) dal ricatto di un gruppo guerrigliero, e comunque rinunciare alla tutela di interessi nazionali ritenuti primari dalle autorità competenti: nel caso di un Paese democratico come l'Italia, dal governo e dal Parlamento.

Naturalmente, bisogna anche adoperarsi concretamente, con tutti i mezzi immaginabili, per salvare la vita e ottenere il rilascio degli ostaggi innocenti.

La possibilità di far pervenire messaggi chiari ai

rapitori non dovrebbe mancare alla nostra diplomazia, che si muove ormai da decenni nella selva delle dispute mediterranee e mediorientali. Ma bisogna naturalmente disporre di messaggi chiari. Il peggio sarebbe che si aprisse in Italia una crisi emotiva, con conseguenti lacerazioni politiche e manifestazioni varie d'instabilità.

Questo farebbe soltanto il gioco dei rapitori, specie se politicamente motivati e ispirati; non aiuterebbe a salvare né gli ostaggi né la dignità del Paese.

Aldo Rizzo



Uno dei tecnici è stato rapito dagli indipendentisti a metà settembre.

Da un mese nelle mani dei kurdi

E' il dipendente di una azienda elettronica - Gli altri lavoravano da anni per una ditta milanese in una centrale elettrica

Nell'85 italiano preso e liberato

DALLA REDAZIONE MILANESE

MILANO — «L'ho appreso adesso dal telegiornale», dice al telefono, sconvolta, da Bologna, la cognata di Roberto Diotallevi, ingegnere, uno dei tre tecnici italiani rapiti dal gruppo definitosi «Unione Nazionale del Kurdistan iracheno». «Mi scusi, ma sono in condizioni tali che non mi ricordo neppure più quanti anni abbia Roberto. Adesso devo parlare subito con i genitori, devo andare», aggiunge la signora.

Roberto Diotallevi, 47 anni, è stato rapito una decina di giorni or sono nell'Iraq settentrionale; dall'82 si trovava in questo Paese, alle dipendenze di una ditta legata al gruppo Ansaldo, la Gie (Gruppo Industrie elettromeccaniche per impianti all'estero), con sede a Corsico in Via Caboto. Come molte persone che lavorano in quest'azienda e in altre del settore, Diotallevi vive a Gallarate ma è originario di

Bologna, dove tuttora vive il fratello Pierpaolo, anche lui ingegnere, e i genitori. Il capoluogo emiliano è, insieme con Lecco, fra le città dove ci sono centri di addestramento per i tecnici di queste particolari installazioni.

Diotallevi lavorava a Balyi, alla messa in opera di una grossa centrale termoelettrica, con sei gruppi da 220 megawatt. La commessa da qualche centinaio di miliardi per una centrale che funziona già da un anno, cento chilometri a Nord di Baghdad. «E' la prima volta — dice Patrizio Maria Surace, dirigente della ditta — che ci accade qualcosa del genere in Iraq. Invece in Iran, nel luglio scorso, due nostri dipendenti sono stati sequestrati. Dopo 75 giorni li hanno liberati». Diotallevi è stato rapito contemporaneamente al perito industriale Giuseppe Carra, di 32 anni, nato a Prada-

lunga, in provincia di Bergamo. «Non sappiamo purtroppo ancora nulla, nessuna notizia è finora giunta a Milano, né del primo né del secondo — aggiunge Surace — siamo fermi a quanto ci ha comunicato il Ministero e alle poche notizie che ci sono potute pervenire dal cantiere». In Iraq, la Gie ha un altro cantiere, vicino a Baghdad.

L'altra persona bloccata dal gruppo kurdo è Sergio Cominetti, che lavora alla Sae (Società applicazioni elettroniche), con sede nel capoluogo lombardo, in via Lario. La ditta produce elettrodomesti ad alta tensione, centrali termo e idroelettriche; alle installazioni dei relativi impianti, sovente provvede in collaborazione con la Gie. Cominetti sarebbe stato prelevato a metà settembre, presso Mossul.

Il rapimento di tecnici stranieri è una costante nel-

l'attività della guerriglia kurda.

Due anni fa un altro italiano, sempre della Sae, Antonio Chiaverini, di 59 anni, venne sequestrato da elementi dell'Unione patriottica del Kurdistan (Puk) nella zona di Mossul, la stessa dove è avvenuto il sequestro, insieme ad un folto gruppo di tecnici di altri Paesi: romeni, polacchi, giapponesi e cinesi. Chiaverini venne rilasciato ai primi di luglio (era stato rapito il 12 febbraio) grazie alla mediazione della nostra diplomazia.

Erano dipendenti della Gie anche i due italiani fermati perché colti a fotografare il cantiere di Bandar Abbas nel quale lavoravano. I due tecnici, Bruno Bellamano e Alessandro Roversti, furono bloccati il 30 aprile scorso e messi a disposizione della magistratura islamica. Vennero liberati dopo due mesi.

Una guerriglia divisa tra Baghdad e Teheran

Il rapimento dei tre tecnici italiani è un chiaro, duro segnale all'Italia da parte del regime di Khomeini. Nell'establishment in turbante, ancorché dilaniato da una faida oramai annosa per la successione all'Imam, esiste una corrente che stima i rapporti con l'Italia essere «utili» in considerazione delle grandi opere pubbliche affidate a imprese italiane, e in considerazione della politica, giudicata «equidistante», del nostro governo. Quando il mese scorso venne data notizia del grande contratto della Saipem col regime di Baghdad, la propaganda iraniana praticamente ignorò l'accadimento.

Episodi simili a quello che lamentiamo oggi (rapimenti di tecnici, danneggiamenti agli impianti etc.) sono già accaduti e sempre sono stati risolti grazie alla mediazione diplomatica. Questa volta l'impresa appare più difficile, se è vero, come apprendiamo da buona fonte, che la corrente diremo filoitaliana sembra, per così dire, esser caduta in minoranza davanti agli oltranzisti i quali, fin dal primo momento, han giudicato l'invio di una flot-

tiglia italiana nel Golfo «un palese atto di ostilità verso la Repubblica islamica, provocato dalla sudditanza psicologica dei partiti di Roma verso il Grande Satana» (gli Usa).

E tuttavia il fatto che il segnale sia indiretto lascia ancora qualche margine alla speranza d'un componimento indolore della inquietante vicenda. Il gruppo kurdo che ha rivendicato il rapimento dei nostri tecnici è tutt'altro che sconosciuto. E' frutto del trauma che dissolse il movimento nazionalista kurdo dopo l'accordo del gennaio 1975 fra lo Scià e l'Iraq. L'accordo fu fatto sulla pelle dei kurdi, in specie a danno del pdk, quel partito democratico kurdo che aveva come leader il vecchio Mustafa Barzani, il quale combatteva per la sua gente facendo gli interessi dello Scià. Un gruppo scelse la cooperazione col Baas iracheno, un altro, quello dei figli di Barzani, annunciò di sospendere la lotta pur rifiutando ogni alleanza con Baghdad. Il terzo gruppo, tutto di dissidenti, optò per la lotta tribale, fuori da ogni ideologia.

Il problema kurdo nasce con la caduta dell'Impero ot-

tomano. Nel 1920 il Trattato di Sévres, tra gli Alleati e il Sultano, prevede una «autonomia locale» per i kurdi e la «possibilità» di creare uno Stato indipendente. Ma il Trattato non venne mai ratificato dall'Assemblea turca mentre la creazione della Repubblica fece cadere nel nulla la «possibilità». Nel 1923 la Turchia ratificò il Trattato di Losanna soprattutto perché non faceva menzione del Kurdistan: i nuovi confini condannarono i kurdi alla diaspora in vari Paesi. In Iraq i kurdi sono circa due milioni e mezzo. La prima ribellione organizzata risale al 1961; la guerriglia riprese dopo il gennaio del 1975, come s'è detto.

La guerra del Golfo ha strumentalizzato i kurdi: sia Teheran che Baghdad han cercato di usare questi guerrieri fieri e terribili, giocando sulle divisioni tribali e

ideologiche (ci sono anche Kurdi sciiti) in modo da scatenarli nel territorio del nemico.

Così oggi Baghdad fa forti legami col partito democratico kurdo di Ghassemblou, mentre l'Iran aiuta senza risparmio l'Unione nazionale (musulmana) del Kurdistan iracheno, ch'è, poi, il braccio armato del p.d.k. filo-iraniano. Sembra che a capeggiarla sia uno dei figli del leggendario Barzani, si sa con certezza come quei guerriglieri agiscano a cavallo del confine tra Iran e Iraq. Sei, sette mesi fa fecero saltare un acquedotto, e non si contano le loro incursioni nella zona di Kirkuk, a Mossul, dove, di recente, sono stati sequestrati perfino ufficiali dell'esercito iracheno. La caccia accanita che i soldati di Baghdad danno a questi kurdi filo-khomeinisti si può dire che dur oramai da sette

anni, senza brillanti risultati a quanto pare. E' dal 1983 fra l'altro, che i guerriglieri kurdi ostili a Saddam Hussein tengono la roccaforte di Haji Omran, sei chilometri all'interno del territorio iracheno.

Che i rapitori dei nostri tecnici abbiano agito per conto degli iraniani non v'è dubbio. C'è solo da chiedersi chi, nel frastagliato establishment in turbante, abbia deciso di dare questo «segnale» all'Italia e perché. Non certo per ammonire indirettamente gli Usa. E' convinzione diffusa a Teheran che, se pure si arrivasse a uno scontro diretto con la U.S. Navy con tutte le conseguenze non certo piacevoli per l'Iran che ne verrebbero, «alla fine con l'America finiremo con l'accordarci». Ma qui si rischia di sprofondare nella solita «antichità-asiatica». Possiamo solo sperare che l'Italia non faccia la fine dell'agnello sacrificale, dal momento che i kurdi, sia quelli filo-iraniani che quelli filo-iraniani, con il nostro Paese, con i nostri lavoratori laggiù, non sono mai stati veramente cattivi.

Igor Man

■ L'Italia in 3 missioni militari Onu

ROMA — L'Italia è tuttora impegnata in tre missioni di pace delle Nazioni Unite in Asia e Medio Oriente, con 16 ufficiali e 52 militari.

Lo ha ricordato il ministro plenipotenziario Mario Maiolini, responsabile dell'ufficio Onu al ministero degli Esteri.

La Cia collabora con Roma nelle ricerche dei tre rapiti

WASHINGTON — I servizi segreti americani e alcuni agenti mediorientali stanno collaborando con Roma nella caccia ai sequestratori dei tre tecnici italiani in Iraq. La Cia e la Dia — il suo equivalente al Pentagono — seguono alcune piste anche in Libano.

Lo ha indicato ieri un funzionario dell'amministrazione americana, sottolineando che tra l'Italia e gli Stati Uniti esiste un accordo contro il terrorismo. Il funzionario non ha saputo tuttavia precisare se siano stati compiuti progressi nelle indagini.

Ai Pentagono e al Dipartimento di Stato il sequestro dei tecnici italiani ha destato preoccupazione, perché si teme che sia il segnale di un'offensiva dell'Iran contro i Paesi europei più deboli impegnati nel Golfo Persico.

L'obiettivo iraniano sarebbe di indurli a ritirare le loro squadre navali dal Golfo, in modo da isolare gli Stati Uniti. L'Italia è ritenuta particolarmente esposta a causa dei suoi contrasti interni. Il funzionario si è detto tuttavia fiducioso che essa «risponda con fermezza alla provocazione». e. c.

Il Messaggero

13 ottobre 1987

Clamoroso annuncio a Beirut

Il sequestro nell'Iraq settentrionale da parte di un gruppo di guerriglieri. Frenetiche trattative diplomatiche

Tre italiani rapiti, ricatto dei curdi «Ritirate le vostre navi dal Golfo»

Il disprezzo delle regole

di GIUSEPPE COLUMBA

DA MOLTI giorni, in un caso addirittura da un mese, tre tecnici italiani impegnati nella costruzione di una centrale elettrica in zone impervie dell'Iraq settentrionale, sono trattenuti in ostaggio da bande ribelli di curdi di incerta affiliazione politica. Fiancheggiatori e seguaci, con ogni probabilità, del regime scita di Teheran se è vero che i rapitori esigono, per restituirli vivi, il ritiro immediato della flotta italiana nel Golfo. Il nostro ministero degli Esteri, che ha finora condotto le sue trattative di riscatto nella più stretta e comprensibile segretezza, non dà lumi né orientamenti. Tutto ciò che è noto, è che i rapitori si autodefiniscono «Unione nazionale del Kurdistan iracheno». Ma nessuna conferma, nessuna notizia certa è disponibile sulla loro reale natura e sulle loro intenzioni.

Siamo dunque di fronte ad una nuova odiosa conferma dell'atipicità della guerra che da più di sette anni si sta combattendo nel Golfo, dove non si co-

noscono regole né si rispettano convenzioni. Il diritto internazionale vi è considerato una parola vuota di significato e nessuna considerazione si accorda ai più elementari principi dei rapporti e della convivenza tra i popoli. E' come se nel conflitto tra Iraq e Iran e tra quest'ultimo e i tanti «satana» che lo minacciano, il tempo si fosse fermato. O avesse progredito all'indietro, verso epoche di primitiva, belluina ferocia.

Non è una scoperta di questi giorni, anche se il fatto che siano adesso coinvolti cittadini italiani la rende certamente più amara. Inutile chiedersi perché i curdi e perché gli italiani. Le risposte possono essere tante e sono tutte supposizioni. Il popolo curdo, sette milioni di uomini disseminati tra sei paesi diversi, vive una sua storica lotta di indipendenza alla ricerca di uno Stato, il mitico Kurdistan, che nessuno è disposto a concedergli. Nel conflitto tra Iran e Iraq, identificando in quest'ultimo il nemico e il repressore più duro, i curdi si sono appoggiati al regime di Teheran, dal quale hanno ricevuto e ancora ricevono armi e denaro. Non vi sono particolari legami politici né di religione, a sostegno di questa alleanza, ma soltanto un'intesa oggettiva, una concordanza temporanea di interessi. Come tra irlandesi e nazisti ai tempi della seconda guerra mondiale. Si tratta di un gioco che gli ayatollah hanno avuto in eredità da Reza Pahlevi

e che hanno ripreso con slancio maggiore quando è scoppiata la guerra con il regime baasista di Bagdad. Un modo di guerra irregolare e trasversa, come certe vendette mafiose, che si ripete in tutto il Medio Oriente, dovunque gruppi ed associazioni di armati agiscono in nome della rivoluzione scita. Per impulso proprio o per coordinamenti e commissioni segrete. L'epoca non proprio recentissima a cui risalgono i rapimenti dei nostri connazionali, farebbe escludere un collegamento diretto con le minacce iraniane contro la flotta italiana, l'«anello debole» dello schieramento di navi da guerra nel Golfo. Ma quali che siano le vere ragioni dell'episodio, tra le tante possibili nell'intreccio infernale della guerra dei «sette anni», è chiaro che si tratta di agire con freddezza e lucidità. Impegnando ogni sforzo possibile, ma senza stravolgimenti e isterismi. Palazzo Chigi ha reso noto in serata che le nostre ambasciate si stanno adoperando per liberare gli ostaggi, i cui nomi sono Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Ed ha ricordato che i non pochi incidenti del genere accaduti in passato, si sono tutti felicemente conclusi. Alle famiglie e a noi tutti non resta che sperare in una conferma dei precedenti.

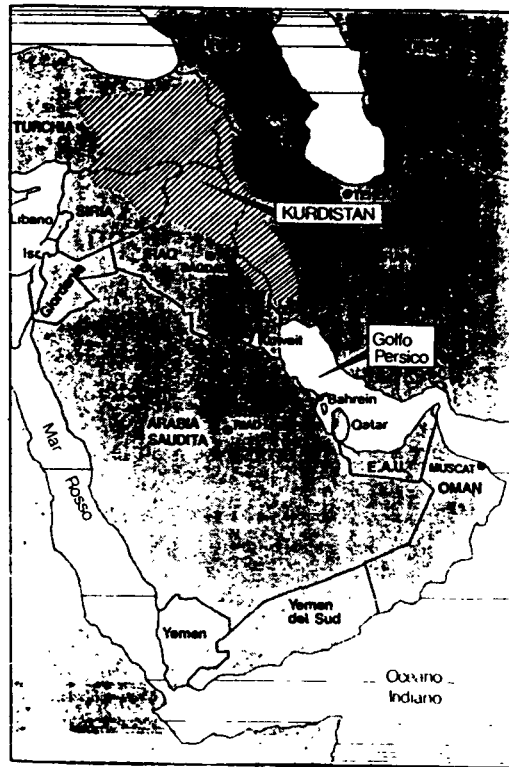
Tre tecnici italiani sono nelle mani dei guerriglieri curdi. Per la loro liberazione, un anonimo gruppo (filo-iraniano?) esige il ritiro della flotta italiana dal Golfo. La notizia è trapelata ieri, con un comunicato consegnato ad un'agenzia di stampa di Beirut.

□ **Il sequestro** dei cittadini italiani è avvenuto in due fasi. Il primo caso risale a circa un mese fa e riguarda Sergio Cominetti, della società Sac. L'altro ad una decina di giorni fa, e riguarda due dipendenti del Gie, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Il comunicato della Farnesina. Le prime reazioni di Palazzo Chigi. «Pensavamo fossero trattenuti per altre ragioni» è stato il primo commento del presidente del Consiglio Giovanni Gorla.

Non diminuisce nel frattempo l'intensità della guerra tra Iran e Iraq. L'aviazione di Bagdad ha colpito ieri con un missile «Exocet» una petroliera che ora è in fiamme. Gli iraniani sostengono di costruire da soli il 70 per cento del proprio armamento.



Khomeini visto da Lurie



A sinistra: la cartina del Kurdistan. In alto: un giovane curdo mitra alla mano. Sotto: ribelli curdi sparano contro un elicottero.

Si tratta da un mese

Gorla: «Speravo ci fossero altre cause all'assenza»



Incrociatori in navigazione (foto Charles Marlier)

- 1 Un gruppo di guerriglieri curdi esige il ritiro della flotta italiana dal Golfo. La rivendicazione in un comunicato a Beirut
- 2 Trattativa in silenzio mentre la flotta incrociava nel Golfo. Non si sa con chi le autorità stiano negoziando. Due rapimenti

di PIO D'EMILIA
E FRANCO IVALDO

Ci mancavano i curdi. Come se non bastassero i due liganti, Iran e Iraq, la guerra del Golfo apre un altro fronte. E i primi ad essere colpiti sono gli italiani. Tre nostri connazionali, forse quattro, sono nelle mani dell'«Unione nazionale del Kurdistan iracheno». Per la loro liberazione, si legge in un comunicato fatto pervenire a Beirut, il gruppo chiede il ritiro delle navi italiane dal Golfo.

La notizia arriva nelle redazioni dei giornali nel primo pomeriggio. Ma le prime telefonate alla Farnesina, al ministero della Difesa, alle società italiane operanti nell'Iraq settentrionale non riescono ad accertare nulla di più dello scarno, e minaccioso comunicato dei guerriglieri. Pian piano prende consistenza l'ipotesi che il rapimento, anzi, come vedremo, i rapimenti, non risalgono alle ultime ore, ma a molti giorni fa. Uno dei tecnici italiani, Sergio Cominetti, è nel-

mani della guerriglia curda da oltre un mese. Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi, dipendenti della Gie di Milano da una decina di giorni, e le nostre autorità stanno aspettando. Con chi, e su quali basi, non è dato sapere.

Dopo un intero pomeriggio di incertezze, preoccupazioni, notizie incontrollabili, la Farnesina ha emesso un comunicato. «Tre tecnici italiani, a seguito di due distinti sequestri, sono trattenuti in condizioni in via di accertamento», afferma la Farnesina - «apparentemente da gruppi della guerriglia curda, la cui affiliazione politica non è chiara». Per quanto riguarda le nostre autorità hanno trattato la vicenda, il comunicato del ministero degli Esteri lo giustifica con la gravità e la complessità del caso. La assicura che le autorità hanno attivato «tutti i canali possibili» di favore una rapida conclusione.

Non è la prima volta che i guerriglieri curdi rapiscono tecnici stranieri. Nel febbraio 1985 vennero rapiti una ventina di tecnici giapponesi, rumeni, cinesi e un italiano, Stefano Chiaverini della Sac. Quest'ultimo venne liberato dopo quattro mesi, in luglio, dopo un'intensa azione diplomatica che coinvolse nella trattativa anche Damasco, e anche in quest'ultima vicenda sembra che la trattativa abbia già dato frutti positivi.

Insieme a Sergio Cominetti, il tecnico della Sac nelle mani dei guerriglieri curdi, sono stati rapiti altri due (o tre) cittadini italiani.

Questo è quanto abbiamo appreso da una delle società coinvolte nella vicenda, confermato, sia pure indirettamente dal comunicato che in serata ha rilasciato Palazzo Chigi. Una vicenda, tuttavia, di cui nessuno vuol parlare. Gli uffici stampa delle ditte sono sbottatissimi. Le famiglie e i connazionali rapiti non vogliono parlare. Hanno paura che un commento, una preoccupazione espressa sui giornali possa aggravare la situazione. Per l'intero pomeriggio regna la confusione, persino le contraddizioni.

Appena la notizia giunge sulle teleschermi suscita grande scalpore a Montecitorio e negli ambienti politici. Corre voce, in un primo tempo, di un «vertice» convocato da Gorla a Palazzo Chigi. Il «vertice» viene però sostituito da una serie di contatti telefonici. Gorla si mette in contatto con il ministro della Difesa Valerio Zanone e con la Farnesina (Andreotti, però, si trova a Bangkok). Intanto, dai vari ministeri si risponde ai cronisti che «i fatti erano al vaglio». Trascorrono le ore senza altri particolari.

Il presidente del Consiglio ai giornalisti che gli chiedevano conferme, in serata, risponde: «Purtroppo è molto verosimile. I tecnici italiani mancano da cinque giorni. Speravamo, però, che l'assenza fosse dovuta ad altre cause». Poi dopo quello della Farnesina che confermava «pur con tutte le dovute cautele» il rapimento dei tecnici italiani da parte «apparentemente» della guerriglia curda, veniva anche il comunicato di Palazzo Chigi: «Il comunicato emesso da un gruppo curdo dell'Iraq - afferma il documento - sembra poter avere elementi di fondatezza, anche se accertamenti sono tuttora in corso. E' da qualche tempo in effetti che tre nostri connazionali, Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi, non avevano più dato notizie di sé. Le nostre ambasciate stanno conseguentemente adoperandosi, con il doveroso riserbo, su istruzioni della Farnesina, per rintracciarli. Non è la prima volta che incidenti del genere si sono verificati nella parte settentrionale dell'Iraq e in passato tali eventi sono stati felicemente risolti: ed è a questo fine che si stanno adoperando le nostre rappresentanze diplomatiche». Il comunicato di Palazzo Chigi afferma che le famiglie «sono state informate». Evidentemente, solo l'anonimo postino di Beirut, rivelando

la vicenda, ha indotto governo e forze politiche a trattare pubblicamente la vicenda uscendo dal «riserbo».

Tra governo italiano e guerriglieri curdi è in corso una trattativa. Alla Gie, l'azienda milanese per la quale lavorano i due ingegneri Diotallevi e Carrara, si dichiarano ottimisti. «Siamo usciti da situazioni ben più gravi - ci ha detto un portavoce della ditta - siamo certi che la vicenda si concluderà felicemente». E ha ricordato i casi dei tecnici italiani «arrestati» dai guardiani della rivoluzione iraniana, la scorsa primavera.

Ma con chi si tratta? E soprattutto, perché i guerriglieri curdi, che in altri casi si sono accontentati di riscatti in denaro, chiedono il ritiro delle navi italiane dal Golfo? La trattativa, in questo caso, è indubbiamente difficile, diversa dai casi precedenti. E quasi certamente non si limita ai guerriglieri curdi che operano nell'Iraq settentrionale. Ad aggravare la situazione c'è anche la difficoltà di comunicare con l'Iraq. La nostra ambasciata di Bagdad comunica solamente via radio, attraverso messaggi in codice inviati a Fortebraccio (Sismi) e in seguito «girati» alla Farnesina.

La guerra dei signori della montagna

di ROBERTO LIVI

Da secoli combattono per la loro indipendenza. Prima contro gli Ottomani, poi contro i vari regimi che si sono succeduti in Turchia, Iran e Iraq. Da quasi tremila anni i curdi vivono in un territorio - il Kurdistan - che si estende sul lato orientale dell'Anatolia, entro il bacino superiore del Tigri e dell'Eufrate. Ma nessuna carta geografica registra i confini di questo Paese che non ha mai raggiunto una propria unità politica. Le sue imprecise e non riconosciute frontiere corrono infatti attraverso ben cinque nazioni: la Turchia, l'Iraq, l'Iran, la Siria e l'Unione Sovietica. Oggi, i curdi, musulmani ma non arabi, sono circa 14 milioni: 8 milioni vivono entro i confini turchi, circa 5 milioni in Iran, 2,5 milioni in Iraq, 600.000 in Siria e circa 300.000 in Unione Sovietica. (Circa 70.000 kurdi vivono anche in Libano).

Dei curdi, i medi del Vecchio Testamento, parla per la prima volta Senofonte nell'Anabasi. E già allora decantava la fama guerriera di questo popolo, consacrata in seguito dal più illustre dei suoi figli, Salaheddin, il conquistatore dell'Islam, il «eroe Saladin» che sconfisse i crociati e divenne re d'Egitto. In guerra del resto i curdi sono sempre stati: contro i califfi di Bagdad e di Damasco; contro l'Impero ottomano e la Persia, dopo il trattato di Losanna (1923), che ne spartiva

- Sono in 14 milioni, abitano un Paese diviso tra Siria, Iran, Iraq, Turchia e Urss
- Una lotta di liberazione che dura da secoli. La mappa dei movimenti guerriglieri

il territorio, contro Turchia, Iran e Iraq.

Durante la seconda guerra mondiale, nel '43 verso la fine del conflitto, l'insurrezione armata dei curdi fu guidata da un personaggio destinato a diventare leggendario, mullah Mustafa Barazani, capo di uno dei più prestigiosi gruppi tribali che abitavano le montagne a cavallo dell'Iran e dell'Iraq. A capo dei suoi «peshmerga», combattenti della libertà, e con l'aiuto dell'Urss, Barazani fondò il Partito democratico del Kurdistan (Pdk) e riuscì a proclamare la repubblica kurda a Mahabad, nel nord della Persia. Una repubblica destinata a durare pochi mesi dalla fine del '45 alla fine del '46 e poi sacrificata da Mosca sull'altare dei rapporti Est-Ovest. Barazani riuscì a sfuggire all'assedio dell'esercito persiano e a riparare in Urss

assieme a un pugno di fedeli dopo un'estenuante e lunghissima marcia. Da Stalin fu ricompensato col titolo, del tutto formale, di «generale».

In Iraq, Barazani tornò nel 1958 dopo che Kassem con un colpo di Stato abbatté la monarchia hashemita. Ma le promesse di indipendenza fatte ai curdi dal nuovo regime iracheno erano scritte sulla sabbia. Nel 1961 una nuova insurrezione fu soffocata nel sangue dal regime di Bagdad con migliaia di vittime fra la popolazione kurda. Barazani con i suoi «peshmerga», passò ancora una volta i confini e si attestò nelle montagne del Kurdistan iraniano. Lo scia dell'Iran Reza Palhevi li aiutò, ma solo in funzione anti-irachena. Ben attento a reprimere qualsiasi velleità anche di autonomia all'interno dell'impero persiano.

Nel 1974, l'allora presiden-

te iracheno Abu Bakr proclamò unilateralmente l'autonomia della regione kurda dell'Iraq. Ma la guerra non si arresta, Usa e Iran forniscono armi ai guerriglieri di Barazani. Per averne ragione, il governo di Bagdad cedette le pretese territoriali dello scia di Persia. Con l'accordo di Algeri del 1975, l'Iraq accetta che la frontiera con l'Iran nel sud dei paesi passi per la linea mediana dello Shatt el Arab. Reza Palhevi, dal canto suo, mette sul piatto della bilancia i diritti dei curdi. Cacciati dall'esercito iraniano i «peshmerga» di Barazani, con le loro famiglie attraversano un'altra volta i confini iracheni, attaccati dall'aviazione e dall'esercito di Bagdad e alle spalle dall'armata persiana. Una nuova strage. Nessuno dei guerriglieri si fa prendere prigioniero. Piuttosto si suicida dopo aver ucciso i fa-

migliari. Una lunga striscia di sangue percorre le montagne del Kurdistan.

La situazione non migliorò dopo la vittoria di Khomeini in Iran nel febbraio 1979. I curdi iraniani, sotto la guida del Pdk guidato da Ghassem-lou, rivendicano un'ampia autonomia, che non viene loro concessa. E la guerra riprende.

Il movimento di liberazione kurdo è diviso al suo interno in tre tronconi che operano in Iran, Iraq e Turchia. In Iran, l'organizzazione principale è il Partito democratico del Kurdistan iraniano (Pdk) - nazionalista, anti-khomeinista - alleato all'organizzazione kurda marxista Kumaleh nella lotta per l'indipendenza. In Iraq, le due maggiori organizzazioni, l'Unione patriottica del Kurdistan - filiosiriana, guidata da Talal Jabalabani - e il Partito democratico del Kurdistan - guidato dal figlio di Barazani, Mas-soud - nel novembre del 1986 hanno raggiunto un accordo per unificare la loro battaglia in una riunione convocata a Teheran dal regime khomeinista - per cercare di unificare i gruppi di opposizione al governo di Bagdad. A questa specie di fronte, partecipa anche l'Unione nazionale del Kurdistan iracheno. In Turchia, infine, il movimento è diviso in varie formazioni, la più nota è l'Armata kurda di liberazione che nei mesi scorsi ha attuato una serie di sanguinosi massacri.



«Avvertiti? Non ci hanno detto nulla» Decine di italiani ancora in Iraq e Iran

di ALESSANDRA SPINELLI

«Avvertiti? Macché. Il ministero degli Esteri non ci ha detto proprio nulla. Del rapimento di Roberto l'abbiamo saputo soltanto oggi mattina, quando ci hanno telegrafato dal Resto del Carlino».

A sfogarsi ieri pomeriggio è Mario Diotallevi, cugino di Roberto, l'ingegnere bolognese di 44 anni, rapito in Iraq dall'Unione nazionale del Kurdistan iracheno, insieme con altri due tecnici italiani, Giuseppe Carrara, perito industriale, e Sergio Caminetti.

«Ancora non riusciamo a rendercene conto. Roberto stava già in Iraq da tanti anni e non era successo mai niente - continua il cugino -. Era il responsabile meccanico della centrale termoelettrica costruita a Baiji dal Cie, il gruppo industrie elettromeccaniche di Milano, presso il quale Roberto lavorava».

Il padre di Roberto non risponde al telefono: sta male. Non vuole parlare con nessuno. Il telefono della moglie a Gallarate suona a vuoto. Lo zio, l'ingegner Pierpaolo, si trincerava dietro un «no comment».

A parlare è Giacomo Carrera, il padre di Giuseppe, lo strumentista di Cenc, una frazione di Bergamo, che lavorava già da 4 anni per il Cie nella centrale di Baiji. Della sua scomparsa si sapeva qualcosa già da qualche giorno.

«La ditta ci aveva avvertito che Giuseppe aveva preso in affitto una jeep venerdì 2 ottobre. Voleva fare una gita: non era più tornato. Ma nessuno parlava di sequestro. Si pensava a un guasto della macchina avvenuto in pieno deserto. E dire che è stato già in Iraq 4 anni, tutto tranquillo. Nessun problema. La moglie, che ora è incinta, lo aveva raggiunto un paio di volte insieme con il figlio. Poi era finito il lavoro alla centrale. Era tornato in Italia da poco quando lo hanno rimandato di nuovo giù. Per un controllo, hanno detto. Poi è sparito. Il Cie, mi ha sempre detto che lo stavano cercando e che, anzi, una pattuglia lo aveva addirittura avvistato nei giorni scorsi. Solo oggi ho saputo del suo rapimento. Dalla radio e dalla televisione. Nessuno ci ha informato».

di BARBARA CORRAO

I venti di guerra e l'aumento della tensione in Iran e Iraq hanno provocato un lento e progressivo alleggerimento delle presenze italiane, soprattutto del gruppo Iri, nelle due aree ad alto rischio. Praticamente ultimati i più importanti lavori - il porto di Bandar Abbas e la diga di Mosul - è iniziato il rientro a casa. Ma altri cantieri sono ancora aperti e avere una mappa precisa di chi è rimasto, di quanti siano i lavoratori italiani ancora presenti nei due paesi è un'operazione non facile.

Dalla Sac e dalla Cie, le due aziende nell'occhio del ciclone, arrivano notizie col contagocce. La Cie (50 per cento Ansaldo-Iri, 33% Tosi-Pesenti e 17% Riva Calzoni) è impegnata in Iraq per la costruzione di una centrale termoelettrica (6 gruppi da 220 megawatt) a Baiji. Il cantiere sta chiudendo, la commessa (vinta nell'80) è del valore di «alcune centinaia di miliardi», sul posto ci sono ancora 6 persone (tre della controllata Sicom); un'altra centrale la sta costruendo a Daura sempre in Iraq. Per la Cie il problema dei pagamenti, quando si è posto, è stato risolto con un baratto in forniture petrolifere per l'Italia. Complessiva-

mente, le persone presenti «sul campo» sono un'ottantina in Iraq e un centinaio in Iran: si tratta di una delle più importanti imprese italiane presenti nel paese, insieme alla Saipem del gruppo Eni che recentemente ha vinto l'appalto per un grande olcodotto. Dalla Sac, si riesce a sapere soltanto che è impegnata in Iran e Iraq per la costruzione di elettrodotti (tralicci ad alta tensione). La società fa capo al gruppo svizzero Brown Boveri e ha una sede a Bagdad.

Nei due grandi cantieri di Bandar Abbas in Iran e di Mosul in Iraq sono restati un pugno di tecnici. Il primo, il faraonico complesso portuale iraniano per petroliere da 70 mila tonnellate, è ancora una spina nel fianco dell'Iri che ha vinto la commessa nell'81: 1.200 miliardi di lavori, ancora tutti da riscuotere nonostante a fine '86 lo stato di attuazione dell'opera fosse praticamente terminato (al 98%). L'altra opera di rilievo, la diga di Mosul (poi ribattezzata Saddam, dal nome del presidente iracheno) ha un valore di 2.200 miliardi ed è stata praticamente conclusa dalla joint venture italo-tedesca Gimm (German Italian Mossul dam) che aveva vinto, sempre nell'81, l'appalto internazionale bandito dal ministero per

l'Irrigazione iracheno. Impegnate nei lavori, sono tre imprese tedesche e per l'Italia la Itaitrade (Iri-Itaistat) e l'Impregilo (Impresit-Fiat, Girola e Lodigiani) che si sono assicurate il 40 per cento della commessa. Restano ancora da completare alcune rifiniture di carattere infrastrutturale (partecipa anche la Rodio) la cui ultimazione è prevista per quest'anno. In Iraq si troverebbero ancora 4-5 tecnici del-

l'Italstrade e una quindicina di dipendenti dell'Impregilo. Un'altra impresa pubblica impegnata in Iran è l'Italimpianti (Iri-Finsider) ma per i lavori del centro siderurgico di Isfaan tutto il personale è stato assunto sul posto.

Nei rapporti commerciali con l'Italia, lo scorso anno si è registrato un saldo negativo di 292 miliardi con l'Irak e di 340 con l'Iran.

Ecco tutti gli ostaggi dei guerriglieri

In Iraq varie organizzazioni hanno attuato rapimenti di tecnici stranieri come mezzo di pressione sul governo di Bagdad e per far conoscere la loro lotta di liberazione. Oppure, per ottenere riscatti in armi o denaro.

Il 12 febbraio 1985 un altro italiano, Antonio Chiaverini, 59 anni, tecnico della «Sac», fu rapito nell'Iraq settentrionale dall'Unione patriottica del Kurdistan (Puk). Chiaverini era stato sequestrato per «costringere il governo iracheno a abbandonare la politica di repressione nei confronti del popolo kurdo».

Fu liberato nel luglio dello stesso anno dopo un'intensa azione del ministero degli Esteri italiano. Assieme al tecnico italiano erano stati sequestrati dieci romeni, quattro polacchi, due giapponesi, due coreani e un cinese. Nell'ottobre del 1985, il Puk annunciò di aver sequestrato due tecnici sovietici. Non si sa se essi siano stati successivamente messi in libertà.

Anche il Partito democratico del Kurdistan (Pdk) nel 1983 aveva preso in ostaggio cinque tecnici - tre francesi, un austriaco, un tedesco - che poi ha liberato nel luglio 1984.

Le reazioni

Stupore tra i partiti Pajetta: «Che c'entrano i curdi col mare?»

di PAOLO PELUFFO

Nelle sedi dei partiti non c'è quasi nessuno. E quei pochi che ci sono non parlano. «Le notizie sono frammentarie», dicono, e scatta la massima cautela. Qualcuno la notizia non l'ha avuta ancora: «Ma mi spieghi un po' che cosa è successo», chiedono al Psdi. A Botteghe Oscure c'è fermento, la sezione Esteri è in riunione sotto la direzione di Giorgio Napolitano, e discute sulla posizione da prendere. Napolitano dice: «Aspettiamo». Poi, arriva il comunicato, cautissimo, che chiede un chiarimento dalla Farnesina: «a partire dal primo rapimento che sarebbe avvenuto già da un mese». Anche il presidente dei senatori dc Nicola Mancino alle 19.50 è all'oscuro di tutto. Si ferma un attimo a pensare e si chiede: «E' una cosa molto preoccupante. In momenti come questo bisogna evitare prima di tutto le polemiche, sia all'interno del-

la maggioranza, sia in Parlamento. Dare l'idea di un paese diviso indebolirebbe la trattativa che il governo deve intravedere». E con questo sembra riferirsi ai comunisti. Ma, la Dc potrebbe chiedere il ritiro della nave dal Golfo? «Su questo deve discutere e decidere il governo». Nella Dc erano state molte le perplessità, sull'invio delle navi nel Golfo. Oggi questo episodio conferma quelle preoccupazioni? «La preoccupazione è tutta per i nostri tre lavoratori, non ha senso dire l'avevo detto».

Paolo Battistuzzi, presidente dei deputati del Pli dice reciso: «Ci colpiscono perché sanno che un rapimento può rimettere in discussione tutta la nostra politica estera. Siamo il ventre molle dell'Occidente. L'attacco è alla nostra politica estera e mira a dimostrare che noi abbiamo il ripensamento facile». Anche Battistuzzi esprime preoccupazione per la spaccatura che questo rapimento può

creare nel paese: «In altre nazioni si farebbe quadrato. Qui potrebbe aprirsi un dibattito che ci indebolisce».

Alla fine, il Pci interviene con molta cautela, e getta acqua sul fuoco. E' Giancarlo Pajetta, presidente della Commissione centrale di controllo del Pci, che in Transatlantico si mostra molto perplesso sulla notizia: «E' una notizia imprecisa. Uno dei tre tecnici sarebbe stato rapito addirittura un mese fa». Poi, osserva come la denominazione dell'organizzazione che ha rapito i tecnici italiani sia sconosciuta: «Dobbiamo quindi chiedere al governo italiano, silenzioso in questo periodo, di darci informazioni precise su quel che è avvenuto». Sul legame tra i curdi e la richiesta di ritiro delle navi dal Golfo, Pajetta è ancora più perplesso: «Per quanto ne so io i curdi non hanno nulla a che vedere con il mare. Noi comunisti da tempo abbiamo contatti con le loro organizzazioni e non ci risulta che siano dediti al terrorismo. Ma soltanto che sono perseguitati in Iraq, in Iran e in Turchia».

il manifesto 14 ottobre 1987

Un ordinario sequestro

"Succede spesso, niente drammi". Il governo invita al silenzio sui tre ostaggi in Iraq

Il governo risponde oggi pomeriggio in parlamento sulla vicenda dei tre tecnici italiani rapiti in Iraq da un gruppo curdo. Ieri Palazzo Chigi ha diffuso una nota in cui si tenta di circoscrivere la vicenda, evitando di parlare di Golfo e di trattativa. Piuttosto, ci pensi Andreotti. La Farnesina nega che ci sia una trattativa in corso, confermata invece dal familiare di un rapito. Per il governo e per il Pci la parola d'ordine è comunque «prudenza».

di Francesco Paternò e Norma Rangeri

ROMA. Di Giacomo Cominetti, tecnico della Sae, non si hanno più notizie dal 14 settembre scorso, di Giuseppe Carrera e Roberto Diotallevi, dipendenti della Gie, dai primi di ottobre. Lo ha confermato ieri la presidenza del consiglio, in una fredda e lunga nota di precisazione che evita accuratamente di parlare di Golfo e della nostra spedizione navale, e che rimette la soluzione della vicenda nelle mani di Giulio Andreotti. Il quale è a Bangkok, per l'Unione interparlamentare, mentre Giovanni Gorla è ieri pomeriggio volato a Milano per partecipare al consiglio lombardo.

Il legame, politicamente esplosivo, che il gruppo curdo ha fatto tra la liberazione dei tre italiani e il contestuale ritiro della flotta militare italiana dal Golfo è volutamente passato sotto silenzio da tutte le fonti governative interpellate. Così come la Farnesina, che ha tenuto nascosta la no-

tizia del rapimento per un mese, ha ribadito che è stato «doveroso mantenere il riserbo in casi umani così complessi e delicati». Il ministero degli esteri ha comunque affidato la gestione della vicenda al direttore generale dell'emigrazione.

Da Parigi sono giunte notizie, peraltro non smentite dalla Farnesina, su contatti che ci sarebbero tra il gruppo curdo autore del sequestro e il nostro governo. In particolare, i curdi, dice la *France press*, chiederebbero anche 2.000 maschere antigas per far fronte alla guerra «sporca» del governo di Baghdad. «Uno dei rappresentanti» in Europa, tal Bamarni, dell'*Unione patriottica del Kurdistan iracheno* (il gruppo che ha rivendicato il sequestro), ha invece detto ieri sera all'*Ansa* che «finora non ci sono contatti diretti in Europa» tra il gruppo e il governo italiano. «Ci fu una presa di contatto all'inizio», ma non ebbe seguito.

GOLFO

Un'organizzazione curda: 2.000 maschere antigas in cambio degli ostaggi. La Farnesina: no comment

La parola Golfo non viene mai citata, la parola trattativa non esiste e la questione riguarda solo l'ufficiale emigrazione del ministero degli esteri. Il governo ha deciso di minimizzare il più possibile la notizia (data a Beirut dall'agenzia *Reuters*) del rapimento di tre tecnici italiani in Iraq da parte di un gruppo curdo. Comunque sia, ha fatto sapere Gorla, alla vicenda ci pensa Andreotti. Oggi pomeriggio, il governo risponderà in parlamento.

di Francesco Paternò

ROMA. Andreotti è a Bangkok per l'Unione interparlamentare da domenica. Gorla è volato ieri pomeriggio a Milano per partecipare — più modestamente — a una seduta del consiglio regionale lombardo. Visto da lontano, il rapimento dei tre tecnici italiani, uno della Sae e due della Gie, è per il presidente del consiglio una «vicenda triste». Da «concludere rapidamente», hanno aggiunto gli uomini rimasti a presidiare la Farnesina, per i quali è normale agire «con riserbo».

Il giorno dopo il clamoroso annuncio dell'*Unione patriottica del Kurdistan iracheno* (una firma su cui ci sono state diverse incertezze a causa della traduzione dall'arabo all'inglese del testo consegnato alla *Reuters*), che dice di condizionare la liberazione dei tre al ritiro della flotta militare italiana dal golfo Persico, il governo nega ogni trattativa e anzi, secondo il ministero degli esteri, «non c'è nessuna connessione con la guerra nel Golfo».

Nella serata di ieri, Palazzo Chigi ha diffuso una lunga e fredda nota di precisazione, dopo che Gorla, evidentemente male informato, aveva detto che dei tre non si avevano notizie da cinque giorni mentre la Farnesina parlava di un mese. Due i punti principali della nota della presidenza del consiglio: 1) la soluzione è affidata ad Andreotti; 2) non c'è nessuna trattativa. Giacomo Cominetti, si precisa quindi, «è stato prelevato il 14 settembre», mentre Giuseppe Carrera e Roberto Diotallevi «risultano assenti dai primi di ottobre». La notizia della scomparsa dei tre è stata data dalle ditte direttamente all'ambasciata italiana di Baghdad, che successivamente (non è stata fornita una data, nemmeno dalla Farnesina) ha informato Roma. La nota lascia intendere che il governo nutre dubbi sulla rivendicazione del rapimento e sugli obiettivi dichiarati. Ma non potrebbe essere altrimenti: il governo non ha nessuna intenzione di prendere in considerazione il coinvolgimento della nostra politica nel Golfo. Una linea che sarà confermata oggi.

Il leit motiv del ministero degli esteri (non c'è nessuna trattativa in corso con nessuno) ha avuto però una smentita ieri pomeriggio da Parigi: una fonte curda ha fatto sapere all'agenzia *France press* che tra le condizioni poste per

il manifesto

servizio

il rilascio dei tre italiani figura la fornitura di 2.000 maschere antigas. Una richiesta che ha una sua logica nella guerra «sporca» condotta dal governo di Saddam Hussein contro i gruppi curdi. La Farnesina è imbarazzata: «non commenta» la notizia, ma ribadisce che sono stati attivati solo gli «opportuni canali» per chiarire la vicenda. Punto e basta. Ma da Teheran, l'agenzia ufficiale iraniana *Irna* alza il tiro. Dice di aver ricevuto un comunicato da parte del gruppo curdo autore del rapimento dei tre italiani in cui si afferma che il «regime iracheno fa uso di armi di fabbricazione italiana per uccidere i curdi». Il gruppo, sempre secondo *Irna* sarebbe in possesso di «esemplari di bombe a grappolo fabbricate in Italia usate dal regime iracheno».

E' vero? I traffici di armi italiani verso quella regione autorizzano a usare una certa cautela prima di rispondere negativamente, anche se è facile intravedere un interesse dell'Iran ad accusare l'Italia (e la sua attuale politica nel Golfo). La Farnesina, comunque, non dice nulla e, anzi, si mostra più generosa nei confronti di Teheran. «Non c'è l'Iran dietro il rapimento dei nostri tecnici, stando agli attuali rapporti tra i due paesi», ci dice una fonte diplomatica. Una dichiarazione che fa il paio con quella, ufficiale, resa dall'ambasciata iraniana a Roma: l'ipotesi «è del tutto priva di fondamento».

La vicenda ritorna così nelle mani di Andreotti. Che fa convocare alla Farnesina, attraverso il direttore generale dell'emigrazione, ambasciatore Di Lorenzo, l'ambasciatore iracheno a Roma. Come se si trattasse di un semplice problema di alcuni nostri lavoratori all'estero.

GOLFO

La Camera discuterà del traffico d'armi. Verdi soddisfatti

ROMA. Si svolgerà martedì prossimo alla camera il dibattito parlamentare sul traffico delle armi; lo ha deciso ieri la conferenza dei capigruppo accogliendo la richiesta avanzata in tal senso dalla lista verde.

I deputati verdi arriveranno al dibattito in aula proponendo il testo di una mozione che sottolinea le implicazioni delle aziende italiane nelle «triangolazioni» per la vendita di armi all'Iran e all'Iraq.

Il capogruppo verde alla camera, Gianni Mattioli, nel commentare con soddisfazione

l'inserimento del dibattito sul traffico delle armi nel calendario dei lavori parlamentari, ha colto l'occasione per esprimersi sulla vicenda del rapimento dei tecnici italiani in Iraq: «è la seconda volta — ha detto Mattioli — che, sulla base di informazioni false o incomplete fornite dal governo, il parlamento esprime il suo voto. Un episodio simile era già accaduto in occasione del dibattito sulla moratoria nucleare, quando il ministro Battaglia nascose l'accelerazione dei lavori a Montalto di Castro».

L'ombrello americano

“La flotta Usa proteggerà tutte le navi”

INTERVISTA

Curdi in Europa: “I rapimenti contro la nostra causa”

di Tommaso Di Francesco

Aziz Shevaran, del Comitato esecutivo dell'Associazione studenti curdi in Europa, ha accettato di rispondere alle domande del *manifesto* sulla condizione dei curdi e sulle prospettive che si aprono dopo il rapimento dei tecnici italiani.

Qual è in questo momento la situazione particolare dei curdi iracheni in rapporto al regime di Saddam Hussein?

I curdi sono ormai 21 milioni e lottano per l'indipendenza in tutta l'area del Kurdistan, non solo in Iraq. Noi crediamo che la nostra liberazione come popolo sia strettamente collegata all'avvio di processi di liberazione di altri popoli: la conquista della democrazia in Iraq, per tutti gli iracheni, sarà il segnale vero di avvio di un processo reale di autodeterminazione per noi. Il regime di Hussein, come quello di Khomeini, sono strutturalmente contrari a qualsiasi forma di autodeterminazione. Saddam Hussein in particolare

re si è adoperato per cancellare l'esistenza del popolo curdo in Iraq, arrivando addirittura a spostarlo geograficamente con la forza, come è avvenuto di recente con la vera e propria deportazione di centinaia di migliaia di famiglie curde spinte dalla zona petrolifera di Karkuk fino nella parte araba del sud-Iraq.

Continua poi la repressione con centinaia di arresti e di condanne a morte. In Iraq i curdi hanno il triste primato di poter essere fucilati già all'età di 14 anni. Inoltre Saddam Hussein, con gli accordi del 1983 con il governo turco, ha permesso la penetrazione dell'esercito e dell'aviazione turca per circa 40 chilometri all'interno della frontiera irachena, per reprimere le popolazioni curde. Negli ultimi mesi Baghdad ha usato ripetutamente armi chimiche, bandite dagli organismi internazionali, contro villaggi inermi.

C'è stato un tentativo di accordo negli anni precedenti tra alcune formazioni curde, prima fra tutte l'Unione patriottica del popolo curdo (*Puk*) di Gelal Talabani, con Saddam

Hussein, ma è ben presto fallito (l'accordo era stato condannato in particolare dal Partito comunista iracheno); ora Gelal Talabani è nuovamente all'opposizione, ma è aiutato ed in rapporto diretto con l'Iran. L'Associazione degli studenti curdi europei, che rappresenta, rifiuta questo tipo di accordi con l'Iran. Se l'Iran vuole davvero aiutare i curdi iracheni, deve per prima cosa non reprimere i curdi iraniani.

In che modo la guerra Iran-Iraq influenza la vita e l'iniziativa politica del popolo curdo?

La guerra Iran-Iraq ha reso più drammatica la situazione del nostro popolo, coinvolto ora oltre che nella lotta per la propria indipendenza, anche nel conflitto tra Teheran e Baghdad; quindi ha ritardato ancora di più lo sviluppo della iniziativa politica dei curdi. Basta riflettere sul fatto che la guerra oggettivamente serve a tenere in piedi i due regimi e per questo la guerra è stata abilmente internazionalizzata.

Quali sono i rapporti con i curdi iraniani?

Esistono molti rapporti, però va detto che il partito più rappresentativo dei curdi iraniani, il Partito democratico curdo di Abdul Rahman Qassemi, intrattiene buoni rapporti con il regime iracheno di Saddam Hussein, così come Talabani è in buoni rapporti con l'Iran. Questi collegamenti ambigui rischiano di diventare un

gioco sulla pelle del popolo curdo e dei suoi interessi reali di autonomia e indipendenza. Crediamo quindi che l'unità e l'autonomia di tutte le popolazioni del Kurdistan sia da costruire, certo mantenendo in piedi almeno i rapporti tra curdi iracheni e quelli iraniani.

Che giudizio date del rapimento dei tecnici italiani e chi rappresenta la sigla dell'Unione nazionale del Kurdistan, che ha rivendicato il rapimento?

Noi come Associazione degli studenti curdi in Europa siamo contrari a questo sequestro. Siamo per la lotta, anche dura, ma all'interno del Kurdistan, quindi ci dichiariamo contro queste azioni internazionali. Di diverso tipo sono state le nostre iniziative di lotta in Europa quando, per richiamare l'attenzione del mondo sul genocidio che viene condotto contro di noi abbiamo occupato alla fine dell'86 e quest'anno gli uffici aeroportuali iracheni di Roma e Parigi. Proprio per ricordare che il popolo curdo è dimenticato e sfruttato da tutti. Conoscendo i partigiani curdi (se di partigiani curdi si tratta) posso solo dire che saranno trattati bene, perché i combattenti curdi hanno una grande umanità, ma voglio dire però che non conosciamo assolutamente la sigla *Unione nazionale del Kurdistan iracheno* che ha rivendicato il rapimento.

Molti giornali hanno parlato in questa fase di una estensione curda del conflitto tradizionale tra la confessione religiosa sciita e quella sunnita. Esiste realmente questo problema?

Escludo nel modo più assoluto l'esistenza di questa realtà. I curdi, un popolo di origine e cultura indoeuropea, storicamente sono «musulmani per forza», le convinzioni religiose, che pure esistono e sono rappresentate dalle appartenenze sciite e sunnite, non sono così profonde e radicate da costituire un fattore di divisione e conflitto come in altra parte del mondo arabo e iraniano.

il manifesto servizio

GOLFO

La questione curda,
il conflitto con l'Iran.
E l'opposizione,
debole, si fa viva

L'Iraq di Saddam

Sette anni di guerra, un potere assoluto

Nella località di Baakuba, 90 chilometri a nord-ovest di Bagdad, nel corso della sfilata militare in occasione del settimo anniversario dell'inizio della guerra tra Iraq e Iran, quattro uomini armati hanno mitragliato la tribuna ufficiale affollata da responsabili governativi e diplomatici occidentali. Pochi giornali hanno dato notizia dell'episodio, avvenuto lo scorso 20 settembre. Ma qual è la vera storia del regime di Saddam Hussein?

di Samir Kanaan

Quell'attacco ha provocato numerose vittime tra i partecipanti alla sfilata e il pubblico presente, dopo che una trentina di agenti della sicurezza hanno risposto al fuoco. Nessuno dei dirigenti del partito *Baath* al potere, presenti in tribuna, è stato colpito. Secondo fonti diplomatiche che hanno riferito sull'accaduto, i quattro uomini erano nascosti in un carro armato.

L'attentato ricorda, per molti versi, quello che costò la vita al presidente egiziano Anwar Sadat, nell'ottobre dell'81, a opera di militari egiziani appartenenti a una organizzazione integralista clandestina. L'assalto alla tribuna potrebbe essere quindi il frutto dei malumori che serpeggiano all'interno dell'esercito iracheno. Lo stesso presidente Saddam Hussein, durante i sette anni di guerra, è stato oggetto di vari attentati-suicida nei quali hanno perso la vita alcuni suoi collaboratori e guardie del corpo.

Arrivato al potere con un colpo di stato nel '68, il Partito *Baath arabo socialista* aveva trasformato l'Iraq in un grosso cantiere. Forte di una popolazione relativamente importante (15 milioni di abitanti) e di risorse petrolifere immense, il regime baathista s'è lanciato in una opera di costruzione e di sviluppo in vari settori: infrastrutture e reti di comunicazione, industrie petrolchimiche e manifatturiere, scuole, leggi sociali... Diventata una potenza economica e finanziaria, l'Iraq, sperava di poter esercitare una influenza a livello regionale, in concorrenza con il suo fratellonemico (la Siria) e con il suo vicino di casa, l'Iran. La guerra del Golfo, nella quale s'è lanciato Saddam Hussein sette anni fa, ha messo in ginocchio l'economia del paese e tutti i sogni del capo assoluto del regime iracheno.

L'esercito iracheno assorbe ormai un terzo del prodotto nazionale lordo, i bombardamenti iraniani hanno distrutto numerose fabbriche, in particolare nei pressi di Bassora, dove è concentrato un quarto del

la mano d'opera del paese e numerose altre raffinerie. In più, l'esercito è stato portato a 650 mila uomini, ai quali bisogna aggiungere altri 450 mila giovani della «milizia popolare».

Alla vigilia della guerra, le riserve della banca centrale ammontavano a 35 miliardi di dollari; oggi invece il debito dello stato iracheno è stimato a 50 miliardi di dollari. Il settore più danneggiato è quello petrolifero con la chiusura del porto di Fao e ancora prima, nell'82, dal divieto siriano di utilizzare il terminale di Baniyas. Le esportazioni dell'«oro nero» subivano un crollo (proprio nell'82) di quasi 3 milioni di barili al giorno. Più tardi, nell'86, con la messa a disposizione dell'oleodotto saudita di Yanbu, sul Mar Rosso, l'Iraq riusciva a riportare la produzione a 1,8 milione di barili al giorno.

Ma il colpo più grosso, Bagdad l'ha però incassato con l'occupazione di Fao (territorio iracheno al confine tra l'Iran e il Kuwait) da parte di Teheran, nel febbraio dell'86. Da allora, Saddam aveva promesso più volte la riconquista, a qualsiasi prezzo, di questa fetta del territorio iracheno, senza però riuscirci. E questo ha suscitato disagi e malumori negli ambienti militari, magari anche diffidenza nei confronti del partito *Baath* e le sue «ingerenze» negli affari bellici. Alcuni ufficiali denunciano addirittura la superbia di Saddam, il quale, come comandante in capo delle forze armate, «si rifiuta di ascoltare le lamentele dei militari e distribuisce biasimi e sanzioni destinate a far rientrare nei ranghi i più recalcitranti».

Nel tentativo di recuperare terreno, facendo ricadere la responsabilità sui militari, fonti ufficiose hanno affermato che alcuni ufficiali sono stati giustiziati perché ritenuti responsabili della caduta di Fao. Subito dopo, le stesse fonti hanno riferito che l'aereo presidenziale è stato centrato da colpi di arma da fuoco, in un aeroporto militare, prima di alzarsi in volo.

L'Iraq ha anche provveduto a reclutare un gruppo di piloti

mercenari che, con i *Mirage* dell'aviazione di Bagdad, saranno incaricati di bombardare le installazioni petrolifere iraniane nel settore meridionale del Golfo. La rivelazione è stata fatta dal *Sunday Telegraph*. Il contingente mercenario comprenderebbe piloti che provengono da Rft, Nuova Zelanda, Australia e Francia.

Il malumore ha successivamente raggiunto anche il «clan dei Takriti», nel quale è nato Saddam Hussein (anche lui fa di cognome Takriti) e che gli è rimasto fedele fino al giugno dell'86. Takrit è una città di provincia a circa 150 chilometri a nord di Bagdad. Durante l'occupazione britannica divenne uno dei focolai del nazionalismo arabo. Oggi è un feudo del potere baathista, o meglio dello stesso Saddam, dove vengono «confinati» i suoi oppositori.

Nel giugno dell'86, Khairallah Tolfah, padrino e zio materno del capo dello stato avrebbe favorito l'uscita dall'Iraq «per affari» dei suoi numerosi parenti e amici, «violando» le disposizioni che vietano qualsiasi spostamento all'estero. Nella faccenda è intervenuto il *rais* iracheno, ordinando agli ambasciatori iracheni di far rientrare tutti quelli che si trovano «irregolarmente» all'estero. La decisione ha suscitato ira a Takrit, provocando una sorta di ribellione guidata dal fratellastro di Saddam, Barzan Takriti, che fino all'83 era a capo dei servizi di sicurezza e di controspionaggio.

Un confronto armato avrebbe opposto le guardie del corpo del presidente e membri della sua famiglia Takriti, provocando numerosi morti e feriti dalle due parti. La risposta del capo del regime è stata spietata e tempestiva: Omar Hazzak, comandante militare della capitale, da quando il *Baath* s'è impadronito del potere nel '68, è sparito dalla circolazione. Hazzak era uno degli uomini più vicini all'ex presidente iracheno, Ahmad Hassan Al-Bakr, il quale era entrato in dissenso con il cognato Saddam (allora vice presidente) sulla gestione del paese e sulla guerra con l'Iran. Subito dopo, nell'81, Saddam ha preso il posto di Al-Bakr, morto da lì a poco (giustiziato?). A Takrit, la casa di Hazzak e quelle di una ventina di suoi amici sono state rase al suolo.

Alla vigilia del congresso del partito, nel luglio dell'86, Saddam convoca una riunione straordinaria del *Comando regionale del Baath* (massima guida del partito a livello arabo) allo scopo di rafforzare il

suo potere sia all'interno del partito, sia in seno alle forze armate. Così nel *Comando regionale* fanno il loro ingresso due parenti fedelissimi del «clan Takriti», Ali Hassan Al-Majid Takriti e Fadel Barrak Takriti, rispettivamente capo della sicurezza interna e capo del controspionaggio.

Nel congresso di luglio è caduto in disgrazia Naim Haddad, dirigente storico del *Baath* dai primi anni sessanta e che presiedeva dall'73 il *Fronte nazionale progressista* che, raggruppava, insieme, al partito *Baath*, il Partito comunista e il Partito democratico del Kurdistan. Haddad è l'unico dirigente che appartiene alla comunità sciita; e secondo il giornale libanese *As Sa'ir* sarebbe stato giustiziato. Fatto sta che da più di un anno, Haddad è sparito dalla circolazione. Saddam Hussein vedeva in lui un potenziale candidato alla sua successione (nel caso si presentasse), in quanto sciita poteva probabilmente essere accettato dal regime degli ayatollah di Teheran.

Oggi in Iraq non c'è una famiglia che non abbia due o tre persone sotto le armi. Secondo le stime del settembre dell'85, 70 mila iracheni sono stati uccisi e 150 mila feriti e altri 50 mila fatti prigionieri. Negli ultimi due anni il bilancio s'è ancora appesantito. Il morale delle truppe irachene è di conseguenza basso, contrapposto dalla determinazione degli iraniani, esaltati dal martiro predicato dagli ayatollah. Decine di migliaia di soldati iracheni disertano e vanno a rifugiarsi nel Kurdistan.

Il 17 novembre dell'86, il *Consiglio del comando della rivoluzione* ha approvato una legge che prevede l'ergastolo e anche la pena di morte per chi diserta, o addirittura insulta il presidente e il partito in pubblico. Nel suo ultimo rapporto di quest'anno, *Amnesty international* afferma che gli arresti arbitrari, le esecuzioni sommarie, la tortura e gli «scomparsi» sono una pratica quotidiana. A Bagdad, è assolutamente vietato a chiunque di girare la sera e soprattutto avvicinarsi alle stazioni ferroviarie, agli ospedali, ai ministeri... Il presidente Saddam si sposta con la massima segretezza e sicurezza, accompagnato dalle mercedes blindate, dai camioncini zeppi della sua guardia nazionale con i mitra spianati e le strade chiuse al traffico.

Alla luce degli sviluppi della guerra con l'Iran, sempre più complessi, controversi e imprevedibili, un crollo del regime di Saddam Hussein, apri-

rebbe paradossalmente la strada a un periodo di incertezze che farebbero temere tutti i «vicini» dell'Iraq, compresa la stessa Siria.

La situazione interna dell'Iraq dipende di gran lunga dall'atteggiamento delle differenti comunità irachene e delle forze politiche e sociali che stentano a organizzarsi. Nel nord del paese, i curdi che rappresentano il 15-20% della popolazione, sono divisi tra il Partito democratico del Kurdistan (Pdk), il Partito comunista e l'Unione patriottica del Kurdistan. Dopo una lunga dissidenza, questi partiti sono pervenuti a una riconciliazione alla fine dell'86, permettendo così alla guerriglia di estendere il suo controllo sulle «zone liberate». La Turchia ha intensificato però negli ultimi mesi i suoi *raids*, intervenendo direttamente (nel marzo scorso) nella regione del Kurdistan «iracheno» contro i ribelli curdi.

Il futuro dell'Iraq dipenderà soprattutto dalla comunità sciita che supera oggi il 50% della popolazione irachena e che fin dall'instaurazione della repubblica (nel 58) è rimasta ai margini del potere. Negli anni sessanta gli sciiti sono stati influenzati dal Partito comunista che fino all'inizio degli anni settanta ha giocato un importante ruolo nella vita politica del paese ed era diventato uno dei partiti comunisti più forti a livello arabo, prima di subire una feroce e spietata repressione da parte del regime di Hussein.

In seguito alla caduta dello scià e al trionfo della rivoluzione degli ayatollah in Iran, prendevano corpo gruppi islamici, in particolare nelle città sante di Najaf e Karbala, e coinvolgendo una larga massa di sciiti. L'Iraq sembrava diventare il teatro di un'altra rivoluzione islamica. Ma con l'esecuzione dell'influente imam sciita, Mohamad Bakr Al-Hakim (nell'80), e quella di diversi membri della sua famiglia, il governo di Bagdad ha decapitato l'opposizione religiosa. E Teheran non è riuscita finora ad approfittare del «vuoto» che s'è creato, perché «il nazionalismo s'è rivelato più forte dei legami religiosi o confessionali».

I paesi arabi come l'Egitto e la Giordania, allarmati da una probabile estensione del «fenomeno iraniano» sull'Iraq, avevano mandato a suo tempo delle truppe di riserva in aiuto a Saddam Hussein. La stessa Siria, alleata di Teheran, non vedrebbe di buon occhio un governo islamico a

il manifesto servizio

Baghdad, né tentomeno l'occupazione di territori iracheni da parte di Teheran. Il Partito di Dio (*Hezbollah*) ha già creato serie difficoltà e problemi in Libano per Damasco.

Paradossalmente, un ipotetico ritorno alla pace appare oggi come un altro fattore di instabilità. Saddam Hussein dovrebbe affrontare l'austerità imposta dalla guerra e le ambizioni crescenti all'interno del suo partito, nelle forze armate e quelle dei curdi in particolare. Ricostruzione economica, lotte intestine per il controllo del potere e ruolo nella regione del Golfo, sono tre problemi che il leader iracheno non può in nessun modo risolvere da solo. Saddam dovrebbe fare i conti con il partito e con qualche generale per garantirsi la loro fedeltà. Una volta finita questa guerra, sarebbe molto difficile per Saddam Hussein conservare il potere.



Teheran. Prigionieri di guerra iracheni inalberano una ironica caricatura di Hussein (Foto A.p.a.)

Avenire 14 ottobre 1987

I guerriglieri curdi si fanno vivi sulla sorte degli italiani

«Sono vivi e stanno bene»

*Scattano le vie diplomatiche per liberare i tre ostaggi
A Bagdad è massacro: morti 29 bimbi, gravi 200 civili*

nostro servizio

ROMA. Una fitta rete di contatti internazionali è stata intesa dal governo italiano per liberare i tre ostaggi in mano alla resistenza curda. Ieri è stata data conferma che il ministero degli Esteri sapeva dal 14 settembre della scomparsa di Giacomo Cominetti e dai primi di ottobre di quella di Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. Oggi alla Camera il sottosegretario agli Esteri Bonalumi risponderà ad interrogazioni ed interpellanze, chiarendo le mosse che il governo ha fatto ed intende fare per il rilascio dei sequestrati. Un portavoce dell'Unione patriottica curda ha annunciato ieri che i tre italiani «sono in ottime condizioni di salute e non gli verrà fatto alcun male a patto che il governo italiano aderisca alle richieste che gli sono state fatte». Il presidente del Consiglio Gorla nega però ogni nesso fra l'azione dei curdi e la missione italiana nel Golfo Persico.

Ieri l'ambasciatore iracheno a Roma è stato convocato alla Farnesina, ma contatti riservati sono stati avviati anche con le autorità iraniane, alle quali gli stessi rapitori sostengono di essere legati da «ottime relazioni di amicizia». Restano in piedi pure i collegamenti con i movimenti nazionalisti del Kurdistan, che l'Italia aveva attivato fin dal giorno della prima «comparsa».



Guerriglieri curdi

nostro servizio

BAGDAD. Un'altra tragedia della guerra del Golfo Persico: ieri un missile iraniano terra-terra ha colpito una scuola di Bagdad ed alcune abitazioni in una zona residenziale della capitale irachena. Almeno 29 scolaretti sono rimasti uccisi con tre insegnanti, altri 218 sono rimasti feriti.

Vigili del fuoco e squadre di soccorso sono all'opera da molte ore nella zona: la scuola è stata colpita poco prima delle 8 locali, cinque minuti prima dell'inizio delle lezioni.

«Ora basta. È tempo di vendetta». Radio Bagdad ha fatto seguire da queste parole l'annuncio dell'attacco alla scuola elementare. L'emittente, citando un portavoce militare, ha affermato che l'Iraq «ha diritto e il dovere di rispondere a questo efferato crimine».

Confermando l'attacco l'agenzia ufficiale iraniana Irna ha detto che il missile (uno Scud B, di fabbricazione sovietica) è stato lanciato per rappresaglia ai bombardamenti effettuati dall'Iraq in territorio iraniano nei giorni scorsi.

Anche ieri la guerra tra Iran e Iraq ha registrato momenti di fuoco. Alcune petroliere di Teheran hanno assalito un cargo saudita. Infine a Washington si sta pensando ad estendere a tutte le navi circolanti nelle acque internazionali del Golfo, sotto qualsiasi bandiera esse siano e basta che lo chiedano, la protezione della Us Navy.

Il racconto di Mario Riva, sequestrato in Iraq nel 1984

Sempre avanti, oasi dopo oasi

*«Ecco i miei cinque mesi
prigioniero dei curdi»
Più stanchezza che paura*

*Nelle foto a fianco
e sotto, due immagini
di guerriglieri curdi. L'una da anni
lottano per l'indipendenza della
loro patria, oggi divisa fra
l'Unione Sovietica, Iraq, Iran,
Siria e Siria*

ZURIGO. Le prime parole sono state per loro, per i tre tecnici italiani rapiti in Iraq da guerriglieri curdi filokhmeinisti, che a tre anni di distanza stanno vivendo la sua stessa, allucinante esperienza: «Mi spiace, mi spiace, provo tanta pena. Se potessi farmi sentire direi loro di stare calmi, di avere fiducia e alle loro famiglie di essere forti, di avere una grande speranza». Il tecnico comasco Mario Riva, 48 anni, è seduto nel salotto della sua casa zurigese, al 18 della Hopfenstrasse. Con lui c'è la moglie, Marisa, una donna forte ed energica, come si conviene ad una figlia delle montagne friulane. Per 147 giorni, dal 4 febbraio 1984 al 30 giugno dello stesso anno, ha atteso di poter riabbracciare il suo Mario, rapito dai curdi mentre, insieme ad un collega di lavoro svizzero, dal cantiere stava rientrando al campo. Cinque mesi durissimi, senza avere idea di cosa fosse successo al marito. Senza sapere cosa pensare. E quel ritorno ossessivo, tornerà? Non tornerà?

Cinque mesi con l'angoscia e la disperazione nel cuore, costretta a tenersi dentro tutto, fingendo con la madre e la suocera, ignorare della sorte del marito. E quella figlia, Beatrice, che sapeva e piangeva. Fino a quel 30 giugno, quando stava seguendo in televisione un programma dedicato proprio al sequestro del marito e dell'altro tecnico. Uno squillo breve, seguito da altri più lunghi. Un'internazionale da Istanbul: «Marisa, sono Mario. Mi hanno lasciato andare. Sto bene, torno a casa presto». La fine di un incubo. A raccontarlo è Mario Riva, emigrato trent'anni fa in Svizzera, tecnico della Hatt-Heller, una ditta di Zurigo che si occupa di costruzioni e impianti, con appalti in Medio Oriente. Sembra tranquillo Mario, ma fuma una sigaretta dopo l'altra. Quel ricordo, confessa, gli fa venire un groppo alla gola e gli succede tutte le volte che

sente che ad altri è toccata la sua stessa sorte.

«Erano le quattro e mezzo del pomeriggio — racconta Mario Riva — e io e Hans stavamo rientrando dal cantiere all'alloggio. Bisognava fare presto, perché alle cinque scattava il coprifuoco». Diciassette chilometri in pieno deserto, lui e Hans Kistler, a bordo di una Land Rover. Riva, nella regione di Mosul, in pieno Kurdistan, c'era arrivato il 23 gennaio precedente. «Avevo firmato il contratto di un mese, c'era da sostituire un dipendente».

La Land Rover procede spedita sulla pista di sabbia: a Neneva, tra Summel e il fiume Tigr, l'imboscata. «Abbiamo visto un camion che ci veniva incontro — prosegue Riva —: improvvisamente ha scartato di lato. Che gentile l'autista, ho pensato, si accosta per darci strada. Invece quello sterza bruscamente e ci manda fuori. Dal cassone sbucano una quindicina di guerriglieri, armati di mitragliatori kalashnikov, qualcuno imbracciava persino i bazooka. Io e Hans veniamo tirati fuori di peso dalla Land Rover, ci strattonano e veniamo spinti per terra. Questioni di attimi e ci ritroviamo con una pistola puntata alla tempia».

«I curdi gridano, urlano frasi incomprensibili. Hans ne affronta uno, a parole, si intende: "Cosa fate, lasciateci andare", dice. Ma quello dà un ordine secco in arabo e gli altri ci riempiono di sberle. Ci colpiscono alle mani con i calci dei kalashnikov. Qui ci ammazzano, ho pensato subito. E' stato forse il momento più brutto, non ci movevamo conto, non sapevamo cosa volessero. E poi lì, in mezzo al deserto...».

I curdi abbandonano il camion e saltano a bordo, tutti e quindici, della jeep. Erano euforici, cantavano, ridevano. «Evidentemente — continua Riva — esprimevano così la loro vittoria. Ci avevano presi, per loro era un'azione di guerra riuscita. Ma neanche

due ore dopo si rompe il differenziale della Land Rover. Scendiamo tutti e inizia una marcia a piedi, spossante, senza né cibo e né acqua che durerà otto giorni. Camminavamo — ricorda Riva — dall'alba all'una, qualche volta anche fino alle due di notte. Una cosa massacrante. Per riposare ci si fermava nelle oasi dove la pattuglia dei nostri guardiani riceveva il cambio. Arrivavano altri guerriglieri e si continuava, sempre avanti. Eravamo allo stremo, anche perché di notte si dormiva in qualche modo, buttati per terra. Di giorno un caldo atroce, di notte un freddo che ti entrava nelle ossa. Fino a quando siamo arrivati in un villaggio. Hans, che in una caduta si era ferito al viso, sembrava una maschera macabra, aveva fatto il sangue raggrumato in faccia».

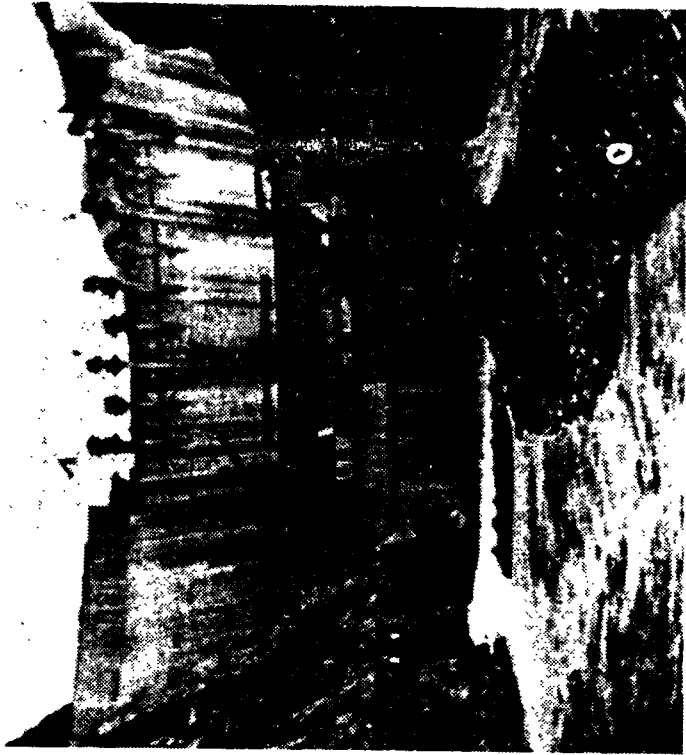
Hans e Mario Riva giungono al campo, qualche casa di sasso, il tetto in paglia e il niente. «Però dico che sono stati umani — sottolinea Riva — perché per cinque mesi ci hanno lasciati in pace. Ci facevano capire che quello lo dovevano fare. E poi dicevano: Inshallah, sempre così, Inshallah. Al villaggio non c'era niente da fare, una vera tortura mentale, se volevamo potevamo prendere il tè alle sette del mattino, se no nessuno ci costringeva ad alzarci. Ma poi, sa com'è, si dormiva con un occhio solo.

Di fuggire, neanche a pensarci. Stavamo tutti in tenda, insieme, avevamo anche le loro armi a portata di mano. Potevamo fare una strage, ma gli altri? Quelli appostati fuori? Sembrava che non ci vigilassero, ma tutto intorno era pieno di curdi. Per mesi nessuna informazione, niente di niente. Che saremmo stati liberati di lì a qualche ora lo abbiamo appreso solo l'ultimo giorno. E' arrivato un curdo, ma non era il capo, lì nessuno portava gradi e ci ha detto: "jella, jella", che significa "presto, presto". E ci hanno accompagnato quasi al confine».



Intervista all'amministratore delegato della Sae Ecco come è andata l'imboscata E già l'azienda sta trattando

di Gabriella Pesenti



La diga di Karakaya in Anatolia realizzata da imprese italiane

MILANO Sono le 22.30 del 14 settembre. Al campo iracheno della Sae (Società anonomima a partecipazione paritetica) — un enorme piazzale con quattro case prefabbricate, magazzini, jeep e camion carichi di materiale e attrezzi — quattro tecnici italiani stanno riposando. E' una sera come tante e dalla vicina città di Mosul, nel Kurdistan, giungono l'eco delle ultime voci. All'improvviso quattro guerriglieri armati irrompono in una delle abitazioni: trovano il valtellinese Giacomo Cominetti, responsabile dello smistamento materiali, e lo sequestrano. Il trambusto sveglia anche gli altri. Silvano Peruzzo (supervisore dei lavori civili), Giulio Braglia (assistente capo cantiere) e Gianfranco Masti (responsabile della manutenzione) che cercano di mettersi in salvo nascondendosi. I ribelli danno così accortezza dei lavori civili, salgono sulla "roccia" dell'azienda e arrivano alla base "olandese".

L'allarme scatta immediatamente in tutta la Sae. L'ambasciata italiana a Bagdad, la Farnesina e i parenti cominciano a fare di tutto l'uncinetto. E così la missione del comando dell'Unione nazionale del Kurdistan iracheno resterà segreta per un mese. Giusto il tempo che i ribelli si danno prima di rinunciare all'azione, cosa che hanno fatto proprio l'altro ieri con un documento datato Beirut a un'agenzia di stampa internazionale. In sintesi i curdi protestano «contro l'auto italiano al regime iracheno e la presenza militare italiana nelle acque del Golfo» e chiedono il ritiro immediato della flotta.

«In base alla mia esperienza andrei comunque molto cauto nel valutare questi messaggi — spiega l'amministratore delegato della Sae, l'ingegner Achille Colombo che ieri era a Milano —. In un mese non abbiamo mai avuto notizie ed è normale, mentre è molto difficile stabilire quale sia la tribù che

ha deciso il sequestro: certo si parla dei curdi ma non basta per individuarne la fazione. Ricordo ad esempio quando due anni fa venne rapito un altro nostro dipendente. Alberto Chiaverini arrivavano messaggi d'ogni genere e parecchi privi di fondamento. Ci volle tempo prima di imboccare la pista giusta per avviare le trattative e il segnale fu il messaggio diffuso ad Atene dove in sintesi i guerriglieri (l'Unione patriottica del Kurdistan, il movimento fondato nel 1975 dall'ex dirigente del partito democratico curdo, Jalal Talabani n.d.r.) chiedevano solo che si parlasse di loro e dei loro problemi».

«Un mese è comunque troppo poco per fare chiarezza — continua l'ingegnere —. Per quanto mi riguarda sono convinto che tutto andrà per il meglio anche se la crisi del Golfo complicherà la vicenda. Escludo qualsiasi possibilità di pericoli per la vita di Cominetti: i curdi non sono violenti, sono persone estremamente civili. Fanatici ci inverte sono gli iracheni ed è per questo, visto che la tribù è legata a loro, che si allungheranno i tempi per ottenere la liberazione ma, ripeto, sono sicuro che non ci sarà violenza perché sanno che certi gesti sono inutili e controproducenti».

E data la filosofia a Mosul, almeno per il momento, non cambierà nulla. La Sae che fa capo alla multinazionale svizzera Brown Boveri — il gruppo elettromeccanico che di recente ha assorbito la svedese Asea — non intende adottare misure speciali per proteggere gli altri dipen-

ti e nessuno di loro, d'altro canto, ha chiesto di tornare o di essere seguito da una guardia del corpo. Niente controlli quindi e tantomeno sentinelle al campo di Mosul.

«In quella zona lavoriamo ormai da un paio d'anni — spiega l'amministratore delegato —, sappiamo che è calda ma l'unica precauzione presa, quella del cantiere vero e proprio, per evitare i guai abbiamo appaltato i lavori al Sae. Tutte le attività terminali e il servizio tecnico l'hai però avuto come pensavo che la crisi del Golfo non giungesse lì. S'è del Nord».

In ogni caso a Bagdad, dove la Sae ha un ufficio (tra i quaranta sparsi in tutto il mondo) e si fa da tempo all'opera il «collective» dell'azienda. C'è infatti una persona incaricata: ogni volta di seguire l'evoluzione dei sequestri, cercare contatti, avviare le trattative e ottenere la liberazione di un ostaggio. I dipendenti della multinazionale la cui casa madre, fondata nel lontano 1878, è nella città tedesca di Baden. A lui, quindi, l'incarico più delicato: portare a casa Cominetti che da quindici anni lavora per il gruppo elettromeccanico della Brown Boveri il cui fatturato è di 800 milioni di franchi l'anno (720 miliardi di lire).

«In passato operavamo più che altro all'estero — conclude l'ingegnere —, il rapporto era di 90 su cento e ovviamente i nostri interessi erano nei Paesi in via di sviluppo. Attualmente possiamo dire di lavorare poco più del 50 per cento in Italia e per

il resto in Africa e nel Medio Oriente. Abbiamo cantieri in Mozambico e Tanzania, presto torneremo in Etiopia pur continuando l'attività in Irak e negli Emirati arabi. E' ovvio che in Asia, con lo scoppio di guerra, il nostro intervento tende man mano a ridursi. A Mosul, ad esempio, le opere stanno per essere ultimare: tra qualche mese la linea sarà pronta, assicurureremo la manutenzione per un anno dopodiché questo lavoro per noi sarà finito».

Finito per iniziare un altro caso i dipendenti. In questo caso i tecnici, passano mesi e mesi lontani da casa. I più preferiscono non trasferire la famiglia, scegliendo di concedersi una rimpatriata con scadenze ravvicinate: più vicine vuole però dire non prima di sei mesi e di solito per restare a casa a un minimo di due settimane.

Giacomo Cominetti, che lavora in Irak da circa quattro anni, era a Mosul da sei mesi, per lui era quasi l'ora di rientro. Invece resterà lì, già chiusa per quanto: il suo collega, rapito nell'81, fu liberato dopo 150 giorni. Ma per ora i suoi carceri e i restano sconosciuti non stanno il messaggio diffuso da Beirut.

Dal canto loro gli iracheni che spalleggerebbero i curdi, hanno già diramato una smentita definendo le accuse parte integrante «dei complotti imperialisti per ledere l'unità e l'integrità della Repubblica islamica dell'Irak».

Da Parigi intanto si riva anche la notizia di un tentativo avviato dal nostro ministero degli Esteri — non smentito — con un rappresentante dell'Unione patriottica del Kurdistan, che chiederebbe per un eventuale rilascio di Cominetti e degli altri due italiani «squestrati» duemila masche e angustiaz. Questo potrebbe significare che i ribelli abbiano bisogno di difendersi da eventuali attacchi con aggressivi chimici oppure, ma è improbabile, che intendano combattere con queste armi micidiali.



SONDRIO Cominetti aveva deciso «Due anni poi smetto»



Giacomo Cominetti

BIANZONE (Sondrio) (C. Mon.) Aveva intenzione di farsi gli ultimi due anni in Iraq, poi avrebbe tirato i remi in barca e sarebbe rientrato definitivamente in Italia per restare con la figlia Eileen Grace di sette anni. Era questa la confidenza che Giacomo Cominetti, 46 anni, aveva fatto al sindaco di Bianzone, l'avvocato Giovanni Valbuzzi, prima di ripartire a fine agosto per il Paese mediorientale e raggiungere il cantiere della Sae, presso il quale lavorava. Eileen, che vive con la zia Rosalba in una località di Varese, non sa nulla di quanto è accaduto al padre.

Il fratello Egidio, soltanto dieci giorni dopo il sequestro, avvenuto a metà settembre, era venuto a conoscenza del fatto. Da qualche tempo Giacomo Cominetti non dava più sue notizie all'azienda e la direzione lo aveva chiamato a Milano per comunicargli questo misterioso silenzio, che poi si è tramutato nel sequestro eseguito dai guerriglieri curdi. In un primo tempo le agenzie avevano diffuso il nome di Sergio Cominetti.

Infatti Sergio è nipote dell'uomo scomparso in Iraq, e si è sposato sabato scorso. «E' un uomo buono come il pane, dava una mano a tutti

quando tornava in Italia — ha detto il sindaco Valbuzzi — una persona seria; una ventina di giorni fa si è sparita la voce che qualcosa era accaduto. I fratelli non erano in grado di sapere dove il congiunto si trovasse. Sono vent'anni che Giacomo gira il mondo per ragioni di lavoro, e ora voleva gettare l'ancora e tornarsene a casa definitivamente».

GALLARATE

Diotallevi L'ultima telefonata con Roberto



Roberto Diotallevi GALLARATE (G.B.) L'ultima volta che ha parlato per telefono con suo marito è stato venerdì 2 ottobre. Poi, martedì scorso, la notizia del rapimento.

Fabrizia Turchi, moglie di Roberto Diotallevi, ingegnere della Gie di Milano rapito in Iraq dai guerriglieri curdi

filoiraniani, e sconvolta.

«E' stata la ditta di mio marito a comunicarmi per prima la notizia» ha dichiarato ieri pomeriggio ai giornalisti la signora Diotallevi. «Io ho dovuto tenere segreta la cosa per ragioni di prudenza e anche perché la notizia non era ancora ufficiale. So che il ministero degli esteri si sta interessando e che sono in corso trattative diplomatiche. Durante questi giorni mi hanno tenuto al corrente della situazione i funzionari del ministero con cui sono costantemente in contatto».

I Diotallevi non hanno parenti a Gallarate, dove si sono trasferiti dodici anni fa da Bologna. A Gallarate hanno avuto un figlio, Stefano, dieci anni, anche lui rimasto all'oscuro di tutto fino a ieri. «Gliel'ho dovuto dire altrimenti l'avrebbe saputo dal telegiornale» ha affermato la signora Diotallevi.

Roberto Diotallevi sarebbe dovuto ritornare a casa a novembre. Ogni tre mesi infatti i dipendenti della Gie rientrano per due o tre settimane. Anche il periodo di lavoro all'estero doveva essere ormai agli sgoccioli. Da quattro anni infatti lavora in Iraq.

Sensazioni di pericolo d'altra parte non ce ne sono mai stati «Anch'io sono stata là e non abbiamo mai avuto problemi».

BERGAMO

La moglie di Carrara: «Perché Roma tace?»

di Renato Possenti

BERGAMO «Non me l'aspettavo proprio, nessuno pote-

va prevedere che si sarebbe verificato un episodio del genere. Siccome sono stata a lungo in Iraq, conosco la gente e ho avuto modo di constatare l'esistenza di un rapporto cordiale con gli abitanti del posto. Ho tanta fiducia che tutto si risolve per il meglio». Patrizia Bertesa, la moglie di Giuseppe Carrara, 32 anni, il tecnico bergamasco preso in ostaggio dai curdi con altri due connazionali affronta con forza d'animo e fiducia nella provvidenza la difficile situazione. «Prego insieme a Silvia per la liberazione di Giuseppe».

La signora Patrizia, che si stringe fra le braccia la piccola Silvia di 5 anni e mezzo, è rientrata da Baiji, cento chilometri a nord di Bagdad, il primo settembre scorso, dopo essere rimasta per tre mesi con il marito. L'anno scorso aveva passato altri tre mesi in Iraq, mentre nell'85 si era trattenuta tutto l'anno. E' tornata a casa per portare a termine la gravidanza: «Giuseppe mi ha promesso che sarebbe tornato a Natale per trattarsi tre settimane».

«Continuo a restare accanto al telefono nella speranza di qualche buona notizia. Ma nessuno si fa vivo. Il ministero degli esteri non mi ha ancora dato la comunicazione ufficiale. Capisco che le trattative con i curdi sono delicate, ma almeno qualche funzionario potrebbe farsi vivo; che mio marito era stato preso per ostaggio l'ho saputo martedì della scorsa settimana dalla Gie. Per sei giorni i dirigenti mi hanno telefonato, ma ogni comunicazione è cessata quando è subentrato il ministero».

La signora Patrizia vorrebbe almeno sapere qualche dettaglio: «Se si tratta di informazioni riservate manterrò il riserbo e che sono capace di tacere l'ho dimostrato tenendo per me per tanti giorni la notizia del rapimento».

il Giornale 14 ottobre 1987

Mentre Teheran pur dando l'annuncio del sequestro nega di avere appoggiato i «patrioti» del Kurdistan

La Farnesina conferma trattative segrete I curdi da Londra: i tre ostaggi stanno bene

«Non sarà fatto alcun male ai vostri connazionali, ma Roma deve bloccare le forniture di armi a Bagdad e richiamare le sue navi militari dal Golfo» - Craxi si è incontrato con un rappresentante dell'Olp: forse si tratta di una mediazione parallela - Gorla difende il riserbo sul rapimento: se si parla troppo non si risolve meglio la situazione

Roma — Le trattative coronano sul filo. La linea telefonica Roma-Bagdad è incandescente. Si muovono le diplomazie e i servizi segreti per strappare i tre ostaggi italiani dalle mani dei fanatici di Allah. Dalla Farnesina si infittiscono i contatti con il regime iracheno e si cerca soprattutto di aprire un canale sotterraneo con i guerriglieri curdi. Da dietro le quinte, gli iraniani stanno a guardare. Smentiscono

qualsiasi coinvolgimento nella vicenda e avvertono l'Occidente che il sequestro di Giacomo Cominetti, Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara potrebbe essere un «complotto imperialista» per screditare il regime degli ayatollah.

Il nostro governo si muove con estrema cautela di fronte al ricatto degli ostaggi, per la cui liberazione è stato chiesto l'immediato ritiro della flotta italiana dal Gol-

fo. La parola d'ordine è silenzio. Da Milano, Giovanni Gorla getta acqua sul fuoco. Critica gli allarmismi, difende il riserbo mantenuto dal governo subito dopo la notizia dei rapimenti e assicura che il triplice sequestro non ha alcun nesso con la missione navale in Medio Oriente. «Non confondiamo cose che tra loro non c'entrano — ha detto categorico il presidente del Consiglio —. E' importante dimensionare bene la

vicenda, perché se cominciamo a darle un rilievo che non ha, non aiutiamo certo a risolvere la situazione».

«E' opportuno — ha aggiunto Gorla — risolvere questa triste vicenda tenendo presente che l'obiettivo principale è la salvaguardia dell'incolumità delle persone. Adesso è necessario prendere contatti con questi gruppi curdi».

Un gioco al ricatto

Cosa che la Farnesina sta già cercando di fare da qualche settimana in mezzo a mille difficoltà. Da una parte, infatti, il ministero degli Esteri è costretto a seguire le normali vie diplomatiche con Bagdad. Sono canali ufficiali che non portano però agli stessi risultati che si potrebbero ottenere attraverso una trattativa diretta con i capi della guerriglia curda.

Mentre si cerca in tutti i modi di arrivare ad una soluzione della vicenda, Palazzo Chigi ha diramato in serata un comunicato dicendo la sua verità sul sequestro dei tecnici. La presidenza del Consiglio ha ammesso di essere stata tempestivamente informata della scomparsa dei nostri connazionali in Irak. Il governo ha precisato che per la sua delicatezza la questione è stata seguita fin dalle prime battute dalla Farnesina.

Secondo Palazzo Chigi si erano stabiliti già dei primi contatti per arrivare ai rapitori di Giacomo Cominetti, sequestrato il 14 settembre scorso a Mossul. E lo stesso si è cercato di fare per Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi. I due dipendenti del «Gruppo Industrie Elettromeccaniche» si erano allontanati dal campo della società milanese, 200 chilometri a nord di Bagdad, in automobile.

Dal Quirinale Francesco Cossiga si tiene in continuo e stretto contatto con Palazzo Chigi e la Farnesina. Il presidente della Repubblica vuole essere informato su ogni sviluppo della vicenda. Anche l'ex presidente del Consiglio Bettino Craxi segue da vicino l'evolversi della situazione. Ieri il segretario socialista si è incontrato con il rappresentante dell'Olp Nemer Hammad per continuare i colloqui avuti nei giorni scorsi a Tunisi con il leader dell'organizzazione palestinese, Yasser Arafat. È impressione di molti che Craxi abbia sfruttato l'occasione per aprire, attraverso l'Olp, un canale segreto con i ribelli.

A questo, si aggiungono le voci su un probabile aiuto degli Stati Uniti per facilitare le ricerche dei tre ostaggi. Nel pomeriggio Craxi si è incontrato con l'ex candidato democratico alla Casa Bianca, Gary Hart. Alla riunione avrebbe partecipato anche l'ambasciatore statunitense a Roma, Maxwell Rabb.

L'Iran, intanto, ha smentito ufficialmente qualsiasi coinvolgimento nel sequestro. Lo stesso ha fatto l'ambasciatore iraniana a Roma. «L'attribuzione diretta o indiretta del sequestro alla Repubblica islamica dell'Iran è del tutto priva di fon-

damento», è stato il laconico comunicato diffuso ieri pomeriggio.

Da tutta Europa, intanto, gli esuli curdi cercano di spezzare la cortina di mistero e dei silenzi dietro la quale è nascosta la prigionia dei nostri connazionali. Da Londra, uno dei leader della resistenza, Omar De Babe, dirigente dell'Unione patriottica del Kurdistan, ha assicurato che gli ostaggi stanno bene. «Non dovete preoccuparvi per loro, sono in ottime condizioni di salute e non gli verrà fatto alcun male. A patto, però, che il governo italiano aderisca alle richieste che gli sono state fatte: la Irna di Teheran nel suo comunicato chiede il blocco delle forniture militari italiane a Bagdad e il ritiro della nostra flotta dal Golfo Persico.

Tra le richieste ce ne sarebbe anche una abbastanza singolare. Da Parigi, i curdi fanno sapere che tra le condizioni poste per il rilascio dei tre italiani rientrerebbe anche la fornitura di duemila maschere anti-gas.

Andrea Pucci

Il governo è sotto accusa perché ha taciuto la notizia dei sequestri di tecnici italiani in Irak. E' un'accusa strampalata. Il governo ha fatto benissimo a tacere, finché i sequestratori non hanno parlato. Infatti, la mancata rivendicazione del rapimento autorizzava a sperare che il caso potesse essere risolto con una trattativa riservata. Era una speranza infondata, ma questo lo sappiamo solo da lunedì, quando i guerriglieri curdi hanno deciso di dare pubblicità al ricatto. Prima di allora, da parte italiana il riserbo era prudente, e dunque doveroso.

Ciò che realmente sconcerta, in questa faccenda, non è il velo che Farnesina e Palazzo Chigi vi hanno steso sopra. E', invece, la meccanica di un sequestro in due riprese. Non c'è motivo di dubitare che dopo il primo rapimento, avvenuto a metà settembre, i nostri «uffici competenti» si siano attivati per cercare di venire a capo. Ma il risultato degli sforzi compiuti è stato il doppio rapimento del 2 ottobre. Evidentemente, o nell'intervallo tra i due episodi si è seguita, da parte italiana, la pista sbagliata, o ci troviamo in presenza di un gioco al rilancio nel ricatto internazionale. Un gioco che, forse, non è terminato qui.

E' naturale chiedersi che cosa faranno i guerriglieri curdi, o i loro burattinai, pretendano dall'Italia. Il ritiro della nostra squadra navale dal Golfo? I portavoce dei rapitori lo affermano, il presidente Gorla lo nega. Sarebbe comunque una pretesa assurda. Nessun governo, nemmeno il nostro, potrebbe

cedere a un tale ricatto senza ridicolizzare se stesso e il Paese che rappresenta. Inoltre, va tenuto conto del fatto che il sequestro di tecnici stranieri è lo sport più praticato dalla guerriglia curda fin dal 1970, quando ancora nessuno pensava di inviare navi da guerra nel Golfo. Fin qui, tutti i sequestrati sono stati rilasciati, in cambio non si sa bene di cosa. Probabilmente di quattrini.

Se sono i curdi, anche stavolta, a condurre il gioco, questi sequestri potranno essere risolti come i precedenti. Il rischio è che questa volta i curdi abbiano agito per conto di un qualche ayatollah. L'ambasciatore iraniana lo nega, ma non è davvero il caso di crederle sulla parola. Il rapporto dei governi oltranzisti islamici con il terrorismo ricorda la società fatta dal vetraio Charlot con il monello armato di fionda. Uno rompe i vetri e l'altro li aggiusta. L'esperienza insegna che chi tratta col «vetraio» se ne pente amaramente. E' già successo ad americani e francesi; non vorremmo che succedesse anche a noi.

Teheran ci accusa e si scopre

Il regime iraniano insiste: «La presenza militare italiana costituisce un sostegno alla politica americana nella nostra regione» - I guerriglieri curdi affermano anche di essere in possesso di esemplari di «bombe a grappolo» fabbricate in Italia e usate da Bagdad contro di loro

Dal nostro inviato

Dubai — La lunga mano di Teheran nella vicenda appare sin troppo scoperta. Fatasi portavoce dei rapitori, l'agenzia di stampa ufficiale iraniana Irna, ha ripetuto per due volte la rivendicazione a nome di una «Unione patriottica del Kurdistan» iracheno.

E' un ultimatum politico, imperniato su due accuse al governo di Roma: aver fornito armi fabbricate in Italia che l'esercito iracheno userebbe sia contro i separatisti curdi, sia nella guerra sul fronte terrestre contro le fanterie iraniane. «Gli ostaggi — dice il comunicato — rimarranno nelle nostre mani fino a quando non cesserà l'aiuto militare all'Irak».

La seconda più grave ricalca tutte le dichiarazioni dei capi iraniani pronunciate contro il nostro intervento navale nel Golfo: «La presenza militare italiana costituisce un sostegno alla politica americana nella regione». Questo corrisponde esattamente alla volontà politica di Teheran: le nostre navi da guerra, cioè, dovrebbero essere ritirate dal Golfo Persico e riportate nel Mediterraneo.



I guerriglieri curdi, armati da Teheran e inquadrati direttamente dai «Guardiani della rivoluzione», sul fronte nord del conflitto, sostengono di essere in possesso di esemplari di bombe a grappolo fabbricate in Italia. Tuttavia nella tragica guerra settennale tra i due Paesi, secondo gli esperti militari, non era mai comparso un ordigno di questo tipo, costituito da un grosso contenitore che si apre di colpo in prossimità di una colonna nemica e scaglia una serie di bombe più piccole in tutte le direzioni.

«Per la liberazione dell'Irak dal governo oppressivo del regime Baath combatteremo contro tutti i Paesi che appoggiano Saddam Hussein o agiscono in modo da appoggiare il suo governo». Un altro dei motivi che potrebbe aver provocato l'aggressività dei guerriglieri curdi, amici dell'Iran, contro l'Italia potrebbe essere l'accordo firmato nel settembre scorso tra il nostro governo e quello iracheno per la costruzione di un nuovo oleodotto per pompare il petrolio fino al Mar Rosso, al riparo dalle fiamme del conflitto.

Ma il gioco è fin troppo scoperto, la fornitura delle armi all'Irak e ogni altro contenzioso sembrano passare in secondo piano di fronte alle navi del XVIII Gruppo che risultano il vero obiettivo politico del sequestro, tenuto sotto silenzio dai rapitori e fatto scoprire all'improvviso secondo la tecnica dell'irangate per aggravare la crisi politica e frastornare l'opinione pubblica.

Tutti gli ambienti diplomatici del Golfo si aspettavano una vendetta trasversale dopo le crecenti, minacciose avvisaglie. E qualcuno suggeriva che Teheran avrebbe colpito proprio l'anello più debole della solida-

rità occidentale: il governo italiano lacerato sull'opponibilità della missione stessa. Ma ormai l'avvertimento vale per tutti gli altri europei, come si legge nelle ultime parole dell'Irma.

Impotente ad attaccare i mercantili scortati dalle Marine di Italia, Gran Bretagna, Francia, Belgio e Olanda che, insieme, compongono una flotta di 40 navi nell'area, l'Iran è ricorso alla prediletta arma del terrorismo rivoluzionario affidandola in questo caso ai guerriglieri alleati del Kurdistan, come nel Libano si affida agli sciiti.

Con un'impressionante coincidenza di date, Giacomo Cominetti viene rapito il primo settembre da quattro uomini armati nella sua roulotte del cantiere Sae nei pressi di Mossul. Proprio un giorno prima che le fregate della Marina lascino Tarranto e Augusta. E i tecnici Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi dell'impresa Cie spariscono con modalità ancora sconosciute il 2 ottobre, un venerdì, alla vigilia della partenza delle fregate Grecale e Scirocco dal porto di Muskat per la scorta alla portacontaineri Jolly Turchese.

E c'è di più in quel venerdì 2 ottobre, che segna l'inizio

della prima missione italiana: il presidente del Parlamento iraniano Hashemi Rafsanjani annuncia per la prima volta durante la consueta preghiera collettiva all'università di Teheran che l'Italia è entrata nella lista dei nemici della rivoluzione islamica come «complice di secondo piano» per aver seguito gli americani nel Golfo insieme agli alleati europei. E' un discorso di una violenza senza precedenti: «Non abbiamo alcun timore di confrontarci con l'America e i suoi alleati, nulla è più dolce, più desiderabile, più islamico della lotta contro l'invasione degli Stati Uniti e della Nato».

Rafsanjani è la firma più autorevole del regime dopo l'Imam Khomeini, e il suo rappresentante di fiducia nel Grande consiglio della guerra santa contro l'Irak. E' molto facile leggere in quell'avvenimento un duro messaggio al governo italiano che dopo il sequestro del primo nostro connazionale si vede sottoposto ad una seconda doccia fredda.

Claudio Lanti

**Vivono in Italia
209 iracheni
e 13 mila iraniani
(oltre i clandestini)**

Roma — Quanti sono i cittadini iraniani ed iracheni che vivono stabilmente in Italia? I dati forniti dal ministero dell'Interno sono fermi al luglio scorso. Riguardano la legge sulla regolamentazione dei cittadini extracomunitari. Dal censimento del Viminale risulta che nel nostro Paese vivono

oltre 13 mila iraniani con regolare permesso di soggiorno. Molti di loro, perseguitati, sono scappati dal regime degli ayatollah. Quella che viene da Teheran è una delle colonie più numerose presenti in tutto il territorio nazionale. Pochi, invece, sono gli iracheni, appena 209.

I dati forniti dal Viminale non tengono però conto del numero dei clandestini: si tratta di cittadini iraniani e iracheni entrati in questi anni in Italia con permessi turistici.

**«No a Khomeini»
e Siriani
chiedono asilo**

Roma — Cinque cittadini iraniani, che si dichiarano contrari al regime khomeinista, sono fermi da sabato scorso nella sala transiti dell'aeroporto di Fiumicino, perché privi di documenti. I cinque, che sono giunti a bordo di un volo di linea proveniente da Damasco hanno chiesto

di essere accolti in Italia in attesa di poter risolvere la loro situazione. Si tratta di un nucleo composto da moglie e marito più il fratello tredicenne di quest'ultimo. L'età si sono aggiunti altri due uomini fuggiti separatamente dall'Iran.

L'età media dei quattro adulti, che hanno preferito evitare di fornire le proprie generalità e dettagli sul modo in cui sono riusciti a espatriare, è di circa 25 anni. Del-

la loro vicenda si sta occupando adesso l'alto commissariato dell'Onu per i rifugiati politici che ha inviato oggi un funzionario al «Leonardo da Vinci» per i primi contatti con i cinque.

«Sono scappato — racconta uno di loro — perché volevano farmi tornare al fronte, in prima linea, nella guerra con l'Iraq. C'ero già stato una volta e mi ero salvato per miracolo. Ancora adesso mi porto dietro i segni della guerra chimica: ho problemi respiratori e agli occhi. Dopo un periodo di cura in un ospedale di Teheran ero tornato al mio lavoro di commerciante e stavo lentamente ricostruendomi una vita».

I rapitori sono solo una frazione d'un popolo smembrato e di fiere tradizioni

Non criminalizziamo tutti i Curdi

Che sia stato un gruppo di Curdi a rapire i tre tecnici italiani sembra proprio vero, sebbene la rivendicazione sia venuta da Beirut dove le sigle dei movimenti terroristici proliferano e spesso celano movimenti di diversa natura. E' invece un errore attribuire i rapimenti ai Curdi nel loro insieme, quasi fossero un'etnia globalmente solidale con gli integralisti sciiti di Khomeini. Tutt'al più, i Curdi che affiancano gli iraniani sono una piuttosto ristretta manovalanza. E' d'altronde naturale che agli ayatollah faccia estremamente comodo gestire le loro operazioni senza apparire direttamente coinvolti.

Se tutti i Curdi — che sono almeno tredici milioni sparsi fra Iran, Irak, Siria, Turchia e Unione Sovietica — fossero alleati di Teheran, i khomeinisti avrebbero vinto la guerra con l'Irak ormai da anni.

Gli antichi Medi dell'epoca ariana scrisse Saffone e che all'epoca delle Crociate ebbero per capo supremo il

grande Salakeddin, popolarmente noto come «eroe Saladino», oggi si chiamano Curdi. Di loro si sanno poche cose, ma almeno due sicure: sono dei formidabili guerrieri e avversano, con odio equamente distribuito, l'integralismo islamico e il duro regime nazionalista iracheno. Anche la Turchia (dove vivono circa otto milioni di Curdi) ne conosce il feroce ribellismo.

Di religione musulmana (sunnita) e tenacemente fedeli alla loro originaria organizzazione sociale — una via di mezzo tra il tribalismo e il feudalesimo — i Curdi che rappresentarono nei secoli scorsi la punta di diamante dell'Islam, hanno inutilmente tentato, a più riprese ed anche in tempi recenti, di creare uno Stato nazionale nel Kurdistan.

Il Kurdistan è una regione etnica dell'Asia sud-occidentale compresa fra l'altipiano mesopotamico, l'Anatolia orientale, l'Armenia e l'Azerbaijan; ed è politicamente suddivisa tra l'Iran,

l'Irak, l'Unione Sovietica e la Turchia con una spartizione che risale al Trattato di Losanna del 1923. Nel 1941, in piena guerra mondiale, l'Unione Sovietica attaccò l'Iran dal nord e gli inglesi da sud, Stalin e Churchill erano infatti concordi sulla necessità di detronizzare Reza Scià, grande amico della Germania nazista.

Ma Stalin carezzava anche un altro progetto: creare, a guerra finita, un Kurdistan indipendente — naturalmente satellite dell'Urss — sotto la guida del più leggendario personaggio della storia curda dopo il Saladino, Mustafà el Barzani. Il progetto venne realizzato nell'ultimo scorcio del 1945 con la proclamazione a Mahabad (Iran del nord) della Repubblica democratica curda, la cui esistenza durò però pochi mesi, ossia fino a quando per motivi di realpolitik i sovietici accolsero la richiesta anglo-americana di far tornare il Kurdistan sotto la sovranità iraniana. Mustafà el Barzani ripartì nell'Urss con po-

chi fedeli e venne nominato da Stalin generale dell'Armata Rossa.

Da allora, la rivolta pressoché permanente dei Curdi ha dato filo da torcere all'Irak, all'Iran e alla Turchia. Dopo l'inizio della guerra fra Teheran e Bagdad, solo un numero ristretto di capi curdi si è schierato apertamente con gli ayatollah non tanto per convincimento politico, quanto per odio verso l'Irak dove vivono almeno cinque milioni di loro «connazionali». Fatte queste eccezioni, il Kurdistan è ancor oggi una regione che riesce a sottrarsi all'influenza dei due regimi antagonisti. Solo più o meno consistenti gruppuscoli (peraltro efficientissimi) operano alle dipendenze iraniane. Fra questi figurerebbe anche l'Unione nazionale del Kurdistan iracheno che sarebbe responsabile del rapimento dei tre italiani. Si tratterebbe di un vero colpo di scena in quanto la Unki si è finora e ripetutamente proclamata comunista.

Eugenio Melani

LA STAMPA 15 ottobre 1987

Il sottosegretario agli Esteri: Nessun messaggio dei rapitori kurdi

«Non hanno chiesto un riscatto»

I tecnici sequestrati starebbero bene - Zanone: il ritiro della flotta ci farebbe perdere la credibilità - Atteso a Roma viceministro iraniano

Ma la Camera era semideserta

ROMA — Il sottosegretario agli Esteri Gilberto Bonalumi, durante il question time di ieri, svoltosi alla Camera in un'aula pressoché deserta, ha informato che, finora, «nessun messaggio o richiesta di riscatto è pervenuto alle aziende presso le quali lavoravano i tre tecnici rapiti».

Il rappresentante del governo ha anche precisato che il messaggio del 12 ottobre nel quale si affermava che i tre tecnici sono stati sequestrati per «protestare contro gli aiuti italiani al regime iracheno e contro la presenza militare italiana nel Golfo» recava la firma del Kurdistan Iraqui national movement, mentre gli autori del sequestro sareb-

bero da identificarsi nel gruppo Patriotic union of Kurdistan.

Dunque, in questa situazione, il governo mantiene ferma l'opinione che non esista nesso tra il sequestro e la missione nel Golfo e, stando al tono della breve seduta di ieri, questa posizione è stata sostanzialmente accettata dal Parlamento, sia pure con l'ecce-

zione di democrazia proletaria.

«Debbo sottolineare — ha affermato Bonalumi — che la linea costantemente seguita da tutti i Paesi che sono stati toccati da analoghi incresciosi episodi è sempre stata improntata alla cc. segna del massimo riserbo e dalla più assoluta discrezione, sempre naturalmente nel rispetto, comun-

que, da parte del governo italiano, di una permanente informazione dei familiari ed in stretta collaborazione con le aziende interessate. Le informazioni in possesso del governo confermano il buono stato di salute dei tre tecnici.

«La nostra ambasciata — ha aggiunto il sottosegretario agli Esteri — informò

immediatamente le autorità irachene ottenendo, come è usuale in tali casi, la loro collaborazione».

In un'intervista concessa all'Europeo, che l'ha anticipata ieri, il ministro della Difesa Valerio Zanone sostiene che sospendere la missione in seguito al sequestro dei tecnici «significherebbe vanificarne le finalità, portare un duro colpo alla solidarietà occidentale e alla stessa azione di pace intrapresa dall'Onu».

«Non parliamo poi — aggiunge il ministro — del danno irrimediabile che subirebbe la nostra credibilità internazionale».

Dibattito alla Camera (semideserta)

«Dai kurdi nessuna richiesta»

• Alla Camera, in un'aula semideserta, il sottosegretario agli Esteri Bonalumi ha detto ieri che le aziende per le quali lavoravano i tre tecnici rapiti in Iraq non hanno ricevuto finora «nessun messaggio e nessuna richiesta di riscatto» da parte dei kurdi. La linea di Roma rimane «improntata alla consegna del massimo riserbo»; secondo le informazioni in possesso del governo, lo stato di salute dei sequestrati è buono. Bonalumi ha ribadito che non esiste alcun nesso tra questa vicenda e la guerra nel Golfo. Il ministro della Difesa Zanone, in un'intervista, ha detto che «il ritiro della flotta farebbe crollare la nostra credibilità internazionale».

• L'ambasciata d'Italia a Teheran ha chiesto la collaborazione dell'Iran per «individuare i canali più opportuni» per una trattativa con i rapitori. La settimana prossima arriverà a Roma il vice ministro degli Esteri iraniano.

■ Raid iracheno sul Kurdistan

MANAMA — Radio Teheran ha comunicato che aerei iracheni hanno bombardato ieri un villaggio curdo nella zona irachena. Il bombardamento ha provocato, secondo Radio Teheran, 11 morti e 23 feriti tra i quali vi sono donne e bambini.

■ Ueo: discusso coordinamento nel Golfo

L'AJA — Alti funzionari dei sette Paesi che fanno parte dell'Unione Europea Occidentale si sono incontrati all'Aja per proseguire le consultazioni sul Golfo. È stata discussa «la possibilità del miglioramento dei contatti allo scopo di rafforzare il coordinamento a livello pratico e tecnico delle operazioni nel Golfo». (Agf)

«Racket dei kurdi sulle imprese italiane»

MILANO — Nel Kurdistan, per le imprese italiane così come per qualsiasi altra impresa non irachena, è come lavorare sotto due padroni: uno che assegna l'appalto e l'altro che pretende il subappalto, più o meno sotto banco. Uno è il governo iracheno di Saddam Hussein, l'altro sarebbe il governo ombra kurdo. Quella zona, il Kurdistan, è sotto controllo: chi vuol lavorare paga, chi vince la gara d'appalto deve metter in conto il subappalto.

Chi resta fuori, chi non è riuscito ad ottenere l'appalto, ora si sfoga. Sfogo comprensibilmente anonimo: «Il Kurdistan come la Sicilia, per usare una metafora chiarissima — spiega il responsabile di un'impresa di costruzioni ben quotata anche in Borsa —. Come nella nostra Iripina del dopo terremoto, dove chi voleva l'appalto per la ricostruzione si è dovuto accordare con la camorra di Raffaele Cutolo. Ma non è uno scandalo, almeno per chi è del settore. Non è una novità. Da quelle

parti è sempre stato così. Intermediari, poi, ce ne sono fin troppi: a partire da casa nostra».

Da quelle parti sono cinque le aziende italiane al lavoro: Gie e Sae, il consorzio Impresit, Italstat, Girola e Lodigiani. I tre tecnici sequestrati sono due della Gie e uno della Sae. Ovvio che, in questi momenti, dalle società non arrivano altro che comunicati ufficiali: tutti tranquillizzanti, beneauguranti, ottimistici quasi. Vero è che lavorare nel Kurdistan, da decenni, vuol dire conoscere canali diplomatici paralleli e sicuri. Gie e Sae si richiamano a «precedenti» (che, nessuno aveva mai conosciuto, tranne il ministero degli Esteri) conclusi alla meglio.

«I contratti — dice un'altra voce di un'impresa interessata, in passato, agli appalti in Iraq — sono firmati con il governo di Baghdad; a noi, dei kurdi, non dovrebbe importare nulla...». E invece non sarebbe così. «Invece — chiarisce un altro manager — anche se i nostri accordi sarebbero con il Soe, lo State

Organization of Electricity, l'Enel iracheno, dobbiamo fare i conti con il movimento kurdo. E pensare che per vincere una gara d'appalto battiamo gli americani della General Electric, i giapponesi della Mitsubishi, gli svizzeri della Brown Boveri...».

Le imprese italiane, nonostante le difficoltà, restano nel Kurdistan. E l'appalto iracheno, nonostante i kurdi, è ricercato. Un intervento, quello italiano, che si allarga ad altre piccole imprese. Se Gie e Sae hanno commesse per la costruzione di centrali idroelettriche, in realtà la loro presenza si limita alla sovrintendenza. Pochi dipendenti inviati sul posto: il responsabile di cantiere, il responsabile dei materiali, insomma i direttori d'opera. Poi, come ai tecnici specializzati dell'Elettra progettati di Novara, il collaudo impianti.

Un altro dirigente: «Ci accordiamo, o meglio si accordano, con il governo di Saddam Hussein, però esiste questa pesante influenza dei kurdi, un'influenza che solo adesso sembra esser stata

scoperta e al contrario esiste da almeno vent'anni. Un'influenza che è pesante, pesantissima, più si lavora nelle zone dei loro confini. In Iraq chi lavora nel Kurdistan per conto del governo di Saddam, deve pagare il dazio ai kurdi. Altrimenti non si lavora».

Condizioni di lavoro che vengono accettate per motivi di sicurezza. Una rete elettrica per la centrale di Mosul, nella zona di confine regionale, in questi giorni sta per essere ultimata da operai kurdi. Ai tecnici italiani solo la consulenza per realizzazione e collaudi. C'è chi sostiene che questa sia la prima condizione per garantire la sicurezza durante i lavori; e c'è chi, al contrario, ribatte: «Non è vero, l'accordo prevede manodopera terzomondista. Se gli accordi non sono mutati in queste ultime settimane, chi è al lavoro è soprattutto di nazionalità pakistana».

Almeno 235 aziende italiane, nell'ultimo biennio, sono state interessate agli appalti in Iraq. Giovanni Cerriti

L'Italia cerca collaborazione a Teheran

ROMA — Sui tre italiani rapiti dai kurdi filo-iraniani ieri è scesa una cortina di silenzio. Le rassicuranti dichiarazioni degli esponenti della resistenza kurda provenienti da Londra e Parigi non hanno avuto ulteriore eco. E al silenzio dei rapitori si è abbinato il comprensibile riserbo mantenuto da parte italiana che attraverso la cosiddetta «diplomazia segreta» conta di avviare i contatti necessari per ottenere il rilascio dei tre ostaggi. In questo quadro, si inserisce una novità: un passo umanitario compiuto dalla nostra ambasciata a Teheran presso il regime khomeinista per ottenere la collaborazione dell'Iran «nella individuazione dei canali più opportuni» per giungere a un contatto diretto con gli esponenti dell'Unione patriottica

del Kurdistan iracheno.

Questa direttiva impartita dalla Farnesina alla nostra ambasciata nella capitale iraniana sul piano umanitario, come si tiene a specificare a Roma alludendo all'opera di organizzazioni come la «Mezzaluna rossa», ha trovato un puntuale riscontro politico. Fonti diplomatiche hanno rivelato che la settimana prossima giungerà a Roma, in un giorno ancora da precisare, il viceministro degli Esteri di Teheran, Mohamed Laranjani, che desidera incontrarsi con Andreotti. La Farnesina tiene a precisare che la visita di Laranjani non ha nulla a che vedere con il «caso» dei tre tecnici rapiti nell'Iraq. Ma si inserisce nelle manovre diplomatiche in atto nelle ultime settimane per rilanciare l'azione mediatrice del segre-

tario generale dell'Onu de Cuellar.

La presidenza di turno del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite detenuta per questo mese dall'Italia avvalorata certamente la missione di Laranjani a Roma. Ma appare scontato che Andreotti coglierà quest'occasione per rinnovare al rappresentante di Teheran la richiesta italiana di «buoni uffici», presso il gruppo kurdo che ha rivendicato il rapimento dei nostri tre tecnici e che ha una sede anche nella capitale iraniana. Di più ufficialmente non si vuol dire a Roma, per non caricare di troppi significati il prossimo incontro romano fra il ministro degli Esteri e il suo collega iraniano e per rischiare di compromettere, per troppa pubblicità, quei contatti confidenziali che in questi

caso sono la chiave migliore per ottenere il rilascio dei rapiti.

Intervenendo a un dibattito organizzato da dp a Roma, ieri un esponente dell'Unione patriottica del Kurdistan ha voluto ridimensionare la portata dei legami che uniscono la sua formazione al regime iraniano, proprio per non esporre Teheran a un ruolo di prima fila in questo «caso». «Non c'è nessuna alleanza politica fra noi e l'Iran — ha sostenuto Ahmad Darwish —. Accettiamo semplicemente una certa collaborazione militare dagli iraniani per rovesciare il governo iracheno. Il nostro obiettivo comune è solo la caduta di Saddam Hussein. Senza di lui potremmo avere la possibilità di formare uno Stato kurdo». L'esponente dell'Upk ha proseguito

affermando che «le compagnie straniere all'opera in Iraq aiutano di fatto il regime fascista di Saddam Hussein, che non rispetta i diritti umani e martirizza la nostra popolazione civile uccidendo donne e bambini con gas e armi chimiche. Ottocentomila persone sono state deportate e rinchiusi in campi di raccolta nel Sud del Paese».

Nell'ambito di questa lotta di liberazione nazionale, i ribelli sequestrano i lavoratori stranieri per far conoscere al mondo il genocidio che rischiano i kurdi e per far cessare gli aiuti al governo iracheno. «Senza gli aiuti dell'Occidente e dell'Arabia Saudita, il regime iracheno sarebbe già stato spazzato via», ha concluso l'esponente della guerriglia.

Paolo Patruño

Intervista a Paese Sera del capo dell'«Unione patriottica» curda a Londra

“Ecco le nostre condizioni”

Per il primo rapito chiede maschere antigas, per gli altri il ritiro della flotta



LONDRA. I tre ostaggi italiani in mano all'«Unione patriottica del Kurdistan» potrebbero finire in due diverse direzioni. Lo spiega in un'intervista a "Paese Sera" Omar Mustafa, rappresentante dei curdi a Londra. «Per la liberazione di Cuminetti - ha detto - chiediamo 5000 maschere antigas e una potente antenna. Per Carrara e Diotallevi vogliamo il ritiro della flotta italiana dal Golfo». Ieri, il sottosegretario Bonalumi ha risposto alla Camera alle interrogazioni di tutti i partiti: non c'è un messaggio preciso dei rapitori, ha detto. «Continueremo a seguire la linea del silenzio».

Un nuovo tour a Roma dell'inviato di Khomeini

ROMA. Su richiesta iraniana si svolgerà all'inizio della prossima settimana a Roma un colloquio tra il vice ministro degli esteri di Teheran, Mohamed Larjani, e il ministro degli esteri Giulio Andreotti. Fonti diplomatiche hanno confermato che il braccio destro di Velayati ha chiesto di incontrare Andreotti nella qualità di presidente di turno del Consiglio di sicurezza dell'Onu.

Il colloquio avrà probabilmente al centro il prosieguo dell'iniziativa del segretario dell'Onu Perez de Cuellar per l'attuazione della tregua nel Golfo.

Esclusivo. Intervista al leader dei curdi a Londra

Condizioni separate per il rilascio degli italiani. In cambio di Cuminetti cinquemila maschere antigas e una radio. Gli altri oggetto di una trattativa politica. «I tre sono in ottima salute»



di Riccardo Maffey

LONDRA. C'è una separazione nelle condizioni per il rilascio dei tre ostaggi italiani sequestrati dai guerriglieri curdi, al punto da dissipare i dubbi su una determinante regia iraniana.

Per il rilascio di Giacomo Cuminetti, rapito il 14 settembre (quando la presenza delle nostre navi nel Golfo non era ancora scontata), viene chiesta poca roba: «Un'apparecchiatura per una radiotrasmittente da 10 Kw e 5.000 maschere antigas (non 2.000 come era stato detto)». Ben diversa — vale a dire «il ritiro definitivo della flotta» — è la richiesta per la liberazione di Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara, catturati in un momento in cui l'intervento italiano era già in pieno svolgimento (2 ottobre scorso).

Questa distinzione fra le due richieste viene fatta da Omar Mustafa, capo della sezione londinese dell'Unione patriottica del Kurdistan, che aggiunge:

«Soffermiamoci sulla posizione dell'Unione del Kurdistan. Che cosa aveva detto tre anni fa in occasione di altri sequestri? Che qualsiasi società straniera che voleva operare nel Kurdistan doveva ottenere il nostro permesso. Altrimenti l'avrebbe fatto a suo rischio e pericolo. La cattura degli ostaggi era quindi prevedibile. Non si è trattato dunque di aziende che dal nostro punto di vista operavano abusivamente, ma di un vero e proprio intervento militare. Ecco perché sono cambiate le condizioni».

— Se venisse ritirata la flotta, liberereste anche Cuminetti senza pretendere le maschere antigas?

«La cosa non è stata discussa. Personalmente ritengo che le 5.000 maschere e il si-

«Le aziende che operano nel Kurdistan sanno che debbono mettersi d'accordo con la nostra organizzazione». «Già altre volte abbiamo preso dei vostri lavoratori ma alla fine tutto si è risolto per il meglio»

L'ayatollah Khomeini, guida dell'Iran



stema trasmittente siano una condizione irrinunciabile».

— Ma la vostra richiesta è in funzione pro-iraniana. Agite su ordine o con il beneplacito di Teheran?

«Non abbiamo bisogno di essere condotti per mano da nessuno. Le decisioni dell'Unione sono autonome, e tengono conto delle giuste rivendicazioni curde».

— Rimane comunque il fatto che anche prima dell'invio delle navi non era facile prendere contatto con voi per ottenere permessi...

«Non è vero. Qualsiasi ente avrebbe potuto fare come lei, come altri giornalisti che nelle ultime ventiquattr'ore mi hanno telefonato».

— Io non ho il suo telefono. Ha chiamato lei, dopo che avevo lasciato un messaggio a un'organizzazione culturale, il Centro curdo di Londra.

«Il telefono glielo do: mi basta che non lo diffonda ai quattro venti. L'Unione ha però rappresentanti in Inghilterra, Francia, Svezia, Berlino. Alle società italiane non è mai mancato il modo di comunicare con noi».

— Come stanno gli ostaggi?

«Posso garantire che vengono trattati come ospiti e non come prigionieri. Sono tutti in ottima salute. È espressamente vietato qualsiasi atto non solo di crudeltà ma anche di durezza. I familiari possono esserne sicuri. Aggiungo che nessuno degli ostaggi ha riportato ferite o lesioni. Sia pure lievi».

— Ritorniamo alla questione di fondo, alla presenza delle navi della marina italiana.

«Ritornarci significa ribadire che la manovra del governo italiano è a favore dell'Iraq».

Ma è la scelta del silenzio oppure è caos?

Le certezze del governo sulla vicenda dei tre tecnici italiani, autorevolmente ufficializzate, martedì, dal presidente del Consiglio Gorla («Il sequestro non ha nulla a che vedere con la situazione nel Golfo») e da fonti diplomatiche («si tratta di un normale rapimento») cominciano probabilmente a tentennare. E se ne vede traccia nell'intervento alla Camera del sottosegretario Bonalumi. Una linea diversa — ha spiegato — da quella del silenzio «comporterebbe l'avvenuta individuazione di istituzioni e interlocutori certi». In sostanza, il governo non sa ancora, probabilmente, a chi attribuire il sequestro. E allora, con chi si sta trattando? Nella confusione, esaspera-

rata dai contorni politico-militari-geografici (non è un "semplice rapimento", se non altro perché i curdi iracheni sono "amici" di Khomeini, e perché avviene in una zona di guerra), la scelta della riservatezza può anche essere comprensibile. Meno comprensibile, però, è l'atteggiamento rassicurante assunto dal governo dopo le prime ore di confusione.

Ipotizzare una regia iraniana del rapimento è probabilmente fantasioso. Ma a cose fatte chi può escludere il tentativo di Teheran di saltare sul cavallo? Non è da irresponsabili domandarselo. Alcuni elementi di riflessione ci sono. E non sono del tutto rassicuranti.

1) Fonti diplomatiche oc-

cidentalmente esperte della situazione medio-orientale hanno spiegato su questo giornale un possibile mutamento di scenario nel rapimento, avvenuto con la diffusione del comunicato di rivendicazione a Beirut. «Non è nell'interesse dei curdi e dei rapitori».

2) Gli stessi portavoce dell'"Unione patriottica del Kurdistan" nelle richieste al governo italiano sono sembrati piuttosto confusi: dal ritiro della flotta nel Golfo, all'embargo di armi a Bagdad, all'invio di duemila maschere antigas. Un atteggiamento incerto (e l'esperienza su queste vicende ai gruppi curdi non manca), improbabile per avviare una trattativa.

3) "Paese Sera" pubblica

oggi l'intervista a un esponente curdo che rivela "nuove" condizioni per il rilascio degli ostaggi. Le maschere antigas per il primo rapito, il ritiro della flotta e l'embargo di armi a Bagdad per gli altri due. Potrebbe essere, e lo speriamo, l'ennesima richiesta sballata. Diversamente, il tavolo della trattativa cambierebbe. Il ricatto sulla flotta più che ai curdi sarebbe comodo a Teheran.

v. bi.

Il governo risponde alle interrogazioni sul sequestro

Non si sa con chi trattare

ROMA. Il governo non sa ancora esattamente chi abbia sequestrato i tre tecnici italiani in Iraq. Lo ha confermato ieri il sottosegretario agli Esteri Gilberto Bonalumi rispondendo alla Camera alle interrogazioni sui silenzi della Farnesina (il primo rapimento avvenne tra il 14 e il 15 settembre) e sulle possibili connessioni con l'invio della flotta nel Golfo. Il governo — ha spiegato Bonalumi — continuerà a mantenere una linea di riserbo e di assoluta discrezione, «una scelta che il ministro degli Esteri intende seguire per tutelare l'incolumità degli ostaggi». «E anche perché — ha precisato — una linea diversa comporterebbe l'avvenuta individuazione di istituzioni e interlocutori certi, cosa spesso non possibile in situazioni del genere». Il sottosegretario ha però affermato che da notizie irachene il sequestro non sarebbe opera del gruppo curdo che lo rivendicò quattro giorni fa chiedendo il ritiro delle nostre navi dal Golfo, bensì di un'altra formazione curda, la «Patriotic Union for Kurdistan», capeggiata dal leader Talamani.

Secondo Bonalumi non solo non vi è conflitto tra Farnesina, palazzo Chigi e il Quirinale, ma l'evolversi della vicenda sarebbe seguita costantemente da Andreotti e da Gorla. Le notizie dall'Iraq confermerebbero poi che i rapiti sono incolumi. Infine nessun messaggio o richiesta di riscatto è arrivata alle ditte presso cui lavorano Giacomo Cominetti, Roberto Diotallevi e Giuseppe Carra.

Nel dibattito le opposizioni di sinistra hanno soprattutto individuato un collegamento tra la missione nel Golfo e il rapimento e hanno polemizzato con l'eccesso di riserbo che ha tagliato fuori il Quirinale dai canali di informazione. Il radicale Rutelli ha polemizzato: «Il governo sta affondando nel ridicolo e nella vergogna della confusione della sua azione, se è vero che neanche il capo dello Stato era informato del rapimento». Il demoproletario Capanna ha criticato: «Inutile nasconderci che se la cosa si fosse saputa prima del secondo dibattito

parlamentare sul Golfo molte valutazioni sulla missione militare sarebbero state diverse». Il verde Savoldi ha aggiunto: «La mancata informazione getta un'ombra su tutta l'iniziativa italiana nel Golfo» e ha chiesto al governo di far rientrare la flotta. Anche l'indipendente di sinistra Stefano Rodotà ha accusato: «La presenza militare ha sicuramente accresciuto le occasioni di rischio».

Il comunista Napolitano ha domandato al governo se, decidendo la spedizione, si tenne conto di tutte le possibili complicazioni e ha sollecitato «una chiara presa di posizione contro ogni fornitura di armi ad Iran e Iraq e l'assoluta neutralità italiana tra i due belligeranti». Difesa del governo da repubblicani, socialdemocratici, democristiani, liberali che escludono connessioni tra il sequestro e la task-force nel Golfo. «Qualche riserva» è stata invece espressa dal socialista Buffoni il quale vede nelle dichiarazioni di Bonalumi la conferma «del mancato coordinamento ai più alti livelli di governo».

i.pa.

Racconta un tecnico italiano. «Così ho vissuto tra i curdi: ogni giorno una sfida»

di Leoncarlo Setilmelli

ROMA. Vivere da tecnici in Iraq? Una sfida. C'è quasi da meravigliarsi che rapimenti e scomparse non siano cose di tutti i giorni. Ne parlo con Giuseppe Parri, un tecnico della «Nalco italiana spa» (fornisce prodotti chimici per il trattamento delle acque) che ho conosciuto lo scorso anno a Baghdad. Ogni giorno ci incontravamo nella hall del «Palestine Hotel» e lui mi diceva quella che sarebbe stata la sua destinazione: «Oggi vado a Mosul... Domani sono a Kirkuk...»; e lo incontravo la sera, al ritorno, stanco ma tranquillo nell'edificio dorato che, come tutti i grandi alberghi del mondo, ti fa sentire in uno stato di extraterritorialità, in un limbo dove sembra che mai nulla ti debba accadere (l'unico pensiero che ti prende prima di dormire è quello di un missile notturno, visto che gli alberghi sono costruzioni a grattacielo e quindi molto esposte).

«Se riesci a tornare a Baghdad — dice Parri nel suo ufficio romano dell'Eur — sei a posto. Ma devi partire per tempo, almeno prima delle 17. Più tardi diventa pericoloso. Metti il caso che buchi

una ruota e ti sorprende il buio. Dopo una certa ora la strada che porta alla capitale viene addirittura chiusa dalle autorità irachene. Loro sono i primi a sapere il pericolo che si corre».

— A causa dei curdi?

«Certo. Non voglio discutere le loro ragioni, che saranno sacrosante. Però la prima cosa che viene raccontata a chi arriva in Iraq è che il farmacista, dopo aver chiuso bottega, si arma di fucile e si apposta lungo la strada. Forse è come una barzelletta sui carabinieri. E' inventata, ma i curdi erano famosi per assalire le carovane che risalivano il Golfo».

— Paura?

«Spesso e molta. Quando si va negli stabilimenti petroliferi del Nord dell'Iraq, ci alloggiano in certe foresterie ai bordi del campo per nulla protette. Sono zone isolate, ai limiti del deserto. Le finestre hanno vetri e null'altro. Una notte è toccato anche a me dormirci. Allora ho preso dalla cucina un grosso coltello, l'ho messo sotto il cuscino e ho dormito con un occhio solo. Ed ero già fortunato ad avere una costruzione in mattoni. Altri vivono in roulotte, in casette prefabbricate, nei containers che sono

serviti a trasportare macchine e materiali. Ci mettono un apparecchio per l'aria condizionata e via».

— I campi non vengono recintati?

«La recinzione costa».

— E nessuno vi avverte del pericolo? Le autorità irachene o l'ambasciata italiana...

«Per carità, nessuno ci dice qualcosa. Io ho fatto esperienza da solo. E poi noi delle piccole ditte facciamo visite brevi, ci spostiamo rapidamente. Per chi resta lunghi periodi è più pericoloso. Però quelli come me sono più esposti in un altro senso. Per muoverci nei paesi arabi ci portiamo dietro una somma di dollari e questo ci fa anche apparire come una preda appetitosa per la delinquenza comune».

— Ma non ci sono alberghi in cui alloggiare?

«Non in queste cittadine. Quelli esistenti, bé, meglio non parlarne. Un'ultima cosa. Mi dispiace per i tre sequestrati. Potrebbe essere capitato a me. E non è detto che non abbia corso questo pericolo. Adesso non ho in previsione alcun viaggio da quelle parti. E se raccontassi che mi dispiace direi una bugia».

«Da soli in Iraq, e tanta paura»

Un gruppo di guerriglieri nel Kurdistan, in una zona vicino a Mosul dove sono stati rapiti i tre tecnici italiani.



PAESE SERA *Bagdad spara sui villaggi curdi* servizio

nostro servizio

DUBAI. Nel mirino dei jet di Bagdad ci sono anche i curdi. Undici morti e ventitre feriti costituiscono il bilancio del raid condotto su un villaggio ai confini dell'Iraq. Radio Teheran dà notizia anche di un'altra incursione dell'artiglieria irachena contro abitazioni curde nella zona di Kirkuk per dissuadere la popolazione a dare assistenza ai guerriglieri filo-iraniani. La battaglia del Golfo si sposta, in continuazione, dalla terra al mare. L'Iran torna protagonista nella aggressione alle petroliere. Stavolta i pasdaran hanno mitragliato nella notte la nave da carico liberiana Atlantic Peace, di 84.631 tonnellate. L'unità, secondo quanto ha riferito il comandante, ha riportato danni di lieve entità. Nessuno dei componenti dell'equipaggio è rimasto ferito.

Secondo funzionari delle società armatrici che operano nella regione, le cannoniere iraniane hanno ripreso ad intercettare le navi che entrano nel Golfo, controllandone i carichi e la destinazione. Sono intanto dall'altro ieri a Kuwait quattro petroliere battenti bandiera Usa che hanno attraversato lo stretto di Hormuz dando vita all'undicesimo convoglio che, scortato da navi da guerra statunitensi, ha solcato il Golfo da quando è iniziata l'operazione reflagging.

Al di là dello stretto di Hormuz, in mezzo ad uno dei più battuti tratti del mare di Oman, il Milazzo e il Sapri hanno iniziato la missione delle cacciamine italiane in una regione investita dagli effetti della guerra tra Iran e

Le cacciamine italiane iniziano la bonifica del mare di Oman con le navi di Inghilterra e Francia. Gli Usa rinunciano per ora a rinforzare la presenza militare

Iraq. E' stato precisato che il lavoro delle due unità, alle quali sta per aggiungersi il Vieste, è cominciato alle 11, in acque internazionali, al largo delle coste degli Emirati, in un'area in cui lo scorso anno esplose la guerra delle mine e dove anche negli ultimi giorni sono stati ritrovati ordigni da navi inglesi e francesi. Il Milazzo e il Sapri si trovano non molto lontano da dove sono impegnate due cacciamine britanniche. Nel tratto dove sono le unità italiane si formerà, o comunque transiterà, il secondo convoglio tricolore impegnato nel

Golfo — dopo quello della Jolly Turchese —, atteso a Dubai per lunedì e che dovrebbe essere composto dal mercantile Merzario Italia e da due fregate. Sosta ancora a Muscate, nel sultanato di Oman, la petroliera italiana Ambronia, per la quale non era stata disposta inizialmente la scorta e che potrebbe puntare sul Golfo.

Washington ha precisato che per ora la flotta Usa si limiterà a scortare le petroliere kuwaitiane con bandiera a stelle e a strisce e non andrà in soccorso di altre navi

eventualmente prese di mira dall'Iran. L'amministrazione Usa ha così respinto la proposta del contrammiraglio Harold Bernsen, comandante della flotta statunitense nella zona, di espandere la potenza militare nel Golfo. Secondo Bernsen le navi Usa avrebbero potuto garantire la libertà di navigazione solo a patto di reagire alle incursioni di Teheran senza tenere conto della nazionalità delle navi aggredite. La commissione della Camera Usa per la marina mercantile e per la pesca ha intanto approvato il prezzo da applicare per ogni viaggio delle petroliere del Kuwait. Duecentocinquanta mila dollari per l'andata e altrettanti per il ritorno che potrebbero essere pagati dagli acquirenti del petrolio dell'emirato.

La situazione del Golfo, secondo l'agenzia Urss, Tass, è stata al centro dei colloqui che il viceministro degli esteri sovietico Yuli Vorontsov ha avuto a Mosca con il ministro kuwaitiano per il petrolio Jeque Ali Al Sabah e con l'ambasciatore iraniano nella capitale sovietica Naser Heriani Nobari. Vorontsov e Ali Al Sabah, aggiunge la Tass, hanno sottolineato la necessità di nuove iniziative internazionali per porre fine al conflitto nel rispetto della risoluzione 598 approvata in luglio dal Consiglio di sicurezza dell'Onu.

p. es.

● L'Iran starebbe preparando un'ondata terroristica in Europa come ritorsione alla presenza di alcune marine occidentali nel Golfo. Lo scrive il quotidiano israeliano Yediot Ahronot, citando fonti dei servizi d'informazione statunitensi.

L'Aja. L'Europa si sforza di coordinare le flotte

L'AJA. Riunione all'Aja dei sette paesi dell'Unione Europea Occidentale per parlare del Golfo. Si tenta di proseguire le consultazioni destinate a migliorare il coordinamento a livello pratico delle operazioni in quelle acque, «nel pieno rispetto» — è stato precisato — del loro carattere nazionale.

Fonti diplomatiche hanno però riferito che la riunione si sia tenuta in funzione dell'incontro tra i ministri degli esteri, sempre all'Aja, e che si terrà dal 26 al 27 ottobre.

Unità delle marine militari dei cinque paesi dell'Ueo (di tutti, salvo la Germania, che per ragioni costituzionali non può compiere missioni militari fuori dei propri confini, e il Lussemburgo, privo di marina), si trovano attualmente nel Golfo o vi sono dirette. Da quando la crisi nella regione si è aggravata «i coordinamenti tecnici» si sono intensificati.

Quell'ombrello Usa adesso fa proprio paura

di Arnaldo Agostini

La grande ala protettrice americana sta per «coprire» tutto e tutti, come — fin dall'inizio dell'avventura nel Golfo — qualcuno aveva dato per scontato. Lo scenario è stato descritto da Luigi Caligaris sul Corriere della Sera. Gli Stati Uniti — sostiene Caligaris — sono oggi disposti a rischiare, a differenza di quanto avvenne nel Libano: «Reagan avrebbe infatti accolto la richiesta di non ritirarsi dal Golfo, anche in caso di perdite gravi. Questo rende la "coercive diplomacy" militarmente credibile». Washington, insomma, è pronta: se l'Iran dovesse provarci, la risposta sareb-

be immediata e ammonitrice.

Alla Us Navy non mancano i mezzi né la forza. L'Italia è invece più scoperta. In caso di bisogno, soltanto i muscoli Usa potrebbero salvarci. In proposito, Caligaris è esplicito: «Agli americani non spetta punire, in vece nostra, i colpevoli. Vero. Ma chi può escluderlo?». Insomma, se i comandanti di Reagan lo ritenessero opportuno, anche un attacco contro la nostra task-force potrebbe muovere la rappresaglia degli elicotteri MH-6 e dei caccia a bordo delle portaerei.

Del resto, gli Stati Uniti non sono nel Golfo — come

pure avevano spiegato — per proteggere e garantire la libertà di navigazione. E' stato Edward Luttwak, l'altro giorno, a chiarire gli ultimi dubbi: «Il vero obiettivo è quello di controllare l'espansionismo iraniano e di creare i presupposti per un intervento più largo».

Luttwak non è Reagan, anche se figura tra i consiglieri più ascoltati del Dipartimento di Stato; e non è affatto detto che ciò che pensa sia anche il pensiero dell'Esecutivo. Ma sarà bene annotare queste frasi perché, al di là delle strategie di facciata, la presenza occidentale in quelle acque sembra sul punto di un preoccupante salto di qua-

lità: se, infatti, l'ombrello dovesse calare a forza sull'insieme delle unità impegnate nel Golfo, automaticamente sarebbe il comandante della flotta statunitense, a decidere anche il destino della Grecale & C. Alla luce delle dichiarazioni di Luttwak e delle richieste di una Us Navy più potente, c'è di che sussultare.

il manifesto 15 ottobre 1987

Curdi e Scovacricchi

Dopo aver taciuto il sequestro dei tre tecnici italiani, Goria e Andreotti neppure si presentano in parlamento

Il governo ha spedito due sottosegretari (Bonalumi e Scovacricchi) a Montecitorio per rispondere alle interrogazioni di tutti i gruppi sul rapimento di tre tecnici italiani in Iraq da parte di un gruppo curdo. Sinistra indipendente, Pr e Dp si sono dichiarati ovviamente insoddisfatti mentre il Pci (e per altri versi il Psi) ha espresso riserve. Confermata la consegna del «massimo silenzio» scelta dalla Farnesina sul rapimento e sulla trattativa.

di Francesco Paternò

ROMA. Gilberto Bonalumi, sottosegretario agli esteri, ha dato una versione piatta di tutta la vicenda, ostentando ottimismo sulla sorte dei tre tecnici, che godrebbero attualmente di un «buon stato di salute».

Bonalumi ha poi escluso che attualmente ci siano richieste da parte del gruppo curdo. La Farnesina, ha aggiunto, ha fatto bene a tenere segreta la notizia del rapimento per agire più speditamente: ma Cossiga era stato informato.

GOLFO

Bombe dell'Iraq sui villaggi tenuti dai curdi

L'aviazione e l'artiglieria irachene hanno bombardato ieri la zona del Kurdistan dove sono presumibilmente trattenuti i tre tecnici italiani rapiti. Intanto due nostri cacciamine hanno finalmente iniziato a cercare mine nel Golfo.

GOLFO

Pioggia di bombe sui villaggi del Kurdistan: undici morti

La vita dei tre ostaggi italiani nelle mani dei guerriglieri curdi è in queste ore nelle mani non soltanto dei loro rapitori ma anche in quelle dei piloti iracheni. L'aviazione di Baghdad ha ieri bombardato pesantemente molti villaggi del Kurdistan iracheno mettendo a repentaglio la vita dei nostri connazionali. Mentre due unità italiane iniziano lo smiamento, fuori del Golfo, rimane in forse la scorta per le navi dirette in Iran.

di S.Ch.

ROMA. Un nuovo pericolo incombe sui tecnici italiani rapiti dagli indipendentisti iracheni: i bombardamenti dell'aviazione di Baghdad sui villaggi curdi che ieri hanno provocato 11 morti e 23 feriti gravi. I villaggi situati nel cuore del Kurdistan sono stati bombardati anche dall'artiglieria che ha concentrato il fuoco sulle zone meno accessibili della zona di Kirkuk.

Nelle acque del Golfo dell'Oman è intanto iniziata, con grandissimo ritardo, l'opera dei due cacciamine italiani «Milazzo» e «Sapri». Alle due unità si dovrebbe aggiungere «nei prossimi giorni» il «Vieste» fermo a Muscat con la nave appoggio «Anteo». Questa prolungata sosta della nostra unità sarebbe dovuta alla verifica di una serie di avarie e di problemi dovuti all'eccessivo riscaldamento del motore.

Problemi che sembrano affliggere un pò tutti i nostri cacciamine i quali dispongono di un solo motore e sono quindi molto vulnerabili ad ogni tipo di avaria. A questo proposito sembra che la lista di tecnici italiani inviati nel Golfo per lavori di riparazione alle nostre unità si sia ieri ulteriormente allungata con la partenza da Fiumicino di un altro gruppo di esperti provenienti da una società romana costruttrice di sistemi elettronici.

I due cacciamine italiani «Milazzo» e «Sapri», entrati ieri in azione hanno iniziato ad operare al largo delle coste degli Emirati che immettono nello stretto di Hormuz. Si tratta della stessa zona dove già sono in azione i cacciamine francesi e inglesi e dove giungeranno nelle prossime settimane le unità belghe e olandesi. Un braccio di mare una volta assai trafficato, dove due me-

si fa una mina colpita, danneggiandola, la petroliera «Caribbean Texaco». In seguito a quell'attacco i Lloyd's hanno però incluso i porti di questa zona tra le zone «a rischio di guerra» spingendo le navi in transito a fermarsi molto più sud, a Mina Qabous, porto dell'Oman. Sembra quindi confermata l'ipotesi che i cacciamine italiani continueranno a cercare eventuali mine al di fuori del Golfo e non prenderanno parte alle operazioni di scorta dei convogli. L'eventuale loro partecipazione infatti, a causa della bassa velocità, costringerebbe sia i mercantili che le fregate a procedere a passo d'uomo. Anche nei prossimi convogli, come quello che dovrebbe partire il 19 ottobre per accompagnare la «Merzario Italia» potremo quindi avere il singolare spettacolo di una portacointainer che apre la strada, che scorta, le nostre navi militari. Ancora incerta la situazione delle navi italiane che dovrebbero far rotta alla volta dei porti iraniani, a cominciare dalla petroliera «Ambronina» della Cmpagnia di «Navigazione Alta Italia».

Quest'ultima è ancora ferma nel porto di Mina al Fahal nell'Oman in attesa di conoscere, dal trader che l'ha noleggiata la sua destinazione. Nel caso la grande unità italiana di 250.000 tonnellate si dirigesse, come spesso in passato, verso il terminale petrolifero iraniano di Larak Island potrebbe comunque, secondo quanto si sostiene negli ambienti della marina, non avere alcuna scorta militare. Ciò «visto il tragitto, di poche miglia, in acque internazionali». In realtà sembra proprio che a causa del carattere tutto «politico» ed esclusivamente anti-

iraniano delle operazioni di scorta nel Golfo, le nostre autorità non avessero per nulla pensato alla «protezione» delle navi italiane in navigazione verso l'Iran. Incertezza anche su un'altra nave italiana la «Serafino Ferruzzi», candidata ad un prossimo viaggio nel Golfo.

Secondo quanto dichiarato alla stampa da Giorgio Cerboni, direttore generale della «Ferman», società marittima del gruppo Ferruzzi, la nave sarebbe in rotta verso il Pakistan. Secondo la marina italiana invece la nave si troverebbe nel porto iraniano di Kharg Baharg.

il manifesto servizio Ostaggi in pericolo

Offensiva irachena contro i curdi



Baghdad. Le macerie della scuola elementare bombardata dagli iraniani (Ap)

INTERVISTA

I curdi dell'Upk: "Ci avete dimenticato. Non siamo terroristi"

di Laura Schrader

Abbiamo raggiunto telefonicamente a Parigi Ahmed Bameri, uno dei rappresentanti dell'Unione patriottica del Kurdistan in Europa. L'Upk, fondata nel '75 subito dopo la sconfitta della rivolta di Barzani, ha una base politica formata da due componenti: una marxista-leninista, l'altra socialista rivoluzionaria. In più c'è un braccio armato forte di migliaia di *peh merga*, i partigiani del Kurdistan, militarmente organizzati.

«Non abbiamo nulla contro l'Italia in particolare — dice Bameri — abbiamo preso loro come potevamo prendere, che so, dei giapponesi. Con questi arresti, vogliamo protestare contro il silenzio del cosiddetto mondo libero nei confronti degli attacchi con armi chimiche del regime iracheno contro la popolazione curda. Ai nostri ripetuti appelli nel periodo dei bombardamenti, dai

15 aprile al 18 settembre, è stata opposta la più assoluta indifferenza. E il primo arresto è avvenuto il 19 settembre. Inoltre, vogliamo dimostrare che l'area liberata del Kurdistan va rispettata: abbiamo le nostre leggi, come tutti gli altri paesi. Senza la nostra autorizzazione gli stranieri non possono entrare e il governo iracheno sul nostro territorio, non è in grado di garantire né la sicurezza degli stranieri né quella dei suoi funzionari».

Quali sono le condizioni degli arrestati?

Non sono prigionieri, vivono con noi, e come noi nel Kurdistan liberato. Verso di loro, non c'è odio o risentimento. E l'Upk non è un movimento «terrorista», per usare una vostra espressione. E' un'organizzazione di resistenza, con un'armata di diecimila *maquisards* che controlla il territorio con l'appoggio della popolazione: non solo le campagne

ma anche le vie di comunicazione e le grandi città. Dalle due del pomeriggio non possono transitare né funzionari né soldati iracheni.

E il comunicato arrivato da Beirut?

Non abbiamo nessun compagno a Beirut, e il nostro rappresentante a Damasco non ne sapeva nulla. Dubito molto di questo messaggio libanese.

Chi conduce le trattative e con quali richieste?

Finora, abbiamo trattato direttamente con il governo italiano. Chiediamo cessi il silenzio sui massacri della nostra popolazione, compiuti ultimamente anche con armi chimiche, e il silenzio sulla completa distruzione di tutti i villaggi curdi rasi al suolo dal regime iracheno. Abbiamo migliaia di rifugiati, feriti, senzatetto.

Vogliamo inoltre che si sappia una cosa: è falso affermare che in Iraq le società straniere lavorano per lo sviluppo del paese. Dagli inizi della guerra con l'Iran, il regime di Saddam Hussein ha bloccato tali attività o le ha convertite in produzioni belliche. Oggi le società straniere presenti in Iraq lavorano solo per la guerra. Infine, vogliamo si sappia che le armi importate dall'Iraq servono anche contro la

nostra popolazione. Servono per distruggere il nostro paese.

Il Kurdistan conduce da tempo una lotta sanguinosa in difesa dell'identità nazionale e della stessa sopravvivenza fisica della popolazione. Senza questa lotta, nulla di noi rimarrebbe.

A quale livello si svolge attualmente la cooperazione dell'Upk con l'Iran?

Abbiamo un obiettivo in comune, il rovesciamento del regime iracheno. Quindi, nessuna concessione sul piano politico e nessuna affinità ideologica, ma una collaborazione militare.

L'operazione in corso è stata ideata ed è gestita esclusivamente dall'Upk?

Certamente, Jalal Talabani, il segretario generale e tutti gli esponenti dell'Upk si trovano in Kurdistan ed operano nell'esclusivo interesse del popolo curdo, in piena autonomia, senza alcuna influenza esterna.

PECHINO. Il governo cinese ha deciso di ammettere in Tibet solo i turisti provvisti di permesso speciale e quelli che avevano programmato il loro viaggio da molto tempo. «La decisione — ha riferito un portavoce della regione autonoma — ha valore temporaneo».

Versioni e richieste contrastanti. Gli italiani prigionieri di due diversi gruppi?

Il rompicapo dei curdi

Il rappresentante a Londra dell'Unione patriottica rivela: «Stanno insieme ma i rapimenti sono stati eseguiti da organizzazioni alleate»

Contraddittorie dichiarazioni: secondo la Farnesina non sono in corso contatti con i guerriglieri. La nostra ambasciata a Bagdad li aveva invece confermati

di Riccardo Maffey

LONDRA. Roberto Diotallevi e Giuseppe Carrara sono stati rapiti dall'Unione patriottica del Kurdistan, ma il sequestro di Giacomo Cominetti — avvenuto diciotto giorni prima, il 14 settembre scorso — è opera di una organizzazione fiancheggiatrice. Alla diversa matrice, oltre che al mutato scenario politico (il 2 ottobre la presenza italiana nel Golfo era ormai una realtà), si deve la diversità di condizioni per il rilascio: maschere antigas e emittente radio per Cominetti, il richiamo delle navi per gli altri due.

Ecco, in sintesi, quanto ci ha detto il rappresentante a Londra dell'Unione, Omar Mustafa, soprannominato De Baba in omaggio alla sua forza (in curdo il termine significa infatti «carro»). Mustafa, dopo un ennesimo contatto con la «leadership» del movimento in Iraq, è però convinto che i tre si trovino insieme in un villaggio della zona di

Sulei Mai Nia. Tutto sommato, quindi, l'informazione coincide con la notizia diffusa, sempre ieri, dall'agenzia austriaca «Aba», che citando fonti di Teheran dava gli ostaggi in marcia verso il quartier generale dell'Unione del Kurdistan.

«Nonostante la fatica e le difficoltà, le condizioni di sa-

lute dei tre tecnici italiani sequestrati vengono definite «buone» sia dall'«Aba» che da Mustafa. E a questo punto che cominciano le divergenze fra il portavoce dei curdi a Londra e i suoi compagni a capo del movimento nelle altre capitali europee.

Per esempio, il numero uno dell'Unione a Parigi, Ahmad Bamarni, che si definisce capo per tutta l'Europa (ma Omar Mustafa ne contesta l'autorità: «La sua carica riguarda solo la Francia»), ridimensiona la richiesta del ritiro della flotta. E questo mentre un altro curdo, Ahmad Darwish, che rivendica la rappresentanza dell'orga-

nizzazione per l'Italia («non lo conosciamo», dice però Mustafa) esclude il legame con l'Iran che, invece, lo stesso centro culturale dei curdi in Inghilterra dà per scontato.

Le affermazioni di Mustafa circa le condizioni per la liberazione degli ostaggi trovano invece riscontro nelle affermazioni del nostro ambasciatore a Bagdad, Ugo Toscano, che a loro volta sembrano contraddire le dichiarazioni rese alla Camera dal sottosegretario agli Esteri, Gilberto Bonalumi. Un ulteriore elemento di confusione è stato aggiunto da una precisazione che la Farnesina ha diramato in queste ore: secondo il ministero degli esteri, infatti, non esistono contatti in corso a Teheran «con un rappresentante del gruppo curdo che ha rapito gli italiani».

«Sono in corso trattative», aveva detto Toscano. «Non hanno chiesto nessun riscatto», anticipava mercoledì Bonalumi. «Hanno ragione entrambi», commenta il diret-

tore della sezione araba della Bbc, che cura le trasmissioni dirette all'Iraq. «Le maschere antigas e il ritiro della flotta non sono, tecnicamente, un riscatto: si tratta comunque di condizioni e come tali possono essere oggetto di negoziato».

C'è una possibile spiegazione in questa girandola di voci: e cioè che il fronte patriottico sia molto meno unito di quanto si creda.

Una postazione di guerriglieri in un villaggio curdo. I tre ostaggi italiani sono detenuti in Kurdistan



Teheran spara sul Kuwait ma de Cuellar ci riprova Intervista al curdo Barzani: «Vi avevamo avvertiti»

La guerra nel Golfo si estende. Un missile «Silk-worm» è stato lanciato dagli iraniani contro una petroliera americana, la «Sungari», che stava completando il rifornimento accanto ad una piattaforma distante 9 miglia dal terminale kuwaitiano di Mina Al Ahmadi. Si tratta di un attacco mirato in quanto è probabile che gli iraniani volessero colpire una delle petroliere kuwaitiane con bandiera USA che si trovavano poco distanti.

L'attacco ha avuto una immediata eco negli Stati Uniti dove lo stesso Reagan non ha escluso rappresaglie. Gli iracheni hanno, da parte loro, colpito tre grossi obiettivi navali al largo di Kharg.

Le notizie di guerra non fermano tuttavia gli sforzi di pace. Il segretario dell'Onu de Cuellar ha ricevuto «nuove istruzioni» dal Consiglio di sicurezza ed ha comunicato che comin-

cerà a negoziare una data per il cessate il fuoco nella guerra Iran-Irak. Il nuovo importante sviluppo si è avuto dopo una riunione, sotto la presidenza italiana, del Consiglio di sicurezza. Il segretario dell'Onu ha già stabilito un contatto con i rappresentanti dei due Paesi.

Oltre ad essere impegnata sul fronte Onu la nostra diplomazia è al lavoro per

risolvere il dramma dei tre ostaggi rapiti dai curdi. Bagdad invita l'Italia a non fare concessioni, il nostro ambasciatore in Irak afferma che vi sono contatti e che la situazione «è diventata quasi disperata» e la Farnesina esplora le strade che possano portare alla liberazione dei tecnici.

A pagina 4 Maurizio Caprara, Renzo Cianfanelli e Antonio Ferrari

«Avevamo avvertito le società italiane ma nessuno ci ha ascoltato». Massud Barzani, il capo del movimento curdo, in una intervista al nostro giornale, riafferma che l'impegno di tecnici e maestranze stranieri in Irak è considerato dal suo popolo un atto di collaborazione con «un regime fascista e dittatoriale».

«Gli operai occidentali — sostengono i curdi — sono nel mirino dei nostri peschimerga».

Barzani ha raccolto il vessillo indipendentista lasciategli dal padre, il famoso Mustafa, e ora controlla la principale formazione della resistenza (il Pdc).

Il leader curdo aggiunge, quindi, che l'Italia deve ritirare la flotta dal Golfo e deve cessare ogni assistenza militare all'Irak. Il messaggio che arriva dalle impervie regioni del Kurdistan è chiaro: non appoggiate il piano americano per il Golfo e non fate gli interessi di Saddam Hussein.

Per Barzani, poi, esistono

stretti legami tra l'esplosiva crisi nella regione e la lotta del suo popolo. «La guerra Iran-Irak affonda le sue origini proprio nella questione curda» ha dichiarato il leader che ha negato che ci sia una mano straniera dietro le azioni della resistenza: «Siamo autonomi e indipendenti».

Il capo del Pdc, infine, offre la sua collaborazione nella trattativa tra il governo italiano e i guerriglieri dell'Unione patriottica curda che hanno sequestrato i nostri connazionali. «Possiamo aiutarvi a fare arrivare la vostra voce ma non possiamo garantire per la loro liberazione».

A pagina 4 Guido Olimpio

Inchiesta a Rimini su un traffico d'armi Cinque arresti, 12 comunicazioni giudiziarie

Un'indagine su un traffico di armi avviata dalla magistratura di Rimini ha portato all'arresto di cinque persone e all'emissione di dodici comunicazioni giudiziarie. Una sesta persona è attivamente ricercata. Fra gli arrestati figura Giovanni Facchinetti, direttore generale della Misar di Castenedolo (Brescia) società controllata dalla Gilardini (gruppo Fiat).

L'accusa è di traffico di armi con Paesi sottoposti ad embargo e costituzione di capitali all'estero. Un portavoce della Fiat ha sostenuto che nessuna operazione commerciale della Misar è mai stata effettuata in violazione delle norme vigenti.

A pagina 8

Accordo Cobas sindacati: sospenso lo sciopero dei treni

A pagina 9

Roma: nessun partito sembra contrario a trattare per gli ostaggi in mano ai curdi

ROMA — L'avviso ha l'aspetto di un ultimatum: niente concessioni in cambio degli ostaggi. Mentre a Roma tra le forze politiche non esistono finora segnali consistenti della nascita di un «partito della fermezza» contrario ad ogni genere di trattativa, e anzi notizie provenienti da Bagdad indicano che il canale di comunicazione con i sequestratori dei tre tecnici sarebbe stato trovato, l'avvertimento è stato indirizzato al governo italiano dall'ambasciatore irakeno.

«Noi ci aspettiamo — ha detto il diplomatico — che l'Italia non ceda al ricatto di un gruppo di terroristi agenti dell'Iran». E' impossibile sapere quanto le affermazioni pubbliche corrispondano ai comportamenti tenuti dietro le quinte, tuttavia l'irrigidimento del governo di Saddam Hussein è coinciso con una pioggia di elementi che aggravano le condizioni dell'intero problema.

Dopo il chiasso fatto sulla stampa, l'unica cosa certa è che ora da trattabile che era, la situazione è divenuta quasi disperata», ha dichiarato all'agenzia «Adn-Kronos» il nostro ambasciatore a Bagdad pur ammettendo che è

in corso un negoziato segreto. La versione non ha avuto conferme dalla Farnesina che anche evitando una smentita diretta e formale non l'ha avvalorata: contatti già stabiliti «non risultano».

All'allarme dell'ambasciatore Toscano si aggiungono comunque altri fattori non irrilevanti. L'Ansaldo, contro la quale Democrazia proletaria protesta da giorni affinché i generatori di vapore per impianti nucleari che sono stati commissionati all'azienda non raggiungano l'Iran, ha acquisito la maggioranza della Gie, ossia della società di cui sono dipendenti gli ostaggi Giuseppe Carrara e Roberto Diotallevi.

«Giovanni Goria — sottolinea Mario Capanna — non può tacere sull'argomento». Ma c'è di più.

La partenza dei generatori incontra oltre all'opposizione di Dp i pareri negativi di parlamentari della maggioranza: i socialdemocratici hanno concordato con i Verdi la bozza di una risoluzione da presentare alla Camera per bloccare la consegna. E la settimana prossima, quando se ne discuterà a Montecitorio, potrebbe veni-

re a Roma il viceministro degli Esteri della Repubblica islamica, Mohamed Loriani, che ha chiesto un colloquio con Giulio Andreotti. Nonostante l'incontro sia stato sollecitato in quanto l'Italia ha la presidenza di turno del Consiglio di sicurezza dell'Onu, tutti questi argomenti sembrano destinati ad essere oggetto del confronto non facile sollecitato da Teheran.

Le incognite sui tecnici sequestrati, i generatori che gli iraniani otterrebbero dopo una tappa del materiale in Germania, le pressioni naturalmente contrapposte degli emissari di Saddam Hussein e di quelli dell'ayatollah Ruollah Khomeini. Le sole spinte a favore dell'ottimismo, ieri, sono comparse nella relativa morbidezza dei numerosissimi portavoce dell'Unione patriottica del Kurdistan. Cominetti, Diotallevi e Carrara, secondo il segretario della sezione di Londra, sarebbero «ospiti».

«In nessun caso uccideremo gli ostaggi o faremo loro del male. Tuttavia non li lasceremo liberi fino a quando il governo non si sarà impegnato a ritirare le navi inviate nel Golfo».

Un consigliere diplomati-

co italiano a Parigi avrebbe contattato il gruppo che ha catturato i tre, ma alla Farnesina dicono che ciò «non risulta». Un portavoce dei curdi da Vienna ha detto che la formazione viene chiamata talvolta «Unione nazionale» per un errore di traduzione dall'arabo (così era stata definita inizialmente la formazione che ha rivendicato i rapimenti a Beirut). L'ambasciatore Toscano ha risposto all'«Adn-Kronos» di non disporre delle certezze che i tecnici siano stati catturati dall'«Unione patriottica».

«E' in questa pioggia di versioni contraddittorie che si sono inserite le affermazioni del diplomatico irakeno accreditato presso il Quirinale: «I guerriglieri curdi che hanno rapito i tre — ha accusato l'ambasciatore Mohammed Said al Sahaf — sono manovrati al cento per cento dall'Iran, di cui sono la «quinta colonna»».

Il rappresentante di Bagdad ha affermato di aver già «fatto presente» di aspettarsi «che l'Italia non ceda al ricatto». Presumibilmente il concetto è stato espresso martedì scorso, quando il diplomatico è stato ricevuto al ministero degli Esteri.

Maurizio Caprara

"In nessun caso faremo loro del male", dicono i rappresentanti dei ribelli **I curdi: "Gli ostaggi stanno bene"**

dal nostro corrispondente PAOLO FILO DELLA TORRE

LONDRA — Ai tre tecnici italiani rapiti dai curdi in Iraq non verrà fatto alcun male, nemmeno se il governo italiano non accettasse le condizioni per il loro rilascio. Lo ha assicurato ieri Omar De Babe, portavoce dell'«Unione patriottica del Kurdistan» (Puk) che ha rivendicato il rapimento.

«Non abbiamo nulla contro i tre italiani — ha affermato De Babe — essi sono nostri ospiti, e non li consideriamo nemici. La condizione perché vengano liberati è che le navi della marina italiana vengano ritirate dal Golfo e che l'Italia non prenda parte all'aggressione degli Stati Uniti contro l'Iran».

«In nessun caso — ha aggiunto — uccideremo gli ostaggi o faremo loro del male. Tuttavia non li lasceremo liberi fino a quando il loro governo non si sarà impegnato a ritirare le navi». Secondo De Babe, che ri-

ceve ogni sette giorni notizie sugli spostamenti degli ostaggi, i tre tecnici si trovano in un villaggio presso Suleimaniya, nel Kurdistan iracheno. In caso di accordo, sarebbero probabilmente condotti in Iran e consegnati ad un'organizzazione umanitaria internazionale, come la Croce rossa.

«Sinceramente non credo che gli ostaggi italiani siano in pericolo» ci conferma lord Kilbracken, il leggendario presidente del gruppo parlamentare per l'amicizia anglo-curda. John Kilbracken, che ha combattuto con i «ribelli» sia contro le truppe dello scià di Persia che contro gli iracheni più volte negli ultimi venti anni, è in contatto con gli esponenti del «Nationalist Kurdistan democratic movement» (che hanno inclinazioni feudali, mantengono il loro quartier generale nel nord dell'Iran e sono guidati da Massaud Barzani, fi-

glio del famoso generale) e con l'Unione patriottica, che si trova nel sud e partecipa con 20 mila uomini alla guerra a fianco dell'Iran nelle zone più impervie della regione.

«I curdi dell'Unione patriottica di Jabal Talabani dispongono di 20 mila uomini» ci dice il parlamentare laburista britannico che aggiunge: «Il loro appoggio militare agli ayatollah è molto importante, ma ancora più importante per i curdi è l'approvvigionamento di viveri ed armi che viene loro dato dall'Iran. Il rapimento degli italiani deve essere stato ordinato da Teheran, come pure deve essere stato ordinato loro di invitare l'Italia a richiamare le sue navi dal Golfo. In realtà i curdi hanno tutto l'interesse che la guerra Iran-Iraq continui. Quando Bagdad e Teheran sono in pace si dedicano insieme al massacro di questa fiera gente che aspira alla auto-

nomia della propria nazione».

Kilbracken dice: «I curdi sono una nazione di valorosi guerrieri che combattono per la loro indipendenza. Sono molto umani, detestano la crudeltà. Uccidono soltanto in combattimento. È vero che ci sono stati in Turchia episodi di terrorismo di alcuni gruppi che combattono per il Kurdistan libero, ma non hanno nulla a che fare con l'Alleanza del movimento patriottico curdo insieme alla Unione democratica, che sono coinvolti nel rapimento dei tre tecnici italiani da loro detenuti prigionieri. Questi, secondo le mie informazioni, sono stati trasferiti nel quartier generale dell'Unione patriottica situato a una cinquantina di chilometri da Kirkuk nella montagna di Suleimaniya. Il nascondiglio è nella gola della montagna ed è protetto da missili terra-aria forniti dagli iraniani».

Moskova'nın can sıkıntısı

Sovyet Silahlı Kuvvetler gazetesini, "Kızıl Yıldız" da yayınlanan "Türkiye'yi Kim ve Ne Tehdit Ediyor?" başlıklı haber yorumunda, Türk Ordusu'nun modernizasyon programı ve Doğu Anadolu'da bazı havaalanlarının yeniden düzenlenmesinden duyulan rahatsızlık dile getirildi.

NATO'nun Ortadoğu'da en büyük ve modern havaalanı olacak Muş Havaalanı'nın birinci pist inşaatı tamamlandı. İkinci pist inşaatı süren havaalanı askeri amaçlar dışında sivil amaçlarla kullanılabilir.

Nilüfer YALÇIN

ANKARA

VİYANA'da başlayan "NATO ve Varşova Paktı ülkelerindeki konvansiyonel silahlarda ve kuvvetlerde karşılık ve dengeli indirim" görüşmelerinde, bütün Türkiye topraklarının indirim kapsamına alınması gerektiğini savunan Sovyetler Birliği, son günlerdeki yayınlarında, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin modernizasyonu programlarından ve Doğu Anadolu'da bazı havaalanlarının yeniden düzenlenmesinden duyduğu rahatsızlığı yoğun biçimde dile getirmeye başladı.

Sovyet Silahlı Kuvvetleri'nin gazetesi "Kızıl Yıldız"ın 22 Eylül tarihli sayısında, Albay V. Burlıyev imzalı, "Türkiye'yi kim ve ne tehdit ediyor?" başlıklı bir yazıda, Türk basını, "taahhütlü" Amerikan propagandasının etkisiyle anti-Sovyet yayınlar yapmakla suçlanıyor. Türkiye Başbakanı Özal dahil, "Türk liderleri"nin de Sovyet Rus-

Silahsızlanma görüşmelerinde bütün Türkiye topraklarının indirim kapsamına alınması için kamuoyu oluşturmaya çalışan Sovyetler Birliği'nin bu yöndeki çabalarını artırdığı görüldü. Ankara'da güç kazanıyor

ya'dan gelen "tehdit"ten söz ettikleri iddia edilerek, bu tutum sert bir şekilde eleştiriliyor.

Sovyetler'in Türkiye'deki "Amerikan varlığı"ni öne sürerek bu yönde suçlamaları artırdığına işaret eden Türk Dışişleri Bakanlığı yetkilileri, 1986'da NATO Asamblesi'nin İstanbul'daki toplantısında konuşan Başbakan Özal'ın, "kuzeyden gelen tehdit" şeklinde bir söz sarf etmediğini, bu nedenle yazdığı iddianın dayanaksız kaldığını vurguladılar. Özal'ın okuduğu yazılı metinde de böyle bir sözün geçmediği saptandı. Hükümete yakın çevrelere göre, Kızıl Yıldız'daki yazının amacı, Viyana görüşmelerinden önce Sovyetler'in Türkiye'deki ABD varlığını abartarak, bunların "NATO amaçları dışında kullanılacağı" görüşünü yaymak ve bütün Türkiye topraklarını indirim kapsamına alma pazarlığına kuvvetli kozlarla girmek. Sovyetler'in, daha şimdiden bu konuda Varşova Paktı'nda ve başka çevrelerde kamuoyu oluşturmaya ve Türkiye'yi kuvvet indirim kapsamına aldırmanın gereçlerini hazırlamaya girişmiş olduğu izlenimi, Ankara'da giderek güç kazanıyor.

ANKARA'NIN

ŞAŞIRTICI TUTUMU

Kızıl Yıldız'daki yazıda, ABD Savunma Bakanlığı'nın, "Sovyet Askeri Gücü" adlı "yalan dolu" bir kitabı, Türk kamuoyuna Türk basını kanalıyla sürdüğü, burada NATO'nun güney kanadındaki Türkiye'nin Sovyet yayımları basıklarının etkisinde kaldığı iftirasını ve Kafkasya'daki Sovyet gücünün

Türkiye'ye yönelik olduğu iddiasının yer aldığı belirtildikten sonra şöyle devam ediliyor:

"Pentagon'un bu anti-Sovyet propaganda kampanyasının amacı, Türk topraklarındaki Amerikan askeri varlığını baki göstermek ve bunu daha da artırmaktır.

Burada şaşırtıcı ve can sıkıcı olan nokta, Ankara'nın tutumudur. Söz konusu Amerikan yayınında, Sovyetler Birliği uluslararası durumun kötüleşmesinden sorumlu tutulmaktadır. Aslında bu, bayat ve pis kokan propagandayı artık Batı ülkeleri bile yutmadığı halde, Türkiye'de bunu satın alanların hâlâ bulunduğu görülüyor."

Sovyet albayı Burlıyev'e göre, "Türkiye'nin üst düzey liderleri tarafından yönlendirilen Türk basını, dikkatli Atlantik Okyanusu'nun öbür yakasında tezgahlanan bu anti-Sovyet kampanyaya kolayca çevirmiş bulunuyor."

Kızıl Yıldız yazarı, bir örnek olarak Nokta dergisinin, Kara Kuvvetleri eski Komutanı Orgeneral Öztoran ile yaptığı söyleşiden alıntılar yapıyor. Öztoran'ın Doğu Bloku ve Sovyetler Birliği'nin Boğazlar üzerinden Akdeniz'e inme planlarından söz ettiğini, bunu önlemek için de Türkiye'nin silahlarını modernize etmeye çalıştığını ileri sürdüğünü belirterek, "Orgeneral kendi ağzıyla yakalandı" diyor.

ÖZAL'A SERT ELEŞTİRİ

Kızıl Yıldız'a göre, NATO'nun güney kanadındaki Türkiye ile Varşova Paktı ülkeleri arasında geleneksel silahlardaki dengesizlik iddialarını abartılıyor. Nitekim, Başbakan

Özal, 1986 Kasım'ında NATO Asamblesi'nin İstanbul toplantısındaki konuşmasında "Kuzeyden gelen tehdit"ten söz ederek, müttefiklerin Türkiye'ye daha fazla askeri ve ekonomik yardım yapmalarını istedi.

Sovyet yazarı, bu konuda şöyle diyor:

"Türkiye ve ABD'deki (NATO'cular), Sovyet tehdidi iddiasına sığınarak, ABD'nin Türk topraklarında yeni üslerin inşaatı, nükleer depoların modernizasyonu gibi etkinliklerde bulunmak, Sovyet askeri gücünün ve Ortadoğu ülkesinin durumunu hakkında daha iyi bilgi toplamak için modern radar merkezleri kurulmasına gerekçe hazırlıyorlar."

Sovyetler'in Türkiye ile "Barış içinde beraber yaşama politikası güttüğünün Ankara tarafından anlaşılmasını gerektirdiği" söyleyen Albay Burlıyev, şöyle devam ediyor:

"Türkiye ile SSCB arasındaki ilişkilerin bozulmasından, ABD'deki tutucu militarist güçlerin yararlanacağı Ankara'nın anlamaması lazımdır."

Türkiye'deki ABD üslerine ve tesislerine gelinece: Bunların gerçek sahibi, kuşkusuz Pentagon'dur. Pentagon bu üsleri, özellikle Doğu Akdeniz'de ve Körfez'de kendi askeri maceraları için serbestçe kullanabilir."

ANKARA TEDİRGİN

Kızıl Yıldız'daki yazı konusundaki görüşümüz Dışişleri Bakanlığı yetkilileri, bu iddialarını şöyle değerlendiriyorlar:

• Başbakan Özal, NATO

Asamblesi'ndeki konuşmasında, kuzeyden tehdit sözünü etmemiştir. Bu iddia tamamen yazarın uydurmasıdır.

• Türk Silahlı Kuvvetleri'nin modernizasyonu, olağan ve zorunlu bir operasyondur. Kaldı ki, tüm dünya ülkeleri, daha yeni ve etkin silah üretiminde yarışmaktadır. Bunlar arasında SSCB dahil, Türkiye'nin tüm komşuları yer almaktadır.

• Türk Silahlı Kuvvetleri, savunmaya yönelik bir strateji içinde konumlanmıştır. Bu nedenle modernizasyon projelerinin Sovyetler'e karşı bir saldırıyı öngördüğünü iddia etmek olanaksızdır.

Bu iddialar, Sovyetler'in Türk topraklarının tamamını kuvvet indirim görüşmeleri kapsamına alması çabalarına bir gerekçe hazırlar niteliktedir.

GENİŞLETİLEN MUŞ HAVAALANI HAZIR

• MUŞ, (MIL-HA)

HAVA Kuvvetleri Komutanı Orgeneral Cemil Çuha, birinci iniş pistinin inşaatı tamamlanan Muş'taki NATO Havaalanı'nı için denetledi.

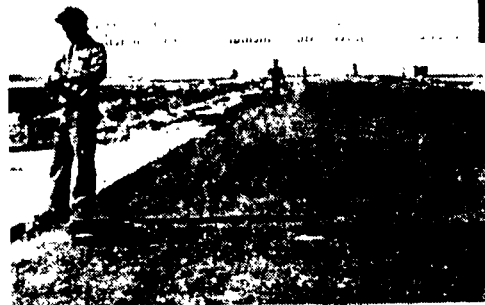
İkinci iniş pistinin inşaatı devam eden Muş Havaalanı tamamlandığında, NATO'nun Ortadoğu bölgesindeki en büyük, en geniş ve en modern havaalanı olacak.

Yapımına 1985 yılında Türkiye ve Birleşik Amerika tarafından ortaklaşa başlanan Muş Nato Hava-

alanı 50 bin dönümlük bir alanda yer alıyor.

Muş NATO Havaalanı'nın askeri amaçlar dışında, sivil amaçlarla da kullanılacağı ve bir bölümünün sivil havacılık hizmetlerine açılacağı, yetkililerce belirtildi.

Edinilen bilgi göre, kamulaştırma ve yapım çalışmaları için şu ana kadar yaklaşık 20 milyar lira harcandı. Muş NATO Havaalanı, 1990 yılında tamamlanarak tümüyle hizmete girecek



Birinci pist hazır 1990'da hizmete girmesi planlanan Muş Havaalanı, NATO'nun Ortadoğu bölgesindeki en modern ve en önemli hava tesisleri arasında yer alıyor. (Fotoğraf: Murat GÜRCAN)

Tercüman "Kürt ilticacıları şebeke gönderiyor"

1.10.87

Federal İçişleri Bakanlığı sözcüsü Bachmeier, ağustos ayı sonuna kadar 31.000 kişinin sığınma isteğinde bulunduğunu, ancak, bunların yüzde 5'ine oturma izni verildiğini açıkladı.

Aralarında Lufthansa'nın da bulunduğu 9 uçak şirketine kontrolsüz yolcu taşımak nedeniyle ağır para cezası kesildi. Yetkililer ilticacı sayısının 1987'de 60 bine ulaşacağını belirtti.

BONN (Tercüman)-Federal İçişleri Bakanlığı sözcüsü Roland Bachmeier, ağustos ayı sonuna kadar Almanya'da 31.000 kişinin siyasi sığınma talebinde bulunduğunu belirterek, bunların büyük çoğunluğunu Türkiye'den gelen Kürtlerin teşkil ettiği söyledi.

Sadece Frankfurt Havalimanından gelenlerin sayısının 5005 kişinin 2071'ini çocukların oluşturduğunu belirten sözcü Bachmeier,

2839 kişinin Frankfurt'a vizesiz olarak girdiğini bildirecek, "Bunların da yüzde 13'ünün Alman Hava Yolları Lufthansa tarafından getirildiğini" söyledi. İçişleri Bakanlığı, kontrolsüz yolcu taşımaları sebebiyle, aralarında Lufthansa'nın da bulunduğu 9 uçak şirketi hakkında ağır para cezası kesildiğini açıkladı.

Geçen yıla kıyasla havayolu ile Almanya'ya iltica edenlerin sayısında yüzde

50'lik bir düşme kaydedildiği belirtilen açıklamada, buna neden olarak da, Doğu Almanya ile yapılan anlaşma sonucu, bu ülkenin vizesiz yolcuların Batı Almanya'ya gidişini engellemesi gösteriliyor. 1986'da Doğu Berlin'den Federal Almanya'ya gelen ilticacı sayısının 33 bin olduğu, 1987'de ise bunun 118'e düştüğünü belirten Federal İçişleri Bakanlığı sözcüsü Halen Almanya'dan siyasi

siğınma talebinde bulunanların çoğunluğunu Türkiye'den gelen Kürtler teşkil ediyor ve bunlar Portekiz ve İspanya'ya gitmek amacıyla yola çıktıklarından vize almak mecburiyetinden kurtulmuş oluyorlar. Yapılan sorgulama ve soruşturmalara ise, Türkiye'deki Kürtleri Almanya'ya kaçırmağa yönelik bir şebekenin varlığını ortaya koymuştur. Örneğin 15 Eylül'de bir Türk uçak şirketi, daha büyük bir uçağı sefere koy-

muş ve bu uçak yolcularının dörtte üçü Frankfurt transit havalimanında iltica talebinde bulunmuştur" dedi.

Türkiye'den gelip Almanya'da siyasi sığınma talebinde bulunanlardan bugüne kadar sadece yüzde 5'ine oturma izni verildiğini bildiren Federal İçişleri Bakanlığı sözcüsü, 1987 sonuna kadar Almanya'dan 60 bin kişinin iltica talebinde bulunacağını tahmin edildiğini söyledi.

Devriyeye PKK pususu

Milliyet

TUNCELI, MİL-HA
TUNCELI'nin Pülümür ilçesi yakınlarında devriye gezen askeri araca çaprazlama yayılma ateşi açan PKK militanları, bir erimizi yaraladı.

Önceki gece, Pülümür yolu Uzuntarla mevkinde devriye gezen istihbarat komando aracı, PKK mi-

litanları tarafından otomatik silahlarla tarandı. Sayıları bilinmeyen militanların açtığı ateş sonucu araç içinde bulunan bir erimiz ağır yaralandı. Yaralı er Tunceli Devlet Hastanesi'ne kaldırılarak tedavi altına alındı. Olayla ilgili bölgede geniş çaplı operasyon sürdürüğü belirtildi.

1.10.87

Hürriyet

2.10.87

MİLLETVEKİLİ OLACAĞIM

Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde hakkında 5 - 15 yıl hapis cezası istemiyle dava açılan eski CHP milletvekili (Küçük resin) ve Türk Aşireti'nin lideri Ahmet Türk, (yanda solda) tutuklu bulunduğu cezaevinde kendisiyle görüşen Hürriyet muhabirine, "Buradan milletvekili olarak çıkacağıma inanıyorum" dedi.

"PKK'ye yarıdakçılık"tan yargılanan Ahmet Türk'ü bulduk



Ihsan DÖRTKARDEŞ

DIYARBAKIR, (hha) - Türkiye'nin tek tutuklu milletvekili adayı Ahmet Türk, "PKK ile uzaktan yakından hiçbir ilgilim yok. SHP'den umduğum sıcak ilgiyi bulamıyorum, bağımsız olarak milletvekili adayı oludum. Hapisten çıkıp Meclis'e gideceğim" dedi.

Sıkıyönetimin 19 Temmuz'da kaldırılarak Olağanüstü Hal Uygulanması'na geçilmesi üzerine dosyası 7 ay sonra Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne gönderilen ve hakkında 5 - 15 yıl hapis cezası istemiyle dava açılan "Türk" aşiretinin lideri, eski parlamenter Ahmet Türk'le cezaevinde görüştük. Ahmet

Türk'le görüşmek için defalarca yapılan başvuruların reddedilmesinden sonra, Diyarbakır Kapalı Ceza ve Tutukevinde, çeşitli mahkûm kursiyerlerin başarı ödülleri dağıtılması nedeniyle "moral konseri" düzenlendi. Düzenlenen konser, iki ayrı koğuşun bahçesinde tekrarlandı. Basına açık olan konser sırasında kısa bir süre konuşma yaptığı bulan ve 1 Kasım'daki milletvekili seçimleri için gün saydığı her halinden belli olan Ahmet Türk, yargılandığı PKK örgütü ile hiçbir ilgisinin bulunmadığını belirterek, adaylığı ile ilgili sorunları söyledi:

"SHP'den milletvekili adayı olmak istedim. Ancak, genel merkez bu konuda kayıtsız kaldı. Çevrem-

den, aşiretimden de milletvekilliği adaylığım konusunda baskı vardı. En doğru yolun seçime bağımsız olarak girmem gerektiğini düşünerek, başvurumu gerçekleştirdim. Buradan milletvekili olarak çıkacağıma inanıyorum."

Savcılık ve Cezaevi Yönetiminin isteği üzerine görüşme kısa sürede noktalanırken, yerel sanatçıların katıldığı "Moral Konseri"nde bağımsız milletvekili adayı Türk'ün keyifli görüldüğü, zaman zaman tepiş çektiği, sanatçılara alkışla eşlik ettiği dakikaları aktı.

SAVUNMASINDA NE DEMİŞTİ?

Ahmet Türk, geçen hafta ilk kez çıktığı mahkemede sav-

cının hakkında 5 - 15 yıl hapis cezası istemesinden sonra şöyle savunma yapmıştı:

"Bölücülerin gelmemesi için yakınlarıma sürekli uyarılarda bulunuyordum. 21 Ocak 1987'de yapılan aramada çeşitli yasak kitaplar bulundu. Bu kitaplar, milletvekilliği döneminden kalmaydı. Meclis'teki diğer arkadaşlara da dağıtmıştım. Kasr - 1 Kanço olarak bilinen evimde ele geçtiği açıklanan Abdullah Ocalan'a ait video kasetlerinden haberi yok. Bunlar benim olsa veya bilgim bulursa, bekleme süresi olan 3 - 4 saatte yakabilirdim."

HUKUKİ DURUMU

Halen hakkında "Devlete yönelik" suç dosyası bulunan aşiret lideri ve eski parlamenter Ahmet Türk'ün tutuklu olması nedeniyle propaganda çalışmalarına katılmayacağı, ancak, TBMM'ye gitmesine yetecek oyu aldığı takdirde hakkında kesinleşmiş hüküm bulunmaması nedeniyle cezaevinden çıkacağı ve dokunulmazlığının başlayacağı öğrenildi.

Hukukçular, Türk'ün milletvekili seçilmesi halinde Türkiye'de cezaevinden çıkıp Meclis'e giden ilk isim olacağını öngörüyor.

AHMET TÜRK VE AŞİRETİ...

Halen tutuklu olarak Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde 15 yıla kadar

hapis istemiyle yargılanan Ahmet Türk, "Türk Aşireti"nin 1973 yılından bu yana liderliğini sürdürüyor. Milletvekili babası Abdurrahim Türk'ün kan davası nedeniyle 14 yıl önce "Kahramanlar, Aşireti"ne mensup kişilerce öldürülmesinden bu yana liderlik yapan Ahmet Türk, "aile meclisi"nin kararıyla bu görevi devretti. 16 çocuklu ailenin ve "Türk Aşireti"nin önde gelen ismi, şimdiki milletvekili adayı, 1942 doğumlu Türk, 12 Eylül Harekati'nden önce, kapatılan CHP'nin Mardin milletvekiliydi.

Evlili ve 8 çocuk babası olan Ahmet Türk, yörede "Kasr - 1 Kanço" olarak bilinen duvarlarının yüksekliği 4 metreyi bulan şatoda, yaşamını ailece sürdürüyordu. Derik'e bağlı Atlı Köyü'nün yanı sıra Gündoğdu, Sekestun köylerinin arazileri de, Ahmet Türk'ün adına kayıtlı bulunuyor.

"Türk" ile "Kahraman" aşiretleri arasındaki kan davasında, bugüne kadar, 49 kişi öldürüldü. 2 aşiret de kan korucusu nedeniyle "silahlı yaşam"ı sürdürüyor. "Köy koruculuğu" uygulamasına geçilmesinden sonra, bu görevin ağırlıklı olarak "Kahraman Aşireti"ne verilmesi, Ahmet Türk ve SHP'lilerin tepkisine neden olmuştu. 2 aile, kâğıt üzerinde barış yapmalarına rağmen, gerinlik bugün de sürmekte...

3.10.87

Milliyet**PKK'dan yeni cinayet**

MARDİN, MİL—HARDİN'in Midyat ilçesine bağlı Dargeçit bucağı Başyurt köyüne dün baskın düzenleyen FKK militanları, iki yurttaşı öldürdüler.

Önceki akşam düzenlenen baskına 10 kadar militan katıldı. Teröristlerin otomatik tüfeklerle açtığı yaygın ateş sonucu Halef Acar ve Emin Aygün adlı yurttaşlar hayatlarını kaybettiler. Ölen iki kişinin köy korucuları olduğu belirlendi. PKK militanları baskından sonra, gecenin karanlığından yararlanarak kaçtılar.

Hürriyet

5.10.87

Diyarbakır'daki operasyonlarda 25 bölücü örgüt üyesi ele geçti**PKK Davı**

• Siyasi Polis Özel Harekât Timleri'nin sürdürdüğü operasyonlar sonucu ele geçen bölücü örgüt üyeleri arasında önemli isimlerin de bulunduğu bildirildi.

DİYARBAKIR, (hha)- Yasadışı bölücü PKK örgütüne yardım ve yataklık yaptıkları gerekçesiyle son bir ayda yapılan operasyonlarda 25 kişi yakalandı. Yakalanan örgüt yardımcıları arasında önemli isimler bulunduğu öğrenildi.

Edinilen bilgiye göre, çeşitli ihbarları değerlendirilen Diyarbakır Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube elemanları ile Özel Harekât Timleri, yaklaşık bir aydan bu yana sürekli operasyon düzenledi. Operasyonlarda militan düzeyinde isimleri açıklanmayan bazı örgüt üye-

leri sağ olarak yakalandı. Yakalananların ifadelerinden operasyon genişletildi. Operasyonlarda bugüne kadar 25 kişinin yakalandığı, polisin açıklamayı önümüzdeki günlerde yapacağı ifade edildi. Yakalananların sorgulamalarından elde edilen bilgilerden örgütün son durumu, faaliyet alanları, saldırı hedefleri, barınma yerleri, kur-yeler hakkında önemli ipuçları bulundu. Yakalanan örgüt militanlarına ait çok sayıda bildiri, silah, örgütsel dokümanlar ve cephane bulundu. Yakalananların Diyarbakır DGM'ye sevk edilecekleri bildirildi.

Tercüman**PKK KURYESİ ŞARKICI TÜRK KADIN KİM?**

FRANKFURT, (Tercüman)- Federal Almanya'nın Köln Savcılığı, iki ay kadar önce bir baskın sonucunda ele geçirilen ve içerisinde 700 bin markın bulunduğu valizden başka, ikinci bir çantanın eşsını çözmeye çalışıyor. Savcılığa göre, ikinci çantada çok sayıda sahte pasaport bulunuyordu. Bu arada, Basel'deki Kürdistan Komitesi'nden para dolu valizi Köln'e getiren şarkıcı Türk kadının ifadesi henüz

ahnamadı. Savcılık, Almanya'da iltica talebinde bulunan şarkıcı Türk kadının vereceği ifadenin birçok konuya açıklık getireceği görüşünde birleşiyor.

İki ay önce bir baskın sonucunda el konulan PKK'nın parası Köln Savcılığı'nın başına belâ oldu. Köln, Rosenstrasse'deki eve yapılan baskında ele geçirilen 700 bin markın son sahibinin kim olduğu sorusuna cevap arıyor. Köln Savcılığı'nın bu ko-

nuda soruşturmayı sürdürdüğü ve "En son sahibi kimdi?" "İçinde para ve değerli mücevher bulunan kahverengi bavulu Rosen Sokakı'ndaki eve kim getirdi?" şeklindeki sorulara cevap arandığı bildirildi.

Köln Savcılığı, "Bugüne kadar birçok kişi bize başvurdu, hepimiz paramızı iadesini istediler" diye konuşarak "Bize paramızı iade hakkına sahibiz diye gelenleri geri gönderdik" dedi. PKK'nın pa-

5.10.87

Hürriyet**Bölücüler şantiye bastı**

IĞDIR, (Kars), (hha)-Kars'ın Aralık İlçesi'ne 10 kilo metre uzaktaki bir şantiyeyi basan bölücüler, 5 aracı ateşe verdiler. İşçileri bir araya toplayarak bir süre de nutuk atan hainler, daha sonra karanlıktan da faydalanarak kayıplara karıştılar.

Öley, önceki akşam saat 21.30 sıralarında meydana geldi. Özel bir şirkete ait bir şantiyeye gelen ve sayıları 15 kadar olan silahlı eşkiya, işçilere bir süre nutuk çekti ve PKK hakkında bilgiler verdi. Hainler, daha sonra şantiyede iki kamyon, iki otomobil, bir de pikabı benzin dökerek yak-tılar; sloganlar atarak kaçtılar.

Milliyet

8.10.87

Bir korucu şehit**2 PKK'lı ölü ele geçti**

• Siirt'in Şırnak İlçesi yakınlarındaki güvenlik güçleri ile silahlı çatışmaya giren bölücüler 2 erimzil yaralandı. Ölü ele geçen 2 militanın kimlikleri belirlenemedi

- Servet ÖZAVCI
- Kasım KADIRHAN
- Siirt/ŞIRNAK (MİL-HA)

SİİRT'in Şırnak ilçesine bağlı Kurtuluş köyü civarında güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren PKK militanlarından ikisi ölü ele geçirildi. Çatışma sırasında Mustafa Hasan Tatar adındaki köy korucusu öldü, iki er de yaralandı.

Cudi Dağı'nda kısırlan militanlardan çatışmada öldürülen ikisinin

kimlikleri saptanamadı.

Bu arada militanlarla güvenlik kuvvetleri arasında hava karavana dek süren çatışma sırasında bölücülerin bölgede keşif uçuşu yapan askeri helikoptere ateş açtıkları da öğrenildi. Ancak bu ateş sonunda helikopterin isabet alıp almadığı hakkında bilgi edinilemedi.

Öte yandan PKK lideri Abdullah Öcalan'ın (Apo) Kuzey Irak'ta Kürt Peşmergelere kurtarılan bölgeye göz diktiği ileri sürüldü. PKK ile KDP arasında başlayan ve bir

9.10.87

Milliyet**Bu da yeni eylem
PKK
Okul yaktı**

DİYARBAKIR, MİL-HA İYARBAKIR'ın Lice ilçesinde bir köy ilkokulunu önceki gece otomatik silahlarla tarayan teröristler, daha sonra bina yı ateşe verdiler.

Edinilen bilgilere göre, Lice ilçesinin Ortaç köyüne önceki gece saat 23.00 sıralarında gelen bir grup PKK militanı 80 öğrencinin öğrenim gördüğü ilkokul binasını önce otomatik silahlarla taradılar, daha sonra da benzin dökerek ateşe verdiler.

Gece karanlığından yararlanan bölücü teröristler olay yerinden kaçtılar. Militanların yakalanması için yörede geniş kapsamlı arama ve operasyonlara başlandı.

süreden beri devam eden gerginliğin son günlerde yerini soğuk savaşa bıraktığı da verilen haberler arasında.

16 YIL HAPİSLERİ İSTENİYOR

Kuzey Irak'taki Barzani yanlısı Peşmergelere kamyonla silah ve giyim eşyası götürüp satmak istedikleri iddia edilen 11 sanıktan 4'ü için 16'şar yıl hapis cezası istendi. Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde görülen davada sanıklar 337 tabanca, 227 av tüfeği ve 90 çift ayakkabıyla Peşmergelere götürmekten yargılanıyorlar

5.10.87

rası ile ilgili açıklama yapan yetkili Wolfgang Weber, "Para ancak en son sahibine verilebilir" diye konuştu.

ŞARKICI KADININ ROLÜ NE?

Bu arada 700 bin mark ile ilgili bir de şarkıcı kadının varlığına dikkat çekildi. Türk olan bu şarkıcı kadının olayda ne rol oynadığı araştırılıyor. Bu kadının Basel'deki Kürdistan Komitesi'n-

den para dolu bavulu alıp Köln'e getirdiği tahmin ediliyor. Köln'de Hansaring adresindeki Kürdistan Komitesi'ne paramızı teslim etmek isteyen kadının bu amacına ulaşamadığı, çünkü oradaki kişilerin kendisine "700 bin markı Paris'e götür" dedikleri öğrenildi. Şarkıcı kadının bunun üzerine para dolu bavulu alıp geceyi geçirmek için Rosen Sokakı'na geldiği tahminler arasında.

PKK için kış alarmı

HABER MERKEZİ

Kars'ın Aralık ilçesine bağlı Çamurlu köyünü basan 20 kadar PKK militanı köyün kışık otlarını yaktıktan sonra, Doğu Iğdır Sulama Projesi şantiyesini basıp, 4 aracı yaktı. Baskında 7 işçi yaralandı.

Önceki gece saat 21.00 sularında Aralık ilçesi Çamurlu köyüne gelen 20 kadar terörist, köyün hayvanları için stokların otları ateşledi.

Köydeki eylemlerinden sonra Doğu Iğdır sulama şantiyesini basan teröristlerden 5'i özel tim ekibinin neredede olduğunu sorarken, diğerleri Özlük şantiyesi civarındaki yolları tuttu.

Teröristler daha sonra şantiyedeki işçileri toplayıp, bir süre PKK'nın propagandasını yaptılar. Şakiler şantiyedeki 2 kamyon, 1 dozer ve bir binek aracını da yakarak, şantiyedeki çalışanlara "İşleminizi paydos edin gödn, yine geliriz kötü olur" şeklinde tehditlerde bulundular.

Bu arada şantiyede şoför ve işçi olarak çalışan Zeki Yardımsever, Mehmet Güneş, Yakup Ankara, İdris Yıldırım, Abdurrahman Doğan, Hüseyin Köse ile kimliği belirlenemeyen bir kişinin de teröristlerin baskını sırasında açtıkları ateş sonucu yaralandıkları, yaralıların bir kısmının Iğdır Devlet Hastanesi'nde ayakta tedavi edildikleri bildirildi.

Kars Valisi Hakkı Borataş ve Emniyet Müdürü'nün olay yerine gittikleri, bölgede geniş çaplı bir operasyonun başlatıldığı öğrenildi.

YENİ TEDBİRLER

Yaklaşan kış mevsimi ile Doğu ve Güneydoğu'da hava şartlarının sertleşmesi üzerine, PKK'nın eylemlerini şehirlere kaydırma ihtimaline karşılık güvenlik kuvvetleri "kış alarmı"na geçirdi.

Güvenlik kuvvetleri, bölgedeki büyük şehirlerin giriş ve çıkışlarını sıkı kontrole alarak, hain eylemleri önlemeye çalışıyor. Adana'da da Doğu-

lu vatandaşların yoğunlukta bulunduğu semtlerde de tedbirler alındı. Yetkililer, Doğular'ın oturduğu semtlerin PKK için cazip gelebileceğini belirterek, tedbirlerin aralıksız süreceğini bildirdi. Adana'da PKK'nın eylem yapma ihtimali olan Sarıçam, Kiremithane, Dumlupınar, Mirzaçelebi, Dağhoğlu, Meydan, Anadolu ve 19 Mayıs mahallelerinde, PKK'nın siyasi propagandasına karşı, muhtarlarla yakın diyalog kurulduğu, bölgeye yeni gelenlerin anında güvenlik soruşturmasına tâbi tutulduğu öğrenildi.

ÇOBANLARIN İDDİASI

Öte yandan, Ağrı Dağı'nın eteklerinde koyun otlatan bir grup çoban, Iğdır jandarma ve kaymakamlık yetkililerine başvurarak, önceki gün elişer kişilik iki grup halinde hareket eden yüz bölücü militanın gizlice sınırı geçerek, Türkiye'ye girdiklerini bildirdiler. Olayın doğruluğu hakkında ellerinde fazla bilgi olmadığını kaydeden jandarma

yetkilileri, şantiye baskını bu çetelere bağlı grupların gerçekleştirmiş olabileceğini söylediler.

Bu arada Siirt'in Şırnak ilçesi yakınında hayvan otlatan bir çoban, güvenlik güçlerinin "dur" ihtarına uymayarak, kaçmaya kalkınca açılan ateş sonucu öldü.

İlçeye bağlı Meşejçi Daran mezarası yakınında önceki akşam saatlerinde hayvan otlatan Ahmet Bekâr güvenlik güçlerini görünce kaçmaya başladı. Güvenlik güçlerinin ihtarına rağmen durmayan çoban açılan ateş sonucu öldü.

Yetkililer, bölgede arama ve operasyonlarda bulunan güvenlik güçlerinin "dur" ihtarlarına yurttaşların uymaları gerektiğini belirtti.

Milliyet

9.10.87

TIP VE TKP ORTAK AÇIKLAMA YAPTI

Dışardaki solda yasallaşma çabası

• Ahmet SEVER
• BRÜKSEL

TIP Genel Başkanı Behice Boran ile TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu, dün Brüksel'deki Uluslararası Basın Merkezi'nde ortak bir basın toplantısı düzenleyerek, iki partinin birleşme kararı aldığını ve bu birleşmenin 1988 yılı içinde yapılacak bir kongre ile son şeklini alacağını açıkladılar. Yeni partinin adı TBKP (Türkiye Birleşik Komünist Partisi) olarak belirlendi.

Behice Boran'ın hasta olarak katıldığı ve yabancı basın pek ilgi göstermediği basın toplantısı Haydar Kutlu'nun ortak bildiriye okuması ile başladı. Daha sonra gazetecilerin sorularını yanıtlayan Behice Boran, TIP'in de TKP'nin de "ilegal" olduğunu hatırlattı ve "Şimdi amacımız legal çıkarmaktır ve legal olarak çalışmaktır" dedi.

Şu anda Türkiye'de asıl sorunun ANAP'ın alaşağı edilmesi olduğunu ileri süren Behice Boran, "Bizim kavgamız ANAP ile diğer partilerle değil. Bunun için muhalefet partileri arasında taze bir sayım yapmadan bu partilerin güçlenmesini destekliyoruz" diye konuştu. Özal'ın yeni Seçim Kanunu ile diktatörlüğe doğru gittiğini, muhalefet

Brüksel'deki basın toplantısına hasta olarak gelen eski TIP Genel Başkanı Behice Boran ile KTP Genel Sekreteri Haydar Kutlu, iki partinin gelecek yıl yapılacak kongrede Türkiye Birleşik Komünist Partisi TBKP adı altında resmen birleşeceklerini açıkladı

partilerinin Meclis'te grubu olmasına bile taraftar olmadığını kaydeden Boran, "Şu anda yapılacak ilk iş ANAP'ın geriletmesidir" şeklinde konuştu.

Ermeni sorunu, PKK hakkında-

ki soruları yanıtlayan Haydar Kutlu, Ermeni soykırımını tanıdıklarını, ancak Ermeni sorununun Kürt sorunu gibi ulusal bir nitelikte olmadığını ileri sürdü. PKK'nın terör eylemlerinin çözüm olmadığını be-

lirten Kutlu, "Türk hükümeti bu sorunu askeri yöntemlerle çözmek istemediğini açıklamadıkça, PKK'na eylemlerinden pişmanlık etmeye hakkı yoktur" dedi.

Kıbrıs sorunu hakkındaki bir diğer soruyu yanıtlayan Haydar Kutlu, Kıbrıs'a dış karışmaların önlenmesi gerektiğini ileri sürerek, uluslararası konferansa taraftar olduklarını kaydetti.



İlk hedef ANAP TIP-TKP birleşmesini Brüksel'de Haydar Kutlu'yla birlikte düzenlediği basın toplantısında açıklayan Behice Boran, Türkiye'nin gündemindeki ilk sorunun ANAP'ın iktidardan indirilmesi olduğunu söyledi.

Korucular eşkiyayı püskürttü

Arif ATAS

BİNGÖL, (Tercüman). Bingöl'de, bir köye baskın düzenlemek isteyen eşkiya, koy korucuları tarafından püskürtüldü.

Alınan bilgiye göre, önceki gün saat 20.00 sıralarında, Bingöl merkezine bağlı Tekören köyüne bir grup bölücü eşkiya, baskın düzenlemek istedi. Ancak koy korucularının karşı koymaları üzerine eşkiya grubu baskın düzen-

lemeden köyden uzaklaştı. Olay üzerine Bingöl'de geniş güvenlik tedbirleri alınarak operasyon başlatıldı.

DEMEÇ VEREN ÖĞRETMEN SERBEST

Öte yandan, PKK'nın baskın yaptığı Dikpinar köyü ilkokulu öğretmeni Seyfettin Ozkaçan, basına demeç verdiği için bir hafta gözaltında bulunduktan sonra, serbest bırakıldı.

PKK

PKK okul yakıcı

DIYARBAKIR, (MİLHA)

[D] Diyarbakır'da, bir ilkokul yakıcı bir olay yaşandı. PKK militanları, ilkokul binasını önce otomatik silahlarla taradılar, daha sonra da benzin dökerek ateşe verdiler.

Eđimilen bilgilere göre, Lice ilçesinin Ortay köyüne 50-60 kişi gece saat 23.00 sıralarında gelen bir grup PKK militanı 80 öğrencinin öğrenim gördüğü ilkokul binasını önce otomatik silahlarla taradılar, daha sonra da benzin dökerek ateşe verdiler.

Gece karanlığından yararlanarak bölücü teröristler olay yerinden kaçtılar. Militanların yakalamaları için vörede geniş kapsamlı arama ve operasyonlara başlandı.

Milliyet

10.10.87

Milliyet

10.10.87

Mardin ve Ağrı Dağı'nda 20 PKK militanı yakalandı

MARDİN, KARS MİLHA) MARDİN'in Nusaybin ve Kızıltepe ilçeleri ile Ağrı Dağı'nda yapılan operasyonlarda 20 PKK militanı ile bunlara yataklık eden 4 kişi yakalandı.

Mardin'de bir ihbarı değerlendiren güvenlik kuvvetleri, Nusaybin'in Kışla Mahallesi'nde düzenledikleri operasyon sonucu 9 kişiyi yakaladı. Suriye'den Türkiye'ye giriş yaptıkları belirlenen bu kişilerin

üzlerinde ve barındıkları yerlerde çok sayıda yasaklanmış örgütsel doküman ele geçirildi.

Kızıltepe ilçesinde de güvenlik kuvvetlerince gerçekleştirilen seri operasyonlar sonucu PKK militanı ve sempatizanı oldukları sanılan 10 kişi ile çok sayıda örgütsel doküman ele geçirildi.

Öte yandan güvenlik kuvvetleri tarafından Ağrı Dağı çevresinde yapılan operasyonlar sonucu, uzun za-

manndan beri aranmakta olan PKK militanı Musa Kesip ile kendisine yardım ve yataklık eden 4 kişi yakalandı. Operasyonlarda Kesip'e ait bir G-1 piyade tüfeđi, bir el bombası ve 80 adet G-1 mermisi bulundu. Silahlı çete mensuplarının Ağrı Dağı ve çevresinde barındıkları yerlerde de bir M-1 piyade tüfeđi, bir Kalashnikof tüfek, çeşitli çap ve markalarda 273 mermi, bir el bombası ile yasaklanmış örgütsel yayın ve dokümanlar ele geçirildi.

Hürriyet

12.10.87

Iran, bölücülere silah yardımı yapıyor

Bu ne biçim dostluk?

Son günlerde yakalanan bölücü hainlerin üzerinde İran menşeli silah ve cephane ele geçirilmesi üzerine, araştırma yapan güvenlik güçleri, İran'ın bölücülere üs ve eğitim konusunda da yardımcı olduğunu açıkladı...

Öztürk AKKOK

ERZURUM, (hha) Humeynicilik akımını ülkemize sokmak, kendilerinde olduğu gibi Türkiye'de de çeriata da-

yalı bir rejim oluşmasını sağlamak amacıyla çeşitli yollara başvuran İran'ın yeni bir oyunu daha ortaya çıkarıldı. Doğu ve Güneydoğu Bölgeleri'nde terör estiren, kan döken, katliam yapan bölücü hainlere, komşumuz İran'ın silah yardımı yaptığı belirlendi. Bu konuda hazırlanan bir raporda da İran tehlikesine işaret edilerek, "Anarşi ve terör ortamı doğurarak, devlet otoritesini zedeleyip kitlelerin devlete olan güvenini sarsmaya çalışıyorlar" denildi.

Son günlerde yakalanan bölücü hainlerin üzerinde İran menşeli silah, mermi ve mühimmat ele geçirilmesi, dost dediğimiz kardeş ülke İran'ın maskesini bir kez daha düşürdü. Bugüne kadar değişik yollardan her iş burnunu sokan, radyosu aracılığı ile kinini, nefretini belirten İran'ın bölücü hainlere destek sağlaması, böl-

ge halkı arasında nefret uyanırdı. Bu konuda güvenlik güçleri ve istihbarat birimleri tarafından hazırlanan bir raporda İran'ın sadece dincilik akımını desteklemediği, bölücü hainlere de silah ve mühimmat yardımı yaptığı belirtildi. Bir güvenlik yetkilisi, bu konuda şunları söyledi:

ORTAK EYLEMLER

"İran, bölücü hainlere ideolojik, maddi ve eğitim desteđi sağlıyor. Silah yardımı yapıyor. İdeolojik destek, İran'da üslenen bölücülere gerilla taktikleri ve teorik notlar sağlanarak yapılıyor. Maddi destek ise genelde para, makina ve malzeme, ilaç şeklinde oluyor."

Dođu ve Güneydođu'daki açığı kapatacaklar

Milli Savunma ve Milli Eğitim Gençlik ve Spor bakanlıklarınca hazırlanan yönetmeliđe göre, askerlik görevini yapacak öğretmenler, temel eğitimden sonra Milli Savunma Bakanlığı'nın onayı ile Milli Eğitim Bakanlığı'nın emrine verilecekler. Uygulamaya ikinci sômestr başlanması bekleniyor.

Asker öğretmenler

ANKARA AA

MİLLİ Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı, Genelkurmay Başkanlığı'nın da uygun görmesi halinde, öğretmen ihtiyacını ordudan karşılayabilecek. Uygulama, halen Sayıştay'ca mali yönden incelenmekte olan MEGSB ile Milli Savunma Bakanlığı'nın ortaklaşa hazırladığı yönetmeliđin Resmi Gazete'de yayımlanarak yürürlüđe girmesiyle başlayacak.

Yetkililer, yönetmelikle ilgili çalışmaların son aşamaya geldiđini belirterek, şu bilgiyi verdiler:

"İkinci sômestr başlayabileceğimiz sandığımız uygulama, özellikle Dođu ve Güneydođu Anadolu'daki öğretmen açığını kapatmak için bir fırsat. Çünkü söz konusu bölgelere gönderilecek olan yükümlüler, 'Hayır biz gitmek istemiyoruz' diyemeyecekler."

Yönetmeliđin yürürlüđe girmesiyle, askerlik görevini yapacak öğretmenler, temel eğitimlerden sonra, Milli Savunma Bakanlığı'nın onayı ile MEGSB emrine verilecekler. Eğer, bu öğretmenler ihtiyacı karşılamazsa yükseköğul mezunları, bunlar da karşılamazsa lise ve dengi okul mezunu yükümlüler, MEGSB emrine verilecek.

Görev yerleri MEGSB tarafından belirlenecek olan söz konusu uygulamaya tabi yükümlülerden, askerliđe başlamadan önce MEGSB kadrolarında öğretmen olanlar ile devlet memuru olarak çalışanlar, önceki memuriyetlerinde hak kazandıkları maaşlarını almaya devam edecekler. Daha önce memuriyet görevinde bulunmayanların maaşları ise, fiilen öğretmenliđe başladıkları tarihten itibaren 657 sayılı kanun hükümlerine göre MEGSB tarafından ödenecek.

AYNI SENARYO

17 Ekim'de yapılacak genel nüfus sayımı
öncesi Bağdat rejimi de Bulgar'ı örnek aldı

Kerkük'te Türk kıyımı

Soydaşlarımızı kayıtlara "Kürt veya Arap" olarak geçirmeye kararlı olan Bağdat eritme kampanyası başlattı...Direnen soydaşlarımızdan 50'si kursuna dizildi

İnsanlık dışı: Kerkük'ün güneyindeki Beşir kasabasında yaşayan Türkler'in evleri buldozlerle yıkılıp, topraklarına el kondu. Bölge halkı Kürt isyancılarının kontrolündeki bölgelere sürülüp yerlerine de Araplar yerleştirildi. Türk topraklarına yerleştirilen Araplar'a 50 milyon lira da "kredi" veriliyor

Sürgündeki analar: Soykırım, özellikle yakınları Irak'tan kaçan ailelere uygulanıyor. Oğulları dışarıda olan 270 Türk anası Kerkük polis merkezinde işkence edildikten sonra kuzeye sürüldü. Çoğunluğu yaşlı olan kadınlara eş ve yakınlarının eşlik etmesine izin verilmedi

DIŞ HABERLER SERVİSİ

Irak'ta Türk unsurunu eritmek için yeni ve geniş çaplı bir kampanya başlatıldı. 17 Ekim'de yapılması beklenen genel nüfus sayımında, Türkler'in çoğunlukta olduğu bölgelerde yaşayan soydaşlarımızın kayıtlara "Kürt veya Arap" olarak geçirilmesi için bütün tedbirler alındı.

Irak resmi makamları tarafından daima "Türkmen" diye anılan (kesin olarak Türk denmiyor) soydaşlarımıza karşı girişilen fizikî zulüm de son günlerde geniş boyutlara ulaştı.

OLAYLAR

Türk bölgesinden ulaşan

haberlere göre, kitle halinde sürgünler aralıksız sürüyor. Zaman zaman bu işlem tam bir işkence halini alıyor.

Bazı kaynaklar, sürgünlere direnenlerin güvenlik kuvvetleri tarafından öldürüldüklerini de öne sürdüler.

Aynı kaynaklara göre, son günler içerisinde Kerkük ve çevresinde güvenlik kuvvetleri tarafından kurşuna dizilen, aralarında kadın ve çocukların da bulunduğu Türkler'in sayısı 50'yi buldu.

Kerkük'ün güneyinde Beşir kasabasında yaşayan Türkler yaz başında hiçbir sebep gösterilmeden evlerinden alınarak daha iç kesimlere sürüldüler. Türkler'in evleri buldozlerle yerle bir

edilirken, topraklarına da el kondu. Aradan 1 ay geçtikten sonra Türkler yaşama savası verdikleri kütübelerinden de çıkarılarak yeniden sürüldüler. Bu bölgeye Araplar yerleştirildiler.

Bu arada, Türkler'in çoğunlukta olduğu Bağdat karayolu üzerindeki "Dakuk (Tavuk)" kasabasında 10 bin Arap'ın yerleştirilmesi için bütün hazırlıklar tamamlandı. Dakuk'a gelmeyi kabul edecek Arap ailelerine, ev, iş, toprak ve 50 milyon liraya kadar da kredi vaadinde bulunuluyor.

SÜRGÜNİ ÇÖZDÜRİLEN ANALAR

Irak yönetimi tarafından

en büyük zulme uğrayanlar ise yakınları ülkeden kaçan Türk aileleri.

22 Ağustos'ta oğulları çeşitli sebeplerden dolayı ülkeyi terkederek 270 Türk anne, Kerkük polis merkezinde yapılan kısa bir sorgulamadan sonra Kürt isyancılarının liderleri Talabani ve Barzani'nin kontrolündeki bölgeye sürüldüler. Çoğunluğu çok yaşlı olan kadınlara kocalarının ve diğer yakınlarının eşlik etmesine izin verilmedi.

Kürt bölgesinde Irak devletinin otoritesi hemen hemen hiç bulunmuyor. İsyançıların da Türkler'e iyi gözle bakmadıkları biliniyor.

Geçen 24 Ağustos'ta ise gene Türkler'in çoğunlukta olduğu "Tuz Hurmatı" kasabasından 47 kadın evlerinden alınarak Kürt bölgesine gönderildiler.

Bu konuda dikkati çeken nokta, çok sayıda Arap gencinin de çeşitli sebeplerden ülkelerini terketmiş olmalarına rağmen bunların aileleri-

ne hiçbir şey yapılmamıştır.

Irak'ta yaşayan 1 milyondan fazla Türk'ün eritilmesi için hazırlanan en büyük oyun, 17 Ekim'de sahneye konacak. Bu tarihte yapılması beklenen genel nüfus sayımında kuzeydeki Türk bölgesinde yaşayan soydaşlarımızın "Kürt" veya "Arap" olarak kayıtlara geçirilmesi için bütün tedbirler alınmış durumda.

Nüfus sayımındaki uygulamayı ise bizzat Başkan Saddam Hüseyin'in amcası oğlu Hasan Ali Mecit yürütecektir.

Hasan Ali Mecit, Irak'ta yönetimin bütün gücünü elinde tutan "BAAS Devrim Komutu Konseyi"nin üyesidir.

Milliyet

12.10.87

Yine PKK... Yine kan... Yine vahşet... 13 CANA DAHA KIYDILAR

SIRNAK-CİZRE MİLLİYET

PKK militanları Sirtin Şirnak ilçesine bağlı Meseici köyünü basarak aralarında iki bebeğin de bulunduğu 13 kişiyi katletti; 9 kişiyi de yaraladı.

Baskına uğrayan Meseici köyünün bölgede devlet yanlısı olarak bilinen ve daha önce de tehdit edilip mensupları öldürülen Batıyan Aşireti'ne bağlı olduğu bildirildi.

Silahli baskın öncesi gece saat 19.30 sıralarında meydana geldi. Meseici köyüne gelen ve sayıları 100'e yakın olduğu bildirilen gözü dönmüş PKK militanları ile köylüler arasında çatışma çıktı. Geldikleri yönden köye giremeyen militanlar, köyün etra-

fında döner arkadan bazı evlere yöneldiler. Baskında "Sanlı" ve "Vural" ailelerinin evleri hedef alındı. Milîtanlar otomatik silahlarla taradıkları evlere el bombaları ve roketatarlar atarak yıktıktan sonra, içeri girip çocuk, kadın, yaşlı demeden önlere gelen her kese ateş açmaya başladılar.

Çatışma sonucu iki aileden Ağıt Sanlı (7), Nazime Sanlı (7), Hatun Sanlı (50), Abdurrahman Sanlı (40), Hezar Sanlı, Mehmet Kartal (45), Leyla Kartal (30), Mehmet Vural (4), Leyla Vural (35), Latife Vural, Aysel Vural ile bir yaşlarında kundakdaki iki bebek hayatını kaybetti.

Kanlı baskından yaralı olarak kurtulup Mardin Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alınan köylüler ise şunlardır:

Huri Sanlı, Yunus Sanlı, Ali Sanlı, Hanım Sanlı, Mehmet Sanlı, İbrahim Kartal, Kadriye Kartal, Genco Vural ile Basna Vural.

YARALI KÖNÜŞÜYOR

Sanlı ailesinden ağır yaralanan ve Mardin Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alınan Ali Sanlı, gece köpeklerin havalaması üzerine dürbülle etrafı gözetlemeye çıktığını ve çok kalabalık silahlı bir grubun, köye doğru geldiklerini gördüğünü, silahlarını alıp mevzilere girdiklerini söyledi.

Ali Sanlı daha sonra: "Bölücü eşkiyalara köye yaklaştıkları zaman ateş açmaya başladık. Bu arada üç kişinin yere düştüğünü gördüm." dedi.

PKK'dan kanlı eylem

• DIYARBAKIR (MİL-HA)

PKK militanlarının dün ve önceki gün giriştikleri karakol baskını ve mayınlı saldırılarda üç kişi öldü, bir kişi yaralandı. Bu arada, Şanlıurfa-Mardin karayolu üzerindeki Şahvelat Köprüsü'ne sabotaj düzenlendi. Ayak kısmına yerleştirilen patlayıcının infilakı sonucu köprüde hasar meydana geldi.

KARAKOLA SALDIRI

Mil-Ha Uludere muhabiri Ömer Yaman'ın haberine göre PKK militanları, ilçeye bağlı Göşveren köyü Jandarma Karakolu'nu önceki gece, otomatik silahlarla taradılar. Çatışma sırasında bir erin şehit olduğu öğrenildi. Militanların yakalanması için Uludere ve Hakkâri yöresinde geniş çaplı operasyonlar düzenlendiği bildiriliyor.

MAYINLI SALDIRILAR

Mardin'in Nusaybin ilçesinde PKK militanları tarafından yola dö-

şenen mayının patlaması sonucunda iki kişi öldü, bir kişi yaralandı. Şanlıurfa komando taburunun yoluna düşen mayın ise etkisiz hale getirildi.

Edinilen bilgiye göre, Mardin'in Nusaybin ilçesine 5 kilometre uzaklıktaki Çaylarbaşı köyü yakınında bulunan, belediyeye ait taş kırma fabrikasına giden yoldan dün sabah geçmekte olan 34 ZT 137/31akak otomobil, mayının infilak etmesi sonucu parçalandı. Patlamada, otomobilde bulunan Sadık Tuna ile, ilçe işçesuyu şebekesi müteahhidi Ali Acıy öldü. Savaş Ruhloğlu adlı kişi de ağır yaralanarak Mardin Devlet Hastanesi'ne tedavi altına alındı.

DÜÇ'E MAYIN

Şanlıurfa'nın Ceylanpınar ilçesi yakınındaki Devlet Üretim Çiftliği'nden geçen stabilize yola PKK militanlarınca düşen mayın, güvenlik kuvvetlerince etkisiz hale getirildi.

DÜÇ içinden geçen yolun bölgede bulunan komando taburunun araçları tarafından da kullanıldığı, bu yüzden mayının askeri araçlara karşı konulduğu sanılıyor. DÜÇ Sarıçeşme köyü yakınından geçen yola düşen mayın, DÜÇ şoförleri tarafından farkına varılarak güvenlik kuvvetlerine bildirildi.

VALİ KARACAN: "MAYIN ESKİYDİ"

Diyarbakır ve Şanlıurfa emniyet müdürlüklerinden olay yerine gönderilen bomba uzmanları, yola düşen ve 17 kiloluk yağ tenekesinin içine yerleştirilen mayını yerinden çıkararak etkisiz hale getirdiler.

Şanlıurfa Valisi Alpaslan Karacan, "Büyük bir facia öneldi. Soruşturma geniş çaplı sürdürülüyor" şeklinde konuştu.

KÖPRÜYE SABOTAJ

Şanlıurfa-Mardin karayolu üzerindeki Şahvelat Köprüsü'ne önceki akşam yerleştirildiği sanılan pat-

layıcıardan bir kısmı infilak etti, köprüde hasar meydana geldi. İpek yolu üzerinde, Viranşehir ilçesine 20 kilometre uzaklıkta bulunan köprüye patlayıcı maddeler yerleştirildi. Köprü ayazına yerleştirilen dokuz patlayıcıdan beşi infilak etti ve köprü, geçit vermeyecek ölçüde tahrip oldu. Günde yaklaşık 5000 aracın geçtiği İpekyolu, Şahvelat Köprüsü'nün tahrip edilmesi üzerine uzun süre trafiğe kapandı. Araçlar, yol üzerindeki çeşitli parklarda bekletildi.

Patlayıcıların, yağ tenekelerinin içine yerleştirilimiş suni potasyum gübresiyle sıkıştırılmış tahrip kalıpları olduğu belirlendi.

PKK VAHŞETİ

ONCEKİ gün, Siirt'in Şırnak ilçesine bağlı Meşeçi köyü Çobandere mezarını basarak 13 kişiyi öldüren 9 kişiyi de yaralayan PKK'ya karşı geniş çaplı operasyonlar düzenleniyor. Sağ ve yaralı kurtulanlar olayın etkisinden hâlâ kurtulamıyor.

Katliamın planıcıları

PKK örgütünün Siirt-Mardin yöresindeki saldırılarını ve baskınlarını, "Dişçi Cafer" takma adlı Vesim Aras ve PKK bölge sektereri Mehmet Emin Aslan'ın planladıkları belirtiliyor.

PKK taktikçilerinden Vesim Aras, daha önce Hakkâri yöresinde görevliken, olağanüstü halin ilanından sonra, Çobandere katliamının da meydana geldiği Şırnak bölgesine kaydırıldı. Vesim Aras'a, Şırnak'ın yanı sıra Erzurum ve Uludere yöresindeki eylemlerin planlayıcılığı görevlerinin de verildiği öğrenildi.

Aynı zamanda PKK'nın merkez komite üyesi de olan Vesim Aras, örgütün Mardin bölge sektereri Mehmet Emin Aslan'a bağlı olarak çalışıyor. Aslan-Aras ikilisinin, son aylarda Siirt'in Erzurum ve Şırnak, Hakkâri'nin Uludere, Mardin'in Ömerli ve Midyat ilçelerindeki katliamların planlarını hazırladıkları belirtiliyor.

Baskından yaralı olarak kurtulan Ali Sanlı, Mardin Devlet Hastanesi'nde, dehşet dolu dakikaları şöyle anlatı:

"Köpeğimiz havladı... Dışarı çıktığımızda, köyümüzün silahlı kişiler tarafından kuşatıldığını gördüm. Tekrar içeri girdim, babama haber verdim. Silahımızı alarak çıktık. Eşkya rasgele ateşe başladı... Biz de karşılık verdik. Mermimiz azdı... Mevzî terk ettik. Bu sırada ben yaralandım. Eşkya, saldırı alanı olarak bizim bulunduğumuz yeri seçti. Onar kişilik gruplar halinde mezarın tümüne saldırıp her tarafta ateşe verdiler. Adeta savaşta gibiydik..."

SLOGAN ATIYORLARDI

Baskının yarım saat kadar sürdüğünü anlatan Ali Sanlı, şöyle devam etti:

"Teröristler bir yandan ateş ediyor, bir yandan da megafonlar kullanarak slogan atıyorlardı. Bizlere 'Teslim olun', 'Saflarımıza katılın', 'Ağalannız ve sizleri koruyoruz diyenler gelsin de, canınızı kurtarsınlar' diye bağırıyorlardı. Çoluk-çocuk demeden insanlara kıydılar... Ben canımı, ölü taklidi yaparak kurtardım..."

ÇOBAN NASIL KURTULDU?

Mezranın çobanı Seyfettin Vural, o sırada koyun otlattığı için sağ kurtulduğunu belirterek, şunları anlattı:

"Dağda koyun otlattırken, silah seslerini duydum... Eşkya, devlet yanısıra olduğumuz için bizi hep tehdit ediyordu. Baskına uğradığımız anladım. Elimden gelecek bir şey yoktu. Bir kaysı arkasına sınıp, oracıkta bekledim... Sabaha kadar da

köye gelemedim."

ÇELİK DAĞI KUŞATMADA

Olaydan kısa süre sonra Mardin ve Siirt'ten helikopterlerle gelen vurucu timler, mezarın eteklerinde kurulduğu Çelik Dağı'na kuşatma altına aldılar. Yörede yoğun bir operasyon başlatıldı.

Katledilen mezra sakinlerinin, yitkin evlerin enkazı altında kalan cesetleri Cizre'ye gönderildi. Katliam kurbanı 11 yurttaş, Cizre Belediyesi tarafından toprağa verildi.

DIYARBAKIR'DA TOPLANTI

Diyarbakır'da yarın yapılacak bölge valileri toplantısına katılmak için Diyarbakır'a gelen İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, basına kapalı olarak yapılan bir toplantıda baskın ile ilgili bilgiler aldı. Emniyet Genel Müdürü Saffet Arkan Bedük ve Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'nun da katıldığı toplantı 4.5 saat sürdü. Toplantıda bölgede alınan ve alınması gereken önlemlerin görüldüğü öğrenildi.

Ote yandan, PKK militanlarınca önceki gün Viranşehir ve Ceylanpınar yörelerinde yollara mayın düşürülmesi üzerine, geniş önlemler alındı. Bu bölgedeki kritik noktalar ve köprülere nöbetçi kondu.

PKK militanlarının sabotajı sonucunda hasara uğrayan Şanlıurfa-Mardin karayolu üzerindeki Şahvelat köprüsünün ise onarıldığı ve İpek Yolu'nun trafiğe açıldığı bildirildi.

OPERASYONDA KAZA

Şanlıurfa-Mardin karayolunda güvenlik kuvvetlerinin yaptığı aramalar sırasında, kamyonun çarptığı

Mehmet Doğan adlı jandarma eri şehit oldu.

DEMİREL LANETLEDİ

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, "Ülkeyi yönetenlerden millet, cinayetleri işleyen eşkıyanın kökünü kazınmasını bir an evvel istiyor" dedi.

Demirel, Siirt'in Meşeçi köyü Çobandere mezarında önceki gün eşkıya tarafından 13 vatandaşımızın katledilmesiyle ilgili olarak yaptığı açıklamada, şunları kaydetti:

"Siirt'in Meşeçi köyü, Çobandere mezarında olan dehşet verici cinayet sonunda, 13 vatandaşımız daha akıllıkça katledilmiş bulunuyor.

"Her defasında bu olayların kökünü kazınacağını söyleyen ülke yöneticilerinin gerçekten her çareye başvurup devletin bütün gücünü kullanarak dediklerini yapmaları zamanı gelmiş geçmiştir bile. Ülkeyi yönetenlerden millet, bu cinayetleri işleyen eşkıyanın kökünü kazınmasını istiyor."

İşte kanlı bilanço

84 günde 86 ölü

DIYARBAKIR MİL-HA

PKK, Güneydoğu'daki eylemlerini, sıkıyönetimden olağanüstü hale geçildikten sonra yaygınlaştırdı. 22 Temmuz 1987 tarihinden itibaren yapılan eylemlerde 64'ü katliamlarda olmak üzere toplam 86 yurttaş hayatlarını kaybetti. Teröristlerle girişilen çatışmalarda 5 resmi güvenlik görevlisi şehit oldu, 15 PKK militanı, ölü olarak ele geçirildi.

Olağanüstü halin ilanından bu yana PKK'nın giriştiği büyük katliamların bilançosu ise şöyle:

- 19 Ağustos 1987: Siirt'in Erzurum ilçesi Milan mezarını baskını: 25 ölü, 3 yaralı.
- 3 Eylül 1987: Mardin'in Ömerli ilçesi Tekkuyu köyü yolunda mayın patlaması: 8 ölü, 6 yaralı.
- 17 Eylül 1987: Siirt'in Şırnak ilçesi Karageçit köyüne baskın: 6 ölü.
- 21 Eylül 1987: Siirt'in Şırnak ilçesi Çittekavak köyü baskını: 12 ölü.
- 11 Ekim 1987: Siirt'in Şırnak ilçesi Çobandere mezarını baskını: 13 ölü, 9 yaralı.

4 eşkiya

öldürüldü

BİNGÖL, Bingöl'ün Genç ilçesi Selvi bucağına bağlı Direkli köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleriyle silâhli çatışmaya giren 4 teröristin ölü olarak ele geçirildiği belirtildi.

Alınan bilgiye göre, dün sabah saat 09.00 sıralarında Direkli köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleri ile çatışmaya giren bir grup bölücü eşkiyadan 4'ü ölü olarak ele geçirildi. Diğer teröristlerin ise kaçtığı, kaçan teröristlerin de yakalamasına çalışıldığı belirtildi.

ÇATIŞMA ÇIKTI

Öte yandan Bingöl'ün Genç ilçesinde, bölücü eşkiya ile güvenlik kuvvetleri arasında silâhli çatışma çıktı.

Olayda astsubay Abdullah Önder ile bir köy korucusu yaralandı.

YER İSTEDİLER

Batiyan aşireti mensupları, kendilerine başsağılığı dileyen İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk'tan, "devletin kendilerine yer vermesini" istedi.

Arkadaşımız Şehnaz Kaplan'ın haberine göre, Batiyanlılar şöyle konuştu:

"Olaylara karşı, bütün alimler bir araya gelme kararı aldık. Devlet bize yardımcı olsun, yer gösterebilir."

Selçuk da, bu isteğin yerini getirileceğini bildirdi.

Tercüman

3 bin Türk İran'da bekliyor

Ölüm kaçıışı: Eşi ve iki çocuğu ile birlikte Bağdat'ın baskıcı rejiminden kaçan Ekrem Çobanoğlu, 9 gün katır sırtında tehlikeli bir kaçıştan sonra İran'a ulaştı. İran'da klavuz Kürtler'e 3 milyon lira veren Çobanoğlu Hakkâri'ye ulaştı.

Türk kıyımı: Irak rejiminin Kerkük Türkleri'ne uyguladığı baskı da son safhaya ulaştı. Zorla askere alınıp İran cephesinde ön safalara atılan Türkler, ölüme yollanırken, Kerkük'te kalanlar da sürgüne gönderiliyor.

Cengiz ALTAY

AMSUN, (Tercüman)- Irak hükümetinin Kerkük'te yaşayan Türkler'e karşı yaptığı baskı ve zorbalıklara dayanamayan bir soydaşımız daha bütün servetini bırakarak eşi ve iki çocuğu ile birlikte Türkiye'ye kaçtı. Kerkük'ten kaçarken katır sırtında 9 gün süren yolculuktan sonra İran topraklarına geçmeyi başaran Ekrem Çobanoğlu adındaki soydaşımız burada 3 milyon lira verdiği Kürtler nezaretinde Hakkâri'ye geçerek il-

●PKK, korucuların ve askerlerin geçtiği tali yollarda sınırlı kalmayacak

Anayollara mayın döşeyin

●PKK'nın askeri kolu ARGK'nın Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin başına getirilen "Botan" kod adlı Nizamettin Taş, örgüte "Ekonomik hedeflere yönelik saldırılara da hazırlanın" emrini verdi

●Fadullah BULUTTEKİN
●Namuk DURUKAN

DIYARBAKIR, (MİL-HA)
PKK'nın askeri kolu ARGK'nın Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin başına getirilen "Botan" kod adlı Nizamettin Taş; örgüt militanlarına "Transit yollara mayın döşeyin, ekonomik hedeflere yönelik saldırılara hazırlanın" emri verdi.

PKK'nın içindeki çekişmeler nedeniyle, kadro değişiklikleri de sıklaşmaya başladı. Örgütün lideri Abdullah Öcalan'ın (Apo) direktifiyle, ARGK'nın Güneydoğu sorumlularında, tamamen değiştirildi. Yeni sorumlu Nizamettin Taş'ın, mayınlı sabotajların bundan böyle köy korucularının ve askeri devriyelerin gelip geçtiği tali yollarda sınırlı bırakılmamasını, transit yollarında da kapasitesini istediği öğrenildi.

APO'NUN MESAJI

PKK lideri Abdullah Öcalan'

ın, örgütün aylık yayın organı Serwebun dergisinde yer alan bir konuşmasında da, "ekonomik hedeflere saldırılması" istendi. Dergide, Apo'ya atfen şu sözler yer aldı:

"Ekonomik yatırımlar halkı yozlaştırıyor. Davadan uzaklaştırıyor. Bu nedenle TC'nin övünç kaynağı GAP ile öteki önemli tesislere, uluslararası transit yollara saldırılar düzenlemelidir."

Dergide, Apo'nun ARGK yöneticilerine gönderdiği şu mesajda da yer verildi:

"Kürdistan'da her alleden bir kişiyi mutlaka saflarınıza kazanın. Bunun yöntemini siz belirleyin. Ama mutlaka kazandırın. Kürdistan'daki gençlerin askere gitmelerini engelleyin."

PKK'nın Şanlıurfa-Mardin arasında, İpek Yolu'nda giriştiği son köprü sabotajı da, bu emrin gereğinin yerine getirilmeye başlandığı şeklinde değerlendiriliyor.

ARGK'nın sınırlı mevkilerinde

getirilen diğer PKK'cılann isimleri ise şöyle:

"Kör Cemal" kod adlı Halil Kaya, "Ebubekir" kod adlı Halil Ataç, "Selim" kod adlı Fevzi Aydın, "Berdeş" kod adlı Mustafa Yöndem.

Örgütün en acımasız elemanları olarak bilinen yeni ARGK sorumlularının işbaşına gelmesi, Apo ile bazı konularda ters düştikleri de öğrenildi. ARGK'ciler kendi birimleri için "Savaş Konseyi" deyimini kullanmaya başlayınca, Öcalan bu duruma itiraz etti. Öğrenildiğine göre Apo, "Savaş Konseyi" deyiminin sadece Merkez Komitesi emriyle kullanılacağını belirtti. Nizamettin Taş ve öteki ARGK bölge sorumlularının bu ikaza "şiddet" uydularında edinilen bilgiler arasında.

14.10.87

giliilerden iltica talebinde bulundu.

Hakkâri Valiliği tarafından bir hafta misafir edildikten sonra bir polis ekibi ile Samsun'a gönderilen Ekrem Çobanoğlu, eşi ve iki kız çocuğu ile birlikte bir otele yerleşerek iltica talebinin cevabını beklemeye başladı. Eşi Sevgil, kızları 6 yaşındaki Gönül ve 4 yaşındaki Durna ile birlikte Kerkük'ten İran'a katır sırtında 9 gün süren yolculuktan sonra kaçmayı başardıklarını söyleyen soydaşımız, Tercüman'da yayımlanan Kerkük'teki Türkler'e baskı ve zorbalık yapıldığı yolundaki haberi doğrulayarak şunları anlattı:

"Irak hükümeti Kerkük'teki genç Türkler'i zorla askere alarak İran cephesinde en önde savaşa sürüyor. Yaşlı olanlardan ise orduya yardım diyerek paralarını ellerinden zorla alıyor. Son olarak bizleri Kerkük'ten dağıtmak için bizim yaptığımız 7 camiyi ve evlerimizin büyük bir kısmını yıkarak demiryolu hattı kurdular. Daha önce nüfus cüzdanlarımızda yazılı olan "Osmanlı Türk" kelimelerini silerek "Arap" yazdılar. Tercüman gazetesinin yazdığı gibi idam edilen ve tutuklanan Türkler arasında benim iki akrabam var. Ben Irak'ta müteahhütlik yapıyordum. Bankada 100 milyon lira param, evim ve iki otomobilim vardı. Kerkük'ten kaçmamış olsaydım şimdiye kadar çoktan eşim ve çocuklarımla birlikte esir kamplarına gitmiştik."

Samsun'un Kadıköy mahallesinde bir ev tutan 36 yaşındaki Ekrem Çobanoğlu, kaçarken yanına aldığı 15 milyon liranın bittğini de belirterek valilikten yardım ve iş isteyeceğini söyledi. Ekrem Çobanoğlu, "İran'da bizim gibi Kerkük'ten kaçan 3 bin kadar Türk var. Kılavuzluk yapan Kürtler'e verecek kadar paraları olmadığından Türkiye'ye gelemiyorlar. Yanıma aldığım bütün paramı kılavuzluk yapan Kürtler aldı" şeklinde konuştu.

Otopsi raporu kesinleşti

Sıddık Bilgin
İşkenceye öldü

● Genç Cumhuriyet Savcısı Cihan Arkun, İlkokul öğretmeni Sıddık Bilgin'i işkence ile öldürdüğü ile ilgili 5 askerin yarın ağır ceza mahkemesinde yargılanacağını açıkladı

BİNGÖL, AA

BİNGÖL'ün Genç ilçesi Dönebaşı Köyü İlkokulu Öğretmeni Sıddık Bilgin'in işkenceyle öldürüldüğü otopsi raporuyla kesinleşti. Genç Cumhuriyet Savcısı Cihan Arkun'dan alınan bilgiye göre, Jandarma Yüzbaşı Ali Şahin, Jandarma Astsubay İbrahim Yıldızgözü, Jandarma Üsteğmen Ümit Erki, Jandarma Astsubay Mehmet Acar ve Jandarma Onbaşı Sait Akova hakkında, görevi kötüye kullanma, işkenceyle ve kasten adam öldürme suçlarıyla dava açıldı.

Sanıkların ilk duruşmaları yarın Bingöl Ağır ceza Mahkemesi'nde yapılacaktır.

8. Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı, 5 Ağustos 1985 tarihli açıklamasında, Öğretmen Sıddık Bilgin'in, dağlık bölgede yapılan operasyonlar sırasında, güvenlik kuvvetlerinin "dur" ihtarına uymadığı için açılan ateş sonucu öldürüldüğünü duyurmuştu. Daha sonra milletvekilleri Ali İhsan Elgin ile Cüneyt Canver, Sıddık Bilgin'in cesedinin ailesine teslim edilmesini istemiş, bunun üzerine 3 Nisan

1986 günü Suveren Jandarma Karakolu bahçesinden alınan öğretmenin cenazesi, Doğanlar köyünde toprağa verilmişti. Daha sonra, işkence iddialarının ortaya atılması üzerine, mezar yeniden açılarak cesedin kemikleri incelenmek üzere Adli Tıp Merkezi'ne gönderilmişti.

Sıddık Bilgin

Sıddık Bilgin, 1951 yılında Bingöl'ün Genç ilçesine bağlı Doğanlı köyünde dünyaya geldi. 29 Temmuz 1985 gecesi, amcaoğlu Sait'le birlikte Suveren Jandarma Karakolu'nda gözaltına alındı. Ancak daha sonra ailesine, "Kaçarken vuruldu, gelip cenazenizi alın" haberi salındı.

Karakol Komutanı Yüzbaşı Ali Şahin'in ifadesine göre, Bilgin'in amcası cenazeyi almak istemedi. Yaz sıcaklarında kokan ceset, karakolda sorun yarattı. Bunun üzerine Yüzbaşı Şahin, ust makamlara telefon ederek, ne yapılması gerektiğini sordu. Yüzbaşı Şahin'in ifadesine göre Sıddık Bilgin, "Gömün" emri gelince üzerine, karakolun bahçesine gömüldü.

Ancak amca Mehmet Bilgin, ertesi günü basına, "Sıddık'ın ayakları kemerele bağlıydı. Ayakları bağlı insan nasıl kaçarken vurulur?" diyordu.

Yine amcasının anlatmasına göre, Sıddık'ın kafatası kırılmıştı, çekince kafasından beyni dökülmeye başlamıştı. Sol kolu dirsekten kırılmıştı.

Sıddık Bilgin'in işkence edilerek öldürüldüğüne ilişkin somut görüntüler üzerine, SHP milletvekili Cüneyt Canver ile Ali İhsan Elgin, sakal koyuverme protestosu başlattılar. Bilgin'in cesedi, aradan 8 ay geçtikten sonra 3 Nisan 1986 günü mezarından çıkarılıp köy mezarlığına gömülüyordu. Ancak SHP milletvekillerinin köye girişleri ise bu arada özenle engelleniyordu.

PKK'dan eylem: 2 ölü

15.10.87

● Diyarbakır'da dün yapılan olağanüstü hal bölge valileri toplantısında konuşan İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, "Hatalı ve görevini yerine getirmeyen kişi derhal görevinden alınmalı" dedi

● PKK militanları İse Şırnak'ta iki ayrı mezraya düzenledikleri baskınlarda 2 yurttaş öldürdü, 8 kişiyi de kaçırdı

MİLLİYET HABER AJANSI

ÖNCEKİ gün yapılması gerekirken, bölgede turmanan terör olayları nedeniyle ertelenen olağanüstü hal bölge valileri toplantısı dün Diyarbakır'da, İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Bedük, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, Özel Kolordu Komutanı Korgeneral Muhlis Sayın ve bölge valilerinin katılımıyla yapıldı. Bu arada Siirt'in Şırnak ilçesine bağlı Razuk ve Gözlüce mezrasına baskın düzenleyen PKK militanları iki kişiyi öldürdü, sekiz kişiyi de kaçırdı. PKK'da iç çekişmelerden kaynaklanan "sorumlu ve komutan rotasyonu" çerçevesinde örgütün acımasız katillerinden "Zana" kod adlı Şemdin Saki, Bingöl bölgesi sorumluluğuna atandı. Genç'te önceki gün ölü ele geçirilen dört militandan üçünün kimlikleri ve daha önceki eylemleri açıklandı.

VALİLER TOPLANTISI

Diyarbakır MB-Ha muhabiri Ahmet Uyanık'ın haberine göre, dün Diyarbakır'da yapılan olağanüstü hal bölge valileri toplantısındaki konuşmasında Olağanüstü

Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, devletten büyük destek gördüklerini, istedikleri her yardımı ve ödeneğin zamanında ve eksiksiz verildiğini belirterek, "Bize düşen, bu maddi, manevi desteği iyi kullanmaktır" dedi.

PKK saldırılarının devam etmesinin uygulamanın yetersizliği anlamına gelemeyeceğini söyleyen Kozakçıoğlu, şöyle konuştu:

"Eğluya, her hareketinde gerekli mukabeleyi görmektedir. Her türlü tedbir en iyi şekilde alınmaktadır. Eksiklikler her geçen gün biraz daha giderilmektedir. Terörün baskın olduğu hiçbir nokta yoktur. Her yere devletin güçleri hakimdir."

İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk da toplantıdaki konuşmasına "Görevine uygun olmayan kişileri bu görevde tutmayız. En ufak ihmâl, başarısızlık göstereni görevde tutmayız" sözleriyle başladı ve şöyle devam etti:

"Alacağımız tedbirler şartlara göre değişecektir. Meseleye sadece sayış ve güvenlik güçlerinin ön-

lemleri açısından değil, aynı zamanda valilerin sorumlulukları çerçevesinde sosyal ve ekonomik açıdan da yaklaşılmalıdır."

Toplantının öğleden sonraki bölümünde konuşan PTT Genel Müdürü Emin Başer, bölgedeki PTT hatlarında fiziki güvenliğin sağlanmadığını belirtti.

2 BASKIN: 2 ÖLÜ

Şırnak Mİ-Ha muhabirleri Seyfullah Özgezer ve Kasım Kadirhan'ın bildirdiklerine göre, önceki akşam Siirt'in Şırnak ilçesi, Razuk mezrasına gelen 25 PKK militanı mezra halkını meydana toplatarak, propaganda konuşmaları yaptılar.

Daha sonra Hasan Ertek adlı yurttaş grubtan ayrıp evine sokaan militanlar, eve önce el bombalarıyla saldırdılar, sonra da yayılım ateşi açtılar. Saldırıda Hasan Ertek hayatını kaybetti. Teröristlerin yayılım ateşi sırasında yaralanan altı yaşındaki İdris Ertek de hastaneye kaldırılırken öldü.

Bölücü militanlar claydan sonra mezra halkından dört kişiyi yan-

larına alarak kaçtılar.

Önceki gece aynı saatlerde Şırnak'ın Gözlüce mezrasına da bir saldırı düzenlendi. Bu baskında da halkı meydana toplayıp, bölücü konuşmalar yapan PKK militanları, daha sonra dört yurttaşın yanlarına alarak kaçtılar.

Bingöl'ün Genç ilçesinde önceki günkü çatışmada ölü ele geçirilen dört militandan üçünün kimlikleri belli oldu. Öldürülen bölücülerin adlarının Abdurrahman Bölüğüray, Cemal kod adlı Seyithan Ozel ve Cemal Kahraman olduğu anlaşıldı.

Bu militanların Hazro'da jandarma Ustçavuş Selçuk Acar'ın şehit edilmesi, Bingöl'ün Dikpınar köyünde korucu Cemil Dalga'nın öldürülmesi, Genç ilçesinde maden ocağı baskını, Bingöl Selvi bucağı Aktoprak Koyu Muhtar Şerif Durgun'un öldürülmesi, Lice'de DSİ şantiyesi baskını, Orman İşletmesi deposunun yakılması gibi eylemlere karıştıkları bildirildi.

Diyarbakır Mİ-Ha Bürosu'nun haberine göre, PKK'daki "sorumlu

ve komutan rotasyonu" çerçevesinde örgütün en acımasız cellatlarından biri olarak bilinen "Zana" kod adlı Şemdin Saki, Bingöl bölgesine atandı.

Diyarbakır-Bingöl il sınırındaki Genç ilçesine bağlı Servi bucağı-

nın Direkli köyü yakınlarında önceki gün güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren terörist grubunu da Şemdin Saki'nin yönettiği saptandı. PKK'nın askeri kanadı ARGK'nın önde gelen liderlerinden Şemdin Saki, daha önce Ku-

ve Kozlu birimlerini yönetiyordu.

Saki'nin Kulp Belediye Başkanı Sıtkı Çelik'in öldürülmesi, Sason bölgesinde beş erin şehit edilmesi gibi kanlı olayları bizzat yönettiği de belirtiliyor.

İşte Çobandere katliamının acı gerçeği...



İNTİKAM YEMİNİ: PKK'nın saldırılarından bıkan Batıyan aşiret mensupları, "Artık aramızda kan dâvası var. İntikamımızı mutlaka alacağız, dö-külen kanlarımız yerde kalmayacak" şeklinde and içti.

Hüsamettin KARANFİL

SİHET (Tercüman)- Çoban-de-re katliamı ile birlikte, 30 ferdi PKK militanlarının acımasız kurşunlarına hedef olan Batıyan aşireti mensupları "Devlet silahlarımızı aldı, eşkıyanın otomatik silahına, el bombasına, av tüfeği ile karşı koymaya çağırıyoruz" dediler.

Bir yıldan beri Şırnak bölge-sinde PKK'nin hedefi haline gelen Batıyan aşiretinin devletin silah vermesi halinde teröristle-re karşı amansız mücadele ede-cekleri yolundaki istekleri, Tercüman'da geçtiğimiz günlerde sürmanşetten verilmişti.

Haberde, görüşlerini açıklayan aşiret mensupları, devletin silah vermesi halinde kendilerini rahatlıkla savunabileceklerini, muhtemel saldırıları göz kırpmadan püskürtebileceklerini, fakat savunmasız durumda oldukları için, sürekli şekilde can kaybı vermeye devam ettiklerini bildirmişlerdi. Köylüler, PKK'dan in-

tikam almak için yemin ettikle-rini de sözlere eklemişlerdi.

Bu haberdan çok kısa sonra, üç gün önce yine Batıyan aşire-tine ait Çobandere mezrası PKK'nın saldırısına hedef oldu. Üçü çocuk 13 vatandaş vahşice katledilirken, 9'u da çeşitli yer-lerinden yaralandı.

"Aşiret reisleri Salt Demir ve iki arkadaşından sonra, PKK mili-tanları, sırasıyla, Karageçit kö-yünde geçen yıl 6, bu yıl 7, Çif-tekavak köyünde 2 ve Kasrik Bo-ğazi'nde de Batıyanlı'yı öldürdü. Hain saldırılarda, aşi-rete ait 250 baş hayvan da telef oldu.

KAN DAVAMIZ VAR

Batıyan aşiretinden Kasım Aktaş, devletin ellerindeki silah-ları aldığını kaydederek, "PKK ile aramızda artık kan dâvası var. İki taraftan biri bitinceye kadar devam edecek. Başka yolu yok" dedi.

Aktaş, Çobandere katliamını

da şöyle anlattı:

"Aynı mezrada oturuyorum. Olay gecesi, biz karşı köydeki ak-rabalarımızı ziyarete gittik. Bir ara köyden bomba ve silah sesleri duyduk. Köyden alevler yükseliyordu. Silahlarımızın ala-rak köye koştuk. Ne var ki, ara-mızda bir saatlik yol vardı. Biz oraya gelinceye kadar eşkıya kaç-mıştı."

Batıyan aşiretinin Varol aile-sinden Şevki Varol da savunmasız bırakıldıklarını öne sürerek, eşkıyanın Kalaşnikof'una, el bombalarına, av tüfeği ile karşı koymanın imkânsız olduğunu söyledi.

Ellerindeki silahların devlet ta-rafından alınmasına bir anlam veremediğini kaydeden Varol, şöyle devam etti:

"Çobandere'de öldürülen Ağıt Şaah, elindeki av tüfeği ile eşkıyaya karşı koydu. Sonunda bunun kurbanı oldu ve hayatını kaybetti. Hiç Kalaşnikof'a, roka-

tatara karşı av tüfeği kullanılır mı, soruyorum yetkililere? Eger 'Evet' diyorlarsa, gelip bize ör-nek olsunlar. Eşkıya, zayıf oldu-ğumuz, savunmasız bulunduğumuz mezra ve köylere saldırıyor.

Biz devletten silah istiyoruz. Bu kan dâvası için silah verilmesi şarttır."

Bu arada, İçişleri Bakanı Ah-met Selçuk, Çobandere mezrası-na giderek vatandaşlardan olay hakkında bilgi aldı. Selçuk, za-rar görenlere gerekli yardımın kısa zamanda yapılacağını bildirdi.

Selçuk'un incelemeleri ine Em-niyet Genel Müdürü Saffet Arı-kan Bedük ve Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da katıldı.

Öte yandan, teröristlerin yaka-lanması için güvenlik kuvvetle-rinin başlattığı operasyonlar Eruh bölgesine kaydırıldı. Çobandere'ye yakın Asmacık, Ci-vihcan, Güneşli, Damlarca, Kö-sbeyli ve Durmuşlu köyleri çem-bere alınarak yoğun aramalar

sürdürülüyor.

**BİR ASTUBAY,
BİR KORUCU YARALI**

Bingöl'ün Genç ilçesinde, bö-lütcü eşkıya ile güvenlik kuvvetle-ri arasında silahlı çatışma çık-tı. Muhabirimiz Arif Atas'ın ha-berine göre, Bingöl'ün Genç ilçesi Selvi bucağına bağlı Direkli kö-yü yakınlarında, dün saat 09.00 sularında görülen ve "Dur" ih-tarına uymayan bir grup bölütcü eşkıya ile güvenlik kuvvetleri ara-sında silahlı çatışma çıktı. Çatış-mada köy korucusu Zeki Ereğ ile astsubay Abdallah Önder ya-ralandı.

İşte Çobandere katliamının acı gerçeği

Asiretler eşkıya avında



YÜREK YAKAN AÇITLAR: Çobandere'de beşikteki bebeseini, genç, yaşlı 13 yakınını kaybeden yüreği yaralı annelerin feryatları, açitları dinmek bilmiyor. "Biz dünyada diri diri yakıyorlar. Eşkıyaya ekmeğ verseydik, yemek verseydik bunlar olmazdı. Vah Azo'm, Leyla'm, Hazal'im... İntikamınız acaba ne zaman alınacak?" sesleri bir dağdan diğerine yankılanıp duruyor.

3 teroristi öldüren Ali Sanlı, can güvenliği istiyor

Kahraman korucu

Nizam ÖZEKİNCİ

SİİRT, (hha)- Şırnak İlçesi'ne bağlı Dereci Köyü'nün Çobandere Mezrası başkanı sırasında 3 teroristi öldürdüğünü söyleyen köy korucusu Ali Sanlı, can güvenliğinin sağlanmasını istedi.

Bir süre önce bölge PKK militanları tarafından Çobandere Mezrası'nda yapılan baskında Sanlı, Kartal ve Vural'ın öldürülmesiyle birlikte...

dan önce teroristlerle çatışmaya giren ve 3 teroristi öldürdüğünü söyleyen köy korucusu Ali Sanlı, çeşitli yerlerinden yaralanarak Mardin Devlet Hastanesi'ne kaldırıldı. Tedavisi süren ve ailesinden 5 kişiyi kaybeden köy korucusu Ali Sanlı, şöyle konuştu:

"Baskından önce teroristlerle bir süre çatıştım. Oldukça kalabalık olan teroristlerden 3'ü, açtığım ateş sonucu öldü. Bizden 3 kişi gitti diye bağırıyordular. PKK, bundan sonra hep

beni hedef alacak. Ben ve ailemden kalanları yok etmeye çalışacak. Bunun acısını çıkaracaklar. Bu nedenle devletten, ben ve ailem için can güvenliğini sağlamasını bekliyorum."

Bu arada, köy korucusu Ali Sanlı tarafından çatışma sırasında öldürülen teroristlerin cesetleri tüm aramalara rağmen henüz bulunamadı. Bölgedeki aramaların ve operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

KAÇIRDILAR

Teroristler bastıkları Şırnak İlçe merkezindeki evden Abdülmecit Kabul, Halil Kabul ve Lokman Kabul'u, Zilaf Mezrası'ndan da Beşir Kar, Adil Kar, Ekrem Kar ve soyadı belirlenemeyen Eyüp isimli yurttaşları kaçırdılar.

YEDİ KİŞİYİ

"Valiler Zirvesi"ne (soldan sağa) Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Bedük, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, Bölge Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın da katıldı.



İçişleri Bakanı Doğu'daki Valliler zirvesinde konuştu:

"Göreve uymayanları başta tutmayın"

İhsan DÖRTKARDEŞ

DIYARBAKIR, (hha)- İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, "Valiler Zirvesi"nde yaptığı konuşmada, can korkusu taşıyan görevli görevini sıvaskıların, operasyona gönderilmemesi gerektiğini hataların vnelenmesini isteyerek 13

● Can korkusu taşıyan görevlilerin operasyona gönderilmemesini isteyen İçişleri Bakanı Selçuk, "Milli bütünlüğümüz söz konusu olunca her şey geride kalır" dedi.

Şırnak'ta katledildiği Çobandere Mezrası'ndaki köylülere yeterli mermi verilmesini eleştirdi. "Super Vali" Hayri Kozakçıoğlu da, "Bize verilen des-

göl, Elazığ, Mardin, Tunceli, Siirt, Bitlis, Muş, Hakkâri, Van valileri, emniyet müdürleri, jandarma alay komutanları dün başlayan "Valiler Zirvesi"nde bir araya geldi. Diyarbakır Emniyet Müdürü ile Jandarma Alay Komutanı da toplantıda hazır bulundu. Önceki gün programını değiştirerek, Diyarbakır'da kalan İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Bedük, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, Bölge Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'ın da katıldığı toplantı, Kültür Sarayı'nda dün saat 10.15'te başladı. Toplantının açış konuşmasını yapan Hayri Kozakçıoğlu, yurt çapında bölgede cereyan eden olayların tepki ile karşılandığını, bu zincirin biteceğine inandığını belirtti.

İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk da yaptığı konuşmada, eksikliklerin tartışılarak giderilebileceğini, asayiş önlemlerinin yanı sıra, konuya sosyal ve ekonomik açıdan da yaklaşılması gerektiğini, bunu da en iyi biçimde valilerin başarabileceğini bildirdi.

Bakan Selçuk, az da olsa, görevini aksatan, can korkusu taşıyan görevlileri affetmemek gerektiğini bildirdi. Bunların yerine ölüme gitmeye hazır binlerce görevliye sorumluluk verilmesini istedi. Bakan, şöyle dedi:

"Operasyona, bunları kaydırın. Göreve uymayanları, başta tutmayın. Konu, millî bütünlüğümüze yöneldi. Millî bütünlüğümüz

söz konusu olunca, her şey geride kalır. Mazeretleri geçerli olmaz. Düzeltilemez. Cephane, silah olmaması, bu durumda mazeret kabul edilmez. 13 kişinin öldürüldüğü Çobandere'deki yurttaş, 3 teroristi, 60 mermisinden 50'sini kullanarak vurdu. Daha fazla cephanesi olsa, daha fazla vururdu. Herkes, sorumluluğunu, sonuna kadar kullanmalı. Ölüp öldürme durumundaki her insan hata yapabilir. Önemli olan, hataları düzeltmek, tekrarına engel olmak, hatasız operasyon gerçekleştirmektir."

Son zamanlarda artan terör olayları ve olaylarda görülen haberleşme aksaklıkları üzerine, PTT hizmet ağırlığını Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ne kaydirdi. Bu arada, çok sayıda teknik eleman da takviye olarak bölgeye gönderildi. Yöredeki PTT hizmetlerini anlatan Genel Müdür Başer, şöyle dedi:

"Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde arazi şartları nedeniyle, telefon götürme çalışmaları, büyük güçlükler altında yapılıyor. Buna karşılık yöreye en uygun olan haberleşme sistemi, uyu haberleşmesidir. Bu sistem, 1967 yılı programımızda vardır. Sistem gerçekleştirildiğinde, telefon telleri ve benzeri nedenlerden doğan aksaklıklar, arızalar tamamen ortadan kalkacaktır."

● 1 korucu öldürüldü

PKK köy bastı

DIYARBAKIR, (MİL-HA)

BİNGÖL'ün Genç ilçesine bağlı Direkli köyüne baskın yapan PKK militanları adı belirlenemeyen bir köy korucusunu öldürdüler. Baskında iki jandarma eri de yaralandı. Tunceli'nin Ovacık ilçesinin Yoncalı Köyü İlkokulu da önceki akşam bir grup PKK militanı tarafından yakıldı. Köyü basan 40 kadar PKK militanı, Türkçe eğitim yaptırmayacaklarını, bu yüzden okulları yak-

tıklarını belirterek, çocuklarını okula göndermemelerini istedi. İki olaydan sonra teroristlerin yakalanması amacıyla bölgede operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

SOKAĞA ÇIKMA YASAĞI

Bingöl'ün Genç ilçesi Servi bucağına bağlı köy ve mezralarda güvenlik kuvvetleri tarafından sürdürülen operasyon tamamlanmaya dek can güvenliği açısından, sokağa çıkma yasağı uygulanıyor.

ASKERİ ARAÇ DEVRİLDİ: 5 YARALI

Bingöl'ün Direkli köyüne operasyon için giden güvenlik kuvvetlerini taşıyan aracın devrilmesi sonucu bir astsubay ile 4 er yaralandı.

Yaralananların kimlikleri şöyle:

Faruk Tuzcu (astsubay), Saah Kumral, Mehmet Taş, Ahmet Karı, Sezai Özar ve Sedar Karöz.

● Weizsaecker'in yadırganan sözlerini Evren yanıtladı

Ankara'da soğuk duş

● Nur BATUR ● ANKARA

FEDERAL Almanya Cumhurbaşkanı Richard von Weizsaecker, görkemli bir törenle dün Devlet Opera ve Balesi salonlarında "Atatürk Barış Ödülü"nü alırken perde arkasında ciddi bir soğukluk yaşandı.

Soğukluk Alman Cumhurbaşkanı'nın ödül töreninde yapacağı konuşma metni üzerine patlak verdi. Metin, ödül töreninden kısa bir süre önce Türk tarafının eline geçti ve bir "demokrasi ve insan hakları derisi" niteliği taşıdığı görüldü.

Ankara'da duyulan rahatsızlık Alman tarafına da hissettirildi. Alman tarafı, ödül töreni öncesinde, konuşma metninde son derece sınırlı bazı yumuşamalar yaptı. Ancak yine de konuşmanın ağır bölümler içermesi ve bir demokrasi ve insan hakları dersi niteliğinden çıkartılması Ankara diplomatik çevrelerinde son derece ciddi tepki yaratmış durumda.

Ankara diplomatik çevrelerinde yapılan değerlendirmeler, Alman Cumhurbaşkanı'nın Atatürk Barış Ödülü'nü kabul etmemesi için Federal Almanya'daki özellikle sol çevrelerden kendisine yöneltilen eleştirileri yumuşatma amacını güttüğü yolunda.

Türkiye'nin Atatürk Barış Ödülü'nü bu yıl Alman Cumhurbaşkanı'na vereceğini açıklamasından sonra, Türkiye'de "faşist bir yönetim" olduğu ve böyle bir yönetimin vereceği ödülün kabul edilmesi gerektiği iddiasıyla bazı çevreler ayağa kalktı. Üst düzeydeki bir yetkili Weizsaecker'in hoş karşılanmayan konuşmasını Milliyet'e değerlendiren, "Alman Cumhurbaşkanı herhalde bu çevrelere şirin görünmek istedi" dedi.

EVREN'İN KONUŞMASI

Dün öğleden sonra yapılan ödül töreninde, ilk konuşmayı Cumhurbaşkanı Kenan Evren yaptı. Cumhurbaşkanı'nın konuşması, perde arkasındaki soğukluğu vanstan son

derece anlamlı bölümler içeriyordu. Evren, ilk önce Türkiye'de dil, din, ırk ve cinsiyet gözetmeksizin, toplumun tüm kesimlerinin tam bir eşitlik, huzur ve sükün içinde yaşama- larının mümkün olduğuna işaret etti. Evren daha sonra Lozan Anlaşması'nda Türkiye'de yaşayan dini azınlıkların asırlardır yararlandıkları haklara değindi ve "Türkiye Cumhuriyeti, vatandaşları arasında ırka dayanan bir fark gözetmemiş, Türkiye'de ırkçı uygulamalar olmayan ve filen anayasamızda yer alan bu temel ilke halkımızın vicdan ve zihinlerindeki köklerden kaynaklanmıştır" diye konuştu. Evren'in bu sözleri üstü kapalı bir şekilde Almanya'nın yaşadığı "Nazi" tecrübesine bir atıf niteliği taşıyordu.

TÜRKİYE'NİN TOPRAK BÜTÜNLÜĞÜNE YÖNELİK
Evren daha sonra, Türkiye'nin toprak bütünlüğüne yönelik girişimlere değindi ve şöyle dedi: "Türkiye Cumhuriyeti'nin toprak bütünlüğü ve Türk milletinin birlik, beraberlik ve buzurunu zedelemek isteyen mirraklar geçmişte olduğu gibi günümüzde de mesnetsiz birtakım iddialardan medet ummaktadırlar. Ancak Türk milleti ve Türk devleti, başkalarının yersiz endişelerine kesinlikle mahal bırakmayacak bir yapıya sahiptir. Türk milletinin geçmiş ve yakın tarihinin tarafsız bir gözle incelenmesi bu hususu sayısız örnekleriyle kanıtlayacaktır."

"İletişim vasıtalarının büyük gelişme gösterdiği çağımızda her ülke, her toplum diğer ülkelerdeki gelişmeleri karşılıklı olarak yakinen izleme olanağına kavuşmuştur. Bu inceleme yapılırken, esas olan, değerlendirmelerin ön yargılardan uzak, tek yanlı veya yanlış bilgilerden soyutlanmış verilerle istinat ettirilmesidir. Türkiye'de yaşayan insanların tüm hakları anayasamızın ve bağımsız Türk adaletinin temeli-

WEIZSAECKER'İN KONUŞMASI

Cumhurbaşkanı Evren'den sonra, kürsüye Alman Cumhurbaşkanı geldi. Alman Cumhurbaşkanı'nın yaklaşık yarım saat süren ve 7 sayfalık konuşmasını üç ana başlık altında toplamak mümkün. Alman Cumhurbaşkanı birinci bölümde, Türkiye ile Yunanistan'ı bugün de Atatürk ve Venizelos'un yaptığı gibi geçmiş silerek, yeni bir dönem açmaya çağırdı. "Bu sorular Atatürk döneminde daha mı önemsiz boyutlardaydı? Bugün artık tahrik edici davranışlardan kaçınma ve birbirinin zayıf noktalarını kollamaktan vazgeçme, karşılıklı anlayışla iyi komşuluk ilişkileri arayışı için girme zamanı gelmiş midir?" diye konuştu.

DEMOKRASI VE SEÇİMLER

Weizsaecker, daha sonra Türkiye'nin demokratik sürecinin daha tamamlanmadığını ima etti ve "Bütün siyasi partilerin katıldığı bu seçimde Türkiye'nin gelecek yıllarda izleyeceği yolu özgür iradesi ile belirleyecektir. Bu seçim sonucunda demokrasinin daha da güçleneceğinden emin bulunmaktayım" diye konuştu.

Daha sonra Güneydoğu'daki olaylara değinen Alman Cumhurbaşkanı şunları söyledi:

"Ülkenizde bugün artık sıkıyönetim uygulamasına son verilmiştir. Güneydoğu illerinizde masum insanlara yönelik terör ve zorbalığın hortladığı bu dönemde sıkıyönetimin kalkmış olması daha da büyük anlam kazanacaktır. Acınızı içten duygularımızla paylaşıyor, ülkenizin bu bölgesinde de Atatürk'ün arzusu doğrultusunda hukukun, zorbalığı galele çalacağı umudunu taşıyoruz."

"Demokrasinin temelinde, kaba misyonerlik değil, ikna ve inanma yatar. Devletin belirli bir ideolojiyi ve dünya görüşünü benim-

seyip karşı görüşlere baskı yöntemleriyle cevap verdiği ortamlarda ise özgür bir diyalogun gelişmesi mümkün değildir."

BARIŞI İSTEYEN KENDİ ÜLKESİNDE BARIŞ SAĞLAMALI

"Dünyada barışı isteyen, kendi ülkesinde de barışı amaç edinmeli. Bu bazen bireysel insan haklarının daha sağlam güvenceye bağlanmasını, kimi durumlarda ise sosyal adaletin daha iyi gerçekleştirilmesini, bazen ırkçı sınırlandırmaların kaldırılması veya azınlıkların korunması anlamını taşımaktadır."

"Atatürk Türkiye'si de milli devlet olan çoğu Avrupa ülkesi gibi etnik ve dini azınlıklar sorunu ile karşılaşmıştır. Şu veya bu kısıp altında Türk milletinin bütünlüğüne karşı girişimlerden duyduğunuz kaygıları anlamaktayız. Kendi tarihimiz ve tecrübemiz bize, bir milletin iç barışının sağlanabilmesi için muhtelif halk ve inanç gruplarının devletin hukuk ve anayasasına sadakat ve bağlılığı kaybetmeden, karşılıklı hoşgörü ve saygı ile birlikte yaşamaları gerektiğini öğretmiştir. Dost Türkiye'deki demokratik gelişimi samimiyetle arzulayan Avrupa'daki ortaklarınız bu süreçte büyük dikkatle izlemektedirler."

"Atatürk'ün başlattığı Avrupa'ya açılma hareketinin kökeninde insan haklarına saygı olmayı ve demokratik gelişmeleri ortak ilke edinmemiz görüşü yatıyordu. Bu nedenle ve birbirimize daha da yakınlaşmış olmamızın sonucunda bu değerlerin korunması ve geliştirilmesi tarafımızdan hassasiyetle izlenmektedir. Tutuklu ve mahkûmların, hukuk devleti ilkeleri çiğnenmeden insan onuruna yaraşır muamele görmeleri konusu demokrasilerin başarılarını ispatlamaları gereken şarttır."

ÇİRKİN İDDİALAR

Öte yandan Federal Alman

Cumhurbaşkanı Weizsaecker'in Atatürk Barış Ödülü'nü alması nedeniyle kendisine bir mektup yazan Alman Sosyal Demokrat Partisi eski Milletvekili Klaus Immel, Atatürk'e karşı çirkin iddialarda bulunarak, "Barış ödülünü almanıza dünya üzerindeki Kürtler bir anlam vermiyorlar. Çünkü biliyorsunuz Atatürk, Türkiye'de kendi dili ve kültürü ile bir azınlığın varlığını yasaklamıştır. Atatürk'ün getirdiği Kcmalist doktrin, geçmişte olduğu gibi, bugüne kadar Ermeni ve Kürtlerin takip edilmelerine, işkencele- re uğramalarına ve öldürülmelerine neden olmuştur" dedi.

ALMAN BAKANIN KONFERANSI

Bu arada, İstanbul'da Türk-Alman Kültür Enstitüsü'nde bir konferans veren Federal Alman Hükümeti'nin Hamburg Eyalet Bakanı Prof. Ingo Von Münch, insan haklarına ve dolayısıyla seçme ve seçilme hakkına değinerek, "Çocuk toplumu, hoşgörü toplumdur. Bir ülkede azınlıklar ne kadar dürist muamele görürlerse, o ülkenin iç ve dış problemleri o ölçüde kolay çözülür" dedi.



Federal Almanya Cumhurbaşkanı Weizsaecker'e Atatürk Barış Ödülü, Cumhurbaşkanı Kenan Evren tarafından verildi

İşkence sanığı, irza geçmekten tutuklu çıktı

Rahim KANAT-M.Sait YILDIRIM

BİNGÖL, (hha) - Öğretmen Sıddık Bilgin'in "İşkence ile öldürülmesi" olayına katıldığı iddiasıyla haklarında 24 yıl ile 30-yıl arasında değişen hapis cezası istemiyle dava açılan 5 askerin yargılanmalarına, Bingöl Ağır Ceza Mahkemesi'nde dün başlandı. Tutuksuz yargılanan ve duruşmaya gelmeyen sanıklardan Yüzbaşı Ali Şahin, mahkemeye gönderdiği telgrafta, "Can güvenliğim olmadığı için duruşmaya gelmiyorum" dedi.

Genç Hçesi'ne bağlı Süveren Jandarma Karakolu görevlilerince PKK üyesi olduğu iddiasıyla yakalanan öğretmen Sıddık Bilgin, gözaltında bulunduğu sırada ölmüştü. Sıddık Bilgin'in ölüm nedeni 31 Temmuz 1985 tarihinde yetkili makamlarca, "Kaçmak isteyen açılan ateş sonucu öldü" diye açıklanmış, ancak olay şüpheli görülerek kamuoyunda uzun süre gündemde kalmıştı. İşkence ile öldürüldüğü ve Süveren Jandarma Karakolu'nun bahçesinde elbiseleri ile gömüldüğü iddia edilen Sıddık Bilgin'in cesedi, millet-

vekilleri Cüneyt Canver ve Ali İhsan Elgin'in girişimleri ile mezarından çıkarılarak otopsi yapıldığı ve Bilgin'in işkence sonucu öldürüldüğü kesinlik kazanmıştır.

"İşkence ile adam öldürmek ve memuriyeti kötüye kullanmak" suçlarından 24 ile 30 yıl arasında hapis cezası istemiyle haklarında dava açılan sanıklar Yüzbaşı Ali Şahin, Üsteğmen Ümit Eriş, Astsubay Mehmet Acar, Astsubay İbrahim Yıldızören ile Onbaşı Suat Akova'dan hiçbirisi dünkü duruşmaya gelmedi.

Sanıklardan Üsteğmen Ümit Eriş'in halen Elazığ Askeri Cezaevi'nde bir başka suçtan tutuklu bulunduğu, haklarında irza geçme suçuna karşı olduğu iddiasıyla 15 yıl hapis istendiği açıklandı. Yüzbaşı Ali Şahin de mahkemeye telgraf göndererek, "Can güvenliğim bulunmadığından hakkımda açılan davanın duruşmasına gelemeceğim" dedi.

Korku göçü

17.10.87

• Seyfettin ÖZGEZER

• ULUDERE/ŞIRNAK (MİL-HA)

PKK'nın yoğun ve kanlı baskınlarına hedef olan Şırnak yöresindeki mezralarla Uludere köylerinden büyük bir göç başladı.

Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Işıkveren köyü, hemen hemen tümden boşaldı. Köy erkeklerinin, korucu olmaları için yapılan teklifleri geri çevirdikleri ve göç kararını aldıkları öğrenildi.

Şırnak'ta da, mezralarda yaşayan Batıyan aşireti mensupları göçe

hazırlanıyorlar.

PKK'nın geçtiğimiz günlerde yaptığı bir ayı baskında Batıyan aşiretinden 22 kişi öldürülmüştü.

Aşiret reisi Osman Demir, şunları söyledi:

"12 köy ve 52 mezrada dağıntık şekilde yaklaşık 25 bin aşiret mensubumuz yaşıyor. Devletten yana olduğumuzu çok önceden açıkladığımız için PKK'nın boy hedefiyiz. İçişleri Bakanı'nın geçenlerde, katliama uğrayan mezraya yaptığı inceleme gezisinde kendisine bunları anlatıp, bizi bir merkez-

de ya da belirli merkezlerde toplanmasını istedik. Ancak, bunun gerçekleşmesini bekleyecek zaman yok. Mezralarda, aşiretimizin mensupları gündülden göç sarıp yola çıktılar. Çünkü, can pazarındayız. Ailemi Dargüle köyüne taşıdım."

Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Işıkveren köyünde de büyük göç başladı. PKK saldırısında bir süre önce, bir jandarma erinin şehit edildiği Işıkveren'de yetkililer, köy erkeklerine korucu olmalarını önerdiler. Ancak, "Korucu olmak istemiyoruz. Buradan göç edeceğiz" cevabını aldılar. Işıkveren er-

kekleri, geçici tarım işçisi olarak çalışmak üzere Çukurova'ya gidiyorlar.

YİNE ŞANTIYE BASTILAR

Elazığ'ın Maden ilçesine bağlı Altıoluk köyündeki mermer ocağı şantiyesini basan PKK militanları, iş makinelerini yaktı

Mil-Ha muhabiri Zeki Şahin'in bildirdiğine göre, önceki akşam saat 19.20 sıralarında şantiyeye gelen bir grup silahlı PKK militanı, işçileri etkisiz hale getirdi. Militanlar daha sonra bir kepçe ile iki kompresörü benzin dökerek ateşe verdi. Bolucüler 6 işçiyi yanlarına

atarak kaçtılar.

Olaydan sonra kaçan militanların yakalanması amacıyla bölgede arama ve operasyonlara başlandı.

YENİ HEDEF OKULLAR

PKK militanları okullara karşı eylemler düzenlemeye başladılar. Bolucüler son bir ay içinde Diyarbakır, Tunceli ve Bingöl'de 3 köy ilkokulunu yaktılar.

İŞSİZ KALDI, PKK'CI OLDU

Çalışmak için gittiği Lübnan'da işsiz kalanca PKK'cı olan ve Türkiye'ye döndükten sonra pişmanlık duyan Abdülhamit Erdoğan teslim oldu.

Hürriyet

17.10.87

Ermeni raporuna karşılık yargılandığı iddia ediliyor

Avrupa'dan Fransız REHBERE DESTEK

• Bölücü propagandası yaptığı gerekçesiyle tutuklanan ve mahkemeye yurt dışına çıkmamak şartıyla serbest bırakılan Michel Caraminot'un



Uludere ilçesine dönmesi için Avrupa Parlamentosu 3 ayrı karar tasarısını oylayarak kabul etti

STRASBOURG (Hürriyet)

18 Haziran tarihinde Ermeni ve Kürt propagandası sonucu tutuklanarak mahkemeye sevk edilen Fransız rehber Michel Caraminot'un Türkiye'den serbest bırakılmasını isteyen 3 ayrı karar tasarısı Avrupa Parlamentosu'nda oylanarak kabul edildi.

Avrupa Parlamentosu'nun "acil konular" gündemine getirilen komünist, sosyalist ve

muhafazakârların ayrı ayrı hazırladığı karar tasarıları. Genel Kurul'de oylandı. Fransız rehberin, Ekim'deki mahkemesinden sonra tutuksuz yargılanması kararının memnuniyet yarattığı belirtilen çeşitli konuşmalarda, Türk savcının delil olmadığını belirttiğini, fakat yargıların bunu kabul etmediği söylendi. Bu arada Avrupa Parlamentosu'nun kabul ettiği Ermeni rapo-

runa karşılık Türk makamlarının Fransız jencini yargıladıkları iddia edildi. 3 Kasım'da Diyarbakır Mahkemesi'nin konuyu tekrar görüşeceği, fakat Fransız rehberin bu duruşma tarihinden önce Türkiye'den çıkışını istediği de belirtildi. Tasarılar üzerine konuşmalar sonrasında 189 kişinin katıldığı oylamada, 100 kişi olumlu oylarken, 66 ret oyu kullanıldı. Oylamada ayrıca 23 kişi çekimser kaldı.

Tercüman

Diplomatik gaf tartışılıyor

17.10.87

ANKARA, (Tercüman)- Alman Cumhurbaşkanı Richard Von Weizsaecker'in "Atatürk Barış Ödülü"nü aldığı törende yaptığı ve zaman zaman Türkiye'ye yönelik eleştirilerin de yer aldığı konuşması, diplomatik çevrelerde değişik şekillerde yorumlandı. Diplomatik çevreler, genellikle misafir cumhurbaşkanının "Alman kamuoyunu tatmin amacı" ile konuşmasında, "bazı ifadelerle yer vermek zorunda kaldığımız" söylediler.

Tercüman muhabirinin görüştüğü Dışişleri Bakanlığı'ndan üst seviye bir yetkili, "Alman Cumhurbaşkanı'nın yaptıkları konuşma bütünü ile değerlendirildiğinde Türkiye'ye, Atatürk'e ve Türkler'e duyduğu sevgi ve sempatinin tezahürleri ile doludur" dedi.

Bu arada, Dışişleri Bakan-

lığı Weizsaecker'in basında "diplomatik gaf" olarak yorumlanan sözlerinin "üzere gitmemeyi" kararlaştırdı. Dışişleri Sözcüsü Büyükelçi İnal Batu, "Bu konudaki açıklamamız, herhangi bir açıklama yapmayacağımızdır" diye konuştu.

Alman Cumhurbaşkanı "Atatürk Barış Ödülü"nü kendisine verilmesi sırasında Türkiye'nin Avrupa Topluluğu'na girmesi için yapılması gerekenleri anlatırken, "Dünyada barış isteyen, kendi ülkesinde de barışı amaç edinmeli, ırkı sınırlamaları kaldırmalı, azınlıklar korunmalı" diye konuşmuş ve bu sözler Ankara'da soğuk karşılanmıştı.

DİPLOMATİK ÇEVRELERİN YORUMU

Ankara'daki diplomatik gözlemciler, konuyla ilgili

olarak dün şu değerlendirmeyi yaptılar:

"Weizsaecker, gerçek bir Türk dostu olduğunu göstermiştir. Gerek Berlin Belediye Başkanlığı döneminde, gerekse Federal Alman Cumhurbaşkanı olarak daima Türkler'e, ülkesindeki gurbetçilerimize ve Türkiye'ye sempati ile bakmıştır. Nitekim, süregelen bu tutumu dolayısıyla Atatürk adına verilen barış ödülünün ikincisine layık görülmüştür. Ancak Almanya'da başta Yeşiller olmak üzere, çeşitli baskıcı grupları kendisine bu ödülü reddetmesi için baskılar yaptılar. Bu baskılara rağmen Weizsaecker 'bu ödülün kendisi için bir şeref olacağını' belirterek, ödülü almak üzere Türkiye'ye gideceğini söyledi. Kendisi de bir politikacıdır. Elbette kendi kamuoyunu da dikkate almak zorundadır. Bu bakımdan ko-

nuşmasındaki bazı ifadelerin, Alman kamuoyundaki bu grupları tatmin amacı taşıyan ifadeler olduğu görülmüştür. Ancak, konuşması bütünü ile değerlendirildiğinde Türkiye açısından olumlu ve dostanedir."

Dışişleri Bakanlığı yetkilileri ise, konuyla ilgili herhangi bir açıklama yapılmasının düşünülmeyeceğini belirterek, "Zaten, Sayın Cumhurbaşkanı'mız, hassasiyet yaratan bazı ifadelerle ilgili olarak konuşmasında Weizsaecker'e anında cevap vermişlerdir" dediler.

Cumhurbaşkanı Kenan Evren, ödül töreninde yaptığı konuşmada, "Türkiye, vatandaşları arasında ırka dayanan bir fark gözetmemiştir. Türkiye'de ırkçı uygulamalar olmamıştır. Azınlıklar, asırlardan beri haklardan yararlanıyorlar" demişti.

Tercüman

17.10.87

6 kişiyi kaçırdılar Eşkiya yine şantiye bastı

DIYARBAKIR, (Tercüman)- Elazığ'ın Maden ilçesinde bir şantiyeyi basan bölücü eşkiya 3 aracı yakarak 6 kişiyi kaçırdı.

Edinilen bilgiye göre, önceki gece saat 19.30 sıralarında Elazığ'ın Maden ilçesine bağlı Altıoluk köyü yakınlarında bulunan mermer ocağını basan bir grup bölücü eşkiya şantiyedeki 1 kepçe ile 2 kompresöre benzin dökerek yaktı. Burada çalışan işçileri biraraya toplayan bölücü eşkiya bir süre propaganda yaptıktan sonra 6 işçiyi yanlarına alarak kaçtı.

318 muhtar Bingöl Valisi ile tartıştı

BİNGÖL, (Tercüman)- 318 köy muhtarı, muhtarların sorumlulukları, görevleri ve karşılaştıkları problemlerin konu edildiği seminerde, Vali Güner Orbay kızarak toplantıyı yarım bıraktı.

Orbay, seminerde yaptığı kısa konuşmadan sonra, bazı daire müdürleriyle toplantıyı terkedince, muhtarlar Özel İdare Müdürü'nün üzerine yürüdü.

Uç gündür Bingöl'de yaşanan olduklarını, sadece dert ve dileklerini duyurmak için sabrettiklerini bildiren muhtarlar, şöyle dediler:

"Vali Bey, 'Biz terörle mücadele ediyoruz' deyip gitti. Biz muhtarlar, iki ateş arasında kaldık. Bir taraftan eşkiyanın saldırılarına hedef olurken, diğer yandan Jandarma Alay Komutanlığı bizi sıkıştırıyor. Her köye 10 korucu bulmak zorunda olduğumuzu söylüyor. Bize baskı yapıyor. Köyümüzü koruyamazsak, hakkımızda kamuî işlem yapılacağını söylüyor. Biz kime hizmet yapalım? .."

Milliyet

19.10.87

Suriye sınırı ışıklandırılıyor

Neonla aydınlatma

• Hilmi DİKEN

dınlatma yapılacağını bildirdiler.

• İSKENDERUN (MİL-HA)

Hatay Valisi Sami Oytun, konuyla ilgili şu bilgileri verdi:

TÜRKİYE Elektrik Kurumu, Hassa ilçesinden başlayarak 274 kilometrelik Türkiye-Suriye sınırını ışıklandırma çalışmalarına başlıyor. Yetkililer, sınır boyunca güçlü neon lambalarıyla ay-

"Bölgede görevli birliklerimizin teçhizatı eksiksizdir. TEK, sınır boyunca ışıklandırma çalışmalarına önümüzdeki günlerde başlayacaktır."

Milliyet

19.10.87

• Türk-İrak petrol boru hattını mayınladı

PKK'dan sabotaj

• Patlayıcının daha önce köprü sabotajında kullanılan PKK imalatı "yağ tenekesi mayın" olduğu belirlendi

• Mardin'in İdil-Midyat ilçeleri arasında boru hattına yerleştirilen mayın, 60 santimetre derinliğinde bir çukur açtı

MARDİN (MİL-HA)

PKK militanlarınca, Mardin'in İdil ile Midyat ilçeleri arasında geçen Türkiye-İrak petrol boru hattına döşenen mayının patlaması sonucu 60 santimetrelik bir çukur açıldı, ancak herhangi bir zarar meydana gelmedi.

Edinilen bilgiye göre, PKK militanlarınca petrol boru hattının, Mardin'in İdil ve Midyat ilçeleri arasından geçen Yayvan köyü yakınındaki bölümüne yerleştirilen bir mayın, önceki gece patladı. Patlamada boru hattının altında 60 santimetre derinliğinde bir çukur açıldı, ancak burada herhangi bir hasar meydana gelmedi.

Türkiye-İrak petrol boru hattına yerleştirilen mayının, bir süre önce Şanlıurfa'nın Ceylanpınar ilçesinde Ceylanpınar-Mardin kara yoluna döşenen ve yağ tenekesinin içine yerleştirilen patlayıcılarla yapılan mayınların benzeri olduğu belirlendi. Mayının tahrip gücü yüksek olmasına rağmen, borunun altı toprak zemin olduğundan ve iyi yerleştirilemediğinden boru hattına zarar vermediği öğrenildi.

Patlamanın meydana geldiği İdil-Midyat ilçeleri arasındaki bölgede helikopterler desteğinde, özel harekât timleri ve komando birliklerince başlatılan geniş çaplı operasyonlar devam ediyor.

19.10.87

PKK, köy bastı: 1 ölü

• Dicle'nin Yeşilsirt Köyü'nü basan teröristler, köy muhtarını öldürüp, eşi ve 3 çocuğunu da yaralayıp, kaçtılar...

DİCLE (Diyarbakır), (Hha)- Diyarbakır'ın Dicle İlçesi'ne bağlı Yeşilsirt Köyü'nü basan bir grup PKK militanı, Köy Muhtarı Mehmet Devrişoğlu'nu öldürdü, eşi ve 3 çocuğunu da ağır yaraladılar.

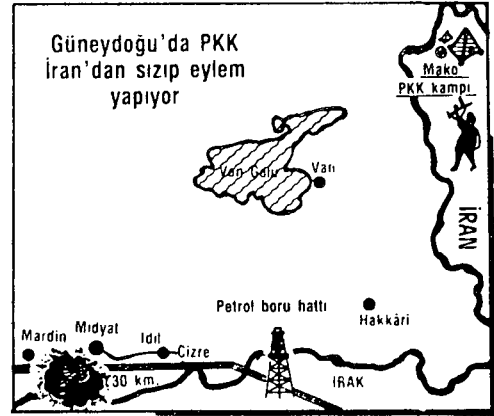
Dün akşam saat 19.00 sıralarında bir grup PKK militanı, 600 nüfuslu Yeşilsirt Köyü'nü çembere aldı. İkinci bir grup ise Muhtar Mehmet Devrişoğlu'nun evini sardı. Evin kapısını çalan teröristler, ka-

piyü açan muhtarın eşi 40 yaşında, 3 çocuğunu da yaraladı. Ateş ettiler. Daha sonra da eve girerek muhtar ve 3 çocuğunu otomatik silahla taradılar.

Baskında Muhtar Mehmet Devrişoğlu hayatını kaybederken, eşi Sabiha, çocukları 18 yaşındaki İzzet, 22 yaşındaki Naciye ve 13 yaşındaki Ayşe ağır yaralandı. Yaralılar Dicle Devlet Hastanesi'ne kaldırılarak tedavi altına alındı.

Milliyet

19.10.87



Sınırımızda canî kampı

• Yakup ÖZYILDIZ
• ERZURUM (MİL-HA)

PKK'nın en büyük ve en önemli kamplarından birinin, İran'da, sınırımıza sadece 20 kilometre uzaklıktaki Mako kenti yakınında bulunduğu öğrenildi.

Mako'daki PKK kampını, "Ağrı canavarı" diye tanıyan azıllık PKK militanı Ahmet Kesip'in yönettiği belirtiliyor. Öğrenildiğine göre, Ahmet Kesip yönetimindeki PKK militanları, son zamanlarda Ağrı Dağı eteklerindeki yerleşim birimlerinde, Kars'ın Aralık ve Iğdır yörelerinde yoğunlaşarak faaliyetlerini sürdürüyorlar.

Alınan bilgilere göre İran makamları, Mako'daki PKK kampının varlığına ve faaliyetlerine göz yumuyorlar. Kamptaki PKK militanlarının, İran makamlarından, barınma ve silah yardımı gördükleri de öne sürülüyor. İddiaya göre, bu destek karşılığında PKK militanları İranlılara Türkiye'deki eylemlerinde Şii mezhebine bağlı kişileri gözetme ga-

rantisi veriyorlar. Yetkili çevreler, PKK'nın bugüne kadar düzenlediği eylemlerde, Şii'lerin hemen hemen hiç hedef alınmamasının da ilgi çekici olduğuna dikkat çekiyorlar.

BAZI KANITLAR

Güvenlik yetkililerinden alınan bilgilere göre, son zamanlarda eylemlerini Doğu Anadolu bölgesine de kaydıran PKK'nın, bu bölgede yakalanan bazı militanlarının üzerlerinde İran yapısı giysiler, İran paraları ve İran kaynaklı silahlar bulundu.

Mako'daki PKK kampında, Ahmet Kesip'in yanı sıra, örgütün askeri kanadı ARGK'nin en önemli liderlerinden Ahmet Tosun'un da bulunduğu belirtiliyor. Tosun, 1985'te Ağrı Dağı'nın Muhtepe mevkiinde güvenlik kuvvetleriyle giriştiği çatışmada yaralanmış, sağ kolunu felç olmuştu. Bu nedenle Tosun'un silah eylemlere katılmadığı, taktik ve strateji işlerini üstlendiği öğrenildi.

Erzurum'daki İran yetkilileri ise, PKK'nın Mako kampı konusunda sorulara yanıt vermediği belirtiliyor.

Tercüman

Örgütten ayrılan Ferzande görüldüğü yerde vurulacak

PKK'dan ölüm emri

19.10.87

PKK'da çözüme

Önde gelen militanlardan olan "Sinan" kod adlı Ferzande Zuhurlu'nun güvenlik kuvvetlerine teslim olmasından ve itiraflarda bulunmasından korkan PKK, "ölüm emri" çıkarttı

DIYARBAKIR- Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde kanlı eylemlerini devam ettiren bölücü çetkiye mensupları, aralarındaki "çözüm"den dolayı son günlerde panik içinde oldukları, PKK'nın önde gelenlerinden olan ve bir süre önce örgütten ayrılan "Sinan" kod

adlı Ferzande Zuhurlu'nun, güvenlik kuvvetlerine teslim olmasından ve itiraflarda bulunmasından korkan bölücü çetkiye, bu kişi için ölüm emri çıkarttı.

MAYIN DÖŞEDİLER

Öte yandan Mardin'in İdil-Midyat ilçeleri arasındaki

Irak-Türkiye petrol boru hattı yakınından geçen yola, PKK tarafından mayın döşendi.

Yayvantepe köyü yakınındaki Irak-Türkiye petrol boru hattı yakınlarından geçen yola döşenen 17 kilogramlık yağ tenekeleleri içindeki mayınlar, önceki gün akşam saat 18.00 sıralarında in-

filâk etti. Patlama sonucu yolda 60 santimetre derinliğinde çukur açıldı, ancak can kaybının olmadığı belirtildi.

Öte yandan bölücü çetki, Siirt'in Şirnak ilçesine bağlı Dereler köyünde oturan 4 vatandaşın baskını yaparak kaçırdı.

Bu arada, 2 yıl önce PKK

militanı Ahmet Kesip tarafından kaçırılan amcaoğlu Musa Kesip'in güvenlik kuvvetlerine teslim olmasından sonra, aynı kişi tarafından kaçırılarak militan yetistiren Paşa Tanış, Mehmet Aktaş ve Ahmet Kaplan isimli teröristler de güvenlik kuvvetlerine teslim oldular.

Hürriyet

Kaçak Fransız'ı bulduk

21.10.87

Artun UNSAL

NANTES, (Hürriyet)- Ermeni ve Kürt propagandası yaptığı iddiasıyla geçtiğimiz 17 Haziran'da Şanlıurfa'da tutulduktan sonra yargıç onune çıkarılan ve 5 Ekim'deki son duruşmasında Türkiye'den çıkmamak koşuluyla serbest bırakılan Fransız rehber Jean Michel Caraminot'yu, İstanbul'da kayıplara karıştıktan sonra geldiği Fransa'nın Nantes kentinde bulup konuşan ilk Türk gazeteci, Hürriyet muhabiri oldu.

Caraminot, Hürriyet'e "Türkiye'den ayrıldım, ama Türk adaletinden kaçmadım çünkü, masum olduğuma inanıyorum. Davamı gıyabımda da görülebilir. Türk adaletinin benim suçsuzluğuma karar verdiğini umuyorum. Ne Ermeni, ne de Kürt propagandası yaptım. Davamın düşmesini değil, tersine sonuçlandırılmasını arzuluyorum, beraat edeceğime inanıyorum. Bir gün, elbette başım dik, alım açık olarak yeniden Türkiye'ye geleceğim" dedi.

Caraminot'un, Paris'e 400 kilometre uzaklıktaki Nantes Kenti'nin yakın banliyosu Saint Philard Belediye Başkan Yardımcısı babası Marcel Caraminot ve ahnesi Georgette Caraminot ile önceki sabah Paris'ten yaptı-

ğımız uzun telefon görüşmelerinin ardından, Hürriyet muhabiriyle karşılaşmayı kabul eden 30 yaşındaki turist rehberi, beraberinde kız kardeşi Annick ile randevumuza geldiğinde oldukça mutlu gözüküyordu. Caraminot, "Başımdan tüm geçenlere rağmen Türkiye'ye ve Türk insanına olan sevgim devam ediyor. Özellikle Türk basınının yargılanmamın aleyhindeki tutumunu, büyük bir minnetle daima anacağım. Bazı kamu görevlilerinin hatalı yaklaşımlarını ise hep hayret ve üzüntüyle karşılayacağım" dedi.

Türk cezaevlerinin "Midnight Express"nin (Geceyarısı Ekspresi) çirkin görüntüleriyle hiçbir ilgisinin olmadığını, tersine tutuklu günlerinde çevresinden gördüğü yakınlığı hiç unutamayacağını belirtti.

Caraminot, "İstanbul'dan nasıl kaçtınız?" sorumuza ise cevapsız bıraktı. "Bunu bana lütfen sormayınız. Bir gün gelir açıklarım. Ama şimdilik, beni mazur görün" diye konuştu. Caraminot, tutuksuz yargılanmasına ilişkin kararın ardından kendisine pasaportunun geri verildiğini de söyledi. "Neden verdiler bilmiyorum, ben de tabii çantama attım" derken, Türkiye'den bu pasaport veya sahte bir pasaportla çıktığını belirtmedi. Kaçak rehber buna karşılık, tutuksuz var-

lanmasına rağmen neden ülkesine dönmek istediğini şöyle anlattı: "17 Haziran'da, aniden tutuklandım. 28 Temmuz'da çıkarmaya çıkarılacaktım. Devlet Güvenlik Mahkemesi toplanamadı. 25 Ağustos'ta, bu kez ilk duruşmam yapılabildi. Davam, dosyanın tamamlanması için 3 Ekim'e kaldı. 5 Ekim'de ise dosyanın tamamlanmış ve hakkımdaki suçlamaların asılsızlığı sabitlenmiş olmasına ve Ermeni, Kürt propagandası yapmadığımı ortadayken, sadece tutuksuz yargılanmama karar verildi. Bir sonraki duruşma da, 3 Kasım tarihine bırakıldı. Bunu, büyük bir hayretle karşıladım. Adaletin neden bu kadar geciktirildiğini anlamakta güçlük çekiyordum. 5 Ekim'de madem yargıçlar bir karara, varamamışlardı, yeni duruşma neden bir ay sonraya bırakılıyordu."

"Anladığım kadarıyla, mahkeme de bundan sonraki duruşmalarda hazır bulunmama gerek görmediğini belirtiyordu. İstanbul'a geldim. Fransız Konsolosluğu'nda kalıyordum. Ancak, birden, bir paniğe kapıldım zaten yaklaşık dört ay tutuklu kalmıştım. Davaya yine uzarsa diye çekindim. Aylardır ailemden ve dostlarımdan uzak kalmıştım. So-

nunda, bu belirsizlikten kaçmaya karar verdim. Savcı tutuksuz yargılanabileceğimi söylemişti ama beraatimi hâlâ istememişti. Ancak, tekrarlıyorum: Davam, gıyabımda da sürsün. Gerçeğin ortaya çıkarılmasını bekliyorum. Benim için rahat buna karşılık avukatım Turgut Kazan'dan, Türkiye'den ayrılmaya kararımı saklamıştım. Ona, biraz mahcubum" dedi.

Cezaevinde kendisinin çok iyi muamele gördüğünü söyleyen Caraminot, ancak Şanlıurfa Cezaevi'ndeki koşulların çok kötü olduğunu söyledi. "Düşünün, koşulların kalabalıklığı bir yana, içmek için su bile yazın sıcaklığında kolay bulunmuyordu. Ben, yabancı olduğum için çok daha rahat koşullar içindeydim, ama ötekilerin durumu gerçekten içler acısıydı. Yersizlikten 11 yaşındaki çocuklar bile tutukevinde, öteki sanıklarla birlikte aynı yatakhanevi paylaşıyordu" diye ekledi.

"BENİ BİR TÜRK SANIK SAYIN"

Türkiye'ye, bundan önce yedi kez geldiğini ve her seferinde bir başka Türk rehberle çalıştığını, ancak aralarında hiçbir sorun çıkmadığını kaydeden Caraminot, "Her de-

fasında, gezdirdiğimiz gruba aynı bilgileri verdim. Türk meslektaşlarının hiçbirini, Ermeni veya Kürt propagandası yaptığımı düşünceğine kapılmadım da, neden bu kez Nihat Vehbi Güldoğan, bana taktı? Güldoğan ile itilafımız turist kafesine otel ve yiyeceklerin önceden belirtildiği şekilde çıkarması üzerine çıktı. Dahası; Türklerin titizlikle uygulanmasını istiyorum. Başına gelenlerin dışında Türkiye imajına zarar vereceğini düşünerek, yargılanmama karşı çıkılması da yetmiyor. Önemli olan, keyfi uygulamalara son verilmesidir. Ben, bir yabancı olarak, kendi büyükelçiliğimin, Fransız kamuoyunun ve Türk basınının desteğini arkamda bulduğum için şanslıyım. Yine de, "Beni, bir Türk gibi kabul edin ve sadece yasalari uygulayın, masamsam beraat ettirin, suçluysam cezalandırın" diyorum" diye konuştu "Eğer aklanacaksam bunun Türkiye'nin batıdaki imajını koruması için değil, Türkiye'nin içi için olmasını dilerim. Demokrasiniz de ancak bu şekilde gelişir" dedi.

"OLAY ŞANSSIZLIKTIR"

Caraminot, "Başımdan geçenleri, şanssızlık olarak kabul ediyorum. Mahkeme, davama bir an önce baksaydı olmaz mıydı? Ancak bu-

tün Türkleri kesinlikle aynı kaba koymuyorum. Hele Türk basınına, yürektekin kutlarım" dedi. "Benim geçici şöhretimin, Türk cezaevleri koşullarının düzeltilmesinde, kişi haklarına saygının ve demokrasinin iler-

lemesinde küçük bir katkı olsun isterim" diye ekledi. Caraminot, öte yandan, cezaevinde Türklerle birlikte bulunduğu surece, özellikle bazı uyanık avukatların, savunma için evlerini tarlatmalarını satmak zorunda kalan fakir ve

saf tutukluların paralarını, "seni kurtaracağım" diyerek alıp bir daha semtlerine uğramadıklarının dikkatini çektiğini söyledi. "Bu konuda, denetim şart" diye vurguladı.

Nantes bölgesindeki ma-

halli gazetelere verdiği deneyimlerde de, Türk aleyhine suçlamalar ortaya atmadığını belirten arkeoloji eğitimi görmüş genç rehber "Türkiye'de, insan haklarına yeterince saygı gösterildiğini söyleyemem ancak Türk basını, bir özgürlük unsuru olduğunu ortaya koyuyor" dedi.

'Beni Kürtçü zannettiler

Sayın Yılmaz, İçişleri Bakanlığı'nda yaşamış bir avukat ve siyasetçisiniz. Son günlerde adınız kamuoyunun gündeminde sık sık yer aldı. Eski bir CHP'li ve sosyal demokrat olarak ANAP'tan aday oldunuz. Aslında geçmişte CHP, günümüzde de SHP tarafından bir anlamda afroz edilmiş ve "İstemesen kişi" olan bir insanınız. Böylece afroz edilince de ANAP'a yanaştınız. ANAP aday olduğunuz, ancak bu kez de Yüksek Seçim Kurulu sizi veto etti. Bugün sizinle bu olayları konuşacağız... Bugüne kadar her zaman soğukkanlı, sosyal demokrat bir insan olduğunuzu açıkladınız. Nasıl oluyor da insanlar, kendi görüşlerine tamamen zıt olan partilere gidip aday olabiliyorlar?... Bunu yapan sadece siz değilsiniz. Bu olayın birçok örneğini gördük son yıllarda...

Sayın Çölaşan, bizi alece. 1946 yılından beri CHP'liyiz. Benim amcam Cizre'de yıllarca CHP ilçe başkanlığı yaptı, ben gençlik kolları başkanlığı yaptım. Biz bunun sıkıntılarını hem Demokrat Parti, hem de Adalet Partisi iktidarları döneminde çok çektik. Hatta CHP'li olmamın sonucu olarak 1959 yılında "Kürtçülük propagandası yapmak, yasadsız Kürt örgütü kurmak" suçlarından tutuklandım. Bu olaydan Türkiye genelinde 49 kişi tutuklandı. Sonra da suçsuz bulunarak beraat ettim.

Siz Kürt kökenli misiniz?

Evet efendim Kürt kökenliyim... 1973 seçimlerinde ben Mardin CHP milletvekili seçildim ve listenin birinci sırasında yer aldım. 1977 yılına kadar çok militan bir milletvekili idim. Eğer bir yerde seçim varsa ve orada Doğu ve Güneydoğu kökenli vatandaşlar çoksa, beni partim mutlaka oraya gönderirdi ve onlar arasında çalışma yapardım. Fakat sonra, CHP ile aramız bozulmaya başladı. Bunun da sebebi, 1977 yılındaki kurultayda, genel merkezin önerdiği başkan adayına o vermedim. İkinci sebep, Güneydoğu sınırlarımızda bazı olaylar olmuştu. Jandarma, birçok vatandaşımızı öldürmüştü. Ben, bu olayı Meclis'e getirdim. CHP herhalde bundan rahatsız oldu ki, 1977 seçimlerinde Mardin'de öne seçimin yapmadı. Mardin'de özel olarak genel merkez yoklaması yaptılar ve beni listeye sokmadılar. Oysa Mardin'in bütün ilçeleri beni istiyordu.

Sizi niçin dışladılar? Acaba Kürtçü'lüğünüz, ya da Kürt kökenlisiniz diye mi?

Beni böyle zannettiler, oyle kabul ettiler. Bunun üzerine 1977 seçimlerinde bağımsız aday oldum ve seçimi kazandım Sayın Çölaşan... O kadar ki, Cizre oylarını tümünü ben aldım. CHP sadece 15 oy kadar alabildi Cizre'de...

Böyle bağımsız milletvekili seçilebilme için bir yerden güç almak gerekiyor. Sizin aranızda aşiretler mi var? Siz aşiret mensubu musunuz?

Efendim, benim babam küçük memurdur. Annem tarafından aşiretliyiz. Annem, Tayan Aşireti'ne mensuptur. Ama oralarda sevilen ve sayılan bir ailenin çocuğuyum. O yörede avukatlık yaparken, herkese saygı ve sevgi gösterdim. Para kazanmayı hep, arka planda gördüm. Büyük bir toplumu, kendime hayran bıraktırdım. Ve tabii büyük bir oy potansiyeli oluşturduğum. Tek başıma 37 bin oy aldım beyefendi.

Mardin'de kaç aşiret vardır?

Çok aşiret vardır. İspirtli, Tayan, Zevkan, Tecihan, Dudeyran, Ömeryan, Alkan... Bunlar şimdi yavaş yavaş bir yeriye yerleşiyorlar, ama çoğu yine göçebe ve cadırlarda yaşarlar.

Mardin'de bir de adı çok bilinen aileler var... Örneğin Türk Ailesi, Necimoğlu Ailesi gibi... O yörede aşiretler mi daha etkili, yoksa bu aileler mi?

Efendim bu aileler de aşiretlere bağlıdır. Türk Ailesi, Soran Aşireti'ne, Necimoğulları, Rutli Aşireti'ne bağlıdır. Aileler genelde ilçe merkezlerinde aşiretler ise kırsal kesimde bulunurlar. Ailelerin de kendine göre etkisi vardır, aşiretlerin de kendine göre etkisi vardır. Bazen aileler de parçalanır, aşiretler de... Oyle aile görürsünüz ki, oyları iki üç partiye dağılır. Oyle aşiret vardır ki, her partiyeye verir. Ama eğer bir aday, o aşiretin bütün

grupları tarafından sevilirse, oy toplamayı başarır.

Aşiretler arasındaki ilişkiler genellikle nasıldır? Yani çok genelde soruyorum... Dostluk, düşmanlık gibi... Çok düşmanlık var mıdır?

Tabii her aşiret özgürdür ve kendi başına hareket eder. Oyle, kan davasına varan olaylar, aşiretler arasında pek yoktur, ama dostluklar ve düşmanlıklar elbette ki görülür.

Sizin oralarda bir aşiret mensubu, kendisini önce o aşiretin bir bireyi olarak mı görür?

Elbette... Örneğin bir Tayan Aşireti mensubu, "Ben önce Tayan'lıyım" der. Aşiretinin ismini ve çıkarlarını korur. Onun ismini yüceltmek ister. Kişisel şeylerin ikinci planda tutar. Aşiret bağları son derece güçlüdür.

Peki, Mardin'de bütün aşiretler Kürt kökenli midir?

Evet.

Mardin'de bir de Arapça konuşan vatandaşlar var... Onların da aşiretleri oluyor mu?

Efendim, Arap unsuru aşiretler yoktur. Ancak Mardin merkezinin üçte ikisi ile Midyat ve Savur ilçelerinin bir bölümü Arapça konuşur. Ama bunların Arap kökenli olup olmadıklarını ben bilmem. Eğer Arap kökenli iseler, ona da saygı duyarım.

Elbette Nurettin Bey... İnsanların kökenine hepimiz saygı duyarız. Peki diğer ilçelerde durum nasıldır? Oralarda hangi dil konuşulur?

Diğer ilçelerde Kürtçe konuşulur. Halkın tamamı Kürt kökenlidir ve Kürtçe konuşulur.

Türkçe hiç konuşulmaz mı? Türkçe konuşulan bir yer yok mudur?

Halk arasında konuşulmaz. Çarşıda, pazarda, sokakta konuşulmaz. Ama devlet dairesine giderseniz, Türkçe bilen adam orada Türkçe konuşur. Yani şöyle diyeyim, bugün Mardin'de 230 bin kadar seçmen vardır. Bunlardan yaklaşık 30 bin kadar Arapça konuşur. Geri kalanının anadili Kürtçedir.

Evet Nurettin Bey, şimdi kaldığımız yerden devam edelim. 1977 seçimlerinde Ecevit sizi veto etti ve CHP'den aday olmadınız. Buna kafanız bozulunca da, Mardin'den bağımsız aday olduğunuz ve tekrar milletvekili seçildiniz. Sonra neler oldu? Sosyal demokrat olduğunuzu savunan Nurettin Yılmaz, nasıl ANAP adayı oldu o yıl sonra?

Sayın Çölaşan, biliyorsunuz ki 1977 seçimlerinden sonra Ecevit, bir azınlık hükümeti kurdu. Bu hükümet, bir ay sonra güvenoyu alamayınca düştü ve bunun sonrasında ikinci MC hükümeti kuruldu. Ben yine de duygusal davranmadım ve bu hükümete güvenoyu verdim. Bir sosyal demokrat olarak benim görevimdi bu... Aslında ret oyu kullanmam gerekirdi, ama yapmadım. Ayrıca bazı Doğu kökenli milletvekili arkadaşlarıma da güvenoyu verdim. Ama hükümet güvenoyu alamadı. Bundan sonra kurulan ikinci MC hükümetine güvenoyu vermedim. Aradan bir süre geçti ve Ecevit 11 bağımsız milletvekiline bakanlık vererek, hükümet kurdu. Orada, ilkokul diplomasını dışarıdan almış kişilere bile bakanlık verdi. Ama ben yine dışlandım.

Acaba, Ecevit sizin Kürtçülük olayınızdan mı korkuyordu?

Evet, ondan korkuyordum... Ecevit, hükümeti kurmuştu, ama güvenoylaması henüz yapılmamıştı. Güvenoyunu ya kil payı alacaktı, ya da alamayacaktı. Bir gün, Uğur Mumcu, beni ve Silrt bağımsız milletvekili Abdülkerim Zilan'ı alarak Ecevit'e götürdü. Konuşmamızda rahmetli Mustafa Üstündağ ve Uğur Mumcu da vardı. Kendisine dedim ki, "Ben 1973-1977 dönemi arasında sizin milletvekiliniz olarak görev yaptım. Beni çoğu zaman takdir ettiğinizi, çalışmalarınızdan memnun olduğunuzu söylediniz. Her tarafa koşturduğunuz militan CHP milletvekili idim. Ama bu seçimde beni istemediniz ve ben de bağımsız olarak seçildim. Hatta o kadar ki, bağımsız adaylığımı önlemeye bile kalktınız. İşte

siz şimdi, güvenoyu alabilmek için bir tek oya bile muhtaçsınız. Beni çukura attınız, batağa sapladınız ve oyu etmeye çalıştınız. Ama şimdi sizin bir iktidar olmanız söz konusu. Ben bu sefer de size oy vereceğim ve sizi bu bataktan kurtaracağım". Ve Emin Bey, ben Ecevit'e güvenoyu verdim. Abdülkerim Zilan arkadaşımı da ikna ettim. Bizim oylarımızla Ecevit iktidar oldu. Bir veya iki ay farklı hükümet oldu. Hatta o günkü konuşmamızda Ecevit bana, "Sayın Yılmaz, size karşı gerçekten yanlış davranışlarda bulunduk. Size karşı mağdubum ve borçluyum" dedi. O "Borçluyum" sözüyle sanıyorum bana da bir gün bakanlık verebileceğini söylemek istedi ve hatta dedi ki, "Düzüğe çıktığımız zaman, size bu borcumu ödeyeceğimi söylemek isterim"... Ve beni kapıya kadar uğurladı. Butun bunların şahidi Uğur Mumcu'dur...

(Emin Çölaşan'ın notu: Olayın böyle olup olmadığını Uğur Mumcu'ya sordum ve aynen doğruladı)...

Sonra, Bülent Ecevit size bakanlık teklifinde bulundu mu? Herkes bol keseden bakan yapıldığına göre, belki size de sıra gelmiştir bir gün...

Hayır, böyle bir teklif gelmedi. 1979 ara seçimlerinde beş tane boş milletvekilliği vardı. Beşini de Adalet Partisi kazandı. Ecevit beni veto edemedi. Mardin'de benim yerine Metin Musaoğlu'nu seçti. Musaoğlu CHP'den istifa etti ve AP'ye geçti... Ve Demirel bunlarla Ecevit Hükümeti'ni düşürüp yeni bir hükümet kurdu. Ben, o hükümete ret oyu kullandım. Eğer benim kişisel çıkar gibi bir amacım olsaydı, o zaman pazarlığa girip her türlü olanağı kendime sağlayabilirdim.

Kısa bir süre sonra da, Cumhurbaşkanı aday olduğunuz. O nasıl gerçekleşti?

Rahmetli Fahri Korutürk'un suresi bitmişti. Cumhurbaşkanlığı makamını doldurmak için arkadaşlar benim aday olmamı önerdiler. Aday oldum ve yanılmıyorsam 91 oy aldım.

Yani az farkla kayırmışsınız. Belki Cumhurbaşkanı bile olabilirdiniz!

Sayın Çölaşan, ben o sırada Demirel ve Ecevit'le temas kurmadım. Yani en azından onlarla temas kursaydım, 190-200 oy alabilirdim.

Nurettin Bey, ben bundan üç hafta kadar önce Vanlı Kinyas Kartal Ağa ile bir konuşma yaptım burada... Kinyas Ağa bana demişti ki, "Ben Kürtçülük olaylarından falan ilgilenmiyorum"... Şimdi acaba, sizin de MIT'ten böyle fişli olma durumlarınız var mı?

Efendim, 12 Eylül sonrasında Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde duruşmamız devam ederken, bu husus soruldu. Emniyet Genel Müdürlüğü'nün benimle ilgili iki sayfalık şeyi vardır... Tarih numarasını da verebiliriz isterseniz... Yani bendeniz de fişliyim efendim!

En güç durumda bana milletvekilliği kapısını Turgut Özal açtı. Onun iyi niyetini istismar edip de yeniden bağımsız aday olursam, halkımın üzerinde olumsuz tepki yapabilir. Onun için yine ANAP adayı olacağım...

Demek ki siz de fişlisiniz!

Gayet tabii...

Sayın Yılmaz, Kinyas Ağa "en iyi milletvekili" olarak Meclis Başkanlığı yapıyordu ve fişliydi. Devletin fişlediği adam, milletin meclisinin başkanlığını yapıyordu. Eğer siz o sırada Cumhurbaşkanı seçilseydiniz, ortaya yine ilginç bir durum çıkacaktı... Devletin fişlediği bir adam, devletin başkanlığını yapıyor olacaktı. Ne olacaktı o

zaman?

Onu artık kendileri düşünsünler efendim!.. Oy verenler düşünsün!

Evet efendim, 12 Eylül oldu ve aldılar sizi içeriye... Az daha Cumhurbaşkanı olacakken, kendinizi İçeride bulduanız! Ne yaptınız da aldılar sizi?

Efendim dört suçum vardı! Birinci suçum, 1979 yılında Nusaybin'de "Sıkıyönetime Hayır" pankartı asan iki genç, jandarma komutanının çok sert davranışını gördüm ve müdahale ettim. Orada, benim hakkımda, görevli memura hakaretenin zabıt tutmuşlar İkinci suçum, TBMM'ye Doğu ve Güneydoğu'nun geri kalmışlığı ile ilgili bir araştırma önergesi vermişim. Orada yaptığım konuşmayı, yıllar sonra Yankı Dergisi yayınladı. Ondan da tutuklandım. Üçüncüsü, Feri Dernaği Davası... Dördüncüsü de, biz, guya 1977 seçimlerinde Şerafettin Elçi ile birlikte köylere gidip Kürtçülük propagandası yapmışız. Düşünün ki o sırada Şerafettin Elçi, AP adayı, ben bağımsız adayım. İkimizin birlikte çekmesi mümkün

mu? Nitekim mahkemede dedim ki, "Bu hadise, Demirel'e Ecevit'in aynı seçim otobüsüne binip propaganda yapmalarına benzer ki, eşyanın tabiatına aykırıdır"... Sonuçta hepsinden beraat ettik, ama 1980-1982 arasında iki yıl kadar içeride kaldım!

İşkence gördünüz mü?

Diyarbakır Cezaevi'nde gördüm. İstanbul'da Kartal ve Sağmalcılar'da kaldım. İstanbul'da işkence yoktu. Diyarbakır Askeri Cezaevi'nden sonra, İstanbul cezaevleri bana Hilton Oteli gibi geldi.

Ben, ANAP'ı niçin seçtim? SHP beni dışladı mı? Dışladı. Artık benim bağımsız aday olmam mümkün değildi. Kaçırılmışım. Halkımızın korkusuzca yaşama özgürlüğüne sahip olması, insanca yaşaması için milletvekili olmamı halkım istiyor. Ve SHP'nin kapadığı kapıyı bana, ANAP açıyor...

Nasıl işkence gördünüz?

Sayın Çölaşan, 1983 yılı başlarına kadar Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki vahşet ve zulüm, sanmıyorum ki dünyanın başka bir yerinde olsun. Hem fiziki işkence gördüm, hem de insan benliğini yok etmeye yönelik işkence gördüm. Bazı şeyler vardır ki, onur kırıcı şeylerdir. Onları anlatmanın anlamı yoktur... Ama lağımı içirdikleri insanları gözlerimle gördüm. Bunlar öyle birkaç kelime ile anlatılacak şeyler değildir. Örneğin bir görevli gelir ve "Ranza altı kaybol" emrini verir. Diyelim ki, koğuştaki yirmi ranza vardır ve orada yetmiş kişi yatmaktadır. O ranzaların altında bavullar vardır, eşyalar vardır. Onların altına en fazla on beş, yirmi kişi girebilir... O emri alınca, o yetmiş kişinin, birkaç saniye içerisinde fareler gibi ranzaların altına girmesi şarttır. Elbette ki bunu yapmak mümkün değildi. Dışarıda kalan herkes, acımasızca coplanırdı. Bunun hemen ardından "Ranza altından çık" komutu verirdi. Yine bu işi birkaç saniyede yapacakmışınız. Bu sefer de, çıkmayanlar coplanırdı. Böylece hepimiz dayak yerdik... Çok acı olaylar yaşadık orada. Bunları anlatmak çok zordur.

O dönemde Recep Ergun sıkıyönetim komutanıydı. Şimdi ikiniz de ANAP'ta birleştiniz... Öyle mi?

Efendim, benim kendisiyle dolaylı ve dolaysız hiçbir ilişkim olmamıştır. Bugüne kadar hiç karşılaşmadık da...

Recep Ergun'u takdir eder misiniz?

Kendisini tanımam ki takdir edeyim veya etmeyeyim. Yani şimdi öyle sorular soruyorsunuz ki... Onun hareketleri kamuoyu tarafından bilinmektedir. Onun hareketleri kamuoyunca takdir edilmiyorsa, edilmeyordur.

Tamam da Nurettin Bey, şimdi aynı partinin saflarında omuz omuza çalışacaksınız Recep Ergun Bey'le... Siz, o dönemin sanığı ve işkence görmüş bir insanısınız, Recep Ergun da sıkıyönetim komutanı... Onun için sor-

dum bu soruyu...

Emin Bey, ben SHP'den adaylığımı koyduğumda, o partideki herkesi takdir ediyordum acaba? Orada da, Erol Ağaçlı gibi elimi masaya vurup da, benim için, "Bu Kürtçüdür, komünisttir" diyen ve benim listeye girmemi engelleyen şahıslar vardır. Ben, o gibi şahısları acaba takdir ediyordum? Kaldı ki o şahıs, SHP'de MKYK üyesidir.

Evet Sayın Yılmaz, şimdi gelelim son güncel olaylara... Şu anlattığınız olayları yaşadınız, içeri girdiniz, tahliye oldunuz... Ve geçtiğimiz günlerde Ecevit'in genel başkanlığa getirildiği DSP Kurultayı'na gittiniz. Hatta orada, kocaman bir çelenginiz de vardı... Bu

Peki, ilçe başkanlarınız SHP Merkezi'ne "Nurettin Yılmaz'ı isteriz" mi dediler?

Onu, sözlü olarak söylediler. Dilekçede o husus yoktu. Hatta bu sırada ben, bağımsız girmemle kazanım diye düşünüyordum. Bu durumda dedim ki, "Erdal İnönü ile bir konuşayım"... Bana randevu aldılar ve gittim. Kendisine dedim ki, "Ben milletvekilliğine meraklı bir insan değilim. Benim için milletvekilliği pek önemli değilim. Eğer kafanızda şekillenen bir liste varsa ve bana bu konuda ufak bir işaret verirseniz, adaylığımı koymam da, belki başka bir şey yaparım. Ya kendimi emekli edip evime çekirim, ya da bir nefer gibi size çalışırım... Çünkü ben sosyal demokrat bir insanım. Yok, eğer beni

Haftanın Konuğu: NURETTİN YILMAZ

1936 yılında Mardin'in Cizre İlçesi'nde doğdu. 1960 yılında Ankara Hukuk Fakültesi'ni bitirdi ve Cizre'de serbest avukat olarak çalışmaya başladı. 1973 yılında CHP Mardin Milletvekili seçilen Yılmaz, 1977 seçimlerinde CHP tarafından istenmeyince, bağımsız aday oldu ve tekrar seçildi. 12 Eylül sonrasında iki yıl kadar cezaevinde yatan Nurettin Yılmaz, önümüzdeki seçimlerde aday olmak için SHP'ye başvurdu, veto edildi. Bu kez ANAP'tan aday oldu, ancak Yüksek Seçim Kurulu tarafından veto edildi. Evli ve yedi çocuk babası olan Nurettin Yılmaz Kürtçe, az İngilizce ve az Almanca biliyor.



Ben, Kürt kökenliyim. 1973'te CHP'den milletvekili seçildim. 1977'ye kadar çok militan bir milletvekili idim. Bir yerde seçim varsa, Doğu kökenli vatandaşlar çoğunlukta, partim, oraya beni gönderirdi. Fakat sonra CHP ile aramız bozulmaya başladı. Jandarmanın vatandaşlarımızı öldürmesi olayını Meclis'e getirmem, CHP'yi rahatsız etti. Beni Kürtçü zannettiler...

da çok doğaldı, çünkü sosyal demokrat ve sol görüşlü bir insandınız...

Onu da arz edeyim. Evet, gittim. Oraya beni DSP'li bir yetkili davet etmişti ve gittim. Beni Refah Partisi Kurultayı'na çağırıldılar, yine giderdim. Bu bir nezaket ve protokol işidir. Hatta, DSP'den biraz önce SHP Kurultayı da vardı. Oraya da gittim ve çiçek gönderdim.

O toplantılara giderken bir milletvekili beklentiniz falan yoktu, değil mi? Yani o partilerden adaylık yatırımı düşünüyor muydunuz?

Hayır efendim, öyle bir şey söz konusu değildi kesinlikle.

Sonuçta, Mardin'den adaylık için SHP'ye başvurduunuz ve sizi reddettiler... Acaba bunun gerekçesi yine "Kürtçü" olmak mıydı? Sizi Kürtçü olduğunuz için mi istemediler partilerinde?

Efendim, ben SHP adaylığına başvurmayı pek düşünmüyordum, çünkü bu partinin, Doğu ve Güneydoğu halkına benim anladığım anlamda bir yaklaşım içinde olacağına pek ihtimal vermiyordum. Ancak, Mardin'deki bütün SHP'li ilçe başkanları benim aday olmamı istediler ve Ankara'ya geldiler. Bunlar, SHP Genel Merkezi'ne yazılı bir başvuru yaptılar ve dediler ki, "MKYK Üyesi Edip Servet Devrimci ve Mardin Milletvekili Kenan Nehrozoğlu, halk tarafından sevilmeyen ve istenmeyen kişilerdir. Bunları Mardin'den aday gösterirseniz, SHP, ilimizde barajı bile aşamaz. Bunları listeye koymayınız"...

İlçe başkanlarını siz mi kışkırttınız bu konuda?

Hayır efendim, bütün olup bitenler benim dışarımda cereyan etmiştir.

şey yapar da sonradan onurumla oynarsanız, biz Güneydoğulular biraz sıcakkanlıyızdır. Yani tepkimiz biraz sert olur. Hem kendimize, hem de partimize zarar verebiliriz"...

Ne dedi size Erdal Bey?

Bu konuyu, partinin yönetim kurulunun bileceğini söyledim.

Yani size "Aday olun" dedi mi?

Hayır efendim, demedi. "Ne, olun derim, ne de, olmayın derim" dedi. "Bu konu, yürütme kurulunun yetkisindedir" dedi. Ben de dedim ki, "Elbette yürütme kurulu bilir, ama o kurulu başkan sizsiniz. Yürütme kurulu; herhalde tabandan ve örgütten gelen sesi dinler"... Tabii, Erdal İnönü'nün bu sözleri, benim kafamda biraz kuşku yarattı. Hatta bu durumu ilçe başkanlarımıza da söyledim... "Ben, bu Erdal Bey'den pek umutlu değilim. Sanki bir önyargı içerisinde kafasına yerleşmiş bazı isimler var" dedim. Bizim başkanlar da bana dediler ki, "Bizim hepimizi çağırıyorlar. Bizimle görüşecekler ve örgütün istekleri doğrultusunda liste yapacaklar. Onun için, adaylığımı mutlaka koy. Biz, senin listeye girmen için ısrar edeceğiz"... Ve ben, böylece SHP'den aday adayı oldum Emin Bey... Bundan sonra bütün Mardinli SHP'liler ve örgüt adamları, Erdal İnönü'ye gidip dediler ki, "Bu listenin ilk iki sırasında Nurettin Yılmaz ve Ahmet Türk olmasa, SHP başarıya ulaşamaz"... Ancak Erdal Bey, kendisine gelen Mardin heyetine benimle ilgili bazı kuşakları olduğunu ima eden sorular falan sormuş. Yani, benim istemediğime dair, kuşku yaratan bazı sorular. Bunun üzerine ben, arkadaşlarıma dedim ki, "Haydi, Ahmet Türk ce-

zaveinde olduğu için onu istemiyor. Ama beni de listeye almayacak. Ben adaylığımı bağımsız olarak koyacağım"... Arkadaşlar bunu kabul etmediler ve SHP'den aday aday olmaları istedikler. Ben de partiye başvururdum ve beni listeye almadılar beyefendi.

Sayın Yılmaz, SHP sizi listeye koymadı ve aday olmanızı kabul etmedi. Peki sosyal demokrat bir insan olarak ANAP'tan nasıl aday oldunuz daha sonra? Yani siz tam tersini söylüyorsunuz, ama içinizde mutlaka milletvekili olma hırsı olduğu anlaşılıyor... Sosyal demokrat bir insan için, ANAP nereden çıktı?

Haa! Bakın nereden çıktı... Ben ANAP'ı niçin seçtim? SHP beni dışladı mı? Dışladı... Artık benim bağımsız aday olamam mümkün değildi, çünkü süreyi kaçırmıştım. Benim SHP'ye adaylığımın özelliği, bir ideolojinin sonucudur.

Nedir o İdeoloji?

Sosyal demokrat olmak... Ben bakım ki SHP'nin sosyal demokratlığı sadece lafta kalmaktadır. Aslında ben, bunların beni listeye almayacağını daha önce de duymuştum. Erol Ağaçlı diyor ki, "Bunlar Kürt ve komünisttir"... Aydın Güven Gürkan benim listeye alınmam için ısrar ediyor. Erdal İnönü diyor ki, "Biz bunu listeye koyamayız"... Bunların şovenliği böylece ortaya çıkmış oldu. Beni listeye koymayacaklarını ben daha önceden duymaya başlamıştım. Ben bu durumu açıklığa kavuşturmak için, Erdal İnönü'ye belki on defa telefon ettim. Ama telefona hep sekreteri çıkıyor. Erdal Bey benimle konuşmuyor. Meğer, benim geçmişte geçirdiğim soruşturmaların, ileride kendileri için kambur yaratacağını düşünüp çekiniyorlarmış. Hatta kendisine telgraf da çektim, ama bir daha benimle konuşmadı.

Ben burada, size daha önceden duyduğum bir söylentiyi aktarayım... Bundan bir süre önce belki Turgut Özal'la, belki de bazı üst düzeyde ANAP'lularla konuşmuşsunuz. Onlar size demişler ki, "Bize o yörede, PKK olayına karşı sözü geçecek güçlü adamlar lazım... Gelin bizimle çalışın"... Doğru mu bu?

Kesinlikle yalan... Ne dolaylı ne dolaysız, böyle bir konuşma olmadı. Bu iddia, son derece çirkin bir ithamdır. Kastıli bir yayındır. Bunu siddetle reddediyorum.

Sayın Yılmaz, ANAP liberal bir parti... Siz sosyal demokratsınız. Bu yapıda bir insanın, liberal bir partide ne işi olabilir? Bunu bana iyi anlatın lütfen... Yani ille de milletvekili olayım da, nereden olursa olsun mu diye düşünüyorsunuz?

Sayın Çölaşan, ben zaten milletvekili olmayı istiyordum. Halkımızın korkusuzca yaşama özgürlüğüne sahip olması, insanca yaşama ve gerektiği zaman kendisini savunması gerekir. Bunları gerçekleştirmek için milletvekili olmamı, kendi halkım istiyor.

Çok güzel de, bunları ANAP'ta mı sağlayacaksınız?

Beyefendi, kendisini kamuoyuna sosyal demokrat olarak gösteren SHP'nin öyle olmadığı ve şoven duygular taşıdığı anlaşıldı. Beni veto ettiler ve SHP'den dışladılar. Şimdi ANAP'ta sağcısı, solcusu, MSP'lisi, MHP'lisi, hepsi var. Bizzat Özal, partisinden solcuların da olduğunu söylüyor ve bundan çekinmediğini açıklıyor. Ben, artık ANAP'ta yer almakta sakınca görmem. Hatta bu noktada ANAP'ı SHP'den daha demokrat görürüm.

Bütün bu görüşlere, SHP sizi veto edince mi sahip oldunuz? SHP'den adaylığınızı kabul edilsediy, yine böyle konuşabilecek miydiniz?

Sayın Çölaşan, ben 1977 yılında CHP'de Ecevit'in kapısını çaldım. Kapıyı açtı, ama beni görünce yüzüme kapadı. Beni almadı ve veto etti. Aradan on yıl geçti ve sosyal demokratlığından hiç kimsenin kuşkusuz olmayan Nurettin Yılmaz, bu kez SHP'nin kapısını çaldı. Bu kez de sosyal demokrat olduğumu söyleyen Erdal İnönü beni görünce kapıyı kapadı. Demek ki SHP de sosyal demokrat görüşlü Doğu kökenlilere kapısını kapatmıştır... Ama o kapıyı bana ANAP açıyor. Benim görüşüme göre ANAP, SHP'den biraz daha ilimli, biraz daha demokratsıdır.

Peki, bu aşamada siz mi ANAP'a başvurduunuz aday olmak için, yoksa onlar mı size teklifle bulundular?

Onlar benimle temasa geçtiler efendim.

Kim sizinle temas kurdu?

Sizin gibi bir dost diyelim... İsmi veremeyeceğim...

Niçin vermiyorsunuz o ismi?... Niçin saklıyorsunuz?

Emin Bey, bizim herkesi deşifre etmemize gerek yoktur... Şunu da size bilmeniz için söyleyeyim ki, benim ANAP'a geçişim, ne idolojik bir olaydır, ne de Doğu'daki olayları engellemek talandır. Zaten bunu yapmaya benim ne gücüm, ne yetkim, ne de hakkım vardır. Bunlar, hasımlarımın ortaya attığı iftiralar.

Evet efendim, sonuçta ANAP'tan 1 Kasım seçimleri için aday oldunuz. Ancak Yüksek Seçim Kurulu, "Bir kimse, aynı seçimde iki ayrı partiden aday olamaz" gerekçesiyle, sizin ANAP adaylığınızı reddetti. Böylece iyi bir macera yaşadınız ve biri SHP'den, diğeri YSK'den olmak üzere iki veto yediniz. Şimdi 1 Kasım seçimleri ertelendi. Bu durumda önünüze yeni bir fırsat çıkıyor. Acaba ANAP yerine, Mardin'den bağımsız aday olmayı düşünüyor musunuz?... Çünkü şimdi her şey yeniden başlayacak...

Efendim, Özal en güç durumda bana milletvekili kapısını açtı. Onun iyi niyetini istismar edip de yeniden bağımsız aday olursam, halkımın üzerinde olumsuz etki yapabilir. Onun için Özal'ın iyi niyetini ve halkımın duygularını dikkate alarak, bağımsızlığı şimdiki düşünmüyorum ANAP adayı olacağım.

Çok güzelli...

Burada, Türk kamuoyu önünde açıkça söylüyorum ki, geçmişteki Nurettin Yılmaz, aynı sosyal demokrat ilkelerini bugün de taşımaktadır. Benim sosyal demokratlığımdan hiçbir şekilde ödün vermem söz konusu olmayacak.

Belki ileride ANAP'ı da sosyal demokrat bir parti yapabilirsiniz. Böyle bir çabanız acaba olacak mı?

Efendim, mesela bu hafta Nokta Dergisi'nde Vedat Dalokay ile bir söyleşi vardı. Bir de bakmışsın ki, Vedat Dalokay, bir hafta on gün sonra ANAP'a geçmiş. Demek ki ANAP, katı bir sağ ideolojiye sahip değildir ve her eğitimden insanın kendi bünyesinde olmasından rahatsız değildir. Geçenlerde Cem Karaca'nın konseri vardı. Adam bir saatden fazla Nazım Hikmet'in şiirlerini okudu. Özal da onu alkışladı.

Peki şunu soracağım... ANAP'ta bir sürü ülkücü ve MHP'li var. Bunu siz de az önce söylediniz. Acaba onlarla aynı parti içerisinde olmaktan rahatsızlık duymayacak mısınız?

Ben, o ülküçüleri ve MHP'ileri bilmiyorum.

Haa, demek ki bilmiyorsunuz... Onlarla aynı çatı altında olmaktan rahatsızlık duymayacak mısınız?

Efendim, onlar benim bulunmamdan rahatsız olsunlar. Ben niçin onların bulunmasından rahatsız olayım ki? Ben Nurettin Yılmaz olarak halkımın sesini ve sorunlarını dile getirip onlara sahip çıkabiliyorsam, milletvekili olmamın zarureti (gerekliliği) onun için inanışımıdır. Ben bunu yapacağım.

Yani yanınızda oturan ülkücüler falan sizi orada rahatsız etmeyecekler mi?

Efendim, ben şu anda kimin aday olacağını, kimin milletvekili seçileceğini bilemem ki... Sosyal demokratlar da olacaktır, solcular da olacaktır. Ülkücüler benden rahatsız olsunlar!

Sizi anıyorum Nurettin Bey... Burada bir şey daha soracağım size... Sosyal demokrat bir insan olduğunuzu söylüyorsunuz. Diyelim ki, ANAP'tan milletvekili seçildiniz. Çıkarılan birtakım yasalarla birtakım adamların bir anda zengin edildiğini göreceksiniz, fonlar rezaletini göreceksiniz, hayali ihracat rezaletini göreceksiniz. Ne bileyim, ANAP bir gecede seçim kanununu çıkardı ve Anayasa Mahkemesi bunu iptal etti. Acaba bir sosyal demokrat olarak, partinizin bu gibi uygulamalarına karşı çıkabilecek misiniz? Yoksa "Kaldır parmağını" deyince siz de diğerleriyle birlikte olumlu oy mu vereceksiniz?

Efendim, size deminden beri anlatıyorum... 1973 yılından beri benim fikirlerimde hiçbir değişiklik olmamıştır.

Yani partinizin bu gibi uygulamalarına karşı çıkacak mısınız?

Kendi fikirlerime, kendi ideolojime ve kendi siyasal görüşüme ters gelen şeylere elbette ki tepki göstereceğim.

Ama o zaman da partinizin içinde sorun yaratmış olursunuz...

Sorun yaratırım veya yaratmamı Benim halkıma ters düşecek bir durum gördüğümde, rahatlıkla istifade edebilirim. Bakın, bu çok riskli bir olaydır ve her parlamenter bunu söyleyemez. Ben, halkıma hizmet etmek ve onlara yararlı olmak için yola çıkmış adamım. Ben, milletvekilliğine, çok arzulu olduğum için girmiyorum.

Peki, ANAP'ta hoşlanmadığınız, gıcık kaptığınız kimseler var mı?

Efendim, size söylüyorum ya... Onlar benden gıcık kapsınlar!

Siz adaylık için başvurmadan önce herhalde SHP programını okumuştunuz... Okudunuz mu?

Okudum.

ANAP'ın programını da okudunuz mu?

Okumadım henüz...

İleride inşallah fırsat bulup da okursanız ve yeni partinizin programında sosyal demokrat Nurettin Yılmaz'da çok ters gelen hususlar olduğunu görürseniz, ne yaparsınız? O programda size çok ters gelen şeyler olabilir...

Mesela ne olabilir?

Onu ben bilemem beyefendi... O, sizin takdirinize kalmış!

ANAP, siyasal bir liberalizm uyguluyor. Bir sentez geçiriyor. MHP'lisi de, MSP'lisi de olabilir, humanisti de olabilir.

ANAP ekonomik liberalizm de uyguluyor. Ona karşı değil misiniz bir sosyal demokrat olarak?

Efendim, SHP'nin de şeylerini görüyoruz yani... Mesela geçenlerde Vedat Dalokay diyor ki, "ANAP sosyal demokrat partilerin bile getiremediği çok güzel şeyleri getirmiştir"... Orneğin bir Fak Fuk şeyini getiriyor. Bakın yani, bunu ANAP'ı savunmak için söylemiyorum... Bazı uygulamalara bakıyorsunuz, bir solcu partinin bile ilerisinde şeyler...

Yani kısacası, ANAP'ı seviyorsunuz Nurettin Bey...

Hayır... Bakınız, bazı uygulamalarını tasvip ediyorum.

Geçmişte hiç ANAP aleyhine konuşmalarınız olmuş muydu?

Olmuştu!

Peki, ya siz ANAP-milletvekili olduktan sonra, o konuşmalarınızı yüzünüze çarparlarsa?

Çarparlarsa, onların sosyal demokrat olmadıklarını söylerim...

İlginç bir mantık... Sayın Nurettin Yılmaz, sizinle Kürtçülük olayını ve PKK konusunu da konuşmak isterdim. Ancak, size bunlarla ilgili soru sormama izin vermediniz. Ben de istediğinizi saygı duyarak sordum. O konular-daki görüşlerinizi, bana, yazmamak şartıyla anlattınız... Evet efendim, siz sosyal demokrat görüşlü bir insan olduğunuzu söylüyorsunuz ve bir sağ partiden aday oluyorsunuz. Eskiden olsa, Türkiye'de böyle şeyler büyük tepki-görürdü... Çünkü herkes, yerini bilirdi. Ama şimdi bir bakıyorsunuz ki, herkesin siyasal ve ekonomik çıkarları ön planda... İnsanların çıkarları, onların düşüncelerini, inançlarını ve görüşlerini o kadar geride bıraktı ki... Günümüz Türkiye'sinde ne yazık ki çoğunluk böyle oldu. Herkesin de, kendine göre bir gerekçe varlı. Ama, size ayıp etdikleri de bir gerçek... Size bu konuşma için çok teşekkür ediyorum ve yeni partinizde başarılar diliyorum.

OYUNUN KURALI



EGE CANSEVER

Ömür biter, yol bitmez

ESKİDEN bu sözü, uzun yol seferlerine çıkan kamyonların tamponlarına yazarlardı.

Saatlerce hatta günlerce direksiyon sallayan şoförlerin ruh haletlerini aksettiren bir deyişti bu. Bir bakıma "acele etme, tedbirsiz araba sürme, yolu bitireceğini zannetme; ömür biter, yol bitmez" anlamına gelirdi. Şimdi aynı sözü, herhalde şehir içinde sefer yapan araçların arkasına yazmak lazım.

Beş kilometrelik yolu birbuçuk saatte alınca, insana hakikaten yol bitmeyecekmiş hissi geliyor. Tabii bu sefer sebep, yolun uzunluğu değil, trafiğin tıkanıklığı. Bu, ekonomide müthiş bir "israf" olayıdır. Gelin sizinle basit bir hesap yapalım.

SU beş milyonluk İstanbul şehrinde, her gün en az üçbuçuk milyon insan sokağa çıkıp bir yerlere gidiyor. Bu iş için, adam başına ortalama bin lira sarfedilse, şehiriçi yolcu taşımacılığında günde üçbuçuk milyar lira harcama var demektir. Bunu da, senede üç yüz gün ile çarparsak, bir trilyon lira eder. Türkiye'nin milli geliri, takriben elli trilyon liradır. Yani, Türkiye'nin milli gelirinin ellide biri sadece İstanbul'un şehiriçi yolcu taşımacılığında sarf olunmaktadır.

Acaba, bu işi daha "verimli" bir şekilde yapamaz mıyız? Mesela, bu taşıma sistemine yüzde onluk veya yüzde beşlik bir randıman artışı getirilemez mi?

Yüzde beş randıman artışı olsa, tasarruf edilecek milli gelir yılda elli milyar liradır. Yüzde on olsa, yüz milyar eder. Öyle ise, bu işe ne kadar kafa patlatsak değer.

SEVİMLİ Belediye Başkanımız **Dalan**, bu konuyu en çok düşünenlerden biri. Ancak **Dalan**'ın düşünce sisteminde, "iyileştirme", "verimlilik artırma", "tasarruf" gibi kavramlar herhalde yer almıyor. Kendisi, konuları yatırım yaparak çözme taraftarı. İstanbul'un trafik sorunu ne zaman gündeme gelse, **Dalan**, trilyonluk projelerden bahsediyor. Şüphe yok ki, İstanbul gibi bir şehrin trafik sorunlarını çözmek için belli miktarda yatırım yapmak lazımdır.

Yeni yollar, yeni köprüler, alt-üst geçitler, tüneller, iş merkezlerinin yer değiştirmeleri, yapılması gereken işler arasındadır.

Ancak, bir yöneticiyi bekleyen en önemli görev, yeni yatırım yapmadan önce mevcut yatırımlardan en yüksek randımanı almaktır.

Dört şeritli bir yolun eğer iki şeridi park edilmiş araçlar tarafından işgal ediliyorsa, "Bu yol yetmiyor, yeni bir yol daha yapalım demek", israftan öteye, günahıdır.

İSTANBUL şehiriçi yolcu taşımacılığı, şehvet mertebesinde otomobil sevdasına düşmüş şımarık, küstah ve bencil araba sahipleri tarafından perişan hale sokulmuştur. Bu araba şehvetine tutulmuş saygısız kişiler, mümkünse iki adım bile yürümek istememektedirler. Kaldırımları, yolları hayâsızca işgal edip otobüslerin içinde balık istifi gibi giden yüzbinlerce insanın hakkını gasp etmektedirler.

Şurası kesinlikle bilinmelidir ki, Sayın **Dalan** ve arkadaşları, değil bir, iki trilyonluk, yüz trilyonluk yatırım yaparsalar, bu araba sevdalılarıyla savaşa girmedikçe, hiçbir şeyi halledemezler.

"Otopark isteriz!", "Geniş yollar isteriz!", "Yeni köprüler isteriz!", "Tüp geçitler isteriz!" çığlıklarıyla ulusal kaynakların yanlış tahsisine sebebiyet verenler de şunu bilmelidirler ki, arabalarından inip toplu taşıt araçlarına binmedikçe, iki elleriyle sarıldıkları direksiyon simitleri arkasında, trafik girdabında sıkışmış arabalarının içinde saatlerce beklemekten, kendilerini kurtaramayacaklardır.

SON SÖZ: Araba hürriyetine, trafik esir edilmez.

4 eşkiyayı öldüren baba oğula 5 milyon lira ödül verildi

ŞİRT- Şiirt'in Şırnak ilçesinde bir süre önce 4 bölücü çete mensubunu öldüren bir baba ile oğluna 5 milyon lira ödül verildi.

Şiirt Valisi Selâmi Teker, Çobandere köyüne baskın düzenleyen bir grup eşkiyayla üç saate yakın bir süre silâhlı çatışmaya giren Abdurrahman Genco Sanlı ile oğlu Ali Sanlı'nın olayda yıkılan evlerinin de yaptırılacağını söyledi. Vali Teker, bir avuç çapulçu eşkiyanın devlet yanlısı vatandaşlara karşı giriştiği katliamların hiçbir zaman cesazız kalmayacağını da kaydetti.

Vali Selâmi Teker, Çobandere köylülerine ücretsiz kilim dokuma tezgâhları gönderileceğini ve üretilen kilimlerin Sümerbank tarafından satın alınacağını kaydederek şöyle konuştu:

"Köyde istihdam imkânı yaratmak için her türlü yardımı yapacağız. Vatandaşların devlete olan güvenini sarsmak isteyen bir avuç çapulçu eşkiya, yediği şamarla neye uğradığını şaşırır."

Bölücü eşkiyaya karşı verdiği mücadeleye dolayısıyla Vali Teker'den ödül alan Abdurrahman Genco Sanlı, eşki-

yanın kendi köylerine defalarca haber gönderdiğini ve silâhlarını bırakmalarını istediğini belirtti.

Abdurrahman Genco Sanlı, eşkiyanın köylerine adım atmasına müsaade etmeyeceklerini belirterek şöyle konuştu:

"10 adet G-3 ile bol miktarda mühimmata ihtiyacımız var. Silâhımız olduktan sonra hiçbir eşkiya köyümüze giremez. Ne pahasına olursa olsun devletimize olan bağlılığımıza kimse gölge düşüremez."

DAİRE VERİLDİ

Hakkâri'de geçen ay bölücü teröristler tarafından öldürülen PTT dış şebeke teknisyeni Mehmet Güzeldere'nin ailesine Van'da bir apartman dairesi verildi. PTT Bölge Müdürlüğü tarafından alınan 17 milyon lira değerindeki daireye yerleştirilen Güzeldere'nin ailesi için ayrıca 10 milyon lira para toplandı. Yardım kampanyasının Kasım ayı sonuna kadar devam edeceği açıklandı. (AA)

Muş'ta 3 eşkiya yakalandı

BİNGÖL- Muş'ta güvenlik kuvvetlerince yapılan operasyonda, üç eşkiya silâhlarıyla birlikte yakalandı.

Bingöl Valisi Güner Erbay'dan alınan bilgiye göre, Bingöl ile Muş emniyet ve jandarma timlerinin ortak

operasyonu sonucu, Abdullah Ekin, Fadil Balkaya ve Abbas Yalçın adlı 3 eşkiya, Muş'un Karabey köyünde bir evde yakalandı. Operasyonda, eşkiyaya ait bir otomatik silâh ve 80 mermi de ele geçirildi.

Bölücü vahşetini gören avcılar anlattı:

"Polis arkadaşımızı idam ettiler"

Seracettin MÜFTÜOĞLU

NUSAYBİN, (Mardin), (hha) - Pazar günü avlandığı sırada bölücü örgüt militanlarına öldürüldüğü açıklanan polis memuru Salih Taşdemir'in teröristlerce ağaca ip bağlanarak idam edildiği bildirildi.

Görev yaptığı Midyat Emniyet Amirliği'nden hafta sonu tatilini geçirmek üzere 9 arkadaşıyla ava çıkan ve teröristler tarafından katledilen polis memuru Taşdemir ile ilgili soruşturmaya, Nusaybin Savcılığı'na devam ediliyor. Olayın görgü tanıkları Burhan İçöz, Halef Bilge, Behram Bodur, Nizamettin Aka, Kadri Yavuz, Naif Ünvar, M.Salih Bodur, Hüseyin Dolacı ile M.Salih Acar, Nusaybin'e getirilerek savcılıkta ifadelerine başvuruldu. Olayın tanıkları, savcılığa verdikleri ifadede, şunları anlattılar:

"Silahlarımız alarak avlanmaya çıkmıştık. Avlana avlana, Nusaybin'e bağlı Üçköy'e yaklaşmıştık. Aniden etrafımızı Kalashnikov tüfekli 8 kişi sardı. Bize,

"Aranızda savcı, kaymakam, hâkim var mı?" diye sordular. Daha sonra kimlik kontrolü yaparak, söykediklerimizin doğru olup olmadığını araştırdılar. Salih Taşdemir'in polis olduğunu öğrenince, aramızdan ayırdılar. Önümüzde ağaca ip bağlayarak idam ettiler. Teröristler bu arada, "Sizin yanınızda polis memuru Asım da olacaktı" diye sordular."

Savcılık yetkilileri, olay yerinde yapılan otopside, polis memuru Taşdemir'in boynundan asılarak öldürüldüğünün anlaşıldığını bildirdi. Bu arada Taşdemir'in cenazesi, Sivas'ta Gemerek İlçesi'nde yakınlarının katıldığı sade bir torende toprağa verildi.

● F.Almanya ve ABD'de terör olayları konusunda eğitim gören Abdullah Aldoğan, PKK'nin Lideri Abdullah Öcalan'a karşı mücadele verecek... Saygı ÖZTÜRK

ANKARA, (Hürriyet)- Ağüneydoğu Anadolu'da kadın, çocuk demeden katli eşkiyanın lideri Apo'ya (Abdullah Öcalan) karşı, Emniyet örgütünde yine "Apo" adıyla tanınan Abdullah Aldoğan mücadele verecek.

Terörle Mücadele Dairesi'nin Başkanı Tuncer Meriç'in görevden alınması üzerine, yerine Abdullah Aldoğan getirildi. Anarşi ve terör konu-

KİM Terör uzmanı emniyetçi

ARKADAŞLARININ "Apo" dedikleri Abdullah Aldoğan, 1967 yılında Polis Akademisi'ni bitirip emniyet örgütünde komiser muavini olarak göreve başladı. Keyseri'de 3 yıl görev yapan Aldoğan, 2 yıl Almanya'da anarşi, terör ve trafik konularında eğitim gördü. Ankara Emniyet Müdürlüğü'nün çeşitli kademelerinde çalışan Aldoğan, Trafik Dairesi Başkanlığı görevine getirildi. Havadan helikopterle trafik denetimini başlatan Aldoğan, 1985 yılında emniyetin en önemli ünitelerinden biri olan "Güvenlik Dairesi"nin başkanlığına getirildi. Aldoğan, bu dönemde Amerika'da terör olaylarıyla ilgili eğitim gördü. Güvenlik Dairesi bünyesinde "Yüksek Faaliyetler Şubesi" bulunduğu için, aynı zamanda bu şube de kendisine bağlıydı. "Yüksek Faaliyetler Şubesi"nin "Terörle Mücadele Dairesi"ne dönüştürülmesi çalışmalarında bulundu. Terör Dairesi'nin ilk Başkanı Tuncer Meriç, bu görevde bir yıl kaldı. Anarşi ve terör konularında ilhtisâ sahibi olan Aldoğan, Meriç'ten boşalan göreve getirildi. Trafik Dairesi Başkanlığı döneminde gazetecilerin çok yakın dostu olan ve kapısı onlara ardına kadar açık duran Aldoğan, Güvenlik Dairesi Başkanı olduktan sonra her nedense o kapıları sıkı sıkıya kapattı.

Şimdi daha önemli ve gizli bilgilerin bulunduğu daireye bırakın gazetecilerin girmesi. Aldoğan'a telefonla görüşmek bile mümkün olmuyor.

KİMDİR

Terörle Mücadele Dairesi'nin yeni başkanı Abdullah Aldoğan...

larında Almanya ve Amerika'da eğitim gören Aldoğan, daha önce Güvenlik Dairesi Başkanlığı görevini sürdürüyordu.

"Apo'ya karşı, Apo" biçiminde tanımlanan bu yeni atamayla Terörle Mücadele Dairesi'nin daha aktif ve kapsamlı bir çalışma içine gireceğini belirten yetkililer, bir yıl önce kurulan dairenin örgütlenme biçiminde değişiklik yapılacağını söylediler.

Terörle Mücadele Dairesi Başkanı Tuncer Meriç'in istenen verimi sağlayamadığı gerekçesiyle görevinden alındığı one sürüldü. Meriç, polis müfettişliğine atandı. Bu arada, Abdullah Aldoğan'ın Terörle Mücadele Dairesi Başkanlığı'na getirilmesiyle boşalan Güvenlik Dairesi Başkanlığı'na

da Celli Ateş getirildi. Yetkililer, halen 19 merkezde terörle mücadele için özel şekilde yetiştirilen timlerin görev yaptığını belirttiler. 3 bin civarında olan özel harekât timlerindeki görevli sayısının 9 bine çıkarılmasının planlandığını bildirdiler.



Emin PAZARCI

ANKARA, (Tercüman)- Eşkiyanın Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerimizde, kadın çocuk demeden masum insanları katletmesinin Avrupa'nın tepkisine yolaçması bölücülerini birbirlerine düşürdü.

12 Eylül 1980 sonrası PKK'dan ayrılarak "Partiye Peşenk Karkeren Kürdistan" (PPKK) adı altında teşkilatlanan Moskova yarılsı bölücüler, PKK cinayetlerinin ardından "Avrupa'da zor duruma düştüklerini" ortaya koydular. PPKK yanlısı bölücüler, PKK'ya, "milletlerarası dayanışmayı yükseltme girişimlerini dumura uğratmak" ve "bölücü örgütlere yönelik düşmanca saldırılarını sürdürmektir" la suçladılar.

PPKK'nın politik bürosunun merkez komite toplantısına sunduğu, Türkiye ve dünyadaki gelişmelerin değerlendirildiği raporda, PKK'ya açık ve sert bir tavır alındı.

TÜRKİYE'YE KARŞI TAVİR

Dünya ve özellikle Ortadoğu'daki bütün gelişmelerle ilgili olarak, Sovyetler Birliği'nin görüşlerinin desteklendiğinin ortaya konulduğu raporda, Türkiye ve Türk insanına yönelik her türlü hasmane tutuma alkış tutuldu. Sözde soykırım iddiaları ortaya atılırken, Bulgaristan'daki soydaşlarımıza yönelik

her türlü baskı ve zulüm ise desteklendi. Moskova yanlısı örgütün raporunda, Türkiye, "Bulgaristan, Yunanistan ve Suriye'ye karşı sürekli gerginlik politikası takip etmek" le suçlandı.

BÖLÜCÜLERİN KORKUSU

PKK'dan kopan ve yeni bir parti çatısı altında toplanan bölücülerin merkez komitelerine sundukları raporda, en büyük korkularının Emniyet Genel Müdürlüğü'nce oluşturulan "özel harekât timleri" olduğu açıkça görüldü. Bu arada, Türkiye'yi bölmeye yönelik planlara, köy koruculuğu müessesesinin engel olduğu da belirtilerek, Doğu ve Güneydoğu'daki vatandaşlarımızın mezarları terkederek daha büyük yerleşim bölgelerine gitmelerine engel olunması istendi.

PKK'YA KARŞI TAVİR

Yasadışı bölücü örgütün raporunda, PKK'nın son cinayetlerinin Avrupa'dan tasvip görmemesi ve cinayetlere karşı tavır alınması üzerine, yurt dışına kaçmış kanun kaçakları arasında panik havası estiği de açıkça görüldü. Raporda, PKK cinayetleri ile ilgili olarak şu görüşlere yer verildi:

"Apoculuk, bütün devrimci, demokrat ve anti-faşist parti ve örgütleri düşman ilan eden politikasını sürdürüyor. Apocular'ın provaka-

tif eylemleri ve devrimci örgütlere yönelik düşmanca saldırıları, düşmanın plan ve oyunlarına hizmet ediyor. Bu yıl Avrupa'da çeşitli devrimci örgütlerin düzenledikleri 'Nevruz' kutlamalarını Apocula sabotaj etmek, kendi millî bayramını kutlayan halk kitlelerini tehdit ve yıldırmak istedikleri. PKK'nın saldırı ve kıskırtmaları sonucu, F.Almanya, Hollanda, Fransa ve Yunanistan'da meydana gelen olaylarda 3 kişi öldü. Apoculugun devrimcilere yönelik eylemleri, düşmanı sevindiriyor. Avrupa'da Kürdistanlı sol güçlere yönelik terörizme bir ortamın oluşmasına yolaçıyor.

Batı Avrupa'daki gerici hükümetlerin göçmenlere yönelik yasal kanun ve baskılarına, diğer gerici, ırkçı ve faşist güçlerin propagandalarına gerekçe hazırlıyor. Milletlerarası dayanışmanın yükseltilmesi için girişim ve çabalarını dumura uğratıyor."

Türkiye'yi bölmek için, bütün bölücü örgütlerin bir çatı altında toplanması çağrısının yapıldığı Moskova yanlısı kanun dışı örgüt raporunda, daha sonra, "Her parçada en geniş güçleri bağrında toplayacak millî demokratik bir birliğe ihtiyaç vardır. Böylesel birlikler, PKK yönetiminin yaptığı gibi, yurtsever örgüt ve kişilere, bizzat sivil ve savunmasız halka yönelik saldırı ve cinayetlerinin önüne geçilebilecektir"

denildi.

AJAN ÖRGÜT

Öte yandan, Avrupa'da çeşitli adreslere gönderilen (TKSP) imzalı bildiriye, devlet, provakator PKK'nın eylemlerini bahane olarak kullandığı, bu eylemlerin bir "devrimci" ve "yurtsever" in yapaacağı eylemler olmadığı ileri sürüldü. Bildiriye şöyle denildi:

"Hiçbir yurtsever örgüt, yoksul Kürt köylerine, kadın ve çocuklarına karşı, hunharca cinayetleri işleyemez. PKK adlı provakator örgüt, Kürt millî mücadelesini yanlış yollara sürüklemek, devrimci ve yurtsever güçlere karşı kullanılmak için, bizzat sömürgeci rejim tarafından örgütlenmiştir ve birçok eylemine de onun ajanları tarafından yönlendirilmiştir."

BASINA DA ÇATTILAR

Türk basınının "boyalı basın" olarak nitelendirildiği bildiriye, bölge halkının varlığının inkâr edildiği, meşrû haklarının "bölücülük", "ayrılıkçılık" ve "vatan hainliği" sayıldığı belirtilerek, huzursuzluğun baskı ve terörle, barbarlıkla çözümlenmediği ifade edildi.

BİR KOMUTAN (1) DAHA ÖLDÜ

Bu arada, 27 Nisan 1987'de, Şemdinli'de bir binbaşı ve 11 erimizin şehit olduğu çatışmada, PKK'nın önde gelen liderlerinden



Son zamanlarda eylemlerini Doğu Anadolu Bölgesi'ne kaydıran PKK'ya yörede Ahmet Kesip, Ahmet Tosun ve Ahmet Güler adlı bölücülerin vnettigi belirlendi

Yakup ÖZYILDIZ • İĞDIR (MİL-HA)

A SİL eylem bölgesi olarak Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ni seçen, son zamanlarda Doğu Anadolu Bölgesi'nde de eylemler yapan yasadışı PKK militanlarının bu yöredeki lider ve militan kadroları belirlendi.

Özellikle Kars'ın Iğdır ve Aralık ilçelerinde eylem yapan PKK örgütünün sempatanlarından bir grup, güvenlik kuvvetlerine teslim olurken, örgütün Doğu Anadolu Bölgesi sorumluları henüz ele geçirilemedi.

Aramada çalışmalarının aralıksız olarak devam ettiğini söyleyen yetkililer, son zamanlarda bazı sempatanların güvenlik kuvvetlerine teslim olduklarını belirterek, "Ami elebaşları yakalanamadı. Teslim olanlar grup sorumlularının İran topaklarında bulunduğu kendilerinin ise pışman oldukları için Türkiye'ye gelecek teslim olduklarını söylüyorlar. Teslim olan sempatanların kendilerine yastaklık edenleri küfür etmeleri bizim kolaylaştırıyor. Ancak şu ana kadar bölge sorumlularını ele geçiremedik" şeklinde konuştular.

Doğu Anadolu Bölgesi'nde eylem yapan PKK örgütünün lider ve militan kadrosunun isimleri ve doğum yerleri şöyle:

Ahmet Kesip (lider): Kod adı Cemşit. Aralık ilçesi Karahacılı köyü doğumlu. PKK eylemlerini Doğu Anadolu Bölgesi'nde başlatarak PKK'nın buradaki bölge örgütünü oluşturdu.

Ahmet Tosun (grup lideri): Kod adı Yaşar. Tuzluca ilçesi Abbas köyü doğumlu. Öğretmenlikten ayrıldı. 1985 yılında Ağrı Dağı'nın Mihtepe bölgesinde güvenlik kuvvetleriyle girdiği çatışmada elinden yaralanan Ahmet Tosun'un sağ elinin felç olduğu belirtiliyor. İran'ın Maku şehrinde oturan Ahmet Tosun, eylem yapmak için İran üzerinden Türkiye'ye giren PKK militanlarının sınırdan güvenli bir şekilde giriş - çıkış yapmalarını organize ediyor.

Ahmet Güler (grup lideri): Göle ilçesi Senemoğlu köyü doğumlu. Örgüt içinde grup lideri olarak görev yapan Ahmet Güler, grup liderleri arasında en kademi pozisyonunda.

İki veya üç grubun birleşmesi halinde genel liderliği üstleniyor. Lise mezunu olan Ahmet Güler, Doğu Anadolu Bölgesi'nde eylem yapan militanların en acımasız ve en güçlüsü olarak tanınıyor.

Tahsin Gönen (grup lideri): Kars'ın Göle ilçesi doğumlu olan Tahsin Gönen PKK'nın Doğu Anadolu Bölgesi'nde faaliyet gösteren militanlar arasında üçüncü adam pozisyonunda.

Ekrem Kayalar (militan): Iğdır ilçesi Mürşitali köyü doğumlu.

Medet Zira (militan): Aralık ilçesi Aşağı Çamurlu köyü doğumlu.

Ahmet Ergen (militan): Aralık ilçesi Karahacılı köyü doğumlu.

Abdülvahap Alagöz (militan): Aralık ilçesi Aşağı Çamurlu köyü doğumlu.

Ahmet Selçuk ve Ahmet Yiğit Iğdır ilçesi Tosburun nahiyesi doğumlu.

PKK'nın kurmayları

29.10.87

TESLİM OLANLAR

PKK örgütünün Doğu Anadolu Bölgesi'nde eylem yapan sempatan olarak güvenlik kuvvetlerine teslim olan veya yakalanan militanlar şunlar:

Bölgede gerçekleştirilen bazı PKK eylemlerine katıldıktan sonra pışman olarak güvenlik kuvvetlerine teslim olan veya yakalanan militanlar şunlar:

Mahmut Çakmaz, Maruf Çakmaz (1986 yılı Temmuz ayında Hakkâri'de teslim oldular), Yusuf Kesip, Musa Kesip, Ahmet Aktas, Paşa Taur, Ahmet Kaplan, Aziz Kesip, Ahmet Mesim ve Mehmet Yılmaz.

CDU'LU GERSTER: Hamburg'daki cinayeti PKK İşledi

■ CDU'lu Gerster, aşırı uçtaki bütün yabancı kuruluşların faaliyetinin yasaklanmasını istedi

BONN (Tercüman)-Hristiyan Demokrat ve Sosyal Birlik Partisi CDU/CSU Federal Meclis Grubu ve İçişleri Komisyonu Sözcüsü Johannes Gerster, Federal Almanya'nın, aşırı uçlara mensup yabancılar tarafından savaş alanı haline getirilemeyeceğini belirterek, "Bunlara karşı yasal bütün tedbirlerin alınmasını" istedi.

Son zamanlarda yabancılar arasında giderek artan silahlı çatışmaların endişe verici boyutlara ulaştığına dikkati çeken sözcü, son

olarak Hamburg'da aşırı solcu Türkler arasında çıkan çatışmada bir kişinin öldüğünü ve eldeki kanıtların da cinayetin "Kürdistan İşçi Partisi" olarak adlandırılan Ortadoksz Komünist terör organizasyonu PKK tarafından işlendiğini gösterdiğini söyledi. PKK'nın içte ve dışta bu tür pek çok eyleme giriştiğini hatırlatan Gerster, "Kürt Türkleri'nin saldıncı ve şiddet eylemlerine daha fazla göz yumulamayacağını" açıkladı. Federal Savcının bu yaz aylarında bunlara



Ergil Aydın

karşı geniş çapta bir soruşturma açtığını bildiren sözcü, Federal Hükümetten de, Meclis İçişleri Komisyonu'nun ilk toplantısında aşırı yabancıların durumu hakkında bilgi vermesini istedi. Aşırı uçtaki bütün yolların denenip, yasal bütün tedbirlerin yasama geçirilmesi görüşünü savunan Gerster eyaletlere de çağrıda bulunarak "Şiddet eylemlerine karşı yabancıların derhal sınır dışı edilmesini" istedi.

Milliyet

30.10.87

● Eski bakan, SHP Diyarbakır aday adayı Recai İskenderoğlu'nun görüşü:

● Kürt sorununu meclise getireceğim ●

PKK'lı da devletin evladı

- Eski bakanlardan, SHP Diyarbakır milletvekili adayı Recai İskenderoğlu, "Türklerle, Kürtler iç içe geçmiştir" dedi ve şöyle devam etti: "Seçilirim Kürt sorununu Meclis gündemine getireceğim"
- İskenderoğlu, "Bugünkü hükümet, evrensel insan hakları içinde yer alan her ulusun özgürlüğü hakları anlayışı içinde soruna çözüm aramalıdır" şeklinde konuştu

- İaönü döneminin İmar ve İskân Bakanı Recai İskenderoğlu, "Parlamentoya girersem ilk işim Kürt sorununu gündeme getirmek olacak" dedi
- Kürt sorununun Türkiye sorunlarının ayrılmaz bir parçası niteliği taşıdığını savunan İskenderoğlu, "Olaylara sosyo-siyasal, müşfik ve ciddi yaklaşımlarla çözüm bulunmalı" şeklinde konuştu

• Seyfettin ÖZGEZER

• DIYARBAKIR (MİL-HA)

ESKİ bakanlardan, SHP Diyarbakır milletvekili aday adayı Recai İskenderoğlu, Kürt sorununa iki tarafı çözüm yollarının aranmasını gerektiğini belirterek, "Parlamentoya girersem ilk işim Kürt sorununu gündeme getirmek olacaktır" dedi.

Mil-Ha'ya özel bir demec veren İsmet İnönü döneminin İmar ve İskân Bakanı, SHP Diyarbakır milletvekili aday adayı Recai İskenderoğlu, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki olaylarda ölen ve öldüren kişilerin de devletin evladı olduğunu ifade ederek, Kürt sorununa daha gerçekçi ve çağdaş düşünce tarzı ile yaklaşılmasını istedi.

Recai İskenderoğlu, Kürt sorunu ile ilgili olarak, "Doğu ve Güneydoğu'daki sosyo-siyasal ve eylemsel olaylara gerçekçi, müşfik

ve ciddi yaklaşımlarla çözüm bulunması gerekir. Milletvekili seçilirim, hükümet ve devlet düzeyinde olsun, içte ve dışta olsun, ilk görevim bu sorunlara çözüm arayıp ve Kürt sorununu dile getirmek olacaktır" dedi.

İKİ TARAFLI YAKLAŞIM

Kürt sorununun Türkiye sorunlarından ayrı düşünülemez bir parça olduğunu ileri süren Recai İskenderoğlu, Güneydoğu'daki olaylarda ölenleri devletin evlatları olarak nitelediği demecinde şunları söyledi:

"PKK'lılar da devletin evladır. İki millet o denli birbirine kaynaşmıştır. PKK'nın öldürdüğüleri devletin evladır. Kürt sorunu, Türk sorunundan ayrılmaz bir bütün olarak mütalaa edilmelidir. Buna göre, bu sorunu siyasal plana çekerek, iki tarafı yaklaşımlarla çözüm yolları aranmalıdır. Bugünkü hükümet, evrensel insan hak-

ları içinde yer alan her ulusun özgürlüğü haklarının anlayışı içinde soruna çözüm aramalıdır. Sorunun çözümünü temelinde, Türkiye'de nakıya alınmış bulunan demokrasinin hayata geçirilmemesi yatmaktadır. Yani Türkiye'de demokratik devrim sürecini başlatmak ve onu anayasal düzence gerçekleştirmek gerekir."

GAP'A "VANONİ" MODELİ

İskenderoğlu, Güneydoğu Anadolu Projesi'nde başarıya ulaşılabilmesi için Güney İtalya'da yıllar önce uygulanan Vanoni modeli gibi özel bir kalkınma planının uygulanması gerektiğini belirterek, bu konuda da şunları söyledi:

"GAP'ı süratlendirmek ayrıca Fırat havzasındaki uygulamaları, onun süratlendirilmesine paralel olarak Dicle havzasındaki yatırımları da süratlendirmek gerekir. Bunun dışında Güneydoğu'ya GAP'tan ayrı olarak Güney İtalya'da daha önce uygulanan ve İtalya'nın kalkınmasını sağlayan profesör Vanoni'nin modeline benzer özel bir plan ve kalkınma modelleri uygulanmalıdır."



Recai İskenderoğlu

5 PKK'lıya idam istemi

• Faruk BALIKÇI

• DİYARBAKIR, MİL—HA

MARDİN, Nusaybin ve Omerli yöresinde faaliyet göstererek biri üstüğüne 6 askerî şehit eden, bir süre önce Nusaybin'de demiryolu köprüsüne sabotaj düzenleyen 18 PKK'lıdan 5'i hakkında ölüm cezası isteniyor.

Mardin ve yöresinde yakalanan 18 PKK'lı hakkında DGM Savcısı hazırladığı iddianamesinde, "Kürt Mustafa" diye anılan Hadi Alp-

soy'un, Süleyman Çetinkaya ile birlikte askerî araca pusu kurarak bir üstüğüne ile 2 erin şehit edilmesi olayına katıldıkları açıklandı. Savcı, sanıklardan Hadi Alpsoy, Hızni Çınar, Saruban Akad, Nezir İbrahim ve Süleyman Çetinkaya'nın bu eylemleri nedeniyle ölüm cezasına çarptırılmasını istedi.

Ayrıca, Mardin ve yöresinde PKK örgütüne yardım ve yataklık yapan 13 sanık hakkında da 3-5 yıl hapis cezası istendi.

1 terörist öldürüldü

MİDYAT, (Tercüman)- Irak'tan Batman'a petrol taşıyan iki tanker, bölücü eşkiya tarafından yakıldı. Eşkiya şoförleri bir daha petrol taşımamalarını söyleyerek tehdit etti. Mardin'in Gercüş ilçesinde de 1 terörist öldürüldü.

Önceki gün saat 10.00 sıralarında Midyat-Gercüş karayolu Yolağzı köyü yakınlarında Irak'tan Sürt'in Batman ilçesine petrol taşıyan iki tanker bir grup bö-

lücü eşkiya tarafından durduruldu. Şoförleri araçlardan indiren ve biraraya toplayan eşkiya iki tankerin petrolünü yere boşaltarak tankeri tamamen ateşe verip yaktı.

Öte yandan, Mardin Emniyet Müdürlüğü'nce yapılan operasyonlar sonucu PKK sempatizanları oldukları tesbit edilen Mahsum Baday, İbrahim Kutlucan, Abdülvehap Kutlucan, Hasan Kutlucan, Ali Ceylan, Cem Aras, Nevzat Elit, İdman Kuno, Abdurrahman Göçer, Abdullah Çevik ve Ahmet Beşer adlı şahıslar yakalandı.

● Uyuşturucu satıcısı Nusret Ay'ın kızı kayıp

PKK-mafya hesaplaşması

● Kana bir türlü doymak bilmeyen PKK'nın finansmanını uyuşturucu madde kaçakçılığından sağladığı, alacak nedeniyle de mafya ile anlaşmazlığa düştüğü bildirildi

● Uyuşturucu satıcısı Nusret Ay'ın PKK'ya borcunu ödemediği, bunun için de kızı Hasret'in militanlarca kaçırdığı güvenlik ve istihbarat birimleri yetkililerince açıklandı

ANKARA, AA

DOGU ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde gerçekleştirdikleri kanlı eylemlerin finansmanını uyuşturucu madde kaçakçılığından sağladığı tespit edilen eşkiyanın, alacak yüzünden mafya ile anlaşmazlığa düştüğü ileri sürülüyor.

Geçtiğimiz günlerde, güvenlik güçleriyle girdikleri silahlı çatışma sonucu ölü ele geçen teröristlerin üzerinde bulunan örgüt doküman ve günlüklerinde, uyuşturucu madde kaçakçılığı suçlarından firarda bulunan bazı kaçakçıların isimlerinin yer aldığı ve bu kaçakçıların isimlerinin karşısında "5 milyon lira ceza", "3 milyon lira borçlu" gibi notlar bulunduğu öğrenildi.

Güvenlik ve istihbarat birimlerinden edinilen bilgilere göre, son olarak ele geçen dokümanlarda, 1982 ve 1985 yıllarında yaptığı uyuşturucu organizasyonlarından dolayı hakkında gıyabi tutuklama kararı bulunan ve firarda olan Nusret Ay'ın adına sık sık rastlanıyor. PKK ile işbirliği içerisinde olduğu belirlenen Nusret Ay hakkında da dokümanlarda "alacak" kaydı bulunduğu ve kendisinin "cezalı" sınıfına sokulduğunu bildiren yetkililer, Nusret Ay'ın, PKK'nın uyuşturucusunu pazarlayıp parasını ödemiş olabileceğini ileri sürdüler.

HASRET KAÇTI MI, KAÇIRILDI MI?

Ailesinin tüm fertlerini de yanına alarak Diyarbakır'dan ayrılan ve İstanbul'a yerleştiği ileri sürülen Nusret Ay'ın 18 yaşındaki kızı Hasret Ay, esrarengiz bir biçimde ortadan kayboldu. Kızın PKK mili-

tanlarının yanında olduğu yolunda kesin istihbarat bulunduğunu söyleyen yetkililer, Hasret'in kaçırılmış olabileceği üzerinde duruyorlar. Yetkililer Hasret'in amcası ve erkek kardeşinin örgüt elemanı oldukları, Nusret Ay'ın bunları kaçırmak için 10 milyon lira harcayarak pasaport alıp İsviçre'de doktor Tark Ekinç'in yanına gönderdiği yolunda bilgiler olduğunu kaydettiler.

500 MİLYON KİMDEN GELDİ?

Güvenlik birimlerine ulaşan bilgilerde, Nusret Ay adına Hollanda ya da Almanya'dan 500 milyon lira havale çıkartıldığı, ancak bu paranın kim tarafından ve ne amaçla gönderildiğinin tespit edilemediği belirtildi. Havalenin İstanbul'da bir banka şubesine gönderildiği, Nusret Ay'ın da İstanbul'da yaşadığı yolundaki bilgiler de Ay'ın emniyetteki dosyasına eklenmiş durumda.

ALAATTİN ZUHURLU'NUN ROLÜ

Yetkililer bu arada, 12 Haziran'da Diyarbakır şehir merkezinde ölü olarak ele geçirilen Semir kod adlı Alaattin Zuhurlu ile Nusret Ay arasındaki bağlantıyı araştırıyorlar. Ay'ın yetkililer, Nusret Ay'ın kızı Hasret Ay'ın, Alaattin Zuhurlu'nun öldürülmesinden hemen sonra ortadan kaybolduğunu da sözlerine eklediler.

Örgütün uyuşturucu trafiği ve finansman işleri sorumlusu olan Alaattin Zuhurlu'nun beraberinde Mehmet Dağ ile Diyarbakır şehir merkezine izinsiz olarak inmesiyle esrarını koruyor.

Kurt asıllı aşiret ağası,
Meclis Başkanlığı da
yapan Kinyas Kartal anlatıyor.

“Kürtler, Türkleri çok sever”

Q Sayın Kinyas Kartal, yaşamış olduğunuz gerçek bir roman konusu. Sovyetler Birliği'nde harp okulu bilmiş ve Sovyet ordusunda subaylık yapmış bir insansınız. Sonra Türkiye'ye kaçıp aşiretinizin başına geçiyorsunuz ve 1965 - 1980 yılları arasında Van milletvekilliği yapıyorsunuz. Önemli 1 Kasım seçimlerinde DYP Van listesinin ilk sırasında yer alıyorsunuz. Yine seçileceksiniz ve Meclis'e geleceksiniz. Bundan önce birkaç kez olduğu gibi, şimdi de "en yaşlı üye" sıfatıyla yenisi seçilene kadar Meclis Başkanlığı yapacaksınız. Benim bu konuda aklımın hiç almadığı bir olay var... Bu olay, tipik bir karamizah örneği. Onu size biraz sonra soracağım... Türkiye'den başka bir ülkede, böyle bir şey olamaz... Sayın büyüğüm, siz gelmişsiniz 87 yaşınıza... Artık seçime girmeseydiniz de, yerinizi gençlere bıraksaydınız daha iyi olmaz mıydı?

Beyefendi, arz edeyim... Ben girmemeye karar vermiş idim. Hatta benim oğlum genç idi ve DYP Van İl Başkanı idi. Ama Demirel buna müsaade etmedi. Bana dedi ki: "Sen olacaksın. Senin varlığın bize daha fazla yarar getirir"... Ben de bu vesile ile kendisini kırmadım.

Q Rus ordusunda subaylıktan bu günlere nasıl geldiniz efendim?

Beyefendi bu işin en başından anlatayım. Benim atalarım Diyarbakır'dan Iğdır'a göçmüşler. Bugün oralarda Iğdır Devlet Üretme Çiftliği vardır. O geniş araziler hep bizimmiş. O zaman oraları İran toprağı imiş. Sonra oraları Rus yönetimine geçince, atalarım Rus yönetiminde kalmışlar. Biz böylece Rusya'da kaldığımız için ben orada okula başladım. Bu arada bizim Brukan Aşireti İran'a ve oradan da Türkiye'ye göç etmiş idi. Ben onların izini kaybetmiş idim. İşte ben Rusya'da subay çıktım. Kiev'de askeri liseyi, Bakü'de harp okulunu bitirdim ve teğmen rütbesiyle Rus ordusuna katıldım. 1922 yılında subay çıktım beyefendi. O zaman Rusya'da komünistler idareye el koymuş idi.

Q Rus ordusunda adınız neydi?

Kinyas Fethibekof idi efendim. Kartal soyadını Türkiye'de aldım. Fakat orada subay çıktıktan sonra benim gözüm hep anamgilde, babamgilde ve aşiretimde idi. Çünkü onlarla bağlarımız kopmuş idi. Münakalat (haberleşme) yok idi, posta yok idi. Ruslar Erivan'ı işgal edip Ermenistan Cumhuriyeti kurdular. Ben de tayinimi oraya. Naşivan Askeri Komiserliğine çıkartıldım. Bütün amacım oralara gidip ailemi ve aşiretimi aramak idi. Öğrendim ki bizimkiler önce İran'a, oradan da Türkiye'ye geçmişler ve Van'da yerleşmişler. Babam rahmetli, Kurtuluş Savaşı'na 600 atlı ile katılmış. Dokuzuncu Kafkas Tümeni Komutanı Ruştu Paşa'nın emrinde savaşırken, Ermeniler tarafından şehit edilmiş. Başınızı ağrıtmayayım beyefendi, ben 1924 yılında Van'a gelecek aileme ve aşiretime kavuştum.

Fişlenmişim. Beyefendi, benim onbeş yıl devamlı milletvekilliğim var. Altı yedi ay en yaşlı üye sıfatıyla Meclis Başkanlığı yaptım. Buna rağmen ne acıdır ki, MİT'ten fişliyorum...

Q Yani Rus ordusundan firar mı ettiniz?

Elbette beyefendi. Başka nasıl gelebilirim ki?

Q Kaçığınızı öğrendikten sonra acaba Ruslar sizin hakkınızda işlem yapan yapmışlar mıdır?

Vallahı onu bilmiyorum. O sıralarda çok kaçan oldu. Sınır bugünkü gibi sıkı olmadığı için kaçmak kolay idi.

Q Sayın Kartal, şu anda çok büyük bir aşiretin başında olan kişisiniz. Sizin Brukan Aşireti, kaç kişiden oluşur?

Beyefendi ben 1924 yılında aşiretime kavuştüğüm zaman, onbin kadar ev var idi. Şimdi tahmin ederim yüzbin nüfusumuz vardır.

Q Aşiret reisliğine siz nasıl geldiniz efendim? Seçimle talan mı olur bu iş?

Aşiret reisliği seçimle meçimle olmaz. Bu iş resmîyettir. Değeden, babadan öyle gelmiş. Şimdi bizim resmî bir başkanlık statümüz yoktur. Ben onları severim, onlar da beni sevip sayarlar. Bu dünyada her şey, sevgiye dayanır.

Q Bütün aşiretiniz Van'da mı oturur?

Hem Van'ın içindedir, hem de köylerimiz vardır.

Q Kaç köyünüz vardır?

105 köyümüz vardır. Ayrıca Van içinde üç mahalleimiz vardır beyefendi. Bu üç mahalle bizim aşirete mensuptur.

Q Peki sizin aşiret bu seçimlerde kaç oy verecek efendim? Yani toplam nüfus yüzbin dediniz de, kaç seçmeniniz var?

Yirmibin seçmenimiz vardır. Yirmibin oy çıkar bizim aşiretten.

Q Sayın büyüğüm, bu aşiret başkanlığı nasıl bir şeydir? Mesela siz "Öl" deseniz, aşiretiniz sizin için ölmür mü? Ya da deseniz ki: "Arkadaşlar, şöyle bir durum var. Haydi yürüyün bakalım"... Herkes sizin arkanızdan gelir mi?

Beyefendi takdir buyurursunuz ki, bu dünyada her şey sevgiye dayanır. Atomdan ve hidrojenen daha kuvvetli bir silah, sevgidir. O sevgiyi yaratabilirsenez, her şey tamam olur. Aşiret taraflarından tutulup sevilmeyenler, elbette bütün itibarlarını kaybederler.

Q Aşiretiniz sizi sever mi?

Tahmin ediyorum severler.

Q "Haydi arkadaşlar" deseniz, herkes arkanızdan gelir mi?

Bu, yapacağınız teklife bağlıdır.

Q Peki efendim siz aşiretin başkanı olarak onlardan para talan alırsınız mı?

Beyefendi, Allah eksik etmesin. Aşiretten para almam. Ama ben şimdi onlara desem ki: "Benim ihtiyacım var", bütün imkânları ile bana yardım ederler. Bütün varlıklarını bana feda ederler. Ama ben ölürüm, dirilirim ve yine onlardan bunu istemem. Doğduğum günden bu güne, ben onlara böyle bir teklifle bulunmamışım... Beyefendi çünkü, eğer böyle bir şey istersem, önce ben kırılırım. Allah beni bu duruma düşürmesin. Beyefendi, para çok hassas bir noktadır. İş maddiyata döküldüğü zaman, insan bütün itibarını kaybeder. Ben onlardan yardım talebinde bulunmam.

Q Peki onlar sizden yardım isterler mi?

Evet, isterler... Ben de ederim. Bugün de ediyorum. Şimdi diyeceksiniz ki bana: "Sen zengin adamsın"... Yok, değilim. Beni bırakmalar ki zengin olayım! Ben üç defa ev yaptım, bu devlet üç defa benim evimi yıktı. Ben yine döndüm, yine yaptım. Devlet yıktı, ben yaptım.

Q Evlerinizi kaçak inşaat yüzünden mı yıktılar, yoksa Kürtlük olayı yüzünden mi?

Ne kaçak inşaatı beyefendi?... Bana Kürt de demediler... Sürdüler...

Q Şimdi gelelim o konuya efendim... Siz Türk müsünüz, Kürt müsünüz? Yani bu açıdan kendinizi nasıl görüyorsunuz?

Beyefendi bakınız size bir şey anlatıyorum. Ben Rusya'da askeri lisede idim. Birinci Dünya Savaşı'nda Ruslar Erzurum'u aldılar. Ora-

Q Şimdi de ağlıyorsunuz efendim...

O gün de ağlıyordum, şimdi de ağlıyorum. ("Çıkrıklardan Kinyas Kartal'ın ne dediği belli olmuyor... Kartal, ağlıyor")

Q Sayın Kartal başınıza ne gelmişse, Kürt asıllı olmaktan gelmiş. Onları size biraz sonra soracağım... Ama önce şunu sorayım... Siz kendinizi Türk ya da Kürt olarak nasıl bir yere koyarsınız?

Şimdi beyefendi, onu da anlatayım size. Yalancıya lanet, Allah'ın emridir. Ben aslen Kürt'üm. Fakat bu memlekete o kadar çok bağlıyım ki, pek çok Türk'ten daha çok bağlıyım. Diyeceksiniz ki: "Niçin Türk'üm demiyorsunuz"? Ben Türk olmakla gurur duyarım. Türk olmayı da isterim. Fakat bugün herkes biliyor ki, ben bir aşirete mensubum. Desem ki, "Sudur, budur", bana derler ki "Kinyas Ağa'ya hak, kuyruk sallıyor. Diyor ki ben şuyum, buyum"... Onun için ben yaradılıştan beri yalana hiç heves etmemiş bir insanım.

Q Efendim burada bir yanlış anlama olmasın. Ben insanların kökenine veya aslına bakıp da onları o gözle değerlendirenlerden değilim. Dedğiniz gibi öyle Kürtler vardır ki, bu vatana nice Türk'ten daha bağlıdır. Öyle Türk asıllı vatandaşlarımız var ki, vatanlarını ve milletlerini soyup soğana çevirmekte birbirleriyle yarışa girmişler. Örneğin benim yurt dışından mektuplaştığım Ermeni asıllı iki okuyucum var. Albert Azaryan ve Paul Suskayan... Bu iki insan, Türkiye'ye çoğunlukla daha bağlı... Yani siz de Kürt asıllı olduğunuzu, ama doğru ve düşüncelerini de Kürt olduğunuzu söylüyorsunuz...

Elbette öyledir beyefendi. Biz bu toprakların insanıyız, bu vatanın bir parçasıyız.

Q Peki sayın büyüğüm, bu Kürtlük olayı ülkemizde ciddi bir sorun mudur? Bu olayı nasıl görüyorsunuz?

Beyefendi bu konu çok geniştir. Müsaade ederseniz, buna hiç girmeyelim. Gereğini de arz edeyim... Neyse, o konuya hiç girmeyelim. Çok hassastır... Beyefendi size bir şey arz edeyim... Ben Vanlı'yım. O yöredeki halka büyük sevgi beslerim. Ben c yörede yaşadım, o yörede büyüdüm. Allah'ın adaletine ben çok inanmışım. Tabiat Van'a, Ege'ye, Çukurova'ya eşit davranmamış. Oralara bereket, bizim oralara dağ, taş ve kar vermiş. Ama bu durumda bile geçmişteki hükümetler, bize bati bölgeleri kadar adil davranmadılar. Biz de onların ağır ithamlarını ve zulümlerini çektik. Bu çektiğimiz işkenceler, Doğu Anadolu insanını birleştirmiştir. Biz birleşiren, bu beraberce çektiğimiz çilelerdir beyefendi. Bu kadarını arz edeyim...

Q Anlıyorum... Peki bütün bunlardan sonra Kürtler, acaba Türkler'i severler mi efendim?

Bakınız onu da söyleyeyim... Beyefendi, Kürtler Türkler'i çok severler. Diyeceksiniz ki: "Bu sevgi nereden doğuyor? Niçin bu kadar sevinirler?"... Evvela ikisi de Müslüman'dır. Bu din kavramı o kadar geniştir ki o kadar büyüktür ki, bunun altından çıkılmaz. Bununla beraber maalesef Araplar da Müslüman'dır ama, onlarda Türkler'e karşı bir bağ yoktur. Beyefendi, Allah bu memlekete iyi günler versin.

Q İnşallah efendim... Hepimizin dileği o...

Beyefendi sizin için hava hoş... Bizi bir düşününüz. Bugün Doğu'daki hadiseleri siz tasvip ediyor musunuz? Ben etmiyorum... Beyefendi Türkiye'de kaçını yolu yok iken, Osmanlı devleti Cidde'ye tren hatı yapmıştı. Ama Araplar bizi yine de sevmeyiz. Araplar iyi adamlardır demiyorum. Bizi hiç sevmemişlerdir. Ama niçin sevmemişlerdir?... Çünkü bizde de mutla-

ka bir idaresizlik vardır, bir hatamız vardır Arap kötü, o kötü, bu kötü... Peki hep biz mi iyiyiz? Zavallı Kürt senin için canını veriyor, kanını veriyor. Harbe gönderiyorsun, ölüyor... Ve senden hiçbir şey istemiyor O cahil adamdır. Sen onun sırtını biraz okşarsan, o biter. Sen onu sev, onu okşa... Doğulu'yu seveceksin. Senden sadece sevilmeyle bekliyor o adam. Vallahi o zaman sana canını verir Beyefendi çunı... İsrail'i vardır. Ermeni'nin gidecek Husya sı vardır. Herkesin gideceği bir yer vardır ama bizim gidecek bir yerimiz yoktur. Biz bu toprakların, bu memleketin insanlarıyız.

12 Eylül sonrasında da sürüldünüz mü?

Beyefendi, çok şükür ki sürmediler! 12 Eylül'ün ihtilali, benim için en ehven (uygun) geçirdiğimiz bir ihtilal olmuştur!.. (Kahkahalar)...

Yani 12 Eylül'ü hiçbir zarar görmeden atlattınız mı?

Zararı, Meclis kapandı... Ben de milletvekilliğinden düşmüş oldum... Şükür ki düştüm beyefendi. Allah Kenan Evren Paşa'ya uzun ömürler versin. Meclis'te iken aldığım maaş

kede mahkeme kararlarından daha güçlü imiş. Galiba Anayasamızda da varmış... Sayın Cumhurbaşkanı da sık sık "Türkiye bir hukuk

devletidir" diyor idi. Bu durum, maalesef biraz tereddütlüdür. Eğer hukukun üstünlüğü varsa, mahkeme kararları yıllardır niçin uygulanmıyor? Bereket versin ki, o toprakları yine ben kullanıyorum. Ancak tapu benim elimde değil... (Sürekli kahkahalar)...

...niz?

Aynen yazırım efendim.

Yani 55 ağarın hepsine toprakları iade edildi, bir tek ben kaldım. Beyefendi 1965 - 1980 arasında onbeş yıl milletvekilliğim var. Takdir edersiniz ki anarşi ve terör 12 Eylül öncesinde bütün memleketimizde almış ve yürütmüştü. Girmeyen bir tek vilayet varsa, o da Van'dır. Van'a giremeyişinin sebebi ben ve benim mensup olduğum ceza kurdu. Biz bu iade izin vermedik. Ama mukataat olarak beni sulhüleri ve arazimi alıp vermediler. Beyefendi, ben Adalet Partisi'nin felsefesini benimsemiş bir insanım. Süleyman Demirel'e çok büyük saygım ve sevgim mevcuttur. İstanbul'da bu toprakların tertip ettikleri mitinglerde Atatürk resimlerini yerine Stalin resimleri ve şunların bunların resimleri var idi. Adalet Partisi'nin bunlara karşı düzenlediği "Bayrağa Saygı" mitinglerinde en önde ve en başta, en yaşlı olduğum halde ben vardım. Beyefendi bu benim görevim. Ben memleketini seven adamım. Ben Türk'üm. Elbette ki Türk bayrağını sayar ve severim. Bu benim için bir görevdir. Fakat buna rağmen ben hep zarar gördüm ve hakkımı alamadım.

Peki ama efendim, siz onbeş yıl Süleyman Demirel'in yanında milletvekilliği yapmış bir insanınız. Demirel'in başbakan olduğu dönemlerde kendisine söyleseydiniz, Demirel emir verirdi ve topraklarınızı derhal alırdınız.

Beyefendi ben bu durumu bir tek gün bile Süleyman Bey'e intikal ettirmedim. Yalnız o zaman İsmet Sezgin Maliye Bakanı idi. Bir-iki defa ona dedim. Fakat maalesef, bütün çabalarımıza rağmen o da bu işi bürokrasiden kurtarmadı.

O zaman beiki de devletin istihbarat örgütlerinde sizin için gizli raporlar vardır. Acaba var mı?

Beyefendi size bir şey arz edeceğim... Tahmin ediyorum ki vardır. Diyebilirsiniz ki: "Sen göüp de gözünü gördün mü?"... Yoo... Ama ben işte tabiyim.

Yani MİT falan sizi fişlemiş... Öyle mi?

Fişlenmişim!... Beyefendi, benim onbeş yıl devamlı milletvekilliğim vardır. Altı yedi ay, en yaşlı üye sıfatıyla Meclis Başkanlığı yaptım. Buna rağmen ne acıdır ki, fişliyim.

Gerçekten çok acı... Peki bütün bunlar başınıza Kürt asıllı olmaktan mı geliyor?

Beyefendi, 27 Mayıs ihtilalinden sonra bir gün, Millî Birlik Komitesi üyelerinden Muclip Ataklı ile bir konuşmamız oldu. Kendisi şimdi ölmüştür, Allah rahmet eylesin. Bizi Sivas'a, şuraya buraya sürmüşlerdi. Ondan sonra bunlarla temasa geçtik. Bana dedi ki: "Benim babam Arnavat'tur ama ben Türk'üm"... Ben de buna dedim ki: "Ben de Türk'üm. Benim babam Kürt'tür ama ben diyorum ki ben Türk'üm. Fakat siz benim Türk olduğumu kabul etmiyorsunuz"... "Nasıl kabul etmiyoruz?" diye sordu. Bunun üzerine dedim ki: "Siz benim hakkımda yazıyorsunuz ki Kürt asıllı Kinyas Kartal. Senin babam Arnavat asıllıdır ama sen diyorsun ki ben Türk'üm ve kurtuluyorsun. Benim babam Kürt'tür. Ben diyorum ki ben de Türk'üm, ama ben bir türlü kurtulamıyorum. Acaba bu nasıl iş-tir?"... (Sürekli kahkahalar)...

Fişlilik durumunuz acaba şimdi de devam ediyor mu?

Tahmin ediyorum eder!

Yani Kürt asıllı olmak yüzünden mi fişlenmiş durumdasınız?

Elbette ki... Hatta bu yüzden, 12 Eylül sonrasında telefonumu bile uzun yıllar kestiler beyefendi. Beni telefonsuz bıraktılar bu yaşımda.

Sayın Kartal, 1965 - 1980 yılları arasında hiç kesintisiz Van milletvekili seçildiniz. Acaba yüzbin kişilik ası-

Haftanın Konuğu: KINYAS KARTAL

1901 yılında Iğdır'ın Torunkent Köyü'nde doğdu. Sovyetler Birliği'nde askeri lise okudu ve daha sonra Sovyetler Birliği Harp Okulu'nu bitirdi. Rus ordusunda teğmen rütbesiyle görev yapan Kinyas Kartal bir süre sonra Türkiye'ye kaçtı ve aşiretinin başına geçti. Van'da bulunan Brukan Aşireti'nin reisi ve ağası olan Kinyas Kartal, devlet tarafından üç kez sürgün edildi. 1965 yılında Adalet Partisi Van Milletvekili seçilen Kartal, 12 Eylül 1980 hareketi kadar TBMM'de milletvekili olarak görev yaptı. Çeşitli zamanlarda "en yaşlı üye" sıfatıyla TBMM Başkanlığı yaptı. Rusça ve Kürtçe bilen Kinyas Ağa evli ve on çocuk babası.



Kürtler Türkleri çok sever. Evvela ikisi de Müslüman'dır. Zavallı Kürt, senin için canını veriyor, kanını veriyor. Harbe gönderiyorsun, ölüyor. Ve senden bir şey istemiyor. Sen onun sırtını biraz okşarsan, o biter. Senden sadece sevilmeyle bekliyor o adam...

Biz sürgün edildik, hapis yattık ve çıktık. Benim 9.500 dönüm toprağıma el koydular. Diğer ağaların topraklarını iade ettiler. Aradan tam 27 yıl geçti ve ben devletten hâlâ topraklarımın geri verilmesini bekliyorum.

Sayın Kartal sizi anlıyorum efendim. Peki siz Kürt asıllı olmanızın sonucu olarak kaç kez sürgün edildiniz?

Beyefendi beni üç defa sevk ettiler. Kürt de demediler de, öyle surduler işte! 1926 yılında Şeyh Sali İsyani'ndan sonra surduler. 1937 yılında surduler, en son olarak da 27 Mayıs 1960 ihtilalinde surduler.

Demek ki ilk iki sürgününüz Atatürk döneminde oluyor. Örneğin Şeyh Sali İsyani'na falan katılmış miydiniz? Bir suçunuz var mıydı?

Beyefendi öyle bir şey olsa, mutlaka yargılanırdım. Maalesef o sıralarda bunu soran kimse yoktu. İşte Kürt asıllıyız diye...

Ana dilim Kürtçe'dir. Ben Türkiye'de okul görmemişim. Meclis'e geldim. Konuştuk, monuştuk. Biraz ilerlettim Türkçe'yi, halen de noksanım çok.

1937 yılında ne olmuştu da sürüldünüz?

Ne olacak beyefendi? 1960 yılında ne oldu ki, 1937 yılında bir şey olsun!

beni ya idare eder idi, ya da etmez idi. Ondan sonra ben kendime yedi sekiz sene çalıştım ve beş on kuruş para toplamış oldum. Şimdi 1 Kasım seçimlerinde yine milletvekili oluyorum. Korkarım o topladığım para yine gitsin.

Nerede çalıştınız da para topladınız efendim?

Bir yerim var idi. Onu pasaj yaptım. Oğlumun eczanesi vardır. Bu pasaj şimdi bana ayda iki milyon lira para getiriyor. Ekinlerim vardır. Arazimde çalıştım.

Sizin topraklara 27 Mayıs ihtilali sonrasında el koymamışlar mıydı? Sonunda kurtarabildiniz mi topraklarınızı?

Beyefendi çok iyi sordunuz. Onu da arz edeyim... (Taybl kast ederek)... Şimdi bu alet, konuştuklarımızı zaptediyor mu?

Zaptediyor efendim.

Beyefendi 27 Mayıs sonrasında biz sürgün edildik, hapis yattık ve çıktık. Benim 9.500 dönüm toprağıma el koydular. Diğer ağaların topraklarına da el koydular ama, bir süre sonra onları iade ettiler. Aradan 27 yıl geçti ve ben devletten hâlâ topraklarımın geri verilmesini bekliyorum. Danıştay'da dava açıp kazandık. Danıştay diyor ki "Verin", ancak devlet vermiyor. Bürokrasi vermiyor. Adalet kararlarına rağmen, ben topraklarımı geri alamıyorum beyefendi. Demek ki bürokrasi, bu ül-

retinizde herkes size oy verir miydi, yoksa sizin sandıklardan Adalet Partisi dışında başka partilere de oy çıkar mıydı?

Beyefendi onu da arz edeyim. Hayatta fire vermeyen hiçbir şey yoktur. Fakat en az fire veren olursa, yine bizim aşirettir. Bunu Süleyman Bey de biliyor, yanındaki herkes de biliyor. Hatta sandık başkanı seçim günü köye geldiği zaman bizim köylüler ona derlerdi ki: "Senelerden beri bizim sandıktan muhalif oy çıkmaz. Sen de bizim partiye oy kullan" Çok zaman onu da ikna ederlerdi. Yani bizim oralardaki köylerde başka oy çıkmaz. Bir tek oy, bizim dışımızda çıkmaz.

Elendim önümüzdeki 1 Kasım seçimlerinde bir de baktınız ki sizin sandıklardan DYP dışındaki partilere de oy çıkmış. O zaman ne yaparsınız?

İmkânsızdır beyefendi. Katiyen olmaz. Bakın size izahını yapacağım. 27 Mayıs ihtilalinden sonra Bursa Cezaevindeyim. Benden sorular "Anayasa için referandum yapılacak. Kabul oyu mu kullanalım, ret oyu mu?" diye. Ben de bizimkilere dedim ki "Kabul oyu verin". Sebeline gelince, bir an önce bu idareden kurtulalım. Benim kaldığım koyun adı Özköy. Allah geçmişinize rahmet etsin, anam o zaman hayatta idi. Benim köyüme sandık bir açılıyor ki, dokuz tane kırmızı ret oyu çıkıyor. Köyün muhtarı da, amcamın oğlu Hacı Reşit Kartal. Amcam oğlu hemen "Bunu hangi namussuz yaptı?" diye bağır-maya başlıyor. Anam da ona diyor ki, "Dur hele, sövme... Bunu ben yapmışım". Soru-yolar "Teyze niçin yaptın bunu? Biz bu kabul oylarını senin oğluna dışarı çıkardık". Anam bunun üzerine diyor ki, "Benim oğlum herhalde bunlardan korktu ki, kabul oyu verin dedi. Ben onun için ret oyu verdim". Beyefendi Allah da biliyor ya, ben onlardan korkmuşum. Yoksa ben kabul oyu verirdim miydim? Yani anam bunu anladığı için köyde dokuz kadını kandırmış. Yoksa bizim aşiretimizi mümkün değil kandıramazsın.

Siz Türkiye'yi Türkiye'ye geldikten sonra mı öğrendiniz, yoksa hep bilir miydiniz?

Yalançıya lanet olsun. Benim ana dilim Kurtçe'dir. Ben Türkiye'de ilkokul görmemişim, ortaokul görmemişim, obursunu görmemişim. Sonra Meclis'e geldim. Tabii konuşuk monuş-tuk ve biraz ilerlettim Türkiye'yi. Halen de nok-sanım çok, ama nisbeten iyiyim.

Elendim Rusya'da harp okulu bitirmiş, orada subaylık yapmış bir insansınız. Acaba Rus ordusundan emekli maaşı falan alıyor musunuz?.. (Süreklil gülüşmeler)...

Ben oradan kaçıp gelmişim beyefendi... Ben burada vatanıma kavuşayım diye kaçıp gelmişim. Orada benim başıma ne işler açılmış... Orada kurşuna dizilecektim. Ellerimi başımın üzerine koydurup yere diz çöktürdüler. O anda ne düşündüm bilir misiniz?... Eyvah, şimdi burada oleceğim ama ailemin haberi olmayacak. Ailem, benim mezarımın nerede olduğunu bile bilmeyecek... (Kinyas Kartal yine ağlıyor)... Son anda kurtuldum... Uzun hikâyesidir bunlar...

Elendim koskoca Kinyas Ağasınız. Acaba kaç karınız vardır?

Yarım elendim... Aslında bir tane ama, kendisi rahatsız olduğu için yarım. Ayrıca on çocuğum var idi. Biri sizlere ömürdü. Bugün için dokuz çocuğum mevcuttur. Ayrıca 21 torunum vardır, ayrıca ailemiz beşbin kişi kadardır.

Sayın Kartal sizin çok hoşsohbet ve esprill bir insan olduğunuzu biliyorum. Ayrıca komünistlere ve sol görüşlülere de çok kızarmışsınız. Mesela dermişsiniz ki: "25 yaşına kadar komünist olmayan eşektir. 25 yaşından sonra komünist olan ise eşşöğlueşektir"...

Beyefendi ben bu lafı kullanırım ama patenti bana ait değildir. Benden önce kullanılmıştır. Ben gençliğimde solcu idim.

Rus ordusunda iken mi?

Evet... Hatta Çar devrinde bile solcu idim. Fakat Türkiye'ye geldikten sonra baktım ki, bizim memleketteki solcular devlet düşman-dırlar. Solculuğum Rusya'da idi. Ondan sonra ben öldüm saçıcı. Ama bana burada "Komünist" bile dediler.

Siz uzun süreler en yaşlı üye sıfatıyla Meclis Başkanlığı yaptınız. Kürsüye çıkınca milletvekillerine söylediğiniz bazı sözlerle herkesi güldürdünüz. Mesela derdiniz ki: "Dur hele gardaşım yavru... Sana da söz verecez. Adamın kafasını bozma"... En gerillim zamanlarda bile herkes makaraları koyup "Yaşa, vefrol Kinyas Ağa" diye tezahürat yapmaya başladılar. Arada sırada gazete-ciler de sizin kafanızı bozardı. Bir arkadaşımız sizin için "Kinyas Ağa Meclis'i yönetirken kürsüde çaktırmadan uyuyor" diye yazmıştı. Sonra siz o arkadaşına çağırıp "Ülan ben uyuyor muydum?" diye bir güzel fırça çekmişsiniz.

Beyefendi vallahi bu işin aslı yoktur!

Bir de elendim, bir arkadaşımız siz kürsüye çıkmadan önce Irak giyerken, sizin resminizi çekmiş. Siz de bunun üzerine pantolonunuzu indirip "Gel bunu da çek" demişsiniz...

Vallahi bunun da aslı astarı yoktur!

Bülent Ecevit başbakan iken, siz yine Meclis Başkanlığı yapıyor-dunuz. "Bana Başbakan'ın randevu alın" diye emir vermişsiniz, ama sonra gitmemişsiniz. Bu da yalan mı?

Haaa, elendim arz edeyim... Bu doğrudur. Ben demiştim ki: "Bana Başbakan'ın randevu alın"... Bülent Ecevit de "Buyurun gel-sin" demiş. Fakat sonra, randevu saati gelince ben gitmedim beyefendi.

Yani Ecevit'i atlatmış oldunuz?

Evet, bu doğrudur.

Peki niçin gitmediniz?

Beyefendi, "Başbakan" deyince benim aklıma nedense hep Süleyman Demirel geliyor idi. Ben aslında Demirel'den randevu istemiş idim. Fakat dil sürçmesiyle "Başbakan'dan randevu alın" demişim. Onlar da Ecevit'ten randevu almışlar. Halbuki benim kafamda Demirel'e gitmek var idi. Başka bir başbakan, benim aklıma gelmiyor idi. Bu durumda Ecevit'e gitmedim!.. (Burada beyefendi gülme-ken mahvolmak üzereyim)...

Fişli olmak sizi rahatsız ediyor mu Sayın Kartal?

İnsanın aklına her şey geliyor beyefendi. Çok incitici şeylerle karşılaşırız... (Burada Kinyas Kartal'ın gözleri doluyor)... Geçen sene bana Milli Emniyet'ten bir arkadaş geldi bura-ya... Kendisiyle oturup yalnız başımıza konuş-tuk. Ona dedim ki: "Benim sizde gördüğüm bir noksanlık vardır. Siz Doğu ile Batı'yı eşit tutmuyorsunuz. Siz Doğu'da bir adama tak-tınız mı, o adama sizin elinizden kurtuluş yoktur. Yapmayın, etmeyin"... Emin Beyefen-di ben işe takılı bir insanım ama biz bu memleketi hakikaten çok severiz. O kadar ki ben bu memleketle "Türk bayrağına saygı" mitinglerinde en önde yürümüş adamım. Şim-di bana diyeceksiniz ki: "A be mübarek adam sende hiç vekar, haysiyet, kan yok mudur? Seni bu kadar ezen adama sen nasıl bu sevgiyi gösteriyorsun?"...

Sigarayı 39 yıl önce terk ettim. Yalan söylemeyi hiç sev-mem. Bende her türlü melanet olmuştur. Dünya kadar içki içmişim. Ama orucumu da tutarım, namazımı da kılarım.

Hangi adama elendim?

Devleteee beyefendi... Devleteee... Biz bu dev-lete ve vatana hep saygı duyduk sevgi duy-duk beyefendi. Bakınız, size bir hadiseyi arz edeceğim. Ben gençliğimde Rusya'da Çi-nazyum denilen bir okula gidiyordum. Pas-kalya tatlı dolayısıyla koyuma gelmiş idim.

Beyefendi 1915 Çankırı mağlubiyeti sonra-sında Rus askerini Türk ordusunun bütün si-lahlarını yıkmaya almışlar, köylerde getirip sal-tıyorlar. Şimdi düşüncem bütün Türk askerlerinin silahlarını... Bir gün bizim köyde de altı at yükü dolusu böyle silah getirdiler. Babamın bizim evde pazarlık yapıyorlar. Bu silahların içinde bir de kumru vardı. Şahane renkli şahane bir silah vardı. O şahane silahın dipçüğünde de, hiç unutmam ki, benim kan lekemi vardı. Allah onları da rahmet eylesin. Babamın o zamandan önce amcamın oğlu Mehmet Babama dedi ki: "Bedir bu silahı sana alalım. Çok güzel bir silahtır". Babam da kan lekemi gösterdi ve "Mehmet" dedi. Bu leke şehit Türk askerinin kanıdır. Benim içim bunu almaz. Üzerinde Türk askerinin kanı olan silah bize hayır getirmez. Benim elim bunun tetiğini çekme-ye varmaz". Babam bu güzel silahı al-madı beyefendi. (Kinyas Kartal'ın gözleri yine doluyor)

Elendim maşallah 87 yaşında ve son derece sağlıklı bir insansınız. Şimdi sizinle evinizde konuşuyoruz. Apartmanın beşinci katında oturuyorsunuz ve asansör falan yok. Demek ki her gün bu merdivenleri tırmanıyorsunuz. Peki nasıl böyle sağlıklı oluyorsunuz? İçki sigara kullanmaz mısınız? Yıyıp içtiğinize dikkat eder misiniz?

Sigarayı 39 yıl önce terk ettim. Beyefendi ben yalan söylemeyi hiç sevmem. Bende her türlü melanet (kötülük) olmuştur. Allah'ın yasak ettiği şeylerin çoğunu yapmışımdır. Dünya ka-dar içki içmişim. Ama orucumu tutarım. Na-mazımı da onbeş yıldan beri düzenli kılarım. Fakat bugün bile arkadaşlarla buluşuk muy-du, hiç bakmam içkiyi içerim. Ama bugün eskisi kadar içmiyorum. Ben eskiden bir yetmişlik rakıyı yemek öncesinde aperatif niyeti-ne bitirirdim. Hem de bunu bir saatte tek başıma içer idim. Elli tane profesör beni mu-ayene etse derlerdi ki: "Bu adam içki içme-miştir"... Ben Kafkasya'da doğmuşum. Dağ-ıtan havasını içime çekmişim. Ben emzik em-memiş adamım. Anam sütünü emmişim. On-dan sonra da anam ne verdiyse onunla buyu-muşum. Benim için seksen, doksan, yüz yaş vız gelir. Ama Allah isterse, benim canımı şimdi de alır. Ben ona iman etmişim. Bir şey daha arz edeyim beyefendi... Ben kendimi 86 yaşında gibi görmüyorum. Aslında ben 43 yaşındayım... Çünkü ben geceleri yaşama-dığım için, yarısını saymıyorum. Geceleri de sayarsan 86 yaşındayım ama ben kendimi 43 yaşında gibi görüyorum. Her bakımdan iyiyim yani.

Peki gidanıza falan dikkat ediyor musunuz?

Ne bulursam yerim. Ama içkiyi şimdi daha az içiyorum.

Sayın Kartal şimdi ortada yine çok ilginç bir durum var. Sizin söylediğinize göre, siz fişlenmiş bir insansınız. Devlet sizi fişlemiştir. Ama 1 Kasım seçimlerinden sonra açılacak Meclis'in başkanlığı siz yapacaksınız... Çünkü en yaşlı üye siz olacaksınız. Bu durumda devletin fişlediği ve sakıncalı gördüğü bir vatandaş, milletin meclisinde başkanlık yapacak. Öyle değil mi? (Eillerini iki yana açarak)... Öyle... Ben ne halt edeyim beyefendi? So-rarım size ne halt edeyim?..

Böyle bir karamızah örneği, herhalde dünyanın hiçbir ülkesinde bulunmaz. Sayın Kinyas Kartal, size bu konuşma için çok teşekkür ediyorum. Siz bundan sonra da sağlıklı bir yaşam ve başarılar diliyorum elendim.

● Emin
Çölaşan

Bir 'ava giderken avlanma' öyküsü

Weizsaecker çok şey istedi

Atatürk Uluslararası Barış Ödülü, geçen sene, barışla ilgisi biraz "dolaylı" bir kuruluşun, NATO'nun uzun seneler genel sekreterliğini yürüten Joseph Luns'a verildiği için epey eleştiriye konu olmuştu. Hattâ bu seçim, yüksek bürokrasi içinde de bazı çevrelerce "bir gaf" olarak tanımlanmıştı. Bu sene eleştiriler, Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'ne layık görülen Federal Almanya Cumhurbaşkanı Richard von Weizsaecker'in ve "saygın ve demokrat" kişiliğinin bu ödülle bağdaştırılmayışından kaynaklandı. Ödül töreninin ertesi günü, bu kez von Weizsaecker'in Türkiye'deki demokrasiyi herhangi bir Batılı'nın yumuşak söylemiyle sorgulayan sözlerine içerleyen bazı gazeteler "ödül verdik, demokrasi dersi dinledik" feryadıyla eleştiri korosuna aksi cepheden katıldılar. (Bütün bunlar Sıddık Bilgin'i öldüren işkencilerin nihayet yargı önüne çıkarıldığı hafta içinde oluyordu.)

Atatürk Uluslararası Barış Ödülü Kurulu üyesi Prof. Dr. Hamza Eroğlu'nun *YeniGündem*'e söyledikleri, çarşamba günü törende Opera binasını dolduran askerî ve mülki erkanın minnet hislerini çok iyi özetliyordu: "Weizsaecker'in bu ödülü kabul etmesi büyük bir fedakârlık, Federal Alman Cumhurbaşkanı'nın "bunca meşgalesi arasında Ankara'ya gelmesi ve gayet tabii, asıl önemlisi, bütün tenkitlere rağmen ödülü kabul ederek Türkiye'ye sempatisini göstermesi"ydi. Gerçekten, von Weizsaecker, hem Alman, hem Türk demokratik kamuoylarında bu ödülü kabul ettiği için çok eleştirilmişti.

"Milletsiz devlet anlayışı"

Atatürk Barış Ödülü'nün statüsü ve ödülü veren kurul hakkında, DYP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Dülger de, "Epey şüphelerim var" diyordu. Dülger'e göre, ödülün ilk göze çarpan özelliği, "demokrasiden uzaklığı ve milletsiz bir devlet anlayışını yansıtması"ydı. Ödül Kurulu beş hükümet temsilcisi, iki Silahlı Kuvvetler mensubu, YÖK ve Atatürk Yüksek Kurumu Başkanları ile Cumhurbaşkanı ve onun seçtiği yedi kişiden oluşuyordu. Mehmet Dülger, "Niye mesela, bu kurulda gazeteciler yok, meslek odaları yok, siyasetçiler yok?" diye sorma ihtiyacı duyuyordu: "Nobel Barış Ödülü'nün bir hikâyesi vardır. Adam dinamiti bulmuş, bunun askerî amaçlarla kullanılmasından duyduğu üzüntüyle bu

ödülün verilmesini vasiyet etmiştir. Bu ödülün böyle bir hikâyesi var mıdır? Niye şu kişiye değil de bu kişiye veriliyor? Bir hesap mı var? Geçen sene ödül verilen Joseph Luns'un barışla ne irtibatı vardır?"

Ödülün statüsünü içlerine sindiremeyenler, Federal Almanya tarihinde ilk oturumda en yüksek oyu alarak (1028'de 832) seçilen Cumhurbaşkanı olan von Weizsaecker'in "saygın kişiliğini" bu eleştirilerden ayırmak gerektiğini ısrarla belirtiyorlardı. Mehmet Dülger'e göre zaten en büyük çelişki, milletvekâllüğünden belediye başkanlığına, oradan Cumhurbaşkanlığına kadar, her kademede "seçim" i yaşamış olan biri ile böyle si anti-demokratik yapılı bir ödül arasındaydı.

1987'nin Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterilen bilim adamı İsmail Beşikçi, "Aksi iddia edilemeyen, aksi ileri sürüldüğü zaman suç kabul edilen ideolojiler ve sistemler adına ödüller koymak göstermelik olmaktan öte bir şey ifade etmez" diyordu: "Bu koşullar altında verilen Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nün barışın kurulması, korunması ve sürdürülme-



Tören — Başladığı gibi bitmedi.

si sürecine hiçbir katkısı yoktur. Bu sadece, uluslararası saygınlığı olan demokrat kişilerin itibarlarından yararlanarak Türk devletinin propagandasını yapmaya yarar. Türkiye'deki

anti-demokratik uygulamaları gizlemeye, Kürtlere uygulanan ırkçı bas-kıları, cezaevlerindeki, karakollardaki işkenceleri örtmeye yarar. Federal Alman Cumhurbaşkanı bu ödülü kabul etmek için epey zorlanmış olmalı. Nitekim, ödül, açıklanmasından ancak beş ay sonra verilebilmiştir. Oysa ödülün tüzüğüne göre 23 Nisan'da açıklandıktan sonra, 19 Mayıs'ta verilmesi gerekirdi."

"Diyeceklerine dikkat edin!"

Ödüle yönelik eleştirileri tören öncesinde *YeniGündem* muhabirinden dinleyen bir Alman gazeteci, "Von Weizsaecker bir ödülü kabul ettiyse, bu, kabul edilebilir bir ödül demektir. Hem siz konuşmasında demokrasi üzerine söyleyeceklerine dikkat edin" uyarısını yapmıştı. Gerçekten, von Weizsaecker'in bu ödülü kabul etmesi belki bir "fedakârlık"tı ama, o da bunun "bedelini" ödülü oluşturan altın heykelcik ve parasal bedelle değil, "bildiği gibi konuşmak"la ödeti-yordu. Gerçi Ödül Kurulu'ndan Kasım Gülek, "Yok canım, adam gayet iyi niyetle söyledi" diyordu, ama *Milliyet*'in "Türk-Alman soğukluğu", *Tercüman*'ın "Alman Cumhurbaşkanı'na 'Atatürk Barış Ödülü' verdik, 'ırkçı baskı' propagandası dinledik" diye serzenişte bulunan manşetleri başka bir izlenimi yansıtıyordu. Von Weizsaecker'in "etnik ve dinî azınlıkların hakları, insan hakları, tutuklu ve hükümlülere insan onuruna yaraşır muamele" konusunda aslında oldukça "kibar" olan sözleri, bazı Dışişleri mensupları tarafından "İçişlere müdahale ve münasebetsizlik" olarak yorumlanırken, "Ödülü kabul etmesine karşı çıkanları memnun etmek istedi" yorumu da yaygındı. Bu arada Dışişleri Bakanlığı von Weizsaecker'in sözleri hakkında "hiçbir açıklama ve yorum" yapılmayacağını bildirerek, aslında ödülle olan ilgisini de üzerinden atmak ister gibiydi (Ödül Kurulu'nda Dışişleri Bakanı da bulunuyordu).

Süryanilerin rolü

Bu arada, von Weizsaecker'in Türkiye'deki dinî ve etnik azınlıklarla "derin hoşgörü ve saygı içinde birlikte yaşanması"ni telkin eden sözlerinin ardında, Türkiye'deki Süryanilerin Almanya'ya "anı" ve kalabalık göçtünün de payı vardı. Richard von Weizsaecker'in eşi Marianne von Weizsaecker, Süryani Kilisesi'nin Almanya'daki en büyük hamşiydi ve Bayan von Weizsaecker'in "Türkiye'deki Süryanilerin karşılaştığı bas-kılar karşısındaki üzüntüsü" de, kocasının konuşmasının satır aralarında ifadesini bulmuştu... □

TANIL BORA

Nihayet özgür olacak

Hükümet Yılmaz Güney'in filmleri üzerindeki yasağı kaldırmayı planlıyor. Böylece sineması üzerindeki 7 yıllık özlemi de sona erecek.

Yıl: 1978. Yer: Taksim Venüs Sineması. Salon hıncahınç dolu. Işıklar sönmüyor ve projeksiyon makinesi çalışmaya başlıyor. Salonunda çıt yok. Herkes onun görüntüsünü bekliyor. Neden sonra kamera bir duvara yaklaşıyor. Önce bir el görüyoruz duvarın üzerinde sonra bir şapka ve nihayet bir yüz. Bir an sonra adamın bütün vücudu beliriyor perde ve bir alkış tufanıdır kopuyor salonda. Artık her hareketi, her sözü, tıpkı bir arenada matadora çekilen oylek gibi, alkışlarla "destekleniyor." Sanki bir sinema yıldızı değil perdedeki, bir efesane. Adı Yılmaz Güney olan...

Ne zamandır böylesi görüntüler yaşanmıyordu sinema salonlarında. Filmleri yasaklanmıştı. Ne var ki şu günlerde bu yasakların son demlerini yaşadığı yolunda sinyaller de yok değildi. Hükümet çevrelerinde seçim sonrası Yılmaz Güney filmleri üzerindeki yasağın kalkacağından söz ediliyordu sık sık. Nitekim konuyla ilgili olarak görüşüne başvurduğumuz Başbakanlık Danışmanı Adnan Kahveci'de doğruluyordu bunu: "Evet. Böyle bir çalışma var." Bu yönde ciddi bir hazırlığın olduğunu doğrulayan bir başka kaynak da Fiyap Başkanı Türker İnanoglu'ydu. İnanoglu Nokta'ya yaptığı açıklamada konuyla ilgili olarak görüşüne başvurduğuna doğruluyor ve verdiği yanıtı şöyle özetliyordu: "Zaten Türkiye'de bir sansür olayı var. Bunun dışında bir kişiyi hedef tutmak ne uygarca bir davranıştır, ne adalet mekanizmasına sığar. Kaldırılmasında fayda var. Hükümete de çok büyük bir puan kazandırır."

"Ben Yılmaz Güney'im." 1958 yılında sinemaya giren Yılmaz Güney, 1968 yılına gelene kadar oynadığı vurdulu-kırdılı filmlerle, Çirkin Kral olarak ünleniyordu. Balatlı Arif, Kasımpaşalı, Benim Adım Kerim, Güney'in bu türdeki en çok ses getiren çalışmalarıydı. Duruşu,

bakışı, hareketleri ve büyük başarıyla çizdiği kompozisyonlar onu bir oyuncu olarak döneminin diğer isimlerinden farklı bir noktaya getiriyordu. Seyirci Güney'in filmlerini dolduruyor, onu bir kurtarıcı olarak görüyordu. Nitekim İngiliz televizyonuna hazırlanan bir belgeselde, o yılları şöyle anlatıyordu Güney: "Hayranlarımdan aldığım mektuplarda yalnızca sinema ile ilgili sorular oluyordu. İnsanlar benden çocuklarıyla, evlilikle ilgili sorunlarına cevap vermeme bekliyorlardı. Böylece beni kurtarıcı yaptılar. Yalnızca perde değil, özel yaşamlarında da."

Güney'in 1968'den itibaren Seyyit Han filmiyle birlikte oyuncu-yönetmen olarak toplumsal sorunları irdeleyen filmlere yönelmesi ve kendi sinemasını oluşturmaya başlaması, seyircisiyle olan sıcak bağı bir kat daha güçleniyordu. 1970 yılında Umut filmiyle gerçekleştirmesiyle birlikte Türk sinemasına damgasını vuruyor ve sinemamızın günümüze kadar gelen yolunu çizmesinin yanı sıra, yurt dışında da Türkiye'nin en büyük sinemacısı olarak tanınmaya başlıyordu. Bu dönem aynı zamanda Yılmaz Güney'in "kurtarıcı" kimliğini benimsemişliğini de gösteriyordu. Murat Belge'nin deyişiyle "hem savaşçı, hem derviş" olan Güney, İngiliz televizyonundaki belgeselde söyledikleriyle kendi efsanesini kendisi de doğruluyordu: "Bana şu sorulabilir... Türkiye'deki cezaevi koşulları bu kadar kötü ise, bu filmleri nasıl yaptın? Nasıl örgütledin? Bu insanlarla nasıl ilişki kurabildin? Alçakgönüllülüğe gerek yok. Ben Yılmaz Güney'im."

Güney'in filmleri şimdi nerede? Yılmaz Güney efsanesinin oluşmasında hiç kuşkusuz filmlerinin yanı sıra, daima filmleriyle yaşamının büyük bir paralellik göstermesi de çok önemli bir rol oynuyordu. Ancak 1970'li yılların politik ortamında Güney'in sineması da sinematografik özelliklerinden çok, politik bir bakış açısıyla değerlendiriliyor, örneğin Umutsuzlar gibi bugüne kadar Türk sinemasında yer almayan dünyasını en çarpıcı bir biçimde anlatan ince duyarlıklar barındıran filmi, açık politik mesajlar içermeye başladığı için göz ardı ediliyordu. 80'li yıllarla birlikte filmlerinin yasaklanması ise, Yılmaz Güney sinemasının ve bir anlamda da Türk sinemasının yeni bakış açıları doğrultusunda yeniden değerlendirilmesini güçleştiriyordu.

Yılmaz Güney'in filmleri üzerindeki yasağın kalkması doğrultusunda gelişen süreçte birlikte bazı sorular da gündeme geliyordu. Zeynep Oral bu sorularda bazılarını şöyle formüle ediyordu: "Yılmaz Güney'in filmleri bugün nerede? Hangi ellerde toplandı? Toplandı mı, yoksa yakıldı, kül mü edildi?"

Yakılıp yok edildiyse, bunu yapanlar derhal açıklanmalı ve daha çok vakit kaybetmeden seferber olup, yabancı ülkelerde kopyaları bulup, yağaltıp, bunları ülkemize, ait oldukları yere getirtmelidir."

İthal malı, yerli filmler. Yurt içindeki Yılmaz Güney filmlerinin akıbetlerinin ne olduğu bilinmiyordu. Ancak yönetmenin Güney Filmcilik adına yaptığı on film dünya dağıtım hakları İsviçre'de Cactus Film şirketinin elinde bulunuyordu. Üçüncü Dünya ülkelerindeki ilerici, radikal sinema yapan yönetmenlerin filmlerine sahip çıkmasıyla tanınan Cactus Film'in temsilcileri, temmuz ayında bir dosya ile Belge Film'in sahibi Sabahattin Çetin'e ellerindeki Güney filmlerinin Türkiye haklarını satmak için teklif getiriyorlardı. Cactus Film'in elinde Güney'in; Aç Kurtlar, Zavallılar, Sürü, Düşman, Yol, Umut, Endişe, Arkadaş, Acı ve Umutsuzlar filmleri bulunuyordu.

Sabahattin Çetin ise Cactus Film'e verdiği yanıtta; şu anda Türkiye'de Yılmaz Güney'in filmleri üzerindeki yasağın kalkmasının kolay olmayacağını, ancak seçimleri beklemelerini öneriyordu. Çetin, konuyla ilgili Nokta'nın sorularını yanıtlarken de Güney'in filmlerinin ithali ve yasaklarıyla ilgili şunları söylüyordu: "Biz bu filmleri alırsak ithal etmiş olacağız. Tıpkı yabancı bir ülkeden, yabancı bir film alır gibi. Hazin bir çelişki. Güney'in yasaklarına gelince, ben bunun dönem yaşağı olduğu görüşündeyim. Ve öyle sanıyorum ki seçimden sonra daha demokratik bir ortama kavuşulacak ve bu dönemin son sayfaları da çevrilecektir."

Serhat ÖZTÜRK



Varto'da taş üstüne taş konulmadı

1966 yılında Varto'da taş taş üstünde bırakmayan depremden bu yana 21 yıl geçmesine ve devletin her yıl söz vermesine rağmen, köylüler hâlâ "yalnızca bir kişi için geçici olarak" yerleştirildikleri barakalarda yaşıyor ve umutla yeni evlerinin yapılmasını bekliyor.

"Duman, toz toprak ve elle-
rinde kazmalar, kürekler-
le önlerine çıkan her enkaz arasın-
da ceset arayan gözleri yaşlı insan-
lar... İşte felaket gecesi Varto'nun
genel görünüşü buydu... Varto art-
ık bir harabeler diyarı ve bahtsız
insanlar ülkesiydi."

1966 yılının 16 Ağustos'unda
Varto'ya giden "Hayat mecmuası-
nın özel muhabirlerinin intibaları"
böyle başlıyor, ölü sayısının, ilk ra-
kamlara göre 3 bin civarında oldu-
ğu duyurulduktan sonra, "Başve-
kil Demirel'in İzmir gezisini yanında
keserek Varto'ya gittiği" buruk
müjdesiyle sona eriyordu.

O zamandan bu yana tam 21 yıl
geçti. Bu süre içinde "mecmua"
dergi, "intiba" izlenim, "başvekil"
de başbakan oldu. Vartolulara ge-
lince; onlar devletin 21 yıl önce ver-
diği bir sözü tutmasını bekliyor hâ-
iâ. Artık kabuk bağlamış da olsa,
yaraların sarılmasını ve evlerinin
yapılmasını bekliyorlar umutla.

21 kez tutulmayan devlet sözü.
"1966 yılında deprem olduğunda,
ben Taşlıyaka köyünde ikâmet edi-
yordum. 20 kişilik nüfusumuz dep-
remde 10 kişiye indi. Felaketten bir
ay sonra Varto ilçe merkezine bu
barakaları yapmışlar. Bizi iç iskân-
na tabi tuttular. O zamanki devlet
yetkililerimiz bizlere dedi ki, "Me-
rak etmeyin, aç açık koymayız siz-
leri, bu barakalarda bir kişi kalacak-
sınız, baharla birlikte yeni evlerinin
yapılacak..."

Ama işte aradan bir değil, tam 21
kiş geçmişti ve değişen hiçbir şey
yoktu. O zamanlar 44 yaşında olan
Adıgüzel Çiçek bugün bu sözlerle
yakınığında 65 yaşındaydı ve ka-
labalık ailesiyle birlikte aynı bara-
kada oturmaya devam ediyordu.
1966'da 15 yaşında olan oğlu Ali
bugün 36 yaşına gelmiş, Adıgüzel
Çiçek, torununu da görmüştü ama,
işte bugüne kadar, devletin vaat et-
tiği evini görememişti.

Adıgüzel Çiçek'in iki oğlu, gelin-
leri, torunları, karısı ve kızıyla
oturduğu "fertinghaus" tipi bara-
kalar, adındaki gösterişe rağmen
herkesin bildiği barakadan farklı
değildi. Üstelik, toplam 48 metre-
karelik bu barakalar dörde bölün-
müştü ve her bölümde 8-10 kişilik
aileler oturuyordu. Her "daire"

2x3 metre karelik iki odadan oluşu-
yor, "daire"lerde tuvalet, banyo ve
mutfak bulunmuyordu. Adıgüzel
Çiçek'in, "Bir radyo aldık, dört aile
ortaklaşa dinliyoruz" biçiminde-
ki sözlerinin ne anlama geldiğini
anlamak için de barakanın dört böl-
lümünü ayıran duvarlara biraz da-
ha yakından bakmak gerekiyordu.
Bu "duvar"lar, 3 cm kalınlığında
suntaya benzer bir cins tahtadan
yapılmıştı ve radyo bir yana, içer-
deki hafif sesli konuşmaları bile ge-
çiriyordu. "Her bir çıkan sesi dört
aile de duyuyor" diyor Adıgüzel
Çiçek, "Ne mahremiyetimiz kaldı,
ne de insanlığımız."

Böyle safığa böyle kurnazlık!
Vartolular böyle samimi samimi
yaşar, her yıl politikacıların yeni bir
vaadine inanmak için kendilerini
zorlarken, yıllardan 1975 gelmiş. O
yıl devlet, aile başına 75 bin lira da-
ğıtıp "kendi evini kendin yap" ya
da kısaca E.Y.Y. yöntemini uygula-
maya koymaya karar vermiş.
Vermiş ama, bu kez karşısında her
köyü temsilen bir "vekil" bulmuş.
İşin bürokratik güçlüklerinden yıl-
lan köylüler, güvendikleri birini ve-
kil tayin edip onu devletin karşısı-
na çıkarınca olan olmuş. Vekillerin
bir kısmı "Böyle fırsat kaçarmı?"
deyip yatmış paraların üstüne. Bu
uyanık vekillerden biri halen uyus-
turucu madde kaçakçılığında tut-
uklu Hilmi Toplu, İlbey köyünde
yıkılan 48 konut için açılan malzeme
ve para kredilerinin tümünü,
köylülerden aldığı vekâletle çekmiş,
ama tek bir ev dahi yapmamış.
Köylülerin şikâyeti üzerine açılan
ceza davasında önce mahkûm olan
Hilmi Toplu, Yargıtay'da, vekâlet
aldığı için ceza davasına konu
olamaz" gerekçesiyle beraat edin-
ce bu dava benzer davalar için de
emsal teşkil etmiş ve köylüler, kap-
tırdıkları 75 bin liralara üzerine so-
ğuk su içmek zorunda kalmışlar.

Gene de vekilleri "helal süt
emmiş" köylüler vardı ve onlar
depremden 10 yıl sonra ev sahibi ol-
mayı başarmışlardı. Ne var ki bu
yolla oturulabilir bir konuta yerleş-
melerin sayısı çok fazla değildi. Ba-
yındırlık Bakanı Safa Giray'a veri-
len bir brifingte "yapılan konut"
kalemi, "konut ihtiyacı" kalemin-
den daha düşük görünüyordu. Üs-

4.10.87

telik, raporda adı geçen bazı konut
türlerinin ne kadarının gerçek
"konut" sayılabileceği ise çok tar-
tışmalıydı.

1983 yılına gelindiğinde ise, o za-
mana kadar "Saf saf paralarını
kaptırdık, çekin cezanızı" tutumu
içinde olan devletin, "büyüklük
bende kalsın" tavrıyla köylülere bu
kez kendisinin ev yapma kararı ver-
diği görülüyordu. Köylüler 8'er
milyon lira borç altına sokan bu ye-
ni girişim ise yöre şartlarına uygun
düşmediği için eleştiriliyordu. Ay-
nı zamanda mimar olan ve ara sta-
jını deprem konusunda yapan Var-
to Belediye Başkanı Hulki Şahin'e
göre, yapımına 1986'da başlanan
yeni evlerin en büyük hatası, çatı-
nın kiremitle kaplanmasıydı. Met-
relerce kar yağın bir yörede, böyle
bir çatı biriken karı çekemezdi. En
uygun çözüm, çatının sacla kaplan-
masıydı. "Deprem kirişi"nin atıl-
maması ve temelin 30 cm'de bira-
kılması ise öteki gariplikler arasın-
da yer alıyordu. Vartoluların müs-
takbel evleriyle ilgili bir başka şikâ-
yetleri ise, kanalizasyondur. İki ev
küçük bir çukura bağlanmıştı ve
işin garibi Varto Belediyesi'nin vi-
danjörü yoktu. Üstelik, Varto Be-
lediyesi'nin bütçesi müsait olmadığı
için vidanjör alımı da düşünül-
müyordu.

Her konuda dertli olan Vartolu-
ların evlerle ilgili olarak yetkililere
ulaştırmak istedikleri bir mesajları
daha vardı. "Duyduk ki bu bara-
kaları biz çıkınca yıkacaklarmış"
diyordu Vartolular, "Söyleyin yet-
kililere, biz bu barakaları tamir et-
tik, boyadık, çürütmedik. 20 sene
de içinde yaşadık. Bu kadar zaman-
da ailelerimiz genişledi nüfusumuz
arttı. Hiç değilse oğullarımız otu-
sun içinde. Açıkta kalmalarından
iyidir. Yıkmasınlar... Deyin ki yet-
kililere, acıyın Vartolulara, yıkmay-
ın barakaları."

Varto Kaymakamı Haluk İmga,
Vartoluların bu talebini kendisine
iletten Nokta muhabirine, aynı ta-
leplerin kendisinden geldiğini söy-
lüyor, durumu "üst makamlara"
ilettiğini belirtiyordu.



Varto'nun dep-
rem sonrası tarihi,
acılar ve boşa çı-
kan umutlarla do-
lu bir tarihti. Var-
to'da kırtasiyecilik
yapan Cemalettin
Çelebi şöyle özet-
liyordu bu tarihi:
"21 yıldır gelip gi-
den iktidarlar so-
runumuzu yalnız-
ca politik malzeme
kaynağı olarak
kullandılar. Geçir-
diğimiz felaket-
ten çıkar sağla-
yanlardan hesap
sorulmadı. En acı-
lı günlerimizde

yardım olarak gönderilen demir, çimento yüklü kamyonlar, Varto'da yüklerini boşaltmış gibi gösterip transit geçip gittiler. O zamanlar 2.5 lira borç para arayan kişiler vekil olarak ortaya çıktılar ve bugün milyonlarla, milyarlarla oynuyorlar."

Geçmiş yaşanmış, bitmişti. Vartolular hiç değilse bundan sonrası-
nı "insan onuruna yakışan bir konutta" yaşamak istiyorlardı, ama kafalarında da hiç atamaya-
cakları bir dert vardı: 5 yıl ödeme-
siz de olsa, 20 yıl vadeyle de olsa
8 milyonluk borç nasıl ödenirdi?
Bir de bu dert olmasaydı...

Güney, son kez beyazperdede

"Dünya sinemasında ender rastlanan, belki de örneği hiç olmayan bir kişilik. Politik, sosyal ve ulusal bir mit. Bunu vermeliydim filmimde. Ülkenin tarihi gelişiminin içinde, onu bütün karmaşıklığıyla ortaya koymalıyım." 5 Ekim Pazartesi günü Paris Sinematek'te ilk gösterimi yapılacak olan 1 saat 55 dakikalık belgesel filmin yönetmeni Claude Weisz böyle anlatıyordu filmi. Weisz'in sözünü ettiği mit Yılmaz Güney, ülke ise Türkiye' idi.

Sinemayla iç içe geçen bir yaşamın sonunda üç yıl önce kansere yenik düşerek sinema dünyasından ayrılan Yılmaz Güney, Fransız mektaşısı Weisz'in "Ona Çirkin Kral Derlerdi" adlı belgesel filmiyle bir kez daha sinemaya döndü. Filmin tamamlanabilmesi için Fransız televizyonu Audiovisuel Enstitüsü'nün ve Fransız Sinema Merkezi'nin desteklerinin sağlanması, montaj, seslendirme derken iki yıllık çalışmanın ardından çalışmalar sonuçlanmıştı. Ama bu sonuç aynı zamanda bir başlangıçtı da.

Cünkü, filmin ocak ayında piyasaya çıkacak olan video kasetlerinin satışından elde edilecek bütün gelirlerin, Güney'in mezarına bir anıt dikilmesi için ayrılacağını söylüyordu eşi Fatoş Güney. Mustafa Cengiz Yönetmen Weisz'le Yılmaz Güney Belgeseli üstüne Nokta için görüştü.

Nokta: Yılmaz Güney'le ne zaman tanıştınız?

Weisz: Yılmaz'ı ilk kez 1971 yılında Türkiye'de gördüm. Bir Macar sinema dergisinin, Türkiye Sineması sayısına malzeme toplamak için Türkiye'ye gelen bir Macar arkadaşımınla birlikte. "Umut"u yeni tamamlamıştı o sıralarda Yılmaz. O filmi bir yıl sonra Avrupa'da görebildim ancak. Bu benim seyrettiğim ilk Türk filmiydi. Daha sonra Türk sinemasıyla ilgili olarak hep onun filmlerini izledim. Sürü, Yol, Duvar gibi. Bunların içinde en çok sevdiğim Sürü oldu. Zamanda ve mekânda masalımsı bir yolculuktu o.

Nokta: Filmi hazırlarken nasıl bir yöntem izlediniz?

Weisz: Bu film çok çeşitli şekillerde yapılabilirdi. Çeşitli kişileri Yılmaz üzerine konuşturarak bir izlenim filmi gerçekleştirebilirdim, veya kronolojik bir sıralamayla anlatılabildim Yılmaz'ı. Bu ikisini de yapmak istemedim. Yılmaz'ı kay-

bolan sinema görüntülerinin içinden çıkartarak, kişiliğini ortaya koymak amacım. Bunu ülkesinin tarihi gelişimi içinde ele alarak gerçekleştirdim. Sonuçta tarihsel gelişimle, bir insanın kişiliği tek bir çizgi üzerine oturdu. Tarihi ele alırken, önemli dönüm noktalarının üzerine oturan basitleştirilmiş bir fon olarak yaklaştım. Ama sonuç hiç de öyle olmadı. Film, Yılmaz'ın bütün karmaşık kişiliğiyle birlikte Türkiye tarihinin de karmaşıklığına eşit ölçüde yansıtı.

Nokta: Hangi belgelere dayandınız çekim öncesinde?

Weisz: Filmde üç tip belge kullandım. Eski hikâyelerinden parçalar, Türkiye üzerine çekilmiş belgeseller ve Yılmaz'la ilgili belgeler. Belgeleri toplamak aylar sürdü, yeteri kadar belge toplayabildik. Hatta elimizde çok fazla malzeme vardı bile diyebilirim. Sadece filmin montajı altı ay sürdü.

Nokta: Tüm bu çalışmalar sonucunda Yılmaz Güney sizce nasıl biriydi?

Weisz: Yılmaz her şeyden önce politik bir kişilikti. Sinemayı da politikasının hizmetinde bir araç olarak kullanıyordu. Örneğin Reagan kötü bir ovuncuydu, sonra politi-

kaya girdi, başkan oldu. Yves Montand da önce iyi bir şarkıcıydı, sonra politikayla ilgilenmeye başladı. Yılmaz bunların tam tersiydi. O etrafında politik, sosyal ve ulusal çapta bir mit yaratmıştı, kitleleri cezbediyordu, peşinden sürüklüyordu. Böyle bir örneğe dünyada çok az rastlarsınız. Belki buna bir tek Jamaikalı şarkıcı Bob Marley örnek gösterilebilir.

Nokta: Filminizde Güney'in iç dünyasını fazla ele almamışsınız.

Weisz: Yılmaz'ın iç dünyası yok mu filmde? Yılmaz'ın iç dünyası ne ki? Nerede kendisi, nerede rol yapıyor, nerede bir mit, bunları ayırt edebilmek çok zor, hepsi iç içe geçmiş, çok karmaşık. Yılmaz'ı, Yılmaz yapan bu zaten. Ben bu karmaşık Yılmaz'ı gözler önüne serdim.

Nokta: Bir belgesel olmasına rağmen filmde dramatik bir gerilimin varlığı dikkati çekiyor...

Weisz: Yılmaz'ın kendisi bir gerilim. Filmlerinde inişli çıkışlı bir yılın duygu karmaşası, kin, nefret, sevgi hepsi bir arada, bir gerilimi oluşturuyorlar. Ben bu gerilimi onu anlatan bu filmde de sağladığımı düşünüyorum. Bir sinemacı olarak Yılmaz'a hep ilgi duydum. Onun gerçeğe bakışında benim kendi bakışımı buldum... Örneğin Fatoş benim yirmi yıl önce yaptığım "Emanuel'in Dört Mevsimi" filmimi gördüğünde çok etkilendi. O da fark etti bakışlarımızdaki ortaklığı. Ama şüphesiz benim bakışım onunki kadar uç noktalarda değil. Yılmaz'ın olaylara bakışında, gerçekçiliğinde hep bir hiciv, alay var.

Daha da sanat dünyasının Yılmaz Güney'e ilgisiz sürüyor.



Bütün hikâyelerinde bir mit'in ortaya çıkmasına yardımcı oluyor bu bakış. mit, masal ve gerçekçilikten oluşan, onların bileşeni bir bakış.

Nokta: Yakın tarihe ilişkin, böylesine tartışılan bir kişiyi konu ediren, objektif kalabildiğinizi düşünüyor musunuz?

Weisz: Tarihe bakışında objektif olmaya çalıştım elbette, ama asıl amacım Yılmaz'ı polemiklerin içinde boğmamaktı. Yılmaz hep polemiklere konu olmuş bir insan, ben onu anlatan bir filmde, polemikleri değil de, daha çok onu ön plana çıkartmaya çalıştım ve bunu objektif bir Türkiye tarihi içinde vermedim.

Nokta: Yılmaz Güney'in Cannes'da aldığı ödüle değinmemişsiniz...

Weisz: Evet bu ödülün hiç söz edilmiyor filmde. Yılmaz iyi bir sinemacı. Ödül almış almamış neyi değiştirir? ●



1154 yılında yapımına başlanan tarihi köprünün Dicle'nin sularına direnen ayakları Ilisu Barajı'na yenik düşecek.

"Hasankeyf kurtarılabilir"

Ankara Üniversitesi Dil, Tarih, Coğrafya Fakültesi Arkeoloji ve Sanat Tarihi Bölüm Başkanı Prof. Dr. Oluş Arık'ın başkanlığında 1985 yılında başlayan araştırmalar aralıklı olarak sürdürülüyor. Prof. Arık, Hasankeyf ile ilgili görüş ve önerilerini şöyle dile getirdi:

"GAP'ın 11. projesi olan Ilisu Barajı yatırım projesi olarak DPT tarafından onaylanmış durumda. Çalışmalarımızı ve önerilerimizi bir rapor etrafından toplayarak DPT'ye sunacağız. Barajın mutlaka Ilisu'da yapılması gerekiyorsa, bent bölümünde kot düşürülerek Hasankeyf'in sular altında

kılması önenebilir.

Hasankeyf, Suriye kültür çevresi ile İran-Asya medeniyet çevresinin bulunduğu bir istasyondur. Gerek Suriye, gerekse İran ve diğer İç Asya topluluklarına özgü mimarlık kültürünün, burada birbirine kaynaştırma denemesini bir laboratuvar canlılığı ile görebilmekteyiz.

Su probleminin çözümü için kayaların oyularak yaratıldığı teknolojik harikalar vardır. Koç Camii, Süleyman Camii, Ulu Camii gibi, bugün bir kısmı toprak üstünde ve bezemeleri görülebilen kalıntılardan anlaşıldığına göre, Artuklar ve Eyyubiler zamanında

da çok zengin, müzik, felsefe, minyatür hatta matematik, fizik çalışmaları yapılan bu bölgede, günümüze kalan eserler çok ilgi çekici bir çeşitliliğe sahiptir. Akkoyunlular da bu zenginliği devam ettirmiş, görkemli Dicle peşajına karşı sahip semtlerine eklemişlerdir. Onlardan kalan Zeynel Bey Türbesi, bugün Semerkant üslubunda Anadolu'da bilinen tek örnektir.

Böyle tarihi zenginlikler, 800-1000 yılda meydana gelir ama bu barajın ekonomik ömrü 70 yıldır, sonra çamur dolar. 70 yıllık bir kâr için geçmişimizdeki tüm maziyi süpürüp atmak medeniyete yakışmaz. Burası bin yıldır duruyor, sular altında kalmaz ise belki üç bin yıl daha duracak."

BİR TARİH HAZİNESİ: HASANKEYF

Bin yıllık tarih sular altında...

Mardin'e bağlı Hasankeyf bucağının yaklaşık 1000 yıllık bir tarihi var. Diyarbakır'dan Cizre'ye uzanan karayolu üzerinde Mardin ile Siirt illerine sınır çizen

Dicle Irmağı kıyısına kurulu bu bucak, eğer önlem alınmazsa ebediyen kaybedilecek. GAP'ın 11'inci projesi olan Ilisu Barajı tamamlandığında o koca tarihin bütün izlerini taşıyan belki de dünyanın en önemli tarih hazinelerinden biri olan Hasankeyf, sular altında kalacak. Ama bu kaçınılmaz olan tek son değil. Hasankeyf'i kurtarmak da mümkün. Yeter ki istensin ve bu evrensel değerın farkına varılsın.

Kurden bekennen sich zur Verschleppung

Irak: Italiener entführt

Nikosia — Ein Sprecher der „Patriotischen Union Kurdistans“ (PUK) unter Jalal Talabani hat am Dienstag bestätigt, daß kurdische Freischärler im Irak drei italienische Techniker entführt haben.

Die „Patriotische Union“ ist die zweitgrößte Befreiungsbewegung der Kurden im Irak. Sie hat für die Freilassung der drei Italiener drei Forderungen gestellt:

■ Umgehende Einstellung der italienischen Waffenlieferungen an den Irak durch Rom, vor allem der Export von Splitterbomben müsse gestoppt werden;

■ Lieferung von Medikamenten und anderer Hilfsgüter für Opfer und Obdachlose irakischer Angriffe mit chemischen Waffen gegen Kurden;

■ Italien müsse aufhören, im Golfkrieg Partei für den Irak zu ergreifen. Dies sollte den Abzug italienischer Kriegsschiffe aus dem Golf einschließen. (APA)

WIENER ZEITUNG, 16.10.1987

Mit den Iranern im Kampf gegen den Irak

Kurden auf dem Vormarsch

Von Ferdinand Hennerbichler

Die Kurden im Irak kämpfen derzeit in Großoffensiven gegen Bagdad wie zu Zeiten ihrer legendären Revolution um Autonomie 1961 bis 1975. Sie kooperieren dabei wieder mit den Persern, die sie vor zwölf Jahren in ihrem Freiheitskampf im Irak fallengelassen haben.

Die Kurden erobern im Irak zwar ganze Städte, sind aber nicht in der Lage, sie längere Zeit zu halten. Zuerst fiel ihnen in jüngster Vergangenheit die strategisch wichtige Stadt Rawanduz an der irakisch-iranischen Grenze in die Hände. Die Bevölkerung von Rawanduz hatte einen Volksaufstand gegen Pläne der irakischen Regierung gemacht, sie, wie Hunderttausende andere Kurden, in Krisengebieten auch zwangsumzusiedeln. Die Revolte hatte Erfolg.

Das Volk von Rawanduz stürzte die Lokalführer Bagdads und holte „Peschmergas“, kurdische Freiheitskämpfer, in die Stadt. Diese hielten Rawanduz in Eigenverwaltung der Kurden ein paar Wochen; zogen sich dann aber wieder in die Berge zurück.

Nördlich davon, in Khanimasi entlang der irakisch-türkischen Grenze, traten die Kurden dann aber zu einer Großoffensive an. Sie eroberten eine Reihe kleinerer Städte und Dörfer und brachten den Großteil des kurdischen Grenzgebietes zur Türkei unter ihre Kontrolle. Die irakische Armee versucht seither mit Hilfe

der Türken, die Kurden aus dieser Grenzregion zurückzuschlagen.

Südlich davon fochten sie um die Hauptstadt des irakischen Kurdistan, Erbil, erbitterte Schlachten gegen die Iraker. Die Iraker verloren jedoch diese Schlacht um Erbil. Die Kurden nahmen 600 Iraker gefangen, unter ihnen einen stellvertretenden Armeekommandanten. Mehr als 800 Menschen kamen ums Leben, die meisten davon irakische Soldaten.

In Südkurdistan wiederum haben die Kurden zwei große Angriffe unternommen. Zum einen haben sie 18 Militärstützpunkte der Iraker um die Universitätsstadt Sulaimania aufgerieben. Sulaimania gilt als intellektuelle Hochburg der irakischen Kurden und liegt nahe der iranischen Grenze.

Zum anderen haben die Kurden Kifri überrannt, eine Stadt mit rund 60.000 Einwohnern im Nordostirak. Kifri liegt 140 km nordöstlich von Bagdad und repräsentiert einen wichtigen Verkehrsknotenpunkt zwischen Sulaimania und dem Erdöl-

zentrum Kirkuk. Die Kurden haben in der Zwischenzeit auch Kifri wieder geräumt. Unter dauernder Kontrolle haben sie derzeit den Großteil ländlicher Berggebiete entlang der türkischen und iranischen Grenze.

Die irakische Armee schlägt gegen die Aufstände der Kurden vor allem mit Zwangsumsiedlungen in Wüstengebiete, Hinrichtungen und Angriffen mit chemischen Waffen zurück. Die irakischen Kurden selbst haben sich vor Monaten zu einem gemeinsamen Bündnis zusammengeschlossen. Unterstützung bekommt diese neue Allianz der irakischen Kurden vor allem von iranischen Revolutionsgarden. Teheran rüstet die irakischen Kurden auch mit Waffen aus. Die Stärke dieser Waffen hat aber bisher nicht ausgereicht, daß die Kurden etwa Kirkuk erobert und damit Bagdad den wirtschaftlichen Lebensnerv abgeschnitten hätten.

In den vergangenen Tagen haben die Kurden auch wieder Europäer entführt. Die „Patriotische Union Kurdistans“ brachte drei Italiener von zwei Mailänder Firmen in ihre Gewalt. Die Kurden verlangen für deren Freilassung einen Waffenlieferungsstopp Italiens an Bagdad, Medikamente und Hilfsgüter für Chemiebombenopfer sowie generell den Abzug der Italiener aus dem Golf.

Weizsäcker warnt die Türkei vor den Gefahren der Intoleranz

Rede bei der Entgegennahme des Atatürk-Preises in Ankara

Ankara (AP). Bundespräsident von Weizsäcker hat die türkische Regierung ermahnt, den Weg zur Demokratie fortzusetzen, die Menschenrechte zu achten und Toleranz gegenüber der kurdischen Minderheit zu üben. Bei der gestrigen Entgegennahme des Internationalen Atatürk-Friedenspreises im Opernhaus von Ankara äußerte der Bundespräsident zugleich den Wunsch, daß es der Türkei und Griechenland gelingen möge, wieder zu einem gutnachbarlichen Verhältnis der Verständigung und des Vertrauens zu finden. Es komme primär darauf an, den anderen zu verstehen, ihn nicht zu provozieren, seine Schwächen nicht auszunutzen, sondern ernsthaft die gute Nachbarschaft zu suchen.

Weizsäcker bescheinigte dem bei der Verleihung anwesenden türkischen Staatspräsidenten Evren, den Zeitplan für die Rückkehr zur Demokratie eingehalten zu haben. Der erzielte politische und wirtschaftliche Fortschritt erfülle ihn mit Respekt.

Ohne den Konflikt zwischen Türken und Kurden direkt beim Namen zu nennen, äußerte Weizsäcker Verständnis für Sorgen vor Bestrebungen, die gegen die Integrität der türkischen Nation gerichtet seien. Zum inneren Frieden einer Nation gehöre das durch Toleranz und gegenseitigen Respekt geprägte Zusammenleben ihrer verschiedenen Volks- und Glaubens-



Der türkische Präsident Evren empfing in Ankara Bundespräsident von Weizsäcker.

Fortsetzung Seite 7, Spalte 1 und 2

Weizsäcker erhielt Atatürk-Preis

Fortsetzung von Seite 1

gruppen, allerdings nicht weniger Treue zu Recht und Verfassung des eigenen Staates.

Demokratie müsse sich bewähren, wenn es um eine rechtsstaatliche und menschenwürdige Behandlung von Gefangenen in der Untersuchungshaft und im Strafvollzug gehe, betonte Weizsäcker. Die „kritische Sympathie“ der europäischen Partner der Türkei für die demokratische Entwicklung des Landes gründe sich auf die Erkenntnis, daß Frieden und Gerechtigkeit untrennbar seien.

Weizsäcker äußerte sich auch zum islamischen Fundamentalismus. Er bezeichnete den „Rückzug auf einen Kern innerer Rechtgläubigkeit“ als Antwort auf das Gefühl der Bedrohung traditioneller Wertvorstellungen durch die technisch-industrielle Zivilisation als „verständliche, aber gefährlich“. Die Antwort auf ungelöste Probleme könne nicht darin bestehen, das Rad der Geschichte zurückzudrehen. Die Entwicklung in Richtung auf eine moderne Industriegesellschaft sei unumkehrbar.

Der Bundespräsident kündigte an, daß er die Hälfte des mit umgerechnet rund 23.000 DM dotierten Preises im Sinne von Kemal Atatürk einer privaten Berliner Initiative zur Förderung der Berufsausbildung junger türkischer Frauen

geben werde. Mit der anderen Hälfte wolle er ein Forschungsprojekt der Universität Ankara unterstützen, das sich mit den geistig-kulturellen und wissenschaftlichen Verbindungen der Türkei mit dem Westen nach dem Zweiten Weltkrieg befasse.

Verlegung des Wahltermins

Ankara (Reuters). Die in der Türkei regierende Mutterlandspartei hat einen Gesetzentwurf für den Aufschub der Parlamentswahl vom 1. auf den 29. November vorbereitet, um die innenpolitische Krise nach der Ablehnung des Termins durch das Verfassungsgericht zu beenden. Die Vorlage soll am Freitag auf einer Sondersitzung des Parlaments debattiert werden, in dem die Partei von Ministerpräsident Özal über 249 der 400 Sitze verfügt.

Die oppositionelle Sozialdemokratische Volkspartei (SDPP), die das Verfassungsgericht gegen Özals Entscheidung angerufen und damit die Krise ausgelöst hatte, kritisierte den neuen Entwurf. Die Vorlage sei insgesamt nicht akzeptabel. Die Partei wünsche demokratische Wahlen. Das bedeute, daß allen Parteien Gelegenheit gegeben werden müsse, die Aufstellung ihrer Kandidaten 75 Tage vor dem Wahltermin abzuschließen

türkische Pressekommentare zur Rede Bundespräsident Weizsäckers geäußert, die dieser am Vortag bei der Verleihung des Atatürk-Friedenspreises gehalten hatte. Evren sagte, diese Berichte beruhten offensichtlich auf ungenügender Information. Er bestritt auch, daß er Weizsäcker um Änderungen in seiner Rede gebeten habe. Ein solcher Eingriff sei weder möglich noch mit der internationalen Etikette vereinbar.

Die konservative Zeitung „Tercüman“ und die liberale „Milliyet“ hatten berichtet, das türkische Außenministerium sei unzufrieden mit der Rede gewesen, selbst nachdem sie auf Bitten abgemildert wurde. Insbesondere Äußerungen des Bundespräsidenten über die Menschenrechte und über die Berücksichtigung ethnischer Minderheiten hätten führende Politiker der Türkei verstimmt, hieß es.

„Taktlosigkeit bei der Preisverleihung“ lautete die Schlagzeile von „Tercüman“. „Milliyet“ sah eine „türkisch-deutsche Abkühlung“.

Die Kritik entzündete sich vor allem an Weizäckers Erklärung, daß eine Demokratie durch menschliche und der Verfassung entsprechende Behandlung von Untersuchungshäftlingen oder Gefangenen beweisen müsse, was sie wert sei. Weiter wurde die Feststellung bemängelt, wonach die Koexistenz der verschiedenen ethnischen und sozialen Gruppen auf der Grundlage der Toleranz und des wechselseitigen Respekts für die Harmonie im Staat erforderlich sei. Dies war eine offenkundige Anspielung auf das Kurdenproblem.

10.10.1987

Irak soll erneut chemische Waffen eingesetzt haben

Manama (Reuters). Irak soll nach iranischen Angaben im Golfkrieg erneut chemische Waffen eingesetzt haben. Radio Teheran meldete gestern, in der Nähe von Sumar am nördlichen Frontabschnitt seien dabei am Donnerstag rund 100 Menschen getötet und zahlreiche weitere Personen verletzt worden. Der iranische Außenminister Velayati habe eine Botschaft an den UNO-Generalsekretär gesandt und ihn gebeten, die Angelegenheit im Sicherheitsrat zur Sprache zu bringen. Die UNO solle Experten in das Gebiet senden, um den Einsatz der C-Waffen nachzuprüfen. Noch am Donnerstag hätten Spezialeinheiten begonnen, das Gebiet zu enteuchen.

Ein irakischer Militärsprecher bestätigte, daß ein Angriff stattgefunden habe. 64 Kampfflugzeuge hätten die Gegend 130 Kilometer nördlich von Bagdad angegriffen, um einem irani-

„Schmutziger Krieg“ in Kurdistan

Phosphorbomben auf Dörfer / Umsiedlungen / Von Wolfgang Günter Lerch

FRANKFURT, 25. Oktober. In der irakischen Führung wird schon seit einiger Zeit darüber gestritten, wie man auf dem Nebenschauplatz des Golfkrieges, in Kurdistan, den Widerstand der bewaffneten Kurden am erfolgreichsten brechen könne. Seit Anfang Mai dieses Jahres verfolgt die irakische Armee im Nordosten des Landes, wie Exil-Kurden berichten, eine Taktik der „verbrannten Erde“. Zentrum dieser Aktionen sei das Gebiet um Sulaimanija östlich von Mossul. Sulaimanija ist eine Hochburg der Anhänger Dschalal Talabanis, des Führers der linksgerichteten Patriotischen Union Kurdistans (PUK), die sich zusammen mit den eher konservativen Barzani-Kurden auf die Seite Teherans geschlagen hat. Die irakische Armee hat im Sommer schwere Angriffe gegen kurdische Dörfer in der gebirgigen Region gerichtet und dabei Hunderte von Dörfern entlang der größeren Straßen seien „ausgelöscht“ und „ausstrahlt“ worden, heißt es von kurdischer Seite. Was die Waffen nicht geschafft hätten, habe man mit Bulldozern besorgt.

Talabani war noch bis vor zwei Jahren ein Gegner Chomeinis gewesen, hatte dann jedoch die Fronten gewechselt. Im Oktober 1986 kam es zur ersten gemeinsamen Aktion von iranischen Revolutionsgardisten und Talabani-Kurden gegen irakische Öleinrichtungen bei Kirkuk. Im Frühjahr dann beschloß Bagdad, einen schärferen Kurs zu steuern. Systematisch wurden kurdische Dörfer entvölkert, die Bewohner „umgesiedelt“. Nach Angaben irakischer Kurden leben heute kurdische Dorfbewohner in einem umfangreichen Lager zwischen Mossul und Erbil. Andere Dörfler habe man jedoch an das andere Ende des Irak verschleppt, in die Wüstengebiete nahe der jordanischen oder der saudi-arabischen

Grenze. Die schweren Angriffe auf Dörfer hätten das Ziel gehabt, die Kurden von ihren Wohnsitzen zu vertreiben.

Allerdings hat sich der Widerstand kurdischer Gruppen eher noch verschärft. Die französische Tageszeitung „Le Monde“ berichtete unlängst, die Regierung in Bagdad habe deshalb sogar Einheiten der persönlichen Garde Saddam Husseins in das Kurden-Gebiet schicken müssen. Dies habe zu einer vorübergehenden Schwächung der Sicherheit Bagdads beigetragen; Kurden hätten dort Anschläge begangen, die man zunächst der fundamentalistischen Da'wa-Partei angelastet habe.

Widerspruch gegen das brutale Vorgehen der irakischen Armee kam schließlich von Izzet Ibrahim, dem Stellvertreter Saddam Husseins, Mitglied im Revolutionären Kommandorat. Man müsse „menschlichere“ Formen des Kampfes mit der Patriotischen Union Kurdistans und anderen Peshmerga-Gruppen finden, sagte Ibrahim. Nach bisher unbestätigten Meldungen soll der Urheber jener Taktik der „verbrannten Erde“ (die übrigens schon früher gegen die Kurden angewendet wurde) seines Amtes enthoben worden sein. Es handele sich um einen Cousin des Präsidenten, Ali Hassan al Madschid.

Verglichen mit der Situation in der Türkei, in Syrien oder in Iran, genießen die irakischen Kurden seit Einrichtung des Regionalparlaments im Jahre 1980 mehr Rechte und Freiheiten als sonst irgendwo. Sie können ihre Sprache sprechen und in ihr publizieren, es gibt kurdische Schulen und Hochschulen. Allerdings verhindert der Druck der Zentralregierung in Bagdad eine wirkliche Autonomie; auf lange Sicht, so sagen Kurden-Vertreter, sei eben doch an eine Assimilierung des kurdischen Volkes an die arabische Mehrheit gedacht.

S.14

Terror gegen Kurden.

wgl. Die jüngsten Ereignisse im Persischen Golf haben fast in Vergessenheit geraten lassen, daß der Krieg zwischen dem Irak und Iran Nebenschauplätze hat, auf denen erbittert gekämpft wird. Einer davon ist das wilde Kurdistan im Norden des Irak. Die auf ihre Freiheit bedachten Kurden – für alle Herrscher der Region seit drei Jahrtausenden ein Problem – wollen den historischen Kampf zwischen arabischen Nationalisten und islamischen Visionären zu ihren Gunsten ausnutzen. Sie glauben, daß der Perser Chomeini am längeren Hebel sitze und ihnen beim Sturz des verhaßten Baath-Regimes helfen könne. Im Irak haben die Kurden mehr Rechte als anderswo; warum also der Haß auf die Zentralregierung in Bagdad? Nirgendwo sind die Regierungstruppen so scharf gegen Kurden vorgegangen wie im Irak, selbst in der Türkei nicht. Allein in den vergangenen Monaten wurden wieder einmal Tausende von Kurden in Wüstengebiete umgesiedelt, auf ihre Dörfer fielen Phosphor-Bomben. Der Terror war so stark, daß selbst Mitglieder der Baath-Führung am Tigris dem Morden nicht länger zusehen wollten und nach „menschlicheren“ Methoden riefen. Doch an sie zu glauben, fällt den Kurden schwer.

il manifeste

TELEGRAMME DE BREST

Libération

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La République des Pyrénées

DIE BRÜCKE

Midi
Nouveau Journal

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТНА**

Le Monde

LYON MATIN

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

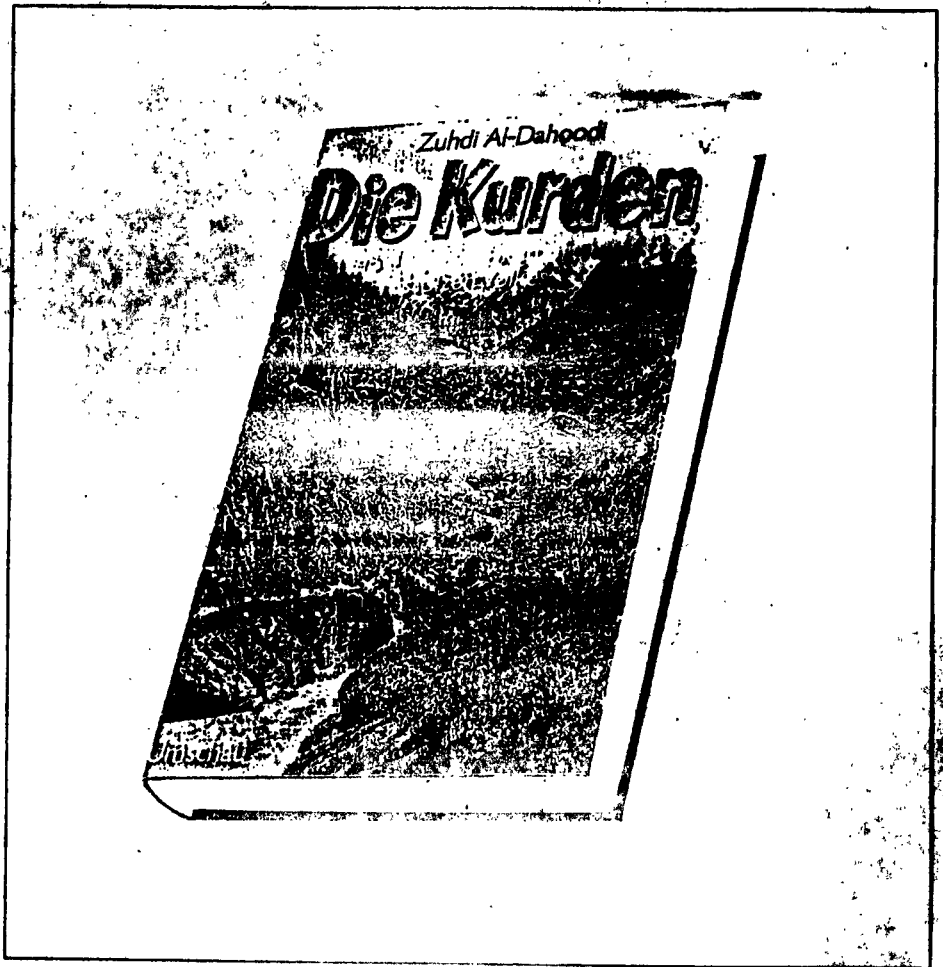
Télérama

FINANCIAL TIMES



DER AUTOR:

Zuhdi Al-Dahoodi, 1940 in Tuz, Irak, geboren. 1961–63 Grundschullehrer in Irak, 1967–72 Studium an der Fakultät für Philosophie und Geschichtswissenschaft an der Universität Leipzig, 1976 Promotion zum Dr. phil. Lehrtätigkeit an den Universitäten Mousul, Irak, Benghazi, Libyen und heute in Leipzig. Zahlreiche Veröffentlichungen, darunter „Der Orkan, Erzählungen“, 1962, „Ein Mann überall, Roman“ 1974, „Die Lilien, die nicht sterben, Erzählungen“ 1978 und „Rückkehr in den Schatten, Roman“ 1987.



KURZTEXT:

Die Geschichte eines alten Volkes, das sich seit mehr als fünfhundert Jahren verzweifelt gegen fremde Beherrschung wehrt, fundiert und ohne Polemik, aber mit politischer Brisanz von einem Betroffenen erzählt.

ZIELGRUPPE:

Für alle, die an der Geschichte und Kultur dieses Volkes im Nahen Osten interessiert sind, die mehr als eine kurze Zeitungsmeldung über Kurdistan zur Kenntnis nehmen wollen.

Das größte Volk der Erde – 20 Millionen Menschen – ohne eigenen Staat. Schätzungsweise leben sie über die Staatsgebiete der Türkei, des Iran, des Irak, Syrien und der Sowjetunion ausdehnt, rund 20 Millionen Kurden, hinzu kommt eine große Zahl in China, Indien, Libanon und Afghanistan lebenden kurdischer Stämmen. Der Autor **Zuhdi Al-Dahoodi** bringt uns dieses Volk näher, vermittelt woher sie kommen, welche Sprache sie sprechen, welchen Religionsgemeinschaften sie angehören.

Wir haben uns an Zeitungsmeldungen gewöhnt, in denen von der Bombardierung kurdischer Dörfer, von Strafexpeditionen und von der Hinrichtung kurdischer Aufständischer berichtet wird. Hintergründe der ungelösten kurdischen Frage werden offengelegt. Die historische, geologische und strategische Bedeutung der kurdischen Region, die Interessen der Großmächte, die Vielzahl der kurdischen Bewegungen – all diese Faktoren tragen seit Beginn des 19. Jahrhunderts dazu bei, daß die Kurden bisher keine Autonomie erlangen konnten. Al-Dahoodi erzählt uns von einem traditionsreichen Volk, das sich in seinem Überlebenskampf den Stolz bewahrt hat.

BIBLIOGRAPHIE:

Zuhdi Al-Dahoodi:

Die Kurden

Der Überlebenskampf eines stolzen Volkes

Ca. 200 Seiten mit zahlreichen Abbildungen in Farbe und Schwarzweiß.

Gebunden mit Schutzumschlag

Ca. DM 39,80

Format: 17 x 24 cm

ISBN 3-524-69067-X

Auslieferung: Oktober 1987

SCHWERPUNKT-TITEL

Amnesty international

La semaine du prisonnier d'opinion Recep Marasli (Turquie)

Recep Marasli, kurde, a été condamné à un total de trente-six ans de prison, pour ses livres sur la minorité kurde de Turquie, pour « activités séparatistes », et pour la défense qu'il a présentée devant le tribunal.

La communauté kurde compte environ huit millions d'individus en Turquie, mais elle n'est pas officiellement reconnue. Elle ne peut donc bénéficier d'une identité culturelle distincte, et l'usage public de la langue kurde est interdit.

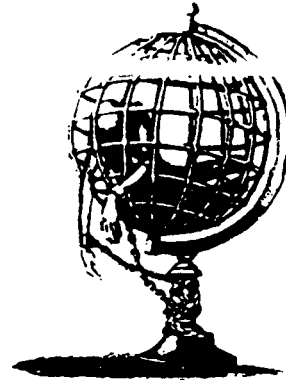
Recep Marasli, éditeur, âgé de trente et un ans, a commencé sa carrière en 1975 aux éditions Komal, spécialisées dans les livres sur l'histoire, la culture et la situation actuelle de la minorité kurde en Turquie. En 1979, après avoir été, l'année précédente, arrêté et détenu huit mois pour ses activités professionnelles, il a acheté les éditions Komal. En 1980, après l'instauration de la loi martiale, cette entreprise a été fermée.

De nouveau arrêté en janvier 1982, il a, depuis, été reconnu coupable par différents tribunaux militaires d'Istanbul et de Diyarbakir pour les mo-

tifs suivants : « Affaiblissement du sentiment national », « insulte à la stature morale de la Grande assemblée nationale et des forces de sécurité », « insulte à la mémoire d'Ataturk », « incitation au séparatisme », et « tentative de création d'un État indépendant sur des territoires se trouvant sous la souveraineté de l'État turc », et condamné à un total de trente-six ans, à effectuer consécutivement. Toutes ces décisions ont été confirmées en appel par la cour militaire.

Recep Marasli fait partie des 48 000 prisonniers politiques et plus qui ont été condamnés à l'issue de procès inéquitables par des tribunaux militaires depuis l'instauration de la loi martiale en Turquie. Il a fait plusieurs fois la grève de la faim et serait malade.

Écrire une lettre courtoise demandant la libération immé-



diatement et sans condition de Recep Marasli, à l'adresse suivante :

Son Excellence Turgut Ozal
Premier ministre
Basbakanlik
Ankara
Turquie.



04.11.1987

COMPLAINTE KURDE. Une cinquantaine de militants du Front de libération nationale du Kurdistan ont occupé hier matin les locaux de l'agence de presse ouest-allemande DPA à Paris. Les occupants demandent au gouvernement ouest-allemand de leur restituer 700 000 marks qui auraient été saisis aux domiciles de plusieurs nationalistes kurdes au cours d'une série de perquisitions opérées en juillet dernier en RFA. Ils ont quitté les lieux sans résistance à 17h45.

AGENCE FRANCE PRESSE

03.11.1987

Turquie-france-justice

L'accusation requiert l'acquittement pour le guide français accusé de propagande pro-arménienne et pro-kurde

ANKARA, 3 nov (AFP) - Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a déclaré mardi, faute de preuves suffisantes, l'acquittement du guide français Michel Caraminot, accusé d'avoir tenté d'affaiblir les sentiments nationalistes turcs, et a demandé qu'il ne soit pas poursuivi pour son départ clandestin de Turquie, a-t-on appris mardi de source bien informée.

Michel Caraminot, 30 ans, avait été arrêté, après un premier interrogatoire le 17 juin dernier par un tribunal de Sanliurfa (sud-est de la Turquie), sur dénonciation d'un accompagnateur turc l'accusant de propagande pro-kurde et pro-arménienne. Il a quitté clandestinement la Turquie 12 jours après l'audience du 5 octobre dernier, qui lui avait accordé une mise en liberté provisoire assortie d'une assignation à résidence à Istanbul jusqu'au verdict définitif.

Le procureur a déclaré dans son réquisitoire que "les témoignages contradictoires de l'accompagnateur turc ne constituaient pas des preuves et qu'il n'existait pas d'autres pour condamner M. Caraminot".

Le procès a été reporté au 31 novembre prochain pour la plaidoirie de la Défense, a indiqué la même source.

Lors de la quatrième audience du procès ouvert le 25 août dernier, l'avocat de la Défense a souligné que l'article du code pénal turc prévoyant des peines contre toute personne ayant affaibli les sentiments nationaux turcs n'existait dans aucun pays européen.

«MÉDECINS DU MONDE»

UN MOIS CHEZ LES KURDES IRANIENS

Patrick Faure, interne en orthopédie à l'hôpital Lapeyronie rentre d'une mission médicale à la frontière Iran-Irak. Il n'a qu'un espoir, retourner très vite prodiguer des soins aux combattants.

CETTE mission, la première, le jeune médecin l'attendait et c'est sur ses congés annuels qu'il a passé un mois, du quinze juillet au quinze août dans un hôpital de campagne bâti dans un no man's land où s'est installé le «Daftar», quartier général du P.D.K.I. (Parti démocratique Kurd-Iranien) que dirige le secrétaire général le docteur Ghassemlou. Autour de ces structures de fortune, les populations civiles réfugiées se sont amassées. Trois, voire quatre interventions par jour, parfois lourdes, des consultations pour les combattants et les civils, «c'est dur mais c'est passionnant et la vie reste supportable grâce à l'hospitalité et à la gentillesse des Kurdes» explique Patrick Faure. Reste que les soldats ont cinq ou six jours de marche avant d'atteindre l'hôpital, et que certains, en particulier ceux touchés au ventre, meurent en route.

Assurer une formation

C'est par une équipe de Marseille que Patrick Faure de «Médecins du Monde» a été contacté. Cet hôpital, créé par l'Association en 1985, il en connaissait l'existence et savait qu'il fonctionnait en continu avec une équipe de deux ou trois médecins par mois, assistés de personnel médical et paramédical la plupart du temps formé sur place. «Il est indispensable poursuit Patrick Faure d'assurer une formation parmi les populations, qui apprécient cette action.

Des Kurdes, devenus ses amis, il parle avec fougue et refait un peu l'histoire de ce peuple opprimé. Passés sous la domination perse au VI^e siècle et arabe à partir du XVII^e, ils ont ensuite subi le joug ottoman. Après la première guerre mondiale l'empire kurde est démantelé et rattaché aux nouveaux pays, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

«Leur problème c'est qu'ils ne sont acceptés nulle part, parce qu'ils veulent être reconnus à part entière avec toutes leurs spécificités».

En 1947, ils fondent le P.D.K.I. d'Iran, pour obtenir leur indépendance tout en continuant à se battre. «C'était sous le règne du Shah Mohamed Palaviz». En 1978, l'ayatollah Khomeini leur fait des promesses, notamment au niveau de leur autonomie, aussi les Kurdes font-ils partie des opposants du régime. Quand Khomeini prend le pouvoir, un an après, il fait fi de ses engagements et lance sa milice qui massacre 10.000 femmes et enfants kurdes. Depuis les Kurdes résistent et se battent contre l'irrésistible ayatollah.

Garder l'espoir

Le P.D.K.I. qui dispose de plus de quinze mille «Peshmergas» ou combattants qui vont au-devant de la mort mène une guerrilla sans merci contre les forces iraniennes, au point de paralyser 250 000 soldats! A leur tête un

ancien professeur de Sciences Politiques, qui a fait ses études à Prague, le docteur Ghassemlou. Ce chef, vénéré par ses hommes, poursuit un double objectif, l'autonomie et la reconnaissance du peuple kurde au sein d'un Iran démocratique.

«Déjà ajoute le Médecin du Monde, un mouvement est né, composé d'Iraniens non Kurdes, qui se sont joints au P.D.K.I., en qui ils mettent tout leur espoir. Un espoir que le docteur Ghassemlou entretient avec une énergie sans faille».

Les Médecins du Monde qui ne peuvent ignorer la situation, sont là pour former des secouristes parmi les combattants, mais surtout pour effectuer les soins dans de bonnes conditions matérielles.

«Il arrive que nous ayons à faire appel à notre imagination, par exemple pour «fabriquer» un scialytique à l'aide d'ampoules de fort voltage, mais cela aussi fait partie de cette merveilleuse aventure, celle de sauver des vies humaines à l'autre bout du monde».

Patrick Faure n'a pu une vie, retourner chez les Kurdes où il compte désormais de nombreux amis



▲ Dans un no man's land, l'hôpital créé sur des plans de «Médecins du Monde». Des hommes kurdes se reposent avant de repartir.

Mia ROMERO

LE COURRIER DE

L'OUEST

05.11.1987

Acquittement requis pour le guide nantais

ANKARA. — Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat de Divarbakir (sud-est de la Turquie) a requis mardi l'acquittement des deux accusés, l'acquittement du guide nantais Michel Caraminot, accusé « d'avoir tenté d'affaiblir les sentiments nationaux turcs ».

Le procureur a également demandé qu'il ne soit pas poursuivi pour son départ clandestin de Turquie.

Michel Caraminot, 30 ans, avait été arrêté sur dénonciation d'un accompagnateur turc l'accusant de propagande pro-kurde et pro-arménienne. Il a quitté clandestinement la Turquie 12 jours après. L'audience du 5 octobre dernier, qui lui avait accordé une mise en liberté provisoire assortie d'une assignation à résidence à Istanbul jusqu'au verdict définitif.

AGENCE FRANCE PRESSE

05.11.1987

Les locaux de la chaîne ZDF à Paris occupés pendant six heures par des Kurdes

PARIS, 5 nov (AFP) — Une cinquantaine de militants du Front de Libération nationale du Kurdistan (ERNK) ont occupé jeudi pendant six heures, de 11h30 à 17h30, les bureaux parisiens de la chaîne de télévision ouest-allemande ZDF, 4 rue Goethe (16^e), a-t-on appris auprès de la préfecture.

Les occupants se sont dispersés sans incidents et la police n'est pas intervenue, a-t-on précisé de même source.

Mardi dernier, une cinquantaine de militants de l'ERNK avaient déjà occupé pendant plusieurs heures les bureaux parisiens de l'agence de presse ouest-allemande DPA.

L'ERNK accuse les autorités ouest-allemandes d'avoir saisi 700.000 marks et 152 objets précieux lors d'une série de perquisitions opérées le 27 juillet dernier en RFA, notamment à Cologne. Dans un communiqué diffusé à Paris, l'ERNK affirme que ces fonds et ces objets appartiennent au «siège central du Comité du Kurdistan à Paris».

REFORME

14.11.1987

Lettre ouverte au Président de la République

Agence France Presse 07.11.1987

Sommet-Kurdes

Appel de cinq organisations kurdes au sommet d'Amman contre l'Irak

DAMAS, 7 nov (AFP) - Cinq organisations kurdes basées à Damas ont appelé samedi le sommet arabe extraordinaire qui commence ses travaux à Amman à "intervenir auprès du gouvernement irakien en faveur du peuple kurde exposé à des massacres, à des opérations de déplacement de populations et au génocide".

Dans un communiqué publié à Damas, ces organisations affirment que "le régime irakien a eu recours neuf fois, depuis mars 1987, à l'usage des armes chimiques et du gaz asphyxiant" contre les agglomérations kurdes dans le nord de l'Irak. "2.920 villages ont été détruits, 748 écoles fermées et 15.000 élèves sont privés d'enseignement", ajoutent-elles.

Le communiqué est signé du Parti Socialiste Kurde, de l'Union Patriotique de Kurdistan, du Parti Socialiste de Kurdistan irakien, du Parti Démocratique du Peuple Kurde et du Parti Démocratique de Kurdistan irakien.

Agence France Presse 21.11.1987

Iran-Irak

Plus de 2.000 Irakiens tués au Kurdistan irakien, selon Téhéran

PARIS, 21 nov (AFP) - Plus de 2.000 soldats irakiens ont été tués lors d'une nouvelle opération, nommée Nasr-8, lancée par les Gardiens de la révolution iraniens vendredi à l'aube dans le nord-est de l'Irak, a annoncé samedi Radio-Téhéran captée à Paris.

L'opération, menée par les forces terrestres des Pasdaran autour de Mawat, (province de Suleimaniyeh -Kurdistan d'Irak-), a permis de "libérer" quelque 30 km2 de territoire irakien et de prendre le contrôle de huit hauteurs et de plusieurs postes des forces de Bagdad, selon la radio.

Plusieurs unités de l'armée irakienne, notamment de la Garde présidentielle, ont subi des pertes très lourdes, avec plus de 2.000 tués, dont un nombre important d'officiers et de gradés, et 250 prisonniers.

Des dizaines de véhicules, de blindés, des armes et des munitions ont également été détruits ou saisis depuis le déclenchement de Nasr-8, a ajouté la radio selon laquelle les combattants iraniens contrôlaient complètement samedi soir les positions conquises et empêchaient tout mouvement ennemi dans le secteur.

Nasr-8 a été lancée en "réponse des Pasdars à la mobilisation lancée par les autorités iraniennes et en représailles à la répression exercée contre les Kurdes irakiens par le régime de Bagdad", a précisé la radio. La précédente opération de cette série, Nasr-7, dont Bagdad n'avait pas fait état, avait été menée début août dans le nord de l'Irak, selon Téhéran.

Agence France Presse 21.11.1987

Irak-Kurdes

25 Kurdes exécutés par l'armée irakienne, selon l'UPK

PARIS, 21 Nov (AFP) - Vingt-cinq Kurdes habitant la ville de Shaqlawa, au nord est d'Erbil, au Kurdistan irakien, ont été exécutés mercredi dernier sans jugement par l'armée irakienne, a affirmé samedi à l'AFP un porte-parole à Paris de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK).

Leurs maisons ont été détruites et les familles ont été empêchées de les enterrer religieusement, a encore déclaré ce porte-parole du mouvement dirigé par Jalal Talebani. L'UPK combat le gouvernement central de Bagdad et est l'allié de Téhéran.

L'UPK affirme également que les autorités irakiennes s'apprêteraient à transférer les services publics de Shaqlawa, une ville de quelque dix mille habitants, avant de forcer la population à l'évacuer pour la détruire.

Une grande tension règne au Kurdistan irakien depuis le printemps dernier. L'armée irakienne avait procédé à cette époque à une campagne de destruction de villages le long des grands axes routiers, transférant la population notamment vers la frontière jordanienne, selon des sources diplomatiques à Bagdad.

Ces opérations avaient cessé à la fin de l'été.

L'UNION

05.11.1987

Reims : les Kurdes

en Syrie

REIMS - La plupart des consulats ouest-allemands d'Europe ont été occupés, hier, par des partisans kurdes. A travers cette action, les manifestants entendaient alerter l'opinion publique sur ce qu'ils qualifient de « collaboration entre les Etats turc et ouest-allemand dans la répression contre leur communauté. »

Ainsi, le vice-consulat allemand de Reims a été envahi, hier, très pacifiquement au domicile de l'occupant, par une trentaine de Kurdes

Iran-Irak prev-flt1

Offensives dans le Kurdistan irakien et mobilisation en Iran

Par PIERRE TAILLEFER

PARIS, 23 nov (AFP) - Les forces iraniennes ont lancé deux offensives au Kurdistan irakien en quatre jours, alors que la mobilisation en Iran a pris, lundi, un tour plus autoritaire avec l'enrôlement obligatoire de plusieurs promotions d'étudiants, une mesure sans précédent en sept ans de guerre avec l'Irak.

Le 13 novembre les autorités iraniennes, fortes de l'accord de l'ayatollah Khomeiny, décrétaient une campagne de mobilisation exceptionnelle et exigeaient des Iraniens qu'ils contribuent financièrement à l'effort de guerre.

Deux opérations ont déjà été lancées au Kurdistan, Nasr-8 vendredi, dans la région de Mawat, Nasr-9 dimanche à la frontière nord-est de l'Irak. Depuis vendredi, 5.700 Irakiens ont été mis hors de combat, 285 capturés, selon les communiqués de Téhéran.

Quelques hauteurs sont passées sous contrôle iranien, affirment ces communiqués. Cette éventuelle poussée iranienne ne peut cependant avoir qu'une ampleur et une portée limitées, soulignent des experts militaires, car la neige commence à bloquer les rares vallées du Kurdistan.

PARIS - Les objectifs de Nasr-9 sont, selon Téhéran, de couper les routes de communication des groupes d'opposition iraniens avec l'Irak et de "faciliter la lutte du peuple irakien contre le régime de Bagdad", la zone de Haj Omran étant l'ancien fief des kurdes du PDK (parti démocratique du Kurdistan irakien) de Massoud Barzani, allié de l'Iran.

C'est justement près de Haj Omran, près de Piranchahr, que l'"Armée de Libération Nationale Iranienne (ALNI)", l'organisation militaire des Moudjahedine du Peuple, affirme avoir lancé dimanche matin une "importante" opération faisant "1000 tués et blessés" dans les rangs des forces régulières de Téhéran. Bagdad a fait état pour la première fois lundi soir de l'opération des opposants iraniens.

L'ALNI compte quelque dix mille hommes et femmes basés en Irak où ils bénéficient du soutien des autorités, selon des sources diplomatiques à Bagdad.

Ses opérations de harcèlement sur la frontière lui permettent notamment de faire diversion pour faire entrer ou sortir d'Iran ses militants, selon des sources proches des Moudjahedine.

PARIS - Les médias de Téhéran donnent le maximum de retentissement aux combats du nord du front pour accompagner la campagne de mobilisation entamée il y a dix jours.

Une étape a été franchie lundi avec l'annonce que tous les étudiants inscrits dans les universités en 1983-84 ou les années antérieures doivent partir dans 25 jours pour rejoindre, pendant six mois, les unités combattantes. Les universités ne seront pas fermées mais les étudiants seront mobilisés par roulement.

Parallèlement, la collecte de fonds continue et des fonctionnaires de province ont accepté le prélèvement du tiers de leur salaire jusqu'en mars prochain.

Par ailleurs, le président du parlement iranien, l'hojatoleslam Hachémi Rafsanjani, a affirmé lundi que son pays "ne cherche pas la confrontation" avec les Etats-Unis dans le Golfe, mais "se défendra" en cas d'agression.

Il faisait allusion à un incident de samedi, au cours duquel, selon la version de Téhéran, les forces iraniennes ont tiré contre des hélicoptères américains qui tentaient d'empêcher l'arraisonnement d'un cargo grec le Jimilta.

Enfin, dans le Golfe, deux navires "neutres" - un roumain et un panaméen - ont été attaqués lundi près du détroit d'Ormuz par des vedettes rapides iraniennes, portant à quatre le nombre de bateaux attaqués dans le Golfe par les Iraniens en l'espace de trois jours, selon des sources maritimes indépendantes dans la région.

AGENCE FRANCE PRESSE

23.11.1987

Irak-Kurdes

L'UPK accuse les Irakiens d'avoir exécuté plus de 200 Kurdes

PARIS, 23 nov (AFP) - Plus de deux cents habitants kurdes de la localité de Tchiman, à 15 km à l'est de Kirkouk, au Kurdistan irakien, ont été exécutés, le 20 novembre, par l'armée irakienne, a affirmé, lundi à Paris, un porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK).

Le porte-parole du mouvement de Jalal Talabani, allié de l'Iran, a déclaré à l'AFP que les victimes, "essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards", avaient "refusé d'évacuer leurs maisons et d'être déportées vers le sud de l'Irak".

Il a aussi accusé les forces irakiennes d'avoir ensuite "rasé" la petite ville de Tchiman, où vivaient plus de 5.000 personnes.

L'UPK avait déjà accusé, samedi, l'armée irakienne d'avoir tué 25 habitants de la ville de Shaqlawa, dans la province d'Erbil, alors qu'ils s'opposaient à une évacuation forcée.

Au printemps dernier, l'armée irakienne avait déjà procédé à une campagne de destruction de villages le long des grands axes routiers, transférant la population notamment vers la frontière jordanienne, selon des sources diplomatiques à Bagdad.

Les opérations avaient cessé à la fin de l'été.

AGENCE FRANCE PRESSE

24.11.1987

Irak-Iran

Mise au point irakienne sur les combats au nord du front

BAGDAD, 24 nov (AFP) - L'Irak a implicitement reconnu mardi le déroulement de combats au nord du front irako-iranien, en affirmant que "les forces irakiennes exerçaient une domination totale dans les régions frontalières au nord-est de l'Irak".

Un porte-parole militaire à Bagdad, cité par l'agence irakienne d'information INA, a en effet indiqué que "les Iraniens ont subi des pertes considérables sans pouvoir réaliser aucun objectif, après toutes leurs tentatives (d'attaque)".

"Les forces irakiennes exercent une domination totale dans les régions frontalières au nord-est de l'Irak et les allégations iraniennes à ce propos sont dénuées de tout fondement", a ajouté le porte-parole.

(Selon Téhéran, deux opérations ont été lancées au Kurdistan irakien: Nasr-8, lancée vendredi dans la région de Mawat, et Nasr-9, déclenchée dimanche dans le secteur frontalier de HAJJ-Omran, à la pointe nord-est de l'Irak. Selon Téhéran, 5.700 Irakiens ont été mis hors de combat, 285 capturés et quelques hauteurs sont passées sous contrôle iranien, depuis vendredi dernier).

Un porte-parole officiel irakien avait fait état lundi, pour la première fois, d'une importante attaque dimanche matin de l'Armée de Libération Nationale Iranienne (ALNI- opposants iraniens) contre les troupes irakiennes dans le Kurdistan, à la frontière des deux pays. Il a également démenti les opérations d'opposants (irakiens) kurdes dans cette région et dont font état depuis plusieurs jours les médias iraniens.

La démocratisation sous l'aile de la Mère Patrie

Quatre ans après son arrivée au pouvoir, le parti du Premier ministre Turgut Ozal paraît bien placé pour remporter les élections législatives qui doivent avoir lieu dimanche prochain.

La formation politique du Premier ministre Turgut Ozal, le parti de la Mère Patrie, est donnée favorite aux élections législatives qui doivent se tenir dimanche 29 novembre en Turquie. Quatre ans après le scrutin qui avait marqué le retour à la démocratie après des années de régime militaire, Ozal devrait se voir ainsi reconduire dans ses fonctions, moins pour avoir convaincu les Turcs du bien-fondé de ces options néo-libérales en matière économique, que pour être parvenu à incarner la stabilité politique. Une stabilité à laquelle la majorité des Turcs aspirent manifestement, après la période de troubles politiques (« l'anarchie et la terreur ») de la fin des années 70 et du régime militaire qui s'en était suivi.

Ozal a également fait preuve d'un art consommé pour retourner les événements en sa faveur. Les résultats du référendum de septembre dernier, que l'opposition de droite comme de gauche avaient exigé et obtenu, l'ont ainsi conduit à provoquer ces élections anticipées. Avec le référendum, l'opposition a en effet obtenu satisfaction pour que soient levées les interdictions politiques antérieures au coup d'Etat de 1980 qui touchaient les cadres et dirigeants du parti. Ce résultat a été obtenu à une très faible majorité: 50,16% de oui contre 49,84% de non.

Ce verdict était idéal pour Ozal: les électeurs ont montré à la fois leur souhait de voir le processus de démocratisation se poursuivre, mais une part notable de l'opinion se méfie également du retour des anciens caciques, tenus pour responsables de la dégradation du climat politique et de la situation économique qui avaient mené au coup d'Etat de 1980. Suleyman Demirel, ancien Premier ministre et actuel leader du parti de la Juste Voie, principal challenger d'Ozal, n'a pas réussi son retour. Pas plus que son homologue Bulent Ecevit, leader du parti de la gauche démocratique. En provoquant des élections législatives anticipées, Ozal peut également compter sur un mode de scrutin favorisant le parti arrive en tête des élections pour disposer d'une majorité parlementaire confortable.

La campagne électorale s'est centrée sur le bilan économique de la politique d'Ozal. Le Premier ministre a rappelé les résultats obtenus: taux de croissance élevé (plus 8% en 1986), essor des exportations, libéralisation des importations, etc. Il a demandé quelques années supplémentaires pour poursuivre les réformes, qui comprennent notamment un ambitieux programme de privatisation. L'opposition de gauche (qui reste divisée) a critiqué pour sa part les effets négatifs de cette politique: baisse très importante du pouvoir d'achat des salariés et inégalités sociales

croissantes. Les atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme sont en revanche restées au second plan. Sans doute moins à cause des progrès réalisés que parce que ce thème reste encore peu payant électoralement en Turquie. Ozal a néanmoins affirmé sa conviction de voir la Turquie, d'ici 1992, « répondre aux critères démocratiques de l'Europe dans la plupart des domaines ». Une affirmation que les sociaux-démocrates jugent encore déplacée, et plutôt à usage externe. La campagne s'est jusqu'à présent déroulée sans violences, confirmant ainsi que le spectre d'un coup d'Etat militaire n'est aujourd'hui plus de mise en Turquie.

Diego SOLANAS

Le nouveau souffle des feuilles

La presse turque retrouve peu à peu sa liberté. Critiquer les militaires, évoquer la résistance kurde ou soutenir l'intégrisme religieux... restent cependant tabous.

Istanbul (envoyé spécial)

Istanbul est la ville de tous les kiosques. Même la rue la plus sordide a sa boîte rouge et blanche, qui offre, rangés à la verticale, huit quotidiens nationaux des plus colorés et quelques autres magazines. Comme si la presse turque avait besoin de cette profusion pour montrer sa liberté grandissante. Depuis environ trois ans, les journalistes commencent en effet à parler de démocratisation. Après les élections législatives de 1983 et l'arrivée du Premier ministre Turgut Ozal au pouvoir, la presse s'est peu à peu développée, et a fait entendre sa voix.

Certains, comme les magazines de gauche, *Yeni Gundem*, *Nokta* et *Ikibine Dogru*, se sont créés récemment pour se faire les garants de la société civile face aux militaires. Des trois, *Ikibine Dogru* est le plus jeune, mais aussi le plus militant. Fondé en janvier de cette année, le magazine, situé dans une petite rue sombre au sud d'Istanbul, a un slogan volontairement provocateur: « Au-delà des limites de l'information ». Et il se targue d'être financé par les dons de ses lecteurs, et non pas par un groupe de presse comme *Nokta* et *Yeni Gundem*.

Son rédacteur en chef, Dogu Perucek, reconnaît qu'un vent de libéralisation souffle depuis peu sur la presse.

Mais, précise-t-il, « ce n'est pas un hasard ». « Après le régime militaire, les journaux se sont engouffrés dans la brèche qui s'ouvrait devant eux. Turgut Ozal promettait la démocratie. La presse a utilisé ses droits de facto. » Et, pour illustrer ses propos, il montre son dernier numéro. Sur la couverture, un militaire à cheval pointe son arme vers une cible invisible. Trois mots en capitales blanches: « Yukul Ve Oldür » (trouvez-les et tuez-les). Ce sont les termes d'une circulaire récemment envoyée aux forces armées combattant les Kurdes dans le sud-est du pays. Circulaire transmise à *Ikibine Dogru* par un ancien officier.

« Il y a trois ans, ce magazine ne serait vraisemblablement pas sorti », remarque Perucek. Il reste toutefois beaucoup d'interdits. Pas question de critiquer directement les forces militaires, d'évoquer le problème kurde sous un angle qui offense le gouvernement ou de soutenir l'intégrisme religieux. Difficile également d'évoquer la torture ou l'homosexualité. Et les « Constitutions » des trois articles restreignent encore la liberté d'opinion.

En septembre dernier, *Ikibine Dogru* a publié un rapport d'Ataturk, « le père de la nation », qui a fait de la Turquie une République laïque en 1923. Dans ce texte, Ataturk envisageait la possibilité

d'accorder une autonomie aux Kurdes. A peine dans les kiosques, le numéro a été saisi et retiré de la vente par les autorités. Même scénario, ou presque, pour *Yeni Gundem* en mars dernier. Motif de la saisie: une interview accordée par des membres de l'Institut kurde de Paris. Mais, pour *Ikibine Dogru*, l'ensemble de la presse turque ne va pas encore assez loin dans ses investigations, et, volontairement, évite souvent d'aborder ces sujets « difficiles ». A *Nokta*, magazine fondé en 1982 et qui s'affirme social-démocrate, on admet d'ailleurs cette autocensure. « Quelques fois, il faut se freiner. Pourquoi risquer la fermeture? Il faut faire vivre la revue. Nous sommes toujours en Turquie », se contente d'expliquer Arda Uskan, le rédacteur en chef.

Traditionnellement d'opposition, les journaux ont en tout cas acquis une certaine influence sur les hommes politiques. Ainsi en avril, le président Kenan Evren a dû se rendre lui-même d'Ankara à Istanbul pour se défendre devant les journalistes. Le quotidien *Cumhuriyet* avait révélé quelques jours plus tôt qu'Evren envisageait de payer 40 représentants de la communauté musulmane turque en Europe par le biais de la Ligue islamique mondiale, financée par l'Arabie Saoudite. Pour la première fois, un politique était amené

à se justifier sur la pression de la presse.

Mais, paradoxalement, les quotidiens et magazines turcs n'auront pas une grande incidence sur les résultats de ces élections. Tous les journalistes s'accordent à le dire. Murat Belge, le directeur de *Yeni Gundem*, précise ainsi que la presse ne concerne qu'une élite, « environ quatre à cinq millions de personnes » sur une population de 55 millions d'habitants. « Et ces gens-là ne changent pas facilement d'opinion. Avant le référendum sur la levée des interdictions politiques, tous les quotidiens avaient fait campagne pour le oui, cela n'a pas empêché Ozal de recueillir près de 50% de non », ajoute-t-il.

En fait, Ozal s'est choisi un allié autrement plus précieux: la télévision, présente dans de nombreux foyers turcs. Le gouvernement a en effet le monopole de la première chaîne généraliste (la deuxième est culturelle). Et même si les partis d'opposition ont droit chacun à leur temps d'antenne durant la campagne, la bataille télévisuelle est perdue d'avance. Il n'est pas un bulletin d'information qui ne montre Ozal visitant un chantier en construction, ou inaugurant une statue municipale. Au total, trois, quatre minutes dans chaque journal. « La télévision devra elle aussi apprendre à travailler sans craindre le pouvoir. Mais, pour elle comme pour la presse écrite, il reste encore du chemin avant la liberté totale », estime Murat Belge.

Fabrice ROUSSELOT

Les élections législatives du 29 novembre

La Turquie entre deux siècles

Plus de vingt-six millions de Turcs sont appelés aux urnes, le dimanche 29 novembre, pour élire les 450 députés du Parlement monocaméral. Sept partis présentent des candidats à cette consultation, la première à caractère démocratique depuis le coup d'Etat militaire de 1980. Tous les sondages donnent une large avance au Parti de la mère patrie (ANAP) du premier ministre, M. Turgut Ozal.

IZMIR-MARVIL
de notre envoyé spécial

« La Turquie change, avec un nouveau mandat, nous la ferons changer de siècle. » Le contraste entre la Turquie traditionnelle et celle de la civilisation industrielle évoquée par le mot d'ordre électoral de l'ANAP, le Parti de la mère patrie de M. Ozal, est présent partout, dans les régions les plus développées de l'ouest, mais encore davantage à l'est.

Zone franche, complexes hôteliers, raffineries : le premier ministre a multiplié les inaugurations, mentionnant les réalisations effectuées pour donner du poids aux promesses d'avenir. Au nouvel aéroport d'Izmir, troisième ville du pays, sur la mer Egée, une foule paysanne ravie découvre les joies des escaliers roulants en contemplant les banderoles qui évoquent le regain de prestige de la Turquie à l'étranger : « C'est toi en Amérique, toi dans la CEE, dans le FMI, en Turquie, c'est toi Ozal, ça restera toi. » Parmi les portraits géants, les rondeurs bonhommes du premier ministre, le crayon de l'expert à la main, tranchent sur l'austérité militaire du père fondateur de la république, Atatürk. L'occasion s'y prête : c'est la première fois qu'est donné à un établissement public le nom d'Adnan Menderes, renversé et exécuté en 1961, symbole à la fois de la droite turque et des interventions militaires qui, déclare M. Ozal sous les ovations, « ne doivent plus jamais se reproduire ».

Le show ne déçoit pas : arrivé main dans la main avec sa femme, un spectacle inédit dans la mâle tradition locale, M. Ozal, « l'illusionniste » pour l'opposition, discute d'abord en direct avec les badauds d'Ankara, qui l'écoutent à mille kilomètres de là sur écran géant. Après une telle démonstration de technologie, et le rappel de la construction de barrages, de routes, de lignes téléphoniques, comment ne pas croire à la suite : « Une voiture, une deuxième télévision, si votre femme veut suivre un autre programme, et pourquoi pas une troisième pour les enfants ? »

Surtout, « un ordinateur par famille » : pour l'enseignement, « priorité de la prochaine législature », selon le gouvernement. « Pour permettre aux smicards de planifier avec un salaire de 90 000 livres (300 F) des dépenses au moins cinq fois plus élevées », ironise l'opposition.

A propos des réalisations gouvernementales, il interroge la foule : « Pourquoi faisons-nous tout cela ? » La réponse jaillit : « Parce que vous nous aimez ! » Et M. Ozal de reprendre : « Bien sûr, mais aussi pour que, en 1990, nous vous assuriez vous-mêmes la prospérité du pays. Pour rattraper l'Allemagne et le Japon, il faut travailler dur le temps où l'on attend que l'argent tombe du ciel - [entendez de l'Etat] - est révolu. » C'est un leitmotiv de M. Ozal : « La nécessité de remettre l'initiative économique aux individus et aux collectivités locales », pour mettre fin à une conception génératrice de léthargie héritée de plusieurs siècles d'économie dirigiste et souvent scouvable, celle résumée dans la formule populaire d'« Etat-popu ».

Les réalisations des municipalités, autonomes depuis 1984, sont données en exemple. M. Buran Ozfatura, maire d'Izmir, est l'une des personnalités les plus controversées du parti au pouvoir. La presse l'a surnommé « l'homme aux sabots », allusion aux sandales de prière que ce diplômé francophone en sciences économiques reconnaît hautement chausser cinq fois par jour. Il déclare d'emblée son hostilité au communisme, mais aussi à l'imam Khomeiny, « intolérant et violent, qui n'a rien à voir avec le vrai islam ». « L'important, c'est de travailler ensemble ; l'ANAP est ouvert à tous. » C'est le point de vue de plusieurs candidats marqués à gauche et qui, sollicités par M. Ozal, se présentent sur ses listes. Hier, à l'applaudimètre du dîner offert à Izmir aux maires de villages, la blonde Huliya Koçyigit interprète de films engagés, prix d'interprétation au Festival de Nantes, dissimule pour ses tournées villageoises des jambes dont les spectateurs ont eu des aperçus plus généreux. La « Melina Mercouri turque » se revendique social-démocrate, mais elle compte œuvrer « loin des slogans » avec l'ANAP, « parti non doctrinaire », à la promotion du cinéma et à celle des femmes.

Pour Ishin Celebi, directeur d'une entreprise métallurgique et ancien conseiller de Bülent Ecevit, premier ministre de gauche, « seule l'ouverture économique et culturelle de la Turquie, en particulier à la CEE, peut créer le dynamisme nécessaire à la modernisation des structures ». Sa campagne est menée par un expert en communication, avec ordinateur et cartes des précédentes consultations montrant les quartiers où l'ANAP est faible, et où les étudiants recrutés téléphonent aux électeurs pour leur passer la bande annonce du candidat.

Deux mille kilomètres plus à l'est, on est loin de cette sophistication. A Gaziantep, où le train express vient d'être inauguré, les banderoles remercient le député-ministre en jouant sur son nom : « Le train bleu, encore une bonté de M. Lebon ! » Tandis que des sociaux-démocrates sceptiques évoquent les quartiers sans eau. Plus loin, sur une falaise dominant l'Euphrate, non loin de la ville d'Urfa, les cafés de Biredjik, transformés en centres des diffé-

rents partis, font salle comble, d'hommes uniquement, avant le dîner. La cravate du candidat du Parti de la juste voie de M. Demirel, ancien premier ministre, tranche sur les chemises et les boutons de l'assistance. « C'est le premier événement de ceux du prix du pain, du sucre et du café », dit un jeune homme de vingt ans. « C'est la première fois que l'association religieuse des Biredjiks, qui fait la liste des méfaits du pouvoir, à commencer par l'intégration des Kurdes, a pu se réunir publiquement. »

En l'absence de l'ancien maire d'Urfa, deux guépards dans les bras, de Mehmet Nalbant, dit Indji Baba, candidat indépendant considéré comme l'un des chefs de la Mafia. Un dur du quartier explique en tapant du poing sur la table : « Les gens font encore leurs besoins dans des bidons qu'ils vident la nuit dans l'Euphrate : aucun parti ne fait rien pour nous, tout va à la ville voisine. »

A Urfa, il est près de minuit, mais des centaines d'habitants des quartiers pauvres circulent autour d'Indji Baba dans « le bâtiment d'où a commencé la résistance contre les Français en 1920 ». Travaillant d'une main sa moustache, la veste maculée du sang des trois chameaux et seize moutons sacrifiés, un toupet sur sa tête, en forme de poire, l'homme « qui n'a eu ses premières chemises qu'à quinze ans » mais, après sa réussite à Ankara, « qui a toujours aidé ceux de sa ville » a pris la tête du « Parti d'Urfa ». Il revendique avec fierté ses occupations, « puisque les Américains ont eu besoin d'Al Capone pour libérer la Sicile ». Les diamants brillent sur une main, de l'autre, il distribue à ses clients et électeurs la manne du « Papa », celui qui intervient quand « le droit et la justice n'existent plus ». Au bureau d'à côté, les candidats barbus du parti religieux, remontés dans les sondages, rient sous cape des dépenses supplémentaires que lui a occasionnées le report d'un mois des élections.

L'identité kurde

Dans la campagne de Mardin, dans la forteresse qui rappelle les origines féodales du candidat du Parti populiste social-démocrate (PPSD) et le rôle important, ici, des affiliations tribales dans les choix électoraux, près de deux cents personnes assises sur les matelas de la longue pièce de réception conversent en kurde en attendant le méchoui offert par Ahmet Turk. Incarcéré jusqu'à la semaine dernière sous l'accusation de soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sa candidature a été imposée par la base à la direction du parti, très réservée sur la question kurde. Le secrétaire général du parti, invité d'honneur, dénonce la répression et affirme que le PPSD assurerait, en plus du développement économique, « le droit de chacun à parler sa propre langue et à développer sa propre culture ».

Le candidat de l'ANAP, Nurettin Yilmaz, n'est pas en reste : avocat, membre du mouvement de la paix, longtemps emprisonné lui aussi, il a rejoint M. Ozal - « un homme tolérant » - sur sa proposition, après avoir essuyé un refus de la direction du PPSD - « raciste et chauvine ». Il soulève l'enthousiasme des lycéens, qui le portent en triomphe dans sa ville de Duzire, sur les bords du Tigre, lorsqu'il affirme son intention de continuer à se battre, à l'intérieur du parti au pouvoir, pour la levée de l'interdiction des activités communistes et l'affirmation de l'identité culturelle kurde : la nouvelle approche de cette question, très probablement à l'ordre du jour de la prochaine législature, est à la mesure des changements en cours.

MICHEL FARRÈRE.

● Colloque international à Paris sur la démocratie en Turquie. - L'évolution démocratique en Turquie depuis le coup d'Etat militaire de 1980 est analysée lors d'un « congrès international » organisé par le mouvement « Les Amis de la Turquie », du 27 au 29 novembre à Paris. Selon l'un des organisateurs, M. Fourré, député socialiste et membre du Conseil de l'Europe, cette conférence aura pour objet « d'apprécier l'évolution de ce pays, car elle existe, mais aussi ses carences et ses faiblesses ». Les travaux se dérouleront à l'Assemblée nationale. (AFP.)

Iran-Irak

Les deux principaux chefs kurdes irakiens appellent au soulèvement, selon IRNA

PARIS, 27 nov (AFP) - Les chefs des deux principaux mouvements kurdes irakiens en lutte armée contre le régime de Bagdad ont appelé la population et les forces armées irakiennes à se soulever, a indiqué vendredi l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Dans un premier communiqué, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), "a appelé à tirer profit de la situation actuelle en Irak pour organiser la lutte contre le régime du Baas irakien".

Dans un texte séparé, Jalal Talebani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), demande aux militaires irakiens de "ne pas se laisser tromper par les slogans officiels du régime" et leur rappelle que "défendre Saddam (le président irakien Saddam Hussein) équivaut à trahir les idéaux de la nation irakienne".

Le PDK et l'UPK ont décidé en automne 1986 de former une coalition, sous l'égide de l'Iran, afin de renforcer la lutte armée contre le régime de Bagdad.

PARLEMENT EUROPEEN NOVEMBRE 1987

ARRESTATIONS ARBITRAIRES EN TURQUIE

(Doc. B2-1326/87)

C'est par 123 voix contre 76 et 4 abstentions que le Parlement a adopté la résolution du groupe communiste réclamant la libération immédiate de MM. NIHAT SARGIN et HAYDAR KUTLU, secrétaires généraux du Parti ouvrier et du Parti communiste de Turquie, qui ont été arrêtés à leur arrivée à Ankara et brutalement séparés des parlementaires qui les accompagnaient. Il demande aussi que soit garantie à l'avenir leur libre activité politique dans le pays et ce afin de contribuer à l'établissement d'un processus démocratique en Turquie.

LE MONDE diplomatique

NOVEMBRE 1987

Le long chemin vers la démocratie

LA TURQUIE AUX MARCHES DE L'EUROPE

UNE période difficile commencée avec le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 et suivie d'une phase de démocratisation progressive, depuis 1983 s'achève avec les élections du 29 novembre. Le cours de la démocratisation est donc bien engagé. Le Conseil de l'Europe en a pris acte, puisque la Turquie assume actuellement la présidence de cet organisme qui ne transige pas sur la démocratie et les droits de l'homme.

Par
ATA
GIL

poursuivis pour leurs écrits ou leurs œuvres. En Anatolie orientale, les populations kurdes sont toujours soumises aux pressions de l'armée, et, dans ces régions éloignées, les droits de l'homme sont moins respectés qu'ailleurs. La recrudescence des actions armées perpétrées par les rebelles kurdes prend les populations en état de terreur.

Un test des progrès démocratiques a été le référendum populaire du 6 septembre dernier, par lequel l'électorat s'est prononcé à une majorité de 50,16 % contre 49,84 % (soit une différence de 75 000 voix, sur 25 millions) en faveur de la levée des interdictions politiques qui frappaient deux cent quarante et un dirigeants de partis, dont les deux « ténors » des années 70, MM. Süleyman Demirel et Bülent Ecevit. Le résultat extrêmement serré du scrutin indique que, si le peuple turc ne souhaite pas le retour des personnalités et mœurs politiques qui ont eu leur part de responsabilité dans le chaos qui régnait à la fin des années 70, il tient par-dessus tout à ce que le pays soit doté d'un régime démocratique.

Ce résultat convenait parfaitement au premier ministre, M. Turgut Ozal. A l'égard des opinions publiques occidentales, il apportait la preuve que la démocratie fonctionne en Turquie. A l'intérieur, M. Demirel, son grand rival au sein de la droite, ne pouvait plus le menacer, n'ayant pas réussi à transfor-

Avancées d'un an, les élections générales du 29 novembre prochain en Turquie ont valeur de test pour la démocratie. Les restrictions datant du régime militaire ont en effet été levées, et tous les courants politiques, à l'exception des marxistes-léninistes toujours interdits, peuvent y participer.

Située dans une zone géopolitique d'extrême turbulence, la Turquie se donne des objectifs ambitieux pour les années 90. Elle souhaite être le treizième convive à la table européenne. Elle essaie de concilier une société ouverte, moderne et laïque, avec une population musulmane à 99 %, dont une partie (restreinte, mais le restera-t-elle toujours ?) prête une oreille de plus en plus attentive aux appels des islamistes. Elle tente d'accélérer son développement économique en appliquant des politiques ultralibérales, tout en faisant des efforts pour se démocratiser davantage, ce qui, à terme, tient de la quadrature du cercle dans un pays encore en voie de développement. De tels objectifs, assez contradictoires, la Turquie aura-t-elle les moyens de les atteindre ? La tâche paraît ardue, mais pas au-delà des possibilités d'un pays dont l'économie et la démographie font preuve d'un dynamisme exceptionnel.

Est-ce à dire que la page est définitivement tournée ? D'importants progrès ont été réalisés. Le pays a accepté le droit de recours individuel devant la Commission européenne des droits de l'homme. La liberté d'expression, et notamment celle de la presse, est beaucoup mieux assurée. Sous la pression des opinions publiques d'Europe, mais aussi turque, la torture a reculé, et des tortionnaires continuent d'être traduits en justice. Cependant, si la tendance générale est incontestablement à la démocratisation, il reste encore bien des ombres au tableau : pour commencer, la Constitution elle-même comporte trop de clauses antidémocratiques, notamment des limitations au droit de grève. Le délit d'opinion existe toujours, et des journalistes, des artistes et autres intellectuels sont

mer son retour sur le devant de la scène en un triomphe politique. Quant à la rentrée de M. Ecevit, elle contribuait à diviser davantage la gauche, déjà en état de faiblesse. Ainsi, il était d'avancer les élections.

La gauche, rapprochée que possible, pour profiter d'une conjoncture favorable à son Parti de la mère patrie (ANAP), sans laisser à M. Demirel, qui a pris la direction du Parti de la juste voie (DYP), le temps de développer sa campagne, et à la gauche de réaliser son unité par une éventuelle fusion du Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal İnönü et du Parti de la gauche démocratique (DSP), désormais dirigé par M. Ecevit. À l'extrême droite, le Parti du bien-être (RP), de tendance islamiste, et le Parti du travail national (MCP), fascinant, respectivement dirigés depuis le référendum par deux autres revenants, MM. Necmeddin Erbakan et Alparslan Türkeş, n'auront pas eu non plus la possibilité d'élargir leur audience, qui reste très restreinte.

Les sondages d'opinion avant les élections ont crédité M. Ozal et son parti d'une avance assez confortable, susceptible de se transformer en une majorité parlementaire très importante, grâce à un mode de scrutin proportionnel comportant un seuil éliminatoire de 10 % à l'échelle nationale, aggravé, dans les circonscriptions, par un système de répartition des suffrages favorisant le parti arrivé en tête. L'opposition y a vu une violation de l'esprit démocratique, et, dans l'entourage même du premier ministre, certains des conseillers ont craint qu'une majorité parlementaire trop écrasante obtenue par un tel mode de scrutin ne porte ombrage à la légitimité du nouveau pouvoir. Une autre maladie commise par M. Ozal dans sa précipitation à organiser les élections a incité la Cour constitutionnelle à annuler un article de la loi électorale et a contribué à créer une crise constitutionnelle

tout à fait inattendue. Cet article contrevenait à la règle de la Constitution obligeant les instances dirigeantes des partis à consulter leur base avant d'établir la liste de leurs candidats. M. Ozal, qui a mis en évidence que les mœurs politiques d'avant 1980 étaient prêtes à resurgir à la première occasion, a provoqué le report des élections anticipées du 1^{er} au 29 novembre.

Au-delà de cette crise, le fait essentiel est la confiance que l'électorat s'appareille à accorder à M. Ozal, au pouvoir depuis 1983, pour un nouveau mandat de cinq ans. Cette confiance n'a d'origine que la prospérité et la chute continue des revenus réels de nombreuses catégories de la population aurait pu menacer la majorité parlementaire. L'explication réside probablement dans le désir de l'opinion publique de préserver la stabilité politique même au prix de sacrifices économiques. Dans l'état actuel des choses, l'ANAP est en effet la seule formation capable d'avoir une majorité parlementaire, et tout morcellement des suffrages aboutirait inévitablement aux coalitions instables des années 70.

Désormais, il importe de savoir ce que le premier ministre, qui aime à se comparer à M^{me} Thatcher, tant pour sa politique libérale que pour sa longévité au pouvoir, fera de ce nouveau mandat. La grande ambition de M. Ozal est de créer une économie et une société ouvertes, compétitives et intégrées à l'économie mondiale. La demande d'adhésion à la Communauté européenne, déposée à Bruxelles le 14 avril 1987, est évidemment un jalon très important sur cette voie.

Le parachèvement d'un grand dessein

L'ADHÉSION à la Communauté européenne, à laquelle la Turquie est associée depuis 1964, est présentée comme un choix de société, le parachèvement du grand projet de la Turquie républicaine : devenir une nation européenne, démocratique et économiquement développée. L'initiative jouit d'un très large consensus dans toutes les catégories socio-professionnelles, le patronat (dont 92 % appuient le projet d'adhésion, selon une enquête), les syndicats, l'armée et les partis politiques, à la seule exception des islamistes, dont le poids dans la société reste limité et qui réclament, sans trop y croire, un marché commun avec les pays islamiques. Ainsi, contrairement aux années 60, où l'association avec la CEE n'avait concerné que le gouvernement et quelques hauts fonctionnaires, aujourd'hui de larges secteurs de la société se sentent impliqués dans ce dessein.

Pour ses partisans, l'adhésion à la CEE offrirait à la Turquie des avantages d'ordre politique, diplomatique, économique et social : elle rendrait la démocratie irréversible et renforcerait les droits de l'homme ; dans ses rapports avec l'Europe, la Turquie serait à égalité avec la Grèce ; l'économie bénéficierait de la manne financière communautaire, de l'arrivée des investissements européens et des technologies avancées, et de l'élimination des barrières protectionnistes qui se dressent devant les exportations turques, dont la CEE est la première cliente, avec 43 % du total ; enfin, le marché du travail européen (resté fermé en dépit de l'accord d'association qui prévoyait la libre circulation des travailleurs turcs dans la Communauté à partir du 1^{er} décembre 1986) s'ouvrirait à une population jeune et en pleine crois-

sance, à la recherche d'emplois (sur les 52 millions de citoyens, 45 % ont moins de quinze ans), le taux de croissance démographique annuelle, de plus de 2 %, donnerait une population proche de 70 millions en l'an 2000).

L'argumentaire du gouvernement insiste surtout sur le dynamisme de l'économie, qui permettrait à la Turquie de rattraper à terme les économies européennes. Ce dynamisme est indéfectible. La croissance du produit national brut (PNB) est la plus forte de l'OCDE : 8 % en 1986 et estimée à 6,7 % en 1987. Historiquement, cette tendance n'a cessé de s'accroître depuis la création de la République en 1923. Pour doubler le niveau de l'économie, il a d'abord fallu vingt-sept ans (1923-1950), puis dix-huit ans (1950-1968), douze ans (1968-1980) et enfin six ans (1980-1986). Les exportations ont augmenté de 300 % en dix ans, pour atteindre 7,9 milliards de dollars en 1986 et probablement 9 milliards en 1987. Le produit intérieur brut (PIB) est de 152 milliards de dollars, ce qui place le pays au neuvième rang de l'OCDE, mais le PIB par habitant reste le plus bas de l'OCDE, avec 1 060 dollars en 1986, ceux du Portugal et de la Grèce étant respectivement de 2 030 et 3 295 dollars. Cependant, si l'on considère les parités de pouvoir d'achat, autre indicateur employé par l'OCDE, on en arrive à un PIB par habitant de 4 000 dollars en 1986, les chiffres étant alors de 5 200 et 5 900 dollars respectivement pour le Portugal et la Grèce.

De très importants travaux d'infrastructures sont entrepris. Grâce à des centrales thermiques et à la série de barrages en construction sur l'Euphrate, la production énergétique augmente rapidement. Elle atteindrait

Résurgence du mouvement ouvrier ?

AU lendemain du coup d'Etat du 12 septembre 1980, le syndicalisme turc — dont le dynamisme dans les années 70 inquiétait les milieux d'affaires locaux comme les multinationales — avait été écrasé et réduit au silence. Le gouvernement militaire avait mis hors la loi la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DISK) et interdit toute forme d'activité concertée des travailleurs.

La DISK était, en fait, la deuxième fédération progouvernementale apparue au lendemain de la deuxième guerre mondiale sous les auspices de la puissante AFL-CIO américaine. La TURK-IS avait été longtemps l'unique fédération syndicale autorisée. Mais, en 1967, critiquant son manque de combativité, des éléments de gauche avaient fait scission pour fonder la DISK ; malgré son interdiction depuis 1980, celle-ci a fêté publiquement son vingtième anniversaire en février dernier. Deux mois plus tôt cependant, au terme d'un procès qui avait duré cinq ans, 264 de ses militants et dirigeants avaient été condamnés à des peines d'un à cinq ans de prison pour « activités subversives ».

La junte militaire avait octroyé à la TURK-IS le monopole de la représentation syndicale, mais toute action revendicative était restée interdite jusqu'à la restauration de la vie parlementaire en 1983. La nouvelle « loi sur les syndicats et les grèves » alors promulguée restaurait certaines libertés syndicales, y compris le droit de grève, mais avec des restrictions draconiennes : interdiction de toute grève générale « politique » ou de solidarité, obligation d'un long préavis, etc.

La détérioration constante du pouvoir d'achat des travailleurs — qui a chuté de 50 % depuis 1980 — les a poussés à l'action à partir de 1984. Cette agitation, entamée timidement, a connu un réel essor : le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève est passé de 5 000 en 1984 à un million pour les seuls sept premiers mois de l'année 1987.

Des grèves importantes, d'une efficacité inégale, ont affecté cette année des secteurs aussi vitaux que les télécommunications, l'industrie pétrolière, la métallurgie, les curs et peaux, etc. Une action dans les chemins de fer (nationalisés), annoncée pour le mois d'août, n'a été évitée que par la conclusion d'un accord de dernière minute entre la TURK-IS et la direction, dénoncé par de nombreux syndicalistes comme une trahison.

Dans ce climat de regain de la combativité ouvrière, il est révélateur que la direction de la TURK-IS ait décidé de faire publiquement campagne pour le « oui » au référendum de septembre dernier sur la restauration des droits civiques des responsables écartés de la vie publique depuis le coup d'Etat. Rompant avec son apolitisme traditionnel, la TURK-IS réclamait le retour à une « démocratie véritable », et le rétablissement intégral des libertés et des droits syndicaux.

100 milliards de kWh en 1988 et 150 milliards vers l'an 2010, ce qui permettrait de multiplier la production industrielle par quatre et la production agricole par deux d'ici à la fin du siècle. Les structures démographiques et économiques se modifient aussi rapidement : du fait d'un taux d'urbanisation élevé, la population citadine vient de dépasser en importance celle vivant dans les zones rurales, et l'agriculture n'utilise plus que 45 % de la population active. Désormais, les services et l'industrie représentent respectivement 46 % et 37 % du PNB, tandis que la part de l'agriculture n'est plus que de 16 %.

Mais il y a aussi l'envers de la médaille. Depuis dix ans, la Turquie connaît une très forte inflation, et, malgré ses promesses, M. Ozal n'a pas réussi à la ramener en deçà de 40 %. Pour la première fois depuis longtemps, le chômage a un petit peu diminué, mais il affecte encore près de 16 % de la population active, en dépit de l'émigration des travailleurs vers les pays de la CEE (1,8 million avec leur famille) et ceux du Golfe (250 000). Les investissements industriels stagnent et les capitaux étrangers n'atteignent toujours pas les volumes escomptés. Cela augure mal de la possibilité de continuer à augmenter les exportations au même rythme que les années précédentes, où elles furent la locomotive de l'économie. Depuis 1980, la dette extérieure a doublé, pour atteindre 31,5 milliards de dollars en 1986. Les remboursements annuels de cette dette correspondent à 10 % du PIB et ont absorbé, en 1986, plus de 50 % des recettes d'exportations, ce qui, couplé avec le ralentissement attendu de la croissance des ventes à l'étranger, risque de poser des problèmes de balance des paiements.

Sur le plan social, le tableau est encore moins encourageant. Les politiques économiques libérales de M. Ozal accroissent les profits du capital et la compétitivité de l'économie, mais au prix d'une dépréciation continue de la livre turque et d'une augmentation moindre des salaires par rapport à l'inflation, ce qui fait baisser les revenus réels depuis plusieurs années. À côté des fortunes colossales qui s'édifient en peu d'années, des couches de plus en plus larges de la population s'appauvrissent. Alors que, en 1980, un salarié pouvait acheter un pain en travaillant quatorze minutes, aujourd'hui il lui en faut quarante-deux. La répartition des revenus est l'une des plus inégalitaires du monde, avec 20 % de la population s'appropriant 45 % du revenu national. L'éducation, la formation, la recherche scientifique et technique, qui sont devenues des facteurs cruciaux dans les économies modernes, ne reçoivent pas l'attention qu'elles méritent et la situation a empiré depuis 1980, avec notamment les coups très sévères portés par les militaires aux universités.

La CEE, pour sa part, insistera sans doute sur les retards et les difficultés de l'économie turque, pour différer autant que possible le moment où la Commission devra donner son avis au conseil des ministres au sujet de l'ouverture des négociations d'adhésion. L'embarras de la Communauté est évident. La demande d'adhésion intervient à un moment où les relations d'association, gelées après le coup d'Etat de 1980 au niveau des institu-

LE MONDE DIPLOMATIQUE (suite)

tions et de l'aide financière, ont fait l'objet d'un début de normalisation, mais sont encore loin d'avoir retrouvé leur régime de croisière. La réticence de plusieurs membres de la CEE ne tient pas seulement à des objections d'ordre économique. Ils considèrent que la Turquie n'est pas un pays européen et que sa culture, sa religion et le mode de vie de son peuple sont trop différents de ceux des Douze. La résolution que le Parlement européen a votée à Strasbourg, en mai dernier, liant l'examen d'une éventuelle adhésion à la CEE à la reconnaissance par la Turquie du génocide arménien et des droits des minorités, est une manifestation de ces hésitations. Quant à la Grèce, elle ne fait pas mystère de son intention de tout faire pour fermer la porte de l'Europe à la Turquie tant que le conflit chypriote et le contentieux égéen ne seront pas réglés. On ne peut donc prédire sans trop de certitude que la Turquie ne sera pas admise dans la CEE avant l'an 2000 (à titre de comparaison, le record de durée des négociations — sans compter le délai pour l'avis de la Commission — appartient au Portugal, avec huit ans et dix mois).

Le véritable enjeu qui déterminera l'attitude de la CEE se pose sans doute ainsi : étant données les dimensions et la position géographique du pays, ainsi que son importance stratégique, sa vitalité démographique et son dynamisme économique, peut-on risquer de dire non ? Les inconvénients de son entrée dans la Communauté seraient-ils aussi considérables que le prix à payer pour une fin de non-recevoir, ce prix pouvant aller jusqu'à la perte de la Turquie pour l'Occident, comme il en fut naguère de l'Iran, en d'autres circonstances ?

De leur côté, les Turcs sont naturellement conscients des questions d'identité, de culture et de religion qui font problème aux Européens, mais ils affectent de ne pas trop y penser. Ils déclarent compter sur la dynamique et la synergie qu'induiraient les négociations d'adhésion, pour préparer aussi bien l'économie que l'homme et la femme turcs à s'intégrer dans l'Europe. Cette attitude, qui relève de la méthode Coué, ne saurait cacher une série de problèmes, dont l'évolution est susceptible d'influencer les relations avec la CEE.

D'abord le problème kurde. De par sa dimension et sa localisation, c'est probablement le danger le plus grave (voir l'article de Christiane More, page 21). Si l'Etat turc n'a pas la clairvoyance de rechercher une solution politique, en reconnaissant les droits culturels du peuple kurde et en faisant un effort particulier pour assurer le développement économique du Kurdistan turc, s'il continue de se cantonner à la répression, il risque de payer un prix très élevé en vies humaines et en ressources économiques. Une guerre prolongée dans les régions montagneuses de l'Est anatolien épuiserait l'économie et mettrait fin à l'expérience de démocratisation.

Une seconde difficulté est le rôle de gendarme que les Etats-Unis proposent avec insistance à la Turquie, notamment dans le cadre de l'OTAN. Les Turcs ne veulent pas laisser entraîner dans l'engrenage proche-oriental pour eux suicidaire. Le résultat en serait la déstabilisation de leur pays et une probable montée de l'intégrisme.

Le premier accord d'association entre la CEE et la Turquie remonte à 1963. Depuis lors, ce texte — qui prévoit une aide financière et certaines préférences tarifaires — avait été régulièrement renouvelé jusqu'au coup d'Etat de septembre 1980 à la suite duquel un « gel » des crédits est intervenu. Le 14 avril 1987, la Turquie a officiellement demandé son adhésion à la CEE.

Commerce : les principaux partenaires européens de la Turquie sont la RFA, le Royaume-Uni, l'Italie et la France.

Tourisme : 2 615 000 touristes ont visité la Turquie en 1985. Parmi eux, 300 000 Allemands de l'Ouest, 100 000 Français, 125 000 Britanniques et 75 000 Italiens.

Travailleurs immigrés : 1 071 000 ouvriers turcs travaillant en Europe ont été recensés en 1985 — avec les « clandestins » et les familles, le chiffre monte à près de 3 millions. Ils ont envoyé cette année-là 1,774 milliard de dollars au pays. La RFA accueille plus de la moitié de ces travailleurs (586 000), les Pays-Bas 78 000, la France 66 000 — 125 000 avec les familles — et la Belgique 31 000.

Entre l'islam et les vents du large

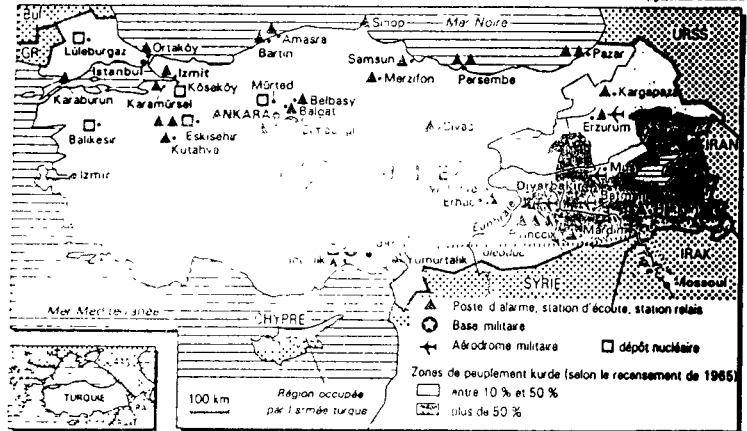
ET, last but not least, la question de l'islamisme (voir page 20 l'article d'Altan Gokalp). La Turquie, dont 99 % de la population est musulmane, est-elle vraiment menacée d'être submergée et emportée loin de l'Europe par l'islamisme, d'autant que l'Iran khomeiniste voisin ne se prive pas de faire du prosélytisme en Anatolie, en compagnie du très conservateur royaume d'Arabie saoudite ? Ces deux pays soutiennent financièrement divers groupes religieux et des firmes qui éditent des livres, revues, journaux, disques et cassettes pour propager leurs idées. Un rapprochement est intervenu depuis les années 70 avec les pays musulmans (la Turquie est membre de l'Organisation de la conférence islamique, dont la commission de coopération économique est dirigée par le bds kémaliste président de la République, le général Evren). L'Unité que leur porte Ankara est en partie diplomatique (recherche d'un soutien dans le conflit chypriote), mais surtout économique : 35 % des exportations vont vers ces pays, principalement l'Iran et l'Irak. Dans les pays du Golfe, les firmes turques de travaux publics ont emporté des marchés pour 1,5 milliard de dollars, 250 000 ouvriers turcs y travaillent, et la Turquie a reçu, en 1986, 1 million de touristes venus de cette région.

Mais la société turque n'est pas dépourvue d'atouts. Le renforcement de la démocratie et la reconstitution progressive des structures intermédiaires devraient aboutir à une contraction de l'espace socio-culturel abandonné un temps à l'islamisme, même si ce dernier continue de garder sa prééminence dans les consciences individuelles. La réussite de la démocratisation est bien une condition sine qua non de la survie de la République séculière en Turquie. Il n'est pas sûr que la classe politique et les militaires, si attachés au laïcisme, aient compris cette évidence. La gauche reste souvent seule dans ce combat et, actuellement, elle est bien faible. Quant à la droite, si libérale sur le plan économique, prête à admettre tous les accrocs à la moralité de la part de ceux qui s'enrichissent, mais beaucoup plus intransigente sur le plan des idées et des mœurs, elle défend les valeurs traditionnelles, la famille patriarcale, les femmes soumises, le paternalisme envers les jeunes et l'exclusion de tout ce qui sort de la « normalité ».

L'intégration à l'Europe aiderait sans doute la Turquie à devenir plus rapidement une société plus libre, plus démocratique et plus tolérante. Mais l'Europe a-t-elle encore la vision et l'énergie nécessaires pour accepter ce genre de pari sur l'avenir ? Pourtant le jeu n'est pas trop risqué. La Turquie d'aujourd'hui, où la mobilité sociale est grande, est dirigée par des hommes d'origine paysanne et profondément croyants, mais en même temps ouverts aux vents du large. Il est révélateur que ce soit le gouvernement actuel, dont le chef et les ministres n'ont jamais caché leur attachement aux valeurs de l'islam, qui ait demandé à adhérer à la CEE — alors même que les Européens sont incapables de procéder à une analyse lucide du phénomène islamique.

Avec ou sans l'Europe, les prochaines années risquent d'être difficiles, car, si le modèle libéral de M. Ozal donne des signes d'essoufflement, le peu d'attention accordée aux questions de justice sociale risque d'engendrer de nouveaux troubles et de faire ainsi le lit d'un autre régime autoritaire, ou de l'islamisme.

ATA GIL.



BASES ET POINTS D'APPUI DES ETATS-UNIS ET DE L'OTAN.

Points de repère

- Superficie : 781 000 kilomètres carrés (une fois et demi la superficie de la France)
- Population : 52 millions (1987)
- PNB hab. : 1080 dollars en 1985 (Espagne 4 290 - Grèce 3 350 - Syrie 1 570)
- Dette extérieure : 31,5 milliards de dollars (1986)
- Exportations : 7 958 milliards de dollars (1986) (10,4 milliards de produits agricoles et 3 995 milliards de produits industriels)
- Importations : 10,5 milliards de dollars (1986)
- Principaux partenaires commerciaux : RFA, Iran, Irak, Etats-Unis
- Espérance de vie à la naissance : 69 ans (1985)
- Taux de mortalité infantile : 84 pour mille (1985)
- 1915 et 1928 : les deux premières révoltes kurdes.
- 11 novembre 1938 : mort d'Atatürk.
- 23 février 1945 : la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne.
- 1946 : adoption du multipartisme et premières élections démocratiques.
- 1950 : le parti de la gauche démocratique (opposition) aux élections est élu au pouvoir.
- 1960 : le parti républicain au pouvoir depuis 1924.
- 1962 : la Turquie devient membre à part entière de l'OTAN.
- 1963 : Ankara signe avec l'Irak le pacte de Bagdad, qui rejointront le Royaume-Uni, le Pakistan et l'Iran.
- 27 mai 1960 : premier coup d'Etat militaire.
- 25 octobre 1961 : transfert du pouvoir aux civils.
- 1963 : signature d'un accord d'association entre la Turquie et la CEE.
- 12 mars 1971 : nouveau régime militaire qui durera deux ans.
- 20 juillet 1974 : intervention de l'armée turque à Chypre.
- 11 septembre 1980 : le général Evren s'empare du pouvoir.
- Novembre 1983 : élections législatives remportées par le parti de M. Ozal qui devient premier ministre.
- 14 avril 1987 : la Turquie dépose une demande d'adhésion à la CEE.



(Kadir Can-Sipa)

Un précieux avant-poste de l'OTAN

Par
STEPHANE YERASIMOS *

LA plus forte armée de l'OTAN en Europe (800 000 hommes, dont 600 000 pour l'armée de terre), ainsi résumait-on couramment l'importance des moyens de défense de la Turquie. Mais un examen plus attentif fait apparaître des forces pléthoriques et mal équipées pour l'essentiel des conscrits effectuant un service de dix-huit mois et commandés par un corps de 35 000 officiers et autant de sous-officiers de métier. Qualifiée par Alexander Haig, alors commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, de « cimetière de ferraille », la Turquie dispose d'un matériel désuet : la défense anti-aérienne date à 90 % des années 40 et les chars — des M-47 et M-48 — de la guerre de Corée ; les navires et les sous-marins ont trente à trente-cinq ans d'âge en moyenne et 70 % des avions de combat sont des F-100 des années 60 (1).

Cette situation n'est pas surprenante puisque Ankara dépense chaque année pour son armée moins que Bruxelles et à peine plus qu'Athènes ; ce qui représente tout de même 5,2 % du produit intérieur brut (PIB) et place le pays au troisième rang de l'alliance atlantique (2). Toute modernisation dépend, en dernier ressort, de l'aide occidentale, et notamment américaine, celle-ci étant liée à l'intérêt stratégique que représente ce pays pour l'OTAN.

Avec ses hauts plateaux et ses détroits, il bloque en effet l'accès de l'URSS à la Méditerranée et au Proche-Orient, tout en offrant un excellent observatoire des diverses activités en territoire soviétique. Ainsi, les Etats-Unis possèdent vingt-six bases et postes d'observation (voir la carte page 19), dont le nombre tend à augmenter après chaque nouvel accord bilatéral. Dans ces conditions, il est permis de se demander si l'aide américaine vise à mettre les forces turques à niveau ou si elle ne constitue pas plutôt un loyer pour l'utilisation de son territoire.

Même si la réalité est plus complexe plusieurs éléments confortent cette dernière hypothèse. Au milieu des années 70, l'embargo américain, en représailles à l'intervention à Chypre, porta le coup de grâce à une armée déjà mal équipée. Au début

des années 80, la situation était catastrophique, et le Pentagone estimait le coût d'une modernisation raisonnable à 1,2 milliard de dollars par an pendant une décennie (3). Or l'aide effectivement reçue atteint généralement la moitié de cette somme, même si la Turquie se situe, d'ailleurs, au troisième ou quatrième rang des bénéficiaires de l'assistance militaire de Washington.

Trois séries de mesures de modernisation décidées par le groupe mixte de la défense commune turco-américaine, en février 1984, concernent la fourniture à l'armée de terre de matériel de protection contre les armes chimiques de l'URSS, la mise en place de systèmes électroniques et l'installation de radars modernes (4). Deux préoccupations majeures percent : l'amélioration de la surveillance du territoire soviétique et le rôle de barrage humanitaire. Elles ne peuvent contenir une attaque en tête de la défense turque qui ne puissent monter au front.

Si l'importance de cette armée n'est pas aussi nette que ne le laisseraient croire ses effectifs à l'échelle de l'OTAN, elle reste la principale force dans la région. Membre (avec l'Iran et le Pakistan) du CENTO (Central Treaty Organization), maillon reliant l'OTAN à l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) pour ceinturer l'URSS, mais aussi pour contrôler le Proche-Orient arabe, la Turquie se retrouva seule après la révolution iranienne et l'invasion de l'Afghanistan. De cette solitude, elle tire une marge de marchandage plus grande ; ainsi, elle refuse de s'intégrer dans le dispositif de la Force d'intervention rapide ou d'abriter un émetteur de programmes radiophoniques destinés aux musulmans de l'Asie centrale. Dans le même temps, elle accepte de servir les desseins inavoués de Washington dans la région. Et la Turquie kémaliste, qui se glorifiait d'avoir obtenu de haute lutte ses frontières nationales, se découvre des frontières chez ses voisins, notamment à Mossoul. La remise en question des frontières paraît toutefois un jeu risqué, dans une région déchirée par les conflits.

(1) M. A. Birand, *A vos ordres mon commandant*, Istanbul, 1986 (en turc), p. 371, citant le discours de M. Richard Perle, secrétaire d'Etat adjoint à la défense, devant le Congrès des Etats-Unis, en mars 1982.

(2) Moyenne des dix dernières années. Sources : *Stockholm International Peace Research Institut (SIPRI)*, 1986 Yearbook et *L'Année stratégique*.

(3) *New York Times*, 4 août 1985.

(4) *L'Année stratégique*, p. 59.

* Enseignant à Paris-VIII.

DE L'ENCADREMENT DES ÉMIGRÉS A LA CONQUÊTE DE L'ENSEIGNEMENT

La vigoureuse poussée du courant islamiste

Par
ALTAN
GOKALP *

DEPUIS le début de l'année 1987, la question religieuse agite la vie publique de façon inhabituelle. Les attaques se développent contre les principes laïcs, piliers de l'Etat républicain turc. Pour les islamistes, de plus en plus nombreux, le refus du système de valeurs du monde occidental se cristallise autour du statut de la femme et de la famille. Alors que le « foulard islamique » reste interdit à l'Université ou dans le service public, son port devient un signe de ralliement. Très actifs, les militants de la foi multiplient les campagnes de presse, les grèves de la faim et les manifestations prières. L'agitation est relayée et amplifiée par les médias — très puissants et à gros tirage — de la diaspora turque (plus de deux millions de personnes disséminées dans la Communauté européenne), qui bénéficient de larges libertés d'expression et d'organisation faisant défaut dans la mère-patrie.

Pourtant la situation religieuse ne se limite pas à un conflit entre laïcs et intégristes. Un troisième pôle existe : les alévites, qui, avec 12 millions de fidèles, représentent plus du quart de la population. L'aléisme, contemporain des débuts de l'Empire ottoman, est d'origine chiite, mais il a évolué de manière très différente des autres chiismes proche-orientaux. Chez les alévites, le culte, le rituel et la langue sacrée s'inscrivent dans des traditions spécifiquement turques. Ne faisant ni prosélytisme ni recrutement, ils célé-

brent leur culte en secret. Qualifiés aujourd'hui encore d'hérétiques par l'orthodoxie sunnite, ils furent longtemps les victimes expiatoires de « pogroms » ou de « dragonnades ». Ils avaient toutefois trouvé dans le kémalisme un allié de choix : Atatürk, en reléguant la religion dans la sphère privée, a su mettre au pas leurs détracteurs. Plus que d'autres, les alévites se reconnaissent dans les partis de gauche. C'est donc entre trois allégeances

* CNRS, université de Nanterre — au sunnisme, à l'aléisme et au kémalisme — que se joue en Turquie, depuis 1924, la guerre de religion.

Comment être à la fois turc et musulman ? Deux options étaient en concurrence au tournant du siècle dernier. Le panturquisme visait à unir toutes les ethnies de « race » et de langue turques, en se « libérant » des influences arabes et balkaniques ; quant à la thèse qui finit par prévaloir avec le kémalisme, elle était centrée sur la construction de l'identité nationale et la séparation de la culture spécifiquement turque des influences musulmanes, considérée comme secondes. Le panturquisme reste l'idéologie de l'extrême droite et du parti du colonel Türkes et de ses groupes d'action, les « loups gris ». Longtemps anti-islamiste, ce courant utilise aujourd'hui l'effervescence religieuse, et la confrérie des Suleymançis lui sert de relais.

Pour sa part, le camp islamiste tente de résoudre les contradictions entre identité religieuse et sentiment national grâce à une option synthétique, dite *Turk-Islam sentezi*. A la différence

des fondamentalistes, ce courant ne renie pas le cadre national mais lie le progrès de la Turquie à la réactivation du patrimoine lié au passé ottoman.

Ces débats sur l'identité n'empêchent cependant pas des mouvements politico-religieux puissants et structurés, disposant de ressources considérables et de structures solides, de se déployer à l'intérieur du pays et dans la diaspora : soit sous forme de parti politique, soit par l'intermédiaire des ordres religieux.

Les partis confessionnels sont interdits. Mais, dès 1950, le Parti démocrate de Mendéré et les formations conservatrices ont ratissé large chez les religieux. Dans les années 70, avec le Parti du salut national (Millî Selamet Partisi, MSP), les mots d'ordre islamiques apparaissent ouvertement. Dirigé par le professeur Erbakan, le MSP est relayé en Europe par le mouvement Milli Görüs, solidement implanté en RFA depuis 1977 sous le nom d'Union turque d'Europe. Cette dernière dispose de nombreuses associations qui lui servent d'écrans, agencées autour d'un complexe économique qui assure la production et la commercialisation de produits alimentaires conformes aux prescriptions de l'islam, et fournit des services. Le groupe s'occupe du transport des immigrés vers la Turquie (billetterie, charters) et du convoi des pèlerins vers La Mecque, occasion de recruter de nouveaux membres. Les cliniques islamiques, les organismes de crédit et d'assurance — dont des filiales existent au Benelux, en Scandinavie, en France et en Autriche — permettent de renforcer le « contrôle » des exilés. L'organisation dispose aussi d'une

presse régulière — un quotidien et un hebdomadaire, — tandis qu'une société de production de cassettes audio et vidéo à caractère religieux reproduit les discours de M. Erbakan, mais aussi des films de fiction.

Sur cette imposante organisation fortement implantée au sein de la communauté turque d'Europe, s'appuie l'action en Turquie du Parti du bien-être, héritier du MSP. Tout en pratiquant une politique d'entrisme dans la formation de M. Ozal, actuellement au pouvoir, cet islam de combat ne dissimule pas ses objectifs : instaurer la loi islamique et abattre le kémalisme. La République serait impie, produit d'un « complot juif », et l'idée de nation est synonyme de racisme : l'islam n'a pas de frontière et la République islamique doit s'édifier là où vivent des musulmans.

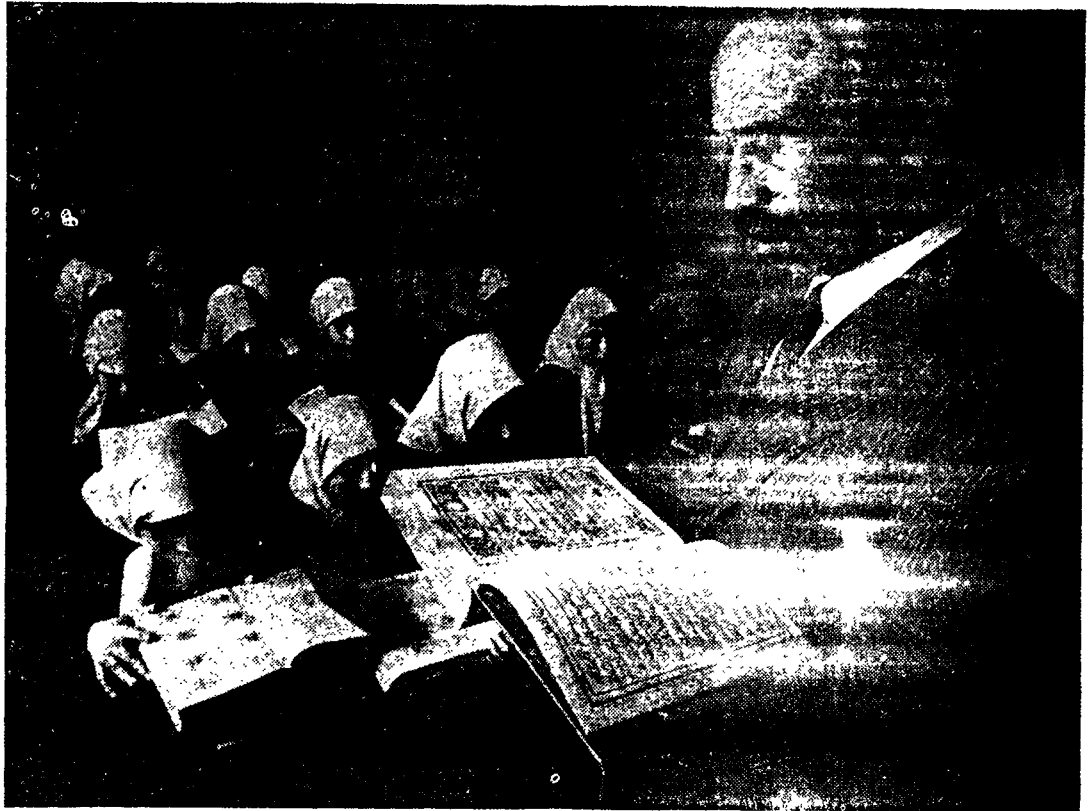
A la différence de l'islamisme politique, le système des ordres et des confréries a pour terrain la société civile, partout où l'on peut infléchir les décisions ou susciter des solidarités informelles. Bien qu'ennemis jurés des francs-maçons, traditionnellement bien implantés dans le pays, les gens des ordres les citent souvent en modèle.

Le plus important de ces groupes, par son histoire et son extension géographique (Chine, Républiques soviétiques d'Asie centrale, Turquie, Balkans), est celui des Nakchibendi, fondé à Boukhara au XIV^e siècle. D'obédience sunnite et mystique, il apparaît d'abord comme une école de retour à l'islam dans la vie individuelle et sociale. L'ordre n'est pas monolithique mais regroupe une nébuleuse de

(suite)

confréries qui conservent leurs propres règles et modes de recrutement. Cette segmentation se traduit par une concurrence souvent vive, à la mesure des enjeux : accéder à des positions de contrôle de la communauté des fidèles, à des ressources économiques, à un statut de partenaire représentatif pour les autorités locales ou nationales...

Actuellement, la plus en vue de ces confréries est celle des Süleymanci, où l'économique, le politique et le culturel, le local, le national et l'international se mêlent d'une manière qui rappelle les pratiques de la secte Moon. Les Süleymanci ont déployé leurs activités à partir de 1950, en mettant sur pied un réseau de cours coraniques « sauvages ». Parallèlement, la confrérie a développé des foyers de jeunes et des internats pour les élèves des lycées d'imams et de prédicateurs.



UNE ÉCOLE RELIGIEUSE A KONYA
Le poids des ordres et des confréries

Les apprentis sorciers

C'EST au sein de l'émigration que les résultats seront les plus payants : en Allemagne, 150 mosquées sont désormais sous leur contrôle, gérées par l'Union des centres islamiques qu'ils ont fondée en 1974 à Cologne. La confrérie est dotée d'une structure paramilitaire, et les cours coraniques servent d'antichambres au recrutement et à la formation de militaires encadrés par les hommes du colonel Türkeş, l'un des promoteurs du panturquisme. Très soucieux de faire reconnaître leur représentativité — ils revendiquent 60% de l'islam associatif en RFA — et d'étendre leur réseau dans les autres pays européens, les Süleymanci jouent le jeu du laïcisme en déclarant qu'ils sont pour la séparation de la religion et de l'Etat — et non pour la subordination de la première au second comme c'est actuellement le cas en Turquie. En revanche, ils sont moins disert sur certaines de leurs relations, notamment avec les survivants de la collaboration pronazie islamique dans les Balkans.

D'autres courants islamiques se partagent ce qui est devenu un véritable mouvement sociopolitique s'exprimant à travers les ordres et confréries : les

nurcu, les kadiri, les cerrahi, pour ne citer que les plus influents, se signalent par leur activisme et leur anticommunisme.

Entière est la responsabilité du voir militaire dans l'essor des mouvements islamistes, même si ces derniers échappent aujourd'hui à ceux qui ont joué les apprentis sorciers. C'est en effet le régime issu du coup d'Etat de 1980 qui a rendu obligatoire l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Huit facultés de théologie et 700 écoles publiques d'imams et de prédicateurs (contre 1 100 lycées d'Etat), 12 000 enseignants, 220 000 lycéens (sur un total de 790 000), 50 000 diplômés tous les ans — avec les mêmes droits que les bacheliers sauf pour les écoles militaires : l'enseignement islamique représente un formidable tremplin pour les intégristes.

Conséquence de l'absence d'une démocratie véritable pour M. Erbakan, du capitalisme sauvage sous-développé pour M. İnönü, des interventions et des manipulations étrangères pour le général Evren, l'effervescence islamiste, déjà structurée et diversifiée, pourrait modifier le paysage politico-culturel turc ainsi que l'équilibre précaire dans une zone notoirement instable.

Les Assyro-Chaldéens
minorité oubliée

Par JOSEPH YACOUB *

MINORITÉ ethnique, linguistique, culturelle et religieuse, les Assyro-Chaldéens des régions du sud et du sud-est de la Turquie (de Diyarbakir à Shehidini) fuient vers l'Europe pour échapper aux persécutions des Turcs et des Kurdes. L'exode de cette communauté chrétienne a débuté en 1980, au lendemain du coup d'Etat militaire du 12 septembre, et touché les vilayets (provinces) de Hakkari et de Mardin (district de Silopi et de Bahtan), la ville de Sirt et ses environs, Midyat... Aujourd'hui le nombre des Assyro-Chaldéens est réduit à 4 500 personnes en Turquie, alors qu'ils étaient 250 000 au début du siècle dans l'ensemble de l'Empire ottoman. Fuyant les massacres de 1915-1918, ils ont dû abandonner leurs terres ancestrales pour se réfugier, d'abord en Iran et en Irak, puis au Liban, en Europe occidentale et aux Etats-Unis ; une grande partie d'entre eux se sont aussi installés en Syrie, notamment dans la Haute-Djézireh (Hassaké, Kamechlié, Amouda, Ras-el-Aïn) et à Alep.

Non seulement le gouvernement turc fit obstruction à toutes leurs tentatives de retour dans leurs foyers, mais il persiste aujourd'hui dans sa politique de mépris à l'égard de cette minorité. Le sud-est de la Turquie se vide progressivement de sa population assyro-chaldéenne : 5 500 membres de cette communauté sont venus s'établir en Europe (3 000 en France, 550 en Belgique, les autres en Autriche, en RFA, aux Pays-Bas, en Suède...), obtenant dans la plupart des cas le statut de réfugié politique.

Le chant du derviche

DERRIÈRE les claquements des talmas, les roulements des tambourins et les provocations, d'un enjambement à l'autre, d'un pas au pas du Zen, le chant du derviche conte à un seul vers, à un seul mot, à une seule syllabe comme une flèche infallible pour venir nous atteindre au plus près de nous-mêmes, là où nous souhaiterions communément ne point aller, regarder, et point trop qu'autrui ne regardât.

Mais qu'y pouvons-nous ? Nous ne le pouvons pas, Kot, le derviche se proclame le Fou. Et chacun sait que le Raisonnable ne peut devenir novice si ne s'y joint la déraison de l'autre. Quelques siècles de notre Histoire suffiraient à le prouver.

Le derviche, ouvert au monde et transi par le mouvement perpétuel de la vie, ne revendique aucune propriété, et surtout pas celle de sa pensée. Elle relève — et toute la poésie soufi est là pour le montrer — ce n'est pas lui, plus que de ce qu'il est. Elle ne peut être réduite à un objet, car ce qu'il est, plus que de ce qu'elle véhicule, elle déborde l'entendement. On ne peut pas dire que le penser est inconscient, il l'est sans doute parfois, mais il faut noter Henri Michaux dans ses réflexions sur l'usage des drogues hallucinées. La poésie du derviche — pour lequel tout regard jeté sur le monde est haïssable — ne procède de ce 99 % du penser.

Younous Emre, Kağızçi, Konya, Turquie, 1311 et tous les derviches semi-légendés jusqu'à nos jours. Pour le poète de la Montagne Chuvin nous traitera d'entendre la voix (2) dans la montagne — entendre la voix dans le cœur et la mémoire — j'allais dire la mémoire du cœur — c'est le mot de la Montagne, qui constitue un « bouquet », comme l'on dit si souvent de la poésie orientale, mais plutôt que, tout droit venu de la Montagne d'en face, nous transmet une petite musique de nuit qui révèle sous nos pas un tapis de lumière sur lequel il ne nous reste qu'à danser. D'Orient en Occident, voici une heureuse évocation du tout premier des médias.

JEAN CHEERBRANT.

(1) Henri Michaux, *Les Grandes Épreuves de la Poésie*, Paris 1966
 (2) *La Montagne d'en face*, Fata Morgana, Paris 1969

Du génocide de 1915-1918 aux persécutions d'aujourd'hui, les documents d'archives et la mémoire populaire perpétuent les traditions du souvenir d'un passé douloureux comme s'ils voulaient nous empêcher de nous en aller et indélébiles cette terre chargée d'histoire.

Lors de la signature et de la ratification du traité de Lausanne en 1923, le gouvernement d'Ankara s'était engagé à reconnaître les droits des minorités plénières et égalitaires — sans distinction de race, de religion, de langue ou de religion — le droit au libre exercice, public et privé, de sa foi, de sa culture, de sa langue, de sa presse, de sa religion, de sa propriété, de sa liberté de circulation et d'émigration, et de tous les droits culturels et politiques. Il était également spécifié qu'il ne serait imposée aucune restriction à l'encontre du « libre usage par tout ressortissant de son territoire, quel qu'il soit, dans les relations privées ou de commerce, de sa langue, de sa religion, de sa presse et de publications de toute nature, de sa culture, de sa propriété, de sa liberté de circulation et d'émigration, et de tous les droits culturels et politiques ».

* Cf. *Le Monde Diplomatique*, 12 septembre 1980, p. 12.

A la recherche d'une diplomatie régionale

RÉSULTAT des tractations alliées sur le partage du Proche-Orient au cours de la première guerre mondiale et du nouveau rapport de forces établi après les victoires kémalistes, le découpage de l'Empire ottoman a tronçonné le Kurdistan, laisse subsister des noyaux de peuplement arabe en Turquie et coupé des populations turques de la mère-patrie. Longue de plus de 2 200 kilomètres (dont plus de 1 400 kilomètres avec la Syrie), la nouvelle frontière de la Turquie traverse la steppe et les montagnes, et représente un perpétuel défi pour les trente mille soldats chargés de la « boucler ».

Outre les peshmergas kurdes, des hors-la-loi de tout poil, des contrebandiers d'armes, de drogue ou de bétail, franchissent régulièrement cette poreuse muraille. A quoi s'ajoute désormais la propagande des ondes que déverse Radio-Téhéran en Anatolie, au grand dam des autorités d'Ankara. Mais c'est aussi par cette frontière que s'écoulent les flots de pétrole irakien — grâce à l'oléoduc Kirkouk-Youmourtalik, — ainsi qu'un trafic dense de camions ravitaillant les deux belligérants de la guerre du Golfe ; en attendant la mise en service de l'oléoduc Ahvaz-Dörtyol qui permettra à

l'Irak d'évacuer une partie de son or et d'éviter le détroit d'Ormuz.

L'image que se renvoient les Turcs et leurs voisins n'est pas exempte de méfiance et de rancune. Depuis les revendications territoriales sur Mossoul et le sandjak d'Alexandrette (1), les Turcs sont soupçonnés de nourrir des visées expansionnistes. L'adhésion de la Turquie au camp occidental après la seconde guerre mondiale, la reconnaissance de l'Etat d'Israël, la signature du traité de paix en 1952 et du pacte de Bagdad en 1955, ont fait apparaître les Turcs comme les alliés inconditionnels de l'Occident et les complices de l'imperialisme américain. Une étiquette dont il leur est difficile de se défaire, malgré la diversification de leur politique étrangère depuis vingt ans. D'autant que les bases militaires d'Anatolie doivent servir de points d'appui à la Force de déploiement rapide dans le cadre du dispositif stratégique mis en place par les Américains pour intervenir dans toute la région.

Dans cette perspective, les récents accrochages frontaliers avec les peshmergas aux confins irakiens et syriens doivent-ils être considérés comme de simples incidents de parcours ou comme l'amorce d'un dérapage ? La Turquie ne risque-t-elle pas d'être entraînée dans la guerre ? Il est révélateur que, depuis quelque temps, dans certains milieux d'Ankara, la « question de Mossoul » revienne sur le tapis.

un litige territorial qui avait été réglé

Société des nations (SDN), par l'attri-

en pétrole, moyennant compensation financière. Certains observateurs estiment aujourd'hui que, en cas d'effondrement politique ou militaire de l'Irak, la Turquie pourrait être amenée à intervenir, de quelque manière, à

en pétrole. Les troupes d'Ankara ont déjà, en vertu d'un accord avec Bagdad, pénétré à plusieurs reprises en territoire irakien à la poursuite de peshmergas. Mais une aventure plus importante serait-elle compatible avec l'objectif d'intégration dans la Communauté européenne que la Turquie poursuit patiemment depuis des années ?

F. G.

(1) Territoire qui faisait partie des frontières de la Turquie nouvelle fixées par les kémalistes en 1920, mais passé sous mandat français au lendemain de la première guerre mondiale. Il sera cédé à la Turquie en juin 1939 malgré les protestations des nationalistes syriens qui le revendiquent.

La « question de Mossoul »

DE leur côté, les Turcs n'ont pas oublié le « coup de poignard dans le dos » qu'a représenté, pendant la première guerre mondiale, la révolte arabe sur le flanc sud d'un Empire ottoman en guerre contre les Alliés. Et ils s'inquiètent aujourd'hui des risques de contagion révolutionnaire à partir de l'Iran.

Malgré le contentieux historique et les différences d'orientation idéologique et politique, la Turquie s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins du Sud-Est. Sans y parvenir vraiment avec une Syrie qui n'a pas oublié Alexandrette, et qui est périodiquement accusée de servir de refuge aux peshmergas du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais Ankara va bientôt disposer d'un moyen de pression efficace : le gigantesque projet d'équipement hydroélectrique du Sud-Est anatolien qui lui assurera le contrôle des eaux du Haut-Euphrate, indispensables pour l'irrigation de la plaine syrienne.

Pour leur part, l'Iran et l'Irak sont devenus en quelques années, respectivement, les deuxième et troisième partenaires commerciaux de la Turquie derrière la République fédérale d'Allemagne. Dans la guerre du Golfe, Ankara s'est efforcé de tenir la balance égale entre les deux adversaires, tout en participant à des tentatives de médiation dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Mais, si elle proclame sa neutralité, il est certain que la Turquie aurait beaucoup à redouter des conséquences d'une victoire des troupes de Téhéran.

Cette politique de bon voisinage s'inscrit dans une stratégie plus large visant le Proche-Orient. Le dégel a commencé voilà vingt ans lorsque Ankara, isolé dans l'affaire chypriote, a

cherché à s'assurer l'appui des pays arabes, puis, à la suite des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, la Turquie — pauvre en hydrocarbures — s'est rapprochée des gros producteurs, l'Arabie saoudite, la Libye, l'Irak et l'Iran. Depuis l'inauguration du libéralisme économique en 1980, les marchés du Proche-Orient — gros consommateurs de produits alimentaires et industriels — ont constitué un débouché essentiel pour ses exportations.

Malgré la baisse des prix du pétrole et l'interminable guerre du Golfe, la Turquie a acquis dans l'ensemble de la région un poids institutionnel (notamment dans le cadre de l'OCI), économique et financier (les trois cents firmes qui y travaillent représentent plus de 15 milliards de dollars de contrats), qu'elle compte bien faire valoir pour appuyer sa demande d'adhésion à la Communauté européenne. Le vieux rêve d'Atatürk — jeter un « pont » entre l'Europe et la Méditerranée orientale — repose désormais sur des bases solides.

Le lourd contentieux avec la Grèce

LA dernière crise gréco-turque, à la fin de mars 1987, ne fut pas une simple comédie de politiciens locaux désirant se refaire une popularité à bon compte en exploitant le sentiment national de leurs compatriotes. La guerre fut évitée de justesse et l'alerte refléta l'ampleur du contentieux qui oppose les deux pays.

Lorsque Ankara envoya le bateau scientifique *Sismik I* faire des recherches pétrolières au large des eaux territoriales grecques, la réponse d'Athènes fut foudroyante : mise en état d'alerte maximum de l'armée, rappel des réservistes, visite éclair du ministre des affaires étrangères à Sofia et fermeture momentanée de la base américaine de Néa Makri près d'Athènes. La Turquie dut reculer, et aujourd'hui les deux protagonistes sont partiellement tombés d'accord pour régler le problème des recherches pétrolières en mer Egée devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Pourtant, ce chapitre est l'un des moins importants dans l'ensemble du contentieux opposant la Grèce et la Turquie. Chypre est sans conteste la pomme de discorde primordiale. Depuis que l'armée d'Ankara occupe 37 % du territoire septentrional de l'île, Athènes soutient totalement la République de Chypre dans sa volonté de faire appliquer les résolutions de l'ONU prévoyant le retrait des troupes étrangères, la réunification de l'île et le retour des réfugiés chypriotes grecs dans leurs foyers. En revanche, Ankara et, depuis 1983, la République turque du nord de Chypre, militent en faveur d'une confédération regroupant deux entités dans un Etat fédéral faible. Après l'échec des négociations de janvier 1985 et du plan de paix proposé par le secrétaire général de l'ONU, la partition s'installe.

La délimitation du plateau continental égéen est un deuxième point d'accrochement. Ankara voudrait, pour se ménager des débouchés, que la mer Egée soit partagée équitablement en deux. Pour Athènes, cette prétention remet en cause sa souveraineté sur les îles bordant la côte turque et menace la continuité de l'espace maritime égéen.

L'espace aérien est aussi l'objet d'âpres controverses, la Turquie refusant à la Grèce le droit de contrôler les couloirs aériens G-18, J-60 et B-7.

Le statut militaire des îles entre dans le dossier. Officiellement démilitarisées depuis les traités de Lausanne (1923), Montreux (1936) et Paris (1947), les îles ont été largement remilitarisées depuis 1974, Athènes répondant ainsi à la création par Ankara de la IV^e armée de l'Egée, basée à Smyrne.

Enfin, deux derniers chapitres couvrent le droit de la minorité grecque d'Istanbul et des populations turques de Thrace occidentale, les deux capitales estimant que leurs « nationaux » sont opprimés.

La Grèce a refusé le 25 mai dernier de signer le protocole d'adaptation de l'accord d'union douanière entre la CEE et la Turquie tant que ne sera pas trouvée « une solution satisfaisante à la question de la restitution des propriétés des Grecs d'Istanbul confisquées par une loi turque de 1964 ».

Quant au projet d'adhésion de la Turquie à la CEE, la position d'Athènes est encore plus nette. M. Théodore Pangalos, ministre des affaires européennes, a déclaré à Bruxelles le 14 mai 1987 : « Il est impossible que notre gouvernement appose sa signature à la requête d'adhésion d'un pays qui conteste manifestement les droits souverains de la Grèce en Egée et qui occupe depuis 1974 le nord de Chypre, qu'il colonise. »

Pour lever ce veto, Ankara devra, d'une manière ou d'une autre, régler son contentieux avec Athènes.

Kurdistan : un lancinant conflit

Par
CHRISTIANE MORE

COMME l'Irak et l'Irak en guerre, la Turquie doit faire face au renouveau de l'irréductibilisme kurde. Pourtant, depuis sa fondation par Atatürk, l'Etat vit sur le mythe d'une population homogène et refuse de reconnaître des droits spécifiques aux dix millions de Kurdes, majoritaires dans les régions les plus pauvres de l'Est et du Sud-Est.

Si la plupart de ceux qui habitent les régions les plus déshéritées ne parlent que le Kurde — malgré l'interdiction de cette langue dès 1924 (1), d'autres, très nombreux dans les villes, ne prennent conscience de leur identité que durant l'exil — un million d'ouvriers émigrés en 1985 — économique ou politique. Ce n'est que dans les pays d'accueil, au sein des associations ou dans les écoles bilingues — comme en Suède, — qu'ils ont la possibilité d'apprendre à lire et à écrire.

Aujourd'hui encore une majorité de Turcs envisagent le problème comme un simple conflit entre tribalisme et nationalisme étatique, les Kurdes étant, pensent-ils, davantage exploités par leurs aghas (seigneurs, grands propriétaires terriens) que par le pouvoir central. Et de citer en exemple une certaine élite kurde « turque » qui participe et contribue au développement de la vie nationale dans le domaine de la littérature, de la musique et même de la politique. Cependant, à la faveur de la liberté d'expression retrouvée, un certain nombre de journaux et d'hebdomadaires abordent le problème pour parler des revendications kurdes et donnent la parole aux partisans de l'autonomie — sans aller, toutefois jusqu'à parler d'indépendance.

Après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, le pouvoir militaire démantela les organisations kurdes qui avaient pris un nouvel essor dans les années 70, alors que la popularité de Moustafa Barzani, dirigeant de la rébellion kurde en Irak, était à son apogée. Une politique de répression comparable, dans une certaine mesure, à celle qui suivit la grande révolte de Dersim en 1938 fut mise en œuvre : arrestations massives, condamnations à mort, exil de nombreuses personnalités... Mais, si après Dersim, l'Etat parvint à mettre au pas l'irréductibilisme kurde, aujourd'hui, le mouvement s'est au contraire radicalisé : de la revendication de la reconnaissance de droits nationaux, il est passé à l'exigence d'indépendance, objectif à réaliser, pour les plus extrémistes — dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se veut le porte-parole, — par tous les moyens y compris la lutte armée.

Cette évolution, parallèle à la relance de la guérilla par les Kurdes d'Irak et d'Iran, appelle les ingérences extérieures qui ont toujours marqué les rébellions kurdes. Dans ses mémoires,

M. Henry Kissinger notait déjà qu'en 1974 le « le chah [occupait] l'attention de l'Irak en soutenant la rébellion kurde en territoire irakien (2) ». Aujourd'hui, Bagdad aide les Kurdes d'Iran, Téhéran soutient ceux d'Irak tandis qu'Ankara accuse la Syrie de servir de base arrière au PKK.

Les nombreuses mesures prises depuis 1984 par le gouvernement turc montrent que la détermination du PKK est prise au sérieux : opérations de ratissage dans les villages par des commandos aéroportés, accord sur la sécurité des frontières (d'abord avec l'Irak en octobre 1984, ensuite avec l'Iran, qui dément, enfin avec la Syrie en juillet 1987), ordonnance de 1985 créant des milices de « protection de villages » (3), loi du repentir, primes aux « chasseurs de têtes », création en 1986 de brigades antiterroristes entraînées aux Etats-Unis, établissement d'un *no man's land* le long des frontières sud, évacuation des villages situés dans les régions stratégiques — cette dernière mesure étant présentée comme une volonté de mise en valeur des provinces de l'est.

Car, et c'est une victoire des séparatistes, les autorités d'Ankara admettent aujourd'hui qu'il existe un problème en Anatolie orientale (appellation officielle du Kurdistan de Turquie), même si elles le limitent au domaine économique.

Devant la recrudescence des troubles dans les « régions de l'est », le gouvernement met l'accent sur l'équipement de certaines zones maintenues jusqu'alors dans un état de sous-développement. La construction des barrages sur l'Euphrate (dont le barrage Atatürk) devrait transformer la région en grenier et réaliser « l'assimilation des montagnards réfractaires ».

Dans le même esprit, le projet de déplacement de populations qui touche cinquante-deux provinces sur les soixante-sept du pays, a été présenté au début de l'année 1987 par l'administration des forêts, qui en est l'auteur, comme une mesure en faveur des « habitants de villages déshérités qui seront transplantés dans des régions fertiles de l'ouest ». Pour la gauche turque et les milieux de l'immigration, ce plan viserait avant tout à disperser les paysans de deux cent trois villages de la seule province de Tunceli (nom donné au Dersim après l'écrasement de la révolte kurde en 1938), « la province aux trois gendarmes par habitant », qui a déjà fait l'objet de telles mesures après les premières actions de guérilla en 1984. Le PKK ne voit dans cette opération qu'une continuation de la politique de l'Etat qui, aujourd'hui comme par le passé, déplace la population kurde pour isoler la résistance.

(1) L'utilisation d'une autre langue que le turc peut être sanctionnée par 100.000 livres d'amende et par un à trois ans de prison.

(2) *Les Années oraguses*, Fayard, 1982, page 835.

(3) Le salaire attribué à un milicien est le double de celui d'un journalier.

Herald

Iraq admits it has relocated Kurds



**GULF
WAR**

WASHINGTON, Friday: Iraq's Ambassador to the US acknowledged on Wednesday that his Government has forcibly relocated the inhabitants of Kurdish villages in the northern part of his country after demolishing their homes.

But he insisted the move was necessary to protect them from Iranian-backed rebels there.

"The only way to protect these people is to remove them to a safer area," Mr Abdul Amir al-Anbari said in an interview.

State Department officials said it was the first time an Iraqi official has publicly acknowledged the forced relocations, which are widely viewed as a violation of human rights.

The State Department and Western diplomats in the Iraqi capital of Baghdad believe the mass relocations are intended to keep the Kurdish villages from becoming aligned with Iran, not to protect the villagers from Kurdish rebels.

More than 300,000 Iranian and Iraqi troops are said to be fighting in the region.

Mr Anbari said he had "no idea" how many Kurds have been affected, but Western envoys in Iraq have estimated as many as 100,000 have been forcibly moved in the past year.

The diplomats say entire villages of mud-brick houses have been levelled by bulldozers and that Iraqi troops have then burnt their crops and thrown explosives into wells to destroy village water supplies.

They say the villagers have then been forced on to military transports and relocated to barren lands south-west of Baghdad, near the Saudi Arabian border, where the desert soil makes agriculture difficult.

Most of the villages that have been destroyed are in the mountainous Kurdistan region of Iraq, where a variety of Kurdish tribes and guerrilla groups have fought invaders, and each other, for centuries.

Some Kurdish tribes there side with Iran, some with Iraq. Some seek more autonomy for the

'Schoolboys Iran's best soldiers'

NICOSIA, Friday: Iranian schoolboys are the best frontline fighters in the Iran-Iraq war because they have no dependence on worldly matters.

Iran's Education Minister, Mr Kazem Akrami, said yesterday that 150,000 pupils served voluntarily at the war fronts last year and "brothers at the [Islamic Revolutionary] Guards Corps have said they were the best frontline fighters in the operations in which they spearheaded the attack".

"The reason is clear: if a pupil understands spiritual matters well, he will only depend on God. He will not depend on anything in this world," Mr Akrami said on a Tehran Radio broadcast.

Kurds in the region. But their alliances are constantly shifting.

Mr Anbari said the major threat is from rebels with the Kurdish Democratic Party, one of the major Kurdish groups that was founded by the late Masud Barzani. These so-called "Barzanis", he said, received arms and financial aid from Iran and acted as guides for Iranian troops operating in the region.

"These Barzanis penetrate these villages under darkness of night and ... they rape their girls, they take their sons and take their property," Mr Anbari charged. "It is a matter of certain villages being relocated by us to safer areas to protect them from the Barzanis."

Villagers have protested at the destruction of their homes and insisted they wanted to remain, according to relatives interviewed recently in Baghdad. The Iraqis have kept reporters from travelling through the area.

Despite the villagers' wishes to stay put, Mr Anbari said, it was necessary to relocate them for their own good.

"In time of war," he said, "it is for the central Government to decide what is best."

Mr Anbari rejected suggestions that the forced relocations violate human rights.

He insisted that his Government had gone out of its way to accommodate Iraq's estimated three million Kurds by permitting them limited self-government and such "privileges" as their own

"A pupil feels that ours is an independent, free and anti-imperialist country at loggerheads with America ... [this] gives him a feeling of joy and he is ready for any sacrifice to maintain this situation."

Mr Akrami said his ministry had set up schools for combatants in the war zones, some of them equipped with mobile chemistry laboratories. Physics labs were on the agenda for this year. He added that teachers were also highly-rated fighters.

Speaking on the same program, Mr Akrami's deputy in charge of war affairs said pupils comprised about 60 per cent of all the volunteer "Basiji" fighters.

Reuter

radio station and even the right to identify themselves as Kurds — something that is forbidden in neighbouring Turkey.

Meanwhile, reports from Bahrain said an Iranian gunboat ambushed a Panamanian-flag tanker in the southern Gulf region today.

The attack started a fire that was put out, shipping sources in the region report.

The 103,584-tonne Grand Wisdom was fully loaded with crude oil when it was hit by a rocket-propelled grenade just off the United Arab Emirates port of Jebel Ali, the sources said.

They said the blaze was extinguished by the ship's crew and there were no casualties in the attack, Iran's first since the end of last month.

Iraq claimed on Wednesday its jets had hit four Iranian tankers in the northern Gulf within about nine hours.

Although only one of those attacks was independently confirmed, shipping operators in the Gulf had braced for a bout of tit-for-tat raids by Iran.

The last reported Iranian attack was carried out on October 24 when another Panamanian-flag tanker, the Prosper Venture 1, was hit by a gunboat 30 kilometres off the United Arab Emirates coast.

Meanwhile, the 15th US escort operation in the Gulf was completed without incident today.

The New York Times, Reuter, Australian Associated Press

INSIGHT

09.11.1987

Hürriyet

Turkey Finds Iran Is Behind Turmoil

ISTANBUL, Oct. 11 — Security forces and intelligence units have uncovered a new plot by Tehran, which has been trying to spread the Khomeini trend in Turkey with the intention of setting up a regime in our country based on Sharia [Islamic law], like Iran.

The security forces and intelligence units have established that Iran has been supplying arms to separatist and treacherous militants terrorizing and killing people in eastern and southeastern Turkey. The report they have drawn up points to the threat from Iran and says, "They are trying to weaken the confidence of the masses by weakening state authority through anarchy and terrorism."

The seizure of Iranian arms, ammunition and equipment from militants who have recently been arrested by the security forces has exposed Iran, a country we have regarded as friendly and fraternal. The support given to the separatists by Iran, which has interfered in Turkish affairs in various ways in the past, particularly through Tehran radio's malicious and loathsome broadcasts, has filled the people with aversion.

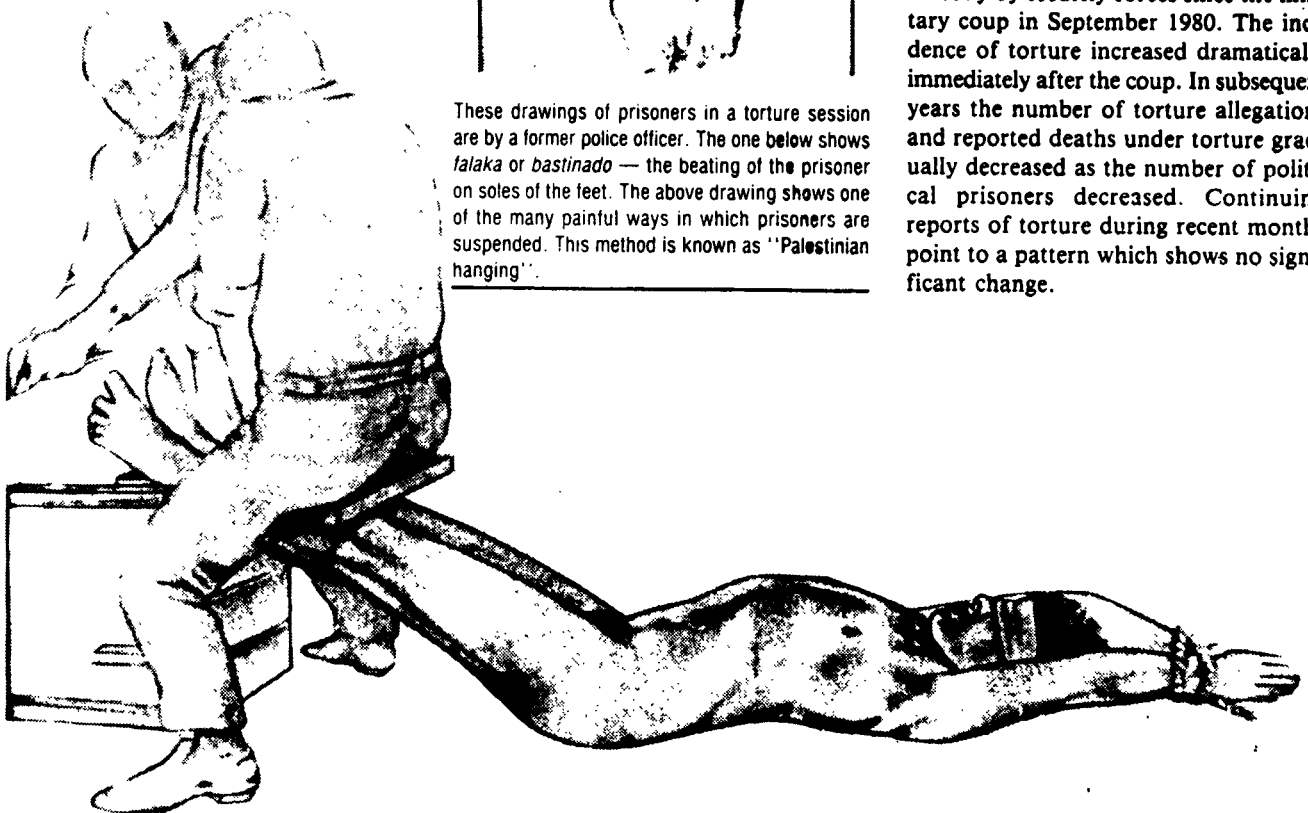
TURKEY

File on torture

November 1987



These drawings of prisoners in a torture session are by a former police officer. The one below shows *talaka* or *bastinado* — the beating of the prisoner on soles of the feet. The above drawing shows one of the many painful ways in which prisoners are suspended. This method is known as "Palestinian hanging".



Almost four years after a civilian government came to power in November 1983, no effective measures have been implemented to prevent torture in Turkey.

Turkish authorities admit torture takes place, but claim it has been used only in isolated incidents. Despite assurances that all complaints of torture are investigated and those responsible prosecuted, AI has not observed any fundamental changes in the systematic and widespread practice of torture.

The number of allegations of torture at any time appears directly related to the number of people detained. During an earlier period of military intervention, from 1970 to 1973, when several thousand people were detained, AI received hundreds of allegations of torture and believed torture was widespread and systematic. Fewer allegations were received during the mid-1970s, when there were fewer political prisoners. However, after the introduction of martial law in December 1978, the number of cases of torture increased. Following a research mission in May 1980 AI concluded that most people detained by the police and martial law authorities were tortured. In some cases they were tortured to death.

The newly founded Human Rights Association in Turkey estimates that at least 240,000 people have been taken into custody by security forces since the military coup in September 1980. The incidence of torture increased dramatically immediately after the coup. In subsequent years the number of torture allegations and reported deaths under torture gradually decreased as the number of political prisoners decreased. Continuing reports of torture during recent months point to a pattern which shows no significant change.

Methods

The main purpose of torture in police custody is the extraction of information and confessions. Ill-treatment in prisons, often involving routine beatings, is intended to maintain discipline. In both prisons and police stations, intimidation and humiliation of prisoners is an additional motive.

A variety of methods is used. Suspects are blindfolded and handcuffed immediately after detention. Even common criminal suspects are often stripped naked during interrogation, hosed with ice-cold water, or left naked on the concrete floors of cells in the harsh conditions of winter. Detainees are frequently kept hungry and thirsty. They are prevented from sleeping for days and are forced to stand in tiring positions for long periods.

The method of torture most frequently applied is *bastinado* (*falaka*, beatings on the soles of the feet). The only equipment necessary is a chair and some rope (see illustration). Electric shock torture is applied using a hand generator. It is often combined with various forms of hanging (see illustration).

Other forms of cruel, inhuman and degrading treatment are also applied,

including sexual abuse, insults and threats, and even mock executions.

Torture Centres

Although people are tortured in police stations and prisons throughout Turkey, there are also buildings specifically equipped for torture.

Most of these places are well known. If the government is committed to the elimination of torture, the treatment of detainees in these centres must be investigated and steps taken to ensure that the practice is discontinued.

One of the best known torture centres is a place called DAL (*Devlet Arastirma Laburatuvari*, State Research Laboratory) in Ankara Police Headquarters. In April 1987 AI obtained a sketch of DAL with Section A and Section B where the torture equipment is housed. It was drawn by students detained between November 1986 and March 1987. The main elements of this sketch were confirmed by a former prisoner of conscience tortured there in 1981. Except for the addition of a "recreation room" used to treat injuries before the prisoner's release or formal arrest by a court, nothing seems changed.

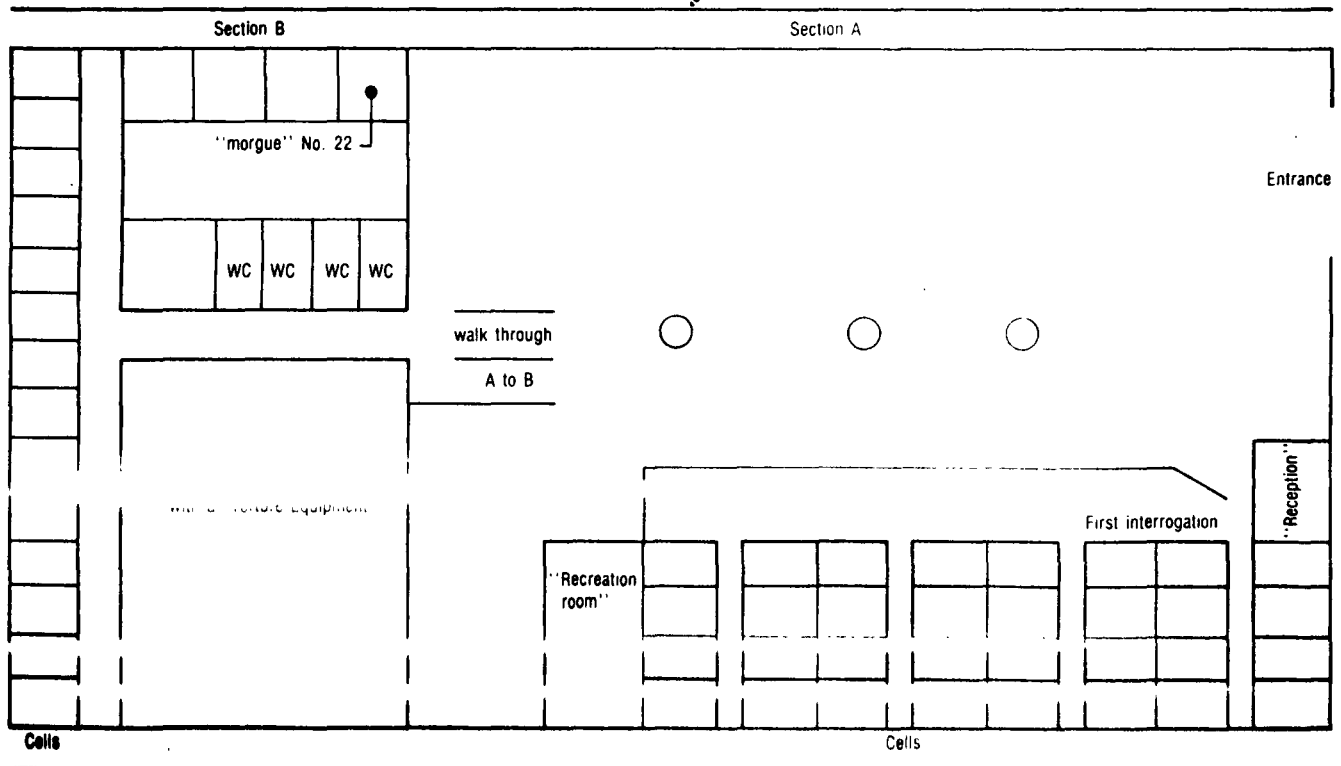
Deaths in custody

Since the September 1980 coup, AI has submitted to the authorities the names of more than 100 people alleged to have died in custody. In reply AI has received information from the authorities on 82 of these cases. Most of the replies are unsatisfactory.

Since the end of 1985, various organizations in Turkey have issued lists of people who died in custody. The prisoners named include some who died as a result of hunger-strikes or medical neglect and some who committed suicide. Even so, the majority of prisoners named in these lists apparently died as a result of torture.

In December 1985 Cuneyt Canver, a Social Democrat Populist Party (SHP) member of parliament, handed over a list with 113 names of individuals who died in custody to the president of parliament during a debate on the budget. One year later Fikri Saglar, Secretary General of the SHP submitted a list of 253 names and in February 1987 the Human Rights Association released detailed information on 149 cases to the press. Twenty more names were added later.

On March 16, 1982 the Minister of State, Ilhan Oztrak, acknowledged



A torture centre in Ankara. This sketch by former detainees shows the State Research Laboratory within Ankara Police Headquarters. The passage between Sections A and B is low so people must bend down to walk through. It can be closed off by an artificial wall camouflaged with fire extinguishers to avoid unwanted entry.



Amnesty International BULLETIN

(suite)

publicly that 15 people had died as a result of torture since September 1980. A report issued by the Chief of the General Staff's Office on October 29, 1982 stated that investigations into 204 deaths allegedly caused by torture had determined that in only four cases were the deaths attributable to torture.

In April 1984 the same office announced that since the first declaration of martial law in December 1978 two people had died as a result of torture. In April 1986 Yildirim Akbulut, Minister of the Interior, answering questions in parliament said that there were a total of 78 deaths during interrogation between December 26, 1978 and December 31, 1985, but did not specify the causes. In December 1986 the Minister of Justice, Mahmut Oltan Sungurlu, stated that 13 deaths in custody had been caused by torture or ill-treatment.

During the first six months of 1987 AI received information on 11 deaths in custody. Nine were allegedly caused by torture.

For example, in February 1987 the gendarmerie (armed rural police), searching for Hasan Bayram, rounded up members of his family in Pirinlik village near Diyarbakir and took them to the gendarmerie station. The next day Hasan Bayram's 70-year-old father, Zulfikar Bayram, died in hospital. His wife Esma Bayram says:

"On February 19 gendarmes came to our house saying that they were looking for my son Hasan who is on the run. Everyone in the family was beaten. They

took us, my husband Zulfikar Bayram and the children, to the gendarmerie station where they beat us and hit us with the butts of their rifles. My husband, who was seriously injured, and I were taken to hospital, where he died . . . An autopsy will provide proof that torture caused his death. A medical examination of the other members of the family who are still in custody [on February 22] should be done."

In another case, the death of Mehmet Kalkan on June 14, 1987 in the hands of the Diyarbakir Directorate of the Rapid Forces (special branch of the police) led to a three-day hunger-strike of political prisoners in Diyarbakir Military Prison.

Mehmet Kalkan escaped from Diyarbakir Prison in 1983 and was recaptured on March 13, 1987. He died three months later while undergoing police interrogation. Officials claim he committed suicide, but his brother, Mustafa, is convinced Mehmet was tortured to death. Mustafa Kalkan told the press that both he and his father Omer Kalkan had also been tortured between October 4 and 9, 1985 during interrogation.

Torture in southeastern Turkey

Another dimension of the problem of torture and ill-treatment in Turkey is illustrated by the situation in the southeast. Armed clashes between Kurdish guerrilla troops and the Turkish security forces have led to more than 700 deaths in less

than three years since August 1984.

AI received oral and written statements of whole villages rounded up by security forces. Members of the Kurdish population state they have been beaten by the gendarmerie or army personnel searching for guerrillas and their supporters. Four people allegedly died as a result of torture between February and June 1987.

A report in the newspaper *Cumhuriyet* of May 6, 1987 recounts events in Guzeloz village in the district of Gercus, Mardin province. The inhabitants said:

"On April 9 the gendarmerie came into our village and rounded the men up in the school playground between 3 and 4 pm. They took 12 people to the gendarmerie station in Ulas. They were stripped naked and beaten until 3 in the morning. Their eyes were blindfolded and they were handcuffed. Then they were set free.

AI on torture in Turkey

Quotations from AI reports

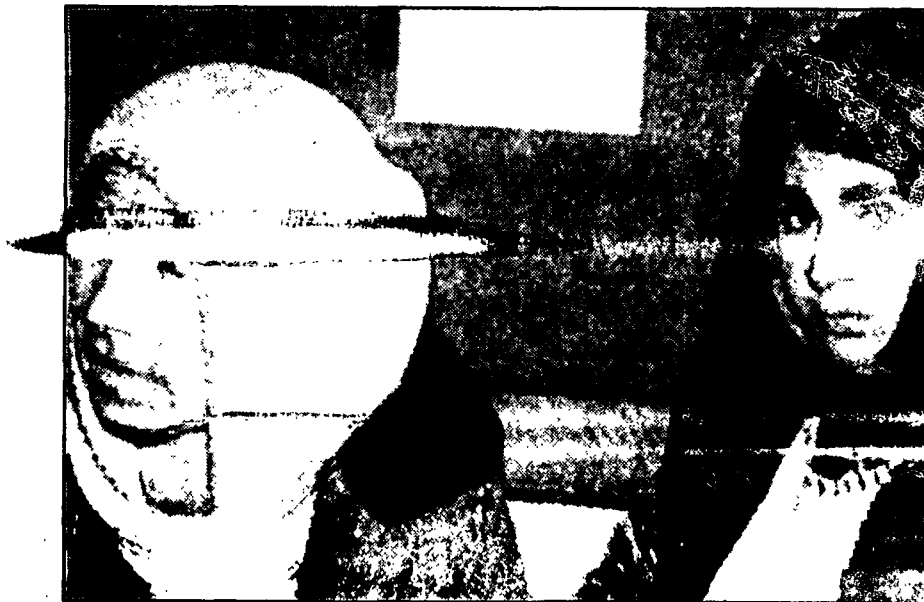
May 1984: *File on Torture*: "The Turkish authorities have persisted in the torture of prisoners during the present decade."

July 1985: *Testimony on Torture*: "Torture is widespread and systematic in Turkey."

February 1986: *Violations of Human Rights in Turkey*: "Political prisoners and common criminals are tortured or subjected to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, while in police custody."

November 1986: *Torture and Ill-treatment of Detainees and Prisoners*: "Most allegations of torture reported by AI relate to ill-treatment of detainees in police custody either during their initial interrogation, or when they have been taken again by the police for questioning, after transfer to a military prison."

June 1987: *Continuing Violations of Human Rights in Turkey*: "AI continues to be concerned about the imprisonment of prisoners of conscience and systematic torture of political prisoners."



Esma Bayram (photographed with her daughter) was taken into custody together with several of her children. All were torture victims.



These four children needed medical treatment after subjected to electric shock torture. They came from a village in southeastern Turkey where Kurdish guerrillas have been active.

“The next day 500 gendarmes came to the village and once again rounded up the men in the school playground. The gendarmes searched all the houses but did not find anything. They took the men inside the school and beat them. The beatings went on until 3 pm. During this time one of us was stripped naked [Huseyin Cetin] and shown from the window of the school.

“Four children of our village were asked where the bandits were and given electric shocks to the mouths. Their mouths bled and they had to be given medical treatment.”

Testimony: Forced to watch torture of wife

“Worse than the physical torture, I was subjected to psychological torture, much more cruel and shameful for mankind.

“As well as the threat: ‘If you do not speak, we will torture your daughter’ in the presence of my two-year-old daughter in the torture chamber. I lived through the agony of listening to the cries of her mother, who was tortured in the detention and interrogation cell at Gayrettepe First Branch (Istanbul Political Police), unable to calm our weeping daughter.

“Making degrading threats, they tortured my wife at my side. I have seen a police truncheon in her anus. Can I and those like me, who have been subjected to such degrading and inhuman treatment, ever forget all this?

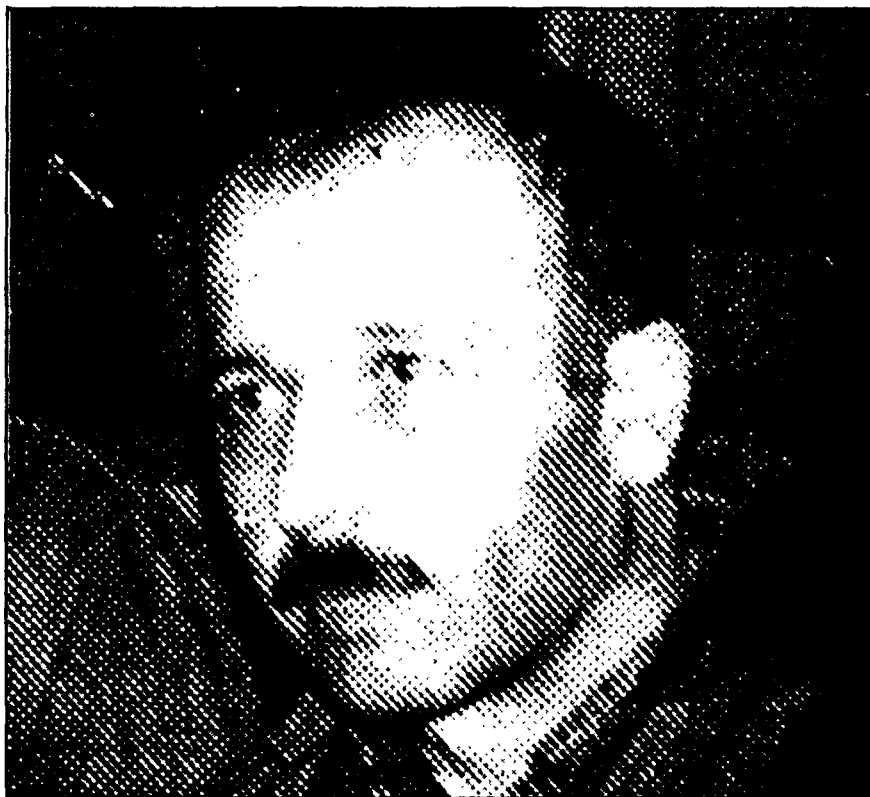
“I do not know how many times I was hung up by my feet, or in the crucifix position, with my hands tied at the front

or behind my back. Sometimes I was kept hanging for minutes, sometimes for hours. I imagine that the periods, when my shoulder blades pressed against my chest, when I had difficulty in breathing, when I lost all feeling in my arms and could not touch the floor, amount to a total of several days.

“During this time I was beaten up and given electric shocks while suspended in the air. My armpits were cut as if with a razor blade . . . I lived through days when

electric shocks given to the toes, the sexual organs and the hands and ears all seemed to converge in the belly of a human being. Only someone who has gone through the torture centres can know what it means when lightning strikes in the belly of a human being. . . .”

Kemal Bilget, a teacher, and his wife were detained on June 17, 1986 in Elazig. AI sought assurances that the couple would not be tortured or ill-treated in



Kemal Bilget was forced to watch the torture of his wife.

Amnesty International BULLETIN

(suite)



Theatre director Yilmaz Onay was detained in December 1986. He testified that he was tortured for three days inside Ankara Police Headquarters.

detention. The Ministry of Justice replied in February 1987 that Kemal Bilget was one of the defendants in the trial at Istanbul State Security Court, charged with membership in an illegal organization called TKEP (Turkish Communist Workers' Party). Allegations of torture were raised but found groundless so investigations into the allegations were stopped by the prosecutor.

Kemal Bilget says he was subjected to torture in Elazig and Istanbul for a total of one month. He saw a doctor only

many months later, yet in a report dated August 7, 1986 issued by the Health Committee Elazig State Hospital, signs of the torture were documented.

The above testimony is from Kemal Bilget's statement at his court hearing on January 15, 1987.

Ill-treatment in prison

After new regulations for the treatment of prisoners in military prisons were introduced on September 30, 1986 the



Refik Baytar, a grammar school student from Batman says he was tortured for 12 days in Siirt and Batman police stations in January 1987

situation in prison seemed to slightly improve but since April 1987 new allegations of ill-treatment in military prisons have been received.

In a press conference on April 1, relatives of prisoners in Istanbul claimed that prisoners in Metris Military Prison were ill-treated. They claimed that six defendants in a political trial at Istanbul Military Court had been stripped naked and beaten under the pretext of a routine search. The six were accused of membership in the TKP/ML, Turkish Communist Party/Marxist-Leninist.

In June 1987, inmates of Sagmalcilar Prison in Istanbul were beaten after they refused to wear chains on their way to court. Their court hearings are now proceeding in their absence.

In Adana, mothers of political prisoners complained at the beginning of June 1987 that their sons, Ayhan Karmis, Ali Nurdogan Koroglu and Haydar Karadag, were tortured in Adana Closed Prison because they refused to sing the national anthem and to participate in prayers during meals. Zeliha Karmis claimed her son suffered internal bleeding and that she had seen blood coming from his ear.

Testimony: Criminal suspect tortured

"On January 31, 1987 I was arrested while driving my taxi. Shortly after we had arrived at the police station they applied *bastinado* (beatings on the soles of the feet) to me. They fixed my legs to a stick with a rope and tightened it by turning it five or six times.

The first day I was beaten day and night and then I was taken to a cell for one person. I got nothing to eat or drink and I was not allowed to go to the toilet. They were swearing at me all the time.

"On the second day I was sleeping in my cell when they arrived at around 2 or 3 am. They took me handcuffed and blindfolded to another room. Here they stripped me naked and tied one of my feet and my hands to something. Again they beat me and squeezed my testicles so that I screamed the whole time.

"On the third day they told me to confess to the crime or I would have electric shocks applied to me. They took me to a room and asked me to undress. Although I resisted they took off all my clothes and fixed a cable to my little finger and applied electricity until I fainted.

Amnesty International BULLETIN

(suite)

I could admit to nothing because I knew nothing, but they made me sign a statement. In court I learned that it was about a woman whose money had been stolen."
Testimony of Ihsan Allabucak

Testimony: Sexual abuse

"We have youngsters aged 20 and 21 at our disposal, hard as a rock. If they want to torture a girl sexually . . . why should they feel the need for a truncheon?"

Former General Turgut Sunalp,
October 1985

"I was taken to Yenimahalle Police Station. My eyes were blindfolded and I was taken to a place I do not know. Here I was stripped naked. First I was hosed with ice-cold water and given electric shocks. They wanted me to sign a statement, but I refused.

"Thereupon they locked me in a single cell with a male student. We were both stripped naked. Under torture they tried to force the student to assault me sexually. As I could not stand it, I agreed to sign that statement."

Nilufer Aydur is one of hundreds of students arrested in April 1987 after widespread protests against restrictions on student associations. Her testimony was given at a trial in May 1987, of 141 students at Ankara State Security Court.

"Because torture has become a profound and widespread political tool it is difficult to erase its roots. . . Therefore the authorities are defending torture and trying to hide it."

Journalist Ilhan Selcuk, February 1986

Testimony: Threats and torture

"I was detained on December 24 in Ankara. They also took my wife to the police station. I immediately admitted to stealing a car because I had really done that. I asked them to release my wife and my sister. They immediately beat me and said: 'You have a record of political crime and at your home we have found banned publications; you are still involved in political activities.' I said that I had been imprisoned for eight years for political crime, but that possession of individual banned books was not forbidden. They said: 'You know too much.'

"I was taken to the torture room while being beaten. There I was subjected to hanging, electric shocks and the *bastinado*. They also swore at me the whole time. This lasted for about an hour. They had a break and just when I thought the torture had stopped they started again.

"For five days we were tortured, 11 times in all. I only admitted stealing a car. They wanted me and my brother-in-law to admit to another robbery and political activities.

"On the evening of the sixth day they blindfolded me and took me to the torture room. Here they said that I must admit to the political activities or the robbery or they would torture my wife in front of me. I said that I had done nothing like that and could not admit it. They told me to open my eyes and took away my blindfold and I saw my sister whose eyes and face were swollen. I shouted but I was held by four or five policemen.

"Then they blindfolded my sister and started to beat her and take her clothes off. I went wild and kicked at the policemen. An officer said that they should get my wife as well. I could not stand this torture inflicted on my sister and said I would admit to everything."

Testimony of Namik Konyalioglu



Serhat Simsek, president of the students' association at the machine faculty at Istanbul Technical University, was held incommunicado for 25 days by the political police in January 1987. He said he was tortured and also witnessed the torture of others.

What you can do

Because of the persistent evidence of torture in Turkey AI believes that the Turkish Government should implement the following measures:

- The highest authorities in Turkey should issue clear instructions that torture will not be tolerated under any circumstances.
- The Turkish Government should establish an impartial body to investigate all complaints and reports of torture. Its findings and methods of investigation should be made public.
- Relatives and lawyers should be promptly informed of the whereabouts of detainees and have immediate and regular access to them.
- Steps should be taken to ensure that confessions or other evidence obtained through torture may never be invoked in legal proceedings.
- The Turkish Government should sign and ratify the UN Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment which entered into force on June 26,

1987. Criminal proceedings should be instituted against alleged torturers, as called for in the UN Convention.

Please write to the authorities urging them to take effective steps to stop torture and in particular to implement these measures. Send your letters to:

President Kenan Evren
Office of the President
Devlet Baskanligi
Ankara
Turkey

and:

Turgut Ozal
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
Ankara
Turkey

Canadians may also write to:

His Excellency Kaya G. Toperi
Ambassador
197 Wurtemberg St.
Ottawa, Ont. K1N 8L9

HEER

15.11.1967

Kurdistan — der Name klingt romantisch. Aber wo liegt dieses Kurdistan? Gibt es, gab es das »Wilde Kurdistan« des Karl May überhaupt in Wirklichkeit? In den Köpfen der rund 18 Millionen Kurden existiert es jedenfalls. Und erst recht lebt es in den Herzen der »Peschmergah«, jener kurdischen Guerillakrieger, die sich »dem Tod stellen«, wie ihr Name sagt, und der vielen anderen Kämpfer für ein unabhängiges oder wenigstens autonomes Kurdistan. Dieser Traum von einem Staate Kurdistan ist ein reales Trauma für das NATO-Partnerland Türkei.

Kurdistan gibt es tatsächlich — als jenes Gebiet in Westasien, in dem die Kurden seit mindestens drei Jahrtausenden leben und zum Beispiel mit der Stadt Erbil im Norden des heutigen Irak eine der ältesten urbanen Siedlungen des Alten Orient gründeten. Dieses Kurdistan ist in weiten Teilen ein sehr unübersichtliches, karges Gebirgsland — hervorragendes Gelände für die einheimische Guerilla, die mit Pfaden und Höhlen vertraut ist. Die Som-



Foto: Kurdisches Institut

Viele bisherige und auch künftige Arbeitskollegen unserer Wehrpflichtigen sind Türken — darunter etwa 400 000 Kurden.

Über deren Probleme in ihrer Heimat, die sie teilweise auch in die Bundesrepublik tragen, informiert Günter Knabe, Redakteur bei der Deutschen Welle

Die zerklüfteten Berge sind die natürlichen Verbündeten der kurdischen Aufständischen.

ger, die — so heißt es — von der CIA zu den besten der Welt gezählt werden.

Der erste große und organisierte Aufstand der Kurden für einen eigenen Nationalstaat in der modernen Geschichte wurde 1880 von einem Scheich namens Obeidullah gegen die türkischen Osmanen-Herrscher geführt, vergeblich. 1920 sprachen die Gegner der Achsenmächte in einem Vertrag, den sie in Sevres mit den Türken schlossen, von Autonomie für die Kurden. Das war vergessen, als 1923 — nach der Revolution Kemal Atatürks — mit der Türkei, dem Rest des zerschlagenen Osmanischen Reiches, in Lausanne ein Friedensvertrag geschlossen wurde. Ein autonomes Kurdistan wurde mit keiner Silbe erwähnt.

Der Begründer der modernen Türkei, Mustafa Kemal, genannt Atatürk (»Vater der Türken«), der sein Land auf Europa ausrichtete, um es zu modernisieren, ließ schon 1924 die kurdische Sprache in den Schulen, vor Gericht und bei Behörden verbieten. Auch heute noch wird die Existenz einer kurdischen Volksgruppe, die in manchen Provinzen im Südosten der Türkei immerhin 50 bis 70 Prozent der Bevölke-

KURDISTAN

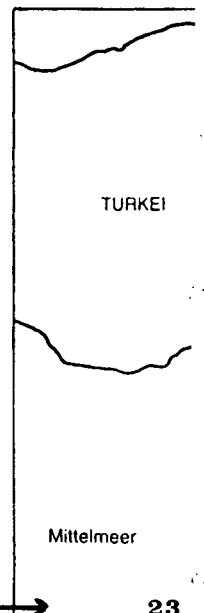
mer sind dort heiß und trocken, die Winter bitterkalt und reich an meterhohen Schneefällen. Als Siedlungsgebiet hängt das Land der Kurden zusammen, als Staat existiert es nicht. Vielmehr durchschneiden heute die Grenzen von fünf Staaten Kurdistan (siehe nebenstehende Karte). Es liegt nämlich aufgeteilt im Südosten der Türkei (rund acht bis neun Millionen Kurden). Im Nord-Nordwesten des Iran (rund fünf Millionen), im Norden des Irak (rund drei Millionen), in der nordöstlichen Ecke Syriens (rund 800 000 Kurden) und im südwestlichen Zipfel der Armenischen Sozialistischen So-

wjetrepublik (die Angaben über die Zahl der Kurden in der UdSSR schwanken zwischen 90 000 und rund 300 000).

Jahrhundertelanger Kampf um Selbstbestimmung

Kurden sind Indo-Europäer. Die große Mehrheit von ihnen bekennt sich zum Islam, und zwar der sunnitischen Richtung. Bis in einestündiger Staat alter Kurden blieb bis heute nur Vorstellung und Gedanke. Die Geschichte dieses Bergvolkes ist eine Geschichte des Kampfes um die Selbstbestimmung, die Kurden im 19. Jahrhundert die Selbstbestimmung zu erlangen ver-

sucht. Eigenstaatlichkeit konnten sie nur einmal und nur in einem kleinen Teil ihres Siedlungsgebiets, und das auch nur für eine sehr kurze Zeit, genau 327 Tage, erreichen —, als 1946 im nordwestlichen Iran ein Kasi Mohammad die »Republik von Mahabad« ausgerufen hatte. Ansonsten wehrten sich die Kurden gegen fremde Oberherren. Sie kämpften gegen die persischen Safawiden und die Osmanen. Das Ergebnis war mager. Im Mittelalter gelang es ein paar Stammesführern, für begrenzte Zeit relativ unabhängige Fürstentümer zu errichten. Aber Kurden lernten kämpfen und sind bis heute erfahrene Guerillakrie-



HEER (suite)

rung ausmacht, strikt verneint. Man spricht von den Kurden als »Bergtürken«.

Alle Erhebungen gegen die türkische Herrschaft, mit denen sich die Kurden in den Jahren 1925, 1929, 1935 und 1938 zumindest Autonomie erkämpfen wollten, wurden niedergeschlagen.

Zwischen den politischen Fronten

Die Kurden waren und sind bis heute aber den Regierungen in diesem Teil des Nahen und Mittleren Ostens ein stets willkommenes Mittel, um dem Nachbarn Schwierigkeiten zu machen. Solche Manipulationen und Intrigen wurden und werden nicht nur dadurch ziemlich leicht, daß die Kurden eben unter so verschiedenen Regierungen leben, sondern auch, weil sie selbst in verschiedene Stämme und Clans gegliedert sind, denen die erste Loyalität gilt und deren Führer oft untereinander rivalisieren und bis zu blutigen Auseinandersetzungen zerstritten sind.

So erhielten jene Kurden, die unter der Führung von Mullah Mustafa Barsani seit Beginn der 60er Jahre gegen das arabische Baath-Regime im Irak und für Autonomie kämpften, vom Schah von Iran beträchtliche Unterstützung. Als sich der Herrscher auf dem Pfauenthron in Teheran jedoch 1975 in Algier mit den Irakis über eine für Iran vorteilhafte Grenzziehung im Wasserweg Schatt-el-Arab am Nordende des Golfs einigte, ließ der Schah den Kurdenführer Barsani fallen. Der Aufstand der Anhänger Barsanis, der »Peschmergahs«, gegen Bagdad, brach schlagartig

zusammen. Bald jedoch, nachdem der mittlerweile verstorbene Schah Reza Pahlevi von der islamischen Revolution des Ayatollah Ruhollah Chomeini gestürzt und außer Landes gejagt worden war, brach 1980 der iranisch-irakische Krieg aus. Die Kurden sowohl des Iran als auch des Irak kämpften wieder — auf beiden Seiten und auch zwischen den Fronten, für Kurdistan und zeitweise auch gegeneinander. Sie sind im sogenannten Golfkrieg mindestens ein wichtiger Störfaktor, der Kräfte bindet, sowohl für Teheran als auch für Bagdad. Experten für NATO-Staaten werden die Kurdenkämpfe aber nicht nur wegen ihrer Bedeutung für den Ausgang des Golfkrieges beobachten und analysieren, sondern vor allem auch, weil der NATO-Partner Türkei im eigenen Lande mit den Kurden blutige Auseinandersetzungen hat.

Dort sind es vor allem die Mitglieder und Anhänger der »Kurdischen Arbeiterpartei« (PKK), die mit Überfällen auf Militärposten und mittlerweile auch auf Dörfer nach dem »hit and run«-Schema* Unruhe im Südosten des Landes hervorrufen. Dabei ist die PKK genauso marxistisch-leninistisch ausgerichtet wie die kurdische »Kemelch«-Partei im Iran. Bezeichnenderweise wird die »Kurdische Arbeiterpartei« nicht nur vom Iran, sondern auch von Syrien unterstützt, von wo aus ihre Guerilla gegen die türkische Regierung ope-

* zuschlagen und davonlaufen

riert. Syrien wiederum hat bekanntlich enge militärische Verbindungen mit der Sowjetunion.

Die Türkei hat sich bislang zu keinen Konzessionen an die Kurden in ihrem Lande bereitgefunden, geschweige denn die Bereitschaft bekundet, dieser Minderheit, die ein knappes Viertel der Gesamtbevölkerung ausmachen dürfte, irgendein Maß von auch nur kultureller Autonomie zu gewähren. Die Regierung in Ankara fürchtet offenbar um den geschlossenen Bestand des türkischen Nationalstaates. Entsprechend hart geht sie gegen die kurdischen Rebellen vor. Bei diesen Einsätzen kann das türkische Militär sogar über die Grenze zum Irak hinweg operieren — bis zu zehn Kilometer tief ins Nachbarland hinein. Das hat die irakische Regierung Ankara bereits 1984 zugestanden.

Im Oktober vergangenen Jahres griffen Kurden zum ersten Mal auch eine Einrichtung der NATO an: Sie beschossen die Radarstation Mardin in der Südost-Türkei, 30 km von der syrischen Grenze entfernt.

Inzwischen greifen die Guerrillas der »Kurdischen Arbeiterpartei« aber auch kurdische Dörfer an. Die Berichte von jenem schrecklichen Gemetzel in dem Dorf Pinarcik, bei dem 31 Einwohner getötet wurden, gingen im Juni um die Welt. Die PKK-Rebellen wollen mit solchen besonders grausamen Blutbädern offenbar jene Kurden »strafen«, die nicht für bewaffneten Kampf für einen eigenen Staat sind und nicht bereit sind zur Unterstützung der Marxisten von der PKK.

Und obendrein wollen die Ideologen und Strategen der »Kurdischen Arbeiterpartei« anscheinend die türkische Regierung zu immer massiverem Einsatz von Militär und immer härteren Aktionen gegen die Kurden zwingen, damit dadurch größerer Haß und schließlich Aufstand gegen Ankara entsteht. Die Türkei muß also im eigenen Land einen Guerillakrieg führen. Die Zivilbevölkerung leidet auch hier, wie in allen solchen Auseinandersetzungen, gewiß am meisten — gleich ob sie sich engagiert oder auf welcher Seite sie steht.

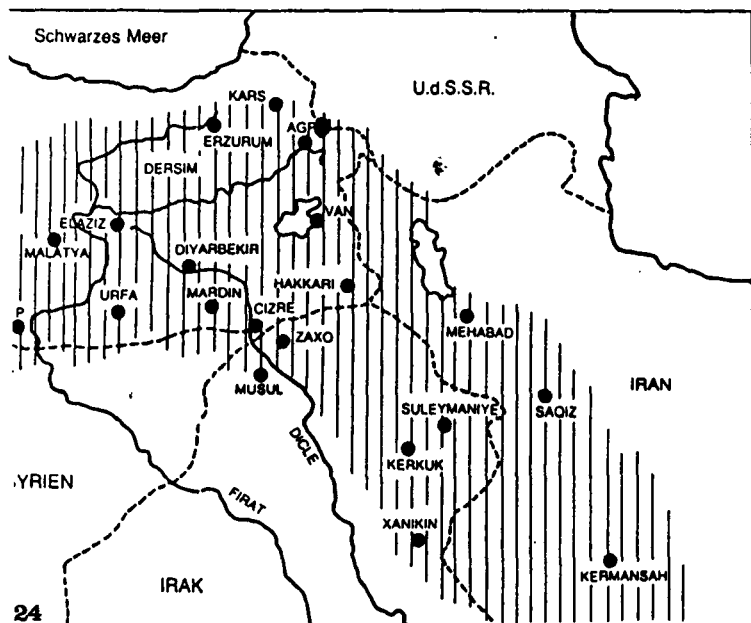
Außenpolitische Belastung

Außenpolitisch bereitet das Kurdenrama der Türkei auch dadurch Schwierigkeiten, daß zum Beispiel das Europaparlament im vergangenen Juni in einer Resolution von Ankara gefordert hat, in Rechtsnachfolge des Osmanischen Reiches den Völkermord anzuerkennen, der 1915–1917 an den Armeniern begangen worden sei. Für die aktuelle Politik wog vielleicht sogar schwerer, daß die Europaparlamentarier in der gleichen Entschließung erklärten, auch Ankaras »Weigerung, die Kurdenfrage anzuerkennen«, sei ein Hindernis für die Prüfung eines eventuellen Beitritts der Türken zur EG. Bei den Türken war ein Nerv getroffen. Staatspräsident Kenan Evren erklärte postwendend, daß man unter solchen Umständen noch einmal über die NATO »nachdenken« müsse, als deren Eckpfeiler sein Land sonst stets gelobt werde.

Solche Äußerungen sind wohl eher als ein momentaner Ausdruck der Verärgerung denn als ernsthafte Drohung zu werten. Dennoch ist nicht zu leugnen: Das Kurdenproblem ist eine reale politische Belastung im Bündnis. Die Kämpfe sind allerdings auch eine reale Gefahr für die Türkei: Durch das Aktionsgebiet der »Kurdischen Arbeiterpartei« verlaufen sowohl die Pipeline, durch die gegen dringend benötigte Devisen irakisches Erdöl nach Doryol an der türkischen Mittelmeerküste fließt, als auch die Europastraße 24, auf der täglich rund 5 000 Autos verkehren, die Mehrzahl davon Tanklastwagen.

Es darf auch nicht übersehen werden, daß Moskau die kurdischen »Separatisten« als sehr wirksame Mittel der Destabilisierung der strategisch so wichtigen Türkei sehen muß — und es mit den Syrern als »Mittelsmännern« offenbar schon einsetzt.

Alles dies und nicht zuletzt die politischen Werte und Überzeugungen, wie Freiheit, Demokratie und Menschenrechte — die zu wahren die NATO schließlich geschlagen wurde, sind Gründe genug zu hoffen, daß die Türkei die Kurdenfrage friedlich lösen wird. Solchen Frieden zumindest und kulturelle Autonomie möchte man den Kurden wünschen.



Durch Kurdistan

VERFOLGTES VOLK - VERBOTENE SPRACHE



Wann immer in den letzten Monaten die Beamten des Bonner Ausländeramtes auschwärmten, um abgelehnte Asylanträge zu „vollstrecken“, die Betroffenen in Abschiebehaft zu nehmen und den Polizeibehörden zu überstellen, handelte es sich in zahlreichen Fällen um Kurden. Fast 400.000 leben in der Bundesrepublik, die meisten als Arbeitsemigranten ins Land gekommen zu einer Zeit, als bundesdeutsche Werbetrupps noch auf der Suche nach Arbeitskräften durch die Länder rund um's Mittelmeer zogen.

Dennoch gibt es in offiziellen Statistiken keine Kurden. Sie sind Türken, Iraner, Iraker oder Syrer. Seit die Siegermächte des ersten Weltkrieges 1923 im Vertrag von Lausanne die Grenzen für den 'Nahen Osten' neu zogen, verlaufen die Staatsgrenzen im Dreiländereck Iran-Irak-Türkei mitten durch die Heimat des Kurdischen Volkes.

Als das ZDF im Frühjahr 1987 in seiner Sendung „Nachbarn in Europa“ es wagte auf die ca. 300.000 Arbeitsemigranten aus der Türkei mit kurdischer Nationalität hinzuweisen, hagelte es Proteste. Türkische Tageszeitungen nannten den Beitrag über die kurdische Kultur „eine Provo-

kation und eine Beleidigung der türkischen Nation“.

Ankaras Botschafter verwahrte sich – wie schon bei anderen Gelegenheiten – entschieden dagegen, daß in den westdeutschen Medien auf die Existenz eines Volkes hingewiesen wird, das es in seinem Land seit 1925 offiziell nicht gibt: Die Kurden.

Die kurdischen Gebiete sind die Armenhäuser der Nahoststaaten, die höchsten Analphabetenraten im Iran oder der Türkei belegen das.

Im Schatten des Golfkrieges zwischen Iran und Irak werden auch die Kurden zwischen den Fronten zerrieben. Unter dem Vorwand der Bekämpfung terroristischer und separatistischer Banden versucht die türkische Armee das Gebiet zu 'befrieden'. Luftangriffe auf kurdische Dörfer, auch auf irakischem Gebiet, sind keine Seltenheit mehr. Militäroperationen, Folterungen, Massenverhaftungen und Zwangsumsiedlungen sind an der Tagesordnung. 300.000 Soldaten, ein Drittel der türkischen Armee, operieren im Wohngebiet der Kurden.

Ein Mitarbeiter des Kurdischen Instituts hat für DE SCHNÜSS die Eindrücke seiner Reise in die kurdischen Gebiete der Türkei notiert.

Der Kemalismus als Staatsdoktrin

Der Gründer der türkischen Republik, Kemal Atatürk, auf den sich rechte wie „linke“ türkische Parteien und Politiker berufen, hat seinen Nachfolgern eine Hypothek hinterlassen, die bis heute für innen- und außenpolitische

Unruhe sorgt. Die Orientierung auf einen „modernen Nationalismus“ und die Leugnung der multikulturellen Vergangenheit des Landes führten dazu, daß die Türkei ihre inneren Widersprüche immer wieder mit militärischen Mittel „löste“: Durch die Liquidierung des christlichen Elements in der ostanatolischen

DE SCHNÜSS (suite)

Gesellschaft (Massaker an den Armeniern), die Vertreibung der griechischen Minderheit, die Kolonisierung der kurdischen Gebiete und durch die massive Verfolgung und Unterdrückung jeder Art von politischer und kultureller Opposition im Osten des Landes.

Dem ehemaligen Bürgermeister von Diyarbakir, Mehdi Zana, brachte sein Bekenntnis „Ich bin stolz, Kurde zu sein“ eine mehrjährige Gefängnisstrafe ein. Bereits vor dem Putsch der Generäle im September 1980 war seine Arbeit durch die Behörden in Ankara massiv behindert worden: durch den Entzug von Steuermitteln und den Boykott von sozialen und technischen Leistungen. Französische Bürgermeister organisierten damals zu seiner Unterstützung die Lieferung von mehreren Bussen und einem Generator für die Stromversorgung. Ein Bus trug die Parole „Vive le Kurdistan“. Für die Teilnahme an der Überführung erhielt Zana 8 Jahre Gefängnis. Nach dem Putsch wurde er seines Amtes enthoben und inhaftiert, gefoltert und sitzt trotz internationaler Proteste heute, halb taub geschlagen, im Gefängnis von Diyarbakir. Ähnlich ging es zahlreichen seiner Kollegen, die als unabhängige (kurdische) Kandidaten in öffentliche Ämter gekommen waren.

Die Forderung des sozialdemokratischen Abgeordneten Turgut Atalay aus Sirt, das Parteiprogramm der CHP auch ins Kurdische zu übersetzen, versetzte seine Parteiführung in helle Aufregung und als sich der Parteibezirk Diyarbakir hinter seine Forderung stellte, wurde Mitte Juni '87 die gesamte Parteiorganisation des Bezirkes aufgelöst.

Kurdistan - ein besetztes Land

„Stellt Euch vor, zwei Drittel Eurer Armee würde in Bayern stationiert, jede Stadt würde von der naheliegenden Garnison beherrscht, jedes Dorf von einem schwerbewaffneten Militärposten. Hochdeutsch würde zur alleinigen Sprache in allen Ämtern und Behörden. Der bayrische Dialekt würde verboten, alte Ortsnamen würden preussifiziert, wer vorher Yaver oder Sepp hieß, darf jetzt zwischen Fritz und Wilhelm wählen. Renitente Dörfer würden nach Niedersachsen umgesiedelt, auf oppositionelle Gruppen und Personen machte die GSG 9 Jagd... eine absurde Vorstellung mitten in Europa, aber bei uns ist sie Realität.“ Der kurdische Arzt, der mehrere Jahre in Freiburg studiert hatte, erklärte uns beim Besuch des Atatürk-Denkmales vor den Toren Diyarbakirs derart anschaulich über die Situation in

seinem Lande auf und fügte ein Beispiel aus dem eigenen Tätigkeitsbereich hinzu: „Wenn ich im Krankenhaus mit meinen Patienten kurdisch rede, weil sie mich nicht verstehen und ich sie sonst nicht behandeln kann, muß ich mit Ärger und Nachteilen rechnen. Wer hier etwas werden will – z.B. Facharzt – der muß seine kurdische Identität verleugnen, muß schweigen, wenn ihm die Militärs totkranke oder gefolterte „Patienten ohne Namen“ einliefern und für die medizinische Versorgung der Landbevölkerung fehlt es an Ärzten, Ambulatorien und am guten Willen der Verantwortlichen.“

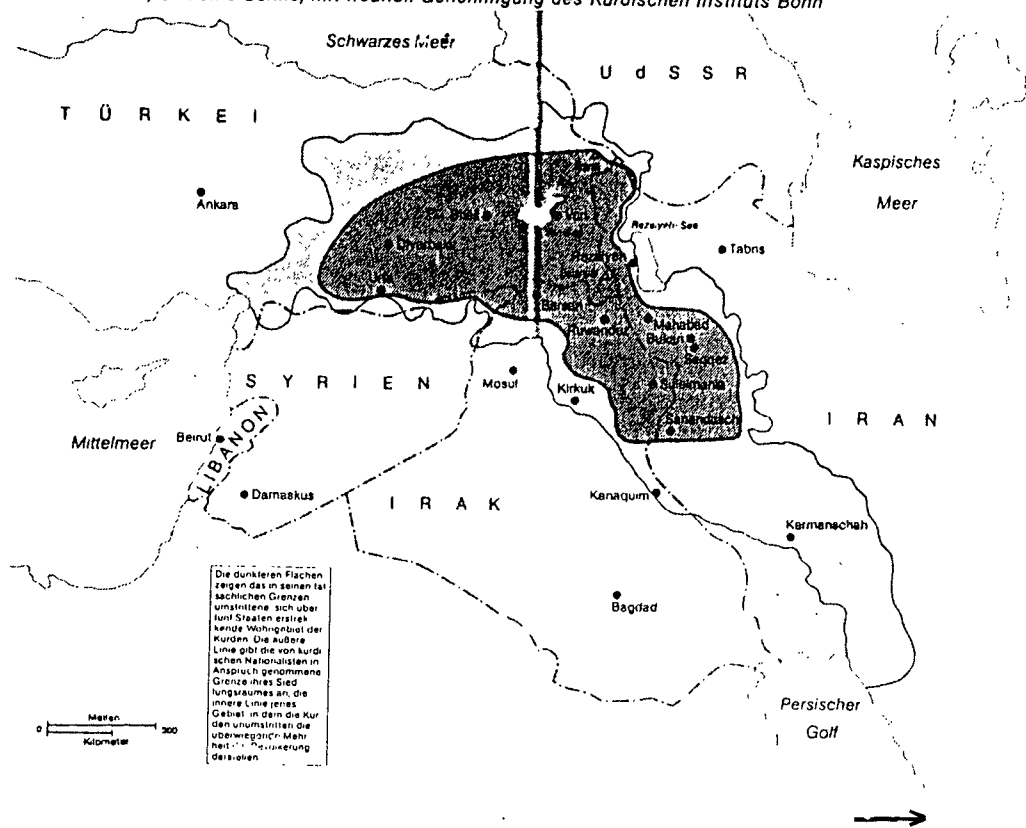
Kemal Atatürks Portrait ist auch in der heimlichen Hauptstadt Türkisch-Kurdistans allgegenwärtig: Im Cafe, in der Bank, im Hotel, in allen öffentlichen und vielen privaten Gebäuden, aber der Schein trügt. Im Hotel treffen sich Angehörige der poli-

tischen Gefangenen; unter der Leuchtreklame, die die Konturen des „großen Führers“ erkennen läßt, fanden bis 1980 die großen Kundgebungen statt, heute treffen sich hier bei einem Glas Tee Oppositionelle, die trotz Repression nicht aufgeben haben.

„Für die Europäer und die USA ist diese Gegend geopolitisch interessant“ erklärte uns ein anderer Gesprächspartner, „hier wird angeblich der freie Westen verteidigt, während sich die Armee auführt wie in einem besetzten Land. Die Aktionen der PKK sind mehr Folge als Ursache dieser ganzen Misere. Für die NATO sind unsere Anliegen ein Störfaktor und für die Türken sind wir ungebildet, unterentwickelt und mitunter eben auch gewalttätig.“ Damit beschreibt er ein gängiges Muster mit dem oft auch „liberale“ türkische Intellektuelle die Probleme des Ostens analysieren.



Aus Deschner, Saladins Söhne, mit freundl. Genehmigung des Kurdischen Instituts Bonn



Die Lage der Kurden in der Bundesrepublik

Ca. 400 000 Kurden leben in der Bundesrepublik Deutschland. Sie sind damit die 4. größte Ausländergruppe.

Und doch gibt es keinen muttersprachlichen Unterricht in den Schulen, wie für andere Ausländergruppen.

Es gibt weder Radio-, noch vierzehntägige Fernsehsendungen in kurdischer Sprache.

Kurdische Namen werden von den deutschen Standesämtern abgelehnt. Die offiziellen Statistiken registrieren nur die jeweilige Staatsangehörigkeit. Deshalb kommen die Kurden als Kurden in den offiziellen Statistiken nicht vor.

Dies alles ist jedoch für das Überleben der kurdischen Kultur und Sprache lebensnotwendig, weil die Kurden in den Ländern auf die Kurdistan aufgeteilt ist, nicht Kurden sein dürfen, d.h. sie dürfen ihre Sprache nicht sprechen, keine Bücher und Zeitungen in kurdischer Sprache veröffentlichen, ihre Feste nicht feiern.

Anteil der Kurden in den einzelnen Ländern:

Türkei	ca. 10 Millionen (25%)
Iran	ca. 8 Millionen (15%)
Irak	ca. 3 Millionen (25%)
Syrien	ca. 1 Million (10%)
UdSSR	ca. 300 000
im Exil	ca. 1 Million
d a v o n :	
Libanon	ca. 40 000
BR Deutschland	ca. 400 000

DE SCHNÜSS (suite)

Ein Dozent einer türkischen Universität hatte dieses Muster in einem Gespräch um einen interessanten und viel diskutierten Punkt erweitert: „Wir haben alles, um in der EG bestehen zu können: Wasser, Bodenschätze, gute Böden, heißblige Menschen. Was unsere Handelsbilanz immer wieder in die roten Zahlen treibt, sind die Erdölimporte. Wenn wir z.B. Kirkuk hätten...“

Kirkuk – ein Zentrum der irakischen Ölförderung – liegt in der ehemaligen Mosulprovinz, die Ankara 1918 an die britische Kolonialmacht und dann an die neu gegründete Haschemitenmonarchie des Irak verlor. Hauptverlierer unter den Erben des Osmanischen Reiches waren aber die Bewohner dieser Region: die kurdischen Stämme. Ihre politischen Rechte und Forderungen wurden in Interessen der Großmächte und der benachbarten Staaten Syrien, Irak, Iran und Türkei untergeordnet. Heute fliegt die türkische Luftwaffe Angriffe auf kurdische Dörfer außerhalb der NATO-Grenzen. Vom Machtvakuum zwischen dem Iran und dem Irak möchte auch die Türkei profitieren und von den „verlorenen Ostgebieten“ träumen nicht nur extreme Rechte, wie der MHP-Führer Türkeş.

Die „Entwicklung“ des Ostens

Wer das Quellgebiet zwischen Euphrat und Tigris im Frühsommer bereist, wundert sich über den Wasserreichtum der Talagen, bedingt durch die langen und schneereichen Winter. Das Schmelzwasser wird durch zahlreiche Staudämme zur Energiegewinnung und Bewässerung genutzt, aber die Probleme derartiger Großprojekte deuten sich heute schon an: für die Euphratstauseen werden kurdische Dörfer zwangsumgesiedelt; die Ufer bestehen aus mächtigen Geröllschichten, die ein langsames Verlanden der Seen befürchten lassen; von den Bewässerungsprojekten im GAP-Projekt, zum Ausbau der Infrastruktur in den kurdischen Gebieten, für die ein 30 km langer Tunnel im Bau ist, werden in Zukunft Großgrundbesitzer und reiche Finanziers profitieren, die auf hohe Exporte in die EG spekulieren.

Politisch abgesichert wird diese Politik durch die Ansiedlung türkischer Flüchtlinge aus Afghanistan und Bulgarien, durch Übereinkommen mit dem Nachbarland Syrien (das immerhin um sein Euphrat-Wasser fürchten muß) und das Angebot an die Östaaten, eine Wasserpipeline zu bauen. Mit einer gezielten Verbesserung der Lebensgrundlagen der Bevölkerung haben die durchgeführten oder geplanten Projekte allerdings wenig zu tun.



Türkische Sitzordnung: Gefangene vor einem Militärgericht in Diyarbakir

Dies gilt auch für die Anstrengungen der türkischen Regierung mit Hilfe der bundesdeutschen Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ) in Kurdistan neue Buntmetallager ausfindig zu machen.

„Für die Türken ist das hier der 'Wilde Westen', man rechnet in diesem weitgehend unerschlossenen Gebiet mit enormen Bodenschätzen“, meinte ein deutscher Techniker, aber „für Seismographen und eine funktionierende Erdbebenvorwarnung gibt es kein Geld“, fügte unser kurdischer Begleiter hinzu. „Als im Winter '76 nach einem Erdbeben tausende von Kurden verhungerten und erfroren, haben die in Ankara sich die internationalen Hilfsgelder in die eigene Tasche gewirtschaftet.“ Geblieben sind die Ruinen in Muradiye und Caldiran, die Häuser aus Fertigteilen, die nach internationalen Protesten dann doch noch gebaut wurden und ein tiefes Mißtrauen gegen alle Fremden.

„Banditen verführen Europäer“

„Berichtet über das, was Ihr hier gesehen und erfahren habt“, bat uns einer der wenigen Rechtsanwälte, die trotz mancher Repressalien und persönli-

cher Gefahren versuchen, kurdische Gefangene (gleich welcher Partei) vor den Militärgerichten zu verteidigen. „Die europäischen Regierungen könnten die Türken zur Einhaltung der Menschenrechte zwingen, schon in Hinblick auf den EG-Beitritt. Und für die Wahlen im Frühjahr (vorgesehen auf Nov.'87, Anm.d.R.) '88 hoffen wir auf Eure Unterstützung, dann kandidieren wir wieder: als Unabhängige für Kurdistan!“

Im Juni 1987 nahm das Europäische Parlament in einer Resolution zum Mord an den Armeniern (1915) und zur Unterdrückung der Kurden und anderer Minderheiten in der Türkei Stellung. Putschgeneral und Staatspräsident Evren stellte daraufhin die NATO-Mitgliedschaft seines Landes in Frage und Ministerpräsident Özal sprach von Intrigen gegen die türkische Nation und den angestrebten EG-Beitritt.

Die Überfälle der Kurdischen Arbeiterpartei im Südosten und die Auseinandersetzungen zwischen der PKK und anderen kurdischen Organisationen in der Bundesrepublik mußten den Herrschenden in Ankara als „Geschenk des Himmels“ erscheinen (wenn sie nicht selbst an der

„Gerechtigkeit ist Grundstein des Staates“: Weniger auf Sprüche Ihres Staatsgründers Atatürk denn auf Militärpolizei scheint die Justiz zu bauen.



Inszenierung beteiligt sind): In einer Pressekampagne rückten sie jede Beschäftigung mit dem Kurdenproblem in die Nähe des Terrorismus. Ihr Ziel sind nicht nur Parteien wie die PKK, die ihre „Führungsrolle im nationalen Befreiungskampf“ und Differenzen zu internen und externen Kritikern ihrer Politik mit dem Schliesseisen durchsetzen möchte, sondern auch unabhängige soziale und kulturelle Einrichtungen der Kurden in der Bundesrepublik.

Anfang Juli erschien in der größten türkischen Tageszeitung TERCÜMAN unter dem Titel „Banditen verführen Europäer“ ein Beitrag über das Kurdische Institut in Bonn und die „naiven Persönlichkeiten“, die dessen überwiegend kulturelle Arbeit unterstützen. Am gleichen Tag erhielten zahlreiche Institutionen und Personen in der Bundesrepublik eine Broschüre der „Stiftung für islamische Werte“ in Ankara, in der zum „Heiligen Krieg“ gegen das Institut aufgerufen wurde. Das Institut hatte, neben zahlreichen anderen Publikationen, auch Teile der Bibel ins Kurdische übersetzt. Eine Antwort des Innenministeriums auf eine Anfrage von Petra Kelly, wie Zimmermann derartigen Drohungen zu begegnen gedenke, fiel entsprechend flach aus. Kein Wunder, hatte er doch erst kurz zuvor die Auftritte des rechtsextremen MHP-Führers Türkeş in der Bundesrepublik durch ein Visum ermöglicht. Sein Kollege aus dem Arbeitsministerium – neuerdings in Sachen Menschenrechte unterwegs – hatte dem Institut bereits 1985 vier beantragte ABM-Stellen mit dem Hinweis verweigert, daß die Aktivitäten kurdischer Gruppen in der Bundesrepublik laut Kabinettsbeschuß nicht mit Bundesmitteln gefördert würden.

Wer sich in der Bundesrepublik über die Situation der Kurden informieren möchte, hat es nicht immer einfach. Mehrere z.T. rivalisierende Parteien mit eigenen sozialen und kulturellen Einrichtungen, ein politischer Rigorismus, der an die Zeiten der ML-Bewegung in unserem eigenen Land erinnert und eine Organisationsstruktur, die sich stark an der der Familien, Dörfer und Stämme ausrichtet, erschweren eine „einfache“ Orientierung. Die deutsche linke und Alternativbewegung hindert aber auch eine eigene kulturelle Barriere sich intensiver und solidarischer mit den Verhältnissen im „Nahen Osten“ zu beschäftigen: es fehlen fast alle Chancen der „Selbstverwirklichung über Projekte“, mit der sonst „christliche Mildtätigkeit“ wie „linke Solidarität“ verbunden sind. Und: ein

katholischer Priester in Brasilien, ein missionierter Indio in Ecuador oder ein anglikanischer Bischof in Südafrika stehen unserem Kulturkreis allemal näher, als „die Völker weit hinten in der Türkei...“ W.G.

Weitere Informationen und eine Publikationsliste:
Kurdisches Institut, Eifelstr.9, 5300 Bonn 1
Zum Nachlesen:
Serafettin Kaya, Diyarbakır - Erfahrungen in einem türkischen Kerker, Südwind, edition CON, Bremen, Stellvertretend für Tausende schildert

der kurdische Rechtsanwalt Kaya in diesem Buch Folter und Unterdrückung in den türkischen Militärgefängnissen, die er selbst sieben Monate lang durchlebte.

G.Köhler, D.Nogga-Weinell, Azade - vom Überleben kurdischer Frauen. edition Con, Bremen
Bücher über die Kurden und Kurdistan Eine Auswahlbibliographie, Verlag für Kultur und Wissenschaft, Bonn
Politische Morde in Europa Broschüre der GAL zur Politik der PKK, GAL, Bartelsstr.30, 2 Hamburg 6



Während die Bundesregierung noch im August letzten Jahres auf eine kleine Anfrage der „Grünen“ im Bundestag dreist abstritt, in auch nur irgendeiner Weise an der Ausbildung und Ausrüstung der berüchtigten neuen türkischen Elitetruppe beteiligt zu sein, brachte die türkische Tageszeitung „Tercüman“ am 31.1.87 ausgerechnet auf der Titelseite die Riesenschlagzeile: „Unsere Kommandos werden in Deutschland ausgebildet“, untermauert mit Fotos und einem Interview mit dem Offizier der GSG 9, Anselm Weygold:

„Während unseres langen Gesprächs mit Hauptmann Weygold erwähnte dieser die enge Zusammenarbeit mit der Türkei. Weygold erwähnte, daß im vergangenen Jahr hier zwei Kommandoeinheiten der Gendarmerie ausgebildet worden seien und fuhr fort „Aus der Zusammenarbeit erzielen wir sehr gute Ergebnisse“. Weygold erwähnte auch die technische Zusammenarbeit, sagte aber, hier seien die Systeme unterschiedlich und nicht erfolgreich genug.“

Tercüman v.31.1.87

Türkische Spezialtruppen für den Einsatz in Kurdistan bei der GSG 9 ausgebildet

Die wahrhaft „mörderische“ Zusammenarbeit zwischen der BRD und dem Militärregime in der Türkei ist keineswegs neu: Bereits einige Tage nach dem Militärputsch 1980 spendierte die BRD erst einmal 1 Mio Ausrüstungshilfe für die türkische Polizei, als Auftakt sozusagen. Auch in den folgenden 6 Jahren beschränkte sich die Bundesregierung (gleich ob CDU oder SPD) keineswegs auf Milliarden DM von Wirtschaftshilfe: insbesondere an der militärischen und polizeilichen Ausrüstung der Türkei ist die BRD intensiv beteiligt. Mittlerweile sind die türkischen Grenz- und Polizeistationen mit Computern bestückt, von denen die Firma Siemens zumindest das Zubehör (wie Stromaggregate etc.) geliefert hat (vermutlich die gesamte Anlage).

Regelmäßig werden über den Hamburger Hafen Militär-LKWs

geliefert und Ministerpräsident Özal besuchte während seines Staatsbesuches im Herbst 1984 unter großer Geheimhaltung die Luftwaffenfirma MBB in Hamburg. Hier ging es um den Ankauf von Hubschraubern, wie sie das türkische Regime für den Einsatz gegen die kurdische Bevölkerung – und für den schnellen Transport eben der erwähnten Spezialeinheiten benötigt.

Im Juni 1985 hielt sich dann die gesamte Spitze der türkischen Polizei auf Einladung des Bundesinnenministeriums zu einem mehrtägigen Besuch in der BRD auf: Ziel dieses Besuches war es laut türkischer Presse „die türkische Polizei mit deutscher Hilfe mit den modernsten Waffen und Gerät auszurüsten...“ (Milliyet)

Auf dem Besuchsprogramm der Delegation standen neben einem Besuch des BKA und einem

Treffen im Bonner Innenministerium vor allem ein ausführlicher Besuch bei der GSG 9.

Welch „Zufall“, daß die Türkei noch im selben Jahr mit der Aufstellung einer 500 Mann starken Elitetruppe begann, deren Ausbildung nach wiederholten Berichten der türkischen Presse zumindest zum Teil in der Bundesrepublik bei der GSG 9 stattfand. Inzwischen sind die als „Schwarze Insekten“ bekannten Sonderkommandos, deren Zahl noch weiter auf 1.500 aufgestockt werden soll, vornehmlich in den kurdischen Gebieten im Einsatz. Ihre „Schlagkraft“ wird von der reaktionären türkischen Presse mit folgenden Worten gelobt:

„...beim Einsatzbefehl geht ein Schlag durch den Körper des todesmutigen bärenstarken Männer... Ihre automatischen Wunderwaffen treffen immer. Unsere Helden werden, auch wenn die letzten Magazine leergeschossen sind nicht ruhen, bis sie auch dem letzten Verbrecher die tödliche Lektion erteilt haben.“

N.M.

Aus: blätter des lz3w, Nr.141, 1987

GSG 9

Teröristlerin korkulu rüyası "GSG-9"ün karargâhı kapılarını ilk defa Tercüman'a açtı



Anıtsayınca Züfer Atay, GSG-9 komando grubunun komutan yardımcısından Züfer Anselm Weygold ile.

KOMANDOLARIMIZ ALMANYA'DA EĞİTİM GÖRÜYOR

ZÜFER ATAY bildiriyor

Türkiye ile sıkı işbirliği

Anıtlar komandolarının yetiştirildiği karargâhla Yüzbey Weygold çalışmalarını hakkında bilgi verirken Türkiye ile 1980'den beri çok sıkı işbirliği içinde olduklarını açıkladı. Türkiye'de anıtların gücü olarak kullanılan jandarma komandolarının (mavi bereliler) geçen yıl iki grup halinde merkezde eğitimlerini buradan Yüzbey Weygold "Beraber çalışmalarından çok iyi sonuçlar alıyoruz" dedi.

HABER 1 537725

Donetim yardımı da yapıyor

Almanya'nın önce gelen terör uzmanlarından biri olan Yüzbey Weygold, eğitim için dönüp Türkiye'ye dönürken komanda da yardımcı olduklarını bildirdi. Yüzbey Weygold, Almanya'da halen Türkiye'ye dönük terör faaliyetlerinde bulunan kuruluş ve kişilerle olduğunu da ifade ederek "Belçika'da var. ASALA'nın bazı üyeleri de burada. Ama hepül gâzî servisin çok sıkı kontrolü altında" şeklinde konuştu.



GSG-9 komandolarının en önemli özellikleri eğitim. Başlıklar birkaç hafta içinde gerçekleştirilecek ve terörle mücadelede kaydedilecek hedef zararlar haline gelebilir.

New recruits to an age-old war for freedom are doing Iran's work in Iraq's mountains

Kurds locked in one more losing war?



Kurdish rebel recruits at training camp on Iraq-Iran border

Baghdad

■ Fierce Kurdish tribesmen, the romantic rebels who have fought for centuries for their own nation without ever winning, are on the march again in the rugged mountains of northeastern Iraq. This time, their brothers are stirring in Turkey and Iran, too, and for the first time in modern memory, Kurds are at war with all three nations at once. But they are pawns in a larger struggle—the Iraq-Iran War—and when that ends, the Kurds and their dream will surely be crushed.

Although Iraq dismisses the revolt as a minor distraction, the Kurds—drawing support from Iran—have opened a valuable second front for Teheran. Iranians fight alongside them in some areas, and the uprising has diverted 25,000 Iraqi troops from an already thin 750-mile-long front. The rebels claim to have tripled in recent months the area they control.

Guarding the pipeline

Recent Kurdish hit-and-run raids along the key highway to Turkey have siphoned off a division of Iraqi troops to guard the vital oil pipeline buried alongside the road. The pipeline carries more than half of Iraq's oil exports from the Kirkuk oil fields to the Turkish port of Dortyol and earns the money that fuels Iraq's war machine. If the Kurds should cut it, the consequences for Baghdad would be devastating.

Iraq has retaliated with scorched-earth tactics, using helicopter gunships, jet fighters and artillery to raze Kurdish villages. A Western diplomat reports seeing dozens of villages empty along the highway to Baghdad. Half a million Kurds have been forcibly resettled. Villagers tell tales of atrocities and say that hundreds of children have been taken hostage because their relatives joined the guerrillas. Survivors can only strap their

children to horses and flee deeper into the sheltering mountains.

Iraq's 4 million Kurds are only one part of a people without a country who live in an area as big as France, ranging from eastern Turkey (8 million Kurds) to northwestern Iran (6 million). Small bands live in Syria and Soviet Armenia. Fiercely proud of their language, literature and history, the Kurds claim to have been fighting for 4,000 years. Only twice have they come close to winning a nation of their own. The Treaty of Sèvres in 1920 provided for a state in Kurdish areas of the old Ottoman Empire, but that was wiped out by Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey. And in 1945 the Kurds set up the short-lived state of Mahabad in Iran.

The greatest Kurdish hero was Saladin, who defeated the crusaders and recaptured Jerusalem for the Muslims 800 years ago. But the modern image of the Kurdish rebel—turbaned, baggy-trousered, draped in bandoleers—was shaped by Mustafa Barzani, who died a bitter exile in Washington in 1979. His rebellion against Iraq was snuffed out after his onetime patrons—the United States and the Shah of Iran—abandoned

him following a 1975 border agreement that temporarily halted the Iraq-Iran feud. That deal doomed the Kurds to a rapid defeat in which thousands died, but its later collapse opened the way to the current war.

Those who face death

Leading the new Kurdish uprising is Barzani's son, Massoud, whose guerrillas call themselves the *pesh mergas*—"those who face death." They carry a new generation of lightweight weaponry—shoulder-held SAM-7 missiles, Doshka machine guns and Hungarian-made AK-47 rifles—that are smuggled by mule caravan over mountain trails from Iran.

The Kurds are more united than ever, both within Iraq where rival factions are cooperating and across political frontiers. This is a matter of deep concern to Turkey, which has its own Kurdish problem. Turkish troops sometimes cross into Iraq in pursuit of Turkish Kurds. This summer, there were two massacres of Kurdish villagers suspected of collaborating with the Turkish regime. Other Kurds, supplied by Iraq, are fighting Iran. But these alliances could hardly survive peace between Iran and Iraq. When that comes, all three governments will surely turn full fury on the Kurds.

Even so, neither brutal repression nor the prospect of certain defeat seems to faze the Kurds. They travel light over mountain trails, toting modern rifles and shortwave radios, singing mournful old songs of lost love and death—a new generation of a people who do not officially exist, fulfilling their destiny to die for a nation that never was. ■



by John Barnes

KURDISTAN:

Raza de Señores y Guerreros

Una tarde llegué a una tierra llamada Kurdistán. Una nación sin existencia en los mapas, sin nombre en las voces de aquéllos que la niegan. Es un nombre que se repite como leyenda confundiendo entre fronteras delimitadas por extranjeros. Es un pueblo que se reconoce en su pertenencia, en su forma de caminar, de sonreír y mirar.

Los kurdos son un pueblo de veinte millones de habitantes cuyas tierras están divididas entre las fronteras de cuatro países: Turquía, Irán, Irak y Siria (en URSS viven 250.000).

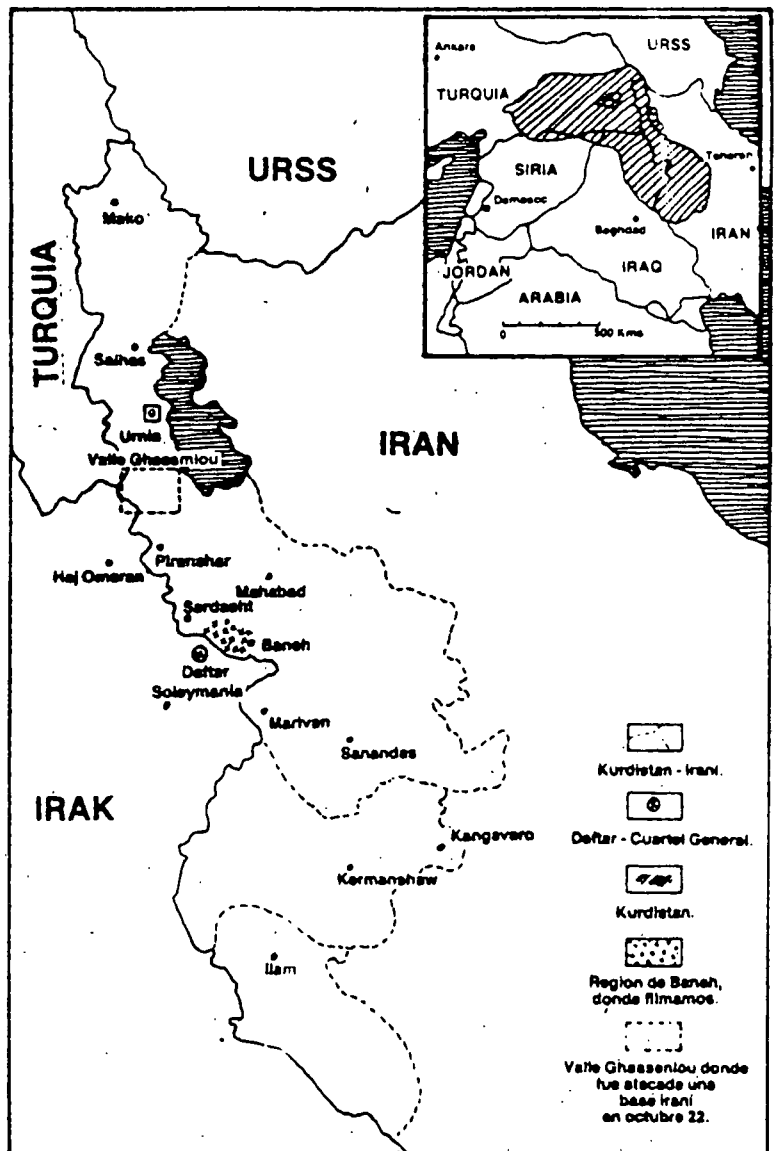
Son los llamados "hijos de los Medos", guardianes del templo de Zaratustra. Su lengua pertenece a la rama iraní del indoeuropeo, quizás sea una derivación del Avesta, lengua en la cual Zaratustra transmitió su mensaje. Perseguidos desde tiempos remotos, han encontrado refugio en sus montañas. Cuenta el **Sharaf Nameh**, un texto histórico kurdo escrito en persa a finales del siglo XVI, que existía un tirano llamado "Zohhak" de cuyos hombros brotaban dos serpientes a las cuales había que alimentarlas cada día con el cerebro de un joven. Para evitar el exterminio de los jóvenes, decidieron engañar al tirano dándole a una serpiente un cerebro humano y a la otra el de un cordero, de manera que cada día un joven pudiese escaparse hacia las montañas y así perpetuar la raza kurda. Esta es una de las muchas leyendas que intenta explicar el origen de la identidad kurda, la cual se confunde entre los pliegues del tiempo y la memoria y que ellos reconocen como una entidad cultural definida.

La historia los ha mantenido entre montañas, lejos del paso vertiginoso del tiempo occidental. Cercano y distante, este pueblo ha detenido su tiempo entre rocas y senderos inventados por aquéllos que transitan la región. Hoy día conjugan dos tiempos: el suyo, marcado por una lucha que prolonga la larga guerra librada por sus ancestros, y el tiempo que siguen de una forma tangencial los occidentales a través del conflicto del Golfo Pérsico.

Las repercusiones de la guerra entre Irán e Irak se hacen evidentes desde los primeros momentos de mi viaje. Parto con un equipo de televi-

sión francesa para seguir un instante de la vida y la lucha de los kurdos de Irán. En el aeropuerto de Orly cada pasajero y cada maleta es registrada. No es posible subir al avión ningún tipo de paquete. El temor de los secuestros aéreos y atentados se lee en los rostros del servicio de seguridad francés. Aún no hemos partido y ya la guerra se hace sentir.

Llegamos con la noche a Bagdad. La primera impresión es inesperada. Ante nosotros se despliega un hermoso aeropuerto de arquitect-



AHURKA (suite)

tura moderna que integra armoniosamente los rasgos árabes. Nos espera el representante del Partido Democrático del Kurdistán Iraní (PDKI), a través del cual fue organizado el viaje. Nuestros pasaportes desaparecen entre las manos de la policía iraquí. Quedamos sin documentos a partir de esa noche.

Desde el primer instante aparecen retratos de Sadam Hussein en todas las formas: sonriendo, en uniforme, con o sin gafas de sol, rezando, saludando, etc. Su presencia es constante. Al salir del aeropuerto uno espera percatarse de los efectos del conflicto actual, ya que Bagdad ha sido bombardeada varias veces durante la "guerra de las ciudades". Pero apenas unas barricadas de defensa antiaérea en torno al aeropuerto delatan la existencia de la guerra. La ciudad se extiende entre luces mientras la vida continúa normal y cotidiana.

CAMINO DE GERMIAN, TIERRA CALIENTE DEL KURDISTAN

Al día siguiente partimos con un calor pesado y un sol vertical hacia Kirkuk, ciudad petrolera del Kurdistán. El paisaje que atravesamos es muy particular. El cielo se confunde entre un azul y gris, quizás por reflejo de la áspera y seca tierra del cual emerge. Hombres en batolas y turbantes y mujeres como negros cuervos cruzando la autopista me confirman que estoy en tierra árabe. Las casas incrustadas en el paisaje surgen a lo largo de rutas polvorientas. Todo es un mismo color, incluso la guerra que continúa oculta en el gris de la tierra.

A medida que nos aproximamos al Kurdistán cambia la vestimenta y la otra guerra, la del gobierno iraquí contra los kurdos de Irak, se hace evidente. Esta zona está totalmente militarizada. Hay cantidad de bases, tanques, camiones, alcabalas y hombres armados. Por primera vez nos hablan de los "djash" (literalmente significa asno), quienes colaboran con el régimen contra los propios kurdos. La existencia de las tribus de "djash" es particularmente notoria en el Kurdistán iraquí. Estas tribus forman milicias privadas dirigidas por su jefe kurdo. El gobierno de Irak les paga a los "djash" por pelear y controlar a los kurdos insurgentes que se oponen al régimen.

En Irak, los kurdos han tenido más reconocimiento que en los otros países. Se les reconoce como entidad, tienen escuelas y universidades, y gozan de cierta autonomía. Sin embargo, son perseguidos y forzados a abandonar algunas zonas del Kurdistán. El partido kurdo de oposición más fuerte es la Unión Patriótica del Kurdistán (UPK), dirigido por Jalal Talabani, quien mantiene una guerra feroz contra el régimen de Sadam Hussein. Este partido (1) mantiene excelentes relaciones con los kurdos de Irán del PDKI, quien a su vez tiene relaciones con el gobierno iraquí. Tal situación le permite al PDKI movilizarse en el exterior y, además, asegurar la entrada de armas, médicos, periodistas y la solidaridad internacional en su lucha contra el régimen de Jomeini.

Prosigo mi viaje a través de la tierra caliente. Las montañas comienzan a aparecer, la tierra se vuelve amarilla y los cardos se levantan grandes y azules como sonrisa en la sequía. La guerra se siente. No es posible fotografiar ni filmar. Las montañas van creciendo, nunca terminan, siempre hay una nueva que aparece. Este sería para mí el detalle constante que perfila la forma de ser del kurdo.

Llegamos a Kirkuk. Aquí existe una plaza llamada *Baba Gorgor* que en la antigüedad fue considerada como el lugar

santo de los zaratustrianos, guardianes del fuego divino. Acá no tenían necesidad de montar guardia pues el fuego sagrado nunca se extinguía, brotaba en pequeñas llamas del fondo de la tierra para ser adorado por sus seguidores. Kirkuk mantuvo su nombre sacro a pesar de las guerras, de la caída de sus dioses y de la llegada del Islam, pero no resistió la llegada del siglo XX, que en nombre del progreso logró desacralizar a la deidad ya casi olvidada. En 1925, un armenio llamado Gulbankian descubre que bajo este fuego eterno se halla un enorme yacimiento de petróleo, el oro negro de Occidente.

Esta parte del Kurdistán entonces no era de interés para los Aliados que se estaban repartiendo el mundo. Los ingleses que dominaban esta zona apoyaban la independencia kurda, pero cuando Gulbankian les ofreció el secreto de la ciudad, éstos olvidaron sus promesas. En 1927 fundan la IPC (Iraqian Petroleum Company, anglo-americana) con el fin de explotar el filón del armenio, quien recibirá en recompensa el 5% de las ganancias de la concesión petrolera. Gulbankian pasa a la historia con el nombre de Mr. Five Percent, mientras Kirkuk es despojada de su fuego para convertirse en una ciudad venerada por los intereses de los poderes internacionales.

Entre polvo y montañas proseguimos nuestro viaje. De pronto un ruido seco y seguido parece salir del lado derecho del Toyota. Son los primeros disparos de Kalashnikov que escucho. Me pregunto de nuevo cómo habré de reaccionar frente a la guerra. Esta todavía sigue siendo abstracta, es una mueca que se desliza sin mostrarse del todo.

Nos vamos acercando al campamento de los Mujaidines, que yace cerca de un río. Un puente muy bajo nos permite cruzar. Otra vida aparece. Los pastores y sus rebaños atraviesan las colinas contiguas mientras niños y mujeres chapucean en el agua. Hemos llegado al último pueblo, Careza, controlado por los iraquíes. A partir de ahí entramos en la llamada "tierra de nadie", donde reside gran parte de la oposición iraní, los kurdos del UPK y los del PDKI.

En estos 15 kilómetros de nadie está situado el "Daftar", Cuartel General del PDKI. Esta zona, en los años 70, era un pueblo de trescientas familias controlado por el jefe kurdo iraquí Mustafa Barzani, quien había establecido una alianza con el Sha de Irán contra el régimen de Bagdad. Pero en 1975 se negoció la paz entre Irán e Irak, Barzani al quedarse sin el apoyo del Sha se rinde y escapa. El gobierno iraquí, entonces, destruyó el pueblo entero, quemando las casas, cerrando los pozos y obligando a la gente a huir. Durante años esta región fue considerada "zona prohibida". El que fuese encontrado aquí, si sabía leer y escribir era condenado a muerte y si era analfabeto era condenado a prisión.

El PDKI instaló en 1984 su Cuartel General entre estas montañas que aseguran su defensa aérea. El Secretario General del partido, Abdul Rahman Ghassemlou, es un hombre culto, hábil político y estratega militar. Consciente de que debido a su situación geopolítica no recibe ayuda de ningún gobierno, cuenta con sus 12.000 hombres armados. "Además tenemos el apoyo de nuestro pueblo y las montañas, nuestras mejores amigas, nos están protegiendo", nos afirma con una sonrisa que revela la confianza que tiene en el Kurdistán, esa tierra donde nacen los guerreros de su memoria ancestral.

Al abrigo de estos cerros nos llega la noche. Grillos y ranas van ocupando las voces nocturnas mientras allá abajo algún "peshmerga" (combatiente, significa los que van adelante de la muerte) cruza, turbante y Kalashnikov,

AHURKA (suite)

marcando el ritmo de la marcha. La guerra como eco retumbaba por detrás de las montañas. Lo que puede ser el infierno allá, del otro lado, aquí es tan solo un leve murmullo confundiendo con la calma, que se acuesta en la oscuridad que nos recoge, y el aullido de los chacales que pasan a la hora acostumbrada.

Nuestro viaje al Kurdistán iraní coincide con el relevo de una parte de las tropas del sur, dirigidas por el Comandante Abdullah: hombre silencioso cuya mirada infantil contrasta con la sombra de su barba siempre afeitada. Vestido como todo "peshmerga", con su traje tradicional, en color kaki militar, el comandante es un típico representante del hombre kurdo. Lleva un turbante blanco y negro y un largo cinturón de tela ajustado en varias vueltas a la cintura que resalta su silueta esbelta y elegante. Kalashnikov en bandolera y canana al torso.

CAMINO DE ZOZAN, TIERRA FRÍA DEL KURDISTAN

A las cinco en punto de la tarde partimos hacia el Kurdistán iraní. Junto a una gran columna de sesenta "peshmergas" comenzamos a escalar nuestras primeras montañas pedregosas y escarpadas. Ibamos montados sobre mulas, capaces de cargar hasta 120 kilos. Llevan un bozal sin freno y siguen rigurosamente la fila. Van subiendo en zig zag, atravesando piedras y lugares muy estrechos. El "peshmerga" que conducía mi mula cantaba mientras otras voces resonaban como en respuesta. Cada voz sabía pertenecer a estas montañas, pasaba como colina, piedra, árbol, río y sombra, como lamento que intenta encajarse en el aire. A contraluz pasaban las siluetas mientras cada nueva cima volvía a esconder algún pedazo del sol crepuscular. El verdor brotaba junto a los riachuelos que aumentaban. Ibamos hacia la tierra fría del Kurdistán.

Después de dos horas bordeamos un río repleto de hombres con mulas cargadas. Llegamos al bazar de Miraveh: punto de encuentro entre los contrabandistas de Irán e Irak, quienes con esta actividad aseguran la continuidad del comercio en lugares como éste. De Irak llega el arroz, el té y el aceite y de Irán los pistachos, jabones, tapices y samovares. La guerra para los contrabandistas significa tan solo un cambio de lugar, según se desplazan las fuerzas y los ataques militares.

Numerosas mulas llegan a estas tiendas. Cientos de hombres conversan, comen "kebab" en medio de miles de moscas mientras otros discuten, beben té o juegan a las cartas. Hay un alboroto que le da al bazar un color muy particular. La mezcla de comerciantes y "peshmergas", reunidos en un mismo lugar, señala una complicidad que va más allá de cualquier regla o ley impuesta. Aquí la historia prosigue su propio curso, lejos de las querellas y guerras manipuladas por el exterior. En el bazar se vive intensamente lo que puede llamarse la vida cotidiana del kurdo.

Después de tres horas de jolgorio nos preparamos para un viaje que duraría toda la noche. Pero ya no eran sesenta "peshmergas" los que nos acompañaban, ahora había por lo menos doscientos hombres. Partimos en cuatro columnas de cincuenta hombres cada una. Parecía imposible lograr un orden en el desorden que reinaba en el bazar. Orientaciones iban y venían a medida que salían los grupos. Desde donde estábamos los veíamos serpentear el río entre las luces de linternas que se prendían y apagaban. Parecía que una feria se alejaba.

Nuestro grupo fue el último en partir, y yo estaba al final. Me sentía vulnerable pues no veía a ningún "peshmerga" detrás de mí a medida que subíamos la colina que daba al río. Tanto hombres como mulas pisaban seguro en ese camino oscuro y estrecho. El cielo se abría inmenso bajo la luna. Abajo, sonaba el agua. De pronto a mi costado izquierdo escuché voces. Eran varios "peshmergas" que protegían el flanco que yo creía desierto.

Fue largo, muy largo el viaje. Las montañas, siempre subiendo, no terminaban nunca. El sentido del horizonte aquí se trastoca, pues al llegar a una cima uno constata que siempre hay una montaña más por escalar. Las montañas, para el kurdo, son su fiel compañera y por ellas toda lucha es imponderable. Ellas son ellos, son su identidad.

Las mulas subían con dificultad mientras los hombres las acuciaban, "jacha te werede!". Llegamos a una enorme meseta ocupada por cientos de "peshmergas" y contrabandistas. Estos les pagan a los "peshmergas" del PDKI, que controlan este pasaje, un impuesto de tránsito. En esta meseta, en medio del fuego entre Irán e Irak, sentí por primera vez que la guerra era real.

Habían pasado cinco horas. El viaje poco a poco se me convertía en una pesadilla de resistencia de la cual ya no me sentía capaz. El viento enfriaba. Eran las dos de la madrugada cuando llegamos a un claro. Entre los susurros de los centinelas y las crepitaciones de la fogata me dormí. A las cinco me despertó el olor a té. Empezaba a clarear. Para mí gran decepción todavía no habíamos entrado a Irán. Después de varias horas de polvo, de sol, más sol y calor llegamos a la frontera delimitada por el río Chomán. Al cruzar estábamos en la tierra fría del Kurdistán.

En un pueblo cercano a la frontera nos esperaban los responsables militares de la región de Baneh, con quienes recorreríamos durante diez días la zona. "Kak" (significa hermano) Abdullah se separó de nosotros al día siguiente. Iba hacia el sur para relevar otra unidad. Una semana después nos llegó la noticia por radio de que había caído en combate. Esta es la experiencia cotidiana de todo pueblo en lucha. Vida y muerte son un mismo paso en la ruta de estos hombres. Tal vez por eso todo sucede en la vida de un kurdo es un acto colectivo. Se comparte todo, incluso la intimidad.

El sentido de la hospitalidad para ellos es muy importante. Un kurdo nunca le pregunta a un huésped quién es, a dónde va ni de dónde viene, ni cuánto tiempo se queda. Le ofrece siempre de primero y lo mejor que tiene. Por eso cuando los "peshmergas" pasan por los pueblos sus habitantes los reciben. La generosidad y desprendimiento de este pueblo, inevitablemente, cuestiona el individualismo exacerbado que existe en Europa.

LA OPERACION DURO MENOS DE UNA HORA Y FUE UNA VICTORIA

La guerrilla del PDKI cambió de táctica militar en 1980. Antes tenían bajo su control zonas liberadas y ocupaban gran parte de las ciudades, pero por razones económicas tales como la incapacidad de abastecimiento y la necesidad de proteger a la población civil ante los ataques del enemigo, decidieron instalarse en las montañas. A partir de ese momento llevan una guerra de guerrillas: atacan por sorpresa, llevan a cabo operaciones de minaje y a veces ocupan alguna base iraní con el fin de "confiscar" municiones. Nosotros pudimos presenciar una operación comando que consistió en atacar un camión enemigo, cerca de una alcahala,



AHURKA (suite)

e infligir pérdidas humanas. La operación duró menos de una hora y fue una victoria. Hubo ocho muertos iraníes y ninguna víctima del lado kurdo. Los "peshmergas" se retiraron por las montañas mientras de las bases iraníes lanzaban morteros a diestra y siniestra. Fue emocionante llegar al punto de encuentro. Era una inmensa meseta en medio de las montañas que se perdían en el horizonte. La tarde caía en tonalidades rosas y naranjas. En medio de un claro, los "peshmergas", armas al suelo, bailaban, cantaban y gritaban. Las sombras habían cubierto los cuerpos sudorosos por la emoción cuando nos fuimos de ahí.



Carol Prunhuber. "Peshmergas celebrando su victoria". (Kurdistan iraní, región de Baneh)

La noche siguiente cambió el panorama militar. La región de Baneh estaba en plena movilización por parte del gobierno de Jomeini. Alrededor de 15.000 soldados iraníes habían llegado y ocupaban la zona. Los "peshmergas" se replegaban hacia las montañas mientras trescientos hombres ocupaban los pueblos para asegurar su protección. A nosotros nos llevaron por precaución hacia la frontera iraquí, a un caserío perdido al fondo de una montaña. Ahí pasamos algunos días esperando noticias. Los "peshmergas" habían preparado un ataque que tuvieron que cancelar pues la ofensiva del régimen era evidente. Esperaban de un momento a otro un ataque y mientras tanto a nosotros nos mantenían lejos del frente. Del Cuartel General nos llamaron por radio, había que regresar de inmediato pues la situación se agravaba. Los iraníes provocaban movimientos de fuerzas a los cuales los "peshmergas", menos numerosos, respondían con cambios de montañas. La estrategia iraní busca agotar a los "peshmergas", forzándolos a caminar de valle en valle antes de atacarlos. Gran parte de la fuerza de los kurdos reside en el conocimiento que tienen de las montañas y en su capacidad de recorrerlas sin fatigarse.

Una tarde fuimos al encuentro del Comandante Ibrahim, quien nos recibió en un cuarto alfombrado y nos ofreció unas tazas de té que preparaba uno de sus "peshmergas". Su rostro grave escuchaba en silencio la radio, las noticias no eran buenas. Teníamos que partir. Viajaríamos con un batallón que regresaba del sur, el cual había sido atacado la noche anterior, con un saldo de cuatro muertos y cuatro heridos. La última noche la pasamos en el pueblo de Kak Ibrahim. Ahí compartimos la tensión de los "peshmergas" que habían perdido en esa batalla al Comandante Aliyar, miembro del Comité Central del Partido. Además del dolor de estos hombres ante la pérdida de sus compañeros, me conmovió la historia de Hasán Shiwassali, Comandante de la División. Cuenta que en medio del tiroteo se acercó a su caballo para montar al compañero Aliyar que estaba herido. Pero su caballo tenía tan apretada la soga que no logró deshacer el nudo. Y mientras lo intentaba el enemigo le disparó al caballo y éste en plena agonía mordió suavemente su bra-

zo. Para el Comandante Shiwassali este gesto fue la última expresión de ternura de su caballo, compañero constante en esta larga guerra. Momentos después la artillería enemiga disparó y el Comandante Aliyar, hendo, y su ayudante perecieron bajo el tiroteo.

Al día siguiente salimos muy temprano. No pudimos despedirnos de todos los amigos. A medida que las mulas avanzaban la nostalgia de la separación se me vino encima. Desde ya me hacía falta esa forma suave y gentil de esta raza de señores y guerreros que combaten por su tierra y su identidad. Esta tierra cuyos pueblos son tan solo una forma de nombrar la morada que se busca entre golpe de sol y de piedras, es el verdadero rostro de la ternura. Guardianes de estas montañas, los kurdos cruzan su tierra con una voz que repite su historia desde el comienzo. Estas montañas tienen costumbre de guerra y de canto, quizás el reposo los espere cuando el tiempo se devuelva sobre sí. Por ahora continúan celebrando la vida a través de la poesía:

"Kurdistán, no hay nada más hermoso que morir por tí.
Ser señor en nuestra casa y orgullosamente cantar en kurdo.
En la llama de nuestras armas celebramos la gloria de nuestra raza milenaria, de nuestra tierra querida.
Ser libre, amar, creer y morir.
Pregúntale a la fuente, ella te dirá
que en su murmullo yacen mil suspiros,
mil lágrimas, mil rebeliones y mil esperanzas."

(poesía popular)

Carol Prunhuber

(1) Actualmente mantiene también relaciones con el gobierno iraní.

Tercüman 7 terörist öldürüldü

4.11.87

Cizre-Şirnak arasında operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetlerinin "teslim ol" çağrısına eşkiya ateşle cevap verdi

7'si kaçtı

Cizre-Şirnak arasında operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri, Karlıtepe mevkiinde 14 terörist ile karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına teröristlerin ateşle cevap vermesi üzerine çıkan silahlı çatışma sonunda 7 terörist öldürüldü, 7'si de kaçtı, bir üstteğmen şehit oldu

NUSAYBİN, (Tercüman)- Mardin'in Cizre ilçesi yakınlarındaki Karlıtepe mevkiinde güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren 7 terörist ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada bir üstteğmen şehit oldu.

Alınan bilgiye göre, dün saat 15.00 sıralarında Cizre-Şirnak arasındaki Karlıtepe mevkiinde operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri, sayıları 14 olan bir terörist grubuyla karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına teröristlerin ateşle

karşılık vermesi sonucu çatışma çıktı. Çıkan çatışma sonucu teröristlerden 7'si ölü olarak ele geçirildi. Diğer 7 teröristin ise kaçtığı belirtildi. Çatışma esnasında üstteğmen Feral Altın şehit oldu.

ŞIRNAK'TA 3 YARALI

Şiirt'in Şirnak ilçesine bağlı Anılmış köyünde lav silahlı mermisinin patlaması sonucu üç kişi yaralandı.

Anılmış köyünde oturan Mahmut Ağlar, köy yakınlarında arazide bulunduğu lav

Süper Vali'den durum raporu

Süper Vali Kozakçıoğlu, artık eşkiyanın eylem yapmasını beklemeyip, sürdürülen operasyonlarla her yerde sıkıştırıldığını söyledi. Köy korucularına verilen cephane miktarı artırılırken, yakında koruculara el bombası da verilecek

mermişini evine getirdi. Evinde mermi ile oynayan Mahmut Ağlar, merminin patlaması sonucu, ağır yaralandı. Patlama sırasında evde bulunan Hıri Atabay ile kimliği belirlenemeyen bir kişi daha yaralandı.

Tercüman

Eşkiya üçgene hapsedildi

4.11.87

DIYARBAKIR- Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, ayrılıkçı PKK militanlarının hareket alanını Şirnak-Eruh-Uludere üçgeni ile sınırladıklarını söyledi. Kozakçıoğlu, "Artık eşkiyanın eylem yapmasını beklemiyoruz. Özel timlerle biz onları arıyoruz" dedi. Kozakçıoğlu, ayrıca köy korucularına verilen kurşun sayısının artırılacağını, el bombalarını dağıtılacağını, eğitimlerine ağırlık verileceğini, böylece bu müessesenin güçlendirileceğini açıkladı. Vali, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ni ekonomik yönden güçlendirmeyi hedeflediklerini de söyledi.

Kozakçıoğlu, göreve başladığı günden bu yana geçen süre içindeki gelişmeler konusundaki soruları şöyle cevaplandırdı:

Soru: Köy koruculuğu müessesesi hakkında çeşitli eleştiriler var. Bazı kanun kaçaklarının köy korucusu yapıldığı öne sürülüyor. Bu sistemi sürdürme konusunda ısrarlı mısınız?

Kozakçıoğlu: Geçmişte köy korucuları seçilirken bazı hatalar yapıldığı doğrudur. Biz şimdi bu hataları düzeltiyoruz. Bu göreve layık olanları tasfiye ediyoruz. Bu sistemi sürdürme konusunda ısrarlıyız. Faydalı olduğuna inanıyoruz. Öyle olmasa, eş-

kiya hep bunlara saldırmazdı.

Soru: Bazı kişilerin güvenlik kuvvetlerinin baskısıyla köy korucusu yapıldığı iddiaları doğru mu?

Kozakçıoğlu: "Gönüllü olmayı korucu yapmayın" diye talimat verdik. İstemeyeni zorlamıyoruz. Ama talimatı çok. Köy yerinde 80-90 bin lira az para değil.

Soru: Hükümetten gerekli ilgiyi görüyor musunuz? Beklediğiniz araç ve gereçler gönderiliyor mu?

Kozakçıoğlu: Hükümetten gerekli ilgi ve hassasiyeti gösteriyor. İsteddiğimiz araç ve gereçler peyderpey geliyor. Zarflı araçlar, gece dürbünü, helikopterler peyderpey geliyor. Kar üstü araçlarımız da yakında gelecek. Ayrıca bölgenin ekonomik yapısının

düzeltilmesi için de hükümetle işbirliği yapıyoruz. Olayların önlenmesi, büyük çapta buna bağlı.

Soru: Bazı şantiyeler basılıyor. İş makineleri yakılıyor. Bu eylemler yatırımları engellemeye mi yönelik, bunu nasıl değerlendiriyorsunuz?

Kozakçıoğlu: Teröristler bütün çabaları ile bu yatırımları engellemeye ve geciktirmeye çalışıyorlar. "Halktan yanayım" diyen terörist, halka hizmet götürülmesini istemiyor. Hizmetin gelmemesini kendi menfaati için istiyor. Hizmet gelmesin ki, devletin güvenlik gücü oraya gelmesin, o da rahat hareket etsin.

Hürriyet

4.11.87

Süper Vali müjde verdi: "Eşkiya sıkıştı"

Koruculara el bombası

- Kozakçıoğlu, PKK'nin artık eylem yapmasını beklemediklerini açıklarken, "Özel timlerle biz onları arıyoruz" dedi. Apo'nun, örgütüne "sempatizan kazanma" talimatı verdiği bildirildi.

DIYARBAKIR - VAN, (hha-ANKA)- Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, ayrılıkçı PKK militanlarının hareket alanını Şirnak-Eruh-Uludere üçgeniyle sınırladıklarını söyledi.

Kozakçıoğlu, "Artık eşkiyanın eylem yapmasını beklemiyoruz. Özel timlerle biz onları arıyoruz" dedi. Kozakçıoğlu, ayrıca köy korucularına verilen kurşun sayısının artırılacağını, el bombalarını dağıtılacağını, eğitimlerine ağırlık verileceğini, böylece bu müessesenin güçlendirileceğini açıkladı. Vali, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ni ekonomik yönden güçlendirmeyi hedeflediklerini de söyledi.

Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde son bir yılda yaptıkları toplu katliamlarla kamuoyunun nefretini kazanan bölücü PKK örgütü militanlarının, liderleri Abdullah Öcalan'ın (Apo) talimatıyla eylemlerinde taktik değiştirdikleri belirlendi.

Komşu ülkelerdeki kamplarda eğitildikten sonra, bölgeye gönderilen teröristlere moral vermek ve onları yeniden toparlamak için çaba gösteren şer örgütünün lideri Abdullah Öcalan, "kayıpların en az düzeye indirilmesi ve yeni sempatizan kazanılması" yolunda hareket edilmesini talimatını verdi.

Apo son yılların en ağır darbesini yedi

Öldürülen 7 PKK'cı elebaşı

● Cizre yakınlarındaki Garita Tepesi'nde meydana gelen çatışmada öldürülenlerin ARGK'nın bölge komutanı Nizamettin Taş, diğer 6 kişinin de üst düzey görevliler olduğu saptandı

● **Sıra ÇALIK MARDİN (MİL-HA)**

PKK'nın, Mardin'in Cizre ilçesi yakınlarında önceki gün çıkan çatışmada, son yılların en ağır darbesini yediği belirlendi.

Selmik mezarı Garita Tepesi'ndeki çatışmada öldürülen 7 PKK militanından 1'inin, örgütün savaş konseyi ve askeri kanadı ARGK'nın bölge komutanı Nizamettin Taş olduğu saptandı. PKK İdil-Midyat sorumlusu bomba uzmanı Abdurrahman Motor, merkez konseyi üyesi ve ARGK Mardin bölge sorumlusu Halil Kaya, Siirt bölge sorumlusu Naif Yılmaz, Siirt birimi üst düzey görevlisi Selahattin Gün, merkez konseyi üyesi "Gözlüklü Cemal" kod adlı Hüseyin Engizek de öldürülen teröristler arasında bulunuyor. Ölü ele geçirilen teröristlerden 1'inin kimliği saptanamadı.

SURİYE'DEN TALİMATLAR

Söz konusu teröristlerin, Garita Tepesi'nde merkez konseyi üyesi Hüseyin Engizek'in Suriye'deki PKK üst düzey yöneticilerinden getirdiği talimatları almak üzere toplandıkları belirlendi. Edinilen bilgiye göre, güvenlik güçlerinin yıldırım hareketından önce Hüseyin Engizek, diğer PKK elebaşlarından Suriye'deki bir kampta alınan son kararları anlatıyor, örgüt lideri Abdullah Öcalan'ın (Apo) son talimatlarını iletliyordu.

UÇ BUÇUK SAAT ÇATIŞMA

Güvenlik güçlerinin Garita Tepesi'ni kuşatması ve çatışma tam üç buçuk saat sürdü. Köy korucularının da katıldığı çatışmada Östeğin Feral Altun teröristlerden Abdurrahman Motor'un kurşunlarıyla şehit edildi. 7 PKK elebaşı terörist, çatışmanın sonunda tepeyi terk edemeyerek ölü ele geçirildiler.

SİLAH DEPOSU GİBİ

Öldürülen PKK elebaşlarının üzerinde 7 adet uzun namlulu Kalaşnikof, 1 adet tabanca, 5 adet Sovyet yapısı bomba, 2 adet Çin yapısı el bombası, 1 adet antitank mayını, bol miktarda dolu ve boş fişek, gizli bazı örgütsel dokümanlar, eylem planları ve diğer silahlar bulundu.

SÜPER VALİ OLAY YERİNDE

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ve Özel Kolordu Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın, dün sabah helikopterle çatışma bölgesine gelerek incelemelerde bulundular. Kozakçıoğlu, tüm köy ve mezarlılara elektrik götürülmesi için gerekli girişimlerde bulunduğunu söyledi. İyi görev yapan korucuların ayrıca ödüllendirileceğini açıklayan Kozakçıoğlu, koruculara kışık elbise dağıtılacağını da bildirdi. Korgeneral Hulusi Sayın ise, Üsteğin Feral Altun'un uğrunda öldüğü idealin kendi idealleri olduğunu bildirdi.

OTODA SİLAHLAR

Hakkâri'nin Yüksekova ilçesinden Van'a gelmekte olan bir otomobile yapılan aramada, 1 Kalaşnikof otomatik tüfek ile bu silaha ait 60 mermi ve 2 şarjör ele geçirildi.

Hakkâri-Van karayolunun Güzeldere mevkiinde

devriye gezen güvenlik güçleri, kimliği açıklanmayan bir sürücü yönetimindeki 65 AY 623 plakalı otomobili durdurarak arama yaptı. Otomobilin arka koltuğunun altındaki özel bölmede bir Kalaşnikof otomatik tüfek, 60 mermi ve iki şarjör bulundu.

Silah ve mermilerle ilgili olarak otomobile bulunan Yusuf Aktaş adlı kişi gözaltına alındı.

MEZRAYA 100 ÇADIR

Öte yandan, bir süre önce PKK'lı teröristlerin silahlı saldırısına uğrayan 13 kişinin öldürüldüğü Şirnak'ın Çobandere mezarına 100 çadır yardımı yapıldı.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da baskında evleri yıkılan vatandaşlara konut yapabilmeleri için 20 milyon lira verdi. Kozakçıoğlu, Çobandere mezarını terk edip Kumçatı köyüne yerleşen Batuyan aşireti mensupları ile de görüştü.

Öte yandan Mardin'in Cizre ilçesi yakınlarında PKK militanları ile önceki gün çıkan çatışmada şehit olan jandarma üsteğin Feral Altun'ın naaşı askeri uçakla Bursa'ya gönderildi. Şehit üsteğin bugün Bursa'da toprağa verilecek.

MUHTAR ÖLDÜRÜLDÜ

Siirt'in Şirnak ilçesi İsmetpaşa Mahallesi muhtarları Reşit Çevik, dün akşam kimlikleri belirsiz kişilerce otomatik silahla taranarak öldürüldü. Çevik'in PKK tarafından mı, yoksa özel bir nedenden mi öldürüldüğü araştırılıyor.

Hürriyet 5.11.87

Aydın Erol'un öldürülmesi olayının ardındaki gerçek

PKK, Türk solunu sindirmek istiyor

● Alman İstihbarat Örgütü'nün yayınladığı rapora göre, Sol Türk Örgütleri, PKK'nın kanlı eylemleri nedeniyle politik yalnızlığa itmek için eylem birliği yapmayı kararlaştırdı. Bunun üzerine PKK, Türk sol örgütleri üzerinde hakimiyet kurmak için silahlı eylemlerde bulunmaya başladı

Engin BİLGİNER

AYDIN Erol adlı Dev Yol üyesi bir gencin Hamburg'da başından kurşunlanarak öldürülmesiyle, Federal Almanya'daki Türk Sol'u ve ayrılıkçı Kurt örgütleri arasındaki ıper tamamıyla koptu. Federal Almanya'nın istihbarat örgütü olan Federal Anayasayı Korumaya Örgütü'nün hazırladığı bir raporda, "Bir iki önemsiz ve yalnız bırakılmış grup dışında solcu Türk örgütlerinin PKK'nın eylemlerini onaylamadığı, destekleyenlerini ise PKK'ya yanlış bir milliyetçi çizgi izlediğini söyledikleri" belirtildi.

Türkiye'de sosyalizmin kurulmasını isteyen sol örgütlerle, Türkiye'nin doğusunda bağımsız bir Kurt devleti kurmak için mücadele eden PKK arasındaki gerginlik ve fikir ayrılıkları raporda ayrıntılı olarak belirtildi. Bu arada Federal Almanya'da "ağır sol" olarak nitelenen Türk derneklerinin ayrıntılı bir raporu verildi. Buna göre bu derneklerden 23'ü "Yeni sol" 26'sı ise "Moskova Yanlısı" olarak iki gruba ayrıldı. Bunlardan ilk grubun 8 bin ikinci grubun ise 7200 üyesi olduğu öne sürüldü.

likleri raporda ayrıntılı olarak belirtildi. Bu arada Federal Almanya'da "ağır sol" olarak nitelenen Türk derneklerinin ayrıntılı bir raporu verildi. Buna göre bu derneklerden 23'ü "Yeni sol" 26'sı ise "Moskova Yanlısı" olarak iki gruba ayrıldı. Bunlardan ilk grubun 8 bin ikinci grubun ise 7200 üyesi olduğu öne sürüldü.

KARŞILIKLI SUÇLAMALAR

Raporun, Federal Almanya'da yaşayan yabancıların sivasal faaliyetleri ile ilgili "Yabancıların güvenliği tehlikeye düşürücü aşırı Eylemleri" adlı bölümünde belirtildiğine göre PKK ile ona bağlı derneklerin çatı örgütü olan PEYKA'nın "Federal Almanya'daki

Kürdistanlı Yurtsever İşçi ve Kültür Dernekleri Federasyonu) yaklaşık 1000 kadar aktif üyesi bulunuyor. Bu örgütler, çeşitli protesto ya da dayanışma toplantılarında 2 bin ile 6 bin arasında sempatizanı da bir araya getirebiliyorlar.

Ancak, PKK ile Devrimci Yol, Devrimci İşçi gibi sol Türk örgütleri arasında PKK'nın kan dokusu eylemleri nedeniyle büyük bir gerginlik bulunuyor. Örneğin 1986 yılın ocak ayında 6 değişik sol örgüt ortak bir bildiri yayımlayarak PKK'nın zorba eylemlerine derhal son vermesini istedi. Buna PKK'nın verdiği karşılık ise Devrimci İşçi adlı örgüte mensup Kürşat Timuroğlu'nun 25 Şubat 1986 tarihinde vurularak öldürülmesi oldu. PKK, kendisine yöneltilen suçlamaları yalanlarken bir yandan da Sol Türk örgütlerini "politik teslimiyetçilik ve Türk devletiyle işbirliğine girmekle" suçladı.

Nitekim, 12 Eylül döneminde Türkiye'de Dev Yol davasında yargılandıktan sonra, önce Fransa'ya sonra da Federal Almanya'ya siyasi mülteci olarak giden Bale Sanatçısı ve Dev Yol üyesi Aydın Erol da, PKK ile işbirliği yaptığı için diğer Türk sol örgütlerince dışlanan Dev Genç militanlarına göre Hamburg'daki bir Türk lokantasında benzeri bir tartışma sonucu öldürüldü. Migros ve Deri grevindeki işçilerle dayanışma ve

bağış toplama amacıyla hazırlanan ancak altında PKK'ya bağlı FEYKA Kürdistan (Kürdistanlı Yurtsever Emeği ve Kültür Dernekleri Federasyonu) imzası da bulunan bir bildiri almak istemeyen Dev Yol'cu grubun içindeki Aydın Erol, çıkan kavgada başından kurşunlandı

İşin garibi, cinayet olayı, solcu Türk derneklerinin yanı sıra PKK ve bağılı kuruluşlarla da kınandı. Ancak, bu kınama, PKK'ya sivasal açıdan terit etmek kararını vermiş olan Federal Almanya'daki Türk solu tarafından bir "aldatmaca" olarak nitelendirildi. Federal Alman İstihbarat Örgütü'nün raporunda PKK üyelerinin, Türk işçilerini aıdlatı ödemeye zorladıkları da vurgulandı

Apo'dan itiraf:**"Türk devletini
yıkma
ömür yetmez"**

PKK içinde liderlik için çeşitli kavgaların başladığını kabul eden Abdullah Öcalan bunları sapıklıkla suçladı ve "Bu tür anlayışları mahkûm etmezsek PKK'da bir yenilgiyi ve teslimiyeti kendi ellerimizle hazırlamış oluruz" dedi.

Tahir HACIKADIROĞLU

DORTMUND, (Tercüman)- Türkiye'nin doğusundaki masum insanları acımasızca öldüren, Türk askerlerine pusu kuran PKK'nın lideri Abdullah Öcalan, nihayet, "Türk devletini yıkmaya ömrünün yetmeyeceğini" ve örgütündeki militanlar arasında "sapıkların" bulunduğu itiraf etti.

PKK militanlarının "önderlik sevdasına" kapıldığını ve kendilerinden cennet istediklerini PKK'nın yayın organı "Serxwebun" yazan

Abdullah Öcalan, "Militanlarımız işi sınırsızlığa varırmak istiyor. Tabii ki, doğru bir yaklaşım değil. Militanlarımızın bu gerçeği kavrayamayacağına veya uygulayamayacağına hiç kimse söyleyemez. 'Cennet istiyoruz' sözünü kullanmak, partiye, militanlara güvensizliği ifade eder..." dedi.

**"PKK'YI KENDİ
ELİMİZLE TESLİM
EDİYORUZ"**

Zayıf birinin kendi hakkını, adaletini savunamayacağı

ğını da kaydeden Öcalan, "Bir önderlik sevdasına kapılmış gidiyor..." diyerek şunları yazdı:

"Ama PKK'da bu tür anlayışları biz tümünden mahkûm etmezsek, PKK içinde bir yenilgiyi, bir köleşmeyi ve bir teslimiyeti kendi elimizle hazırlamış oluruz. Bunun fel-selelerini veya kişiliklerini üretmekten vazgeçilmelidir. Hatta bugün bunlar TC'nin yanına bile gitseler, hiçbir şey elde edemezler. Bütün bunlar boş bir çaba olmaktan başka bir anlam taşımaz..."

**"MİLTANLARIMIZDA
YÜREK NEREDE?"**

PKK lideri Abdullah Öcalan, örgütündeki militanlarına hesap sorduğu yazısının bir başka bölümünde ise, bir başka gerçeği dile getiriyor:

"Görülen odur ki, militanlarımız son derece daralıyor, dillerini bile çevirecek gücü kendilerinde görmüyorlar. Yürekları açılmıyor, dilleri konuşmuyor. Pekli, böylesi bir militanın kime haydi dokunacaktır? Birakalım başkalarına, kendisine bile faydası olmaz. Bir tek gün bile bundan bıkip usanmadık..."

Hâlâ içimizde birçok arkadaş muazzam bir örgütsüzlük içinde bulunurken, kalıp da yüksek eylemlilikten bahsetmek ve buna inanmak tam bir yanılgı, hatta bir tür oportünizm olarak görül-melidir.

Ancak, sınırlı bir bilince ulaşılmıştır; zaferi garantileyecek kadar bir bilince ulaşılamamıştır. O halde yapılması gereken görevler gayet açıktır.

Bu durumda ne biz çocuk olalım. Ne de başkalarının bizi çocuk yerine koyup, aldatmalarına izin verelim..."

**"HİÇBİRİMİZİN ÖMRÜ
YETMEYECEK"**

Örgütlenmede bırakılan boşlukların bir başka dev-

rimci tarafından doldurula-bileceğini de militanlarına anlatmaya çalışan Abdullah Öcalan, "Örgütsüzlüğün sonucunu ya düşman, ya da örgüt size ağır ödettirir..." demekten kendini alamıyor. Öcalan, yazısına şöyle devam ediyor:

"Sizler, silâhlı mücadelede ve kitleler arasında benden fazla bir faaliyet içindediniz. Ama önemli zaafılara ve zayıflıklara düşmekten kendinizi kurtaramıyorsunuz. Sayımız sınırlıdır, fakat mesele sayısal çokluk değil... Nitelik meselesidir. Ben 15 yıldır her aşamada ve her kademedede birçok kişiyi büyük bir saburla dinledim. Bozguncuyu dinledim, hafifbeyrebi dinledim. Hemen söyleyeyim; burada derdimiz, çok kısa sürede zaferler yaratmak değil. Biz belki de hiçbirimizin ömrünün kifayet edemeyeceği bir kurtuluş hareketinin içindeyiz. Ben, ağlayıp sızlama edebiyatı yaparak, kendimizi acındırarak bu işleri yürütebiliriz. Ama bu mertlik olabilir mi? Hayır, bunahım teorisi, bunahım edebiyatı ve bunahım pratiği ile yaşamak ayıptır. Bu içine girilecek en hafif ve en düşkünçe davranışlardan birisidir..."

**PKK'ya
ölüm baskını**

MARDIN, (Tercüman)- Mardin'in Cizre ilçesi yakınlarında önceki gün öldürülen 7 teröristten birinin bölücü örgütün Merkez Komitesi üyesi olduğu, diğerlerinin ise bölge sorumluları oldukları bildirildi. Teröristlerin, Suriye'de bölücülere ait bir kampta alınan "eylem kararını uygulamak üzere" Türkiye'ye gizlice girdikleri de belirlendi.

Çatışmanın meydana geldiği Hisar köyü yakınlarındaki Garita tepesinde toplanan Merkez Komitesi üyesi ve bölge sorumlusu teröristlerin, eylemleri için son hazırlıkları yaptıkları tesbit edildi. Ölü ele geçirilen teröristlerden birinin Merkez Komitesi üyesi ve "Gözlüklü Cafer" kod adlı Hüseyin Engizek olduğu belirlendi. Engizek'in bölücü örgütün faaliyetlerini yönettikten sonra yeniden Suriye'ye dönmeyi planladığı da açıklandı.

Ölü ele geçen teröristler arasında Şırnak bölge sorumlusu Selahattin Gun, Midyat sorumlusu Naif Yıl-

maz ve adı henüz belirlenemeyen "Kör Cemal" kod adlı terörist de bulunuyor.

Bu arada ölenler arasında Usteğmen Feral Altun'u şehit eden terörist İdil bölge sorumlusu "Salih" kod adlı Abdurrahman Motor'un bulunduğu sanılıyor.

**GARITA TEPESİNDE
TOPLANTI**

Bu arada AA'nın haberine göre, hainlerin Hisar köyü yakınındaki Garita tepesinde örgütün diğer militanlarını bir araya getirerek, bölgenin bazı illerinde yapılacak eylemlerin talimatını vermek üzere toplandıkları anlaşıldı. Toplantıyı haber alan güvenlik kuvvetleri, Garita tepesini ve çevresini kuşattı. Kuşatmaya köy korucuları da katıldı. Önceki gün saat 13.30'da operasyona başlayan güvenlik kuvvetlerine ateş açılınca, silâhlı çatışma başladı.

PKK katillerine darbe vuran 22. Seyyar Jandarma Tuğay Komutanı Tuğgeneral Turhan Bedirhan'ın operas-

yonu bizzat yönettiği, helikopter pilotlarının da ateş çemberine girerek, teröristlerle çatıştıkları ifade edildi.

"BİZ DE KATILDIK"

Güvenlik kuvvetlerinin operasyonuna katılan koruculardan Abdülhamit Mungan çatışmayı şöyle anlattı:

"Aramalara biz de katıldık. Garita tepesine yaklaştığımızda ateş açtılar. Tepeyi doluşarak çembere aldık. Çatışma 3.5 saat devam etti. Sabaha kadar çatışsaydık, onları sağ bırakmazdık. Koruculuğu bırakmayı düşünmüyoruz. Devlet yeter ki bize yardım elini uzatsın."

**ŞEHİT ÜSTEĞMEN
İÇİN TÖREN**

Öte yandan, çatışmada şehit olan Usteğmen Feral Altun için Cizre Alay Komutanlığı'nda bir tören düzenlendi. Törende konuşan Jandarma Asayiş Bölge Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın, şehit Usteğmen Altun'un uğrunda can verdiği ideallerin kendilerinin de idealleri olduğunu belirterek, "Korunmuş mezra ve yerleşim birimi kalmayacak" dedi. Törene Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ile Tuğay Komutanı Tuğgeneral Turhan Bedirhan da katıldılar.

Bölücü eşkiya Midyat Dargeçit'te bir askeri araca ateş açtı. Tunceli-Pülümür karayoluna da TKP-ML ve TIKKO tarafından "Seçimlere Hayır" yazılı bez afiş serildi.

Önceki gece Mardin'in Midyat ilçesi Dargeçit bucağı yakınlarında operasyondan dönen bir askeri araca bölücü bir grup eşkiya tarafından çapraz ateş açıldı. Güvenlik kuvvetlerinin teröristlerin ateşine karşılık vermesi üzerine teröristler karanlıktan yararlanarak kaçtı. Olayda ölen veya yaralanan olmadı.

Öte yandan, 1 Kasım Pazar günü önseçimler dolayısıyla Tunceli-Pülümür karayoluna TKP-ML ve TIKKO imzalarını taşıyan üzerinde "Seçimlere Hayır" yazılı bir bez serildi. Asfalt yola serilen beze bomba süsü verilmiş bir de torba asıldı. Olayla ilgili tahkikatın sürdürüldüğü bildirildi.

SHP'de önseçimi kaybedenler öfkeleni

Bölücülük suçlaması

● Önseçimi kaybeden Kenan Nehrozoglu, Paşa Sarıoğlu ve Edip Servet Devrimci, partiyi fraksiyonların ele geçirdiğini, örgütte Kürt kökenli ve Alevilerin etkin olduğunu iddia etti

ANKARA, ÖZEL

SHP'de önseçim sonrası yeni tartışmalar başlar-ken önseçimi kaybeden iki milletvekili ile bir genel sekreter yardımcısı, partiyi, "fraksiyonların ele geçirdiğini" öne sürdüler.

Önseçimi kaybeden Mardin Milletvekili Kenan Nehrozoglu, Ağrı Milletvekili Paşa Sarıoğlu ve Genel Sekreter yardımcılarında Edip Servet Devrimci, partiyi çeşitli fraksiyonların sızdığını ve önseçimde de bunların etkili olduklarını söylediler.

Milliyet'in sorusu üzerine görüşünü açıklayan Parti Meclisi üyesi ve Genel Sekreter Yardımcısı Edip Servet Devrimci, önseçim sırasında partinin adını bile bilmeyen üyelerin oy kullandığını, bazı üyelerin ise birtakım kişilerin "robotu" halinde olduklarını belirtti. Dev-

rimci, "Bu önseçimde daha önceden partide yokmuş olan fraksiyonlar rol oynadı. Önseçim partide azmış olan istenen birtakım istismarlarını yeniden alevlenmesine neden oldu. Başta Genel Başkan olmak üzere yöneticiler daha dınyarlı ve tedbirli olmalıydılar" dedi.

Önseçimi kaybeden Mardin Milletvekili Kenan Nehrozoglu ise, kendi bölgesinde Kürt kökenlilerin desteklediği insanların ön plana çıktığını öne sürdü ve ayrımcılık yapıldığını söyledi. Nehrozoglu, birtakım örgütlerin devreye girerek Kürt kökenli oyların birtakım adaylara kaymasını sağlandığını da sözlerine ekledi.

Ağrı Milletvekili Paşa Sarıoğlu da, bölgesinde yapılan önseçim sırasında çeşitli oyunlar oynandığını öne sürdü ve "Kürtler ve Aleviler iktidarı yaparak istenilen sonuçlara ulaşıldığını öne sürdü" dedi. Sarıoğlu, bölücülükle suçladığı bu kişilerin örgütte etkin olduğunu belirterek, konuyu Genel Başkan Erdal İnönü'ye ilettiğini söyledi ve tedbir alınması istediğini belirtti. Sarıoğlu, etnik grupların partiyi ele geçirmesiyle ileride sancılı günler yaşanabileceğini de vurguladı.

Gizli örgütçü aile

Partizan örgütüne yataklık ettikleri iddiasıyla gıyaplarına yargılanan cezalandırılan Şahin ailesinden baba, oğul ve kızı Mersin'de ele geçirildi

Ali Ekber ŞEN

• MERSİN (MİL-HA)

YASADİŞİ bölücü Partizan Örgütü'ne yataklık ettikleri iddiasıyla gıyaplarında yargılanıp cezalandırılan Şahin ailesinden baba, oğul ve kızı Mersin'de ele geçirildi.

Tunceli'de eniştenen Hüseyin Yılmaz'ı öldürdükleri iddiasıyla gözaltına alınan ve 8 ay süren yargılamadan sonra beraat ederek cezaevinden çıkan 58 yaşındaki İbiş Şahin, oğlu Ali Murat Şahin ve kızı Perihan Ulaş (Şahin), bu arada Partizan Örgütü'ne yataklık suçundan yargılanmaya başladı.

Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi, 1982 yılında ortaya çıkarılan olayda, Şahin ailesine "yataklık" suçundan gıyaplarında 2-6 yıl arasında değişen hapis cezaları verdi.

Enişterinin öldürme olayına adları karıştığı için 8 ay cezaevinde yatan Şahin ailesi, beraat ettikten sonra "kan davası" korkusu ile Mersin'e verildi. Mersin polisi, Gündoğdu Mahallesi'nde yaptığı baskında, haklarında 4 yıl hapis cezası olan baba İbiş Şahin ile 2 yıl 8 ay ceza alan oğlu, Ali Murat Şahin ve 6 yıl 8 ay cezası olan kızı Perihan Ulaş'ı (Şahin) yakaladılar.

Bu arada telefonların dinlenmemesi sağlamak için PTT Genel Müdürlüğü tarafından önlemler alınıyor. Yetkililerin verdiği bilgiye göre, alınan önlemlerin başında ise teli sistemin iptali geliyor. PTT teknisyenleri tarafından Doğu ve Güneydoğu illerinde elverişli tepeler tespit ediliyor. Saptanan tepelerin özellikle birbirini ve bir PTT merkezini görmesi amaçlanıyor.

Hürriyet

6.11.98

Ureklere ahize takıp polis ve jandarmannın konuşmalarını izliyorlar

PKK, telefon dinliyor

● Doğu ve Güneydoğu'daki il ve ilçelere verilen ankesörlü telefonların ahizesi koparılarak PKK militanlarına ulaştırılıyor. Yapılan operasyonlarda telefon direklerine bağlı ahizeler bulundu. PTT Genel Müdürlüğü bu bölgedeki sistemi değiştiriyor.

ERZURUM, (hha) - Doğu ve Güneydoğu illerinde katliam yapan, kadın, çocuk demeden hunharca katleden boluculu hanların, telefon direklerine takılı ahizelerle konuşmaları dinledikleri ortaya çıktı. PTT Genel Müdürlüğü, telefon konuşmalarının dinlenmemesi için çalışmalar başlattı. Önümüzdeki birkaç yıl içinde PTT, teli sistemden, radyo-

link sisteme geçişini tamamlayacak. Bunun için Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde PTT merkezlerini görevbilecek tepeler tespit ediliyor. Saptanan tepelere de radyo link sistemi kuruluyor.

PKK militanlarının yakalanması için gerçekleştirilen operasyonlarda, güvenlik kuvvetleri, telefon direklerine asılı ahizeler buldular. Ahizelerin,

kent merkezlerindeki ankesörlü telefonlardan koparıldığı ve boluculu hainlere ulaştırıldığı saptandı. Ahizeleri telefon direklerine bağlayan hainlerin, özellikle andarma ve polislin telefonlarını dinlediği de ortaya çıkarıldı. Eylem planını telefonları dinledikten sonra hazırlanan boluculere, ahizeleri kimlerin ulaştırdığını belirlemek için çalışmalar yapılıyor.

genişletilmesi konusunun da uzun uzun tartışıldığı haber alındı. Bazı yöneticilerin karşı çıkmasına rağmen olağanüstü kongre, askeri kanat ARGK'ya "eylemlerin kural alanından metropollere kaydırılması için hazır olması" talimatı verdi. Örgüt talimatında bu uygulamanın, değişen koşullara göre hemen devreye sokulacağı belirtildi.

ZİMBABWE'DE TEMSİL

Toplantıdaki konuşmalarda PKK'nın bir süre önce Zimbabve'nin başkenti Harare'de düzenlenen Asya-Afrika halkları ulusal kurtuluş örgütleri toplantısına katıldığı ve büyük saygınlık gördüğü iddia edildi. Konuşmacılar, Zimbabve kongresinin PKK'yı Kürt halkının tek ve yasal örgütü olarak tanıdığını öne sürdüler. Bazı konuşmacılar ise, PKK'nın "sürgünde bir hükümet" kurmasının yararlı olacağını öne sürdüler. Ancak bu konuda kesin bir karar alınmadığı öğrenildi. Sürgün hükümeti görüşünü savunanlar, bu girişimin "Birleşmiş Milletler'de temsil hakkı" avantajını getirebileceğini savundular.

Milliyet

5.11.87

● **PKK karar aldı**

Şehirde eylem

- PKK lideri Abdullah Öcalan başkanlığında Şam'da toplanan 3. olağanüstü kongrede "savaş konseyi", ARGK'ya "Eylemlerini büyük kentlere kaydırma" talimatı verdi
- Sürgünde Kürt hükümeti konusunun da ele alındığı kongrede ayrıca, Türkiye'nin Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde kurtarılmış üsler oluşturulması konusuna da karar alındı

Fadullah BULUTTEKİN

• **DIYARBAKIR (MİL-HA)**

PKK'nın 25-28 Ekim tarihleri arasında Suriye'nin başkenti Şam'da düzenlediği 3. olağanüstü kongresinde, "savaş konseyi" diye adlandırılan askeri kanat ARGK'ya "eylemleri metropollere kaydırması" için talimat ve-

ridi.

Örgüt lideri Abdullah Öcalan'ın (Apo) başkanlığındaki olağanüstü kongrede ayrıca Kürdistan ulusal kongresinin bir an önce düzenlenmesi, Türkiye'nin Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde "kurtarılmış üs kurulması" yolunda kararlar alındığı öğrenildi. Kongrede, "sürgünde bir Kürt hükümeti" kurulması konusu da ele alındı.

PKK'nın geçen yıl 25-30 Ekim tarihleri arasında yine Şam'da toplanan 2. olağanüstü kongresinde, Kürdistan Halk Kurtuluş Ordusu'nun (Artesan Rızgariye Gelecek Kürt/ARGK) kurulması kararlaştırılmıştı. Bu karar doğrultusunda ilkbahar ve yaz aylarında düzenlenen kanlı eylemler sonrasında ARGK'nın kurulduğu PKK bildirileriyle açıklanmıştı.

Bu yılki kongrede ana tartışma konusu Kürdistan ulusal kongresinin bir an önce düzenlenmesi teşkil etti. PKK yayın organlarından Berxwedan'da, Şam toplantısının eğitimi şu sözlerle ortaya kondu: "Ulusal kurtuluş mücadelemizi, Kürdistan ulusal kongresini gerçekleştirerek taçlandıracağız ve-

rekir. Bunun için de kendisine yurtseverim diyen tüm Kürt partii, örgüt ve grup temsilcileri ile bütün yurtseverlerin görevi kurtuluş hareketimizin odak noktasını oluşturacak Kürdistan ulusal kongresinin yapılması için etkin çaba göstermesi gerekir. Ulusal kongreye en geniş anlamda katılım sağlanması için her yurtseverin görevi üstüne düşeni yerine getirmektir. Bu yolda çaba göstermeyenlerin yurtseverliğinden kuşku duyulacağı açıktır."

KİMLER KATILDI

Şam kongresine, partinin cephe konumundaki örgütü Eniye Netewa Rızgariye Kürdistan (ERNK), askeri kanat ARGK üst düzey sorumlularıyla bölge ve birim temsilcileri katıldılar.

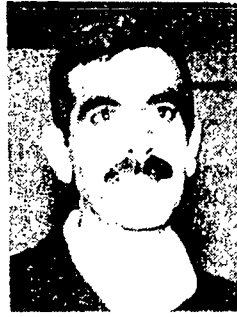
Merkez komitesinin çağrısı üzerine, normal süre dolmadan toplanan olağanüstü kongrenin asil amacının, Kürdistan kongresinin yapılması için strateji belirlemek olduğu öğrenildi.

EYLEMLER METROPOLİE...

Toplantıda, PKK eylemlerinin

"İçerdeki" aday Ahmet Türk'ten Milliyet'e demeç

"Koruculuk halkı böldü"



Ahmet Türk

- Mardin'den SHP'nin ilsebeşi adayı olan eski parlamenter Ahmet Türk, tutuklu bulunduğu Diyarbakır Cezaevi'nden avukatı aracılığı ile verdiği demeçte, "Meclis'te Doğu halkının hakları için çaba göstereceğim" dedi
- Türk, kendisinin aday olmasıyla ANAP adayı Nurettin Yılmaz'ın seçilme şansının kalmadığını öne sürdü

Fadullah BULUTTEKİN

• DIYARBAKIR (MİL-HA)

DİYARBAKIR Devlet Güvenlik Mahkemesi'nce yargılanan ve SHP'de Mardin'den liste başı olan eski parlamenter Ahmet Türk, tutuklu bulunduğu cezaevinden avukatı aracılığı ile verdiği özel demeçte, seçildiği takdirde Doğu halkının kısıtlanan demokratik hak ve özgürlüklerinin sağlanması için çaba harcayacağını söyledi.

Türk, tutuklu bulunduğu Diyarbakır Cezaevi'nden avukatı Fethi Gümüş aracılığı ile MİL-HA muhabirine verdiği demeçte, çeşitli konulardaki görüşlerini belirtti.

SHP Mardin milletvekili adayı ve Kızıltepe ile Derik'te yaşayan Türk aşiretinin lideri Ahmet Türk, SHP'nin Mardin'de 3 veya 4 milletvekili çıkarma şansının olduğunu belirterek şöyle dedi: "Merkez yolundan seçime girilseydi, SHP'nin Mardin'de olumlu bir sonuç alamayacağı açıktı. Hatta barajı dahi aşamama söz konusuydu. Halkın gerçek iradesinin kısmen tecellisi olan önseçim sonunda bu durum tamamen değişmiştir. Seçmenlerin değerlendirmesi sonunda meydana gelen liste ile SHP Mardin'de 3 veya 4 milletvekili çıkarılabilecektir."

SHP'nin Türkiye genelinde büyük bir oy patlaması yapacağına inandığını bildiren Türk, kendisinin cezaevinde bulunmasının seçim çalışmalarına bir engel oluşturmadığını, çalışmalarını seçmenlerin sürdürdüğünü söyledi. Türk, DSP'nin genel durumunu değerlendirirken de DSP'nin barajı aşmama tehlikesi ile karşı karşıya bulunduğunu öne sürdü.

Ahmet Türk, SHP'de aday olmasının, ANAP adayı Nurettin Yılmaz'ın şansını ortadan kaldırdığını ifade ederken, "Eğer ben SHP'de aday olmasaydım, Nurettin Yılmaz ANAP'tan büyük bir ihtimalle seçilirdi. Ancak SHP'ye girip aday olmam Yılmaz'ın seçilme şansını büyük ölçüde ortadan kaldırmıştır" şeklinde konuştu.

Ahmet Türk demecinde, milletvekili seçilmesi halinde, ilk etapta, halkı ikiye bölüp karşı karşıya getiren köy koruculuğu sistemine son vermek amacıyla çaba göstereceğini söyledi. Türk, "Seçilmem halinde Anayasa'nın 141 ve 142 ile 163. maddelerinin kaldırılması için çalışacağım. Halkımızı ikiye bölüp karşı karşıya getiren köy koruculuğu sistemine son vermek amacıyla gereken çabayı göstereceğim. Bunların da ötesinde Doğu halkının kısıtlanan demokratik hak ve özgürlüklerinin sağlanması için parlamentoda gereken çabaları özellikle sarfedeceğim" dedi.

MİL-HA'nın cezaevinde yatan Ahmet Türk ile yüz yüze görüşme istemi Savcı Turhan Korkutan tarafından kabul edilmedi. Korkutan, DGM'de yargılanan siyasi tutuklulara, görüşme yasağı getirildiğini, bu nedenle görüşmenin mümkün olmadığını açıkladı.

"Devrimci İşçi"den halk mahkemesi

10 Aralık'ta Türkiye'de: Genel af ve tutukluların serbest bırakılması konusunda kampanya açan örgütün gönderdiği, aralarında SDP ve Yeşiller milletvekillerinin de bulunduğu heyet 10 Aralık'ta Türkiye'de

12 Eylül yargılanacak: 1988'in ilk aylarında Avrupa'da kurulacak bir Adalet Divanı (!) da 12 Eylül yöneticilerini yargılayacak

BOON, (Tercüman)- Marksist bir kuruluş olan "Devrimci İşçi" Bonn'da tertiplediği basın toplantısında "yıldız yürüyüşü"nü sona erdirdiğini belirterek, Türkiye'deki politik tutukluların serbest bırakılıp, idam cezalarının kaldırılması için, Avrupa çapında açtıkları imza kampanyası sonucunun, aralarında SPD (Alman Sosyal Demokrat Parti) ve Yeşiller milletvekillerinin de bulunacağı bir heyetle 10 Aralık'ta Ankara'ya gönderileceğini bildirdi.

Bugüne kadar on bin imza topladıklarını öne süren Devrimci İşçi Kuruluşu sözcüleri, 1988 yılının ilk aylarında da, Avrupa'da aralarında ünlü hukukçular, parlamenter ve sendika temsilcilerinin de bulunacağı bir "Adalet Divanı" teşkil edilerek "12 Eylül yönetiminin sorumlularının yargılanacağını" öne sürdüler. 10 Aralık'ta Ankara'da bulunacak heyetin, Türkiye'deki İnsan Hakları Derneği'nin tertipleceği mitingde de katılacağını bildiren sözcüler "Amaçlarının, Türkiye'de işçi sınıfı ile bütün çalışanların yönetiminde söz sahibi olacağı bir düzen getirmek olduğunu" söylediler. Görüşlerinin Marksizm teorisini esas aldığını belirten Devrimci İşçi kuruluşu sözcüleri "PKK'ya karşı olduklarını, PKK'nın sivil halka yönelik kanlı eylemlerini tasvip etmediklerini" ifade ederek TKP ile işbirliği yaptıklarını açıkladılar. Basın toplantısında adının Monika Ganzefeld olduğunu belirten bir Alman kadın da "SPD çalışma grubu adına toplantıya iştirak ettiğini" bildirerek girişimi desteklediklerini söyledi. Toplantıda Yeşiller'den Elnor Ohlen de, imza kampanyasını sonunda toplanan dilekçeyi Ankara'ya götürecektir diye yer alabileceğini açıkladı.

Köylülerle çalışan dört bölücü kaçtı

GAZİANTEP- Gaziantep'e bağlı Karakesek köyü Koreli mezrasına gelen 4 bölücü çete mensubu, köylülerle girdikleri silahlı çatışmadan sonra kaçtı.

Alınan bilgiye göre, Gaziantep-Kahramanmaraş arasında bulunan Karakesek köyü Koreli mezrasına gelen 4 bölücü çete mensubu, köylülerden gıda maddesi istediler.

Olaydan sonra jandarma, bölgede yaptığı araştırma sırasında, torba içerisinde bir adet taarruz el bombası, 60 adet piyade tüfeği mermisi, örgüte ait küçük bir kitapçık, 90 x 150 ebadında PKK bayrağı, boş mermi kovanları, yiyecek maddeleri, mont şeklinde yağmurluk, küçük teyp ve el radyosu buldu.

PKK'nin seçim baskınına önlem

NUSAYBİN (Mardin), N(hha) - Nusaybin Kaymakamlığı, 29 Kasım'da yapılacak genel seçimlerde sandıklara karşı düzenlenmesi muhtemel bir PKK baskınına önlem olarak, her sandığın başında 15 güvenlik görevlisinin bulunmasını kararlaştırdı. Alınan karara göre, köylerdeki sandıklar, jandarmanın denetiminde ilçe merkeze getirilecek.

Nusaybin Kaymakamlığı'nda dün yapılan ve seçim günü bölgede sandıklara yapılması muhtemel PKK baskınına karşı alınması gereken önlemlerin görüşüldüğü toplantıda Kaymakam Adnan Yılmaz, İlçe Seçim Kurulu Başkanı Sabahattin Müftüoğlu, Cumhuriyet Savcısı Ahmet Ayvaz, Emniyet Amiri Tekin Hatipoğlu, Jandarma Komutanı Ağah Ateş Ergün katıldı. Toplantıda, özellikle dağıtık kesimlerde meydana gelebilecek terörist saldırılara karşı alınacak acil tedbirler belirlendi.

"Cezaevinden milletvekili olarak çıkacağım"

Ömer BÜYÜKTİMUR

DIYARBAKIR, (Tercüman)- PKK militanlarına yataklık ve örgüt propagandası yapmak iddiasıyla Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde tutuklu bulunan SHP Mardin milletvekili adayı Ahmet Türk, "Artık önüme engel kalmadı. Hedefim TBMM'dir" dedi.

Türk, Mardin'in Derik ilçesine bağlı Kasrı Kanco köyündeki evinde yapılan aramada, yasaklanmış kitap, dergi ve evinin çöplüğünde de üç adet video kaset bulunması üzerine tutuklanmıştı.

Eski CHP milletvekili olan Türk, şöyle konuştu: "Bu bana, siyasi hayatımda atılan bir darbedir. Kesiltilen PKK ile bir ilişkim yoktur. Ben milletvekili iken evime gelen paket, o günden beri evimin kilerinde, kapalı duruyordu. Eğer içinde PKK ile ilgili kitap ve dergi olduğunu bilseydim, baskın yapıldığı gece yakıttırardım. Çünkü güvenlik kuvvetleri köyüme gelinceye kadar üç saat zaman geçti. Bu süre içinde istediğimi yaptım."

Önseçimde, SHP Mardin listesinin birinci sırasını kazanan Türk için, Mardin ve ilçelerinde yoğun bir destekleme kampanyası sürdürülüyor. Taraftarları, Türk'ün rakipleri tarafından düzenlenen bir komplo ile karşı karşıya bulunduğunu belirterek, "Anıtahtar şu anda balkın elindedir. Halk bu anıtahtar ile Ahmet Türk'ü kapalı kapılardan arkasından çıkaracaktır. Ahmet Türk, cezaevinden milletvekili olarak çıkıp TBMM'ye gidecektir".

Tercüman

PKK'ya son çağın

Ahmet KOÇAK

HABUR/CİZRE, (Tercüman)- Mardin'in Cizre ilçesinde 7 teröristin ölü olarak ele geçirilmesinden sonra, güvenlik kuvvetleri haklarında "vur" emri çıkarılan örgütün diğer elemanlarına "teslim ol" çağrısında bulunuyor. Güvenlik kuvvetlerinin son çağrısında, "Vakit varken daha vahim bir şey olmadan gelin teslim olun" denildi.

Yurt içinde ve yurt dışında faaliyet gösteren PKK militanlarının güvenlik kuvvetlerine teslim olmaları halinde "Pişmanlık Kanunu"ndan faydalanacakları da bildirildi.

PKK örgütünün, güvenlik kuvvetlerine teslim olması istenen liderlerinin isimleri şöyle:

PKK lideri Abdullah Öcalan (APO): Suriye'de olduğu tahmin ediliyor.

Kesire Öcalan (Fatma): Avrupa'da bulunuyor.

Osman Öcalan (Hasan-Hüseyin): En son Libya'da görüldü.

Hasan Hayri Güler: Federal Almanya'da olduğu tahmin ediliyor.

Numan Uçar: En son İsveç'te görüldü.

Hayri Darban: Halen Kıbrıs Rum kesiminde.

Hıdır Aykır (TIKKO lideri): En son Suriye'ye Apo ile güçbirliği için gittiği biliniyor.

Hüseyin Yıldırım: Son olarak Yunanistan'da görüldü.

Selahattin Çelik: Kuzey Irak'ta yaşıyor.

Suphi Karakuş: Kuzey Irak'ta.

Fevzi Aydın: Kuzey Irak'ta bulunmasına rağmen, zaman zaman Türkiye'ye giriş yapıyor.

Duran Kalkan: (PKK merkez komitesi üyesi): Halen Kıbrıs Rum kesiminde.

Cemil Bayık (PKK merkez komitesi üyesi): Kıbrıs Rum kesiminde.

Baki Karer (PKK merkez komitesi üyesi): Son olarak Federal Almanya'da olduğu belirlendi.

TÜRKİYE'DEKİ MILİTANLAR

Öte yandan, güvenlik kuvvetlerine teslim olmaları istenen yurt içindeki PKK militanlarının isimleri de şöyle:

Vasım Aras (Dişçi Cafer), Burhan İlk, Vasfi Kılıç, Muzul Acar, Celal Akkuş, Şehmuz Yiğit, Faruk Aslan, Fevzi Sel, M.Hadi Er, Hıdır Yalçın (Sinan), Ahmet Keşap (Ağrı Canavarı), Ramazan Toptaş (İbo), Hamit Dağtekin (Ahmet), Reşit Oruç (Cemil), Metin Yavuz (Süleyman), M.Emin Eren ve Ayşel Öztürk.

Bu militanlar Hakkâri, Gercüş, İdil, Diyarbakır ve Doğu Anadolu'nun bazı illerinde faaliyet gösteriyorlar.

Mardin, Cizre, Derik ve Kızıltepe'de faaliyet gösterenler:

M.Emin Aslan, Kazım Kulu, Ahmet Güden, Abdo Örek (Cevdet), A. Rahman Zengin (Yaser) Ebuzevit Sancak, Necip Tokyay, A.Kadir Özsoy (Şevket Amca), Nezir Yavuz (Ali Yavuz), Eyyüp Kurt, Ramazan Çobanyıldız, Cemal Mat ve Adil Aslan.

Bu teröristlerin liderliğini ise Ali Çetiner, Mustafa Yöndem (Erdal) ile Hacı Bağlan yapıyor.

KANLI PORTRELERİ

Bu arada, bir süre önce Cizre ilçesinde güvenlik kuvvetleri ile giriştikleri çatışmada ölü olarak ele geçirilen 7 teröristten lider durumundaki 4'ünün açık kimliği ve eylemleri tesbit edildi.

Nizamettin Taş (Botan-Beton): PKK bölge askeri lideri. Pınarcık katliamını bizzat yönetmiş. Emirleri direkt olarak Apo'dan alıyordu. 96 kişinin katili olarak biliniyor. Emrinde 40 silahlı militan bulunuyordu.

Nizamettin Taş'ın katıldığı eylemler ise şöyle:

21 Ocak 1987 tarihinde Taşdelen katliamı 18 ölü, 6 yaralı, 22 Şubat 1987 ikinci Taşdelen katliamı 14 ölü, 29 Nisan 1987 13 askerin şehit edilmesi. 20 Haziran 1987 Pı-

narcık katliamı 30 ölü, 3 yaralı.

Hallî Kaya (Kör Cemal)- Mardin Bölgesi Eyalet Komiseri: PKK'nın 4. kongresinde eyalet komiserliğine getirilmiş. Suriye'den Türkiye'ye sızıp eylemlere katılıyordu. Nizamettin Taş'ın emrinde çalışıyordu. Eylemlerinde, Suriye uyruklu terörist de kullanılıyordu. Katıldığı eylemler ise şöyle:

Pınarcık katliamı. 23 Ocak 1987 Dargeçit katliamı 10 ölü, 5 yaralı. 8 Mart 1987 Açıkyol katliamı 8 ölü, 3 yaralı. 28 Nisan 1987 13 askerin şehit edilmesi.

Abdurrahman Motor (Salih)-İdil-Cizre grup amiri: Hallî Kaya'nın emri altında Cizre-İdil grup amirliğine getirildi. Emrinde 10 militan vardı. Eylemlerde Hallî Kaya'nın 40 kişilik grubuna yardımcı oluyordu. Hallî Kaya'dan sonra Mardin bölgesinde beşinci derecede liderdi.

Naif Yılmaz (Sait)- Abdurrahman Motor'un grubunda 2. derecede liderdi. Daha önce Nizamettin Taş ile Hakkâri bölgesinde çalıştı. Kızıltepe ve Derik'te de faaliyet gösterdi. İdil-Cizre grubuna giderek Motor'un katıldığı bütün eylemlerde bulundu.

SÖZ 9-11-87

Evren ve Ecevit Kürt'lere karşı yumuşak Generaller sert

"Genelkurmay Başkanı Evren'in sorunu basite indirgemesine rağmen Generallerin büyük bölümü Doğu Anadolu'da sorun yaratan kürtlerin kafalarının biran önce ezilmesi gerektiği görüşünü savunuyor"

8 yıl gizli kaldıktan sonra ayrıntıları SÖZ aracılığıyla ilk kez Türk kamuoyuna ulaştırılan ABD Büyükelçilik yazışmaları, Amerika'nın Kürt sorununa bakış açısını da ortaya koyuyor.

İran'da Kürt ayaklanmalarının iyiden iyiye yaygınlaştığı ve Türkiye'de gizli denetimde kaleme alınan belgeler, bu konuda Türk Ordusu içinde "Şahinler" ve "Güvercinler" olduğunu sergiliyor.

Dönemin ABD Büyükelçisi, Ecevit Hükümeti'nin Kürt sorununa "Yumuşak" yaklaşımını belirten Genelkurmay Başkanı Evren'in de Ecevit'i desteklediğini ancak "Bazıları"nın buna karşı çıkarak "Kafa ezecek" kadar sert yaklaşımları savundukları belirtiliyor.

Raporlara bakıldığında ABD Büyükel-

çilik yetkililerinin Ordu'daki kıpırdanmayı daha o dönemden farkettileri ve APO'cuların Türk otoritesi dışında klan yerlerde hakimiyet kazanma çabalarına dikkat çektikleri anlaşılıyor. 1979 koşullarında bir Kürt ayaklanması olasılığına başarı şansı tanımayan Amerika'lılar kısa dönemde Ordu'nun böyle bir ayaklanması bastırabileceği inancındalar.

Uzun dönemde ise sorunun çözümünün ekonomik gelişmede olduğunu vurguluyorlar. Bu değerlendirmeleri somut kanıtlarla desteklemek için bazı elçilik görevlilerinin Kürt nüfusunun ağırlığı bölgeleri gezdikleri yine raporlardan anlaşılıyor.



ABD Gizli belgelerine göre Evren ve Ecevit'in Kürt'lere karşı yumuşak tavrı "Diğerlerini" rahatsız ediyor

Ankara ABD Büyükelçiliği'nden
Dışişleri Bakanlığı'na
Acele/GİZLİ/Eylül 1979/ Ankara 6660
Konu: Türkiye'nin doğusunda güvenlik du-
rumu
Elçilik Görevlisi: Robert Dillon

ÖZET: Bu mesaj Türkiye'nin doğusundaki güvenlik sorunu ve politik durumun bir değerlendirilmesini kapsar. Türkiye'nin doğusundaki Kürt bölgelerinde kontrolü sağlayabilmek için hükümet, geleneksel olarak "saman ve sopa" yaklaşımı uyguluyordu.

Bu yaklaşım bir yandan bölgede güçlü bir askeri varlık bulundurulurken, bir yandan da aşiret liderlerini kendi tarafına çekmeyi öngörüyordu.

Son yıllarda bu yaklaşım, artan Kürt politik talepleri, тұrnanan etnik bilinç ve bazı eğitilmiş Kürt gençlerin Marksist, bölücü, terörist, devrimci faaliyetlere karışmalarıyla sınırdı.

En azından kısa dönemde biz, Kürt milliyetçi hareketinin Türkiye'de bir ayaklanma başlatabileceğine ihtimal vermiyoruz

TÜRKLER ŞÜPHECİ- Türkiye'nin doğu ve güneydoğu bölgelerinde Kürtler hakim çoğunluk. Diyarbakır gibi bazı bölgelerde nüfusun yüzde 90'ına kadar çoğunlukları var. 50 yıl önce modern Türk devletinin kurulduğundan bu yana iktidarlar, bölgeyi Kürt arazi sahipleri ve aşiret liderleriyle ekonomik, politik işbirliği ve güçlü bir askeri varlığın yörede bulunulmasını politik kasıyla kontrol ettiler.

Çoğu Kürdün, Türk ekonomik ve politik yaşamıyla bütünleşmesine rağmen yaşadıkları bölge Türkiye'nin en az gelişmiş yöresi olarak kaldı.

Öte yandan, Cumhuriyet'in ilk yıllarındaki ayaklanmalar yüzünden, Türkler, Kürtlerin devlete bağlılığı konusunda hep şüpheli oldular.

Bölgede barışı sağlamak ve ayrımcı hareketleri bastırmak için sadece askeri güce bel bağlanırlar.

ECEVİT'E KÜRT DESTEĞİ- Son yıllarda hem C. P hem de MSP yatırımlarını ve ekonomik girişimlerini artırılmasını benimseyerek Kürtlerin desteğini sağladılar. Kürtler, Ecevit'i destekleyenler arasında önemli bir yer işgal ediyorlardı 10 yıldan fazladır eğitilmiş genç Kürtler giderek daha fazla etnik kimliklerinin ve bölgeye karşı yürütülen ikmal politikasının bilincine vardılar.

Bir çoğu, Türkiye'nin muhafazakar kurumlarının ve ordusunun lanetlediği devrimci Marksist ilkelere angaje oldukları, radikal sol kanatla birlikte katıldılar.

Bunun sonucu olarak siyasi teröre karıştılar ve açıkça Kürt ayrımcılığını benimsediler.

RADİKAL SOL- Kürt ulusal bilincinin ortaya çıkmasına ve ekonomik taleplerin artmasına rağmen bu etnik hareket bir müşterek politika ve ortak strateji geliştiremedi.

Aşiret liderleri ve toprak ağaları da kendilerinin sadakatini sürekli ödüllendiren Türk devlet otoritesi ile ittifaktan yana oldular.

Radikal sol gruplar -ki biz bunların ciddi bir kitle desteğine sahip olduklarına inanmıyoruz- ise birbiriyle uzlaşmayan küçük gruplar olarak kaldılar.

KORKU İLTİDİ- Geçen yıl Türkiye'nin doğu bölgelerindeki olaylara bakış açısını etkileyen iki önemli gelişme oldu:

İRAN: Humeyni'nin başlattığı bir devrimden sonra otoritesini etkili bir şekilde kuramayış ve İran'ın Kürt bölgelerindeki sivil savaşın, ayaklanmaya dönüşmesi zaten siyasi endişeleri olan Türkleri sarstı.

Zayıf bir İran rejiminin yöredeki Kürtlere otonomi vermeye zorlanması veya bölgedeki bağımsız bir Kürt devletinin oluşması ihtimali Türkler'le endişe yarattı.

BÜYÜYEN ETNİK BİLİNÇ: Bütün Türkiye'de, fakat özellikle doğuda etnik bilincin geliştiğine ilişkin güçlenen işaretler Türklerin endişelerini artırdı.

Birçok Kürt, Ecevit Hükümeti'nin bu

tartışmalı fikirlerin ifadesine gösterdiği toleransın, Türkiye'nin etnik gruplara bölünerek çözülmesinin başlangıcı olabileceğinden endişeleniyor.

Türk seçkinleri, homojen bir görünüşte olmamalarına rağmen Atatürk'ün taumladığı Türklük kavramı üzerinde mutabaktılar.

Bu seçkinlerden pek çoğu, Kürtlüğün açıkça telaffuzunun ve gerek etnik gerekse coğrafi ayrılığın ifade edilmesinin Türkiye'nin bölünmesinin başlangıcı olacağına dair korkularını bize duyurdular.

Cumhurbaşkanı Fahri Korutürk 30 Ağustos konuşmasında bazı ayrımcı kafaların ezileceğini söyleyerek bu Atatürkçü elitin düşüncelerini de yansıttı.

OTORİTE AZALDI- Bir başka gelişme de ülkenin iç ekonomik ve siyasi güçlüklerinin bir sonucu olarak hükümet otoritesinin ve saygınlığının giderek azalması.

Bu durum ülke çapında gözleniyor. Batı ve Orta Anadolu'da sıkıntılar artarken hükümet otoritesindeki zaaf Doğu Anadolu'da daha ciddi sonuçlar doğuruyor.

Çünkü o bölge ancak güçlü otorite sayesinde ayakta duruyor. Geçmişte Türk yetkililerin ve askerlerin kontrolü şehirlerde ve kasabalarda kırsal bölgelere kıyasla daha fazlaydı.

Ancak, şimdi özellikle Türk polisinin ve bürokrasisinin politize olması sonucu ortaya çıkan zaaf, **Apoçular, Sivancılar** gibi önde gelen solcu örgütlerin Türk otoritesi dışında kalan yerlerde zorla hakimiyetlerini kurmalarına ve halktan "**koruma**" arışlığı" para toplamalarına yol açtı. Bu grupların gerek hakimiyet sahaları, gerekse hakimiyet süreleri sınırlı.

Ama Marksist ve ayrımcı görüşlerle ortaya çıkmaları Kürt bölgelerinde Türk otoritesini sağlamada görevli askeri birlikler için sorun yaratıyor.

ECEVİT-EVREN- Büyüyen Kürt etnik bilincine ve militer milliyetçilik anlayışının ortaya çıkmasına Ecevit Hükümeti'nin tepkisi, tolerans göstermek, yasal gereklere sıkı bağlılık ve geleneksel yasal yapıların güçlendirilmesi şeklinde tanımlanabilir.

Bu "**yumuşak yaklaşım**" Ecevit'in sosyal demokrat inancının ve parlamento kritik çoğunluğun korunması için Kürt kökenli CHP milletvekillerine ve bağımsız parlamenterlere muhtaç olmasının doğal sonucu. Geçenlerde büyükelçiyle yapılan bir görüşmede de belirtildiği gibi, Türkiye'nin en üst düzeydeki askeri yetkilisi General Kenan Evren, Ecevit'in "yumuşak yaklaşım"ı sürdürmek konusundaki isteğini paylaşıyor.

Evren'in Kürt sorunun kökeninde toprak reformu yasasının çıkarılmasının geçikmesini görmesi, sorunu fazla basite indirmek. Ama Genel Kurmay Başkanı, mümkünse Kürt sorununun geleneksel kafa ezme yöntemlerine başvurulmadan çözülmesi gerektiğine inanıyor.

SERTLİK YANLILARI- Ancak, Ecevit-Evren yaklaşımı genel eğilimi temsil etmiyor.

Önümüzdeki aylarda Ecevit hükümeti düşerse veya İran ve Irak'taki gelişmeler bu yaklaşımı terketmeye zorlarsa, Türk ordusunun otoriteyi sağlamak için öncelik hakkını kullanarak bölgedeki ayrılıkçı güçleri kontrol altına alma girişiminde bulunacağı oldukça muhtemeldir

Ve biz diğerlerinin bu tutumdan memnun olmadıklarına dair raporlar gördük.

Bunlar Türk otoritesinin bölgede yeniden tesisi için daha sert bir yaklaşım ve problem yaratıcıların ezilmesini tercih ediyorlar. Son istihbarat raporlarında Doğu'daki güvenlik

durumuna ilişkin görüşleri kaydedilen yetkililer, bu daha geleneksel ve sert yaklaşım paylaşır görünüyorlar.

Bölgenin topyekün kontrolünde ortaya çıkan zaaf, aslında kontrolün tamamen kaybedildiğinin kanıtı olarak kabul ediliyor. Rapor sahiplerinin güvenlik konusundaki tesbitleri tamamen konunun ele alınma şekline ilişkin duyularının ifadesi ve Evren-Ecevit yaklaşımının tam tersi.

KOŞULLAR- En azından kısa dönemde biz, Kürt milliyetçi hareketinin Türkiye'de bir ayaklanma başlatabileceğine ihtimal vermiyoruz. Koşullar elverişli değil. Kürt milliyetçi hareketi küçük ve bölünmüş durumda. Doğu'daki Türk askeri gücü sayıca çok yüksek. Radikal Kürt grupları, kendi güçleri veya Türk ordusunun etkinliği konusunda bir hesap hatası yapabilirler. Ama bu da ihtimal dışı görünüyor.

ORDUNUN GİRİŞİMİ- Türk hükümetinin, Ecevit'in "yumuşak yaklaşım" politikasını sürdürüleceğine inanıyoruz. Önümüzdeki aylarda Ecevit hükümeti düşerse veya İran ve Irak'taki gelişmeler bu yaklaşımı terketmeye zorlarsa, Türk ordusunun otoriteyi sağlamak için öncelik hakkını kullanarak bölgedeki ayrılıkçı güçleri kontrol altına alma girişiminde bulunacağı oldukça muhtemeldir. Sanırım ki bu girişim, hiçbir ayırım gözetmeyen, sert nitelikte olacaktır.

Bu, belki kısa vadede hoşnutsuzluk seslerini kesebilir ve radikalleri tekrar yer altına itebilir. Uzun vadeli çözüm, Türkiye'nin doğusunu önemli ekonomik indekslerdeki sonunculuktan kurtaracak huzlandırılmış ekonomik kalkınmadır. (Ara başlıklar Söz tarafından konulmuştur.)

12'ye beş kala

Amerikan belgelerinde yer alan rapor Türkiye'nin hangi koşullarında hazırlandı? 100 kişinin ölümüyle sonuçlanan Kahramanmaraş katliamını izleyen olaylar nelerdi?

Yıl 1979...

1 Şubat: Abdi İpekçi öldürüldü

24 Nisan: Bölücülük de gerekçeye katılarak Sıkıyönetim 19 ile teşmil edildi

13 Mayıs: Sanayici ve işadamları Hükümeti açıkça eleştiren tam sayfa ilanlarını yayınladılar

7 Haziran: Evren ABD'ye gitti. Amerikalılar Evren'den istikrarlı bir Türkiye istedi

18 Haziran: Sıkıyönetim Esgüdüm toplantısında bölücü akımlar görüşüldü. General Mehmet Kural raporunda: "Hudut bölgelerimiz bir kaos sürüklenmektedir. Arkadaşlarımız kendilerine bir işgal ordusu subayı nazarıyla bakıldığını söylüyorlar"

20 Haziran: Ecevit şiddet eylemlerinin azaldığını, mezhep çatışmalarının sona erdiğini açıkladı

25 Temmuz: İran'ın Türkiye sınır bölgesinde 6 jandarma karakolu Kürt militanların eline geçti

26 Temmuz: Ecevit: "Ulusumuzun bölme yönelik çabalar adeta inadına yoğunlaştırıldı"

26 Ağustos: Evren, "Bu satılmış zayıflar bir avuç azınlıktır, siz onların hepsini bir anda yokedebilecek güçtesiniz"

10 Eylül: Demirel: "Millet bütnülüğü tartışılmaya başlandı"

21 Eylül: Başbakan yardımcısı Faruk Sükan ihtilal haberlerinin yoğunlaştığı gerekçesiyle istifa etti

29 Eylül: Adana Emniyet Müdürü öldürüldü

27 Aralık: Evren Cumhurbaşkanı'na ordunun görüşlerini yansıtan mektubu verdi

Avrupa'daki hiçbir Türk örgütünden tam destek yok

PKK dışarda yalnız

● Avrupa'da sol Türk örgütlerinden sadece "Avrupa'da Dev-Genç", "Bolşevik Partizan" ve "İşçi Gerçeği" adlı örgütler PKK'ya dolaylı destek veriyor

● **Bülent ZARIF** ● BÖNN

FEDERAL Almanya'da ya da daha sağlıklı bir ifade ile Avrupa'da propaganda aracı olarak kullandığı ayrılıkçı yandaşları dışında PKK'ya tam olarak destekleyen herhangi bir örgüt bulunmuyor.

Almanya'da Türkiye'den gelenler tarafından kurulan ve sosyal demokratından komünistlere, aşırılarından ayrılıkçılarına kadar tüm dünya görüşlerini içeren "sol yelpaze"deki toplam 32 kuruluştan yalnız üçü PKK'nın silahlı şiddet hareketlerine sempati ile bakıyor, bir başka deyişle PKK'ya "dolaylı destek" veriyorlar.

Bunlar Bolşevik Partizan, Avrupa'da Dev-Genç ve İşçi Gerçeği adlı kuruluşlar. Bunların dışında Avrupa'da herhangi bir gücü bulunmayan, yalnız kişisel bazı eylemlerle ara sıra su yüzüne çıkan Acililer'in de PKK'nın destekçisi olduğu söyleniyor.

PKK VE YANBAŞLARI

Dışarıdaki sol yelpazede yer alan toplam 32 kuruluşun 12'sini Kürt örgütleri oluşturuyor. Bunlardan PKK dışında kendiliğinden propaganda yapıldığı ve bu amaçla kurduğu ileri sürülen kuruluşlar şunlar:

Hunerkom (Kürdistanlı Yurtsever Sanatçılar Birliği): Düzenlediği çeşitli kültürel etkinliklerle ve bu tür gecelere katılmaları ile PKK'nın Avrupa'daki propagandasında önemli bir rol oynuyor.

Feyla - Kürdistan (Federal Almanya Kürdistanlı Yurtsever İşçi Kültür Birlikleri Federasyonu): Yasal dernekleri çatısı altında toplanan kuruluş yasal eylem ve propaganda organı olarak çalışıyor.

ERNK (Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi): Gerek direkt olarak PKK'nın, gerekse PKK öncüsünün de içinde yer aldığı Kürdistan Halk Kurtuluş Ordusu - ARGK'nın eylemleri konusunda düzenlediği basın toplantıları veya çıkardığı bildirilerle propaganda yapıyor.

TSK - DK (Kürdistan Sosyalist Hareketi - Dayanışma Komitesi): Almanya'da pek fazla gücü olmamakla birlikte, çıkardığı yayın organı **Heviyagel** ile PKK'nın yanında yer aldığı belirtiliyor.

DİĞER KÜRT ÖRGÜTLERİ

Komkar (Kürdistanlı İşçi Dernekleri Federasyonu): Türkiye Kürdistan Sosyalist Partisi - TK-SP, yani Türkiye'de Özgürlük Yolu diye tanıyan gruba sempati duyanların bir araya geldiği bir kuruluş. Örgütün yaklaşık 30 kadar derneği ve 1000 civarında da aktif üyesi bulunuyor.

KKDK (Kürdistan Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu): Kürdistan Öncü İşçi Partisi sempatiyanlarının örgütü. Pek fazla gücü olmayan kuruluşun yalnız bir-iki derneği bulunuyor.

KKDK: Yukarıdaki kuruluşla aynı ismi taşıyan ancak, dünya görüşleri değişik. Kürdistan İşçi Partisi - KİP'e ilgi duyanların bir araya geldikleri bir örgüt. Kürdistan Öncü İşçi Partisi'nden kopanların eski Genel Sekreter **Ömer Çetin**'in fikirlerini savunanları destekleyen bir kuruluş.

Rizgarı: **Denge** - **Komal** yayın organı etrafında toplananlar hemen hemen hiç gücü olmadığını belirtilen bu örgütten de 1980'den sonra



Yurt dışında kıyılan her can, karşı gruplar içinde büyük çalkantılara yol açıyor. Düzenlenen yürüyüşlerde cinayetlinin sorumluları şiddetle kınanırken, cinayetlere sebep verilmesi yolundaki çağrılar yalnız kâğıt üzerinde kalıyor. Fotoğrafta, öldürülen bir solcu için yürüyen yandaşları görüldüğü.

bir ara sesini yükselttiği, içe kapalı, milliyetçi ve diyalog yanlısı olmadığı bildiriliyor.

Kud - Kom: 1980 sonrası Komkar örgütünden ayrılanların kurdukları daha çok sosyal ve kültürel çalışmalarla ağırlık veren bir kuruluş.

Kawa: Çin çizgisinde bir politika benimseyen ve etkinliği olmayan bir örgüt olduğu söyleniyor.

Üskürt Enstitüsü: Adından da anlaşılacağı gibi, bilimsel çalışma yapmak amacıyla oluşturulmuş ancak zaman zaman yaptığı açıklamaları Türkiye'deki insan hakları dışında, güneydeki Türk birimlerinin ayrılıkçılara karşı giriştiği bazı olayları da kınayan kuruluşun başkanlığını Alman Sosyal Demokrat Parti (SPD) eski Millî vekili **Klaus Immer** yapıyor.

SOLDAKİ DİĞER ÖRGÜTLER

Dışardaki sol yelpazenin Kürtler dışındaki kadında toplam 20 Türk örgütü bulunuyor.

FIDEF (Federal Almanya Türk İşçi Dernekleri Federasyonu): Sovyet çizgisinde olduğu ileri sürülmesine rağmen son yıllarda salt Almanya'daki sorunlara ilişkin çalışmalarıyla dikkat çekiyor. Almanya'daki sol kanatta en güçlü kitlesel örgüt durumunda. Bünyesindeki 50 dernek ile yaklaşık 5 bin üyeye sahip olduğu belirtiliyor.

HDF (Halkçı Devrimci Federasyon): Sosyal demokrat çizgide ve SHP'ye -çoğunlukla- sempati duyanların bir araya geldikleri bildirilen bir örgüt. Almanya çapında 24 derneği ve 3 binin üzerinde aktif üyesi bulunuyor.

ATIF (Almanya Türk İşçiler Federasyonu): Mao'nun fikirlerini benimseyen, bünyesinde çoğunlukla TKP-ML sempatiyanlarının yer aldığı bir kuruluş. Anti-faşist ve anti-emperyalist bir çizgisi olduğunu savunuyor. Toplam 24 derneği ve 1500 dolayında aktif üyesinin bulunduğu belirtiliyor.

DIDF (Türk Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu): Arnavutluk çizgisinde, buna sempati besleyenlerin bir araya geldiği bir kuruluş. 15 kadar dernek sahibi ve 1000 dolayında da aktif üyesi var.

DİBAF (Almanya'da Demokrasi İçin Birlik Federasyonu): Türkiye'deki eski TIP sempatiyanlarının kurduğu bir örgüt olduğu ifade ediliyor. Gücü ve üye sayısı konusunda somut bir veri yok.

FC (Devrimci İşçi): Türkiye'deki eski Dev-Yol adlı örgüt sempatiyanlarının bir araya geldiği kuruluş. Aktif üye sayısı çok fazla değil.

Göçmen Grubu: Devrimci İşçi'den ayrılanların kurdukları bir örgüt. Gücü çok fazla değil.

Avrupa'da Dev-Genç: THKP-C, eski Dev-Sol sempatiyanlarının çatısı altında toplanan örgüt. Güçlü bir aktif üyeye sahip değil.

Sosyalist Birlik: Türkiye Devrimci Komünist Partisi - DÖKP çizgisinde görünen ve DİDF adlı federasyondan kopanların oluşturduğu örgüt. Güçleri fazla değil.

TDKP - Leninist Kanat: İçinden de anlaşılacağı gibi, Türkiye koşullarında Lenin doktrini savunan ve DİDF içinden kopanların bir araya geldiği kuruluş.

Partizan: TKP-ML sempatiyanlarının kurduğu bir örgüt. Sayısal çok önemli bir gücü olmamasına karşın eylemleri açısından resmi raporlarda kendisinden sık sık bahsettiren bir kuruluş. Bolşevik Partizan: Partizan içinden ayrılanların kurdukları örgüt. Mao'yı jeo-siyasi yorumluyorlar. Güçleri fazla değil.

Mücadele Bayrağı: Genç Partizan'dan kopanların kurdukları bir başka kuruluş. Önemli bir güçleri yok.

Gerçek ADK (Gerçek-Avrupa Dayanışma Komitesi): TSİP çizgisine sempati duyanların kurdukları bir örgüt. Güçleri yok.

Birlik Yolu: Türkiye Emek Partisi sempatiyanlarının bir araya gelip oluşturdukları kuruluş. Güçleri yok.

İşçi Gerçeği: TSİP'ten kopup, şimdi TKP-B (Türkiye Komünist Partisi-Birlik) çizgisine ilgi duyanların örgütü. Güçleri pek yok.

Kurtuluş: Türkiye ve Kuzey Kürdistan Kurtuluş Örgütü sempatiyanlarının bir araya geldikleri örgüt. Güçleri yok.

Kurtuluş Yolu: Londra'daki İşçilerin Ses'i'nden kopanlar tarafından oluşturulan örgüt. Güçleri hemen hemen yok gibi.

Devrimci Kurtuluş: Kurtuluş'tan kopanların kurdukları bir örgüt oldukları belirtiliyor ve THKP-C çizgisinde oldukları ileri sürülüyor. Güçleri pek yok.

TKP - İşçilerin Ses'i: Londra'da konuşulan ve yasa dışı TKP'ye karşı olanların oluşturdukları örgütün sempatiyanları tarafından kurulan bir örgüt. Ancak güçleri hemen hemen hiç yok.

Alman Televizyonu Kürt sorununu ekrana getirdi

Korucular: "PKK'dan asla korkmuyoruz"

BONN (Tercüman)-Alman Üçüncü Televizyonu'nun "Ausland Journal" programında tertiplenen "Kürtler ve Türkler'in azınlık problemleri" adlı bir açık oturumda, ekrana getirilen korucular, kadın ve çocuklarını hunharca katleden PKK'dan korkmadıklarını söylediler.

Komkar Başkanı Abubekir Saydam ile Prof. Dietrich Thronhard ve TV film yapımcısı Reiner Hackenberg'in katıldığı açık oturumda, ekranda bir Kürt düğünü gösterildikten sonra, tartışmalara geçildi. Programın sunucusunun bir sorusu üzerine, 12 Eylül askeri hareketinden sonra Federal Almanya'ya 1,5 milyon Kürt'ün geldiğini öne süren Komkar Başkanı, "Bunların sırası baskından kaçmadıklarını" belirterek, "Doğudaki insanların mecburi olarak batıya göç etmek zorunda kaldıklarını" söyledi.

Program yapımcısının, Federal İçişleri Bakanlığı'nın raporunda Kürtler'in Almanya'da politik bazı amaçlar güttüklerinin belirttiğine işaret etmesi üzerine konuşan Prof. Dietrich Thronhard, Kürtlerin, çeşitli şehirlerde yabancılar günlerinde tertipledikleri toplantıların, Türkiye Büyükelçiliği tarafından, Federal Dışişleri nezdinde her defasında protesto edildiğini öne sürerek, "Kürt demokleri ve Kürtler'in Almanya'ya uyum çabaları daima olay oluyor. Ancak, PKK, Almanya'daki Kürtler arasında ufak bir grubu teşkil ediyor" dedi.

Örgüte silah sağlıyorlardı

27 PKK'cı yakalandı

● Hakkâri'deki operasyonlarda ele geçirilen kişilerin bölgede yeni eylemler yapmayı planladıkları ortaya çıkarıldı

DIYARBAKIR, -KARS MİL-HA

HAKKÂRİ ve Kars'ta güvenlik kuvvetlerince yapılan seri operasyonlarda 27 PKK militanı, silahları ile birlikte ele geçirildi. Edinilen bilgiye göre Hakkâri'nin Çukurca ve Şemdinli ilçelerinde güvenlik kuvvetlerince gerçekleştirilen bir dizi operasyonda, PKK örgütüne yardımcı, yataklık, ilavuzluk eden ve örgüte silah sağlayan 18 militan, silahları ile birlikte ele geçirildi.

Ele geçen militanların, bölgede çeşitli tarihlere meydana gelen öldürme, karakol baskın ve evleri araçlara pusu kurma gibi eylemlere katıldıkları belirlendi. Militanların, yazdığı PKK örgütüne kampları ile bölgedeki münafıklar arasında kuryelik yaptıkları, örgüte yiyecek, giyecek ve tıbbi malzemeler sağladıkları ve bölgedeki askeri birliklerle ilgili bilgi edinmelerinin anlaşıldığı açıklandı.

Yakalanan kişilerin, bölgede yeni eylemler yapmayı planladıklarını da ortaya çıkarıldığını ve eylemlerinin önlenmesini ifade eden yetkililer, militanlarla birlikte 6 adet Kalashnikov otomatik tüfek, 3 adet Browning marka, bir adet Siminov marka otomatik tüfek, bir adet tabanca, bir el bombası ile çok miktarda mermi, teçhizat, giyim eşyası ve tıbbi malzemeler ele geçirildiğini söylediler.

Fars'ın Aralık ilçesinde yapılan operasyonlarda ise PKK'nın Mehmet Ögü ile 8 arkadaşı yakalandı. Üzerlerinde 3 tabanca, çok sayıda mermi ve örgütsel doküman bulunan teröristlerin, PKK militanlarına istinbat, erzak ve malzeme ikmal yaptıkları belirlendi.

İtalyan Panorama dergisine göre Peşmergeleler arasında İran komandoları var

Kürtleri Humeyni yönetiyor

- 3 İtalyan teknisyeninin Kürtler tarafından kaçırılmasından sonra İtalyan Panorama dergisi, Humeyni ile Kürtler arasında "kan paketi" bulunduğunu öne sürdü
- Dergiye göre, Talabani'ye bağlı gerillalar arasında, sabotaj ve sızma konularında uzmanlaşmış İran komandoları da yer alıyor ve Talabani, Humeyni yönetiminin haberi olmadan hiçbir eylem yapamıyor

DIŞ HABERLER SERVİSİ

IRAK'ta üç İtalyan teknisyenin Kürt gerillalar tarafından kaçırılması İtalya'da çeşitli tartışılara yol açarken, olayın perde arkasında İran'ın olduğu, Kürt gerillaları Humeyni rejiminin yönettiği yolunda iddialar ortaya atıldı.

Konuya geniş yer ayıran İtalya'nın yüksek tirajlı haftalık dergilerinden Panorama, "Humeyni nasıl yönetiyor" başlığı ile yayınladığı geniş araştırmada, Kürtlerle İranlılar arasında bir anlaşma olduğunu belirterek, bunu belgeleyen kanıtları sıraladı. Panorama, Kürdistan Yurtseverler Birliği lideri Celal Talabani'nin ısrarla üç İtalyan teknisyenin kaçırılması olayıyla Tahran'ın hiçbir ilgisi olmadığı şeklindeki sözlerinin inandırıcı olmadığını öne sürerek, "Bu olagan dışı. Kürtlerle İranlılar arasında bir kan kardeşliği anlaşması var" şeklinde yazdı.

Celal Talabani'nin bugüne kadar İtalya'da tanınmadığını, ancak İtal-

iy birliği ve İran'a sığınan KYB'ye bağlı Kürtlere aylık ödenmesi."

Irak gizli servisinin elindeki bilgilere göre, Kürt gerilla birliğinin içinde özellikle sabotaj ve düşman topraklarına sızma operasyonlarında uzmanlaşmış İran komandoları yer alıyor. Talabani ile Kuzai arasındaki ilişki de doğrudan Humeyni rejiminin yüksek kademelemelerine kadar ulaşıyor. Nitekim Ruzai'nin Meclis Başkanı Haşimi Rafsanjani'nin başlıca destekçilerinden biri olduğu düşünülürse, KYB içinde Tahran'ın haberi olmadan hiçbir şey yapılmıyor.

İranlılar, üç İtalyan teknisyenin kaçırılması olayı ile hiçbir ilişkileri olmadığını ısrarla belirtmekle birlikte, Panorama'ya göre Talabani ile İran arasındaki tarihi bağlar bu konuda kuşku yaratıyor.

yan teknisyenler olayının ardından birdenbire ün kazanmaya başladığını vurgulayan Panorama, Talabani'nin kimliğini ve kişiliğini ortaya dökererek, Humeyni rejiminin Kürtleri nasıl yönettiğini çeşitli kanıtlarla açıkladı.

Talabani'nin "Kürdistan Yurtsever Birliği" örgütünü 1977'de Şam'da Suriye gizli servisi Munaberat'ın yardımıyla kurduğunu yazan Panorama, Talabani'nin önceleri Şah döneminin İran'ı ile Irak arasında tarafsız kalmaya özen gösterdiğini, ancak Humeyni'nin iktidara gelişiyle mollalar arasında destek arayışına girdiğini yazıyor. Bu da Suriye'nin Bağdat rejimine karşı cephe almazından kaynaklandığını

vurguluyor.

Panorama'nın incelemesi şöyle:

"Bu durumda Şam'dan Kerkük'e silah geçirmek imkansızlaşmıştı. KYB gerillalarına silah sağlamak ve köyleri karşı görüşlü gruplara karşı savunmak için Tahrir yolu kalmıştı. Hafız Esat da Talabani'nin Humeyni yönetiminin desteklenmesini istiyordu. Savaş çıkmadan birkaç ay önce Tahran'da Talabani, Humeyni takımı tarafından kabul edildi ve Kürt lider, İranlılara üç talepte bulundu: Şam'dan KYB'nin kontrolündeki bölgelere yapılacak silah sevkiyatı konusunda güvence, İran gizli servisleri ve Devrim Muhafızları'yla

30 militan, görevli öğretmeni kaçırdı...

PKK, OKUL YAKTI

TUNCELİ, MİL-HA

TUNCELİ'nin ovacık ilçesine bağlı Sarıtaş köyünü basan PKK militanları, okulu ateşe verdikten sonra öğretmen Hamdi Akçan'ı yanlarına alarak kaçtılar.

Önceki gece ilçeye bağlı Sarıtaş köyüne gelen ve sayıları 30 kadar olduğu sanılan PKK militanları, köylüleri köy meydanında topladılar. Örgütün propagandasını yapan PKK militanları, daha sonra okula benzin döküp ateşe verdiler. Köyde bir süre kalan PKK militanlarının, öğretmeni de yanlarına alarak köyden uzaklaştıklarını bildirdi. Güvenlik ekipleri, geniş çaplı operasyonlara başladı.

Çırayandan önceki gün güvenlik kuvvetlerince yakalanan 18 PKK sempatizanından 11'inin kimlikleri öğrenildi. İlçenin Tekeli, Tanyolu, Ayrınlı, Aşağı Yiğitler ve Bahklı köylerinden olan toplam 11 kişinin, örgütün kurucu görevini yaptıkları ve sempatizan oldukları öğrenildi. Sempatizanların, Kuzey Irak tampon bölgesindeki PKK ve ayrılıkçı kamplarla Türkiye arasında irtibat sağladıkları bildirildi. Sempatizanların kimlikleri şöyle:

Riyad Çiftçi, Şemsettin Uysal, Mustafa Yücel, Salih Demir, Şükrü Uysal, İsmail Demir, Namık Bedük, Nasır Çiftçi, Çiğdem Töre, Tabir Yaşar ve Tahir Akbaş.

Öte yandan, Iskenderun Emniyet Amirliği ekiplerinin düzenlediği operasyon sonucunda, PKK herabına çalıştığı belirtilen Şehmus Akay adlı esrar kaçakçısı, ölü olarak ele geçirildi. Asker kaçağı olduğu bildirilen Şehmus Akay'ın bir ka-lınla birlikte saklandığı evde 2 adet 14'lü Belçika ve Çek yapısı tabanca, çok sayıda mermi ve 50 kiloya yakın esrar bulundu. Şehmus Akay'ın Lübnan'ın Bekaa Vadisi'ndeki kamplarda eğitim gördüğü, PKK hesabına uyuşturucu madde kaçakçılığı yaptığı bildirildi.

Bu arada Nusaybin'de belediye şantiyesinde taş kırma işini üstlenen müteahhit Ahmet Alkan, PKK korkusuya işi bıraktı.

GAP'ta sıkıntı



Alpaslan Karacan

• Ahmet UYANIK

• DİYARBAKIR (MİL-HA)

BAŞBAKAN Turgut Özal ve ANAP iktidarının en büyük özünç kaynağı ve kuzu durumundaki GAP'ın sıkıntılarını yörede "GAP Valisi" diye de anılan Şanlıurfa Valisi Alpaslan Karacan, tüm açıklığıyla Milliyet'e anlattı.

Alpaslan Karacan, GAP'ın öngörüldüğü gibi 1990'lı yıllarda bölge hizmetine sokulabilmesi için çalışmaların ve yatırımların şu anda mevcut temponun üstüne çıkarılması gerektiğini belirtti.

"GAP Valisi" Karacan, altyapı çalışmalarının ağır gimesinden, henüz ciddi bir yatırım planlamasına geçilemediğini, yerli ve yabancı sermayenin bölgeye çekilişinde başan sağlanamayışından yakındı. Vali Alpaslan Karacan, GAP içinde oluşturulan bölge müdürlüklerini de "Fuzulü ve hantal birimler" olarak nitelendi.

Arapların GAP bölgesinde paravan kişilere toprak aldıkları söylentilerinin bulunduğunu belirten, bu konuda bir miktar gerçek payı olabileceğini de söyleyen Karacan, "Ancak biz külliyyetli miktarda toprak almış saptayamadık" dedi.

SIKINTILAR

Mil-Ha Diyarbakır Buros'u'nu ziyaretinde kendisiyle yapılan söyleşide Şanlıurfa Valisi Alpaslan Karacan, ana başlıklarıyla GAP'la ilgili sıkıntıları şöyle sıraladı:

"GAP için henüz ciddi bir yatırım planlamasına geçildiği söylenemez. Bu yolda son zamanlarda Sayın Başbakan'ın ilgi ve direktifleriyle olumlu gelişmeler vardır. Bunların hızla fiiliyata doküleceğini umuyoruz.

"Projeyle yerli ve yabancı sermayeyi çekemiyoruz. İşadamlarımıza çağrılar yapıyoruz. Yöresel işadamlarından bir miktar ilgi

● GAP Valisi olarak anılan Alpaslan Karacan, "Akçakale'de bazı kişilerin Araplar adına toprak aldığını duyduk, yerinde araştırdık. Çok fazla miktarda toprak alındığını tespit edemedik" dedi

gösteriliyor. Ankara ve İstanbul sermayesi genellikle projeden açık duruyor.

"Yabancı sermayeden GAP'a hemen hiç ilgi yok. Oysa GAP'ın öngörülen zaman ve etkinlikte devreye girebilmesi için yabancı sermayeye, gelişmiş teknolojiye ihtiyaç bulunuyor. Bu sermaye akupın gerçekleşmesi ise ciddi bir yatırım planlamasına bağlı.

"DPT'nin son zamanlardaki yaklaşımıyla bazı sıkıntılar gideriliyor. Başbakanımızın isteğiyle Şanlıurfa'da GAP Güneydoğu araştırma birimleri kuruldu. Bu birimler sayesinde bürokratik engelleri biraz daha kolay aşar hale geldik. Eskiden merkezdeki bürokratlar taşrada en fazla hizmetleri olmadığı için problemleri anlayamıyorlardı. İş senben meselesine dökülüyordu. Şimdi sorunlarımızı DPT uzmanları yerinde görüyor, merkeze daha gerçekçi itinalık sağlanıyor ancak, gene de altyapı hizmetleri ve benzeri çalışmaların fiiliyatta şu temponun oldukça üstüne çıkarılması şart.

"Tekrar etmek lazım ki, 1990'lı yıllarda hizmete girmesi planlanan GAP'ta en büyük sıkıntımız henüz ciddi yatırım planlamasına geçilemediği. Bir kere ulaşım ağının çok hızlı ve sağlam kurulması gerekir. Şu anda 55 kişilik uçakların inebileceği 850 metrelik bir pistimiz var. Etüdüleri tamamlanan uluslararası normlara uygun havaalanının bir an önce bitirilmesi yabancı sermayenin bölgeye çekilmesinde önemli rol oynayacaktır. Bu konu hızlandırılmaktadır.

"GAP bölgesi için münferit bölge müdürlükleri faydalı olmaz. Bunlar fuzulüdür, milletin sırtına ağır yüküdür. Gereksiz ve hantal

birimlerdir. Bürokrasiyi artırmaktan başka işe yaramazlar. Devletin masrafına yazıktır. Bayındırlık bölge müdürlükleri vardı, kaldırıldı. Çok iyi oldu. DSİ ile Köy Hizmetleri'nin bölge için anlamı yoktur. İl içerisinde il kurullarına yetki verilmelidir.

"GAP bölgesinde Arapların ya da yabancı uyrukların doğrudan toprak almaları mümkün değildir. Ancak paravan kişiler aracılığıyla toprak alındığını itittik. Ne derece işletilir, onu bilemiyorum. Akçakale'de bazı kişilerin Araplar adına toprak aldığını duyduk, yerinde araştırdık. Çok külliyyetli miktarda toprak alındığını tespit edemedik. İstanbul'da bazı holdinglerin toprak aldığı söyleniyor. Ahyorlarsa iyi yapıyorlar. En azından bölgeye yatırım yaparlar. İşini bilen insanlardır, biz de seviniriz.

"Tecrübeli eleman noksanlığımız var. Bölgemize tecrübesiz ve cezalı bürokratlar yollanıyor. Son zamanlarda hükümet bu işe el atmış, daha kaliteli bürokrat ve teknokratlar göndermeye başlamıştır ama, bu hızlandırılmadık. Daha radikal adımlar gerekiyor. Diyarbakır ve başka bazı illerde uygulanan olağanüstü hal tazyimatı bölgemize verilmiyor. Bu uygulamaya Şanlıurfa'nın da dahil edilmesi için ille de asayişin bozulması gerekmektedir. Bu bölge, bürokrat ve teknik elemanın özendirilmesine en fazla ihtiyaç duyulan bölgedir."

"GAP Valisi" Karacan, Şanlıurfa ve yöresinde güvenlik sorunu bulunmadığını, yabancı ve yerli sermayenin bu konuda herhangi bir kuşku duymaması gerektiğini de sözlerine ekledi.

Süryanilik

CUMHURİYET

• Uğur MUMCU

SURİYELİ Hıristiyanlara genel olarak "Süryani" denir. Süryanilerin bir kısmı Suriye'nin başkenti Şam'da, bir kısmı da Türkiye'de Mardin'de, Gaziantep'te ve Diyarbakır'da yaşıyorlar.

İstanbul'a yerleşen Süryanilerin kuyumculuk yaptıkları da biliniyor. Süryanilik bir din değil, mezhep. Bu mezhebin merkezi Antakya.

Türkiye'de Süryanilere herhangi bir baskı yapılmıyor. Yapılmıyor, ama yurt dışında iş bulmak isteyen Süryaniler, "Bize baskı yapılıyor" diye soluğu dışarıda alıyorlar.

Yurt dışında "Sahte iltica çeteleri" oluşuyor. "Ben Kürdüm" ya da "Ben Süryaniyim" diyen, Batı ülkelerinde hemen "sığınma hakkı" alıyor. Bunun için düzmece belgeler düzenleyenler de var.

M. Ali Ağca'nın suç ortağı "ülküçü ve silahlı sağ eylemci" Mehmet Şener, İsviçre'de federal mahkemeye yaptığı başvuru da "Ben Kürdüm, bu yüzden baskı görüyorum" dememiş miydi? Ve mahkeme bu gerekçeye dayanarak Şener'in "suçluların ladesi anlaşması" gereğince Türkiye'ye geri verilmesi istemini geri çevirmiş değil miydi?

Görürsünüz, inançlar, ideolojiler ve etnik kökenler, belli suçları ve suçluları gizlemek için birer kalkan gibi kullanılıyor.

Bugü Avrupa'da, iki Kürt örgütü arasında savaş yaşanıyor. PKK teröristleri "KOMKAR" (Almanya'daki Kürdistanlı İşçi Dernekleri Federasyonu) adlı Kürt örgütü ileri gelenlerini öldürüyorlar. Dev-Yol ile PKK arasında acımasız bir savaş sürüyor. PKK ve Dev-Yol militanları birbirlerini sıkış

tırdıkları yerlerde öldürüyorlar.

Olayları yakından izleyenler bu çatışmaları biliyorlar, izleyenler ise bu cinayetlere bir türlü akıl erdiremiyorlar.

Bu kavga gurultu arasında ortaya bir de "TKP-B" adlı örgüt çıkıyor. "Türkiye Komünist Partisi-Birlik" adlı örgütün Genel Sekreteri İbrahim Seven, Brüksel'de düzenlediği basın toplantısında TKP-B'ye bağlı "Kürdistan Komünistleri Birliği" adlı örgütün Türkiye'de eylemlere girişeceğini söylüyor. Ayrıca "PKK'nın silahlı eylemlerini desteklediklerini" de açıklıyor.

İbrahim Seven de "Süryani" kökenlidir. Bu yüzden, Ermeni terörist örgütü "ASALA"ya da Kurt terörist örgütü "PKK" ile birleşmesi "Marksist-Leninist" amaçlar uğruna mıdır? Yoksa bu birleşimde "etnik" birtakım düşünce ve stratejiler mi rol oynamaktadır? İsim bu yanı henüz kesin değildir.

İbrahim Seven adı ilk kez, 12 Mart öncesinde Ortadoğu Teknik Üniversitesi öğrenci eylemleri sırasında duyuldu. 1969'da ABD Büyükelçisi Commer'in makam arabasını rektörlük önünde yakan öğrenciler arasında yer alan Seven, bu eylemeden dolayı tutulmuştu.

Büyükelçi Commer'in arabasını yakayanlar arasında Taylan Özgür de vardı. Özgür, İstanbul'da Beyazıt Meydanı'nda polis tarafından vurularak öldürüldü. Yusuf Aslan, 12 Mart döneminde, Deniz Gezmiş ve Hüseyin İnan ile birlikte Ankara Sıkıyönetim Mahkemesi kararı ile asıldı. Seçkin inceceste ODTU'yu bitirerek, yüksek maden mühendisi oldu. İnceceste, geçen nafta geçirdiği bir karp krizi ile yaşama gözlerini ka-

pağı

Aynı olayda yer alan İrfan Uçar, 12 Mart'ta Dev-Genç örgütü sanığı olarak yargılanırken mahkeme önünde Süleyman Demirel'i oven sözcü söyledi. Dev-Genç davası dışında ayrıca İsrail'in İstanbul Başkonsolosu Eiom'u kaçırıp öldüren THCK (Türkiye Halk Kurtuluş Cephesi) örgütü davasında yargılanan "hızlı devrimci" Uçar, 74 afı ile serbest bırakıldı.

Uçar'ın siyasi düşünceleri de bu tahliye kararı ile birlikte uçtu!

Uçar'ın daha sonra "güvenli bir yol seçerek" özel ve güzel sektörde yerini aldı...

Bu arada, Eiom'u kaçırıp öldürenlerden hava yuzbaşı İlyas Aydın'ın ne olduğu ne yaptığı, nerede olduğu bin bir bilinmeyenli "terör bilmeceleleri" arasında unutuldu gitti.

Süryani kökenli İbrahim Seven, bu eylemlerden sonra yurt dışına kaçtı. Bugün Avrupa'da Dev-Yol ve PKK arasında acımasız bir silahlı savaş sürerken, Seven, TKP-B Genel Sekreteri kimliği ile Brüksel'de ortaya çıkıyor. Brüksel'de silahlı eylem kararlarını açıklıyor.

Seven, bu açıklamaları ile bin bir bilinmeyenli terör bilmecelelerine bir kara kutu daha ekliyor.

Ermeni ve Kürt sorunlarından sonra şimdi Marksistlik-Leninistlik perdesiyle bir de "Süryanilik" konusu mu ortaya atılacak.

Belirtirler öyle gibi...

Hürriyet

17.11.87

Tutuklu adayla konuştuk

17.11.87

Mete AKYOL

DİYARBAKIR Kapalı Cezaevi'ne nihayet girebildim. Bölüclük iddiasıyla Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanan ve 10 aydır cezaevinde tutuklu olan Mardin SHP milletvekili adayı Ahmet Türk'le uzun uzun konuşabildim.

Cezaevinde Ahmet Türk'le birlikte 250 siyasi tutuklu daha yatıyor. Bu kişiler arasında 19-20 yaşlarında delikanlılar da var. 65 yaşlarında, 67 yaşlarında ihtiyarlar da. Hepsisi de, bölüclük iddiasıyla Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanıyor.

117 KİŞİLİK KOĞUŞ

Ahmet Türk'le konuşmalarımı, birlikte kaldığı 117 kişilik birinci koğuştaki yaptım.

20 metre uzunluğundaki koğuş, 6 metre genişliğindedir. Duvarlar boyunca demir ranzalar sıralanmıştır. Ranzalar yan yana bitirilmişlerdir ve ilk kez görüyoruz, hepsi de üç kathydi. Tutuklular, ranzaların ayak uçlarından turmanara giriyorlardı yataklarına.

Ben, Ahmet Türk'le, bu karşılıklı ranza sıralarının arasında oluşan iki metre genişliğindeki koridorla konuşabildim.

Ahmet Türk, 1973 ve 1977 seçimlerinde iki kez milletvekili seçilmişti. TBMM'de iki dönem Mardin CHP milletvekili olarak görev yaptıktan sonra, bu yıl 1 Kasım'da yapılacak ilan edilen seçime katılabilmek için SHP'ye adaylık başvurusunda bulundu. SHP'yi oluşturan SODEP'in kuruluşu sırasında Mardin il ve ilçe örgütlerinin kurulmasında etkin görevler almış, bu partinin daha sonra Halkçı Parti ile birleşmesinden sonra SHP'ye kaydolmuştu.

Ahmet Türk'ün SHP'ye adaylık başvurusu, Genel Merkez tarafından veto edilmiş, bunun üzerine Türk, Mardin bağımsız milletvekili aday olmuştur.

Seçim tarihinin değiştirilip, SHP adaylarının önseçimle belirlenmesi kararından sonra Ahmet Türk, yeniden SHP'ye aday adaylık başvurusunda bulunmuş ve önseçim sonunda delegelerin tümüne yakınımın oyunu alarak, Mardin'de SHP listesinde birinci aday olmuştur.

Ahmet Türk'e önce adaylık başvurusunun veto edilmesi konusunda görüşünü sordum.

Bu konuda şunları söyledi:
"Ben, Sayın Genel Başkan'ın böyle bir tutum içinde bulunmasını, böyle bir davranış içine girebileceğini tahmin etmemiştim. Onun bu tutumunu önceden tahmin etseydim, adaylık için asla başvuruda bulunmazdım. 'Onun hakkında bazı kuşkuvarlar var' demiş basına. Buna çok üzülüm. Sayın Genel Başkan şöyle diyebilirdi: 'Şu aşamada uygun bulmuyorum. Aday olmasın' diyebilirdi. Fakat son güne kadar onun bu tutumundan haberdar edilmemem, başvuru sürecinin bitimine üç saat kalana kadar benim bu tutumundan haberdar olmaması üz-

● Mardin Kapalı Cezaevi'ndeki SHP ilte başı milletvekili adayı Ahmet Türk'le koğuştaki, mahkûm dostları arasında söyleştik



Koğuştan uğurlama Bölüclük iddiasıyla 10 aydır cezaevinde tutuklu olan Ahmet Türk, konuşmalarının sonunda bizi koğuştan kısıpına kadar uğurlayarak, "Türkiye'yi tam anlamıyla, gerçek bir çağdaş ülke yapmak istiyorsak, siyasal gelişmeler için gerekli özgürlükleri kısıtlayan engelleri de kaldırmalıyız" dedi.

rine ben de dilekçemi yazdım. Bağımsız adaylık için başvuruda bulundum. Bunu, bir tepki olsun diye yaptım."

"DOSTLARIMI KIRAMADIM"

Ahmet Türk, SHP'ye ikinci kez neden başvurduğu sorumu ise şöyle yanıtladı:

"Tekrar partiye başvurmayı düşünmüyordum. Çalışmalarına bağımız olarak başlamıştım ve buna devam edecektim. Mardin Milletvekili Kenan Nuri Nehrozoğlu geldi. Beni partiyeye dönmeye ikna etmeye çalıştı. İl başkanımız birkaç kez aradı. Genel Merkez'e gittim ve partiyeye adaylık için başvurduğum takdirde bir daha veto edilemeyeceğime dair teminat almış. Onu söyledim. Mardin'deki tüm ilçe başkanlarımız geldiler. Araya arkadaşlarımız, dostlarımız girdiler. Ben de onları kıramadım. Yeniden başvuruda bulunmayı kabul ettim."

SHP Mardin il örgütünün bu ilgisinin ne denli içten olduğunu sordum.

"Ben, bağımsız aday olarak çalışmalarıma başlayınca SHP'nin Mardin'de hiç çanına kalmamıştı" dedi Ahmet Türk. "Hemen hemen bütün SHP oyları bende toplanacaktı."

Mardin'de de böylesine sevilme nedeni de sordum.

"Mardin küçük bir yerdir. Herkes birbirini tanır" dedi Ahmet Türk. "İki dönem milletvekili yaptım. Beni çok iyi tanır. Ayrıca başka bir neden daha var: Bizim halkımız bir zaman mağdurun yanında olmuştur. Benim cezaevinde bulunmamdan ötürü bana çok destek vermeye hazırız halkımız. Bu nedenle bana ilgi çok büyüdü. SHP, Mardin'de tamamen silindi. Değil seçim kazanmak, seçim çalışmalarına yapacak durumda bile değildim."

Açık açık sordum:

"Seçimlerdeki gücünüz, başkan olduğunuz aşiretinizin bölgedeki etkinliğinden mi kaynaklanıyor?"

"AŞİRETLER ETKİN DEĞİL"

Ahmet Türk, bölgedeki aşiretler konusunda basının büyük bir yanlışlığı içinde bulunduğunu söyledi:

"Sanıldığını aksine bu bölgedeki aşiretler seçimlerde asla etkin değillerdir. Artık bazı kişilerin on bin, on beş bin, yirmi bir oyu olduğu iddiaları asla doğru değildir. Büyük ailelerin oylarından söz edilebilir. Fakat bu bile artık geçerliliğini yitirmektedir. Mesela benim 1500 kişilik bir aile vardır. Ben eğer bugün siyasal görüşlerimin dışındaki görüşte bir partiden adaylığı koysam, inanım, bu 1500 aile oyundan yarısını bile alamam. Halkımız oylarının hende toplanmasına nedeni, benim siyasal görüşlerimdir ve yakından tanıdıkları kişiliğimdir."

Genel Merkez'in kendisini ikinci kez veto etmemesinin, birinci vetonun bir çeşit özür mü olduğunu sordum Ahmet Türk'e:

"Bu bir özür şeklinde yorumlanamaz" dedi ve şöyle devam etti:

"Sayın Genel Başkan, bir sosyal demokrat partinin genel başkanıdır. Önseçim ise demokratik bir yöntemdir. Bir sosyal demokrat partinin genel başkanı, böylesine demokratik bir seçimle aday olan kişiyi kabul etmek zorundadır. 'Efendim, ben bu kişiyi istemiyorum' diyemez artık. Önseçim, Sayın Genel Başkanımızda böyle bir tavır değişikliği yapmıştır."

Şöyle bir soru sordum Ahmet Türk'e:

"Partinizin Genel Başkanı, cezaevinde olan ve 142. maddeden Devlet Güven-

lik Mahkemesi'nde yargılanan bir kişinin adaylığı kabul etme sorumluluğunu üstlenmekten çekinmi olamaz mı? Ona hiç hak vermediniz mi?"

"Hak vermek mi? Hiçbir zaman hak vermem böyle bir tutuma. Bakınız, şöyle açıklayayım: Biz, Türkiye'de bir şeyler yapmak istiyoruz. Sosyal demokrasi diyoruz. Özgürlüklerin, hakların kasıtlanmasına karşın diyoruz. Halkın bizi götüreceği demokrasi açısından, bütün olanakları halkımıza açmak istiyoruz. Bir tarafta 141 ve 142 ile 163. maddeler kalın diyoruz. Bir taraftan komünist partiler de kurulmalıdır diyoruz ki, ben de şahsen bundan yanayım... Diğer taraftan partide senelerce hizmet yapmış bir arkadaşımı, 'Efendim, iyi ama kendisi 142'den yargılanıyor' diye aday göstermekten çekineceğim. İşte ben bunu hazmedemiyorum. Parti olarak bu görüşü savunacakım. Fakat o konumda olan bir arkadaşına karşı kuşku bakacakım. Nasıl hazmedilir bu? Benim tepkim işte bu nedenle oldu."

SHP'nin sosyal demokrasi anlayışı ile Avrupa ülkelerindeki sosyal demokrat partilerin sosyal demokrasi anlayışı arasında ne gibi farklar olduğunu sordum.

"SÜSLÜ KELİMELER"

Şöyle dedi Ahmet Türk:

"Onların icraatlarıyla ortaya koydukları görüşleri, biz sadece süslü kelimeler kullanarak ifade ediyoruz. Bugün Avrupa ülkelerine bakıyoruz. Onlarla yarışa girmeye kalkıyoruz. Ülkemize Avrupa'nın yolunu açıyoruz. Ortak Pazar'a gireceğiz diyoruz. Bugün Avrupa'daki partilere bakın, sağ partiler, sosyal demokrat partiler ve sosyalist partiler arasında sadece küçük küçük nüanslar vardır. Yani herkes, 'Önce bunlar sağlanmalıdır' diyor. Biz de, süslü kelimelerle kendimizi ve halkımızı oyalamaktan artık vazgeçip, Türkiye gibi gelişmekte olan bir ülkede artık bazı şeyleri kırmak zorundayız."

Ahmet Türk'e, Türkiye'de komünist partilerin kurulmasından yana olduğunu hatırlattım ve bu konudaki görüşlerini biraz daha açıklamasını istedim.

Şöyle açıkladı bu konudaki görüşlerini:

"Önemli olan özgürlüklerin önündeki engellerin kalkmasıdır. Kesinlikle inanıyorum ki, halkımız muhakkak en iyisini seçecektir. Bugün Türkiye'de bir komünist parti kurulursa, Türkiye'de hemen komünist parti iktidara gelir düşüncesine ben katılmıyorum. Komünist partinin kurulmasıyla Türkiye, komünist olmaz. Aksine daha çok Avrupa'ya olur. Ekonomide Avrupalılaşırız, liberalleşiriz. Birtakım yasakları kaldırıyoruz. Siyasal açıdan da yapmalıyız bunu. Ekonomide geldiğimiz özgürlük düzeyine, siyasal alanda da gelmeliyiz. Türkiye'yi tam anlamıyla, gerçek bir çağdaş ülke yapmak istiyorsak, siyasal gelişmeler için gerekli özgürlükleri kasıtlayan engelleri de kaldırmalıyız."

Tercüman PKK yine saldırdı: 1 ölü

14.11.87

SIIRT (Tercüman)-Siirt'in Şirnak ilçesine bağlı iki köyde baskın düzenleyen bölücü teröristler bir öğretmeni öldürüp, 9 kişiyi de silah

zoruyla kaçırdılar. İlk olayda Yoğurtçular köyüne baskın düzenleyen teröristler öğretmen Şenol Akar'ı boğarak öldürdüler. Daha sonra da Beşir Zeybek, Veyis Erkol ve Halil Kovaz'ı yanlarına alarak uzaklaştılar.

● **Altyapı çalışmalarına hâlâ başlanmadı**

GAP Projesi'ne tepki

Cengiz ÇİÇEK-ESKİŞEHİR
TÜRKİYE'nin ekonomik ve sosyal yapısını değiştirecek nitelikteki proje" olarak değerlendirilen GAP'ın kapsamında yer aldığı bildirilen altyapı çalışmalarına henüz başlanmamış olması eleştiriliyor.

Fiziki yatırımların ötesinde projenin en önemli ögesi "İnsan unsurunun" unutulduğu belirtiliyor. Projenin dev hedeflerine paralel olarak eğitim çalışmalarına başlanılmayışını eleştiren Anadolu Üniversitesi öğretim görevlilerinden Prof. Dr. İnal Cem Aşkun, konunun son derece önemli olduğunu belirtti. Aynı konuda görüşleri

● Bilim adamları, fiziki yatırımların ön planda olduğu projede "İnsan unsuru" nun unutulduğunu, bunun da sosyal ve kültürel büyük sakıncaları olduğunu belirtiyorlar

ni almak istediğimiz Devlet Planlama Teşkilatı Araştırma Grup Başkanı Vekili Yaşar Bağlı ise, kendisine yöneltilen soruları yanıtlamaktan kaçındı.

EĞİTİM SORUNU

Konuyla ilgili görüşlerini aldığımız Prof. Dr. İnal Cem Aşkun, GAP'ın tamamlandıktan sonra, Güney Doğu Anadolu'da ekimi yapılacak tarım alanlarının genişleyeceğini, buna bağlı olarak, o bölgede yaşayan insanların, kuru tarımdan sulu tarıma

geçeceğini belirtti.

Prof. Dr. İnal Cem Aşkun, "Bölgedeki değişim, bölge insanının günlük yaşamından kültürüne kadar değişiklikler gösterecek. Üniversitelerde yapılan araştırmalara göre; sulu tarım yapan insanlarla kuru tarım yapan insanlar arasında kültür farkı vardır" dedi.

Projenin tamamlanmasıyla birlikte, bölgeye göçün artacağını belirten Prof. Dr. Aşkun, bölgenin yerleşim alanlarının da şimdiden plan-

lanıp, düzenlenmesi gerektiğini vurguladı.

Bölgedeki tarım alanlarının genişlemesi, iş ve iş gücü potansiyelinin artması, ekonomik, sosyal ve kültürel yaşamı tümüyle değiştireceğini vurgulayan Prof. Dr. Aşkun, "Bölgede sermaye yoğun tarım mı, yoksa emek yoğun tarım mı yapılacağı belirlenmelidir" dedi. Böylece bölgede istihdam edilecek insan sayısı belirlenerek, proje çalışmalarının da buna göre yapılması gerektiğine inandığını söyledi.

TOPLUMSAL YAŞAM

Aşkun, "Türkiye'de Açık Öğretim'i yürüten tek kuruluş olmamız nedeniyle, pro-

jenin özellikle eğitim yönüyle ilgili olarak Anadolu Üniversitesi'nin ortaya bir bakış açısı koyabileceğini" belirtti. Prof. Dr. Aşkun konusunun üç ana yönü olduğunu ifade etti.

1- GAP'la birlikte, ekonomisi ve dolayısıyla toplumsal yaşamı büyük çapta değişecek olan bölge halkının, yaygın eğitim yoluyla bu yeni yaşama intibak ettirilmesi.

2- Türkiye'deki diğer bölgelerin, GAP bölgesiyle ekonomik, kültürel ve genelde toplumsal ilişkilerini düzenleyebilmeleri için, Türkiye genelinde, GAP'ta başlayacak yeni hayatın Türkiye'ye tanıtılması amacıyla, ayrı bir yaygın eğitim programının hazırlanması.

3- GAP bölgesinin yeni ekonomik yaşamını, öncelikle tarım kesimine gönderilecek, iş idareci kültürünü almış, tarım işletmeciliği eğitimi görmüş kadroların, örgün eğitim desteğinde, Açık Öğretim tekniklerinden de yararlanarak yetiştirilmesi. Bölgenin şu anda Açık Öğretim'de okumakta olan öğrencilere öncelik tanınması.

SHP'li aday Türk: "Meclis'e gireceğim"

"Kürtçe müzik dinleyen bölücü ilan edilemez"

18.11.87

Bölücülük suçlaması çağ dışı

DEVLET Güvenlik Mahkemesi'nde bölücülük iddiasıyla hakkında 5 yıldan 10 yıla kadar ağır hapis cezası istemiyle yargılanan ve 10 aydan bu yana Diyarbakır Kapalı Cezaevi'nde tutulduğu bulunan SHP Mardin milletvekili adayı Ahmet Türk, aday listesinde birinci sırada olduğu için 29 Kasım seçimlerinde milletvekili seçileceğini kesinlikle biliyor fakat, cezaevinden nasıl tahliye edileceğini, Türkiye Büyük Millet Meclisi'ne nasıl gideceğini bilmiyor.

"Cezaevinde bulunan bir adayın milletvekili seçildikten sonra tahliye işlemleri nasıl olur, milletvekili mazbatasını nasıl alır, bunları bilmiyorum" dedi önceki gün cezaevinde yaptığımız konuşmamızda. "Hukukçu değilim. Böyle bir olay da Türkiye'de ilk kez yaşanıyor. Yani daha önceden uygulamamız olmamış böyle bir durum ve önümüzde bir emsal de yok. Avukatım şimdi bu konuda çalışmalar yapıyor."

30 Kasım sabahı Türkiye'de yepyeni bir "bukuki mesele"nin yaşanacağını söyleyen Ahmet Türk, cezaevinde bulunduğu sırada aday olabileceğini kanıtladığı Türkiye'deki demokratik rejimin sağlıklı uygulamasını milletvekili seçildikten sonra cezaevinden doğrudan Türkiye Büyük Millet Meclisi'ne giderek pekiştirmiş olacak ve dünyada cezaevinden çıkıp, parlamentoya giren ilk kişi sıfatını kazanacak.

Ahmet Türk, milletvekili seçiminde halkın karşısına çıkacağı 29 Kasım'dan tam dokuz gün önce, yani iki-üç gün sonra, 20 Kasım'da Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargı karşısına çıkacak.

Bu duruşmada hüküm giymesi durumunda ne olabilir? Ahmet Türk, mahkemenin henüz delil toplama aşamasında olduğunu belirtti ve 20 Kasım'daki duruşmada hakkında hüküm verilmesini beklemediğini söyledi.

Ahmet Türk'e açık açık sordum: "Cezaevinden kurtulmak için mi milletvekilliğine adaylığınızı koydunuz?"

Politikamız içinde bir kişi olduğu için adaylığını koyduğunu söyledi, "Ben zaten politikacıyım. İki dönem milletvekilliği yapmış bir kişiyim. Bu seçimlere de politikaya devam edebilmek için katılıyorum" dedi ve cezaevinden kurtulmak için milletvekilliğini araç olarak kullanmaya zaten ihtiyacı olmadığını söyledi.

"Ben 142/3'ten yargılanıyorum" dedi. "Bu maddeye göre, bakımda istenen ceza 5 yıldan 10 yıla kadar hapistir. 1981 yılında aynı iddialardan 10 ay 20 gün cezaevinde yattım. Şimdi tam 10 aydan bu yana cezaevindeyim. Yani hüküm giymeden 20 aydan fazla cezaevinde yatmış bulunuyorum. Hakkımda hüküm verile bile, İnfaz Yasası'na göre yatmam gereken süre kadar şimdiden yatmış durumdayım."

KISITLAMALARA KARŞI MÜCADELE

Ahmet Türk, milletvekili seçildikten sonra parlamentoda "her şeyden önce" hak ve özgürlüklerin kısıtlanmasına karşı çalışmalar yapacağını söyledi.

"Hak ve özgürlükleri kısıtlayan maddelerin kaldırılması için uğ-

raş vereceğim, sendikalar üzerindeki kısıtlamaların kaldırılmasına çalışacağım" dedi, "Türkiye'de toplumsal bir dengeyi kurabilmesi için mesele sadece ekonomikmiş gibi bakarak, o konuda önlemler almak yoluna gitmekten ziyade, bölgeler arasındaki, insanlar arasındaki bir şeyleri kaldırmak yolunda çalışmalar yapacağım."

Bu son sözünü, özellikle "bir şeyleri" biraz daha açıklamasını istedim.

Şöyle açıkladı bu sözlerini Ahmet Türk: "Bugün devlet gücleri yanlış bir anlayışa dayanan uygulamaya halk üzerine gitmektedir. Bu konuyu vurgulayacağız. Devletin halkımıza silahla gitmek yerine, tehditle gitmek yerine, sevgiyle gitmesini sağlamaya çalışacağız."

Devletin hemen tüm köylere götürdüğü yol, su, elektrik hizmetlerini hatırlattım ve bunları bir sevgi ifadesi olarak yorumlamasının mümkün olup olmadığını sordum:

"Yol, su, elektrikle kıtlarımız yok ama, bunlarla yetindiğimizi sanmayın" dedi, "Bu hizmetlerle yetindiğimizi sanarsanız, halka demokratik taleplerini götürmekten uzak kalıyorsunuz. Bu tutum da sınımlıyetsizlik gibi bir şey doğuruyor bence. Bugün Sovyetler Birliği'nde de köylere yol, su, elektrik götürülüyor, Amerika Birleşik Devletleri'nde de... İnsanların yol, su, elektrik dışında bazı istemleri daha oluyor. Bu istemlere de saygı gösterilmesi lazım. Yemek yemekle, ıyık yakmakla, su içmekle bir insan her şeyin sahibi olamıyor. İşte biz bu bölge halkına insan gözüyle bakılmıyorduk. Bu nedenle bölge halkına insanca bir yaklaşım istiyoruz."

Yaşlı bir tutukluyu gösterdi Ahmet Türk: "Şu kişiyi sorun bakın, burada niçin bulunduğu" dedi.

Gösterdiği yaşlı kişi Türkçe konuşmıyordu. Ahmet Türk yardımcı oldu, öteki arkadaşın yardımcı oldu ve onların aracılığıyla soruma cevap alabildim:

"67 yaşındayım." Adı Çelebi Çelebi idi... Mardin'in bir köyünde yaşıyordu. Buraya, Diyarbakır Kapalı Cezaevi'ne getirilmişti. Şu andaki sıfatı siyasi tutuklu idi.

"Ekmek verdi, su verdi dediler, beni öyle getirdiler. Önce Stirt'e götürdüler, dövdüler, kafese koydular, ekmezsiz, susuz bıraktılar... Ben, kimseye ne ekmek vermişim, ne su içirmişim... İftira etmiş biri... Onun ifadesine göre aldılar beni."

Salt Çelebi Türkçe konuşabiliyordu. "Tevellüdüm 1336... Adım Salt Çelebi'dir... Beni de ekmeğe verdi, su verdi diye getirdiler. Küllüyen İftiradır. Bir iftiraya inanıp, beni buraya getirdiler."

"TELEVİZYONU, DÜNYAYI GÖRÜYORLAR" Siyasi koğuşun bu iki "sakini"yle konuşmamızdan sonra Ahmet Türk devam etti:

"Ben İsviçre'ye de gittim, gözlemlerim gördüm... Fransızca konuşulan dükkânla Almanca konuşulan dükkân ve İtalyanca konuşulan

dükkân yanyanaydılar. Hiçbirinin sahibi ben Fransızım, ben İtalyanım, ben Almanım demiyordur. Hepsi İsviçreliydi ve ortada da bir İsviçre vardı. Bizim bu bölgenin de bir müziği var, bir kültürü var, folkloru var, lisanı var, örf ve âdetleri var. Bunlar konusunda yazılacak, söylenecek en ufak şey dahi yasak kapsamına giriyor. Bugün Doğu'da da, Güneydoğu'da da okuyan insanlar var... Televizyonu görüyorlar, dünyayı görüyorlar, Amerika'yı dinalıyorlar, Amerika'nın rock müziğini dinalıyorlar fakat, kendi lisanslarıyla konuşmaktan korkuyorlar. Çünkü hemen polis içeri alıyor."

Ahmet Türk'e "bölücülük" konusundaki görüşlerini de sordum. Cevabı şöyle oldu:

"Bugün bir bölücülük sözü ediliyor ama, neyin bölücülüğü, neyi bölme olayı, ondan söz edilmiyor. Biz bölücülük denildiğinde meseleyi ırk açısından almıyoruz. Dünyada tek ırktan meydana gelmiş pek az devlet var. ırk üzerine devlet kurmak fikri zaten çağdaşlıkla bağdaşmaz. Dünyanın hiçbir ülkesinde ırkçılık gerekçesiyle bir devlet düzenlenmemiştir. Şimdi biz burada diyoruz ki, aman bir Kürt meselesi var diyoruz. Aman gözlerini açmasınlar, aman söyle olmasınlar, aman öyle olmasınlar diyoruz... Bu yanlış zihniyet kalkmalıdır. Bunun yerine sevgi ve kaynaşmış, karışmış bir kültür gelsin. ırkçılıktı, bölücülüktü, bunlar çağ dışı zihniyettir. ırkçı politikaya zaten karşıyız. ırkçılıkla mücadele edenler daha çok bu bölgenin halkudur. Türkiye çağdaş bir devlet olmak zorundadır. Hukukun bütün kurallarının uygulandığı bir Türkiye istiyoruz. Bunun için de bölgenin kültürüne, folkloruna, müziğine de saygı gösterilmeli istiyoruz. Karadeniz'in boranına nasıl bütün Türkiye olarak beplimiz sahip çıkıyorsak, bu bölgenin halayına da bütün Türkiye olarak sahip çıkmalıyız. Sırf müziğimiz, kültürümüz değil ki diye kimse bizi Türkiye bütününden ayrıymış gibi görmesin. Bizleri ayrı gören zihniyetli bölücülüğü asıl yapan... Bir Kürtçe oyun havası dinliyor diye o kişiyi bölücü ilan etmeyelim ve siyasi suçlu yapmayalım artık."

Korucuya 15 gün askeri eğitim

• Mete AKYOL yazıyor

OLAĞANÜSTÜ Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'yla birlikte Diyarbakır'da bindiğimiz helikopter, sarp kayalıklardan oluşan yüksek dağların kimi zaman tepeleri üzerinden uçarak, kimi zaman bu dağların çok daha yüksek tepeleri arasından sıyrılarcasına geçerek bir buçuk saat sonra Şenoba köyüne geldi, kondu.

İki bin nüfuslu Şenoba köyü, Hakkâri'nin Ulu-dere ilçesine bağlıdır. Türkiye'nin Güneydoğu sınırındaki en uç köylerden biridir Şenoba.

Şenoba köyünde, 2. Jandarma Sınır Tabur Komutanlığı bulunur.

Biraz ilerde, karargâh binasının önünde üç sıra dizilmiş yöresel giysili bir birlik duruyordu. Yirmibir den başlayıp, altmışların üstüne kadar çıkan çeşitli yaşlardaki 86 kişi, tören düzeninde tuttıkları G-3 silahlarıyla, sanki teftişe hazır bir askeri birlik dikkati, titizliği ve disiplini içinde bekliyorlardı.

Vali Hayri Kozakçıoğlu, Jandarma Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'la birlikte birliğin karşısına gelinceye kadar yürüdü ve birliğin tam ortalarında durarak karşısındaki kişileri gözleriyle kısa bir denetimden geçirdi. Sonra da, askerce selamla dilenleri:

"Merhaba, arkadaşlar" dedi.

86 hançereden, bir "sağol" çıktı.

Çoğunun başları "kefi egal" denen ve siyah-beyaz kareli yumuşak bir kumaştan yapılmış yöresel başlıklarla örtülü "eğitimi tamamlanan korucular" ileri uzatılmış elleriyle yüzlerinin hizasından başlayarak dimdik tuttıkları silahlarını indirdiler, sağ yanlarına yere dayadılar, kaskatı du-

ruşlarını da rahatlatıyorlar.

Vali Kozakçıoğlu çok kısa bir konuşma yaptı: "Devlet size, gocuk hediyeye gönderdi" dedi ve yardımcılarının getirdiği içi ve yakaları kürklu gocuklardan birini aldı, önündeki korucuya gitti:

"İlk gocuğu ben giydireyim" dedi ve omuzlarından tuttuğu bir gocuğu, karşısındaki korucunun sırtına elleriyle giydirdi.

"Sayın Paşam, bir gocuk da siz giydirmeyiniz mi-siniz?"

Korgeneral Hulusi Sayın da bir gocuk aldı ve o da bir başka korucuya elleriyle giydirdi o gocuğu.

"Bugün hava günlük güneşlik amma, yakında soğuklar başlar artık" dedi Vali Kozakçıoğlu. "Soğuklarda üşümeysiniz diye devlet bunları size gönderdi." Korucular, gocuk yününden gocuk alıp, bu kez kendi başlarına giymeye başladılar.

Kimine ya dar geldi, ya da kolları kısa.

Vali Kozakçıoğlu, "Bazılar dar olabilir, herkese, kendi bedenine uyan bir gocuk sağlayacağız" dedi. "Sümerbank'ta ne kadar varsa, hepsini aldık. Şimdi bin tane daha ısmarladık. Yakında onları da alacağız... İçlerinde 54 beden olanı da var, 50 beden olanı da var... O zaman, herkese uygun bir gocuk bulunacaktır."

Gocuk dağıtım töreninden sonra hep birlikte karargâhın eğitim atış alanına gittik.

Eğitim atış alanında, betondan yapılmış özel destekler vardı. Her desteğin 25 metre karşısında ise, birer hedef yapılmıştı. Hedeflerin üzerlerine, ortaları siyah, çevreleri numaralı çizgili kâğıtlar yapıştırılmıştı.

"Eğitimlerini tamamlayan bu korucu arkadaşlar şimdi size gösteri atışı yapacaklar" dedi Korge-

neral Hulusi Sayın.

Korucular, ateş edecekleri bölümdeki yerlere geçtiler, herbiri kendi özel stiline göre yattılar ve ateşe başladılar.

Atış sonunda hedefler üzerindeki nişangâh kâğıtları toplandı, atışların değerlendirilmesi yapıldı.

Korgeneral Sayın, sonuçtan çok memnun oldu: "25 metreden şu noktaları vurabilmenin anlamı, 200 metreden bir insanı vurabilmek demektir" dedi ve atıcılara kutladuktan sonra, 60'ın üstünde ki bir korucuyu çağırdı:

"Osman Babat... Gel bakalım... Vali Bey'e ve konuklarımıza bir gösteri bakalım marifetini" dedi.

25 metre ilerdeki hedef tahtasının üstüne ince bir çivi çaktılar. Çivinin tepesinden bir sigara geçirdiler. Osman Babat yere yattı, nişan aldı... İlk atışta değil amma, ikinci atışta sigarayı ikiye böldü.

Korgeneral Hulusi Sayın, 60 yaşının üstündeki korucuyu kutlarken Osman Babat, "Olmadı, olmadı" diye söylüyordu kendi kendine.

"Tam göbeğinden tutturamadım" diyordu, "Kenarından sıyrıldı, sigarayı ikiye katladı kurşun. Göbeğinden tuttursaydım, sigara filan mı kalırdı şimdi ortada?"

Atış alanından ayrılırken, korucuların eğitimle-ri içinde görev yapan bir subayla konuştum.

On beş günde, bir asker disiplini içinde eğitile-bildiklerini söyledi korucuların.

• Bölücüler yine okul yaktı

PKK'ya karşı helikopter

• Ertuğrul PİRİNÇÇİOĞLU
• DIYARBAKIR (MİL-HA)

OLAĞANÜSTÜ Hal Bölge Valiliği, PKK terörüne karşı mücadelede teknolojik üstünlük sağlanması için yoğun bir re-organizasyon programı başlattı.

Bölgedeki güvenlik birimleri, Fransız yapımı Puma, Amerikan yapımı Kobra ve Panther helikopterleriyle donatılacak. Ayrıca, Güney Afrika'dan, antiterör tipi zırhlı araçlar alınacak.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, Milliyet'e yaptığı açıklamada, ilk aşamada önümüzdeki ay, Fransa'dan kiralanacak Puma helikopterlerinin devreye gireceğini bildirdi. Puma'ların bakım ve onarımını da Fransız firma üstlenecek.

PKK, İLKOKULU ATEŞE VERDİ

Bu arada Tunceli'nin il merke-

ziye bağlı Geleş köyünü önceki gece basan bir grup PKK militanı, saat 21.00 sıralarında köy ilkokulunu ateşe vererek yaktı. Militanların yakalanması için geniş çaplı operasyonlar sürdürülüyor.

PKK MAYINI

Mardin'in Derik ilçesinde de PKK militanlarına bir köy yoluna döşenen mayın patladı, 40 baş koyun parçalanarak telef oldu. İlçe koyun taşıyan 23 DE 447 plakalı sürücü Hasan Aytemiz yönetimindeki kamyon, PKK militanlarına yola döşenen mayına çarparak parçalandı. İnfialak sonucu, 40 baş koyun ölürken, kamyon sürücüsü Hasan

Aytemiz de hafif yaralı olarak kurtuldu.

IRA, DESTEKLEMİYOR

Öte yandan yasadışı İrlanda Cumhuriyeti Ordusu (IRA) terör örgütünün siyasi kolu Sinn Féin, Türkiye'deki PKK çetesine hiçbir şekilde silah yardımı yapmadığını, hiçbir terör örgütü ve ASALA ile işbirliği içinde olmadıklarını açıkladı. Sinn Féin'in üst düzey yetkililerinden Danny Morrison, yaptığı açıklamada, "Biz, sadece milliyetçi hareketleri ve akımları destekleriz" dedi. Morrison, Batılı ülkelerin Türkiye'ye yönelik eleştirilerine katılmadıklarını bildirdi ve Avrupa-ları ikiye bölmeyle suçladı.

PKK mayınına 1 şehit

• Celal SAYMAN • BITLİS
HAKKÂRİ, MİL-HA

BİTLİS'te bir köy yoluna döşenen mayına çarpan askeri araçta bulunan bir er şehit oldu, 6 güvenlik görevlisi ile bir köy muhtarı ise yaralandı.

Bitlis'e bağlı Kanalga köyü yakınlarında dün saat 12.30 sıralarında meydana gelen olayda, er Memduh Türk şehit olurken, Kanalga köyü muhtarı Şakir Akbaş, Jandarma Üsteğmeni Rafet Değerli, Astsubay Çavuş Doğan Güngör, Astsubay Ömer Alp Beşikçi, erlerden Ayhan Pınarbaşı, Mehmet Çelbi ve Mehmet Üstüncelik çeşitli yerlerinden yaralandılar.

Patlama ile ilgili bir açıklama yapan Bitlis Vali Vekili Abdullah Durukan, "Hainlerin yapıtları yanlarına kalmayacak. Şehit er Memduh Türk'e Allah'tan rahmet, yaralılara ise acil şifalar diliyorum" dedi.

SILAH SİĞİNAĞI

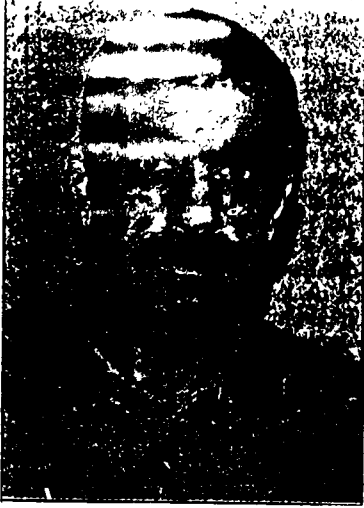
Öte yandan Hakkâri'nin Çukurca ilçesine bağlı Üzümlü köyü yakınlarında PKK'ya ait bir sığınak ortaya çıkarıldı. Sığınakta bol miktarda mühimmat ile örgütsel doküman ele geçirildi.

KAN DAVASI MI?

Bir süre önce Diyarbakır'ın Hani ilçesine bağlı Kerem mezarına yapılan baskında 5 yakını PKK militanlarına katledilen Kulbettin Fidanay, PKK militanlarından birinin kardeşi olan 22 yaşındaki Ramazan Uluk'u tabanca ile vurarak ağır yaraladı.

PKK'YA ALMAN YARDIMI

Almanya'da düzenlenen bir baskından ele geçirilen PKK'nın faaliyetlerine ait gizli belgeler ve 700 bin markın geri verilmesi Türkiye'de üzüntü yarattı. Türkiye, bu konudaki üzüntülerini diplomatik kanallardan Alman hükümetine bildirdi.



AHMET TÜRK: 15 yıla kadar hapsi isteniyordu.

Hapisteki SHP adayı Türk serbest

Diyarbakır/Söz Bölücü örgüt üyesi olduğu iddiasıyla yargılanan SHP Mardin milletvekili adayı **Ahmet Türk** tahliye edildi. İki dönem kapatılan CHP'den milletvekili seçilerek parlamentoda görev alan **Ahmet Türk**, Derik ilçesine bağlı **Atlı** köyündeki gorkemli şatosuyla dikkatleri üzerine çekmişti. Şato'da yapılan arama sonucu bölücü nitelikte yayınlar ele geçirildiği öne sürülmüştü. Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesinde yapılan dünkü duruşma-damahkeme heyeti **Nusaybin**'de örgüt elemanlarının üzerinde bulunan şifre notunun çözüldüğünü, **Ahmet Türk**'ün örgütle ilişkisi olduğuna ilişkin delillere rastlanmadığını belirtti ve iyi halini de gözönüne alarak tahliyesine karar verdi.

Bölücüler, öğretmenleri tehdit etmeye başladı...

PKK, okul kundaklıyor

- PKK militanları kundakladıkları ilkokulların öğretmenlerini, "Eşyalarınızı kısa sürede toplayıp bu bölgeyi terk edin. Aksi halde sonunuz kötü olur" diyerek tehdit ediyorlar...
- Ayrılcı teröristlerin Türkçe öğrenime karşı giriştikleri eylemlerine, liderleri **Abdullah Öcalan**'ın talimatıyla başladıkları öğrenildi.

Naci SAPAN
Haydar KORKMAZ

TUNCELİ, (bha) Ayrılcı PKK Örgütü, liderleri **Abdullah Öcalan**'ın talimatıyla koy ilkokullarını kundaklamaya. Türkçe öğretimi engellemeye, öğretmenleri de tehdit etmeye başladı.

Güvenlik kuvvetleri, TKP ML Partizan Örgütü'nün Tunceli'de etkinliğinin giderek azalmasından sonra bölgeye PKK militanlarının kaymaya başladığını saptadı. Yeni eylem alanı olarak Tunceli'yi seçen PKK militanlarının halkı karşlarına almamak amacıyla, şimdilik oburlama eylemlerini gerçekleştirmedikleri öğrenildi. Militanların köylere giderek kundakladıkları ilkokulların öğretmenlerine, "Eşyalarınızı

kısa sürede toplayıp bu bölgeyi terk edin. Aksi halde sonunuz kötü olur" diye tehditlerde buldukları belirlendi. PKK militanlarının ilkokullarla birlikte lojmanları da kundakladıkları bildirildi.

OKULDA BÜYÜK HASAR

Teröristlerin kundakladığı merkez ilçeye bağlı Güleç Köyü İlkokulu'nun büyük hasar gördüğü açıklandı. Kürtçe eğitim istedikleri belirlenen militanların Güleç Köyü İlkokulu'nun duvarlarına, "Sömürgeci eğitime son", "Yaşasın Bağımsızlık Mücadelemiz" ve "PKK 10'uncu Yılı" diye fırçayla sloganlar yazdıkları, altlarına da PKK, ERNK ve ARGK imzalarını attıkları öğrenildi.

Tunceli'de okul kundaklama eylemlerinin artması nedeniyle koy öğretmenleri de

uyarıldılar. Öğretmenlere bilgi verilirken yaklaşık 20 gün kadar önce Siirt'in Şırnak İlçesi'ndeki Ara Köyü'ndeki ilkokulun da kundaklandığı, öğretmeninin ise PKK militanlarınca öldürüldüğü belirtildi.

Bu arada ayrılcı teröristlerin Türkçe öğrenime karşı eylemlerine **Abdullah Öcalan**'ın emriyle başladıkları öğrenildi. Emri alan militanların bu yönde eylemlere başladıklarının saptandığını belirten güvenlik kuvvetleri, amacın eğitim aksatılması olduğunu söylediler.

PKK militanları, Tunceli yöresinde köy ilkokullarını kundaklamaya, öğretmenleri de tehdit etmeye başladı. Bu arada lojmanları da yakan militanların eylemlerini liderleri **Abdullah Öcalan**'ın talimatıyla gerçekleştirdikleri. Türkçe öğretimi engellemeye çalıştıkları belirtildi.

Gören'in 15 yıl hapsi isteniyor

'Yol' ağır cezalı

Atilla GÜNER / İstanbul

Cannes Film Festivali'nde "Altın Palmiye" ödülü kazanan, **Yılmaz Güney**'in senaryosunu yazdığı "YOL" filmi ile ilgili açılan davanın dosyası mahkeme mahkeme geziyor. Fransa'da çalışan Türk işçisi **Sabahattin Erdinç**'in Cumhurbaşkanı **Kenan Evren**'e yazdığı mektubun suç duyurusu olarak kabul edilmesi ile başlayan YOL'un dava macerası, en son 2'inci Ağır Ceza Mahkemesi'ne kadar ulaştı.

Adalet Bakanlığı'nın dava açılması istemi üzerine, İstanbul Cumhuriyet Savcılığı filmle ilgili iddianame hazırladı. Yönetmen **Şerif Gören** ile yardımcı **Muzaffer Hıçdurmaz** için 15 yıla kadar hapsi cezası istenilen iddianamede, senaryosu **Yılmaz Güney** tarafından yazılan filmde, yurt par-

çasının bir bölümünün "Kürdistan" olarak gösterildiği ve buradaki insanların baskı altında tutulduğuna dair görüntülere yer verildiği kaydedildi. Bu nedenle, "milli duyguları zayıflatıcı propoganda yaptıkları" ve "yurt dışında devletini barını zedeledikleri" gerekçesiyle yönetmen ve yardımcıların 15 yıla kadar hapsi cezası ile cezalandırılmaları istenirken, ölümü nedeniyle **Yılmaz Güney** hakkında takipsizlik kararı verildi.

İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'nın yetkisizlik kararı vermesi üzerine dosya, İstanbul Cumhuriyet Savcılığı'na önce 3'üncü Ağır Ceza Mahkemesine gönderildi. Ancak bu mahkeme de yetkisizlik kararı vererek, dosyası 2'inci Ağır Ceza Mahkemesine sevketti. Yol filmi ile ilgili davanın ilk duruşması önümüzdeki günlerde 2'inci Ağır Ceza Mahkemesi'nde başlayacak.



Video bantları elden ele dolaşan Yol filmi, Türkiye'nin dışında bir çok ülkede gösterime girdi ve büyük beğeni kazandı.

Uzun İnce bir "Yol"

Yılmaz Güney'in ustalıklı senaryosundan yola çıkarak Şerif Gören'in yönettiği ve başla rolleri Tarık Akan, Halil Ergün, Meral Orhonsay, Şerif Sezer'in paylaştıkları "Yol", 12 Eylül sonrasında bir bayram boyunca memleket izni yapan beş mahkumun paralel öyküleri üzerine kurulu. 1982 yılında Gabriel Garcia Marquez'in başkanı olduğu bir jüri tarafından Cannes Film Şenliği'nde "Altın Palmiye" ödülünü Costa Gavras'ın yurdumuzda da gösterilen "Missing"(Kayıp) filmiyle payla-

şan "Yol"un kurgusu ve seslendirmesi yurtdışında bizzat Yılmaz Güney tarafından yapılmış ve dünyanın birçok ülkesinde gösterime girmişti.

"Yol", destansı bir anlatımla, gündelik gerçekleri; doğanın acımasız koşullarıyla, amansız toplumsal çatışmaları birarada sunma başarısı kazanmış ender filmlerimizden biri. Filmin erdemleri şunlar: Ustalıkla bir kurgu, yetkin bir sinema dili, iyi bir "takım oyunculuğu", içe işleyen bir müzik ve nefis görüntüler.. Demokrasiye

geçiş, AET'ye giriş ve "çağ" hesapları tutanlar. Türk Sinemasının yüzakı olan böylesi bir filmi "Kültür Bakanlığı"nın özel bir gösterisiyle sunduklarında gerçek bir sınav vermiş olurlar. Üst tarafı zaten onca zamandır üzerinde "yol" alamadığımız makaslı, sansürlü, baskılı uzun, ince bir yol. Ki onun da memlekete bunca yıldır bir hayrı dokunmadığı ortada.

SÖZ

21.11.87

ABD / Kürt sorunu Ortadoğu Araştırmaları Enstitüsü'nün toplantısında

'Kürt'ün Sesi' Amerika'da

Savaş SÜZAL / Washington

Amerikalı profesörler Türk resmi tezini savunurken, Türkiye'den kaçan Kürtler "bağımsızlık" istediklerini ifade ettiler.

Toplantıda "Amerika'nın Sesi Radyosu" nun iki yıl önce Kürtçe yayına başlayıp sonradan vazgeçmesi de eleştirildi.

ABD'nin Baltimore kentinde düzenlenen "Kuzey Amerika Orta Doğu Araştırmaları Enstitüsü" nün yıllık olağan toplantılarının 21'incisi sona erdi. Toplantıların başlıca tartışma odağını "Kürt sorunu" oluşturdu.

"BAĞIMSIZLIK İSTİYORUZ" Türkiye dışındaki ülkelerden gelen Kürtler, düzenledikleri bir toplantıda federatif devlet içinde özerklik istediklerini açıkladılar. Ancak Türkiye'den kaçan Kürtler bu görüşe karşı çıkarak, kendilerinin "özerklik değil, bağımsızlık" istediklerini açıkça ifade ettiler. Adının Azad olduğunu ve kendisinin Türk vatandaşlığından çıkarıldığını belirten bir kişi söz alarak, "Türkiye'deki Kürt partilerinin bağımsızlık için çalıştığını" ileri sürdü.

Toplantıyı yöneten ve kendisinin "bir Kürt'ün dul eşi" olduğunu ifade eden Yahudi asıllı Vera Beaudin Saeedpour, ABD basınının Kürt sorununa ciddi bir biçimde eğilmediğini belirtti. Saeedpour, önceki gün konuşan ABD'li Profesör Michael Gunter'i, Kürt sorununa Türk hükümetinden aldığı bilgilerle yaklaştığını ileri sürerek eleştirdi. Vera Saeedpour, Türk hükümetinin yapılan saldırılarda hep Türklerin öldürüldüğünü açıkladığını ancak ölen kişilerin Kürt köylüleri olduğunu öne sürerek, "Türk hükümeti ölüleri bile dünya kamuoyunu yanıltmak amacıyla kullanıyor" dedi.

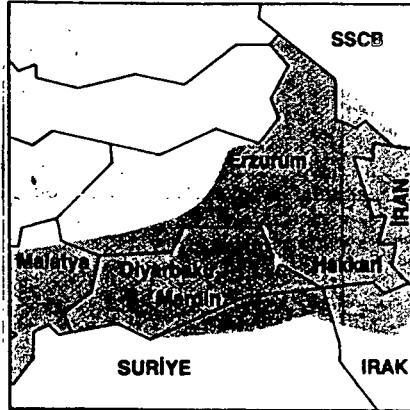
Toplantıda ikinci olarak konuşan Columbia Üniversitesi'nden Mehrdad İzadi, Kürtleri "Orta Doğu'da dil birliği olmayan en büyük toplum" olarak tanımladı. İzadi, yaşadıkları belli başlı üç ülkede uygulanan baskular nedeniyle Kürtlerin bugüne dek bir dil birliğini sağlayamadıklarını kaydetti. Kürtlerin yaşadığı tüm bölgeleri

"Kürdistan" olarak adlandırmaya özen gösteren İzadi, dil birliğinin, parçalanmış durumda olan bu azınlık içinde milliyetçi bir ruhun ortaya çıkmasına da katkıda bulunduğunu belirtti.

Toplantıda son olarak konuşan Mustafa Hezri, ABD'nin 1920'deki "Wilson Beyannamesi" ile tarihte ilk kez Kürtlerin bağımsız bir devlet kurmaları konusuna eğilen ülke olduğunu ifade etti. Hezri, "Kürtleri baskıyla eritmeye çalışan Türkiye, Bulgaristan'da şikayet konusu ettiği her uygulamayı kendisi de yapıyor" dedi.

"SUÇLAMA ANLAMISIZ" Daha sonra söz alan Profesör Gunter, özellikle Türkiye'de yaşayan Kürt nüfusu belirlemenin çok güç olduğunu, zira birçok insanın kendini Türk olarak tanıttığını belirterek, "Bu nedenle Türk yetkilileri suçlamanın bir anlamı yoktur" dedi. Toplantının kadın yöneticisi Saeedpour ise, yasalarla Kürtlerin kendi asıllarını söylemelerinin yasaklanması nedeniyle böyle bir durum oluştuğunu söyleyerek Gunter'e müdahale etti.

KİMİN SESİ? Toplantının sonunda çeşitli



■ Kürtlerin devlet kurmak istedikleri bölgeler...

ülkelerden gelen Kürtler, "Amerika'nın Sesi Radyosu" nun iki yıl önce bölgeye Kürtçe yayına başladığını ancak bu yayının birdenbire kesildiğini belirterek ABD'nin bu tavrına bir açıklık getirmesini istediler.

Tercüman

21.11.87

Tek başına hizmet veriyor

92 köyün ebesi

AKI BİLGİLİ

PERVARI (Tercüman)- 37 köyü ve 54 mezarı bulunan Pervari ilçesinin sadece tek köyünde ebe bulunuyor. Ekindüzü köyündeki sağılkevinde görevli ebe Hafize Üm bu yüzden

92 köye tek başına hizmet veriyor.

İlçeye bağlı Ekindüzü, Bengedik, Ormandalı, Palamutlu köylerindeki sağıl evleri kuruldukları 20 yıldan beri personel beklerken bunlardan Ekindüzü köyüne ebe Hafize

tayin edilerek göreve başladı. Sağıl evi bulunan diğer köyler halen ebe veya hemşire beklerken kamuhtarları bu konuda şöyle dert yanıyor:

"Yıllardır sağıl evlerimizin kapılarında hemşire yerine kilit bulunuyor. Yıkılmaya yüz tutmuş binalarımıza çeşitli tarihlerde ebe atandı. Ancak bunlar göreve başlamadan ya merkeze veya başka yere alındı."

Yıllardır hiçbir yerleşim biriminde sağıl personeli bulunmayan Pervari'nin Ekindüzü köyüne ilk kez ebe verilmesi bu köy ile çevre köylerde sevinçle karşılandı.



YENİ BİR GÖREVE DOĞRU: 92 köyün tek ebesi olan Hafize Üm, bir doğuma gitmek üzere sağılkevinde çıkarken...



Özgürlüğün sevinci Yakınlarının ve kalabalık partili grubunun izlediği duruşmada mahkeme heyetinin tahliye kararı vermesinden sonra Ahmet Türk 500 arabalık konvoyla önce SHP İl Başkanlığı'na, oradan da Mardin'in Derik İlçesine bağlı Atlı köyündeki görkemli malikânesi Kasrı-Kanco'ya gitti...

Ahmet Türk'e tahliye

● Mahkeme heyeti, Türk'le ilgili kanıtların toplandığını, ancak bir PKK baskınında ele geçirildiği öne sürülen esrarengiz şifreyle çözecek uzmanın bulunmadığını belirtti. Şifre, Ankara'ya gönderildi

● **Seyfettin ÖZGEZER • Fadullah BULUTTEKİN**

● **DIYARBAKIR. (MİL-HA)** KK militanlarına yardım ettiği ve Kürkçülük propagandası yaptığı iddiasıyla Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde tutuklu olarak yargılanan SHP Mardin Milletvekili adayı Ahmet Türk tahliye edildi.

Ahmet Türk'ün dünkü duruşmasına yakınları ve çok sayıda SHP'li mahkemeyi doldurdu. Mahkeme heyeti, Ahmet Türk ile ilgili kanıtların toplandığını, ancak evinde ele geçirilen şifreyi Mardin'de çözecek bir uzmanın bulunmadığını, emniyet müdürlüğünün yazlarından anlaşıldığını belirtti. Türk'ün avukatları Mustafa Özer, Fethi Gümüş ve Hamit Karakoç, müvekkillerinin, ele geçirilen şifreyle bir ilgisi olmadığını söylediler. Avukatlar, tutukluluk süresinin de gözönüne alınarak Türk'un tahliyesini istediler.

DGM Savcısı da, çözülemeyen şifrenin Emniyet Genel Müdürlüğü'ne gönderilerek çözülmesini ve sanık Türk'ün tahliyesini istedi. Mahkeme heyeti, savcının isteğine uya-

rak Ahmet Türk'un tahliyesine karar verdi

TÜRK'ÜN İLK DURAGI SHP

PKK militanlarına yardım ettiği ve Kürkçülük propagandası yaptığı gerekçesiyle yargılandığı Devlet Güvenlik Mahkemesi'nce tahliye edilen Ahmet Türk, cezaevinden çıkarılmaz, 500 araçlık konvoyla Diyarbakır SHP il binasına geldi. Burada da kalabalık bir parti topluluğu tarafından karşılanan Ahmet Türk, SHP Diyarbakır milletvekili adaylarıyla bir süre görüştü. Ahmet Türk, yaptığı kısa konuşmada, demokrasi mücadelesi verdiklerini belirterek, "Bizim suya, ekmeğe ihtiyacımız yok. Demokrasiye, demokratik haklara ihtiyacımız var" dedi.

Ahmet Türk, daha sonra 500 araçlık konvoyla Mardin'in Derik ilçesine bağlı Atlı köyündeki görkemli şatosu Kasrı-Kanco'ya gitti. Türk ve beraberindekiler Mardin, Kızıltepe ve Derik ilçelerinde gövde gösterisi yaptıktan sonra "Kasrı-Kanco"ya ulaştılar.

"Kendilerini faşizme sattılar"

PKK: 'Kutlu ve Sargın hain'

● Terör örgütü PKK, Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın gözaltına alınmalarını "göstermelik" olarak nitelendi ve "Kendilerine karşı mücadele faşizme karşı savaş anlamına gelir" dedi

● **Bülent ZARİF • BONN**

PKK, bu hafta başında yasal parti çalışmalarını başlatmak amacıyla Türkiye'ye dönen TBKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu ile Nihat Sargın'ı "Türkiye'deki devrimci hareketin hainleri" olarak nitelendirerek, "Faşizme ve buna hizmet edenlere karşı mücadeleimiz sürecektir" dedi.

Kutlu ve Sargın'ın dönüş senaryolarının çok uzun bir süredir kapalı kapılar ardında hazırlandığını ve şu andaki tutuklanmalarının da yalnız göstermelik olduğunu ileri süren PKK, "Yıllardır kendilerini Türkiye'deki mücadelemizin öncüsü olarak gösterenler, şimdi faşizmin savunucularını kucaklıyorlar" dedi.

Genel sekreterleri rejimin hizmetkârları olarak gösteren PKK, TKP ve TIP'in kendilerinin Türkiye'de verdikleri kurtuluş savaşını karalaya karalaya rejimin geri dönüş için kapıyı açmasını sağladığını ileri sürerek şöyle dedi: "Bunlar kendilerini faşizme satmışlardır. Türkiye'deki devrimci harekete ihanet etmişlerdir. Kendilerine karşı mücadele etmek, aynı zamanda faşizme karşı savaşmak anlamına gelir. Bu hizmetkârlık yalnız Kutlu ve Sargın'la kalmayacak, yandaşları da kısa süre sonra konsolosluklarda geri dönmek için uzun kuyruklar oluşturacaklardır. Bu nedenle tüm ilerici güçleri, Türkiye'deki devrimci harekete gölge düşüren ve ihanet edenleri lekeleye çağırıyoruz."

Diyarbakır'da büyük operasyon



37 PKK'lı yakalandı

DİYARBAKIR kent merkezinde komite kurma çalışması içinde oldukları belirtilen ve PKK'ya yardım ve yataklık ettikleri saptanan 37 kişi, güvenlik güçlerinin operasyonu sonucu yakalandı. Yakalananların barındıkları yerlerde 4 adet uzun namlulu silah, bir tabanca, hazırlanmış patlayıcı maddeler ve bol miktarda mermi ele geçirildi. Yakalananların, bölgedeki birçok baskın, öldürme ve yaralama eylemlerine katıldıkları açıklandı. Öte yandan, Mardin'in Cizre ilçesinde kısa süre önce güvenlik güçleriyle girdikleri silahlı çatışmada bir olarak ele geçirilen 7 PKK militanının, çeşitli eylemlerde 100'ü aşkın kişinin öldürülmesinden sorumlu oldukları bildirildi.

(DIYARBAKIR MİL-HA)

Tercüman

23.11.87

Sofya Radyosu
iyice çarpitti"İrkların çoğunu
Türkler katletti"

Sayıl NARMANLIOĞLU

ERZURUM, (Tercüman)- Türkler aleyhine yapılan her türlü iftira kampanyalarına çanak açan, Türkler'i her fırsatta rencide etmek için elinden gelen çabayı gösteren Sofya Radyosu, bu defa da uydurma senaryolarla Türkler'i "barbar" olarak tanıtarak, dünya üzerindeki ırkların çoğunun, Türkler tarafından öldürüldüğünü çirkin bir şekilde iddia ediyor.

Sofya'da açılan bir resim sergisi ile ilgili Türkçe yayın yapan radyo, 500 yıl boyunca

ca Osmanlı İmparatorluğu topraklarında yaşayan Slav, Yunan, Ermeni, Arap, Arnavut, Acem, Kürt, Çerkez, Roman ve Laz'ların, Türkler tarafından soykırıma tâbi tutulduğunu iddia etti.

Bulgarlar arasında 10 milyon Müslüman bulunduğunu, bu Müslümanlar'ın da "Bulgarlar'ın ahbabı" olduğunu, 1913 yılında onbinlerce Bulgar'ın Türkler tarafından katledildiğini utandıran söyleyen radyo, Ermeniler'e de uşaklık yaparak, tam bir Ermeni ağzıyla Türkler'in Ermeniler'i öldürdüğünü söylemekten çekinmedi.

Türk toprakları üzerinde yaşayan insanları birbirlerine düşman etmek için, Türk düşmanlarına borazanlık yapan radyo, son olarak Türkler'i barbar olarak da tanıttı.

Tercüman

Palme ve PKK cinayetlerini
aydınlatanlara ödül verilecek

İhbarcıya büyük ödül

İçişleri Bakanı Selçuk, "Bu kişi PKK'ya ağır darbe indireceğiz" dedi

Hüsamet'in KARANFİL DİYARBAKIR, (Tercüman)- İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, İsveç Başbakanı Olof Palme'nin katilini ihbar edene, kendilerinin de ödül vereceğini belirterek, bölgede kanlı terör eylemleri sürdüren PKK militanlarını ihbar edenlere de "dayalı-döşeli" kat verileceğini söyledi.

Diyarbakır'da incelemelerini sürdüren İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk Tercüman muhabirinin sorularını cevaplandırdı. Bölgede çevik kuvvet ve vurucu tim sayısının artırılacağını kaydeden Bakan Selçuk, şunları söyledi:

"PKK panik içinde. Çünkü PKK'nın ASALA ile işbirliği içinde olduğunu çok iyi biliyoruz. Bu kişi PKK'ya çok ağır darbe vuracağız. Eşkiyaya karşı kullanacağımız zırhlı helikopterler ve yeni silâhlar yakında bölgeye gönderilecek. Bölgede halen bin 600 vurucu tim görev yapıyor."

PALME'NİN KATİLİNE ÖDÜL

Bu arada, İsveç hükümeti

tarafından bütün ülkelerin yanısıra Interpol aracılığıyla Türkiye'ye de gönderilen telex notunda, Olof Palme'nin katilini bulana 8 milyar lira ödül verileceğini hatırlatan Ahmet Selçuk, "Palme'nin katilini ihbar edene biz de ödül vermeyi taahhüt ediyoruz" şeklinde konuştu.

İHBARCİYA DAYALI-DÖŞELİ KAT

Öte yandan, PKK eşkiyalarını ihbar edenlere dayalı-döşeli kat armağan edileceğini ifade eden Ahmet Selçuk, korucu sayısının artırılarak, daha iyi imkânlar sağlanacağını bildirdi.

"KUTLU VE SARGIN'IN SERBEST BIRAKILMASI SÖZKONUSU DEĞİL"

Diyarbakır'dan sonra Erzurum'a gelerek bölge valiler toplantısına başkanlık eden İçişleri Bakanı Ahmet Selçuk, gözaltında bulunan 2 TKP'linin "Serbest bırakılmasının düşünülmeyeceğini" söyledi.

Erzurum, Kars, Ağrı, Er-

zincan, Gümüşhane ve Artvin illeri valilerinin katıldığı toplantının, amacının seçimlerde alınacak tedbirlerle ilgili olduğunu belirten Bakan Selçuk, "Seçimlerde bölgenin özelliklerine göre her türlü tedbir alınmıştır. En küçük bir aksaklık söz konusu değildir. Yapılacak seçimlerle ilgili olarak valiler her türlü tedbir alacaklardır" dedi.

Berberinde Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Bedük, Jandarma Genel Komutanlığı Kurmay Yarbaşkanı Tuğgeneral Çetin Haspligiren'le bölge valiler toplantısına katılan Ahmet Selçuk, 2 TKP'linin serbest bırakılması konusundaki bir soruya şöyle cevap verdi:

"Sağlıklarını her gün kontrol ediyoruz. Şu anda sağlıklarında herhangi bir durum yoktur. Serbest bırakılmaları düşünülmüyor."

Bakan Selçuk, Erzurum'daki toplantıdan sonra helikopterle Kars'a hareket etti. Selçuk, geceyi Kars'ta geçirdikten sonra bugün Ankara'ya dönecek.

Tercüman

28.11.87

HP kökenli DYP'li
Elgin'den vaad:"TV'de
Kürtçe yayın!"**Meclis'e girerse**

Diyarbakır kontenjan adayı, Meclis'e girince arkadaşlarıyla birlikte önerge vererek "TV'de Kürtçe yayın" sağlayacaklarını söyledi, "Şerefim üzerine söz veriyorum" dedi

ERGANI- DYP Diyarbakır kontenjan adayı HP kökenli Ali İhsan Elgin, "Kürtçe konuşmanın bir suç olmayacağını" belirterek, "Meclis'e girince Kürtçe haberlerin de TRT'de yayınlanması için arkadaşları ile birlikte önerge vereceğini" söyledi.

DYP'li Ali İhsan Elgin, Ergani'de yaptığı konuşmada, kendisinin "solcu" ve "sosyal demokrat" olduğunu belirterek, Özal'ı ve SHP'yi eleştirdi. "Manken eşi, diskotekeçi oğlu, 7 kocalı Hürmüz'ü andıran kıızı, davulcu damadına mı oy vereceksiniz?" diyen Ali İhsan Elgin, daha sonra şunları söyledi:

"Türkiye Cumhuriyeti Başbakanı olan Özal, kendisini yönlendiren efendisi Amerika'nın dili İngilizce ile utanmadan televizyonda pro-

paganda yapacak. Öğretmediği için bilmediği Türkçe yerine bildiği Kürtçe'yi konuştu diye de insanları suçlayacak. Olmaz böyle şey. Bugün TV'de görüyorsunuz, İngilizce haberler var. Ben bölücülük yapmıyorum. Bu yörenin yüzde 80'i Türkçe bilmiyor. Size şerefim üzerine söz veriyorum, arkadaşlarımla Kürtçe haberlerin TRT'de okuması için önerge vereceğim.

Kürtçe sözünü söyleyen Turgut Atalay'ı SHP ihraç etti. Demek ki, SHP bu dâvaya sahip çıkmıyor. Bu ülkede İngilizce konuşmak ne kadar haksız, Kürtçe konuşmak da en azından o kadar haklır.

Kürtçe konuşmanın bir suç olduğunu kabul etmiyoruz ve bu nedenle takibe uğramış vatandaşlarımızı da özgürlüğe kavuşturmak için size burada söz veriyoruz." (UBA)

Tercüman

26.11.87

PKK'yı İran mı kirialadı?

Sıtkı ULUÇ

BRÜKSEL, (Tercüman)- İsveç hükümetinin, Olof Palme cinayetini aydınlatmak için prim miktarını 500 milyon İsveç Kronu'na (7 milyar lira) yükseltmesinden sonra Avrupa basınında söz konusu cinayet ve İsveç polislerinin beceriksizliği ile ilgili yorumlar devam ediyor. Geçen cuma ve pazartesi günleri, "International Herald Tribune" gazetesine ilân vererek bir defa daha İsveçliler'den ve tüm Avrupalılar'dan yardım isteyen ülke polisi şiddetli eleştirilere hedef olurken basında, 28 Şubat 1986'da, Stockholm'de İsveç Başbakanı Olof Palme'yi öldürünlerin kimlikleri hak-

İRAN PARMAĞI MI?

Avrupa basınında son zamanlarda üzerinde durduğu ve savunduğu fikirlerden birinde de Palme'nin İranlılar tarafından öldürüldüğü, İran'ın bu amaçla PKK ile işbirliği yaptığı ileri sürülüyor. İran'a silâh satışı ve İsfahan'da kurulacak bir kimyevi madde fabrikası projesini engelleyen Olof Palme'nin ölümünden önce tedbirler aldığı, İsveç'ten silâh ihracatı konusunda kanun değişikliği yaptırdığı biliniyor. Palme 1985'de Malmö limanında İran'a gidecek bir gemi dolusu silâha da el koymuştu.

İran-İrak savaşında arabuluculuk yapmak için Birleşmiş Milletler Genel Sekre-

teri tarafından görevlendirilen Palme, iki ülkeye çeşitli ziyaretlere bulunmuş ve olumlu sonuçlar elde etmeye başlamıştı. Palme, Tahran'a gideceği tarihten bir hafta önce öldürülmüştü.

PKK'nın İsveç'te güçlü ve silâhlanmış bir örgüt olduğunu hatırlatan gazeteler İran'ın bu imkânı kullanmasına muhtemel gözüyle bakarlarken, "İsveç'te terör isteyen kim olursa olsun PKK'yi kullanabilir. Eğer Palme'yi yok etme kararı KGB'den, veya CIA'dan da çıkmış olsa, bu cinayeti PKK'nın gerçekleştirmesi tabiidir" diyorlar. Avrupa basınında, PKK örgütü için sık sık "kiralık katiller" sözü kullanılıyor.

● Güneydoğu'daki hassas tesisler, dağınık hedefler sıkı korumaya alındı. Bölücü çetenin şaşırtma taktiklerine karşı önlemler geniş boyutlu ele alındı...

İnsan DÖRTKARDEŞ

● **İYARBAKIR, (hha) -** Bolucu PKK örgütünün kuruluş yıldönümü öncesi. Güneydoğu'da sıkıntılı günler yaşanmaya başlandı. Örgütün kuruluş gününü kanlı biçimde kutlayarak seçimde eylem yapacağına dair bilgiler ele geçirilince polis ve jandarmada tüm izinler kaldırıldı.

Ayrılmış terör örgütü PKK'nın (Partiye Karkeran Kurdistan Kurdistan İçki Partisi) bugün 10'uncu yılına girmesiyle, varlığını büyük ve kanlı eylemlerle duyuracağına dair önemli bilgiler ele geçirildi. Bu bilgilerin elde edilmesinden sonra, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nde toplantı üstüne toplantı düzenlenerek durum değerlendirildi. Örgütün kuruluş yıldönümünün, 29 Kasım milletvekili seçimleri ile aynı haftaya rastlanması, tedirginlikleri artırdı. Bölgedeki tüm polis ve jandarma birimlerinde izinler askıya alınırken, geçen hafta sonu tam

mesai yapıldı. 6 Eylül'de yapılan referandum sırasında teröristlerin, Mazgirt'te hükümet konağına, Ovacık'ta 11 sandığa karşı giriştiği saldırılar göz önüne alınarak, bugün sabahın pazartesi gününe kadar güvenlik güçleri alarma geçirildi. Güneydoğu'da hassas tesis olarak bilinen Pirinçlik Üssü'nün yanı sıra, Kerkük-Yumurtalık Petrol Boru Hatları, Botaş, Atatürk, Karakaya, Keban, Kralkızı, Diele, Batman-Silvan Barajları, Habur Köprüsü'ne keskin nişancı görevleri verildi.

Yeni Gündem

HAFTALIK HABER DERGİSİ

1-7.11.87

Hedefleri Türkiye'de eylem

Bu silahın adı ne? — Sakın yanlış da "bazuka" demeyin, TSK kampındaki çok kızıyor: "Herici güçlerde bazuka olmaz. Bu 'arpece-7', bu da tanksavar."



Uzun ince bir yolun kenarına dizilmiş irili ufaklı tepeler, çorak taşlık bir arazi, birbirine uzak köyler... Eğer günün belli saatlerinden biri değilse ve Suriyeli askerlerin vadi girişindeki barikatlarını unutursanız, Bekaa öylesine bir yer işte. Ama günün belli saatlerinden biriyse... O zaman "Ben neredeyim" sorusu anlamını kaybediyor; sessizliği bozan silah sesleri dağlardan taşlardan yankılanıyor: "Burası Bekaa Vadisi." Bekaa'da, hemen her tepenin ardından bir eğitim kampı var. Ortadoğu'da boy gösteren gazetelerin "çatıştı, öldü, öldürdü" haberlerine konu olan çoğu örgüt, gerillalarını bu vadede yetiştiriyor; Türkiyeli örgütler

de: PKK, Partizan Yolu, TKP(B)-YKK, Kürdistan Sosyalist Partisi (TSK)...

Evet, Türkiyeli örgütler. Yani Türkiye içinde "silahlı sol propaganda" yapmak için ya da "Kuzey Kürdistan Kürt Cumhuriyeti"ni kurmak için gerilla yetiştiren örgütler. Bekaa Vadisi'ni inleyen silahların tetiklerinde onların da parmakları var. Gerilla adayları bu kamplara nereden, nasıl geliyor? Hangi yöntemlerle eğitiliyor? Kamp hayatı nedir? Bu sorulara doğru dürüst cevap alınabilecek tek yer yine vadinin kendisi galiba.

Aslında, Lübnan'daki kamplar yalnızca Bekaa'daki eğitim alanlarından oluşmuyor. Gerilla adayı önce toplanma kampı-karagâh niteliğindeki geçici barınaklara geliyor. Kürdistan Sosyalist Partisi'nin (Teygera Sosyalist a Kürdistane-TSK) toplanma kampı, yine Lübnan'da ama Bekaa'nın biraz uzağında. Eğitim kamplarının çorak arazisine inat, yemyeşil bahçelerin içinde, hurma ağaçlarının arasında. Yine sabah sporu var, silah talimi var, pilavlı-salatalı partizan sofrası ve koyu çaylar var. Ama TSK için de, TKP(B) ve onun "Kürdistan kolu" YKK için de asıl amaç Bekaa'ya ulaşmak, ana eğitim devresine geçmek. Toplanma kamplarındaki hiçbir şey, geçicilik havasından kurtulamıyor.

İlk eğitimini toplanma kampında alan, acemi asker olarak geldiği Lübnan'dan Türkiye'ye usta savaşçı taktikleriyle dönmeyi uman gerilla adayı kim? Her şeyden önce, genç bir insan. Lübnan'da eğitim görenlerin çoğunluğu 18-19 yaşlarında. Hatta TSK kamplarında 13-14 yaşında çocuklar bile var. İkinci ortak özellik, Anadolu ve çoğunlukla Doğu-Güneydoğu Anadolulu olmak.

"Kusura bakmayın, yüzlerimizi kapatıyoruz. Bu size karşı bir hareket değil. Türkiye topraklarında da eyleme girişeceğimiz için, fotoğraflarda tanınmak, mücadeleden erken düşmek istemiyoruz." TKP (B)-YKK'nın genç bir gerilla adayı, Bekaa Vadisi'ndeki kampta mücadeleden söz ediyor. Bunun adını isteyen

"bilinç" koysun, isteyen "beyin yıkama". Kamplardaki havadan rahatça sezilebilen, militan kadroların kaçırma ya da tehditle toplandığı söylentilerine pek kulak asılmaması gerektiği. Belki bir yanda yaş ortalamasıyla eylem-gerilla kelimelerinin bileşimi çocuksu bir heyecan var, ama eğitime gelenlerin "mücadele"den bir şeyler bekledikleri de gerçek.

TKP(B)-YKK veya TSK'ya, Türkiye'de angaje olanlar, kamplara nasıl ulaşıyor? Önce Türk sınırını malum yollardan aşmak gerekiyor. Hava yolu ya da deniz yolu tercih edilmezse, ki çoğunlukla edilemiyor, Suriye mecburi durak. Ardından Suriye-Lübnan sınırı aşıyor. Sonra Lübnan'ı denetim altında tutan Suriye askerlerinin ve sivil istihbarat teşkilatı El-Muhaberat'ın barikatları geçiliyor. Anlatılanlara bakılırsa, bu iş öyle sanıldığı gibi "tik tik tik" temposunda olmuyor. Çünkü Suriye yönetimi, "Buyurun gelin, buyurun geçin" davetkarlığına değil. Hattâ tam aksine, dağ yollarından bitmek bilmeyen yürüyüşleri göze almak bile kampa varış garantisini vermiyor. El-Muhaberat'ın uyanıklığına ve ters tarafına gelirse...

Güzergâh biraz belalı ama sonuçta, arada birkaç zayıf da olsa, kamplara varılıyor ve eğitim başlıyor: "Diğer kampları bilmiyorum. Biz yalnızca gerilla eğitimi değil teorik eğitim de veriyoruz." TSK kamp eğitim komutanı Serdar, "Neler yapıyorsunuz?" sorusunu böyle cevaplıyor.

Gerilla eğitimi, hemen her kampta aynı: Sabah sporu, arazi eğitimi ve atış talimleri. Her gerilla adayı, üç aydan bir yıla kadar uzayabilen kamp süresinde, kalaşnikofu gözü kapalı söküp takabilecek hale geliyor, ağır makineli ve tanksavar kullanmayı öğreniyor. Lübnan'daki Türkiyeli kamplarında kullanılan askeri malzemeler, ayakta kalan parkaya, silaha kadar Filistinlilerin kullandıklarıyla büyük benzerlik gösteriyor. Ya eğitim düzeni?

"Yeni gelen arkadaşlar var. Onlarla bu sığınakta şimdilik ben ilgileniyorum." TKP(B)-YKK kampındaki

bir "asker", acemilerin eğitimini anlatıyor. Belki çavuş ya da onbaşı gibi bir sıfatı yok ama kamp içindeki işlevi sonuçta o kapiya çıkıyor. Zaten eğitim disiplini, dünyanın herhangi bir ordusundan çok da farklı değil. Onbeş-yirmi, bilemediniz otuz kişilik devrelerin başında komutanlar var. komutan yardımcılar var. TSK kampında eğitim stratejilerini komutan Serdar belirliyor, uygulamayı yardımcısı Sipan yapıyor.

Teorik eğitim, haliyle Türkiye'den başlıyor, kamp süresince devam ediyor: Dersler, tartışmalar, gece sohbetleri... Arazi eğitimi sırasında atılan sloganlar, ezberlenen marşlar da gerillalıkla teori arasındaki köprü oluyor.

Eğitim saatleriyle uyku saatlerinin toplamı elbette ki yirmidördü bulmuyor. Peki, artan vakitlerde ne yapılıyor? Sohbet ediliyor, yemek yeniyor, müzik dinleniyor, top oynuyor...

Lübnan'daki Kürt kamplarının tek konuşma dili Kürtçe. Eğitimdekilerin de komutanların da çoğu Türkçe biliyor, ama kendi aralarında tavizsiz Kürtçe konuşuyorlar. İki kamp sakini, Kürtçe bilmeyen üçüncü bir kişiyle sohbet ederken bile, birbirlerine Kürtçe hitap edip aynı cümleyi misafir için Türkçeye tercüme ediyorlar.

Yemekler "partizan sofrası"nda yeniyor. Beslenme açısından, toplanma kampları çok daha elverişli. Meyve,

sebze, yeşillik yetiştirilebiliyor; hattâ TSK'nın toplanma kampında yenen domatesli, marullu, taze naneli, narlı, bol limonlu salatanın tadı kolay kolay unutulmuyor. Zaman zaman, eğitim kampları arasında yemeğe misafir çağırıldığı bile oluyor. Bölgede, Filistin kamplarında pişirilen yemeklerin özel bir şöreti var.

Kamplardaki hayat kadinsız. 17-18 yaşındaki insanların kaldığı barınaklarda duvarları sloganlar, afişler süslüyor; sevgili resmi yok. Filistin kamplarında, hatta bazı Türkiyeli kamplarında zaman zaman kadın gerilla adaylarının da eğitim gördüğü söyleniyor, ama Bekaa'daki kamplar şu anda kadın ağırlamıyor. 13-14 yaşındaki gerilla adayları hayatın öteki yarısıyla hiç karşılaşmayacak mı? Kimbilir...

Peki ya dinlenme, eğlenme? Kamplardaki her eğitim devresi bir mezuniyet töreni ve eğlenceyle sona eriyor. Normal zamanlardaki en yaygın eğlence-vakit geçirme biçimi müzik dinlemek. En küçük sığınaklarda, birkaç yataklı barınaklarda bile, Lübnan'ın gümrüksüz-vergisiz pazarlarından alınmış bir radyo-teyp göze çarpıyor. İş müzik dinlemeye gelince, Kürtçe'nin hakimiyeti biraz kırılıyor; Kürtçe türkülerin yanında Türkçe türküler de yer alıyor. Peki başka bir eğlence yok mu? İşte bir TKP(B)-YKK gerillasının, laf arasındaki iki

cümlesi: "Partizan Yolu mu? Onların kampları buraya yakın. Geçende onların da devre sonuydu, futbol maç yaptık."

Sınırlar, barikatlar aşıyor; silah eğitimi-teorik eğitim görülüyor; mezuniyet töreni yapılıyor ve... Ondan sonrası henüz pek net değil. Kamplar yeni devreleri karşılamak üzere boşalıyor, artık adaylığı geride bırakmış olan gerillalar "bölgeye" yayılıyor. TKP(B)-YKK ve TSK bildirilerine bakılırsa, yakında bölgede isimlerini duyuracaklar. Belki de asıl amaçları, "Yalnızca PKK yok, başkaları da var" imajını yaymak olacak. Herhangi bir biçimde kitle desteği sağlamaları mümkün mü? Gerilla kampları kurup adam yetiştirmelerine rağmen bugüne kadar varlıklarından pek az insanın haberdar oluşuna bakılırsa, bu belirsiz. Ama Lübnan'da, Bekaa Vadisi'nin ortasında Türkiye'yi "silahlı eylem alanı" seçtiğini ileri süren, ordu düzeni içinde silahlı eğitim yapan birileri var; bu kesin. □

CAN KOZANOĞLU/Bekaa

Kolsuz gerilla

"Abim eski TIP'liydi. Ben mücadelenin içinde büyüdüm diyebilirim." Süleyman, Güneydoğu Anadolu'nun bir köyünde doğdu. Kendi deyişle, 11-12 yaşlarında "bilinçlenmeye" başladı, mücadeleye atıldı. İlçede slogan yazmaya, afişe çıktı; mitinglere katıldı. Birkaç kez gözaltına alındı. 16 yaşında sınırı geçti, Lübnan'da eğitim gördü. 17 yaşındayken Beyrut'ta İsrail'e karşı savaşılmaya başladı. Aynı yıl iki kolunu birden kaybetti...

Süleyman, bir Ortadoğu kentinin arka mahallelerindeki evde, o geceyi anlatıyor: "1982 yazı. Beyrut'ta Filistinlilerle omuz omuza çarpışıyoruz. İsrail denizden bombalıyor, geceleri ateşkes ilan ediyor. Bir gece kıyıda barikat kuruyoruz. Yanımda iki arkadaş daha var."

İsrail ateşkes ilan tanımaz, birden bombardıman başlar. Süleyman sipere yatar ama bomba bu, insanı her yerde yakalar. Ani bir patlama: "Bir kolumun uçup gitliğini gördüm. Diğerini derinin ucunda sallanıyor. Ortalığı toz duman kaplamış. Karargâhımız bir binanın bodrumundaydı."

İçgüdüleriyle, sürüne sürüne binaya ulaşır. "Sana ne oldu?" diye sorarlar ve Süleyman inanması zor bir cevap verir: "Hiçbir şeyim yok. Yalnızca iki kolumu kaybettim." İçerde "bacılar" vardır, ama onlar da çaresizdir. Hastane yolunun tek umudu olan araba bozuktur. Süleyman yola kadar yürür. Bulunan araba bozulur, Süleyman yine yürür. Hastanede hemşireler bile kötü olur, Süleyman sedyeye kendi ayağıyla gider; tam üç saat bayılmaz.

Süleyman'ın ilk anda yarattığı soğukkanlı izlenim, "Kolsuz gerilla mücadeleden düşmedi mi?" sorusunun önündeki engelleri kaldı-

TKP(B) Genel Sekreteri İbrahim Seven

"İşkencecilere saldıracacağız"

Yasadışı Komünist Partisi (Birlik), 1977 yılında, İbrahim Seven'in genel sekreter olmasıyla birlikte adını duyurmaya başladı. İbrahim Seven, '60'lı yılların sonundaki Sosyalist Fikir Kulübü Başkanlığı ve '70'li yıllarda TSİP içindeki faaliyetlerinden dolayı aldığı beş yıllık mahkûmiyetin ardından, TKP(B)'nin kurucuları arasında yer aldı. Kendi deyişle, 1970'den beri "işçi sınıfının önderliğinde hem silahlı, hem barışsal mücadele yürütecek bir parti" için çalışmıştı.

TKP(B), 1987'yi eylem yılı olarak ilan etmesine karşın, sesini polis operasyonlarına hedef olmak dışında çok fazla duyuramadı. Son olarak da geçtiğimiz günlerde, Çukurova bölgesindeki bir operasyona konu oldu. TKP(B)'nin "Kürdistan kolu" YKK ayrı parti olarak örgütlendi ve bölgede eylem hazırlığı içinde oldukları da hemen ardından ilan edildi.

Yeni Gündem'in F.Almanya muhabiri Metin Dalman, Bonn'da, TKP(B) Genel Sekreteri İbrahim Seven'le geniş bir görüşme yaptı. Cevaplarını özetleyerek aktarabildiğimiz bu görüşmenin konumuzla ilgili sorularını cevaplarken, Seven, 1987 yılında Türkiye'de bir dizi eylem yapacaklarını açıklıyordu.

TKP(B), PKK'yı destekleyen az sayıda örgütten biri. Ancak PKK'nın eylem bölgelerinde bağımsız bir silahlı mücadele yürütmek için de

YKK'yı kurdu. Seven bu konuda şunları söylüyor: "PKK'nın silahlı eylemleri başlamadan önce, aldığımız kararla, bu bölgede silahlı mücadelenin meşru olduğunu kabul ettik." Ancak Seven, çocuk ve kadınların öldürülmesini asla kabul etmediklerini altını çizerek belirtiyor: "Bu çocuk ve kadınların, kimin çocuğu veya kadını olması bile öldürülmeleri için yeterli açıklama olmaz." Korumaları konusunda ise Seven, bu kişilerin devlet tarafından silahlandırılmış olduğuna dikkat çekerek, "sivil" olarak nitelenemeyeceklerini savunuyor. Köy korucuları için "milis" deyimini kullanan İbrahim Seven, korucuları "paralı lejyonerlere" benzeterek, "Aralarından, 'biz Türk'üz, Türklük için dövüşüyoruz" diyen tek bir kişi çıkmaz. Humeyni daha fazla para verse, Humeyni için dövüşürler" diyor. Yalnız PKK'nun değil kendilerinin de bu "milis"lerle mücadele ettiklerini açıklıyor.

TKP(B)'nin yalnız Güneydoğu Anadolu için değil, Türkiye'nin diğer bölgeleri için de eylem planları var. Seven, Türkiye'de yeni bir devletin şiddete dayalı bir mücadeleye kurulacağına inandıklarını belirtiyor. Ordu ve polis içinde de örgütlendiklerini ileri süren Seven, ilk hedef olarak onlerine, "işkenceciler ve işkence merkezlerine saldırmayı" koyduklarını, öncelikle de DAL grubunu hedef aldıklarını açıklıyor.

Bunları söylemekle yetinmeyerek, sözünü ettiği eylemleri 1987 içinde gerçekleştireceklerini, hattâ bu eylemlere katılanlarla basın mensuplarının yurtdışında görüşme yapmasını sağlayacaklarını ileri sürüyor. □



Seven — Büyük iddiaları var

DEVAM

riyor ve Süleyman anlatıyor: "Hayır, ben mücadeleden düşmedim. Evet, ben silah taşıyamam, silah kullanamam, ama bugün birçok silah üzerinde gerilla eğitimi verebiliyorum, kurşenlik yapabiliyorum. Ancağına da, Türkiye'yi de yıllardır görmüyorum, her şeyi çok özleyorum. Ama bir gün döneceğimi bilmesem zaten mücadelenin anlamı kalmaz. Doktor ameliyattan sonra bir sürü şeyi yapamayacağımı söyledi. Çoğunu yaptım. Tuvalete girdim, giyindim. Bazı işlerde arkadaşlarımdan yardım etmesinden de hiçbir eziklik duymuyorum. Gerillalıkta, mücadelede her şey var. Sakat kalmak da, ölmek de..." Her üç lafının biri "mücadele" olan, gerilla kimliğini dilinde taşıyan Süleyman, Ortadoğu'daki Türkiyeli portrelerinden birini çiziyor. Beyrut'ta bıraktığı iki kolu ve tüm anlattıklarına rağmen silemediği "Bu insan burarlarda ne yapar, ne eder" sorularıyla...



TSK'lılar — "Silahlı propaganda"ya başlayacaklarını ileri sürüyorlar

Kürdistan Sosyalist Partisi Genel Sekreteri K.Saleh **PKK ile dayanışma...**

Yasadışı Kürdistan Sosyalist Partisi (Tevgera Sosyalist a Kürdistane-TSK) geçtiğimiz yıl TKSP-Roja Welat ve KIP-GBK örgütlerinin birleşmesiyle oluştu. Henüz kamuoyuna yansımış herhangi bir eylemi bilinmeyen TSK, Lübnan'daki eğitim ve toplanma kamplarında gerilla yetiştiriyor. *YeniGündem* muhabiri Can Kozanoğlu'nun Beyrut'ta görüştüğü, TSK Merkez Komite Genel Sekreteri K.Saleh Kürt sorununun yalnızca İran, Irak, Suriye ve Türkiye'nin iç sorunu olmadığını, bölgesel hattâ uluslararası boyutları olduğunu söylüyor. Ancak kendilerinin "çözümü" önce ulusal düzeyine göre ele aldığını belir-

tiyor.

Kısaltarak aktardığımız görüşmesinde K.Saleh, "tarihsel olarak ulusal demokratik devrim aşamasında" olduklarını, ancak hedeflerinin "kesintisiz olarak ülkede sosyalizmi inşa etmeye geçmek" olduğunu söylüyor. Hareketlerinin değişik aşamalarında, farklı olasılıkları da gözönünde bulundurduklarını anlatan K.Saleh, silahlı mücadeleyi benimsediklerini açıklıyor. TSK'nın "gerilla savaşına dayalı halk savaşı"na benimserken, barışçı mücadele biçimlerini de reddetmediğini belirtiyor. K.Saleh, *YeniGündem* muhabirine ilk aşamada "silahlı propaganda"yı esas alacak-

larını, "ekonomik ve askerî tesis ve üslere yönelik eylemler" düzenleyeceklerini açıklıyor.

TSK, eylemleriyle, "devletin otoritesini sarsmayı ve onu zayıflatmayı", bir yandan da "yöre halkında güven uyandırmayı" planlıyor. K.Saleh, "Devrimimizin stratejik hedeflerini belirleyen bugünkü somut tarihî, iktisadi ve siyasal koşullar, aynı zamanda savaşımızın gelişme yönünü belirliyor" diyor.

Diğer Kürt örgütleriyle ilişkileri konusunda K.Saleh, "PKK da dahil, yurtsever konumdaki tüm Kürt örgütleriyle sıkı bir dayanışmanın orulması gerektiğine" inanıyor. Örgütlerarası ilişkilerin yaygınlaştırılması, iyileştirilmesi için yoğun bir çaba harcıyoruz" diyor ve bu ilişkilerin geliştirilmesinde kendilerinin girişimlerinin önemli katkıları olduğunu inandıklarını belirtiyor.

Kerkük Türkleri senaryosu yeniden hortlatıldı

Ankara'da körfez dumanları

Komşular savaşında Türk diplomasisinin övücü, sekiz yıldır Türkiye sahnesinde değişmeden kalan şeylerin başında gelen "aktif tarafsızlık" politikasından geçtiğimiz hafta da çok söz edildi. Zaten ne zaman Körfezden yükselen dumanlar gözü kaplasa "aktif tarafsızlığımızın" bir kez daha hatırlatılmasına herkes alışmıştı. Bu aktif tarafsızlığın, pasif tarafsızlıktan ayrılmasına örnek olarak İsviçre gösterilebilirdi. Türkiye, "tarafsızım" derken, İsviçre gibi "giden ağam, gelen paşam" diyebilecek bir ülke değildi. Her şeyden önce bir bölge ülkesiydi ve savaşın bir an önce son bulmasını istiyordu. Türkiye bunu isterken, İran, Irak ve bölge ülkeleri üzerindeki saygınlığını da bu ülkelere telkinde bulunmanın vesilesi olarak kullanıyordu.

Ankara'daki bir diplomatik gözlemci ise, geçtiğimiz hafta başı Ankara'ya gelen İran Başbakanı Siyasi İşler Yardımcısı Muayyeri'ye açıkça, "İlk adımı sizin atmanız ve bu sava-

şı bitirmeniz lazım" dediğini söylüyordu. Yani aktif tarafsızlık, gerektiğinde "doğruya doğru, eğriye eğri" diyebilmektir. Türkiye sağladığı güven sayesinde savaşan taraflar arasındaki diplomatik sorunların çözümünde aracı rolünü de tarafların rızasıyla kabul etmişti, ama bu Türkiye'nin posta servisi rolünü üstlendiği anlamına da gelmemeliydi. Aynı gözlemci, taraflardan birinin talebi olmadan veya Türkiye'nin fayda görmemesi halinde bilgilerin hasımlara aktarılmasının sözkonusu olmadığını söylüyordu. Zaten Muayyeri'nin getirdiği yeni bir görüş yoktu. Top şimdi yine BM Güvenlik Konseyi'ndeydi ve İran uzun süredir tekrarladığı bir görüşü dile getirmişti: "Saddam mütecaviz ilan edilsin, ondan sonra ateşkese varız."

İran, "Önce Körfez'deki savaş bitsin, seyrüsefer güvenliği sağlansın, cephedeki savaş için şartlarımız belli" derken, Irak, "cephedeki savaş bitmeden, İran'a Körfez'den petrol ih-

raç ettirmem" demeyi sürdürüyor, sonunda iş Amerika'nın 50'ye yakın gemiyle sahil korumacılık oynamasına varıyordu.

Savaşın neredeyse İran-İrak Savaşı olduğu unutulmuş, savaş ilk kez bu kadar açıkça başka ülkelere sıçramış, çokuluslu bir kapaşıma tablosu ortaya çıkmıştı. Irak, Bağdat'ı vuran İran füzelerine karşı, İran'a şiddetli misilleme yapmayarak meydanı Amerika'ya bırakmıştı. İran Büyükelçiliği'ne yakın bir kaynak, "ABD'nin önünde üç yol var: ya İran'la topyekûn bir savaşa girecek, ya tedrici saldırılarına devam edecek, ya da bölgeden tamamen çekilecek. Biz sonuncusunu yapmasını salık veririz. Aksi halde bölge için giderilmez sonuçlar doğar" diyordu. İran, Amerika'ya kızıp Kuveyt'i vurarak olabilecekler hakkında bir fikir vermişti.

Temcit pilavı

Çok boyutlu tırmanışa geçen savaş, Türkiye kamuoyuna yansırken 1986'nın Kasım-Aralık aylarında yenilen bir yemek tekrar ısıtılıp sofraya getirilmişti. Türk sağının "fütuhatçı-kavmiyetçi" kesimi tarafından çokça se-

vilen bu yemeğin malzemesi Kerkük-Musul taraflarından geliyordu. Ortaya yine pek çok iddia atılmış, Kerkük-Musul Türklerinin Saddam rejiminin baskısı altında göçe zorlandıkları, köylerin yıkıldığı, Türklerin idam edildiği bazı gazetelerde yer almıştı. ANAP Genel Başkanı Yardımcısı Bülent Akarcalı, iddialarla ilgili olarak şöyle mantık yürütüyordu: "Söylenenler doğrudur noktasından hareket edersek, savaş halinde olan, petrolünü ancak Türkiye üzerinden satabilen, Türkiye'den gelen pek çok mala muhtaç olan, sınırdaki güvenliği sadece Türkiye tarafından sağlandığı için rahat edebilen bir rejimin, Türk kamuoyunda çok menfi sonuçlar doğurabilecek bir harekete geçmesi, çok

mantıksız görünüyor." Dolayısıyla iddiaların doğru olmadığı ya da aşırı derecede abartılmış olduğu söylenebilir. Bir doğrunun üzerine on tane yanlış koyup bunları onbir tane doğru imiş gibi takdim etme imkânı vardı. Bu senaryoların belirli dönemlerde ortaya atılmasını Akarcalı enteresan buluyor ve hemen ekliyordu: "Ama Türkiye'deki siyasi kadrolar bu gibi senaryolara alışmıştır."

Bir başka diplomatik gözlemci ise, "Boru hattı olmasaydı Türkiye'nin Kerkük'le ilgisi olmayacaktı", diyor. "Evet, Irak'ta akıllıca sürdürülen bir asimilasyon var ama, savaş sonunu büyütüyor. Hem kaçıp Türkiye'ye sığınanların, savaştan kaçtıkları şeklinde hâkim bir görüş var; çünkü

bilinen, Irak'taki Türklerin savaşmak istemedikleridir. Tabii ne yapıyorlar? Kaçıyorlar. Bölge savaş bölgesi alınan tedbirlerin niye alındığı hakkında sağlıklı veriler yok."

Aynı gözlemciye göre bütün bu iddiaların körüklenmesi, Türkiye'nin fırsattan istifade savaştan bir pay kaparak çıkması için kamuoyu yaratılmasını amaçlamaktaydı. Oysa Türkiye'nin tarafsızlığını bozmayarak savaş sonunda kazanacağı şeyler daha çoktu... □

KADRI GÜRSEL

Irak Türkleri'nin temsilcisi Demirci

"Petrol için soydaşlar ihmal edilmemeli"

Irak Türkleri Kültür ve Yardımlaşma Derneği Genel Sekreteri Fazıl Demirci, YeniGündem'in sorularını cevaplandırdı:

● *Irak'taki Türk azınlıkla ilgili olarak hükümetten ne bekliyorsunuz?*
 Demirci— Türkiye gücünü ve etkisini Bulgaristan'daki Türkler konu-

sunda nasıl gösteriyorsa, Irak konusunda da göstermelidir. Saddam, Türkiye ile olan dostluğunu kullanarak Irak'taki Türkleri yok etmek istiyor. Türkiye, Irak'tan elde ettiği petrol geliri adına orada yaşayan soydaşlarını ihmal etmemeli. O petrol yurttaşlarımızın kanıdır, çünkü o petrol Kerkük'ün içinde olmasaydı Türkler bu kadar baskıya maruz kalmayacaktı.

Türkiye'nin savaşta tarafsız olduğu doğru değil. Orada Türkler yok edilirken, Irak bugün Türkiye'nin baskısı altında olmalıydı. Oysa Türkiye, Irak'ın baskısı altındadır. Ocak '87'de Gazi Üniversitesi'nde bu konuda bir sempozyum düzenlenmişti. Irak Büyükelçisi'nin giri-

şimiyle sempozyumun TRT'de yayınlanması önlendi. Keza, Irak Büyükelçisi'nin, baskı ve ayrımcılık yapıldığını reddeden açıklamalarına inanmamak gerekirdi. Biz TC vatandaşlarıyız, kalkıp Saddam'a silah çekemeyiz. Ama Türkiye Cumhuriyeti'nin acilen tedbir almasını istiyoruz. Devlettir, nasıl tedbir alır kendisi bilir.

● Peki, Irak'taki Türk azınlığıyla ilgili iddiaların, savaşın çokuluslaşmasıyla gündeme gelmesi sizi endişelendiriyor mu?

Demirci— Durumumuzun istismarından dolayı bir kuşkuumuz vardır. Türkiye'nin müdahale ederek kendisini tehlikeye atmasını istemeyiz. İnsanca yaşamak istiyoruz. Türkiye bunu dünya kamuoyuna iletin. Ta-

rihi haklar varsa bunlar zaten masada kaybedilmiştir.

● Bu iddialar sizce bugün niye tekrar ortaya atıldı?

Demirci— 1968'de BAAS rejimiyle birlikte başlayan baskılar sistemli devlet politikası şeklinde devam ediyor. Bu sefer, nüfus sayımından üç ay önce askerler Türklerin yaşadığı köyleri dolaşarak "sayımda kendinizi Arap yazdırın" diye baskı yaptılar. Orada kanun yok. Polis ve asker gelip bir şey söylediği zaman riayet etmek zorundasınız. Aksi halde vurur, öldürür, kimse hesap sormaz. İşte baskılar dayanılmaz hale gelip, mülteci sayısı yüksek boyutlara varınca sorun tekrar gündeme geldi. Gazeteler bu işe eğildiler, eğilmeye devam ediyorlar; ümidimiz bu geçici olmasın. Saddam rejiminin

amacı Kerkük gibi önemli bir petrol bölgesindeki Türk nüfusu dağıtmak ve güneye kaydırmaktır.

● Irak'taki muhalif grupların sorununa yaklaşımı nasıl?

Demirci— Irak'ta varolan muhalefet gruplarıyla aramızda hiçbir sorun yoktur. Arabından, Kürtünden, İran yanlılarından, Nasırcısından, Suriye yanlılarına kadar hepsi bizi severler, sayarlar. Mesela Saddam'a karşı olan grupların çalışmaları sonunda davamız Avrupa'da dile getirildi. Merkezi İngiltere'de olan Saddam karşıtı Yeni Ümmet Partisi var. Onlar da Türkmenlerin bazı haklarını savunmaktalar. Türkmenler de Saddam rejiminin karşısında yer alıyor, diğer muhalefet grupları da. Ancak onların karşı oluş sebepleri başkadır, bizim başka. □



Demirci — "Baskılar sistemli."

AYDIN GÜRKAN AÇIKLIYOR, TIM KOMUTANI ANLATIYOR

Yakala ve öldür emri

Pusuya giden komando tim komutanlarına verilen yazılı emri tebellüğ eden Atğm. Ümit Zileli, yaşadığı olayları bütün insani yönleriyle *2000'e Doğru*'ya anlattı. Yetkili makamlar, fotokopileri yayınlanan emirlerin, yasal dayanağını açıklamak durumunda.

Antalya milletvekili ve Elazığ SHP milletvekili adayı Aydın Güven Gürkan, *2000'e Doğru*'ya verdiği özel demeci yazdırırken, sözcükleri tane tane vurguluyordu:

— Bu belgede Sıkıyönetim Komutanlığı, ilgililere örgüt elemanlarının "yakalanıp ve öldürülmesi" için emir çıkartmaktadır. Emir, açıkça "yakala ve

öldür" diyor. Yakalanıp öldürülecek olan da, "bölücü ve yıkıcı örgüt elemanları..." Böyle bir durumda birçok masum ve suçsuz insanın bölücü ve yıkıcı örgüt elemanı sanılarak "yakalanması ve öldürülmesi" adeta kaçınılmaz bir "kaza" haline geliyor. Ne yazık ki, bu tür "yanlışlıklara" çok rastlanmaktadır. "Yakala ve öldür" emri, bir iddia değildir. Havaya dağılıp gitmiş sözlü bir

emir de değildi. Yazılı bir emirdi. Jandarma Komando Tugay Komutanı ve Sıkıyönetim Komutan Yardımcısı adını sanını yazarak imzalamıştı. Üstelik emir bir de değil iki adetti. Daktiloyla yazılıp teksir edilmiş bir emir formunun boş yerleri doldurulmuş, tarih ve sayı konmuştu. Hem emri veren, hem de emri tebellüğ edenin imzaları vardı.

Aynen şu satırlar okunuyordu yazılı emirde:

"2. VAZİFE:

"TUNCELİ Sıkıyönetim Komutan Yardımcılığı; bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarının üzerindeki baskıyı sürdürmek, yakalamak ve öldürmek maksadıyla 17 Şubat 1986'dan itibaren AKYÜNLÜ (ÇANTUR) bölgesinde keşif ve pusula faaliyeti icra edecektir.

"3. İCRA:

"a. Harekât tasarısı:

"Bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarını yakalamak ve öldürmek maksadıyla (01.00-07.00) 6 saat süreli keşif ve pusula faaliyeti icra edilecektir. Bu görevi 5.nci 1 Komando Bölük Komutanlığı'ndan 1 tim icra edecektir."

YORUM YOK

Emir devam edip gidiyordu. 11 Ocak 1986 tarihini taşıyan diğer yazılı emirde de, aynı formüller kullanılmıştı: "Yakalamak ve öldürmek maksadıyla..." Emrin hem "Vazife", hem "İcra" başlıklı bölümünde aynen böyle yazılıyordu.

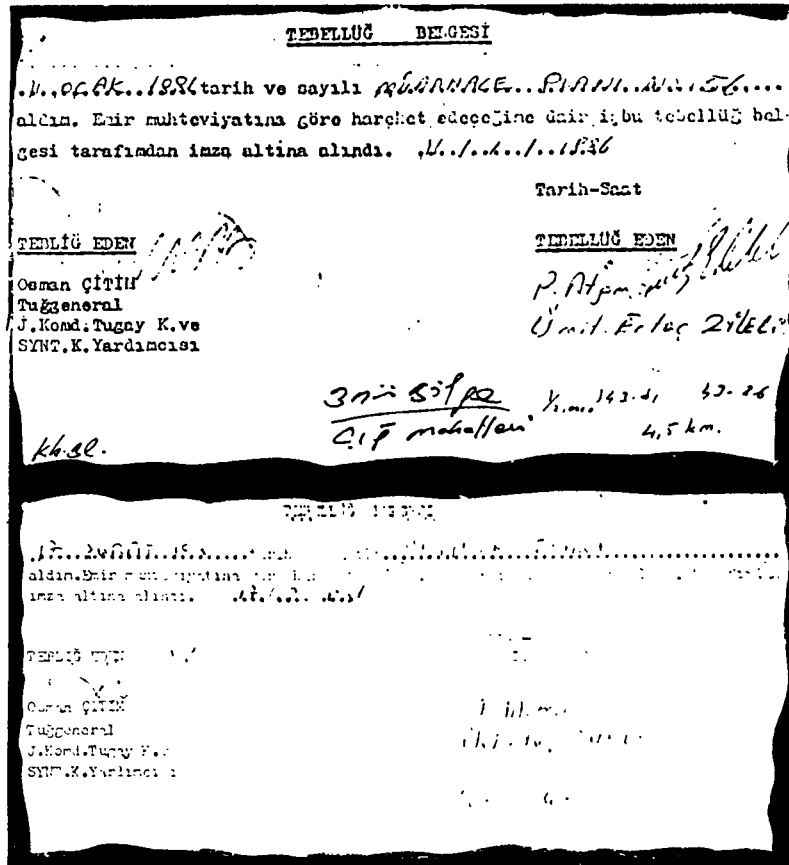
Ve tebellüğ belgesi... Tebellüğ eden: P.Atğm Ümit Ertaç Zileli.

Komando timi komutanı ne diyordu? Ümit Zileli, Tunceli'deki gözlemlerini *2000'e Doğru* için yazdı:

"Dördüncü bölüğe gelişimin ilk haftasında ilk görev emrim çıktı:

— ... Bölücü eşkiyanın Ovacık bölgesinde faaliyet gösterdiği öğrenilmiştir. Dördüncü bölük iki nolu tim, piyade astegmen Ümit Zileli komutasında yolunu takiple eşkiyayı bastırmak ve yok etmekle görevlendirilmiştir...

► Yazılı emirlerin tebellüğ belgeleri



"Görev emri, boş yerleri lükenmez kalem ile doldurulmuş bir teksirden ibaretti. Tabii en yüksek amirinin imzasıyla... İlk tepkim, tebliğ edilen kağıda uzun uzadıya bakmak olmuştu. Sonra da hazırlıklara başlamıştım. Hakkında en ufak bir fikre sahip olmadığım bir görevin hazırlıklarına..."

2000'e Doğru gene sınırın ötesindeki

haberi arıyordu. Doğu ve Güneydoğu bölgesinde, dağda, patikalarda yürüyen köylü, koyun otlatan çoban, çeşme başında su dolduran genç kız, komando veya jandarma ateşiyle karşılaşabiliyordu. Sıradan insanlar öldürüldükten sonra televizyondan "yıkıcı ve bölücü örgüt mensubu" ilan ediliyor ve

devletin başarı hanesine bir rakam daha ekleniyordu.

2000'e Doğru, konuyu araştırmaya ve bütün yönleriyle açıklığa kavuşturmaya karar verdi. Ve şimdi bulguları gene yorumsuz olarak kamuoyunun bilgisine sunuyor.

Burada sözü, hiçbir yorum yapmadan, 1985-86 yıllarında Tunceli'de Ko-

yakalamak ve öldürmek maksadıyla

2. VAZİFE :

TUNCELİ Sıkıyönetim Komutan Yardımcılığı; bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarının faaliyetlerini tesbit ve takip etmek, örgüt elemanları üzerindeki baskıyı sürdürmek, yakalamak ve öldürmek maksadıyla; 14. Ocak...1986 ten itibaren..... bölgesinde keşif ve pusu faaliyeti icra edecektir.

3. İCRA :

a. Harekat tasarısı :

Bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarını yakalamak ve öldürmek maksadıyla (01.02.86-06.02.86) süreli keşif ve pusu faaliyeti icra edilecektir. İcra edilecek pusu harekati için; 1 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde, 2 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde, 3 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde, 4 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde keşif ve pusu faaliyeti icra edecektir.

Pusu görevinde bulunacak timler 14. Ocak

Osman ÇİTİM
Tuğgeneral
J. Komd. Tuğay K. ve
SYNT. K. Yardımcısı

2. VAZİFE :

TUNCELİ Sıkıyönetim Komutan Yardımcılığı; bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarının üzerindeki baskıyı sürdürmek, yakalamak ve öldürmek maksadıyla; 17. Ocak...1986 dan itibaren 17. Ocak...1986 bölgesinde keşif ve pusu faaliyeti icra edecektir.

3. İCRA :

a. Harekat tasarısı :

Bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarını yakalamak ve öldürmek maksadıyla (17. Ocak...1986) süreli keşif ve pusu faaliyeti icra edilecektir. İcra edilecek pusu harekati için; 1 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde, 2 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde, 3 nci Jandar teşkil edilen bölgesinde keşif ve pusu faaliyeti icra edecektir.

Pusu görevinde bulunacak timler 17. Ocak 1986'da kendi kıstallarından hareketle 17. Ocak bölgelerine intikal edecek ve 17. Ocak den Birlik Merkezine gümek üzere görev yerlerinden ayrılacak.

b. Koordinasyon :

(1) Pusu atılırken, belirli yol ve patikaların tutulması arazi yapısı bakımından ilerlemeye imkan vermeyen, su kaynağında yiyecek temin edebilecekleri bir kaç hançlik yerleşim yerleri olacaktır.

Osman ÇİTİM
Tuğgeneral
Tuğay Komutanı

► 11 Ocak 1986 ve 17 Şubat 1986 tarihli emirlerin ilgili bölümleri ve imza

mando Tim Komutanlığı yapan, gazeteci Ümit Zileli'ye bırakıyoruz

İLK OPERASYON

Komutan olmak pek de fena bir şey değildi galiba! Komando Tuğayı kapısından mavi bereli esas duruşa geçince bir an kasıldım. Sonra sert bir selamla karşılık verdim. Asteğmen olarak ilk selamımı!

Aydın Gürkan:

Bu belgede sıkıyönetim komutanlığı, ilgililere örgüt elemanlarının "yakalanıp ve öldürülmesi" için emir çıkart-

maktadır. ... Böyle bir durumda birçok masum insanın bölücü ve yıkıcı örgüt elemanı sanılarak "yakalanması ve öldürülmesi" adeta kaçınılmaz "kaza" haline geliyor.

Belki sizlere tuhaf gelecek ama, ben de her asteğmen ilk günler kendini general filan zanneder!.. Bu çok garip, zevkli ancak tehlikeli bir duygudur. Ne bileyim, sorgusuz, sualsiz, koşulsuz bir yönetime duygusu sarar insan!

Askeri literatürde "operasyon", günlük dilde "terörist avcılığı" adı verilen ilk görevim bir gece vakti başladı. Büyük bir olasılıkla İkinci Dünya Savaşı'ndan, da-

ha iyimser bir tahminle Kore Harbi'nden kalma ustu açık "Unimog"lar sessizliğin içinde hafif homurtularla ilerliyordu. Heyecan, bilinmeyenin verdiği rahatsızlık ve korku, bir yumru olmuş boğazıma oturmustu. Gidiyorduk, ama neraya!

İlk görev her zaman korkutucudur. Hele tim komutanıysanız!.. Her çitirtti bir tehlike, her calının altı bir terörist sığınağı gibi gelir. Sanki, her anda bir pusu kurmuşlar sanırsınız. Sizinle başka yirmi kişinin sorumluluğu da omuzlarınızdadır. Birakin korkmayı, heyecanlandığınızı bile belli edemezsiniz. Yoksa, "İmama cemaat" misali, erat en ufak bir şey hissetti mi donar kalır!.. Ona göre komutan korkmaz, heyecanlanmaz, gerilemez. Hep en önde yürümek zorundasınızdır

SEVGİLİ ARSIZ ÖLÜM

Aşağı Torunoba köyüne ulaştığımızda vakit geceyarısını geçmişti. Karako-komutanı genç astsubay güler yüzle karşıladı ekibimizi. Çay ikram etti. Dikkatimi çekmişti: "Teröristlerin" saldırı listesinde ilk sıralarda olduğu söylenen Karakolun elektriği yoktu! Astsubayla birbirimize ısırınca, gaz lambasının altında hemen önümüzden akan Munzur suyunun hızını hesaplayıp, elektrik elde etmenin yollarını aramaya başladık!.. Haraket saatine kadar, az bir masrafla elektrik sağlanabileceğine oybirliği ile karar vermiştik. Sabaha karşı saat üç sıralarında, tekrar yola koyulmuştuk.

Önce evi gördük. Tepenin üzerine kurulmuş, yanında küçük tarlasiyla tezek-toprak karışımı tek başına bir ev. Sonra da kızı gördük. O da bizi görmüştü. Bir an kaçmak istedi. Sonra nede-yense vazgeçti. Rahat bir tavırla yaklaştı yanımıza.

— Çay içer misiniz?

Sabahın köründe, ıssız bir dağ başında, gri önlüklü, kocaman gözlü bir kızın sorduğu bu soru son derece komik gelmişti bana. Kendimi tutmaya çalışarak, sert olduğunu sandığım bir sesle sordum

— Allahın ayazında ne anıyorsun dışarda kızım?

— Okula gideceğim de... Geç kalırsam minübüsü kaçırırım!

Okul?, minübüs? Bir an ne diyeceğimi şaşırtdım. Allah'ın dağında, bu saatte ne okuydu ki bu?!.. Pek öyle ilkokul çağında da değildi. Şüphyle baktım yüzüne:

— Nerede okuyorsun sen?

— Tunceli Kız Meslek Lisesi'nde!

Kız Meslek Lisesi'nde... Ve de Tunceli'de. Anayola çıktıktan sonra arabayla bir saat mesafede. Eh, anayola çıkmak için de en az iki saat yürümek gerek. Bir de bunun geri dönüşü var. Kaba bir hesapla her gün altı saat yol katetmek gerekiyor. Niçin? Okumak için. İnanmadım!

Çaylarımızı içerken dinledim Sema'nın okuma savaşını. Bu kocaman gözlü kız lise üçüncü sınıftaydı. Babası on seneye yakın Almanya'daydı. Annesi, ağabeyleri, iki küçük kızkardeşiyle beraber oturuyordu. Ve de tam altı senedir, orta birden bu yana o yolu kat ederek okula gidiyordu. Peki ya sonra, lise bitince ne olacaktı?

— Edebiyat Fakültesi'ne gitmek istiyorum, dedi Sema. "Hani Ankara'daki Dil ve Tarih Coğrafya Fakültesi'ne, edebiyat bölümüne." Ama başkası olursa ona da razıydı. Ankara'da okumak şartıyla.

— Orada dayım var. Etlik'te. Bakkal dükkânı var. Onun yanında kalırım!

O an gördüm ders kitaplarının arasındaki romanı. Latife Tekin'in "Sevgili Arsız Ölüm"ünü

— Sevdin mi o romanı?

— Çok. İyi bir dille yazılmış, sürükleyici. Genç yazarlar bence daha iyi. Ama Yaşar Kemal de çok iyi!..

Sema gittikten sonra ağabeyinin, Hüseyin'in yakın malarını dinledim. "Akılsız bu kız komutanım" diyordu.

— Her gün altı saat yol yürüyor. Mek-tebe gitmek için. Bir dolu da masraf. Hepsini boşuna. Vallah onun mektep parasıyla bir ağıl dolusu keçi alırdık!

PENCERESİ ALÜMİNYUM
KAPLI EV

Kısa bir süre önce genç astsubaylar-

dan kurulu özel tim Ambarlı köyünde çatışmaya girmiş, iki militan silahları ve bir sürü dökümanla birlikte ölü olarak ele geçirilmişti. Militanların birinin üzerinden tuğayın ayrıntılı krokisi çıkınca ortak birbirine girdi. Güvenlik önlemleri acilen artırıldı. Pusu ve arama görevleri de iki katına çıktı tabii!..

O gece geniş bir alana yayılmış "Pülübargi" bölgesinde pusu ve arama görevi benim time verilmişti. Saatlerce, en ufak bir ses çıkarmadan, kıpırdamadan, bir sigara bile içmeden beklemenin azabını pusuya yatan bilir!.. Sonunda sınırlar laçka olmuş bir şekilde kalkıyor, sabaha karşı önceden belirlenen evlere baskın düzenliyorduk. Ev aramaları karmaşık duygular yaratıyordu bende. Bu insanları tanımak ve onlarla sohbet etmek için bulunmaz bir fırsattı. Gene de bu tür baskınlarda gizli bir utanç duygusu sardı benliğimi. Bir yandan insanları rahatsız etmenin terdidiğini, diğer yandan görev duygusu, durmaksızın çatışmaları içimde. Ama o insanların hiç şikâyet ettiğini görmedim. Her aramanın bitiminde hüzümlü duyar, bir tükenmişlik duygusu yaşardım. Birbirinin eş sefalet görüntüleri uzun süre gitmezdi gözlerimin onünden!

Saat onbirden, sabahın saat üçüne dek nefes bile almadan beklemiş, soğuktan donmuştu. Ne gelen olmuştur ne de giden! Allahtan yağmur yağmıyordu. On iki kişi tek sıra halinde demiyorduk. Bozkırın ortasında tek başına, adeta saklanmış gibi duran kırık dokuz evi önce tim çavuşu Emin gördü

— Komutanım bir ev. Bakalım mı?

— Şöyle bir baktım

— Boş ver! Galiba terk edilmiş. Koye gidelim

Dağdaki patikalarda yürüyen köylü, koyun otlatan çoban, çeşme başındaki kız jandarma ateşiyle karşılaşabiliyordu. Bazen sıradan insanlar öldürüldükten sonra, televizyondan "yıkıcı ve bölücü örgüt mensubu" ilan edilebiliyorlardı.

Köpek tam o sırada havlamaya başladı. Operasyonlarda ilk öğrendiğimiz şeylerden biri, kopeğin olduğu yerde mutlaka insan yaşar kuralıydı. Hemen kuşatma pozisyonuna girdik. Ev çembere alınıp, makinalı tüfek de kapı ve pencereyi muhasara altına alınca, yanımda çavuş ve bir erle birlikte sürünerek yaklaştım. Bu arada köpek sayısı da ikkiye çıkmıştı. Çılgınca havlıyorlar, ancak saldırıya geçmiyorlardı. Pencerenin yanına ulaşınca tok bir sesle bağırdım

— Açın jandarma!..

Hiçbir karşılık alamamıştım. Tabancamın kabzasıyla cama vurmak için uyardım. Ama cam yoktu! Çerçeve sıkı sıkıya alüminyumla kaplanmıştı. Bir an karsız kaldım. Sonra hızla vurdum birkaç kez. Gene karşılık alamayınca, "Herhalde kimse yok" deyip vazgeçmek üzereyken bir er sürünerek yaklaştı

— Komutanım, yanda bir kapı daha var. İçerden keçi sesleri geliyor!

— İyiye şüphelenmiştim. O anda içerden zayıf bir ses duyuldu

— Kimdir o?

— Hemen açın kapıyı. Jandarma

Geri çekilip siper aldık. Üzün bir bekleyişten sonra kapı gıcırtyla açıldı. Yaşlı bir adam çıktı önce. Feneri yuzune tuttum uzaktan. Yuzu bedeninden çok daha yaşlıydı

— Evdeki herkes teker teker çıksın ve yere yatsın!

Adamın ardından yaşlı bir kadın çıktı. "Karısı" diye düşündüm. Sonra genç sakallı bir adam, daha sonra yine genç sakallı bir adam. Arka arkaya çıkıyorlar ve elleri başlarının üzerinde yere yatıyorlardı. Ancak çıkanların ardı arkası kesilmiyordu! Hepimiz hayretle bu görüntüyü seyrediyorduk. Üç, beş, yedi, on... Tam on iki kişi çıkmıştı dışarı. En son çıkan beş altı yaşlarında bir kız çocuğuydu. İlk çıkanın altmış yaşlarında olduğunu gözünüze alınca, evde kimsenin kalmadığı kararına vardım!

Buym bir ihtiyatla girdim içeri. İlk zümme çarpan, daracık bir sahanlığın ortasında birbirine sokulmuş titreşen iki adet kedi yavrusu oldu. Sonra ağır koya aldırılmadan önce insanın bir arada yaşadığı odaya yoneldim. Ortada tenek bir soba vardı. İçi geçmiş. Hiç esya yoktu. Sadece odanın tamamına se-

"Ev çembere alınıp, makinalı tüfek de kapı ve pencereyi kontrol altına alınca, sürünerek yaklaştım ve tok bir sesle..."

rilmiş yer yatakları, bir sandık, üzerinde bir tepsi, bir surahı birkaç bardak. Duvara yanlamasına yaslanmış bir sim ve köşede mişil mişil uyuyan kucucuk bir bebek! Adımla saymaya kalksanız on beş adım gelmeyecek bir odada on iki kişi, bir bebek ve iki kedi! Çavuşa baktım. Uzun başını salladı. Dışarı çıktım. Temiz havayı içime çektim. Yüreğimde ki acıma duygusunu bastırmaya çalışarak ihtiyatın yanına çıktım.

— Amca! niye açmadın kapıyı?

— Köpek komutan!

Görüntüyü etrafına bakındım. İssiz bir bakış.

— Hepsini öldürdüler mi?

— He... Oğullarım, gelinler, torunlar...

— Nüfusları çıkarın.

Çavuş nüfus kâğıtlarını ve iki adet cüzdanı getirdiğinde, elimde olmadan önce cüzdanlara baktım. İkisinde toplam 5670 lira vardı. Ayrıca birkaç kâğıt parçası ve iki adet fotoğraf. Biri genç sakallı olanın. Askerdeyken çekilmiş...

— Hüseyin Kerpiççi sen misin?

— Benim komutanım... Bu Süleyman Kerpiççi, küçüğü Recep Kerpiççi, onun ardındaki gelinim. Adı...

— Tamam amca!

Ahırda iki keçi, bir de zayıf bir inek vardı. On üç can, 5670 lira, iki keçi bir inek!..

— Niçin köyde oturmuyorsunuz?

— Evimise, toprağımız yok. Bu ev de bizim değil zaten! Sahabı Tunceli'de oturur. Sevabına verdi, başınızı sokun deyil!

— Oğulları çalışmıyor mu?

— Emniyet lojmanlarında işçilik yapıyorlar. Ancak devamlı iş değil. Hava iyi olursa çalışıyorlar!

Konuşacak bir şey bulamamanın sıkıntısıyla bir süre sustum. Sonra aklıma geldi:

— Pencere niye alüminyum kaplı? Havasızlıktan boğulacaksınız.

Yaşlı adam bir nevi küçümsen cyle baktı yüzüme, "Bu da sorulur mu?"

dercesine;

— Şimdi kış ayları komutan! Kurtlar düze iner... Eve saldırır... Kapiya pencereye yüklenirler!..

Havasızlıktan ölmek, kurtlara yem olmaktan evlaydı tabii! Hiçbir şey diyemedim.

BİN YILLIK UÇURUM

Sasik tepe eteklerindeki Güleç köyüne yaptığımız gece baskını sona ermiş, yorgunluktan bitmişim. Geceyarıları kimsenin evine konuk olmamak konusunda prensibim katıydı. Ama muhtarın ısrarları karşısında, ilk kez biraz naz ettikten, olmazlandıktan sonra, çamur içindeki botlarımı çıkarmış, evin başköşesine kurulmuşum. Biraz sonra demli çay eşliğinde, taze tereyağı, çökelek peyniri ve sıcak bazlamada gelince iyice gevşedim. Dereden tepeden sohbet ederken, bir an gözüm tavanda sallanan ampule takıldı. Sonra sırasıyla köşedeki televizyon, kapının yanında üstü el işlemeli örtüyle süslenmiş buzdolabı ve nihayet odayı aydınlatan gaz lambası! Muhtara döndüm.

— Hayrola elektrıklar mi kesik?

Odada bulunan köylülerin arasında bir sessizlik oldu. Sonra muhtar üzgün bir ifadeyle cevap verdi:

— Elektrigimiz yok komutanım!

Şaşkınlıkla baktım etrafıma. Elektriksiz çalışması mümkün olmayan bir çolu alet. Ampul bile mevcut. Ve elektrik yok! Herhalde alay ediyorlardı benimle:

— Peki bunlar ne?

— Onlar senelerdir öylece duruyor komutanım!

İl merkezine yürüyerek gidilebilen bu köyde elektrik yoktu ha! Muhtar yüzümdeki inanmaz ifadeyi görünce anlatmaya başladı:

— On beş yıldır köye elektrik getirmek için mücadele ediyoruz. Sonunda birkaç yıl önce Türkiye Elektrik Kurumu'nu razı ettik. Köye hat çekilmesi işini müteahhite verdiler. O adam da üçkâğıtçı çıktı. Uzun süre oyaladı bizi. Ve bir gün birakıp kaçtı!

— Niçin valiye müracaat etmediniz?

— Çekindik komutanım. Bizi kabul etmedik.

Elektrik direklerinin yeri bile belirlenmiş, direkler getirilmiş, çukurlar açıldı işti. Her şey, Türkiye Elektrik Kurumu'nun bir trafo dikmesine kalmıştı. Köylüler her türlü yardıma hazırıldılar. Telleri çekmeye bile! Ama devletin valisinin karşısına çıkıp dertlerini açmaya çekiniyorlardı. Bir bakıma haklıydılar. Binyıllık devlet-halk yabancılaşması, ha deyince ortadan kalkmazdı ki!

Geceleyn hiç yoksul köylülerin evlerinde arama yaptınız mı, hiç onlarla göz göze geldiniz mi, sabah pusuya giderken, üç saat mesafedeki okul yoluna dönüşen bir kızı rastladınız mı? Silahlann konuştuğu bir ortamda bir de insan insana ilişkiler var.

Ertesi gün Tuğay Komutanımıza çıktım. Gördüklerimi tek tek anlattım. Yapılması gereken yardımın ne denli basit olduğundan, köylülerin gönüllü işçi olarak çalışmaya hazır beklediklerinden söz ettim. Paşa dikkatle dinledikten sonra sordu:

Hangi köy bu?

— Güleç köyü komutanım.

Bir süre önündeki notları karıştırdıktan sonra cevap verdi.

— O köyün muhtarı sakıncalı!

SAKINCALI TUNCELI

Gaziantep, Kahramanmaraş, Şanlı Urfalı...

Tunceli'nin de bir ünvanı var artık...

— Sakıncalı Tunceli.

Bu ilimizin iki büyük özelliği vardır: Türkiye'deki en yüksek okuma oranı ve en kabarık sakıncalı sayısı! Bir milletvekilimizin yaptığı espri aslında Tunceli'nin halini dile getirmektedir:

— Her şehirden bir sakıncalı getirin. Tunceli'den tuttuğunuzu!

Ailenizden herhangi bir kişi bir olaya karışmışsa, otomatikman bu sınıfa dahil ediliyorsunuz. Böylece yakın markaj başlıyordu. Şayet sizden huzursuzluk duyulmaya başlanırsa, o zaman isminizin başına yeni bir sıfat ekleniyordu:

— Sürgün!..

Sıkıyönetim Komutanlığı'nın istemi, valinin de imzasıyla ikinci bir emre kadar ya da bir, iki, üç yıl örneğin Kütahya'ya sürgün ediliyordunuz!.. Haa, Kütahya'da kimseniz yok mu? Valla o da sizin sorununuzdu!..

İl sınırları dışına gönderilme (il yönetimi sürgünü böyle adlandırıyor) cezasına çarptırılan bir vatandaş hatırlıyorum. Sürgün edildiği gün kalp spazmı geçirmiş. Kapı kapı dolaşıyor, cezanın kaldırılmasını sağlamaya çalışıyordu. Daha birkaç gün önce küçük ama kendisi için önemli boyutta bir ihale kazanmış. Anlatmıştı:

— Mahvoldum dedim. Çoluğum, çocuğum var. Ekilmiş toprağım var. Kazandığım ihale var. Şartnameye göre işi bitirmesem ödemem gereken para cezası var dedim...

Yalvarmış, yakarmış hiç olmazsa süre tanınmasını istemişti. Verilen yanıt kısa ve netti:

— Bok mu var burda!

Bir yıl içinde çok değişik tavır ve düşüncelerle karşılaştım. Asker genelde iyi ilişki kurmak, sıcak davranmak yanlısıydı. Genel komutanlıktan gelen emirler de bu doğrultuydu zaten:

— Halkla iyi diyalog... Sıcakkanlı yaklaşım... Güleriyüz...

Ancak bu düşüncelerin dışında kalanlar vardı. Bazıları için Tunceli, alabildiğine çabuk kaçışması gereken bir yerdi. Bu gibilerin gözünde Tunceli'ye yatırım yapmak günahaftı! Yazıktı bunca harcanan paraya! Bir gün yaşını başını almış bir astsubay, şehrin boşaltılıp, "Eğitim sahası" olarak kullanılması önerisini atmıştı ortaya. Uçsuz bucaksız bir eğitim sahası! Ama bana en acı gelen düşüncüyü genç bir astsubay çavuş dile getirmişti. Güzel bir sonbahar günü Tuğayın tam karşısındaki Atatürk Lisesi'nden neşeli çığlıklar atarak çıkan bir sürü ortaokul talebesini göstererek:

— İşte geleceğin teröristleri!.. demişti. Donup kalmışım. Atatürk'ün ülkeyi emanet ettiği gençliğimize bakış açısı buydu demek!

"AÇ KAPIYI, JANDARMA!"

Her zamanki gibi sabaha karşı kuşatık köyün çevresini. Hazırladığım plan uyarınca aramızın gereken ilk eve doğru ilerlerken, erkeklerden birinin karanlıkta sürünerek yaklaştığını gördüm. Muzaffer iyice yanına sokularak kulağıma fısıldadı:

— Komutanım, ilerde bir ev var. İçk yanıyor. Perdeleri de sıkı sıkı kapalı!..

O saatte bir evin ışığının açık olması pek hayra alamet değildi. İşaretlerle anlaşarak evi sardık. Timi kutlamam gerekirdi. Bir tek çitirtti bile çıkarmadan evi sarmışlar, makinalıyı da hakim yere kurmuşlardı. Asırlar kadar uzun gelen bir alçak sürünme sonucu kapının yanına ulaştık. Emin ve Muzaffer kapının iki yanında yerlerini alınca hızla vurdum. Vurmamla birlikte içerdeki ışık söndü. Terden sırlıksız kesilmişim. Elimdeki tabancaya daha da sıkı sarılarak bağırdım:

"Bu tür baskınlarda gizli bir utanç duygusu sarardı benliğimi. Bir yandan insanların rahat-sız etmenin tedirginliği, diğer yandan görev duygusu durmaksızın çatıştırdı içimde."

— Aç kapıyı jandarma...

Hayret! Kapı açılmıştı. Eşikte duran yaşlı adam elindeki gaz lambasını dışarıya doğru uzattı:

— Buyur... Buyur komutan!

Garip bir görüntüydü. Kapıda elinde gaz lambasıyla bir köylü ve tam karşısında toz toprak içinde yerde yatan bir asteğmen! Adam altmış, yetmiş yaşlarında vardı galiba. Belki daha bile yaşlı. Pozisyonumu bozmadan sordum:

— Kim var içerde!

— Ben ve karım!

— Yalan söyleme!

Sesimi elimden geldiği kadar sertleştirirmeye çalışıyordum. İhtiyar doğal bir favrıyla içeriye işaret etti:

— Gel bak komutan!

Adamı herhangi bir tersliğe karşı önüme katarak, demin ışığı yanan odaya yürüdüm. Gayet basit döşenmişti. Yer minderleri, iki tahta sandalye, bir divan. Arama ekibi kısa sürede işini bitirmiş, teröriste benzer bir şey bulamamışlardı. Yaşlı bir kadıncağız dışında...

— Bu saatte ne diye ışık yanıyordu?

— Gazete okuyordum.

Divanın üzerinde katlanmış duran gazeteyi o an gördüm, derme çatma bir gözlükle birlikte okunmaya hazır bekliyordu. Şaşkınlığımı yenmeye çalışarak sordum:

— Sabahın köründe mi?

— Ben geceleri pek fazla uyuyamam. Gündüzleri de vakit yok!

Gündüz vakti iş çoktu. Tarlaydı, yaka-cak derdiydi. Bir türlü fırsat olmuyordu. Bu yaşta bir insanın bütün bu işleri nasıl yaptığına akıl erdirmeye çalışırken, odanın loşluğunda daha evvel gözüme çarpmayan bir şey dikkatimi çekti. Bir kütüphaneydi! Yaklaştım. Tahtadan, derme çatma yapılmış, acemice boyanmıştı. Ama yine de bir kütüphaneydi işte. Raflarında bir sürü kitap vardı. Mehmet Ali Birand'ın, "30 Sıkak Gün"ü, Aziz Nesin'in "Deliler Boşandı"sı, Yaşar Kemal'in, "Ölmez Otu", Kemal Tahir'in "Devlet Ana"sı... ve yeni, çok yeni bir kitap. "Muhsin Batur'un Anıları!" Hayretle döndüm.

— Amca bütün bunları sen mi okuyorsun?!

Gücenik baktı yüzüme. Eliyle bir dairesi çizdi havada:

— De bi bak hele. Okuyacak başkası var mı?

Mustafa amcayla, demli çay eşliğinde saatlerce sohbet ettik. Okuma yazmayı gençliğinde, Elazığ'da çalışırken

öğrenmişti. Birçok işe girip çıkmış, bir türlü dikiş tutturamamıştı. Sonunda sebze halinde biraz para yapmış ve köyüne dönmüştü. İki kızını gelin etmiş, üç oğlunu da evermişti.

— Biri Mersin'de, biri Antep'te... En küçükleri de köyün aşağısında oturur. Kimseden hayır yok komutan. Benim de bir şey beklediğim yok ya! Yaşamdan beklediği bir şey yoktu. Ama yaşamı bırakmaya niyeti hiç yoktu! Çökelek peyniri, tereyağ, yoğurt yapıp Tunceli'ye gönderiyor, onun parasını da kitaba ya-

"Terden sırlısklam kesilmiştim. Elimdeki tabancaya daha bir sıkı sarılarak bağurdım: Aç kapıyı, jandarma!"

tırıyordu. Gazeteye de aboneydi ya, sıkıntısı vardı:

— Gazete iki gün sonra geliyor buraya. Yani hep bi olup biteni iki gün sonra öğreniyoruz.

Bazen, köye iki günde bir gelip giden minibüsün şoförü gazeteyi getirmeyi unutuyor, o zaman da çileden çıkıyor du Mustafa Amca.

Okuduklarını, kendi yorumlarını da katıp karısına anlatmaktan çok hoşlanıyordu. "Biraz ağır işitir. Çoğunu da anlamaz ya olsun" diyordu. Peki hiç mi istediği, beklediği bir şey yoktu yaşamdan? "Var" dedi Mustafa Amca. Bir an durdu. Derin bir nefes aldı:

— Ah bir televizyonum olsa komutan! Varsın siyah-beyaz olsun. Bu yıl inşallah elektrik gelecek köye. Bizim sıpaya müdana etmezdim.

Tunceli anılarının en renkli, en onurlu kişilerinden biri sen oldun Mustafa Amca. İnşallah istediğin televizyona kavuşmuşsundur.

Sütlüce yöresindeki Baldan ve Kocalar köyü yakınında pusu ve arama görevi tebliğ edildiğini de pek umursamamıştım. Bir gecelik sıradan bir görevdi işte. Artık yanı motorize sayılırdık. Görev bölgemizin mümkün olduğu kadar yakınına sivil araçlarla bırakılıyor, görev bitiminde de aynı yerden yine aynı araçla alınıyordu. Hava kararmadan önce gideceğimiz bölgeyi keşfe çıkma zorunluluğu da yeni sistemin bir parçasıydı.

TAKDİRNAME

On iki kişilik timimle Devlet Su İşleri'nin bir minibüsünün içinde sarsılarak ilerliyorduk. Yol çok kötü, hava da yağmurluydu. Gece pusuya yatacağımız yerleri gözden geçirirken, tim çavuşu Ercan yan taraftaki tepeyi işaret etti.

— En üste bak komutanım. Birileri var.

Dürbün yoktu. Gözlerimi kısarak bakardım. Gerçekten de tepenin üzerinde üç kişi vardı. Oturuyorlardı, daha doğrusu yatmakla oturmak arasında. Önce, "Bu havada ne işleri var allahın dağında" diye düşündüm. Sonra aklıma gelen ihtimalle bir an ürperdim. Şöfore:

— Hiçbir şey yokmuş gibi devam et. Minibüs ilk virajı dönünce indik. Sürünerek tepeye yaklaştık. En yakın noktaya ulaştık tüfeğimi doğrultarak bağurdım:

"— Eller yukarı jandarma! Tepedeki üç kişi sesimi duyar duymaz kaçmaya başlamışlardı. Demek ki teröristti bunlar. Dört G3 aynı anda patladı..."

— Eller yukarı jandarma! Tepedeki üç kişi sesimi duyar duymaz kaçmaya başlamışlardı. Demek ki haklıydım. Teröristti bunlar! Dört G3 aynı anda patladı. İsbet kaydedilememişti! Adamlar tepenin ardında kaldıklarında ben de timi dörde ayırmakla meşguldüm. Telsizle merkeze bilgi verdikten sonra saatler süreceğim avı başlattım.

Operasyon dört saat sonra sona erdi. Hava kararmış, yağmur da yeniden başlamıştı. Baştan aşağı çamura sivanmış, dağa tırmanırken art arda silah sesleri duydum. Diğer gruplardan biri karışmıştı herhalde. Erlerden birine zarar gelmesin diye dua ederek o yöne saptım. Biraz sonra yanlarına ulaşmıştık. Karanlıkta zor seçerek sordum:

— Ne oldu, yakaladınız mı?

— Kaçar mı komutanım.

Bir ferahlık duygusuyla olduğum yere çıktım. Biraz nefeslendikten sonra yakalananların yanına gittim. Büyük bir kaya parçasının dibine oturmuşlardı. Birbirlerine kelepçeyle bağlı iki kişi. El fenerini yüzlerine çevirince hayretle bağurdım.

— Bunlar mı terörist?

Karşımda on altı, on yedi yaşlarında suratları korkudan kararmış iki çocuk vardı. Daha bıyıkları bile terlememiş iki çocuk! Çavuşa döndüm:

— Emin misin bunlar olduğundan?

— İtiraf ettiler komutanım. Zaten kaçarken yakaladık. Bir de tüfek vardı yanlarında.

Erin tüfek dediği çiftteydi. Avda kullanılan, çift kırmalı dediklerinden. Tam o sırada Tugay Komutanı aradı. Yakaladığımızı bildirdikten sonra kaçaklara döndüm.

— Ne yapıyordunuz tepede?

— Keklik avlıyorduk komutanım.

Bir sevinç kapladı içimi. Söylediğinin doğru olması umuduyla sorguya devam ettim.

— Peki niçin kaçtınız?

— Korktuk.

İkisi kardeşti. Kemal ve Mustafa. Evleri az ilerdeydi. Keklik avına çıkmışlar, bizi görünce de korkup kaçmışlardı. Peki ya üçüncü kişi. O neredeydi?

— Dedemizdi komutanım. Şimdi evdedir.

Pek tatmin olmamıştım. Üstelik yağmur altında dört saat koşurmanın öfkesi de yakıyordu içimi. Gösterdikleri evi bastık. Bir kadın, yaşlı bir adam ve bir kız çocuğu vardı evde. Yaşlı adam, çocukların ifadesini doğruluyordu. Bu arada panzer ve yedek kuvvet de olayı yerine yetiştirmişti. Tepeye çıktık. Gerçekten de keklik avlamak için kurulmuş tuzaklar bulduk. Yapılan sorgulamalar ve araştırmalar sonucu bizim yakaladığımız çocukların gerçek birer keklik avcısı oldukları ortaya çıktı. Hem de profesyonel!

Rezil olmanın verdiği utancı yarsarken, bir de Tugay Komutanı çağırınca ne yapacağımı şaşırmıştım. Ölümünden önce beğenerek huzura çıktım! Hayret. Paşa gülümsüyordu. Üstelik:

— Bravo asteğmenim. Tebrik ederim, deyince iyice affladım. Herhalde alay ediyordu. Biraz sonra benim timde bulunan erleri de çağırarak tek tek kutlayınca, rüya gördüğümü sanmaya başlamıştım ki komutan açıkladı:

— Gerçekleştirdiğiniz kıstırma operasyonu ve yönetim şekliniz fevkaladeydi.

"Tepeye çıktık. Gerçekten de keklik avlamak için kurulmuş tuzaklar bulduk. Bizim yakaladığımız çocukların gerçek birer keklik avcısı oldukları ortaya çıktı. Hem de profesyonel."

Paşa sonucu umursamıyordu. Dört saat süren operasyon ve sonunda takip ettiğimiz kişileri yakalamamız çok hoşuna gitmişti. Ben bir takdirname ve on beş bin lira ile taltif edilirken, erler de birer başarı belgesi ve ikişer bin lira ile ödüllendirilmişlerdi. Bu olaydan sonra arkadaşların aylar boyu "Paşa" olması hiç etkilemedi beni. Takdirnameyi almıştım ya. Önemli olan oydu!..

ANILAR

Yağmurlu bir nisan sabahı Tuzla Piyade Okulu önünde başlayan askerlik macerası, dört yüz seksen yedi gün sonra, Tunceli Jandarma Komando Tugayı kapısındaki dokunaklı bir uğurlama töreniyle sona erdi.

Otobüsün perçerensinden şehri, birer birer geride kalan düz damlı tezek karışımı yapıları izlerken bir hü zün çıktü içime. İşte şu ev. Karlı bir kış gecesi başkın yapmıştık. İki kadın vardı içerde. Genç olanın karnı burnundaydı (çocuk demek daha yerindeydi sanırım). Kocası askerdeydi. İzmir Foça'da. Resmi duvarda asılı. Bebek doğalı altı ay filan olmuştur herhalde!

Şu karşıdaki yol; Pülübargi'nin yolcağı. Nice korkulara, nice heyecanlara tanıklık eden, kırmızı çamuru botlarımızdan çıkmak bilmeyen operasyon güzergâhımız!

Ya şu köy; Burmageçit... Sevgili Hasan Amca'nın, kankardeşim Dudu teyzenin köyü. Nasıl da minnettar bakmışlardı gözlerime. Taa içine!..

Devlet Hastanesi ölüm sessizliğindeydi! Dışardaki hoparlörün sesi ise tekdüze ve kesik kesik:

— Ameliyat olacak bir hasta için acele sıfır erleş negatif kan. Hastanemize müracaatları.

"Ben bir takdirname ve on beş bin lira ile ödüllendirildim. Erler de birer başarı belgesi ve ikişer bin lira ile."

Ameliyat acildi. Tunceli merkez ilçeye bağlı Burmageçit köyünden elli beş yaşındaki Dudu Demirbilek, normal bir insan yaşamında sözü bile edilmeyecek denli kısa bir süre içinde ameliyat edilmezse ölecekti! Lakin kan yoktu. Hastanede kan depolayacak sistem ise hiç yoktu! Dudu kadının durumu pek parlak sayılmazdı. Nöbetçi subay kolları ve de

elinde makinalı tüfeğiyle bir asteğmenin içeri girip;

— Kan vermek istiyorum demesi önce bir sessizlik yaratmış, ardından koridor bayram yerine dönmüştü. Nasıl da sarılmışlardı ellerime. Hasan Amca nasıl da dualar etmişti kendi dilinde, anlayamadığım. Sonra aylar boyu süt, yumurta, peynir taşımışlardı tugaya. Koca bir şişe viski de cabası!..

İşte Aktuluk Karakolu. Kurşun yağmuru tutulan, yardıma giderken pusuya düştüğümüz karakol. Panzerin üzerinden seken Mg3 mermilerinin soğuk ışıklarını anımsıyorum. Döde üç tertip Tahir elinden yaralanmıştı.

Ya zavallı Turan. Özel timin henüz bir haftalık elemanı Turan Gündüz. Geyik suyu Karşılar köyü operasyonunda. 20

Şubat 1986'da yirmi yaşını noktalamıştı. Helikopterden en son atlayan oydum. Evin damına on metre yüksekten atılanın serseriliğini atmaya çalışırken yemişti kurşunu! Tepeden atılan mermi, köprücük kemiğinin üzerinden girip kalbi parçalamış, hemen oracıkta can vermişti. Dört aylık çocuğunun henüz yüzünü bile görmediğini sonradan öğrenmiştik!

Tunceli, kısacık sürede yitip gitti gözlerimin önünden. Her zamanki neşesiyle Doktor Aykut, Sevgili Emre, geniş yürekli yüzbaşı, dost Mustafa, Hüseyin, Perçek'li Celal Amca, kocaman gözlü Sema ve diğerleriyle birlikte...

HİÇ GÖZGÖZE GELDİNİZ Mİ?

2000'e Doğru redaktörünün gözü, Komando Tim Komutanı Ümit Zileli'nin son cümlesinin ardına koyduğu üç noktaya takıldı kaldı. Gazeteler, kaç yıldan beri vurulan gerillaların veya askerlerin sayısını veriyor, fotoğraflarını yayınlıyordu. Ama vurulmanın da vuranın da, pusuda

yatanın da pusuya düşenin de, evi arananın da arayanın da insan olduğu aslında güme gidiyordu. Hiç operasyona giden askerın yüreğinde duyduklarını düşündünüz mü, hiç yoksul köylülerin evlerinde arama yaptınız mı, onlarla gözgöze geldiniz mi, sabah pusuya giderken üç saat mesafedeki okul yoluna koyulan bir kıza rastladınız mı? Toplum bu sorulardan kopartılmış, soruna hiç insan insana ilişkiler açısından bakılmamıştı.

YARGISIZ IDAM

Peki toplum "yakala ve öldür" diyen bu yazılı emirlerin yasallığını tartışacak mıydı? Yetkili makamlar konunun üzerine eğilecek miydi? Genelkurmay araştırarak mıydı? Hükümet esas sorumlu olarak ne cevap verecekti? Siyasal partiler iktidarıyla muhalefetiyle bizim insanımızın huzur ve güven sorunu olarak bu yazılı emri Meclis gündemine getirecekler miydi? Yoksa gene geçirilecek miydi? Turgut Özal üzerini mi kapatacaktı... Erdal İnönü, "incelemek lazım" deyip sonra gene susacak mıydı? Süleyman Demirel, Ecevit ne diyeceklerdi?

"Elinde makinalı tüfeğiyle bir asteğmenin içeri girip 'Kan vermek istiyorum' demesi, hastane koridorunu bayram yerine çevirmişti. Köylüler nasıl da sarılmışlardı elime..."

2000'e Doğru'nun fotokopilerini yayınladığı yazılı emirler teksirle çoğaltılmış. Belli ki, bu genel bir uygulamadır. Olay, emri imzalayan komutanın sorumluluğunun ötesinde bir hukuk devleti sorunudur, yurttaşın can korkusu olmadan yaşayabilmesi, çobanın rahatlıkla davar

otlatılması, insanın yurdunda rahatça gezilebilmesi, çeşmeden su doldurabilmesi sorunudur. Çünkü yargısız idam kapısı açılmıştır.

ARTIK BELGELİ

2000'e Doğru Sayın Aydın Gürkan'ın açıklamasını ve Komando Tim Komutanı Ümit Zileli'nin anlattıklarını yorumsuz yayınlıyor. Konu aydınlatılmalıdır. Ama devleti her şeyin üstünde ve yurttışı da hiçbir şey sayan bir anlayışa iki örnekle dikkat çekmenin artık yeridir.

1981 yılı Mart ayında. Jandarma Sınif Okulu'nun kursu bitmiş. Jandarma Genel Komutanı ve MGK Üyesi Org. Sedat Celasun jandarma teğmenlerine hitap ediyor: "Köye gittiniz, teröristi vermiyorlar. Köyü yakacaksınız. Kaymakam mı karşı çıkıyor, çıksın. Arkanızda ben varım." Olayı aktaran: Re'sen emekli jandarma üsteğmeni...

1982 yılı Mart ayı. İstihbarat ve Dil Okulu bodrumu. Genç subaylar sorgulamasında sorguları sürüyor. Sorgulanan teğmenin gözleri bağlı. Kendisine siyasal eğiliminin saptanabilmesi için şu soru yöneltiliyor:

— Dağda bir gerilla bir kıızı çevirmiş, ne yaparsın?

Teğmen yasalara uygun olan yanıtı veriyor:

— Teslim olmasını söylerim, önce havaya, sonra ayağına ateş ederim.

Sorguyu yöneten yüksek rütbeli subay heyecanla bağırıyor:

— Vursana teğmenim, vursana. Yakaladın, hâlâ ne duruyorsun, vursana?!

Bu anılar, 2000'e Doğru'ya subay sorgularıyla ilgili haberi hazırlarken anlatılmıştı, ama o zaman yayınlanmadı. Çünkü kanıtı yoktu. Şimdi yayınlatabiliyoruz. Elimizdeki belge, "yakalamak ve öldürmek maksadıyla" harekât yapılmasını emrediyor.

Emrin uygulanması mı?



Olay 1

"Karşı taraftan bir kız 'teslim oluyorum' diye bağırdı. Silahı yoktu. O arada Astsubay Orhan Keskin 'vur' emri verdi. Eriş de ateş etti. Kıızı öldürdüler." Anlatan: Jandarma tarafından kılavuzluk yapmaya zorlanan köylülerden Özgür Yağmur. Tunceli Hozat ilçesi Aliören köyü Gızörü Mezrasındaki silahlı çatışmadan (2000'e Doğru sayı 19).

Olay 2

"Müslüm de kenarımdaki dereye atladı. O atlar atlamaz, kendisine bu kez 15-20 metre mesafeden Orhan Astsubay tarafından ateş açıldığını gördüm. Ben bacağımdan yaralanmıştım. 'Ateş etmeyin' diye bağırdım. Orhan Astsubay iki el daha ateş etti. Yaralı yeğenim Müslüm Yağmur'un yanına kadar gittim. Kucağıma aldım. Ölmüştü." Anlatan Özgür Yağmur. Tunceli Hozat ilçesi Aliören köyü. Gızozu mezrası (2000'e Doğru sayı 19).

Olay 3

"Komutan, yüzbaşıya tabancasını çıkarıp bana doğrulttuğunu, sonra kurşun ulaşmaz diyerek askerlerden G-3 tüfeği istemeyi düşündüğünü anlattı." Anlatan: Bingöl'e inşaat malzemesi getirip terörist sanılarak gözaltına alınan Aydın Konar (2000'e Doğru sayı 43).

Olay 4

"Ateş etmeyin, bız koylüyüz, bız yolcuyuz diye bağırdık. Jandarma mevziden bizi hiç dinlemeden üzerimize geldi. Bir yandan ateş ediyordu. Birden Kazım'ın devrildiğini gördüm." Anlatan: Aynı olayda yaralanan Kamber Sürücü. Kazım Demirtaş'ın ölümü, Elazığ Karakoçan ilçesi, Feraç köyü (2000'e Doğru sayı 43).

Olay 5

"Karakol Başçavuşu, Sertkaya'ya ölümden önce 'Seni elimizden kimse alamaz, sen kendini ölmüş bil, artık yaşayyorsun. Biz devietiz. Bı-

ze kimse karışamaz, ama biz istediğimizi yaparız. Bizim elimizde yetki var' diyordu." Anlatan: H.G. 19 Kasım 1982'de gözaltına alınan Hüseyin Sertkaya'nın 21 Kasım'da ölümü (2000'e Doğru sayı 32).

Olay 6

Tunceli Sütlüce bucağı... Beş kız arkadaş çeşme başında konuşuyorlar. Birden karakoldan ateş açılıyor. Kızlardan ikisi yaralanıyor. "Nöbet sırasında silahı kaza sonucu ateş almış" denerek bir er tutuklanıyor (2000'e Doğru sayı 19).

Belge

"Terör ve bölücülüğe karşı biraz da gaddar olmak gereklidir. Karşımız bir gerilla mı? Biz de ona karşı onun taktikleri ile savaşmalıyız. Kalleşe yapılmakta olan bir işin üstesinden gelebilmek için bazen gayri-nizamı, gaddar ve gerekirse kalleşe davranmak gerekiyor." Eski PKK'lı yeni ittifacının devlete onefililerinden (2000'e Doğru sayı 45).

AYDIN GÜRKAN

Yargı yetkisi güvenlik güçlerine bırakılıyor

PKK'nin eylemlerine dikkatle bakmak gereklidir. Bu eylemlerin amacı yöre halkını kendileri için kazanmak değildir. Çünkü PKK, inanılmaz bir acımasızlıkla, özellikle kendi soydaşlarını katletmektedir. PKK, bu katliamları nedeniyle kendisine karşı da bir kin ve husumet dalgasının doğacağını elbette bilmekte ve hesaplamaktadır. Ama buna rağmen masum insanları öldürmeyi sürdürmektedirler. Bence PKK'nin acımasız kitle katliamlarındaki temel amacı, devleti telaşa kapırtmak ve devlete giderilemez yanlışlıklar ve hatalar yaptırmaktır. Eğer devletin gözü yalnızca bir avuç terörist grubu görür ve devlet tüm karar ve davranışlarında yalnızca onları, "itlaf etmeyi" ön plana alırsa, bunun doğal sonucu masum halkın korunmasının unutulması, ihmal edilmesi ve hatta bunların zarara uğramasına aldırma ve kayıtsızlık gösterilmesidir. Bence devlet hiçbir zaman kendini salt bir "anti-terör timi" olarak görmemeli ve halkın, devleti salt bir savaşçı örgüt olarak algılamasına neden olmamalıdır. Devlet, asil işlevinin yurttaşını koruma ve güven altında bulundurma olduğunu hiç unutmamalıdır. Çünkü bir sorumsuz ve yasadışı silahlı grubun yüzlerce insanı öldürmesi kendisinden beklenebilir ama, devletin bir tek yurttaşına kıyması, o devlet için çok yıpratıcı sonuçlar doğurabilir. PKK da bunu bildiği için, devleti telaşa kapırtıcı büyük kitle eylemlerine yöneliyor ve istiyor ki, devlet, hukuk devleti ilkelerini ve insan canının ne pahasına olursa olsun korunması görevini telaş içinde ihmal etsin ve böylece devlet-halk yabancılaşması doğsun. PKK yanlıları bilmektedirler

ki, kendileri ne ölçüde acımasızlık gösterirlerse, devletin kendisinin de hukuk dışı bir acımasızlık tuzağına düşmesi olasılığı o ölçüde artar. Bu nedenle bu ölçüde acımasız davranıyorlar ve zaman zaman devleti de aynı ölçüde acımasızlığa zorluyorlar. Örneğin devletin bir silahlı çatışmada öldürdüğü insanları dakikalarca TV'de göstermesi, devletin böylesine uır acımasızlık tuzağına pekala düşebileceğini göstermektedir. Devlet, bir insanı, bu insan kesin olarak suçlu bile olsa öldürmemeye ve yaşamını koruyarak cezalandırmaya büyük çaba göstermelidir. Ama eğer "öldürmekten" başka çare kalmıyorsa, hiç değilse bunu bir güç gösterisi sayıp teşhir etme acımasızlığını yapmamalıdır. Bu belki geçici bir korku ve ürküntü verir, ama koruyucu devlet imajını çok zedeler. Devlet koruyucu değil, korkutucu oldu mu, bir süre sonra halkla devlet yabancılaşması doğar, çünkü korku duygusu "özdeşleşmeye" değil "yabancılaşmaya" kaynaklık eder.

PKK ile yapılan mücadelede devletin nasıl hatalara yönlenebileceğinin örneklerinden biri de elimde bulunan bir belgede görülebilir. Bu belgede Cıkiyönetim komutanlığı, ilgililere örgüt elemanlarının "yakalanıp ve öldürülmesi" için emir çıkartmaktadır. Emir, açıkça "yakala öldür" diyor. Yakalanıp öldürülecek olan da, "bölücü ve yıkıcı örgüt elemanı". Kıymın "bölücü ve yıkıcı örgüt elemanı" olduğunun belirlenmesi yetkisi ise, bu emirle dolaylı olarak güvenlik güçlerine bırakılıyor. Böyle bir durumda birçok masum ve suçsuz insanın bölücü ve yıkıcı örgüt elemanı sanılarak "yakalanması ve öldürülmesi" adeta kaçınılmaz



Aydın Gurkan

bir "kaza" haline geliyor. Ne yazık ki, bu tür "yanlışlıklara" çok rastlanmaktadır. Güvenlik güçlerinin, bölücü ve yıkıcı örgüt elemanlarının kim olduğunun takdiri kendisi yaparak, öldürme cezasını kendisinin verebilmesi, kuşkusuz güvenlik güçlerinin halk tarafından koruyucu ve güvenlik sağlayıcı güçler olarak değil de, kendilerini her an bir yanlışlığa "kurban" edebilecek, korkutucu güçler olması sonucunu doğurabilir. Bu ise, PKK'yı istediği hedefe daha rahat ulaştırır. O da şudur: "Ben de öldürüyorum ama, devlet de benden pek farklı değil. O da öldürüyor." Bu nedenle çok güç koşullar altında hizmet ettiğini bildiğimiz güvenlik güçlerimizin, koşulların güçlüğüne rağmen, ne pahasına olursa olsun, koruyucu, güven sağlayıcı, hukuk devletine sonuna dek bağlı, kalıcı ve insan canını korumayı temel hedef sayıcı niteliklerinde zedelenmeye uğramaması son derece önemlidir. Başarı da büyük ölçüde buna bağlıdır.

ŞİRİN DOĞAN'IN YARALANMASI

'Neden vuruldum anlamadım'

Devletin jandarması ve polisinin görevi, insanların can güvenliğini sağlamak olmalı, ama burada tam tersi oluyor. Niye vurulduğumu anlamadım halen. Neden böyle davranıyorlar?

Hozat ilçesinin Taşitli köyü dikiş nakış kursu öğretmeni Şirin Doğan'ın yaz tatili bitmiştir. 14 Eylül günü görev başı yapmak için yola çıkar. Kendisi de yakın köylerden biri olan Sın köyündendir. Yolda yalnız kalmamak için yanına amcasının oğlu Bıfal Doğan'ı alır.

Konuşa konuşa Geyiksuyu'na varırlar. Tam karakolun önünden geçerken bir silah sesi Şirin Doğan "vuruldum imdat" diye bağırır. Bıfal Doğan korkulu, şaşkın, çevreden yardım ister. Yaralı hemen sağlık ocağına kaldırılır ilk müdahaleden sonra da Tunceli Devlet Hastanesi'ne sevk edilir.

Bıfal Doğan olayla ilgili şunları anlatı-

yor: "Amcamın kızıyla Taşitli köyüne gitmek için yola çıkmıştık. Jandarma karakoluna yüz metre kadar kalmıştık. Karakol nöbetçisi ateş açtı. Şirin vuruldum diye yığıldı. Kurşun sol topuğuna isabet etmişti. Nöbetçi neden ateş etti anlayamadım."

Karakol Komutanı Jandarma Asteğmen Ahmet Ezder, "Benim konuşma yetkim yok siz yetkililerle görüşün" demekle yetiniyor. Yetkililer isimlerini vermeden şöyle diyorlar: "Karakol dışında nöbet tutan er Ahmet Bostancı silahıyla oynarken ateş almış ve o sırada yoldan geçmekte olan öğretmen Şirin Doğan vurulmuştur. Olayda bir kasıt yoktur."

Oysa ilk alınan habere göre, anarşistler ateş açtı denilmiştir. Yapılan soruşturma sonucu nöbetçi askerin zimmesindeki mermilerin eksik çıktığı anlaşılmış. Savcılık olaya el koymuş, bir kastın olmadığına karar vererek jandarma eri Ali



Görge tanığı Bilal Doğan

Bostancı'nın serbest bırakılmasına karar vermiştir.

Doğan ailesi ise, olayın Tunceli'de uygulanan sınırırme politikasının bir parçası olduğu görüşünde. Bu "kasıtı olmayan" yaralamalar neden hep Tunceli'de?

"PKK çöküyor"

29.11.1987

Çoğunluğu üst düzey yöneticilerinden oluşan 100 dolayında PKK'lı, örgütten kaçarak Irak ve İran'daki Kürt köylerine sığındı.

"PKK'dan kaçmalar bu hızla devam ederse çok sürmeden bu hareket dağılır."

PKK'nın eski askeri sorumlusu Nebez, kendisiyle Irak dağlarında görüşen Nokta muhabirine bunları söylerken bir hayli heyecanlıydı. PKK'dan kaçışının üzerinden bir yıla aşkın bir zaman geçmesine karşın yine de korkuyor, fazla konuşmak istemiyordu. Aynı durumda olan, İran ve Irak'taki Kürt partilerine ya da Kürt köylerine sığınan 100 dolayında PKK'nın varlığını öğrenen Nokta muhabiri onlara ulaşmak için yöreye gitmişti. Ancak ulaşmayı başardığı insanların bir bölümü öldürülecekleri korkusuyla konuşmaya yanaşmayacaklardı.

Bu ölüm korkusuna rağmen Nokta muhabirinin üst düzeyde görev yapmış birçok PKK militanı, gerçeğin ortaya çıkması için konuşmayı göze alacak ve örgüt hakkında önemli açıklamalarda bulunacaklardı.

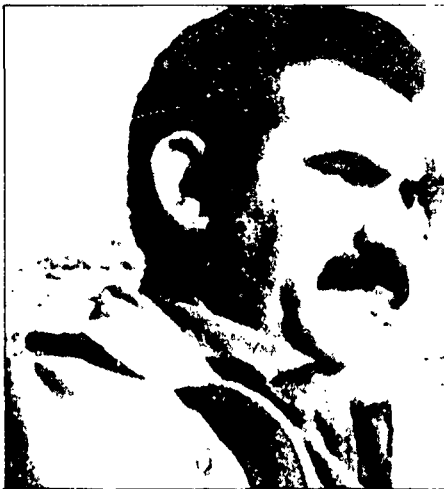
PKK Merkez Komite üyesi Şehmus kod adlı Şahismail Al, birlikte kaçtığı Zeynep kod adlı Besey İtmeç'le önce Kürt partilerine sığınmaya çalışmış ancak Kürt partileri kabul etmeyince çareyi İran istihbaratına sığınmakta bulmuştu. Tuncelili olduğunu söyleyen Şahismail Al, kaçışı konusunda şunları anlatıyordu: "Partide ideolojik ayrılıklarımız vardı. Bazı sorunların çözülmesi inancıyla bugüne kadar bekledim. Ancak süreç içerisinde onların şüphelerini çektim. Bu aşamadan sonra onların arasında kalmam giderek zorlaşıyordu. Ayrıca parti içerisinde demokrasinin olmayışı, eleştiri-özeleştirmenin olmayışı

bizi bu ayrılık noktasına getirdi. Birçok eylemi tasvip etmiyorduk. Bu durumda kaçmaktan başka çaremiz yoktu."

Bugüne kadar birçok alanda fiili olarak görev yaptığını söyleyen Şahismail Al, "Parti içi ölüm olaylarına neden karşı çıkmıyordunuz?" biçimindeki bir soruya, şöyle yanıt veriyordu: "Nasıl karşı çıkacaktık? Partide demokratik bir yapı olmadığı için, yalnız ölüm olaylarına değil, hiçbir şeye karşı çıkamıyorduk. Zaten hiç kimse birbirine güvenmiyor."

Partiye inanarak girdiğini ve ideolojik ayrılığı olmadığını söyleyen Besey İtmeç ise, 11 yıllık parti yaşamını şöyle özetliyordu: "Şimdi nedenini söyleyemeyeceğim özel bir olaydan dolayı bana kuşkuyla bakmaya başladılar. Bu olaydan sonra tam üç yıl, partiye kendimi kabul ettirmek için canla başla çalıştım. Ama onlar bana hep kuşkuyla baktılar. Beni 6 ay Irak'ta bir köye bırakıp gidiyorlardı. Dil bilmiyordum, kimseyi tanıımıyordum. Buna rağmen çalışmalarımı sürdürdüm. Daha sonra partinin yazı işlerine aldılar beni. Fakat bana güvensizlikleri devam ettiği için, daktilo yazarken bile başımda nöbetçi bekliyordu. Sonunda dayanamadım, kaçmak zorunda kaldım. Şu halime bakın, beni gören tanıyamaz. Korkunç bir durumdayım." Kendisine yöneltilen "PKK'nın son durumu nedir?" sorusuna "Fazla konuşmak istemiyorum. Kaçmam onlara en büyük darbedir" diyecek ve bir daha da konuşmak istemeyecekti...

Salah kod adını kullanan bir diğer PKK'lı ise Irak'ın, Behdınan bölgesindeki köylere çok sayıda PKK'nın aileleri ile birlikte sığındığını, bir kısım PKK'nın ise sosyalist partiden ayrılan Kadir Aziz'in yanında olduğunu söyleyerek, şöyle diyordu: "Kaçmak zorundayım. Çünkü yapılanlara dayanmak mümkün değildi. Türkiye'de kamplarımız olmadığı için bütün yükümüzü sırtımızda taşıyorduk. 25-50 kilogramlık yük. Kolay değil taşımak. Saatlerce yürüyoruz. Böyle bir yürüüşte bir peşmerge yorulduğu için gözümüzün önünde kurşuna dizil-



Öcalan: "Karşı çıkanlara yaşama hakkı tanımıyor"

di. İşte bizim gerçeğimiz bu. Başka ne anlatabilirim sana. Neden olarak da yakalanabilir ve sığınakların yerini gösterebilir denildi. Bu partinin başında Apo olduğu sürece hiçbir şey yapılamaz."

PKK'dan kaçanların ortak kanısı, kaçışların durmayacağı ve gidererek artacağı yolundaydı. Ancak bu, PKK'nın bir anda çöküp dağılacağı anlamına da gelmemeliydi. Çünkü Abdullah Öcalan'ın inatçılığı konusunda hepsi hemfikir. Korkulan, çöküş kaygısıyla kanlı eylemlerin daha da fütursuz bir biçime dönüşmesiydi.

PKK'nın içyüzünü, sıradan insanları olduğu kadar kendi "yoldaş"larını da hedef alan kanlı yürülmüş yapısını en iyi bilenlerden biri de Hacı Abdülkerim Semaviydi.

Uzun yıllar üst düzey yönetici olarak çalışan Apo'yla omuz omuz merkez komitesi üyeliği yapan ancak daha sonra parti içindeki öldürme olaylarına, çocukların ve kadınların katledilmesine karşı çıktığı için gözden düşen ve 1987 yılında kaçarak Irak Kürt partilerine sığınan Hacı Abdülkerim Semavi, Nokta muhabirinin sorularını yanıtladı.

Nokta: Üç aydır Irak Kürt partilerinin yanında yaşıyorsunuz, PKK'dan neden kaçtığınızı anlatır mısınız?

Semavi: Silahların gölgesinde yapılan 86 kongresinden sonra birçok şey daha net bir biçimde açığa çıktı. Ondan önce de rahatsızlıklarım vardı benim. 1984 yılında Uludere'de çocuk ve kadınların öldürülmesi üzerine Apo'ya çıkmış, bu eylemin yanlış olduğunu, halktan tepki aldığımızı söylemişim. O da "öyleyse üstlenmeyin" demişti. Bunun üzerine Uludere katliamı örgütün Serxwabun dergisinde, "Vahşet" diye verilmişti. Ancak Türkiye'dekiler bu eylemi üstlenince, Apo da onlara katıldı. Zamanla bu tür eylemler artınca benim huzursuzluğum da arttı. Partinin ideolojik ve politik olarak yanlışlık içerisinde olduğunu düşünmeye başladım. 86 kongresinden sonra ise arkadaşlara artık yorulduğumu, parti dostu olarak kalmak istediğimi söyledim. Bunun üzerine 3 MK üyesi benimle konuşmaya geldiler. Sorunumu onlara anlattım, dinlemediler beni. MK'ye yeni giren genç biri bana bağırarak "Ne demek bunlar, gerçek maksadını anlat" diyordu. Cevap vermedim,

veremedim de... Daha sonra MK üyesi Şehmus arkadaş 3 saat benimle konuştu. Ne dediğini anlamadım, ne kal ne de git dedi. Sonradan anladım ki o da kaçmayı düşünüyormuş. Şimdi kaçtığını da öğrendim. Ben de kaçtım. Gördüğünüz gibi saklanmaya çalışıyorum.

Nokta: Son yıllarda birçok üst düzey arkadaşınız, partiniz tarafından öldürüldü. Bunlara karşı çıkmıyor muydunuz?

Semavi: Ölmek istiyorsan çıkabilirsin tabii. Aksi mümkün değil. Zaten kimse kimseye güvenmiyor. Aynı şeyleri hissetseniz bile söyleyemezsiniz. Söylediğiniz şey ne olursa olsun, o yukarıya rapor etmeden sen etmelisin ki kurtulasın. Yoksa ya ajan olursun, ya da hain.

Uzun zaman bunlar düzeliyor diye bekledim. Zaten yumuşak karakterli biriyim. O sert ilişkileri her zaman yumuşatmaya çalıştım. Mesela nişanlı iki genç vardı, diğer peşmergelelerden farklı davranmazlardı. Ben bunların durumunu görünce üzülüyordum, fırsat buldukça onları biraraya getirmeye çalışıyordum. Tabii bu davranışım hoş karşılanmıyor, oportünizm olarak niteleniyordu. Süreç içerisinde birçok şeyi tasvip etmemeye başlamıştım. Ama hiçbir şeyi açık açık dile getirmedim. Bu durum onların gözünden kaçmıyordu. Bu nedenle tam üç kez özeleştiri verdim. Bu özeleştirilerde hep kendimize küfrediyorduk. Okuldan Kemalizm'i, ailemizden küçük burjuva hastalığını, çevremizden ise oportünizmi aldığımızı söyleyerek özeleştiri yapıyorduk. Aynı şey herkes için geçerliydi. Apo'nun karısı Kesire bile üç kez özeleştiri verdi. Apo'nun yanında put gibi duruyordu. Şimdi ise tutukludur.

Nokta: Abdullah Öcalan'la yakın ilişkileriniz oldu mu? Nasıl biriydi?

Semavi: Önceleri kendini hiç belli etmezdi. Sıradan bir insan gibi davranırdı. 6 ay Lübnan'da aynı odada kaldık. Gerçek yüzünü daha iyi tanımaya başladım. Hele 80'den sonra tamamen değişti. Kimse onun önünde rahat değildi. El kol hareketi yapamazdı. Her şeye bağırıp çağırıyordu. Korkudan titriyorduk. Bu nedenle MK toplantılarına kimse rahat gidemezdi. Herkes azarlanacak diye çok korkardı. Baki Karer olsun, Kesire olsun toplantılara gittiğimizde, bana "Önce sen konuş" derlerdi. Azarlanmaktan bıkmışlardı.

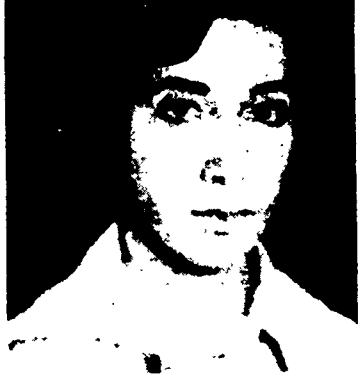
DEVAM

Nokta: Bu durumu kendi aranızda konuşmuyor muydunuz?

Semavi: Kim konuşacak, zaten herkes birbirinden korkuyor.

Nokta: Peki parti kendi üyesi birçok insanı neden öldürsün, neden böyle bir şeye başvursun?

Semavi: Parti ayakta kalışını sürekli disiplin ve korkuyla sağlıyor,



Kesire: Şimdi tutuklu

özellikle yeni gelenler, olanlardan haberli değillerdir. Aksi takdirde bir kaç kişi dışında kimseyi bulamazsınız o partide. Ben de birçok ölüm ve işkence olayına tanık oldum. Bir insan gözden düştü mü, artık ölümü yakın demektir. Bir gün peşmergelerden biri hata yapmıştı. Onun cezasını vermek için, gözü kör bir arkadaşı görevlendirdiler. O da rasgele vurarak, çocuğu öldürdü. Sonra da hayretle "Aaa, öldü" dedi. İnsan yaşamı böylesine önemsizdi...

Nokta: Bunları yapanlar kim? Kendi arkadaşlarına böyle bir şey nasıl yapıyorlar?

Semavi: Adam mı yok? Bu işler için birçok kasap var. Zaten kim öldürürüm, keserim diyorsa o yukarı yükseliyor. Cemil Bayık, Ahmet

Kesip tam bu işlerin adamları. Bu ikisi bir bölgeye geldiklerinde herkes korkudan titremeye başlıyordu. "Acaba hangimizi götürecekler?" diye... Mutlaka birilerini götürürler ve kimse bir şey diyemezdi.

Nokta: Bunlar yapılırken siz de onlarla birlikteydiniz. Suçluluk duyuyor musunuz?

Semavi: Duymaz olur muyuz? Hepimizin bu olanlarda suçu var. Ama artık iş isten geçmiş. Şu anda bile bu olanları tasvir etmeyen çok sayıda insan var. Ama kaçamıyorlar. Şu anda korkmasam, güvencem olsa hareketi çöktürürüm. Çoğumuz ne yapacağımızı bilmiyoruz. Devlete de teslim olmak istemiyoruz.

Nokta: Şu anda kaçmış olanların sayısı nedir, biliyor musunuz?

Semavi: Ben üç aydır kaçak yaşıyorum. Irak Kürt partilerinin yanında 17-18 kişi olduğunu biliyorum. Ama partilerin kabul etmedikleri daha çoktur. Onlar da kendilerini tanıyan köylülere sığınmışlar.

Nokta: Suriye'nin PKK'yı kullandığı, koz olarak tuttuğu söyleniyor. Siz ne düşünüyorsunuz bu konuda?

Semavi: Vallahi kimin eline fırsat geçse kullanmaya çalışıyor. Bence önemli olan yaptıklarıdır. PKK'nın 80 öncesi yaptıkları da ortadadır. O zaman da Suriye mi vardı?

Nokta: Üç aydır kaçak yaşadığınızı söylüyorsunuz. Öldürülmekten korkuyor musunuz?

Semavi: Korkmak ne kelime, çıldıracağım neredeyse... İlk bir ay inanın uyuyamadım. Gölgeyden bile korkuyordum. Her ses duyduğumda her kıpırtı da "İşte geldiler"

diye korkudan titriyordum. Aslında ölmekten falan korktuğum yok, ama yine de korkuyorum işte... Çok şey var anlatılacak, ama kafam hiç rahat değil. Konuşurken bile birçok şeyi unutuyorum. Bir örgüt desteklese beni gider birçok insanı kurtarırım. Ama yok böyle bir örgüt.

Nokta: Geriye dönüp baktığımızda partinin durumunu nasıl değerlendiriyorsunuz?

Semavi: Ben parti demiyorum. En kötü partide bile, kendi ölçülerini içinde demokratik bir işleyiş olur. Ama bu partide hiçbir şey yok. Bu parti olsa olsa Mafya türü bir örgüt olur. Çünkü kim ne zaman yetkilidir, kim ne zaman görevden alınır bilinmez. Her şeyi Apo bilir, o okuldan etkilenmemiştir, o ailesinden etkilenmemiştir, o çevresinden etkilenmemiş, çelik disiplinli bir proleterdir (!)

Nokta: Bu kadar insanın kaçmasından sonra PKK için çöküş sürecini yaşıyor diyebilir miyiz?

Semavi: Evet, bir anlamda çöküyor diyebilirim. Ancak şu da var; Apo'nun bu işten vazgeçmesi mümkün değil. Ülkeden kadro bulması giderek zorlaşıyor. Son bir yıldır Kars ve Ağrı'dan büyük kadro gelmişti. Şimdi oralardan da gelmiyor. Tek kaynak Avrupa'daki Kürtler artık. Bir de küçük çocuklar var, 10-12 yaşında. Özel olarak Lübnan'da eğitiliyorlar. Bunlar gelişmeleri bilmediği için bu iş bir müddet daha devam eder.

MAHMUT ÖVÜR'ÜN İRAN GÜNCESESİ

"Kurşuna dizecekler beni!.."

29.11.1987

Nokta muhabiri başta Mesut Barzani ve Celal Talabani olmak üzere kimi Kürt liderleriyle ve PKK'dan ayrılanlarla görüşmek amacıyla 10 Eylül günü İran'a gitmişti. Ne var ki, bu 61 günlük serüven 19 günü can güvenliği endişesiyle Türk Konsolosluğu'nda 11 gününde işkence tehdidi altında zindanda geçen bir dehşet öyküsüne dönüştü.

10 EYLÜL Gürbulak gümrük kapısından İran tarafına geçiyor ve Urumiye'ye doğru yola çıkıyorum.

11 EYLÜL Urumiye beni şaşırtıyor. Sınır şehri olmasına karşın, savaşın izine rastlayamıyorum. Herkes işinde gücünde, caddeler insanla dolu...

12 EYLÜL Kahvaltıdan hemen sonra Kürdistan Demokratik Halk Partisi Sekreteri Sami Abdurrah-

man'ı arıyorum. Çok geçmeden partinin bürosunda buluşuyor ve söyleşileri yapmak için girişimlere başlıyorum. Bu arada izin konusunu gündeme getiriyorum. Aynı partinin yetkilileri hem yazılı hem de sözlü olarak ilgili makamlara başvurup gerekli izni alıyorlar. Her şey iyi başlıyor.

14 EYLÜL Öğleden sonra IKDP'nin Urumiye sorumlusu Şevket'le ardından da Talabani'nin sorumlusu Kâk Diler'le görüşüyorum.

15 EYLÜL Irak Kürdistanı'na doğru yola çıkıyoruz. Sınırı geçtikten sonra yeni açılan yolu izliyoruz. Yol bitiyor, yürümeye başlıyoruz. Önce IKDP'nin kampına uğruyoruz. Kamp çok kalabalık. Peşmergeler aileleri ile birlikte yaşıyorlar. Bu kampın yanbaşıda da pastarların Humeyni'nin askerleri kampı var.

Yarım saat sonra yeni bir kamp, Halk Partisi'nin kampına geliyoruz. Peşmergeler bizim geldiğimizi öğrenince, nöbetçiler hariç etrafımızı sarıyorlar. Geceyi orada geçiriyoruz. Peşmergelerin anlatıklarını ilgiyle dinliyorum. Gorbaçov'un glasnost politikasından rock müziğine, cinsel yaşamdan edebiyata kadar birçok konuda konuşuyorum. Yaklaşık 3 gün Erbil'in 80 kilometre yakınında fotoğraf çekerek geziyorum.

18 EYLÜL Yine Urumiye'deyim. Bugün beklemediğim bir olayla karşılaşuyorum. PKK'dan kaçanlar Merkez Komite üyesi Şahismail Al ve Besey İtmeç. Kürt partilerine sığınmak için haber göndermişler. Ancak hiçbirini kabul etmiyor. Onlarla ilişki kuranları izlemeye baş-

lıyorum. Üçüncü gün onları bir evde buluyorum. Ancak araya bu kez İran istihbaratı da giriyor. Fazla konuşamıyorum. Ve bu iki kişi zorunlu olarak İran istihbaratına sığınıyorlar.

25 EYLÜL Akşama doğru otele döndüğümde, odamın Komite tarafından basıldığını öğreniyorum. Bütün filmlerimi ve kasetlerimi alıp gitmişler. Ertesi gün filmlerimi geri almak için Komite'ye gidiyorum. Beni, Mehdi isimli genç bir Komite üyesi karşıyor. İlk kez sorgulanıyorum. Türkiye'nin siyasal yapısından, PKK'nın bölgelerdeki gücüne kadar birçok soruyla karşılaşuyorum. 9 saat süren sorgulamadan sonra serbest bırakılıyor. Hiçbir şeyimi geri vermiyorlar.

27 EYLÜL Celal Talabani'nin adamlarını görmek için Sakız'a gidiyorum. Sakız çoğunlukla Kürtlerin yaşadığı ve geri kalmış bir şehir. Urumiye'de tanık olduğum bir şeyle orada da karşılaşuyorum. Halkın çoğu İbrahim Tatlıses hayranı. İki gün sonra geri dönüyorum.

5 EKİM İstihbarat'tan Ağayı Taki beni aramış. Öğleden sonra Halk Partisi'nin bürosunda buluşuyoruz. Bir saat yine sorgulanıyorum. Film-lerimi geri veriyor. Veriyor ama hepsi de yakılmış... Ağayı Taki, 48 saat içerisinde ülkeyi terk etmem gerektiğini söyleyerek şöyle diyor: "Şimdi pasaportunu bize vereceksin, yarın saat 8'de pasaportun elinde olacak ve o saatten itibaren 48 saat içinde ülkeyi terk edeceksin."

7 EKİM Artık pasaportsuzum. Şehrin içinde fazla dolaşmamaya çalışıyorum. Arasına kahveci Eli Amca'nın semaver çayını içmeye, arasıra da İstanbul'a telefon etmeye çıkıyorum.

10 EKİM Pasaportu alamadığım için konsolosluga başvurmak zorunda kalıyorum. Pasaportumun neden alındığını, neler yaptığımı kısaca anlatıyorum. Akşam yemeğine kalmama söylüyorlar.

Yukarı, yemek salonuna çıkıyoruz. Yemek masası çok güzel hazırlanmış, soğuk mezeler, izgara köfte ve İran'da olabileceği düşünüle-meyecek bir şey: Aslan sütü... Masaya oturuyoruz. Teypten Ruhî Su'nun o gur sesi yükseliyor. Şaşı- rıyorum. "İstersen Zülfü'de var" diyorlar.

Aklımdan "uygarca" sorguya çekileceğim geçiyor. Masanın tek konusu Kürt sorunu: Kadehler kalktıkça, farklı suçlama- larla karşılaşıyorum. Müthiş huzur- suz oluyorum. Gazeteci olarak haber peşinde olduğumu söylüyorum, ama aldığım cevap daha çok şaşırtıyor beni. "Evet" diye söze giriyor masadan biri, "Ne geliyorsa mem- leketin başına bu entelektüeller yüzünden geliyor..."

Tartışmaya fazla katılmak istemiyorum. Ama biri bırakıp diğeri başlıyor: "Bu devlet onlara ne yapmamıştır ki, okul yapmış, yol yapmış, her şeyleri var. Ama adamlar aptal kardeşim. Okumuyorlar, bir de kalkıp ben Kürdüm diyor, Kürtçe konuşacağım diyor. Ben ana dilim Kürtçe diyen adamın anası..."

29 EKİM Sabahın erken saatleri... İranlı yetkililer gelip pasaportumu alabileceğimi, bildiriyorlar. Türk Konsolosluğu'nun İranlı tercümanı Behruz, Konsolosluk Şoförü Cihat ve ben, hemen arabaya atlayarak Urumiye Jandarma Hudut Komutanlığı'na gidiyoruz. Nihayet Türkiye'ye döneceğim diye sevinc- liyim. Aynı gün Devlet Bakanı Kâzım Oksay pasaportum için girişim- de bulunuyor ve olumlu yanıt alıyordu. Yazık ki, yanıt doğru çıkmayacaktı...

Ölüm yolculuğu başlıyor. Kimli- ğimi kapıda bırakıp, içeri giriyorum. İri yarı gestapo suratlı bir ast- subay beni karşılıyor. Küçük bir odada beklememi söylüyor. Beş da- kika sonra, yanında iki askerle bir- likte geri dönüyor. Etrafa bir göz attıktan sonra askılıkta asılı parka- larından birini alarak benim sırtıma

atıyor. Buna bir anlam veremiyorum "Neler oluyor, ne yapıyorsunuz?" diye soruyorum. Gestapo suratlı "Üşürsün" diyor. Hayır demeye kalmadan üçü birlikte beni parkaya sararak hızla karşı binaya geçiriyorlar. O kısa sürede, dışarıda beni bekleyenlerin duyması için bağırıyorum, ama sonuç değişmi- yor.

Artık demir parmaklıklı nezaret- hanenin içindeyim. Üzerimdeki her şeyi, kemer dahil alıyorum. Ve demir kapıyı üzerime kilitleyerek hızla uzaklaşıyorlar. Yapayalnız kalıyorum. Pasaportunu vereceğiz diye çağırmışlar ve hiçbir şey söyleme- den tutuklamışlardı beni. Aklim almıyordu bunu. Üstelik bugün 29 Ekim Cumhuriyet bayramı, akşama konsoloslukta kutlama var. Bütün devlet erkânı orada olacak. Bu nedenle "beni alıkoyamazlar!" diyorum, ama "ya alıkoyarlarsa!"

Kurşuna diziliyorum. Dışarıdan gelen gürültüyle, karşımda yataklarına uzanan, sohbet eden askerler kurşun gibi fırlayıp silahlarına yöneliyorlar. Silahını kapalı dışarı çıkıyor. Askerler dış kapının önüne tek sıra dizilmişler. Demir parmaklıkların arasından onları izliyorum. Askerler elleri tetikte bekliyorlar. Ve tanıdık gestapo suratlı astsubay, dört askerle birlikte bulunduğum nezarethaneye doğru ko- şarak yaklaşıyor... Aklim ve duygularım karmakarışık. Neye uğradığımı şaşıyorum. Bütün yaşamım bir film şeridi gibi gözlerimin önünden geçiyor. Gözlerim bağlanıyor. Artık 4 kişinin arasındayım. "Tamam" diyorum, "kurşuna dizecekler beni!"

Askerlerin önünden koşarcasına geçiyoruz. Kurşuna dizilmeyi atlınca, biraz olsun rahatlıyorum, ama koşuşturma devam ediyor. Yaklaşık 100 metre sonra hangar gibi bir yere girdiğimizi anlıyorum. "Evet" diyorum, "Burası daha uygun, adamlar deli değil ya, şehrin göbeğinde beni kurşuna dizsinler. Şimdi burada sessiz sedasız bu işi halledecekler." Demir bir platforma çıkartıp, kolumu bırakıyorlar. Arkama geçip ellerimi bağlayacak ve kurşuna dizecekler. Ölümle yaşamın birbirine en yakın olduğu anı yaşıyorum. Oğlum, eşim ve annem geliyor aklıma... Ve bir ömrü bir dakikaya sığdırıyorum. Fakat bir dakikanın sonunda yine hızlı bir biçimde orayı terk ediyoruz. Bu süre içerisinde kimi zaman bağırarak, kimi zaman sessizce "Neler olduğunu, ne yapmak istediklerini" soruyorum, ama hiçbiri cevap vermi- yor.

Askeri bir cipe bindiriliyorum, gözlerim hâlâ bağlı. Biri sürekli boynumdan bastırarak, gözlerim bağlı olduğu halde etrafı görmemi engelliyor yahut görünmemi istemiyor. Çok geçmeden bir yere teslim ediliyorum.

Biri koluma girerek daha aydınlık bir yere götürüyor, orada artık dayanamıyor, gözlerimi açıyorum. Beni götürülen bağırarak üzerime

çullanıyor. Adamın yüzünü görü- yorum. "Bir daha yaparsan kötü olur" diye tehdit ediyor beni. Akşama kadar bir kum torbasının üzerinde oturtuyorlar. Sonra biri gelip yine koluma girerek, tam 11 gün geçireceğim hücreye atıyor.

Hücrenin demir kapısı yüzüme kapandıktan bir dakika sonra göz- lerimdeki bağı açabiliyorum. Ölme- diğime inanmıyorum. Hücrede bile olsa ışığı görmek, küçücük pen- cereden gökyüzüne bakmak umut veriyor bana...

30 EKİM İlk gün heyecan ve en- dişe ile ne yapacaklarımı bekliyo- rum. Kulağım kapıda, en ufak bir kıpırtıyı bile can kulağı ile izliyo- rum. Ayak sesleri yaklaştıkça, kal- bim hızlanıyor. Heyecanla götürü- leceğim anı bekliyorum. İki gün böyle geçiyor. Yemekleri yiyemiyorum. Yalnız ekmek ve su... İlk gün yanımda 10 sigaram var, 9 tanesi- ni o gün bitiriyorum. Bir sigaram kalıyor. Tam 6 gün bu sigarayı yak- tıramıyorum. 7 gün sabahları ver- dikleri bir parça peynir veya bir parça yağ dışında hiçbir şey yiyemiyorum.

1 KASIM Hücreden alınıp götü- rülüyorum ve sorgu başlıyor.

Sorgucu, "Nasılın Mahmut kardeş" diye başlıyor ve İran'a neden geldiğimi, kimlerle görüştüğümü, neler yaptığımı birbiri ardına sıralıyor. Neden geldiğimi, neler yaptığımı ve kimlerle görüştüğümü kısaca anlatıyorum. Sorgucu ikna olmuyor, kurulmuş saat gibi dönüp dönüp aynı soruları yeniden soru- yor. İlk sorgu bir saat sürüyor. Öğ- leden sonra yine sorguya çıkarılıyo- rum. Artık her gün iki kez periyod- ik olarak sorguya çıkarılıyorum. Sonra tekrar hücreye...

3 KASIM Hücrede 5. günüm ve sorgucu yine karşımda. Bu kez farklı sorularla karşılaşıyor ve artık "casusluk"la suçlanıyorum: Ar- dından ceza ve işkence tehditleri de başladı. Ve ben her gece yeniden geriye dönecek, yaşadıklarımı bir bir gözden geçirecektim.

4 KASIM Hücredeki 7. günüm- de ilk kez havalandırmaya çıkıyo- rum. Gökyüzü ne kadar güzel... Çok sürmüyor ama, tekrar hücre- saat 10'a doğru, hücreden çı- karılıyorum. Ben sorgu beklerken, farklı bir teklifle karşılaşıyorum. "Dışarı çıkıp gezdireceğiz seni" di- yorlar. Bir şey demiyorum, ama yine de korkuyorum. Arabaya biner- ken sorgucunun sesini duyuyorum: "Sakın ha... bir şey yapmaya kalkma" diye uyarıyor beni.

Bulduğumuz yeri terk edince gözlerimi açıyorlar. Urumiye'nin "Merkez" denilen meydanına gidi- yoruz. O gün Amerika Büyükelçi- liği'nin üniversiteli öğrenciler tara- fından işgal edilşinin yıl dönümü kutlanıyor. Yanımda istihbarattan iki kişi var. Uzun uzun İran'ı anla-

ıyorlar bana. Meydan giderek do- luyor. "Merg berg Amerika" slo- ganı sık sık atılıyor. ABD bayrağı ve Reagan'ın kuklası yakılınca kit- leler çılgınlaşıyor. 600 bin nüfuslu bir şehir için toplanan kalabalık çok az. Bugün kokakola ve bol bol sigara içiyorum. Üç saat sonra geri dönüyoruz. "Niye götürdünüz?" diye soruyorum. Yanıt: "Sıkılma- yasın diye." Yeniden hücreye dö- nüyorum, çok moralim bozuluyor. Hele akşam yeniden işkence tehdit- leri ile karşılaşıncaya, günün hiçbir anlamı kalmıyor.

9 KASIM Devrim Mahkemesi'ne çıkıyorum. 11. günümde de aynen sorguya götürülür gibi alınıyor, doğru Devrim Mahkemesi'ne çıkarılıyorum. Kısa bir sorgulamadan sonra tanıkların dinlenmesi için bir gün sonraya gün veriliyor. Özgür- lüğe doğru bir adım atmıştım, ama

henüz hiçbir şey kesin değildi. Nasıl bir yar- gılama olacağını, ser- best bırakılıp bırakıla- mayacağımı yine bil- miyordum. Bir gün sonra Halk Partisi'nin Urumiye sorumlusu ile birlikte yine mah- kemedeydik. Sıkıntılı geçen iki saatten sonra pasaportum elim- deydi... Ertesi gün Türk Konsolosu Tay- lan İzmirli ile birlikte Türkiye'ye doğru yo- la çıkıyor ve Sero sınır kapısından geçerek Türkiye topraklarına ayak basıyordum. Ar- tık yeniden yaşamaya başlamıştım...

29.11.1987

Iraq's Destruction of the Kurds

Your July 13 report on the destruction of Kurdish villages by the Iraqi government scratches only the surface of an official policy that threatens the very essence of Kurdish survival in Iraq.

Destruction and deportation are not new tactics. Since 1975, three-quarters of a million Kurds have been chased from their homes; 300,000 became refugees in Iran after the Barzani revolution; more than 500,000 were deported from their mountains in the north of the country to the arid deserts in the south. The intent: to dilute the concentration of 3.2 million indigenous Kurds, to remove the Kurdish presence from the oil-rich area of Kirkuk (on Kurdish lands), to shrink Kurdish ancestral lands. Between January and November 1985, 55,000 Kurds were victimized by forcible deportation. Thus far in 1987, 12,500 families have been forced to evacuate their villages.

Amnesty International regularly reports the detention, torture, execution and disappearances that have become the Kurdish way of life—and death—in Iraq. According to Amnesty, between August and October 1983, 8,000 Kurds in the Barzan area disappeared. Residents aged nine to 85 were arrested, and entire families packed into military trucks and driven to southern deserts after being paraded as traitors in the streets. Their fate remains a mystery.

In October 1985, the Iraqi authorities ar-

rested 300 children between the ages of nine and 14 in the city of Sulaimaniya to force from them the whereabouts of Kurdish fighters or the identity of family members who supported the Kurdish resistance movement. Amnesty noted that the whereabouts of these children had been unknown until January 1987, when the bodies of 29 children were returned to their families with visible signs of torture by electric shock, beatings, whippings and sexual abuse—some with their eyes gouged out. Those who did not succumb to the torture had been executed. Amnesty reports that the total number of missing children may have risen to 450 (Amnesty Bulletins, February and March 1987).

On July 14, 1977, in a moving address to the United Nations, Roger Baldwin of the International League for Human Rights said, "I shall not recite the tragic tale of deception, dispossession, deportation, humiliation and forced labor inflicted on some 300,000 Kurds . . . in an apparent effort to annihilate the Kurdish ethnic group in Iraq. . . ."

That was a decade ago under the regime that still holds the reigns of power.

VERA BEAUDIN SAEEDPOUR
Director, The Kurdish Program
Cultural Survival Inc.

New York

Kurds of Iraq Are Fighting for Survival

To the Editor:

Contrary to your Sept. 22 report on Iraq's growing war from within against Kurdish guerrillas, Iraq's handling of the Kurds is anything but ambiguous. Since the Treaty of Lausanne in 1923, when the borders of modern Iraq were created, the Kurdish policy has been forcible assimilation and, failing that, annihilation.

With the treaty, Kurds were disenfranchised in their ancestral lands and robbed of the oil of Kirkuk, on which Iraq now survives.

Through the last 64 years, there have been Kurdish uprisings following which a weakened government would negotiate. One such prompted the "granting" of Kurdish autonomy on March 10, 1970. The so-called autonomous region is a fraud that shrank Kurdish lands away from borders and oil, while forced resettlement and wholesale destruction of villages continued unabated. Since 1977, three-quarters of a million Kurds have been chased from their homes; 300,000 fled to Iran after the Barzani revolution; more than 500,000 were driven to the southern deserts far from their mountain homes, 55,000 between January and November of 1985 alone. Thus far in 1987, more than 12,500 families have been forced out, villages razed, bombarded with chemical weapons. With each new official maneuver, the Kurdish population is whittled away.

You quote a Western diplomat saying that "a demographic revolution" has taken place "under our noses in the past six months." There is no condemnation by the Russians or the West of Iraq's destruction of the Kurds. Your Aug. 25, 1979, account of Kurdish fighting for autonomy in Iran makes clear why, when you report that a Carter Administration spokesman "left the impression with reporters that the Administration was more concerned about the survival of a strong central Government in Iran than about the Kurdish goal of political independence." How would this country's Founders have viewed such a policy?

VERA BEAUDIN SAEEDPOUR
Director, the Kurdish Program
Cultural Survival Inc.
New York, Sept. 22, 1987

can perhaps be best expressed in the words of the Turkish Minister of Justice who in 1930 declared:

"The Turk is the only lord in the country."

One can not help but hear the echoes of the Nazi Germany *Urbemensch* policy. One can not help either to recall the 1915 Armenian Massacres; followed by the 1925 Kurdish massacres; by the WWII Jewish Holocaust; and the 1978 Cambodian massacres.

With 70,000 political prisoners in Turkey, it is believed that

The California 29-10-87 COURIER Turkey Commits Genocide Against Kurds

By Jackie Abramian

Earlier this year, the Turkish government began a strategic deportation of peasants from 700 villages in the southeastern part with predominantly Kurdish population. The government called this an act of removing residents from sensitive border lines.

In July of this year, the press reported that "Kurdish rebels" of the southeastern region had killed 31 innocent persons, including 11 children. What the press, however, failed to explain was the roots of such an uprising by the Kurds.

In response to the attacks, prime minister of Turkey Turgut Ozal stated in a press conference, that the end for the Kurdish rebels had come . . . "They may be 100 or 200 of them . . . we will get everyone."

Constituting one-fourth of Turkey's population the 10

million Kurdish minority in Turkey are the fourth largest minority group in the Middle East. Occupying 30 percent of Turkey's territory, Kurds have been denied their basic human rights since the 1924 Turkish government's mandate which outlawed the words "Kurds" and "Kurdistan." The Turkish government has denied the Kurdish existence in the country, referring to the minority group as "Mountain Turks." The government has severely punished those citizens and foreigners who have dared to mention the Kurds. A German tour guide, Ralf Ramond Braun was imprisoned for mentioning the Kurds in one of his tours.

Between 1925 and 1939, the Turkish government deported and massacred 1.5 million Kurds. The government's view on the Kurdish problem, which they refer to as "the eastern problem"

20.000 of them are Kurds. Turkey is thus under clear violation of U.N. Declaration of Human Rights and European Convention of Human Rights.

"With the tolerance of just a few countries . . . we will have no problem liquidating millions of Kurds," said former Turkish Minister of Foreign Affairs during a session of Council of

Europe in 1983.

"Liquidating" seems to be a newly created word for the same acts the government committed in 1915 against the Armenians and again in 1925 against the Kurds.

While the world governments watch the systematic violations in progress in Turkey, European

countries resent Turkey's entry to the European Common Market, and U.S. continues its military aid to Turkey. Turkey is now the third largest recipient of U.S. aid.

"We will certainly settle our account with the Kurds," Ozal said in a recent press conference. "Let the world see it."

L'EST REPUBLIQUE 26-11-87

Ils sont dix-sept millions dispersés dans cinq états Les Kurdes, ces « Turcs montagnards »

Publier un journal en langue kurde est, en Turquie, passible de quinze ans de prison. Un intellectuel démocrate comme Ismail Besik a payé de 13 ans de cachot ses articles sur la cause kurde.

Il est vrai qu'il n'y a pas une, mais au moins deux langues principales kurdes, le Kurmanci et le Zaza. Ceci pour la seule Turquie qui, comme les Kurdes de Syrie, a adopté l'alphabet latin alors que les Kurdes d'Irak et d'Irak écrivent en arabe et ceux d'URSS en cyrillique...

Les 17 millions Kurdes, en effet, qui vivent souvent d'élevage sur un territoire grand comme la France, sont dispersés dans cinq états.

Le grand Kurdistan c'est en fait un pays qui n'existe pas...Le mois dernier, c'est en Irak, que les maquisards séparatistes ont repris la guérilla. En Turquie, dans la partie orientale et élevée du pays, la

révolte n'a jamais vraiment cessé depuis 1925... Pour le gouvernement central d'Ankara, il n'y a plus de Kurdes depuis 60 ans mais seulement des « Turcs montagnards ».

« Ceux qui vont au-devant de la mort »

Dans la région de

Mardin de Batman et de Van d'où viennent la moitié des Turcs qui demandent l'asile en France, la vie quotidienne c'est celle des « Peshmerga » autrement dit « ceux qui vont au devant de la mort » dans les maquis.

Réfugié dans l'Est de la France, Muzaffer a été de ces maquisards du Parti des travailleurs kurdes, le PKK qui entraîne ses terroristes en Syrie aux côtés des Arméniens de l'ASALA.

« On connaît le génocide des Arméniens de 1915 qui n'a jamais été reconnu par la Turquie, on sait moins en Europe, expliquent les exilés kurdes, le génocide des Kurdes de l'entre-deux-guerres ». Ce million

de morts compte encore de nos jours pour ces Kurdes de Turquie qui aspirent à l'autonomie avec leurs frères séparés par des frontières artificielles et vivant dans le climat de guerre que l'on sait en Iran et Irak.

Amnistie politique et partis interdits

De violences en attentats, un coup d'Etat a amené les militaires turcs au pouvoir en 1980 et les dirigeants civils d'aujourd'hui organisent des élections générales anticipées pour le tout proche 29 novembre. Non sans avoir quelque peu libéralisé ce que Hakkî et Tuncay appellent un « régime fasciste ». Un référendum en effet vient de décider, de

justesse, l'amnistie politique de 241 dirigeants d'avant 1980 parmi lesquels les deux derniers premiers ministres civils.

Mais les anciens partis d'avant le coup d'Etat restent interdits.

Militants de gauche turcs comme Salih et nationalistes Kurdes comme Muzaffer ils prennent donc souvent le chemin de l'asile, se retrouvant dans les pas précaires des émigrés économiques (il y a 5,5 millions de chômeurs sur 25 millions d'actifs).

Certains demeurent musulmans mais non intégristes. Qu'ils soient Turcs ou Kurdes, ils aimeraient que les Français les prennent non pour des Arabes (qu'ils ne sont pas), mais pour des réfugiés.

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

Liberation

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

il manifesto

La Republique des Pyrenées

DIE BRÜCKE

Militari
Haik gazetes

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

Le Monde

LYON MATIN

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÊ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE
Hürriyet

afrique
asie

L'Humanité

Telarama

FINANCIAL TIMES

Visite à Diyarbakir, capitale du Kurdistan

LA LOI DE L'OPPRESSION

De notre envoyée spéciale.

DIYARBAKIR, ville principale du Kurdistan (région que la loi turque interdit de nommer par son nom), célèbre, disent les dépliants touristiques, par les hautes murailles qui l'entourent, et le Tigre qui la baigne... Il faudrait plutôt dire célèbre par ses prisons dont l'une, la prison militaire, est réputée comme la plus terrible de Turquie dans l'art de briser les hommes. J'ai passé deux jours à Diyarbakir avec la délégation parlementaire européenne venue observer la « démocratie électorale » en Turquie. Nous n'avons pu visiter la prison ; il paraît que cela « n'était pas dans la mission de la délégation ». Mais s'il est difficile d'en franchir les murs, rien n'est plus facile que d'en rencontrer les anciens hôtes. A se demander si la moitié de la population mâle de la ville n'est pas passée par là...

Tous ceux que j'ai pu voir en portent les marques dans leur chair : dents cassées ou arrachées, cicatrices des brûlures à l'électricité ou des coups, arcades déchirées. Cela peut être, comme pour Ah-

met Turk, devenu dimanche député social-démocrate populiste de Mardin, alors qu'il était sorti quelques jours plus tôt de prison, blanchi par la cour, à cause d'un simple soupçon de sympathie pour le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste, partisan de la lutte armée). Pour un autre militant du même parti, dont je tairai le nom, car il ne bénéficie pas, lui, de l'immunité parlementaire, il s'agissait simplement d'avoir, en parlant kurde, fait de la « propagande séparatiste », ce qui lui a valu quatre ans et demi dans la terrible geôle...

Si l'oppression n'est pas toujours aussi brutale, elle est omniprésente dans cette région encore soumise à un régime d'exception « sous la coupe d'un super gouverneur » qui a tous les pouvoirs : il dispose de la police, de la gendarmerie, de l'armée, peut décréter le couvre-feu ou recruter des hommes de main chargés de quadriller les populations villageoises, les milices de villages. Ce gouverneur assure, bonhomme : « J'ai beaucoup de pouvoirs mais je ne les utilise

pas. » Mais, dans cette province la plus déshéritée du pays, où le revenu moyen ne dépasse pas cinq cents dollars par an, la revendication première est la fin de la repression.

A Bagivar, village rural de la plaine du Tigre, si inisérable qu'il semble tout droit sorti du Moyen Age, avec ses maisons de pisé basses et les égouts qui coulent dans les ruelles de terre, les paysans qui nous offrent le thé sous une tonnelle n'en démordent pas : « dont ils ont le plus besoin, c'est de démocratie... En cercle serré autour de nous, tout le village est là, jeunes et vieux réunis. Mais il n'y a pas une seule femme. Et comme le président de la délégation européenne leur demande ce que veut dire pour eux l'Europe, la CEE, l'un de ces paysans kurdes a cette phrase : « Quand toutes les libertés, tous les droits de l'homme seront respectés chez nous, nous ne serons pas seulement membres de la Communauté européenne mais membres de la communauté mondiale. »

F. G.-R.

3.12.87

SWB

BBC

MONITORING

SUMMARY OF WORLD BROADCASTS

Iranian reports of Kurdish operations in Iraq (Excerpts from IRGC Joint Staff Command *communiqué*) ... Following the merciless slaughter of 200 residents of (?Keymen) village near Kirkuk in Iraq and the driving away of the villagers, PUK forces and the Muslim mujahidin supporting the Supreme Assembly of the Islamic Revolution of Iraq [SAIRI] launched a destructive operation deep inside Iraqi territory three days ago... The Iraqi Kurdish combatants, succeeded in attacking enemy forces stationed on the important and strategic (?Zinosti) heights including heights 1600, 1769, 1895, 1920 and 2006 situated beyond the general region of Mawat in Sulaymaniyah province of Iraq, ambushed the Ba'thist forces and, while destroying their positions, killed or wounded more than 650 Iraqi mercenaries... They also destroyed more than 11 bases and two HQs of the Iraqi forces, and inflicted heavy damage on the enemy... [unspecified number of prisoners; forces returned to base] (Tehran home service 1040 gmt 30 Nov 87)

(Excerpts) According to reports from Ramadan HQ, the centre for irregular warfare of the IRGC ground forces of the Iraqi [Kurdish] Democratic Party ambushed forces of the Iraqi Ba'thist and Zionist forces on the road from Dahuk to Zubaydat in Dahuk province, yesterday, killing 40 of them and capturing four...

The report indicates that the forces of the Patriotic Union of Iraqi Kurdistan succeeded in destroying the important and strategic Bakhtureh bridge [phonetic] situated on the road to Hamilton [phonetic] 20 km from Arbil in Iraq. The PUK forces also downed an enemy Sukhoi fighter plane yesterday. The pilot was killed.

The PUK forces ambushed Iraqi Ba'thist mercenaries in the town of (?Harir) in Arbil province and killed a number of them. Rahman Oso Mustafa [phonetic], commander of one of the companies under the command of the 33rd Khafifah Battalion, was also captured. (Tehran home service 1043 gmt 30 Nov 87)

Près de 3 millions d'Iraniens sont réfugiés en Turquie

Istanbul, le refuge des déserteurs de Khomeini

Ils sont actuellement près de trois millions à avoir quitté le pays de l'ayatollah Khomeini pour se réfugier en Turquie : la plupart d'entre eux sont des jeunes qui veulent, à tout prix, échapper à la guerre. Une guerre qui a déjà fait un million de morts du côté de Téhéran et qui compense le déséquilibre en armement avec l'Irak en envoyant des enfants au front.

□ A quelques dizaines de mètres, la place Tak-sim : le cœur « européen » d'Istanbul. Une effervescence toute orientale pendant la journée. Une foule grouillante sur les trottoirs et les klaxons stridents de taxis jaunes et noirs qui ponctuent chaque seconde qui passe. Ici, dans cette église catholique, c'est le silence. A l'extérieur, le bruit et la fureur, dans l'église des bruits feutrés, une ambiance recueillie et des cierges prouvent la ferveur religieuse.

Il y a d'ailleurs beaucoup d'ombres qui circulent en ce lieu : majoritairement des jeunes et des femmes. Des Iraniens, sans ressources, qui tentent d'obtenir de l'aide : financière certes, mais surtout morale. A certains moments, ils sont tellement nombreux que la file d'attente déborde à l'extérieur de l'endroit sacré et se

répand dans une des artères les plus animées d'Istanbul. Mais cette église n'est pas la seule à connaître l'afflux de réfugiés : tous les lieux de culte catholique du pays sont soumis à la même pression humanitaire.

Houchang (1) a quatorze ans, il y a quelques semaines encore, il habitait une petite bourgade de l'Azerbaïdjan (province du nord de l'Iran dont la capitale est Tabriz). Ses parents sont paysans. Un beau jour, on lui apprend qu'il doit rejoindre le front de la guerre comme beaucoup de petits camarades d'école avant lui. La nouvelle connue, et confirmée par les autorités du village, sa famille rassemble 300 dollars en lui donnant l'ordre de filer. 300 dollars c'est ridiculement peu pour tenter de refaire sa vie dans un environnement sur lequel on ne sait rien.

C'est énorme pour une famille de paysans iraniens. D'abord parce que ces miraculeux dollars, on ne peut pas, bien sûr, se les procurer officiellement à la banque. Dans l'attente de la terrible nouvelle, celle du départ à la guerre, le père du jeune Iranien s'est donc procuré, « au noir », la somme nécessaire. Un dollar contre cent un tommans, mille deux cents rials contre un petit billet

vert. (Au cours officiel, 10 rials = 15 F, « au noir », 1 500 rials = 1 F.)

Houchang rassemble quelques affaires, les entasse dans un sac de voyage et se met en route. Sans papiers. Sans passeport. Sans rien. Les 300 dollars sont vite dépensés. D'abord les « passeurs », bien sûr. Ils l'ont immédiatement lourdement rançonné. De nuit, ces passeurs le conduisent, à pied, à travers les montagnes jusqu'au Kurdistan turc.

Arrivé quelque part à l'est du lac de Van, il paie la police pour continuer son voyage... vers les Etats-Unis. Eh oui ! comme la plupart de ces jeunes Iraniens, l'Amérique du Nord, le Grand Satan pour Khomeini, représente l'Eldorado. De bus en cars, avec les quelques dollars qui lui restent, Houchang arrive jusqu'à Istanbul.

Sur la rive asiatique du Bosphore, il reste quelques jours dans un camp d'accueil installé ici par le Haut-Commissariat aux réfugiés qui dépend des Nations unies, et une semaine après il se dissout dans la ville. Sans un sou pour survivre. Sans argent et sans passeport, Houchang ne peut se rendre à l'hôtel. Des réfugiés comme lui, il y en a un million à Istanbul. Un million sur une

ville de cinq millions d'habitants. Une personne sur cinq, croisée sur les trottoirs de la ville turque, est donc un réfugié iranien. La cohabitation, même si elle ne revêt encore aucun caractère de gravité, commence à poser des problèmes entre les communautés

Certes de nombreux Turcs y trouvent pour l'instant leur compte : ils sous-louent une pièce de leur appartement aux réfugiés les plus pauvres qui s'entassent alors à plusieurs dans quelques mètres carrés. Un apport qui leur permet, à leur tour, de s'acquitter de leur loyer dans une situation économique difficile.

D'autre part, tous ceux qui, extérieurs au problème, se dépensent pour les « clandestins » iraniens témoignent tous du même phénomène : ceux qui ont le moins d'argent aident les autres, largement au-delà de leurs véritables possibilités. Houchang trouvera refuge auprès d'une famille plus chanceuse que lui. C'est courant dans la communauté. Seuls les riches, et ils sont nombreux ici, ferment leurs portes. Mais aux dires des observateurs, de très nombreux agents provocateurs de Khomeini s'infiltrèrent également dans le flot des fuyards pour monter les intégristes

musulmans, nombreux et actifs en Turquie, contre le « laxisme » du gouvernement.

Et c'est vrai qu'à Ankara le gouvernement est plutôt bienveillant à l'égard de ceux qui franchissent clandestinement la frontière entre les deux pays. Rares sont les immigrants clandestins qui ont été renvoyés en Iran. Les rumeurs les plus

fantaisistes circulent d'ailleurs à ce sujet : on ne fait savoir qu'à Neidi, une petite ville du sud de la Turquie, vingt mille jeunes sont actuellement rassemblés. On menace de les expulser. La rumeur est fautive, les réfugiés sont seulement deux cents et l'on a demandé à cinquante d'entre eux de quitter les lieux.

Rumeurs qui témoignent tout

de même de la tension qui commence à apparaître ! Les candidats au départ se bousculent devant les bureaux des Nations unies à Ankara. Ils devront attendre entre six mois et deux ans pour obtenir des papiers leur permettant de quitter la Turquie pour des pays d'accueil : la France peut-être, même si la cote de notre pays ne

cesse de décroître dans l'échelle des droits de l'homme... !

YVES LOISEAU

(1) Pseudonyme collectif pour plusieurs jeunes Iraniens qui m'ont raconté pratiquement la même aventure.

LE FIGARO

TURQUIE Condamnation d'un guide français

□ La cour de sûreté de l'Etat turque a condamné hier un guide français, jugé par contumace, à cinq années de prison.

Michel Ceraminot a été reconnu coupable de propager le point de vue séparatiste kurde auprès de vingt touristes français, l'été dernier. M. Ceraminot a quitté la Turquie, malgré une injonction de rester dans le pays...

8.12.87

MESSAGES DU MONDE

PARTI UNIFIE DES COMMUNISTES HAÏTIENS

Comme vous le savez, notre pays est gouverné par des hommes sans parole, par des hommes qui érigent l'assassinat, le banditisme tout court en système de gouvernement.

Les Américains qui, aujourd'hui, claquent leur indignation ont auparavant armé jusqu'aux dents l'armée d'Haïti, financé le CNG et ses complices. Ce sont eux qui, maintenant, trament l'assassinat de plusieurs leaders politiques haïtiens, dont celui de René Théodore, secrétaire général du PUCH et candidat à la présidence.

Nous avons besoin de solidarité, de la vôtre, qui ne nous fera pas défaut. Au nom des liens historiques et culturels qui unissent nos deux peuples, au nom de l'amitié traditionnelle qui lie nos deux partis, nous vous demandons, aujourd'hui, de faire tout ce qui est à la mesure de vos forces pour nous aider à contrer les menaces de plus en plus précises de l'intervention étrangère en Haïti sous la bannière étoilée.

Le Secrétaire du PUCH

PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN, IRAK

Aujourd'hui, l'existence-même de trois millions et demi de Kurdes en Irak est menacée par la guerre et le génocide non déclarés.

La dictature fasciste de Saddam Hussein a détruit trois mille villages et utilisé des gaz chimiques au Kurdistan, contre les civils, et terrorisé la totalité du peuple irakien.

Nous attendons de nos camarades qu'ils élèvent le niveau de leur soutien et de leur solidarité avec la lutte de libération du peuple kurde.

PARTI COMMUNISTE IRLANDAIS

Le Parti communiste irlandais est clair sur ses positions, il veut une déclaration d'intention du gouvernement britannique de se retirer de toutes les affaires irlandaises et laisser le peuple irlandais du nord et du sud, déterminer son propre avenir.

Nous voulons la fin de toutes formes

de pression. Nous voulons maintenir et renforcer le principe de neutralité pour toute l'Irlande et assurer notre indépendance. Nous demandons également notre départ en tant que membre de la Communauté économique européenne.

PARTI DU TRAVAIL DE COREE

Le Comité central du Parti du travail de Corée et tous les militants de notre parti tiennent à adresser leurs félicitations chaleureuses et salutations de camaraderie aux communistes et aux travailleurs français accueillant le 26^e Congrès du Parti communiste.

Le Parti communiste français a combattu depuis longtemps avec les forces démocratiques pour le développement démocratique et le socialisme dans votre pays, tout en défendant les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Convaincus que les bons rapports d'amitié et de coopération entre nos deux partis iront en se développant encore mieux, nous vous souhaitons cordialement de nouveaux succès dans les travaux de votre congrès et les activités

ultérieures de votre Parti.

PARTI COMMUNISTE LIBANAIS

Le PCL apprécie la solidarité active du PCF. Dans ce cadre, nous partageons avec vous la conviction que la France pourrait jouer un rôle important pour contribuer à une solution démocratique de la crise libanaise, sur la base du retrait inconditionnel des forces d'occupation israélienne du Liban, de l'unité de notre pays et de sa souveraineté. La France peut également contribuer à une solution juste de la crise du Proche-Orient dans le cadre d'une conférence internationale à laquelle doivent participer toutes les parties concernées, y compris l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien.

THE MIDDLE EAST The Kurdish connection

10.12

RECENT UNREST in Iraq, Turkey and Iran has again drawn attention to the Kurdish issue. This latest demonstration of Kurdish national vigour is part of a struggle for national rights that has continued since before World War I. The longevity and intensity of the Kurdish campaign, its geopolitical implications for the Middle East, and the ideological and ethical issues it engenders raise questions of consequence for Israel.

In an age that has transformed the world into a global village it is ironic that a nation of 14 to 18 million can be as little known as the Kurds. Descended from the Medes, the Kurds are an ancient part of the Middle East mosaic. Their language is Kurdish, a tongue closer to Persian than to Arabic but distinct from both. They have from time immemorial resided on a large stretch of mountainous terrain extending from eastern Anatolia in today's Turkey, eastward across the Mosul region of Iraq and into the Kurdistan and Azerbaïdjan provinces of Iran (they are not to be confused with the Azerbaïdjanis, a large Turkish minority residing in adjacent parts of Iran). Additionally, several hundreds of thousands of Kurds inhabit the Jazirah districts of northern Syria, and remnants of a Kurdish exile community also reside in Soviet Azerbaïdjan.

In addition to the Kurds there are, of course, other sub-sets of Middle Eastern nationalities: Armenians, Azerbaïdjanis, Baluch, Berbers, Copts, Dhofaris, Nubians, Somalis,

African, Sudanesse, Turcomans and others. What makes the Kurds so noteworthy, though, is their level of national consciousness, internal organization, paramilitary prowess and dedication. With their contemporary overlord's attempted to conceal the Kurds' very existence, the vigour of the Kurdish national movement — on the battlefield and off — make them far from a marginal phenomenon in the region.

THE KURDS have been battling for national self-determination since the disintegration of the Ottoman Empire. Insofar as the Ottoman Turks were a Moslem elite, the Kurds, as a mainly Islamic people (including both Sunnis and Sh'rites, although there are Christians (Chaldeans) among them, as well) fared no better or worse under the Sublime Porte than other vanquished Moslems. But, with the dismantling of the Turkish Empire and its division into colonial possessions and states, the Kurds began to intensively prosecute demands for autonomy.

The draconian measures adopted by Ataturk in the building of modern Turkey sparked off the first contemporary Kurdish rebellion. Under the feudal Ottomans, the Kurdish language and tradition were tolerated in rural areas. Ataturk, however, suppressed all minority ethnic identification and was intent on crushing the Kurds as a distinct community as he had the Armenians.

The Kurds of Turkey today are officially nonexistent: there are only Mountain Turks who have forgot-

ten their mother tongue. Assertion of Kurdish identity in present-day Turkey is an offence punishable by imprisonment. Despite a small though unextinguishable Kurdish underground the Turks now have their boot firmly on the throat of their Kurdish minority. Underdevelopment is deep and endemic and human rights violations legion in Turkish Kurdistan today.

Beginning in the 1930s, the centre of Kurdish nationalism shifted eastward, to Iraq and Iran. In forming Iraq, the British fused the primarily Arab Baghdad province with the largely Kurdish Mosul and Persian Basra regions. This hodgepodge of a state immediately fell under extremist Arab domination remaining so until today. The more than 20 coups d'état that have taken place in that country have pitted one pan-Arab elite against another — with a Kurdish revolt often serving as the catalyst for the upheaval. Since the 1930s, the Kurds have posed the single most difficult encumbrance to the stability of Iraq's regimes. It is not just the political and military dimensions — the Kurds' refusal to submit to Arab domination — which so concern Baghdad. The petroleum reserves that constitute a cornerstone of the Iraqi economy lie beneath Mosul, Kirkuk and Sulimaniya. Demographically Kurdish regions

OH, then, partially explains the frenzied, frequently genocidal wars that the Iraqi Arabs have launched against the Kurds. Baghdad, espe-

cially under the Ba'athists, did not spare napalm or defoliation, and committed many atrocities against civilians in its five wars against the *peshmergas*, the fighting arm of the Kurdish national movement. While there have been cessations of hostilities and even treaties, the occasional rapprochements between Baghdad and the Kurds under its control have rarely lasted more than a few years at a time.

Yosef Gotlieb

Iranian Kurds never fared well, not even during the Pahlavi administrations, and they have suffered miserably since launching an ill-fated rebellion in 1979. Still, the time-honoured Levantine dictate that the "enemy of my enemy is my friend" periodically prompted Teheran to exploit the Kurdish issue as a useful tool in its imbroglios with Baghdad. Such cynicism was in force during the mid-Seventies when the Iranians turned a blind eye toward the establishment by the Iraqi Kurdish resistance of refugee camps, supply routes and guerrilla staging grounds in Iranian Kurdistan.

The passive assistance provided by the Iranians during the mid-Seventies paved the way to a near victory by the Iraqi Kurds over Baghdad. Attempts to subdue the *peshmergas* became an especially bloody endeavour; the Kurds fought fiercely, often brilliantly and frequently tied up large numbers of Iraqi regulars and armaments — de-

spite being severely outnumbered and poorly armed. After yet another perfidy by Baghdad in 1975, the Kurds launched an all-out campaign to win autonomy. Under the leadership of the legendary Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani, the Kurds quite nearly brought the Iraqis to their knees at the culmination of a highly successful guerrilla war — only to have the Shah suddenly cut off all aid to them at the most critical moment. In the first two weeks of March 1975, as a result of a peace agreement signed between Teheran and Baghdad, impending victory was stolen from the Iraqi Kurds.

Concurrently, Israel's assistance to the Kurdish national liberation movement came to an abrupt close. ISRAELI aid to the Barzani-led Kurdish resistance was always covert due to political realities confronting both parties. Nonetheless, the relationship between Israel and the Kurdish movement was important to both groups and continued for the better part of 10 years. Israeli experts worked in Iranian Kurdistan with the Iraqi Kurds at the height of the Ba'athist offensive against the Kurds. Some of what transpired at that time has been revealed elsewhere. Other elements remain classified, though it is known that Israeli expertise, supplies, and possibly military material were provided to the Iraqi Kurds.

Mullah Mustafa Barzani visited Israel at least once. He was touched by the reception he received from Iraqi Kurdish Jews who remained close to him even after resettling in

Israel. Toward the end of his life, Barzani said that he felt like a Soviet Jew, a prisoner of forces that refused him his very identity. He died during one of the many exiles he suffered during his life, this time in Washington, four years after the signing of the Iraqi-Iranian concordat that had betrayed his people. Many of his supporters in his Washington years were Jews.

Jews, particularly Israelis and Kurds share a common experience: a history of dogged commitment to their heritage and communal identity, centuries of persecution and exile, and the unenviable position of trying to survive in a Middle East where radical elites have the upper hand. Aside from these more existential similarities, recent history has bound the Jews and Kurds together. There is the episode of Israeli assistance to the Kurdish national movement. There is also the little-known but highly relevant fact that Kurds assisted in the evacuation of imperilled Middle Eastern Jews to Israel in recent decades.

In addition to the fundamental justice of the Kurdish cause, the Kurdish dimension of the Middle East is of considerable strategic interest to Israel. The greatest threat to Israel currently comes from the northeast: from Syria, and to a lesser extent from Iraq and Iran as well. The undying war between the latter two states notwithstanding, both the Iraqis and Iranians are devoted members of the Rejectionist Front. This is no coincidence: the Iraqi Ba'athists have always been among

the most exclusivist of pan-Arabists, while the Iranian Islamic Revolution has demonstrated its antipathy to all non-Shi'ite, non-Persian elements in its society. Both regimes are totalitarian in their outlook and in their view of the Middle East, the exercise of self-determination by submerged nationalities — be they Jews, Kurds, or other minority groups — is anathema to them. The Syrians play a similar game, and Turkey, while touting modern democratic values has demonstrated a high and ruthless authoritarianism against its Armenian and Kurdish communities.

SIGNIFICANTLY, if one looks beneath the facade of "homogenous" Turkey, "unitary" Iran and "pan-Arab" Iraq and Syria, one is struck by how important a phenomenon Kurdish nationhood is as far as the Middle East is concerned. Millions of Kurds reside in the vast majority of that contiguous territory known throughout history as Kurdistan. When the short-lived Kurdish Peoples' Republic of Mehabad was established in 1946, justice was briefly done to this beleaguered people. Even after being robbed of that meagre and transitory remedy to their plight, Kurdish nationalism has not died. Its frequent if inconsistent manifestations — ambushes in eastern Anatolia, revolts led by Barzani's sons in Mosul, sharp battles between Kurdish irregulars and Khomeini's troops in the mountains of western Iran — continue to express the relentless devotion of this people to its communal identity.

Occasional guerrilla forays are not

the only sign of Kurdish vibrancy. The Kurds are said to be masters of large swaths of Kurdistan; the Iraqi and Iranian militaries are unable to maintain control over much of the rural Kurdish hinterland. A network of Kurdish schools, hospitals and other civilian institutions have been rumoured to form veritable states within states in some parts of contemporary Kurdistan.

Against this backdrop, Israeli policy-makers should reconsider the Kurdish issue, especially in view of the current strategic characteristics of the Middle East. True, some elements of the Kurdish national movement have become hostile to Israel in the past decade. Still, there is a community of interest between the Kurds and Israel. Further, aside from the strategic matters there are questions of principle which make a compelling case for renewing contacts between Israel and the Kurds.

The writer is the author of "Self-Determination in the Middle East and works in the field of Third World development."

NEW YORK TIMES

U.S. Group Says Turkey Remains Lax on Rights

10.12.87

LIBERTE

By Alan Cowell
New York Times Service

ATHENS — A U.S. group monitoring human rights abuses has accused Turkey of failing to eradicate what it calls "distressing and inexplicable" torture by the police.

The assessment by Helsinki Watch, a private organization established to investigate compliance with the 1975 Helsinki accords on human rights, is significant because Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, is seeking greater Western acceptance and has applied to join the European Community.

Some European nations have argued that Ankara's human rights record creates an obstacle to EC membership. Turkey routinely denies that its security forces practice systematic torture, but has occasionally acknowledged abuses by individual officers.

Reflecting the view of some diplomats in Ankara, the Helsinki Watch report, published in New York on Dec. 1, says that "human

rights in Turkey are still in a state of flux" following widespread violations during its last period of military rule. From 1980 to 1983.

"Although there have been some noteworthy improvements, mainly in the area of freedom of association," the report says, "the continued use of torture in police detention is both distressing and inexplicable given the Turkish authorities' claim that they have brought an end to the use of torture and that any incidents that come to light are either fabrications aimed at influencing world opinion or are isolated cases of police brutality."

The report is based on interviews conducted in Turkey in June.

The evidence "indicates that torture is still routinely practiced in Turkey, involving the same techniques in the same police stations as has been documented in the past," the report says.

Since the military formally withdrew from politics in 1983, Ankara

has sought to revive democracy, dismantling rule by martial law in some areas and easing some restrictions imposed by the generals.

On Sept. 6, a referendum narrowly restored the political rights of those barred by the military from seeking office. On Nov. 29, Prime Minister Turgut Ozal was returned to office in the first election to be held under civilian supervision since the 1980 coup.

The election and referendum were depicted by Turkish officials as evidence of democratic renewal.

The report also notes that Ankara has permitted the foundation of a Human Rights Association, despite prohibitions on other civilian associations, and has eased press restrictions. It also has permitted citizens to petition the European Commission of Human Rights.

But, cataloging purported abuses, the 184-page report accuses Ankara of mistreating the large Kurdish minority in the southeast. It also says that the country's military-drafted constitution, which was approved by compulsory referendum in 1982, limits legal rights and freedom of thought.

10.12.87

PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN

Depuis neuf ans, le peuple kurde en Iran mène, sous la direction de notre parti, une lutte sanglante contre le régime réactionnaire de Khomeiny, afin de restaurer un régime démocratique qui assurera l'autonomie au Kurdistan iranien, ainsi que leurs droits nationaux à tous les peuples opprimés de notre pays.

Nous sommes certains que votre parti prendra toujours la défense de la paix mondiale, de la liberté et du droit des peuples à l'autodétermination.

L'économie iranienne au bout du rouleau

Après sept années de conflit militaire et deux ans de guerre économique suivant le contrechoc pétrolier, l'Iran semble aujourd'hui approcher des limites de sa résistance. L'idée n'est pas nouvelle : voilà des années qu'on prédit l'effondrement du régime par épuisement de ses ressources financières. Voilà des années que la République islamique tient bon, au prix de sacrifices croissants imposés à sa population.

Cette fois, pourtant la menace paraît sérieuse. « Ils ne sont pas encore tout à fait au bout du rouleau, mais ils ne peuvent plus continuer longtemps dans ces conditions », assure M. Gadon, de l'Institut français du pétrole. Car l'incroyable est arrivé : le blocus économique imposé depuis l'été au pays commence à porter ses fruits. Téhéran paye cher son isolement diplomatique, et s'il cherche, en se rapprochant, de la France, à desserrer l'étouffement, c'est qu'il ne lui reste plus environ qu'une année de réserves devant lui.

Principal goulet d'étranglement : les devises. Le « trésor » accumulé avant la guerre a fondu. Selon la banque des règlements internationaux, les réserves en devises de l'Iran ne s'élevaient plus, à la mi-1987, qu'à 5,3 milliards de dollars, soit un quart du « magot » de 1980 (20 milliards) et 2,5 milliards de moins qu'un an auparavant. Et si le pays, contrairement à l'Irak, ne souffre quasiment pas d'endettement extérieur, il n'a pas non plus de crédit. Quelle banque occidentale accepterait dans les conditions actuelles d'ouvrir à Téhéran une ligne de crédit ?

Importations minimales

Contraint de régler ses importa-

tions au « comptant » ou presque, Téhéran ne peut donc miser sur ses recettes de l'année pour financer ses besoins. Or, depuis l'an dernier, elles ne suffisent plus à assurer le minimum vital pour poursuivre la guerre et nourrir la population. « L'Iran a un vrai problème d'équilibre extérieur », estime M^{me} Monique Benisti, de l'Institut français des relations extérieures (IFRI), « les recettes d'exportations ne s'améliorent pas et il ne peut plus continuer à réduire les importations ».

En dépit du redressement des prix du brut, 1987 ne devrait pas être meilleur de ce point de vue que 1986. L'an dernier, les revenus du pétrole étaient tombés à 6,6 milliards de dollars environ, soit la moitié de l'année précédente et trois fois moins qu'en 1983. Cette année, ils ne devraient guère dépasser 8 milliards de dollars, ce qui, compte tenu de la dépréciation du billet vert, ne laisserait à Téhéran, contraint de s'approvisionner hors des Etats-Unis en monnaies fortes (yen, mark, etc.) qu'un pouvoir d'achat stagnant.

Après un premier semestre satisfaisant, la montée des tensions dans le Golfe et surtout l'embargo décidé par la France en juillet, puis par les Etats-Unis en septembre, a rendu l'écoulement du brut iranien de plus en plus difficile. Téhéran s'est placé dans une situation de dépendance absolue vis-à-vis de son principal client, le Japon, lequel, sans suivre officiellement les Etats-Unis et la France, n'en a pas moins gelé ses achats aux contrats existants.

L'Iran, pour écouler les surplus résultant de l'embargo a dû littéralement brader son pétrole, d'autant que la plupart des autres pays occidentaux soumis à d'amicables pressions des pays arabes du Golfe ennemis de l'Iran observaient, comme le Japon, une attitude des

plus réservés vis-à-vis du brut iranien. Résultat : une décote de plusieurs dollars par baril, qui, ajoutée aux frais énormes d'assurance et de transport (2 à 3 dollars par baril) supportés par l'Iran pour acheminer son pétrole en dehors de la zone de guerre (grâce à une navette de vingt-deux cargos), ramène le prix réellement perçu par l'Iran aux environs de 15 dollars, soit le prix moyen de 1986.

La faiblesse des revenus pétroliers, qui constituent l'essentiel des ressources, ne laisse à l'Iran qu'une marge de manœuvre des plus limitées. Car les importations ont d'ores et déjà été réduites au strict minimum. La guerre, du côté iranien, est une guerre de pauvres. Elle coûte néanmoins bon an mal an environ 5 milliards de dollars.

La grande industrie, paralysée par le manque de pièces et de matières premières, a été contrainte l'an dernier, de mettre au chômage partiel quelque sept cent cinquante mille travailleurs. Le gouvernement a dû, cette année, desserrer un peu la vis des entreprises nationales pour limiter le chômage. Quant à l'agriculture, qui, jusqu'ici, parvenait à tenir, elle a été affectée cette année à la fois par des inondations et par la sécheresse, et devrait voir sa production au mieux stagner.

En outre, les coûts indirects de la guerre deviennent de plus en plus pesants. Les raids irakiens ont détruit une partie des capacités de raffinage, ce qui oblige l'Iran à importer plus de 200 000 barils/jour de produits raffinés, à un coût d'autant plus important que le Koweït et l'Arabie saoudite ont récemment « conseillé » aux compagnies qui font affaire avec eux de cesser toute livraison indirecte de produits pétroliers comme le fuel,

dont l'Iran manque cruellement en hiver.

Pénuries et inflation

Pour assurer l'exportation de son brut, l'Iran a dû en plus engager des efforts coûteux, dont la construction d'un nouvel oléoduc et de terminaux de chargement plus au sud du Golfe. Les centrales électriques et l'industrie n'ont pas non plus été épargnées, ce qui entraîne des pannes et des pénuries incessantes.

Jusqu'ici stoïque, en dépit de l'inflation (plus de 30% l'an), la population pourrait-elle supporter sans broncher de nouvelles privations ? C'est pourtant sans doute le seul élément de « souplesse » dont dispose le gouvernement.

Car, au rythme actuel, les réserves extérieures seront épuisées dans moins d'un an. En 1986, les importations, en dépit des restrictions, ont atteint 10 milliards de dollars environ. Pour financer le déficit, l'Iran a dû puiser plus de 2,5 milliards de dollars dans ses réserves. Cette année, on voit mal comment il pourrait en être autrement. A moins d'une improbable remontée des prix du brut, les réserves de l'Iran seront de nouveau sollicitées. Il ne restait plus alors que de quoi tenir en 1968.

On comprend dans ces circonstances, à quel point la « normalisation » engagée avec la France et surtout les négociations financières visant au remboursement même partiel du prêt de 1 milliard de dollars consenti par le régime du shah à Paris sont vitales pour l'Iran. Les 330 millions de dollars versés au début de cette année, auxquels pourrait s'ajouter bientôt une seconde tranche du même tournant, représentent tout bonnement pour le pays aux abois quelques mois de survie supplémentaires. Mais, au-delà, « l'Iran doit absolument retrouver des appuis extérieurs pour desserrer l'étouffement. Il ne peut pas supporter longtemps l'isolement dans lequel ses maladroites de l'été l'ont placé », explique en privé le président d'une grande compagnie pétrolière, familier du Moyen-Orient, avant d'ajouter : « Dans ce contexte, la libération des otages ne m'a pas surpris... »

V. M.

Les retombées du conflit du Golfe

Economie de guerre à Bagdad

Téhéran a semé le doute quant aux intentions de Paris vis-à-vis du pétrole iranien en annonçant, en marge de la réunion de l'OPEP, une prochaine levée de l'embargo français, ce que l'on dément toutefois dans les milieux gouvernementaux et industriels (lire page 4). Par ailleurs, à Bagdad, on assiste à une remise en ordre de l'économie irakienne susceptible de replacer le pays sur la voie du développement.

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Une position avantageuse à l'ONU, l'appui du monde arabe après le sommet d'Amman, une économie en meilleure posture : les dirigeants irakiens sont plus à l'aise, alors que Téhéran annonce une nouvelle fois une grande opé-

ration militaire. Mais, plus de quatre mois après le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 598, demandant notamment un cessez-le-feu immédiat, on estime, à Bagdad, que les choses ont assez duré et qu'il faut se rendre à l'évidence : Téhéran refuse la 598. Ce que, souligne-t-on, Bagdad répète depuis juillet. « En conséquence, affirme M. Wissam Al Zahawi, vice-ministre des affaires étrangères irakien, le Conseil de sécurité doit prendre ses responsabilités et adopter une deuxième résolution », c'est-à-dire prendre des sanctions contre l'Iran, notamment un embargo sur les ventes d'armes et des sanctions économiques. « C'est, ajoute-t-il, une question de crédibilité. »

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Suite de la première page.)

Sans trop d'illusions sur l'efficacité de telles sanctions qui compliqueront, dit-on quand même, les circuits d'approvisionnement, M. Al Zahawi poursuit toutefois : « *Moralement, c'est très important, car cela signifie une condamnation par la communauté internationale de la poursuite de cette guerre* », donc de l'Iran.

Dans ce retard à l'application de la 598, l'Union soviétique fait figure d'accusée à Bagdad, où les arguments avancés jusque-là par Moscou, essentiellement le fait de laisser du temps à l'Iran, ne convainquent plus personne.

« *Nous ne sommes pas d'accord avec l'URSS quand elle nous dit qu'il faut donner du temps à l'Iran pour coopérer avec l'ONU* », affirme ainsi M. Saadoun Hammadi, membre du Conseil du commandement de la révolution et président de l'Assemblée nationale. « *L'Iran n'est pas le type de régime sensible à la raison* ». « *La crainte que nous exprimons les Soviétiques de la présence américaine dans le Golfe, souligne pour sa part M. Al Zahawi, ne doit pas empêcher l'application de la résolution 598. Les deux choses ne sont pas liées. Cela ne doit pas être une excuse. Nous comprenons la position du Koweït dans sa demande de protection américaine pour l'exportation de son pétrole. Nous ne sommes pas favorables à la présence des grandes puissances dans le Golfe, mais le Conseil de sécurité n'a rien fait pour protéger le Koweït. Donc, nous comprenons leur position. Les Etats-Unis ne sont pas là pour être là, mais pour répondre à la demande du Koweït. D'ailleurs, nous avons de très bonnes relations avec les Etats-Unis, et leur aide pour l'adoption de la 598 a été précieuse.* »

Après la tension suscitée par les révélations de l'« Irangate », l'attaque par l'aviation irakienne de la négate *Stark*, qui a tué trente-sept marins américains, a en quelque

sorte remis les deux pays à égalité, explique-t-on dans les milieux diplomatiques.

Le président Saddam Hussein a multiplié les messages à M. Reagan, et Bagdad n'a pas cherché à dissimuler sa responsabilité une attitude, dit-on, appréciée à Washington.

Une chose est sûre, en tout cas, les Etats-Unis ont sérieusement augmenté le montant des crédits offerts à Bagdad dans le cadre de l'aide agro-alimentaire. Celle-ci, pour cette année, s'élève à 960 millions de dollars contre 250 millions en 1986. De plus, Washington a offert une ouverture de crédit à court terme de 200 millions de dollars. Autant de gestes qui témoignent de l'augmentation de la présence américaine sur le marché irakien.

Sérénité apparente

En fait, comme le résume clairement le ministre de l'information et de la culture irakien, « *nos relations avec les autres pays dépendent de l'attitude qu'ils adoptent sur la guerre avec l'Iran* ». D'où la tension avec Moscou qu'un traité d'amitié lie à Bagdad. L'URSS fournit 80 % de l'armement irakien, ce qui limite toutefois les éventuelles conséquences du différend actuel.

La condamnation quasi unanime, pour la première fois — Libye exceptée, — par les pays arabes, au sommet d'Amman, de l'« *agression iranienne* » a constitué un succès pour Bagdad, où l'on considère que le sommet a marqué un tournant dans l'attitude des pays arabes à l'égard de l'Iran.

Les responsables irakiens se montrent en revanche très prudents sur l'avenir de la « *réconci-*

liation » avec Damas. Attendre et voir, tel est le leitmotiv : « *nous jugerons aux résultats* ». Mais Bagdad ne veut pas brusquer les choses, conscient du fait qu'on n'efface pas des années de brouille en une soirée.

L'apparente sérénité des responsables irakiens est sans doute aussi la conséquence du redressement en cours de la situation économique. Après le marasme de l'année 1986, et les mauvais résultats dus à l'effondrement des prix du pétrole, qui n'a rapporté que 7 milliards en 1986 contre les 14 attendus, Bagdad a réussi à remettre de l'ordre dans son économie et ses finances.

Première tâche achevée, l'Irak a rééchelonné la quasi-totalité de sa dette, qui s'élève à 57 milliards de dollars, dont 31 sont dus aux pays du Golfe. L'endettement à l'égard de l'Occident, celui dont il faut tenir compte dans la mesure où le remboursement à l'égard des pays du Golfe est plus aléatoire, est de 26 milliards de dollars, dont 3 pour la France.

La dette à l'égard de l'Union soviétique, essentiellement militaire, reste inconnue mais se négocie sous forme de troc et d'accord « *huile en terre* ». Le service de la dette représente environ 3 milliards de dollars.

Si le montant du budget irakien demeure secret, les dépenses intérieures, selon le ministre des finances, sont pratiquement équilibrées par les revenus autres que pétroliers. Le coût de la guerre, difficile à évaluer, s'élèverait en moyenne à 5 ou 6 milliards de dollars par an.

Pour 1987, les revenus pétroliers attendus sont de 12 milliards de dollars. Malgré la réduction drastique des importations, l'Irak a dépensé, en 1986,

8 milliards dollars, et sans doute un peu plus cette année pour la réalisation des grands projets industriels en cours : une raffinerie, une aciérie, un complexe pétrochimique, une usine de pneumatiques.

Parallèlement à cette remise en ordre financière, le gouvernement a été largement remanié. Dix ministères ont changé de titulaires en huit mois. Ce sont tous, à l'exception du ministère de l'intérieur, des postes économiques. Des jeunes technocrates, plutôt formés dans les universités occidentales, souvent issus du cabinet du président, ont ainsi fait leur entrée au gouvernement avec pour objectif d'accroître l'efficacité économique.

La rentabilité est devenue le maître mot. Récusant le terme de révolution économique, M. Saadoun Hammadi parle, pour sa part, d'une vaste « *réforme économique et administrative* ». Son but : « *accroître la productivité du secteur public, réduire ses dépenses et donner un maximum de possibilités aux entreprises irakiennes dans la réalisation des projets en cours* ».

Tous les organismes de tutelle sur les entreprises d'Etat ont été supprimés. Celles-ci sont appelées à faire du profit, « *seul critère du succès ou de l'échec* », affirme M. Hammadi. Pour illustrer son propos, M. Hammadi donne en exemple le fait que le départ périodique des fonctionnaires sur le front n'affecte rien la marche des administrations, au contraire. Ils sont donc trop nombreux et doivent être mieux utilisés, dit-on. C'est sans doute pourquoi ceux-ci ont été récemment autorisés à rejoindre le secteur privé, appelé, lui aussi, à se développer.

Des privatisations ont eu lieu dans le domaine agricole où des

formes d'Etat ont été revendues à des investisseurs privés. Les prix agricoles ont été libéralisés, ce qui les a augmentés brutalement.

Mais, comme le dit M. Hammadi, la libéralisation des prix devrait entraîner une augmentation de la production et une stabilisation du marché. En attendant, des marges de bénéfices ont été fixées et les commerçants qui avaient trop augmenté les prix ont été sévèrement réprimés.

« *L'Etat ne peut pas à la fois s'occuper de l'armée et des œufs* », affirme le ministre de l'information. *L'initiative privée est un réel motif de progrès, qui doit être encouragée*. Il y a beaucoup d'activités pour lesquelles le secteur privé est meilleur », renchérit M. Hammadi. Reste à savoir quelles seront les possibilités d'action pour les entreprises privées, dans la mesure où l'Irak

connait pratiquement un double circuit économique.

A l'intérieur, le dinar a une valeur théorique de 3,3 dollars, alors que sa valeur réelle dans les circuits extérieurs et au marché noir, largement répandu, est de 1,50 dinar. En principe, il n'est pas possible pour un importateur privé d'avoir des devises. Mais quelques tolérances existent, puisque certains Irakiens ont un libre accès aux magasins hors taxes où tous les produits sont vendus en monnaies étrangères.

Pénurie de devises

Le manque de devises est sans doute à l'origine du renvoi progressif de fin de contrat de nombreux travailleurs émigrés, notamment dans les services. Ceux-ci doivent être remplacés, à

la demande du gouvernement, par des Irakiens. Bagdad n'est certes pas la capitale de l'opulence, et les queues devant les magasins d'Etat sont coutumières. Tous les produits de première nécessité sont disponibles, explique un expert, mais les gens les stockent dès l'arrivée sur le marché, alimentant une pénurie temporaire.

Les magasins d'Etat devraient progressivement disparaître au profit de petits commerces privés déjà largement répandus.

Ce discours libéral en économie affectera-t-il la politique ? C'est une question à laquelle il est trop tôt pour répondre tant la guerre sert à justifier la fermeté actuelle. Mais tout le monde est d'accord sur un point : la guerre a appris aux dirigeants à gérer. Le temps des largesses et des

contrats payés à l'avance est terminé.

Aujourd'hui, les Irakiens sont devenus de redoutables négociateurs, dont l'ambition est de préparer leur pays à la paix, que personne ne tient cependant pour proche. « *L'Irak de l'après-guerre ne sera plus comme avant*, explique un diplomate. *La guerre a fait changer les mentalités et réduit l'arrogance de nombreux responsables*. » L'heure est aujourd'hui au pragmatisme et à la prudence, même si beaucoup d'observateurs affirment : « *C'est quand tout va bien que les dangers d'aventure sont les plus grands*. »

L'Irak n'est certes pas sorti des difficultés, un revers militaire n'est jamais à exclure, comme un nouvel effondrement des prix du pétrole qui remettrait en cause les prévisions faites. Mais, après plusieurs mois de flottement, le pays semble de nouveau engagé sur la voie du développement.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LES CONDITIONS DES REFUGIES IRANIENS

IRANA VOX, la lettre d'information mensuelle de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en IRAN, a publié un EDITORIAL dans son numéro de novembre 1987 sur la situation des Iraniens hors de l'IRAN.

Ce texte, après l'expulsion d'Opposants Iraniens de FRANCE, devient d'une singulière actualité :

ÊTRE IRANIEU AUJOURD'HUI HORS DE L'IRAN

"Autrefois nous étions des personnes dont on se souciait, nous avions des amis et nous étions même réputés auprès de nos propriétaires pour payer régulièrement nos loyers. Autrefois nous pouvions faire nos courses et prendre le métro sans nous entendre dire que nous étions indésirables. [...] Nous nous demandons comment cela est possible: nous nous montrons si prudents à chaque moment de notre vie quotidienne, évitant que l'on ne devine qui nous sommes, quel type de passeport nous possédons, où ont été remplis nos certificats de naissance [...] Nous essayons de nous adapter le mieux possible à un monde où il faut faire preuve de conscience politique quand il faut faire ses courses." Ces rudes propos concernant les réfugiés juifs allemands durant la seconde guerre s'appliquent malheureusement -et presque mot à mot- aux réfugiés moyen-orientaux et plus particulièrement aux réfugiés iraniens. Le simple fait d'être iranien aujourd'hui en France et un peu partout en Europe implique les pires tracasseries administratives, les humiliations les plus diverses, une méfiance généralisée et la suspicion automatique. L'iranien est immédiatement suspecté d'être terroriste, de vouloir poser des bombes, de préparer la guerre sainte, d'être l'avant-garde d'une armée de barbares fanatiques prêts à envahir l'Occident. Toutes les dispositions sont prises, jour après jour, pour lui rendre la vie impossible. Qu'il veuille quitter le pays définitivement, alors il doit courir pendant des jours après une autorisation de sortie. Qu'il veuille y rester et dans ce cas il doit passer le plus clair de son temps derrière les guichets de différentes administrations. Cela est non seulement vrai pour ceux qui ont quitté l'Iran pour des raisons strictement politiques mais également pour la grande masse des iraniens, qu'ils soient étudiants, salariés, jeunes, personnes âgées, etc., aucune catégorie n'échappe à la règle.

Il est loin le temps où tout iranien, en montrant son passeport, "méritait" le respect des européens à Paris, Londres et Genève. C'était, il est vrai, l'époque du Shah d'Iran, des mirobolants contrats économiques et militaires, des pétrodollars, des prêts à long terme de l'Etat iranien. Sans vouloir rentrer dans la discussion des responsabilités, ni éluder celles propres aux iraniens qui d'ailleurs payent le prix de leurs erreurs, permettons-nous de noter l'hypocrisie ambiante. Car enfin, une population entière qui suscitait l'admiration de tous

(SUIVANT)

et dont on rappelait sa culture, sa richesse et son raffinement ne peut passer, du jour au lendemain à l'état barbare, être globalement et totalement taxée de terroriste. Telle est, en effet, la conjoncture dans laquelle nous nous trouvons, nous iraniens.

La situation est malheureusement bien pire encore pour ceux d'entre nous qui se trouvent actuellement dans les pays proches de l'Iran. La Turquie, le Pakistan, l'Irak et les Emirats Arabes offrent des conditions de vie bien plus difficiles aux iraniens qui se voient dans l'obligation de fuir leur pays. Là, il n'existe aucun contrôle ou presque. Une simple entente avec le régime de Téhéran peut entraîner la reconduction et l'expulsion vers l'Iran des iraniens qui y résident. Cela s'est déjà produit à maintes reprises pour ce qui est de la Turquie. Quant à ceux qui vivent -ou survivent- au Pakistan, ce n'est pas peu dire qu'ils mènent une vie de misère et d'extrême pauvreté.

Que penser de tout ceci et que demander qui soit réalisable? Nous ne voulons pas l'impossible. Notre souhait est tout simple: que l'Etat de droit soit respecté en France et en Europe pour les iraniens. Qu'ils ne soient pas maltraités, qu'ils ne soient pas suspects aux yeux de tous. En ce qui concerne les iraniens vivant en Turquie et au Pakistan, un minimum de solidarité et peu moins d'égoïsme remédierait en partie au mal existant. Après tout l'Iranien, comme tout être humain, a une dignité. Cette dignité mérite d'être respectée.

L'ECHO REPUBLICAIN DE LA BEAUCHE ET DU PERCHE 17.12.87

Expulsion d'un Turc d'Eure-et-Loir

Un Kurde de 25 ans, en situation irrégulière (le statut de réfugié politique lui avait été refusé), a été arrêté mardi soir alors qu'il venait pour des renseignements à la préfecture de Chartres. Il a été reconduit hier à la frontière et sera jugé en Turquie pour ses activités politiques. Au bout du voyage, il risquerait la peine de mort.

UN jeune Kurde de 25 ans, Yusseyin Kilinc, arrêté mardi par la police alors qu'il venait pour des renseignements à la préfecture de Chartres, a été reconduit hier matin à la frontière. L'avion qui le ramène en Turquie a décollé de l'aéroport d'Orly. Dans le même temps, une manifestation était organisée à Chartres par une dizaine de représentants du Mrap, de la Fen, de la Cfdt, des comités SOS Racisme et de Deux Fraternité, ainsi que de la Lcr de Dreux. « Cet homme sera mis au secret dès son arrivée en Turquie, puis jugé pour ses activités politiques. Il risque la peine capitale... la préfecture endosse là une lourde responsabilité ».

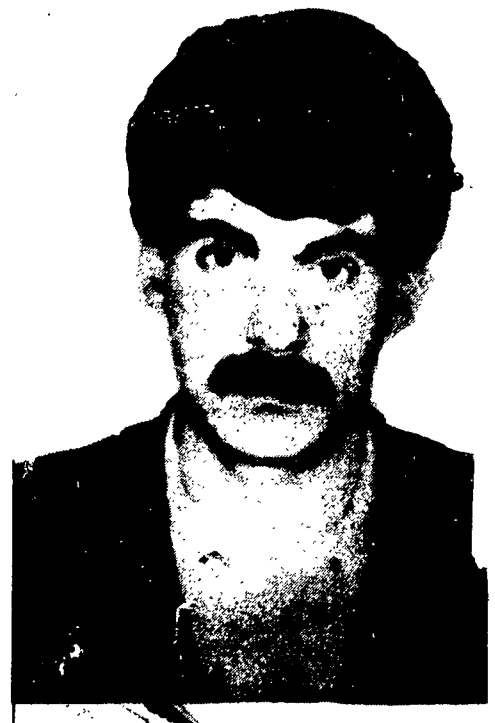
Militant du mouvement "Halkim Kurtulusu" (Libération des peuples kurde et turc), Yusseyin Kilinc était activement recherché par la police et la gendarmerie de son pays. Aux dires de ses amis, il vendait les journaux de cette organisation, distribuait les tracts, collait des affiches et organisait les réunions politiques.

Il est arrivé en France (à Dreux), le 8 septembre 1986. Le lendemain, il déposait une demande de

statut de réfugié politique. Demande rejetée par l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) le 12 août 1987. Ce rejet lui a été notifié le 21 octobre dernier. « Il avait alors la possibilité de présenter un recours, explique-t-on à la préfecture. A partir du moment où ce ressortissant était en situation irrégulière, nous n'avons fait qu'appliquer les mesures ministérielles ».

Le comité de soutien de Yusseyin Kilinc fait remarquer qu'il bénéficiait, en attendant les résultats de son dossier "Ofpra", d'un titre de séjour provisoire. « Il l'a perdu sur son lieu de travail, à St-Quentin-en-Yvelines. C'est pourquoi il était venu à Chartres pour demander de nouveaux papiers ».

Pour la préfecture, le dossier "Kilinc" est classé. Pas pour son comité de soutien, qui compte mener campagne avec Amnesty International auprès de l'ambassade de Turquie à Paris. « Ne serait-ce que pour demander au gouvernement turc des nouvelles de notre ami ».



Recherché en Turquie pour ses activités politiques, Yusseyin Kilinc a été reconduit hier matin à la frontière. Un comité de soutien est venu manifester aux portes de la préfecture de Chartres.

E.D.

Les Kurdes en grève de la faim : deux Drouais parmi eux

Ils entendent protester, au siège de leur association culturelle à Paris, contre « les mesures du gouvernement français ».

DREUX. — Deux Kurdes réfugiés politiques à Dreux ont entamé il y a une semaine une grève de la faim à Paris pour protester contre « les mesures du gouvernement français ». Ils se sont joints à leurs 25 autres compatriotes venus de plusieurs régions de France, au siège de leur association culturelle, à proximité de Strasbourg-Saint-Denis.

Les membres de la communauté kurde drouaise nous ont signalé leur geste hier en même

temps qu'ils remettaient un communiqué résumant les raisons de leur action. Un communiqué signé du comité d'organisation de la grève de la faim, où la question est posée : « A l'instar du régime fasciste turc, le gouvernement français a-t-il commencé à considérer le fait d'être kurde comme un délit ? »

Les Kurdes s'élèvent contre les « perquisitions, interdictions de manifestations et de réunions, atteintes au droit de séjour, tentatives d'intimidation, me-

sures prises contre les sympathisants du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK) »

Ils demandent le « retour immédiat » de trois Kurdes expulsés en Afrique au début du mois, l'arrêt de nouvelles expulsions le changement d'attitude du gouvernement, l'arrêt de l'aide au gouvernement turc.

Les deux Kurdes drouais participant à la grève de la faim seraient en France depuis quatre et deux ans. Ils habitent les Chamards.

L'EVENEMENT DU JEUDI 17.12.87

La rafle des opposants iraniens

Comment on jette des indésirables

Le régime de Téhéran ne supporte pas que la France abrite ses opposants. En gage de bonne volonté, il a demandé leur expulsion. Mais il y a la manière...

Le temps des rafles serait-il revenu? Certes, Pasqua n'est pas Bousquet et Libreville n'a rien du Vel'd'hiv mais le traitement infligé par le ministère de l'Intérieur à quatorze Iraniens et trois Kurdes expulsés de France — fut ce pour la bonne cause — est difficilement appréciable. Arrachés à leur famille le 7 décembre à l'aube, sans aucune explication, ces dix-sept réfugiés ont été clandestinement embarqués de force, le lendemain, sur la base militaire d'Evreux, dans un Boeing spécial. Quels crimes avaient-ils commis dans notre pays? Quels complots tramaient-ils? Aucun. Mais il y avait de la raison d'Etat.

Début décembre, le ministre de l'Intérieur réclame aux renseignements généraux une liste de ces antikomeïnystes radicaux que sont les Moudjahidin du peuple. Quelques centaines de noms sont présentés à la hâte. Seuls ceux de la région parisienne seront retenus, par commodité. Le 5 décembre, ordre est donné à la police de l'air et des frontières, aux RG, et aux directions départementales des polices urbaines concernées de se tenir prêtes le surlendemain. Aucune autre explication n'est donnée.

Lorsqu'ils se présentent aux domiciles des personnes à interpeller, les policiers font souvent chou blanc. Bon nombre de ces individus qui, selon Pasqua, présentaient une « menace particulièrement grave pour l'ordre public » et que des « raisons impérieuses de sécurité nationale » commandaient d'expulser selon la procédure d'urgence absolue, avaient démenagé depuis des mois. Les RG ne s'en étaient pas souciés, ces fous du combat anti-ayatollahs ne leur paraissaient pas très dangereux.

Aussi, quand ils viennent réveiller Hassan Habibi, à Auvers-sur-Oise, les inspecteurs ne dissimulent pas leur gêne. D'autant qu'ils n'ont même pas son arrêté d'expulsion sur eux. Un motard l'apportera sur place une heure plus tard. Certains policiers semblent même avoir parfois embarqué des personnes ne figurant pas sur leur liste. Faute de grives... C'est ainsi que deux Iraniens de passage en France mais réfugiés l'un en Suède, l'autre en

Angleterre, se retrouveront au Gabon le 8 décembre. Ils ne pourront regagner Stockholm et Londres que trois jours plus tard.

Au total, les policiers ont ramené dans leurs filets vingt-deux Iraniens et quatre Kurdes. Sur les dix-sept finalement expulsés, huit ont le statut de réfugié politique.

recours prévus. Alentés par des parents et amis des « rallés », certains avocats ont appelé le ministère de l'Intérieur le jour même. « On nous a envoyé paître sans nous fournir aucune explication », s'offusquent-ils. Tout fut donc mis en œuvre pour que cette opération soit menée à son terme



Dans un pays d'asile comme la France, signataire de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur les réfugiés, de tels étrangers ont des devoirs. Mais ils jouissent aussi de droits. Pasqua ne l'ignore pas. Dans une circulaire, qu'il a signée le 17 septembre 1986, sur les conditions d'exécution des mesures d'expulsion, il précise : « L'étranger doit être avisé des voies de recours dont il dispose... Si la personne visée a la qualité de réfugié politique, elle doit être informée de la possibilité de saisir la Commission de recours des réfugiés... Le recours suspend l'exécution de la mesure. »

Ce texte a été bafoué le 7 décembre. Selon leurs avocats, les expulsés n'ont pu alerter ni leur famille ni aucun membre du barreau pour dire où ils étaient retenus, quel sort les attendait, et pour faire jouer les

dans l'arbitraire le plus total.

D'où la rébellion des expulsés au moment de prendre l'avion pour une destination mystérieuse. Les policiers ont alors fait usage de la force et ont même attaché quelques-uns de ces voyageurs involontaires à leur siege avec des menottes alors qu'ils tentaient de briser les hublots. L'un d'eux a même cherché à se suicider.

A Libreville, parqués à l'hôtel Mont-de-Cristal requisitionné par les autorités, les expulsés, privés de la liberté de se déplacer et de contacter la presse, ont entamé une grève de la faim. Ils ne la cesseront, disent-ils, que s'ils peuvent revenir en France. En attendant, leurs défenseurs, ont saisi la Commission de recours des réfugiés et ont adressé une requête à la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Au cas où
Jean-Loup RFFERIF

Turkey's Kurdish crisis won't go away

War drags on with incidents almost daily

BY JOHN GRAY
Globe and Mail Correspondent
DIYARBAKIR, Turkey

The young soldiers who stroll the streets of Diyarbakir on their day off travel in twos and threes, and they seem to talk to nobody except one another.

They keep to themselves because they are strangers. They are Turks, and Diyarbakir is the heart of Turkish Kurdistan. Most people on the street, it is said, can speak Turkish, but the language they choose to speak is Kurdish.

As a matter of policy, the Turkish army sends soldiers here who do not speak the Kurdish of the population around them, and it sends Kurdish recruits to other parts of the country. The army wants no confusion of loyalties.

That is all very embarrassing for Turkish authorities, but there is a low-level civil war in the country that has gone on since before the creation of the republic 64 years ago.

The Kurds, with their sporadic insurgency here and across the border in Iran and Iraq, simply will not go away.

There is some kind of incident almost every day. Sometimes it is a low-grade insurgent propaganda eruption that is over almost as soon as it starts. Sometimes it is an attack on the *korucu*, village protectors appointed by the Government in Ankara. Sometimes it is an attack on the Turkish army.

The insurgents suddenly appear, armed and equipped. The local collaborators with the Turkish authorities are lectured or dispatched, or the army is ambushed. And then they disappear back into the homes from which they came or the mountain hideouts where they can be reached only by helicopter.

In the past three years, more than 600 people have died in the continuing Kurdish rebellion, a quarter of them soldiers, a quarter guerrillas, and the remainder civilians.

Of the civilians who have died, about half have been identified as the *korucu* or their families. They are the ones who are caught in between.

The guerrilla war, such as it is, is led by the Marxist Kurdish Workers Party (PKK). But ultimately more powerful than the PKK is the passive resentment of the eight or nine million Kurds who are Turkish citizens.



Villagers in the Turkish province of Mardin mourn relatives killed in a raid in June. Thirty people were buried together.

The Kurds are a problem that the Turks just do not want to know about. Conversations with a succession of Government officials and journalists in Ankara seem to stop dead when the subject comes round to the Kurds.

The Kurds are non-people to most Turks. Their language is banned for public use, as are publications in Kurdish. There is no schooling in Kurdish. Promotion of Kurdish rights can get you thrown in jail for as long as 15 years.

In Ankara there is a tendency to ask, after all, whether there really is anything such as Kurdish. It is just a bunch of different dialects, some say, and one Kurd cannot understand another. They all have Turkish passports.

Sometimes they will tell you that the Kurds are really just "mountain Turks."

Hayri Kozackioglu, the "super governor" of the regions where the Kurds are most numerous, says he has picked up a few words of Kurdish, but, no, he does not really speak it.

Mr. Kozackioglu says it is a complicated problem, in part economic, in part the product of outsiders.

The root of it, he says, is that Turkey is in the midst of massive regional development that is going to make the whole of the southeast Anatolia region rich and prosperous. Other people do not want that.

Western Europe would like a strong Turkey, Mr. Kozackioglu says, but Eastern Europe does not. The countries to the south of Turkey are worried that a massive irriga-

tion boom of Ankara.

In comparison with the rest of the country, the east suffers in just about every category: housing, education, health services. By one estimate, illiteracy is close to 70 per cent.

South of the city, where the valley of the Tigris stretches down to the Syrian border, it is a strangely mixed picture. The huge South East Anatolia project will transform the region during the next decade, but many of the villages seem unchanged for centuries, mud and stone houses connected by winding paths.

Most of the villages appear to have electricity, but many lack running water. The highway under construction to the south will be able to carry armored divisions of the Turkish army, but many villages are inaccessible by anything on wheels.

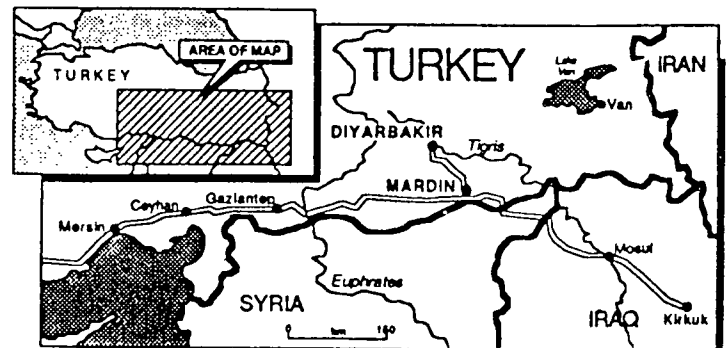
In the daytime, security precautions appear virtually nonexistent on the road down to Mardin and along the frontier highway that carries 3,500 oil transport trucks from the oilfields of Iraq to central Turkey.

But when darkness comes in the late afternoon, the trucks down to Mardin travel in threes and fours. And along the frontier highway, army vehicles with flashing lights escort oil transport convoys that are three kilometres long.

The oddity of all this is that as the Turks are combating the evidence of Kurdish nationalism in the east of their country, they are engaged in a particularly bitter diplomatic war with Bulgaria, Turkey's neighbor to the west.

At issue in the Bulgarian dispute is the fate of thousands of Turkish-speaking Bulgarians. Their language and their Turkish identity are being systematically suppressed by the Bulgarian authorities.

In recent discussions in Ankara about the Kurdish difficulties, a visitor tried repeatedly to draw a parallel between the Bulgarian treatment of its Turkish minority and Turkey's treatment of its Kurdish minority. On each occasion, the visitor was told a bit curtly that the two cases were not at all the same.



Kurdistan

Le Kurdistan pris au piège de la violence et de la contre-violence

La presse turque n'utilise plus, pour décrire les derniers événements survenus dans le sud-est du pays, que les termes de "massacre" ou "génocide". Quant au Président Kenan Evren, il est persuadé que les attaques des maquisards kurdes sont le résultat d'un complot ouest-européen dont l'unique objectif serait de séparer le sud-est turc du reste de la Turquie. Cependant, une chose est sûre : une guerre civile meurtrière - où la vie d'un homme ne compte plus beaucoup - a lieu aujourd'hui dans les montagnes du Kurdistan. Les attaques de la guérilla kurde ont fait ces dernières semaines des dizaines de victimes, dont des civils, tandis que les unités anti-insurrectionnelles de l'armée et de la police font régner un régime de terreur. A cela il faut ajouter les déportations de masse dont le gouvernement pense qu'elles vont résoudre le "problème kurde".

La conséquence immédiate de ce cercle infernal violence/contre-violence est une radicalisation croissante de la population kurde, dans le sud-est comme dans les villes.

Les déclarations officielles et la presse ne cessent de lancer de véritables appels à la vengeance. A les croire, le sud-est du pays connaît actuellement un génocide, plus terrible encore que celui perpétré contre les Arméniens au début du siècle. La télévision d'Etat parle de la "barbarie des bandits séparatistes" et des citoyens interrogés dans la rue se déclarent prêts à "prendre immédiatement les armes" contre ces "ennemis de l'Etat".

Le pouvoir central d'Ankara participe à ce concert nationaliste. Le Premier Ministre Turgut Ozal déclare que "le meurtre de victimes innocentes n'est que le dernier sursaut des bandits avant une extermination définitive" et annonce que "nous allons leur briser la tête". Le chef de l'Etat, le Général Kenan Evren, dénonce avec une certaine habileté une relation entre la résolution adoptée par le Parlement Européen en juin dernier et les sanglants événements du Kurdistan de Turquie. Cette résolution exige qu'Ankara reconnaisse le génocide perpétré contre les Arméniens en 1915-1917. Pour Kenan Evren, c'est tout simplement la preuve qu'il existe bien un complot international visant à diviser son pays. Les services secrets turcs ne font d'ailleurs que renforcer les soupçons du Président : sous le titre "La France, les Pays-Bas, la RFA, la Belgique et la Suède soutiennent les séparatistes", le journal "Milliyet" résumait en mai dernier les révélations livrées à la presse par les services secrets.

Quant à l'opposition, elle réclame elle aussi "plus d'Etat et plus d'armes dans cette région". La nation, prise d'hystérie meurtrière contre des ennemis réels ou imaginaires, en appelle à la vengeance...

Le bain de sang de Pinarçik

C'est l'attaque d'un village kurde de 80 habitants, Pinarçik, par un groupe de guérilla du "Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK) qui a déclenché les premières réactions. Les rebelles ont pris d'assaut ce village dans la nuit du 20 juin et assailli 4 maisons (le village en compte une vingtaine) à l'aide de fusils et de grenades pour ensuite y mettre le feu. 30 personnes ont péri, dont plusieurs femmes et enfants. Le 8 juillet, les maquisards - pour Ankara, des "bandits" et des "séparatistes" - frappent les villages de Yuvali et de Pecenek, dans les environs de Pinarçik, quelques heures seulement après que Turgut Ozal, en visite-éclair à Pinarçik, ait appelé à la vengeance : 23 personnes sont tuées, plus deux le lendemain dans leur véhicule qui saute sur une mine posée par la guérilla.

La presse, dans son ensemble, a largement reproduit les photos en couleur des enfants mutilés et des cadavres des femmes, en employant le terme de "génocide". Par contre, les récits du déroulement des événements divergent, dans certains cas, de façon notable.

L'agence de presse semi-officielle "Anadolu", d'ordinaire la mieux informée, lançait le 21 juin au matin une dépêche précisant que des "milices villageoises" auraient attaqué un groupe du PKK à l'extérieur du village et se seraient aussitôt repliées à Pinarçik. Les rebelles auraient poursuivi les miliciens qui se seraient barricadés avec leurs familles dans quatre maisons. C'est là qu'ils auraient été tués.

Mais le lendemain tous les medias diffusaient une version des faits apparemment "corrigée" : les "terroristes" auraient attaqué Pinarçik, rassemblé la population sur la place du village puis tiré dans le tas sans discrimination, quelques habitants parvenant à s'enfuir.

Cette deuxième version est-elle le résultat d'une enquête ou correspond-elle mieux à l'image de ces "brutes assassinant avec bestialité" ?

(SUITE)

Le système des milices

En août 1985, le Président Evren a ordonné d'armer les civils : "Il faut couper la tête au serpent tant qu'il est encore jeune", proclame-t-il, pensant avoir trouvé avec la formation de milices populaires une méthode efficace pour combattre le terrorisme. Ironie de l'histoire : peu après le putsch, dont l'objectif déclaré était précisément "l'élimination" du terrorisme, le Général Evren avait donné l'ordre à toutes les armées privées opérant dans le sud-est de déposer les armes. Dans la jolie petite ville de Siverek, proche de la frontière syro-turque, le neveu du gros propriétaire terrien Bucak nous a fièrement exhibé, trois ans plus tard, sa collection d'armes - les militaires n'avaient apparemment pas trop insisté sur cette mesure dans le sud-est de l'Anatolie marqué par des structures féodales...

Avec l'ordonnance de 1985, ces armées privées sont donc à nouveau légalisées et équipées de moyens modernes par l'Etat. Des paysans pauvres et démunis se joignent aux milices pour s'assurer un bon revenu : ils gagnent 75.000 livres turques, soit deux fois le salaire moyen d'un journalier.

"Des citoyens loyaux envers l'état ont été choisis par les forces de sécurité pour former la milice; ce choix, à lui seul, désigne automatiquement les autres citoyens comme des ennemis de l'armée et de l'état", explique l'intellectuel kurde Halil-Bey*. "Pas seulement parce que l'arme confère à celui qui la porte un pouvoir sociologique. L'expérience a montré que ces armes ont surtout servi à régler des comptes personnels."

De macabres histoires sur la façon dont les milices conçoivent l'exercice du pouvoir ont fait le tour de la presse turque au début de l'année : le magazine politique "Yeni Guendem" a parlé de cadavres décapités et de têtes empalées. Un milicien touche 2 millions de livres turques par "tête de terroriste". Mais en l'occurrence, dans l'affaire que relate "Yeni Guendem", il ne s'agissait que d'un simple berger - des histoires horribles difficiles à concilier avec la demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté Européenne.

Pourtant, "les milices ont détourné l'attention que les terroristes portaient aux soldats", se félicitait le Ministre de l'Intérieur, Akbulut, au début de l'année devant le Parlement à Ankara. Cette déclaration était justifiée, car les milices sont devenues la cible principale des rebelles kurdes - et pas seulement du "Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK). La guérilla kurde s'en prend aux miliciens parce qu'ils sont armés, mais aussi parce qu'ils passent pour être les principaux informateurs des forces de sécurité turques. Selon des rapports de témoins de cette région, ce soupçon est loin d'être infondé et l'idée d'engager des autochtones comme agents des services secrets était bien celle - faut-il s'en étonner ? - des généraux après le putsch de 1980. "Ankara voulait étouffer dans l'oeuf la renaissance kurde et utilisait des kurdes dans ce but - avec ou sans violence -. Les autochtones sont après tout les meilleurs experts de la situation", dit Husseyin*, qui ne fait pourtant pas partie d'un groupe militant ni ne soutient les forces que l'on nomme aujourd'hui "séparatistes" en Turquie.

La politique officielle

Dresser les kurdes les uns contre les autres et faire des démonstrations de force par une répression sans limite, sont depuis des dizaines d'années les deux piliers de la "politique kurde" d'Ankara dont le but unique est de maintenir cette idée fixe d'"unité nationale". Déjà lors de la fondation de l'Etat en 1923, la République turque ne voulait plus tolérer une population kurde autonome à l'intérieur de ses frontières. En 1925 a eu lieu le premier soulèvement kurde et en 1938 une nouvelle rébellion a été écrasée dans le sang dans la région de Dersim - aujourd'hui Tunceli. Bilan : des centaines de milliers de victimes et plus d'un million de déportés.

"Les nègres de la Turquie"

Dès cette époque, et à commencer par le "père des Turcs" Kemal Atatürk, les autorités d'Ankara n'ont toujours voulu dans leur république que des "Turcs fiers de l'être". Le terme de "Turcs des montagnes", employé pour désigner les Kurdes pendant longtemps, exprime bien à quel point le régime niait l'existence même d'un peuple kurde et démontrait à son endroit un évident mépris.

Cette attitude ne caractérise pas seulement les autorités. Certains intellectuels turcs, qui connaissent pourtant tous les mouvements idéologiques ainsi que la problématique des minorités partout où elles existent dans le monde, ont été plus que réticents à l'égard des Kurdes de Turquie. Ils auraient préféré les dissimuler à l'opinion publique internationale. Non pas par calcul politique mais parce que, pour l'intelligentsia turque occidentalisée, la population des provinces du sud-est n'est que la quintessence de la paysannerie pauvre, sale, pitoyable, de l'esprit arriéré anatolien. Une honte pour une nation moderne en plein essor, ces "nègres" de la Turquie !

Dans les années 70, les Kurdes ont vécu cependant une sorte de renaissance culturelle et voté massivement pour des maires kurdes aux élections municipales. A l'époque, Mehdi Zana avait été élu maire de la ville de Diyarbakir; aujourd'hui, il végète dans la prison qui a la plus mauvaise réputation de toute la Turquie (on y

(SUITE)

torture couramment), celle de Diyarbakir précisément.

"Il est absurde de déclarer inexistant tout un peuple", commentait sèchement à Ankara un diplomate d'Europe de l'Ouest. Absurde effectivement, puisque les Kurdes représentent plus d'un cinquième de la population. Les Kurdes résidant dans les centres industriels de l'ouest du pays sont estimés à 2 millions; ils vivent pour la plupart dans les bidonvilles les plus misérables, les "Cecekodu". Les habitants d'Istanbul les appellent souvent "les conquérants" en dénonçant avec mépris l'ignorance et le manque d'aptitude à la civilisation de ces étrangers.

On estime à 8 millions le nombre de Kurdes vivant dans les provinces du sud-est. Combien sont-ils exactement ? Personne ne peut le dire. Au cours du dernier recensement en 1985, de petits groupes de scientifiques ont prudemment demandé aux habitants de l'Est s'ils parlaient une langue étrangère, l'anglais, le français ou... le kurde. Ils ont été accusés de "violier le sentiment national", leur matériel a été saisi, leur procès est encore en cours.

En effet, étant donné que les Kurdes n'existent pas, il ne doit pas y avoir non plus de langue kurde. La loi 2923, adoptée fin 1983, précise à l'article 3 : "La langue maternelle de tout citoyen turc est le turc". L'utilisation d'une langue maternelle non reconnue par la Turquie est sanctionnée d'une amende de 100.000 Livres turques et d'une peine de un à trois ans de prison (art. 4). Tous manuscrits, livres ou enregistrements faits dans une langue non reconnue sont aussitôt saisis par les autorités (art. 5).

Répression d'état

Dans le sud-est du pays, la répression prend beaucoup d'appellations différentes : dans les années 70, les unités de "contre-guérilla" entraînées aux "actions de guerre spéciale" étaient formées en Allemagne, aux Etats-Unis et dans les villes turques de Erzincan, Ankara et Diyarbakir. Elles y apprennent ce qui est décrit comme leur tâche principale dans le livre "Répression du soulèvement populaire : théorie et pratique" de David Gallula, membre de la CIA. Parmi les méthodes favorites, l'utilisation délibérée du bruit des "chopper" : des hélicoptères volant à basse altitude pour terroriser la population - une méthode employée efficacement pendant la guerre du Vietnam. L'humiliation des civils, les arrestations arbitraires et la torture systématique font depuis longtemps partie du quotidien. Selon un rapport du "Parti Populaire Social-Démocrate" (SHP), on a recensé dans cette région plus de 800 disparus entre 1980 et 1984. La gendarmerie effectue des razzias dans les villages, pille les paysans et organise les déportations de masse.

Les déportations de masse

"Il était cinq heures du matin. Le Major Naim Kurt, commandant de bataillon du 8ème corps d'armée est arrivé au village de Ormankoyue avec quelques dizaines de soldats", racontent d'anciens habitants qui vivent aujourd'hui à Akhisar, dans l'ouest de la Turquie. En quelques minutes, tous les habitants du village ont été poussés sur la place et forcés de s'agenouiller. "Vous avez trois possibilités", a dit alors le Major : "ou bien vous devenez terroristes et vous partez dans la montagne, ou bien vous choisissez d'être des informateurs ou alors vous quittez le village". L'ancien maire, Emir Ali Koc, légalement élu en 1980 puis destitué deux ans plus tard par les militaires, a été à tel point malmené que ses cris de douleur ont été entendus dans tout le village et jusque dans les collines environnantes. Le Major Naim Kurt a accordé aux villageois un délai de réflexion de 20 jours. Cela se passait en août 1985.

A la fin août, les 40 familles de Ormankoyue étaient prêtes à partir. Quelques unes ont dû, sous la menace des armes, détruire leur propre maison. "Ainsi, vous ne pourrez jamais revenir". En s'éloignant, les villageois ont aperçu leur village en flammes. Ormankoyue ne figurera plus sur la prochaine carte de Turquie.

Cette histoire a été racontée par le magazine de gauche "2000'e Dogru", début avril. Il n'y a eu ni protestations, ni indignation dans le reste de la presse. On s'est contenté, en général, de parler du "programme de transfert de population", euphémisme employé par le régime. Parmi les "bénéficiaires", on compte officiellement les 270 habitants de Ormankoyue.

Ce programme de transfert a été mis en place par le régime d'Oezal avec, à son origine, un décret pour la protection des forêts. En effet, les articles 169 et 170 de la Constitution stipulent que tous les villages situés à proximité des zones forestières doivent être évacués et leurs habitants dédommagés et transférés vers d'autres régions du pays. Selon les déclarations du gouvernement, ce "programme de déplacement volontaire de population" va être mené d'abord dans les provinces de Tunceli, Erzincan et Bingol et va concerner plus de 50.000 personnes. Les forêts "à protéger" dans la région de Tunceli ne représentent que 10% de la surface totale.

"Croyez-vous que le problème kurde est un problème strictement intérieur, ou bien est-il également européen ?" nous demande l'un des expulsés, plein d'espoir. Quatre ans après l'installation au pouvoir d'un gouvernement semi-civil, on parle souvent en Europe de l'ouest du processus de "démocratisation" qui serait en cours en Turquie. On passe en général sous silence le fait que, si à l'ouest cela correspond à une réalité, à l'Est la situation évolue plutôt dans le sens contraire.

Georg Schwarz, Journaliste

Expulsés iraniens et kurdes : le P.S. conteste les mesures

L'agitation autour de l'expulsion de France vers le Gabon, d'opposants iraniens et turcs d'origine kurde, a atteint Paris où, après leurs familles, leurs avocats et le collectif des organisations œuvrant pour le droit d'asile, le parti socialiste a décidé de se pencher sur leur cas à la lumière de la visite que vient d'effectuer à Libreville, le député Gilbert Bonnemaison.

« Rafle »

Selon le député socialiste, qui préconise le retour des expulsés, afin qu'ils soient traduits, si besoin est, devant la justice française, leur départ a revêtu « un caractère de rafle et non de mesures de sécurité pour l'ordre public ».

M. Bonnemaison, rentré samedi matin de Libreville où il a pu s'entretenir avec les expulsés, a fait état, au cours d'une conférence de presse, de leurs témoignages qu'il a enregistrés et qui décrivent le climat de violence et de force dans lequel s'est effectué leur départ, le 8 décembre, de la base militaire d'Evreux, après leur interpellation la veille. Le député avait été mandaté pour

cette mission d'information par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale présidé par M. Pierre Joxe.

De son côté, la Commission de recours des réfugiés a examiné, samedi au palais de Justice de Paris, la demande des six avocats des iraniens expulsés concernant l'annulation des arrêtés d'expulsion. Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a pris cette mesure selon la procédure « d'urgence absolue » et de « nécessité impérieuse pour la sécurité nationale » prévue par une ordonnance de 1944. La Commission de recours, qui siège à huis clos, donne au ministre de l'Intérieur des avis secrets. Elle doit apprécier si les conditions prévues par cette ordonnance étaient réunies.

Selon les avocats, le ministre de l'Intérieur n'a apporté aucun document justifiant l'expulsion récente vers le Gabon des quatorze opposants iraniens selon la procédure d'« urgence absolue ». M^{rs} Henri Leclerc, Francis Teitgen et François Serres ont demandé à la commission de

donner un avis favorable à l'annulation des arrêtés d'expulsion.

Les avocats ont, en outre, déclaré qu'ils avaient saisi en référé le tribunal administratif de Paris et celui de Versailles, d'un recours tendant à obtenir la suspension de l'exécution provisoire des arrêtés d'expulsions. Ils doivent plaider demain devant le tribunal administratif de Versailles et le 12 janvier devant celui de Paris. Les avocats ajoutent que si la Commission de recours des réfugiés rend un avis favorable à l'annulation, ils saisiront le tribunal administratif pour obtenir l'annulation des arrêtés eux-mêmes.

Les avocats des expulsés ont également saisi la Cour européenne des droits de l'homme afin que celle-ci déclare que les réfugiés doivent pouvoir revenir en France pour assurer leur défense.

D'autres expulsions ?

Toutefois, il n'est pas question que le gouvernement change d'avis et que les dix-sept expulsés — quinze, donc

deux turcs, restent à Libreville — deux iraniens étant partis, l'un à Stockholm et l'autre à Londres, rentrent pour le moment à Paris. On souligne de même source que si les Moudjahidine du peuple (mouvement d'opposition iranien) continuent à s'agiter autant, les autorités françaises risquent de prendre d'autres mesures d'expulsion à l'encontre de leurs sympathisants encore en France.

● Deux grévistes de la faim parmi les membres des familles expulsés au Gabon ont été hospitalisés dimanche près de Paris dans un « état très grave », a annoncé le bureau de presse des Moudjahidine du peuple (opposants iraniens) à Paris. Une centaine de personnes campent depuis le 8 décembre, jour de l'expulsion de leurs proches, devant le siège du H.C.F. (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés) à Neuilly, pour réclamer le retour en France de leurs parents expulsés. Parmi elles, quarante personnes observent une grève de la faim à l'instar des membres de leurs familles Libreville.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG, 22. Dez. 1987,

„Giftanschläge gegen kurdische Führer“

Bagdads Pläne für eine „Lösung“ im Nordirak / Periodische Angriffe und Deportationen

wgl. FRANKFURT, 21. Dezember. Der bekannte kurdische Oppositionspolitiker Mahmud Tschawresh ist nach Angaben von kurdischen Sprechern Ziel eines Giftanschlages der irakischen Behörden gewesen. Wie die in Göttingen ansässige „Gesellschaft für Bedrohte Völker“ mitteilt, hatte Tschawresh vor wenigen Tagen in einem Lager des kurdischen Widerstandes in der Nähe von Sulaimanijah im Nordirak von einem offenbar mit Thallium versetzten Gemeinschaftsessen gegessen. Kurdische Sprecher behaupten nun, der irakische Geheimdienst habe das Tomatenmark, mit dem das Essen zubereitet worden sei, mit Thallium vermischt; außer der Mutter des kurdischen Politikers seien noch sechs Menschen nach Einnahme des Mahles gestorben. Zu den „Vergifteten“ gehörten auch, wie es heißt, der frühere kurdische „Außenminister“ Mahmud Othman, sein Mitarbeiter Adnan Mufti sowie ein bekannter Dichter der

Kurden, Sami Shorash. Hunderte von Menschen aus dem Lager von Merga litten an den Folgen der Vergiftung, etwa an Haarausfall, Sehstörungen oder gar Erblindung.

Nach Angaben der Göttinger Gesellschaft unternahm Bagdad früher schon ähnliche Vergiftungsaktionen. 1970 sollen die irakischen Behörden im Norden des Landes, bei der Stadt Dohuk nahe der türkisch-irakischen Grenze, Weizen, mit Thallium versetzt haben; Dutzende von Bauern starben damals. Die Regierung wandle jedoch ein, das Saatgut sei mit Thallium chemisch behandelt worden, die Bauern hätten aus Not das Saatgut gegessen und seien deshalb gestorben; von einer vorsätzlichen Vergiftung könne keine Rede sein. Seit 1975, so sagen andere Quellen, sei es im Irak allerdings mehrfach zu Giftanschlägen gegen kurdische oder kommunistische Oppositionelle gekommen, und zwar immer mit Thallium.

Einige der Opfer konnten diesen Meldungen zufolge nur dadurch gerettet werden, daß man sie sofort in Londoner Krankenhäuser brachte. Auch Mahmud Tschawresh ist am Montag, wie die Gesellschaft in Göttingen bestätigte, von Teheran aus zusammen mit fünf anderen Opfern des Anschlages — darunter Adnan Mufti und Sami Shorash — über Frankfurt nach London geflogen worden. Zuvor hatte Bonn sich bereit erklärt, ein Visum für den Kurdenführer zu erteilen.

Die Gesellschaft für Bedrohte Völker sieht in dem Anschlag einen Teil jener „Endlösung“ der Kurdenfrage im Irak, die Präsident Saddam Hussein schon im Frühjahr des vergangenen Jahres öffentlich angedroht hatte. Seit einem Jahr wird dieses Programm in die Tat umgesetzt, mit kleinen Pausen dazwischen, die sich unter anderem auch nach den Erfordernissen des Golfkrieges richten. (Fortsetzung auf Seite 2.)

Fortsetzung von Seite 1

Giftanschläge gegen Kurden

Massenverschleppungen von Kurden in wüstenhafte Gegenden des Irak (darüber berichteten in diesem Jahr vor allem amerikanische Zeitungen). Gasangriffe gegen die Zivilbevölkerung (mit Hunderten von Toten). Hinrichtungen sowie die Taktik der „verbrannten Erde“ seien die

Mittel, die das Bagdader Regime anwende, um der Kurdenfrage Herr zu werden. Die Verwirklichung dieser Politik sei Ali Hassan al Madschid übertragen, einem Cousin des Präsidenten, der Beauftragter für die Kurdenregion sei. Vor allem seit April dieses Jahres sei es zu periodischen Gasangriffen in den kurdischen Bergen gekommen.

Die wichtigsten Kurdengruppen des Nordirak, vor allem Talabani's „Patriotische Union Kurdistans“ und die Barzani-Kurden, haben sich schon vor geraumer Zeit auf die Seite Teherans geschlagen und

führen einen erbitterten Kampf gegen die Zentralregierung in Bagdad. Die Barzani-Kurden werden jetzt von Masud Barzani alleine geführt, nachdem dessen Bruder Idris Anfang des Jahres bei einem Bombenangriff getötet worden war. Für den Irak ist die Kurdenregion wegen der dort installierten Öleinrichtungen von großer wirtschaftlicher und militärischer Bedeutung.

שום דבר בהופעתו של יוסי בינימין (מימין) אינו מעיד עליו שהוא מולטימיליונר. הוא התחיל את דרכו כנער שליח וכשוטף רצפות והפך לאספן עתיקות בינלאומי

אנא כורדי!

תחילה עבר כנער-שליח בכתיב"ס חר שונים. ובמקביל יושב במשך שעות ימים בספרייה המרכזית של ניר-זרע, כרוחב 42. שנים רכש את ידידותיו כע תיקות. כסוגים השונים של אנריחן, כסוגי-זרע, בריקמות-זרע, בארכי טקטור של רהטים כרחבי העולם ההודי העתיק. הוא ניסה את כוחו גם בעיצוב תכשיטים.

המומנות שרכש בבית-המלאכה הר קטן של אביו בירושלים, עזרה לו בניד יורק הגדולה. עיצובת תכשיטים כי סיגנון אוריינטלי, עם יהלומים ואבנים שהתאימו לסיגנון האירופי, אומר בניד ימיו.

כך החל את דרכו. אטיאט הכירו את תו כחנות-תכשיטים וכבתי-המסחר

כרוחב 47. הרבה זוגות-עלילים קרעו תי כרוחב הוד, אומר בנימין.

האגרד בטוק האמריקאי. ולא אף ראות הרכות הממונות. בקראו בני-אש, כסוף שנות 60. כשהירשאלים עדיין לא הציפו את אמריקה. ובה בנימין כיחס אודר ומכסיס-אורחים. יעור לו להתאקלס כמכנסים. ארש יהוד גם חור ישראל וגם ממוצא כורדי היה בהחלט רבר שונה בנוף היתיר הגיווייק.

מכיוון שגדל והתחנך בבית מסורתי, עליו מיהגז יירות כורדיסטאן, הת חיל לנכור כחנותי דרבררעתיקות. לעבור בין סוחרים מוכרי-ירושל, חי פש את הברכים שוכרי מהבית. כתי בית, מפות-יולחן, צלחות, כלי-נוחיות, בדים רקומים, מילבושות מסורתיות

כשהתגייס לצבא, שירת כחירת כמודיעין מיוחדת, שפעלה בהרצופים כמסווה של שוטרים אורחיים. עד כמסוף ירושלים ב'1967, על פי הודות שבינת-הגשק עם ירדן, היה הרהצור פים מובלעת ישראלית בשטח הירדני, ואסור היה להחזיק בו צבא.

עם שחרורו מצהל מידר לצאת את הארץ, ולחפש את עתידו כנכר.

נער שליח

תאצל קרובים כשווייץ, ומשם המד שידך לארץ האפשרויות הכלתרמוני כלות.

רמות האמריקאי שהכיר כחנותו של אביו בירושלים משך אותו, סיקרו או תו.

הוא הגיע לשם כחוסר-כל, הלס הנחיתה בניו-יורק עבר גם עליו. הלס תרבות, על-פי הגדרתו של בנימין.

כרוחב 47 בניו-יורק הוא מרכז ה מיסר כיהלומים, כתכשיטים ובעת קות, כמעט כולו יהודי. זה לא ביתיה מלאכה הקטן שאליו היה רגיל כירד שליח.

בנימין נהג על פי הכלל האמרי קאי הידוע: אם אינך יכול להילחם בו, הצטרף אליו: חילי החלט להצטרף.

עסקי הצרפות והתכשיטנות היו טכועים כרמו, על כן היה לו כרוז שוהו התחום שכרצונו לעסוק בו.

חיוב לשמר אותו, שאסור לו למכור. כך עזר הרעיון שחלקים מהאוסף יושאלו לצורך תערוכה כמסויאון באי רץ. כך התחמם גם הרעיון להציג את התכשיטים כמסויאון האיטאנס.

את הבקיות כחתום זה רכש אחרי הגיעו ב'1966 לארצות-הברית. עד אז הכיר את הצרפות והתכשיטנות מי זווית-דאיה צרה מאוד, של ילד הגרל כבית-מלאכה של אביו. עולמו מצטמי צם כדלת-האמות של המקום.

כשמספרים על המישפחות הוותיקות כירושלים, על בתי-המלאכה הק טנים החכמים כרחכותיה הצרים של העיר, על שכונת הכורדים, מתכוונים גם למישפחתו.

את מררך כמורדיסטאן הסובייטית לארץ דרך איראן ועיראק עשה אביו כרגל. הוא כרח ללא ידיעת הריו.

כרכו לארץ הספיק להיות עצור כבתי-סוחר כעיראק, ורדים מירושלים נסעו לשחררו ולהביאו אצלו.

אחרי שהגיע, ניגש לו לאשה את כתידותו. מכך של בנימין עסק כמורדיסטאן כמלאכות הצרפות. אביו מסר תחילה כסחר כבולים. אך עד והקים בית-מלאכה קטן בירושלים. נוסף על ממשות האחרים שהיו אז בעיר. כשהגיע לארץ נשא עימו דרכו אי ראי, וכך גם יוסי. כרכונו נרשם ש כולת כבתי-המלומדס — העיר של בני-המיקדס.

בנימין גרל והתחנך בירושלים. כהיותו כן 13 התגרשו הריו. אביו נשא אישה שנייה. התגרשו אלה יש לו עור שני אחים. התא המישפחתי הפי סיק להיות חממה עכורו.

כתחום הוא אין כמעט גבולות. על ענף אספנות-העתיקות כארץ הוא אומר: התחום כאן מאוד לא מפור תח. אחרי שכוץ שאני מסתובב ומחפש, מתחיל הישעמוס. אין כאן כבונה. ההגי כלות והמכס המוטלים על הסוחרים הורסים את המסר העתיקות.

הוא מעדיף לשהות כנכר, לפתח את עיסקה-העתיקות ולכוב לארץ רק לי בקורים. הוא עדיין רואה עצמו יש ראי — אבל עסקים כחור ותענוגות לחור.

וגם לתענוגות הוא מקדיש זמן. הוא אהב לקחת את ההיים כבקי-לוח, את התקופה הקשה ככר עכר כילדותו, וכתחילת דרכו כארצות-הברית. עכשויו הוא נח על זרי-הרפנה.

בהופעתו החיצונית אין רבר המעיד עליו שהוא מולטי-מיליונר. שהחל את דרכו כלא-כילום. כילדותו רצופה כעיות מישפחתיית.

יוסי עינידור

חש לזוהתו, ואינו מתנצל על היותו כנכר. הוא רוצה להנישא לבחורה ישראלית. מעדיף שהיה גם הוא ממוצא כורדי, לשמור על המקורות.

ברגל מכורדיסטאן

ה שלוש שנים מוצגות הילכור שות של כלות יהודיות, מהאוסף הפרטי שלו, כתערוכת "ערות" כמסויאון ישראל כירושלים. אכבה לכנס-מולד, מנהלת המח לקה כמסויאון, הגיעה אליו לגיווייק אחרי ששמעה שיש לו אוסף מכוכר של תילבושות ותכשיטים. שגשים יור ריות נהגו לענוד כקהילות השונות, כשראתה את האוסף, אמרה לו שהוא

וא לבוש כששמות.

ה טריקו קצרה ומיכנסייגנס. הליכותיו פשוטות ועממיות. לא ניתן לנחש שהאיש הזה הוא מיליונר. יכרוא אתר מגרולי אספנות-העתיקות רומן.

יוסי בנימין (43) כניח של בעל בית-מלאכה קטן לצרפות בירושלים, התחיל את דרכו כארצות-הברית לפני 21 שנה כנער-שליח בין חנויות לעי תיקות בניו-יורק, והיה למומחה עולמי לאבני-חן, לצרפות, לתכשיטים. לי תילבושות יהודיות מקורות ולריקמה עתיקה.

הוא נולד בירושלים למישפחה שי הגיעה לארץ בשנות ה'30 כמורדיסטאן הסובייטית. כיום הוא מתגורר בניו יורק, ומגיע לארץ רק לבקורים.

הוא גא כמוצא הכורדי, אינו מתכי המשך עמוסד (29)

שלושה ילדים, והיא כוונה ללדת שליח. אס כי היא מורכת לקסיים הכי יודעים כנלדיה כזאת. שתי אחיות ילדו לאבנים ואני עזרתי להם לגדלם כרוך השם, אנתו מישפחה גדולה ועוורים זה לזה, אני כמותה סהאמית שלי יעזרו לי.

כאשר ירפ כאתר את חיהי כר אסת אסיר-עולם עינה כתענוגות. זה לא לתק רכש. זה להיות הרבה לבר, יש ללחם כחורדים. אני כתמפרית לפעמים על הכיטפחה כלי כל סיכה, רק כפני שיש לי כירות, ואני כנסכת לחיכות-הירכאות. אבל אני כנסכת עוכרת ככסדים, אבל אני כנסכת להתי כורד.

כסופו של רבר ווהי כחירה שליח, איש לא הכירה אותו. היתה לי תקופה אימה, כאשר ככסר חצי שנה כעלי היה חולה כמחלת-נפש. הוא לא הכיר אותי ולא התיחם אלי ככלל אכבר כנתי לכקרו ככלא. כשברתי, הלכתי לקבל יעוז פסיכולוגי והתגברתי גם על זה.

שקירכוו למקורות מישפחתו. הציכאו להכיר וללמוד דברים חדשים וכיראו אותו לעיסק האספנות. עניין אותי לראות איד היתה לכושה כלה יהודיה כתונסיה, אכירי הלכוש שלה. וכעיקר העדים שלה.

ליש כך הסתובב כישוקים ומתע רוכיות-מכסיים. הוא למד להיות כר כקורי וכתי-חיים. סופיה-השכוע היו כר לס מוקדיים לברטה זו כלכר. כשאר יכי השכוע עבר לפרנסתו.

בנימין עבר להתגורר בניו-זרסי אצל קרוביי-מישפחה, שגם העסיקו אר מיו בתחום. כך התחיל ליצור קישורי מיכחם עם סוחרים ככל רחבי ארצות הברית. ב'1972 חור להתגורר בניד יורק, והתחיל לעסוק. כמיסחר בניד יורק, על פי הגדרתו. ככר לא מסוד מקוסי, אלא כיתור כסחר כלים עתי קים ותכשיטים. על כל עיסקה שעשה הרויח כין 10 לינס אחודים.

1975 הציג את התערוכה הראשר נה שלו בניו-יורק. את האוסף השיג כחתיית שונות, שלא הבינו את ערכם

כיום, כאשר הוא יושב ככלא, והיא התרגלה לרעיון שהוא שפוט להרבה שנים, היא מספרת על סיגרת יוכיה: הסיגרה שלי די מסעפכת. כל יום רימה לשני. פעם כשכוע אני הולכת לבקר את רחמים ככלא לחצי שעה. והחצי שעה הזאת כמלאת לי את כל השכוע. כמקש השנים החמצתי רק

פול גיניקולוגי. היא כאה מקופלים, מרגוע כור חור כעלה לכלא, אספתי שיבעה. זה היה כאשר מת אכיו ואני החמצתי כיקור גם אחרי ניתוח או טיי

אבל כאתי: המתיחם כנואים גורמים מדי פעם לרחמים להציע ליפה גיי רושן, לטובתה. וואו כרדי-כלל אני מתרגז כורא וכוכה, היא מספרת.

המתונה, התחילה יפה להילחם עכור התינוק שלה ושל רחמים. שהיה הפרי של סיגנון, היא אוכרת. היא עכרי כדיוכות והתנהלה שעליה לעכור ניתוח מסוכנ כרי להרות. היא שוחחה עם רפי סוויסה, שהיה אז נציב שרות כתי-הכר הר, והבינה מכנו כי אס תעבור את הניתוח כהצלחה, יתיר לה להתחיר עם בעלה כרי להרות.

יפה עברה את הניתוח וכיהרה לכי קש התיחיות עם בעלה, אולם סוויסה 'להכחש להכחשתו. יפה לא ויתרה. בעי רתו של עורדי-הידן רייד יפתה, פנתה לבגניץ, ודרשה לחייב את סוויסה למלא את התחמתו. הבגניץ אומנם לא קיבל את גרסתה. כסוויסה הכניח לה יתור, אבל ציווה על שרות כתי-הסוחר לאפי שר ליהכנס להריון על-ידי הפי ריית-מכחנה.

מאותו רגע החלה רפי ארעוקה וקלה קלה שבה חלבה יפה צוער. כרי להשיג את מטרתה. כרצוכר 1986 עכי רה את הטיפול הרצוון כבתי-החולים

כקוריה. היא קיבלה את כל החוכמים אבל גופה לא הגיב כהתאם, והיא לא הצליחה להגיע לשלב כבו אספר היר להוציא את הביצית להפרייה. ככסך חצי שנה עברה סיטולים, נטלה תרופות והורמונים, וחזרה לבית-חולים כיולי

השנה, הפעם היה תירוף כוצלה, אחרי שקיבלה ככל יום הניחוס חוששה, וידי קה אחת ליום ועברה כריקות אולטרטה סאונד, אמרו לה הרופאים כי הוא מר כנה להוצאת הביציות.

כנקורו של יום הוצאת הביציות, התיצבה יפה שכועה שבו חצי כשעיר כלא רמלה, כשכבירה קופסה כטריולית, הסורה העכיר את הקופסה לבעלה והתי זרה אליה אחרי ככע שעה, כשהיא מלי

אך כודע עתה, יפה התמנה את הקופסה יקרת-הערך כחולצתה, כדי לשמור על הורע כחום הגוף. היא מיהרה לבית החולים, סם לקחו ממנה את הרוע, והעלו אותה על שולחן-הטיפולים. כי ערות מכסיר הריס כיתור שאכבו מרתי מה שש ביציות והיפרו אותו כיד כורע

האכית יל הנכסים שהיו כרשומס.

כורדית עם אמא

אחרי התערוכה הראשונה הוא הציג להציג עתיקות ככל רחבי אכריה. בנימין היה מבר, עשה

הבדיקה נזרקה לפח

ל ילות ללא סינה עכרו על יפה עד סקינולה את הוצאות הפרייה, אבל לאכיתר גדויה מסרו לה רדיפי ירחון כמסוד 42

31

שותפויות. נכנס לעבוד כיווע כנחור מכתמי-מכרות הגדולים בניו-זרע, מתחמות כתכשיטים ככלר לא הס פיקה לו. הוא התחיל לעסוק גם כרי חוט אמריקאי עתיק. כשטיחים פריסים וכברים רקומים.

ככל אותו שמר על הישר עם הארץ, כמעט ולא שמר על הישר עם הארץ. רציית להתאקלס כארצות-הברית, רציית להיות אמריקאי לכל רבר, לא היה לי שום רבר כארץ שיכולתי לי התגעגע אליו. כהרבי

Un travail pour son père

Ce petit garçon sur la photo s'appelle Mayir. Il a 9 ans. Il vit chez ses grands-parents maternels à Gaziantep, une ville moyenne, loin à l'est d'Istanbul, en Kurdistan turc. Depuis trois ans et demi, ses parents, réfugiés politiques en France, et ses petits frères vivent à Mayenne. Avec une obsession : faire venir l'aîné dont la moitié de la vie s'est déjà déroulée loin d'eux.

L'histoire de Mayir, ce petit garçon de Gaziantep, celle de Guluzar, sa mère, de Mehmet, son père, se conjuguent avec l'histoire tourmentée des Kurdes. Répartis sur l'Irak, l'Iran, la Turquie, mordant sur la Syrie et l'URSS, les Kurdes occupent un territoire plus grand que la France. Différents sur le plan ethnique et culturel des populations avec lesquelles ils cohabitent, les Kurdes ont toujours fait valoir leur originalité. Au prix du sang le plus souvent, déclenchant le cycle infernal des révoltes et des répressions sanglantes. En Turquie, parler kurde est interdit, vivre à la kurde est réprimé, encore plus depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement militaire en 1980.

Mehmet, à la fois Kurde et syndicaliste, a connu les tracasseries, les séjours au commissariat, les amis emprisonnés et pendus. Avec l'argent collecté dans la famille, il paie un pasteur pour franchir clandestinement la frontière avec la Syrie. Puis c'est un long périple de deux mois (mai et juin 1983) qui le conduit en Grèce, en Italie, puis en France. Il y obtient la carte de réfugié fin juillet.

Trois mois plus tard, Guluzar emprunte les mêmes chemins détournés, portant les deux plus jeunes enfants, les jumeaux Huseyin et Dervis, qui ont tout juste treize mois. Impossible, alors, dans les conditions du voyage clandestin

et difficile, de s'occuper du grand, Mayir, qui a presque 5 ans. Pour la mère de Guluzar, il est aussi plus facile de prendre en charge un enfant déjà grand. Depuis ce jour de septembre 1983, la famille de Mehmet et de Guluzar Ari n'a pu se réunir.

Mayir au téléphone : « Je viens quand avec vous ? »

Dans la salle à manger de la cité Brossolette, à Mayenne, où a fini par atterrir la famille Ari (après un séjour à Pré-en-Pail, à la Chauvinière, pour apprendre le français), Guluzar a servi le café : « Du français, pas du turc. Ici, il n'est pas moulu assez fin », commente-t-elle en apportant les pâtisseries orientales qu'elle vient de fabriquer. Aux murs, des photos : celles des enfants et celles que Mayir envoie régulièrement dans ses lettres. Un radio-cassette diffuse de la musique kurde, mais les jumeaux qui vont à l'école toute proche attendent le père Noël (Inconnu au Kurdistan où la fête des enfants a eu lieu début décembre). « Notre pays, maintenant, c'est ici. Je voulais vivre dans un pays démocratique. C'est pour cela que nous sommes venus en France », explique, dans un français encore hésitant, Mehmet.

Le foot, le dimanche (Mehmet est dirigeant de l'équipe C de l'AS mayennaise), le travail pendant la semaine, les enfants à l'école, Guluzar à la maison pour s'occuper du dernier-né, Hiv (cela se prononce comme Yves, prénom du mari du couple qui les avait accueillis à Mayenne...). Bref, une famille comme les autres, soucieuse de s'intégrer en France et dont les services sociaux s'attachent à souligner le courage et la volonté d'adaptation. Le calme retrouvé après une vie troublée et un certain bonheur s'il n'y avait, si loin, Mayir qui attend, qui demande au téléphone : « Quand est-ce que je viens en France avec vous, moi aussi ? »

« Ressources stables »

Pour le faire venir, il faut déposer un dossier de regroupement familial et la directive 85-02 du 4 janvier 1985 précise les conditions dans lesquelles il peut s'effectuer : carte de réfugié, logement satisfaisant, ressources stables et suffisantes. M. Ari est réfugié (carte délivrée en 1983 et régulièrement renouvelée depuis). Il possède la carte de résident jusqu'en 1996 et un logement. Pour le logement, pas de problème.

Par contre, les petits boulots (intérimaire aux chaînes de Moulinex, chez Besnier, à l'abattoir Fléchar, dans l'Orne, tuiciste à la mairie actuellement) accumulés depuis 1984 n'entrent pas dans la catégorie « ressources stables ». Seul un travail à durée indéterminée permettrait de relancer le dossier bloqué au ministère depuis avril 1986 et qui achoppe sur ce seul problème. Puisque la Turquie ne met pas d'obstacles au regroupement des familles, même si le départ du père était clandestin. Selon l'association « France Terre d'asile », pour le seul mois de novembre 1987, huit épouses accompagnées de leurs enfants ont pu bénéficier du visa d'établissement pour rejoindre leur mari réfugié politique en France, visas délivrés à Istanbul et à Ankara.

A Gaziantep, il y a un petit garçon de 9 ans qui attend et dont les possibilités d'adaptation en France seront d'autant meilleures qu'il ne sera pas trop grand à son arrivée dans notre pays si différent. A Mayenne, il y a les petits

frères qui l'oublient au fur et à mesure que les jours passés loin de lui s'écoulent. Il y a Guluzar qui montre fièrement les photos de son aîné en souriant, puis qui esquisse discrètement une larme. Et il y a Mehmet qui dit : « Mon premier problème, c'est l'enfant. Mon second, c'est le boulot. » Sauf que, pour lui, l'un ne va pas, ne pourra aller sans l'autre !

Josiane QUÉGUEN.

Pour tout contact : M. Mehmet Ari, bât. J, cité Brossolette, Mayenne, tél. 43 00 97 16.



LE FIGARO

COMMERCE EXTÉRIEUR

28.12.87

France-Turquie : la coopération de nouveau sur la bonne voie

Avec la signature de l'accord franco-turc pour l'équipement en gaz de la ville d'Istanbul, les échanges entre nos deux pays reprennent une vigueur perdue depuis longtemps. D'autres projets sont à l'étude.

ISTANBUL :
Georges POTRIQUET

En se rendant à Istanbul pour signer le contrat d'équipement gazier de cette ville, Michel Noir a-t-il réussi, selon l'expression turque, à 16

« faire d'un coup de pierre deux oiseaux » et à relancer à cette occasion les échanges entre nos deux pays ?

L'accord confiant à deux entreprises françaises le soin d'assurer, dans cette ville de plus de cinq millions d'habitants, l'installation d'un ré-

seau de distribution de gaz naturel n'est pas négligeable. Il représente pour la SAE (société auxiliaire d'entreprise), son associé local Alarko et la Sofregaz (bureau d'ingénierie filiale de Gaz de France et d'Elf Aquitaine), au bas mot, cinq ans de chantier, et plus

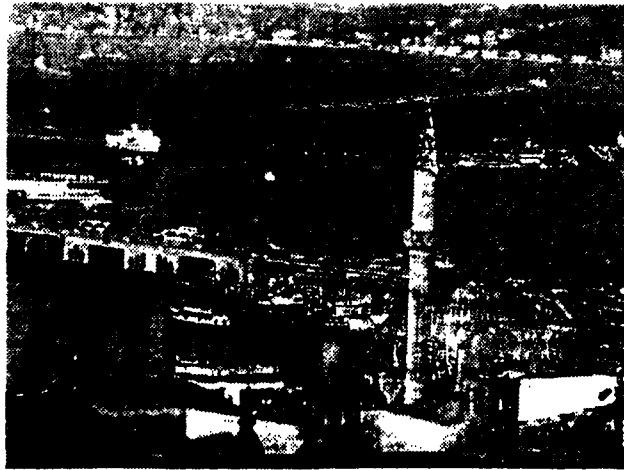
de 1,7 milliard de francs de travaux.

« De plus, estiment les représentants de la Banque Worms, responsable du montage financier de l'opération, il peut entraîner pas mal d'opportunités pour les fournisseurs français d'équipements qui sauront se placer dans le sillage de ce contrat. »

(SUITE) Une telle opération valait donc que le ministre français du Commerce extérieur sacrifiât aux cérémonies d'usage : signature des documents à l'hôtel de ville d'Istanbul, réception et déjeuner du gouverneur de la ville au palais de Topkapi, visite à la chambre de commerce, et dîner donné par le maire, Bedrettin Dallan en sa résidence de Sari Kosk.

Il est vrai aussi que les relations commerciales franco-turques reviennent de loin. De l'affaire chypriote au vote, par le Parlement européen, d'une motion reconnaissant l'existence du génocide des Kurdes, les sujets de brouillé entre les deux pays n'ont pas manqué. Avec leurs conséquences néfastes sur nos exportations vers ce marché. Résultat, nous ne sommes plus que le sixième fournisseur de la Turquie et, en dehors des Airbus, nous n'occupons que trois pour cent du marché, soit quatre fois moins que la RFA ou trois fois moins que les Etats-Unis.

Ainsi Michel Noir a saisi l'occasion de ce voyage pour rencontrer au cours d'une rapide escapade vers Ankara le



Istanbul : 5 millions d'habitants et de multiples projets d'équipements. (Photographie SIPA.)

premier ministre Turgut Ozal, en compagnie de Bedrettin Dalan. Une entrevue qui a permis d'évoquer les différents projets, essentiellement d'infrastructures, auxquels la France pourrait participer. Et ils sont nombreux.

Un temps mis en souffrance, l'équipement des aéroports en radars Thomson revient à l'ordre du jour. Annulé brusquement au cours de l'été dernier, ce contrat de quelque 400 millions qu'avait remporté Thomson-CSF fait de nou-

veau l'objet d'un appel d'offres qui, semble-t-il, distingue mieux les équipements à vocation militaire - sur lesquels les Américains disposent de facto d'une priorité stratégique - et les radars civils pour lesquels les Français sont toujours en bonne place.

Autres dossiers souvent évoqués, la construction d'un tunnel sous le Bosphore (3,5 milliards de francs de travaux) ou d'un nouveau pont (1 milliard), l'installation d'un métro dans la ville d'An-

kara, la rénovation du réseau d'autobus d'Istanbul ou la construction d'un barrage de réserve pour l'alimentation en eau de cette ville.

Bref, les idées ne manquent pas. Mais sont-elles finançables ? Pour le contrat gazier, la France a consenti des efforts importants. Mais la Turquie reste confrontée à des difficultés économiques sévères : inflation impressionnante (selon les prévisions de l'OCDE, 41 % cette année, 36 % en 1988 et 33 % en 1989), ralentissement de la croissance entraînant une nécessaire réduction des dépenses publiques.

Aussi, pour réaliser ces équipements, les autorités locales recourent de plus en plus souvent au système des BOT, proche, par exemple, des concessions d'autoroutes à péage pratiquées en France. Envisagé, par exemple, pour le métro d'Ankara, ce système laisse à la charge de l'entreprise qui le réalisera, une part non négligeable de l'investissement et donc du risque commercial.

Quelle peut être cette part ? 50 % ou plus ? C'est là que réside toute la difficulté.

G. P.

L'ECHO REPUBLICAIN DE LA BEAUCE ET DU PERCHE 29.12.87

M. Ali Sengul, président de l'Amicale des travailleurs turcs

Notre ami a été torturé

La communauté Turque et Kurde drouaise est inquiète. Selon son représentant, Ali Sengul Husseyin Klinc, expulsé vers son pays d'origine le 16 décembre dernier, aurait été torturé pendant sept jours dans un commissariat d'Istanbul

“**I**LS ont brûlé Husseyin avec une cigarette, ils lui ont appliqué sur le corps des barres de fer chauffées à blanc, ils l'ont obligé à marcher sur des morceaux de verre et ils lui ont mis du courant sur son sexe”, affirme M. Sengul. “La torture pratiquée dans un commissariat d'Istanbul a duré pendant sept jours”, poursuit-il.

Affirmation gratuite ? Peut-être. Une chose est sûre : nous ne pouvons pas la vérifier. M. Ali Sengul affirme détenir cette vérité de la bouche même de M. Husseyin Klinc, ce Drouais arrêté à Chartres le 16 dé-

cembre dernier, alors qu'il allait réclamer une carte de séjour à la préfecture.

“Husseyin m'a appelé d'Istanbul mercredi dernier” raconte M. Sengul, “il a été remis en liberté ce jour là car il a réussi à prendre un avocat. Il doit néanmoins pointer tous les jours au commissariat et j'ai bien peur que la torture reprenne”.

Les expulsions : une inquiétude

A travers ce fait, M. Ali Sengul se fait le porte-parole des 250 turcs et Kurdes adh-

rents à son amicale. “Nous sommes tous inquiets des mesures d'expulsion” dit-il. “Cela a commencé à Dreux en octobre dernier. Ali Ekbar Ertas, 24 ans, qui habitait avenue du Général-Leclerc, réfugié politique lui aussi, a été envoyé à Istanbul. Puis, ça été le tour de M. Klinc...”

Toujours selon M. Sengul, M. Hassan Beli, également domicilié à Dreux, serait introuvable depuis le 17 novembre. “Cet homme n'a pas encore son statut de réfugié politique et sa carte de séjour n'est valable que jusqu'au 5 janvier. Il a pris peur et personne,

parmi nous, ne sait où il est passé”.

Le président de l'amicale des travailleurs turcs brandit un journal d'opposition au régime turc, Hürriyet (la République). On y voit, en première page, la photographie d'un homme torse nu portant des traces de brûlures. “Depuis 1980, 250.000 personnes ont été conduites dans des prisons d'Istanbul et d'Ankara” dit-il. “Ceux qui ont trouvé refuge en France n'ont pas tous la preuve de leur passage en prison. Ils rencontrent donc des difficultés pour obtenir leur statut de réfugiés politique. C'est le

cas de nos trois camarades”.

M. Ali Sengul fait enfin appel aux démocrates pour qu'ils soutiennent activement la communauté Turque et Kurde de Dreux.

France-Iran-Kurdistan

Grève de la faim de sympathisants kurdes pour protester contre l'expulsion de réfugiés politiques

PARIS, 10 déc (AFP) - Une dizaine de sympathisants du Front de Libération nationale du Kurdistan ont entamé Jeudi une grève de la faim illimitée dans l'église Saint-Merri à Paris pour protester contre l'expulsion, mardi vers le Gabon, de trois réfugiés politiques turcs, membres du Front.

Selon un porte-parole du Comité du Kurdistan à Paris, les trois personnes expulsées selon la procédure d'urgence absolue vers Libreville, sont des réfugiés statutaires et la décision de les expulser "est illégale". Les grévistes de la faim demandent leur retour en France.

FRA0724 4 I 0078 SUI /AFP-DM12

Suisse-France

Le consulat de France à Zurich occupé par des Kurdes

ZURICH, 10 déc (AFP) - Le consulat de France à Zurich a été brièvement occupé Jeudi en fin d'après-midi par vingt-et-un Kurdes qui entendaient protester contre la situation des leurs au Kurdistan, apprend-on auprès de la police suisse.

Ils ont tous été conduits au poste de police pour un contrôle d'identité. Le consulat a porté plainte pour violation de domicile.

FRA0380 4 I 0203 FRA /AFP-IN22

France-Kurdes

Les trois Turcs d'origine Kurde n'ont "rien à avoir avec l'Iran", selon une organisation Kurde

BRUXELLES, 11 déc (AFP) - Les trois Turcs d'origine kurde, expulsés mardi de France vers le Gabon, en même temps que 14 opposants iraniens, n'étaient pas membres actifs d'une organisation étrangère et leurs activités politiques ne portaient pas gravement atteinte à l'ordre public en France, a déclaré vendredi à Bruxelles le représentant en Europe du Front de Libération Nationale du Kurdistan (FLNK).

"Cette affirmation est fausse et calomnieuse", a indiqué M. Huseyin Yildirim qui a refusé de préciser si les trois expulsés -Ahmet Turk, Nurettin Yilmaz et Mehmet Sehan- appartenaient au FLNK. "Ils n'ont rien à voir avec l'Iran", s'est-il borné à indiquer au cours d'une conférence de presse.

Selon le représentant du FLNK, si ces personnes avaient porté atteinte à l'ordre public elles auraient dû faire l'objet de poursuites judiciaires en France et non être expulsées.

M. Yildirim a accusé la Suède, la RFA, la Suisse et la France d'être "les complices de la Turquie, ennemie de la démocratie et de l'humanité", avec laquelle ils ont passé des "accords secrets".

Turquie-kurdes

Sept morts au cours d'un accrochage entre rebelles kurdes et l'armée turque

ANKARA, 6 déc (AFP) - Deux soldats turcs et cinq séparatistes kurdes ont été tués, dans la nuit de samedi à dimanche, au cours d'un accrochage entre l'armée et des rebelles kurdes près du village de Derik, dans la province de Mardin (sud-est de la Turquie), a rapporté dimanche l'agence turque Anatolie.

Selon la même source, un groupe de "terroristes" a attaqué une station d'essence, sur la route de transit vers l'Irak, et s'est enfui avec deux otages qui ont été relâchés par la suite. Une fusillade a éclaté avec les forces de sécurité qui ont entrepris une large opération de ratissage dans la région.

Iran-France-09

Manifestation de Kurdes devant l'ambassade de France à La Haye

LA HAYE, 11 déc (AFP) - Une trentaine de Kurdes ont bloqué vendredi pendant une heure l'entrée de l'ambassade de France à La Haye pour protester contre les récentes expulsions vers le Gabon de réfugiés iraniens et turcs en France; a annoncé un porte-parole de l'ambassade.

Selon ce porte-parole, les manifestants, qui se réclament du "Front de Libération du Kurdistan", ont remis à l'ambassade une pétition dans laquelle ils exigent le retour des opposants iraniens et de trois Kurdes expulsés au début de cette semaine vers le Gabon par les autorités françaises.

Les manifestants, qui menaçaient d'entamer une grève de la faim devant l'ambassade s'ils n'obtenaient pas satisfaction, ont quitté les lieux dans le calme peu après 12 heures, sur injonction de la police.

France-Kurdes

Protestation kurde après l'expulsion de trois Turcs

BRUXELLES, 11 déc (AFP) - Le représentant en Europe du Front de Libération Nationale du Kurdistan (FLNK), M. Huseyin Yidirin, a protesté vendredi à Bruxelles, au cours d'une conférence de presse, contre l'expulsion, lundi dernier vers le Gabon, de trois ressortissants turcs d'origine kurde.

Les trois Turcs ont été expulsés en même temps que 14 opposants iraniens.

Ces personnes n'étaient pas membres actifs d'une organisation étrangère et leurs activités politiques ne sortaient en rien de l'ordre public en France, a ainsi déclaré le porte-parole, refusant de préciser si les trois expulsés --Ahmet Turk, Nurettin Yilmaz et Mehmet Sebah-- appartenaient au FLNK. "Ils n'ont rien à voir avec l'Iran", s'est-il borné à indiquer.

Selon le représentant du FLNK, si ces personnes avaient porté atteinte à l'ordre public, ils auraient dû faire l'objet de poursuites judiciaires en France mais ne devaient pas être expulsés.

M. Yildirin a accusé la Suède, la RFA, la Suisse et la France d'être "les complices de la Turquie, ennemie de la démocratie et de l'humanité", avec laquelle ils ont passé des "accords secrets".

Turquie-Kurdes flt1

Des agha kurdes au Parlement turc

MARDIN (Turquie), 7 dec (AFP) - Ils sont agha --chefs de clans-- en pays kurde, à l'extrême sud-est de la Turquie. Ils ont choisi d'aller siéger à la nouvelle assemblée nationale à Ankara, pour défendre les droits de leur communauté.

Mais les agha Ahmet Turk et Nurettin Yilmaz n'ont pas encore pris l'avion pour la capitale, une semaine après leur triomphe aux élections législatives du 29 novembre. Ils resteront plusieurs jours dans leurs fiefs pour célébrer leur victoire.

Au bout d'un chemin de terre, près de Kiziltepe, à la frontière syrienne, la forteresse d'Ahmet Turk est gardée par des hommes en armes, le keffieh sur la tête, des cartouchières barrant la poitrine. "Nous sommes en vendetta avec d'autres familles de la région", expliquera plus tard Ahmet Turk dans la cour du château, dont les murs sont percés de meurtrières.

Dans une grande salle rectangulaire chauffée par un poêle, une centaine de paysans sont assis sur des coussins brodés de fils d'or. Tous parlent le kurde.

Ahmet Turk, un homme brun et sec d'une quarantaine d'années vêtu d'un costume gris bien coupé, quitte la place d'honneur, pour saluer les nouveaux arrivants et leur faire offrir une gorgée de café amer.

DECEMBRE/87

AGENCE FRANCE PRESSE

Turquie-kurdes flt2
Des agha

MARDIN - Il explique que sa famille est propriétaire de 35.000 hectares dans la région. Les métayers produisent du blé, de l'orge et des lentilles. Mais il n'y a pas assez d'eau pour faire du coton. "Les choses vont peut-être changer avec le projet GAP", le gigantesque chantier de barrages et de systèmes d'irrigation lancé par le gouvernement sur le Tigre et l'Euphrate.

Depuis plusieurs années, Ahmet Turk hésite entre la fronde et le jeu politique légal. Député de 1973 à 1980, il a connu deux fois la prison, en 1981 et au début de cette année, pour "l'activisme contre l'Etat" et propagande indépendantiste. En clair, on lui reproche de soutenir le parti des travailleurs de Kurdistan (PKK, clandestin) la principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central. "Le gouvernement essaie de nous faire taire, il agit par la force", affirme Ahmet Turk.

Tel est le but poursuivi par Nurettin Yilmaz, autre seigneur local, à quelques dizaines de kilomètres plus à l'est. Lui aussi réclame la modification du code pénal turc, et la légalisation des mouvements communistes et extrémistes.

Mais, pour arriver à ses fins, Nurettin Yilmaz a choisi le parti au pouvoir, l'ANAP (Parti de la Mère Patrie), qu'il affirme capable de mener des réformes démocratiques en faveur des Kurdes.

MARDIN - Dans son fief de Cizre, une bourgade envahie par des milliers de camions en transit vers l'Irak, Nurettin Yilmaz règne en chef incontesté.

Des jours durant, pendant la campagne électorale, la foule a crié "Nurettin tu sauves l'est", "Yilmaz tu es le plus grand".

Cet avocat trapu d'une cinquantaine d'années aux cheveux argentés, à la moustache généreuse, a lui aussi été arrêté pour activités séditionnelles et propagande kurde, alors qu'il militait dans le mouvement pour la paix. "Les dirigeants sont très durs et méprisants à l'égard des gens d'ici... Il y a quelques années encore, cette région était une terre d'exil, et pour les fonctionnaires, c'était une punition d'y être envoyé... La police pratiquait la terreur d'Etat", affirme-t-il.

Dans cette région placée sous le régime de l'état d'urgence, plusieurs dizaines de milliers de soldats et policiers sont stationnés en permanence, dont environ 20.000 spécialisés dans la lutte anti-terroriste, selon les

Turquie-kurdes flt2
Des agha

MARDIN - Il explique que sa famille est propriétaire de 35.000 hectares dans la région. Les métayers produisent du blé, de l'orge et des lentilles. Mais il n'y a pas assez d'eau pour faire du coton. "Les choses vont peut-être changer avec le projet GAP", le gigantesque chantier de barrages et de systèmes d'irrigation lancé par le gouvernement sur le Tigre et l'Euphrate.

Depuis plusieurs années, Ahmet Turk hésite entre la fronde et le jeu politique légal. Député de 1973 à 1980, il a connu deux fois la prison, en 1981 et au début de cette année, pour "l'activisme contre l'Etat" et propagande indépendantiste. En clair, on lui reproche de soutenir le parti des travailleurs de Kurdistan (PKK, clandestin) la principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central. "Le gouvernement essaie de nous faire taire, il agit par la force", affirme Ahmet Turk.

Tel est le but poursuivi par Nurettin Yilmaz, autre seigneur local, à quelques dizaines de kilomètres plus à l'est. Lui aussi réclame la modification du code pénal turc, et la légalisation des mouvements communistes et extrémistes.

Mais, pour arriver à ses fins, Nurettin Yilmaz a choisi le parti au pouvoir, l'ANAP (Parti de la Mère Patrie), qu'il affirme capable de mener des réformes démocratiques en faveur des Kurdes.

MARDIN - Dans son fief de Cizre, une bourgade envahie par des milliers de camions en transit vers l'Irak, Nurettin Yilmaz regne en chef incontesté.

Des jours durant, pendant la campagne électorale, la foule a crié "Nurettin tu sauves l'est", "Yilmaz tu es le plus grand".

Cet avocat traqué d'une cinquantaine d'années aux cheveux argentés, à la moustache généreuse, a lui aussi été arrêté pour activités séditionnelles et propagande kurde, alors qu'il militait dans le mouvement pour la paix. "Les dirigeants sont très durs et méprisants à l'égard des gens d'ici... Il y a quelques années encore, cette région était une terre d'exil, et pour les fonctionnaires, c'était une punition d'y être envoyé... La police pratiquait la terreur d'Etat", affirme-t-il.

Dans cette région placée sous le régime de l'état d'urgence, plusieurs dizaines de milliers de soldats et policiers sont stationnés en permanence, dont environ 20.000 spécialisés dans la lutte anti-terroriste, selon les autorités.

Les accrochages sont fréquents avec les commandos du PKK. Dimanche, deux soldats et cinq rebelles ont été tués lors d'une fusillade à quelques kilomètres de la forteresse d'Ahmet Turk.

Depuis août 1984, date de la reprise de la lutte armée par le PKK, les affrontements ont fait officiellement plus d'un million de morts. Mais ce chiffre serait en réalité beaucoup plus élevé, selon des sources bien informées.

Grèce-Kurdes

Protestation de réfugiés kurdes contre le gouvernement français

ATHENES, 16 déc (AFP) - Une vingtaine de Kurdes réfugiés en Grèce et proches du Front de libération nationale du Kurdistan ont entamé mercredi devant l'ambassade de France, à Athènes, une grève de la faim de deux jours pour protester contre "l'expulsion", la semaine dernière, de trois Kurdes de France vers le Gabon.

Dans un communiqué, les grévistes accusent notamment la France "d'avoir foulé au pied les règles internationales" et "les droits de l'homme". Il est clair, ajoute le document, "que le gouvernement français ment".

Le communiqué précise que 24 personnes, dont huit femmes et deux enfants, suivent en France une grève de la faim depuis le 7 décembre lorsque trois Kurdes et 14 réfugiés politiques iraniens ont été expulsés vers le Gabon.

Les grévistes ont disposé devant l'ambassade différents panneaux sur lesquels on peut lire: "Vive la fraternité des peuples", "à bas l'impérialisme et le colonialisme", "gouvernement français, abandonne l'agressivité contre le Kurdistan et son peuple".

PRESSE-OCEAN 30.12.87

Panorama du cinéma turc

Le cinéma turc, on le connaît surtout grâce au metteur en scène Yilmaz Guney, célèbre pour avoir réalisé ses films alors qu'il était emprisonné dans les geôles turques. « Yol : La Permission » reste un de ses plus célèbres longs métrages. Cette 9^e édi-

tion du Festival des Trois Continents va permettre au public de découvrir toutes les richesses du cinéma turc car c'est la première fois que 25 films tournés de 1935 à nos jours seront présentés dans le cadre d'un tel événement.

Aysel, la fille des ma-raï

Film de Muhsin Ertugrul
Aysel, jeune servante, séduite par son patron à un enfant de lui. Chassée elle se réfugie chez un paysan, Ali qui soigne sa mère. Ali tombe amoureux de Aysel et se querelle avec le riche patron qui meurt. Ali se croit coupable et avoue son crime. La jeune fille est seule à nouveau mais finalement le coupable est dé-

masqué et les deux jeunes gens se marient.

La légende du Mouton Noir

Film de Lufti O. Akad.
En Anatolie, à l'époque où toutes les terres étaient entre les mains de quelques riches seigneurs, un jeune berger aime la fille du chef de la tribu. Quand le berger la demande en mariage, le père de celle-ci consulte les anciens de la tribu, qui décident que le berger doit

réussir une épreuve pour prouver son amour et pour mériter la jeune fille.

Mon amour interdit

Film de Lutfi O. Akad.
Dans les milieux de la vie nocturne et des faubourgs pauvres d'Istanbul, une entraîneuse de bar vit une histoire d'amour avec un homme, marié et père de famille. La jeune femme se sacrifiera pour l'homme qu'elle aime et pour sa famille.

Trois amis

Film de Memduh Un.
Trois amis rencontrent une jeune aveugle et veulent l'aider malgré leur extrême pauvreté. Ils tentent tout pour essayer de trouver l'argent nécessaire à l'opération qui lui fera retrouver la vue...

L'ennemi a coupé les routes

Film de Osman F. Seden.



Ahmet Türk, 3 bin

kişiyeye yemek verdi

Kasr-ı Kanco'da şenlik

• Mete AKYOL

- DİYARBAKIR'dan yazıyor
- SHP Diyarbakır Milletvekili Türk, şenliklere dönüşen kutlamalarda, partisinin 76 oylarıyla ANAP'a kaptırması yüzünden sevincinin buruk olduğunu belirtti

"Demokrasi şöleni" Diyarbakır Cezaevi'nden tahliye edilmesinden sonra, ikinci mutluluğu SHP Mardin Milletvekili seçilerek yaşayan Ahmet Türk, dün tarihi Kasr-ı Kanco şatosunda, Mete Akyol'un da katıldığı bir ziyafet verdi. "Demokrasi şöleni" adı verilen davette, Ahmet Türk, yer sofralarında konuklarına kızarmış kuzu eti ikram etti. Yemeğin üstüne davetliler "mirra" içtiler. (Fotoğraf: Ertuğrul PİRİNÇİOĞLU)

AHMET Türk'ün cezaevinden tahliyesini kutlamak amacıyla 10 gün önce Kasr-ı Kanco'da başlayan özgürlük şöleni, milletvekili seçilmesinden sonra önceki gün demokrasi şölenine dönüştü.

Hamidiye Taburu Komutanı olan dedesi Hacı Sinan'ın, Mardin'in Derik ilçesine bağlı Atlı köyündeki bu tarihi şatosunda şimdi binlerce kişilik Türk ailesi ve dostları, yüzlerce kişilik yer sofralarında pilav ve kuzu kızartmaları yiyerek, ayran ve su içerek ailenin bugünkü en leri kişisi Ahmet Türk'ün milletvekili seçilmesini kutuyorlar.

Kasr-ı Kanco'da pazartesi günü öğle yemeği ile başlayan ve gecenin geç saatlerine kadar süren şölene Türk ailesi ve dostlarıyla birlikte ben de davetliydim.

İstanbul'dan 1.5 saatlik bir uçak yolculuğundan sonra geldiğim Diyarbakır Havaalanı'nda ev sahiplerim beni özel bir otomobile aldılar, Kasr-ı Kanco'ya götürdüler.

Kasr-ı Kanco Şatosu 5 dönümlük bir alanın ortasında kurulmuştu. Alanın çevresi 4 metre kalınlığında surlarla çevriliydi. Surlarda

yer yer küçük pencereiler vardı. Dışarıyı gözleme ve dışarıya karşı savunma amacıyla yapılan bu pencerelerden başka bir de geçit boşluğu vardı surlarda.

Çok yüksek demir kapılarla örtülü bir geçit boşluğundan geçtik. Surların iç bölümüne girdik.

Kasr-ı Kanco Şatosu, yaklaştıkça büyüklüğü daha da beliren bir dağ zirvesi görkemiyile yükseliyordu karşımızda.

Şato ve surların arasındaki alanda sayısız otomobiller sıralanmıştı.

Çoğunun başlarında yörede ağal denilen heyaz örtüler bulunan yüzlerce kişi, alanın boş bulabildikleri bölümlerinde toplanmışlar bekliyorlardı.

Surların iç bölümündeki ayrı bir yerleşim bölümünden uzanan taş merdivenlerden Ahmet Türk indi, merdivenler dibinde bize "Hoş geldiniz" dedi.

Yüzünde beliren sakallarından uç-dört gundur traş olmadığı anlaşılıyordu.

Ahmet Türk'un avurtları çökmüş, gözlerinin altında Jerin çukurlar oluşmuştu.

"Cezaevinde üşümüştüm. Çıkar çıkmaz ise, kendime bakmaya fırsat bulamadan propaganda çalışmalarına başladım" dedi.

Tüm ailesi ve dostları onun milletvekili seçilmesinin sevincini yaşarken, kendisi bu sevinçten en ufak bir pay alamadığını söyledi.

Aksine, Mardin'deki seçim sonuçlarından da çok üzgün olduğunu bildirdi.

"76 oylarıyla kontenjan milletvekilliğini ANAP'a kaptırdık" dedi.

Kasr-ı Kanco'nun uzun salonlarından birine götürdü beni Ahmet Türk. Duvarlar boyunca üstleri halı kaplı keçeler sıralanmıştı yere. Bunların üstünde konuklar bağdaş kurmuşlar, sırtlarını duvara dayamışlardı.

Ayakkabılarımızı kapı girişinde çıkartıp çoraplarımızla salona girdiğimizde bu konukların tümü birden ayağa kalkular tek tek hoş geldiniz dediler.

Salonun baş köşesinde üst üste dizili iki yastığın bir yanına beni aldılar, öte yanına Ahmet Türk oturdu.

"Yemekler gelsin" dedi Ahmet Türk.

Önce ortuler serildi salonun önümüzdeki boşluğuna. Sonra kurufasulye tabakları ve pilav, kuzu kızartması tepsipleri getirildi. İki kişinin taşıdığı yuvarlak tepsiplerde pilav dağları vardı. Bu pilav dağlarının çevreleri ve tepeleri kızarmış kuzu parçalarıyla bezenmişti.

Ahmet Türk, şatodaki telefonundan kendisini diğer kentlerden arayıp kutlayan dostlarına teşekkür ederken, yemeğini yedikten sonra çıkan konuklarını uğurluyor, bir yandan da avluda bekleyen konuklarından sırası gelip de içeri girenleri karşıyordu kapıda.

Yeniden sofralar kuruluyor, yerlere yeniden ortuler seriliyor, tepsi tepsi pilavlar kuzu kızartmaları geliyordu ve yüzlerce kişi yeniden yemeğe başlıyordu.

Ahmet Türk'ün milletvekili seçilmesi ve bir daha kolay kolay cezaevine girmeyeceği olayı kutlamıyordu. Günde 3 bin kişiyi verilen kurufasulyeli pilav ve kuzu kızartmaları gorkemli ziyafetlerle.

Tercüman

2.12.87

PKK, 30 çocuk daha kaçırdı

DİYARBAKIR, (Tercüman)- Mardin'in Silopi

ve Midyat ilçelerine bağlı 5 köyü baskın düzenleyen bir grup bölücü eşkiya toplamı 34 çocuğu dağa kaçırdı.

Alınan bilgiye göre, önceki gün saat 20.30 sıralarında önce Silopi ilçesinin Ballıkaya köyüne gelen sayıları belirsiz bir grup bölücü eşkiya, kimliği henüz tesbit edilemeyen 4 çocuğu dağa kaçırdı.

Daha sonra Midyat'ın Dergeçit bucağına bağlı Kuşluca, Ormaniçi, Kundere ve Kuruca köylerine gelen eşkiya grubunun, bu köylerden de 5-10'ar kişi arasında toplam 30 çocuğu kaçırdığı belirtildi. Olay üzerine bölgede geniş çaplı operasyon başlatıldığı bildirildi.

Hassas bölgelere, helikopter kontrolü**PKK'ya karşı 'PUMA'**

● Fransa'dan kiralanın 4 Puma helikopteriyle özel timler, sıcak bölgelerdeki operasyonlarda kolaylıkla indirme yapabilecek

● Her türlü engebelli arazide kullanılabilen Alman ve İsviçre patentli "Smotri" tankları da Uludağ'ın zirvelerinde denendi ve beğenildi

DIYARBAKIR, MİL-HA

OLAĞANÜSTÜ Hal Bölge Valiliği'nce Güneydoğu yöresinde kullanılmak üzere getirilen Puma helikopterleri hizmete girdi. Güneydoğu yöresinde yaklaşık üç yıldan beri devam eden terör olaylarına karşı güvenlik kuvvetlerince kullanılmak üzere Fransa'dan kiralanın Puma helikopterlerinden 4'ü, geçtiğimiz hafta içinde Diyarbakır'a getirildi.

SÖZ

6.12.87

Seri operasyonlar sonucu güç kaybeden örgüt strateji değiştirdi**PKK'nın şifresi çözüldü**

■ İstihbarat birimleri yeni örgütlenmeyi de çözerlerken Apo'nun el yazısıyla örgüt elemanlarına gönderdiği emirleri de ele geçirdi. Ele geçen belgeler arasında yeni şifre alfabe de var

Sabri CANBEYLİ / Ankara

Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgelerinde gerçekleştirilen seri operasyonlardan sonra çökme noktasına gelen PKK adlı ayrılıkçı örgüt yeniden toparlanabilmek amacıyla harekete geçti. Liderleri Abdullah Öcalan'ın başkanlığında toplanan PKK üst düzey yöneticileri eylemlerle ilgili strateji ve taktiklerde değişiklik yaptı.

PKK üst düzey yöneticilerinin toplantısını öğrenen istihbarat birimleri kısa bir çalışmadan sonra yeni örgütlenme modeliyle, strateji ve taktiği ortaya çıkarttılar. Bu arada istihbarat elemanları örgütün yeni şifre alfabeyle Abdullah Öcalan'ın el yazısıyla örgütüne gönderdiği emirleri de ele geçirdiler.

İstihbarat birimlerinin belirlemelerine göre şu anda "Çınar ağacı" olarak adlandırılan

çok dâhlî enine genişletilmiş örgütlenme modeli yerini "Kavak ağacı" adı verilen daraltılmış boyuna uzayan modele bıraktı. Yeni örgütlenmede oluşturulan "Koordiasyon hücreleri" direk merkez komiteye bağlandı. Yerel temsilcilerle askeri ve propaganda hücreleri ise koordinasyon hücrelerine bağlı olarak çalışırken merkez komiteyle hiç bir şekilde ilişkiye girmeyecekler. Propaganda ve askeri hücreler ise sayıları bölgenin koşullarına göre değişecek gruplara ayrıldı. Yerel temsilciler "Sekreter" adı verilen kişinin önderliğinde çalışacak. Yörelere askeri, siyasi, mali, kadın örgütlenme, işçi-çocuk örgütlenme, köy örgütlenme ve memur-esnaf örgütlenmesi işleriyle ilgili sorumlular sözkonusu sekretere bağlı olarak çalışacaklar.

APO'NUN EMİRLERİ- Bu arada PKK lideri

24 kişilik Puma nakliye tipi helikopterlerinin alt yüzeyinin her türlü ateşli silahlara dayanıklı çelik zırhlarla donatıldığı belirtiliyor. Hassas bölgelere, Puma helikopterlerle özel timler kolaylıkla indirme yapabilecek.

Saatte 290 kilometre hız yapabilen Puma'lar, 20 milimetrelilik iki top taşıyor. Helikopterlerde ayrıca 7.62'lik iki makineli tüfek de bulunuyor. Puma'lara, gerektiğinde ro-

ket de monte edilebiliyor. Puma helikopterleri, nakliye ve hareket alanlarında dünyanın en gelişmiş ve en hızlı helikopterleri arasında yer alıyor.

SMOTRI'LER DENENDİ

Öte yandan, sınır boylarında ve terörün yoğun olduğu kırsal bölgelerde kullanılması düşünülen Federal Almanya ve İsviçre patentli "Smotri" tankları, Uludağ'ın zirvelerinde denendi.

Hürriyet

6.12.87

Her isteyene ruhsat verilecek**Güneydoğu'ya silah izni...**

● Güneydoğu Anadolu halkına, silahlarını serbestçe taşıma hakkı tanındı. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne bağlı illerde yaşayanlara, kaynağı sorulmadan, silahlarını bulundurma ve taşıma izni verilecek.

ANKARA, (Hürriyet)- Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne, bu bölgede oturanların başvuruları üzerine, ateşli silahlarına, menşelerine bakılmaksızın taşıma veya bulundurma ruhsatı verme yetkisi tanındı. Resmi Gazete'de dün yayımlanan kanun hükmünde ka-

rarnameye göre, dünden itibaren 45 gün içinde başvurarak ruhsat alanlar hakkında, bu süre içinde silah taşıma ve bulundurma yasaklayan yasa ile Türk Ceza Kanunu'nun ilgili hükümleri uygulanmayacak.

Bu konuda görüşlerini açıklayan uzmanlar ise o bölgede yaşadığı örgüt militanlarının da ruhsat alma tehlikesinin ortaya çıktığını söylediler.

Kanun hükmündeki kararname gereğince, ruhsata bağlanan silahlardan veraset yoluyla kendilerine intikal edenlere, ilgili yönetmelikle belirtilen süre içinde başvuruları halinde taşıma ruhsatı verilebilecek. Kararname, bu silahların devredilemeyeceği ve satılmayacağı hükmünü de taşıyor. Olağanüstü Hal Bölge Valisi'nin bu yetkisini, bölgesi kapsamındaki valilere ve mücavir il valilerine devredilebileceği kaydedilen kararnamede, ruhsatların barca tıbbi olmayacağı da belirtildi

Şehit bekçi**toprağa verildi**

KIZILTEPE (Mardin) (hha) - Bölüklü teröristlerin hain saldırısı sonunda şehit olan bekçi Emin Kalkan'ın emekli olması için üç gününün kaldığı öğrenildi. Şehit bekçi, vatan toprağına verildi.

Ayrılıkçı PKK militanlarının önceki akşam saatlerinde düzenlenen bombalı saldırıda şehit olan Kızıltepe Emniyet Amirliği'nde görevli 30 yıllık bekçi Emin Kalkan'ın emekli olmak için gerekli başvuruyu yaptığı, işlemlerinin tamamlanmış ve evrakının kendisine üç gün sonra teslim edileceği öğrenildi. Emekliliği ve ikramiyesini düşünürken hain saldırıda şehit düşen bekçi Kalkan için Kızıltepe Emniyet Amirliği bünyesinde bir tören düzenlendi

Asker öğretmenler

Genelkurmay Başkanlığı'nın uygun görmesi halinde MEGSB öğretmen ihtiyacını ordudan karşılayacak

ANKARA- Millî Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı, Genelkurmay Başkanlığı'nın uygun görmesi halinde öğretmen ihtiyacını ordudan karşılayabilecek. Sayıştay, MEGSB ile Millî Savunma Bakanlığı tarafından ortaklaşa hazırlanan uygulamaya ilişkin yönetmelik taslağını mali yönden inceleyerek MSB'na gönderdi.

Millî Savunma Bakanlığı'nın uygulamaya ilişkin yönetmeliği, Resmi Gazete'de yayınlanmak üzere yakında Başbakanlık'a vermesi bekleniyor.

"Asker öğretmenler" in özellikle, Elazığ, Bingöl, Tunceli, Van, Diyarbakır, Mardin, Siirt, Hakkâri, Bitlis, Muş, Adıyaman, Ağrı, Erzurum, Erzurum, Gümüşhane, Kahramanmaraş, Kars, Malatya, Sivas ve Şanlıurfa'da görevlendirilmesi planlanıyor.

UYGULAMA NASIL GERÇEKLEŞECEK

MEGSB kadrolarında öğretmen olarak görev yapanlar ile mesleği öğretmen olan, ancak bu göreve başlamamış olanlar, temel askerlik eğit-

timlerinden sonra MEGSB emrine verilecekler. Eğer, MEGSB emrine verilen öğretmenler ihtiyacı karşılamazsa, yükseköğretim mezunları, bunlar da ihtiyacı karşılamazsa, lise ve dengi okul mezunu yükümlüler, temel askerlik eğitiminden sonra MEGSB emrine verilecekler.

Uygulamaya başlandığı tarihte. Silâhli Kuvvetler'de yedeksubay olarak yükümlülüğünü yerine getirmekte olan öğretmenler, MEGSB'na bağlı okullarda geri kalan hizmetlerini tamamlayacaklar. Terhislerine kadar Silâhli Kuvvetler'e ilişkileri kesilmeyecek olan bu durumdaki yükümlüler, maaşlarını aynen almaya devam edecekler. Bunlara öğretmenlikte dolayı ayrıca ücret ödenmeyecek.

Hizmet süreleri diğer erbaş ve erlerin süresi kadar olacak "asker öğretmenler", öğretmen olarak görev yaptıkları sürece resmi elbise giymeyecek, işe alamayacaklar. Hizmetleri sırasında usulüne göre öğretmenlik mesleği ile ilişkileri kesilenler, geri kalan hizmetlerini erbaş veya asker olarak tamamlamak üzere maaş almaya devam edecekler. (A.A)

Doğu, dondu

• Kar yağışı nedeniyle Doğu Anadolu Bölgesi'nin yaklaşık 1200 köyün çevreyle bağlantısı kesildi

Hürriyet
Haber Ajansı

KARAKIŞ, İç ve Doğu Anadolu Bölgesi'nin çeşitli kesimlerinde yaşamı felce uğrattı. Karayollarında ulaşımı da büyük ölçüde aksattı. Kar yağışı nedeniyle Doğu Anadolu Bölgesi'nin yaklaşık 1200 köyün çevreyle bağlantısı kesilirken kar kalınlıkları yüksek kesimlerde bir metreyi buldu. İpek, Kop, Tahir, Kızıldağ, Sakaltutan geçitlerinde ulaşım büyük ölçüde aksarken, Kayseri-Erciyes, Hakkâri-Uludere, Hakkâri-Beytüşşebap, Çatak-Bahçesaray karayolları ulaşımına kapandı. Kar kalınlıkları yurdun diğer kesimlerinden Bolu'da 12, Kartalkaya'da 20, Abant ve Erciyes'te 30, Uludağ'da 75 santim olarak ölçüldü. Meteoroloji yetkilileri, soğuk havanın Batı'da da yağışlara yolaçacağını bildirdiler. Güney'de ise "yalancı bahar" yaşanıyor.



1 METRE KAR Doğu'da yüksek kesimlerdeki kar kalınlığının "1 metreye" ulaştığı bildiriliyor. Karakıştan en çok etkilenen kentimiz Erzurum'da ise, her yer bembeyaz

Tercüman

7.12.87

"Eşler bir yıl bekleyecek"

KAPLAN

"Federal Almanya'da inanç ve fikir hürriyetini kötüye kullanan Kaplan'ın yıkıcı faaliyetini yasaklamak zorunda kaldık. Karşı davranış suç teşkil eder"

Fahir ERSİN

BONN, (Tercüman)- Başta PKK ve Cemalettin Kaplan olmak üzere, aşırı uçlara mensup Türk kuruluşları ile ilgili, Alman vatandaşlığına geçiş, seçim hakkı ve 6 yaş sınırı konularındaki son demecleriyle dikkatleri üzerine çeken, Federal İçişleri Bakanlığı Müsteşarı Carl Dieter Spranger ile uzun bir görüşme yaptık.

Sorularımızı, büyük bir açıklıkla, tek tek cevaplandıran Spranger, Köln'un Humeynisi "Cemalettin Kap-

lan'ın tahrik edici, düşmanlık aşılacak çağrı ve eylemlerinin yasaklandığını belirterek "aşırı Kürt örgütlerinin, aralarındaki üstünlük savaşına girip şiddetle başvurmalarına göz yumulamayacağım" bildirdi. Spranger, "Bu Kürt kuruluşlara gösterilen tolerans sınırını artık çok aştı" dedi.

Görüşmemizde ailelerin yanlarına getirecekleri çocuklarının, yaş sınırının 16'dan 6'ya düşürülmesi yolundaki değişiklik isteminden vazgeçtiklerini imâ eden Federal İçişleri Bakanlığı Müs-

İLTİCACILAR

"10 kişiden 9'unun Almanya'ya geliş sebebi, ülkelerinde politik takibata uğramaları değil, ekonomiktir. Bekleme süresini bu yüzden 5 yıla çıkardık"

teşarı

"Bu yasama döneminde yeni baştan düzenlenecek yabancılar yasasında yaş sınırını 16 olarak kalacak" diyerek, gurbetçilerin yüreğine su serpti.

Spranger, ülkesinde evlendiği eşini yanına getirecek yabancı gençlerin, bekleme süresine, bütün eyaletler için geçerli olacak tek bir uygulama (bir yıl bekleme) getirileceğini açıkladı.

Çifte vatandaşlığa (çok ulusluğa) karşı olduklarını vurgulayan Spranger, Alman vatandaşlığına geçişin kolaylaştırılıp, 10 yıllık ikamet sü-

KÜRTLER

"Federal Almanya'daki Kürt kuruluşları arasındaki çatışmalar tolerans sınırını aşmıştır. Alman top- raklarında üstünlük savaşına izin veremeyiz"

resinin de 3 yıla indirilerek, harcın da azaltılmasını düşündüğünü bildirdi.

Parlamento seçimlerine katılma, seçme ve seçilmenin sadece Alman vatandaşlarının hakkı olduğunu savunan Federal İçişleri Bakanlığı Müsteşarı, ailesi ile ülkesine dönmüş, ancak uyum sağlamamış Türk gençlerine, yeniden Almanya'ya dönebilme imkanı tanınması yolundaki isteklere de karşı çıkarak "Almanya'nın yeni bir insan akımına kuçak açması beklenemez" şeklinde konuştu.

KAPLAN'A SON İHTAR

Spranger, Köln'un Humeynisi, ilticacı Cemalattin Kaplan'la ilgili sorulara cevaben şunları söyledi: "Federal Almanya'da inanç ve fikir hürriyetini kötüye kullanan kişiler arasında düşmanlık aşılacak şiddetten kaba kuvvetten yana aşırı dinci Müslümanlar'ın faaliyetleri giderek daha fazla endişe yaratıyor. Bunun en canlı bir örneği Cemalattin Kaplan'dır. Benim de teşebbüslerim sonucu, Kaplan'ın oturduğu Kuzey Ren Westfalya

DEVAM

eyaleti, politik ve yıkıcı faaliyetlerde bulunmasını yasaklayıcı karar almış, kendisinden bundan böyle, tahrik edici, çağrılarını son vermesini istemiştir. Buna karşı gelmek, suç teşkil eder, cezayı gerektirir. Ayrıca, Kur'an okulu diye adlandırılan Kaplan'ın Köin'deki çocuk yurdunun devam etmesi de yasaklanmıştır."

KÜRTLER

"Federal Almanya'daki aşırı Kürt kuruluşları arasındaki çatışmaların, tolerans sınırını çok geçtiğini" söyleyen Spranger "Alman topraklarında, bu kuruluşların aralarında üstünlük savaşına girip, şiddete başvurmalarına izin veremeyiz. Göz yumamayız. Bu kuruluşların ölümle sonuçlanan son kanlı eylemleri sebebiyle Federal Savcılık geniş kapsamlı soruşturma açmıştır. Hâlâ devam etmektedir. Amaç, olayların sorumlularının, bu kuruluşların içinde bir terörist

grubun işi olup olmadığını açığa çıkarmaktır" dedi.

İLTİCACILAR MESELESİ

Almanya'ya gelerek siyasi sığınma talebinde bulunan Türkler'in, gerçek amacının, ülkelerinde politik takibata uğramaktan kaçmak değil, burada çalışmak olduğunu belirten Federal İçişleri Bakanlığı Müsteşarı Carl-Dieter Spranger, iltica akımının önlenmesi için Bonn Hükümeti'nin, Türk Hükümeti ile de işbirliği içinde olduğunu söyledi.

Federal Almanya'ya 100 bin kişinin iltica ettiğine dikkat çeken Spranger, bu sayının Avrupa Siyasi Sığınma isteminde bulunanların yarısından fazlasını teşkil ettiğini belirterek "federal dairenin kabul ettiği iltica oranı, bugün, yüzde 10'un altına düşmüştür" dedi. Bunun, her on kişiden 9'unun, gerçek amacının iltica dışında başka sebeblere dayandığını

gösterdiğini vurgulayan Spranger, bu konudaki sorumuza şu cevabı verdi: "Bunların Almanya'ya geliş sebebi, ülkelerinde politik takibata uğramaları değil ekonomik nedenlere dayanmaktadır. Bunu önlemek için belli ülke vatandaşları için vize mecburiyeti koyduk. Ayrıca, 1987 yılı başında ilticacıların çalışma izni almalarında bekleme süresini 2 yıldan 5 yıla çıkardık. Böylece, gerçekte Almanya'ya çalışmak için gelen sahte ilticacılara, bunun mümkün olamayacağını açıkça ortada olduğunu göstermek istedik. Federal hükümet gelişmeleri yakından izlemektedir. Meseleyi yakinen bilen Türk Hükümeti ile de işbirliği içindedir".

Bazı ilticacıların, yasak olmasına rağmen siyasi faaliyette bulunmalarının hatırlanması üzerine de, Almanya'da anayasanın öngördüğü, düşünce ve gösteri yürüyüşü gibi temel hak ve hürriyetlerin yabancılar için de geçerli olduğunu vurgulayan Spranger

ger "Ancak, yabancıların, toplum düzenini bozacak, güvenliği tehlikeye düşürecek siyasi faaliyetlerde bulunmaları yasaktır. Örneğin, cemiyetler kuruluş amaçları dışında aşırı faaliyet gösterdikleri zaman, ilgili makamların kararıyla kapatılabilirler" dedi.

YABANCILAR YASASI

1965'de yürürlüğe giren Yabancılar Yasası'nın, günün ihtiyaçlarına cevap veremeyen uzak kaldığına işaret eden Müsteşar Spranger "Federal hükümetin, parlamentonun bu yasama döneminde, Yabancılar yasasını temelden yeniden düzenleyip, günün ihtiyaçlarını karşılayacak hale getirip, aile birleşmesinde tek tip uygulama getirileceğini" söyledi. Anayasa Mahkemesi'nin son kararıyla, eşlerin bekleme süresi bütün eyaletler için bir yıla indirilecek.

Tercüman

Güvenlik kuvvetlerinin "Dur" ihtarına ateşle karşılık verdiler

7.12.87

Derik'te 7 bölücü terörist öldürüldü

Milliyet

8.12.87

ÖNCEKİ gün, Derik yakınlarındaki olaylar üzerine, operasyonları sürdüren güvenlik güçleri, Güngören köyü yakınlarında da 2 teröristi ölü olarak ele geçirdi.

Güvenlik kuvvetleri tarafından sürdürülen operasyonlar sırasında Kızıltepe ilçesine bağlı Güngören köyü yakınındaki bir mağarada kısırdan iki teröriste "Teslim ol" çağrısı yapıldı. Teröristler çağrıya ateşle cevap verdiler. Çatışma sonunda 2 terörist ölü olarak ele geçirildi. Teröristlerin üzerinde ve mağarada yapılan aramada bir Kalashnikov otomatik tüfek, bir tabanca, bir roket-

Operasyon sürüyor

atar, çok sayıda el bombası ve mermi ele geçirildi.

PASİFLERE TIRPAN

Ote yandan, PKK'nın Güneydoğu Anadolu'daki eylemlerinde pasif kaldıkları gerekçesiyle, askeri kanat ARGK'nin bazı önemli komutanları görevden alınıyor. ARGK Uludere sorumlusu "Zeynel" kod adlı Mustafa Koçın, ERNK Yürütme Konseyi kararıyla görevinden alınarak İran'daki Zive Eğitim

Kampı Komutanlığı emrine verildi. Koçın'den boşalan Uludere bölge komutanlığına "Cabbar" kod adlı Latif Yıldırım'ın atandığı öğrenildi. ARGK'nin Mardin birim sorumlusu Mehmet Emlin Aslan'ın da yine aynı gerekçeyle pasif göreve alındığı belirtildi.

THKP/C İLE EYLEM BİRLİĞİ

Lübnan'daki Bekaa Vadisi'ndeki PKK kamplarında geçtiğimiz Kasım ayı içerisinde PKK ve THKP/C

(Acilciler) üst düzey yetkilileri arasında bir "eylem birliği toplantısı" yapıldığı haber alındı. Öğrenildiğine göre toplantıya THKP/C'nin askeri birim sorumlusu Alper Sertel ile örgüt genel sekreteri Miraç Ural, PKK'dan da Abdullah Öcalan'ın yardımcılarından Cemil Bayık katıldı. Toplantıda PKK'nın kırsal alanda, Acilciler'in ise metropollerde eylem yapmaları konusu tartışıldı.

Tercüman

Ömer BÜYÜKTİMUR

DİYARBAKIR. (Tercüman)-Mardin'in Derik ilçesinde, güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren beş bölücü terörist öldürüldü. Çatışmada iki eri de şehit oldu. Çatışma sırasında biri yaralı iki terörist ise kaçtı.

Önceki gece saat 23.00 sıralarında Derik ilçesi yakınlarındaki Ankara TIR parkına gelen bir grup silahlı terörist, benzin istasyonu sahipleri Mümtaz Özyılmaz ile Sait

Kenki'yi rehlin alıp 10 milyon lira gaspetükten sonra tesisleri ateşe verdi. Benzin istasyonu sahipleriyle olay yerinden uzaklaşan bölücüler, bir süre sonra İpek Yolu'nda Sait Kenki ile Mümtaz Özyılmaz'ı serbest bıraktılar.

ÖLDÜREN TAKIP

Benzin istasyonu sahiplerinin durumu güvenlik kuvvetlerine bildirmelerinden sonra bölgede geniş çaplı bir operasyon başlatıldı.

Güvenlik kuvvetlerinin sıkı takibi

bi sonucu ne yapacağını şaşırın bölücüler, Çay köyüne bağlı Kelek mezarına doğru kaçmaya başladılar. Teröristler mezraya ulaşmadan bir tarla içinde kısırdı. "Dur" ihtarına ateşle karşılık verilmesi üzerine saat 01.00'de silahlı çatışma başladı. Saat 03.30'a kadar devam eden çatışmada beş terörist ölü olarak ele geçirildi. Bu arada, jandarma eri Feridun Pezüt ile Orhan Bayramoğlu şehit oldu. Ahmet Aydın adlı er de yaralandı.

Ölü olarak ele geçirilen terörist-

lerden birinin Nusaybin sorumlusu Nezir Yavuz, diğerinin ise "Süslü Hasan" kod adlı Davut Ekin olduğu belirlendi. Nezir Yavuz'un üzerinde Suriye parası ve Türk Lirası bulundu. Diğer teröristlerin kimliklerinin tesbitine çalışılıyor. Bu arada, bölücülerin üzerinde beş Kalashnikov otomatik tüfek, bir roketatar, bu silaha ait çok sayıda mermi, el bombaları, av tüfeği, bir tabanca, teyp, radyo ve fotoğraf makinesi ile örgüte ait dokümanlar bulundu.

Ele geçirilen dokümanlardan; grubun 3 Aralık günü Kızıltepe'de bir bekçinin şehit edilmesi ve komiserin yaralanması eylemine katıldıkları anlaşıldı. Teröristlerin taşıdığı roketatarın ise, geçen yıl Mardin Hava Radar Üssü'ne girilen saldırdında kullanılan silah olabileceği belirtiliyor.

8.12.87

Canlarıyla ödediler

NEDİR O

Can
Yücel

Hayin Kürtten kim korkar?

Kürt kim!.. Etnik İdris!.. Nerde o Selahattin-i Eyubi!.. Yok, efendim, böyle bigly yok!.. Alâhürri günü okuyorlar canımıza... Makamları: KÜRDİYİ Hİ-CAZKAR...

Milliyet

10.12.87

● Türk hükümeti, bölücü örgüte destek olunmamasını istedi

PKK için İran'a uyarı

SEMDİNLİ yakınlarında sınırı geçen gruplar halinde yakalanan İranlı milisler, Türk-İran ilişkilerinde yeni bir sorunun patlak vermesine yol açtı. Bu olay sonucu milis (Pastar) kamplarında PKK teröristlerinin bulunduğu ve eğitim gördüğü ortaya çıktı. Türk hükümeti, PKK'ya destek olunmaması konusunda İran'ı uyardı.

OLAY NASIL PATLAK VERDİ?

Türk makamları, Güneydoğu bölgesinde yakalanan bazı teröristlerin verdiği bilgilerden, son dönemde PKK'nın İran'da da barınak bulmaya başladığını saptadı. Bu ilk tespitleri, daha sonra elde edilen bilgiler de doğrular nitelikteydi. Ancak, yaklaşık 5 ay önce kalabalık bir grup milisin sınırı geçerken yakalanması, Türk makamlarının olay üzerindeki soruşturmayı derinleştirmesine yol açtı.

İran'da Şah'ın devrilmesi ve Humeyni yönetiminin işbaşına gelmesiyle "Pastaran" adı verilen yeni bir güç oluştu. Humeyni yönetimi, Şah yanlısı olarak değerlendirildiği İran ordusuna güvenmediği için gençlerden oluşan ve milis niteliğindeki "Pastar" örgütünü kurdu

● Sınırı geçerken yakalanan İranlı milisler, Türk-İran ilişkilerinde yeni bir sorunun patlak vermesine yol açtı

● Nur BATUR ● ANKARA

"Pastarlar", ordunun daha sonraki yıllarda ön plana çıkmasına rağmen, yine de eski güçlerini koruyorlar. Çünkü, bu gruplar Humeyni ve İslam Devrimi'nin en sadık güçleri olarak tanınıyor.

Pastarların Türk sınırına yakın bölgelerde bulunan kamplarında PKK teröristlerinin eğitim gördüğü Ankara tarafından saptanmış durumda. Hatta, PKK teröristlerinin Pastar kıyafetiyle geldikleri de belirtiliyor.

5 ay önce kalabalık Pastar grubunun yakalanmasından sonra İran hükümeti nezdinde yapılan girişimde, PKK'nın İran'da üslenmesine izin verilmemesi uyarısı yapıldı. Ancak İran hükümetinin yanıtı "Türkiye aleyhinde topraklarında herhangi bir faaliyete izin verilmeyeceği" yolunda oldu. Aynı zamanda sınırı izinsiz geçen grubun iadesi istendi.

Ankara, bu tür olayların tekrarlanmaması uyarısı yaparak Pastar

PKK'cular Afrika'ya sürgün

Emre AYGEN / Brüksel

İsviçre, İsveç ve Almanya'dan sonra Fransa da PKK'çılara cephe aldı.

Fransız hükümeti üç PKK'cıyı önceki gün Afrika'daki Gabon ülkesine sürgüne gönderdi

PKK'nın Brüksel'de üstlenen Avrupa temsilciliği dün bir basın toplantısı düzenleyerek, Fransız hükümetinin Paris'te görev yapan İsmail Ongan, Kaya Özdemir ve Mehmet Seyhan adlı militanlarının Gabon'a gönderilmesini protesto etti.

PKK Avrupa Temsilciliği adına basın top-

lantısı düzenleyen Avukat Hüseyin Yıldırım, bir soru üzerine PKK davasından yargılanarak hapis yatan Nurettin Yılmaz ve Ahmet Türk'ün ANAP ve SHP'den meclise girmelerini değerlendirdi.

PKK sözcüsü Yıldırım şöyle konuştu: "Ben her ikisiyle de hapis yattım. Her ikisi açısından da şunu söyleyebilirim ki, cezavinde bir onur savaşı verdiler.

Nurettin Yılmaz ise 3 kez hapis yattı ve işkence gördü. ANAP'tan meclise girmekle kendi kendine ihanet etmiştir.

ANAP'ın Yılmaz'ı öne çıkartması Kaiman İnan'a dayanan Özdi'nin bir Kürt operasyonu"dur" dedi.

Tercüman

10.12.87

Irak'tan kaçan 56 Türk Barzani'nin himayesine alındı

M. Ata ACAT

NUSAYBİN, (Tercüman) - Irak hükümetinin baskısından kaçan 56 Türk asıllı köyluyu KDP (Kurdistan Demokrat Partisi) lideri Barzani'nin kendi himayesine aldığı bildirildi.

Irak'tan korsan yayın yapan KDP (Kurdistan Demokrat Partisi) radyosu önceki gün yaptığı yayınında, Irak hükümeti tarafından Irak'taki bazı Türk ve Kürt köylerinin Basra'ya taşınması ve genç yaşta kileri cepheye sürmek için baskı yaptığını belirterek, baskından kurtulan yaklaşık 1300 kişinin yakın bir zamanda Türkiye'ye geleceğini belirtti.

Hürriyet

12.12.87

Kürtler, Fransa Elçiliğini bastı

LAHEY (Hürriyet) - Hollanda'nın parlamento merkezi Lahey'de bulunan Fransa Büyükelçiliği dün bir grup Kürt tarafından işgal edildi.

Kentin Smitsplein 1 adresinde bulunan Fransa Büyükelçiliğine dün yerel saatle 12.00 sıralarında girmeyi başaran 30 kişilik grup, gazete bürolarını telefonla arayarak, Kurdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi taraftarları olduklarını bildirdiler.

Yönetmelik Başbakanlık'ta ASKER öğretmenler

● öğretmen ihtiyacına göre askere sevk sırasında öğretmen olarak görev yapanlar, mesleği öğretmen olup da henüz göreve başlamamış olanlar ile istekliler öğretmen olarak askerliklerini yapacaklar

• Şamil TAYYAR • ANKARA

ASKERLİK yükümlülüğünün öğretmen olarak yapılması uygulaması başlıyor. Bu uygulama ile, özellikle Doğu Anadolu Bölgesi'nde büyük boyutlara ulaşan öğretmen açığının kapatılması amaçlanıyor.

Askerlik yükümlülüğünü, öğretmen olarak yapma hakkını, öğretmen ihtiyacına göre, askere sevk sırasında öğretmen olarak görev yapanlar, mesleği öğretmenlik olup da henüz göreve başlamamış olanlar ile öğrenimleri itibarıyla öğretmenlik yapabilecek nitelikteki istekliler kullanabilecek.

Buna rağmen, öğretmen ihtiyacı karşılanamazsa, öğretmen olabilecek öğrenimi görmüş olup da istekli bulunmayanlar arasında kura ile saptanan kişiler askerlik yükümlülüğünü öğretmen olarak yapacak.

Söz konusu uygulama ile ilgili yönetmeliğin hazırlıkları tamamlandı ve Resmî Gazete'de yayımlanmak üzere Başbakanlık'a gönderildi.

Asker öğretmenler, yönetmeliğe göre, Milli Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı'nın belirleyeceği yerlerde görev yapacak, resmi elbise giymeyecek, statülerine göre özlük haklarından yararlanabilecekler.

ÖZLÜK HAKLARI
1076 sayılı kanuna tabi öğretmen yükümlüler, yedek subayların hizmet süresi, 1111 sayılı kanuna tabi öğretmen yükümlüler de erbaş ve erlerin hizmet süresi kadar görev yapacak.

1076 sayılı kanuna tabi öğretmen yükümlüler, fiilen öğretmenlik

görevine başladıkları tarihten itibaren asteğmenler için belirlenen aylık, ödenek, yardım ve tazminatlarından yararlanabiliyor.

1111 sayılı kanuna tabi öğretmen yükümlülerden, askerlik öncesi bakanlık kadrolarında öğretmen ve devlet memuru olarak çalışanlar, önceki memuriyetleri itibarıyla hak kazandıkları maaşları, öğretmen olarak fiilen göreve başladıkları tarihten başlamak üzere alacaklar.

1111 sayılı kanuna tabi ancak, daha önce memuriyet görevinde bulunmayanların, fiilen göreve başladıkları tarih itibarıyla 657 sayılı yasaya göre intibakları yapılarak maaşları ödenecek.

YAŞAKLAR

Yükümlüler, nüfusa kayıtlı oldukları yerlerde görevlendirilmiyor. Bu yükümlülerden, Milli Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı kadrolarında görevli olanlar ihtiyaç halinde önceki görev yerlerine verilebiliyor.

Asker öğretmenler, görev süreleri boyunca resmi elbise giymeyecek, işi edilmeyecek, derneklere üye olamayacak ve siyasi faaliyetlere katılamayacak.

Askeri yükümlülüğünü öğretmen olarak yerine getirecekler, bu görevlerine temel eğitim süresini doldurduktan sonra başlayabilecek.

ŞU ANDA ASKER OLANLAR

Bu uygulama ile ilgili yönetmeliğin yürürlüğe girdiği tarihte, askeri yükümlülüğünü yedek subay olarak yerine getirmekte olan öğretmenlerden istekli olanlar, Milli Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı'nın ihtiyaç göstermesi, Genelkurmay Başkanlığı'nın da uygun görmesi halinde, geri kalan hizmet sürelerini öğretmen olarak yapabilecek.

Söz konusu yönetmeliğin yürürlüğe girdiği tarihte erbaş ve er olarak askeri yükümlülüğünü yerine getirenlerden istekli olanlar, yedek subaylıkta olduğu gibi, Milli Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı'nın ihtiyaç göstermesi, Genelkurmay Başkanlığı'nın uygun görmesi halinde, geri kalan hizmet sürelerini öğretmen olarak tamamlayabiliyor.

Hürriyet

Maaşları artırılıyor

Koruculara, SSK müjdesi

12.12.87

DIYARBAKIR (hha) - Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, köy korucularına zam verilmesini ve sigorta kapsamına alınacaklarını açıkladı.

Jandarma Asayiş Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'la önceki akşam saatlerinde Lice İlçesi'ne bağlı Kutlu Köyü'ne giden Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, köy korucularına parka, bot ve yelek dağıttı. Kozakçıoğlu, yaptığı konuşma-

da, devletin köy korucularını koruyacağını, her türlü skinduta yardımı hazır olduklarını belirterek şöyle dedi:

"Çünkü sizler, devlet demeksiniz. Sizler olmazsanız, devlet de olmaz. Türkiye'de hiç kimse devletten güçlü olamaz. 3-5 kişi silahla bu devleti yıkamaz. Bunlar, sizlerin çocuklarınız, kızlarınız saldırıya hedeflenen kimselerdir. Polis, asker ve subaylarımız gibi korucular da bu devletin içinden çıkmaktadır. Devlet, koruculara sadece silah verip koruculuk görevi yüklemiyor. Buralardaki vatandaş iş imkânı da sağlıyor. Ne kadar korucu olup eline fazla para geçmesini isteyen

varsa, onu görevlendireceğiz."

Hayri Kozakçıoğlu, son iki ayda 5 bin 500 olan köy korucu sayısının 10 bini bulduğunu, önümüzdeki günlerde köy korucularını SSK kapsamına alacaklarını, bunların devlet memuru ve işçisinden farklı olmayacaklarını, aynı sosyal imkânlardan yararlanacaklarını bildirdi. Vali Kozakçıoğlu, "15 Ocak tarihinden itibaren korucuların maaşlarını artıracacağız. Ancak, rakam şu anda belli değil. Korucuların eline şu anda geçen 83 bin lirayı, 120-140 bin liraya yükseltmeyi düşünüyoruz" diye konuştu.

Tercüman

21.12.87

"Beni Siirt polisi sorgulasın"

Hüsamettin KARANFİL
SIIRT, (Tercüman)- PKK Merkez Komitesi üyesi Selahattin Çelik polise telefon edip, ölüme tehdit edildiğini belirterek teslim olmak istediğini bildirdi.

Batman Emniyet Amirliği'ni telefonla arayan bir kişi, "Ben PKK Merkez Komitesi üyesi Selahattin Çelik'im. Atina'dan arıyorum. Par-tide artık rolüm kalmadığı için, bugün ölüme tehdit ediliyorum ve büyük bir baskı altındayım. Türkiye'nin Atina Konsolosluğu'na teslim olmak istiyorum" dedi. Telefonda ki kişi teslim olduktan sonra kendisini Siirt polisinin sorgulamasını da şart olarak ileri sürdü.

Emniyet Amirliği'nden "Şartını kabul ediyoruz, seninle nasıl buluşalım" denildiğinde ise, telefonda ki kişi, "Daha fazla konuşmam. Vaktim azaldı, ben sizi ararım" diyerek ahizeyi kapattı.

ATINA'DAN ARADIĞI KESİN

Batman Emniyet Amirliği telefon konuşmasının PTT aracılığı ile Atina'dan yapıldığını tesbit etti. Ancak, telefon eden kişinin Selahattin Çelik olup olmadığı bilinmiyor. Esrarengiz telefon konuşmasından Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, İçişleri Bakanlığı, Dışişleri Bakanlığı ve Atina Büyükelçiliği'nin haberdar edildiği öğrenildi.

Tercüman

Hatay'da biri kadın 12 militan yakalandı

23.12.87

Abmet ABDULLAHOĞLU
ANTAKYA, (Tercüman)- Hatay'da 12 Eylül öncesinde faaliyet gösteren yasa dışı THK-C Açılıçlar Örgütü'nü yeniden toparlamaya çalışan biri kadın, 12 militan yakalandı.

Hatay Emniyet Müdürlüğü'nden edinilen bilgiye göre, 12 Eylül 1980 Harekâtı'ndan sonra çöktürülen örgütlerini yeniden toparlamaya çalışan Mehmet Gözel, Mithat Tu-

runç, Tahsin Akın, Muti Yüksek, Malik Kılıç, Mahir Zeytinli, Şerif Erkol, Ali Bozca, Ataallah Fatmaoğulları, Muhsin Gazi, Lami Özer ile bu örgütün Adana sekreterliğini yapan ve halen Gaziantep Cezaevi'nde yatmakta olan Mithat Mirioğlu'nun eşi Meryem Mirioğlu, ANAP il binalarına atılacak bomba ve örgüte ait çok sayıda dokümanla birlikte ele geçirildi. Sanıklar, yapılan sorgulamalarında, 1986

ylında Suriye'nin Lazkiye şehri Başit kasabasında yapılan örgüt toplantısında PKK lideri Abdullah Öcalan'ın yaptığı konuşmada, THK-C Açılıçlar Örgütü'nün pasif olduğunu, eylem yapmaktan korktuğunu vurgulaması üzerine, bu örgütün lideri Mibraç Ural'ın, örgüt üst seviye yöneticilerine Türkiye'ye militanlarını gönderip, İstanbul, İzmir, Kayseri, İçel, Antakya ve İskenderun'da ANAP il binala-

rına ve Ankara'da Adalet Bakanlığı ile Güney Kore Büyükelçiliği'ne bombalı saldırı düzenlemelerini emrettiğini söylediler.

DOĞU BLOKU MARKALI BOMBALAR

Bu arada, eylem yapılan iller dışında, Adana da dahil olmak üzere 7 ildeki operasyonlarda çok sayıda militan, Uzrum marka Doğu Bloku ülkelerinin kullandığı savun-

ma el bombaları ve çok sayıda örgütsel doküman ile birlikte ele geçirildiler. Sanıklar, Suriye'den deniz yoluyla örgüte ait deniz motoru ile İskenderun ilçesi Arsu bucağı kıyı şeridinden ve Yayladağı ilçesi Yaykdamlar köyünde bulunan Karamağaralar mevkiinden yurda girdiklerini itiraf ettiler.

ANAP il binalarına saldırı düzenlemişlerdi

13 militan yakalandı

• Hamza EZER

• ANTAKYA (MİL-HA)

ANAVATAN Partisi binalarına bomba koyan THKP-C Acilciler örgütünün Güney bölgesi sorumluları yakalandı. İfadelerinde PKK Acilciler, FKÖ ve öteki bazı örgütlerin üst düzey yetkililerinin Suriye'de bir araya gelecek Türkiye'ye yönelik eylemleri tartıştıkları öne sürüldü.

Hatay Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube ekiplerinin düzenlediği operasyonlarda ele geçirilen kişilerin sorgulamalarından elde edilen bilgilere göre İskenderun'un Arsuz köyü yakınlarında örgüt motorları ile Suriye'den getirdikleri bombaları kuyuya çıkardıkları, İstanbul, İzmir, Kayseri, İçel, Hatay ANAP bina-

• ANAP il binalarına bombalı saldırıda bulunan THKP-C Acilciler örgütü'nün Güney kanadı elemanları yakalandı. Yakalanan örgüt üyelerinin ifadelerine göre, Suriye'de yapılan gizli toplantıda, Türkiye'ye yönelik eylemlerin tartışıldığı öğrenildi

larına koydukları belirlendi. Örgütü Suriye'nin Lazkiye şehrinde bulunan parti okulundan emir aldığı ve bombaları da buradan verdikleri belirtildi.

Örgüt elemanlarının ilk parti bombayı 25 Eylül günü sahile çıkardıkları, ikinci partiyi ise 28 Eylül'de getirdikleri belirlendi.

Emniyet müdürlüklerinin ortak operasyonları ile ele geçirilen örgüt militanlarının adları şöyle:

Mehmet Gözel, Mithat Turunç, Tahsin Akın, Muti Yüksel, Malik Kılıç, Mabir Zeytinli, Şerif Erkol, Meyrem Miroğlu, Ali Bozca, Ata-

ullah ve Fatma oğulları, Muhasin Gazi, Lami Özer."

THKP-C Acilciler örgütünün, emri Mibraç Ural adlı merkez komite genel sekreterinden Paris'te bulunan "Salih Hoca" kod isimli Antakya eski TÖB-DER Başkanı Kemal Bayram'dan aldıkları bildirildi.

Bombaların bir bavul içinde motorlara İskenderun'un Arsuz bucagından geçiren militanların Antakya'da da bir kuyumcuyla soymak istedikleri, ancak kalabalık nedeniyle bunu başaramadıkları, İskenderun'da da gizli toplantılar yaptıkları bildirildi.

Suriye'nin Lazkiye kentindeki Basid'de PKK Genel Sekreteri Abdullah Öcalan, Suriye adına Cemil Esad, FKÖ adına 3 kişi, THKP-C Acilciler adına Mibraç Ural, Ali Sönmez, İbrahim Yalçın, Kemal Bayram ve Zafer Hoca, Libya'dan Sami Kutlu, Türkiye'den Ferhat Halil Kâmlı, Almanya'dan da bazı örgüt mensuplarının katılımıyla oluşturulan merkez komite toplantısında bombalama kararlarının alındığı, ortaya çıktı. Yakalananların ifadelerine göre, bu toplantıda Apo'nun THKP-C Acilcileri pasiflikle suçlaması üzerine Acilciler'in eylemlere giriştiği bildirildi.

Cumhuriyet

25.12.87

Cumhuriyet

25.12.87

Diyarbakır DGM'de PKK davası

Sanıklar: İşkence gördük

ZİYA AKSOY

DIYARBAKIR — PKK örgütüne üye olmak, yardımda bulunmak ve propaganda yapmak suçlarından yargılanan 6'sı tutuklu, 10 kişiden 4'ü, çıkarıldıkları ilk duruşmada serbest bırakıldı.

DGM Savcısı ilk duruşmada sanıkların 3 ile 15 yıl arasında hapisle cezalandırılmasını istedi. Mahkemedeki sorgulamasında Mehmet Masun Baday, Federal Almanya'da eşi ile birlikte işçi olarak çalıştıklarını belirterek, "Türkiye'ye tatil için döneceğimiz sırada yanıma biri kadın iki kişi yanıştı ve Türkiye'ye götürmem için bir paket verdi. İçinde ne olduğunu sorduğumda, yasadığı bir örgüte ait bazı şeyler bulunduğunu ve Kızıltepe'de adamların gelecek bu paketi alacaklarını söylediler. 'Götürmem' dediğim zaman da beni tehdit ettiler. Ben de alıp getirdim. Bir akşam Kızıltepe'de emniyet kuvvetlerinin yaptıkları arama sırasında paket aramada bulundu" dedi.

Baday, PKK örgütü ile ilişkisi bulunmadığını, polis tarafından alınan ilk ifadesinde, yurtdışında PKK'nın faaliyetlerine katıldığı yolundaki iddialarının baskı ve işkence altında alındığını öne sürdü.

Duruşmaya bir süre ara veren mahkeme heyeti, Mehmet Masun Baday ile İbrahim Mutlucan'ın tutukluluk durumlarının devamına, diğer tutuklu sanıklardan Abdullah Çevik, Abdurrahman Keçen, Cemil Aras ve İsmail Kınıo'nun tahliyelerine karar vererek duruşmayı... dedi



Ya korucu ol ya köyü terket Mardin'in Midyat ilçesine bağlı Koşluca köyünden, köy ihtiyar heyeti üyesi Abdurrahman Turan, geçen ekim ayında militanların köyden 11 kişiyi kaçırmaları üzerine, bir yüzbaşının kendisini korucu olmaya zorladığını öne sürdü. Köyden kaçırılma olayını Midyat tugayına bildirdikten sonra köye gelen bir yüzbaşının, "Burayı siz korumak zorundasınız. Silah almak zorundasınız. Korucu olmayız diyeniniz varsa bu köyde yaşayamaz. Ya silah alırsınız ya köyü terkedersiniz" dediğini öne sürer Abdurrahman Turan, kendisinin de korucu seçildiğini belirterek, korucu olmayı kabul etmediği için ailesiyle birlikte Batman'a göç ettiğini söyledi. (Fotoğraf: Cengiz Mumay)

26.12.87

Tercüman PKK dâvâsında 5 tahliye

DIYARBAKIR — Diyarbakır DGM'de, PKK ile ilgili açılan 10 sanıklı dâvâya başlandı. Haklarında 5 ilâ 15 yıl hapis cezası istenen sanıklardan 4'ü ilk duruşmada tahliye edildi.

Duruşmaya tutuklu sanıklardan M.Mahsun Daday, İbrahim Kut-

lucan, Abdullah Çevik, Abdurrahman Koçer, Cemil Aras ve İsmail Kınıo katıldı.

"UTANÇ DUYUYORUM"

Duruşmada sanıklardan İsmail Kınıo, Beyrut'ta işçi olarak çalıştığı için zaman zaman yanına yasadışı bazı kişilerin geldiğini, ancak bu şahıslarla ilişki kurmadığını ileri sürdü. İftiraya uğradığını söyleyen sanık, "PKK dâvâsında yargı-

landığım için gerçekten utanç duyuyorum" şeklinde konuştu.

Öteki sanıklar da bölücü örgüt üyesi olmadıklarını öne sürerek, tahliye edilmelerini istedikler.

Tahliye istediğini görüşen mahkeme heyeti İsmail Kınıo, Cemil Aras, Abdurrahman Koçer ve Abdullah Çevik adlı sanıkların tahliye edilmesini kararlaştırdı. Duruşma ileri bir tarihte ertelendi.

(A.A)

Bulgaristan hesabına çalışıyor

**“Sarı Avni”
PKK ve
ASALA'nın
emrinde**



Avni Karadurmuş

• Ünlü silah kaçakçısı Avni Karadurmuş'un, PKK, KUK ve Rizgari'ye 100 milyon liralık yardımını yanı sıra, bu örgüt elemanlarının sağladıkları eroini ABD ve Avrupa'da pazarlayıp karşılığında silah aldığı saptandı

• **Ahmet AKPAK**

SARI Avni" olarak bilinen ünlü silah kaçakçısı Avni Karadurmuş'un Bulgaristan hesabına çalıştığı ve bölücü Kürt örgütlerine para yardımı yaptığı belirlendi. Türk istihbarat birimleri, Avni Karadurmuş'un PKK, KUK ve Rizgari örgütlerine yaptığı 100 milyon liralık yardımını yanı sıra, bu örgüt elemanlarının sağladıkları eroini ABD ve Avrupa'da pazarlayıp karşılığında silah aldığını saptadı.

1979 öncesi Türkiye'de sağ ve sol örgütlere silah temin eden ve yeraltı dünyasının ünlü isimlerinden "Sarı Avni" olarak bilinen Avni Karadurmuş, yeni soyadıyla Karadurmuş, 1983'te yurt dışına kaçtı. Bulgaristan'ın başkenti Sofya'daki ünlü Vitoşa Otel'i'nde karargâh kuran Karadurmuş, dağınık durumdaki yeraltı dünyasını burada topladı. İstihbarat birimlerinin belirlemesine göre, 1985'teki bu toplantıda yeraltı dünyasının "baba"sı olan Avni Karadurmuş, kaçak sol örgüt militanlarını yanında barındırmaya başladı.

Türk istihbarat ve güvenlik birimleri hakkında çeşitli yollarla bilgi toplayan "Sarı Avni"nin bu bilgileri Bulgaristan gizli servisine aktardığı belirlendi. 1984 yılında gerçekleştirilen geniş çaplı silah ve uyuşturucu operasyonu sırasında yakalanan kaçakçıların ifadelerinden, Ermeni terör örgütü ASALA ile ilişkisi ortaya çıkartılan Avni Karadurmuş'un şimdi de Bulgaristan hesabına çalışmasının yanı sıra, bölücü PKK, KUK ve Rizgari örgütleriyle işbirliği yaptığı öğrenildi. Karadurmuş'un bölücü örgütlerle ilişkisini halen Interpol'ün kırmızı bülteniyle aranan ve Suriye'de PKK militanlarına korunduğu bilinen uluslararası kaçakçı Abdullah Cantürk'ün sağladığı bildirildi. Güvenlik birimlerinin tespitlerine göre, bölücü örgüt militanlarının temin ettiği eroini ABD, Almanya ve Fransa'da pazarlayan Avni Karadurmuş, uyuşturucu karşılığında demirperde ülkeleri ve Belçika'dan silah alıp PKK, KUK ve Rizgari örgütlerine teslim ediyor. Karadurmuş'un bölücü örgütlere bir yıl içinde ayrıca yaptığı para yardımının da 100 milyon lirayı bulduğu. İstihbarat birimlerinin hazırladığı "gizli" kayıtlı raporda açıklanıyor.

PKK davasında da tek tip protestosu

İstanbul Haber Servisi — Yasadışı PKK adlı örgütü İstanbul ve çevresinde oluşturmaya çalışmak ve örgüt adına faaliyetlerde bulunmak saviyle 9'u tutuklu 13 sanığın yargılanmasına dün DGM'de başlandı. Duruşma sırasında tek tip elbiselerini yırtarak slogan atan 5 sanık mahkeme kurallarına aykırı davranmaktan 2'er ay hapis cezasına çarptırıldı, 3 sanık ise salıverildi.

Dünkü duruşmada, tutuklu sanıklardan Refik Mamyak, Mehmet Cengiz, Erol İdin, Mehmet Karakuş ve Nihat Ayaz cezavevi uygulamalarını protesto için tek tiplerini çıkarıp yırttılar ve "İnsanlık onuru işkenceyi yenecek", "Kahr olsun faşizm" diye slogan attılar. 5 sanık da cezavevlerindeki olumsuz koşullar

düzeltilmeden ifade vermeyeceklerini bildirdiler. Tutuklu sanıklardan Özcan Yavuz, Mehmet İpek, Sait Akgül ile tutuksuz sanıklardan Cemal Tepe ve Selma Batmaz ise, sorgularında, kendilerine yöneltilen suçlamaları reddederek suçsuz olduklarını öne sürdüler.

Daha sonra kararını açıklayan mahkeme heyeti, tutuklu sanıklardan Mehmet İpek, Sait Akgül ve Özcan Yavuz'u tutuksuz yargılanmak üzere serbest bıraktırken, mahkemeye çıkarılışları sırasında tek tiplerini yırtan ve slogan atan tutuklu sanıkları mahkeme kurallarına aykırı davrandıklarından üçte biri hücrede geçirilmek üzere 2'er ay hapis cezasına mahkûm etti. Duruşma, sorguların tamamlanması için ileri bir tarihe bıraktıldı.

26.12.87

Tercüman

Aziz Nesin ve Perinçek DGM'de

Ahmet TANYOLAC

2000'e Doğru dergisinde yayınlanan bir yazısından dolayı açılan soruşturma üzerine yazar Aziz Nesin dün İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'nda ifade verdi.

Ağustos 1987 tarihinde yayımlanan ve kapağında "Kürt Sorununa Çözüm" konusu yer alan dergide "Kültürel Haklar Verilmelidir" başlıklı yazıda yazar Aziz Nesin'in ırk ayrımcılığı ve millî duyguları zayıflatıcı propaganda yaptığı iddia edildi. İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi savcı yardımcılarında Bulban Akbaş tarafından alınan ifadesinden sonra yazar Aziz Nesin yaptığı açıklamada iddiaları reddetti.

2000'e Doğru dergisinin 8. sayısında yayınlanan bir yazısından dolayı Doğu Perinçek ile sorumlu yazı işleri müdürü Fatma Yazıcı'nın yargılanmasına devam edildi. "Atatürk'ün manevî hatırasına hakaret etmekle" suçlanan sanıklar dün İstanbul 2. Asliye Ceza Mahkemesi hâkimi Osman Şirin'i reddettiler. Mahkeme sözkonusu yazının suç unsuru taşıyıp taşımadığının belirlenmesi ve değerlendirilmesi için "Atatürk Araştırma Merkezi"nin en yetkili mercii olduğunu belirtti.

Diğer bir dâvâda ise Doğu Perinçek ile yapılan bir görüşmenin Yeni Nesil gazetesinde yayınlanması sebebiyle Doğu Perinçek ve gazete sorumluları Sabahattin Aksakal, Bünyamin Ateş ve muhabir Mustafa Kaplan yargılandı.

Tercüman

29.12.87

Doğu -30 derece

ERZURUM, (Tercüman)- Doğu Anadolu bölgesinde hayati etkileyen soğuk hava sürerken, Erzurum'da dün gece en düşük hava sıcaklığı eksi 30 derece oldu.

Erzurum Meteoroloji Bölge Müdürlüğü yetkililerinden alınan bilgiye göre, soğuk hava Doğu Anadolu bölgesinde etkisini önümüzdeki günlerde de sürdürecektir. Soğuk hava ile birlikte, görüş mesafesinin de zaman zaman 150 metreye düştüğü Doğu'da, ulaşım güçlüğüyle yapıyor. Yetkililer, dün en düşük hava sıcaklığının Kars'ta eksi 29, Erzincan'da eksi 17 derece olarak görüldüğünü

belirterek, kar kalınlıklarının Erzurum'da 17, Erzincan'da 10, Kars'ta 18 ve Ağrı'da 15 santime ulaştığını bildirdi.

SU BORULARI DONDU

Bölgede şiddetli soğuktan su sacyaılan patladı. Su borularında meydana gelen donmalar sebebiyle Erzurum, Kars ve Ağrı'da, şehrin büyük bir bölümüne su verilemiyor.

Buzlanmadan dolayı şehirlerarası yollarda ulaşım güçlüğüle yapılabilmek, şehir içi trafikte de aksamalar oluyor. Akaryakıt depolarındaki mazotun donması üzerine çok sayıda

aracın yolda kaldığını bildiren yetkililer, Erzurum, Ağrı ve Kars'ta şiddetli soğuk yüzünden donan 140 ton sebze ve meyvenin imha edildiğini bildirdiler.

KAPALI YOLLAR

Erzurum, Kars, Ağrı, Erzincan, Muş, Bingöl ve Tunceli'de kar yağışı sebebiyle 1950 dolayında köy yolu kapalı bulunuyor. Bu yollarla çalışmaları devam ederken, Çat-Karlıova arasında kapanan Erzurum-Bingöl karayolu, dün sabaha karşı yeniden ulaşılma açıldı.

Karayolları yetkilileri, Kars-Artvin

karayolunun Ardahan-Şavşat arasındaki bölümünün ise iki gündür açılmadığını bildirdiler.

Bu arada Tunceli'de elverişsiz hava şartları yüzünden 172 köyün çevre ile ulaşım bağlantısı kesik durumda. Vali Cengiz Bulut, enerji nakil hatlarında meydana gelen arızalar sebebiyle de, Tunceli'ye bağlı 20 köye elektrik verilemediğini söyledi.

Valilik, suçlu olarak tanıtmıştı

17 sanığa DGM'den beraat

• TKP, TKP/B ve PKK Örgütü mensubu olarak eylemleri Adıyaman Valiliği'nce açıklanan sanıklar delil yetersizliğinden serbest bırakıldı.

Fadıl BİNZET

ADIYAMAN, (hha) - Güvenlik kuvvetlerince yakalandıktan sonra, Valilik tarafından yapılan açıklamada "suçlu" olarak ilan edilen çeşitli sol örgütlere mensup 17 sanık, Malatya Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde beraat etti. Adıyaman Valiliği 24 Nisan 1987 günü bir basın bülteni yayınlarak TKP, TKP/B ve PKK Örgütleri'ne mensup 17 kişinin, güvenlik güçlerince yapılan operasyonlarda yakalandığını ve bu kişilerin eylemlerini açıkladığını, Valilik açıklamasında sanıklar basına "suçlu" olarak tanıtmıştı.

"Müşterek bir örgütsel yapı meydana getirerek, ortaöğretim gençliği içinde mahallelerde ve kırsal kesimde çeşitli faaliyetler göstererek, halkı bilinçlendirme için çaba harcadıkları" iddia edilen Cevdet Çalgan, Ali Çınar, Mehmet Aslan, Metin Özbulduk, Abuzer Bektaş, Mehmet Doymaz, İsmail Doymaz, İsmail Tümen, Feyzi Tümay, Hasan Çabışkan, Hacı Doymaz, Kenan Özçakmak, Hamza Öz-

çakmak, Zeki Yağlıcaç, Ali Büyüksahin, Mahmut Bakur, Mehmet Doymaz, Valilik açıklaması üzerine TV ekranı ve gazete sütunlarından kamuoyuna "suçlu" olarak gösterildi. Malatya Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne sevk edilen, iki ay sonra tahliye edilen sanıkların, delil yetersizliğinden beraat ettikleri açıklandı. Sanıklar, adaletin yerini bulduğunu ancak, kamuoyu önünde kendilerine suçlu gözüyle bakıldığını söylediler.

50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

DECEMBRE/1987

MAUVAIS TOUR

« Lors d'un voyage en Turquie organisé par Clio-Les Amis de l'Histoire, notre accompagnateur français a été arrêté sur la plainte de son homologue turc, correspondant de Clio, qui l'a accusé à tort de propagande pro-kurde et pro-arménienne.

J'ai moi-même été interrogé ainsi qu'un autre membre du groupe et le guide français, lui, est toujours en prison. Naturellement, notre voyage a été complètement gâché. Nous avons été suivis et surveillés par des policiers, nos conversations téléphoni-

ques étaient écoutées... Tandis que l'organisateur du voyage s'est complètement désintéressé de l'accompagnateur arrêté et n'a même pas cru bon de nous présenter ses excuses ni le moindre dédommagement à notre retour.

Votre journal devrait avertir les consommateurs des dangers que peut entraîner le simple délit d'opinion en Turquie, dangers qui ne sont jamais présentés sur les tour-opérateurs. »

Dr Gérard Gauvin
60 - Beauvais

DEVAM

ziyor, ancak, "Dügünceler" bölümünde "yeni nesil Kürtçeyi tamamen terk etmiş olup, ancak yaşlılar konuşur" değerlendirmesi yapıyor. Lolanlı ve Şeyhhasanlı aşiretleri için ayrıca "Atatürk inkılaplarına bağlıdır" deniyor...

"GÜVENİLMEZ" REKORU

...Şavak aşireti yayla göçü telaşındaydı. Çocuklara neşeliydi. Göç demek onlar için oyun demekti. Hele yaylaya çıkınca. Şöğüt ağacının kabuğundan düdük yapmak vardı, lolan oynamak vardı...

Pertek'in genç kaymakamı endişeliydi. Elindeki "çok gizli" aşiretler raporunda, Şavak aşireti için, "kendilerine güvenilmez. Yayla sorunları ile yaylaya gidip ve dönüşleri yol üzerindeki köyler ve vilayet için çeşitli problemler doğurur" yazıyordu. Raporunda, Tunceli ilinde varlığı saptanan 48 aşiretten 39'u için aynı "kendilerine güvenilmez" ibaresi yer alıyordu. Bu 39 aşiretin toplam nüfusu 85.469 kişiydi. Geriye kalan 11.328 nüfuslu dokuz aşiret için ise, "yurdumuza bağlı görünürler" ya da "Kürtçülük faaliyetlerini desteklerler" deniyordu. Devlet gözüyle, Tunceli'de "yurdumuza bağlı" aşiret yoktu. Tunceli'den göç ettirilen köylülerin, "ya dağa çıkarsın, ya korucu olursun" tehditlerinin ve daha bin türlü baskının altında Tunceli'nin bu güvenilmezliği mi vardı?

"GÜVENİLMEZ" AŞİRETLER

Parantez içindekiler aşiret reisi ya da ileri gelenlerinin adlarıdır

Başımı (Sedo Aslankılıç), **Ertuşi** (Cemil Özbek, Mehmet Unalı), **Güyan** (Ali Han Tatar, Ahmet Agit Aktürk), **Begarra** (Ahmet Abdık Söker), **Gubat** (Abdul Naci Zobilöğlu), **Halıkanlı** (Yasin Bademci), **Alimeholu** (Sait Pekdil), **Abasan** (Mahmut Önen), **Barava** (Sabri Çakar, Arif Çakar, Memduh Çakar), **Batuan** (Ahmet Kolaç), **Bubelan** (İbrahim Kurt, Yusuf Kaso), **Cemmokâki** (Ali Devenas, Osman Demir), **Dekşori** (Ziver Midyat), **Dekşuri** (Şeyhmus Ekmen, İbrahim Ekmen, Salih Ekmen), **Atamanki** (Hüseyin Çelebi), **Dizveren** (Hamit Fidan), **Dümbülhan** (Memduh Şeşseoğlu, Ali Telliağaoğlu), **Herikan** (Ahmet Yüksel), **Hevirkı** (Murat Yenigün, Şehmus Çelebi, Hüseyin Çelebi, Naif Kapanoğlu, Ziver Midyat), **Hüverki** (Murat Yenigün, Naif Kapanoğlu, Seyfi Güneştan), **Kıçani** (Mehmet Çekirge), **Ömerhan** (Murat Gaspak, Ömer Asan), **Şemsan** (Fendi Kaşbaş), **Kıkan** (Nevvaf Timur, Hadî Timur, A. Kadir Timur), **Kiki** (İsmail Kılıçaslan), **Metinan** (A. Kadir Adem, Emiñoğlu Cemil), **Musa Reşan** (Miho Bado), **Ömergan** (Ahmet Yıldırım, Abdullah Yıldırım, Mehmet Elikar, Hamit Elikar, Selahattin Elikar), **Pınarlı** (Hüseyin Yıldırım), **Rutan** (Ahmet Necimoğlu), **Selikan** (Ömer Gökalp), **Sofhan** (Sait Karahanlı), **Sorkan** (Ahmet Beyoğlu Hızır), **Temikan** (Musa Anter, Hüseyin Esat, Mehmet Aslan), **Teyyani Kervan** (Kasım Özkan, Mehmet Mungan, Faysal Mungan), **Teyyani Reşit** (A. Kadir Uçar, A. Rahman Öktem, Salih Işık), **Zahuran** Süleyman Aslan, Şehmus Çelebi), **Curanlı** (Mahmut Sever, İbrahim Sever, Ahmet Sever), **Atlıyan** (Emin Özcan), **Alıkan** (Behçet Apaydın), **Babusi** (Mehmet Can Yetut), **Batuvan** (Osman Demir, Sait Demir), **Belekan** (Simko Sirkeli), **Beleki** (Rıza Çiftçi, Mehmet Değirmenci, Sabri Avcı), **Berikan** (Harmo Korkmaz), **Düdiran** (Mirza Tetik), **Garza** (Nesip Aslan, Ferhan Yıldırım, Süleyman Aslan, Sabri Avcı, Mahmut

ÇOK GİZLİ

ELAZIĞ İLİ BÖLGESİNDEKİ AŞİRETLER

AŞİRETİN (veya kabilesinin)						DİŞİNCELER
A dı	Nüfus	Dili	Mesheli	Bu yıl ya da ileri gelenleri ad ve soyadı varsa isabab, güçlükler durumu ver	Özellikle ya da konuşıldığı yerler	
Berkan	3030	Kürtçe (Sasa)	Safî ve Hanerî	1 - Dîraz Doğan 2 - Mehmet Sorgucu 3 - Mustafa Sorgucu 4 - İsmail...	"...İçerik... Bu köyde köylere dağıtılan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Dîraz Doğan ve... ...Mehmet Sorgucu... ...Mustafa Sorgucu... ...İsmail... ...Ermenî... ...Tunceli... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Örmüçlü	437	Kürtçe (Kırmaç)	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
İzoğlu	2770	Kürtçe	Hanerî	1 - Mehmet Yıldırım 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mehmet Yıldırım ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Perçivan	40	Kürtçe	Hanerî	1 - Adnan Bulut 2 - Fuat Bulut 3 - Hakan Bulut 4 - Cemal Bulut 5 - Kazım Bulut 6 - İsmail Bulut	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Adnan Bulut ve... ...Fuat Bulut... ...Hakan Bulut... ...Cemal Bulut... ...Kazım Bulut... ...İsmail Bulut... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Şimşek Harî	4000	Kürtçe	Hanerî	1 - Hakkı Kaya 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Hakkı Kaya ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Baklı	2873	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Eyve	3000	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."

ÇOK GİZLİ

GÜMÜŞHANE İLİ BÖLGESİNDEKİ AŞİRETLER

AŞİRETİN (veya kabilesinin)						DİŞİNCELER
A dı	Nüfus	Dili	Mesheli	Bu yıl ya da ileri gelenleri ad ve soyadı varsa isabab, güçlükler durumu ver	Özellikle ya da konuşıldığı yerler	
Hormekü	262	Kürtçe (Kırmaç)	Cafarî-Ahî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
Kurtana	...	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
...	...	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
...	...	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."
...	...	Kürtçe	Hanerî	1 - Mustafa Doğan 2 - Mustafa Doğan 3 - Mustafa Doğan 4 - Mustafa Doğan	"...İçerik... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."	Bu aşiret mensupları Mustafa Doğan ve... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Mustafa Doğan... ...Kürtçe... ...Urfalı... ..."

Yaşan, Mehmet Aynç, Abdullah Yıldırım, Davudiyân (Mehmet Akman), Hacı Bayram (Ağit Tatar), Kıçan (Boti Abay), Maladibü (Osman Sini, Ekrem Sini), Malaşerefi (Mehmet Niyazi), Melefan (Hasan Genç), Musan (Abdülkerim Sarıkaya, Azizöğlü Nesip), Pence-nar (Çeto Akgül), Poran (Hasan Çınar, Kasım Kinay, Hikmet Erdoğan), Ram-man (Halil Demir), Receban (Muham-medi Misti) Reşkotan (Ahmet Karabu-lu), Sarmi (İsmail İnalci), Silokan (Abdullah Kocakaplan), Sinikan (M. Ali Ay-dış), Sinka (Osman Karsak), Tayan (Mu-hammedi Ferhan), Usturikan (Remmo Adans), Kırmeşeli (Yusuf Şahin), Abba-suşağı (Ali Rıza Polat, Kamer Çakır), Alan (Ali Aras), Arelli (Hıdır Sadık), As-lanuşağı (Celal Yerikaya), Aşuranusuşağı (İbrahim Mahmutoğlu), Babamansurlu (Mehmet Düzgün), Bahtiyaruşağı (Alişan Çevik), Balabanlı (Haydar Mutlu), Balçık-anlı (Bertal Uzunadağ), Baluşağı (Seyit Kemaller), Bermazlı (Hüseyin Çiftçi), Be-

yituşağı (Ali Dursun), Bezgeruşağı (Pa-şo Topuz), Çarek (Hüseyin Güven), De-menan (Hasan Erdoğan), Ferhatuşağı (Perihan Kahraman), Haydaranlı (Hıdır Alpaslan), Hıran (Hüseyin Doğan), Hi-zoli (Bahri Turgut), Hüzmekliuşağı (Ber-tal Tanrikulu), Kalanuşağı (Hüseyin Ağır-baş), Karsanlı (Kamer Akçiçek), Keçe-liuşağı (Şeycan Güler), Kekekirtvan (Kamer Baş), Kırgan (Memili Gürtaş), Kırganuşağı (Kahraman Kardeş), Koçu-şığı (Seyithan Güngör), Kureşan (Hay-dar Koç), Laçınuşağı (Mahmut Çalat), Maksuduşağı (Aydın Uğur), Mestanlı (Kahraman Cihan), Pilvenk (Yadigar Geçpel), Silvenk, Piranlar (Hüseyin Kö-se), Sisanlı (Hüseyin Tutu, Ali Tutu), Sü-ranlı (Hasan Demir), Şamuşağı (Kazım Güder), Şavak (Ali Hüseyin Demirtaş), Cümeyle (Reşat Özyavuz), Çuvan (Ne-zir Solmaz), Hacıis (Mahmut Öncel), Meşhur (Fazıl Meşhurgül), Mirdis (Abu-zer Yıldırım), Sihale (Sitem Gündoğdu), Süleymanlar (Veysi Bıyık), Übeda (Hü-

meydan Omer), **Ezdinan** (Abdurrahman Özbay), **Haydaranlı** (Nadir Süphan, Mustafa Yiğit), **Cilavı** (Ebubekir Yaşar), **Mukurî** (Tatar Tayyar), **Memanlı** (Mustafa Yiğit), **Milan** (Ali İhsan Çelikleş, Kemal Dağgezer).

"KÜRTÇÜLÜK FAALİYETİNİ

DESTEKLEYEN AŞİRETLER"

Halıkanlı (Halıs Öztürk), **Sakan** (Hasan Kotan), **Güyan** (Alihan Tatar, Ahmet Agit Aktürk), **Beboyı** (M. İbrahim Güneş), **Beskanlı** (İsmail Alaca, Emin Zengin, Zahir Topkaya), **Celali** (İsmail Alaca, Turgut Artaç), **Cıbranlı** (Turgut Artaç, Giyas Koyuncu), **Halıkanlı** (Yarın Bademci), **Koskanlı** (İsmail Alaca, Abdullah Karakurt), **Rekkanlı** (İbrahim Güneş, Ömer Şark, Enver Güneş, Süphan Güneş, İsmail Alaca, Turgut Alaca), **Abasan** (Mahmut Önen, Sadık Önen), **Barava** (Sabri Çakar, Arif Çakar, Memduh Çakar), **Bileşki** (Salih Usta), **Deşquri** (Şeyhmuz Ekmen, İbrahim Ekmen, Salih Ekmen), **Atmanki** (Hüseyin Çelebi), **Deşdiguvar** (Hacı Ahmet Bozan), **Diveran** (Hamit Fidan), **Dizveren** (Hamit Fidan), **Dübilan** (Ömer Telliağaoğlu), **Dümbilhan** (Memduh Şeşseoğlu, Ali Telliağaoğlu), **Göcikan** (Naif Hamo, Ahmet Aslan, İbrahim Aslan), **Habesbeni** (İbrahim Kaya, Mehmet Kaya, Rifat Demir), **Hazuna** (Mehmet Akman), **Helecan**, **Hevirki** (Murat Yenigün, Şeyhmuz Çelebi, Hüseyin Çelebi, Naif Kapanoğlu, Ziver Midyat), **Hüverki** (Murat Yenigün, Naif Kapanoğlu, Seyfi Güneştan), **Kıçanı** (Mehmet Çekirge), **Ömerhan** (Murat Gaspak, Ömer Asan), **Kıççani** (Fendi Kaşbaş), **Kıkan** (Nevvaf Timur, Hadi Timur, Kadir Timur), **Metinan** (Kadir Adem, Emiñoğlu Cemil), **Ömergan** (Ahmet Yıldırım, Abdullah Yıldırım, Ahmet Elikler, Hamit Elikler, Selahattin Elikler), **Pınarlı** (Hüseyin Yıldırım), **Rutan** (Ahmet Necimioğlu), **Selikan** (Ömer Gökalp), **Sohtan** (Sait Karahanlı), **Sorkan** (Ahmet Beyoğlu Hızır), **Temikan** (Musa Anter, Hüseyin Esat, Mehmet Aslan), **Teyyani Reşit** (A. Kadir Uçar, A. Rahman Oktem, Salih Işık), **Zahuran** (Süleyman Aslan, Şeyhmuz Çelebi), **Curanlı** (Mahmut Sever, İbrahim Sever, Ahmet Sever), **Adıyan** (Emir Özcan), **Kureyşan** (Haydar Koç), **Delikanlı** (Bekir Engün), **Hacı Musa** (Süleyman Çakmak), **Piljanlı** (Galip Yüksel), **Süleymanlar** (Veysi Bayık), **Alan** (Sadun Şeylan, Bahattin Tatar), **Buruki** (Kinyas Kartal), **Ertoşi** (Mahmut Ertaş, Cafer Yağizer, Mustafa Yağizer, Tayyar Ertaş).

YURDA BAĞLI GÖRÜNEN

AŞİRETLER"

Berjeri (Hacı Aslan Hallaç, Kazım Hallaç), **Bilhihan Sadıllı kolu** (Hüseyin Aslan, Yusuf Özmen, Selahattin Sarayhan-çoğlu), **Kotan** (Husrev Konyar), **Adaman Badoyı kolu** (Hamit Yaşar), **Adaman Kaskan - Amuçeto kolu** (İsmail Özden), **Adaman Kaskan-Çetoyı kolu** (Mehmet Zorbay), **Adaman Kaskan - Reşoyı kolu** (Abdulbaki Yıldız), **Adaman Şemsikan kolu** (Bahaddin Yardımcı), **Merhuri** (Hacı Yusuf Yıldırım), **Kumkan Elyo - Çekaman kolu**, **Zilan**, **Zıktı** (İbrahim

Alaoglu), **Diri** (Abdullah Oner, Yusuf Diribaz Acar), **Dostki** (Salih Özcan), **Gevdanlı** (Dirbaz Acar), **Menhuran** (Hasan Timur), **Gerdî** (Fettah Ercan), **Herki** (Ahmet Gündoğan, Ahmet Tekin), **Oramar** (Şükrü Buldan), **Gerisan** (Mehdi Aslancı), **Hiyan** (Mehmet Can, İzzet Ekmen), **Keşkolan** (Abdurrahman Çiftçi), **Mehmediyen** (Abdülmecit Can), **İtmankan** (Mehmet Acar), **Soran** (Sait Tuluk), **Yezidi** (Hasso Güle), **Rutanlı** (Kemal Yıldırım), **Şavalanlı** (Hüseyin Genç), **Alaaddin** (Şelik Kılıç) **Hacı Musa** (Süleyman Çakmak), **Halıtanlı** (Mehmet Günbaydır, Enver Günbaydır, Süphi Günbaydır, Selahattin Günbaydır), **Adamanlı** (Dino Müjde), **Asıyanlı** (Haydar Şahinkap), **Hacıduranlı** (Bişar Çelik), **Atmanakı** (Ali Koday), **Gizoi** (Nadir Süphan), **Manhuran** (Teymur Ağa).

YURDUMUZA BAĞLI

LOZANLI AŞİRETLER"

Beyler (Cuma Selçuk), **Bezik** (Yusuf Taş), **Cihanbey** (Mehmet Arslan), **Cikkan** (Hamit Beyhan), **Culur** (Ahmet Öztürk, Hasan Karatekin), **Çerkezan** (Ali Doğan), **Dersim** (Reşit Karakoyun), **Dirişan** (Aziz Bozdemir), **Ferşatan** (Hacı Can), **Gavuz** (Mehmet Güllü), **Hacıyanlar** (Mehmet Arslan), **Hacı Mehmedan** (Sadık Kuş), **Hıdırı** (Mustafa Altındağ), **Hıdırsor** (Hicirimli Ali Bey, Mehmet Gürsoy), **İzör** (Şükrü Kaya), **Kavi** (Mahmut Gülltekin), **Kırvar** (Ömer Aksakallı), **Kürdan** (Hüseyin Yılmaz), **Melikzadeler** (Mehmet Kılıç), **Mukriyan** (Zeynel Aslan), **Mirdis** (Hacı Yusuf Erdem, Abuzer Kızılkaya, Sıtkı Dışkaya), **Pirvan** (Dede Doğan, Cemal Memiş), **Rişvan** (Hacı Mehmet Turanlı, Ali Turanlı), **Rumyah** (Kasım Öztürk), **Zıran** (Abdullah Perçin), **Memanlı** (Kerem Şahin, Zeki Kılıç, Alaattin Esin, Ali İhsan Varol), **Karapapak** (Kılıç Ailesi), **Abdalanlılar**, **Alıkan** (Abdullah Aksoy), **Arnavutlar** (Bekir Ceyhan), **Solhan** (Hacı Seyit Kaya), **Az** (Abdullah Bazencir), **Baykiler** (Sabri Uluşoy), **Beritanlı** (Mehmet Sorgucu), **Bilice** (Hasan Gürbay, Düzgün Gürbay), **Botiyan** (Ahmet Mızrak), **Butikanlılar** (Nazım Memioğlu), **Cıbranlı** (Atlı Ailesi), **Canbekkiler**, **Çötemerik** (Hacı Halil Değer), **Çarekanlı** (Şahhüseyinoğlu Alişan), **Gazilli** (Ulaşoğlu Ailesi), **Gökdere**, **Gresoriki** (Kahraman Ailesi), **Yazıcılar** (Müsellim Yazıcı), **Hıranlılar** (İsmail Can), **Hormekli** (Kuçkağaoğulları), **İzollular** (Mehmet Çeşme), **Karabaş** (Eşref Ünalın), **Kemanlı Kimsorlular** (Hüseyin Eran), **Kureyşan** (Yusuf Kahraman), **Lirtikliler** (Hasan Işık), **Lozanlılar**, **Maskanlılar** (Hüseyin Koldaş), **Mohaliyan** (Mehmet Aksoy), **Nakşan**, **Okçıyanlılar** (Mahmut Okçu), **Ömeran** (Hacı Reşit Çapın), **Poh** (Gündoğdu Ailesi), **Seter** (Hüseyin Mayakan), **Siyakârlılar** (H. Ali Korkmaz), **Sevkarlılar** (Mehmet Arif), **Süveydi** (Hacı Ziya Uysal), **Şeyhikan**, **Şirnan** (Mehmet Baygeldi), **Şükuranlılar** (Tacetin Arık), **Yamaç** (Büro ve Elaitınbay Aileleri), **Yahkik** (Sait Göker), **Zimtek** (Yusuf Gönül), **Atmakan** (Mehmet Açık), **Bıdrî** (Salım Erdem), **Duban** (Ahmet Saik), **Dümbülan** (Maşallah Kişi), **Makso** (Hüsamettin Soyugüzel), **Muhacir** (Emin Kaya), **Parsink** (Macit Duygu), **Şiğo** (Ferzande Doğan), **Taplar** (Ramazan Tepeci), **Tarılan** (Muhittin Erbil), **Velo** (Sait Yeşilirmak), **Dodikan** (Cevdet Atakaya), **Hasani** (Mehmet Durucan), **Mendan** (Mustafa Çubuk), **Ömeran** (Abdülkadir Cansevgili), **Peçari** (Ahmet Yıldız), **Bezikanlı** (Bekir Dağdemir, İsmail

Soğukkan), **Bihan** (Haydar Eren), **Cam-bek** (Nizamettin Akçelik), **Çayrek**, **Hıdan** (Hâşim Akın), **Kuruşanlı**, **Sefkâni** (Reşat Budaklı), **Seydanlı** (Hamit Arslan), **Şadiyen** (Hacı Selahattin Erden), **Şadıllı** (Sabri Laloğlu), **Şıhbızınlı**, **Alâdinli** (Şükrü Uğur), **Abdürrezaklı**, **Çayrazlı**, **İsalı**, **Kürdulü**, **Tavşanlı**, **Tiryaki**, **Torun** (Ahmet İnal, Şih Müslim Karaman), **Yağmurlu**, **Celikanlı** (Fezullah Yıldırım), **Damalka** (Reslan Akbulut, Necati Göktekin), **Delikanlı** (Selahattin Ünlü, Süleyman Ünlü), **Elbeyli** (Kasım Akmelek), **Hortlu** (İbrahim Hortoğlu), **Rişvan** (Mahmut Karayılan), **Turnalar** (Cindo Bozkaya), **Araplı** (Nüveyran Oğuz), **Çepni**, **Abbasuşağı**, **Abdalanlı**, **Arelli**, **Badıllı**, **Butkanlı**, **Hormekli**, **Kureyşan**, **Lolanlı**, **Şeyhhasanlı**, **Humara** (İbrahim Hantöce), **Selahiye** (Reşit Keskin), **Alhaslı** (Oğuz Söğütlü, Seydo Erdoğan, Hasan Erdoğan, Hüseyin Doğan), **Atmalı** (Ahmet Bozdağ, Seydo Erdoğan, Yemlihağ Edizer, Ali Şahin, Ahmet Bozdağ), **Celikanlı** (Seydo Erdoğan), **Çığraşanlı**, **Hıdıran**, **Kılıçlı**, **Koçgiri** (Dursun Ateş, Hasan Demir), **Mahkanlı** (Memo Karakulak), **Resulanlı** (Derviş Ordu), **Sinemini** (İbo Arpacı), **Sultankorusu** (Seyit Erdoğan), **Şadıllı** (Veli Aslan, Ali Şir, Derviş Tuncer), **Şemsikanlı** (Oğuz Söğütlü, Ali Şahin, İbo Dede, İbrahim Erdoğan, Hacı Erdoğan, Abdo Doğan), **Türkmen** (Oğuz Söğütlü, Mehmet Ocak), **Zelikanlı** (Dursun Ateş), **Cemnehir** (Osman Ağa-oğlu), **Çaçan** (Hacı İbrahim Yıldırım, Eyüp Katı), **Delikan** (Şeyhmuz Tan), **Dere** (Hasse Bereket), **Hıdıran** (Mehmet Aydın), **Abdullah Ayaydın**, **Köse** (Hamit Fidan), **Lef** (Şado Hamo), **Mahalye** (Cemil Seydo), **Meman** (Hasse Bereket), **Sürgücü** (Hilmi Şemin, Selahattin Şemin, Kamil Şemin, Kazım Şemin, Edip Altınakar), **Şeyhan** (Mehmet, Hüseyin Tan, Cemil Babür), **Batkan** (Hasan Çelik), **Bekiran** (İzzet Ağa), **Bitrı** (İsası Ağa, Selim Ağa), **Bonakı** (Ali Eşref), **Bozikan** (Murat Sezgin, Mehmet Emin Sezgin), **Celali** (Abbas Tepe), **Çeçen**, **Çerekli** (Ali Han), **Çukur** (Şemsattin Zamanhan), **Elmalı** (Kadir Asya), **Halefbey** (Teymur Demir), **Hasanan** (Nurettin Arslan), **Haydaran** (Hüseyin Paşaoğulları), **Heridin** (Mehmet Pato), **Hiyan** (İzzet), **Huyut** (Hacı Musa Bey), **Lazgi**, **Parsink** (Mecit), **Rektan** (Ali Şeref), **Savdan** (Selim), **Top** (Rıza Sağlar), **Zamahanağa** (Zamahanağa), **Şakiran** (Behram Baytekin), **Canbeyli** (Mustafa Davutoğlu), **Koçgiri** (Cemal Tanrıverdi), **Pevizanlı** (Ali Uçar), **Şadıllı** (Aziz Türdoğan'ın çocukları ve hısimları), **Zerikan** (Sosunsak, Gekko Dursun, Gelto Baltacı, Davut Eroğlu, Kazım Çiçek, Hüseyin Özcan), **Acem**, **Atvan** (Ali Öztop), **Agovat** (Yasin Kuran), **Allahverdi** (Ahmet Yaşar), **Arap** (Mahmut Tatar), **Atmanlı** (Emin Ünlü), **Aziyanlı**, **Badıllı** (Bekir Badıllı), **Barazlı** (Müslim Kaya), **Baziki** (Süleyman Acar, Mahmut Paydaş), **Beggare** (Mutlak Keten), **Behimhan** (Ali Yüzücü), **Bergühan** (Bubo Sasan), **Bezki** (Hacı Aksoy), **Binlillil**, **Binleşt** (Yasıl Alavi), **Binimhammet** (Ali Büyükaslan), **Binyusuf** (Mustafa Elhalaf), **Canbeyli** (Hasan Canbeyli), **Cemaldin** (Seyithan Alikan), **Çakallı**, **Denicel** (Ahmet Eğrat), **Dinaylı** (Salih Kılıç), **Divan** (Abdo Esmer), **Dodikan** (Abdurrahman Özkan), **Dügerler**, **Gajanlı** (Hüseyin Yazar), **Gesan** (Mustafa Alev), **Hadıd** (Abdurrahman Öztürk), **Hartavı** (Ahmet Hartavi), **Hıdırkan** (Hacı Öztürk), **Hübe-yet** (İbrahim Gündoğan), **İzoy** (Emin İzoy, Abdi Ekinici), **Karahan** (Mehmet Karahan), **Karakeçilli** (Reşit Karakeçilli, Emin Yıldız), **Ketikanlı** (Hişman, Şevket), **Keşan** (Mustafa Atilla), **Kırvar** (Hasan

Kırvar), Kofbinik, Kuran (Mehmet Yazmacı), Kuri (Halil Beko), Kurkanlı (Hasan Tanrikulu), Kümraşkan (Ahmet Koyuncu), Lebencl, Mendan (Reyit Sıcak), Mersavi (Mahmut Doğan), Millî (Salih Kaymaz), Mirdesanlı (Ali Aksoy), Naran (Hacı Buba Gökdemir), Bıcanlı (Galip Yüksel), Reşuran (Sinan Tetik), Şebukanlı (Şihmüslim Çiçen), Mesilhan (Salim Ekinci), Simekan (Ömer Çelik), Şarkıyan (Abdurrahman Yüksel, Bekir Ural), Şeddadi (Aziz Gökhan), Şemliyan (Cuma Tartı), Surufhan (İsmail Çakar), Şihanlı (Hamdi Seydo, Cevhet Turgut, İbrahim Yetkin, Mehmed Seydo, Mehmet Beyaz), Tamah (Farises Şiho), Türk-an (Fuat Karaca), Türkmen (Şerif Cevheri), Übeyyan (Abdullah Diken), Heloi, Botan (Ömer Özdemir), Geloi (Hasan Erdinç), Küresin (Maksutoğlu Yemen, Hüseyin İsa), Meleyan (Reşit Metun), Şemelik (Mustafa Basut, Mehmet Yiğit), Şidan (Kaya Öner, Cafer Delan), Şikak (Erset Bayer, Seyit Celal Şahin), Takuri (İzzet Akın, Celal Polat).

"FAZLA SIKIŞTIRMIS OLABİLİRSİNİZ"

2000'e Doğru'yu Anadolu Basın Birliği Genel Başkanı Lütfü Akcan aradı. Birliğin bugüne kadar çıkan yayınlarının hemen hemen tümü Türkiye'nin "hassas konuları"na ayrılmıştı. Örnek, "İşkence Merkezli Propagandanın Hedefleri ve Terör Örgütlerinin İşkenceci Yüzü", Ankara 1986.

Anadolu Basın Birliği Genel Başkanı Lütfü Akcan'a Kinyas Kartal'ın "Hatıralarım" kitabının hazırlanış sürecini sorduk. "Kinyas Bey'den hatıralarını yazmasını istedik. Yaşından dolayı yazamayacağı söylemiş. Bana iletildi. Ben de konuşmasının bantta kayıt edilmesini söyledim. Konuşma yapıldı. Bant deşifre edildikten sonra yayına hazırlanan biçimi kendisine götürüldü ve gösterildi. Okeyi alındıktan sonra basıldı." Akcan kitapçığın beş binden fazla basıldığını, yurtiçi ve dışı dağıtımının yapıldığını, özellikle Doğu bölgesindeki okullara, üniversitelere gönderildiğini söylüyordu. Muhabirimiz, Kinyas Kartal'la yaptığı görüşmeyi kendisine aktarıncı Lütfü Akcan'ın yanıtı: "Kendisini fazla sıkıştırmış olabilirsiniz" biçiminde idi.

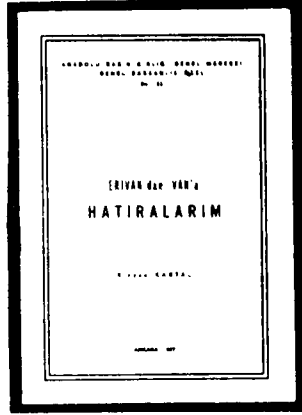
KINYAS KARTAL

"Onlar yazdırdı"

Bir kitapçık daha. Yirmi iki sayfa. Bunun künyesi yerli yerinde. Basın yasasına uygun. "Karşı-propaganda"da bazen yazarın adını, yayını, yayın yılını belirtmek daha etkili olabiliyor anlaşılabilir. "Kürtler, Türk milletinin Doğu Anadolu'daki adidir" şeklindeki resmi tezi, Türk devletinin herhangi bir yetkilisinin tekrarlama-sı başka, güçlü Kürt aşiretlerinden önde gelen bir şahsın söylemesi başka.

1901 yılında bugün Sovyetler Birliği'nin sınırları içinde olan Tarım-kent'te dünyaya gelen; başından beri karşı olduğu Bolşevik Devrimi'nden sonra, aşiretiyle birlikte 1922 yılında Türkiye'ye gelip Van bölgesine yerleşen, 9 çocuk ve 22 torun sahibi, Rusça, Fransızca, biraz Almanca, biraz Arapça ve sözkonusu kitabın "Türkçe'nin aşiretlerde konuşulan şekli" diye tanımladığı Kürtçeyi de bilen, 15 yıl milletvekiliği ve bir dönem de Meclis Başkanlığı yapan, 300-400 bin nüfuslu Buriki aşiretinin önde gelen ismi Kinyas Kartal. Kendisi "tarih" olan, onca olayı bizzat yaşamış Kinyas Kartal, Anadolu Basın Birliği'nin girişimiyle *Erivan'dan Van'a Hatıralarım* adını taşıyan bir kitapçık yayınlıyor.

Kinyas Kartal kitabında "Kürtçü" olmadığını söylüyordu. Doğulu ol-



mak ayrı bir milletten olmayı gerektirmezdi. Türk milletinin bir çok kolu ve boyu vardı. Kürtler de Türk milletinin Doğu Anadolu'daki adıydı.

Kinyas Kartal anılarını içeren kitapçıkta "bugünkü sevgisiz ortamda" payları bulunduğu gerekçesiyle aydınlara da kızıyor. Aydınlara ciddi incelemelerde bulunmadan aslı astarı olmayan sözler ediyorlardı. Padişahlık devrini kötülüyorlar, Sultan Abdülhamit'e "enva-i türlü" ithamlarda bulunuyorlardı. Padişahlık döneminde aşiretler rahattı.

ŞAHANE AÇIKLAMALAR

"Bolşevik zulmü"ne dayanamayıp 1922 yılında aşiretiyle birlikte Van bölgesine yerleşen Kinyas Kartal, 1925'deki "Şeyh Sait ayaklanması"ndan sonra 1926 yılında İzmir'e, 1937 yılında Trakya'ya ve son olarak

da 1960 yılında Sivas'a sürgün edilirdi. Bunlar üzücü olaylardı. Ama olsun, bunu başka milletten birisi Kinyas Kartal'a yapsaydı, "kırılır"dı. Kendisi Türk milletinin bir ferdi olduğu için sürgünlere kırılmak şöyle durdu, hoşuna da gitmişti. "Dolu yağdı, benim tarlama isabet etti" demişti. Oysa şimdiki gençlerde "bu sevgi, bu bağlılık, bu tolerans yeteri kadar" yoktu.

Kinyas Kartal, kitapçıkta "dini duyguların"ın "milli duygulardan" önce geliştiğine dikkat çekiyor, Hıristiyan alevinin Türk milletine karşı "hasmane" davranışlarından örnekler aktarıyordu. "Komünizm tehlikesine" de işaret eden Kinyas Kartal bu tehlikenin önlenememesi için iki yol öneriyordu. Bunlardan birini dindi, diğeri de zenginlik. Dört bir yanımız düşünme çevriliydi. Türk'ün Türk'ten başka dostu yoktu.

"BENİMLE TEMAS EDENLERLE BİRLİKTE YAZDIM"

12 Eylül'den sonra Türk-İslam sentezi çerçevesinde Türk devletinin resmi tezi haline getirilen görüşlerin, aynen ve dobra dobra Kinyas Kartal tarafından "benimsenmiş" olması 2000'e Doğru'nun dikkatini çekmişti. Öyle ya 1960 yılındaki "55'ler sürgünü"nü konu alan 20 Aralık 1961 tarihli *Yön* dergisinde. "Biz ne kadar Türküz desek de Kürdüz. Bunu değiştirmeye imkan yok" dememiş miydi Kinyas Kartal?

2000'e Doğru, Kinyas Kartal'ı Van'da buldu. Kitabı kendisiyle temas edenlerle birlikte yazmıştı Kinyas Kartal. Kitabı için "basıldıktan sonra okudum dersem yalan söylemiş

olum" diyordu. Muhabir, Kürtlerin Doğu Anadolu'da yaşayan Türkler olduğu ve Kürtçenin de o bölgede aşiretler arasında konuşulan Türkçe'nin değişik biçimi olduğu şeklinde, kitapta yer alan sözleri hatırlattı Kinyas Kartal'a.

"Türkiye'de demokrasi rejiminin istediğimiz şekilde çalışmadığı bir gerçek. Derginizin toplatıldığıni duyuyorum" diyordu Kinyas Kartal.

"ASLI OLMASA ADI DA OLMAZDI"

Kinyas Kartal'a göre Atatürk Finli'ye de Macar'a da Türk diyordu, çünkü o birlikten yanaydı ve birlik istiyordu. Şevket Süreyya Aydemir'in bir kitabında Atatürk'ün, "Kurtuluş Savaşını Türk ve Kürtler birlikte kazanmıştır" dediğini hatırlatan Kinyas Kartal, "Halk arasında bir Kürt kelimesi var mıdır? Vardır. Aslı olmasaydı adı da olmazdı. Bunlar ayrı milletler. Bu millet vardır. Buğdayın kendisi olmasaydı adı olur muydu? Yok buralara kar yağarmış da yürürken 'kart-kürt' diye ses çıkarmış da. Böyle şey olmaz" diyordu.

Kinyas Kartal, Türkiye için "burası benim memleketim. Ben memleketimi severim, refahını, kalkınmasını isterim, bölünmesine karşıyım" diye sürdürüyordu konuşmasını. Daha önce de söylemişti, "Ben Kürdüm"



Devletin kısır döngüsü

Devletin "çok gizli" aşiretler raporu, herkesin bildiği çok açık bir gerçeği resmen doğruluyor: Günümüzün cumhuriyeti, otoritesini sürdürebilmek için, Doğu bölgesinde aşiretler arası bölünme ve çatışmalara muhtaç olduğunu düşünmektedir. Yetkililerin "iç barış" sloganları da, "yurt bütünlüğü" ve "demokrasi" sloganları da resmi bir ikiyüzlülüktür.

Her demokratik isteğin karşısına, "sonra 12 Eylül öncesinin kanlı ortamına dönülür" tehdidiyle karşı çıkanlar, aşiretler arasında kanlı çatışmalardan medet umuyorlar. Cumhuriyet, Doğu'daki varlığını iç barışa değil, düşmanlıklara dayandırıyor. Aşiretler arasındaki kan davaları, arazi anlaşmazlıkları ve çeşitli geçimsizlikler, bugünün devleti için ortadan kaldırılması gereken sorunlar değil, devlete lüzumlu "sosyolojik gerçeklikler"dir. Devlet, kendi ülkesinin insan unsurunu birbirine kırdırarak ayakta durma politikası izliyor.

Aşiret için yurt, otlağıdır, yaylasıdır. Aşiret ilişkilerinin kendisi, yurt kavramıyla çelişir. Devlet, aşireti, toprak ağalığını, şeyhliği kısacası ortaçağ ilişkilerini kendi varlık temeli olarak kabul edince, aslında yurt bütünlüğünden de vazgeçmiş olur. Çünkü dayandığı toplumsal yapı, kapitalizm öncesi ilişkilerin parçalanmışlığıdır. Aşiret üyesinin kültüründe değer taşıyan biricik bütünlük, aşiretin bütünlüğüdür. Bu değer, başka aşiretlerle ilişkide her an düşmanlığı doğuracak bilinç unsurlarını da içerir. Aşiret içinde kandaşların dayanışması nasıl kaya gibi bir kuralsa, aşiretler arasında anlaşmazlıklar ve düşmanlıklar da, o toplumsal hayatın doğasındadır. İşte devlet, "bütünlüğünü" böyle bir parçalanmaya dayandırmakta, daha doğrusu bugünü kurtarmak için insan unsurunu geri ilişkiler zemininde bölmektedir.

Devlet bölücülük yaparken, toplumsal parçalanma etkilerini korumakla da yetinmiyor. "Çok gizli" raporun kapsadığı iki milyon nüfus, bizzat devlet tarafından "güvenilmez", "yurda bağlı görünürler" ve "yurda bağlı" diye sınıflandırılarak bölünüyor. Devlet, Doğu bölgesinde en yetkili memurların eline yıllardır bir önyargı listesi tutuşturuyor. Bu önyargılar, haliyle devletin uygulamalarına yansıyor. Böylece devlet, "güvenilmez" damgasını vurduğu büyük bir insan kitlesini kendi uygulamasıyla daha da "güvenilmez" hale getiriyor. Aslında, "güvenilmez" olan, devletin kendisidir.

Milliyetleri, aşiretleri yüzünden eşitsiz uygulamalara uğ-

Devlet, Doğu bölgesinde en yetkili memurlarının eline yıllardır bir önyargı listesi tutuşturuyor. Bu önyargılar, haliyle devletin uygulamalarına yansıyor. Böylece devlet, "güvenilmez" damgasını vurduğu büyük bir insan kitlesini, kendi uygulamalarıyla daha da "güvenilmez" hale getiriyor. Aslında "güvenilmez" olan, devletin kendisidir. Eşitsiz uygulamalara uğrayanlar, haksızlık görenler, devlete niçin güvensin? "Güvenilmez" yargısı, devletin kısır döngüsüdür

rayanlar, baskı görenler, devlete niçin güvensinler? Sonuç olarak devlet, yaptığı haksızlıkların yarattığı tepkileri, yurttaşların bir bölümünü damgalamak ve cezalandırmak için kullanmaktadır. "Güvenilmez" yargısı, devletin kısır döngüsüdür.

Atatürk Yüksek Kurumu'nun araştırmalarını, Doğu bölgesinde düzenlenen sözümona bilimsel sempozyumlarda okunan tebliğleri ve devlete sunulan raporları incelediğimiz zaman, aynı "millî birlik ve beraberlik" reçetesiyle karşılaşıyoruz: Doğu ve Güneydoğu

bölgelerinde ortaçağ kalıntısı toplumsal ilişkileri ve ideolojiyi korumak, "devletin bekasını" bu temele dayandırmak! Doğu bölgesinde ordunun ve polislin yıllarca "Allaha itaat" ve "Allah uğruna cihat" bildirimleri dağıtılmaları da bu stratejik tavrın başka bir uygulamasıdır. Kültürel olarak özgür bireyler haline gelmiş yurttaşların değil, aşiretlerin binlik, onbinlik oylar kullandığı bir toplumun ne kadar "demokratik" olduğu da son seçimlerde bir kez daha gazete haberlerine yansımıştır.

Cumhuriyet, neresinden bakarsanız bakınız, Doğu'yu toplumsal, ekonomik, siyasal ve hukukî yapısıyla bir cumhuriyet haline getirememiştir. Sonuç olarak, "Cumhuriyeti korumak ve kollamak", orada cumhuriyet olmayan her şeyi gerçek bir cumhuriyete karşı korumak ve kollamak anlamına gelmektedir. Devlet, Doğu'da bulduğu kabın içinde yapılanmıştır ve kurumlaşmıştır. Üstelik kendi koyduğu hukuku çiğneyerek. 1934 yılında çıkarılmış olan İskân Yasası, bütün organ ve kurumlarıyla aşiretleri kaldırmayı öngören hükümler içeriyor. Hatta mülkiyeti kutsal gören bir rejim, aşiretlerin tapuya kayıtlı veya kayıtsız bütün mülklerini kamulaştırdığını ilan etmiştir. Sonuç olarak Cumhuriyet, gençliğinde yasayla kaldırdığı ama gerçekte kaldıramadığı aşiret ilişkilerini bugün benimsemiştir. Düzeni korumak, cumhuriyet olma kararını yenilgiye uğratmış oluyor. Devletin bu tavrı anlaşılıyor. Ama düzeni yıkmak iddiasındaki PKK'nın izlediği politikayı açıklamak daha zor. Çünkü adında "işçi" kelimesi bulunan bu örgüt de, devletle aynı kab içinde biçimleniyor. Devletin aşiretler için aşiret politikasını tersten okuyunuz, PKK'nın politikası çıkıyor: Aşiretler için aşiret. Değişen, yalnız aşiretlerin adlarıdır.

Türkiye, 20. yüzyılın başında cumhuriyet kararı aldı, ama gerçek bir cumhuriyet olmak, yüzyılın sonundaki toplumsal hareketin başarısına kalmıştır.

“Rapor yanlışlarla dolu”

“Elazığ'da ikâmet eden kimseler Erzurum'da aşiret reisi olarak gösterilmiş. Elazığ'ın Karakoçan ilçesi Erzurum'un bir ilçesi gibi gösterilmiş. 'Kürtçü' olarak fişlenen Karakoçan Belediye Başkanı Abdüsselam Çiçek, mensup olmadığı bir aşiretin reisi olarak gösterilmiş.”

Bizim ülkemizde egemen güçler her nedense canalıcı sorunlar da çaima çelişkili, ikircikli bir politika izleyedürmüşlerdir. İşler rapor genel olarak incelendiğinde, kayda değer birçok yanlışlıklar göze çarpmaktadır. Bunun da nedeni halkla devlet ilişkilerinin kopuk olması ve devlet kendi "tebaa"sına duyduğu kuşku"dur.

Ben kendi payıma, raporda yer alan yanlışlıkları burada birer birer aktarmıyacağım. Çünkü, Doğu kökenli bir kişi olarak, aşiretler üzerinde değerlendirmeler yaptığımda yan tutuyormuşum izlenimine kapılan çevreler olabilir. Nedenle, sadece şunu açıkça belirtiriyim: yapılan yanlışlıklardan bazıları hiç defedilecek türden değildir. Sözgelimi Elazığ'da ikâmet eden kimseler, Erzurum'da aşiret reisi olarak gösterilmişler. Elazığ'ın Karakoçan ilçesi Erzurum'un bir ilçesiymiş gibi gösterilmiştir. Kiminde de herhangi bir isyana katılmamış olan bir aşiret, katılmış gibi gösterilmiş bazen de "gariban" bir insan aşiret reisi olarak fişlenmiştir. Yine aynı şekilde "Kürtçü" olarak fişlenen Karakoçan Belediye Başkanı Abdüsselam Çiçek, mensup olmadığı bir aşiretin şefi olarak gösterilmiştir. Dahası, 1930'lu yıllarda

da ölen Necip Ağa hâlâ yaşıyormuş sanılmış ve üstelik Mazgirt'in Kızılkale köyünden olduğu şeklinde yanlış bir ibare yer almıştır. Buna benzer onlarca hata vardır.

Öte yandan bir Tuncelilili olarak bugüne dek alıştığımız suçlamalarla karşılaşmaktayız: "İsyankâr" ve "güvenilmez" gibi... Niçin güvenilmezmiş Tuncelililer? Birinci Dünya Savaşı'nda kafileler halinde Erzincan'a ve Erzurum'a kadar ilerleyip buraları Çarlık Rusyası'ndan temizleyip Dersim dağlarını Çar ordularının önünde çelik bir siper yaptıkları için mi güvenilmez? Harput valisi olan Kayseri'nin Feyzioğlu ailesinden Ali Galip'in Sivas Kongresi'ni basmak için Dersim'e gelerek kendilerine yaptığı bu teklifi geri çevirdikleri için mi güvenilmez? Kurtuluş Savaşı günlerinde Mustafa Kemal ve arkadaşları Yunan tehlikesi karşısında Ankara'dan geri çekilmeyi tasarladığı sırada ak sakalıyla Meclis kürsüsüne çıkıp, Efendiler! Biz buraya ölmeye mi geldik yoksa kaçmaya mı? diyen Diyar Ağa'nın hemşehri-leri oldukları için mi güvenilmez? 1974 Kıbrıs Savaşı'nda gazi olarak madalyalarla ödüllendirildikleri için mi güvenilmez? Buna benzer daha birçok örnek sıralanabilir. Oysa, Anadolu'nun mert,

gibi, insani değerlerle de uzlaştırılmaz. Üstelik, Aristo mantığına dayalı raporlarla ülke sorunlarının çözülmemeyeceği kanısındayım. Sözgelimi, "Butun X aşiretinden olanlar güvenilmezdir; Huseyin de X aşiretindedir; o halde Huseyin de güvenilmezdir" gibi yargılar artık günümüzün yüz karası olmaya mahkûmdur. Kaldı ki bugüne kadar bildiğimiz bir şey vardır: Güvenlik soruşturmaları yapılır-

dürüst ve erdemli çocukları güvenilmez ilan edilerek devlet kapıları kapatılmakta, sefalete itilmektedir. Buna karşın, "soydaş" oldukları gerekçesiyle ülkemize getirilenler el üstünde tutulmakta, böylece bir yanda toplumumuz içine kin tohumları ekilirken, beri tarafta devlet eliyle bir nevi kaba bir bölücülük yapıldığı anlaşılmaktadır. Anadolu'nun bugün bu hale gelişinde kötü iktidarların, kötü politikacıların ve her şeyden önce de kötü zihniyetlerin rolü olmuştur.

Öyle ki, kütüphanesini araştırmacı-yazarlara kapalı tutan bir kütüphane müdürü, nasıl okuluna hayvanları öğrenci yapan okul müdürüne benzerse, çalışmak isteyen, insanca yaşamak isteyen zararsız vatandaşını "güvenilmez" olarak niteleyen bir iktidar mensubu da köpeğin sırtına binip sövalyelik taslayan riyakâr bir yöneticiye benzer.

Raporun 83. sayfasında Pir Sultan Abdal da "Alevileri isyana kıskırtmakla suçlanmaktadır. Bu da aslında kayda değer gerici bir tavidir. Çünkü, Anadolu aşiretlerinin kültürel dokusunda Hızır inancından Zerdüşî akidelere dek birçok etkenler söz konusudur. Böyle olunca, kimi aşiretleri bilimsel olarak irdelemeden yüzeysel ve önyargılı olarak değerlendirmek, kaba bir bakış açısından öteye gitmez. Geçen zaman içinde yayımlanmış olduğum *Tarihsel Değişim Sürecinde Tunceli ile Çağdaş Bilimlerin Işığında Nuh'un Gemisi ve Tufan* adlı eserlerimde öncelikle Doğu Anadolu'daki aşiretlerin, kabilelerin veya sair toplulukların kültürel dokularını bir nebze de olsa belirtmeye çalıştım. Bu ve buna benzer çalışmalarım ışığı altında bugünden söyleyebilirim ki birçok Tuncelili aşireti sadece Alevi veya Kızılbâş inancına bağlı bulundukları için "güvenilmez" ilan edenler, laiklik postuna oturmış gerçek gericilerdir. Bu sebeple onların başkalarına ilericilik dersleri vermeye de

ken, birinci dereceden akrabalıklar araştırılırdı. Meğer, bu iş daha da geniş tutuluyor ve aşiretine göre de tavırlar alınıyor. Hangi açıdan bakılırsa bakılınsın her yönüyle çirkef bir durum ortaya çıkmaktadır.

hakları olmasa gerek.

Aşiretler tarihsel evrimde zorunlu bir aşamayıdır. Kapitalizmin gelişmesiyle birlikte aşiret olgusu da çözülmeye yüz tuttu. Bu bakımdan geçmişte aynı aşiret çatısı altında yer alan bireylerin artık düşüncede ve tavırda bir bağımlılıkları pek kalmadı. İnsan topluluklarının bir kısmını tümünden suçlamak veya övmek bilimsel bakış açılarıyla bağdaşmadığı

(O R G İ Z E)

VAH DA BÖLGESİNDEKİ AŞİRETLER

AŞİREYİN (veya kabilesinin)						
Adı	Merkezi	İlçe	Statüsü	Enin ya da Enin gümbülüne adı ve soyadı, varsa kabilesi, genellikle oturduğu yer	Oturduğu ya da komşuluğu yerler	Diğer özellikler
			Çarlık	Enin Müjde Erciş ilçesi Kardedeşim soyu	Erciş ilçesi Tasarıp Mezarlığı, Mezarlık, Fey koy (Ağaçlar - Tırnaklı mezarlık, Yürük, Yanıktepe ve Bayağı koyları	İsyana katılmıştı. Yurdumusa bağlı güçler vardı
				1 - Sırtçı Zirek Erciş ilçesi 2 - Münazir Altınca Erciş ilçesi Çakırsoy soyu	Erciş ilçesi Hacıbaşlı Horanlı, Dışören, Ya sınlı, Yabancı, Akbaba, köyleri	İsyana katılmıştı. Gecimmez olup bir zamanlar Erciş'te varmıştı
				1 - Hacılar beyliği Çatalca ilçesi Sırtmalı köyü 2 - Hacılar beyliği Nevres ilçesi Kurubas köyü	Merkez ilçesi Kurubas, Garpınar, Oğuldamlı, Dikboynuk, Beşbudak mezarlığı, A doğu (Çarçalan mezarlığı, Geziyurt (Kürtistan mezarlığı) Çatalca ilçesi Sırtmalı ve Dokuzdam köyleri	İsyana katılmıştı. Yurdumusa bağlı güçler vardı Bazılarının Kafartarla ilişkileri, bu sırala supeler vardır
				Havdar Şahinkap Çaldıran Bucakı	Muradıve ilçesi Çaldıran bucakının Ak Güldere, Ya Güldere, Temreal, Çubuklu, İsmailbaba, Kulmalı, Çayır ve Di rekli köyleri	İsyana katılmıştı. Yurdumusa bağlı güçler vardı

DEVAM

AŞİRETİN (veya kabilesinin)						DÜŞÜNCELER
Adı	Nüfus	Dili	İstikbal	Bölge ya da ilin güneyinde olduğu ve çayda, varan köyleri, gözetilme olduğu yer	Özellikle ya da baskılandığı yerler	
Bekirhan	1800	Kürtler (Kurmanç)	Çiftçi	1 - Sabri Oruç 2 - Nasir Oruç Süvan İlçesi Yayagöçer köyü	Süvan İlçesi: Yayagöçer, Geranköy ve Çov- raku köyleri. Kulp İlçesi: Hosger köyü	Şeyh Salt soyuna katılmamıştır Şeyhonda aşireti ile araları açıktır. Botman ve Kozluk bölgelerinde de Bekirhan aşireti vardır Şeyh Salt soyuna katılmamıştır
E. M. K. veya Boduran	7000			1 - Hasan Çelik 2 - Mehmet Kök 3 - Mehmet Akdemir Aşiret Kulp İlçe merkezinde	Kulp İlçesi: Hasbuç, İnkava, Kavahan, Yavuk, Kocadağ, Kollukaya, Yarıncı, Erener, Üzü, Yavuz, Karorman, Aşağı Tavşer, Yertutan, Seyhanca, Çebeci köyleri	Şeyh Salt soyuna katılmamıştır Hevodan ve Kulp aşiretleri ile dostlardır. Hıyan aşireti ile aralarında kan davası vardır. Aşiretin bir kısmı da Muş bölgelerindedir.
Çarlıca	1600			Sip İlyas Doğru Malazlı köyü, Eskioca mezarı.	Süvan İlçesi: Malazlı, Banca, Sarıbaşak, Güzlerca, Akçeltis köyleri	Şeyh Salt soyuna katılmamıştır Narik aşireti ile dostlardır. Havacı son derece bağlıdır. Her konuda usun namıdır. Aşiretin bir kısmı da Muş bölgelerindedir.
İvedikan	200			Üvede Atakaya Teşire köyü	Merkez İlçesi: Teşire, Yalıncaz, Kortepe köyleri	İvedikan katılmamıştır Yurdumuzu bağlıdır Yarı göçebidir
Hanruk	3000			İsmail Hakkı Aydın Terdoğan mezarı	Hazır İlçesi: Gözebağ, Kavaklıboğaz, Gözü köyleri ve Hanuk mezarı	Aşiret temeline bağlı değildir. Parçalanmış bir durumdadır
Hasan	200			Mehmet Durukan Kuşburnu köyü	Merkez İlçesi: Tutlu ve Kuşburnu köyü	İvedikan katılmamıştır Yurdumuzu bağlıdır
Hevodan	7500			1 - İzzet Ekmen İnkava köyü 2 - Nema Yavuz Kulp merkezi	Kulp İlçesi: Haçtaç, Akbulak, Bayır Güleç ve Taşköprü köyleri	İvedikan katılmamıştır Bedikan aşireti ile dostlardır
Hıyan	3500			İzzet Ekmen Kulp İlçesi, İnkava köyü ve Ayvazlıca, Üzünova köyü, Sakıma mezarı	Kulp İlçesi: Hamaal, Üzünova, Aygün, Sarıçöğür, Arçavur ve Yuvacık köyleri	Şeyh Salt soyuna katılmamıştır Aşiretin bir kısmı Muş bölgesinde oturur. Bedikan aşireti ile kan davası yüzünden düşmanlardır. Habitatları barındırır ve korur
İzo	1800			1 - Hozat Arslan 2 - Evru Arslan Ergani İlçesi, Demirli köyü 3 - Sevdü Acar Ergani İlçesi, Kavaklı köyü	Ergani İlçesi: Demirli, Ahtas, Daldalık, Kavaklı, Toytarlı ve İncebaş köyleri	Şeyh Salt soyuna katılmamıştır Aşiretin kuvvetli köyleri, Hıyan ve Siverek ilçeleri merkez ve köylerinde otururlar

20-26/12/87

2000'E DOĞRU'NUN TOPLATILMASI

Suç, raporun sahibinde



Devlet Güvenlik Mahkemesi, 2000'e Doğru'nun 51. sayısının, "halkı, ırk ve bölge farklılığı gözetilerek kin ve düşmanlığa açıkça tahrik ettiği" iddiasıyla toplatılmasına karar verdi. Oysa söz konusu kapak haberi, devletin yıllardır kendi görevlilerine dağıttığı raporun yayınından ibaretti. Ve eğer bir suç varsa bu, doğrudan doğruya devlete aitti.

2000'e Doğru, devletin yıllardır kendi görevlilerine dağıttığı bir raporu yayımladı. Burada bir suç varsa, doğrudan doğruya devlete aittir. Dergimizin 51 sayısı hakkında verilen toplama kararını yaptığı basın toplantısında Doğu Perinçek böyle protesto ediyordu.

Devlet Güvenlik Mahkemesi, 2000'e Doğru'nun 51. sayısında yayımlanan "Çok gizli rapor - Devlet gözüyle hain ve yandaş aşiretler" başlıklı kapak haberinde, "halkı ırk ve bölge farklılığı gözetilerek kin ve düşmanlığa açıkça tahrik

ettiği" iddiasıyla dergi hakkında soruşturma başlatmış ve 5680 sayılı Basın Yasası'nın Ek 1/2. maddesi gereğince toplatılmasına karar vermişti.

15 yıl önce hazırlanan raporda, ne bir imza, ne bir damga var.

Doğu Perinçek, basın toplantısında "Kim hazırladı bunu, emniyet mi, MİT mi, Özel Harp Dairesi mi? Asıl suçlu bunu düzenleyendir" dedi. 2000'e Doğru böyle bir suçu açığa çıkarıyordu. Sürekli iç barıştan söz edenler, iktidarlarının

ayakta kalmasını, aşiretler arasındaki kan davalarına dayandırıyorlardı. "Güvenilmez" olan bir güç varsa, o da bu raporu hazırlayan devletti.

Doğu Perinçek ayrıca olağan bir basın görevinin Türkiye'de kahramanlık haline getirildiğini belirterek, tüm basın kuruluşlarını dayanışmaya çağırıyor. 2000'e Doğru, devletin önünde yalnız bırakılmamalıydı. Ortak bir tavır alınsa, basına yönelik bu tür baskılara da cesaret edilemezdi. □



Yavuz Donat



İ. Yücel Özen



Mahmut Alınak



Cumhuriyet Keskin

FİKRİ SAÇLAR

(SHP Genel Sekreteri)

"TBMM'de basına baskıları gündeme getireceğiz"

Son günlerdeki bazı uygulamalar ile basın tehdit edilmek isteniyor. Sansür demoklesin kılıcı gibi basının üzerinde sallanıyor. Halkın gözü ve kulağı olan basının, gözü ve kulağı tıkanmak isteniyor.

12 Eylül yönetiminin aldığı ilk karar basına baskı uygulanması olmuştur. 2000'e Doğru dergisinin toplatılması, bazı yayın organlarına çok yüksek cezalar verilmesi yetmiyormuş gibi, gazete, dergi fiyatları artırılarak halkın gazete ve dergi okuması engellenmek isteniyor. Amaç tarafsız, demokrasiye inanan, görev bilincinde olan basının haberleri yansıtmaya olanaklarını yok etmektir. Halkın ANAP'ın borazanı olan TRT'ye mahkûm edilmesi, be-

AHMET TÜRK

(SHP Mardin Milletvekili)

"Basın üzerindeki baskılara temelden karşıyım"

Basın üzerindeki baskılara, engelleme uygulamalarına temelden karşıyım. Halkın ve ülkenin sorunlarını her zaman gündemde tutan, bu sorunları kamuoyuna duyuran böyle bir derginin, sık sık toplatılması oldukça düşündürücüdür. Ülkemizde halen gazete ve dergi toplatılması da demokrasinin sağlıklı işlemediğinin işaretidir.

Basına karşı yapılan uygulamalar, TBMM'de arkadaşlarımızla konuştuğuktan sonra bir soru şeklinde gündeme getirilebilir. Meclis açılınca bunun şekli üzerinde arkadaşlarla görüşme yapmamız gerekiyor.

İLHAMİ BİNİCİ

(SHP Bingöl Milletvekili)

Belge ibret verici

Bende devletin böyle bir ayırım yapabileceğine inanmak istemiyorum. Korunç bir olay. Bu belgeyi aksettirmek değil, hazırlamak bölücüdür. Devlet hangi ihtiyaç için böyle bir tasnif yapmıştır, buna cevap verilmelidir. İbret verici bir belge. Devlet vatandaşını böyle parçalamamalı. Kendi vatandaşına devlet böyle ayırım yapmaz. Aksine bu ayırımı yapanları cezalandırır. Bu Türkiye'nin 12 Eylül'e nasıl geldiğinin belgesidir aynı zamanda. 2000'e Doğru bu belgeyle 12 Eylül'e nasıl geldiğini gözler önüne seriyor. Bir ülke bir başka ülkeyi istila etmek istediği zaman böyle araştırmalar yapar. Devletimiz bu tip ayırımlara gitmemeli. Devleti yıpratmamak gerekir.

Burada 2000'e Doğru, bölücülük faaliyetleri yapıyor. Yapılan bölücülüğü açığa çıkarıyor. Birtakım kişi ya da kurumların hatalarını, ben devlete mal etmek gerektiği zaman böyle araştırdım, ancak devlet mekanizması içindeki hataların da sergilenmesinin gerekliliğine inanıyorum.

MAHMUT ALINAK

(SHP Kars Milletvekili)

"Toplatma bütün halka baskıdır"

Bu belge zaten öteden beri, Doğu ve Güneydoğu halkına uygulanmakta olan gerek maddi, gerekse psikolojik baskının bir parçası. Bu bölgede yaşayanlara bir taraftan maddi baskı yapılmıştır, bir taraftan da psikolojik baskı in-

yanların yıkanmasıdır. Bu oyun yedi yıldan beri oynanıyor. TBMM'de basın üzerindeki baskıları, sansürü ve Muzır Yasası'nı ele alan çalışmalar yapacağız. Türkiye'de kimse gerçeklerin ortaya çıkmasını engellemez. Buna şiddetle tepki gösteriyoruz. Özal'ı uyanıyorum.

CUMHUR KESKİN

(SHP Hakkâri Milletvekili)

"Meclise götüreceğiz"

2000'e Doğru dergisinde yayımlanmış olan belge, yuzkızartıcı, utanç vericidir. Bu belge, öteden beri, ülkemizin belli bir kesiminde yaşayan insanlara karşı devletin tutumunu ortaya koymaktadır. Özellikle bazı aşiretlere karşı devletin güven duymadığını açıklamaktadır. Bu belgeyi hazırlayanların resmen bölücülük yaptıkları açık bir şekilde ortaya çıkmak-

sanların bu şekilde aşiretler halinde fişlenmesi gerçekten utanç verici bir olaydır. Hiç kimsenin, hiçbir yetkilinin böyle bir uygulamaya hakkı yoktur? Ortada Cumhuriyet Savcıları vardır. Eğer ortada bir suç varsa, soruşturma yetkileri vardır. Ama birtakım gizli güçlerin, birtakım insanlar hakkında, rapor tutmaları ve bu raporları devlet arşivlerine koymaları uygulamalarına temel yapmaları gerçekten utanç vericidir. Son derece çirkin bir olaydır. Bunu şiddetle protesto ediyoruz.

Ayrıca 2000'e Doğru dergisine yapılan baskı ve hakkında alınan toplatma kararı bana göre sadece 2000'e Doğru dergisine yapılan bir baskı değil, genelde tüm halkımıza yapılan baskının bir parçasıdır. 2000'e Doğru'ya yapılan bu baskı tüm Türkiye halkına yapılmıştır. Bana göre bu baskıya karşı olduğu kadar, Güneydoğu'da uygulanan politikalara da tüm demokratların karşı çıkmaları gerekir. Bu sorun, yalnız 2000'e Doğru dergisinin sorunu değil, tüm ilerici güçlerin sorunudur. Bu baskıya bu zulme karşı parlamentoda mücadele edeceğiz. □

CÜNEYT CANVER

(SHP Adana Milletvekili)

"Ayrımcılığı yazmak değil, yapmak suçtur"

Türkiye'de yöneticiler hâlâ çağdışı düşüncelerden kurtulamamaktadır. Bazı meselelerin tartışılması onlara göre tartışılmamasından daha doğru. Oysa 2000'e Doğru'nun yazdıkları bilinen ve yaşanan gerçekler. Bu gerçeklerin yazılıp okunmasının ne mahzuru olabilir. Bu gerçeklerin yazılmasıyla Türkiye'nin bölünebileceğini sanacak kadar çağın gerçeklerinden habersiz yöneticilerin varlığı yazıktır. Üstelik insanları böylesi ayrımlara tabi tutmak suç olmuyor da bunları yazmak ve yorumlamak mı suç oluyor? Bu zatail bir anlayıştır. □

İ. YÜCEL ÖZEN

(SHP Tire İlçe Başkanı)

"Halktan hiçbir şey gizlenmemeli"

Olayı halktan gizlemekle, yayın toplatma kararlarıyla ancak hukuk devleti ve demokrasi katledilmiş olur.

Bugüne değin Doğu ve Güneydoğu'da yaşayan vatandaşa devlet terörle, nüfus müdürlükleri ile ulaşmıştır. Oysa Doğu ve Güneydoğu insanının önce sevgiye, yatırımlara, insan onuruna yaraşır-

tadır. Bu bölgedeki insanlar hakkında taşınan önyargıları yansıtmaktadır. Bu yörelerde hâkim olan aşiretler yapısı, devlet eliyle korunmak isteniyor. Bu da açık bir şekilde ortaya çıkmaktadır.

Bu konuyu, diğer arkadaşlarla birlikte bir değerlendirmeye yapıp, Meclise getirmeyi düşünüyoruz. Parlamento topluluğunda geniş bir destek sağlayacağımıza inanıyorum. Ayrıca 2000'e Doğru dergisi için alınan toplatma kararını da basın özgürlüğüne indirilmiş bir darbe olarak görüyorum. Çünkü yayımlanan bu belge, devlet yetkilileri tarafından, bazı yetkililer tarafından hazırlanmıştır. Devlet yetkilileri tarafından hazırlanmış bir belgenin bir basın organında yayımlanmasında bir sakınca yoktur. Çünkü gerçektir. Buna karşı mücadele edilmesi gerektiğine inanıyorum. Bu tür uygulamalara karşı mücadele edeceğimizi tekrar etmek istiyorum.

bir yaşam hakkına gereksinimi vardır. O insanlar, zorbalığa, militarizme karşı olduğunu her zaman olduğu gibi, sabır ve olgunlukla, ağırbaşlı bir kararlılıkla belirtmektedirler.

Kendilerinin hazırladığı anayasada belirtilen hakları bile bu halktan esirgeyenler, halka korkarak değil, sevgiyle saygıyla bakmalıdır.

AHMET ABAKAY

(Çağdaş Gazeteciler Derneği Başkanı)

"Resmi gazete istiyorlar"

2000'e Doğru'nun toplatılmasını protesto ediyoruz. Ancak sadece bu yetmez. İktidarın, bugüne kadar sergilediği uygulama ortaya koydu ki kendi yandaş olmayan yayınlara yaşam hakkı tanımıyor. Bu iktidar kendi emrinde resmi gazeteler istiyor.

Bu gizinin dışına çıkanlar için baskı ve terör uygulanıyor. Bunun çeşitli ve bol yöntemleri var. Kimileri için muzır yayın deyip milyonlarca liralık cezalarla ekonomik terör uygulanıyor, ya da kâğıda süper zamlar yaparak tüm basını tehdit ediyor, kapalıya zorluyor. Bazen emniyet güçlerine gazeteciler dövdürülüyor.

2000'e Doğru'nun daha önceki sayılarında görüldüğü gibi bu iktidar Atatürk'ün sözlerine tahammül edemiyor, sansür uyguluyor. Şimdi gene 2000'e Doğru toplatılıyor. Nedeni ülke yöneticilerinin kendi yurttaşlarına güvensizliğinin ve düşmanca tavrının sergilenmesi.

İktidar vatandaşına güvenmiyor, fişliyor. Bunu 2000'e Doğru resmen belgeyor. Kendisine güvenmeyen iktidarlara kuşkusuz vatandaş hiç güvenmez. Ben de güvenmiyorum. Bunu belgelediğiniz için derginize teşekkür ediyorum. Onlar cezalandırıyor. Ben Çağdaş Gazeteciler Derneği adına yayınına tebrik ediyorum.

UĞUR MUMCU

(Gazeteci)

Basını sindirme çabası

Bu gibi toplatmalara izin veren yasa ve uygulamaları, basın özgürlüğüne karşı sindirme çabaları olarak görüyorum.

"Para cezası, toplatma artık çağımızda yok"

“Zamla, para cezasıyla, toplatmayla basın terbiye edilmesi olayı artık çağımızda pek yok. İkincisi, dava aç-

labilir. 1970'e ait bir rapordan dolayı ne kadar hesap sorulabilir bilmiyorum. Referandum sırasında bazı gazeteler toplatıldı, sonunda toplatmaya gerekçe gösterilen yazılar beraat etti. 12 Eylül döneminde bazı gazeteler kapatıldı, sonra kapatma nedeni olan yazılar takipsizlik kararı aldı. Gazetelerin uğradığı zarar ne olacak peki?

Misaki Milli sınırları içindeki bütün in-

sanların devlete bağlılığından şüphe etmiyorum. Belli bölgelerdeki insanları, ülkedeki geniş kitleleri düşman görmek çok yanlış. O bölgelerde sıkıyönetim çok uzadı. Devlet ve halk arasına soğukluk girdi. Bugün geçilen bölge valiliği sisteminin ve Hayri Kozakçıoğlu'nun uygulamasının yararlı olduğunu düşünüyorum. Halkla devleti bütünleştirmeye yöneldiği için böyle söylüyorum. □

ISMAIL BEŞİKÇİ

"Yurttaşlık haklarından yararlanmak koşula bağlanıyor"

Beşikçi, Kürt, Kürtçe gibi sözcükleri kullanmanın devletin gizli örgütlerinin imtiyazı olduğunu vurguluyor. Üniversite, basın ve yargı kurumları direktife uygun olarak gerçeği carpıyor. Tabii bu kurumlara devletin saygı göstermesi de söz konusu olmaz. Beşikçi, konunun en önemli insan hakları sorunu olduğu kanısında.

— Belgenin bütünü hakkındaki düşünceleriniz nelerdir?

— Birinci olarak, devletin gizli örgütleri Kürt, Kürtçe gibi sözcükleri gayet rahat kullanıyor. Gizli örgütlerin "gizli" damgalı raporlarında, güvenlik örgütlerinin kurullarında sorun görüşülüyor. Fakat basına, üniversiteye, mahkemelere vs. Kürt diye bilinen bir milletin, Kürtçe olarak isimlendirilen bir dilin mevcut olmadığını propagandasının yapılması söyleniyor. Sözü edilen bu kurumlar da bu tür propagandayı gönüllü olarak yapıyorlar. Propagandaya esas teşkil edecek bilgileri, yani resmi ideolojiyi zamana ve mekâna uyarak tekrar tekrar üretiyorlar, yayıyorlar. Sanki Kürt, Kürtçe gibi sözcükleri kullanmak, sadece devletin gizli örgütlerinin imtiyazındadır.

DİREKTİFLE ÜRETİLEN PROPAGANDA

İkinci olarak, devlet, Kürtlerin, Kürtçenin varlığını biliyor. Fakat, üniversiteye, profesörlere Kürtlerin, Kürtçenin olmadığını vurgulayan yazılar yazın diyor. Onlar da bu direktiflere uygun yazılar yazıyorlar. "Kürtler Türktür, Kürtçe Türkçenin bir şivesidir" diyorlar. "En bilimsel bilgi budur" diyorlar. Devlet, mahkemelere Kürt diye bir milletin olmadığı konusunda karar veriyor. Mahkemeler bu direktife uyuyorlar. Kürtlerden söz edenleri, "Kürdüm" diyenleri cezalandırıyorlar. Basın, devlet tarafından kendilerine verilen bu direktife riayet ediyor. Böyle kurumların devlet karşısında saygınlığı olur mu? Devlet, her direktifine evet diyen, en ufak bir direnç göstermeyen bu kurumlara saygı duyar mı? Bu kurumlara istediği zaman istediği biçimi vermez mi?

"ÖZ BENLİĞİNİ İNKÂR ETTİKTEN SONRA"

Üçüncüsü, belgede, "devlete yararlı", "devlet için zararlı", "yurdumuza bağlı", "yurdumuza bağlı görünüyor", "güvenilmez"... gibi kategoriler var. Devlet, "Kürdüm" diyenleri, Kürt ulusal ve demokratik haklarını savunanları, Kürtlüğünden vazgeçmeyenleri "devlet için zararlı",

"güvenilmez" gibi sınıflandırmalar altında ele alıyor. Siyasal haklarından, kamu hizmetlerinden, ekonomik ve sosyal haklardan, kamu özgürlüklerinden yararlanma hep bu sınıflandırmalara bağlı olarak gerçekleşiyor. Kürtlüğünü, yani öz benliğini inkâr eden, Türkçe her şey olabilir. İşçi, öğrenci, öğretmen, yargıç, vali, milletvekili, asker, bakan, profesör, işadami, sporcu... Her şey. "Türküm mutluyum" diyorsanız, istediğiniz kadar "kredi alabilirsiniz, istediğiniz kadar yurtdışına çıkabilirsiniz, istediğiniz kadar ithalat-ihracat yapabilirsiniz. Fakat "Kürdüm" diyenlerin, kürtlüğünden vazgeçmeyenlerin, Kürt haklarını savunanların olabilecekleri tek şey vardır: Sanık, mahkûm. Bu, Türkiye'de insan hakları konusunun en önemli sorunlarından biridir. İnsan haklarından yararlanmak, bir ulusun öz benliğini inkâr koşuluna bağlanabilir mi? Öz benliğini inkâr ettikten sonra geriye birtakım hak ve özgürlüklerin sahibi "kişi" kalır mı? Örneğin bir kişiye istediğini gazeteyi okuyabilirsin, ama önce Türk ol, Türkçe öğren, Kürt olmaktan vazgeç... Çünkü gazeteler ancak Türkçe yayımlanabilir, denilebilir mi? Türkiye'de üniversite gibi resmi kurumlarda bulunan insan hakları dernekleri bu tür sorunlarla kuşkusuz ilgilenmeyeceklerdir. Devlet direktifleri uyarınca sorunu görmezden geleceklerdir. Onlar, Bulgaristan'daki Türklerin hakları, Batı Trakya'daki Türklerin hakları vb. söz konusu olunca coşacaklar, Kürtlerin hakları söz konusu olunca susacaklardır. Ancak resmi olmayan kişiler tarafından kurulan insan hakları derneklerinin uğraşacakları en önemli sorunlardan biri bu olacaktır. İsteseler de istemeseler de bu sorun kendini dayatmıştır.

BÖL VE YÖNET FELAKETİ

Dördüncü olarak, belgede "hısmılık ve arazi yüzünden Suriye ile ilişkileri var", "Aşiret Irak'tan gelme", "Irak'taki aynı aşiret ile ilişkileri var", "İran'da aynı aşiretin kolları var"... gibi açıklamalar var. Bunlar, bir ulusun bölündüğünü ve parçalandığını gösteren ifadeler olarak değerlendirilebilir.

Böl-yönet politikası elbette emperyaliz-



▶ İSMAIL BEŞİKÇİ

min politikasıdır. Fakat, bölünen ve parçalan kimdir? Böl-yönet politikası ne zaman düşünülmüş, nasıl gerçekleştirilmiştir? Ulus ne gibi zaafılar göstermiştir ki böyle bir politikanın hedefi olmuş? Bu uygulamanın ne gibi sonuçları olmuş?.. vs.

Ve... böl-yönet politikasının hedefi olmak, bir ulusun tarihinde karşılaşılabileceği en büyük felaketlerden biridir. Çünkü, böl-yönet politikası ulusun beynini dağıtmaktadır, iskeletini dağıtmaktadır. Böylesine ağır bir darbe yiyen bir ulus bir daha kolay kolay toparlanamamaktadır. Belgede, "İran'da aynı aşiret ile hısmımlığı var", "Irak'ta aynı aşiretin kolları var", "Suriye'de aynı aşiretten aileler var" deniyor. Fakat biliyoruz ki bu hısmılar, bu akrabalar, dikenli tellerle, mayın tarlalarıyla, gözetleme kuleleriyle, iz tarlalarıyla, casus uçaklarıyla, tepeden tırnağa silahlı ordularıyla birbirlerinden tecrit edilmeye çalışılıyor.

Bence "Kürt", "Kürtçe" gibi sözcükleri kullanmak sadece, devletin gizli güçlerinin imtiyazında olmamalı.

Günümüzde artık bütün sözcükler kullanılabilir. Fakat "Kürt sorununun varlığını kabul etmeliyiz. Bu sorunun varlığını inkâr ederek bir yere varamayız" deniyor. Sözü eni, boyu, içeriği henüz tartışılmıyor. Kürt sorununun neden bir sorun olduğu, tarihsel temelleri vs. konuşulmuyor. □



BAŞYAZI

DOĞU PERİNÇEK

Gerçek aşkı

Gerçeği aramak ve savunmak, felsefi anlamda materyalistin en derin tutkusudur. O nedenle sevgi sözcüğü yetmiyor, "aşk" demek gerekiyor. Eskiden "hakikat aşkı" deniyordu, çok dolu, çok yüklü bir anlamı var.

Devletin Aşiretler Raporu bir gerçektir, ama devlet hem kendi gerçeğinin, hem toplum gerçeğinin bilinmesini istemiyor. Yalnız günün gerçeğini değil, tarihî gerçekleri de sevmiyor devlet. Atatürk'ün Kürt Sorununa ilişkin belgeleri yayınlanınca, polisi, savcılığı, yargıyı harekete geçirmişlerdi. Ama gerçek, gene yerli yerinde duruyor. Yeniliğe karşı olan, gerçeklerle savaşmak durumunda. Çünkü en büyük gerçek, değişmedir, yenileşmedir.

"Bir ırmakta iki kez yıkanmak" isteyenlerin gerçeğe karşı bu tavırları anlaşılıyor. Ama asıl düşündürücü olan, solcuların gerçeklerden rahatsız olmalarıdır. Gerçek aşkından yoksunluk, bizim solcularımızın en göze çarpan zaafıdır. Bir sosyalist dergiyi gösterdiler geçende. 12 Eylül'ün getirdiği dağıtımını durdurma önleminin ilk kez 2000'e Doğru'ya uygulanmasından sonra çıkan sayıydı. O ay basına yapılan baskıları da yazmış, ama 2000'e Doğru'ya daha basımevindeyken el konması yok. Sosyalistimiz, beğenmediği gerçeği atlayarak politika yaptığını düşünüyor. Ne var ki, onlar gerçeğe küstü diye gerçek kahredip kendi hayatına kıymış değil. Başka örnekleri de var. Solcu olduğu anlaşılana kimi okuyucularımızdan zaman zaman mektuplar alıyoruz. İş adamlarıyla, generallerle, tutucu politikacılarla ilgili haberlerden tedirgin oldukları anlaşılıyor. 'Bize ne onların hayatından, bize ne düzenin kurumlarından; bize işçilerin nasıl sömürüldüğünü, çekilen acıların yazın' diyorlar. Kuşkusuz sömürü ve baskı da, ülkemizin bir gerçeği ve bu dergi projektörlerini özellikle toplumun büyük çoğunluğunu ilgilendiren ve üzeri örtülme istenen olayların üzerine tutuyor. Ama sorun en büyük ihtiyacı, kendi gerçeğini yinelemek değil, fakat bütünüyle Türkiye ve dünya gerçeğini bilmektir. Yalnız kendi gerçeğiyle ilgilenmek, toplumun diğer sınıflarının ve kurumlarının gerçeklerine sırt çevirmek, aslında geleceği olmayan sınıfların tavrıdır. Bugün hayat, kendisini toplumla birlikte kurtaracak olan, en geniş yürekli sınıfa gelecek vaat ediyor. Dünyayı değiştirmek isteyenler, her şeyden önce o değiştirmek istedikleri dünyayı bilmek durumundadırlar. Değiştirmek mücadelesi de, gerçekler

Kimileri gerçeğe küstü diye, gerçek kahredip kendi hayatına kıymış değil. Gerçeği umursamayanlar, aslında gerçeği değiştirme şansını kendilerine tanımamış oluyorlar. Bu nedenle Türkiye'de devleti, orduyu, burjuvaziyi, bütün toplumsal sınıfları ve ilişkileri tahlil etmeksizin, sürekli kendisini öne sürerek yapılan solculuğu sorgulamak gerekir. Gerçek aşkı, geniş kitlelerle birleşmenin ve geleceğe uzanan yolu açmanın felsefi kaynağıdır.

zemininde yapılıyor. Dünya biz istediğimiz için değil, bizi kuşatan ilişkiler elverdiği için değişiyor. İnsanın katkısı ise, gerçekler zemininde bir rol oynuyor. Gerçeği umursamayanlar, aslında gerçeği değiştirme şansını kendilerine tanımamış oluyorlar. Bu nedenle Türkiye'de devleti, orduyu, burjuvaziyi, bütün toplumsal sınıfları ve ilişkileri tahlil etmeksizin, sürekli kendisini öne sürerek yapılan devrimciliği sorgulamak gerekir.

İşçiler ve köy emekçileri nasıl sömürüldüklerini, nasıl ezildiklerini merak etmiyorlar, çünkü bunları yaşıyorlar ve biliyorlar. Sosyalizmi, bir sömürü ve baskı edebiyatına indirgeyenlerde, bir işçi tavrından çok, kârlı bir yatırım alanı bulmuş açkögöz girişimcinin ruhunu görmek mümkündür.

Son yıllarda Sol, çok kendine dönmüş, çok bencilleşmiştir. İstanbul'da iki hafta önce yapılan "Genel Af ve İdam Cezalarına Hayır" yürüyüşü ve mitingi, sola kendi gerçeğini görmesi için bir ayna tuttu. O aynaya yansıyan yüzde, içe kapanık ve benmerkezi bir ruh halinin çizgilerini okuyucular olmuştur herhalde.

Bir felsefe sorunudur bu. Sol, toplumun önüne sürekli kendini koyarak, sürekli kendi sorunlarını dayatarak geleceğin yolunu açamaz. Toplumun gerçeklerinden kopmak, kaçınılmaz olarak geniş kitlelerin sorunlarından ve taleplerinden kopmak anlamına da geliyor. Dahası, Soldaki içine kapanıma, yer yer yalnız kendi küçük grubunun gerçeğine hapsolacak kadar daralabilmektedir. Sol dergilerin hemen hepsinde, özellikle yurtdışında çıkanlarda bu darlığı daha açık görebiliyoruz. Bir mitingte konuşmacıların sözlerini grupçuk sloganlarıyla kesmek, dinlemeyi bilmemek, hastalığın uç noktalarıdır. Bu uçlarda, ilgi alanı Sol gerçeğinden de kopmakta, aşırı bir bencilliğe kadar varabilmektedir. Oysa Sol, kendi gerçeğini kapalı bir devre içinde tekrarlayarak değil, geniş kitlelerin gerçeğini Türkiye'nin gündemine getirerek ve üzerine bastığı zemini tanıyarak Sol olabilecektir. "Ben Solcuyum" demek yeterli değildir, tarihsel rol de bu tanıma uygun olmalıdır.

1980'lerin hoyratlığı, toplumumuzun hayal gücünü, yeni bir dünya özlemini ezdi. Dizginsiz bir bencillik, bir köşeyi dönme ruhu toplumu bir ağına içine alıyor. Sol, gerçeği aramada ve savunmada o bencilikten kurtularak bir seçenek oluşturabilecektir. Gerçek aşkı, geniş kitlelerle birleşmenin ve geleceğe uzanan yolu açmanın felsefi kaynağıdır.

"ABD, Kürtlerin sempatisini toplamaya çalışıyor"

Celal Talabani, Irak yönetimine karşı uzun yıllardır silahlı mücadele yürüten Kürt liderlerinden biri. 1964 yılında Molla Mustafa Barzani ile yolları ayrılan Talabani, uzun yıllar sesini duyuramıyor ve geri planda kalıyordu. 1975 yenilgisi Talabani'ye yeni bir kapı açacak, Kürdistan Yurtsever Birliği'ni kurup genel sekreter olarak başına geçecek ve yükselişi bu tarihten sonra başlayacaktı.

80'li yıllarda ise Talabani, artık bölgenin ve Kürtlerin en etkin lideri olmuştu. Yaptığı her eylem, verdiği her demeç dünya basını tarafından ilgiyle karşılanacak, etkinliği de her geçen gün biraz daha artacaktı. Zekâsı ve pragmatik politik kişiliğiyle öteki Kürt liderleri arasında sıvrılan Talabani, Kerkük, Süleymaniye Erbil ve Musul gibi önemli şehirlerin çevresini elinde tutuyor. Celal Talabani, kendisiyle görüşen Nokta muhabirinin sorularını yanıtladı.

Nokta: İran-Irak arasında devam eden savaşın geleceğini nasıl görüyorsunuz? Siz hangi olasılıklara göre hazırlanıyorsunuz? Örneğin, 1975 Cezayir Antlaşması gibi bir durum söz konusu olursa ne yaparsınız?

Talabani: Irak'ın İslam Cumhuriyeti'ne karşı yürüttüğü insanlık dışı savaş; Saddam Hüseyin düzeni yıkılmadan, Saddam Hüseyin savaş suçlusunu ilan edilmeden durmaz... Bu sonuca ulaşmadan, İmam Humeyni yaşadıkça bu savaş durmaz.

Bundan ötürü biz, bütün olasılıklarla; savaşın devamını ve durmasını da hesaplayarak, kendi sorun ve çözümlerimize, kendi özgücümüz ve Kürt halkına güvenerek hazırlanıyoruz. Bu yolda da Kürt güçlerinin birleştirilmesine, Kürdistan Cephesi'nin inşasına, Iraklı muhalefet güçleriyle koordinasyon ve dayanışmamızın yükseltilmesine yöneliyoruz. Bu durumda, yeni bir Cezayir Antlaşması ikinci kez yenilenecek olursa da; bizim yaygın ve süregelen halkçı/devrimci silahlı politik mücadelemiz, düşman karşısında asla silahlarını bırakmayacaktır.

Bizim sloganımız "Ya zafer ya ölüm"dür. "Ya Kürdistan ya da ölüm"dür. Biz dediğimizi yaparız..

Nokta: Ortadoğu'da Kürt sorununun çözümü için ne düşünüyorsunuz?

Talabani: Kürt sorununun radikal çözümü için görüşümüz ve inancımız Kürt ulusu için kendi kaderini özgürce tayin hakkıdır. Bu sorunun çözümünün geleceği ise, ülkemizin kurtuluşudur. Ulusumuzun kendi kaderini tayin hakkını gerçekleştirebilmesi, süregelen kırım ması gereken halkçı mücadelemizin zorlu yolundaki engelleri aşabilmesiyle mümkündür. Zafer içinse, halkımızın mücadelesinden başka bir çözüm yoktur. Bu, toplumsal gelişmenin zorunlu olduğu ilkesel yasadır.

Nokta: Büyük devletlerin Kürtleri kullandıkları ileri sürülüyor. Gerçekten Kürtler kullanılıyor mu?

Talabani: Bugün büyük devletler Kürt sorununa gerekli önemi vermiyorlar ki, onunla nasıl oynasınlar. Lakin geçmişte ABD ve İngiltere, Kürt sorununda çeşitli oyunlar oynamıştı. Gelecekte de buna hazırlanıyorlar. Fakat bu oyunlar gelecekte geçmişteki gibi tekrarlanmayacaktır. Yeni oyun, Kürt halkının varlığını tanıyarak, ona yakınlaşmak ve sempatisini ottonomi ile toplamaya yöneliktir. Ama Kürtler savaşmı bir halktır. Oyunları kolayca kabullenmezler. Büyük devletlerin Kürt sorunuyla oyun oynama olanakları sınırlıdır. Bu noktada, büyük devletler Arap sorunuyla, Türkiye'yle, Şah zamanındaki İran'la ve diğerleriyle oynatabildikleri olanaklara sahip değiller.

Nokta: Sizce, Ortadoğu'ya barış ve istikrarın gelmesi nasıl mümkün olacaktır?

Talabani: Genel ve adil bir barışın gerçekleştirilebilmesi şu kayıtlarla olasıdır:

a- Savaşın sorumlusu cani Saddam'dır ve kefaretinin ödemesidir.
b- Kürt ve Filistin halklarının kendi kaderlerini tayin hakkı tanınmalıdır.

c- Ortadoğu bölgesindeki doğal ilişkiler, sömürgeciliğin hegemon-

yasından uzak oluşturulmalıdır.

d- Bölge halklarının tercih haklarına saygı gösterilmelidir.

Kürtlerin konumuna gelince; Kürtler önemli bir halktır. Ortadoğu'nun omurgası olan Kürdistan'ın stratejik önemi çok büyüktür. Kürdistan petrolü, madeni, enerji üretimindeki zengin su kaynakları ve tarımıyla, kendi kendisine yetebilecek büyük bir potansiyel güttür. Bu niteliğiyle ve büyük önemiyle Kürt sorunu, "Ulusların Kendi Kaderini Tayin Hakkı" çerçevesinde çözülmeye, bölgede adil ve kalıcı bir barış gerçekleştirilemez.

Nokta: Siyasal bir lider olarak geçmişinize baktığımızda, ilginç bir grafikte karşılaşıyoruz. İniş ve çıkışlardan oluşan bir grafik. Yenilgiler, başarılar ve ilginç görüşmeler var bu yaşamınızda... Örneğin, 1983 sonlarında Saddam Hüseyin'le masaya oturuyor, antlaşma imzalıyor, çok sürmeden de bu antlaşmayı bozarak savaş ilan ediyorsunuz. Siz geçmişinizde çizdiğiniz bu tabloyu nasıl değerlendiriyorsunuz?

Talabani: Kesintisiz devrimci savaşımın ve mücadele alanının girift zorluklarından uzak olanlar, siyasal çocukluk hastalıklarından malullükleriyle gerçeği kavrayamıyorlar. Görüşmeler, devrimci mücadelenin bir parçasıdır. Devrimci mücadelenin soluklanarak yenilediği momentlerdir. Örneğin, Çin'de, Vietnam'da, Cezayir'de ve şu günlerde El Salvador'daki kurtuluş mücadelesini yürüten güçlerin, gerici diktatörlüklerle görüşmeleri gibi...

Kürdistan devrim tarihi tanıklık: Bu mücadele çeşitli evrelerini 1962'den beri silahlı ve silahsız kat etmiştir.

Rica ederim anımsayınız, 1963'te ben, rahmetli Barzani'nin ve parti politbürosunun (ki ben de o zamanlar üyesiydim) emri ve 1963 Mart'ında Kuysancak Konferansı'nın onayıyla, şubat cunta hükümetiyle yürütülen görüşmelerde Kürt grubunun başkanıydım. Siyasal konumuz, sol çocukluk sürecini aşıp geride bırakmış bir devrimci kararlılık, gerçeklik ve olgunluk düzeyine ulaşmıştır. Onun için de biz silahlı mücadele gibi, halkçı siyasal mücadele yöntemlerine yabancı değiliz. Biz asla yığınlardan kopmak istemiyoruz. En büyük silah halk hareketidir. Biz bu harekete karşı sorumluluklarımızın bilincindeyiz.

Nokta: Beş parti bir araya gelecek, yeni bir cephe oluşturulacağı açıklandı. Geçmiş cephe deneyimlerini de dikkate alarak şunu sormak istiyorum; yeni cephenin ayakları yere basacak mı?

Talabani: Biz Kürdistan Cephesi'ni oluşturarak, halkımızın siyasal ve askeri mücadelesini yükseltmek istiyoruz; yeni cephenin ayakları yere basacak mı? Talabani: Biz Kürdistan Cephesi'ni oluşturarak, halkımızın siyasal ve askeri mücadelesini yükseltmek istiyoruz; yeni cephenin ayakları yere basacak mı? Talabani: Biz Kürdistan Cephesi'ni oluşturarak, halkımızın siyasal ve askeri mücadelesini yükseltmek istiyoruz; yeni cephenin ayakları yere basacak mı?

de birleştirmek istiyoruz. İnancım o ki, cephe ayakları üstüne basacaktır. Çünkü bunun hem olanakları, hem de zorunluluğu vardır.

Nokta: Ulusal Kongre'yi savunduğunuz biliniyor. Bu konudaki girişimleriniz bölge ülkeleri tarafından engelleniyor mu?

Talabani: Biz şu aşamada "Ulusal Kongre" için görüşme ve koordinasyonun gerekliliğini savunuyoruz. Evet, engeller vardır. Ama bu engeller bölge devletlerinin yanında ve bunlardan önce kimi Kürtlerden kaynaklanıyor. Bazı Kürt önderliklerinin düşünceleri yereldir, otarsiktir. Onlar bu tür bir girişimle, ilişkide oldukları devletleri kızdırmaktan korkuyorlar.

Nokta: Cephe bildirgesinde de Kürtler üzerinde oynanan uluslararası komplolardan söz ediliyor. Bunu biraz somutlaştırır mısınız?

Talabani: Kürt kurtuluş hareketinde uluslararası komplolar çoktur. Seykıs-Bıko komplosu, Siver, 1. Dünya Savaşı sonrası imzalanan Lozan Antlaşması. Daha sonra Kürdistan'ın bölünme komplosu. Hatta Sadabat ve Irak-Türkiye ittifakı, İngiltere ve ABD'nin Şah'la anlaşarak Mehabat Kürt Cumhuriyeti'nin 46'larda yıkılması. Ve son olarak Cezayir Antlaşması bu komplolara örnek verilebilir.

Nokta: Ortadoğu'da İran İslam Devrimi'nden sonra İslam'a büyük bir yöneliş olduğu ileri sürülüyor. Siz bu konuda ne düşünüyorsunuz?

Talabani: Ben bu görüşe katılmıyorum. İslam'ın insanlık üzerindeki geniş etkisi, onun ulvi yapısından dolayı. İslam, ona iman edenleri, kendi koruyuculuğu altına alır ve yönetir. Öte yandan, İslam halklarının geniş bir kesimi mazlum ve mahrumdur. Onlar zulüm ve mahrumiyet karşısında, siyasal parti ve fikirlerin, onlara gerekli alternatifleri sunamamaları, onları tekrar İslam'a yöneltiliyor.

Halkların istemi özgür, demokratik ve mutlu bir yaşamdır. Bu talebin gerçekleşmesi ve buna uygun alternatiflerin fiilen sunulması gereklidir.

Nokta: Kürtler, Ortadoğu'da ilginç bir durum sergiliyorlar. Siz ve diğer Iraklı Kürt hareketler İran'dan destek alıyor, İran KDP'nin ise Irak'tan destek aldığı ileri sürülüyor. PKK'nın ise İran ve Suriye'den destek aldığı söyleniyor. Bir yanda böylesine karmaşık bir ilişki, diğer yanda ise bağımsızlık için aynı ülkelere karşı sürdürülen bir mücadele söz konusu. Siz bu durumu nasıl değerlendiriyorsunuz?

Talabani: Ben başkalarının ülkelerle ilişkilerine karışmak istemiyorum. Ama anımsayın. Biz ve Kürt halkı 12 yıldır vahşi bir jenosit politikasına maruz kalmışız. Yok etmek isteniyoruz.

Öte yandan ise, Irak hükümetinin İran Cumhuriyeti'ne silahlı saldırısı yayılmacı özellikler taşıyor. Tüm bunlardan dolayı, Kürt ulusu ve İslam Cumhuriyeti'nin çıkarları

ri, Etilak Partisi'nin yayılmacılığına karşı birlikten geçiyor. Doğal ve mantıklı olan karşılıklı yardımlaşma ve ortak düşmana karşı çikarlarımız doğrultusundadır. Bu ittifak ortak zaferimiz gerçekleştirilene kadar, anlaşığımız çerçevede sürdüreceğiz. İslam Cumhuriyeti'yle ittifakımız ve ilişki tecrübemiz açık ve anlaşılabilir. Biz stratejinin asıl olduğunu, taktiğin ise bunun hizmetinde olduğunu unutuyoruz.

Nokta: Sosyalist misiniz?

Talabani: Ben demokrasiye ina-

nan bir ihtilalciyim. Sosyalizm ise özünde demokratik çağdaşıktır.

Nokta: Gorbaçov'un Glasnost politikası konusunda ne düşünüyorsunuz?

Talabani: Bana göre, yoldaş Gorbaçov'un "Açıklık" politikası SSCB'nin gelişiminde gerçekçi ve zorunludur. Sovyet toplumunun hedeflerinin gerçekleştirilmesi, toplumun ilerlemesi ve uluslararası barış için bu politika gereklidir. Umudum bu hareketin Kurt halkının kurtuluşa mucadelesine bir-esin kaynağı olmasıdır.

Nokta: Kadın hakları konusun-

da düşüncelerinizi öğrenebilir misiniz?

Talabani: Kadınların erkekler karşısındaki tüm haklarını vermek ve eşitliğini tanımak gerekir. Bu gerçekleştirilirken de, kadının kurtuluşu, eşitliği ve hakları sözde kalmamalıdır.

Nokta: Eşinizle siyasal konuları tartışır mısınız?

Talabani: Evet, eşimle siyasal konuları konuşur ve tartışırım. Görüş alışverişinde bulunurum. Çeşitli konularda anlaşamadığımız olsa da, çoğunlukla temel konularda anlaşırız.

Nokta: Kitap okumayı sever misiniz?

Talabani: Bence bir demet gül, her zaman bir gülden güzeldir. Bundan ötürü de, ben birçok kitabı severim. Örneğin, felsefe, sosyalizm, tarih, devrim, savaş, şiir, çağdaş siyaset; Lenin, Mao ve Nehru'nun kitaplarını ilgiyle ve severek okurum. Ayrıca askeri anılar, Muhammed Hasaney Heykel, Şair Cevahiri ve Kürtleri ilgilendiren tüm kitaplardan söz etmeliyim.

Kitap okurken kafamı, kitabın felsefi ve slogançı yapısına vermeyi uygun bulmuyorum. Açık fikirliliğe ve geniş bir ufkun insana has olduğuna inanıyorum.

nokta 6.12.87

HAKKÂRİ / AŞİRETLER PKK'YA KARŞI

Jirki muamması

1975 yılında yedi güvenlik görevlisini öldürüp dağa çıkan ve halen aranan Jirki aşireti liderlerinin iddiasına göre, güvenlik kuvvetleri yörede kendilerini PKK'ya karşı koymakla görevlendirdi. Aşiretin hâkim olduğu Beytüşşebap'ta hiç olay olmaması, Jirkilerin "ikili" oynadığı söylentilerine yol açıyor.

"Evet, o olayda ben de vardım. 12 yıl kaçak olarak yaşadım. Sonra komutanlar beni çağırdı ve silah verip PKK'ya karşı bölgenin savunmasından sorumlu olduğumuzu söylediler. Ben de seve seve kabul ettim. Verdikleri silahlardan başka kendi silahlarımız da var. Devlet izin verdikçe kullanacak, geri isteyince de iade edeceğiz. Biz devletimize son derece bağlıyız. 1975 yılındaki olay arzumuz dışında meydana geldi. Kimsenin tasvip etmediği bir olaydı."

man'ı çağırılmıştı. Asker kaçağı olsa da Adıyaman, kaymakam beyin en ha dostuydu.

Yalı z kaymakam değil, yöredeki herkes Ahmet Ağa'yı sever, ondan çekinirdi. Araya girdiği hiçbir kan davası devam etmez, sözleri kanun sayılırdı.

Hiç kuşkusuz Kaymakam Alp-

larına rağmen tutuklayacaktı.

Ahmet Ağa, gelen "devlet bükükleri"ni sıcağın ilgilie karşıladı. Savcı Cadur'un bu ilgiye cevap çok sertti: "Seni tutukluyorum." İddiaya göre savcı, bununla da kalmamış, "Acele etmeyin, gelin içerde bir çayımı için, sonra konuşuruz" diye karşılık vererek koluna giren Ahmet Ağa'nın kafasına tabancasının dıçığı ile vurmuştu. Bir aşiret reisi için bundan

Nokta muhabirinin konuk kaldığı eve, özel otosu içinde, belinde tabanca, arkasında elleri otomatik tüfekli üç muhafızla gelen Jirki aşireti lideri Tahir Adıyaman 30-35 yaşlarında görünüyordu. Ufak yapılı, ama yakışıklıydı. İki eşi ve dört çocuğu vardı. Anlattıkları, son zamanlarda hayli revaçta olan "PKK'ya karşı aşiretler" formülünün düşüncede kalmadığını açıkça ortaya koyuyordu. Ama "Jirki muamması" yalnızca bir aşiretin devlet tarafından doğrudan doğruya PKK'nın kaşısına konulmasından ibaret değildi. Jirkilerin, bir anlaşmazlık yüzünden komşu Go-

doğan, böyle bir kişiyi düşününe baş konuk olarak davet ederken birtakım dedikoduların çıkabileceğini de hesaba katmış, ama bunu göze almıştı.

Ne var ki, tüm bu gelişmelere içerleyen bir kişi vardı ilçede: Cumhuriyet Savcısı Abdurrahman Cadur. Devletin "koskoca" bir kay-

daha kotu bir şey olamazdı. Bir yandan kanlar içindeki başını tutarken, bir yandan da tüfeğini kaptığı gibi ateş etmeye başladı. Tabii, aşiretin öteki üyeleri de... Sonuç ür-kütücüydü. Çatışmada Ahmet Ağa ve yedi jandarması eri oracıkta ölmüş savcı ile yuzbaşı kendilerini YSF aracına atarak canlarını kurtarıyorlardı.

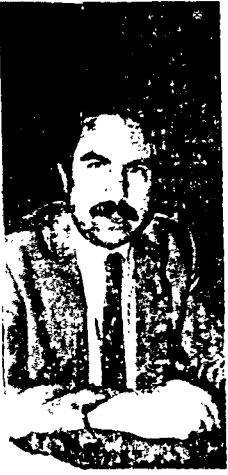
Dünya'nın en uca köşelerinden biri olan bu küçük ilçedeki olay ki-

yan aşireti ile çatışmaya girmesi ve bu çatışmalarda, gazetelerin yazdığına göre, devletin kendilerine verdiği silahları kullanmaları bile "muamma"ya küçük bir katkı sağlıyordu sadece. Jirki olayını inanılması zor bir gariplik haline getiren şeyi anlamak için bundan 12 yıl öncesine, 1975 yılının Eylül ayına kadar uzanmak gerekiyordu...

12 yıllık kaçış başlıyor. Eylül 1975. Hakkârî'nin Beytüşşeban ilçesi kaymakamı Orhan Alpdoğan, oğlu için dillere destan türünden bir sünnet düğünü düzenlemiş, baş konuk olarak da yörenin en güçlü aşireti Jirkilerin reisi Ahmet Adıya-

makamı ile "asker kaçağı bir köylü"nü bu denli sıkı fikriliğini bir türlü hazmedemeyen savcı, bir gün jandarma komutanı ile bir müfreze jandarmayı yanına alıp, Ahmet Ağa'nın oturduğu Tuzluca köyünün yolunu tuttu. Kesin kararlıydı. Asker kaçağı Ahmet Adıyaman'ı yörede saygı uyandıran bütün sıfat-

sa zamanda bütün Türkiye'ye yayılmış, dünyanın önde gelen ajanslarının da haber bültenlerine girmişti. Jirki aşiretinden eli silah tutan herkes dağdaydı artık.



H. Kozakçıoğlu

Aşiret bireyleri bölgeyi öylesine iyi tanıyorlardı ki, güvenlik kuvvetlerinin aramaları hiçbir sonuç vermedi. İşte tam bu sırada devreye Hürriyet gazetesinin Güneydoğu temsilcisi Aziz Korkmaz girmiş, kaçaklarla temas kurmayı başarmıştı. Bu kadar değil. Gazeteci Korkmaz, günlerce süren temaslardan sonra kaçaklardan bir kısmını teslim olma konusunda da ikna etmiş, ilk partide iki kişi, Mehmet Yüce ile Mahmut Adıyaman 7. Ordu Kurmay Başkanı ile MIT Bölge Komutanı'nın ellerini opereterek teslim olmuşlardı.

Bundan sonraki gelişmeler pek iç açıcı değildi. Önce Gazeteci Korkmaz saibeli bir trafik kazasına kurban gitmiş, ardından da olayları başlatan Cumhuriyet Savcısı Abdurrahman Cadur, can güvenliği olmadığı gerekçesiyle gönderildiği Gemerek'te meçhul kişiler tarafından kurşun yağmuruna tutularak öldürülmüştü. Üstelik, birinci olayda Korkmaz'ı taşıyan otomobil MIT'e aitti ve kazanın şekli kafa-ları bulandıracak turdendi. Nitekim Hürriyet gazetesi de olayla ilgili yayınında, kazada MIT parmağı olduğu iddiasından söz ediyordu.

Devlet: Hem peşinde, hem ricacı. Tüm bu olaylar bir süre sonra bir sis perdesinin arkasında kaybol-

muş, Jirkiler unutulmuştu. Taa ki, bu aşiretin, 1987'nin başlarında başka bir aşiretle silahlı çatışmaya girdiği biçimindeki söylentilerin çıkmasına kadar...

Hiç kuşkusuz burada ilgi çekici olan nokta, herhangi bir aşiret üyesinin köy korucusu olması değildi. Doğu, bir aşiretler denizi olduğuna göre, köy korucularının bir kısmının aşiret üyesi olmasından daha doğal ne olabilirdi? Burada ilginç olan nokta, reisi kanun kaçağı olan bir aşiretin üyelerinin korucu olmasıydı. Çünkü aşiret yasalarına göre, aşiret reisinin izni olmadan bir aşiretin herhangi bir üyesinin herhangi bir eylemde bulunması mümkün değildi. Geriye tek olasılık kalıyordu: Devletin doğrudan doğruya Jirki aşireti reisi Tahir Adıyaman'la temas kurup "ricacı" olması.

Nitekim Tahir Ağa, kendisine ulaşan **Nokta** muhabirine kaçaklığının sürdüğünü, ama buna rağmen güvenlik yetkililerinin kendisine bölgeyi PKK örgütüne karşı savunma görevi verdiklerini öne sürüyor, kendisinin de bunu memnuniyetle kabul ettiğini söylüyordu.

Ancak, "PKK örgütünü bölgede barındırmayan tek aşiret reisi" sıfatıyla güvenlik kuvvetlerinin nezdinde büyük sükse yapan Tahir Adıyaman, düşmanlarına göre "ikili" oynuyordu. Bu iddialara göre PKK, Jirkilerin yaşadığı Beytüşşebap bölgesinde eylem yapmayacak, buna karşılık kendilerine ait köy ve mezralarda rahatça gezebileceklerdi. İddiacılar, PKK'nın Jirkilerin yaşadığı yörede hiç eylem yapmamış olmasını iddi-

alarına kanıt olarak gösteriyorlardı.

Peki, 12 yıl önceki olaylara karışıp dağa çıkan ve o gün bu gündür teslim olmayıp aranan kaçakların durumu neydi? Bunlar arasında da korucu olanlar var mıydı? Güneydoğu Anadolu bölgesinde her şeyin kendisinden sorulduğu Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da "Jirki muamması"ni çözemiyor, **Nokta** muhabirinin konuya ilişkin sorusunu samimi bir ifadeyle şöyle yanıtlıyordu: "1975 yılındaki Jirki aşireti-güvenlik kuvvetleri çatışmasını çok iyi hatırlıyorum. Yedi jandarma eri ve aşiret reisi öldürülmüştü. Ben de o olaylara gitmiş, orada bulunmuş-tum. Kaçaklardan ikisi teslim olmuş, Isparta Cezaevi'ne konmuştu. Şimdi bunlar cezalarını tamamlayıp tahliye oldular. Ama diğerleri, yani şimdiki aşiret reisi ile yakınları kendilerini ele vermediler. Şu anda bu adamlar kaçak mı, yoksa köy korucusu mu, gerçekten bilmiyorum."

Jirkilerin durumu ne? Yöredeki pek çok insan gibi, Bölge Valisi Kozakçıoğlu da bu sorunun cevabının peşinde şimdi ●

nokta

Komutanlar beni çağırıyor ve..

Fikriyiz yıldır Adıyaman ailesinin yedi üyesinde yaşayan Jirki aşireti Tuzluca civarında bir nüfusa sahip. Üyeleri, aslında nüfusu 1 milyonu geçen ve lideri SHP Van İl Başkanı Abdurrahman Özbek olan "Ertuğu" aşiretinin bir kolu. Tipki Memhura, Gevda, Gravya, Şida, Şerefa, İzida, Zevki, Hulya ve Mırmıda gibi... Jirkilerin lideri Tahir Adıyaman, Nokta muhabirinin sorularını yanıtladı.

Nokta: Goyan aşireti ile neden çatıştınız?

Adıyaman: Goyan aşiretine mensup bir kişi, Jirkilerin bölgesine giren Bolağaç köyünün 200 metre yakınındaki çayda ölü bulundu. Goyanlar bu olaydan Jirkilerin sorumluluğunda. Arada bazı ufak tefek ihtilaflar da olunca, olay patlak

verdi. Goyanlar bize savaş açtılar. Benim adamlarım da karşılık verince olay büyüdü.

Nokta: Siz o arada ne yapıyorsunuz?

Adıyaman: Ben olayı yatıştırmak için büyük çaba harcadım. Devlet büyüklerini, Hakkâri, Beytüşşebap ve Uludere ileri gelenlerini araya sokup çatışmayı güçlükle durdurdum. Karşı tarafa kendicimden para yardımı yaptım. Amacım kan dökülmesini önlemektir.

Nokta: Goyanlar, güvenlik kuvvetlerine yaptıkları başvuruda, sizin köy koruculuğu için aldığınız silahları kullandığınızı iddia etmişler. Doğru mu?

Adıyaman: Her iki taraf da eline geçirdiği silahları kullanmış. Hangi silahlar olduğunu ben bilemem.

Nokta: Bölgede, ikili oynadığınız, PKK örgütü ile gizli anlaşmanız olduğu söyleniyor. Cumhuriyet gazetesi de yazdı. Buna ne diyorsunuz?

Adıyaman: Böyle bir söylenti ol-

duğunu ilk defa sizden duyuyorum. Ben ve aşiretimin tüm bireyleri devletten yanayız. PKK'ya bu bölgede asla göz açtırmayız. Bizden çekindikleri için buralara gelip eylem yapamıyorlar. Jirki aşiretini 200 yıldan beri benim ailem yönetiyor. Ailem her zaman devletten yana tavır aldı. Kadın ve çocukları öldüren insanlarla bir olamam. Hıristiyan olurum da PKK yanlısı olamam. PKK'lıyı gördüğüm yerde vurur, gebertirim.

Nokta: 1975 yılında oturduğunuz Tuzluca köyünde bir olay oldu. Ağabeyiniz Ahmet Adıyaman ve 7 jandarma eri öldü. O olayda siz de vardınız. Gelişmeleri anlatır mısınız?

Adıyaman: Evet, o olayda ben de vardım. 12 yıl kaçak yaşadım. Sonra, komutanlar beni çağırıyor ve silah verip PKK'ya karşı bölgenin savunmasından sorumlu olduğumuzu söylediler. Ben de seve seve kabul ettim. Verdikleri silahlardan başka kendi silahlarımız da var. Devlet izin verdiğçe kullanacağız. Geri isteyince de iade edeceğiz. Biz

devletimize son derece bağlıyız. 1975 yılındaki olay, arzumuz dışında meydana geldi. Kimsenin tasvip etmediği bir olaydı.

Nokta: PKK militanları ile hiç temasınız oldu mu? Ya da onlardan böyle bir teklif geldi mi?

Adıyaman: Hiç temasım olmadı. Şimdiye kadar yalnızca 1985 sonunda bir köyümüze girip eylem yaptılar. Dilek yolu köyünde aşiretimize mensup Müdür Öztunç'un evini bastılar. Müdür Öztunç yaralandı, kardeşi Tahir öldü. 1986 yılında da iki şantiyeyi basıp yol yapım araçlarını yaktılar. Onun dışında hiçbir eylemleri olmadı. Bir de bir mensubumuz genç onlara katılmıştı. Onu yakalayıp kendileriyle güvenlik kuvvetlerine teslim ettik. Cezasını çekip hapisten çıktı. Şimdi evinde oturuyor.

Nokta: Bölgenin güvenliği görevinizi nasıl yürütüyorsunuz?

Adıyaman: Günün 24 saati çeşitli yerlerde nöbet tutuyoruz. Yollar-da, dağlarda, köylerde her yerde. Gördüğümüz yerde PKK'lıyı vururuz.

Koruculuk kâbus oldu

Zorla korucu yapılmak istenen bazı köylüler ve baskı altındaki muhtarlar köylerini terk ediyor

Burada yaşamak isteyen insanların ilk önce içlerine sinmiş olan korkuyu yenmeleri gerek. Yoksa yaşamak mümkün değil." Mardin'e bağlı Gercüş ilçesinin eski Belediye Başkanı Adnan Ekmen, yalnız kendi ilçesi için değil tüm Güneydoğu için bu tanımlamayı yapıyor. Gerçekten de yörede "korku" elle tutulabiliyor. Mardin çevresi, fiili sokağa çıkma yasakları, bir yerleşimden ötekine konvoyla gidilmesi, koruculuk için köylülere yapılan baskılarla bunun en canlı örneklerini veriyor.

Muhtarsız köyler

Yolüstü Karakol Komutanı Başçavuş Orhan, bütün köylüleri meydana toplamış, şunları söylemişti: "Ya bu silahları alacaksınız ya da buradan çekip gideceksiniz. Yoksa sizi yavaşlamam." Mardin'in pek çok ilçesinde, zorla korucu yapıldığını ya da yapılmak istendiğini söyleyenlere rastlamak mümkün. Aynı nedenle, Mardin'in köylerinin birçoğunda şu anda muhtar yok. Çünkü, jandarmaların korucu bulmak için ilk zorladığı kişiler muhtarlar. Bu baskılardan yıp köyü ilk terkedenler de yine onlar. Midyat'ta müteahhitlik yapan Faruk Midyat, "Ben Gercüş'te, bir partinin ilçe başkanı olan akrabamın evinde kalıyordum. Gece D. köyünün muhtarı gelip evin sahibine sığındı. 'Askerler köyde korucu olacaksınız diye sıkıştırıyorlar korkuyorum' dedi. Yani oluyor böyle şeyler" diye anlatıyor. Gidemeyenler ya koruculuğu kabul ediyor ya da Avukat Şehmuz Miroğlu'nun söylediği gibi, "Çeşitli bahanelerle köye operasyon yapan askerlerin hakaretlerine ve dayaklarına katlanmak zorunda kalıyor."

Anlatılanların araştırılması için köylere gidilmeye kalkıldığında, ilk engel olarak pek çok köye askerlerin yerleşmiş olması karşınıza çıkıyor. Bu köylere girilemiyor. Askerler gittikleri köylerde okullara yerleşiyorlar. Köyde buldukları süre içinde, fiilen, gece sokağa çıkma yaşağı uygulanıyor. Bunun en çarpıcı örneği Dereici köyünde yaşananlar. Hayvancılık yapan köylüler, akşam topladıkları sürüden eksik olan hayvanları aramaya çıkmadıkları için, birçok koyuna kurtlara yem olmaktan kurtulamadığını anlatıyorlar. Ömerli ilçesinin köylerinde de hava karardıktan sonra ulaşımın durduğu ve kimsenin bu köylere gidip gelemediği anlatılıyor.

Askerlerin bulunmadığı bazı köylere, yol kesmeler, aramalar, kimlik kontrollerinden sonra gitmeyi başar-

dığınızda, köylülerin meraklı ve korkulu gözleri sizi karşılıyor. Köye bir yabancı gelmesi, çok zaman ardından bir dizi sorunun gelmesi anlamına geliyor. Bu yüzden çocuklara, tanımadıkları kimselerle konuşmalarını sıkı sıkı tembih ediliyor. Çünkü, her an "teröristlere yardım ettikleri" suçlamasıyla karşı karşıya kalabilirler. İhbarcılığın had safhaya vardığı bir ortamda bu korkularına hak vermemek mümkün değil. Nusaybin'den H., "Asker birini evinden alacağı zaman, kapıyı aynı köyden bir başka kişiye çaldırıyor. Böylece ihbarcılık şüphesi beslemiyor" diye anlatıyor.

Köylerden göç

Hava karardıktan sonra girdiğimiz köyde ilk korkulu karşılaşmadan sonra bir ev misafir ediyoruz. Çoğu köy korucusu olan bir toplulukla. bazen yanımızdakilerin Kürtçe tercümelerine başvurarak sohbet başlıyoruz. Genç bir köy korucusu anlatıyor "Köyün tek traktor sürücüsüyüm. Korucu olmamak için bir av kaçtım. Köye gelmedim. Fraktörün bir sürü borcu var. Çalışmazsam nasıl ödenecek? Sonunda mecbur kaldım korucu oldum. Bana 80 bin lira maaş veriyorlar, ben sotöre 120 bin lira odurorum." Bir diğeri anlatıyor: "Komutana dedik ki, biz fakir adamız, silah namustur, biz değil köyü, verdiğiniz bu silahı bile koruyacak durumda değiliz. Ama dinlemedi."

Henüz korucu olmamış bir başka köylü anlatıyor: "Beni görürlerse peşimi bırakmıyorlar. 'Madem ki silah almadın o zaman evini köyden taşıyacaksınız' diyorlar. Askerler köye geldiklerinde ya kaçıyorum ya da saklanıyorum." Köylüler şimdiye dek uç ailenin bu yüzden köyden taşındığını, iki ailenin de köyde kalmadıklarını ve evlerine gizlice gelebildiklerini anlatıyorlar. Anlatılanlar sadece bu köye mahsus değil. Gercüş eski Belediye Başkanı Ekmen, "Yöredeki pek çok köyden göçeden aileler oldu. Hattâ bir köyün muhtarı köyden çıkacağını söyleyerek, borçla da olsa hayvanlarına alıcı bulmamı istedi" diye anlatıyor. Diyarbakır'da konuştuğumuz taksitli şoförleri, yalnız Mardin'de değil, kendi köylerinde de göçlerin görüldüğünü belirtiyorlar.

Mardin bölgesinde hemen herkesin şikâyetçi olduğu bir konu da konvoy uygulaması. Hava karardıktan sonra Mardin'in ilçelerine gitmek isteyenler, ilçe yollarında, belli merkezlerde, kimi zaman yedi saate kadar varan sürülerle bekletiliyorlar ve konvoy ha-

linde yola çıkartılıyorlar. Özellikle Gercüş yolu üzerinde iki tankerin yakılmasından sonra bir güvenlik önlemi olarak başlatılan bu uygulama, amacına ters sonuçlara yol açıyor.

Taksi şoförü Mahmut, "Bir kere konvoyla yakalanmıştım. Başta askeri araç gidiyor, ama sondaki araçlar korumasız, adamlar gelip bir sürü arabayı soydular" diye anlatıyor. Avukat Şehmuz Miroğlu, "İnsanlar saatlerce arabalarından indirilmeden, aç, susuz, uykusuz bekletiliyor. Kışın bir de soğuk var" diyor. Batman'da görevli bir doktor, askerlerin konvoy için bekleyenlere kötü muamelesinden şikâyet ediyor. TEK şoförü Nurettin, konvoyun tehlikeyi daha çok davet ettiğini savunuyor: "Adamlar saldırmak isteseler aynı anda bir sürü arabayı vurabilirler." Mardin Valisi Alaattin Turhan ise, daha önce bazı şikâyetlerin olduğunu belirtiyor: "Tugay Komutanı'na söyledim, küçük araçları ve isteyenleri bırakın dedim. İhtiyari olması gereken bir uygulama. Ne kadar etkili bir önlem olduğu tartışılabilir. Şimdilik özellikle tankerler için bu uygulama devam edecektir."

Bölgeye sinen korku, köylerde, ilçelerde, şehirlerde farklı suretlerde ortaya çıkıyor. İnsanlar konuşmaktan, resim çektirmekten, özellikle isimlerinin yazılmasından kaçınıyorlar. Ama, "Sen gidip yazacan, sonra biz ne olacağız" diyenlere, köyün çıkışına kadar gelen genç korucu karşılık çıkıyor: "Abi ne olur bunları yazın artık, dayanacak güç kalmadı." □

KEMAL CAN/Mardin

Mardin Valisi Turhan

"Zorla korucu olan bana gelsin"

Mardin Valisi Alaattin Turhan "zorla koruculuk" üzerine YeniGündem'in sorularını cevapladı:

● Bölgedeki birçok köyde köylüler, koruculuk yapılmaları için jandarmanın kendilerini baskı yaptığından şikâyet ediyorlar.

Turhan— Kesinlikle böyle bir şey yok. Zaten bu bir itimat işi. Zorla yapılan koruculuktan bir fayda geleceğine ben inanmıyorum.

● Askerler, "Sizin köy için şu kadar silah belirledik. Ya bu kadar korucu gönüllü çıkar, ya biz zorla veririz" diyorlarmış.

Turhan— Bir köyde üç dört kişi çıkıyor gönüllü, biz bunları bek-

letmek için 10 tane asker koymak zorunda kalıyoruz. Bu yüzden bir köyde en az 10 korucu olsun dedik. Şimdi, bir köyde beş tane çıkıyor, jandarmadaki alt kademeler de muhtara, "Bize beş kişi daha bul" diye telkin yapıyordu.

● Korucular da, nasıl korucu yapıldıklarını anlattılar.
Turhan— Bizim prensibimiz dışında askerin bir uygulaması var-

sa bilemem. Biz bazen dağdaki adamın ne yaptığını bilemiyoruz. Ben gönüllü koruculuğa inanıyorum. Ancak, oradaki astsubay, "Filan köy aldı, bunlar niye almıyor, şunları biraz sıkıştırayım" diye bir zihniyete girmez de diyemem. Ama ben bunları bilemiyorum. Sizin böyle bir tespitiniz varsa söyleyin bana gelsinler, ben onları affedeyim. Söz, ben hallederim. □

İnsan Haklarına yeni darbeler

İşkenceye devam!

Ankara'daki seyyar işkenceciler beraat etti; işkenceye karşı Avrupa sözleşmesine Türkiye imza koymadı.

"Türkiye 'İşkence ve Kötü Muamele ile Mücadele Sözleşmesi'ni imzalamadı." "İnsan Hakları Kurultayı 10-17 Aralık tarihleri arasında yapılacak." "Ankaralı seyyar işkenceciler beraat etti." Üç haber, üç başlık. Bu üç haber geçen haftanın insan hakları gündemini oluşturuyor.

İmzalamadı, çünkü...

Türkiye'nin kapısında beklediği Avrupa Topluluğu'nun siyasi organı Avrupa Konseyi 1980 yılında işkence konusunda özel bir çalışma başlattı. Konsey'in amacı "işkence insanlık suçudur, aman n'olur yapmayın"ın ötesine geçecek bir şeyler yapmaktır. Bu niyetle başlayan çalışmalar Birleşmiş Milletler'in hazırladığı "İşkenceye Karşı Uluslararası Sözleşme"nin benimsenmesiyle somut tedbirlerin alınmasını sağlayacak çalışmalara dönüştü. Ve nihayet 27 Haziran 1987'de Bakanlar Komitesi'nin kabul ettiği "İşkence ve İnsanlıkdışı ve Onur Kırıcı Davranış ve Cezanın Önlenmesi Avrupa Sözleşmesi" başlığını taşıyan bir metin ortaya çıktı. Artık iş "Ben Avrupalıyım" diyen ülkelerin metni imzalamasına kalmıştı.

Ama nedense 26 Kasım'da imzaya açılan metni Türkiye imzalamadı. Türkiye'nin "hayır ben imzalamıyorum" tavrına bir tek İrlanda katıldı. Peki Türkiye neden imzalamamıştı? Bu davranışın altında "Biz insan haklarına saygılı bir ülkeyiz, bizde işkence işkence olmaz" iddiası olabilir miydi?

Türkiye'nin son yedi yılını bilen böyle bir iddiayı duyunca birakın büyük altından gülmeyi, kahkahadan çatlayabilir. Zaten Türkiye'yi temsil eden Vahit Halefoğlu da böyle bir şey yapmadı. Halefoğlu, hedef şaşırtıp konuyu Bulgaristan'daki Türklere getirdi.

Canlı mı canlı bir örnek

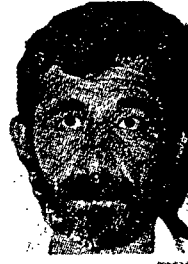
YeniGündem'in 67. sayısında yer alan "Seyyar İşkenceciler" başlıklı

haber Türkiye için sıradan değilse bile, alışıldık bir haber türüydü. TKP davası sanıklarından Yaşar Erdal Tümtürk yargılanmış ve tahliye olmuştu. 4 Haziran gecesi saat 21 sularında sivil bir Renault tarafından alınarak Ankara'nın değişik semtlerinde, değişik ol-

mayan işkencelere maruz kaldı. Buraya kadar yeni olan bir tek şey vardı: İşkenceler açık havada yapılıyordu.

Gölbaşı yakınlarındaki bir işkence durağında Tümtürk'ün feryatlarını duyan Yuva Köyünün muhtar vekili Zennur Bilgin olaya müdahale etmiş, bir iki yumruk ve tehditle "olay" yerinden savuşturulmuştu. Zennur Bilgin daha sonra karakola başvurup "seyyar"lardan şikayetçi oldu. Yapılan işkenceleri doktor raporu ile belgeleyen Erdal Tümtürk gözleri bağlı olduğu için polisleri görememişti, ama o da davacıydı. Muhtar vekili Bilgin önce resimlerden, sonra canlı olarak "seyyar" polisleri teşhis etti. İş mahkemeye kalmıştı.

Duruşma günü geldi çatı. Ama ne hikmetse, olayın gözleri açık tek ta-



Tümtürk — Açık havada işkence.

nığı iki kez tanıdığı polis memurları Murat Doğan ve Zeki Ateş'i üçüncü görüşünde tanımıyordu. Bu durum savcıyı bile kızdırmıştı. Çünkü daha önceki ifadelerinde yaptığı teşhislerin doğruluğuna ilişkin "yemin billah"lar vardı. Ve duruşma sonuçlandı: "Delil yetersizliğinden işkence iddiası ile yargılanan polis memurları ...nın beraatine."

İzin verilirse

İnsan Hakları Derneği 10-17 Aralık tarihleri arasındaki "İnsan Hakları Haftası" kapsamında Türkiye'nin ilk "İnsan Hakları Kurultayı"ni gerçekleştirecek. Kurultaya çok sayıda bilim adamı, yazar ve hukukçu katılacak. Helsinki İzleme Komitesi'nden Prof. Erik Siesby ve Jeri Laber, Uluslararası Af Örgütü'nden Helmut Oberdiek, Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu'ndan Michel Blum, Helsinki Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu'ndan Gerald Nagler, Danimarka eski Adalet Bakanı Ole Esperson da kurultaya davetli. Ancak bir şartla: İçişleri Bakanlığı izin verirse... Ya vermezse? Sözleşmesine imza bile koymadığımız bir konuda eleleme mahcup olacak değiliz ya...



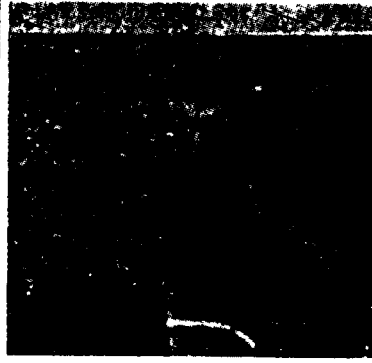
Halefoğlu — Bu sefer imza atmadı.

İngiliz yazar, kendini "hapsetti"

Maraşlı için eylem



Vicdan Kafesi — Clara Francis: "Maraşlı'ya karşı vicdan borcumu ödüyorum."



Recep Maraşlı — Alemdağ Cezaevi'nde

Recep Maraşlı, 36 yıla mahkûm; Levko Lukyenko, 25 yıldır tutuklu... Biri Türk, diğeri Sovyet vatandaşları iki siyasi tutuklunun birlikte anılmasının nedeni, yazar ve yatçı Clara Francis'in İngiltere'de Londra'nın Covent Garden'ında yaptığı ilginç eylemdi. Clara Francis "Vicdan Kafesi" adını verdiği demir parmaklıklar ardından şunları söylüyordu: "Bu iki kişinin de aralarında bulunduğu binlerce siyasi tutukluya karşı vicdan borcumu ödüyorum." Bu değişik protesto eylemini Recep Maraşlı'yı 1986'da "Yılın Mahkûmu" ilan eden Uluslararası Af Örgütü organize etmişti.

Bir garip adalet serüveni

Bundan önce Avrupa kaynaklı birkaç değişik "özgürlük kampanyası"na konu olan Recep Maraşlı'nın cezaevi hayatı, 1979'da başladı. Sahibi olduğu Komal Yayınları'ndan basılan Celadet Ali Bedirhan'ın *Mustafa Kemal Paşa Hazretlerine Açık Mektup* ve Lucien Ramboud'un *Kürdistan 1918-46* adlı kitapları nedeniyle İstanbul Sıkıyönetim Komutanlığı'nca tutuklandı. Sekiz ay tutukluluktan sonra serbest bırakıldı. Maraşlı'nın özgürlük günleri fazla uzun sürmedi.

1982'de yine Komal Yayınları tarafından basılan bir derleme nedeniyle tutuklandı.

Recep Maraşlı'nın ömrünün geri kalan kısmını cezaevlerinde geçirmesine yol açan "suç"u, iki kitap + bir derleme değildi. Peki, Maraşlı başka ne suçlar işlemişti? Tek bir "suç"u vardı: Kendini savunmak... İki kitabı için açılan davalarda savunma yaparken "savunma suçu" işledi ve toplam 19 yıl 6 ay ağır hapis cezasına mahkûm oldu. Derleme ve onun savunması için verilen ceza ise 4 yıldır.

Ceza sağınağı daha sonra da devam etti. Maraşlı 1983'te Diyarbakır Cezaevi'ne gönderildi. Daha önceki iki davada "tek başına illegal örgüt" olmakla suçlanan Recep Maraşlı hakkında, bu kez de "ayrılıkçı bir örgüt-

te üye olma" iddiasıyla dava açıldı. O yıllarda Diyarbakır'da adalet zor günler yaşıyordu. Siyasi davalara bakan avukatlar gözaltına alınıyor, "bu tür" davalara bakmamaları konusunda uyarılıyordu. TCK'nin 171/1 maddesine göre yargılandığı yeni dava, Maraşlı'nın 8 yıl hapse mahkûm olmasıyla sonuçlandı. Bu davanın da bir "savunma ekli" cezası vardı. "Savunma, varolmanın önemli bir şartıdır" diyen Maraşlı, yine kendini savunurken "suç" işledi ve 4 yıla mahkûm oldu.

Daha bitmedi

Ocak 1984'te Diyarbakır Cezaevi'nde başlayan ve 49 gün süren açlık grevine Recep Maraşlı da katıldı. Beş kişinin öldüğü ölüm orucu Maraşlı'nın vücudunda derin izler bıraktı. Yürüyemez, konuşamaz halde çıkarıldığı duruşmalardan sonra komaya girdi. Uluslararası Af Örgütü'nün 1985 yılı raporunda Maraşlı'nın kafasına vurulan darbeler nedeniyle görme ve denge bozuklukları olduğu yazılıyordu. 1986 yazında durumu daha da ağırlaştı ve kısmi felç geçirdi. Af Örgütü'nün 1986 raporunda Maraşlı'nın acilen bir beyincik ameliyatı geçirmesi gerektiği yazılıydı. Ancak Recep Maraşlı, savunmasında olduğu gibi sağlığı konusunda da "askerî engeller"le karşılaştı. Avrupa'da açılan özgürlük kampanyaları, Cumhurbaşkanı ve Başbakan'a yapılan kişisel başvurular da kâr etmedi.

Recep Maraşlı'nın başına gelenler bununla bitmedi. TCK'nin 171/1 maddesine göre aldığı 8 yıllık mahkûmiyet Askerî Yargıtay tarafından bozuldu. Yargıtay'ın gerekçesi, yargılamanın 171/1'e değil, 168/1'e göre yapılması gerektiği idi. Avukatı Serhat Bucak bu gerekçeyi ve Maraşlı'nın geleceğini şöyle yorumluyor: "Recep Maraşlı'yı TCK'nin 168/1 maddesi doğrultusunda mahkûm ettirme, yani silahlı çete kurmak ve yönetmek suçu ile dünya kamuoyuna lanse etmek ve böylece uluslararası platformda oluşan saygınlığını kırmak anlamına geliyor." □

YeniGündem
HAFTALIK HABER DERGİSİ

ABD raporlarında Türkiye ve üsler

1977'nin 27 Mart'ında ABD Temsilciler Meclisi Uluslararası İlişkiler Komitesi için hazırlanan "Akdeniz'de Birleşik Devletler Askeri Tesisleri ve Hedefleri", ayrıca 1980 yılında Alfred Friendly Jr. ve Hans Binnendijk tarafından aynı komite için hazırlanan "Stratejik Yerleşim ve Bölgedeki ABD Üsleri" adlı Yunanistan ve Türkiye'yi kapsayan raporlarda Türkiye'deki üsler ve işlevleri, ayrıca ABD'nin hedefleri şöyle tanımlanıyor:

Askeri hedefleri:

1977 tarihli raporun giriş bölümünde, *Akdeniz Bölgesinde ABD'nin Askeri Hedefleri* şöyle belirlenmiştir:

"ABD'nin Akdeniz Bölgesindeki Askeri Hedefleri esasen yıllardır hiç değişmemiştir. Bu temel hedefler şöyle sıralanabilir:

Genel Hedefler:

- 1- NATO devletlerine ve diğer Ortadoğu uluslarına karşı Sovyet silahlı saldırganlığını caydırıcı kılmak.
- 2- Caydırıcılığın başarılı olmadığı durumda, etkili bir savunmayı sağlayacak yeterli gücü planlamak.
- 3- Ortadoğu'da barışı ve istikrarı hi-maye etmek.

Ozgül Hedefler:

- 1- NATO'nun Güney Kanadı'nın gücünü korumak.
- 2- Hür Dünya'nın Akdeniz Bölgesi'ndeki ikmal yollarını korumak.
- 3- NATO dışında kalan dost devletleri, özellikle İsrail'i desteklemek.
- 4- Bir savaş zamanında Sovyetler Birliği'nin Süveyş Kanalı'nı kullanmasını engellemek."

ABD, bu hedefler doğrultusunda Akdeniz Bölgesi'ndeki birçok ülkede iki taraflı anlaşmalar ve antlaşmalar gereği aşağıdaki olanakları elde etti:

- ABD kuvvetlerini konuşlandırma,
- ABD kuvvetleri için askerî tatbikatlar,
- ABD kuvvetlerinin yasal ve idari statüleri,
- İstihbarat faaliyetleri,
- ABD kuvvetleri için harekât planları,
- Ve Ortak Kuvvet Komutanlıkları için harekât planları."

"ABD'nin Akdeniz Bölgesi'nde bugün faal statüde 199 askerî tesisi vardır. Bunun 61'i Türkiye'de; 24'ü Yunanistan'da; 58'i İtalya'da; 28'i İspanya'da; 2'si Fas'ta; 4'ü Fransa'da; 22'si Portekiz'dedir."

"Sovyetler Birliği'ne olan coğrafi yakınlığı, Karadeniz'den Akdeniz'e geçişi denetleyen Boğazlar üzerinde kontrol sahibi olması nedeniyle Türkiye NATO'nun değerli bir üyesi olduğu kadar ABD'nin de önemli bir müttfikidir..."

Geçmişte, Türkiye'nin ABD'ye verdiği askerî tesisler ABD'nin Sovyet hava ve deniz faaliyetlerini, füze ve nükleer silah testlerini ve de Türkiye'nin etrafını kuşatan Yakın-doğu'daki genel askerî faaliyetleri gereği gibi izlemesini sağlayan yararlı istihbarat toplama görevlerine olanak vermektedir. Türkiye'nin sağladığı diğer tesisler de ABD için savunma muhabere istasyonları için olduğu kadar taktik savaş uçakları için havaalanları ve Doğu Akdeniz'de seyreden deniz ve hava (ABD'nin) kuvvetleri için ikmal ve cephaneye depoları sağlamaktadır."

Türkiye'de ABD'nin 6 ana, 21 daha küçük üssünde görevli 7000 askerî personeli var...

Türkiye'deki ABD üsleri iki temel fonksiyona yerine getiriyor: Sovyet istilasına karşı caydırıcılık ve istihbarat toplama.

Üçüncü derecede bir işleve de malzeme tedarik etmek, lojistik, eğitim,

erken uyarı ve iletişim. Ayrıca Türk limanları da ABD 6. Filosu'na önemli destek sağlıyor.

Türkiye'deki üsler

Adana İncirlik Hava Üssü: Suriye-Türkiye sınırına yakın İskenderun ve Yumurtalık ikmal depoları ile Türkiye'nin güneyindeki en büyük üslerden biridir. İncirlik'te bugün yalnız NATO kapsamında faaliyetinde bulunuluyor ve uygulamadaki sınırlamalar üssün ABD'nin Ortadoğu'da gelişen olası durumlar için kullanılması açısından çok az işe yarıyor. İncirlik, caydırma için bulundurulmuş savaş uçaklarının yanı sıra bir destek merkezi ve Askerî Hava Aktarma Kumandanlığı (MAC) için taşıma terminali olarak da kullanılıyor. ABD için değeri, NATO işlevleri ve Ortadoğu'da gelişebilecek olaylar için uzun vadeli potansiyeli ve eğitim olanaklarında yatıyor.

Diğer hava üsleri:

ABD, Ankara Hava Limanı'ndan ve Çiğli Hava Üssü'nden lojistik kullanım ve savaş durumu hallerinde yararlanabiliyor.



ABD üsleri - Nükleer silah depolamaktan, muhabereye, dinleme üssünden radar istasyonuna bir dizi işleve sahip.

Sinop Tesisi:

Bir radar izleme ve muhabere tesisidir. Personelini ABD Kara Kuvvetleri Güvenlik Dairesi ve Ulusal Güvenlik Dairesi atamaktadır. Bu tesis, Sovyetler'in füze deneme faaliyetlerinde olduğu kadar Karadeniz'deki deniz ve hava kuvvetlerinin faaliyetleri hakkında bilgi toplamaktadır.

Samsun Tesisi:

Bir muhabere tesisidir. Personelini ABD Hava Kuvvetleri Güvenlik Servisi ve Ulusal Güvenlik Dairesi atamaktadır.

Karamürsel Hava İstasyonu:

Bir ABD muhabere ve izleme tesisidir. Batı Karadeniz Bölgesi'ndeki ve Boğazları çevreleyen bölgedeki Sov-

yet deniz trafiğini izler. Personelini ABD Hava Kuvvetleri Güvenlik Servisi atamaktadır.

Diyarbakır Hava İstasyonu:

Bir istihbarat ve muhabere tesisidir. Sovyetler'in uçuş deneme mahallerinden fırlatılan füzelerini ve diğer Sovyet askerî faaliyetlerini izler. Diyarbakır faaliyetlerini yanıbaşındaki Pınarçık Hava Üssü ile birlikte yürütmektedir. Diyarbakır kompleksindeki istihbarat faaliyetlerini ABD Hava Kuvvetleri Güvenlik Servisi personeli yürütmektedir.

Belbaşı İstasyonu:

Ankara yakınında kurulmuştur. Sovyet nükleer denemelerini izleyen ve sismografik kayıtları alan bir tesisidir.

Öte yandan, pek çok ABD Savunma Muhabere Sistemi (DSC) ve 14 NATO Nadge erken-uyarı tesisleri Türkiye'ye dağıtılmıştır.

Yamanlar Tesisi:

Türkiye'deki en önemli savunma muhabere sistemlerinden biridir. İzmir'in kuzeyinde kurulmuştur. Atina'nın güneyinde bulunan Mt. Pateras terminalini Türkiye'ye bağlar. Yamanlar ayrıca, Karamürsel-Yalova muhabere terminallerini birkaç Trakya savunma muhabere sistemi ve Ankara'nın yakınında bulunan Elmadağ terminali ile ardarda bağlayan Şahin Tepesi terminaline bağlanmıştır.

Elmadağ Terminali.

Samsun muhabere tesisine ve İncir-

lik Hava Üssü yakınındaki Karataş terminaline bağlanmıştır.

Karataş Terminali:

Malatya terminaline ve Malatya terminali de Diyarbakır terminaline sırası ile bağlanmıştır."

"Savunma harcamaları kısilsın" diyen işadımı

'Bu militarist beyin yıkamadır'

Besim Tibuk, ordunun ülkeyi yönetmeye kalkmasını, tedavi için doktor yerine marangoz çağırmaya benzetiyor

Zam dalgasının yarattığı çalkantı Türkiye'yi sarsarken, işadımı Besim Tibuk, bu gürültü arasında hakettiği yankıyı bulamayan, ilginç bir çıkış yaptı. Net Holding Yönetim Kurulu Başkanı Tibuk, yazılı açıklamasıyla, "Zamların asıl sorumlusunun karşılıksız kamu harcamaları olduğunu" ileri sürüp, "öncelikle savunma için yapılan harcamalar kısılmalıdır" dedi. Tibuk, bu "tabu" konudaki çıkışının nedenlerini Yazgülu Aldoğan'a anlattı:

● Açıklamanızın özel bir anlamı var mıydı?

Tibuk— Evet. Zamlar ve enflasyonun etkisi var. Enflasyon her ülkede karşılıksız para basmayla oluşuyor, karşılıksız parayı da devlet basıyor. Ben bunun suç olduğunu düşünüyorum. Bizde Anglo-Sakson hukuku olsa devleti mahkemeye verirdim. Hâkim olsam, enflasyondan dolayı zarara uğradığını ispat eden bir kişi çıktığında devleti tazminata mahkûm ederdim. Devlet kendini "Ben fazla para basarak sana hizmet ediyorum, altyapı yapıyorum" vb. diye savunuyor. İşte burada, devletin harcadığı her kuruşun halkın parası olduğunun bilincine varması gerekir. Oysa bizde halk, Osmanlıdan beri hakkını, hukukunu koruma geleneğine sahip değil. Türkiye'de ilk defa bu '50 seçimlerinde oldu. Ama benim söylediğim anlayışın hâlâ ortaya çıktığını göremiyorum. Devletin harcadığı her kuruşta, her haksızlıkta halkın sesinin çıkması lazım, çıkmıyor. Halk narkoz yemişi gibi. Oysa ortaya çıkan ekonomik değerlerin hepsini çalışan halk üretiyor. Demek ki, çok ciddi bir şekilde kamu harcamalarının denetlenmesi gerekir. Bu arada izah edilmeyen ve kamuoyunun tartışma gündemine getirilmeyen olay askeri harcamalardır.

● Tabu konulardan biri.

Tibuk— Tabu, evet. Tabu yapanın da kim olduğu belli değildir. Anla-

mak için 1960'tan sonraki gelişmeye bakmak lazım. '60'tan sonra cuntalar, silahlı kuvvetleri emellerine alet olmuşlardır. Maalesef sivil hükümetler de konunun üstüne gideceklerine politikanın dışında tutmuşlardır. Silahlı kuvvetler en önemli vurucu güçtür. Eğer sivil idare o güce hâkim değilse iktidar değildir. O bakımdan 1960'tan sonraki iktidarların ne kadar iktidar olduğu tabii tartışılmalıdır.

İktidar iki türlü olur. Bir, fiilen o gücün elinde olması, iki paranın dağıtılmasıdır. Sizin, paranın dağıtılmasında etkiniz yoksa, iktidar da yok. Meclis'te bile savunma harcamaları görüşülürken hiçbir tenkit yok, hattâ verilenlerin az olduğu, devletin tekâmül olsa daha çok verileceği, Türk halkının bundan mahçup olduğu gibi tavırlar ortaya konuyor. Böylece kimsenin savunma harcamalarını tenkit etme ve cüret edemiyor. Şöyle bir ortam yaratılıyor! Türkiye bir ateşin ortasında. Tepemizde Rusya, Bulgaristan, Yunanistan, İran, Irak. Sanki tendit altındaymışız gibi bir fobi yaratılıyor. O zaman da kimse, "F-16" buna niye 6 trilyon veriliyor, Tuzla'daki Deniz Harp Okulu'na niye o kadar para harcıyor" diyemiyor. "Eski yerinde kalsa belki beş tane Hilton oteli yapılırdı ve her otel şu kadar kaynak yaratırdı" diye tartışıyor. Hele bu tartışmayı bir sol tandanslı yazar başlatsa hemen komünist, vatan haini damgası yer. Sonra Gorbacov-Reagan yakınlaşması çok önemli. Türkiye de dünyadaki gelişmelerden kendini soyutlayamaz. Rus halkı artık savunma için yapılan birçok lüzumsuz harcamanın geri zekâlılık olduğunu düşünüyor. Zannediyorum Rusya'da askerî harcamalara Türkiye'den daha fazla tenkit var.

● Bizde bunun tam tersi bir hava yaratılmıyor mu? Nükleer silahlar kalktı, konvansiyonellere ihtiyaç var. NATO sizi koruyamaz, kendinizi siz korursunuz...

Tibuk— Şöyle bir hava var: Nükleer şemsiye kalktığı zaman konvansiyonel silahlarımızı artırmamız gerekir. Konvansiyonel silahlar, mesela tanklar, bir nükleer başlıktan daha pahalıdır. Böyle bir propaganda var. Bizim açımızdan bu propagandanın sonucu daha fazla harcamadır.

● Demin bunu sol görüşlü bir yazar

savunamaz diyordunuz. Siz bu görüşleri savunurken sakıncası olabileceğini düşündünüz mü?

Tibuk— Hayır. Ben bunu bir tartışmanın başlatılması için yaptım. Kaynaklarımız kit. Ülkemizin ekonomik sorunları var. Para gerekiyor. Paranın yanlış kullanılması yüzünden, belki, altyapı yatırımları yapılamıyor, amelihatlarda ilaç bulunamıyor.

● Bütçenin en büyük kalemi savunma harcamaları konusunda, Genelkurmay'la hükümetin aynı görüşte olduğunu düşünüyor musunuz?

Tibuk— Bu konuyu da kamuoyunun iyi bildiğini zannetmiyorum. Ben bir şey söyleyemem. Zannediyorum, geleneksel olarak Genelkurmay'ın ağırlığı vardır ve bu yanlıştır. Bir diğer yanlış Genelkurmay'ın savunma bakanlığına bağlanmamasıdır. Yok Meclis, politikacılar yoldan çıkar, yok ordu saptır, bunlar tamamen militarist görüşlerdir. Kamuoyuna 27 senedir şu imaj verilmektedir: Politikacılar Türkiye'yi arada bir yanlış yöle tutuyor, Allah razı olsun, ordu-muz el koyuyor düzeltiyor. Bu çok yanlıştır. Şuna benziyor: Aile doktorunuz sizi tedavi edemiyor, siz gidiyor marangoz çağırıyorsunuz, marangoz sizi tedavi ediyor. Asker memleketi idare etme için yetiştirilmemiş. Bunu buda, ilama sorun, politikacılara sorun, ordu bizi kurtarıyor diyecekler. Bunu saçmalık olarak telâkki ediyorum. Bu 27 senedir militarist beyin yıkamadır. Türk televizyonu bugün çok militaristtir, gazeteside. Yavın organlarıyla Türk halkının beyni yıkanmaktadır. Bu ortamda savunma harcamalarını tartışmak da tabu oluyor.

● Sizin açıklamalarınıza bir tepki geldi mi?

Tibuk— Hayır.

● Düşüncelerinizin bir işadımı olarak, size zararı olabileceğini düşünüyor musunuz? Hükümetle iş yapıyorsunuz. İzin almak, kredi almak, vb. sözkonusu.

Tibuk— Yaptığım açıklamamın herkese faydalı olduğuna inanıyorum. Ancak kafası çalışmayan biri buna sınırlenebilir. □

Diyarbakır'da beklenenin iki katı oy aldı

En solcu Refah

"Asıl mücadelemiz feodal zihniyete karşı. Emperyalizmin ve faşizmin ne olduğunu anlattığımız ölçüde başarılı olduk"



"Şimdi merkeze gidince biz hesap soracağız. 'Siz niye iyi çalışmadınız?' diyeceğiz. Eskiden bize 'Küçük Moskova'dan mı geliyorsunuz?'

derlerdi, şimdi biz onlara, 'İmanın kalesinden geliyoruz' diyeceğiz." Refah Partisi Diyarbakır Merkez İlçe Başkanı Necdet Öcal, çevresindeki partililere şaka yollu bunları söylüyor. Gerçekten de şaka bile olsa bunları söylemekte pek haksız sayılmaz. Seçim öncesinde kimsenin Diyarbakır'da 30-35 binden fazla oy alacağına ihtimal vermediği Refah Partisi birinci bölgede üçüncü, ikinci bölgede birinci parti olmayı başardı ve 70 binin üzerinde oy aldı. "Seçimden önce büyük bir patlama yapacağımızı söylüyorduk. Bu oldu, Allah'a şükür. Beklenenden fazlası oldu ama, biraz daha süremiz olsaydı, oyumuzu 90 binlere çıkartırdık." Refah Partisi Diyarbakır İl Başkanı Nazif Yücel, seçimden önce iddialarına kimseyi inandıramamış olmanın kızgınlığı ve başarının gururuyla konuşuyor. Peki bu, herkesi hayrete düşüren, Refah'lıları gururlandıran başarı nasıl ortaya çıktı?

1973 seçimlerinde -bu seçimler MSP'nin gerçek bir atak yaptığı ve en çok oy aldığı seçimlerdi- Millî Selamet Partisi Diyarbakır'da yüzde 18.5 oranında oy almıştı. Daha sonra 1977 seçimlerinde tutturabildiği oy oranı ancak yüzde 17.5 olmuştu. 29 Kasım 1987 seçimlerinde Refah Partisi'nin Diyarbakır'daki oy oranı birinci bölgede yüzde 22.7, ikinci bölgede yüzde 28.7 oldu. Bu sonuçlar nereden bakılırsa bakılınsa "Millî Görüş" için büyük bir zafer. Diyarbakır Refah Partisi'nin daha önceki seçimlerde MSP'nin aldığı oylar karşısında artış kaydettiği tek yer. Diyarbakır'ın dört ilçesinde birinci, dört ilçesinde ikinci ve üç ilçesinde üçüncü parti olan RP, bazı ilçelerde diğer partilerin toplamına yakın oy aldı.

Seçim öncesinde birçok kişi Refah Partisi'nin Güneydoğu'da çok iyi çalıştığını ve ANAP için ciddi bir tehlikeye olacağını söylüyordu. Hatta SHP'liler bunun en çok kendilerine yarayacağını, Refah Partisi'nin alacağı her oyun kendi şanslarını arttıracığını ileri sürdüler. Ama bugün ortaya çıkan sonuçtan sonra, aslında RP'nin "ortadaki oyları" toplayarak bütün partilere darbe vurduğu herkesce kabul ediliyor. Seçim kampanyası sırasında RP konvoylarına il merkezini balkonundan el sallayan,

alkışlayan SHP'lilere rastlamak alışılmamış bir görüntüydü. Hatta birçok köyde SHP'lilerin RP'yi, RP'lilerin SHP'yi kastederek "Bize vermeyeceksiniz onlara verin" dedikleri rivayet ediliyor. Şimdi ise kimi SHP'liler oy deposu olarak gördükleri Güneydoğu'da ve özellikle Diyarbakır'da RP'nin kendilerine gelmesi muhtemel bir grup oyu aldığını kabul ediyorlar.

"Feodallere karşı"

RP hakkındaki "Din istismarı yaptırı" iddiaları, "oy patlaması"nın ciddi nedenlerine ışık tutmaktan uzak.

"Bizim burada asıl mücadelemiz feodal zihniyete ve faşizme karşı. Biz emperyalizmin ve faşizmin ne olduğunu anlattığımız ölçüde başarılı olduk." Bu sözler Diyarbakır bağımsız sosyalist adayına falan ait değil. Bunları söyleyen RP Silvan İlçe İkinci Başkanı Hilmi Amaç. Oldukça genç kadrolara sahip Diyarbakır RP teşkilatı, dinamik bir kampanya yürüterek propagandasında yörelinin birçok sorununa yer vermiş. Genç bir RP'li, "Sadece dini sorunlar değil," diye açıklıyor yaklaşımlarını. "Bizim asıl mücadelemiz bölgedeki feodallere karşıdır. Türkiye'de demokrasi yoktur. Vardır diyene cahil derim."

"Refah gelecek, zulümü bitecek" sloganının Diyarbakır'daki anlamı Tekirdağ'dakinden elbette çok farklı. Özellikle bölgede oldukça güçlü olan dini inançlarla beslenmiş ve çoğu zaman solun bile kullanılmaya çekindiği argümanlarla desteklenen bu kampanyanın başarılı olmasına şaşmamak gerek. "SHP halkı ürküttü. Bir şey yapılacaksa bu halkla yapılacak. Onlar bunu anlamadılar. Din meselesini önemsemедiler." Hilmi Amaç, kendi başarılarını açıklarken SHP'nin "görece başarısızlığını" da böyle anlatıyor.

İşte bütün bu "boşlukları" doldurmayı becerebilen RP, ANAP'a karşı olan tepkiyi de iyi kullanınca başarıya ulaştı. Tabii "içeriye girmiş" adayların pek makbul olduğu bölgede, birçok kere "içeriye girmiş" bir ismi de aday gösterince önlere iyice açıldı. Ama genç RP'liler yine de "düşüncelerinin iyi iletilmediğinden, sömürü ve işkence meselelerinin iyi anlatılmadığından çok klasik İslâmî üsluptan sıyrılıp daha geniş kesimlere açılmamış olmasından ve tabii diğer bölgelerde başarı sağlanamamış olmasından" duydukları üzüntüyü sık sık dile getiriyorlar.

Bu başarıda çok önemli bir etkeni de kuşkusuz Refah'lıların erken davranmasında aramak gerekiyor. Diyarbakır'da diğer partiler seçim çalışma-

larına başladıklarında RP'liler çoğu yeri gezmişler, neredeyse ikinci turlarına başlamışlardı.

Karayılan gibi

Diyarbakır birinci bölgede SHP 60 bin oyla üç milletvekilini (vekil başına 20 bin oy) Meclis'e yollarken RP, 45 bin oyunun temsilcisini çıkartamıyor. İkinci bölgede DYP 15 bin oyla Meclis'e bir milletvekili yollarken RP 28 bin oyuyla açıkta kalıyor. Böylece Diyarbakır seçmeninin dörtte biri TBMM'de temsil edilemiyor. Bu temsil sorunu bütün Türkiye için geçerli, ama Diyarbakırlı Refah'lılar için hayati bir önem taşıyor. Çünkü kazandıkları halde Meclis'te temsilcileri olmayacak.

"Ben barajı aşamadığımızı görünce kahroldum, ondan sonra seçimi de izlemedim. Diyarbakır sonuçlarını da bilmiyorum hâlâ. Bakmadım yani doğru dürüst. Böyle olmasına diğer partiler dahi hayretler içinde kaldılar. Gelip bize büyük haksızlık yapıldığını söylediler. Çoğu gelip bizi kutladı, teskin etmeye geldi." İl Başkanı Nazif Yücel kızgınlığını böyle ifade ediyor. SHP İl Başkanı Haşim Özkoçuncu da "Şahsen ben onların Meclis'te Diyarbakır'ı iki milletvekili ile temsil etmeyecek olmalarını demokratik bulmuyorum" diyor. "Ortaya çıkan bu durumun sancılı ilerde mutlaka görülecektir."

"Halk bunun zulüm olduğunu gördü, artık herkes biliyor. Refah Partisi'ne oy verenler, 'Biz gerçeği biliyoruz, biz ne yapacağımızı biliyoruz' diyorlar. Aslında bu memnunuz, çünkü Diyarbakırlı davasına sahip çıkmıştır, seçimde de, seçimden sonra da. Asıl memnuniyetimiz bu yüzden. Bizim davamız bitmez." Merkez İlçe Başkanı Necdet Öcal hâlâ ayakta olduklarını vurguluyor.

Gerçekten de Diyarbakır'da hâlâ açık olan ve gelip gidene bol parti merkezlerinden biri RP. Refah'lılar salonda oturup videoda Diyarbakır mitingini izliyorlar. "Çok çalıştık daha ne yapalım" diye yakınanlara, "Büyük şehirlerde Müslüman kalmamış mı?" diyen yaşlılara, "Şimdi daha bir hırsla çalışma isteği sürüyor, bu insanlar yaralı, ızdıraplı ama inanç devam ediyor" diyenlere sıkça rastlanıyor. "Bizim buralarda bir sembol vardır; Karayılan, vurdukları daha sıkı sarılır. İşte burada öyle oldu. Bu sonuçtan sonra millet daha bir inançla davasına sarıldı." Hilmi Amaç tepkileri böyle dile getiriyor. Bir RP'li kızgınlığını saklayamayarak konuşuyor: "Bu Avrupa'nın emri. Buraya gelen yabancı parlamenter açıkça 'Biz Refah Partisi'nin güç kazanmasından kaygı duyuyoruz' dedi."

Refah Partililer şimdi, birçok ilçede birinci ya da ikinci parti olmalarına dayanarak önlere belediye seçimlerini hedef olarak koymuşlar. Parti yetkililerinin "Merkezizin, hocalarımızın emirlerini bekliyoruz, o doğrul-

tuda çalışacağız" demelerine karşın, bazı RP'liler çoktan kolları sıvamış görünüyor. RP Silvan İlçe İkinci Başkanı Hilmi Amaç, "Belediyeler bizim için çok önemli" diyor. "Biz sağcı solcu farkı gözetmeden dürüst bir halk çocuğunu belediye başkanı yapmak istiyoruz. Bugün Türkiye'de öğrencilerin sorunları var, devrimcilerin sorunları var. Bir sürü insan solcudur diye işe alınmıyor. Bunlar hep aynı kaynaktan çıkıyor. Bu yüzden solcusun, sağcısın demeden birlikte mücadele etmeliyiz. Eğer biz bölünürsek ağanın yolunu açmış oluruz. ANAP benim halkımın düşmanıdır. Bu seçimde verdiğimiz dersi, belediye seçimlerinde de vermeliyiz. Biz bunun için SHP ve DSP'lilere çağrı yaptık.

Ben parti olarak bunları beğenirim; biz şimdi birlikte davranma mesajı veriyoruz." □

KEMAL ÇAN/Diyarbakır

الحزب الديمقراطي الكردستاني يؤسس ١٥٢٧ من افراد، الجيش العراقي

و(١١) مدفعا مضادا للبحر
و(٣٧٧) شاحنة و(٦) مراكز
للاتصالات و(٣٧٥) قاعدة لقوات
العدو.

وأشار الى الغنائم الحربية التي
تم الاستيلاء عليها وهي (٣٥)
مدفعا مختلفا و(١٢٥) قاذفة
صواريخ (ار. بسى. جسى. ٧)
و(١١١) من انواع الرشاشات
و(٧) مدافع مضادة للبحر
و(٢٢٩٦) قطعة سلاح خفيف
و(٣٢٩٧) قنبلة يدوية و(٢٦٣)
لغمًا و(٨٧) جهازا لاسلكيا ،
و(٢٦) جهازا تلفونيا، و(٥٥)
قنعا مضادا للقذات و(١٠)
سيارات جيب، و(٢١) منظارا
ومدرعتان و(١٠٥) شاحنات
وكميات كبيرة من العتاد.

وقع (١٥٢٧) شخصا من كبار
الضباط ونواب الضباط وجنود
ومراتب الجيش العراقي في أسر
قوات الحزب الديمقراطي
الكرديستاني العراقي وقتل
(٣٤٢٤) وجرح (٣٢٣٢) من
أفراد العدو وذلك خلال تنفيذ
(٦٥٦) عملية استيلاء وكمين
داخل العراق منذ بداية العام
الحالي ولحد الان.
صرح بذلك السيد مسعود
البارزاني مسؤول الحزب
الديمقراطي الكردستاني العراقي
في حديث أدلى به الى مراسلنا
مشيرا الى الخسائر الأخرى التي
منى بها العدو وقال: لقد تم خلال
الفترة نفسها تدمير (١٤) طائرة
عمودية وحربية، و(٣٨) دبابة
وناقلة جنود، و(٢٠) مدفعا

EL-HILAL EL-DIWELI

م

أخبار الهلال الدولي - أكتوبر/تشرين الأول ١٩٨٧

تقرير خاص

«أتراك الجبل» يرفعون من جديدا راية العالم الكردي المجاهد الشيخ سعيد

آفاق وتطورات الحركة الكردية في تركيا

معلم: مرسل الشؤون الكردية

المترتبة الذين تم جمعهم من المناطق الحدودية
المشتركة مع العراق وسوريا. وقد تعرض هؤلاء
خلال السنتين الماضيتين الى تعذيبات جسدية على يد
حزب العمال الكردي الذي حاول أن يجعل من
عقابه لهم إسهولة لكل من تسول له نفسه من الأكراد
بالسير على نهجهم.

إلا أن حزب العمال الكردي لا يمكن أن يشكل
خطرا حقيقيا على النظام التركي. فمن السبب جدا
أن يستطيع هذا الحزب، بوصفه حزب نخبة ماركسي،
أن يعيى الأكراد في إطار ثورة شعبية. فقد أنتجت
التجربة الفضل المطلق للمجموعات الماركسية في
تعبئة الجماهير في الشرق الأوسط حيث لا توجد في
محاولة ناجحة بهذا الخصوص. و بمان سكان
كردستان تركيا يتمسكون بتسكك شديد بالدين
الإسلامي. فليس هناك مجال للقول بأن هذا
الحزب الماركسي سينجح حيث فشل الآخرون.

ولكن، على الرغم من أن النظام يدرك جيداً أن
مجمعات حزب العمال الكردي المنطقتة لا يمكن أن
تشكل بأي حال من الأحوال خطراً عليه. إلا أنه
يحاول تخفيف المردود واستغلاله كي يعرف انتباه
الجماهير عن الأخطار والشاكل الحقيقية. كتتم دور
الوضع الاقتصادي في جبالهم من فتحهاحات السطحية
التي خلقها رئيس الوزراء في هذا الصدد، والنتائج
التي يمكن أن تتخلف عنها الحزب
العمالية، الإيرانية، بالإضافة الى تصاعد التهمة بين
طرف الأكراد.

يلخص الكثير من المحللين الأجانب من أن يؤدي
سقوط نظام صدام حسين وانتصار إيران الى زيادة
الوضع الاقتصادي سوءاً وأن يشكل خطراً مثلاً

اصدار دراسات تبين الهوية الواسعة والمتنامية التي
تفصل المناطق الكردية من بقية مناطق تركيا على
صعيد التنمية الاقتصادية والتعليم والصحة.

وخلال الفترة الممتدة من عام ١٩٧٦ الى عام
١٩٦٨، أي فترة الحكومة الانتلانية، ساعد مجز
الحكومة عن متابعة وتطبيق سياسة حازمة ضد
الأكراد على تقوية الأطروحات بشأن حقوقهم
المهمومة. فأخذت المجموعات السارية، الحلبية
منها والسورية، والتي كان عدداً يتنامى باستمرار
ببيني قضية الشرق، والحقوق القومية للأكراد على
نحو علمي. الأمر الذي دفع معظم المثقفين والطلبة
الأكراد الى الانضمام الى المجموعات التركيبية
الماركسية أو القيام بتشكيل مجموعاتهم الخاصة
بهم. فانضم عدد كبير من الأكراد الى حزب العمل
التركي. كما استقطبت الجمعية الشورية
الديمقراطية، وهي مجموعة ماركسية طلابية.
معظم الطلبة الجامعيين الأكراد، ومن جهة أخرى،
شكلت مجموعة من الطلبة الأكراد الماركسيين
تنظيماً خاصاً بهم باسم روزگاري (الشعر بر).
باعتبار أن اليسار التركي لم يكن مستعداً للاعتراف
بهم في تقرير المصير، وتقول أطروحة روزگاري أن
البروليتاري الكردي هو وحده القادر على قيادة
النضال من أجل «تحرير كردستان من الاستعمار

العلماء المختصون بالثقافة الكردية ان هذه النظرية
تبلغ من النفاة واللاعلمية درجة لا تستحق معها
أن يكلفوا أنفسهم بمناقشتها.

وقد رفض عالم الاجتماع التركي
اسماعيل سوكجي هذا الزعم حول أصل
الأكراد في كتابه Turkish Thesis on History and the Kurdish Problem
الصادر في أنقرة عام ١٩٧٧ متنادي الى الحكم عليه
بالسجن لمدة ١٠ سنوات.

لقد دايت تركيا منذ السلا ثبات على تطبيق
سياسة مصطفى كمال آراء الأكراد، وقد بين محمود
عزت يوزهر، وزير العدل التركي آنذاك، جوهري
السياسة الرسمية التركيبية بهذا الصدد حين
قال: «إنني أؤمن بأن الأتراك يجب أن يكونوا السادة
الوحيدين في هذا البلد، أما هؤلاء الذين لا ينتمون الى
الشرق التركي الخالص فلما عليهم إلا أن يقبلوا بأن
يكونوا خدماً وعبداً». فلا يجب أن والحالة هذه
أن يقضي بمنح استعمال اللغة والأسماء الكردية
وطمس الحدود للحدود الكردي. كما أنهم مركز القوات
الشرطة التركية في كل قرية كردية كبيرة، ومع نهاية
الثلاثينات كانت كردستان قد أصبحت تحت سيطرة
الحكومة التركية تماماً وأخذت تناس الممارسة

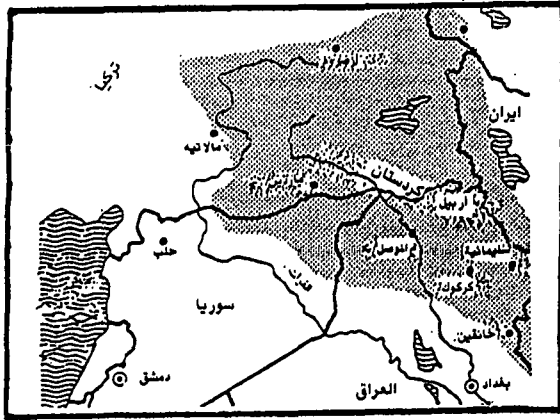
كندة ان يطعموا الطابع الاسلامي لثورة الشيخ
سعيد التي اندلعت عام ١٩٢٥ على أثر الغناه
الخلافه، مدعين بانها ثورة قومية قام بالتخطيطها
مجموعة من الأكراد تدعو الى الاستقلال والانفصال
وإن الشيخ سعيد قد لى دور القائد لعدم توفر بديل
أخر. ان البنية الوحيدة التي استند عليها كندة ال
وأمثاله في زعمهم هذا هي قرار الأتراك الذي أصدرته
الحكومة العسكرية التي حاكمت الشيخ سعيد
وأخوته الجهاديين والذي لا يمكن أن يؤخذ على
سجل الجدل ان مصطفى، كما هو معروف، هو الذي
أصل هذا القرار على المحكمة بغية الطعن بالجوهر
الاسلامي لثورة الشيخ سعيد.

ان الشخصية الاسلامية لثورة الشيخ سعيد
وهدفها المعلن لإعادة الخلافة تشكل حقيقة ما كان
ممكن للمباحثين والمؤرخين، عدا الكماليين،
تجاهلها، مما هو جورج غاستون كاتب سيرة
مصطفى كمال يؤكد ان أتباع الشيخ سعيد دخلوا الى
ديار بكر وهم يهتفون «تحماً الشريعة»، «الوث
للعد (مصطفى كمال) في أنقرة»، و يقول ك، والفور
ان الشيخ سعيد مع الأكراد لظروف الجهاد المقدس
فند النظام مصطفى كمال العلماني. و يشير الكاتب
الى ان الحزب بين كانوا يحملون القرآن والاعلام
الاسلامية الخضراء وان قادتهم البارزين كانوا
كلهم من علماء الدين، أما الكاتب التركي كندمان
إيسنجين، فهو وان قد تم ثورة الشيخ سعيد بوصفها
انتفاضة رجعية تمت باطار قومي. إلا أنه لم يجد بداً
من أن يذكر بأن الشيخ سعيد رفض التهمة الموجهة
اليه (أي اتهامه بثورة قومية انفصالية) وطلب من
الحكومة الرجوع الى لثواه بالجهاد التي طلب فيها
بمساعدة الخلافة. و يؤكد الكاتب السلم مصطفى
محمد «ان هذه الثورة الاسلامية، التي كلفت

لحزب الأكراد دوراً خطيراً وأحاسماً في مراحل
مختلفة من التاريخ الاسلامي. فحسبنا ان لا ننسى
ان صلاح الدين الأيوبي الذي حور القدس من
براش الحلبيين في ٢ اكتوبر ١١٨٧م
هو من أصل كردي وفي العصر الحديث واجه مصطفى
كمال في شخص الشيخ سعيد تحدياً كان بدوره ال
تجربة لم تلم تضاعف القوى الاخشية لانفاده. وعند
ذلك الحين وحتى الان الصراع مستمر بين الأكراد
والحكومات الأتراك الذين حاولوا يرفضون الاعتراف
بوجود ١٤ مليون كردي يعيشون في ١٨ مقاطعة في
شرق ووسط تركيا

بعد ان تسانير ومع جديد بانت تلوح في الأفق
معد أحد الأكراد، هو من الثورة الاسلامية.
سعدون تنظيم أنفسهم وتعلقاتهم على أسس
اسلامية بعيداً عن النزعات القومية والعمانية
الشعبية. ما سمحوا بيشهدون ان التحالف مع
الحركات الاسلامية في تركيا وإيران والعراق
تحمي في سوية لتمام الدولة القومية، مصدر السلاه
والنفاة في المنطقه.

لهذا اصوت كردستان بدون حزب توري راية
اله ولة العثمانية في القرن السادس عشر بعد ان
أعطى رعاء الأكراد ولا هم للسلطنة العثمانية على
سحر جماعي. وقد جرى الاتفاقيات بين الإمارات
الكردية وبين السلطان العثماني على ان تتمتع
المنطقة الكردية بحكم ذاتي في إطار الامبراطورية
العثمانية. فبما ان هذا الأمر لم يجعل كردستان
بمجان عن الفتن والاضطرابات، فمن جانب، حول
العراق اسم كرد لمن يمس مسلمين، العثمانية



للحركة الإسلامية في تركيا، هذه الحركة التي تشكل أصلا مصدر قلق حقيقي للسلطات التركية، فضلا عن ذلك فإن انصياع حكومة إسلامية عراقية في المستقبل لطايب الأكراد بشأن الحكم الذاتي من شأنه أن يحفز الأكراد في تركيا على تكثيف تضامهم من أجل الحصول على حقوق مماثلة، والأهم من ذلك هو أنه إذا تحققت نصرا إسلاميا نهذاً لسبعطي الحركة الإسلامية الكردية في العراق زخاراً وحياءاً وسادياً سينعكس على الأكراد في تركيا، معينا إياهم في إطار إسلامي ضد النظام التركي.

كما يبدي الحلف الأطلسي قلقاً مائلاً إزاء ما تخشاه تركيا من نتائج قد يتمخض عنها انتصار إيران في الحرب، إذ إن قوات الانتشار السريع التي يتزعمها عدد عواما من ١٠ آلاف عنصر، متواجدة في منطقة كردستان التي تمتد حدها مع الاتحاد السوفياتي إلى ٢٨٠ ميلاً، ثم إن معظم مراكز الإنصات الأمريكية موجودة الآن في هذه المنطقة بعد أن نقلت إليها من إيران عقب سقوط الشاه. بضات أن كل ذلك إن الوجود الأمريكي في ديار بكر وأرزروم قد تغرز تحت السترات الخسنا المضيقية إن أعضاء وحلفاء المئات الذين طردوا من لبنان لا يريدون الالتزام بشكل مكشوف بتقديم الدعم للنظام العراقي الذي بات بحذاء بشكل ضروري استراتيجية للتحرب في المنطقة، لذا فهم يدفعون الجوزالات الأتراك لتفتيح مخططاتهم الرامية إلى دعم النظام العراقي من جهة، والتشجيع لاحتلال سقوطها هذا النظام من جهة أخرى.

لقد أركلت تركيا كميتهان في هذا الصدد تشمل المهمة الأولى بأن تقوم بهجمات متواصلة على كردستان العراق كي تقضي، أو على الأقل تضعف، المقاومة المسلحة المناهضة للنظام البعثي هناك. أما المهمة الثانية فهي أن يقوم الجيش التركي باحتلال شمال العراق في حالة نجاح إيران بتحقيق اختراق مهم في الجبهة الجنوبية يسمح لها باحتلال المنطقة الجنوبية من العراق.

إن هاتين المهمتين تجعلان بالإمكان تحقيق هدفين أمريكيين مهمين، فمن جانب ستستنجح الولايات المتحدة الأمريكية استخدام القوات التركية كقوة ضده ضد انشاء حكومة إسلامية في العراق من قبل إيران، ومن جانب آخر فإن حلفاء أمريكا الأورو وبيبين لن يجروا من جفول المنفذ العراقي في منطقتي الموصل وتكروك، وسيضرب هذا السيناريو أيضاً الصامع القومي لعناصر الجيش البقية على ص ١١

التركي، وتشكلت في منتصف السبعينات مجموعة يسارية كردية أخرى باسم كاوة، وهي منظمة مارية مسادية للسوفييت، دعت من أيضاً إلى الاستقلال لكنها انشقت عام ١٩٧٧، وعند نشاطها، وفي عام ١٩٧٦، انشقت عناصرها ماركسية داخل الحزب الوطني الديمقراطي لتكون حزبا خاصا بها عرف باسم كوك، أما حزب الديمقراطيون الثوريين الماركسيين فيدعي من جانبه إن عدد أعضائه يبلغ ٥٠ ألف عضو.

يعد أكثر الأحزاب الكردية راديكالية هو حزب العمال الأكراد (كركارني كرك كرك) الذي يقوده عبد الله أركلان، وقد انبثق هذا الحزب عام ١٩٧١ من بين صفوف الشبيبة الثورية (Ivew, Gene) التي تفرعت بدورها في أحضان حزب «جيش التحرير الشعبي التركي». وقد أعلن حزب العمال التركي هذا في ١٩٧٩، وبعد أن أصبح حزبا سياسيا ماركسيا لينينيا مستقلا بذاته، الكفاح المسلح ضد «الأنطاغ والاستعمار التركي». إن الهدف الاستراتيجي للنهوض للحزب كما جاء في برنامجها الذي هو خليط غير متوازن من الأيديولوجية الماركسية اللينينية والنزعات القومية المتطرفة، فيتمثل بإنشاء دولة كردستان الاشتراكية المستقلة التي تضم أكراد إيران والعراق وسوريا. وتتمثل سياسة الحزب التكتيكية بتوجيه الضربات إلى الأكراد الموالين للسلطة بنفس القوة والقسوة التي تستعمل ضد قوات السلطات التركية.

ومنذ عام ١٩٨٥ أصبحت هجمات حزب العمال الكردية ضد قوات الأمن والجيش تزداد كثافة وتتمتع رقعة على تحولهم بعد معهما بالسلطات إخفاء الحقائق عن الجمهور، كما باتت الجزاءات الأتراك يأخذون الموقف على حمل الجدل، وأرسلت بنا على هذا قوة خاصة من ١٠ آلاف جندي بأشرف وتدريب، وقبيل ضباط أمريكيان لمواجهة هذا الموقف، ثم أضيفت إليها قوة مكونة من ١٦ ألف كرك من

الكردية المسلحة، التي كانت قد اتخذت شكل حرب عصابات بعد ثورة الشيخ سعيد الشعبية، وذلك بالجهود المشتركة لكل من الاتحاد السوفياتي وتركيا ونظام ورضا شاه البهلوي.

وخلال فترة حكم عدنان مندرس ١٩٥٠، ١٩٦٠، وفي الوقت الذي استمرت فيه سياسة طمس الهوية الكردية، تم التخفيف من أساليب القمع الوحشي الذي كان يمارس سابقا ضد المعارضين الأكراد بغية كسب الأغوات الإقطاعيين ورجال الدين الأكراد. وأخذت الأحزاب السياسية التركية تتنافس فيما بينها لكسب ود هؤلاء الأغوات طعاما في الأضواء الانتخابية للمحاشير الشاهية لهم، كما أطلقت الحكومة يد الأكراد الموالين لها لمصادرة الأراضي واستغلال الفلاحين معززة بذلك أكثر فأكثر مكانة الأغوات داخل المجتمع الكردي، وقامت الحكومة فضلا عن ذلك بتعيين البعض من هؤلاء كأعضاء في البرلمان واستخدمت أرواحهم في سلك الخدمة المدنية.

وعلى غرار الشوفينية الأورو بية التي وجدت في الكولونيالية واستمدت الشعوب وشحن الحروب متنافسا للتعبير عن نزعتها العنصرية، كان الحزب الكميالي هو أيضا يبعث عن ضحية له، ووجد ضالته في الأكراد الذين يشكلون الأقلية الوحيدة في تركيا. وعلى نحو مشابه بمحاولات الفرنسيين لطمس الهوية الإسلامية العربية للجزائر، حاول النهج الكميالي أن يلغى الهوية الكردية والإسلامية في شرق وجنوب شرق تركيا، فنتيجة لهذه السياسة اعتبرت كافة الظواهر الإسلامية من عادات وتقاليد وجميع أشكال التعبير الجماهيري المنظمة بصفة تنظيمات وجمعيات إسلامية وغير ذلك أمورا مخالفة للقانون، فضلا عن هذا، فقد دعت الجمعية الشارعية التركية إلى أن تعد نظرية تزعم بأن الشعب الكردي هو من أصل طوراني، وهذا ما تقول به بالفعل، أما لغتهم الكردية التي تزعم بأنها خليط من الأرمينية والفارسية والعربية فقد تكونت نتيجة لانزاعهم في جبال نائية وعرة السالك، ووجد

ولعام ١٩٦٩، أسس المنقولون الأكراد في أنقرة أول منظمة كردية تتمتع بكيان قانوني، وهي الجمعية الثقافية الثورية للشرق (الشرق هو المصطلح الجديد المتعارف عليه لكلمة كردستان المنوعمة) وقد تركز نشاط هذه المنظمة اليسارية على

الأكراد نصف مليون شهيد، هزت النظام الكميالي الاعمق وإتهامه ما كان بوسع معظم كمال أن يقضي عليها، إلا أنه تلقى مساعدة من الخارج.»

وخلال الثلثينات أخذ النهج الكميالي يسلفه من طيبته الفاشية على نحو أكثر وضوحا، ذلك أنه جعل الحرف أساسا لا يديولوجيته مثلثة في ذلك مثل الأيديولوجيات القومية الأورو بية الفاشية والنازية. وقد انشقت في هذه الفترة الجمعية الشارعية التركية لتكون مشورا للمثقفين الأتراك المتفرجين والمستشرقين الغربيين، ومعظمهم من الصهاينة، كسرى يشنوا من خلاله حرب باشعواء ضد الإسلام بهدف تنشئة جيل من الأتراك لا يربطهم بدينهم الإسلامي الحنيف أي رابط وقامت الجمعية بترويج أسطورة تركية مفادها ما بأن الأتراك، المنتمين إلى العرق الأري، يتحدرون من «الذئاب الرمادية» في منطقة وادي إيري جينيكون في أواسط آسيا، وبلغ الدور المظلم لهذه الجمعية حد الصفاقة حين ادعت وبدون حجل بأن الأتراك هم الذين كانوا مصدر اللصديرة والأيونية والحجبية، وعلى نفس النوال حبروا الصفحات الكثيرة لثيوتو الأصول التركية للقائد البوهي أتيليا وجنكيز خان وهو لا يزال أعمال مصحف كمال المنصرفة مثل باب النوال التركي يعادل كل العالم «وأي سعادة حين يكون مقدور الفرد أن يقول بأنه تركي»، كتبت وتعرض على نحو سار إلى حانث تمثاله النضفي في المدارس والأماكن العامة.

ومن سخرات الفردان الأكراد الذين كانوا أول من وجد أن حانث سياسة مصحف كمال وتحمل الاسم، إلا أنهم في منغمض مخططاته بشأن مستقبل تركيا، كانوا وما زالوا الضحية الأولى لهذه السياسة. هدم رار مصحف كمال كردستان عام ١٩٦٩ وقد هسه، كمدافع عن الإسلام وكعقل وخادم أمين للشخصية العثمانية، بأنه قد أرسل من قبل الخليفة المنعم المحمدين، وبالذات الأرمن واليونانيين والسوفييت، من تقسيم الأراضي الإسلامية. وانشاء هذا الحصول على ولا الأكراد الذين شكروا الصمود الفكري للجيش الذي قاد ضد توسلهم والذي شكل المصدر الأساسي لقوته في تركيا، ولكن مع حلول عام ١٩٦٢، رأى مصحف كمال أن أصبح مسلح من القوة، على الصمد من داخل والخارج، ما يكفي لتشن حرب ضد الإسلام من خلال إلغاء الخلافة وإعلان تركيا دولة علمانية

وحدث شهر الشيخ سعيد، العالم الكردي وشحن تسمية العسدية المنفذة، بخيانة مصحف كمال كمشعل الأتراك والعلمانيين من الأكراد أمثال

والصمودية، كردستان آل و واحدة من أهم ساحات «م» مسمما ذلك طوال الفترة العثمانية، ومن حانث حكام الأكراد في النصف الثاني من القرن الثامن عشر والنصف الأول من القرن التاسع عشر، شاول عديدة ضد العثمانيين حين جازل هؤلاء من سيطرة مركزية مستمرة على مخططاتهم.

لكن سلما تأسيسا كردستان خلال فترة حكم محمد الحميد الثاني ١٨٦٧-١٩٠٨، إذ كان هذا السلطان يعيل إلى الأكراد بشكل خاص معتبرا إياهم من السلميين الخلقين لدينه، فضلا عن أن حارسه الخاص كان كرديا، فقد شكل السلطان محمد الحميد مانات يعرف بالفوق الجديدة الكردية التي كانت من أكثر الوحدات العسكرية الرقاعية في سلطنة محمد الخامس، روسيا القيصرية من ضم كردستان كما ساعدت في احباط جهود القوى الأورو بية لحلق دولة أرمينية في كردستان، وقد لبى الشعب الكردي بحماس دعوة السلطان للجهاد في سائر الحرب العالمية الأولى حيث قاتل الأكراد جنبا إلى جنب مع الأتراك في الجبهة الروسية، وقد بلغ عدد الروس للاكراد حاد فنهزم إلى ارتكاب أشنع الذمخ في كردستان، خصوصا في مدينة أرارود والولاية الأخرى في كردستان (العراق) حيث زحوا جميع من كان فيها من السكان، وخاصة النساء والأطفال.

ومن سخرات الفردان الأكراد الذين كانوا أول من وجد أن حانث سياسة مصحف كمال وتحمل الاسم، إلا أنهم في منغمض مخططاته بشأن مستقبل تركيا، كانوا وما زالوا الضحية الأولى لهذه السياسة. هدم رار مصحف كمال كردستان عام ١٩٦٩ وقد هسه، كمدافع عن الإسلام وكعقل وخادم أمين للشخصية العثمانية، بأنه قد أرسل من قبل الخليفة المنعم المحمدين، وبالذات الأرمن واليونانيين والسوفييت، من تقسيم الأراضي الإسلامية. وانشاء هذا الحصول على ولا الأكراد الذين شكروا الصمود الفكري للجيش الذي قاد ضد توسلهم والذي شكل المصدر الأساسي لقوته في تركيا، ولكن مع حلول عام ١٩٦٢، رأى مصحف كمال أن أصبح مسلح من القوة، على الصمد من داخل والخارج، ما يكفي لتشن حرب ضد الإسلام من خلال إلغاء الخلافة وإعلان تركيا دولة علمانية

وحدث شهر الشيخ سعيد، العالم الكردي وشحن تسمية العسدية المنفذة، بخيانة مصحف كمال كمشعل الأتراك والعلمانيين من الأكراد أمثال

أترك الجبل

التكرس الداعية للوحدة الطورانية التي تعتبر منمنفة كردستان العراق تحول إلى تركيا على الفراض نوا جد مليون تركمان هناك، بيد أن العجيب في الأمر أن بعض السياسيين الأكراد العراقيين يعتقدون هم أيضا بأن احتلال تركيا لكردستان العراق يشكل خطرة إيجابية تنسجم مع جهود الأكراد لإيجاد دولة قومية كردية مستحقة من أن عملية احتلال شمال العراق ستتيح الفرصة للأكراد في تركيا والعراق كي يتسودوا من أجل النضال سوية على طريق الاستقلال.

لقد باشر النظام التركي بالفعل في تطبيق المهمة الأولى حيث قامت لثة تركية مكونة من ٢٠ ألف عنصر في ١٩٨٦ بالمدخل إلى معقل ٢٥ كلم داخل الأراضي العراقية لضرب قوات البشمركة التابعة

للحزب الديمقراطي الكردي، وقد تكرر هذا الأمر في مارس/ آذار المنصرم حين قامت ٢٠ طائرة مقاتلة تركية بصفص ما دمعت السلطات التركية بكونه قواعد عسكرية في كردية، بيد أن اللفت للفرمان أن توقيت الهجوم التركي ضد الأكراد توافق في كل مرة مع كسب مهم حققته إيران على الجبهة، من جانب آخر، عدت السلطات التركية مرة أخرى إلى فلسطين الجيبية مع مقاتلي حزب العمال الكردي وتكثيف ملاحقتهم لها، والذي الذي توجهت به تركيا للفرز كردستان في يونيو/ حزيران الفائت (أي ألقاهما حزب العمال الكردي بارتكاب مذابح بين صفوف المدنيين الأكراد) كان من صنعاها هي، وأحد الدلائل على ذلك هو بشاعة الجريمة المنتمطة بقتل النساء والأطفال، والدليل الأخر هو تخفيض هذا الحدث على نحو مقلت للنظر من قبل وسائل الإعلام التركية.

إن صلابات وظروف الجريمة البشعة التي راغ

ضحيته ١٦ طفلا ونساء، من قرية بتارجك الواقعة في إقليم ساردين تشير بأصابع الاتهام إلى سلطات الأمن التركية، فلا يمكن أن تحدث هذه الجريمة بمحض الصدفة بعد ٢٤ ساعة فقط من الفرار الذي صادق عليه البرلمان الأورو بي، الذي يدرس حاليا طلب تركيا بالانضمام إلى السوق الأورو بية المشتركة، والذي يهلي اللوم على تركيا لعدم اعترافها بوجود «مشكلة كردية» لديها، فلي تطلق على هذا القرار قال الجنرال إفرين إن نتائج هذا القرار باتت على العكس في تركيا إذ أنه شجع هؤلاء الناس (الفرار الأكراد) على التصادي بأفعالهم.

ر بصا كادت هذه طريقة إفرين في إبلاغ أورو بي بأنه ليس لدى تركيا مشكلة كردية بل مشكلة مع قطاع طرق وقتلة ومجرمين، ومما تجدر إليه الإشارة

معلم ميديا للفن ١٩٨٧

الخميس 19/11/1987

زيارات البرزاني السرية الى اسرائيل

قميص صديقه دايميد . حيث نادر قاتلا . الحوابع
حموسيسر قميص مرفوع هدا ميد من اسرائيل .
وقد كشفت هذه الملاحظة عن مدى دهاء نوازع
أبناء الطوائف اليهودية الشرقية ، واندادات اليهود
الاكراد ، الذين واجهوا معاملة عنصرية وقاسية عقب
هجرةهم الى اسرائيل . من قتل أبناء الطوائف
اليهودية العربية وينشر التحقيقات الى انه خلال اللقاء
طالب البرزاني بتطعيم زيارة خاصة لصديقه عباي
خمو . الى منطقة . الحاج عمران . وقد اشرف
ليفكوف على تنفيذ رغبة البرزاني هذه

ويضيف تحقيق . معاريف . بان علاقة مصطفى
البرزاني مع دايميد غباي خمو . جاءت نشأة لعلاقة
والديهما التي تعود الى سنوات بعيدة . عندما أصدر
الانراك حكما بإعدام عم السلام البرزاني . والد
مصطفى البرزاني . حيث قام الياهو غباي خمو . والد
دايميد عباي . بالسفر الى اسطنبول ائذاك . وحمحت
كمية من الذهب . بهدف رشوة بعض المسؤولين
الانراك وإقناعهم بإطلاق سراح البرزاني . وقد تمكن
من الحصول على قرار بالعفو عنه . ولكنه ظفر بالقرار
بعد يوم من موعد تنفيذ قرار الإعدام شقفا . ورغم
ذلك فقد أدت هذه الخطوة إلى تعزيز علاقات عائلة
البرزاني مع عائلة غباي خمو التي اشتهرت ائذاك
بثرائها . وبرزت كواحدة من أغنى العائلات الكردية .
حيث عملت على تسويق المنتجات الكردية في المدن
العراقية . واقتناء الحاجيات الغذائية اللازمة للقرى
الكردية .

وتأتي هذه المعلومات مكتملة لسيرة الاعتراف
الاسرائيلية المتواصلة . بالعلاقات التي اقامها
الصهباية مع البرزانيين . والتي تمثلت بنشر صورة
تجمع البرزاني مع حاييم ليفكوف في منطقة
. الحاج عمران . ثم تصريحات مناجيم بينغ
الشهيرة حول هذه العلاقات . عقب وصوله للمرة
الأولى الى الحكم . كما تم مؤخرا إلقاء ضوء على
علاقات البرزاني بإسرائيل في مذكرات رافائيل إيتان
التي كانت « الدستور » قد انشرت بنشر الترجمة
العربية الوحيدة لها . وقد كشف إيتان فيها المقاب
عن زيارته السرية عام 1969 الى العراق . وفق أوامر
صادرة عن وزارة الدفاع الاسرائيلية . من أجل لقاء
البرزاني ودراسة الطلب الذي تقدم به . وهو الطلب
الخاص برعبته بتوسيع محلات الحرب في العراق
وتحويلها من حرب عصابات الى حرب عمليات هجومية
مكشوفة ضد القوات العراقية . بمساعدة خبراء
اسرائيليين

ويؤكد إيتان بان . اسرائيل . قد قدمت مساعدات
هائلة إلى المتطرفين الاكراد في العراق . على مدى
سنوات عديدة . حيث قام مصطفى البرزاني واولاده
بزيارة . اسرائيل . وتلقوا تدريبات عسكرية على
أيدي الجيش الاسرائيلي كما قام الاسرائيليين
بدورهم . بتأمين السلاح والحصراء العسكريين الذين
ينتمي أغلبهم الى سلاح المطييين . من أجل تدريب
المتطرفين الرواسس على استعمال الأسلحة
الاسرائيلية

وخلال لقائه مع البرزاني . قام الأخير بمحا
معها مدافعا بالذهب كهدية . الأمر الذي اعتبره
اسان سقانة محاولة لإقناعه بالتوقف عن مساند
ورعات الوعيم الدارسي . ولكن أدى حركته إلى
. اسرائيل . عبر . سهران . التي منحت فيها فترة
كصيف رسمي على الايرانيين . وكصيف غير رسمي
على الحصراء الاسرائيليين . ذكر . إيتان . سعن
تقريره الذي تقدم به ان وزارة الدفاع الاسرائيلية .
بان المتطرفين الاكراد . مقاتلين حيدون . ولتجهش
بتكموا من استيعاب وسائل القتال الحديثة . واتخاذ
تعدلات مكشوفة ضد الجيش العراقي .

عن « الدستور »

مصدره منقذ العزير راورر هاجر حضرت المسترم
معد السوم رانصتلم
أسألك عن صحتكم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
الهدمك رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
من ربه يقال إن كقولنا رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
راملتارسلانك الوصيرة رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
على روم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
بعض ربه رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
الذين منبر رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
سألون عن صحتكم . رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
رسيهور الرصدتار رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
على العروقات الطيبة مع رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
رعب رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
ضنا ركر رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
ان سجع رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
رورمك رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم رانصتلم
أصركم
مصطفى البرزاني

أحدى الرسائل التي ارسلها البرزاني الى صديقه غباي خمو

البرزاني للمرة الأولى . في مركز تواجده في منطقة
. الحاج عمران . في كردستان العراقية . من أجل
الإطلاع على أحوال قوات الدعم اللازم لها . فيؤكد
بان البرزاني تساعل كثيرا حول . سلامة صديقه
دايميد غباي خمو . وخلال زيارة أخرى قام بها
ليفكوف الى نفس المنطقة . أخرج من جيبه صورة
لغباي خمو . وقدمها إلى البرزاني . الذي تمنع بها
جيدا . ثم اكفهر وجهه غصسا بعدما رأى رقعة على

عن غباي خمو . وجمعه مع صديقه . الزعيم
الكردية . الذي نزل في مسكن ضيافة خاص في
إحدى مدن المركز الاسرائيلية .

وقبل عودته اجتمع البرزاني الى عدد من المسؤولين
الاسرائيليين كما تم تنظيم لقاء خاص له مع رؤساء
تحرير الصحف الاسرائيلية الرئيسية في مكتب رئيس
الحكومة الاسرائيلية في تل ابيب . بدل المقر الدائم
لهيئة محجري الصحف الاسرائيلية الذي يقع في بيت
سوكولوف . ولكن في نهاية اللقاء . تقرر عدم نشر
تفاصيله . والإبقاء عليها في إطار من السرية .
وعلى إثر هذه الزيارة . وأطلب البرزاني على مراسلة
غباي خمو بصورة منتظمة . وقد تضمنت بعض هذه
الرسائل إشارات واضحة . إلى : « علاقات البرزاني
الطيبة مع الاصدقاء في اسرائيل . أي المسؤولين
السياسيين . بل إن البرزاني كان يشفع بعض هذه
الرسائل بعبارة « الخادم مصطفى البرزاني » .
وخلال زيارة أخرى أجراها البرزاني الى
. اسرائيل . في بداية صيف عام 1972 . استدعاه

صديقه غباي خمو إلى بيته في طبرية . حيث قدم
البرزاني هدية لزوجه في عبارة عن سلسلة وسياك
ذهبية . وفي نفس الوقت أخرج البرزاني من جيبه
سلسلة ذهبية . وسأل غباي خمو عما إذا كانت
تكفي لتقديمها كهدية الى موشي دايان وزير الدفاع
ائذاك . بمناسبة زواج ابنته راحيل . أو عما إذا كان

من الواجب أيضا تقديم المال . ولكن غباي خمو
أجابه بقوله إن . السلسلة تكفي . ولا داعي لتقديم
المال . وخلال اللقاء قام كلاهما . بالاضافة الى عدد
من افراد عائلة غباي خمو . بتزويد الأناشيد حول
. البرزاني الذاهب الى الحرب . . .
ويتحدث حاييم ليفكوف عن لقائه مع مصطفى

في تحقيق خاص نشرته صحيفة . معاريف .
الاسرائيلية في ملحقها الاسبوعي الصادر في
1987/9/11 . ما يؤكد بان اتصالات الزعيم
الكردية الراحل مصطفى البرزاني مع الاسباط
الاسرائيلية . لم تقتصر على المستوى السياسي فقط .
وانما امتدت أيضا الى افراد من أبناء الطائفة
اليهودية الكردية الذين هاجروا إلى الكيان الصهيوني
في الخمسينات . وقد اشارت . معاريف . إلى دور
هؤلاء في خلق وتعزيز علاقات البرزاني مع الدوائر
الصهيونية الرسمية . وخصوصا خلال الفترة الواقعة
بين عامي 1966 - 1974 . استنادا الى معلومات
الصحافي الاسرائيلي اسحق بن - حورين . الذي قام
بإعداد التحقيق .

ويتركز تحقيق بن - حورين حول . الصداقة
الحميمة . التي جمعت مصطفى البرزاني مع
يهودي كردي يدعى دايميد غباي خمو . حيث يفيد بأنه
لدى وصول البرزاني إلى . اسرائيل . خلال زيارته

السرية الأولى التي تمت في منتصف نيسان/ابريل عام
1968 . وعند هبوطه من سلم الطائرة . يادر بالسؤال
عن صديقه دايميد غباي خمو . عندما لم يمش عليه بين
مضيفين الاسرائيليين . وقد اثارته هذه اللقطة دهشة
الاخرين . وبالذات حاييم ليفكوف الذي كان يشغل
منصب . مسؤول شؤون الاقليات . . آنذاك سافر
ليفكوف على الفور إلى مدينة طبرية . من أجل التفتيش



مصطفى البرزاني
هدية ذهبية
بمناسبة زواج راحيل ابنة
موشي دايان